



DÉBATS

de

l'Assemblée législative

26e Législature — 3e session

Vol. 1 - Séances du 9 janvier au 27 mars 1962

1962

**Texte établi par Jocelyn David, Ian Marcotte
et Josée Levasseur**

Orateur : l'honorable John Richard Hyde

DÉBATS DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

26e Législature – 3e session

Vol. 1 - Séances du 9 janvier au 27 mars 1962

1962



DÉBATS

de

l'Assemblée législative

26e Législature — 3e session

Vol. 1 - Séances du 9 janvier au 27 mars 1962

1962

**Texte établi par Jocelyn David, Ian Marcotte
et Josée Levasseur**

Québec

Section de l'indexation et de l'édition des débats reconstitués

Bibliothèque de l'Assemblée nationale

2011

Éléments de catalogage

Québec (Province). Législature. Assemblée législative.

Débats de l'Assemblée législative. -- 1ère législature,
1ère session (1867/68)- . -- Québec: Assemblée nationale,
Journal des débats, 1974-
v.

Texte établi par Marcel Hamelin... [et al.].

Les années 1877-1892/93 ont été compilées et publiées par
G.-Alphonse Desjardins sous le titre: Débats de la législature
provinciale de la Province de Québec.

Le titre varie légèrement, 1897/98-1906: Débats de
l'Assemblée législative du Québec.
Éditeur varie.

1. Québec (Province). Législature. Assemblée législative -
Compte rendu des débats. 2. Québec (Province) - Politique et
gouvernement. I. Hamelin, Marcel, 1937- . II. Québec
(Province). Bibliothèque de l'Assemblée nationale. Service de la
reconstitution des débats. III. Québec (Province). Assemblée
nationale. Journal des débats. IV. Titre.V. Titre: Débats de
l'Assemblée législative du Québec.

328.714/02

A11A8/A22

Bibliothèque de l'Assemblée nationale

Direction:

Jean Chabot

Recherche et reconstitution:

Jocelyn David

Ian Marcotte

Josée Levasseur

Maria Buttazoni

Introduction:

Olivier Côté

Traduction:

Conceptum

Révision et édition:

Michel Rhéaume

Donald Chouinard

Marie Auger

Indexation:

Josée Levasseur

Collaboration:

Danielle Bernier

Christian Blais

Marthe Bussières

Rénald Buteau

Benoît Fortin

Gilles Gallichan

Louise Ouimet

Martin Pelletier

Jocelyn Saint-Pierre

Réjeanne Trépanier

Journal des débats

Tous droits réservés

Dépôt légal – 2^e trimestre 2011

Bibliothèque et Archives nationales Québec

ISBN 978-2-551-23990-0

ISSN 0847-4273

15 \$

Note de l'éditeur

Les débats reconstitués de l'Assemblée législative et les introductions historiques sont diffusés dans leur intégralité sur le site web de l'Assemblée nationale du Québec. Malgré tout le soin apporté à la rédaction de ces débats reconstitués, des erreurs, omissions ou imprécisions ont pu se glisser dans le texte. L'Assemblée nationale se réserve le droit de valider tout errata qui lui sera éventuellement soumis.

L'Assemblée nationale corrigera le texte de la version web en priorité et ne prend aucun engagement pour ce qui est de la version imprimée. En cas de divergence entre la version imprimée et la version web, cette dernière prévaudra.

Pour nous contacter : reference@assnat.qc.ca

Introduction historique

Le Québec, le Canada, le monde en 1962

À l'heure d'une prospérité économique retrouvée, le gouvernement de Jean Lesage poursuit au Québec ses réformes en éducation, en santé et aux affaires sociales à l'enseigne des principes généraux de l'État-providence : réglementation de l'économie, redistribution de la richesse et instauration d'un filet social¹. La Révolution tranquille suit son cours.

L'État québécois soutient de nombreux projets d'envergure. La réalisation d'un réseau de métro à Montréal est annoncée le 20 octobre 1961. En avril 1962, le maire Jean Drapeau propose Montréal comme candidat à l'organisation de l'exposition universelle de 1967 (Expo 67), candidature qui obtient l'appui du gouvernement du Québec².

Sur la question des relations internationales, le gouvernement du Québec cultive un lien privilégié avec la France et les autres pays francophones. Dans le cadre de son voyage en France, où il est accueilli officiellement comme chef d'État par le président Charles de Gaulle, Lesage inaugure la Maison du Québec à Paris, qui remplace l'ancienne délégation commerciale du Québec. (4 et 5 octobre 1961) Celui-ci reviendra sur la portée symbolique de cet événement majeur lors de son discours du trône : « L'inauguration de la Maison du Québec à Paris a été l'occasion de démonstrations inoubliables dont les représentants de notre province ont été l'objet. [...] Nous avons raison d'espérer que les relations plus étroites que jamais ainsi établies entre la France et le Québec produiront d'heureux résultats. » (6 janvier 1962) La Délégation du Québec à Paris jouira d'une reconnaissance diplomatique officielle du gouvernement français³.

Réciproquement, les 9 et 21 mars 1962, l'Assemblée législative reçoit la visite de représentants de la Belgique – Guy Dufresnes de la Chevalerie, ambassadeur de Belgique au Canada; Maurice Brasseur, ministre du Commerce extérieur et de l'Assistance technique – et de Francis Lacoste, ambassadeur de France au Canada. Plus tard, en mai 1962, la France envoie Raymond Bousquet comme ambassadeur. Il nomme pour la première fois des attachés culturels aux consulats généraux de France à Montréal et à Québec⁴.

Ces réformes sociales, ces projets d'envergure et ces gestes hautement autonomistes de rapprochement avec la francophonie reçoivent l'approbation unanime des dirigeants syndicaux, du patronat, du milieu francophone des affaires, des intellectuels, des universitaires, des élites politiques et surtout des technocrates et des hauts fonctionnaires à la tête des institutions étatiques qui sont « en mesure d'influencer les grandes orientations de la société⁵ ».

Ces élites partagent, de manière consensuelle, du moins jusqu'en 1965, le même désir de réformer la société en vertu de principes néolibéraux ou chrétiens réformistes⁶. Elles chargent l'État de la réduction des inégalités sociales, soit du legs « à chaque citoyen [d']une éducation suffisante, des conditions de vie décentes et [d']une sécurité sociale aussi large que possible⁷ ». Elles rejettent les anciennes valeurs conservatrices, embrassent « l'idée de rattrapage et de modernisation » du Québec par le biais d'un État québécois puissant, vecteur d'un nouveau nationalisme d'affirmation de moins en moins canadien-français et pancanadien⁸.

D'autres mouvements, qui s'interpénètrent sur le plan des idées comme sur le plan organisationnel, sont encore inscrits en marge de la société. La mouvance socialiste, en 1962, dénonce « la timidité des réformes sociales⁹ » du gouvernement Lesage. Elle prône la collectivisation complète de l'économie et l'accroissement du pouvoir des travailleurs à l'intérieur des balises de la démocratie parlementaire libérale. La revue *Cité libre*, fondée en 1950 par un groupe d'intellectuels (Pierre Vadeboncoeur, Gérard Pelletier et Pierre Elliott Trudeau), compte de nombreux auteurs socialistes. Ces gens fonderont, en 1963, le NPD-Québec et le Parti socialiste du Québec.

Le féminisme réformiste, qui défend l'égalité juridique des femmes et des hommes, trouve son porte-voix en la personne de Marie-Claire Kirkland-Casgrain. D'autres mouvements féminins, par contre (Voix des femmes, Cercle des fermières, Union catholique des femmes rurales, Cercles d'économie domestique), ne se préoccupent guère « des questions d'émancipation ou d'égalité¹⁰ ». Encore en 1961, des femmes sont fortement découragées de joindre la sphère du travail. Elles ne gagnent que 59 % du salaire des hommes pour un emploi comparable et risquent à tout moment d'être congédiées advenant une grossesse¹¹.

Le mouvement indépendantiste, quant à lui, rallie des appuis significatifs, à la faveur de la publication des livres *Pourquoi j'ai choisi l'indépendance?* (Raymond Barbeau, 1961) et *Pourquoi je suis séparatiste?* (Marcel Chaput, 1961). Ce projet de société est également promu par le Rassemblement pour l'indépendance nationale (RIN), qui compte à sa tête, depuis le 29 octobre 1961, Marcel Chaput en remplacement d'André D'Allemagne¹².

Divers groupuscules nationalistes privilégient les gestes d'éclat à la persuasion politique. C'est le cas du Mouvement de libération nationale qui vole, le 24 juin 1962, le mouton du défilé de la Saint-Jean, symbole de l'oppression des Canadiens français. Dès mars 1963, le Front de libération du Québec (FLQ) coordonnera les actions terroristes (attentats à la bombe) de différents groupes, dont le point d'action culminant sera, en octobre 1970, les enlèvements du diplomate James Richard Cross et du ministre Pierre Laporte¹³.

Dans une tout autre sphère, le *Mouvement laïque de langue française*, fondé par Jacques Godbout et Jacques Mackay, fait la promotion de la création d'écoles non confessionnelles. Il joue un rôle de premier plan dans les audiences publiques de la Commission Parent sur l'éducation, qui débute le 6 décembre 1961 et qui s'échelonnent jusqu'en 1966. Le mandat de la commission, très large, est « d'étudier l'organisation et le financement de l'enseignement à tous les niveaux¹⁴ ».

Ce positionnement en faveur de la laïcisation de la société exaspère les traditionalistes, qu'ils soient créditistes ou « intégristes religieux ». Ces derniers proposent le maintien du réseau d'institutions religieuses des années 1950. Or, le traditionalisme, « qui avait fortement coloré les années 1930-1945 et qui, même soumis à la critique, jouait encore un rôle déterminant entre 1945 et 1960, se voit relégué rapidement à une position défensive et minoritaire par la profusion des courants valorisant la rupture et l'innovation¹⁵ ».

Les grandes cérémonies ostentatoires du cardinal Paul-Émile Léger (1953-1968) réussissent à cacher, du moins temporairement, la réduction graduelle de la sphère d'influence de l'Église catholique au Québec et de son action politique. Cette institution fait face à un double phénomène : la décléricalisation et la déconfessionnalisation. D'une part, avec la pluralisation de la société, l'Église perd son rôle de guide, de « dénominateur commun » de l'ensemble de la communauté québécoise et, d'autre part, avec la montée de l'État-providence, l'État et ses fonctionnaires remplacent graduellement les institutions religieuses qui exerçaient autrefois un rôle majeur dans les domaines de l'enseignement, de la santé et de la sécurité sociale¹⁶.

La crise de l'Église catholique est profonde. Celle-ci tentera tant bien que mal de s'adapter à la modernité en accordant un nouveau rôle aux laïcs, en privilégiant le dialogue avec les autres Églises chrétiennes et en appliquant les grandes orientations œcuméniques du concile de Vatican II¹⁷. Mais ses effectifs cléricaux et la pratique religieuse chuteront irrémédiablement à la fin des années 1960. Ceci marquera la lente disparition de la société traditionnelle canadienne-française, avec son catholicisme, ses notables locaux et son clergé conservateur¹⁸.

Une nouvelle société moderne, décléricalisée et laïcisée prend son élan. Les artistes s'expriment avec de plus en plus de liberté, bien que soit toujours présente l'autorité morale de l'Église catholique qui exerce encore sa censure. Le Comité provisoire pour l'étude de la censure du cinéma dans la province de Québec, présidé par Georges Dufresne, recommande, il est vrai, l'abolition de la censure cinématographique et son remplacement par un système de classification (le rapport « Régis »), mais il faudra attendre l'année 1967 avant que soient appliquées ses principales recommandations¹⁹.

La production cinématographique québécoise se renouvelle dans l'adoption du « cinéma direct », genre qui privilégie la présentation, en images et en sons captés en direct, de la parole et du geste de l'humain dans son contexte naturel, de la saisie de l'événement au moment où il se produit²⁰. Des documentaires, surtout produits par l'Office national du film (ONF), voient le jour : *Golden Gloves* de Gilles Groulx, sur l'univers de la boxe à Montréal (1961); *La lutte* de Michel Brault, Marcel Carrière, Claude Fournier et Claude Jutra (1961); *Bûcherons de la Manouane* de Arthur Lamothe (1962). *À Saint-Henri le 5 septembre*, de Hubert Aquin, traite de ce quartier ouvrier à l'est de l'île de Montréal, et *Pour la suite du monde*, classique intemporel du cinéma québécois, réalisé par Michel Brault et Pierre Perrault, s'intéresse aux gens de l'Île-aux-Coudres et à leurs traditions ancestrales (1962).

Jacques Hébert fonde, en 1961, les Éditions du Jour, lesquelles contribuent au renouveau littéraire québécois. Notons la publication, dans plusieurs maisons d'édition, du roman *La Montagne secrète*, de Pierre Cadourai (Beauchemin, 1961); des recueils de nouvelles *Laure Clouet*, d'Adrienne Choquette (Institut littéraire du Québec, 1961); et *Contes du pays incertain*, de Jacques Ferron (Éditions d'Orphée, 1962). En poésie, l'événement de l'année demeure la publication du recueil *Recours au pays*, de Jean-Guy Pilon (Éditions de l'Hexagone, 1961).

La télévision devient véritablement un média de masse qui s'insère dans les habitudes quotidiennes des Québécois. À la suite d'une stratégie concertée d'investissements massifs de la CBC/Radio-Canada dans les grandes villes et du développement de stations privées dans les petits centres, 94 % des ménages de 1960 pouvaient accéder théoriquement aux ondes de la télévision canadienne, à la condition expresse de posséder un téléviseur, ce qu'ont les Québécois dans une proportion de 90,8 % (Recensement de 1961)²¹.

À Montréal, trois stations se partagent le marché, par ordre de popularité : CBFT (Radio-Canada), CFCF (CTV) et CBMT (CBC)²². Il faudra attendre le 19 février 1961 avant que ne soit lancée la station montréalaise CFTM-TV, qui sera plus tard affiliée au groupe TVA. Son premier grand succès est sans doute l'émission *Jeunesse d'aujourd'hui*, animée par Pierre Lalonde et diffusée les samedis soir à compter du 16 juin 1962, qui fait la promotion des nouveaux talents musicaux de la pop franco-québécoise. Les Baronets y font d'ailleurs leur apparition, après avoir été découverts à l'émission de l'animateur Jean Simon, en 1961.

Les chansonniers et les musiciens classiques sont surtout l'apanage de Radio-Canada, qui diffuse les concerts de l'Orchestre symphonique de Montréal, nouvellement installé à la Place des Arts en 1961 et sous la direction du jeune chef Zubin Mehta (1961-1967)²³, tout autant que les chansons des Pauline Julien, Renée Claude et Jean-Pierre Ferland qui sont reçus aux émissions *Music Hall* et *Chez Clémence*²⁴.

Puissant diffuseur de culture populaire, la télévision constitue aussi un nouveau média d'information qui, dans le monde occidental, fait maintenant compétition au journalisme de la radio et de la presse écrite. Et tout cela, grâce au direct télévisuel, dont l'instantanéité et la rapidité s'implantent au rythme de l'amélioration des moyens technologiques de diffusion (satellite Telstar, réseau national de retransmission par micro-ondes).

Une nouvelle conscience planétaire s'installe dès lors : « Le visionnement des images partout, tout le temps, qui efface des décalages spatio-temporels crée une fusion collective, une dimension mondiale réelle dans l'esprit des habitants terrestres [...]. [Cette] mondialisation signifie la mise en scène du monde pour le monde, la présence de tous au même monde, en même temps²⁵. »

Sur la scène mondiale, la relative libéralisation de l'Union des républiques socialistes soviétiques (URSS), amorcée après la mort de Staline (1953) et le XX^e Congrès du parti communiste (1956), sous l'égide du secrétaire Nikita Khrouchtchev (1953-1964), contribue à rapprocher momentanément le bloc communiste du bloc capitaliste. Mais ce rapprochement sera annihilé successivement par l'écrasement de l'insurrection hongroise par l'armée soviétique (1956), l'alignement du Cuba de Fidel Castro sur l'URSS (1960) et l'invasion, avec l'appui logistique de la CIA (Central Intelligence Agency, États-Unis), des exilés cubains à la baie des Cochons (Cuba, avril 1961). Le 7 février 1962, le gouvernement américain met en application un embargo contre Cuba. Puis, en octobre 1962, l'acceptation par Fidel Castro de l'hébergement des missiles soviétiques sur son île provoque une crise politico-militaire, « la crise des missiles », opposant le président américain John F. Kennedy à son homologue soviétique (16 au 28 octobre 1962).

Par ailleurs, en Allemagne, sur instruction des Soviétiques, la République démocratique allemande (RDA) parachève le mur de Berlin, lequel marquera la frontière, pour les 29 années à venir, entre l'Allemagne de l'Ouest et l'Allemagne de l'Est (12 au 15 août 1961). Surtout, le déclenchement de la guerre au Vietnam (1964), précédé de l'envoi de 18 000 militaires américains au Sud-Vietnam (18 novembre 1961) et d'hélicoptères à Saïgon (11 décembre 1961), finira de diviser le monde et de raviver la menace nucléaire²⁶.

À l'intérieur même du bloc communiste, la Chine prend ses distances du grand frère soviétique. Le 17 octobre 1961, le Congrès du Parti communiste de l'Union soviétique (PCUS)

consacre le schisme sino-soviétique. C'est dans ce contexte que la Chine se trouve un nouvel allié en l'Albanie (13 janvier 1962).

Les anciens empires coloniaux poursuivent leur désintégration. L'Inde récupère ainsi la colonie portugaise de Goa (19 décembre 1961); d'autres pays, notamment le Tanganyika (9 décembre 1961), la Samoa occidentale (1^{er} janvier 1962), le Rwanda, le Burundi (1^{er} juillet 1962) et l'Algérie (5 juillet 1962) acquièrent leur indépendance officielle. Un nouveau tiers-monde émerge et aspire « à rester neutre entre les deux blocs antagonistes²⁷ ». C'est ainsi que Tito, le président yougoslave, organise la première conférence des non-alignés à Belgrade, où sont réunis, du 1^{er} au 6 septembre 1961, 21 États qui refusent de faire bloc avec les États-Unis ou l'URSS.

Dans ce contexte d'instabilité politique et de guerre froide, le gouvernement canadien participe de plein gré à la défense de l'Amérique du Nord. Sa politique extérieure est fermement alignée sur celle des États-Unis, avec qui il conclut une alliance militaire, concrétisée dans le *North American Air Defense Command* (NORAD; 1957). Le gouvernement canadien autorise les appareils militaires américains à survoler le territoire national, permet l'établissement de stations radars et d'installations militaires américaines, et accepte la présence de batteries de missiles américains. Mais, lorsque la crise des missiles à Cuba survient, John Diefenbaker, premier ministre du Canada, hésite « à mobiliser ses forces armées en laissant entendre qu'il ne partage pas entièrement l'analyse américaine de la situation²⁸ ». Plus encore, le gouvernement refuse catégoriquement que des ogives nucléaires américaines, à installer sur les missiles canadiens du centre-nord du pays, entrent sur son territoire²⁹.

Le fait d'armes de la politique intérieure du gouvernement Diefenbaker est sans aucun doute la réforme de la politique d'immigration canadienne. Prévaudra à l'avenir le principe d'admissibilité universelle, qui met fin à la discrimination des non-Blancs dans la sélection des migrants (1962). Seuls deux éléments discriminatoires demeurent : la concentration des bureaux d'immigration du Canada en Europe et le maintien des restrictions de parrainage dans le cas des pays africains et asiatiques.

Malgré cette nouvelle ouverture à la diversité culturelle, Diefenbaker peine pourtant à comprendre le Québec francophone, « à saisir les enjeux et la portée de la Révolution tranquille³⁰ ». Les Québécois perçoivent ce gouvernement comme éminemment anglophone et peu sensible aux aspirations du Québec, comme en atteste la popularité, aux élections fédérales de 1962, du Parti libéral fédéral, qui arrive au premier rang au Québec (35 sièges sur 75; 39,2 % du suffrage exprimé). Le Crédit social, qui récolte 26 députés surtout en provenance de comtés ruraux, se substitue au Parti conservateur (14 sièges)³¹. Avec pour résultat net que sur la scène nationale, le gouvernement conservateur de John Diefenbaker est réélu minoritaire, le 18 juin 1962, avec 116 sièges sur 265 et 37,3 % du suffrage.

Les parlementaires

À l'ouverture de la session, sur les 95 sièges que compte l'Assemblée législative, on dénombre 54 députés libéraux (trois de plus par rapport à l'ouverture de la session précédente), 40 députés unionistes (un de moins), et un député indépendant, Frank Hanley.

Dans le cadre de l'élection partielle dans Chambly, tenue le 14 décembre 1961, le journaliste au *Devoir*, Pierre Laporte, succède à l'ancien député libéral Robert Théberge, décédé en fonction. L'Union nationale lui laissera le champ libre en ne présentant aucun candidat dans cette circonscription.

À l'ouverture de la session, Frédéric Coiteux, libéral, est déclaré élu dans L'Assomption. Car l'ancien député unioniste Stanislas-Victor Chartrand avait été déclaré défait, en vertu du jugement de la Cour de magistrat, à la suite de manœuvres frauduleuses.

Mais l'histoire retiendra surtout l'élection de Marie-Claire Kirkland-Casgrain, qui, lors d'une partielle dans le comté de Jacques-Cartier, succède à son père décédé, Charles-Aimé Kirkland, député de cette circonscription depuis 1939. Elle devient ainsi la première femme députée au Québec.

Sa première intervention en Chambre, le 10 janvier, est soulignée par les applaudissements chaleureux de l'ensemble de la députation et ceux des tribunes bondées du parlement. Pierre Laporte et Daniel Johnson rendent ensuite hommage à leur collègue :

M. Laporte (Chambly): L'élection de la première femme à l'Assemblée législative est un événement politique majeur. C'est le Parti libéral qui a accordé le droit de vote aux femmes; il était logique que ce soit lui également qui présente et fasse élire la première femme à la Chambre. C'est la reconnaissance définitive et totale de ce droit de vote, et je suis certain que le niveau général de nos discussions en cette Chambre en sera heureusement influencé. Je souhaite que d'autres femmes se fassent élire à l'Assemblée législative.

M. Johnson (Bagot): Je veux lui dire que nous, de l'opposition, nous sommes très heureux de constater la présence en cette Chambre d'une femme agréable, charmante, courageuse, avocate distinguée, fille d'un député que tous les collègues avaient appris à estimer, parce qu'il était très agréable dans l'intimité et peu encombrant en Chambre, car il avait beaucoup de compréhension envers le gouvernement.

Autrement, Marie-Claire Kirkland-Casgrain n'interviendra que rarement en Chambre, bien qu'elle soit présente lors des votes importants. Le premier échange musclé de la députée survient lorsque Johnson attaque son intégrité politique sur la question de sa présence lors des bénédictions d'école dans son comté. (5 avril 1962) Par ailleurs, le 3 juillet 1962, la députation unioniste ne lui fera pas de quartier lorsqu'elle deviendra la première femme à présider un comité plénier à l'Assemblée législative. Elle aura du mal à imposer l'ordre et le respect en Chambre. Dans les pages du *Montréal-Matin*, le correspondant Paul Rochon sera tout aussi irrespectueux de son rôle de députée dans sa description ironique et flagorneuse de son habillement³².

Pour présider les travaux de la Chambre basse, John Richard Hyde est choisi par ses pairs, le 9 janvier 1962. Il est le premier député de langue anglaise élu à ce poste depuis 1880. L'unioniste Jean-Jacques Bertrand agit, quant à lui, comme Orateur suppléant à compter du 30 janvier 1962.

Certains ministres, à la faveur de l'internationalisation des relations du Québec avec la francophonie et des préparatifs à la nationalisation de l'électricité, doivent manquer plusieurs séances : Georges-Émile Lapalme, ministre des Affaires culturelles, représente le Québec à l'exposition de Bordeaux sur l'« art au Canada », entre le 5 mai et le 5 juin; René Lévesque, pour sa part, se déplace dans des régions minières et hydroélectriques loin des grands centres urbains.

D'autres députés devront s'absenter en raison de problèmes de santé : Paul Earl, ministre du Revenu, est hospitalisé durant le mois de mai 1962, pendant quelques semaines; Alphonse Couturier, député libéral de Rivière-du-Loup et ministre de la Santé, est retenu chez lui du 26 juin au 5 juillet; enfin, le député unioniste Paul Dozois, de Montréal-Saint-Jacques, atteint d'une appendicite aiguë, doit s'absenter à partir du 4 juillet.

Il n'y a pas eu de remaniement ministériel. Mais notons la nomination au poste de lieutenant-gouverneur du Québec, le 11 octobre 1961, de Paul Comtois. Son prédécesseur, Onésime Gagnon, ancien ministre des Finances de l'Union nationale, était décédé en fonction le 30 septembre 1961³³.

Le Parti libéral

Le Parti libéral savoure encore son éclatante victoire de 1960. Le premier ministre et chef du parti, Jean Lesage, est toujours perçu comme homme de prestance et de prestige. Son biographe, Dale C. Thompson, le décrit comme un homme intelligent, beau, doté « d'une énergie exceptionnelle », d'une grande ambition et « doué d'une voix résonnante qui donnait du poids à ses paroles », mais aussi « arrogant » et ayant un fort penchant pour l'alcool³⁴.

Député fédéral de Montmagny-L'Islet, de 1949 à 1958, ministre des Ressources et du Développement économique, en 1953, et ministre du Nord canadien et des Ressources

nationales, de 1953 à 1957, dans le gouvernement libéral de Louis Saint-Laurent, Lesage avait été élu chef du Parti libéral du Québec en 1958. Il était parvenu à rallier autour de lui l'aile réformiste de son parti – leaders de Montréal, affiliés à la Fédération libérale – tout autant que son aile modérée – leaders de Québec et des régions, attachés à des formes organisationnelles plus classiques³⁵.

Le parti peut compter sur une base militante de plus en plus élargie, sur la Fédération libérale du Québec, dont l'objectif immédiat est de démocratiser les associations de circonscriptions, et sur les associations locales du parti. Sa députation est, dans une proportion de 50 % à 60 %, issue des professions libérales et des milieux financiers et possède, dans la même proportion, une formation universitaire. Son électorat est surtout urbain : le parti connaît en effet beaucoup plus de succès dans les circonscriptions urbanisées que rurales³⁶.

Le cabinet Lesage, à l'intérieur duquel règne un semblant d'unité, mais pas une « union » fraternelle³⁷, est constitué de nombreux ministres-vedettes : René Lévesque, ancien journaliste étoile de Radio-Canada (émissions *Conférences de presse*, *Point de mire*), est ministre des Ressources naturelles et député de Montréal-Laurier; Paul Gérin-Lajoie, ministre de la Jeunesse et député de Vaudreuil-Soulanges, anciennement boursier Rhodes en droit (1945-1948) et candidat à la course à la chefferie du Parti libéral (mai 1958), conseille le gouvernement sur les questions constitutionnelles; Jean-Paul Couturier, chirurgien de formation, est ministre de la Santé et député de Rivière-du-Loup; René Hamel, ancien député du Bloc populaire (1945-1949), avocat de formation féru de sciences politiques et sociales, est député de Saint-Maurice et un ministre du Travail « laborieux et consciencieux », mais bien peu « novateur », selon D. C. Thompson³⁸; Gérard D. Levesque, député de Bonaventure et ministre de l'Industrie et du Commerce, avocat de formation, se fait plutôt discret au Salon vert, sauf sur les sujets qui relèvent de la Gaspésie; enfin, Georges-Émile Lapalme, vice-premier ministre, procureur général et ministre des Affaires culturelles, ancien chef du Parti libéral (1950-1958), est le penseur qui se cache derrière les grandes réformes de la Révolution tranquille. En 1962, il cherche à sortir de la politique, à ne plus être procureur général, désenchanté qu'il est par son travail : « Pris entre les émeutes du pénitencier et les problèmes des "procureurs de la couronne", je vivais la vie que je n'aurais jamais voulu vivre³⁹. »

Sur tous les plans, l'État québécois de Jean Lesage est celui d'un État-providence, c'est-à-dire qu'il a pour objectif principal d'assurer le bien commun en étendant la protection sociale à l'ensemble de la population. Lesage fait un vibrant discours sur cette thématique :

[...] il n'est plus permis, dans notre société, que celui qui en a les talents ne puisse, faute d'argent, recevoir le niveau d'instruction qu'il serait capable d'atteindre. Il n'est plus permis, dans notre société évoluée, de réserver seulement à ceux qui en ont les moyens financiers les services d'hospitalisation et de santé que leur état peut réclamer. L'esprit de justice sociale, qui doit nous animer tous, nous incite à recourir à des méthodes nouvelles d'entraide, de soutien et de secours en faveur non seulement de ceux de nos concitoyens qui sont nécessiteux, mais aussi de ceux que des obstacles purement financiers empêchent de bénéficier d'un niveau d'éducation convenable et des services modernes de protection de la santé. (16 avril 1962)

L'État se transforme aussi en un puissant levier économique dans l'exploitation des ressources naturelles du Québec, en un outil d'émancipation pour les Canadiens français, acteurs de seconde zone depuis la Conquête de 1759. Sur cet aspect, le Parti libéral harnache plus directement sa pensée politique sur un néonationalisme libérateur d'un passé oppresseur :

Dans le passé, nous pouvions nous contenter de vivre repliés sur nous-mêmes ; cela a réussi, dans une certaine mesure, à nous faire conserver nos traits culturels particuliers, notre langue et notre religion. Dans le monde actuel, où les frontières se compénètrent et où les distances n'existent plus, une telle attitude serait cependant dangereuse. Nous devons, au contraire, que nous le voulions ou non, faire face au monde qui nous entoure et nous affirmer nous-mêmes. [...] Nous possédons en effet un instrument, un levier commun grâce auquel nous pouvons anticiper des réussites étonnantes; évidemment, nous ne pouvons en attendre des miracles, mais, dans notre situation, nous serions coupables de ne pas nous en

servir. Ce levier commun, c'est notre gouvernement, notre État du Québec; il ne faut pas oublier que c'est la plus puissante institution dont nous disposions, et cela, à tous les points de vue. (Lesage, 12 avril 1962).

Ce nationalisme se situe par ailleurs en opposition à l'ancien nationalisme canadien-français, encore partagé, sous certains aspects, par la députation unioniste. Son horizon d'action demeure confiné à la survivance de la « race », à la sauvegarde providentialiste de ses caractéristiques que l'on définissait comme intrinsèques (langue française, foi catholique), pour « vivre et [...] progresser suivant la ligne de notre destin propre ». (Johnson, 8 mai 1962)

Il est vrai que dans l'esprit des ministériels, le Québec constitue, au sein du Canada français, le foyer culturel. « la maison mère de la culture française en Amérique ». (Pierre Laporte, 3 avril 1962) Mais le gouvernement québécois, néonationaliste dans son essence, ne s'en tient pas exclusivement à un discours sur la survivance de la race canadienne-française. Celui-ci poursuit une politique d'appui financier et moral aux minorités francophones hors Québec (création d'un Département du Canada français d'outre-frontières) et compte défendre les griefs constitutionnels des minorités. L'éclatement de l'idéal du Canada français, la focalisation exclusive sur le Québec, ne s'imposera que plus tard dans les esprits. Pour l'heure, donc, le gouvernement libéral poursuit la défense des droits constitutionnels du Québec, tout en acceptant les subventions du gouvernement fédéral dans le cadre de programmes conjoints.

L'Union nationale

L'Union nationale de 1962 se ressaisit des décès successifs des premiers ministres Maurice Duplessis (1959) et Paul Sauvé (1960), et de la bisbille entre factions qui avait caractérisé le mandat d'Antonio Barrette (1960-1961). Le 23 septembre 1961, les membres du parti élisent à Québec leur nouveau chef, Daniel Johnson.

Johnson est considéré par plusieurs comme un unioniste d'arrière-garde. Lui-même se représente comme un héritier de Duplessis et profite du soutien moral et logistique de Gérard Martineau, trésorier de l'Union nationale jusqu'au 2 octobre 1961⁴⁰. Avocat de formation, Johnson fut élu député de Bagot en 1946, circonscription qu'il représentera jusqu'à son décès en 1968. Il fut également ministre des Ressources hydrauliques sous Duplessis, Sauvé et Barrette, du 30 avril 1958 au 5 juillet 1960.

Johnson est peu populaire auprès de l'électorat québécois, bien que, chez les habitants ruraux, le charme de l'Union nationale opère toujours⁴¹. Dans l'immédiat, Johnson doit solidariser les membres de son parti autour de sa personne, compte tenu de sa faible majorité dans la course au leadership – 1 006 votes, contre 912 pour son adversaire Jean-Jacques Bertrand, député de Missisquoi, auparavant ministre des Terres et Forêts (1958-1960) et ministre de la Jeunesse et du Bien-être social (cabinet Barrette, 1960). En coulisse, les partisans de Bertrand « se réfugient dans l'amertume ou la dissidence⁴² ». Dès la rentrée parlementaire, toutefois, le candidat défait à la course à la chefferie et le député Armand Maltais font serment de loyauté en Chambre à leur nouveau chef, démentant par le fait même les rumeurs médiatiques voulant qu'ils fondent un nouveau parti de tendance indépendantiste. (18 et 23 janvier 1962)

Le nouveau chef de l'Union nationale peut compter sur l'appui d'un parti restructuré. La haute direction, composée de 15 personnes réparties dans trois comités, et le secrétariat général permanent, qui a pour fonction première la propagande et l'organisation du parti, lui sont acquis⁴³. Johnson est entouré d'organiseurs politiques duplessistes aux mœurs politiques douteuses, acquis à son leadership, dont il a peine à se débarrasser pour amorcer la démocratisation du parti, mesure qui plaisait au groupe des partisans de Jean-Jacques Bertrand et qui contribuerait à consolider l'unité du parti⁴⁴.

En Chambre, la députation unioniste compte en ses rangs quelques grosses pointures. Dans l'enceinte parlementaire, ces députés disposent désormais d'une liberté de parole qu'ils n'avaient jamais eue sous Duplessis, liberté toujours confinée par la ligne du parti et le jeu politique. Parmi le nombre, il y a Maurice Bellemare, député de Champlain, ancien whip sous Duplessis (1948 à 1959) et ministre d'État sous Barrette et Sauvé (1959-1960), dont le dossier prioritaire est la construction du pont à Trois-Rivières; Paul Dozois, député de Montréal-Saint-

Jacques, ministre des Affaires municipales dans les cabinets Duplessis, Sauvé et Barrette (1956-1960), qui questionne le gouvernement sur l'endettement de l'État et sur les enjeux municipaux et dont, par ailleurs, les interventions sont très appréciées de l'ensemble de la députation; Armand Maltais, député de Québec-Est, avocat de formation, ministre d'État dans le cabinet Barrette (1960), qui promeut, en Chambre, l'épanouissement du fait français au Canada; Yves Prévost, député de Montmorency, ministre des Affaires municipales (1953-1956) et secrétaire de la province (1956-1960), pressenti en 1960 pour succéder à Paul Sauvé et chef intérimaire à la démission d'Antonio Barrette (16 septembre 1960), qui défend en Chambre le maintien de la décentralisation et de la confessionnalité du système d'éducation; Camille-Eugène Pouliot, député de Gaspé-Sud, ministre des Pêcheries maritimes (1944-1958) et ministre des Pêcheries et de la Chasse (1958-1960), qui se prononce sur des enjeux très locaux à la Gaspésie; Maurice Tellier, député de Montcalm, Orateur suppléant (1945-1955) et Orateur de l'Assemblée législative (1955-1960), spécialiste de la procédure parlementaire et du Code civil, qui conteste souvent les décisions de l'Orateur en fonction.

Comme par le passé, l'Union nationale inscrit sa pensée politique dans la philosophie chrétienne. Le parti souhaite conserver aux institutions chrétiennes et communautaires un rôle d'importance dans le développement économique et social du Québec. Elle concède à l'État un pouvoir d'intervention limité, essentiellement supplétif à l'action des autres organismes, dans la sauvegarde de la liberté individuelle, de la libre entreprise et dans la répression de certains abus du capitalisme : « Il y a des valeurs humaines que l'État ne doit jamais abandonner à la loi du plus fort sans trahir sa mission et se nier lui-même. C'est à l'État, et non pas à des intérêts particuliers, qu'il appartient d'agir comme arbitre du bien commun. » (Daniel Johnson, 26 juin 1962)

L'Union nationale entend lutter contre deux « fléaux » qui affligent la société québécoise, soit la sécularisation des services sociaux et la laïcisation de l'enseignement, deux tangentes qui vont, selon elle, à l'encontre de ses valeurs chrétiennes. Pour certains députés unionistes de l'arrière-garde, les partisans de cette laïcisation sont ni plus ni moins des communistes, des gauchistes, voire des Soviétiques. Ces qualificatifs seront servis, entre autres, au ministre de la Jeunesse, Paul Gérin-Lajoie, et au ministre des Ressources naturelles, René Lévesque. (Germain Caron, 26 janvier 1962; Daniel Johnson, 3 avril 1962 et 25 avril 1962)

L'action du gouvernement en faveur de l'étatisation des services tend donc, selon la rhétorique unioniste dominante, à rapprocher le Québec « du socialisme et du totalitarisme » soviétiques, au dire de Johnson. Pour lui, le principal danger de l'étatisation réside en fait dans le conséquent désengagement de l'individu pour sa communauté :

L'affaiblissement des libertés locales ne peut conduire qu'à la décomposition du corps social et à la perte du sens des responsabilités [...]. Si l'État continue d'absorber les sources de revenus et les responsabilités des organismes intermédiaires, il n'y aura plus bientôt en face de lui qu'une société désarticulée, une poussière d'individus, une masse inerte secouée sans possibilité de résistance par tous les courants idéologiques, au gré des modistes de la propagande, et mûre pour n'importe quelle forme de totalitarisme [...]. (8 mai 1962)

L'unioniste Jean-Jacques Bertrand se distingue de ses collègues. Il désavoue publiquement en sa présence le discours qu'il juge démagogique de son chef. Il défend la libre circulation démocratique des idées :

Pour ma part, j'ai reçu pour héritage le culte de l'esprit et le culte des idées. Et, dans le domaine des idées, il doit exister un grand climat de liberté, une atmosphère où l'on peut librement exprimer ses idées. Il faut qu'il y ait liberté pour qu'il y ait des idées. Si les idées sont bonnes, elles feront leur chemin et elles triompheront un jour si elles ont la sagesse pour vivre et s'épanouir. Il est futile de tenter l'étiquetage de toutes les idées. (3 avril 1962)

Sur le plan constitutionnel, l'Union nationale clairotte la nécessité d'appliquer les principales recommandations du rapport de la commission royale d'enquête sur les problèmes constitutionnels (commission Tremblay), déposé le 15 février 1956⁴⁵. On dénonce surtout la non-

acceptation des programmes conjoints avec le gouvernement fédéral et on revendique, pour le Québec avant tout, l'impôt sur les corporations qui exploitent les ressources naturelles. On évite cependant de se prononcer en faveur de l'étatisation. (Johnson, 8 mai 1962)

La députation unioniste continue par ailleurs de représenter Duplessis comme le plus grand défenseur de l'autonomie provinciale que le Québec ait connu, comme l'un des grands pères de la nation québécoise. Ceci tient lieu de réplique à la rhétorique politique libérale qui dévalorise l'ancien régime duplessiste, qu'elle qualifie indifféremment de « grande noirceur », de « Moyen Âge », « d'âge des ténèbres » pour mieux se positionner comme source lumineuse et élite éclairée de la nation.

Sur cette question de l'autonomie provinciale, Daniel Johnson – trois ans avant la publication de son *Égalité ou indépendance*⁴⁶ – énonce formellement sa pensée en Chambre, laquelle s'articule entre les pôles de la réforme de la Constitution canadienne et de l'indépendance du Québec : « Si la Constitution canadienne nous reconnaît la responsabilité de satisfaire à des besoins sans nous donner de droits, si elle fait de nous d'éternels mendiants, si elle nous maintient, en l'an de grâce 1962, dans un statut de coloniaux attardés, il est temps, je pense, qu'on la modifie ou qu'on en sorte. » (8 mai 1962)

Pour comble d'ironie, c'est à René Lévesque, futur chef du Parti québécois, que revient l'insigne honneur d'accuser Daniel Johnson d'être séparatiste :

L'honorable M. Lévesque (Montréal-Laurier): (Pointant du doigt le chef de l'opposition) Séparatiste! La séparation s'il le faut, mais pas nécessairement.

M. Johnson (Bagot): Si nous n'avons pas de droits prioritaires sur le seul champ de taxation qui nous soit accessible, cessons de parler d'autonomie ou d'autodétermination. Ça vient de finir. C'est aussi simple et aussi radical que cela.

(Applaudissements à gauche)

La Confédération survivra seulement si elle respecte la dignité de la province et si nous n'avons pas à nous rendre à Ottawa comme des quêteurs, pour quelque raison que ce soit [...]. (8 mai 1962)

Le discours du trône

Le 9 janvier 1962, le lieutenant-gouverneur Paul Comtois présente le programme législatif du gouvernement libéral : celui d'abord de la poursuite de l'assurance-hospitalisation, à travers le projet de loi des hôpitaux; celui ensuite de la création de deux comités spéciaux sur la refonte de la loi électorale et le remaniement de la division territoriale pour « assurer le bon fonctionnement de la démocratie ».

Dans l'attente des résultats des travaux de la Commission royale d'enquête sur l'enseignement (commission Parent), le gouvernement ne souhaite toujours pas se commettre sur la question de la laïcisation du système d'enseignement.

La mesure législative la plus ambitieuse est sans doute la création de la Société générale de financement, qui confirme que l'État québécois, ce grand planificateur, participe « à la mise en œuvre de nos richesses et à la création de nouvelles entreprises ».

En agriculture, le gouvernement annonce la création de l'Office des marchés agricoles, pour « mieux ordonner le marché des produits agricoles en général » et celui des produits laitiers. Il est aussi question d'accélérer le développement de l'agriculture industrielle par un projet de loi visant à procurer une source additionnelle de crédit agricole. Quant à la fusion des ministères de l'Agriculture, de la Colonisation et de la Chasse et des Pêcheries, celle-ci participe plutôt à un effort de rationalisation de l'État.

En matière de condition ouvrière, le gouvernement annonce divers amendements à la loi des accidents du travail, sans être plus précis.

Dans son discours sur l'adresse en réponse au discours du trône, le 10 janvier 1962, Pierre Laporte, député de Chambly, tente de justifier le nouveau rôle économique de l'État par un « maître chez nous » bien senti, où l'interventionnisme économique de l'État participe tout autant à la survivance de la culture française au Canada qu'à la floraison des nouvelles œuvres culturelles canadiennes-françaises. Laporte fait part de la volonté du gouvernement d'inclure les protestants francophones au sein de l'école française.

Marie-Claire Kirkland-Casgrain, lors de sa première intervention en Chambre, formule le vœu d'améliorer le statut juridique de la femme mariée à l'intérieur du Code civil. Elle énonce le principe général d'une meilleure répartition de l'autorité familiale, entre la femme et l'homme, anciennement exclusivement maritale : « Pareilles réformes tiendraient, dit-elle, dans le respect de nos conceptions traditionnelles, à rendre à la femme mariée la situation qui lui revient, à savoir celle d'une véritable collaboratrice de son mari, tant sur le plan spirituel que sur le plan économique, associée à part entière dans la famille, cellule sociale par excellence. » En particulier, elle veut permettre à la mère, pour des raisons humanitaires, d'autoriser toute chirurgie nécessaire à ses enfants, lorsque le père est dans l'impossibilité d'accorder son autorisation paternelle, comme cela se fait déjà en France⁴⁷.

Le 16 janvier 1962, Johnson formule ses critiques vis-à-vis du discours du trône sans jamais faire référence aux projets de loi annoncés par le gouvernement. Il s'en prend au fait que le premier ministre Lesage pourrait augmenter les taxes pour réaliser son programme électoral. Il se fait le défenseur des petits contribuables, des 210 000 petits salariés « qui non seulement étaient exemptés de taxes sous l'Union nationale, mais recevaient une réduction de leur impôt fédéral ». La multiplication des dépenses et des déficits met surtout en danger, selon lui, la souveraineté de la province.

Le chef de l'opposition rejette le modèle d'État-providence, tel que mis de l'avant par le Parti libéral. Il affirme que ce modèle exige une taxation plus grande et déplore notamment l'universalisation des services sociaux, « même à ceux qui n'en ont pas besoin »; autrement dit, l'uniformisation de l'aide alors que « les besoins ne sont jamais uniformes ». Comme contre-modèle, l'Union nationale propose une planification décentralisée, communautaire, et la création conséquente d'un ministère des régions.

Johnson considère que le patronage dans l'octroi des contrats et des emplois gouvernementaux n'est pas complètement éradiqué, contrairement aux intentions premières du gouvernement. Pour mieux assurer l'indépendance pleine et entière des ministres vis-à-vis des influences extérieures, il propose une meilleure surveillance des dépenses gouvernementales par l'instauration d'un comité des comptes publics, qui siégerait durant chaque session, et la création d'une commission permanente de la Chambre comprenant des représentants du gouvernement et de l'opposition. Il s'agirait de favoriser les entreprises québécoises et de répartir plus équitablement les commandes et les contrats sur une base locale.

Au reste, Johnson dénonce une présumée purge politique des unionistes déclarés dans la fonction publique. Comme remède à ce mal, il demande l'instauration d'un organisme indépendant qui accorderait aux fonctionnaires un droit d'appel pour « faire convoquer leurs dénonciateurs ».

Johnson s'inquiète surtout de la laïcisation et de l'étatisation du système d'éducation, de la concentration des pouvoirs sur l'instruction publique dans les mains de Paul Gérin-Lajoie, ministre de la Jeunesse. Selon lui, cette action entérine officiellement la création du ministère de l'Instruction publique, alors même que les libéraux avaient promis de ne pas créer un tel ministère. Le tout se ferait, dit-on, au détriment de l'école confessionnelle et de l'autonomie des commissions scolaires.

Tout aussi dangereuse serait l'étatisation du système hospitalier, qui provoquerait une « inflation artificielle des besoins » et une distribution inéquitable des ressources : « Les riches profitent d'une gratuité dont ils n'ont pas besoin, et les pauvres sont moins protégés qu'ils ne l'étaient sous le système d'assistance publique parce qu'ils doivent maintenant payer, en plus du prix de la chambre dont 60 % va au gouvernement, des comptes qu'ils n'avaient pas à payer autrefois et qui, très souvent, dépassent le coût de l'hospitalisation elle-même. » L'Union nationale propose en contrepartie un système d'assurance-santé public et privé, administré par

« un organisme indépendant de la politique ». Toutes ces critiques et ces énonciations seront réitérées par Jean-Jacques Bertrand, le 18 janvier 1962.

Pour finir, l'autonomie provinciale serait finalement compromise par l'inféodation des intérêts du Parti libéral du Québec au Parti libéral du Canada et la multiplication des programmes conjoints avec le fédéral⁴⁸.

Le discours-réplique de Lesage justifie l'importance du rôle social de l'État québécois dans l'universalisation des services sociaux. Il promet de poursuivre son nettoyage des éléments pégreux de la fonction publique, de maintenir les appels d'offres publics et d'instituer un comité des comptes publics, « si la Chambre en trouve le temps », en vue d'éradiquer le favoritisme et le patronage. (16 janvier 1962)

Le 30 janvier 1962, Paul Gérin-Lajoie revient sur le programme législatif du gouvernement en matière d'éducation. Le ministre de la Jeunesse réaffirme la primauté de l'État dans l'établissement des types et des niveaux d'enseignement, dans la surveillance de « la compétence et les qualifications du personnel enseignant », dans la planification des politiques scolaires et dans la délimitation des commissions scolaires. Au demeurant, pour Gérin-Lajoie, le réinvestissement de l'État en éducation sert bien la reconstruction de la nation canadienne-française et catholique en Amérique du Nord.

L'adresse est finalement adoptée le 30 janvier 1962.

Les finances publiques

Le Québec connaît, en cette année 1962, une forte expansion économique grâce, entre autres choses, à un réinvestissement massif dans l'industrie manufacturière et dans la construction résidentielle et grâce à des investissements publics bonifiés⁴⁹. Cette conjoncture se traduit par la réduction du chômage et par un faible taux d'inflation.

Dans un discours-fleuve de deux heures et demie, Lesage dresse, le 12 avril 1962, le bilan définitif des revenus et des dépenses de l'État québécois pour l'année 1960-1961. L'État a pu compter sur des revenus de 636 630 433 \$ (plus de 4,6 millions de dollars par rapport au discours du budget du 14 avril 1961), comparé à des dépenses ordinaires de 618 690 666 \$ (moins de 870 mille dollars), ce qui a permis au gouvernement d'engranger des surplus au compte ordinaire de 17,9 millions de dollars. Les dépenses et immobilisations sont demeurées toutefois élevées, à 126,8 millions de dollars.

Lesage annonce que le gouvernement compte respecter l'autonomie provinciale dans la perception de l'impôt tout en harmonisant son pouvoir de taxation avec les autres gouvernements du pays. Il entend également exiger du gouvernement fédéral qu'il se retire de la perception des droits successoraux, au profit d'une nouvelle gestion québécoise. La loi provinciale des droits successoraux devrait ainsi favoriser « la transmission des entreprises familiales d'une génération à une autre ».

La situation budgétaire pour l'année financière 1961-1962, qui s'est terminée au 31 mars, est marquée du sceau de l'expansion des dépenses ordinaires et du service de la dette publique, qui s'élèvent au total à 731 825 000 \$, et celles d'immobilisation, à 105,5 millions de dollars. Les hausses dans les dépenses ordinaires proviennent du ministère de la Famille et du Bien-être social (20,4 millions de dollars), du ministère de la Santé (9,4 millions de dollars), du département de l'Instruction publique et du ministère de la Jeunesse (49,1 millions de dollars), dernière dépense qui fut amortie par le nouveau prélèvement de la taxe provinciale d'éducation par le gouvernement. Ainsi donc, le véritable dépassement dans les dépenses ordinaires fut d'environ 38,3 millions de dollars.

Le ministère de l'Instruction publique accapare 27,9 % des dépenses ordinaires; suivent celui de la Santé, à 18,5 %, et le ministère de la Famille et du Bien-être social, à 17,1 %. Le ministère de la Voirie monopolise l'essentiel des dépenses d'immobilisation, avec 67,4 millions sur un total de 105,5 millions de dollars.

En retour, le gouvernement annonce des revenus de 754 107 000 \$ (plus de 67,65 millions par rapport au budget d'avril 1961). L'augmentation des revenus est imputable à une hausse de 6,5 millions de dollars au département des Terres et Forêts et à la perception de la nouvelle taxe scolaire. L'impôt sur les corporations (capital, profits) permet au gouvernement d'enregistrer des revenus de 147,2 millions de dollars, la taxe sur les ventes au détail, 114 millions de dollars, la taxe sur la gazoline, 105,5 millions de dollars, et l'impôt sur le revenu des particuliers, 88 millions de dollars.

Au bout du compte, le Québec se retrouve avec un déficit de 83,2 millions de dollars, résultat de la différence entre les dépenses d'immobilisation (105,5 millions de dollars) et les excédents au compte ordinaire (22,3 millions de dollars). La dette consolidée nette, incluant les bons du Trésor, se situe pour l'année 1961-1962 à 515,9 millions de dollars.

Lesage étaye les domaines d'action prioritaires du gouvernement : d'abord, celui de l'éducation et de la culture, qui assure à l'individu un « cadre propice à son épanouissement », vision libérale s'il en est une; ensuite, le gouvernement a l'obligation morale de maintenir « un niveau de santé adéquat pour la population, particulièrement pour les familles »; finalement, dans l'aménagement des richesses naturelles, le gouvernement entend « rendre graduellement le peuple du Québec maître de ses ressources et de son économie dans la paix, le progrès et la justice ».

Dans son budget prévisionnel de 1962-1963, Lesage anticipe des revenus de 809 085 000 \$ (plus de 55 millions de dollars par rapport à la situation fiscale de 1961-1962). Ensemble, les dépenses ordinaires et le service de la dette publique, à 792 051 275 \$, et les dépenses d'immobilisation, maintenant à 160 907 500 \$, se chiffrent à une somme totale de 952 958 775 \$. Un montant extraordinaire ne dépassant pas 40 millions de dollars est également prévu pour les investissements immobiliers universitaires; des dépenses extrabudgétaires de 17,5 millions de dollars sont aussi anticipées pour les projets de la Régie des autoroutes et de 15 millions de dollars pour l'Office du crédit agricole. Ces dépenses s'ajoutent au déficit prévu de 143 873 775 \$. Lesage indique que le gouvernement n'aura d'autre choix que d'emprunter 225 millions de dollars, nouvel endettement qui est totalement justifié à ses yeux : « L'emprunt public est, pour tout État moderne, un mode normal et accepté de financement. »

En coulisse, pourtant, Lesage tente d'éviter par tous les moyens cet endettement anticipé qu'il juge intolérable. Dès décembre 1961, le conseiller législatif George Carlyle Marler, ancien chef du Parti libéral, avait conclu que l'application intégrale du programme gouvernemental devait inévitablement mener à une augmentation des impôts, dans l'optique du maintien de l'équilibre budgétaire. Cette mesure était toutefois perçue par Lesage comme non rentable politiquement, explique D. C. Thompson :

[Lesage] ordonna plutôt de réduire de 7 pour cent toutes les prévisions ministérielles et activa sa recherche d'autres sources de revenus. En mars 1962, il demanda à Davie Fulton, ministre de la Justice au gouvernement fédéral, de faire modifier le Code criminel de manière à autoriser les loteries provinciales. Il intensifia aussi sa pression sur Ottawa pour obtenir un supplément de 70 000 000 de dollars, aux termes de divers accords fédéraux-provinciaux⁵⁰.

À tout le moins, le prolongement de la reprise économique permet au gouvernement d'anticiper des hausses de revenus dans la récolte des impôts et des taxes, tandis que la généralisation de la taxe de vente pour fins scolaires fournira à la province des sommes plus élevées. Le gouvernement peut ainsi se permettre d'abolir la « taxe de millage », appliquée aux propriétaires d'autobus et de camions, à maints égards inapplicable. En contrepartie, le gouvernement annonce une majoration de la taxe sur le diesel, la portant au même niveau que l'Ontario.

Le ministère de la Jeunesse connaît un gonflement des dépenses vertigineuses, de l'ordre de 207,3 millions de dollars (228,2 millions par rapport à 20,9 millions de dollars dans le précédent exercice financier). Le transfert des responsabilités et des nombreuses activités du département de l'Instruction publique au ministère de la Jeunesse explique cet état de fait, département qui est réduit dans le budget de 1962 à 1963 à une peau de chagrin (199 millions de

dollars en 1961-1962, par rapport à 8,4 millions de dollars en 1962-1963). L'augmentation totale pour ces deux organismes est de 16,7 millions de dollars.

Le gouvernement prévoit un accroissement des dépenses de l'ordre de 28,5 millions de dollars au ministère de la Santé, imputable pour une grande part à l'assurance-hospitalisation et à l'essor des disponibilités en maladies mentales, tandis qu'au ministère de la Famille et du Bien-être social, la hausse se situe à 10,3 millions de dollars, résultat des crédits accrus en allocations diverses.

Pour Lesage, les besoins prioritaires du Québec en matière d'éducation, de santé, de services sociaux, de développement économique devraient être comblés par des droits prioritaires sur le plan constitutionnel. Lesage propose en conséquence un réaménagement majeur des droits fiscaux entre le fédéral et les provinces et requiert l'appui unanime de l'Assemblée législative pour y donner suite.

Daniel Johnson, à vif, reproche à Lesage son recours aux emprunts pour faire face à l'explosion des budgets des ministères. Ce n'est toutefois que le 8 mai 1962, après de longs délais causés par un ordre du jour parlementaire particulièrement chargé, que le chef de l'opposition répond au discours sur le budget, dans un discours-fleuve de trois heures et demie :

Ces \$402,000,000 de déficit, ce sont des taxes à retardement que le régime libéral accumule sur les épaules de la génération montante, en plus de toutes celles qu'il nous a déjà imposées. Il en est rendu à dépenser d'avance les revenus de ceux qui viendront après lui, et qui auront pourtant leurs problèmes comme nous avons les nôtres.

Le tout, soutient-il, compromet irrémédiablement la souveraineté financière du Québec. Le vote de budgets supplémentaires par le gouvernement constituerait une autre preuve de la mauvaise planification financière ministérielle⁵¹.

Plusieurs précédents compromettent tout autant la souveraineté de la province : le fait que 40 % du 1,2 milliard de dollars que le gouvernement entend dépenser au cours de l'année provienne de contributions fédérales ou de dégrèvements fiscaux accordés par Ottawa; la participation, par le gouvernement québécois, aux programmes conjoints fédéraux-provinciaux; les faibles revenus que tire la province de l'extraction des ressources naturelles et de l'impôt sur les corporations.

Johnson réclame une meilleure répartition des revenus fiscaux entre le fédéral et le provincial. Le premier ministre devrait, selon lui, se concentrer sur des revendications constitutionnelles de droits prioritaires – dont la taxation directe – plutôt que « sur une priorité de besoin ». (8 mai 1962) En définitive cependant, Johnson répond positivement à l'invitation de Lesage : il donne son appui inconditionnel au gouvernement sur la question constitutionnelle. Il préfère pour le moment ne pas présenter de motion sur le droit prioritaire des provinces en matière d'imposition directe, de peur que « pareille procédure pourrait équivaloir à une motion de blâme ». Il en fera une motion de fond à débattre ultérieurement.

Cet appui inhabituel n'empêche pas le chef de l'opposition de faire de longues tirades sur les promesses électorales non tenues du chef du Parti libéral depuis son élection en 1960. Il fait à dessein un portrait noirci de la situation québécoise : le patronage exercé sur l'appareil gouvernemental par les associations libérales; la fusion des ministères de l'Agriculture et de la Colonisation, la conséquente diminution des crédits alloués à l'agriculture, « l'urbanisation des écoles d'agronomie » et le « mépris hautain des valeurs rurales » par le gouvernement; la multiplication immorale des débits de boissons; l'assujettissement des commissions scolaires à l'État québécois et l'augmentation de la taxe scolaire dans les régions rurales et urbaines; la laïcisation imminente du système d'éducation; la contestation laïque des valeurs traditionnelles canadiennes-françaises, dont celles de l'Église catholique.

La réponse du ministre Gérin-Lajoie ne se fait pas attendre. Il exprime son regret que Johnson agite « l'épouvantail des idées nouvelles en matière d'éducation ». Il émet le souhait de concilier le progrès et « le maintien des valeurs fondamentales ».

Gérin-Lajoie défend la politique d'emprunts du gouvernement. Pour lui, il s'agit d'une politique d'investissements en matière d'immobilisation. Elle a pour but premier de faire

prosperer la collectivité québécoise : « L'emprunt public enrichit l'ensemble de la population, à cause des services nouveaux qu'il lui permet de se procurer et de la croissance sociale et économique qui peut en provenir [...]. Il arrive presque toujours que le progrès créé par les investissements de l'État dans le secteur public hausse automatiquement, et sans modification sensible des taux d'impôts, les revenus de l'État ». (8 mai 1962)

Bref, au nom de la modernisation du Québec, la Révolution tranquille ne pouvait se réaliser pleinement sans qu'il y ait, à la base, des investissements substantiels de l'État.

Les faits marquants de la session

Lesage et Johnson entretiennent des relations cordiales. Ils s'entendent, le plus souvent à l'amiable, sur le contenu de l'ordre du jour législatif. Il arrive toutefois que Johnson se plaigne de la lenteur des travaux parlementaires, notamment au début de la session lorsque Lesage requiert des délais supplémentaires pour la présentation des bills privés (24 janvier 1962), lorsque tarde le dépôt des rapports d'une quinzaine de ministères (26 janvier 1962) et alors que l'étude du projet de charte de Montréal traîne en longueur, quatre semaines durant. (23 mars 1962)

En fin de session, c'est au tour des ministériels de presser le pas afin d'accélérer la cadence des travaux parlementaires pour qu'ils se terminent au début du mois de juillet. (29 mai, 7 juin 1962) D'un commun accord avec l'opposition, une motion est adoptée en ce sens.

À d'autres occasions, les relations entre les deux chefs sont des plus tumultueuses. Le bouillant Lesage peine à se contenir devant son vis-à-vis unioniste, selon la description qu'en fait son biographe D. C. Thompson :

Jean Lesage réagissait fortement aux insinuations et demi-vérités politiques – surtout quand il avait bu – et plus fortement encore aux allusions à ce problème personnel. Johnson et quelques-uns de ses collègues s'exercèrent à jouer les toreros à l'Assemblée, pour amuser la galerie de la presse. Lesage ne fut pas dupe longtemps mais, plus d'une fois, il entra dans le jeu, provoquant même les affrontements, résolu à ne pas se laisser avoir⁵².

En près de cinq mois de travail législatif, donc, ponctué par les 317 avis de question et de motion soulevés en Chambre, un total de 141 bills, sur les 184 présentés à l'Assemblée législative, reçoivent la sanction royale. Les Chambres sont dissoutes le 19 septembre 1962.

Patronage et transparence

Encore en 1961, dans un mémoire présenté aux membres du cabinet Lesage, la Fédération libérale du Québec appuie l'idée d'un clientélisme libéral. Elle recommande « qu'à compétence égale, qualité égale et service égal, la préférence soit accordée aux libéraux et que, dans l'octroi des contrats pour travaux, achat et services, la préférence soit accordée aux personnes et sociétés de la région où les travaux et services sont exécutés ». D'autres partisans souhaitent même la création d'un comité consultatif auprès des députés, qui verrait à les conseiller sur la question du favoritisme⁵³.

En Chambre, les unionistes dénoncent les nombreuses malversations libérales empreintes de favoritisme et de patronage, entre autres : les nominations libérales partisans au sein de l'Office du crédit agricole (17 mai 1962); la désignation de Hugues Lapointe, ami personnel de Jean Lesage, en tant que premier délégué général du Québec à Londres (2 mai 1962); le supposé patronage dans la distribution des allocations de « bien-être » (31 janvier 1962, 20 juin 1962); la présence du favoritisme libéral dans l'octroi de prêts agricoles, dans la constitution des listes d'approvisionnement du gouvernement, dans la location d'édifices gouvernementaux, dans l'attribution de permis d'alcool, dans l'octroi de contrats au ministère de la Voirie et dans la construction des hôpitaux (2 février 1962, 5 avril 1962, 3 mai 1962, 11 juin 1962, 6 juillet 1962). Fait également débat l'octroi de contrats gouvernementaux de drainage et d'amélioration des

terres à Edmond Scalabrini, organisateur libéral dans le comté de Compton, qui exerce des travaux avec son bulldozer 24 heures par jour... (29 mai 1962, 31 mai 1962)

En réplique, les députés libéraux font le procès d'un passé révolu, celui de l'octroi des contrats gouvernementaux pour alimenter la caisse électorale de l'Union nationale. Mais, à la différence de Maurice Duplessis qui évoquait en Chambre la jalousie de l'opposition de ne pouvoir exercer son patronage, les ministériels de l'équipe Lesage acceptent, le plus souvent, d'ouvrir les livres par souci de transparence, de rendre publiques les données des réponses écrites aux questions posées par l'opposition. Les ministériels font enquête, à la condition préalable que l'opposition dévoile les circonstances des malversations, ou qu'elle présente ou rédige des plaintes formelles.

Il arrive toutefois que le gouvernement, malgré son souci de transparence, refuse de déposer des documents en Chambre, en vertu des principes du secret commercial (21 mars 1962) et de l'intérêt public (25 avril 1962), de même qu'il rejette l'idée de faire enquête sur certaines malversations sur la vente irrégulière d'un terrain au Cap-de-la-Madeleine notamment. (15 juin 1962)

Afin de mieux définir le processus d'attribution des contrats qui engagent des deniers publics, le gouvernement propose une série de projets de loi avec l'objectif louable de limiter le patronage et le favoritisme qui, aux yeux d'un Lévesque candide, sont toujours présents au sein du Parti libéral : « Il faut admettre, dit-il, [...] que quelques partisans du Parti libéral conservent des habitudes de patronage de l'ancien régime, mais leur nombre est limité. C'est pourquoi tout n'est pas encore parfait, même à l'intérieur du gouvernement, et le retour à la normale ne peut se faire que par étapes. » (17 janvier 1962)

Quant au bill 18 concernant la probité dans l'administration des commissions, qui est modelé sur les dispositions de la loi sur les affaires municipales, il vise à empêcher la fraude et la corruption des commissaires d'écoles et des délégués des commissions scolaires. Le projet de loi situe l'intérêt public au-dessus de l'intérêt personnel. À cet égard, la loi ne permettra plus à un commissaire de vendre ou de louer un immeuble à la commission scolaire dont il fait partie. S'il est trouvé fautif, le commissaire pourra être disqualifié pour une période de cinq ans et être poursuivi par le gouvernement même s'il a démissionné de son poste. Le projet de loi est sanctionné le 14 mars 1962, sans trop d'opposition.

Le bill 54 modifiant la loi des cités et villes rend obligatoire, pour toutes les municipalités et les commissions scolaires, l'usage de « soumissions publiques générales » (appels d'offres) lorsque des travaux municipaux d'envergure sont nécessaires, en complément des chartes individuelles des grandes villes québécoises (Montréal, Québec).

Mais la plus importante mesure du projet de loi est l'article 5, qui « rend inhabiles pendant 20 ans à occuper une charge municipale les récidivistes trouvés coupables d'un acte criminel punissable de cinq ans d'emprisonnement ou plus, après avoir été antérieurement trouvés coupables de deux actes criminels ainsi punissables ». Cet article a été taillé sur mesure pour le maire de Jacques-Cartier, J.-Léo Aldéo Rémillard, qui ne pourra occuper aucune charge municipale avant 1971. Sa ville a été mise en tutelle par le gouvernement, le 24 mai 1962, à cause de l'infiltration de la pègre dans son appareil administratif. Le bill 54 reçoit la sanction royale le 6 juillet 1962.

En règle générale, l'opposition s'objecte moins aux principes des lois soumises qu'à certains articles mal rédigés. En complément d'objet, Johnson propose l'instauration de mécanismes d'arbitrage lors du congédiement d'employés de la fonction publique pour activités politiques impropres (6 juillet 1962), inspiré de l'article 232 amendé de la loi de l'instruction publique. Cette proposition n'aura pas de suite.

Tout compte fait, les projets de loi du gouvernement visant à assainir les mœurs politiques n'élimineront pas complètement le patronage et le favoritisme. De l'avis du politologue Vincent Lemieux, « comparé au favoritisme de l'Union nationale de 1944 à 1960, celui des libéraux de 1960 à 1966 se distingue en ce qu'il comporte une plus forte proportion de contrats et de positions importantes accordés à des clients⁵⁴ ».

Assainissement des mœurs électorales

En vue d'assainir les mœurs électorales, le 15 janvier 1962, un comité formé d'experts non parlementaires, présidé par Fernand Grenier, est mandaté par le gouvernement pour effectuer une étude préliminaire à la révision de la carte électorale⁵⁵. Ce comité spécial dépose un rapport, communément appelé le « rapport Grenier ». Plusieurs mesures sont proposées pour améliorer la révision de la carte électorale.

Il est également question de la constitution d'un nouvel organisme indépendant dont la tâche serait de délimiter les circonscriptions. (16 février 1962, 22 février 1962) À terme, en 1965, pour la première fois au Québec, une nouvelle carte électorale sera issue du travail d'une commission indépendante de l'Assemblée législative. Mais il faudra attendre l'année 1970 avant que le redécoupage de la carte électorale soit complété en fonction de la norme de population électorale « de 25 % en plus ou en moins par rapport à la moyenne⁵⁶ ».

Sur un autre flanc, le bill 15 modifiant la loi électorale de Québec a pour objectifs de limiter les dépenses des candidats et des partis politiques, d'assurer une partie des dépenses par le gouvernement, de fixer une norme claire dans la reconnaissance des partis politiques, celle de la présence de candidats dans 60 % des comtés, et d'indiquer l'allégeance politique des candidats sur le bulletin de vote. L'opposition adhère à ces principes généraux. La sanction royale du projet de loi est cependant reportée à la session de 1963. L'État reconnaît officiellement les partis politiques et leur assurera un certain financement⁵⁷.

La commission Salvas et l'indépendance du système judiciaire

L'opposition unioniste conteste ouvertement l'indépendance du système judiciaire⁵⁸; la présumée ingérence politique dans l'attribution des postes de juge d'arbitrage en matière de relations de travail dans les commissions scolaires (30 janvier 1962); la révocation partielle de juges nommés du temps de l'Union nationale (27 mars 1962, 5 avril 1962); la participation du juge Jean-Louis Baillargeon à une fête organisée par la Fédération libérale du Québec pour célébrer la victoire libérale du 22 juin 1960, que les ministériels qualifient plutôt de « réunion de bleus et de rouges pour fêter un ami ». (Lucien Cliche, 20 mars 1962)

Mais, pour l'heure seulement, le procureur général, Georges-Émile Lapalme, indique qu'il souhaite nommer des partisans du Parti libéral et de l'Union nationale comme procureurs de la couronne, un changement majeur par rapport à l'ancien régime de nomination politique unioniste monolithique. (5 avril 1962)

Les unionistes en ont surtout contre la légitimité de la commission d'enquête sur la vente du réseau de gaz de l'Hydro-Québec à la Corporation de gaz naturel du Québec (commission Salvas), instituée par le gouvernement de Jean Lesage, le 5 octobre 1960. Sous la présidence du juge Élie Salvas, cette commission a pour objectif d'investiguer sur les allégations de corruption et de favoritisme de l'ancien gouvernement unioniste, entre juillet 1955 et juillet 1960.

En Chambre, Johnson remet en cause l'indépendance des magistrats nommés à cette commission vis-à-vis du Parti libéral :

Mais, avec toutes ces enquêtes, tous ces tribunaux d'inquisition qui fonctionnent à grands frais et à grand tapage pour la plus grande joie des badauds et des journaux jaunes, des gens honorables, qui ont agi en toute bonne foi et contre qui on n'oserait jamais porter la moindre accusation, voient leur réputation salie et déchiquetée, du seul fait que des adversaires politiques ont réussi avec une habileté peu glorieuse à traîner leur nom dans une ambiance artificiellement créée par des trucs de publicité dirigée, sous l'œil bienveillant d'une magistrature qu'on a rendue ainsi la complice, volontaire ou inconsciente, des manigances de la Fédération libérale provinciale. (16 janvier 1962)

Le premier ministre considère que la tirade de Johnson est une injure à la magistrature. Devant les demandes de l'Orateur de retirer ses paroles, le chef de l'opposition obtempère.

Le rapport de la commission sera finalement déposé le 1^{er} août 1962. Il blâmera sévèrement des ministres et des fonctionnaires, dont le délit d'initié, lors de la vente de la Corporation de gaz naturel du Québec, leur avait permis d'empocher des profits de 50 000 \$. Le rapport établit par ailleurs que le favoritisme dans l'octroi des contrats gouvernementaux permettait de pourvoir à une caisse électorale unioniste occulte⁵⁹.

La nationalisation de l'électricité

Dès février 1962, René Lévesque et son équipe de la « direction de planification » hydroélectrique – Éric Goudreau, André Marier, Michel Bélanger – sont convaincus de la nécessité de la nationalisation de l'électricité. L'essentiel des énergies du ministre y est consacré⁶⁰. Mais rien n'y paraît en Chambre.

Dans son discours durant l'adresse en réponse au discours du trône, le ministre des Ressources naturelles vante les mérites de la nationalisation des ressources naturelles dans l'Europe détruite de l'après-Seconde Guerre mondiale, qui aurait, dit-il, contribué à son relèvement. Jamais, par la suite, en Chambre, il ne dira nommément qu'il souhaite réaliser la nationalisation des compagnies hydroélectriques en territoire québécois.

Les députés unionistes relèvent les contradictions entre les discours à l'extérieur de l'Assemblée législative d'un Lévesque flamboyant et le positionnement officiel du Parti libéral. Ils tentent de brouiller le premier ministre Lesage, dans un premier temps peu favorable à la nationalisation de l'électricité à cause des emprunts massifs nécessaires au projet⁶¹, et son ministre réformiste.

Au Conseil des ministres, Lesage laisse son ministre « vendre sa marchandise ». Néanmoins, les nombreuses déclarations publiques favorables qu'il prononce sur cette politique – notamment sur la désorganisation du réseau de production de l'électricité et de ses tarifs (12 février 1962), sur l'étatisation possible de la société Quebec Northern Power (6 avril 1962), de la Compagnie de pouvoir du Bas-Saint-Laurent (10 avril 1962) et sur la Shawinigan Water and Power (22 et 24 mai 1962) – incommode certains ministres qui veulent museler Lévesque pour éviter de mettre le gouvernement en danger. Lévesque compromet, à sa face même, les principes de la solidarité et du secret ministériel⁶².

Dans un premier temps, Lesage refuse d'énoncer la politique officielle du gouvernement. (30 mars 1962) Puis, pour toute réponse, le 10 avril, Lesage n'infirme pas la rumeur : « M. l'Orateur, il serait faux de déclarer que je n'ai pas discuté avec les principaux directeurs et actionnaires de la Compagnie de pouvoir du Bas-Saint-Laurent. » Le 22 mai 1962, Lesage ne se compromet pas davantage sur la nationalisation de la Shawinigan Water and Power tout en précisant les modalités de ce processus :

Jamais au Québec les tribunaux ne seront fermés aux questions d'expropriation comme en Colombie-Britannique. Au Québec, dans le cas d'une nationalisation, les capitaux étrangers seront bien protégés chez nous. Aussi longtemps que la province aura à sa tête un gouvernement comme celui que je dirige actuellement, personne ne sera spolié.

Plusieurs journaux ont vu dans ces dernières déclarations, combinées aux nombreuses déclarations publiques du ministre des Ressources naturelles, la confirmation non officielle d'une politique de nationalisation de l'hydroélectricité avant que soit déclenchée l'élection référendaire de l'automne 1962.

En parallèle, le Québec refuse de participer au projet d'établir un réseau de transport national de l'énergie électrique, que propose le gouvernement fédéral, le 19 mars 1962, au terme d'une conférence fédérale-provinciale. Absent de cette conférence, le Québec juge qu'un tel projet constitue un empiètement sur sa juridiction en ce qui a trait au respect de ses droits énergétiques et fiscaux⁶³. (30 janvier 1962)

La seule loi qui va en ce sens est le bill 21 qui propose la dissolution de la Beauharnois Light, Heat and Power Company. (9 mars 1962) Il s'agit de consacrer un état de fait, celui du

rachat des actions de cette compagnie par Hydro-Québec depuis le 15 avril 1944 et du transfert de ses employés, en vertu d'un bail signé le 26 avril 1954.

Rappelons que lors de la canalisation du Saint-Laurent, la Beauharnois avait été impliquée dans un scandale financier. Ottawa avait ensuite imposé de très dures conditions à la « province de Québec ». Un arrêté ministériel forçait la Beauharnois à fournir gratuitement le courant électrique aux machines installées sur le canal de Beauharnois. La compagnie devait également payer le salaire des ouvriers qui faisaient fonctionner les ponts, même si ces employés étaient nommés par le gouvernement fédéral. Le gouvernement du Québec s'était toujours refusé d'acheter la compagnie et ses actifs, malgré l'offre du fédéral, en 1941, qui prévoyait le versement de 8 millions de dollars au Québec s'il y avait achat. En proposant ce bill 21, Lévesque souhaite donc récupérer ce montant promis par le fédéral.

En deuxième lecture du projet de loi, Johnson dénonce cette tentative déguisée « d'étatisation » de la distribution et de la production de l'électricité. Il doute que le gouvernement fédéral accepte d'honorer sa promesse de 1941. Le projet de loi stipulant que le Québec n'est pas obligé de rencontrer les obligations légales exorbitantes de la compagnie vis-à-vis du fédéral, pour le chef de l'opposition, il s'agit d'un crime de « lèse-majesté ». Et, enfin, le bill reçoit la sanction royale le 11 avril 1962.

À terme, sur les conseils de Lapalme et malgré les pressions contraires de Marler, Lesage se ralliera au projet de nationalisation de l'électricité et à celui de conduire une élection référendaire sur cette question, lors de la retraite fermée des ministres et de la haute direction du Parti libéral au lac à l'Épaulé, les 3 et 4 septembre 1962⁶⁴. Avec la victoire du Parti libéral, seront intégrées à Hydro-Québec, en 1963, les compagnies de production et de distribution à l'extérieur de Montréal. Cette mesure permettra d'étatiser la capitalisation de l'entreprise, d'uniformiser les tarifs, de mieux distribuer l'électricité dans les régions éloignées et d'accorder des emplois spécialisés et non spécialisés à des milliers de francophones⁶⁵.

L'exploitation minière de l'Atlantic Iron Ore

Dans ses mémoires, René Lévesque signale clairement son intention de légiférer en matière d'exploitation minière pour y assurer un meilleur contrôle de la part de l'État québécois :

Dans les mines, c'était la Noranda qui faisait la pluie et le beau temps, au point de considérer les services gouvernementaux comme une de ses succursales et de récompenser l'ancien sous-ministre en le nommant à son conseil d'administration dès sa mise à la retraite! Tout le secteur était littéralement sous occupation étrangère et, de lois en règlements et en affrontements périodiques avec les potentats du milieu, on allait tâcher de le rapatrier peu à peu⁶⁶.

Dans ce contexte, le bill 25 modifiant la loi pour faciliter le développement minier et industriel dans le Nouveau-Québec et concernant l'Atlantic Iron Ore Limited est soumis à la Chambre pour une première fois, le 13 mars 1962.

Ce projet de loi autorise la compagnie minière à commencer son exploitation au Nouveau-Québec. Il fixe au 1^{er} janvier 1970 la date de la mise en production. Un article de la loi précise qu'elle devra embaucher de préférence des ouvriers québécois, de même qu'elle l'oblige à donner la préférence aux diplômés des universités et des écoles du Québec, non seulement dans les emplois d'ordre technique, mais également dans les emplois d'ordre administratif. La loi bonifie enfin les redevances à verser au gouvernement du Québec en vertu de nouveaux taux adaptés à la réalité économique de la production. Le tout est combiné à une rente minimale de 100 000 \$ en 1966, de 200 000 \$ en 1967, et de 300 000 \$ en 1968.

Johnson reproche au Parti libéral de faire affaire avec Cyrus Eaton, de l'Atlantic Iron Ore, un « ami de Khrouchtchev ». Il déplore aussi le trop long délai que le gouvernement accorde à la compagnie pour la mise en production de l'extraction du minerai de fer. L'opposition fait le calcul que les redevances proposées, avec la clause du 5/7 de 1 %, sont inférieures à celles, fixes, de 1 % et de 0,10 \$ la tonne telles que proposées auparavant par l'Union nationale. L'État québécois serait, selon elle, perdant à long terme.

Le chef de l'opposition considère surtout que le nouveau projet de loi est bien en deçà des promesses d'émancipation économique du Parti libéral dans l'exploitation des ressources naturelles : « J'attends les lois avec des dents que le gouvernement devait passer pour sauvegarder nos richesses naturelles. J'attends la politique de grandeur qui allait apporter l'émancipation économique des Canadiens français. J'attends les édits gouvernementaux qui vont mettre à la raison les compagnies étrangères qui font fortune en exploitant nos richesses naturelles. » (25 avril 1962)

En troisième lecture, Johnson propose qu'une compagnie privée ou publique du Québec prenne à sa charge le projet, avec l'appui financier de la Société générale de financement. (26 avril 1962) Lucien Tremblay, député unioniste du comté de Maisonneuve et électricien de profession, va jusqu'à faire une offre d'affaires au gouvernement, ce qui déstabilise le ministre des Ressources naturelles.

Le débat se poursuit le 27 avril 1962. Lesage indique que des études sont en cours quant à la faisabilité d'un complexe sidérurgique « pour les gens du Québec dans les conditions actuelles », ce qui ne convainc pas l'opposition qui y voit de belles paroles sans prise sur la réalité.

Le projet de loi suscite l'obstruction systématique de l'opposition qui présente six motions rejetées soit par l'Orateur, soit par la majorité. La motion principale est finalement mise aux voix et adoptée, après division. Mais le projet de loi est amendé de manière significative au Conseil législatif.

Les conseillers législatifs, majoritairement unionistes, ont réussi à faire modifier le projet de loi pour devancer le délai de production au 1^{er} janvier 1966 plutôt qu'en 1970. Pour Lesage et Lévesque, cet amendement compromet irrémédiablement tout projet de mine dans l'Ungava, surtout dans le contexte « où les marchés internationaux du minerai sont plus incertains, parce que plus saturés que jamais ». Il rend la loi « inefficace et inutile ». Il pourrait, au demeurant, provoquer le retrait de la compagnie du projet.

La Chambre basse refuse donc cette proposition de la Chambre haute. Finalement, le Conseil législatif abandonne son amendement et le projet de loi reçoit la sanction royale le 6 juillet 1962.

La Société générale de financement (SGF)

Avec le gouvernement libéral, l'État québécois aspire à devenir un intervenant majeur dans la sphère de l'économie, principal moteur de la modernité. L'État entend également promouvoir la place des Canadiens français dans le monde du travail, étant encore exclus des emplois spécialisés du secteur non agricole⁶⁷.

Toute une série de mesures vise à renforcer la souveraineté québécoise sur son économie. En 1961, le gouvernement avait institué le Conseil d'orientation économique, avec plus ou moins de succès, dont le mandat était de préparer un plan de développement économique et de conseiller le gouvernement sur demande sur cette thématique⁶⁸. Un des objectifs en tête est de modifier la structure industrielle désuète de la province.

Après un an de débats, au sein du gouvernement, entre les « pragmatistes » – George Marler et consorts –, qui doutent de la pertinence de l'intervention gouvernementale en matière économique, et les nationalistes – René Paré, Jacques Parizeau, René Lévesque –, qui insistent sur la nécessité du contrôle gouvernemental sur le projet et sur une « participation financière adéquate », Lesage choisit de couper la poire en deux : il crée la Société générale de financement (SGF) tout en restreignant la contribution financière gouvernementale⁶⁹.

Lors de la première séance après la Saint-Jean-Baptiste, le 26 juin 1962, Lesage présente avec beaucoup d'éclat le bill 50 constituant la Société générale de financement du Québec, qui a pour objectif premier de favoriser l'investissement du champ économique par la population québécoise. Il s'agit ici « d'amener la population du Québec à participer au développement des entreprises en y plaçant une partie de son épargne ». À cet effet, la Société générale créera un fonds social autorisé de 150 000 000 \$, auquel contribuera l'État à hauteur de 5 000 000 \$,

« malgré les fortes pressions exercées par les partisans du projet, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du gouvernement », pour une meilleure capitalisation étatique⁷⁰.

Officieusement, le conseil d'administration de la SGF demeurera sous contrôle gouvernemental. Bien qu'il compte 12 personnes, dont trois nommées par le gouvernement et trois par les caisses populaires, Lesage souhaitait privément « que les administrateurs nommés par les caisses populaires lui donneraient toujours leur appui⁷¹ ».

Dans son soutien à l'établissement et au développement des entreprises, la SGF souhaitera réaliser la diversification des entreprises québécoises, qu'elles soient industrielles ou commerciales, moyennes ou grandes. Elle cherchera « à élargir la base de la structure économique de la province » et « à accélérer le progrès industriel du Québec ». (26 juin 1962)

Pour Lesage, la SGF est « un instrument incomparable de progrès économique, l'instrument de libération le plus puissant que l'on n'ait jamais possédé ». (26 juin 1962) Elle est l'un des remèdes efficaces contre le retard économique du peuple canadien-français, qui contribuera ultimement à « sa propre libération économique ». (26 juin 1962) Lesage invite les membres de l'opposition à approuver unanimement le projet de loi, pour que se concrétise enfin la réappropriation de l'économie par les Canadiens français, par les Québécois.

Pour toute répartie, Johnson tente d'inscrire la SGF dans la suite des réalisations de l'Union nationale : la modernisation de l'agriculture, l'électrification rurale, la formation des cadres par l'éducation technique, commerciale et scientifique et la création d'un secteur d'État dans la production électrique (Hydro-Québec).

Mais Johnson est déçu par la loi, d'abord à cause de la faible souscription du gouvernement au fonds consolidé; ensuite, le bill 50 est imprécis, selon lui, dans sa manière d'utiliser les fonds recueillis. La loi ne précise pas, par ailleurs, si la Société fixera des conditions à l'émission de ses prêts (prêts à des sociétés exclusivement québécoises, exigence minimale d'embauche d'ouvriers, de techniciens et d'administrateurs formés au Québec). Finalement, les investisseurs et les épargnants courent un risque énorme, à cause de la faible participation du gouvernement et du caractère incertain de la structure d'investissements.

En comité plénier, il est décidé, par un amendement, avec l'accord de l'ensemble de la députation, que le siège social de l'institution sera à Montréal, métropole québécoise qui est le centre des affaires au Canada à cette époque.

Johnson propose, en remplacement de la SGF, la création d'une banque d'expansion industrielle qui viendrait en aide aux « entreprises dont la situation est précaire ». Lesage réitère que l'objectif immédiat est de diversifier l'économie québécoise et de faire participer les Québécois au développement économique, et que de telles sociétés de prêt et de fiducie existent déjà.

Johnson déplore surtout l'absence d'un complexe sidérurgique, dans le projet de loi, que Lesage a maintes fois promis mais qu'il tarde à concrétiser faute du rapport, encore indisponible, qu'il a commandé, le 12 janvier 1962, à l'Institut français de recherche de la sidérurgie. Il faudra attendre l'année 1964 avant que soit créée la Sidérurgie du Québec (SIDBEC).

Au vote lors des différentes lectures, l'ensemble de la députation se prononce en faveur du projet de loi. Il reçoit la sanction royale le 6 juillet 1962.

La Société générale de financement est la première intervention efficace de l'État québécois dans le monde financier et économique, avant la création, en 1965, de la Caisse de dépôt, qui administrera les sommes perçues par la Régie des rentes.

L'autonomie provinciale et le droit de taxation directe

Tout au long de la session, tant à la gauche qu'à la droite de la Chambre, les députés dénoncent les tentatives de centralisation fédérale des programmes sociaux et du pouvoir de taxation. Le positionnement autonomiste de la députation unioniste et libérale ne se limite pas à la dénonciation, en des termes légalistes, de l'empiétement fédéral dans divers programmes.

Désormais, l'Assemblée législative, beaucoup plus « pragmatique » et « affirmative » que sous le régime duplessiste, réclame une révision de la Constitution et remet en question le fonctionnement du fédéralisme⁷².

Le 12 avril 1962, Lesage réclame du gouvernement fédéral le produit de l'impôt sur les droits de succession, véritable frein économique. Mais il faudra attendre au mois de mai pour que tous les députés de l'Assemblée législative indiquent clairement leur positionnement en matière de taxation directe. Johnson propose alors une motion stipulant : « Que cette Chambre est d'avis que le gouvernement de Québec devrait agir dans le plus bref délai pour obtenir, comme prochaine étape dans la reconquête de nos libertés fiscales, que soit explicitement reconnu aux provinces un droit prioritaire en matière de taxation directe, à commencer par l'impôt sur les sociétés qui exploitent les richesses naturelles. » (16 mai 1962)

Le chef de l'opposition souhaite rallier l'ensemble des parlementaires autour de cette revendication. Mais son justificatif est, dans un premier temps, hautement partisan dans son rejet de la nationalisation de l'électricité et dans son positionnement du droit de taxation directe comme contre-projet, comme alternative à celui de l'étatisation.

Dans l'immédiat, Lesage refuse d'appuyer intégralement la motion à cause de son caractère unioniste. Il affirme avoir constamment agi lors des conférences consultatives fédérales-provinciales en conformité avec les conclusions du rapport de la commission royale d'enquête sur les problèmes constitutionnels (commission Tremblay). Il propose d'amender la motion en vue de la dépolitiser, de la rendre moins agressive vis-à-vis du gouvernement.

L'amendement, qui remplace les mots « devrait agir dans le plus bref délai » par les mots « que le gouvernement poursuive son effort », semble donner le beau rôle autonomiste au gouvernement, selon le député unioniste Armand Maltais. Le débat est ajourné à la séance suivante.

À la reprise du débat, le 22 mai 1962, l'unioniste Armand Maltais propose un sous-amendement. À la mise aux voix, les députés se prononcent unanimement en faveur du sous-amendement, de l'amendement et de la motion principale qui se lit comme suit :

Que cette Chambre est d'avis que le gouvernement de Québec poursuive la lutte constitutionnelle pour obtenir, comme prochaine étape dans la reconquête de nos libertés fiscales, que soit explicitement reconnu aux provinces un droit prioritaire en matière de taxation directe, à commencer par l'impôt sur les sociétés qui exploitent les richesses naturelles et l'exclusivité de l'impôt sur les successions.

Plus symbolique encore est la présentation, en première lecture, du bill 38, qui reconnaît officiellement la fleur de lys comme emblème floral du Québec. L'adoption de ce bill sera toutefois reportée à la session de 1963. (27 avril 1962)

Les frontières du Labrador

Fait aussi l'objet de vives discussions à l'Assemblée législative l'épineuse question de la délimitation des frontières entre Terre-Neuve et le Québec, dans la région du Labrador. Dans le cadre d'une question de privilège, Johnson rappelle que le premier ministre de Terre-Neuve, Joey Smallwood, « faisait dire au lieutenant-gouverneur que la question est maintenant réglée avec notre province », ce qui met Lesage dans l'embarras. (24 janvier 1962) Lesage précise que dans les faits, il avait signifié, en décembre 1961, à M. Smallwood qu'il souhaitait « délimiter la frontière interprovinciale dans la péninsule du Labrador aussitôt que possible » plutôt que de laisser à l'Iron Ore le soin de fixer les bornes frontalières.

La question de la fixation de la frontière est évoquée de nouveau en Chambre, le 11 juin 1962. Lesage indique qu'il est présentement en négociations « avec les premiers ministres de l'Ontario et du Manitoba en vue d'obtenir d'Ottawa non seulement qu'on préserve notre territoire, mais qu'on l'agrandisse ».

Le 13 juin 1962, l'Union nationale se défend d'avoir concédé à l'Iron Ore la fixation des frontières entre le Labrador et le Québec. Un Johnson autonomiste, plus affirmatif, demande « une révision du jugement du Conseil privé » pour abolir la frontière du Labrador, établie en 1927.

Pour toute contre-attaque, les 13 et 14 juin 1962, Paul Gérin-Lajoie fait l'inventaire des erreurs tactiques de l'Union nationale dans la revendication de la frontière du Labrador (13 juin 1962) : le gouvernement de l'Union nationale a posé « des actes législatifs, exécutifs et en matière de taxation » qui confirmaient le jugement du Conseil privé de Londres; la délimitation de la frontière fut déterminée par les compagnies minières plutôt que par le gouvernement du Québec; l'Union nationale n'a pas établi par des actes la souveraineté territoriale du Québec, ce qui avantage, dans ses revendications actuelles, le gouvernement de Terre-Neuve, et la réduction conséquente du pouvoir de négociation du gouvernement à cause du non-interventionnisme duplessiste. Le ministre réitère que le gouvernement compte fixer définitivement la frontière labradorienne, pour assurer au Québec « tout le territoire que le droit et la tradition le justifient de revendiquer et qu'il lui est permis de réclamer ». (14 juin 1962) Aucune motion n'est présentée en appui⁷³.

Le financement fédéral/provincial des universités

La seule mesure législative éminemment autonomiste, dans son affirmation du droit de la province à ne pas participer à des programmes fédéraux (opting out), est le bill 31 augmentant l'aide financière aux universités de la province. Le projet de loi porte de 1,75 \$ à 2 \$ le financement par habitant dévolu au financement universitaire. La province harmonise de ce fait sa politique avec celle d'Ottawa, qui avait annoncé, le 22 janvier 1962, la majoration des subventions fédérales aux universités d'environ 33 %⁷⁴.

En parallèle, la province compte utiliser la subvention fédérale en matière d'éducation universitaire, qui lui est donnée en réduction d'impôts, pour répartir la moitié de l'argent fédéral vers l'enseignement secondaire public en vertu du bill 58 modifiant la loi des subventions aux commissions scolaires. (28 juin 1962) Le ministre de la Jeunesse, Paul Gérin-Lajoie, étaye le positionnement constitutionnel du gouvernement Lesage :

En attendant de reconquérir une plus large part de ses droits, le gouvernement est d'avis qu'il vaut mieux prendre ce qui passe pendant qu'il continue sa lutte en faveur de la reprise complète des droits du Québec dans le domaine fiscal, conformément à une résolution adoptée par la Chambre.

Le gouvernement est convaincu qu'une législation fédérale qui subordonne l'impôt provincial à un usage particulier est anticonstitutionnelle et le gouvernement a décidé de poursuivre sa lutte pour reconquérir les droits constitutionnels de la province de Québec. Le gouvernement utilisera l'entente pour subventionner les universités en attendant de reprendre l'exercice d'une plus large part de ses droits. (4 juillet 1962)

Le bill 31 reçoit la sanction royale le 6 juillet 1962. Le droit à l'« opting out » ne sera institutionnalisé qu'en 1964, avec la coopération pleine et entière du gouvernement fédéral, à la faveur des nombreuses pressions exercées par le gouvernement du Québec, qui sera le seul d'ailleurs à s'en prévaloir en se retirant de 28 programmes fédéraux⁷⁵.

La construction du pont de Trois-Rivières

Yves Gabias, Maurice Bellemare et Jean-Jacques Bertrand, députés de Trois-Rivières, de Champlain et de Missisquoi, mitraillent de questions le gouvernement au sujet de la construction du pont de Trois-Rivières. (20 mars 1962, 27 mars 1962, 4 avril 1962, 6 avril 1962) Le 4 avril 1962, Bellemare va jusqu'à proposer deux motions pour faire bouger le gouvernement.

Ce n'est que le 2 mai 1962 que Lesage annonce en grande pompe que le Conseil des ministres a accepté « en principe les dernières propositions de la Corporation du pont de Trois-

Rivières en vue de la construction du pont ». Le gouvernement prêtera à la Corporation du pont, moyennant certaines conditions, et des soumissions publiques seront lancées.

Le 4 juin 1962, est présenté le bill 46 assurant la construction d'un pont sur le Saint-Laurent à Trois-Rivières. Ce projet de loi fixe les modalités de la construction du pont : création d'une Corporation du pont de Trois-Rivières composée de huit membres; établissement d'un péage en vue de recueillir « autant que possible l'argent nécessaire au paiement de ses dépenses »; autorisation gouvernementale de 30 millions de dollars pour la construction du pont, de même que l'engagement du gouvernement du remboursement de tout déficit contracté par la corporation.

L'opposition reproche au projet de loi, pour l'essentiel, les taux d'intérêt élevés sur l'emprunt servant à construire le pont, le contrôle de la gestion du pont par une corporation et le poste à péage qui y sera installé, dernier élément pour lequel elle propose une motion qui est rejetée par l'Orateur.

Le bill est sanctionné le 27 juin 1962. Le pont de Trois-Rivières sera inauguré le 20 décembre 1967 et portera le nom du fondateur de la ville : Laviolette. Il sera le seul lien routier traversant le Saint-Laurent entre Montréal et Québec.

Agriculture

À l'époque, l'agriculture, en décroissance, est plongée dans un marasme : « La ferme familiale était trop exiguë et le sol, trop aride pour suffire aux besoins du grand nombre d'enfants qui caractérisait, en ce temps-là encore, la population rurale⁷⁶. » Avec pour résultat que l'exode rural vers les villes s'accroît.

En janvier 1962, dans son mémoire annuel – soumis au premier ministre et au ministre de l'Agriculture, Alcide Courcy –, l'Union catholique des cultivateurs (UCC) propose l'étatisation et la planification des compagnies productrices d'électricité, et la conséquente uniformisation des tarifs d'électricité, tout autant que la mise sur pied d'un système régional de gestion des projets agricoles, de planification et d'assistance technique et économique⁷⁷.

La réponse du gouvernement est mitigée. Les projets de loi proposés déplaisent à l'opposition en raison de leur manque d'ambition. La position de l'Union nationale s'explique aisément : l'agriculture est son sujet de prédilection, étant donné sa volonté de courtiser la classe agricole, qui compte, en 1961, pour 25 % de l'ensemble de la population du Québec⁷⁸.

D'abord, le bill 9 fusionne le ministère de l'Agriculture et celui de la Colonisation. Le projet de loi prévoit la création d'un nouvel Office des marchés agricoles, qui deviendra un tribunal de conciliation et d'arbitrage et qui comprendra les pouvoirs de la Commission de l'industrie laitière.

L'un des objectifs de la loi est de diversifier les domaines de spécialisation de l'agriculture québécoise – production de la viande, des œufs, etc. – bien au-delà de sa focalisation habituelle sur l'industrie laitière.

Johnson, appuyé par Hercule Riendeau, René Bernatchez et Éloi Guillemette, considère que la fusion de ces deux ministères traduit bien la volonté du gouvernement d'amenuiser l'importance du monde agricole. (13 février 1962) En comité plénier, le principal point qui achoppe est l'article 5 de la loi, qui donne au ministre le pouvoir d'enquêter sur les qualités et les comportements de ses employés. Bernard Pinard, député libéral de Drummond, réplique que des articles semblables existent dans d'autres ministères. Lucien Cliche, député libéral d'Abitibi-Est et ministre des Affaires municipales, explique que plusieurs employés du gouvernement ne relèvent pas de la Commission de la fonction publique (Commission du service civil) et que le gouvernement ne dispose pas d'autres moyens pour discipliner ses employés. Le lendemain, malgré les protestations de l'opposition, le bill est adopté en troisième lecture et il obtient la sanction royale le 14 mars 1962.

La Chambre étudie également le bill 5 pour aider à l'établissement de jeunes agriculteurs. Cette mesure vise à permettre « à des fils d'ouvriers ou autres » de jouir du même appui financier

gouvernemental dans le cas où ils souhaiteraient « prendre la direction d'une exploitation agricole », soit des subventions de 200 \$ par année pendant cinq ans. Johnson intervient pour que le projet de loi fixe le barème d'âge minimal à 20 ans, afin que la terre demeure entre les mains des familles. Le ministre Courcy accepte l'amendement proposé. Le projet de loi reçoit la sanction royale le 14 mars 1962.

Quant au projet de loi 39 modifiant la loi concernant les prêts agricoles, il a pour objet de bonifier les anciennes conditions de prêt. Il permet, en plus, d'harmoniser la politique de l'État québécois à la loi fédérale de l'aménagement rural et du développement agricole (ARDA), dont l'objectif est de partager avec les provinces, à parts égales, le coût des travaux de rénovation agricole⁷⁹. Or, les députés unionistes se plaignent de la lenteur de l'octroi des prêts accordés par l'Office du crédit agricole; car, d'après leur interprétation, la nouvelle loi hypothèque les terres agricoles au profit du prêteur, c'est-à-dire le gouvernement fédéral. Les députés unionistes considèrent que cette formule constitue une menace pour l'autonomie provinciale. Le projet de loi reçoit la sanction royale le 20 juin 1962.

Enfin, le ministre de l'Agriculture annonce la création d'une nouvelle Faculté d'agronomie à l'Université Laval, sur recommandation du comité Régis⁸⁰ et sur approbation de la commission Parent. (9 février 1962) Johnson et Bernatchez sont en désaccord avec ce choix qui se fait au détriment de Saint-Hyacinthe et qui entraînera la fermeture des instituts de Sainte-Anne-de-la-Pocatière et d'Oka. Pour les députés de l'opposition, cette centralisation du savoir agricole à Québec contrevient au développement des régions. Le ministre de l'Agriculture tient à préciser que l'enseignement technique agricole commencera à Sainte-Anne-de-la-Pocatière et à Saint-Hyacinthe. (1^{er} juin 1962 et 31 juin 1962)

L'assurance-hospitalisation

Le 1^{er} janvier 1962, la loi sur l'assurance-hospitalisation entre en vigueur, après avoir été adoptée à la précédente session. La santé devient dès lors une responsabilité publique plutôt que « l'affaire des individus et des familles »; l'État se fait, à présent, le garant des droits des citoyens et de la justice sociale, de préférence à la charité publique aux indigents⁸¹. Qui mieux est, les soins seront gratuits.

Le 18 mai 1962, un projet de loi est déposé, plaçant désormais les hôpitaux sous le contrôle entier de l'État, mesure qui confirme l'amorce de la sécularisation du système hospitalier. Il s'agit du bill 44, qui est le fruit des recommandations des deux commissions sur les hôpitaux Jean-Talon et Fleury de Montréal⁸². L'objectif est d'assurer la coordination du réseau des hôpitaux, qui étaient jusqu'alors sous le contrôle de communautés religieuses ou d'institutions privées disparates, « tant par la variété des services offerts que par la qualité inégale des soins et des équipements⁸³ ». Ce bill transforme aussi les hôpitaux psychiatriques en hôpitaux publics, avec toute la réglementation administrative que cela comporte.

L'un des objectifs louables de la loi est de protéger le malade en éliminant tout but lucratif des institutions hospitalières. En substituant au système privé une médecine sociale, selon les termes d'Alphonse Couturier, ministre de la Santé, les hôpitaux ne seront plus « le fief de certains individus ou d'exploiteurs de la misère humaine ». (12 juin 1962)

Plus encore, l'État québécois autorisera l'établissement, la transformation ou l'agrandissement des hôpitaux. L'État pourra également créer des commissions de conciliation, dont le verdict sera définitif, dans la situation où il y aurait conflit entre le conseil d'administration et le bureau médical d'un hôpital public. La loi fixera surtout l'administration des hôpitaux par des règlements qui auront préséance sur les chartes locales d'hôpitaux. Elle autorise notamment l'ouverture de la direction des institutions aux médecins.

Ultimement, la loi uniformisera le mode de gestion des hôpitaux, dont les budgets seront soumis à l'approbation du gouvernement. Tous les biens acquis par les hôpitaux seront également gérés par l'État. C'est dire que l'État aura un « droit de regard sur toutes les activités des hôpitaux », qu'elles soient administratives ou médicales.

Pour l'opposition, qui formule ses récriminations le 12 juin, la loi constitue une étape supplémentaire vers l'étatisation, vers l'« enrégimentation » socialiste de la médecine et des

services hospitaliers. Elle reproche au gouvernement de ne pas créer une régie de la santé, « indépendante de la politique », organisme intermédiaire entre les hôpitaux et le gouvernement.

Lesage, fin politicien, soutient la gestion du système hospitalier par l'État, mais nie que le bill 44 constitue une étape supplémentaire vers l'étatisation du système de santé : « L'idée d'étatiser la médecine et les hôpitaux du Québec est si loin de la pensée du gouvernement que le projet de loi 44 provient en grande partie des suggestions faites par les intéressés eux-mêmes [les associations hospitalières, les médecins]. » (22 juin 1962)

Le projet de loi reçoit la sanction royale le 6 juillet 1962. Puis l'accès universel aux soins de santé québécois sera complété en 1970, avec l'entrée en vigueur au Québec du programme d'assurance-santé du gouvernement fédéral, qui entérinera le paiement à l'acte médical⁸⁴.

Culture québécoise

Depuis son élection en 1960, le gouvernement Lesage s'est fait un point d'honneur de soutenir et d'encadrer la production et la diffusion de la culture québécoise. De crainte que la culture canadienne-française se noie dans le tout anglophone canadien et fédéral, il institue, en 1961, le ministère des Affaires culturelles, auquel est lié le Conseil des arts du Québec. Il s'agit d'une réplique au Conseil des arts, des humanités et des sciences sociales, que le gouvernement fédéral avait créé, en 1957, à la suite des recommandations de rapport de la commission royale d'enquête du gouvernement fédéral sur l'avancement des lettres, des arts et des sciences au Canada (commission Massey)⁸⁵.

Une autre mesure qui vise à protéger la culture québécoise est le bill 29 en matière d'assurance-édition. L'objectif est de susciter la production littéraire et spécialisée (ouvrages scientifiques) au Québec en garantissant aux membres de l'Association des éditeurs qu'ils pourront publier des œuvres nouvelles « sans risquer de perdre de l'argent ». Si cette mesure a pour objectif primordial d'enrichir et d'assurer l'épanouissement de la culture canadienne-française, elle n'exclut pas cependant l'aide aux ouvrages de langue anglaise.

La loi stipule notamment que le Conseil des arts du Québec aura pour mandat de sélectionner des œuvres, qui auront été assurées, et que le ministère des Affaires culturelles se portera acquéreur, au prix coûtant, « d'une partie des exemplaires d'un ouvrage qui resteront invendus un an après le jour de la vente du premier exemplaire », jusqu'à concurrence de 100 000 \$ pour l'ensemble de la production.

En retour, les éditeurs devront verser une prime annuelle par livre assuré – entre 50 \$ et 100 \$ selon sa valeur. Le ministère encouragera la diffusion de la littérature en augmentant sa liste de destinataires : institutions et organismes du Québec, ceux des autres provinces et des milieux franco-américains, les sections françaises des universités américaines et tous les autres pays francophones du monde.

L'opposition proteste contre le fait qu'il n'y ait aucune clause dans la loi qui prévoie une aide directe ou indirecte à l'écrivain, lequel est souvent désavantagé économiquement dans le processus d'édition⁸⁶. (30 mars 1962) En comité plénier, le 3 avril 1962, Yves Prévoist propose d'amender la loi pour que soit réservé 10 % de l'assurance aux auteurs. Son amendement est adopté à l'unanimité. Le projet de loi reçoit la sanction royale le 11 avril 1962.

L'éducation

Les projets de loi en matière d'éducation s'inscrivent en continuité avec l'amorce de réforme de la session précédente, cristallisée dans la *Grande charte de l'éducation* (1961). Les objectifs de cette charte étaient de soutenir le droit individuel à l'éducation par la gratuité scolaire, de « rehausser le niveau général d'éducation de la population » et d'assurer ainsi « une amélioration générale du niveau de vie des Québécois⁸⁷ ».

Dans un souci d'améliorer cette *Grande charte de l'éducation*, le bill 56 modifiant la loi de l'instruction publique assurera une meilleure sécurité d'emploi aux instituteurs. En outre, l'article 232, qui accordait aux commissions scolaires le droit de renvoyer un membre du

personnel enseignant sans motif valable, est amendé. Il prévoit maintenant l'utilisation de l'arbitrage, mesure qui plaît à l'opposition. De plus, le projet de loi répartit autrement les pouvoirs des commissions scolaires. Les budgets et les emprunts des commissions seront approuvés à l'avenir par le ministre de la Jeunesse, au détriment du « surintendant » de l'Instruction publique. Et, désormais, les commissions scolaires régionales seront autorisées à organiser des classes spéciales pour enfants incapables de suivre les classes régulières en raison de déficience physique ou intellectuelle. (29 juin 1962)

D'autres mesures législatives, présentées à la session de 1962, visent à pourvoir aux besoins financiers des institutions scolaires, qui sont assaillies par les demandes. Au dire du ministre Gérin-Lajoie :

Le nombre d'inscriptions à tous les niveaux d'enseignement est à la hausse. Les instituteurs s'inscrivent à des cours de perfectionnement à l'université. Le nombre et le budget des bourses augmentent. Les commissions scolaires commencent à se regrouper en régionales pour offrir un enseignement secondaire. Les universités et les collèges s'engagent dans des programmes d'expansion pour accueillir un plus grand nombre d'étudiants. Simultanément, les dépenses publiques consacrées à l'éducation croissent sensiblement, créant une pression proportionnelle sur la fiscalité, locale et provinciale⁸⁸.

Le bill 17 uniformise l'estimation de la taxe scolaire, en vertu d'une évaluation municipale rigoureuse et uniforme de la valeur des propriétés, à la grandeur de la province. Le projet de loi cherche à remédier au fait que le calcul des évaluations foncières municipales, qui minimisent la valeur réelle des propriétés, porte préjudice aux commissions scolaires. Il assure, en substance, une meilleure répartition des ressources financières entre les commissions scolaires. (18 mai 1962) Cette mesure s'additionne à l'imposition de la taxe de vente de 2 % aux fins d'éducation, adoptée à la précédente session.

Le bill 52 sur le financement des investissements universitaires prolonge, quant à lui, la loi adoptée sous le même nom de la dernière session. Il s'agit d'un programme de subventions pour les infrastructures universitaires à hauteur de 21,4 millions de dollars, de subventions supplémentaires de 32 millions de dollars et d'une somme globale de 20 millions de dollars affectés aux collèges classiques et autres institutions affiliées aux universités. (29 juin 1962)

Mentionnons au passage l'adoption du bill 55 modifiant la loi pour faciliter la formation du personnel enseignant.

L'ensemble de ces projets de loi reçoit la sanction royale, le 6 juillet 1962. Il faudra toutefois attendre l'année 1964 avant que ne soit créé le ministère de l'Éducation par le bill 60.

La francisation du Québec

La question de la prévalence du français au Québec revient souvent sur la table des discussions au Salon vert. Le 1^{er} mai 1962, Lapalme affirme sa ferme volonté « d'épurer la langue de l'administration » de ses anglicismes et de franciser le vocabulaire des diverses industries de la province. L'Office de la langue française, créé le 24 mars 1961, dont le président est Jean-Marc Léger, aura sa ligne de conduite définie prochainement. Pour Lapalme, la défense du français « n'est pas une question de politique. C'est une question de survie et de fierté. C'est une question qui dépasse les partis politiques et qui concerne la nation même ».

Lapalme voit mal toutefois comment le Québec pourrait avoir juridiction dans le domaine linguistique. Il doute de la constitutionnalité de l'application québécoise de mesures coercitives pour franciser les raisons sociales des entreprises. Il préfère la persuasion à la contrainte : « Je crois qu'au secrétariat de la province nous pourrions essayer d'influencer par la persuasion les Canadiens français qui viennent doter leurs entreprises de raisons sociales anglaises. En principe, les entreprises devraient avoir un nom français. » (10 avril 1962)

Ces discussions précèdent de quelques années l'intervention législative du gouvernement du Québec en matière linguistique (loi 63, 1969; loi 22, 1974; loi 101, 1977)⁸⁹.

Des documents indisponibles et trafiqués

Dans les discussions entourant le bill 12 modifiant la loi de l'Office agricole de Québec, l'opposition dénonce les tracasseries administratives qui précèdent l'octroi des prêts agricoles. Johnson sort de son sac une bombe politique : un document, tiré du bureau de l'ancien premier ministre Antonio Barrette, comportant des statistiques sur l'octroi des prêts agricoles de 1954 à 1960 sous l'Union nationale.

Outré, Lesage défend le principe de transférabilité des documents de la fonction publique : « J'exige, de toute l'autorité dont je suis investi, que tous les documents officiels de la province que le chef de l'opposition a en main et qui doivent normalement appartenir au bureau du premier ministre me soient retournés immédiatement. » Johnson promet de remettre au premier ministre les documents de l'administration qu'il a en sa possession, après s'être confondu en explications. (2 février 1962)

Le trafic de documents volés ou photocopiés dans les bureaux ministériels est aussi un véritable fléau, notamment au ministère des Travaux publics. Lapalme annonce en Chambre les moyens entrepris pour remédier à la situation : « Il y a des mois que nous sommes sur une piste, avec le concours d'un indicateur, qui nous conduira probablement au coupable, mais les investigations se font de plus en plus difficiles. » (23 janvier 1962)

Les ministres, par ailleurs, ont reçu l'ordre de sécuriser les documents confidentiels dans des coffres-forts; les bureaux du parlement sont étroitement surveillés.

Un vote contesté

Le vote sur l'article 1 du bill 17 sur l'évaluation pour fins scolaires, le 18 mai 1962, en comité plénier, est particulièrement atypique. Johnson insiste pour que la Chambre procède au vote, alors que le Salon vert compte 19 députés libéraux contre 20 unionistes. Au moment du vote, par contre, Lesage et une douzaine de députés ministériels forcent leur entrée. L'article est finalement mis aux voix et rejeté par la majorité unioniste. Le président du comité entérine le vote. Car les règles parlementaires sont claires : nul ne peut perturber un vote déjà entrepris.

Lesage en appelle ensuite de la décision du président du comité. Il souhaite que la Chambre basse se prononce sur le caractère exécutoire de cette décision. Les députés de l'opposition clament que ce revirement de situation constitue une « mesure dictatoriale et antidémocratique ».

La Chambre se divise à nouveau, cette fois pour se prononcer sur la décision du président du comité. Les députés de l'opposition s'abstiennent de voter pour mieux signifier leur dégoût pour ce vote « antidémocratique ». Au final, l'Orateur de l'Assemblée législative tranche que l'article 1 reste encore à l'étude. Johnson en appelle de la décision de l'Orateur, mais il est défait.

Le très libéral *Devoir* qualifie, en première page, cette défaite momentanée du parti ministériel de « première de mémoire d'homme⁹⁰ » (La dernière remontait à 1934). *La Presse* titre que « l'UN accuse M. Lesage d'avoir agi de façon "dictatoriale"⁹¹ ». *L'Événement-Journal* explique que la circonstance n'aurait pas pu se produire si les membres du parti ministériel avaient été plus assidus en Chambre⁹². *Le Soleil* ne prend pas position, mais en fait tout de même sa une : « L'Opposition crie victoire, mais... le gouvernement a le dernier mot⁹³. »

La position des journaux ouvertement unionistes est moins nuancée. *L'Action catholique* indique que le renversement du vote de la Chambre est un précédent « embarrassant⁹⁴ ». *Le Montréal-Matin*, propriété de l'Union nationale, stipule que le « premier ministre Jean Lesage s'est subitement fait dictateur [...] en plein parlement démocratique⁹⁵ ». *Le Temps*, organe officiel du parti, souligne que « tous les journalistes présents ont été indignés de cette façon de procéder du premier ministre ». Et d'ajouter : « Plusieurs se sont ouverts les yeux sur la mentalité réelle de M. Lesage. Elle n'est pas belle à voir⁹⁶. »

Pour terminer, le 30 mai 1962, c'est au tour de l'Orateur de faire des rectificatifs sur les circonstances ayant entouré son attitude. Il tient à réaffirmer sa compétence et son indépendance vis-à-vis du premier ministre, malmenées dans *Le Montréal-Matin* : « Le premier ministre ne m'a jamais en aucun temps, ni en Chambre ni en dehors de la Chambre, adressé des paroles [...]. »

J'attire l'attention de MM. les journalistes que de pareilles réflexions ne m'affectent pas seulement personnellement, mais affectent les privilèges de la Chambre elle-même et sont sujettes à des sanctions sévères. »

La légitimité de l'Orateur contestée

Le 25 mai 1962, le chef de l'opposition conteste l'ajournement de la séance sous prétexte que le débat sur le bill 39 (prêt agricole) n'est pas terminé. Puis, le 29 mai 1962, Johnson soulève une question de privilège afin de revenir sur l'événement. Bien au fait de la procédure parlementaire, il considère que l'Orateur Richard Hyde a été induit en erreur par le premier ministre, puisque aucun règlement parlementaire ne stipule que la Chambre doive être ajournée avant l'après-midi, et qu'en conséquence, il n'a pu exercer ses droits de parlementaire de débattre de la motion d'ajournement. L'Orateur concède qu'il a commis un impair en ne requérant pas le consentement unanime de la Chambre lors de l'ajournement.

D'autres députés unionistes s'attaquent à l'intégrité de l'Orateur. Ils le discréditent dans sa relation partielle avec le premier ministre pour faire pencher ses décisions en leur faveur : « D'ailleurs vous pouvez, M. l'Orateur, recevoir des ordres et ne pas les suivre », lui lance Johnson à la séance du 20 mars 1962.

Tant bien que mal, l'Orateur réussira néanmoins à assurer le bon déroulement des travaux et à faire régner l'ordre durant la session⁹⁷.

La grogne étudiante

Le 15 février 1962, les travaux parlementaires sont perturbés par des étudiants universitaires qui revendiquent le versement immédiat de leurs prêts scolaires :

Des voix dans les tribunes du public: On veut des prêts! On veut des prêts!
(Désordre dans la Chambre)

L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont) regardant les galeries au-dessus de l'opposition reprend son fauteuil.

M. le président (Regardant les galeries) se lève pour rappeler le public à l'ordre, demande aux manifestants d'évacuer la salle et donne l'ordre aux gardiens de faire sortir les personnes qui lancent des tracts.

Une voix de la tribune droite: On va sortir, mais on veut des prêts.

Une voix de la tribune gauche: C'est "toute".
(Désordre dans la Chambre)

L'Orateur reprend alors son fauteuil et demande l'expulsion des manifestants.

Le président de l'Association générale des étudiants de Laval (AGEL), Renaud Santerre, fait ensuite parvenir une note d'excuses au premier ministre Lesage. Les députés ministériels approuvent ce désaveu de l'action étudiante, tandis que Johnson réclame toujours, au nom des étudiants, l'accélération du versement des prêts. Mais la discussion tourne à la foire d'empoigne lorsque Johnson accuse Lesage d'avoir dirigé la rédaction de cette lettre.

Il faudra attendre le 20 février 1962 avant que le ministre Gérin-Lajoie fasse une déclaration ministérielle stipulant que les « 1,345 chèques destinés aux étudiants de l'Université Laval ont été expédiés à cette institution » et que d'autres mesures sont en branle pour remédier à la situation.

Mais où est la statue de Maurice Duplessis?

Les députés unionistes n'ont cessé de demander que la statue de Maurice Duplessis soit enfin installée « dans les jardins en face de l'édifice du Parlement, conformément à la loi adoptée par le gouvernement Sauvé ». Mais le gouvernement demeure sourd devant les demandes répétées de l'opposition. (25 janvier 1962; 26 janvier 1962; 1^{er} mai 1962; 21 juin 1962) La statue, œuvre de l'artiste Raoul Hunter, demeurera dans le purgatoire de l'oubli pendant encore 15 ans.

La création d'un "Journal des débats"

Le gouvernement éprouve des difficultés à créer un "Journal des débats", avec la logistique que cela implique (équipe de sténographie, appareillage, édition, locaux). Cette question est évoquée régulièrement en Chambre (17 janvier 1962, 23 février 1962, 27 février 1962, 17 mai 1962). À toutes ces occasions, le ministre des Travaux publics, René Saint-Pierre, se défend de la lenteur du processus. Il n'arrivera pas, au cours de la présente session parlementaire, à dénicher des locaux convenables attenants à l'Assemblée législative pour les sténographes. Il faudra attendre la session de 1964 avant que ne soit institué l'actuel *Journal des débats*.

Faits divers, faits cocasses

Parfois, au moment de l'ajournement des séances, la tension se relâche pour céder la place à l'amusement.

Le 10 avril 1962, juste avant l'ajournement, l'Orateur indique le pointage de la partie qui oppose, en séries éliminatoires, les Black Hawks de Chicago aux Maple Leafs de Toronto : « M. l'Orateur informe les dignes législateurs de Sa Majesté que le compte de la partie de hockey est 1 à 1 après la deuxième période. Il prononce l'ajournement. »

Lors de l'ajournement de la séance du 24 mai 1962, Lesage, épuisé, se fourvoie sur la date et l'heure de la prochaine séance, mais sa vivacité d'esprit lui vient vite en aide :

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) propose, du consentement unanime, que, lorsqu'elle s'ajournera, la Chambre se trouve ajournée à demain 23 mai (sic), à dix heures et demie du matin.

M. Johnson (Bagot): Je ferai remarquer au premier ministre (l'honorable M. Lesage) que le calendrier de ce côté-ci de la Chambre marque le 24 mai, tandis que du côté libéral on n'en est encore qu'au 22 mai. On constate que le gouvernement est en retard et que seule l'opposition est à date.
(Applaudissements à gauche)

(Rires de la tribune de la presse et de la tribune du public)

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Nous ne sommes pas en retard. C'est tout simplement pour rappeler au chef de l'opposition et à son groupe ce qui leur est arrivé, un 22, en 1960, pour vous rappeler aussi votre triste passé.
(Applaudissements à droite)

Des députés ministériels: Bravo!
(Désordre dans la Chambre)

(Rires de la tribune de la presse et de la tribune du public)

Une voix ministérielle: *Memento, homo quia.* (Souviens-toi, homme... que tu es poussière et que tu redeviendras poussière.)

Une autre histoire nous laisse pantois. Le 19 janvier 1962, l'unioniste Maurice Bellemare se scandalise du fait que son bureau du parlement ait été vandalisé. Le « maître enquêteur » Lapalme arrive à la rescousse :

L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont): Est-ce que le député de Champlain pourrait me dire s'il est vrai qu'il avait accroché sa clé à l'extérieur de son bureau, sur un clou dans le corridor?

M. Bellemare (Champlain): C'est vrai...

(Des députés rient)

M. Bellemare (Champlain): ... mais elle était hors de la vue. Mais pas les clés de mon pupitre et c'est lui qui a été saccagé. Lui était réellement barré et c'est là que se trouvaient les clés de mes filières. On a fouillé dans mes filières où j'ai 1,600 documents et on a tout laissé en désordre; des papiers étaient éparpillés dans mon bureau et les dossiers étaient pêle-mêle. Je ne peux pas affirmer si l'une ou l'autre des 1,600 chemises qui s'y trouvaient a été emportée.

Une voix ministérielle: Le désordre existait déjà avant!

L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont): Je suis heureux de voir que le commencement de rapport préliminaire de la police provinciale est véridique. Avec la quantité de personnes qui circulent dans les corridors, si les clés sont disponibles, il est facile pour n'importe qui d'entrer dans les bureaux. Ce n'est donc pas prudent de laisser la clé sous le paillason.

M. Bellemare (Champlain): Mais elles étaient bien cachées...

L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont): Il y a des précautions élémentaires qu'il faut prendre, comme ne pas laisser traîner les clés de son bureau. Des rapports de vol de documents me sont venus de trois bureaux de ministres où des intrus ont pénétré au cours de la fin de semaine dernière.

L'Assemblée législative est parfois le théâtre de gestes de franche camaraderie. Le 9 mars 1962, Lesage propose à la Chambre d'accorder une dépense de un dollar aux hôpitaux, opération comptable qui vise à faire autoriser, par l'Assemblée, des avances d'argent aux fonds de roulement des hôpitaux, malgré l'absence d'une loi votée en ce sens. Le député unioniste Lucien Tremblay, de Hochelaga-Maisonneuve, intervient sur ce qui lui semble une invraisemblance : « Pour en finir avec cette discussion, je suis prêt à donner un dollar au premier ministre pour aider les hôpitaux. Il se lève et va déposer un billet de un dollar sur la table du greffier de l'Assemblée. (Rires de la Chambre) ». Lesage lui rend bien la monnaie de sa pièce :

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Ce dont j'ai besoin, c'est de l'autorité législative qui va régler cette affaire avec les comptables. Ce dollar, je le garderai en souvenir. J'accepte le dollar du député de Maisonneuve, mais je considère le geste du député de Maisonneuve comme un cadeau libéral.

M. Tremblay (Maisonneuve): Je veux bien, mais n'envoyez pas ça dans la caisse de la Fédération libérale.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Non, rassurez-vous. Par sympathie, je vais abonner le député de Maisonneuve à *La Réforme*.
(Rires de la Chambre)

Cette histoire refait souvent surface durant la session. Le 20 mars 1962, Lesage en remet : « Tout augmente. Ça arrive que ça coûte plus cher que prévu souvent. Ainsi, la semaine dernière, lorsque le député de Maisonneuve (M. Tremblay) m'a fait remettre un billet de \$1, (en riant) je lui ai dit que je l'abonnerais à *La Réforme*. Je reçois la facture de *La Réforme* réclamant encore \$2 du député de Maisonneuve (M. Tremblay) pour son abonnement annuel. Je constate que le prix de l'abonnement est de \$3 et je n'ai jusqu'ici reçu que \$1. »

Tremblay renchérit : « J'ai déjà reçu deux copies du journal et, en le lisant, je me suis aperçu que ce n'est pas avec ce journal-là que je vais m'améliorer. J'ai remarqué qu'il y avait des

caricatures. Il y en avait une de moi. Si vous continuez comme ça, vous allez faire un grand homme de moi. (Se levant et s'avançant vers la table du greffier) Il me fait plaisir de remettre au premier ministre un billet de \$2 pour compléter le prix de mon abonnement. (Rires de la Chambre) »

Le 5 juin, les courrèristes notent une blague de mauvais goût qui montre qu'au début des années 1960, l'Assemblée législative est encore véritablement un « boy's club ».

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) propose: 2. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trois cent soixante-dix-sept mille cinq cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article "Agents généraux de la province (Industrie et Commerce)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1963.

M. Johnson (Bagot): Combien d'employés à New York?

L'honorable M. Rousseau (L'Islet): Un agent, M. Charles Chartier, et trois secrétaires.

Des voix de l'opposition: Quels sont leur nom? Leur âge? Sont-elles jolies? Leurs mensurations?

L'honorable M. Rousseau (L'Islet): M. Chartier n'a pas d'assistant, mais on va lui en nommer un prochainement, c'est prévu au budget. (5 juin 1962)

Lors d'une interminable discussion sur la refonte du Code de la route, qui se déroule tard dans la soirée du 15 juin 1962 par une chaleur suffocante – il fait 27,8 °C dans l'enceinte de l'Assemblée –, quelques députés ont peine à résister aux bras de Morphée. Johnson et Lesage s'amuse à leurs dépens, s'en prenant respectivement à un député de l'équipe adverse :

M. Laroche (Portneuf) dort à son siège.

M. Johnson (Bagot): Que le gouvernement soit réaliste. Qu'il prenne des mesures sensées. Ainsi, par exemple, dans le comté de Portneuf! (Avec une voix plus forte) Dans le comté de Portneuf!

M. Laroche (Portneuf) sort de la torpeur qui l'envahissait et se frotte les yeux.

M. Johnson (Bagot): Il faut une grande expérience parlementaire pour réussir ainsi à dormir en Chambre sans déranger les autres députés.
(Rires)

[...]

M. Tremblay (Maisonnette) dort à son siège.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Il y a eu trop d'exemples de jeunes qui ont été causes d'accidents pour rien changer à la loi à ce sujet... (D'une voix forte) Mais, M. le président, je ne crois pas que l'article s'applique un jour dans le comté de Maisonnette!

M. Tremblay (Maisonnette), n'ayant rien entendu, ne bouge pas.
(Rires)

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): (D'une voix encore plus forte) Non, M. le président, je ne crois pas que l'article à l'étude s'applique dans le comté de Maisonnette!
(Rires)

Dans le comté de Maisonnette!
(Rires aux éclats)

M. Tremblay (Maisonneuve) s'éveille, regarde le premier ministre, passe son mouchoir sur sa figure ruisselante et se dirige vers la porte de sortie.

(Les députés s'amusez fermement)

Sur une tout autre note, le 20 juin 1962, dans un rare moment de solidarité entre partis, Lucien Tremblay témoigne de son alcoolisme, de sa prise en main par les Alcooliques Anonymes. Les députés unionistes et libéraux sont pleins d'empathie :

M. Tremblay (Maisonneuve): [...] Ce que je trouve déplorable, c'est qu'on n'ait pas poussé plus loin la campagne d'éducation pour apprendre au peuple que l'alcoolisme, c'est une maladie, non une faiblesse. Bien pire, c'est un fléau physique et mental. On cite le proverbe *Qui a bu boira*, mais c'est un problème païen. Car celui qui veut arrêter de boire est capable de le faire. Mais ça prend un homme courageux. Il m'a fallu 10 années d'efforts pour me guérir de cette maladie et, aujourd'hui, je suis l'homme le plus heureux du monde.

Tout le monde parle d'alcoolisme, mais bien peu proposent des solutions à cet angoissant problème. L'expérience que j'ai acquise, je la mets à la disposition du ministre. Elle est de nature à en faire profiter d'autres. On est tellement malheureux quand on est pris de cette maladie. On se croit persécuté par tout le monde. J'aimerais mieux mourir, quant à moi, que de recommencer. Je note qu'il y a des symptômes chez certains de l'autre côté... et de notre côté aussi. [...] Je sais que le discours que je tiens ce soir signe ma défaite. Mais je préfère encore plus ma défaite que de recommencer à boire.
(Applaudissements)

M. Johnson (Bagot): L'alcoolisme n'est pas un péché mais une maladie. Je félicite le député de Maisonneuve de son courage et de l'exemple frappant de sincérité qu'il donne.

L'honorable M. Lafrance (Richmond): Il est nécessaire de répandre davantage la lumière sur l'aspect pathologique et médical de l'alcoolisme. Membres des cercles Lacordaire depuis 22 ans, ce n'est que tout récemment que j'ai compris le problème médical rattaché à l'alcoolisme.

Olivier Côté

Critique des sources

La Tribune de la presse en 1962

Pour la session de 1962, de janvier à septembre, on compte 29 courriéristes. Le président de la Tribune de la presse est Paul-Émile Plouffe, du *Nouvelliste*. Les vice-présidents sont Roger Bruneau, de *L'Action catholique*, et Guy Lemieux, de CHRC, la plus vieille station de radio privée de Québec. Le secrétaire est Henri Dutil, du *Soleil*, dont les articles sont également repris dans *L'Événement-Journal*. Notons la présence des premières courriéristes parlementaires féminines : Évelyn Gagnon, de *La Presse*, et Renaude Lapointe, du *Nouveau Journal*. Les autres courriéristes parlementaires connus sont : Maurice Bernier et Paul Rochon, du *Montréal-Matin*; Dominique Cliff, Jacques Monnier et Raymond Masse, de *La Presse*; Henri Crusène, de CFCM-TV; Lloyd Harriet, du *Quebec Chronicle-Telegraph*; Guy Lafrance, de la radio de CKCV; Omer Langlois, du *Droit*; Jules Laguë, Guy Rondeau et John Yorston, de *La Presse canadienne*; Jacques Larivière, de la radio de Radio-Canada; Raymond Martin, de CJLR (radio en provenance de La Ronge, en Saskatchewan); Robert McKenzie, du *Montreal Gazette*; Max McMahon et Brian Upton, du *Montreal Star*; William Paton, de CJQC (radio de Québec); Louis Roberge, de la télé de Radio-Canada; Thomas S. Sloan, du *Globe and Mail* (Toronto); Claude Tessier, de *L'Événement-Journal*; Marc-Edmond Thivierge, de la *United Press International*; et finalement, Marcel Thivierge, du *Devoir*⁹⁸.

Des journaux « partisans » contestés

Le 17 janvier 1962, Antonio Talbot, député unioniste de Chicoutimi, s'attaque à l'indépendance éditoriale du *Devoir* dans le contexte où Pierre Laporte, ancien journaliste du journal, a été élu comme député libéral. En retour, le 30 janvier 1962, Lionel Bertrand s'en prend en substance à la partialité du journal *Montréal-Matin* :

Montréal-Matin est tellement partial que, pour éviter de mentionner le nom d'un député libéral, il tuera la nouvelle. *Montréal-Matin* déforme les faits quand il s'agit de ses adversaires politiques, notamment dans ses éditoriaux. *Montréal-Matin* tronque les textes. *Montréal-Matin* distille le poison. *Montréal-Matin* fait des héros des députés de l'Union nationale et des bandits de grand chemin des députés libéraux [...] Il n'y a plus que *Montréal-Matin* qui fait de la critique destructive.

En particulier, le 23 janvier 1962, Jean-Noël Lavoie, député libéral de Laval, demande un rectificatif à ce journal sur des propos qu'il a tenus concernant le sous-ministre des Affaires municipales, Jean-Louis Doucet. *Le Montréal-Matin* prétendait et prétend toujours qu'il a insinué qu'il était incompetent.

Le même jour, Frank Hanley s'en prend plutôt au titre d'un article, paru dans *Le Devoir* du 19 janvier 1962, rapportant le contenu de son discours devant l'Assemblée législative et les circonstances peu flatteuses durant lesquelles il se déroule, alors que les députés auraient ri des deux côtés de la Chambre et auraient pris « avec un grain de sel » sa déclaration sur la réforme de la loi électorale.

Le 7 février 1962, Yves Gabias rectifie, sur une question de privilège, les propos du rédacteur du *Devoir*, qui aurait indiqué qu'il frappait irrespectueusement du pied pendant que le premier ministre s'exprimait, le 6 février. Le 10 avril 1962, Joseph-André Larouche, député unioniste de Témiscamingue, demande également un rectificatif au *Devoir*. Il revient sur une question qu'il a posée au ministre des Affaires municipales, Lucien Cliche, à savoir « s'il était convaincu que l'étatisation de la compagnie Quebec Northern Power était nécessaire pour changer la fréquence du 25 cycles en 60 cycles dans le comté de Témiscamingue et en Abitibi », alors que *Le Devoir* lui prête l'affirmation « qu'il doit exister un autre moyen que l'étatisation pour convertir le 25 cycles en 60 cycles ». « Je n'ai jamais prononcé ces paroles », indique-t-il.

Le 15 mai 1962, Johnson s'interroge sur les paroles prononcées par le premier ministre, dans le brouhaha des discussions sur les comptes publics. Lesage aurait déclaré, selon la plupart

des journaux, à quelques variantes près : « Il y aura enquête des comptes publics pour l'an prochain et je ferai comparaître le chef de l'opposition. » Il invoque un article du Règlement pour que le premier ministre précise sa déclaration d'alors, ce à quoi il obtempère : « Si le chef de l'opposition veut comparaître devant le comité des comptes publics, son parti disparaîtra à tout jamais. » Les journaux publieront un rectificatif le lendemain.

Le chahut des étudiants

Le 20 février 1962, dans le cadre d'une autre question de privilège, Johnson exige du *Nouveau Journal* qu'il fasse un rectificatif selon lequel l'opposition n'a jamais participé à la rédaction des tracts des étudiants mécontents qui ont envahi les tribunes du public du Salon vert, le 15 février. *Le Nouveau Journal* laissait sous-entendre, à sa une, que l'opposition ne niait pas avoir quelque chose à voir dans le chahut des étudiants (« L'opposition a-t-elle quelque chose à voir au chahut de jeudi? M. Johnson ne le nie pas... »). Johnson « lui demande aujourd'hui de se corriger en rapportant ce que les étudiants eux-mêmes ont dit ».

Le premier ministre avait, dans les faits, laissé sous-entendre que l'opposition aurait pu agir de la sorte. Lesage prend le temps de s'expliquer : « Il s'agissait seulement d'une boutade de ma part, dans le même sens que les avances du chef de l'opposition, pour montrer le ridicule de l'assertion du chef de l'Union nationale prétendant que la note d'excuses du président de l'AGEL n'était pas authentique. Je pourrais tout aussi bien, moi aussi, présumer que les feuillets en question ont été préparés dans les bureaux de l'opposition. » Johnson est satisfait de la réponse du premier ministre.

L'affaire Baillargeon

Le 20 mars 1962, Bellemare avait émis de sérieux doutes sur la pertinence de la participation du juge Baillargeon à une fête. Le même député accuse maintenant *Le Devoir*, le 21 mars 1962, d'avoir déformé ses propos :

Toute cette Chambre peut témoigner qu'il n'a jamais été question de mettre en doute l'intégrité du juge. J'ai même ajouté que je croyais sincèrement en son honnêteté et son intégrité. Tout ce que j'ai voulu souligner, c'est l'imprudence qu'il a manifestée en acceptant d'assister à une réunion d'un caractère politique. Je tiens à protester avec véhémence contre ce titre tendancieux qui ne reflète en rien l'esprit et les faits de mon intervention.

Une absence remarquée des journalistes

Johnson critique l'absence des journalistes de la Tribune de la presse, alors que sont discutés les problèmes de la classe agricole (12 avril 1962). Il se propose d'écrire au président de la Tribune « pour protester et pour blâmer officiellement l'attitude des journalistes ». Selon les divers reportages des journaux, pourtant, il y avait un ou deux courriéristes présents.

Éloges aux journalistes

Au-delà des critiques que peuvent formuler les parlementaires vis-à-vis des courriéristes, il n'en demeure pas moins que, pour Johnson, « une démocratie ne peut vraiment fonctionner qu'en pleine lumière, et cette lumière, ce sont les journalistes qui la projettent sur les événements ». (16 janvier 1962). Pour Lionel Bertrand, « les journalistes parlementaires [...] méritent de chaleureuses félicitations pour la façon dont ils remplissent leur mission ». (30 janvier 1962) Chose certaine, dans leur ensemble, les débats reconstitués de la session de 1962 présentent un portrait assez fidèle de ce qui s'est dit dans l'arène parlementaire⁹⁹.

Notes de l'introduction historique et de la critique des sources

1. Paul-André Linteau, René Durocher, Jean-Claude Robert et François Ricard, *Histoire du Québec contemporain (tome II : le Québec depuis 1930)*, Montréal, Boréal, 1989, p. 637.
2. D. C. Thompson, *Jean Lesage et la Révolution tranquille*, Saint-Laurent, Éditions du Trécaré, 1984, p. 518.
3. P.-A. Linteau, R. Durocher, J.-C. Robert et F. Ricard, *Histoire du Québec...*, p. 746.
4. D. C. Thompson, *Jean Lesage...*, p. 519.
5. Jacques Grand'Maison, *La Nouvelle Classe et l'avenir du Québec*, Montréal, Stanké, 1979, 272 p.;
6. Jean-Jacques Simard, *La Longue marche des technocrates*, Montréal, Albert Saint-Martin, 1979, 198 p.
7. P.-A. Linteau, R. Durocher, J.-C. Robert et F. Ricard, *Histoire du Québec...*, p. 674.
8. *Ibid.*, p. 683.
9. *Ibid.*, p. 674.
10. *Ibid.*, p. 675.
11. *Ibid.*, p. 611.
12. Don Gillmor, *Canada : A People's History*, Toronto, McClelland and Stewart, p. 248.
13. Ce mouvement ne se transformera en parti politique qu'en 1963.
14. D. Gillmor, *Canada...*, p. 255.
15. P.-A. Linteau, R. Durocher, J.-C. Robert et F. Ricard, *Histoire du Québec...*, p. 660. Les recommandations préliminaires de cette commission mèneront à la création du ministère de l'Éducation en 1964 (bill 60).
16. *Ibid.*, p. 673. Voir aussi : Xavier Gélinas, *La droite intellectuelle québécoise et la Révolution tranquille*, Québec, Presses de l'Université Laval, 2007, 486 pages. Gélinas propose une relecture novatrice de la place de la droite intellectuelle dans le contexte de la Révolution tranquille.
17. *Ibid.*, p. 651-652.
18. Le IIe concile œcuménique du Vatican, qui se réunit entre 1962 et 1965, marque l'ouverture de l'Église catholique à la modernité. Il propose un retour aux principes fondateurs du catholicisme et à un rapport plus intime avec la foi. Il est recommandé notamment que tout l'office religieux se déroule désormais dans la langue des paroissiens plutôt qu'en latin.
19. *Ibid.*, p. 535.
20. Michel Coulombe et Marcel Jean, *Le Dictionnaire du cinéma québécois*, Montréal, Boréal, 2006, p. 122.
21. *Ibid.*, p. 140.
22. Paul Rutherford, *When Television Was Young : Primetime Canada (1952-1967)*, Toronto, University of Toronto Press, 1990, p. 47.
23. *Ibid.*, p. 455.
24. P.-A. Linteau, R. Durocher, J.-C. Robert et F. Ricard, *Histoire du Québec...*, p. 784.
25. Robert Thérien, Isabelle D'Amours, *Dictionnaire de la musique populaire au Québec 1955-1992*, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1992, 580 p.
26. Terry Cochran et Catherine Mavrikakis, « Kennedy à Dallas ou l'entrée dans le temps planétaire », *Bulletin d'histoire politique*, vol. 14, n° 1, p. 178.
27. René Rémond, *Introduction à l'histoire de notre temps (tome 3 : le XX^e siècle, de 1914 à nos jours)*, Paris, Éditions du Seuil, 1989, 132 p.
28. *Ibid.*, p. 205.
29. H. Vivian Nelles, *Une brève histoire du Canada*, Montréal, Fides, 2005, p. 277.
30. *Ibid.*, p. 277-278.
31. P.-A. Linteau, R. Durocher, J.-C. Robert et F. Ricard, *Histoire du Québec...*, p. 731.
32. *Ibid.* D. C. Thompson fait l'analyse que le vote des Québécois pour le Crédit social constitue un désaveu de la Révolution tranquille : « Une analyse des résultats révéla qu'un nombre important de gens qui, aux élections provinciales de juin 1960, avaient voté libéral, votèrent pour le Crédit social deux ans plus tard. Leur protestation visait, du moins en partie, les libéraux de l'aile provinciale, c'est-à-dire, de fait, la Révolution tranquille, parce que la promesse d'une vie meilleure n'avait pas été tenue en ce qui les concernait. » D. C. Thompson, *Jean Lesage...*, p. 148.
33. Paul Rochon, « Non, ce député(e) n'est pas comme les autres! », *Le Montréal-Matin*, 11 mai 1962, p. 10; *Idem.*, « M^{me} K-Casgrain (vue de haut en bas) », *Le Montréal-Matin*, 16 mai 1962, p. 6; *Idem.*, « À l'Assemblée législative. Printemps, joli printemps », *Le Montréal-Matin*, 23 mai 1962, p. 7.
34. Frédéric Lemieux, Christian Blais et Pierre Hamelin, *L'histoire du Québec à travers ses lieutenants-gouverneurs*, Québec, Les Publications du Québec, 2005, p. 233.
35. D. C. Thompson, *Jean Lesage...*, p. 9.
36. V. Lemieux, *Le Parti libéral...*, p. 75.
37. *Ibid.*, p. 73, 79, et 104.
38. Georges-Émile Lapalme, *Mémoires (tome 3 : le paradis du pouvoir)*, Montréal, Leméac, 1973, p. 226.
39. D. C. Thompson, *Jean Lesage...*, p. 411.
40. G.-É. Lapalme, *Mémoires...*, p. 92.
41. Pierre Godin, *Daniel Johnson (1946-1964 : la passion du pouvoir)*, Montréal, Les Éditions de l'Homme, 1980, p. 251 et p. 270.
42. Vincent Lemieux, *Le Parti libéral du Québec : alliances, rivalités et neutralités*, Québec, Presses de l'Université Laval, 2008, p. 99; P. Godin, *Daniel Johnson...*, p. 287.
43. P. Godin, *Daniel Johnson...*, p. 298.
44. *Ibid.*, p. 292.
45. *Ibid.*, p. 304.
46. Voir aussi le numéro thématique « La Commission Tremblay, cinquante ans de débats sur le déséquilibre fiscal : 1956-2006 », *Bulletin d'histoire politique*, vol. 16, n° 1, 371 p.
47. Daniel Johnson, *Égalité ou indépendance*, Montréal, Éditions Renaissance, 1965, 125 p.
- Il faudra attendre l'année 1964 avant que soit rétablie la capacité juridique de la femme mariée, dans le cadre de la loi 16.

48. Pour certains auteurs, les libéraux tiraient pourtant avantage de la présence à Ottawa d'un gouvernement conservateur, d'abord parce que le parti pouvait affirmer son autonomie par rapport au Parti libéral fédéral et, ensuite, parce que l'Union nationale ne pouvait les accuser de collusion avec le gouvernement central. Voir : P.-A. Linteau, R. Durocher, J.-C. Robert et F. Ricard, *Histoire du Québec*..., p. 706; V. Lemieux, *Le Parti libéral du Québec*..., p. 68.
49. P.-A. Linteau, R. Durocher, J.-C. Robert et F. Ricard, *Histoire du Québec*..., p. 424.
50. D. C. Thompson, *Jean Lesage*..., p. 233.
51. Les dépenses des différents ministères sont en pleine expansion. Lesage propose donc l'adoption des budgets supplémentaires, qui sont entérinés à l'Assemblée législative article par article « pour la première fois depuis 20 ans ». Le 20 mars 1962, Lesage propose que la Chambre vote des crédits provisoires pour l'année 1962-1963. Dans un premier temps, la somme devancée ne devait pas dépasser 175,6 millions de dollars, en plus de sommes additionnelles pour des ministères particuliers. Johnson réussit à faire amender la résolution des crédits pour que la somme demandée ne dépasse pas un sixième du budget, soit 146,3 millions de dollars. La résolution est adoptée. Le 11 mai 1962, Lesage prie la Chambre d'agréer de nouveaux crédits provisoires de 146,3 millions de dollars. Comme justificatif, le premier ministre indique que l'étude des prévisions budgétaires tarde à se concrétiser, alors que le gouvernement doit payer les salaires du personnel et honorer ses dépenses dans les deux prochains mois. Johnson accepte de voter les crédits demandés, en vertu d'une entente préalablement négociée hors Chambre avec le premier ministre.
52. D. C. Thompson, *Jean Lesage*..., p. 146.
53. V. Lemieux, *Le Parti libéral du Québec*, p. 77.
54. *Ibid.*
55. Province de Québec, *Rapport du Comité à Son Excellence le lieutenant-gouverneur en conseil. Étude préliminaire à la révision de la carte électorale*, Québec, 1962; <http://www.electionsquebec.qc.ca/>
56. V. Lemieux, *Le Parti libéral du Québec*, p. 93.
57. P.-A. Linteau, R. Durocher, J.-C. Robert et F. Ricard, *Histoire du Québec*..., p. 703.
58. La seule mesure proposée visant à éviter que des situations ne compromettent l'apparence de justice impartiale viendra de Johnson, qui « suggère que le Barreau étudie la question de formuler un code d'éthique pour les juges à tous les échelons ». (20 mars 1962) Mais cette suggestion sera sans suite.
59. « La Commission Salvas juge sévèrement les profiteurs du gaz naturel », *Le Devoir*, 2 août 1962, p. 1.
60. René Lévesque, *Attendez que je me rappelle*, Montréal, Éditions Québec/Amérique, 1994, p. 231; D. C. Thompson, p. 297-301.
61. *Ibid.*, p. 305.
62. R. Lévesque, *Attendez...*, Montréal, Éditions Québec/Amérique, 1994, p. 231; G.-É. Lapalme, *Mémoires*..., p. 165.
63. *Bilan du siècle*, Université de Sherbrooke, <http://www.bilan.usherb.ca/>
64. Pour un récit complet sur cette rencontre, il faut se référer à P. Godin, *Daniel Johnson*..., p. 313; R. Lévesque, *Attendez...*, p. 235-239; Paul Gérin-Lajoie, *Combats d'un révolutionnaire tranquille*, Montréal, CEC, 1989, p. 217-219; Lionel Bertrand, *Quarante ans de souvenirs politiques*, Les Éditions Lionel Bertrand, 1976, p. 221-230.
65. P.-A. Linteau, R. Durocher, J.-C. Robert et F. Ricard, *Histoire du Québec*..., p. 464-465.
66. R. Lévesque, *Attendez que je me rappelle*..., p. 228.
67. D. C. Thompson, *Jean Lesage*..., p. 248.
68. *Ibid.*, p. 249.
69. *Ibid.*, p. 263.
70. *Ibid.*, p. 234.
71. *Ibid.*, p. 264.
72. P.-A. Linteau, R. Durocher, J.-C. Robert et F. Ricard, *Histoire du Québec*..., p. 737.
73. Un autre geste affirmatif que pose le gouvernement est celui d'amorcer des pourparlers avec le gouvernement ontarien pour qu'il abolisse sa barrière tarifaire dans la vente de voitures au Québec. La province exige en effet à Hull, depuis le 1^{er} juin 1962, que les acheteurs ontariens qui font affaire avec des concessionnaires automobiles québécois paient la taxe de vente torontoise sur le prix total des voitures. En Ontario, pourtant, cette taxe ne s'applique que partiellement. (7 juin 1962)
74. *Bilan du siècle*, Université de Sherbrooke.
75. P.-A. Linteau, R. Durocher, J.-C. Robert et F. Ricard, *Histoire du Québec*..., p. 739.
76. D. C. Thompson, *Jean Lesage*..., p. 402.
77. *Bilan du siècle*, Université de Sherbrooke.
78. *Ibid.*, p. 402.
79. *Ibid.*, p. 258.
80. Le Comité d'étude sur l'enseignement agricole, présidé par le R.P. Louis-Marie Régis, présente son rapport aux membres du cabinet du gouvernement libéral le 5 janvier 1962. Alcide Courcy, *Rapport du Comité d'étude sur l'enseignement agricole et agronomique*, Québec, 1961, 267 p.
81. P.-A. Linteau, R. Durocher, J.-C. Robert et F. Ricard, *Histoire du Québec*..., p. 638.
82. Voir : Province de Québec, *Rapport de la Commission d'enquête sur l'organisation et l'administration de l'hôpital Jean-Talon de Montréal*, 1961, 220 p. et Province de Québec, *Rapport de la Commission d'enquête de l'Hôpital général Fleury inc., la Corporation de l'hôpital Fleury et du docteur J. A. Dionne*, 1962, 91 p., Documents de la session nos 6 et 141.
83. P.-A. Linteau, R. Durocher, J.-C. Robert et F. Ricard, *Histoire du Québec*..., p. 638.
84. *Ibid.*, p. 644; Auparavant, le gouvernement social-démocrate de Tommy Douglas en Saskatchewan avait mis en place, dès 1962, un « programme de médecine socialisée ». H. V. Nelles, *Une brève histoire*..., p. 281.
85. P.-A. Linteau, R. Durocher, J.-C. Robert et F. Ricard, *Histoire du Québec*..., p. 796; D. C. Thompson, *Jean Lesage*..., p. 393.

86. Johnson s'oppose en deuxième lecture à la gestion de l'offre et de la demande des livres par l'État québécois. Il conçoit mal que le Conseil provincial des arts, inféodé par des libéraux, des « gauchistes » en faveur de la laïcité scolaire dont « l'aumônier » est Jean-Charles Falardeau, ait son mot à dire dans le choix des volumes assurés et dans leur distribution. Il serait dangereux que cet organisme exerce son patronage, au point de favoriser l'achat de livres des membres du Conseil et d'amis. (30 mars 1962) En réponse, Gérin-Lajoie insiste sur l'indépendance et le caractère représentatif du Conseil des arts et sur la nécessité de ne pas impliquer le ministre des Affaires culturelles dans le processus.
87. P. Gérin-Lajoie, *Combats...*, p. 212.
88. *Ibid.*, p. 214.
89. Ces préoccupations semblent infirmer l'interprétation suivante, tirée de René Durocher, Paul-André Linteau, Jean Claude Robert et François Ricard : « Pendant la Révolution tranquille, le gouvernement québécois n'est guère sensibilisé à la question linguistique. On se préoccupe surtout de la dimension ethnique, plutôt que linguistique, des rapports de force, l'objectif étant de placer plus de Canadiens français aux commandes de l'État et de l'économie. On ne remet pas en cause le fait que, dans le secteur privé, il faille souvent travailler en anglais. » p. 602.
90. Marcel Thivierge, « Vingt députés de l'UN font essayer un échec au gouvernement en comité plénier », *Le Devoir*, 19 mai 1962, p. 1.
91. Jacques Monnier, « L'UN accuse M. Lesage d'avoir agi de façon "dictatoriale" », *La Presse*, 19 mai 1962, p. 35.
92. Claude Tessier, « Un manque d'assiduité », *L'Événement*, 19 mai 1962, p. 8.
93. Claude Tessier, « L'Opposition crie victoire, mais... le gouvernement a le dernier mot », *Le Soleil*, 19 mai 1962, p. 1.
94. Roger Bruneau, « Précédent à la Chambre », *L'Action catholique*, 19 mai 1962, p. 24.
95. Paul Cauchon, « Les rouges ont eu une peur bleue alors que Jean Lesage voyait rouge », *Le Montréal-Matin*, 19 mai 1962, p. 9.
96. Anonyme, « Lesage battu », *Le Temps*, 24 mai 1962, p. 1.
97. Par exemple, l'Orateur demande formellement aux députés, coupant souvent court à leurs discours, que les questions non urgentes adressées au gouvernement soient dorénavant soumises à l'écrit à l'Orateur et inscrites au *Feuilleton* (22 février 1962, 6 mars 1962, 20 mars 1962). En particulier, les députés ministériels contestent systématiquement, avec succès, les motions de l'opposition, évoquant leur incidence financière – un privilège du gouvernement – et leur ton pamphlétaire.
98. Bibliothèque de l'Assemblée nationale, *Les membres de la Tribune de la presse*, Québec, AN, 1990. Une version corrigée de cette liste se trouve dans Jocelyn David, « Notes pour l'introduction de la session de 1962 ».
99. Sur la reconstitution des débats parlementaires, voir : Gilles Galichan, « Le Parlement "rapaillé" : la méthodologie de la reconstitution des débats », *Les Cahiers des Dix*, n° 58 (2004), p. 275-296.

BIBLIOGRAPHIE

Journaux de base

Action catholique, L'
Canada, Le
Devoir, Le
Événement-Journal, L'
Gazette, The
Montréal-Matin, Le
Montreal Star, The
Nouvelliste, Le
Patrie, La
Presse, La
Quebec Chronicle-Telegraph, The
Soleil, Le
Temps, Le
Tribune de Sherbrooke, La

Journaux complémentaires

Action, L'
Argenteuil, L'
Avant-poste gaspésien L'
Avenir du Nord, L'
Berthelais, Le
Bien Public, Le
Boussole, La (Nicolet)
Bulletin des agriculteurs, Le
Canada français, Le
Canadien de Thetford, Le
Chronique de Magog, La
Clairon de Saint-Hyacinthe, Le
Clarté, La
Courrier de Bellechasse, Le
Courrier de Berthierville, Le
Courrier de Laviolette, Le
Courrier de Montmagny, Le
Courrier de Saint-Hyacinthe, Le
Courrier de Sorel, Le
Dorchester, Le
Droit, Le
Écho abitibien, L'
Écho de Frontenac, L'
Écho de Lotbinière, L'
Écho de Louiseville, L'
Écho de Vaudreuil-Soulanges, L'
Écho des Laurentides, L'
Écho des Monts, L'
Écho du Bas-Saint-Laurent, L'
Écho du Nord, L'
Étoile du lac, L'
Étoile du Nord, L'
Frontière, La
Guide, Le

Joliette-Journal
Journal Métropole
Lakeshore News, The
Mégantic, Le
Messager de Verdun, Le
Mire, La
Monde ouvrier, Le
Nouveau Journal, Le
Nouveau Québec, Le
Ordre, L'
Opinion de Hull, L'
Parole, La
Petit Journal, Le
Peuple, Le
Progrès de Coaticook, Le
Progrès de Valleyfield, Le
Progrès du Golfe, Le
Progrès du Richelieu
Progrès du Saguenay, Le
Réforme, La
Régional, Le
Réveil, Le
Revue de Granby, La
Revue de Terrebonne, La
Rouyn-Noranda Press, The
Saint-Laurent, Le
Sherbrooke Daily Record, The
Sommet, Le
St. Maurice Valley Chronicle, The
Stanstead Journal, The
Telegram Observer, The
Terre de Chez Nous, La
Tribune, La (Saint-Hyacinthe)
Tribune de Lévis, La
Union des Cantons de l'Est, L'
Unité, L'
Voix de l'Est, La
Voix de Shawinigan, La
Voix des Bois-Francs, La
Voix des Mille-Isles, La
Voix du peuple, La

Autres sources

Lesage, Jean. *Discours sur le budget prononcé par l'honorable J. Lesage, Ministre des Finances à l'Assemblée législative de Québec, 12 avril 1962*. [s.l.]: 1962. 138 p. Publié également en anglais.

Ordres du jour de l'Assemblée législative de la province de Québec, 1962, Québec 1962.

Procès-verbaux de l'Assemblée législative de la province de Québec, 1962, Québec 1962.

Québec, Prov. *Bills*, 3^e session, 14^e Parlement, 1962.

Québec, Prov. *Journaux de l'Assemblée législative de la province de Québec- Journals of the Legislative Assembly of the Province of Quebec, Session de 1962, Vol. XCVII*, Québec, 1962, viii, 767, lxi, lx p.

Québec, Prov. *Statuts de la province de Québec - Statutes of the Province of Quebec*, 10-11 Elizabeth II, Québec, Imprimeur de la reine, Québec, 1962, iv, 707 p.

Rapports des comités généraux, 3^e session, 1962.

TABLE DES MATIÈRES

Introduction historique.....	vii
Critique des sources	xxxix
Bibliographie.....	xlvi
Table des matières.....	xlix
L'Exécutif en 1962.....	liii
Membres de l'Assemblée législative	
Par ordre alphabétique	lv
Par ordre de circonscription	lvii
Débats	
1 Séance du mardi 9 janvier 1962.....	1
2 Séance du mercredi 10 janvier 1962	11
3 Séance du mardi 16 janvier 1962	29
4 Séance du mercredi 17 janvier 1962	65
5 Séance du jeudi 18 janvier 1962	83
6 Séance du vendredi 19 janvier 1962	103
7 Séance du mardi 23 janvier 1962	111
8 Séance du mercredi 24 janvier 1962	135
9 Séance du jeudi 25 janvier 1962	151
10 Séance du vendredi 26 janvier 1962	167
11 Séance du mardi 30 janvier 1962	177
12 Séance du mercredi 31 janvier 1962	197
13 Séance du jeudi 1 ^{er} février 1962.....	211
14 Séance du vendredi 2 février 1962.....	229
15 Séance du mardi 6 février 1962.....	239
16 Séance du mercredi 7 février 1962.....	259
17 Séance du jeudi 8 février 1962.....	269

18	Séance du vendredi 9 février 1962.....	289
19	Séance du mardi 13 février 1962.....	301
20	Séance du mercredi 14 février 1962.....	317
21	Séance du jeudi 15 février 1962.....	331
22	Séance du vendredi 16 février 1962.....	347
23	Séance du mardi 20 février 1962.....	355
24	Séance du mercredi 21 février 1962.....	361
25	Séance du jeudi 22 février 1962.....	367
26	Séance du vendredi 23 février 1962.....	371
27	Séance du mardi 27 février 1962.....	389
28	Séance du jeudi 1 ^{er} mars 1962.....	395
29	Séance du mardi 6 mars 1962	401
30	Séance du jeudi 8 mars 1962.....	405
31	Séance du vendredi 9 mars 1962.....	413
32	Séance du mardi 13 mars 1962	425
33	Séance du mercredi 14 mars 1962.....	443
34	Séance du jeudi 15 mars 1962.....	447
35	Séance du mardi 20 mars 1962	455
36	Séance du mercredi 21 mars 1962.....	471
37	Séance du vendredi 23 mars 1962.....	479
38	Séance du mardi 27 mars 1962	491
39	Séance du mercredi 28 mars 1962.....	511
40	Séance du jeudi 29 mars 1962.....	521
41	Séance du vendredi 30 mars 1962.....	527
42	Séance du mardi 3 avril 1962.....	539
43	Séance du mercredi 4 avril 1962.....	555
44	Séance du jeudi 5 avril 1962	569
45	Séance du vendredi 6 avril 1962	585

46 Séance du mardi 10 avril 1962.....	595
47 Séance du mercredi 11 avril 1962.....	613
48 Séance du jeudi 12 avril 1962.....	627
49 Séance du mercredi 25 avril 1962.....	727
50 Séance du jeudi 26 avril 1962.....	743
51 Séance du vendredi 27 avril 1962.....	765
52 Séance du mardi 1 ^{er} mai 1962.....	783
53 Séance du mercredi 2 mai 1962.....	801
54 Séance du jeudi 3 mai 1962.....	813
55 Séance du vendredi 4 mai 1962.....	829
56 Séance du mardi 8 mai 1962.....	843
57 Séance du mercredi 9 mai 1962.....	885
58 Séance du jeudi 10 mai 1962.....	901
59 Séance du vendredi 11 mai 1962.....	911
60 Séance du mardi 15 mai 1962.....	921
61 Séance du mercredi 16 mai 1962.....	939
62 Séance du jeudi 17 mai 1962.....	957
63 Séance du vendredi 18 mai 1962.....	983
64 Séance du mardi 22 mai 1962.....	995
65 Séance du mercredi 23 mai 1962.....	1009
66 Séance du jeudi 24 mai 1962.....	1023
67 Séance du vendredi 25 mai 1962.....	1041
68 Séance du mardi 29 mai 1962.....	1053
69 Séance du mercredi 30 mai 1962.....	1063
70 Séance du jeudi 31 mai 1962.....	1075
71 Séance du vendredi 1 ^{er} juin 1962.....	1091
72 Séance du lundi 4 juin 1962.....	1101
73 Séance du mardi 5 juin 1962.....	1115

74	Séance du mercredi 6 juin 1962	1133
75	Séance du jeudi 7 juin 1962	1149
76	Séance du lundi 11 juin 1962	1163
77	Séance du mardi 12 juin 1962	1183
78	Séance du mercredi 13 juin 1962	1205
79	Séance du jeudi 14 juin 1962	1231
80	Séance du vendredi 15 juin 1962	1239
81	Séance du mardi 19 juin 1962	1261
82	Séance du mercredi 20 juin 1962	1265
83	Séance du jeudi 21 juin 1962	1279
84	Séance du vendredi 22 juin 1962	1293
85	Séance du mardi 26 juin 1962	1307
86	Séance du mercredi 27 juin 1962	1333
87	Séance du jeudi 28 juin 1962	1349
88	Séance du vendredi 29 juin 1962	1371
89	Séance du lundi 2 juillet 1962	1387
90	Séance du mardi 3 juillet 1962	1401
91	Séance du mercredi 4 juillet 1962	1413
92	Séance du jeudi 5 juillet 1962	1431
93	Séance du vendredi 6 juillet 1962	1445
Index des participants		1469
Index des sujets		1545
Index des bills publics et privés		1615

L'HONORABLE PAUL COMTOIS

Lieutenant-gouverneur de la province de Québec

Membres du Conseil exécutif 1962

L'honorable Jean Lesage, premier ministre, ministre des Finances et ministre des Affaires fédérales-provinciales

L'honorable Georges-Émile Lapalme, vice-premier ministre, procureur général et ministre des Affaires culturelles

L'honorable Lucien Cliché, ministre des Affaires municipales

L'honorable Alcide Courcy, ministre de l'Agriculture et ministre de la Colonisation (*jusqu'au 14 mars 1962*) et ministre de l'Agriculture et de la Colonisation (*à partir du 14 mars 1962*)

L'honorable Gérard D. Levesque, ministre de la Chasse et des Pêcheries

L'honorable Émilien LaFrance, ministre de la Famille et du Bien-être social

L'honorable André Rousseau, ministre de l'Industrie et du Commerce

L'honorable Paul Gérin-Lajoie, ministre de la Jeunesse

L'honorable René Lévesque, ministre des Ressources naturelles

L'honorable Paul Earl, ministre du Revenu

L'honorable Alphonse Couturier, ministre de la Santé

L'honorable Lionel Bertrand, secrétaire et registraire de la province

L'honorable Bona Arsenault, ministre des Terres et Forêts

L'honorable Gérard Cournoyer, ministre des Transports et des Communications

L'honorable René Hamel, ministre du Travail

L'honorable René Saint-Pierre, ministre des Travaux publics

L'honorable Bernard Pinard, ministre de la Voirie

L'honorable George Carlyle Marler, ministre d'État

Orateur

L'honorable John Richard Hyde

LES MEMBRES DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE
par ordre alphabétique

Député	Allégeance politique	Circonscription
ARSENAULT, Bona	L	Matapédia
BÉDARD, Jean-Jacques	L	Québec
BÉGIN, Joseph-Damase	UN	Dorchester
BÉLANGER, Lucien	L	Saguenay
BELLEMARE, Maurice	UN	Champlain
BERNATCHEZ, René	UN	Lotbinière
BERTRAND, Jean-Jacques	UN	Missisquoi
BERTRAND, Lionel	L	Terrebonne
BINETTE, Gaston	L	Deux-Montagnes
BLANK, Harry	L	Montréal-Saint-Louis
BOUDREAU, Francis	UN	Saint-Sauveur
BOULAIS, François	L	Rouville
BROUSSEAU, Louis-Philippe	L	Sherbrooke
BROWN, Glendon Pettes	L	Brome
CARON, Germain	UN	Maskinongé
CASTONGUAY, Philippe	L	Matane
CHARBONNEAU, Edgar	UN	Montréal-Sainte-Marie
CLICHE, Lucien	L	Abitibi-Est
CLOUTIER, Maurice	UN	Québec-Centre
COITEUX, Frédéric	L	L'Assomption
COITEUX, Henri-Laurier	L	Duplessis
COLLARD, Lucien	L	Lac-Saint-Jean
COTTINGHAM, William McOvat	UN	Argenteuil
COURCY, Alcide	L	Abitibi-Ouest
COURNOYER, Gérard	L	Richelieu
COUTURIER, Alphonse	L	Rivière-du-Loup
CUSTEAU, Maurice-Tréflé	UN	Montréal-Jeanne-Mance
DESJARDINS, Gérard	UN	Gatineau
DIONNE, Albert	L	Rimouski
DOZOIS, Paul	UN	Montréal-Saint-Jacques
DUCHARME, Charles Romulus	UN	Laviolette
EARL, Paul	L	Montréal-Notre-Dame-de-Grâce
ÉLIE, Antonio	UN	Yamaska
GABIAS, Yves	UN	Trois-Rivières
GÉRIN-LAJOIE, Paul	L	Vaudreuil-Soulanges
GOSSELIN, Claude-Gilles	UN	Compton
GUILLEMETTE, Éloi	UN	Frontenac
HAMEL, Laurent	L	Iberville
HAMEL, René	L	Saint-Maurice
HANLEY, Frank	I	Montréal-Sainte-Anne
HARVEY, Gérald	L	Jonquière-Kénogami
HÉBERT, Edgar	UN	Beauharnois
HYDE, John Richard	L	Westmount-Saint-Georges
JOHNSON (père), Daniel	UN	Bagot
JOHNSTON, Raymond Thomas	UN	Pontiac
JOURDAIN, Claude	L	Gaspé-Nord
KIRKLAND-CASGRAIN, Marie-Claire	L	Jacques-Cartier
LABERGE, Joseph-Maurice	UN	Châteauguay
LAFONTAINE, Fernand-Joseph	UN	Labelle
LAFRANCE, Émilien	L	Richmond
LALONDE, Philippe	L	Montréal-Saint-Henri

LES MEMBRES DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE
par ordre alphabétique

Député	Allégeance politique	Circonscription
LAMBERT, Gaston	L	Joliette
LANGLAIS, Hormisdas	UN	Îles-de-la-Madeleine
LAPALME, Georges-Émile	L	Montréal-Outremont
LAPORTE, Pierre	L	Chambly
LAROCHE, Marcellin	L	Portneuf
LAROUCHE, Joseph-André	UN	Témiscamingue
LAVALLEE, Azellus	UN	Berthier
LAVOIE, Jean-Noël	L	Laval
LECHASSEUR, Guy	L	Verchères
LECLERC, Arthur	UN	Charlevoix
LEMIEUX, Gérard	L	Wolfe
LESAGE, Jean	L	Québec-Ouest
LEVESQUE, Gérard D.	L	Bonaventure
LÉVESQUE, René	L	Montréal-Laurier
LIZOTTE, Laurent	L	Montmagny
LORRAIN, Roméo	UN	Papineau
MAHEUX, Pierre-Émilien	L	Mégantic
MALTAIS, Armand	UN	Québec-Est
MEUNIER, Jean	L	Bourget
MORISSETTE, Albert	L	Arthabaska
O'REILLY, George	L	Montréal-Verdun
OUMET, Philodor	L	Saint-Jean
PARENT, Oswald	L	Hull
PINARD, Bernard	L	Drummond
PLANTE, Gustave	L	Bellechasse
PLOURDE, Alfred	UN	Kamouraska
PLOURDE, Jean-Claude	L	Roberval
POULIN, Fabien	L	Beauce
POULIOT, Camille-Eugène	UN	Gaspé-Sud
PRÉVOST, Yves	UN	Montmorency
RAYMOND, Joseph-Antoine	UN	Témiscouata
RIENDEAU, Hercule	UN	Napierville-Laprairie
ROUSSEAU, André	L	L'Islet
ROY, Camille	UN	Nicolet
ROY, Roger	L	Lévis
RUSSELL, Armand	UN	Shefford
SAINT-PIERRE René	L	Saint-Hyacinthe
SOMERVILLE, Henry Alister Darby	UN	Huntingdon
TALBOT, Antonio	UN	Chicoutimi
TELLIER, Maurice	UN	Montcalm
THIBEAULT, Gérard	UN	Montréal-Mercier
TREMBLAY, Lucien	UN	Maisonnette
TURPIN, Edgar	L	Rouyn-Noranda
VAILLANCOURT, Georges	L	Stanstead

Allégeance politique :

- I - Indépendant
- L - Libéral
- UN - Union nationale

LES MEMBRES DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE
par circonscription

Circonscription	Allégeance politique	Député
ABITIBI-EST	L	Cliché, Lucien
ABITIBI-OUEST	L	Courcy, Alcide
ARGENTEUIL	UN	Cottingham, William McOvat
ARTHABASKA	L	Morissette, Albert
BAGOT	UN	Johnson (père), Daniel
BEAUCE	L	Poulin, Fabien
BEAUHARNOIS	UN	Hébert, Edgar
BELLECHASSE	L	Plante, Gustave
BERTHIER	UN	Lavallée, Azellus
BONAVENTURE	L	Levesque, Gérard D.
BOURGET	L	Meunier, Jean
BROME	L	Brown, Glendon Pettes
CHAMBLY	L	Laporte, Pierre
CHAMPLAIN	UN	Bellemare, Maurice
CHARLEVOIX	UN	Leclerc, Arthur
CHÂTEAUGUAY	UN	Laberge, Joseph-Maurice
CHICOUTIMI	UN	Talbot, Antonio
COMPTON	UN	Gosselin, Claude-Gilles
DEUX-MONTAGNES	L	Binette, Gaston
DORCHESTER	UN	Bégin, Joseph-Damase
DRUMMOND	L	Pinard, Bernard
DUPLESSIS	L	Coiteux, Henri-Laurier
FRONTENAC	UN	Guillemette, Éloi
GASPÉ-NORD	L	Jourdain, Claude
GASPÉ-SUD	UN	Pouliot, Camille-Eugène
GATINEAU	UN	Desjardins, Gérard
HULL	L	Parent, Oswald
HUNTINGDON	UN	Somerville, Henry Alister Darby
IBERVILLE	L	Hamel, Laurent
ÎLES-DE-LA-MADELEINE	UN	Langlais, Hormisdas
JACQUES-CARTIER	L	Kirkland-Casgrain, Marie-Claire
JOLIETTE	L	Lambert, Gaston
JONQUIÈRE-KÉNOGAMI	L	Harvey, Gérald
KAMOURASKA	UN	Plourde, Alfred
L'ASSOMPTION	L	Coiteux, Frédéric
LABELLE	UN	Lafontaine, Fernand-Joseph
LAC-SAINT-JEAN	L	Collard, Lucien
LAVAL	L	Lavoie, Jean-Noël
LAVIOLETTE	UN	Ducharme, Charles Romulus
LÉVIS	L	Roy, Roger
L'ISLET	L	Rousseau, André
LOTBINIÈRE	UN	Bernatchez, René
MAISONNEUVE	UN	Tremblay, Lucien
MASKINONGÉ	UN	Caron, Germain
MATANE	L	Castonguay, Philippe
MATAPÉDIA	L	Arsenault, Bona
MÉGANTIC	L	Maheux, Pierre-Émilien
MISSISQUOI	UN	Bertrand, Jean-Jacques
MONTCALM	UN	Tellier, Maurice
MONTMAGNY	L	Lizotte, Laurent
MONTMORENCY	UN	Prévost, Yves

LES MEMBRES DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE
par circonscription

Circonscription	Allégeance politique	Député
MONTREAL-JEANNE-MANCE	UN	Custeau, Maurice-Tréflé
MONTREAL-LAURIER	L	Lévesque, René
MONTREAL-MERCIER	UN	Thibeault, Gérard
MONTREAL-NOTRE-DAME-DE-GRÂCE	L	Earl, Paul
MONTREAL-OUTREMONT	L	Lapalme, Georges-Émile
MONTREAL-SAINTE-ANNE	I	Hanley, Frank
MONTREAL-SAINTE-MARIE	UN	Charbonneau, Edgar
MONTREAL-SAINT-HENRI	L	Lalonde, Philippe
MONTREAL-SAINT-JACQUES	UN	Dozois, Paul
MONTREAL-SAINT-LOUIS	L	Blank, Harry
MONTREAL-VERDUN	L	O'Reilly, George
NAPIERVILLE-LAPRAIRIE	UN	Riendeau, Hercule
NICOLET	UN	Roy, Camille
PAPINEAU	UN	Lorrain, Roméo
PONTIAC	UN	Johnston, Raymond Thomas
PORTNEUF	L	Laroche, Marcellin
QUEBEC	L	Bédard, Jean-Jacques
QUEBEC-CENTRE	UN	Cloutier, Maurice
QUEBEC-EST	UN	Maltais, Armand
QUEBEC-OUEST	L	Lesage, Jean
RICHELIEU	L	Cournoyer, Gérard
RICHMOND	L	Lafrance, Émilien
RIMOUSKI	L	Dionne, Albert
RIVIERE-DU-LOUP	L	Couturier, Alphonse
ROBERVAL	L	Plourde, Jean-Claude
ROUVILLE	L	Boulais, François
ROUYN-NORANDA	L	Turpin, Edgar
SAGUENAY	L	Bélanger, Lucien
SAINT-HYACINTHE	L	Saint-Pierre, René
SAINT-JEAN	L	Ouimet, Philodor
SAINT-AURICE	L	Hamel, René
SAINT-SAUVEUR	UN	Boudreau, Francis
SHEFFORD	UN	Russell, Armand
SHERBROOKE	L	Brousseau, Louis-Philippe
STANSTEAD	L	Vaillancourt, Georges
TÉMISCAMINGUE	UN	Larouche, Joseph-André
TÉMISCOUATA	UN	Raymond, Joseph-Antoine
TERREBONNE	L	Bertrand, Lionel
TROIS-RIVIÈRES	UN	Gabias, Yves
VAUDREUIL-SOULANGES	L	Gérin-Lajoie, Paul
VERCHÈRES	L	Lechasseur, Guy
WESTMOUNT-SAINT-GEORGES	L	Hyde, John Richard
WOLFE	L	Lemieux, Gérard
YAMASKA	UN	Élie, Antonio

Allégeance politique :

- I - Indépendant
- L - Libéral
- UN - Union nationale

Séance du mardi 9 janvier 1962

Présidence de l'honorable J. R. Hyde

La séance est ouverte à 3 heures.

La Législature ayant été prorogée le 10 juin 1961, les députés se sont réunis aujourd'hui pour l'ouverture de la troisième session de la vingt-sixième législature, après convocation par proclamation pour l'expédition des affaires¹.

Prière.

M. le Greffier: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Messages du lieutenant-gouverneur:

M. Pierre Gelly, gentilhomme huissier à la verge noire, apporte le message suivant:

M. le Greffier: Messieurs, l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur de la province désire la présence immédiate de cette honorable Chambre dans la salle des séances du Conseil législatif.

En conséquence, M. le Greffier et les députés se rendent auprès de l'honorable lieutenant-gouverneur dans la salle des séances du Conseil législatif.

M. l'Orateur du Conseil législatif: Honorables Messieurs, Messieurs de l'Assemblée législative, l'honorable lieutenant-gouverneur ne croit pas devoir déclarer les motifs qui lui ont fait convoquer la présente législature avant qu'un Orateur de l'Assemblée législative ait été choisi suivant la loi; mais, quand ce choix sera fait, il expliquera les motifs de la convocation de la présente législature.

Les députés, précédés du greffier, reviennent à la salle de l'Assemblée législative.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) fait son entrée en Chambre.
(Applaudissements à droite)

Élection de l'Orateur

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) propose, appuyé par M. Johnson, député du district

électoral de Bagot, que M. Richard Hyde, député du district électoral de Westmount-Saint-Georges, soit élu Orateur de la Chambre et prenne place au fauteuil en cette qualité.

M. le Greffier soumet la motion à la Chambre.

La motion est agréée *nemine contradicente*.

M. le Greffier déclare M. Richard Hyde dûment élu². Ce dernier est conduit au fauteuil par le député de Québec-Ouest (l'honorable M. Lesage) et par le député de Bagot (M. Johnson)³.

(Tous les députés applaudissent sur leur pupitre.)

M. l'Orateur, arrivé au degré supérieur de l'estrade, exprime ses remerciements à la Chambre comme suit:

Messieurs, je remercie sincèrement la Chambre du grand honneur qu'elle vient de me faire en me choisissant pour son Orateur et je la prie de croire que je m'efforcerai toujours de mériter sa confiance.

Je n'ignore pas que je suis peu qualifié pour occuper le poste important qui m'est assigné; aussi je compte sur la bienveillance et le concours de tous les membres de la Chambre pour remplir avec fermeté et impartialité les devoirs qui vont m'incomber. J'aime à espérer que la Chambre entière voudra bien, à l'occasion, m'aider à défendre nos droits et privilèges, à faire respecter notre Règlement et à maintenir la liberté de discussion que nos usages ont consacrée.

Alors, M. l'Orateur prend place au fauteuil, et la masse, qui auparavant était sous le bureau, est posée sur le bureau.

Messages du lieutenant-gouverneur:

M. l'Orateur informe la Chambre que M. Pierre Gelly, huissier à la verge noire, a apporté un second message dont il fait lecture:

M. l'Orateur, l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec désire la présence immédiate de cette honorable

Chambre dans la salle des séances du Conseil législatif.

En conséquence, M. l'Orateur, précédé de la masse et suivi des députés, se rend à la barre du Conseil législatif.

M. l'Orateur de l'Assemblée législative: Monsieur le lieutenant-gouverneur, l'Assemblée législative m'a choisi pour son Orateur, bien que je ne me sente pas très qualifié pour remplir le poste important auquel elle m'a appelé.

Si, dans l'exercice des fonctions de ma charge, il m'arrive de commettre quelque erreur, je désire que ce soit à moi que l'on impute cette erreur et non à la Chambre dont je suis le serviteur.

Et, afin que l'Assemblée législative soit à même de se mieux acquitter de ses devoirs envers son souverain et son pays, je réclame de sa part tous les droits et tous les privilèges qui ne peuvent lui être contestés; spécialement, je demande qu'elle jouisse de la liberté de discussion, qu'elle ait accès auprès de votre personne en temps opportun, et que vous veuillez bien interpréter favorablement ses délibérations et ses actes.

M. l'Orateur du Conseil législatif: M. l'Orateur, je suis chargé par l'honorable lieutenant-gouverneur de vous exprimer l'entière confiance de Sa Majesté dans vos talents, dans votre intelligence et dans votre aptitude à remplir les importants devoirs du haut poste d'Orateur de l'Assemblée législative auquel vous avez été élu, et de vous informer que Sa Majesté vous reconnaît pour Orateur de l'Assemblée législative.

Je suis aussi chargé de vous assurer que l'Assemblée législative aura libre accès auprès de l'honorable lieutenant-gouverneur en temps opportun et qu'il interprétera toujours de la manière la plus favorable ses délibérations ainsi que vos paroles et vos actes.

Les députés, précédés de M. l'Orateur, reviennent dans la salle de l'Assemblée législative.

M. l'Orateur de l'Assemblée législative: J'ai l'honneur de faire rapport que cette Chambre vient de se rendre dans la salle des séances du Conseil législatif; que là, j'ai informé l'honorable lieutenant-gouverneur que l'Assemblée législative m'avait choisi pour son Orateur; que j'ai aussi, au nom de cette Chambre, réclamé tous ses droits et

privilèges et demandé qu'elle jouisse de la liberté de discussion, qu'elle ait accès auprès de l'honorable lieutenant-gouverneur lorsque les circonstances l'exigeront, et qu'il veuille bien interpréter favorablement tous les actes et délibérations de cette Chambre; que, sur ce, M. le lieutenant-gouverneur a bien voulu déclarer qu'il reconnaissait volontiers à notre Assemblée tous les privilèges que lui accorde la Constitution, qu'elle aurait, en temps opportun, un accès facile auprès de lui, et qu'il interpréterait toujours favorablement nos délibérations, nos paroles et nos actes.

Contestations d'élection:

Élection contestée dans L'Assomption⁴

M. l'Orateur: J'ai l'honneur d'informer la Chambre que mon prédécesseur a reçu des juges André Régner et Gérard Denis, de la Cour du magistrat de Montréal, la lettre suivante:

COUR DE MAGISTRAT
CABINET DU JUGE

Montréal, le 3 août 1961

À l'honorable Lucien Cliche,
Président de l'Assemblée législative,
Hôtel du Gouvernement,
Québec

Monsieur le Président,

Re: Paquette et al. vs Chartrand, no 1149
Cour de magistrat, Montréal

Nous avons l'honneur de vous transmettre le jugement de la Cour de magistrat présidée par trois juges de district, siégeant à Montréal, dans la cause de l'élection contestée du district et comté électoral de L'Assomption, lequel jugement déclare M. Frédéric Coiteux, cultivateur, de Repentigny, légalement élu aux lieu et place du défendeur-intimé, Stanislas-Victor Chartrand, et nous vous faisons en même temps rapport:

1° Qu'il n'a pas été prouvé que des manœuvres frauduleuses aient été pratiquées par aucun des candidats à ladite élection, ou à leur connaissance;

2° Que des manœuvres frauduleuses paraissent avoir été commises dans ladite élection

par les personnes suivantes: Lucie Chartrand, Mme R. Colpron, Mme Peter Campbell, L. Gauthier, Réal Riopel, André Martel, Fortunat Martel, Achille Picotte et Mlle Marcelle Bouchard;

3^o Que le nombre des personnes susnommées indique la mesure dans laquelle des manœuvres frauduleuses ont été pratiquées à ladite élection.

Monsieur le juge Antoine Lamarre étant absent ne peut signer les présentes.

Bien respectueusement à vous,

(Signé) André Régnier, président
Gérard Denis,
juges de district

Et je dépose sur le bureau de la Chambre la copie du jugement qui accompagnait cette lettre. (Document de la session no 3)

Dépôt de documents:

Élections générales de 1960, amendements au rapport

M. l'Orateur: J'ai l'honneur d'informer la Chambre que mon prédécesseur a reçu du président général des élections des amendements au rapport sur les élections générales de 1960, amendements que je dépose sur le bureau de cette Chambre. (Document de la session no 4)

Brefs d'élection:

Districts électoraux de Jacques-Cartier et de Chambly

M. l'Orateur: J'ai l'honneur d'informer la Chambre que mon prédécesseur, à la réception de la notification suivante, a adressé au président général des élections deux mandats lui enjoignant d'émettre de nouveaux brefs portant convocation des collèges électoraux de Jacques-Cartier et de Chambly.

Québec, le 17 octobre 1961

L'honorable Lucien Cliche, c.r.,
Président de l'Assemblée législative,
Hôtel du Gouvernement,
Québec

Monsieur le Président,

Nous, soussignés, Roger Roy, député de l'Assemblée législative de Québec pour le district électoral de Lévis, et Laurent Lizotte, M.D., député à l'Assemblée législative de Québec pour le district électoral de Montmagny, vous notifions officiellement que les sièges ci-après mentionnés des députés à l'Assemblée législative de Québec sont devenus vacants par le décès des personnes qui les occupaient à l'Assemblée législative, savoir:

1^o le siège du député du district électoral de Jacques-Cartier à l'Assemblée législative, par le décès de l'honorable Charles-A. Kirkland, M.D.;

2^o le siège du député du district électoral de Chambly à l'Assemblée législative, par le décès de monsieur Robert Théberge.

Le présent avis vous est transmis en vertu de la loi. Veuillez donc, s'il vous plaît, agir en conséquence.

(Signé) Roger Roy,
Laurent Lizotte, M.D.

Certificats d'élection:

M. l'Orateur: J'ai l'honneur d'informer la Chambre que mon prédécesseur a reçu du président général des élections le certificat d'élection suivant:

District électoral de L'Assomption

PRÉSIDENT GÉNÉRAL DES
ÉLECTIONS

Certificat indiquant le nom de la personne qui, aux élections générales tenues conformément au bref du 27 avril 1960, a été déclarée élue député à l'Assemblée législative de la province de Québec, ainsi que le nom de la personne à qui ledit bref avait été adressé.

<i>District électoral</i>	<i>Nom du député</i>	<i>Nom du président d'élection</i>
-------------------------------	--------------------------	--

L'Assomption.....	Coiteux, Frédéric	Duval, Joseph- Alphonse
-------------------	------------------------	----------------------------

Je, François Drouin, c.r., président général des élections de la province de Québec, déclare que le certificat ci-dessus a été dressé d'après le rapport

d'élection qui se trouve dans les archives de mon bureau.

Québec, le 7 août 1961

François Drouin, c.r.

M. l'Orateur: J'ai l'honneur d'informer la Chambre qu'alors que j'étais Orateur suppléant, j'ai reçu du président général des élections les certificats d'élection suivants:

District électoral de Chambly

PRÉSIDENT GÉNÉRAL DES
ÉLECTIONS

À monsieur l'Orateur suppléant,
Assemblée législative,
Hôtel du Gouvernement,
Québec

Québec, 27 décembre 1961

Je certifie que, conformément à un bref d'élection émis le dix-huit octobre mil neuf cent soixante et un et adressé à monsieur Marc Lamarre, avocat, domicilié à 206, rue Labonté, Longueuil, P. Q., monsieur Pierre Laporte, avocat et journaliste, a été, ainsi qu'il appert du rapport qui se trouve dans les archives de mon bureau, élu député du collège électoral de Chambly, à l'Assemblée législative de Québec, en remplacement de monsieur Robert Théberge, décédé.

François Drouin, c.r.,
Président général des élections

District électoral de Jacques-Cartier

PRÉSIDENT GÉNÉRAL DES
ÉLECTIONS

À monsieur l'Orateur suppléant,
Assemblée législative,
Hôtel du Gouvernement,
Québec

Québec, 27 décembre 1961

Je certifie que, conformément à un bref d'élection émis le dix-huit octobre mil neuf cent soixante et un et adressé à monsieur J.-Guy Brissette, notaire, domicilié à 745, rue Parent, cité de Saint-Laurent, P. Q., madame Claire Kirkland-Casgrain, avocate, a été, ainsi qu'il appert du rapport qui se

trouve dans les archives de mon bureau, élue députée du collège électoral de Jacques-Cartier, à l'Assemblée législative de Québec, en remplacement de monsieur Charles-A. Kirkland, décédé.

François Drouin, c.r.,
Président général des élections

Présentation de nouveaux députés:

Député de L'Assomption

Le nouveau député de L'Assomption, accompagné du député de Québec-Ouest (l'honorable M. Lesage) et du député de Montréal-Outremont (l'honorable M. Lapalme), se rend au bureau de la Chambre.

(Applaudissements à droite)

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):

Monsieur l'Orateur, j'ai l'honneur de vous présenter monsieur Frédéric Coiteux, député du collège électoral de L'Assomption. M. Coiteux a prêté, puis souscrit sur le rôle, le serment prescrit par la loi⁵, et il réclame maintenant le droit de siéger.

M. l'Orateur invite le nouveau député à prendre séance.

M. Coiteux (L'Assomption) s'avance et présente ses respects à l'Orateur, puis se rend à son siège.

Député de Chambly

Le nouveau député de Chambly, accompagné du député de Québec-Ouest (l'honorable M. Lesage) et du député de Richelieu (l'honorable M. Cournoyer), se rend au bureau de la Chambre.

(Applaudissements à droite)

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):

Monsieur l'Orateur, j'ai l'honneur de vous présenter monsieur Pierre Laporte, député du collège électoral de Chambly. M. Laporte a prêté, puis souscrit sur le rôle, le serment prescrit par la loi, et il réclame maintenant le droit de siéger.

M. l'Orateur invite le nouveau député à prendre séance.

M. Laporte (Chambly) s'avance et présente ses respects à l'Orateur, puis se rend à son siège.

**Députée
de Jacques-Cartier**

La nouvelle députée de Jacques-Cartier, accompagnée du député de Québec-Ouest (l'honorable M. Lesage) et du député de Vaudreuil-Soulanges (l'honorable M. Gérin-Lajoie), se rend au bureau de la Chambre.

(Applaudissements à droite)

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Monsieur l'Orateur, j'ai l'honneur de vous présenter madame Claire Kirkland-Casgrain, députée du collège électoral de Jacques-Cartier. Mme Kirkland-Casgrain a prêté, puis souscrit sur le rôle, le serment prescrit par la loi, et elle réclame maintenant le droit de siéger.

M. l'Orateur invite la nouvelle députée à prendre séance.

Mme Kirkland-Casgrain (Jacques-Cartier) s'avance et présente ses respects à l'Orateur, puis se rend à son siège.

Des voix de l'opposition: La voilà du bon côté⁶.

(Applaudissements)⁷

Projets de loi:

**Prestation
des serments d'office**

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 1 relatif à la prestation des serments d'office.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Discours
du trône⁸**

M. l'Orateur: J'ai l'honneur de faire rapport que, lorsque cette Chambre s'est rendue, aujourd'hui, auprès de l'honorable lieutenant-gouverneur, dans la salle des séances du Conseil législatif, il a plu à l'honorable lieutenant-gouverneur de lire un discours à l'adresse des deux Chambres de la Législature de cette province; et pour prévenir toute erreur, j'en ai obtenu une copie dont je vais donner lecture à la Chambre.

Honorables Messieurs du Conseil législatif,
Messieurs de l'Assemblée législative,

Pour la première fois, aujourd'hui, j'ai l'agréable devoir, en qualité de représentant de Sa Majesté la reine, d'accueillir les représentants du peuple et de leur souhaiter la bienvenue au moment d'inaugurer la deuxième session régulière de la vingt-sixième législature.

Notre province et plus particulièrement la Législature ont été éprouvées par la mort de mon prédécesseur, l'honorable Onésime Gagnon, celle de l'honorable Charles-Aimé Kirkland, ministre d'État, et celle de l'assistant parlementaire du secrétaire de la province, M. Robert Théberge.

Avant d'être le représentant de Sa Majesté, M. Gagnon avait brillé au Barreau et à la Chambre des communes, puis il était devenu une des figures éminentes de la scène politique québécoise; aussi le gouvernement de notre province a-t-il tenu à lui rendre un témoignage public par des funérailles d'État.

L'honorable Charles-Aimé Kirkland a, pendant vingt-deux ans, représenté à l'Assemblée législative la circonscription de Jacques-Cartier. En 1960, il a été appelé à siéger au Conseil exécutif. Ardent apôtre de l'hygiène publique, il s'était fait le promoteur de la lutte contre la pollution des eaux, et son nom demeurera attaché à l'œuvre entreprise en ce domaine par mon gouvernement.

L'ancien député de Chambly, M. Robert Théberge, était un homme d'action qui s'était rapidement taillé une réputation enviable à l'Assemblée législative. Il y occupait la charge d'assistant parlementaire du secrétaire de la province dont il était devenu un précieux collaborateur.

Nous n'avons pas - fort heureusement - connu que des épreuves. La série des réunions interprovinciales, lancée avec dynamisme par l'initiative du Québec, s'est poursuivie par la tenue d'une conférence à Charlottetown, l'été dernier, et a permis aux représentants des dix provinces du Canada de discuter de problèmes d'intérêt commun.

L'inauguration de la Maison du Québec à Paris a été l'occasion de démonstrations inoubliables dont les représentants de notre province ont été l'objet. Toute notre population s'est montrée fière - et à juste titre - des nombreux et émouvants témoignages d'amitié que ses délégués ont reçus en son nom du président de Gaulle, du gouvernement et du peuple français. Nous avons raison d'espérer que les relations plus étroites que jamais ainsi établies entre la France et le Québec produiront d'heureux résultats.

Déjà, les bienfaits des effets des mesures législatives adoptées à la dernière session ont commencé à se faire sentir.

C'est ainsi que la population de la province connaît enfin la sécurité d'un régime d'assurance-hospitalisation.

Au cours de la session qui s'ouvre aujourd'hui, nous tâcherons, dans le domaine de la santé publique, de faire de nouveau un immense pas en avant grâce à un projet de loi des hôpitaux qu'il vous appartiendra d'étudier. C'est à ceux-là mêmes qui devront s'y conformer et qui en ont senti avec nous la nécessité que nous avons demandé de l'inspirer.

L'instruction publique a connu des progrès remarquables. Une proportion de plus en plus élevée de notre jeunesse peut maintenant bénéficier d'une formation conforme à ses aptitudes et aux besoins de la société. Le personnel enseignant, mieux rémunéré aujourd'hui que jamais auparavant, accède rapidement à un niveau de qualification adapté aux exigences de sa fonction. Grâce à l'aide financière que la législation de la dernière session leur garantit, les commissions scolaires sont en mesure de faire face plus facilement aux responsabilités nouvelles qu'elles doivent dorénavant assumer. Les universités et les collèges sont également assurés que le gouvernement leur fournira les moyens de remplir intégralement leur mission. Si importantes qu'elles aient été, les nombreuses mesures déjà prises ne trouveront cependant leur pleine signification que dans le cadre plus général des travaux de la Commission royale d'enquête sur l'enseignement.

Vous serez appelés à légiférer sur deux questions d'importance primordiale: la refonte de la loi électorale et le remaniement de la division territoriale. Il s'agit d'une législation aussi délicate qu'indispensable, dont l'effet doit être d'assurer le bon fonctionnement de la démocratie. Le gouvernement proposera à cette fin la création de deux comités spéciaux.

Dans le secteur économique, il faut souligner avec satisfaction un progrès très encourageant et que nous avons bon espoir de voir s'accroître. Plusieurs grandes entreprises se sont établies dans la province, au cours des derniers mois, et procureront de nouveaux emplois à notre main-d'œuvre, tout en contribuant à hausser le niveau de notre économie.

D'autre part, le rôle du gouvernement ne se limite pas à celui de simple spectateur. Afin d'activer de façon permanente le développement du Québec par ses citoyens et pour ses citoyens, il vous soumettra un projet de loi visant à mettre sur pied

une société générale de financement. Celle-ci offrira à la population l'occasion de participer à la mise en valeur de nos richesses et à la création de nouvelles entreprises.

Vous serez priés d'étudier un projet de loi permettant le nantissement commercial de biens mobiliers, en vue d'aider les entreprises industrielles et commerciales à améliorer leur équipement.

Dans tous ces efforts pour activer le développement économique de la province, il faut noter le précieux concours que reçoit le gouvernement du Conseil d'orientation économique réorganisé à la dernière session.

L'agriculture, facteur de santé économique et sociale, demeure au premier plan de nos préoccupations. Afin de mieux ordonner le marché des produits agricoles en général et plus particulièrement celui des produits laitiers, on vous demandera d'augmenter les pouvoirs de l'Office des marchés agricoles du Québec.

Un autre projet de loi ouvrira aux cultivateurs une source additionnelle de crédit agricole à long terme, afin d'accélérer la modernisation et la consolidation de nos fermes.

En vue d'accroître l'efficacité de l'appareil administratif et de favoriser la mise en œuvre des mesures de planification, le gouvernement vous demandera d'étudier un projet de loi effectuant la fusion des ministères de l'Agriculture et de la Colonisation. Un projet semblable vous invitera à réunir, en un seul, le ministère de la Chasse et celui des Pêcheries.

Vous serez appelés à examiner les crédits essentiels à la continuation du vaste programme de travaux publics et de la voirie que mon gouvernement a commencé à mettre en œuvre au cours de l'année dernière.

Des voies rapides seront aménagées pour faire communiquer entre elles nos villes les plus importantes ainsi que pour relier le Québec aux provinces et aux États limitrophes.

La voirie rurale sera l'objet d'une sollicitude particulière. Mon gouvernement désire ainsi donner un essor plus puissant à l'agriculture, au commerce, à l'industrie et au tourisme dans toutes les régions, même les plus reculées.

Le gouvernement vous soumettra une refonte de la loi de l'hôtellerie. Elle aura pour but d'accroître le prestige de l'industrie hôtelière en lui donnant des normes de construction et d'exploitation.

Mon gouvernement vous demandera de réformer la structure du Service provincial de la statistique, afin de centraliser la compilation des

statistiques et de faciliter des accords avec les autres administrations du pays.

Vous serez invités à réviser les lois concernant la Commission des monuments historiques, les archives ainsi que les concours littéraires et scientifiques.

Il sera de votre devoir d'étudier des mesures qui aideront la classe ouvrière, notamment des amendements à la loi des accidents du travail.

Vous aurez la tâche d'étudier l'institution d'un organisme de régie des relations intermunicipales.

Mon gouvernement vous proposera des lois concernant les tribunaux judiciaires, la curatelle publique et les bureaux d'enregistrement ainsi que la répression des abus de quelques sociétés de prêts et de certains prêteurs.

Plusieurs autres projets de loi, tant d'ordre public que d'ordre privé, réclameront votre attention.

Messieurs de l'Assemblée législative,

Les *Comptes publics* de la dernière année financière vous seront présentés et vous aurez à approuver, après étude, les sommes que vous jugerez nécessaires à l'administration de la province.

Honorables Messieurs du Conseil législatif,
Messieurs de l'Assemblée législative,

Que la Providence vous guide dans vos délibérations, qu'elle bénisse votre travail et qu'elle vous apporte la satisfaction d'avoir contribué au progrès et à la grandeur de la province ainsi qu'au bien-être de tous ses concitoyens.

Prise en considération du discours du trône

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)
propose que le discours du trône soit pris en considération à la prochaine séance.
Adopté.

Institution des comités permanents

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)
propose que les comités permanents suivants soient institués:

1. un comité des privilèges et des élections;
2. un comité des règlements;
3. un comité des comptes publics;

4. un comité des chemins de fer et autres moyens de communication;

5. un comité de l'agriculture, de l'immigration et de la colonisation;

6. un comité des industries et du commerce;

7. un comité des relations industrielles;

8. un comité du Code municipal;

9. un comité des bills privés en général;

10. un comité des bills publics en général;

11. un comité de la Bibliothèque de la Législature;

12. un comité des impressions législatives.

Et que chacun de ces comités soit autorisé à délibérer et à s'enquérir de toutes les affaires et de toutes les matières que la Chambre lui aura envoyées ou qui sont de sa compétence, à faire de temps à autre des rapports exprimant ses observations et ses vues sur ces affaires et ces matières, et à envoyer chercher les personnes, les pièces et les dossiers dont elle aura besoin.

Adopté.

Comité spécial

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)
propose qu'un comité spécial de onze membres soit institué pour choisir les membres ainsi que le président de chaque comité permanent dont la Chambre vient de décider la formation et pour fixer le nombre des membres ainsi que le quorum de chacun de ces comités; et que les honorables MM. Lesage, Bertrand (Missisquoi), Cliche, Cottingham, Hamel (Saint-Maurice), Johnson, Lapalme, Pinard, Talbot et MM. Binette et Lalonde forment ledit comité spécial.

Adopté.

Dépôt de documents:

***Comptes publics* 1960-1961**

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)
dépose sur le bureau de la Chambre les *Comptes publics de la province de Québec* pour l'exercice clos le 31 mars 1961. (Document de la session no 5)

Commission d'enquête sur l'hôpital Jean-Talon

L'honorable M. Couturier (Rivière-du-Loup)
dépose sur le bureau de la Chambre le rapport de la

Commission d'enquête sur l'organisation et l'administration de l'hôpital Jean-Talon de Montréal. (Document de la session no 6)

L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice):
Honni soit qui mal y pense!

Motions de condoléances:

**Ajournement en signe de deuil,
Décès de MM. O. Gagnon,
C.-A. Kirkland et
R. Thériage**

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) propose, appuyé par le chef de l'opposition (M. Johnson), que la Chambre s'ajourne maintenant, en signe de deuil et par respect pour la mémoire de l'honorable M. Onésime Gagnon, lieutenant-gouverneur de la province, de l'honorable Charles-Aimé Kirkland, député du district électoral de Jacques-Cartier et ministre d'État, et de M. Robert Thériage, député du district électoral de Chambly et adjoint parlementaire au secrétaire de la province, tous trois décédés depuis la clôture de la dernière session, à trois heures demain après-midi.

Adopté.

M. Hyde (Westmount-Saint-Georges): Je déclare la séance ajournée à 3 heures demain matin... (Rires des députés)
... ou plutôt à 3 heures demain après-midi.

La séance est levée à 4 heures.

NOTES

1. Selon *Le Montréal-Matin* du 10 janvier 1962, à la page 8, trois députés sont absents: M. Bertrand (Terrebonne), M. Meunier (Montréal-Bourget) et M. Lorrain (Papineau). De plus, M. Prévost (Montmorency) revient en Chambre après une longue absence due à son état de santé, qui fit en sorte qu'il n'a pu siéger qu'une seule fois durant la session 1960-1961.

2. Selon *The Gazette* du 10 janvier 1962, à la page 17, Richard Hyde est le premier Orateur de langue anglaise depuis 1907.

3. Selon *Le Nouvelliste* du 10 janvier 1962, à la page 2, le nouvel Orateur a manifesté une certaine résistance à accéder à ce poste, comme le veut la tradition et, selon *L'Action catholique* du 10 janvier 1962, à la page 3, sous prétexte qu'il n'était pas digne d'une telle fonction.

4. Selon *Le Devoir* du 10 janvier 1962, à la page 1, M. Coiteux avait contesté l'élection du candidat de l'Union nationale, M. Victor Chartrand. Après un recomptage judiciaire et la démission de son adversaire, M. Coiteux a eu finalement gain de cause.

5. Selon *Le Montréal-Matin* du 10 janvier 1962, à la page 8, le serment prononcé par chacun des députés est le suivant: "Je jure que je serai fidèle et que je porterai vraie allégeance à Sa Majesté la reine Elizabeth II." Le journal précise que ce serment s'est fait sur une bible datant de 1865.

6. Selon *Le Droit* du 10 janvier 1962, à la page 28, comme il n'y avait plus de place du côté ministériel, Mme Kirkland-Casgrain (Jacques-Cartier) a dû s'asseoir à gauche dans les rangs de l'Union nationale, avec comme voisin M. Dozois (Montréal-Saint-Jacques). Selon *Le Soleil* du 10 janvier 1962, à la page 3, M. Laporte (Chambly) doit aussi s'asseoir du côté des banquettes de l'opposition. Selon *L'Action catholique* du 5 janvier 1962, à la page 1, Mme Kirkland-Casgrain et M. Laporte occuperont les banquettes jusque-là occupées par M. Custeau (Jeanne-Mance) et M. Hanley (Montréal-Sainte-Anne).

7. Selon *Le Droit* du 10 janvier 1962, à la page 28, du côté de l'opposition, l'ancien ministre des Affaires municipales, M. Dozois (Montréal-Saint-Jacques), s'est galamment levé pour serrer la main de sa voisine.

8. Selon la procédure parlementaire, le texte du *Discours du trône* fait l'objet de deux lectures, une première fois à la salle du Conseil législatif par le lieutenant-gouverneur, et une seconde fois par l'Orateur de l'Assemblée législative, à la salle de l'Assemblée législative. Les députés peuvent toutefois exempter l'Orateur de procéder à cette seconde lecture. Selon les *Journaux de l'Assemblée législative*, à la page 10,

rien n'indique que cette exemption ait été accordée à l'Orateur. De plus, aucun quotidien ne mentionne ni ne fait référence à cette possible exemption. Conformément aux *Journaux de l'Assemblée législative*, il est fort probable que l'Orateur ait repris la lecture du discours du trône. Toutefois, seule la lecture à l'Assemblée législative n'est retenue dans le présent contexte, afin d'éviter une répétition du texte qui ne comporte aucun élément nouveau.

9. Selon *Le Soleil* du 26 décembre 1961, à la page 4, les recommandations comprennent notamment l'instauration d'une loi des hôpitaux et la création d'une régie des hôpitaux.

Séance du mercredi 10 janvier 1962

Présidence de l'honorable J. R. Hyde

La séance est ouverte à 3 heures¹.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Présentation de pétitions:

Les pétitions suivantes sont présentées et déposées sur le bureau de la Chambre:

- de Jean-Marc Béliveau et Lorne Mallet, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Barreau de la province de Québec à les admettre à la pratique d'avocat (M. Parent);

- de l'Association des chimistes professionnels de Québec, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. O'Reilly);

- de Fraser-Hickson Institute, Montréal, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Blank);

- de la Caisse Nationale d'Économie, demandant l'adoption d'une loi changeant son nom en celui de l'Économie (M. Lechasseur);

- de dame Marie Boutin-Larochelle, demandant l'adoption d'une loi lui permettant d'adopter légalement Marie-Marthe Brousseau (M. Meunier);

- de mère Sainte-Agathe et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom des sœurs Servantes du Saint-Cœur-de-Marie (M. Roy, Lévis);

- de The Mennonite Church and Canadian Conference of the Mennonite Brethren Church of North America, demandant l'adoption d'une loi à l'effet d'obtenir le droit de faire les actes de l'état civil (M. Brown);

- de Pierre-Claude Fournier, demandant l'adoption d'une loi donnant un effet rétroactif à sa date d'admission à l'étude du droit (M. Blank);

- de Montefiore Club, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Blank);

- de Société gazifère de Hull inc., demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Parent);

- de First Church of Christ Scientist, Montréal, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Brown);

- de Société d'agriculture, division "A", du comté de Pontiac Shawville, demandant l'adoption d'une loi augmentant le montant des emprunts de ladite société (M. Brown);

- de Reddy Memorial Hospital, demandant l'adoption d'une loi autorisant la cité de Westmount à vendre audit hôpital certains lots (M. O'Reilly);

- de The Congregation Beth Hamedrash Hagadol, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (Mme Kirkland-Casgrain);

(Applaudissements de la Chambre)²

- du curé de Saint-Roch de Québec, demandant l'adoption d'une loi validant certains transports de propriété au Foyer Saint-Antoine de Québec (M. Maltais);

- de la ville de Pointe-Gatineau, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de Corporation des psychologues de la province de Québec (M. Meunier);

- de la ville de Pointe-Gatineau, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Parent);

- des commissaires d'écoles pour la municipalité de la cité de Lachine, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (Mme Kirkland-Casgrain);

(Applaudissements de la Chambre)

- de Samuel-Lion Simak, demandant l'adoption d'une loi changeant son nom en celui de Lionel Schwartz (M. Blank);

- de Young Israel of Chomedey, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Lavoie);

- de la cité de Verdun, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. O'Reilly);

- de la Société d'administration et de fiducie, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Lavoie);

- de Joseph-Henri-Georges-Léon-Raphaël Rousseau, demandant l'adoption d'une loi décrétant qu'il sera connu et désigné sous le nom de Joseph-Léon-Henri-Benoît (M. Lavoie);

- de Jean Rolland, demandant l'adoption d'une loi accordant plus de pouvoirs administratifs au Trust Général du Canada (M. Meunier);

- de Twelve Hundred and One Dorchester Street Inc. et Dorchester Stanley Development Co., demandant l'adoption d'une loi les déclarant seuls et uniques propriétaires d'un lot (M. Blank);

- de l'Hôtel-Dieu de Gaspé, demandant l'adoption d'une loi refondant sa charte (M. Pouliot);

- de la révérende mère Saint-Louis-de-Marillac et autres, demandant l'adoption d'une loi les incorporant sous le nom des chanoinesses hospitalières de Saint-Augustin du monastère de l'Hôtel-Dieu de Gaspé (M. Pouliot);

- de Peter Balfour Glassford, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Barreau de la

province de Québec à l'admettre à l'exercice de la profession d'avocat (M. Blank);

- de la cité de Saint-Michel, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Meunier);

- de la cité de Hull, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Parent);

- de la ville de Saint-Léonard-de-Port-Maurice, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Meunier);

- de Napierville Junction Railway Company, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. O'Reilly);

- du village de Senneville, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (Mme Kirkland-Casgrain);

(Applaudissements de la Chambre)

- de Michael Perelstein, demandant l'adoption d'une loi changeant son nom en celui de Michael Perelstein-Marchand (M. Blank);

- de Royal Institution for the Advancement of Learning, demandant l'adoption d'une loi lui donnant le pouvoir d'exproprier certains immeubles (M. Blank);

- de la ville de Duvernay, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Lavoie);

- de The Reconstructionist Synagogue of Montreal, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Blank);

- de Emma Paquet et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant le testament de feu dame Caroline Monier-Paquet (M. Roy, Lévis);

- de la Société d'orthophonie et d'audiologie de la province de Québec, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. O'Reilly);

- de Nichita Tomesco, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Barreau de la province de Québec à l'admettre à l'exercice de la profession d'avocat (M. Blank).

Rapports du comité spécial:

Composition des comités permanents

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):

J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité des onze.

Votre comité a choisi l'honorable M. Lesage pour son président.

Votre comité a nommé le président et les membres de chaque comité permanent et a fixé le nombre des membres et le quorum de chacun de ces comités ainsi qu'il suit:

Comité permanent des privilèges et des élections:

Président: M. Lizotte.

MM. Bellemare, Bertrand (Missisquoi), Bertrand (Terrebonne), Binette, Caron, Coiteux (L'Assomption), Courcy, Courmoyer, Custeau, Dozois, Gabias, Gérin-Lajoie, Gosselin, Hamel (Saint-Maurice), Johnson, Jourdain, Lalonde, Lapalme, Laporte, Lavoie, Lévesque (Montréal-Laurier), Maheux, Maltais, Plourde (Roberval), Riendeau, Talbot, Tremblay.

Nombre des membres: 28.

Quorum: 14.

Comité permanent des règlements:

Président: M. Dionne.

MM. Bernatchez, Binette, Boudreau, Brown, Cloutier, Collard, Gabias, Gosselin, Jourdain, Lavallée, Lavoie, Lemieux, Lizotte, Parent, Plourde (Roberval), Pouliot, Roy (Lévis), Tellier.

Nombre des membres: 19.

Quorum: 6.

Comité permanent des comptes publics:

Président: M. Lavoie.

MM. Bégin, Bellemare, Bertrand (Missisquoi), Brousseau, Caron, Custeau, Dozois, Earl, Gabias, Gérin-Lajoie, Hamel (Saint-Maurice), Johnson, Lapalme, Laporte, Lechasseur, Leclerc, Lesage, Levesque (Bonaventure), Lévesque (Montréal-Laurier), Maltais, Parent, Pinard, Rousseau, Roy (Lévis), Saint-Pierre, Talbot, Tellier, Turpin.

Nombre des membres: 29.

Quorum: 14.

Comité permanent des chemins de fer et autres moyens de communication:

Président: M. Jourdain.

MM. Arsenaault, Bélanger, Bellemare, Boudreau, Brousseau, Cloutier, Coiteux (Duplessis), Coiteux (L'Assomption), Courcy, Courmoyer, Ducharme, Earl, Hamel (Iberville), Harvey, Hébert, Johnson, Laberge, Lafontaine, Lechasseur, Leclerc, Lévesque (Montréal-Laurier), Lizotte, Lorrain, Maltais, Parent, Pinard, Raymond, Riendeau, Rousseau, Russell, Vaillancourt.

Nombre des membres: 32.

Quorum: 12.

Comité permanent de l'agriculture, de l'immigration et de la colonisation:

Président: M. Turpin.

MM. Arsenaault, Bégin, Bernatchez, Bertrand (Terrebonne), Brown, Castonguay, Collard,

Cottingham, Courcy, Couturier, Desjardins, Élie, Guillemette, Hamel (Iberville), Harvey, Johnson, Johnston, Jourdain, Lafontaine, Lafrance, Laroche, Larouche, Lavallée, Lemieux, Levesque (Bonaventure), Morissette, Pinard, Plante, Plourde (Kamouraska), Plourde (Roberval), Poulin, Raymond, Riendeau, Rousseau, Roy (Nicolet), Russell, Vaillancourt.

Nombre des membres: 38.

Quorum: 18.

Comité permanent des industries et du commerce:

Président: M. Collard.

MM. Arsenault, Bélanger, Blank, Boudreau, Brousseau, Castonguay, Charbonneau, Custeau, Desjardins, Dionne, Earl, Johnson, Johnston, Laberge, Laroche, Larouche, Lechasseur, Levesque (Bonaventure), Lévesque (Montréal-Laurier), Maheux, Ouimet, Plourde (Kamouraska), Rousseau, Saint-Pierre, Somerville, Thibeault, Turpin.

Nombre des membres: 28.

Quorum: 10.

Comité permanent des relations industrielles:

Président: L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice).

MM. Bellemare, Bertrand (Missisquoi), Boudreau, Brown, Couturier, Dionne, Hébert, Johnson, Mme Kirkland-Casgrain, MM. Lafrance, Lévesque (Montréal-Laurier), Maheux, Rousseau, Tremblay.

Nombre des membres: 15.

Quorum: 6.

Comité permanent du Code municipal:

Président: M. Plourde (Roberval).

MM. Bernatchez, Bertrand (Missisquoi), Binette, Blank, Brown, Caron, Cliche, Collard, Courmoyer, Desjardins, Dozois, Ducharme, Hamel (Saint-Maurice), Harvey, Hébert, Johnson, Lapalme, Lavallée, Levesque (Bonaventure), Meunier, Morissette, O'Reilly, Parent, Plante, Plourde (Kamouraska), Poulin, Prévost, Russell, Tellier, Vaillancourt.

Nombre des membres: 31.

Quorum: 12.

Comité permanent des bills privés en général:

Président: M. Binette.

MM. Arsenault, Bellemare, Bertrand (Missisquoi), Bertrand (Terrebonne), Blank, Boudreau, Brousseau, Brown, Caron, Cliche, Courmoyer, Custeau, Dozois, Ducharme, Earl, Élie, Gabias, Gérin-Lajoie, Gosselin, Hamel (Saint-Maurice), Hanley, Johnson, Johnston, Jourdain, Mme Kirkland-Casgrain,

MM. Lafontaine, Lalonde, Lapalme, Laporte, Lavoie, Lechasseur, Leclerc, Lemieux, Lesage, Levesque (Bonaventure), Lizotte, Maheux, Maltais, Meunier, Morissette, O'Reilly, Parent, Pinard, Plourde (Roberval), Prévost, Riendeau, Rousseau, Roy (Lévis), Roy (Nicolet), Russell, Saint-Pierre, Somerville, Talbot, Tellier, Thibeault, Tremblay, Turpin.

Nombre des membres: 58.

Quorum: 17.

Comité permanent des bills publics en général:

Président: L'honorable M. Lesage.

MM. Bellemare, Bernatchez, Bertrand (Missisquoi), Binette, Blank, Caron, Coiteux (Duplessis), Courmoyer, Custeau, Dozois, Gabias, Gérin-Lajoie, Gosselin, Guillemette, Hamel (Iberville), Hamel (Saint-Maurice), Johnson, Johnston, Jourdain, Lapalme, Laporte, Laroche, Lavoie, Lechasseur, Levesque (Bonaventure), Lévesque (Montréal-Laurier), Maltais, O'Reilly, Ouimet, Pinard, Plourde (Roberval), Talbot, Thibeault.

Nombre des membres: 34.

Quorum: 12.

Comité permanent mixte de la Bibliothèque de la Législature:

MM. Bertrand (Missisquoi), Bertrand (Terrebonne), Binette, Blank, Caron, Cottingham, Gérin-Lajoie, Hamel (Saint-Maurice), Langlais, Lapalme, Lévesque (Montréal-Laurier), Maltais, Morissette, Saint-Pierre, Tellier.

Comité permanent mixte des impressions législatives:

MM. Bernatchez, Bertrand (Terrebonne), Courmoyer, Earl, Gérin-Lajoie, Lalonde, Langlais, Levesque (Bonaventure), Lorrain, Meunier, Pouliot.

Dépôt de documents:

État des mandats spéciaux

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)

dépose sur le bureau de la Chambre l'état relatif aux mandats spéciaux émis durant la vacance du Parlement, suivant les rapports du Conseil, et soumis en vertu de l'article 10 du chapitre 72 des Statuts refondus de la province de Québec, 1941, préparé par l'auditeur de la province. (Voir le tableau à la page suivante)

État relatif aux mandats spéciaux émis durant la vacance du Parlement, suivant les rapports du Conseil, et soumis en vertu de l'article 10, chapitre 72, des Statuts refondus de la province de Québec, 1941, préparé par l'auditeur de la province.

<i>Service et rapports du Conseil</i>		Au 10 janvier 1962		
		<i>Montant</i>	<i>Mandat d'argent émis</i>	<i>Solde disponible</i>
1.	Famille et Bien-être social (art. 6-1): Allocations aux chômeurs temporaires aptes au travail et aux personnes qui ont été inaptes au travail pour plus de douze mois..... (A. C. no 1889, du 7 septembre 1961)	\$ 15,000,000.00	.....	Nil
2.	Agriculture: Assistance financière aux sinistrés des municipalités de canton Bégin, Saint-Michel de Squatdeck et Saint-Henri de Taillon..... (A. C. no 2054, du 12 octobre 1961)	14,342.50	.....	Nil
3.	Famille et Bien-être social: Service d'assistance sociale (art. 6-1). Allocations aux chômeurs temporaires aptes au travail et aux personnes qui ont été inaptes au travail pour plus de douze mois..... (A. C. no 2166, du 1 ^{er} novembre 1961)	22,500,000.00	.....	12,749,457.35
4.	Terres et Forêts: Service de la protection: Extinction d'incendies forestiers..... (A. C. no 2375, du 6 décembre 1961)	165,000.00	.....	160,584.39
5.	Agriculture: Aide à l'achat et au transport de la pierre à chaux et de la marne, selon une entente fédérale-provinciale (A. C. no 2417, du 14 décembre 1961)	1,150,000.00	.....	423,647.42
		\$38,829,342.50	.....	\$13,333,689.16

Ministère des Finances, bureau de l'auditeur

Québec, le 10 janvier 1962

L'auditeur de la province,
J.-A. Vézina

(Document de la session no 7)

**Adresse en réponse
au discours du trône**

M. Laporte (Chambly) propose, appuyé par la députée de Jacques-Cartier (Mme Kirkland-Casgrain), que l'adresse suivante soit présentée à l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur:

À l'honorable Monsieur
le lieutenant-gouverneur
de la province de Québec,

Nous, les membres de l'Assemblée législative de Québec, réunis en session, vous prions de bien vouloir agréer, avec l'assurance de notre fidélité à Sa Majesté, nos humbles remerciements pour le discours qu'il vous a plu de prononcer, afin de faire connaître les motifs de la convocation des Chambres.

M. Laporte (Chambly) s'élève contre la vieille théorie selon laquelle les Canadiens français ne seraient pas "faits pour le négoce, pour la finance, mais exclusivement pour les choses de l'esprit, la culture, les lettres". Édouard Montpetit³ fut le premier à tenter de nous "réconcilier avec la richesse matérielle", dit-il.

Plusieurs souhaitaient, depuis longtemps, que les Canadiens français prennent le contrôle des cordons de la bourse de la province. Toutefois, les Canadiens français s'imaginaient qu'ils n'étaient pas destinés aux finances, mais plutôt aux choses de l'esprit, à la culture et aux lettres, en raison de leur tempérament latin et de leur héritage français prérévolutionnaire. Si nous devons faire un bilan de nos activités culturelles, nous serions déçus de découvrir que notre attachement profond envers la culture a été tel que notre culture n'est pas véritablement française et que nous n'avons pas le contrôle des cordons de la bourse.

Pour un bon nombre de raisons, qui seraient trop longues à expliquer ici, nous avons laissé nos compatriotes anglophones développer presque toutes nos ressources naturelles, pénétrer profondément dans le domaine des assurances, occuper presque exclusivement les secteurs de l'industrie lourde en général, du commerce et de la finance. Sommes-nous jaloux? Pas du tout. Nous sommes heureux du succès de nos confrères canadiens-anglais, mais maintenant nous allons prendre notre place.

Si nous voulons que nos problèmes de vie française se règlent, si nous voulons que les luttes souvent stériles que nous menons depuis de si

nombreuses années pour l'avancement de notre culture débouchent sur des succès, réglons nos problèmes d'ordre économique. Comment voulez-vous intéresser activement un jeune Canadien français à la culture française quand il constate que cette richesse qui l'attire, que ces postes de commande qu'il ambitionne d'occuper, que toute cette activité économique dans laquelle il veut s'embarquer sont tributaires d'une langue et d'une culture qui ne sont pas les siennes? Le gouvernement a raison de se pencher sur les problèmes d'ordre économique car nous avons dans ce domaine un retard tel que, si l'on me permet de citer encore Bernanos⁴: "La vie économique pour nous ça ne doit pas être un but, c'est une parole".

Un député de l'opposition: C'est le vrai visage d'un indépendant⁵.

M. Laporte (Chambly): Le vrai visage de l'Union nationale, le public le connaît; il n'a qu'à suivre les enquêtes en cours⁶. Il (M. Laporte) louange le gouvernement Lesage de ne pas jouer le rôle de simple spectateur dans le développement économique de la province de Québec.

Le discours du trône a annoncé la création par le gouvernement d'une société générale de financement, ce qui nous fait machinalement penser, dit-il, à cette industrie sidérurgique dont nous avons tellement besoin et qui permettra aux Canadiens français de prendre la part du lion dans le développement de nos richesses naturelles et dans l'établissement d'une industrie sidérurgique québécoise.

Il faut mettre, en effet, un terme à la situation faisant que nous sommes les "étrangers dans la maison". La présence de l'acier dans l'économie québécoise est un levier vers des sommets qu'atteindraient en même temps l'épanouissement culturel du Canada français et, partant, la sauvegarde de tout le Canada contre l'invasion américaine.

La politique du gouvernement Lesage rendra possible la création d'une industrie sidérurgique, vieux projet que rendra enfin possible la participation financière de l'État québécois. Une des premières conditions pour que le projet de sidérurgie québécoise réussisse, c'est précisément l'intervention financière du gouvernement provincial, l'État du Québec. Cette intervention est presque inévitable. Elle est fortement désirable pour plusieurs raisons. D'abord, parce qu'il faudra d'énormes capitaux.

Trouver tout cet argent sans la contribution gouvernementale, et cette participation est indispensable, serait peut-être impossible, à moins qu'on ne veuille céder toute l'affaire à des capitaux étrangers, ce qui

serait une erreur encore plus tragique que celle qui consista à abandonner à vil prix aux Américains le minerai de fer de l'Ungava. C'est avec espoir que nous entrons maintenant dans la période de la réalisation, par une législation qui permettra l'intervention financière inévitable du gouvernement dans ce domaine. L'intervention du gouvernement est nécessaire aussi parce qu'il faut absolument que la future industrie sidérurgique soit nôtre.

Non seulement le gouvernement apportera une partie du capital, mais sa seule présence permettra de lutter à armes moins inégales contre le trust de l'acier qui ne manquera pas de montrer les dents. De plus, si le gouvernement s'en mêle, le peuple québécois et les financiers canadiens-français seront plus disposés à prendre les risques normaux qu'une pareille entreprise comporte.

Il (M. Laporte) souligne l'effet que la création d'une industrie sidérurgique aura sur l'économie du Québec. Autour d'elle, dit-il, se greffera à plus ou moins brève échéance une multitude d'industries qui emploient des ouvriers parmi les mieux payés du monde et du pays. Nous ne saurions nous priver plus longtemps ni des unes ni des autres. L'exemple de l'étranger en est une preuve.

Les grandes nations ont fait leur puissance avec la production de l'acier. Veut-on expliquer l'expansion économique presque fantastique de pays comme la Russie, le Japon ou la Chine? Consultons les chiffres. La consommation d'acier de ces peuples a presque doublé au cours des dernières années, soit de 1951 à 1960.

Il (M. Laporte) insiste sur l'effet de cette industrie sur l'économie québécoise en permettant au peuple du Québec de lutter contre le trust de l'acier. Il cite d'autres exemples. Si quelqu'un a des doutes quant à la valeur de l'industrie sidérurgique pour un pays, il n'a qu'à se pencher sur la situation de l'Allemagne, un pays vaincu au terme de deux guerres mondiales, qui redevient l'une des nations les plus puissantes au monde grâce au géant de la Rhur. Des petits pays comme la Suède ou la Belgique ont une économie qui fait l'envie du monde, car leur industrie sidérurgique leur a permis de se tailler une place parmi les nations les plus riches. Il (M. Laporte) donne comme exemple celui de la France qui a réussi, en trois étapes, à atteindre une production de 10,000,000 de tonnes d'acier, en 1953, et 18,500,000 tonnes, en 1961. De cette façon, dit-il, la France s'est replacée au rang des plus grands producteurs d'acier du monde.

Au Canada, et le Québec avec lui, la consommation d'acier augmente continuellement,

plus qu'il n'en produit, et cette tendance, si on examine les statistiques dans notre pays et aux États-Unis, n'ira qu'en s'accroissant davantage. En 1910, le Canada ne produisait que 900,000 tonnes d'acier par année. En 1959, cette production était montée à 6,500,000 tonnes, mais jamais la production n'a été égale à notre consommation.

Un rapport du ministère fédéral du Commerce établit que les importations d'acier au Canada représentent en moyenne quelque 30 % de la consommation globale du pays depuis 1946. C'est sur une partie de cette proportion-là que s'assoit la nouvelle industrie sidérurgique. La consommation *per capita*, d'autre part, tendra à augmenter: en 1946, les Canadiens absorbaient 485 livres par tête, comparativement à 953 aux États-Unis. Cette année, le rapport est de 973 au Canada et 1,323 aux États-Unis, un écart déjà plus rapproché. Notre consommation a donc plus que doublé en 15 ans, et nous pouvons prévoir une augmentation presque aussi spectaculaire au cours des prochaines années. Cela implique donc qu'il y a de la place pour une industrie sidérurgique viable dans la province de Québec.

L'acier, c'est le passé des nations qui furent puissantes, c'est aussi l'épine dorsale de l'économie des peuples qui sont au timon des affaires. Que l'acier soit à la base de la prise en main de son économie par l'État du Québec! L'aciérie québécoise, nous l'aurons, cela ne semble plus faire de doute. Mais prenons bien garde, toutefois, qu'on ne se contente pas de faire figurer quelques-uns des nôtres à l'avant-scène pendant que d'autres tireront les ficelles en coulisse. Le 22 juin 1960, le premier ministre déclarait que nos efforts porteraient sur la volonté de vivre dans une société originale, faite par nous-mêmes.

Avec la Société générale de financement, avec la participation financière du gouvernement, avec la multitude des industries qui naîtront avec les années, avec l'exploitation par nous de nos richesses naturelles, avec la coopération de tous les groupes et de toutes les classes de notre société, ce n'est pas un rêve utopique de prévoir que nous pourrions un jour mettre fin aux conséquences de ce qu'on a appelé "notre seconde grande défaite", allusion à la situation tragique dans laquelle nous sommes plongés, pour avoir perdu, presque sans combattre, la bataille économique.

Jamais il n'a existé au Québec un pareil intérêt pour l'éducation. Nos écoles et nos institutions d'enseignement de toute nature et de tout niveau sont plus nombreuses et plus bondées que jamais, ce qui s'explique partiellement par

l'accroissement de la population, mais aussi par l'effort étonnant que le gouvernement actuel a fait en ce domaine. Avec nos penseurs, nos hommes d'action, nous avons le devoir de conduire la province sur la route de nouveaux accomplissements, à la mesure des besoins actuels, à la taille d'un peuple qui, après un trop long repos, s'éveille soudain à la tristesse des occasions ratées et à l'urgente nécessité de préparer l'avenir avec courage et avec audace, quoi qu'en pensent les timorés, vrais ou faux. Les ultramontains d'hier ont gaspillé des larmes inutiles pour défendre une religion qu'à tort ils ont cru menacée; ceux d'aujourd'hui devraient sécher les leurs ou les verser sur des malheurs plus vrais et bien plus près d'eux.

Rappelant le souvenir des Bourassa⁷, des Lavergne⁸, des Mercier⁹, des Lomer Gouin¹⁰, des Mathias Tellier¹¹, des Jean Prévost¹² et des David¹³, il (M. Laporte) rend hommage à ces bâtisseurs d'hier dont les idées et les actes ont parfois semblé révolutionnaires à leur époque¹⁴. Il s'est trouvé des ultramontains ou des castors pour les dépeindre comme des ennemis de la religion et de la tradition canadienne-française. Dans presque tous les cas, les faits et l'histoire les ont vengés. Saluons ces novateurs et saluons surtout leurs continuateurs. Mais que dire de cette école de pensée qui semble s'être donné pour mission de brouiller les cartes, d'ameuter la population avec des histoires de croque-mitaine et de Bonhomme Sept Heures? L'école confessionnelle serait menacée dans la province de Québec!

La religion catholique serait bientôt clouée au pilori. Pourquoi, oui, pourquoi cette démagogie? Sans doute avons-nous assisté à la naissance de nouvelles théories dont quelques-unes sont nettement condamnables; mais cela n'est pas le fait de la province de Québec seule, c'est un phénomène mondial. Non seulement je ne crois pas que la religion catholique soit menacée chez nous, mais je constate avec joie et satisfaction que nous assistons à l'éclosion d'un catholicisme réfléchi, viril, d'une maturité qui surpasse tout ce que nous avons encore connu dans notre province. Menacée, l'école confessionnelle? Nous formons une écrasante majorité et on voudrait nous faire croire que ce serait une menace pour nous de vouloir donner justice à des gens qui ne sont pas de notre religion?

Allons-nous, nous qui avons la réputation d'avoir accordé à la minorité protestante du Québec une pleine mesure de justice, allons-nous subitement, sous l'influence de la crainte que nous inspireraient des menaces chimériques, nous muer en persécuteurs

d'une minorité de citoyens de la province de Québec? Il existe un nombre croissant de Canadiens de langue française qui sont de foi protestante. Ils constituent un actif intéressant pour notre groupe ethnique. On connaît les problèmes nombreux auxquels ils doivent faire face. Leurs enfants ne sont pas admis dans les écoles catholiques et il existe peu ou pas de cours en langue française dans les commissions scolaires protestantes. Elles ont pourtant la responsabilité d'instruire ces enfants car, dans notre province, l'éducation ne se divise pas selon la langue, mais selon la religion.

La majorité catholique s'étant empressée de faire droit aux réclamations des catholiques de langue anglaise, il serait normal, et j'ose croire, que la minorité protestante fasse également droit, à 100 %, aux demandes des protestants de langue française. J'ose croire que tous les intéressés, membres de commissions scolaires, membres du personnel du Conseil de l'instruction publique, et les autorités gouvernementales se donneront la main pour que nous cessions de perdre pour la culture française ceux qui ne sont pas de religion catholique.

Que l'on cesse de crier inutilement au loup, car, si un jour nous avons vraiment besoin de défendre certaines valeurs, nous ne trouverons peut-être plus dans le peuple qui aura été trop berné les réactions qui seraient salutaires. Nous avons besoin, dans tous les domaines de l'activité québécoise, de ces hommes qui précèdent la pensée de leurs contemporains, qui sont parfois si avancés qu'on est tenté, disait un journaliste, de les prendre pour les ennemis d'en face et de leur tirer dans le dos. Sans eux, la tradition deviendrait une camisole de force et le progrès, un vain mot. Nous avons le devoir de conduire la province sur la route de nouveaux accomplissements, à la mesure des besoins actuels. Pour édifier le Québec de demain, nous avons besoin d'hommes; l'éducation nous les fournira.

L'inauguration de la Maison du Québec à Paris¹⁵ a marqué la fin d'une longue absence et une sorte d'entrée officielle et solennelle dans la communauté française mondiale. C'était la réalisation d'un rêve que nous caressions depuis de bien nombreuses années. Il est évident que, du point de vue culturel et du point de vue économique, notre collectivité a bien plus à tirer de la délégation générale que la France elle-même.

On nous a dit, en France, que Québec aurait dépensé un million de dollars, qu'elle n'aurait pas obtenu la qualité et la quantité de publicité que le voyage à Paris lui a valu. Ce voyage fut un des placements les plus riches que nous ayons faits

jusqu'ici. Pour la France et pour la province de Québec, ce fut l'occasion de manifestations qui resteront inoubliables du point de vue culturel.

C'est pour le Canada français le début de relations suivies dont on ne saurait exagérer l'importance pour voir refl fleurir ici la véritable culture française; et, du point de vue économique, c'est un pas décisif vers la venue, dans le Québec, d'importants capitaux français.

Il (M. Laporte) rend hommage au premier ministre d'avoir contribué, par la présence dans la capitale française, par les discours substantiels qu'il a prononcés, à faire mieux connaître le Canada français en France et à augmenter son prestige de façon considérable. Le charme et le sourire de Mme Lesage, dit-il, auront contribué au succès de cette mission québécoise en terre de France.

L'une des fonctions essentielles du gouvernement de cette province est de voir à ce que la culture française soit de qualité, qu'elle informe toute la vie québécoise et, par elle, la vie canadienne. Nos compatriotes de langue anglaise auraient-ils quelque droit de s'inquiéter du rapprochement et de cet effort pour développer la culture française?

Au contraire, les Canadiens anglais n'ont pas le droit de s'inquiéter de cet effort pour développer la culture française. D'ailleurs, nous pourrions citer les discours de plusieurs éminents Canadiens de langue anglaise qui croient que le Canada est impensable sans la présence du Canada français.

M. Robert Fowler, président de la Canadian Pulp and Paper Association, a déclaré récemment, au congrès de l'Association canadienne des éducateurs de langue française (ACELF): "Aujourd'hui, un nombre grandissant de Canadiens anglais commencent à se demander si, seuls, ils peuvent enrayer l'invasion américaine... il est alors naturel de nous tourner vers le Canada français." M. Hugh McLennan, journaliste de réputation, écrivait, dans la revue *Maclean's*, que sans le Canada français, il n'y aurait pas de Canada du tout, car notre pays serait presque fatalement englobé dans les territoires des États-Unis. M. Davidson Dunton¹⁶, chancelier de l'Université Carleton, déclarait lui aussi que le Canada serait fortement exposé à disparaître si le Canada français cessait d'exister.

Cela est explicable. S'il n'y avait qu'une langue au Canada, les Canadiens auraient la même littérature, les mêmes revues, le même cinéma, la même télévision, en somme la même culture que les Américains. Nous serions fatalement entraînés dans le sillage des États-Unis qui nous ont déjà fortement colonisés sur le plan économique. Comment résister?

En fournissant aux Canadiens des raisons de demeurer ce qu'ils sont, en leur proposant une partie qui soit une entité différente de celle des États-Unis.

La réponse, c'est le Canada français. Si nous étions les seuls à le prétendre, cela pourrait sembler un plaidoyer *pro domo*, mais c'est l'avis d'un nombre croissant de Canadiens anglais de qualité. Nous devons comprendre qu'un de nos devoirs majeurs envers le Canada, c'est de lui fournir une culture française de haute qualité, qui soit une valeur digne d'être exportée dans toutes les provinces, de les attirer. Le gouvernement du Québec fait œuvre canadienne lorsqu'il s'attelle à la tâche exaltante de développer chez nous la culture française.

Demandons en même temps à nos compatriotes de langue anglaise de nous fournir la culture anglaise la plus remarquable qui soit, car, si l'une des deux cultures, qui sont la richesse et l'originalité du Canada, est faible, c'est le pays tout entier qui en sera appauvri.

Il (M. Laporte) parle des principaux projets de loi annoncés par le discours du trône et signale deux problèmes: la redistribution de la carte électorale et la réforme de la loi électorale. Nous ne saurions plus longtemps, dit-il, avoir de tels écarts de population entre les comtés de la province de Québec. Quelques-uns ne comptent qu'une poignée d'électeurs alors que d'autres en ont tellement qu'il est pratiquement devenu impossible pour un député de remplir efficacement son mandat.

Ce travail de regroupement de comtés devra se faire avec la plus parfaite objectivité, et nous osons croire que, des deux côtés de la Chambre, on aura comme objectif le bien commun et non pas l'intérêt électoral d'un parti politique. Quant à la refonte de la loi électorale, je souligne simplement que là encore c'est une réalisation d'une promesse précise. Le travail ne sera pas facile, mais il est grand temps que la province de Québec cesse d'avoir la réputation d'être l'endroit du pays où les élections sont les plus mouvementées, les plus malhonnêtes, les plus dispendieuses.

L'entrée de Son Excellence l'honorable Paul Comtois¹⁷ à la maison vice-royale du Québec est un hommage à son talent et à son esprit de travail. C'est en même temps un coup de chapeau à ces défricheurs, à ces bâtisseurs que sont nos agriculteurs. J'applaudis des deux mains. Lorsque nous sommes allés au Conseil législatif pour entendre la lecture du discours du trône, c'est une nouvelle figure que nous y avons vue. Il est séant que nous présentions à Son Excellence Paul Comtois nos félicitations et l'assurance de notre respect. Issu d'une famille terrienne, il aura

atteint aux plus hauts honneurs. J'y applaudis des deux mains. À la châtelaine de Bois-de-Coulonge, nos respects et nos hommages.

Il (M. Laporte) regrette vivement la mort de l'ancien lieutenant-gouverneur du Québec, Onésime Gagnon, le qualifiant d'homme cultivé et affable. L'honorable Onésime Gagnon se sentait manifestement dépaycé dans la vie politique active, dit-il, et a donné toute la mesure de sa civilité lorsqu'il est devenu vice-roi du Québec. Je sais que le regretté lieutenant-gouverneur avait sur le métier un travail littéraire qui était le fruit de longues et patientes recherches et qu'il devait le livrer à l'imprimeur d'ici peu de temps. Espérons que son œuvre avait franchi l'étape de l'ébauche et que nous aurons un jour la joie de la voir publiée.

Il (M. Laporte) fait l'éloge du nouvel Orateur de l'Assemblée législative, l'honorable Richard Hyde, et de son prédécesseur à ce poste, l'honorable Lucien Cliche. Au premier, il a rappelé qu'il est issu d'un groupe ethnique qui connaît l'importance primordiale du poste de président d'une assemblée délibérante démocratique. Avec vous comme arbitre, dit-il, nous verrons notre démocratie populaire reflourir. Il (M. Laporte) rend hommage à l'honorable Lucien Cliche en rappelant que quelques-unes des décisions qu'il a rendues comme Orateur ont peut-être plus contribué à la reconnaissance du prestige de la fonction d'Orateur que tous les autres actes de l'Assemblée législative.

L'élection de la première femme à l'Assemblée législative est un événement politique majeur. C'est le Parti libéral qui a accordé le droit de vote aux femmes; il était logique que ce soit lui également qui présente et fasse élire la première femme à la Chambre. C'est la reconnaissance définitive et totale de ce droit de vote, et je suis certain que le niveau général de nos discussions en cette Chambre en sera heureusement influencé. Je souhaite que d'autres femmes se fassent élire à l'Assemblée législative.

(En se tournant vers la Tribune de la presse)
Les jours n'ont pas tous été aussi agréables les uns que les autres, sans doute. J'ai connu parfois des heures mouvementées, comme journaliste, mais, si je revois l'ensemble des travaux et des jours, je ne peux qu'être reconnaissant à une profession qui m'a procuré de telles joies et à des confrères qui m'ont entouré d'une amitié aussi persévérante et désintéressée. À travers les membres distingués de la Tribune de la presse, c'est au journalisme québécois que je veux rendre hommage. Vous savez quel travail remarquable a été accompli dans cette province par le Syndicat des journalistes et par

l'Union canadienne des journalistes de langue française. Aujourd'hui, nous pouvons affirmer avec fierté que nous avons dans le Québec une classe de journalistes dont la compétence, le talent et la conscience professionnelle ne le cèdent à aucun autre groupe que je connaisse, que ce soit en France, aux États-Unis, au Canada ou ailleurs.

(Applaudissements à droite)

L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice):
Comment! L'opposition n'est pas de cet avis-là?

M. Laporte (Chambly): Les journalistes de la province de Québec rendent quotidiennement des services précieux à la communauté tout entière. Comme groupe, leur honnêteté professionnelle, leur souci de faire le travail le plus parfait possible sont au-dessus de tout reproche. Il faut toutefois songer qu'ils travaillent sur la matière qu'on leur fournit, et on ne saurait leur reprocher de ne pas découvrir des traits de génie dans les propos du premier démagogue venu!

M. Tremblay (Maisonneuve): C'est un ministrable. Dormons!

M. Laporte (Chambly): Dans le cas du député de Maisonneuve, on ne dira plus "dormons" mais "Dorion"¹⁸. L'élection d'un nouveau chef de l'Union nationale a été l'un des événements importants qui se sont déroulés dans la province de Québec depuis la fin de la dernière session. Il serait facile de faire, à peu de frais, de l'esprit sur le nombre de personnes qui se sont succédé à la tête de ce parti politique jadis puissant. Je pense que le rôle du chef de l'opposition est à ce point important que je me crois justifié de reporter à plus tard les échanges de vues que je pourrais avoir avec le nouveau chef et de lui présenter des félicitations et mes vœux de succès, et de lui dire combien je me rends compte de l'importance et de la difficulté des fonctions qu'il remplit. C'est le rôle du chef de l'opposition de surveiller le gouvernement, de le réprimander lorsqu'il le juge coupable d'infractions, de l'aiguillonner dans la réalisation de son programme.

Mais comment garder la mesure en cette matière? Faut-il s'installer à demeure comme chef de l'opposition? Faut-il limiter sa critique aux questions qui ont de l'importance? Comme l'a fait si brillamment l'actuel député de Montréal-Outremont (M. Lapalme), faut-il, à l'instar de feu M. Duplessis, faire flèche de tout bois, courir dans 20 directions à la fois, tenter de donner l'impression que tout va mal partout et en

même temps? Je sais bien dans laquelle de ces trois directions vont les députés du chef de l'opposition. Je lui souhaite de jouer son rôle d'une façon efficace, sereine, en n'oubliant pas qu'un jour c'est le peuple qui fera le bilan, qu'il est clairvoyant et qu'il se venge de ceux qui crient au loup inutilement.

Une voix: La porte est ouverte.

M. Laporte (Chambly): Ai-je besoin de dire, M. l'Orateur, que nous étions surpris de voir que l'Union nationale ne présentait aucun candidat dans ces circonscriptions? Le chef néophyte de cette formation publique nous avait tellement dit que le peuple était rendu à bout, qu'il était déçu au point qu'il n'attendait seulement que l'occasion d'exprimer son désappointement. La situation qu'il nous a dépeinte était si terrible que le chef de l'Union nationale allait sûrement courir, voler au secours de ce pauvre peuple. À l'occasion de ces deux élections, le gouvernement Lesage a convoqué le jury, a offert de plaider la cause, et l'Union nationale elle-même a fait une motion de non-lieu en ne présentant pas de candidats¹⁹.

J'ai posé, dit-il, deux questions à mes électeurs de Chambly: 1. Êtes-vous prêts à donner au gouvernement Lesage un vote de confiance pour le travail qu'il a accompli depuis l'élection du 22 juin 1960? 2. Voulez-vous qu'il continue avec la même détermination la réalisation du programme approuvé par le peuple aux élections générales de 1960? Nous savons maintenant quelle fut la réponse de l'électorat. Ce fut un "oui" dont l'écho a été répercuté aux quatre coins de la province. Le peuple soi-disant opprimé a donné des majorités sans précédent au gouvernement Lesage, et le chef de l'opposition a continué à courir la province, mais en prenant soin de rester hors de portée des bulletins de vote. Il est allé de comté en comté, prophétisant partout des calamités, mais il s'est abstenu avec une prudence compréhensible de rencontrer les seules gens qui, à ce moment, étaient en mesure de porter un verdict sur les actes du gouvernement.

Le bilan présenté au peuple du Québec par le gouvernement Lesage, depuis le 22 juin 1960, démontre que l'actif l'emporte de beaucoup sur le passif et que ce fut le déblocage intégral de toutes les avenues qui avaient jusque-là été fermées au progrès, aux idées neuves et à toute initiative. L'administration Lesage rallie les citoyens en mesure d'analyser froidement la situation. Qu'on ne s'attende pas, affirme-t-il, que je devienne le thuriféraire de l'administration libérale. Ce serait une grave erreur.

Il n'entre ni dans mes fonctions, ni dans ma conception de la vie politique, ni dans ma nature de m'aventurer dans ces sortes d'éloges qui ont eu cours jadis en cette Chambre. Le Parti libéral, c'est pas une société d'admiration mutuelle, et j'ai bien l'intention d'exposer les faits tels qu'ils sont et de les commenter selon mon jugement, me rappelant le mot adapté de Vittorio Alfieri²⁰: "L'ignorance, la flatterie et la crainte ont donné et donnent encore au gouvernement tyrannique le doux nom de démocratie."

Il (M. Laporte) souligne quelques problèmes du comté de Chambly: la construction prochaine d'un hôpital, la lutte contre les péages sur les ponts Victoria et Jacques-Cartier, le chômage et la nécessité de l'établissement de quelques industries. L'abolition des péages sur les ponts Victoria et Jacques-Cartier est un des sujets qui me tiennent à cœur, affirme-t-il²¹.

Mme Kirkland-Casgrain (Jacques-Cartier)²² se lève.

(Applaudissements de la Chambre)²³

Selon la tradition de l'Assemblée, elle rend hommage à son prédécesseur avec une émotion particulière. Je suis aussi heureuse, dit-elle, de l'hommage rendu à mon défunt père par le lieutenant-gouverneur, à la Chambre haute, mardi dernier. Le lieutenant-gouverneur a dit que mon père avait été un ardent défenseur de la santé publique et le parrain de la lutte contre la pollution des eaux; il a ajouté que son nom resterait associé au gouvernement à l'égard de son domaine d'activité.

Elle rend hommage au Parti libéral qui a donné, il y a 20 ans, le droit de vote aux femmes ainsi que la possibilité de devenir membres du Barreau, et qui vient d'offrir à une femme le privilège de siéger à la Chambre basse.

Elle formule le vœu que la Législature, qui a tant fait dans le domaine de l'éducation, de l'hospitalisation et du bien-être, améliorera le statut juridique de la femme mariée. Une telle modification, déclare-t-elle, s'entreprendra en collaboration avec ceux que le gouvernement vient de charger de la révision du Code civil de la province de Québec: Me André Nadeau, avocat, de Montréal, et Yvette Dussault-Mailloux.

Sans vouloir préjuger des recommandations de cet éminent juriste, je crois qu'on peut s'attendre que des réformes du genre de celles que j'ai esquissées seront préconisées. Il me semble temps que, dans notre province, l'antique puissance maritale du "*pater familias* romain", s'exerçant sur la femme mariée, soit remplacée par un concept plus humain.

Il n'est pas question de supprimer l'autorité maritale. Comme le dit si bien Savatier, dans son remarquable ouvrage "Du droit civil au droit public", lorsqu'il commente le nouvel article 213 du Code civil français: "Il faut que la puissance maritale, au lieu d'être une puissance individuelle que l'homme peut utiliser dans son intérêt propre, devienne une magistrature familiale exercée ès qualités, dans l'intérêt d'un groupe dont le mari est le chef normal mais non le chef nécessaire."

Il y a deux classes de citoyens dans le Québec. À cause de notre Code civil, il y a, légalement parlant, le citoyen majeur, homme ou femme célibataire qui a tous les droits légaux, civils et politiques de la province. La première classe de citoyens peut participer à tout contrat, tant que ce n'est pas contraire à la loi ou nuisible envers eux ou le public.

D'autre part, il y a la deuxième classe de citoyens, la catégorie des femmes mariées, dont le degré d'incapacité varie suivant le régime matrimonial, qui les place dans un état d'infériorité juridique. Les femmes mariées devraient être promues de leur rang de citoyens de second ordre à celui de citoyens de premier ordre avec tous les droits, sauf lorsqu'ils sont modifiés par un contrat de mariage.

Pour que la femme mariée redevienne un citoyen à part entière, je crois d'abord qu'il conviendrait de lui accorder sa pleine capacité juridique, réserve faite de certaines restrictions découlant du régime matrimonial; et des changements pourraient être apportés à notre Code civil.

C'est ainsi, selon moi, qu'une femme commune en biens, même si elle ne possède pas de contrat de mariage, devrait pouvoir ester en justice, sans autorisation maritale, en ce qui concerne ses biens propres dont celui, par exemple, qui lui provient de l'exercice d'un recours en dommage pour injures, torts personnels ou blessures corporelles. D'un autre côté, la femme contractuellement séparée de biens, qui a un contrat de mariage, devrait pouvoir, sans autorisation de son mari, vendre et hypothéquer ses immeubles et pouvoir ester en justice sans une telle autorisation, et ce, à l'égard de tous les biens qu'elle possède.

N'y a-t-il pas quelque chose de choquant de voir à ce que, à notre époque, le mari soit le seigneur et maître absolu de la communauté, avec pleins pouvoirs, par exemple, de vendre, aliéner et hypothéquer les biens de cette communauté, sans le concours de sa femme? Il ne s'agit pas, croyez-le bien, de saboter le régime de la communauté, mais de le conserver en l'améliorant et d'accroître la faveur dont il devrait jouir. De plus, n'y aurait-il pas lieu de modifier le

régime légal des biens, qui est aujourd'hui celui de la communauté universelle, en y substituant le régime de la communauté réduite aux acquêts consistant à mettre en commun tous biens acquis par les époux grâce à leur salaire ou autres revenus?

Ne serait-ce pas là l'exacte transposition sur le plan pécuniaire de la communauté de cœur voulue par les époux et fondée sur l'échange de leurs serments solennels? Si l'on doit réduire la communauté aux acquêts, c'est-à-dire aux gains du mari et de la femme comme fruits de leur travail après le mariage, alors l'État, pour être logique avec lui-même, devra voir à ce que ce régime communautaire soit pleinement respecté. Il devrait exiger une administration conjointe des biens de la communauté ou, à tout le moins, une restriction tangible des pouvoirs du mari comme administrateur.

L'infériorité de la femme dans la vie quotidienne ne se limite pas à l'aspect monétaire. Le statut d'infériorité juridique de la femme mariée pose un problème à l'enfant issu du mariage. Il est victime des défaillances de la loi. Selon les lois du Québec, seul le père peut consentir à l'opération d'un enfant. Ainsi, une femme mariée ne peut autoriser une opération sur l'un de ses enfants même dans le cas où le père est dans l'impossibilité de donner son consentement. Et combien souvent une intervention chirurgicale à pratiquer sur un enfant s'impose d'urgence²⁴!

Le Québec devrait suivre l'exemple de la France dans le cas des enfants devant subir une intervention chirurgicale immédiate. En vertu de la loi française, c'est le père qui autorise l'opération de son enfant, mais, s'il est dans l'impossibilité de donner cette permission, la mère assume alors la responsabilité paternelle. D'autre part, en France, le Code civil français a été mis à jour pour accorder aux femmes mariées tous les droits dans certaines conditions. Le Québec devrait se mettre au diapason de la France et accorder à la femme le droit de devenir "chef de famille", lorsque le mari est hors d'état de manifester sa volonté en raison de son incapacité, de son absence, de son éloignement ou de toute autre cause.

Si la province de Québec est en retard sur les autres provinces du Canada en ce qui concerne les droits de la femme en général, il n'en fut pas toujours ainsi. À une certaine époque, le Québec était la seule province du Canada où la femme mariée propriétaire et la veuve propriétaire votaient à une élection municipale. Ce droit a été retiré en 1848 par les législateurs du Bas-Canada qui avaient peur du mouvement des suffragettes qui s'élevait en

Amérique. Il est tout à fait logique que le droit de suffrage, aux élections des commissions scolaires, soit donné aux mères des enfants fréquentant les écoles en vertu d'une loi votée à la dernière session sous l'instigation du ministre de la Jeunesse.

De telles améliorations pourraient être apportées à l'occasion de la révision du Code civil. Pareilles réformes tiendraient, dans le respect de nos conceptions traditionnelles, à rendre à la femme mariée la situation qui lui revient, à savoir celle d'une véritable collaboratrice de son mari, tant sur le plan spirituel que sur le plan économique, associée à part entière dans la famille, cellule sociale par excellence.

L'épuration des eaux usées s'impose, plus encore qu'ailleurs, au Québec qui aspire à devenir la première province industrielle du Canada. Le Dr Charles-Aimé Kirkland, ancien député de Jacques-Cartier, était un ardent apôtre de la cause de l'hygiène publique et le promoteur de la lutte contre la pollution des eaux. Il a participé activement à la fondation de la Régie d'épuration des eaux qui a déjà fait un travail utile, bien que l'on soit encore en période d'organisation. J'entends suivre, dit-elle (Mme Kirkland-Casgrain), l'exemple de loyauté, de charité et de courage de mon père et lutter contre la pollution des eaux.

Elle (Mme Kirkland-Casgrain) cite comme étant une mesure bienfaisante le bill 88 adopté l'an dernier et qui, en créant la Régie d'épuration des eaux, met en marche un organisme compétent qui emploiera des mesures scientifiques et actives pour mettre fin à ce fléau. Depuis sa création, en vertu d'une loi votée au cours de la dernière session du Parlement provincial, la Régie d'épuration des eaux de la province de Québec n'en est encore qu'au stade de l'organisation, mais déjà plus de 300 projets lui ont été présentés.

Le Lakeshore s'intéresse particulièrement aux mesures entreprises dans la province par le gouvernement du Québec. Dans un comté comme celui de Jacques-Cartier, qui se trouve borné par trois cours d'eau qui sont tous contaminés par des impuretés, il est important pour la santé publique que la population puisse jouir des avantages que la nature a mis à sa disposition et, pour l'industrie du comté en général, que les eaux stagnantes du lac Saint-Louis, de la rivière des Prairies et du lac des Deux-Montagnes soient traitées et deviennent utilisables à brève échéance.

L'office contre la pollution des eaux devrait se livrer à des études préliminaires avec les représentants des industries et des municipalités, avant de décider des projets de canaux ou d'usines de

traitement. La coopération est probablement l'élément le plus important dans la lutte contre la pollution des eaux et pour mener à bonne fin les buts de la Régie d'épuration des eaux.

Il y a au moins quatre différents programmes de coopération, et je ne parle pas de la coopération entre l'industrie et la municipalité: coopération des industries entre elles; coopération des différents services municipaux dans l'intérieur de la municipalité, et coopération des municipalités entre elles pour trouver la meilleure des solutions au problème des plus compliqués, dont les aspects scientifiques et juridiques, financiers et administratifs sont innombrables. La coopération entre le gouvernement, l'industrie et les municipalités devient réalisable, face aux problèmes techniques et financiers à résoudre. Il est impérieux que les projets conjoints soient bien préparés et que les municipalités participent à leur conception.

Par exemple, les municipalités devraient s'unir avec leurs voisins immédiats pour construire des usines d'épuration des eaux et des usines de traitement des eaux usées plus grandes. Les petites usines sont sujettes à l'explosion du chargement, autant organique qu'hydraulique, et ainsi elles limitent considérablement la croissance industrielle potentielle d'une région. Il est toutefois impératif que des programmes combinés soient bien planifiés et que toutes les municipalités prennent part à ce projet. L'Office provincial d'épuration des eaux, qui a déjà étudié 300 projets depuis juillet dernier, aidera grandement le Québec à trouver des solutions.

Je suis d'accord, dit-elle, avec les autorités européennes et américaines qu'il est irréaliste d'ignorer la capacité d'auto-épuration des ruisseaux, mais il est tout aussi erroné de ne pas traiter toutes les eaux usées avant qu'elles ne se déversent dans un cours d'eau naturel. Manifestement, le comité a produit des résultats. Déjà, l'on assiste à l'élaboration de plans dont l'exécution en commun permettra d'améliorer la situation. Il y a du nouveau à ce sujet dans Jacques-Cartier.

En vue de prévenir la pollution des eaux, plusieurs localités projettent de créer des coopératives qui auront une grande importance. Il reste encore un énorme travail à accomplir dans le domaine de la purification des eaux. La Régie est donc appelée à rendre de précieux services au Québec, car le traitement des eaux sales est souvent nécessaire même là où les égouts se déversent dans de vastes cours d'eau. À l'avenir, la Régie pourra apporter une aide considérable au Québec, en matière de développement de ses ressources en eau.

À bien des endroits du Québec, malgré les vastes quantités d'eau, l'expansion tant industrielle que municipale est au point mort, malgré les quantités importantes d'eau disponible en raison du manque d'installations de traitement des eaux usées et le manque d'eau potable. Parrainée par tous les services gouvernementaux, la Régie d'épuration des eaux gagnera du terrain vers son objectif de devenir un chef de file industriel au Canada.

Je propose, dit-elle, que les listes électorales soient tenues à jour en tout temps, non pas tous les quatre ans, lorsqu'il faut les refaire au complet en quelques jours. Mettre à jour de telles listes représente un problème énorme. La question de la redistribution des sièges à la Chambre basse est un problème qui concerne mon comté peut-être plus que tout autre comté de la province. Le comté de Jacques-Cartier compte plus de 250,000 habitants, 19 municipalités dont quatre de plus de 30,000 âmes et comprenant 120,000 électeurs. Les différentes localités composant cet ensemble ont des problèmes différents: ici, eaux polluées; là, expansion rapide des quartiers domiciliaires.

Je n'entends pas, dit-elle, qu'il soit nécessaire de redistribuer uniquement en regard du nombre, mais il me semblerait normal que l'on porte une considération toute spéciale au contexte démographique et au genre de problème qui se retrouve dans un secteur donné. Mon intérêt ne vient pas du fait que je me sente incapable de représenter tous les électeurs du comté de Jacques-Cartier, mais il est injuste qu'une population de 250,000 âmes, ayant des intérêts quelquefois si différents, ne soit représentée que par une personne, alors que la majorité des comtés comptent pour la plupart moins du tiers de la population du comté de Jacques-Cartier, où il fallait dénombrier 113,000 électeurs. Pour le plus grand bien de ces électeurs, il leur faut plus d'un député.

Je suis favorable à une redistribution de la carte électorale. Je suggère la multiplication des bureaux de scrutin situés dans des endroits publics, indiqués de façon claire avec les méthodes modernes de publicité. Toutes les mesures doivent être prises pour s'assurer que les électeurs connaissent leur droit de voter, sous le nouveau gouvernement et les gouvernements à venir. La confection des listes électorales devrait être une sorte d'inventaire perpétuel du capital humain et non pas une chose qui se fait une fois tous les quatre ans pendant quelques jours.

Le nouveau gouvernement ne cherche pas à s'assurer le pouvoir en se mettant à l'abri de l'électorat, mais, bien au contraire, veut faciliter au peuple son contrôle et son droit de regard sur ce

même gouvernement. Il faut que le principe de base de cette loi électorale soit de faciliter le droit de vote. Il faut que nous, les législateurs, apportions à l'étude de cette loi un esprit objectif, dénué de toute partisanerie parce que nous touchons à ce que le peuple a de plus sacré dans un pays libre.

Je félicite le député de Bagot (M. Johnson) pour son élection au poste de chef de l'Union nationale. Je lui souhaite, dit-elle, une longue et fructueuse carrière politique à votre gauche, M. l'Orateur. Je suis certaine qu'il saura continuer les jeux oratoires dans la grande veine que nous lui connaissons tous²⁵.

(Rires et applaudissements)²⁶

M. Johnson (Bagot) offre les vœux de l'opposition à la députée de Jacques-Cartier (Mme Kirkland-Casgrain) en disant qu'elle vient de prononcer un discours historique dans cette province²⁷. Mes collègues de l'Union nationale vous l'ont d'ailleurs démontré bruyamment, affirme-t-il, par les applaudissements qu'ils vous ont adressés. Toutefois, je me permettrai de vous faire remarquer que vous ne représentez que 30 % des électeurs du comté de Jacques-Cartier.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Je ne voulais pas intervenir à ce moment, déclare-t-il, mais je dois dire (avec humour) que le député de Bagot devrait réaliser qu'il représente seulement un douzième des électeurs ayant voté pour la députée de Jacques-Cartier²⁸.

L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice) veut poser une question²⁹.

Des députés de l'opposition refusent le droit au député de Saint-Maurice (l'honorable M. Hamel) de poser une question.

M. Johnson (Bagot): Je veux lui dire que nous, de l'opposition, nous sommes très heureux de constater la présence en cette Chambre d'une femme agréable, charmante, courageuse, avocate distinguée, fille d'un député que tous ses collègues avaient appris à estimer, parce qu'il était très agréable dans l'intimité et peu encombrant en Chambre, car il avait beaucoup de compréhension envers le gouvernement. Je vois que sa fille a hérité ses qualités et j'en profite pour offrir mes condoléances à la famille, particulièrement à Mme Kirkland, qui doit avoir une grande consolation à voir siéger sa fille comme première femme députée à l'Assemblée législative. Ce deuil est sans doute moins cruel pour Mme Kirkland

maintenant qu'elle voit sa fille remplacer feu son mari avec tant d'éloquence et tant de compétence. J'aime croire que vous marcherez sur les traces de votre père. C'était un homme très charitable ou très compréhensif, car il ne critiquait que très rarement le gouvernement de l'Union nationale.

Celle-ci a été courageuse en plaçant de façon aussi sérieuse contre l'autorité maritale dans une Chambre où il y a seulement deux célibataires. De plus, je la félicite pour avoir si bien plaidé en faveur des droits de la femme. Je remercie le premier ministre d'avoir placé la députée de Jacques-Cartier (Mme Kirkland-Casgrain) du côté de l'opposition. Je me réserve pour mardi prochain le privilège d'offrir des félicitations officielles au nouvel Orateur de la Chambre.

Ce sont des félicitations mitigées que j'adresse au député de Chambly (M. Laporte) qui a fait un travail très sérieux en présentant son discours, et ceux qui ont été ses victimes de son ancienne carrière de journaliste lui offrent des félicitations et lui souhaitent la bienvenue, même s'il représente un peu moins de 30 % des électeurs de son comté. Le député de Chambly (M. Laporte) a fait cet après-midi un travail bien préparé. Je l'en félicite, car, contrairement à l'illusion dont il a fait montre en exprimant le désir de parler souvent, c'est peut-être l'un des rares discours qu'il fera, parce qu'il est du côté du pouvoir.

Il est presque providentiel qu'on l'ait fait asseoir dans le fauteuil qu'occupait auparavant un député indépendant. Nous, de l'opposition, nous sommes heureux de le voir dans le siège d'un ancien député indépendant. Ainsi, de cette façon, ça lui prendra moins de temps quand il décidera de quitter les rangs du Parti libéral pour recouvrer son indépendance.

Le député de Chambly (M. Laporte) est descendu, après quelques efforts et en faisant preuve d'une agilité remarquable, de la tribune des journalistes au parquet de la Chambre. Nous sommes très heureux de l'avoir sur la glace plutôt que de l'avoir sur la bande. L'élection de Chambly a du bon. Maintenant, toute la province pourra voir bien en face le vrai visage d'un indépendant.

M. Johnson (Bagot) propose, appuyé par le représentant de Chicoutimi (M. Talbot), que le débat soit maintenant ajourné.

Adopté.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) félicite la députée de Jacques-Cartier (Mme Kirkland-

Casgrain) de son discours et remercie le chef de l'opposition pour les paroles qu'il vient d'adresser aux nouveaux députés de Chambly et Jacques-Cartier.

Ajournement

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) propose que la Chambre, lorsqu'elle s'ajournera, se trouve ajournée à mardi prochain.

Adopté.

La séance est levée vers 4 h 35.

NOTES

1. Selon *L'Événement-Journal* du 11 janvier 1962, à la page 10, trois députés de l'opposition ont demandé, pour des raisons personnelles, à être changés de pupitre. M. Riendeau (Napierville-Laprairie) va occuper le pupitre de M. Thibeault (Montréal-Mercier), M. Thibeault s'en va à celui de M. Cottingham (Argenteuil) et, ce dernier, au pupitre de M. Riendeau.

2. Mme Kirkland-Casgrain est la première femme à siéger à l'Assemblée législative. Lors du dépôt de ses pétitions, elle s'exprime donc pour la première fois, ce qui constitue un événement d'une grande importance. Selon *Le Nouvelliste* du 11 janvier 1962, à la page 4, elle fut chaudement ovationnée par l'ensemble de la Chambre. Selon *Le Soleil* du 11 janvier 1962, à la page 10, les galeries étaient bondées pour cet événement. Il y avait plus de femmes que d'hommes, dont plusieurs étaient venues du comté de Jacques-Cartier. Des religieuses se trouvaient parmi les spectatrices et la mère de Mme Kirkland-Casgrain était dans les galeries.

3. Montpetit, Édouard (1881-1965). Sociologue et économiste. Professeur de droit et d'économie politique à l'Université de Montréal et à l'École des hautes études internationales. Disciple d'Errol Bouchette, il prônait le nationalisme économique avec le développement de l'enseignement des sciences économiques et administratives, afin que le

Québec soit capable de gérer pour lui-même et par lui-même ses ressources naturelles. Durant les années 1930, il présida une commission d'enquête provinciale dite Commission d'assurance sociale du Québec. Son rapport de 1933 recommandait de nombreuses mesures en faveur des orphelins, des mères nécessiteuses, des personnes âgées, ainsi qu'un régime d'assurance-chômage et d'assurance-maladie. Michel Veyron, *Dictionnaire canadien des noms propres*, Montréal, Larousse Canada, 1989, aux pages 441-442.

4. Bernanos, Georges (1888-1948). Écrivain français. Ancien journaliste de *L'Action française*.

5. Selon *Le Soleil* du 11 janvier 1962, à la page 16, le député de l'opposition fait référence au fait que M. Laporte occupe l'ancien siège de Frank Hanley, un député indépendant.

6. M. Laporte fait référence à la commission Salvas qui enquête depuis le 7 décembre 1960 sur les pratiques d'achat faites par le gouvernement de l'Union nationale et sur le scandale du gaz naturel, où des ministres unionistes auraient acheté des actions de la Corporation du gaz naturel avant que cette dernière ne reçoive le mandat d'exploiter le gaz naturel, mandat occupé auparavant par Hydro-Québec.

7. Bourassa, Henri (1868-1952). Journaliste et homme politique. Fondateur du journal *Le Devoir*. Député libéral de Labelle à la Chambre des communes de 1896 à 1907. Député de la Ligue nationaliste de Saint-Jacques à l'Assemblée législative du Québec de 1908 à 1912. Revient à la Chambre des communes en tant que député de Labelle de 1925 à 1935.

8. Lavergne, Armand (1880-1935). Cofondateur de la Ligue nationaliste. Député libéral de Montmagny à la Chambre des communes de 1903 à 1908. Député de la Ligue nationaliste de Montmagny à l'Assemblée législative de Québec de 1908 à 1916. Député conservateur de Montmagny à la Chambre des communes de 1930 à 1935. Vice-président de la Chambre des communes de 1930 à son décès.

9. Mercier, Honoré (1840-1894). Député libéral de Rouville à la Chambre des communes de 1872 à 1874. Député libéral de Saint-Hyacinthe à l'Assemblée législative de Québec de 1879 à 1890 et de Bonaventure de 1890 à 1894. Solliciteur général dans le cabinet

provincial de Joly de Lotbinière en 1879. Chef de l'opposition libérale de 1883 à 1887. Fondateur et chef, en 1885, d'un nouveau parti national regroupant libéraux et conservateurs en désaccord avec leur parti à la suite de l'exécution de Louis Riel. Premier ministre du Québec de 1887 à 1891. Fut renvoyé d'office par le lieutenant-gouverneur Auguste-Réal Angers à la suite du scandale de la baie des Chaleurs.

10. Gouin, Lomer (1861-1929). Député libéral à l'Assemblée législative de Québec de 1897 à 1920. Ministre de la Colonisation et des Travaux publics de 1901 à 1905 dans le cabinet de Napoléon Parent. Avec deux de ses collègues, Adélard Turgeon et William Alexander Weir, il démissionne du cabinet Parent en 1905. Premier ministre du Québec de 1905 à 1920. Conseiller législatif de 1920 à 1921. Député libéral de Laurier-Outremont à la Chambre des communes de 1921 à 1925. Ministre de la Justice dans le cabinet de Mackenzie King de 1921 à 1924. Lieutenant-gouverneur du Québec de 1925 à 1929.

11. Tellier, Joseph-Mathias (1861-1952). Député conservateur de Joliette à l'Assemblée législative de Québec de 1892 à 1916. Chef de l'opposition de 1909 à 1915.

12. Prévost, Jean-Benoît-Berchmans (1870-1915). Député libéral de Terrebonne à l'Assemblée législative de Québec de 1900 à 1915. Ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries dans le cabinet de Lomer Gouin de 1905 à 1907.

13. David, Laurent-Olivier (1840-1926). Député libéral de Montréal-Est à l'Assemblée législative de Québec de 1886 à 1890. Sénateur de la division des Mille-Isles de 1903 à 1926. Écrivain et biographe, il a écrit des livres d'histoire notamment sur la guerre anglo-américaine de 1812-1814, les révoltes des Patriotes, le clergé canadien, l'Acte d'Union, l'histoire du Canada et des biographies de Wilfrid Laurier. Président de la Société Saint-Jean-Baptiste de 1887 à 1893 et fondateur du Monument national de Montréal en 1888 et membre de la Société royale du Canada en 1890.

14. Selon *Le Nouveau Journal* du 11 janvier 1962, à la page 8, au moment où il prononçait le nom de Mathias Tellier, un "illustre bleu", il fut interrompu par des députés ministériels.

15. Cette inauguration eut lieu le 13 janvier 1961 et Charles Lussier en fut le premier délégué général.

16. Davidson Dunton coprésidera avec André Laurendeau, de 1963 à 1967, la commission Laurendeau-Dunton sur le bilinguisme et le biculturalisme au Canada et dont les rapports amèneront, entre autres, la création de la loi sur les langues officielles en 1969.

17. Paul Comtois (1895-1966). Élu député conservateur à la Chambre des communes dans Nicolet-Yamaska en 1957 et 1958. Ministre des Mines et Relevés techniques dans le cabinet Diefenbaker (1957-1961). Assermenté lieutenant-gouverneur de la province de Québec le 11 octobre 1961. Décédé en fonction, le 21 février 1966, lors de l'incendie de Bois-de-Coulonge.

18. M. Laporte fait allusion à Noël Dorion, député conservateur fédéral de Bellechasse, secrétaire d'État du Canada et président du Conseil privé. Selon *Le Soleil* du 3 janvier 1962, à la page 1, il aurait signé en 1958 une lettre remerciant des membres de l'ancienne police des liqueurs pour les services qu'ils avaient rendus au cours d'une campagne électorale. Selon *Le Soleil* du 5 janvier 1962, aux pages 1 et 2, Lucien Tremblay, député unioniste de Maisonneuve, s'est mêlé du débat en admettant qu'il s'était rendu dans le comté de Bellechasse en 1958 pour donner un coup de main à M. Dorion et constater la présence d'agents de la police des liqueurs. Concernant la fameuse lettre, M. Tremblay a avoué ne pas être au courant de la fameuse lettre, bien qu'étant l'organisateur électoral de M. Dorion au cours des élections de 1958. Il faut dire qu'au cours de la campagne électorale fédérale de 1958, l'Union nationale a mis tout son poids et toute sa machine électorale au service des conservateurs de Diefenbaker. Cet épisode de la vie politique québécoise est expliqué dans l'ouvrage de Conrad Black, *Duplessis. Tome 2. Le pouvoir*. Montréal, Les Éditions de l'Homme, 1977, aux pages 180 à 183.

19. L'Union nationale n'a pas présenté de candidats dans les comtés de Chambly et de Jacques-Cartier aux élections partielles du 14 décembre 1961.

20. Alfieri, Vittorio (1749-1803). Poète et dramaturge italien.

21. Selon *Le Nouveau Journal* du 11 janvier 1962, à la page 8, le discours de M. Laporte a duré 55 minutes et il a cité Victor Hugo, Georges Bernanos et André Montpetit. Selon *Le Devoir* du 11 janvier 1962, à la page 1, le discours comprenait

28 pages et, si M. Laporte l'avait lu au complet, son discours aurait duré une heure et quinze minutes.

22. Selon *L'Événement-Journal* du 6 janvier 1962, à la page 8, et *La Presse* du 9 janvier 1962, à la page 4, un dilemme attendait Mme Kirkland-Casgrain avant même qu'elle ne siège en Chambre: Devra-t-elle porter un chapeau pour siéger à l'Assemblée? En effet, l'article 62 du Règlement stipule que "les représentants du peuple doivent être découverts lorsqu'ils entrent, sortent, ou vont d'une place à l'autre" et l'article 242 du même Règlement de l'Assemblée législative ordonne que tout député qui veut adresser la parole doit avoir la tête découverte. Cependant, la coutume veut que les femmes qui assistent aux séances de la Chambre basse portent un chapeau. Les députés ont le droit, quand ils ne parlent pas ou ne changent pas de place sur le parquet de la Chambre, de porter un chapeau. Le dernier à user de ce privilège fut l'honorable T.-D. Bouchard, député de Saint-Hyacinthe. Finalement, Mme Kirkland-Casgrain n'a pas porté de chapeau durant son discours.

23. Selon *La Tribune* du 11 janvier 1962, à la page 1, et *Le Droit* du 11 janvier 1962, à la page 3, les députés ministériels applaudissent les premiers, suivis des applaudissements des députés de l'opposition qui voulaient séparer leurs applaudissements de ceux des ministériels. L'ovation de Mme Kirkland-Casgrain a duré une quarantaine de secondes.

24. Selon *The Gazette* du 11 janvier 1962, à la page 11, M. Lesage (Québec-Ouest), M. Lapalme (Montréal-Outrevent) et M. Couturier (Rivière-du-Loup) ont discuté entre eux au moment où Mme Kirkland-Casgrain a parlé de cette situation.

25. Selon *Le Soleil* du 11 janvier 1962, à la page 10, le discours de Mme Kirkland-Casgrain a duré 30 minutes.

26. Selon *L'Action catholique* du 13 janvier 1962, à la page 7, M. Laporte (Chambly) s'est empressé de féliciter Mme Kirkland-Casgrain après son discours et lui a serré la main.

27. Selon *Le Devoir* du 11 janvier 1962, à la page 1, au moment où le chef de l'opposition prononçait ces paroles, les députés des deux côtés de la Chambre applaudissaient à tout rompre.

28. Selon *Le Nouvelliste* du 11 janvier 1962, à la page 1, il y a 10,521 électeurs d'inscrits dans le

comté de Bagot, contre 113,000 dans le comté de Jacques-Cartier.

29. Selon *L'Événement-Journal* du 11 janvier 1962, à la page 16, M. Hamel (Saint-Maurice) a glissé quelques chiffres de résultats des élections au cours de ce bref débat.

Séance du mardi 16 janvier 1962

Présidence de l'honorable J. R. Hyde

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Présentation de pétitions:

Les pétitions suivantes sont présentées et déposées sur le bureau de la Chambre:

- de Nicolas Mateesco, demandant l'adoption d'une loi changeant son nom en celui de Nicolas Matte (M. Laporte);
- de la Commission des écoles catholiques de Québec, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Plourde, Roberval);
- de la ville de Hauterive, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Bélanger);
- de la ville du Lac-Saint-Joseph, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Laroche);
- de la cité de Trois-Rivières, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Laroche);
- de la cité de Saint-Jean, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Ouimet);
- du village de Chute-aux-Outardes, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Bélanger);
- de l'Association des mesureurs de bois licenciés de la province de Québec, demandant l'adoption d'une loi augmentant ses pouvoirs (M. Castonguay);
- du club de golf de Saint-Hyacinthe, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Boulais);
- de la cité de Laflèche, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Laporte);
- de la cité de Chomedey, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Lavoie);
- de Jean-Baptiste Lemoine et autres, demandant l'adoption d'une loi les incorporant sous le nom de Assurance U.C.C. Compagnie mutuelle (M. Boulais);
- de Coenraad Zuurbiur, demandant l'adoption d'une loi changeant son nom en celui de Joseph-Napoléon-Benoît-Conrad Côté (M. Lechasseur);
- de la cité de Sorel, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Lechasseur);
- de La Prévoyance Compagnie d'assurances, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Lechasseur);

- de J.-P. Deslieries et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de Collège des conseillers en relations industrielles (M. Lechasseur);

- de la Corporation de gaz naturel du Québec, demandant l'adoption d'une loi lui permettant d'agrandir son territoire (M. Lechasseur);

- de dame Claire Lamarche, demandant l'adoption d'une loi annulant une clause de son contrat de mariage (M. Meunier);

- de la ville de Laval-des-Rapides, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Lavoie);

- de la ville de Saint-Félicien, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Plourde, Roberval);

- de J.-M. Pagé & Frère inc., demandant l'adoption d'une loi clarifiant leurs titres de propriété (M. Laroche);

- de la ville d'Outremont, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Boulais);

- d'Oscar Lanthier et autres, demandant l'adoption d'une loi corrigeant certains actes et confirmant certains titres de propriété (M. Lavoie);

- de la Fédération des instituteurs et des institutrices catholiques, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Lalonde);

- de Décarie Blvd. Holding Co. Ltd., demandant l'adoption d'une loi la déclarant seule propriétaire d'une ruelle qui ne porte pas de numéro de cadastre (M. Lechasseur).

Lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont lues et reçues par la Chambre:

- de Jean-Marc Béliveau et Lorne Mallet, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Barreau de la province de Québec à les admettre à la pratique d'avocat (M. Parent);

- de l'Association des chimistes professionnels de Québec, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. O'Reilly);

- de Fraser-Hickson Institute, Montréal, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Blank);

- de la Caisse Nationale d'Économie, demandant l'adoption d'une loi changeant son nom en celui de l'Économie (M. Lechasseur);

- de dame Marie Boutin-Larochelle, demandant l'adoption d'une loi lui permettant d'adopter légalement Marie-Marthe Brousseau (M. Meunier);
- de mère Sainte-Agathe et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de Les sœurs Servantes du Saint-Cœur-de-Marie (M. Roy, Lévis);
- de The Mennonite Church and Canadian Conference of the Mennonite Brethren Church of North America, demandant l'adoption d'une loi à l'effet d'obtenir le droit de faire les actes de l'état civil (M. Brown);
- de Pierre-Claude Fournier, demandant l'adoption d'une loi donnant un effet rétroactif à sa date d'admission à l'étude du droit (M. Blank);
- de Montefiore Club, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Blank);
- de Société gazifière de Hull inc., demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Parent);
- de First Church of Christ Scientist, Montréal, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Brown);
- de Société d'agriculture, division "A", du comté de Pontiac Shawville, demandant l'adoption d'une loi augmentant le montant des emprunts de ladite société (M. Brown);
- de Reddy Memorial Hospital, demandant l'adoption d'une loi autorisant la cité de Westmount à vendre audit hôpital certains lots (M. O'Reilly);
- de The Congregation Beth Hamedrash Hagadol, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (Mme Kirkland-Casgrain);
- du curé de Saint-Roch de Québec, demandant l'adoption d'une loi validant certains transports de propriété au Foyer Saint-Antoine de Québec (M. Maltais);
- de Gerald-M. Mahoney et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de Corporation des psychologues de la province de Québec (M. Meunier);
- de la ville de Pointe-Gatineau, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Parent);
- des commissaires d'écoles pour la municipalité de la cité de Lachine, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (Mme Kirkland-Casgrain);
- de Samuel-Lion Simak, demandant l'adoption d'une loi changeant son nom en celui de Lionel Schwartz (M. Blank);
- de Young Israel of Chomedey, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Lavoie);
- de la cité de Verdun, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. O'Reilly);
- de la Société d'administration et de fiducie, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Lavoie);
- de Joseph-Henri-Georges-Léon-Raphaël Rousseau, demandant l'adoption d'une loi décrétant qu'il sera connu et désigné sous le nom de Joseph-Léon-Henri-Benoît (M. Lavoie);
- de Jean Rolland, demandant l'adoption d'une loi accordant plus de pouvoirs administratifs au Trust Général du Canada (M. Meunier);
- de Twelve Hundred and One Dorchester St. Inc. et Dorchester Stanley Development Co., demandant l'adoption d'une loi les déclarant seuls et uniques propriétaires d'un lot (M. Blank);
- de l'Hôtel-Dieu de Gaspé, demandant l'adoption d'une loi refondant sa charte (M. Pouliot);
- de la révérende mère Saint-Louis-de-Marillac et autres, demandant l'adoption d'une loi les incorporant sous le nom de Les Chanoinesses hospitalières de Saint-Augustin du monastère de l'Hôtel-Dieu de Gaspé;
- de Peter Balfour Glassford, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Barreau de la province de Québec à l'admettre à l'exercice de la profession d'avocat (M. Blank);
- de la cité de Saint-Michel, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Meunier);
- de la cité de Hull, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Parent);
- de la ville de Saint-Léonard-de-Port-Maurice, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Meunier);
- de Napierville Junction Railway Company, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. O'Reilly);
- du village de Senneville, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (Mme Kirkland-Casgrain);
- de Michael Perelstein, demandant l'adoption d'une loi changeant son nom en celui de Michael Perelstein-Marchand (M. Blank);
- de Royal Institution for the Advancement of Learning, demandant l'adoption d'une loi lui donnant le pouvoir d'exproprier certains immeubles (M. Blank);
- de la ville de Duvernay, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Lavoie);
- de The Reconstructionist Synagogue of Montreal, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Blank);
- de Emma Paquet et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant le testament de feu dame Caroline Monier-Paquet (M. Roy, Lévis);

- de la Société d'orthophonie et d'audiologie de la province de Québec, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. O'Reilly);

- de Nichita Tomesco, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Barreau de la province de Québec à l'admettre à l'exercice de la profession d'avocat (M. Blank).

Projets de loi:

Loi de la conciliation entre locataires et propriétaires

L'honorable M. Bertrand (Terrebonne) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 2 prolongeant et modifiant la loi pour favoriser la conciliation entre locataires et propriétaires.

Le projet de loi vise à prolonger jusqu'au 30 avril 1963 l'application de la loi pour favoriser la conciliation entre locataires et propriétaires. Toute municipalité désirant se soustraire à l'application de la loi aura besoin de l'approbation de la Commission des loyers en plus de celle d'une majorité au sein du conseil municipal. Depuis 1954, l'un ou l'autre suffisait.

Un autre article exige la recommandation de la Commission des loyers pour l'extension de l'application de la loi. Le bill fixe à 30 jours le délai minimum avant l'expiration d'un bail pour une demande de prolongation auprès de l'administrateur des loyers.

Dans le cas où le locataire et le propriétaire ne réussissent pas à s'entendre sur le prix du loyer, l'administrateur doit prolonger le bail et fixer lui-même le prix. Le propriétaire ne pourra pas invoquer la clause d'expiration de son bail dans ce cas.

La loi sera amendée afin d'ajouter à la nomenclature des personnes en faveur de qui un propriétaire peut réclamer la possession d'un logement. Un propriétaire pourra réclamer un logement occupé en faveur de son beau-père, sa belle-mère, son beau-fils et sa belle-fille. Un article du bill permettra à un locataire, en retard dans le paiement de son loyer, d'éviter la révocation de la prolongation de son bail en payant avant l'audition de sa cause devant l'administrateur des loyers. La Commission des loyers aura le pouvoir, par ce bill, d'accorder au locataire un délai de 60 jours pour l'évacuation d'une maison, à compter de la date de sa décision.

Un article confère à la Commission des loyers le pouvoir d'étendre sa juridiction à toute

autre municipalité ou territoire situé dans un rayon de cinq milles d'une cité ou d'une ville, avec le consentement du cabinet provincial. L'application des nouvelles dispositions prendra effet à compter du 1^{er} décembre 1961. La recommandation de la Commission des loyers sera nécessaire pour l'extension de l'application de la loi.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Loi des fonds industriels

L'honorable M. Cliche (Abitibi-Est) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 3 modifiant la loi des fonds industriels.

Ce projet de loi a pour but de modifier la loi sur les fonds industriels, permettant de garantir les prêts contractés par les industries. Le projet de loi vise à permettre aux municipalités autres que les villes et les cités de créer des fonds d'industrialisation comme les villes et les cités peuvent en avoir déjà. Toute corporation de cité ou de ville sera autorisée à constituer un fonds industriel d'un montant déterminé par le ministère des Affaires municipales et sujet à l'approbation du ministère de l'Industrie et du Commerce.

Le règlement municipal constituant un fonds industriel devra également se conformer aux règlements d'emprunt stipulés par la loi régissant les municipalités. Le projet de loi étend l'application de cette loi à toutes les municipalités, en changeant le titre qui devient: loi autorisant les municipalités à constituer des fonds industriels.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Université Sir George Williams

L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 4 modifiant une subvention à l'Université Sir George Williams.

Le projet de loi vise à changer la description d'une propriété que l'institution a la permission d'acquérir en vertu du bill 64 voté durant la dernière session du Parlement provincial. Le projet de loi a pour but de modifier la description de l'un des investissements subventionnés en faveur de l'Université Sir George Williams.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Jeunes agriculteurs

L'honorable M. Courcy (Abitibi-Ouest) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 5 pour aider à l'établissement de jeunes agriculteurs.

Le projet de loi vise à donner la possibilité d'établissement à tous ceux qui ont la vocation agricole, même s'ils ne sont pas fils de cultivateurs, par exemple s'ils sont fils d'ouvriers ou autres. Ce projet de loi a pour objet d'étendre à toute personne âgée de 21 à 40 ans les bénéfices d'une loi d'établissement sur les fermes restreinte aux fils de cultivateurs.

Le projet de loi est conçu pour que les fils de professionnels ou citoyens puissent eux aussi s'établir sur des fermes, s'ils le désirent, grâce à une subvention de \$1,000. La somme est remboursable en cinq paiements égaux, sur une période de cinq ans.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Loi des abus de l'agriculture

L'honorable M. Courcy (Abitibi-Ouest) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 6 modifiant la loi des abus préjudiciables à l'agriculture.

Le projet de loi vise à préciser certains passages de la loi. Les nouvelles clauses devraient notamment donner le moyen d'intensifier la guerre aux braconniers. Une plus grande protection sera accordée aux cultivateurs par le bill 6 modifiant la loi des abus préjudiciables à l'agriculture. Bien souvent, des chasseurs passent sur des terres privées pour se livrer à leur sport, et il arrive que des animaux domestiques soient tués par ces personnes.

Le projet de loi a pour but de fixer un minimum de \$5 et un maximum de \$100 pour l'amende à être imposée comme sanction de la violation du droit de propriété immobilière (trespass), au lieu de \$1 et de \$6 respectivement.

Par ailleurs, pour empêcher qu'il soit de prendre illégalement du bois dans une forêt qui ne lui appartient pas, le projet de loi prévoit que l'amende pour possession illégale de bois coupé dans une forêt est portée de \$8 à \$25.

Un article édicte que les poursuites pour infraction à cette loi sont régies par la loi des convictions sommaires de Québec, chapitre 29, y compris la deuxième partie.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Courtage immobilier

L'honorable M. Bertrand (Terrebonne) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 8 concernant les courtiers en immeubles.

Le projet de loi vise les agents d'immeubles et doit permettre la réglementation de la profession. Personne ne pourra agir comme courtier ou vendeur sans détenir un permis. Toute personne qui sollicitera un permis devra transmettre à la Commission des valeurs mobilières du Québec sa demande dans les formes prescrites, accompagnée des états financiers, des documents et du cautionnement prévus par les règlements. Le montant du cautionnement sera de \$5,000 pour un courtier et de \$1,000 pour un vendeur.

Le requérant n'obtiendra son permis que lorsque la Commission, après enquête, aura jugé qu'il possède les qualités requises et remplit les conditions prescrites par les règlements. Nul ne pourra obtenir un permis de vendeur s'il n'est à l'emploi d'un courtier détenteur de permis. Tout permis expirera le 30 novembre de chaque année, mais il pourra être renouvelé aux conditions prescrites par les règlements.

La Commission aura le pouvoir de suspendre ou révoquer le permis d'un courtier ou d'un vendeur dans certains cas. Une amende de \$500 pour chaque infraction, et de \$1,000 pour chaque récidive, est prévue contre toute société ou corporation qui enfreindront certains articles de la loi. Une autre amende de \$100 à \$500 est prévue dans un autre cas.

Le lieutenant-gouverneur en conseil pourra faire des règlements pour déterminer les qualités nécessaires pour l'obtention ou le renouvellement d'un permis, la forme des demandes des permis, leur durée, la délivrance du permis à l'exécuteur testamentaire, la tenue des registres, et autres.

La Commission des valeurs mobilières du Québec sera investie, pour s'enquérir de tout fait relatif à l'exercice de ses attributions, des pouvoirs et immunité de commissaires nommés en vertu de la loi des commissions d'enquête. Elle pourra saisir les registres, dossiers et autres documents d'un courtier ou vendeur qui fait l'objet d'une enquête ou dont le permis aura été suspendu ou révoqué, et les retenir jusqu'à ce que l'enquête soit terminée ou la suspension levée. La loi entrera en vigueur le 1^{er} décembre 1962, sauf un article qui autorise le lieutenant-gouverneur en conseil à faire les règlements, qui entrera le 1^{er} juillet 1962¹.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Messages du Conseil législatif:**Comité mixte
de la Bibliothèque de la Législature**

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

CONSEIL LÉGISLATIF

10 janvier 1962

Ordonné: Que MM. Baribeau, Barrette, Brillant, Connors, Laferté, Martineau et Paquette forment un comité permanent pour aider le président dans l'administration de la Bibliothèque du Parlement, dans la mesure où les intérêts du Conseil législatif sont en cause, et pour représenter cette Chambre dans le comité mixte des deux Chambres chargé d'administrer la Bibliothèque.

Que cette résolution soit communiquée à l'Assemblée législative.

Dépôt de documents:**Bibliothécaire de la Législature,
Rapport 1961-1962**

M. l'Orateur dépose sur le bureau de la Chambre le rapport du bibliothécaire de la Législature, pour la période s'étendant du 1^{er} avril 1961 au 1^{er} janvier 1962. (Document de la session no 8)

**Pension de retraite des
employés civils**

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) dépose sur le bureau de la Chambre les arrêtés du lieutenant-gouverneur en conseil, signés depuis le 10 novembre 1960, accordant une pension de retraite aux membres du personnel du service civil (S.R.Q., 1941, chapitre 13, article 8). (Document de la session no 9)

**Dépassements
de crédits**

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) dépose sur le bureau de la Chambre le rapport de l'auditeur dans le cas de dépassements de crédits. (Document de session no 10)

**Ministère de la Santé,
Rapport 1960**

L'honorable M. Couturier (Rivière-du-Loup) dépose sur le bureau de la Chambre le dix-septième rapport du ministère de la Santé, pour l'année 1960. (Document de la session no 11)

**Imprimeur de la Reine,
Rapport 1960-1961**

L'honorable M. Bertrand (Terrebonne) dépose sur le bureau de la Chambre le rapport de l'Imprimeur de la Reine, indiquant le nombre d'exemplaires des Statuts de la session 1960-1961 imprimés et distribués depuis cette session, les départements, corps administratifs, officiers et personnes auxquels ils ont été distribués, le nombre d'exemplaires livrés à chacun d'eux, l'autorisation en vertu de laquelle la livraison a été faite, et le nombre d'exemplaires des Statuts de chaque session qui restent alors en sa possession. (Document de la session no 12)

Projets de loi:**Jeunes agriculteurs**

L'honorable M. Courcy (Abitibi-Ouest) propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 5 pour aider à l'établissement de jeunes agriculteurs.
Adopté.

Courtage immobilier

L'honorable M. Bertrand (Terrebonne) propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 8 du courtage immobilier.
Adopté.

Travaux de la Chambre:**Horaire
des séances**

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) propose que la Chambre, à l'avenir et jusqu'à nouvel

ordre, tiennent une séance tous les jours de la semaine, sauf le samedi et le dimanche, de deux heures et demie de l'après-midi jusqu'à dix heures du soir, avec suspension des travaux de six heures à huit heures du soir; l'ordre des affaires y sera réglé suivant les dispositions de l'article 115 du Règlement².

Les représentants du peuple ont besoin de la fin de la soirée pour leur correspondance et pour préparer les débats du lendemain. Lorsqu'ils siègent jusqu'à 11 heures du soir, ils peuvent difficilement retourner à leur foyer, leur chambre ou leur appartement avant minuit. Ils se couchent tardivement et, le lendemain, ils doivent revenir tôt au parlement à cause des séances des comités, des entrevues, etc. Tout le travail qui en découle fait qu'ils ont peu de chance de se reposer. Il leur faut également un minimum de repos.

Ce nouveau système permettra aux députés de mieux se reposer, et l'expérience montre qu'il est nécessaire, pour maintenir un décorum et pour une discussion bien ordonnée à la Chambre basse, que les députés ne soient pas fatigués. Les séances qui se poursuivent jusqu'aux petites heures du matin ne devraient plus se produire, à moins qu'il n'arrive encore des accidents.

M. Johnson (Bagot): Puisque le premier ministre avoue d'avance qu'il pourrait se produire encore des accidents, il devrait perdre sa licence de conduire.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) se dit d'accord, à moins que ces accidents ne soient occasionnés par d'autres députés. À tout prendre, la Chambre ne perd qu'une demi-heure en suivant le nouvel horaire, et elle pourra toujours la reprendre en s'entendant pour commencer à siéger une demi-heure plus tôt le vendredi matin. L'heure perdue le mardi soir et l'heure perdue le jeudi soir entre 10 et 11 heures seront compensées par le commencement plus rapide de la séance de l'après-midi à deux heures et demie.

M. Johnson (Bagot) dit que son groupe consent à concourir à ce désir du premier ministre. Selon la coutume parlementaire, dit-il, la Chambre siège généralement à compter du mardi, sauf vers la fin de la session. J'aimerais qu'une entente publique soit intervenue de façon claire et précise afin de savoir si la Chambre siégera ou non le lundi.

Considérant que plusieurs députés habitent hors de la région de Québec et veulent prendre le train le vendredi, il (M. Johnson) demande que ce jour-là on tienne une séance du matin pour libérer les députés vers 1 h 30.

En faisant adopter sa motion, dit-il, le premier ministre ne cherche-t-il pas le moyen de brandir une épée de Damoclès sur la tête de la députation? Ne va-t-il pas se servir de la menace d'une séance du lundi pour tenter de faire approuver certaines mesures par les législateurs?

L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice): Nous avons connu ça³.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Je ne peux prendre d'engagement définitif à ce sujet, car il peut arriver qu'il soit nécessaire de tenir une séance le lundi pour finir l'étude d'une loi importante. L'intention du gouvernement, du moins au début de la session, c'est que l'Assemblée législative siège du mardi au vendredi, à 1 heure de l'après-midi. Il (l'honorable M. Lesage) a fait tous ses calculs en prévoyant que le travail de la Chambre sera réglé à compter du mardi, sauf durant les dernières semaines de la session.

Pour le moment, dit-il, je ne prévois pas qu'il sera nécessaire, sauf à la fin de la session, de siéger le lundi. Toutefois, il pourra arriver que, s'il est urgent d'adopter une loi en temps utile, même l'opposition sera peut-être heureuse qu'il y ait une séance le lundi.

La motion est adoptée à l'unanimité.

Adresse en réponse au discours du trône

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat ajourné mercredi le 10 janvier courant, sur la motion proposée par le député de Chambly (M. Laporte) dont elle a été saisie le même jour: Que l'adresse suivante soit présentée à l'honorable lieutenant-gouverneur:

À l'honorable Monsieur
le lieutenant-gouverneur
de la province de Québec,

Nous, les membres de l'Assemblée législative du Québec, réunis en session, vous prions de bien vouloir agréer, avec l'assurance de notre fidélité à Sa Majesté, nos humbles remerciements pour le discours qu'il vous a plu de prononcer, afin de faire connaître les motifs de la convocation des Chambres.

M. Johnson (Bagot) se lève. (Applaudissements à gauche) Je considère comme un grand progrès, dit-il, non pas que le député de Chambly

(M. Laporte) soit devenu libéral, car il l'a toujours été, mais qu'il se soit déclaré comme tel.

J'ai déjà eu l'occasion de féliciter la députée de Jacques-Cartier (Mme Kirkland-Casgrain) d'être devenue la première femme à être élue à l'Assemblée législative, mais vous me permettez, aujourd'hui, d'exprimer un souhait: que le premier ministre se hâte de la nommer au Conseil exécutif de la province avant les prochaines élections générales; autrement, ce sera l'Union nationale qui aura l'honneur d'être le premier parti à appeler un représentant de l'élément féminin à siéger au Conseil des ministres.

Quant au député de Missisquoi (M. Bertrand), chacun reconnaît en lui le type du parfait gentilhomme, et sa candidature a énormément contribué à l'intérêt et au succès de la dernière convention⁴. Les sentiments d'admiration et d'amitié que j'ai toujours eus pour lui n'ont fait que grandir à l'occasion de ces mémorables événements.

(Applaudissements à gauche)

Un député ministériel: C'est le futur chef de l'Union nationale.

M. Johnson (Bagot): Le député de Trois-Rivières (M. Gabias) est un homme dont la carrière politique est relativement jeune, mais dont le courage et le désintéressement font déjà l'admiration de toute la province. Depuis le succès retentissant de notre congrès, les libéraux devraient être plus modestes et cesser de s'illusionner. La popularité grandissante de l'Union nationale, que j'ai constatée à travers la province, est un témoin de cette vitalité qui lui a permis non seulement de résister aux pires épreuves qu'aucun parti n'ait jamais subies, mais encore de se renouveler dans son programme et dans ses structures.

L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice): C'est heureux pour vous, car, si tous les libéraux s'étaient unis, il n'y aurait pas un seul député de l'Union nationale au Parlement.

M. Johnson (Bagot): Tout bouge aujourd'hui dans le monde et l'Union nationale est loin de rester en marge du mouvement. On ne saurait douter de l'accélération de l'histoire, à voir la rapidité avec laquelle le gouvernement actuel vieillit. L'important, c'est de savoir vers quoi nous bougeons.

Le Parti libéral va dans toutes les directions en même temps, comme Don Quichotte, et il est déjà mûr pour un changement. Il (M. Johnson) s'en prend à l'honorable George Marler⁵, vice-président du

Conseil de la trésorerie du Québec, en disant qu'il était ami avec les investisseurs de la rue Saint-Jacques, et s'en prend également au ministre des Richesses naturelles (l'honorable M. Lévesque), qui a la confiance des partisans de la soi-disant gauche.

Tout changement n'est pas en soi un progrès. Il est des valeurs fondamentales qui doivent être conservées à tout prix, car elles sont le tremplin de nos conquêtes futures. Ce qui vieillit vite, ce sont les plats du jour, les idées à la mode qu'on voudrait nous faire accepter sous le signe de la nouveauté, mais qui ne sont très souvent que la réincarnation de très vieilles erreurs. Je ne suis pas impressionné par ces drôles de progressistes qui semblent obsédés par le passé et effrayés par le présent et l'avenir.

Quand ils se délectent à publier de longues séries d'articles contre des ecclésiastiques et des hommes politiques morts et enterrés depuis longtemps, ils me font songer à ces nains qui crachent bravement sur le corps d'un géant, mais seulement lorsqu'il est dans la tombe. Leur impuissance à envisager les vraies solutions de l'avenir les porte à exploiter des ombres⁶.

Et dire que ces progressistes accusent de vivre dans le passé ceux qui ne pensent pas tout à fait comme eux! Les véritables artisans d'un progrès durable sont ceux qui, dans leur action, s'inspirent des valeurs qui nous ont déjà permis de durer et de grandir. L'Union nationale, le seul parti exclusivement provincial, a conscience d'avoir rendu déjà d'immenses services à la province. Toutefois, ce n'est pas uniquement sur ses services passés qu'elle demande d'être jugée, mais sur son aptitude à en rendre de plus grands encore.

Le gouvernement actuel se moque de la démocratie, car il n'a absolument aucun mandat pour accomplir les chambardements qu'il multiplie dans tous les domaines. Il a usurpé le pouvoir par des promesses fallacieuses et démagogiques. Il s'est fait élire au nom d'un programme apparent qu'il ne réalisera pas, et il réalise un programme occulte qu'il n'a jamais soumis au peuple et que le peuple n'aurait jamais approuvé.

Il (M. Johnson) rappelle que le programme du Parti libéral, publié dans les journaux du 7 mai 1960, promettait, à l'article 53, non seulement de ne pas augmenter les taxes, mais d'en diminuer plusieurs.

Il (M. Johnson) cite une déclaration du premier ministre faite devant les membres du club Kiwanis-Saint-Laurent, le 1^{er} juin 1960, et rapportée dans *Le Devoir* du 2 juin 1960: "Je tiens à vous dire et à vous répéter ce que j'ai dit: Le programme du

Parti libéral sera réalisé sans aucune augmentation de taxe, et j'insiste, sans aucune augmentation de taxe."

Or, celui-ci, dit-il, n'en finit plus d'augmenter les taxes ou d'en imposer de nouvelles, après avoir promis, dans son programme, de ne pas augmenter les taxes, mais même d'en diminuer plusieurs. Et ça ne fait que commencer. J'en donnerai une énumération bien incomplète.

Où a-t-il pris le mandat pour augmenter l'impôt sur le revenu personnel par la méthode la plus antifamiliale qui soit, l'abaissement des exemptions de base? Aurait-il été élu s'il avait promis de distribuer, dès les premiers mois de son administration, un diplôme de nouveau contribuable à 210,000 petits salariés qui non seulement étaient exemptés de taxes sous l'Union nationale, mais recevaient une réduction de leur impôt fédéral? Où a-t-il pris le mandat pour augmenter l'impôt provincial sur les corporations, assujetties sous le présent régime à une double taxation qui, en dernier ressort, atteint le consommateur et aggrave le chômage du même coup? Où a-t-il pris le mandat pour enlever aux commissions scolaires \$35,000,000 de revenus dont elles pouvaient disposer librement, suivant leurs besoins?

Où a-t-il pris le mandat pour imposer aux régions rurales une taxe de vente additionnelle de 2 % et abaisser ainsi le revenu de l'ouvrier, particulièrement celui du cultivateur, d'une somme d'au moins \$32,000,000? Où a-t-il pris le mandat pour forcer les commissions scolaires à hausser radicalement l'impôt foncier et ainsi mettre en danger la propriété rurale et la petite propriété urbaine? Où a-t-il pris le mandat pour exiger des hôpitaux une ristourne de 60 % sur le coût des chambres privées et semi-privées?

Où le gouvernement a-t-il pris son mandat pour taxer davantage les propriétaires de camion? Pour augmenter de 300 % les permis annuels de 13,000 opérateurs de machines fixes? Pour hausser de 75 %, et même 150 % dans certains cas, tout le barème des permis d'installation et des honoraires d'inspection des branchements électriques, affectant encore la petite propriété?

Pour imposer une nouvelle taxe de 5 % sur tout breuvage servi en même temps que l'alcool, même le lait? Pour augmenter la taxe sur les comptes de téléphone, pour hausser les permis de mariage et pour accrocher dans les filets du fisc jusqu'aux cabanes de pêche sur la glace? Le gouvernement actuel aurait-il été élu s'il avait promis ouvertement et franchement de procéder à toutes ces impositions et augmentations de taxes?

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):

Le chef de l'opposition (M. Johnson) n'a pas le droit, en vertu des règlements de la Chambre, de critiquer des lois adoptées. Le député de Bagot (M. Johnson), par ses propos, attaque des lois qui ont été passées en Chambre selon le processus habituel, et il n'est pas permis de le faire. Le Règlement qui interdit d'ouvrir des débats sur des lois qui ont déjà été adoptées est bien fait.

Autrement, cela permettrait d'ouvrir des débats interminables. J'invoque le Règlement d'une façon bien raisonnable, pour tenter dès le début de la session de rappeler que le Règlement de la Chambre doit être suivi. Il risque ainsi d'ouvrir un débat où il me faudra des heures et des heures pour confondre le chef de l'opposition.

(Protestations à gauche)

M. l'Orateur: Je rappelle le député de... de... de...⁷

M. Bertrand (Missisquoi): Vous avez la liberté voulue pour le faire!

M. Johnson (Bagot) répond qu'il ne critique pas la loi mais le parti qui a augmenté les taxes.

M. l'Orateur: À l'ordre! (L'Orateur effectue plusieurs rappels à l'ordre.) Il demande au chef de l'opposition de ne pas critiquer les lois mais de se contenter d'énumérer seulement ces augmentations de taxes. La critique ne peut être faite que sur l'application de la loi, à moins qu'on ne demande son rappel.

M. Johnson (Bagot): Le programme apparent du Parti libéral, dans l'unique but d'accaparer le pouvoir, renfermait des promesses de multiplier les économies. On disait et on répétait et on allait même jusqu'à prétendre que le Parti libéral réaliserait 100 % de son programme à même les économies qu'on allait réaliser dans l'administration. Programme occulte! En fait, le monde réalise que ça coûte énormément plus cher qu'avant. Le gouvernement aurait-il été élu s'il avait promis de multiplier les budgets supplémentaires, les mandats spéciaux et les déficits énormes qui mettent en danger la souveraineté de la province?

Aurait-il été élu s'il avait promis de hausser la dette de \$100,000,000 dès les neuf premiers mois de son administration? Aurait-il été élu s'il avait annoncé qu'en moins de 18 mois il aurait emprunté au-delà de \$250,000,000, sans compter les emprunts

de l'Hydro-Québec? Aurait-il été élu s'il avait promis d'endetter la province au point de la livrer pieds et mains liés aux mains des puissances d'argent?

Bien loin d'économiser, le gouvernement actuel dépense \$1,000,000 de plus par jour que ne dépensait l'Union nationale. Le budget de la province, qui dépassait à peine les \$600,000,000 à la fin de l'administration précédente, frise maintenant \$1,000,000,000. Le présent régime n'en a pas encore assez des taxes additionnelles qu'il impose au peuple. Les emprunts succèdent aux emprunts, les déficits succèdent aux déficits. La jeunesse devra porter toute sa vie le fardeau des intérêts et des amortissements qu'un régime d'apprentis bavards et prétentieux accumule sur ses épaules.

On fait des économies de bouts de chandelles, le plus souvent au détriment des petits salariés. Et il ne se fait à peu près pas de travaux, surtout dans les régions rurales. Les faits démontrent qu'un bon gouvernement fait énormément plus avec un petit budget qu'un mauvais gouvernement avec un gros budget. Le présent régime n'aurait jamais été élu s'il avait promis de gonfler à ce point les dépenses publiques, à même le travail et les sacrifices du peuple.

(Applaudissements à gauche)

Programme apparent: À grand renfort de déclarations solennelles et de manchettes dans les journaux, les libéraux promettaient de mettre fin au patronage. Programme occulte: Les faits démontrent que les intentions réelles des libéraux au sujet du patronage étaient bien différentes de ce qui paraissait dans leur programme qui dénonçait le patronage. Une fois élus, ils se sont mis à faire des distinctions spécieuses entre le bon et le mauvais patronage. Le bon patronage dans leur esprit, c'est évidemment le patronage libéral.

On l'a bien vu par les nominations qui ont été faites, celles par exemple d'ex-députés, anciens collègues du premier ministre. Le ministre du Travail (l'honorable M. Hamel) n'est-il pas allé jusqu'à dire qu'à compétence non pas égale mais suffisante, on était justifié de donner la préférence aux libéraux? C'est pourtant ce même ministre qui vient de déclarer, à Shawinigan, que le gouvernement s'applique à réduire le patronage.

Et que dire des déclarations du Dr Roger Brault, président de la Fédération libérale provinciale, un homme par conséquent qui est bien du milieu, qui voit de l'intérieur ce qui s'y passe, et qui avoue avec candeur: Nous avons une misère épouvantable avec nos libéraux!

Il (M. Johnson) rappelle que le député de Montréal-Laurier (l'honorable M. Lévesque) avait déclaré solennellement qu'il quitterait le Parti libéral et qu'il abandonnerait la politique si le favoritisme continuait à régner dans la politique provinciale. Messieurs, dit-il, je vous annonce le départ du ministre des Richesses naturelles. S'il est fidèle à sa parole, je suis même en mesure d'annoncer que son départ prend effet rétroactivement le 5 juillet 1960, car le favoritisme qu'il a dénoncé avec tant de virulence règne plus que jamais dans la province.

Tout ce que nous avions prédit se vérifie tous les jours. Les actes du gouvernement contredisent ses paroles et les déclarations vantardes que multiplie le premier ministre au rythme de 270,000 mots par année, d'après un journal très fort en calcul, ne soulèvent plus dans la province qu'un immense éclat de rire. Pour mettre fin définitivement au patronage et éliminer le gaspillage, l'Union nationale préconise deux choses: faire siéger le comité des comptes publics pour la durée de chaque session; ensuite, créer une commission permanente de la Chambre comprenant des représentants du gouvernement et de l'opposition, qui aurait comme mission de surveiller les dépenses publiques, tels les achats, les contrats, les extras, les ajustements et les rajustements, en conformité avec un ensemble de règles précises, établies au préalable. Ces règles, proposées par le gouvernement et approuvées par la Législature, auraient pour but de réaliser de véritables économies tout en favorisant l'industrie et le commerce québécois, d'assurer le plein emploi et une répartition équitable des commandes et des contrats sur une base locale.

Ce système aurait l'avantage additionnel de libérer les ministres et les hauts fonctionnaires des pressions incessantes et leur permettrait d'assumer pleinement leur rôle d'administrateurs. C'est le crucifiement des hommes politiques que d'être constamment sollicités par les quémandeurs. Pour combattre le patronage, il faut que les deux partis coopèrent au lieu de se renvoyer la balle et de toujours regarder le problème avec des yeux partisans. Il faut que le patrimoine public, qui est la propriété de tous les citoyens sans distinction, soit administré en pleine lumière. Les actes doivent s'accorder aux paroles.

Autrement, les gens finissent par n'avoir plus aucune confiance dans les administrations publiques. Ils ont tellement perdu confiance dans le gouvernement actuel qu'on entend dire tous les jours: Surveillez bien les libéraux; chaque fois qu'ils dénoncent un abus, c'est qu'ils sont en train de le

commettre. Le gouvernement actuel n'aurait jamais été élu s'il avait promis de faire du bon patronage, c'est-à-dire du patronage libéral.

(Applaudissements à gauche)

Programme apparent: Le Parti libéral a ouvertement promis, dans son programme électoral et dans de multiples déclarations publiques, de revaloriser le fonctionnarisme provincial. Dans son programme occulte, le gouvernement actuel, non content d'avoir destitué ou acculé à la démission forcée des milliers de fonctionnaires, sans même leur donner le privilège élémentaire de se défendre ou de soumettre leur cas à un comité de grief, s'acharne à calomnier ceux qui restent, à les mépriser en les traitant d'incompétents, de ratés et de laissés-pour-compte, à suspendre sur leur tête des menaces de congédiements massifs, à les entourer d'un climat de suspicion, de délation et de terreur. Est-ce ainsi qu'on va revaloriser la fonction publique?

Dans le but, généralement inavoué mais ouvertement exprimé par plusieurs délégués au congrès de la Fédération libérale du Québec, tenu le novembre 1961, de remplacer les fonctionnaires actuels par des libéraux, on accuse injustement les fonctionnaires de paralyser l'administration. C'est ainsi que pour faire oublier son fouillis administratif, le gouvernement voudrait en faire porter la responsabilité sur les fonctionnaires.

Il a chambardé les ministères et les services avant même d'en avoir compris les rouages et il se plaint ensuite que rien ne va plus. Le ministre des Terres et Forêts (l'honorable M. Arsenault), lui, a imaginé un autre moyen d'encourager et de revaloriser les employés de son département: il a voulu leur imposer le port de l'uniforme. Celui-là, au moins, admet l'importance qu'il attache à l'apparat et à la façade.

L'appareil administratif fonctionnait bien, sous l'Union nationale. Pourquoi est-il détraqué depuis le 22 juin 1960? Pourquoi les chèques de paye arrivent-ils en retard? Pourquoi les allocations d'assistance ne parviennent-elles pas à temps à leurs destinataires? L'appareil administratif est détraqué, faute aux remaniements aveugles du gouvernement.

De deux choses l'une: ou bien il s'agit des mêmes fonctionnaires, et ce n'est pas leur compétence qui est en cause, mais l'ambiance intolérable où ils se sont plongés depuis le 22 juin 1960, ou bien il s'agit de nouveaux employés nommés pour des considérations politiques, sur la recommandation de la Fédération libérale, et alors c'est ceux-là seulement qu'il faut accuser d'incompétence, et non pas ceux qui travaillaient avec tant de cœur et d'efficacité sous l'ancienne administration.

Il y a un moyen d'empêcher la dévalorisation du fonctionnarisme sous l'effet délétère d'un pareil climat de vindicte politique. Il consiste à donner à ceux que l'on veut destituer un droit d'appel devant un organisme indépendant. Lorsque nous reprendrons le pouvoir, tous ceux qui se considèrent injustement lésés auront le droit de faire convoquer leurs dénonciateurs, fabricants d'affidavits en série pour les interroger. Si les libéraux avaient promis de paralyser par la terreur les fonctionnaires provinciaux, auraient-ils été élus?

(Applaudissements à gauche)

Programme apparent: Malgré les affirmations du premier ministre à l'effet qu'il n'y aura jamais de ministère de l'Instruction publique, on s'arrange pour réaliser la chose sans le nom. Le programme rogne sur les pouvoirs du surintendant et du département de l'Instruction publique pour tout grouper sur la tête d'un homme engagé dans l'action politique, en l'occurrence, le ministre de la Jeunesse (l'honorable M. Gérin-Lajoie). Pour se justifier, on prétend qu'il s'agit de changements purement administratifs et que l'autorité pédagogique reste entre les mains du surintendant et du Conseil de l'Instruction publique.

Mais que vaut un pouvoir théorique quand les moyens nécessaires pour l'exercer dépendent d'un autre? Est-ce qu'en cette matière les décisions financières et administratives ne comportent pas en même temps des décisions pédagogiques? Pour mieux chambarder notre système d'éducation, on se livre à un dénigrement systématique de tout ce qui s'est fait dans le passé. On voudrait atteindre ainsi des adversaires politiques.

Mais ceux qu'on atteint, et de la façon la plus injuste, ce sont les institutions d'enseignement, les membres du Conseil de l'Instruction publique et de ses multiples comités et sous-comités, les commissaires d'écoles qui représentent les parents, les milliers et les milliers d'éducateurs religieux et laïques qui ont consacré toutes leurs énergies et tout leur dévouement à l'éducation de la jeunesse, qui n'ont jamais refusé le progrès, qui ont, au contraire, tout mis en œuvre pour adapter nos méthodes aux besoins de l'heure tout en respectant les valeurs fondamentales sans lesquelles aucune éducation véritable n'est possible. De quel droit vient-on dire à tous ces gens qu'ils sont des incompetents et des arriérés?

S'il est un domaine où nous avons progressé, de 1945 à 1960, c'est bien celui de l'éducation. La fréquentation scolaire a fait des bonds prodigieux. D'après une étude statistique sur les finances des corporations scolaires, publiée tout récemment par le ministre de l'Industrie et du Commerce, elle est

passée de 566,271 élèves, en 1951, à 922,830, en 1960. Elle a presque doublé en neuf ans, alors que, dans la même période, la population générale de la province croissait dans une proportion beaucoup moindre, soit de 4,056,000 à 5,106,000 âmes.

Pour ce qui est du nombre des inscriptions dans les universités, d'après le Bureau fédéral de la statistique, nous battons constamment, depuis 1956, la province d'Ontario qui pourtant compte un million d'habitants de plus que la nôtre. Voici les chiffres pour les quatre dernières années sous l'Union nationale:

<i>Années</i>	<i>Ontario</i>	<i>Québec</i>
1956-1957	22,869	24,734
1957-1958	25,000	27,534
1958-1959	26,964	30,257
1959-1960	28,540	32,987

Comment aurions-nous pu battre l'Ontario pour les inscriptions aux universités si nous avions marqué le pas au primaire et au secondaire, comme le soutient si prétentieusement le ministre de la nouvelle vague? D'après un bulletin de l'Industrial Foundation on Education, publié dans *Le Devoir* du 13 février 1961, pendant l'année scolaire 1959-1960, qui coïncidait avec la dernière année d'administration de l'Union nationale, la province de Québec a donné à elle seule plus de 8,688 bourses d'études comparativement à 16,908 pour tout le Canada cette même année. Notre chiffre fait plus que doubler celui de l'Ontario, avec 3,523 bourses. La valeur totale des bourses données a été de \$2,072,900, dans le Québec, contre \$2,113,550 dans tout le reste du pays, y incluant l'Ontario avec \$963,460.

Et, dans le domaine de l'enseignement spécialisé, c'est un fait bien connu que les institutions québécoises comptent plus d'élèves, à elles seules, que toutes les autres provinces ensemble. Sont-ce là des chiffres négligeables? Et comment, en présence de résultats pareils, peut-on dire et répéter *ad nauseam* qu'il ne se faisait rien dans le Québec avant le gouvernement actuel dans le domaine de l'éducation? Pourquoi ce mensonge grossier si ce n'est pour mieux arriver à tout détruire, de façon à tout refaire ensuite, suivant les secrets desirs de quelques esprits forts en mal de chambardements? Si les libéraux avaient promis au peuple de démolir son système d'enseignement, auraient-ils été élus?

Programme apparent: À l'article 35, le programme officiel des libéraux promettait la création d'un crédit à l'habitation familiale.

Programme occulte: Les réalisations sont tout autres. Non seulement on ne parle plus de crédit urbain, mais on s'ingénie à saboter la loi d'aide à l'habitation votée sous l'Union nationale. Désormais, celui qui gagne plus de \$5,000 par année ne peut plus bénéficier de la ristourne provinciale, fût-il père d'une nombreuse famille. La loi ne s'applique plus aux ouvriers désireux de faciliter le financement de leur maison en y aménageant un second logement.

Et l'on a réduit radicalement les ristournes, en les faisant décroître dès la seconde année, au lieu d'en payer le maximum, comme auparavant, tant que l'hypothèque n'a pas été réduite à \$7,000. Et, malgré la promesse formelle que le premier ministre avait faite en Chambre, il applique cette réglementation rétroactivement. Le gouvernement fait des économies sur le dos des petits propriétaires. Le gouvernement actuel aurait-il été élu s'il avait promis de faire des économies sur le dos des petits propriétaires?

Programme apparent: Le premier ministre avait promis, à plusieurs reprises, de donner au Québec une politique de grandeur. Programme occulte: Par ses dénonciations, ses calomnies et sa recherche systématique du scandale, le gouvernement actuel tente d'ébranler la confiance du peuple dans ses institutions, de monter les générations, les classes sociales, les différentes professions les unes contre les autres, et de déprécier la province de Québec aux yeux des autres Canadiens et des étrangers.

Aucune communauté humaine n'est exempte d'erreurs et de faiblesses, surtout dans une période d'évolution rapide comme celle que nous avons traversée, mais où est celle, à part la nôtre, qui prend un plaisir morbide à grossir ses plaies et à les étaler sur la place publique?

Les gens qui ont violé la loi et qui se sont rendus coupables de malhonnêteté doivent être traduits devant les tribunaux réguliers et suivant les règles ordinaires qui veulent qu'un homme soit tenu innocent tant qu'il n'a pas été trouvé coupable. S'il s'agit de parlementaires, qu'on les amène devant leurs pairs, selon l'usage séculaire observé dans tous les Parlements.

L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice): Ça va venir.

M. Johnson (Bagot): Mais, avec toutes ces enquêtes⁸, tous ces tribunaux d'inquisition qui fonctionnent à grands frais et à grand tapage pour la plus grande joie des badauds et des journaux jaunes, des gens honorables, qui ont agi en toute bonne foi et contre qui on n'oserait jamais porter la moindre

accusation, voient leur réputation salie et déchiquetée, du seul fait que des adversaires politiques ont réussi avec une habileté peu glorieuse à traîner leur nom dans une ambiance artificiellement créée par des trucs de publicité dirigée, sous l'œil bienveillant d'une magistrature qu'on a rendue ainsi la complice, volontaire ou inconsciente, des manigances de la Fédération libérale provinciale.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): (Bondissant) C'est une injure à la magistrature! Je me dois d'invoquer le Règlement même si le mal est fait. Jamais, à ma connaissance, il n'a été permis dans une Chambre comme la nôtre, sous notre régime constitutionnel, d'attaquer le gouverneur général, le lieutenant-gouverneur ou les tribunaux et des membres de la magistrature. Ce sont des choses qui ne se disent pas dans notre système.

Le corps judiciaire de la province est indépendant de la politique, et c'est là une garantie fondamentale de la qualité de notre système judiciaire partout au Canada et dans tous les pays du Commonwealth. Si j'étais à sa place (M. Johnson), j'en aurais le rouge au front. On sait que le chef de l'opposition ne peut pas être rouge nulle part, même pas au front.

Des voix ministérielles: À l'ordre! À l'ordre!

M. Johnson (Bagot): On sait que le premier ministre ne peut se lever sur une seule question sérieuse sans insulter quelqu'un. J'ai de bonnes raisons de ne pas vouloir être rouge nulle part lorsque je vois comment on se comporte de l'autre côté de la Chambre.

Je n'ai pas insulté la magistrature, j'ai dit que le gouvernement l'a rendue complice volontaire ou inconsciente. Ce n'est pas la magistrature que j'accuse. J'accuse simplement le gouvernement libéral de se servir des juges pour lancer des accusations contre l'Union nationale, au lieu de nous rencontrer face à face et nous livrer combat honnêtement.

(Applaudissements à gauche)

Des voix fusent de partout des deux côtés de la Chambre.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): On ne dit pas ça! C'est une chose qui ne se dit pas!

M. Talbot (Chicoutimi): Chez vous, on ne dit pas ça. Chez nous, on ne fait pas ça non plus.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Je comprends que le député de Chicoutimi (M. Talbot) soit doublement déçu: d'abord d'avoir passé à gauche... (La réponse se perd dans le bruit)

M. l'Orateur: Le chef de l'opposition n'avait pas le droit de s'en prendre à la magistrature ni aux membres de l'Assemblée législative. Je demande, dit-il, au chef de l'opposition de s'en tenir au Règlement en lui rappelant que ses remarques sont à l'encontre du Règlement, et je l'invite à continuer son discours sans imputer de motifs à personne⁹.

M. Johnson (Bagot) veut reprendre tout le paragraphe qu'il vient de dire...

M. l'Orateur l'interrompt en lui rappelant qu'il a été invité à continuer son discours et non pas à répéter ce qui a déjà été dit.

M. Johnson (Bagot): Nos adversaires aiment à parler des temps obscurs du Moyen Âge, qui auraient pris fin, d'après eux, le 22 juin 1960. Ce goût qu'ils ont des exécutions sommaires sur la place publique n'est-il pas, beaucoup plus que ce qu'ils dénoncent, un relent d'une époque barbare et révolue? Cette enquêtomanie, jointe à toutes les gratuités illusoire qu'on fait luire aux yeux de la masse, est-ce là la politique de grandeur, est-ce là le changement de vie que nous avait promis le premier ministre? On se croirait revenu à l'époque de la décadence romaine *Panem et Circenses*, "du pain et des jeux", des gratuités et des scandales. Périssent la province, pourvu que les salisseurs aient leur ration quotidienne de potins et de rumeurs malicieuses. Le gouvernement actuel aurait-il été élu, s'il avait promis d'appuyer la grandeur québécoise sur des assises pareilles?

Les taxes, le gaspillage, le patronage, le règne de terreur qu'on a fait passer sur les fonctionnaires, le chambardement de notre système d'éducation, le sabotage de la loi d'habitation familiale et le goût du salissage, je pense que ce sont là les péchés capitaux du gouvernement actuel. M. l'Orateur, un gouvernement qui a conquis le pouvoir en exposant un programme qu'il ne réalise pas et qui fait tout le contraire de ce qu'il a promis, c'est en termes parlementaires ce que j'appelle un gouvernement sans mandat.

Quand je demande des élections générales, je me fais l'écho de l'indignation d'une population qui a été odieusement trompée dans ses espoirs. D'ailleurs, l'année dernière, le premier ministre nous a menacés à deux reprises de déclencher des

élections. Qu'est-ce qu'il attend pour mettre cette menace à exécution?

M. Bertrand (Missisquoi) frappe son pupitre avec enthousiasme lorsque le député de Bagot (M. Johnson) défie le gouvernement de déclencher des élections.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): (Prenant un exemplaire du *Nouveau Journal* qui se trouve sur le pupitre du député de Saint-Maurice, l'honorable M. Hamel, il le brandit.) Avant de déclencher des élections, dit-il, afin de bien montrer mon "fair play" et pour être beau joueur, j'attends que la scission au sein de l'Union nationale ait pris fin¹⁰! Ce journal parle de scission au sein de l'Union nationale.

M. Talbot (Chicoutimi): L'unité existe et la meilleure preuve en est la tournée triomphale que le chef de l'Union nationale a faite dans la province.

M. Bertrand (Missisquoi): (En riant) Lorsqu'il y aura des élections générales, ce ne sera pas un nouveau chef de l'opposition qu'on remarquera en Chambre, ce sera plutôt un nouveau gouvernement. (Applaudissements à gauche)

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Et un nouveau chef de l'opposition.

M. Johnson (Bagot): Le peuple est témoin du désarroi dans lequel le gouvernement actuel a plongé la province. Tout est remis en question, même les valeurs qui paraissent les plus intangibles. Personne ne sait au juste où nous mène le régime actuel. Car l'exercice du pouvoir ne lui a encore rien appris.

C'est toujours le même fouillis qu'après le 22 juin 1960. Les ministres se contredisent les uns les autres avec une désinvolture qui serait amusante si l'avenir de notre province n'était pas en cause. Leurs déboires ne leur ont même pas enseigné l'humilité qui serait pour eux le commencement d'un retour au bon sens.

Ce sont des apprentis qui n'apprennent rien parce qu'ils croient tout savoir et s'imaginent que rien n'existait avant eux. Le discours du trône nous plonge en pleine clandestinité. Comment pourra-t-on faire une session de huit mois, comme l'affirment certains journalistes qui se disent bien renseignés, avec un discours tellement vide qu'il cause une déception générale dans toute la province?

Vous autres de l'opposition, vient de dire le président Kennedy¹¹ dans son message au Congrès, vous êtes les fiduciaires du peuple. Justement inquiet du désordre actuel, le peuple du Québec est en droit de savoir ce qui viendra après, ce que l'Union nationale peut offrir comme alternative au gouvernement qui n'a plus sa confiance. Contrairement aux libéraux, l'Union nationale a beaucoup appris depuis le 22 juin 1960. Temporairement libérée des charges administratives, elle en profite pour préciser sa doctrine en fonction des besoins d'aujourd'hui et de demain. Il n'y a pas de milieu plus ouvert, plus accueillant, plus stimulant que l'opposition actuelle. On y a le goût et le temps de penser.

Tous les organismes qui soumettent des mémoires au gouvernement ne devraient jamais manquer d'en faire parvenir des copies à l'opposition et même de visiter nos modestes bureaux. Toutes les suggestions seront reçues avec reconnaissance et examinées avec la plus grande attention. L'Union nationale est à mettre sur pied des équipes d'étude et de recherches qui ont pour mission d'explorer dans tous les domaines les voies de l'avenir.

Notre doctrine n'est pas statique. C'est une doctrine vivante, qui ne craint pas d'innover avec audace pour mieux s'adapter aux besoins d'aujourd'hui et de demain. Mais il y a toutefois un certain nombre de principes que le parti ne veut jamais perdre de vue parce qu'ils sont les phares qui nous guident sur la route de l'avenir.

L'Union nationale entend s'inspirer constamment de la philosophie personnaliste et chrétienne qui est celle de l'immense majorité de la population québécoise. Elle a le respect des consciences et de toutes les minorités, mais elle n'entend pas laisser saboter, au bénéfice d'un petit nombre, des institutions qui ont fait leurs preuves et qui ont permis à l'ensemble de la population québécoise de s'épanouir conformément aux aspirations qui lui sont propres.

Le progrès économique doit être le résultat d'une action collective, communautaire. La source première de la richesse et de la grandeur de la nation, ce n'est pas l'État, mais le travail et l'initiative du peuple. L'État doit indiquer la voie, la débayer au besoin, créer un climat stimulant, mais c'est le peuple, avec ses cadres sociaux et économiques, qui est le meneur du progrès. C'est un paradoxe des temps nouveaux; l'opposition représente la majorité contre un gouvernement qui se laisse dicter sa ligne de conduite par une minorité.

Une minorité agissante et, reconnaissons-le, puissante parce qu'elle a réussi à s'emparer des

postes de commande dans un très grand nombre des médiums d'information. L'Union nationale croit que la libre entreprise et le sens des responsabilités restent les plus puissants moteurs de nos progrès économiques, sociaux et culturels, mais ne s'oppose pas de nécessité à l'intervention de l'État.

Bien sûr, l'État a un rôle grandissant à jouer dans la vie moderne, mais il s'agit toujours d'un rôle supplétif, qui ne doit pas absorber mais favoriser, dans toute la nature du possible, les initiatives individuelles, locales et régionales. Tant que les personnes, les institutions, les administrations locales et les organismes intermédiaires remplissent bien leur fonction, l'État doit chercher à les aider, non pas à les remplacer.

Le régime actuel se vante parfois de revaloriser la fonction de l'État. L'Union nationale a fait beaucoup mieux: elle a revalorisé l'État provincial lui-même en luttant avec acharnement contre ceux-là mêmes qui siègent en face de nous, pour lui assurer une souveraineté législative et fiscale de plus en plus complète et lui permettre de mieux remplir toutes ses tâches constitutionnelles. Les moyens peuvent changer avec les circonstances, mais, sous l'Union nationale, le but n'a jamais varié. Que ce soit avec M. Duplessis, avec M. Sauvé ou même avec M. Barrette, l'objectif suprême a toujours été le même: faire de l'État provincial un levier de plus en plus puissant au service de la communauté québécoise.

Tout le monde reconnaît aujourd'hui que l'État provincial serait beaucoup affaibli, peut-être inexistant, si le premier ministre actuel avait gagné son point quand il administrait à Ottawa. Tout le problème qui se pose aujourd'hui, c'est de savoir comment mettre au service des citoyens de la province de Québec ce puissant levier de commande. C'est là que s'ouvre le fossé entre, d'une part, le groupe qui domine actuellement le Parti libéral et, d'autre part, les conservateurs, les libéraux et les indépendants qui forment l'Union nationale.

Prisonnier de la formation qu'il a reçue de Mackenzie King¹², le premier ministre applique un faux principe de sociologie, celui qui consiste à taxer tout le monde, même ceux qui n'ont pas les moyens de payer des taxes, pour distribuer de l'aide à tous, même à ceux qui n'en ont pas besoin. Par ailleurs, avec des budgets tellement moins considérables que ceux du régime actuel, le gouvernement dépensera cette année près de 10 fois plus que le budget total de 1944.

La politique de l'Union nationale apportait du bien-être et des progrès dans chaque région, chaque municipalité, chaque rang de la province, parce que

toute notre politique était basée sur l'exercice du pouvoir supplétif de l'État, non seulement sur le plan personnel, mais sur le plan institutionnel et sur le plan régional.

En d'autres termes, avec les taxes qui provenaient des richesses naturelles et des citoyens les plus en mesure d'en payer, nous aidions d'abord les moins fortunés, les localités les moins bien pourvues en services publics et les régions qui avaient été ignorées et délaissées par les administrations libérales précédentes. Par contraste, le gouvernement actuel accorde la même mesure d'aide aux riches et aux pauvres, aux régions stabilisées comme à celles qui sont en pleine évolution.

Sur le plan personnel, \$27.50 par jour, l'aide à un millionnaire hospitalisé comme à un indigent, c'est trop dans le cas du millionnaire et pas assez dans le cas de l'indigent; \$10 par mois pour les enfants de 17 et 18 ans dans une famille de gens à l'aise, c'est un hors-d'œuvre ajouté à un menu copieux, mais c'est insuffisant pour les familles nombreuses à revenus modestes; \$200 par année pour le fils ou la fille du gros salarié qui s'inscrit au collège, c'est bon à prendre, mais il ne reste pas assez d'aide pour le fils du cultivateur ou de l'ouvrier.

Sur le plan institutionnel, \$25,000 par année à certaines commissions scolaires déjà bien pourvues, c'est trop, mais ce n'est pas assez pour certaines commissions scolaires qui restent déficitaires. Sur le plan régional, si certaines régions riches peuvent supporter une partie du coût de leurs services publics, par ailleurs d'autres régions voient leur progrès paralysé à cause de l'aide insuffisante qu'on leur donne.

Le gouvernement fait fausse route lorsqu'il veut uniformiser l'aide de l'État quand les besoins ne sont jamais uniformes. C'est en oubliant le pouvoir supplétif de l'État que le gouvernement actuel est en voie de s'engager sur une fausse route dans le domaine économique.

En ce domaine comme en beaucoup d'autres, il ne paraît y avoir aucune unité de pensée et d'action dans le présent cabinet, qui est une mosaïque des idéologies les plus divergentes. Pendant que le premier ministre essaie de rassurer des entreprises financières et industrielles justement inquiétées, certains de ses collègues, qui ne sont pas les moins beaux parleurs, font une guerre sourde et constante à ce qu'ils appellent la sacro-sainte entreprise privée. Ils croient se faire ainsi les protagonistes d'idées nouvelles. Ils ne s'aperçoivent pas qu'ils sont en retard d'au moins 20 ans.

Notre maîtrise économique ne sera possible qu'en autant que l'État provincial conservera sa pleine souveraineté dans tous les domaines que la Constitution lui attribue en propre. La liberté fiscale nous est particulièrement nécessaire au Québec, surtout en ce qui concerne la taxation des entreprises exploitant les ressources naturelles, car au moyen de l'aménagement fiscal, en accordant par exemple des dégrèvements aux industries qui acceptent de s'établir loin des marchés, nous pouvons favoriser puissamment la décentralisation industrielle et la revalorisation des régions sous-équipées.

Au moment où le peuple aspire légitimement à conquérir la maîtrise de ses ressources, il faut d'abord qu'il soit maître de ses instruments politiques. L'indépendance des partis provinciaux est une condition nécessaire à l'indépendance de la Législature. L'Union nationale est le seul parti politique qui soit totalement au service du peuple québécois et qui n'ait pas d'autre maître que lui. Seule l'Union nationale peut représenter la volonté du Québec de demeurer une province différente des autres. Dans une autre partie de cet exposé, j'ai parlé des sept péchés capitaux du gouvernement actuel. J'ai volontairement gardé pour la fin ce qui est de toute évidence son péché originel, son péché congénital.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):

Vous avez certainement toutes les vertus théologales!

M. Johnson (Bagot): Le gouvernement actuel, lié comme toujours au Parti libéral d'Ottawa, endosse sans bénéfice d'inventaire bien des politiques qui conduisent à l'affaiblissement et à la destruction de la souveraineté provinciale. Ceux qui cherchaient constamment à gruger sur les droits des provinces, quand ils étaient à Ottawa, sont aujourd'hui bien mal outillés pour défendre ces droits à la Législature de Québec.

Je n'en donnerai pour aujourd'hui qu'un seul exemple. Le premier ministre, quand il siégeait à Ottawa, et plus particulièrement dans son fameux discours de 1954, niait que les provinces eussent un droit de priorité en matière de taxation directe. Aujourd'hui, il invoque la priorité des besoins. Normalement, d'après la lettre et l'esprit de la Constitution, qui donne toute la taxation indirecte à Ottawa mais qui réserve aux provinces le droit exclusif de prélever des impôts directs pour des fins provinciales, la priorité des besoins devrait logiquement conduire à une priorité des droits.

Mais le premier ministre a nié, à Ottawa, qu'il y eut priorité de droits. Comment aujourd'hui

peut-il conduire jusqu'à son aboutissement logique la priorité de besoins qu'il invoque? Il a fait son lit à Ottawa, le lit de la centralisation. Or, comme dit le proverbe, "Tel qu'on fait son lit, on se couche." Et c'est exactement ce que fait le gouvernement actuel. Il signe à la demi-douzaine les programmes conjoints que le premier ministre avait préparés quand il était à Ottawa. Grâce au régime des programmes conjoints, écrivait le révérend père Richard Arès, dans *Le Devoir* du 29 juin 1959, le gouvernement fédéral s'assure l'initiative dans des sujets de compétence provinciale; c'est lui qui élabore la politique que les provinces doivent suivre si elles veulent recevoir ses subventions, de sorte que plus celles-ci se multiplient, moins il reste de jeu pour l'autonomie politique des gouvernements provinciaux.

Le régime actuel admet ce régime et multiplie les ententes jusque dans le domaine sacré des ressources naturelles. Au lieu de nous acheminer vers une souveraineté de plus en plus complète, il nous en éloigne constamment. Le premier ministre ne s'y prendrait pas autrement pour préparer la reddition d'une province qui lui a déjà refusé de devenir une province comme les autres. Il s'en trouve même parmi les députés de la droite pour affirmer que le premier ministre songe à faire un retour à Ottawa en triomphateur aux yeux des citoyens des autres provinces, après avoir asservi aux normes fédérales une province qui ne voulait pas capituler.

C'est précisément parce que des conservateurs, des libéraux et des indépendants se refusaient à capituler devant Ottawa, c'est justement parce qu'ils voulaient conserver leur province différente des autres qu'ils ont fondé, il y a 25 ans, un parti différent des autres¹³, un parti exclusivement provincial, entièrement dévoué aux intérêts supérieurs des citoyens du Québec et qu'ils ont œuvré, sans animosité contre personne, pour opérer l'émancipation politique et économique de leurs concitoyens. L'histoire rendra justice à cet homme de vision, à ce patriote éclairé qui, au prix de sa vie même, a conduit notre peuple vers une véritable politique de grandeur: Maurice Duplessis.

L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice):

Voilà du nouveau. Cela ne vous a pas empêchés de dire "désormais" après sa mort.

M. Johnson (Bagot): Lorsqu'il est tombé à la tâche et que nos amis d'en face avaient déjà entonné le *Libera* du parti qu'il avait fondé, il s'est trouvé parmi ses lieutenants un autre grand chef qui,

dans un style différent, mais sous l'inspiration des mêmes principes, a maintenu la province à la pointe du progrès: Paul Sauvé. Puis, avec M. Barrette, c'était encore le même esprit qui animait la même équipe et inspirait une législation qui, si elle avait été connue, nous aurait valu de conserver le pouvoir.

(Applaudissements à gauche)

Quand on étudie attentivement la merveilleuse série de résolutions passées au récent congrès de l'Union nationale, on comprend la force de l'Union nationale. C'est d'avoir été tout entière au service de la communauté québécoise qui a connu une période de progrès dans l'ordre, la quiétude et la justice. Par contraste, M. l'Orateur, vous savez comment on s'interroge aujourd'hui, spécialement parmi la jeunesse de notre province, et pas seulement parmi la jeunesse, sur l'avenir de la Confédération canadienne. Vous savez que, cinq ans avant le centenaire de la Confédération, nous assistions à une crise aiguë du fédéralisme tel qu'il se pratique en notre pays. Vous savez que les prochaines années pourraient bien être pour la Confédération canadienne les années de la dernière chance.

La communauté québécoise ne veut plus être dupe de partis qui se prétendent provinciaux, mais qui ne sont que des succursales dont le bureau-chef est à Ottawa. Elle ne veut plus être dupe d'une Confédération qui refuse en fait, sinon en droit, de la reconnaître comme une communauté culturelle distincte et autonome. La communauté québécoise réclame que l'on se décide enfin à appliquer la Constitution ou qu'on la modifie, s'il le faut, non pas de façon à rendre permanentes et intangibles les injustices dont elle souffre déjà trop, mais de façon à faire cesser ces injustices.

Déjà, une partie importante de la jeunesse, et pas seulement de la jeunesse, ne croit plus que la souveraineté provinciale puisse être sauvegardée dans les cadres de la Confédération. Il appartient au gouvernement actuel du Québec et au gouvernement actuel d'Ottawa d'oublier la partisannerie et de démontrer que la Confédération peut entreprendre un autre siècle en donnant cette fois pleinement justice à toutes et chacune de ses parties composantes.

(Applaudissements à gauche)

Il est un problème très grave que signale l'encyclique *Mater et Magistra*¹⁴, c'est celui de la disparité qui existe entre les revenus des agriculteurs et ceux des autres classes de la société. Cette situation prévaut dans le monde, mais il incombe à chaque État de la régler chez lui, car elle constitue une très grave injustice sociale qu'il faut absolument faire disparaître. L'agriculture a rendu et continue de

rendre de si grands services à notre peuple, elle est un rouage si essentiel de notre économie que nous n'avons pas le droit de la laisser se vider de ses forces vives, de la laisser dépérir dans un niveau de vie inférieur et un complexe de frustration. À son congrès de septembre, l'Union nationale a exprimé sa conviction profonde que l'agriculture doit bénéficier du progrès moderne au même titre que les autres secteurs de l'économie.

Comment en arriver à ce résultat? Dans le contexte de l'économie moderne, comme le signalait, aux États-Unis, l'ex-président Eisenhower¹⁵, le problème du trop faible revenu des cultivateurs ne peut plus être envisagé comme un problème exclusivement agricole. Il faut en chercher la solution dans une tonification de toute l'économie rurale, par une mise en valeur mieux équilibrée de nos diverses ressources. C'est, en somme, dans les régions rurales que se trouvent toutes nos ressources naturelles. Pourquoi ne pas intensifier le développement de ces richesses pour combler les revenus insuffisants de l'agriculture?

C'est sur cette idée qu'a insisté l'Union nationale, à son congrès de septembre, en préconisant que des programmes régionaux d'aménagement rural, pour mettre en valeur toutes les ressources naturelles de chaque région: sol arable, forêts, mines, pêcheries, pouvoirs hydrauliques, etc., soient élaborés en vue de retirer de ces immenses richesses tous les revenus disponibles.

La même idée se retrouve, exprimée d'une façon un peu différente, dans le récent mémoire soumis au gouvernement et à l'opposition par l'Union catholique des cultivateurs (U.C.C.). Le mémoire propose en effet à l'État provincial d'instituer une politique générale de conservation et d'utilisation optimum de nos ressources renouvelables ainsi que d'aménagement des territoires ruraux, et de créer un organisme administratif avec tâche de coordonner le travail de tous les services officiels qui s'intéressent déjà à ce problème et d'appliquer toute politique nouvelle dans ce domaine. Cette tâche est tellement importante et tellement urgente, à l'heure actuelle, qu'un simple service administratif n'aurait peut-être pas les instruments, la liberté d'action, l'autorité et le prestige nécessaires pour la mener à bonne fin.

Poursuivant les études commencées au congrès de septembre, l'Union nationale en est venue à la conclusion qu'il nous faudrait un véritable ministère de l'aménagement régional. Tout le travail préliminaire nécessaire à la mise en œuvre de plans régionaux d'aménagement a été fait par l'Union nationale au cours des dernières années: consolidation

de la propriété rurale, électrification rurale, inventaire de nos richesses naturelles, formation de techniciens, voirie rurale, etc.

Mais, en ce domaine comme en tous les autres, il importe de bien préciser le rôle de l'État. Comme le dit avec beaucoup de raison le mémoire de l'U.C.C., un programme ambitieux et vraiment efficace d'aménagement régional ne peut se réaliser qu'avec la participation active de tous les intéressés, y compris bien entendu les cultivateurs.

De toute évidence, un pareil programme ne peut être conçu qu'après un inventaire précis et complet de toutes les ressources agricoles, forestières, minières, industrielles et même touristiques de la région, y compris l'exploration des marchés disponibles et des besoins à satisfaire, travail que l'Union nationale avait entrepris et poursuivait énergiquement.

À ce stade de l'inventaire, l'État a un rôle très grand à jouer, car il est seul à pouvoir réunir des équipes de techniciens suffisamment nombreuses et outillées pour faire ce travail. Pour ce qui est du programme lui-même, nous croyons que l'État serait mal inspiré de le faire préparer uniquement par des spécialistes travaillant en vase clos. Il faut, au contraire, que les élites de la région, que tous les groupements intéressés: associations professionnelles, chambres de commerce, commissariats industriels, syndicats d'initiative touristique, etc., participent étroitement à son élaboration. Après tout, c'est toute la population de la région qui devra appliquer le programme et sera le principal artisan de son succès. Ce programme, elle l'acceptera et l'exécutera d'autant mieux qu'elle aura collaboré plus activement à en tracer les lignes maîtresses.

Nous ne sommes pas en pays totalitaire, où un plan conçu dans le secret des bureaux de l'État peut être appliqué ensuite par la coercition et par la force des baïonnettes, sans tenir compte de la liberté humaine. Si nous sommes en démocratie, il nous faut compter sur la conviction morale des citoyens plutôt que sur la force constabulaire. Ce n'est pas avec les moyens propres aux régimes dictatoriaux qu'on arrive à unir les cœurs et les volontés.

La planification que rejette l'Union nationale, c'est la planification étatique, qui conçoit les administrés comme des sujets plutôt que comme des citoyens à part entière. Nous croyons que la population québécoise est aujourd'hui suffisamment instruite et éclairée, grâce à la politique prévoyante de l'Union nationale, pour prendre part à la conception aussi bien qu'à la mise en œuvre des politiques qui la concernent. Le temps est venu d'instaurer chez nous une véritable démocratie

économique et sociale. Les besoins, les richesses à développer, les possibilités matérielles et humaines diffèrent tellement d'une région à l'autre qu'il est impossible de penser un programme d'aménagement qui puisse s'appliquer partout de la même façon.

C'est pourquoi chaque région doit être considérée comme une unité économique distincte. Chaque région doit, avec l'aide financière et technique de l'État, déterminer les conditions de son progrès. Sans compter qu'on ne peut concevoir une revalorisation de la vie rurale sans favoriser par tous les moyens une décentralisation économique qui affecterait non seulement les industries et les emplois, mais également, et pour en arriver là, une décentralisation des capitaux, des services, des moyens de communication et de transport, et même de la culture et de l'enseignement universitaire.

À ce point de vue, la constitution du Conseil provincial des arts, qui ignore presque toutes les régions de la province en dehors de la métropole, est une impardonnable hérésie. Il en est de même du Conseil provincial du tourisme qui a, comme par hasard, oublié ces régions touristiques par excellence que sont la Gaspésie et l'ouest de la province.

Un programme d'aménagement régional ainsi conçu et réalisé, avec l'aide d'un ministère spécialement chargé de cette tâche, permettrait aux familles rurales de trouver autour d'elles, sans quitter un milieu auquel elles sont attachées à bon droit, les revenus nécessaires à l'obtention d'un niveau de vie convenable. D'où la nécessité d'un véritable ministère. Un pareil ministère s'impose pour coordonner le travail des organismes régionaux dévoués à l'organisation des différents secteurs de l'économie. Trois facteurs militent en faveur d'une planification régionale: 1. nécessité de décentraliser l'industrie; 2. intégration de l'agriculture dans un contexte plus évolué; 3. remédier au chômage chronique qui sévit dans certaines régions.

Nous croyons que tout programme d'utilisation des ressources renouvelables et d'aménagement des régions rurales est voué d'avance à l'échec, dit le mémoire de l'U.C.C., ou au moins à un demi-succès si tel programme n'est pas bien compris et accepté par la population et, surtout, si l'État n'obtient pas la collaboration active des premiers intéressés, c'est-à-dire des agriculteurs et des forestiers. Je crois avoir suffisamment montré que l'Union nationale partage cette conviction. La planification cesse d'être étatique et devient même un élément dynamique de la démocratie lorsqu'elle est conçue sur une base régionale d'abord et lorsqu'elle est vraiment une œuvre communautaire.

L'U.C.C. recommande en outre au gouvernement de recourir à l'aide que le gouvernement fédéral est déjà disposé à accorder en vertu de législations existantes. Voici en effet un domaine où nous devrions explorer les possibilités de collaborer avec Ottawa, puisqu'il s'agit d'un domaine où le gouvernement fédéral partage la juridiction avec les provinces. L'article 95 de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique se lit comme suit: 95. La Législature de chaque province pourra légiférer sur l'agriculture et l'immigration dans sa province. Le Parlement du Canada pourra, chaque fois qu'il y aura lieu, légiférer sur l'agriculture et l'immigration dans toutes les provinces ou dans quelqu'une ou quelques-unes en particulier. Une loi de la Législature d'une province concernant l'agriculture et l'immigration n'y aura effet qu'aussi longtemps qu'elle ne sera pas incompatible avec une loi du Parlement du Canada.

Le gouvernement provincial devrait se hâter de prendre avantage du programme conjoint proposé par le gouvernement fédéral et qui a déjà mis à la disposition des provinces des sommes considérables. À sa dernière session, le Parlement fédéral a adopté le bill C-77, intitulé: "Loi prévoyant la remise en valeur des terres agricoles et l'aménagement des régions rurales au Canada". En vertu de cette législation, le gouvernement de la province, ou un organisme de ce dernier, peut entreprendre des projets visant à une utilisation et une exploitation économique plus efficaces des terres marginales, à accroître les possibilités de revenus et le volume d'emplois des régions rurales, à l'aménagement, à la mise en valeur et à la conservation des ressources hydroélectriques à des fins agricoles, et à l'amélioration et à la conservation des sols, etc. Mais il peut aussi verser à la province des contributions relatives au coût de semblables projets entrepris par le gouvernement de la province ou un organisme de ce dernier.

La jeunesse de la province est fatiguée du gouvernement actuel qui adopte tous les programmes conjoints du gouvernement Diefenbaker¹⁶. C'est dire que, si nous entreprenons nous-mêmes les programmes d'aménagement régional, si nous nous hâtons de prendre l'initiative, Ottawa paiera sa part sans s'immiscer dans l'administration de ces programmes et sans compromettre notre souveraineté. Le gouvernement actuel devrait se hâter de prendre une telle initiative. S'il attend qu'Ottawa agisse, il verra diminuer d'autant sa liberté d'action. C'est un domaine où le gouvernement fédéral partage la juridiction avec les provinces.

Je ne comprends pas l'attitude du gouvernement actuel qui s'est empressé, après les avoir dénoncés

verbalement, de signer les plans conjoints dans des domaines réservés exclusivement aux provinces, et qui n'a pas bougé pour résoudre les problèmes agricoles en occupant le premier toute la place qui lui revient.

À l'heure où l'on parle et si, comme nous le prétendons, l'accent doit être mis sur la revalorisation des régions rurales, le temps serait évidemment très mal choisi pour diminuer l'influence relative de ces régions dans le remaniement de la carte électorale. Puisque c'est l'économie des campagnes qu'il faut revigorer, ce sont les moyens d'action des campagnes qu'il faut chercher à augmenter. Qu'on divise des comtés devenus trop peuplés, qu'on cherche un meilleur équilibre à la lumière des changements démographiques et économiques survenus au cours des dernières années, qu'on donne une représentation adéquate aux régions nouvellement ouvertes au progrès, soit. Mais il faut comprendre que le nombre des électeurs importe beaucoup moins que la diversité des besoins, des intérêts et même des mentalités, si l'on veut que l'Assemblée législative soit vraiment une image complète de la collectivité québécoise.

Le décroissement des effectifs agricoles dû à la mécanisation rapide des fermes et à la transformation des structures économiques et sociales n'a pas diminué l'importance des problèmes ruraux. Au contraire, il l'a augmentée. L'encyclique papale *Mater et Magistra* consacre un long chapitre aux problèmes ruraux, ce que ni *Rerum Novarum* ni *Quadragesimo Anno* n'avaient fait. Jean XXIII¹⁷ nous demande même de tout mettre en œuvre pour faire disparaître le complexe d'infériorité dont souffrent les populations rurales. Ce serait au contraire augmenter ce complexe d'infériorité que de diminuer considérablement en Chambre l'importance relative des comtés ruraux.

Le congrès de l'Union nationale a encore préconisé une grande campagne de publicité, soutenue par les pouvoirs publics, en faveur des produits agricoles. Dans *La Voix Nationale*, livraison de septembre 1961, je lis que les seuls manufacturiers de liqueurs douces et de margarine ont dépensé \$14,000,000 en annonces de tout genre au cours de 1960. Dans la même période, les producteurs et distributeurs de lait n'ont eu à leur disposition, pour fins publicitaires, que la somme de \$400,000. Quand on songe à la toute-puissance de la publicité dans le contexte de la vie moderne, on ne peut guère s'étonner que des substituts, moussés par une réclame tapageuse, en arrivent à supplanter sur nos marchés les produits pourtant bien supérieurs de nos fermes québécoises.

À une époque où l'idée d'une plus grande indépendance économique et d'une plus grande solidarité entre les différents secteurs de la communauté québécoise fait son chemin dans les esprits, il devrait être facile, par une campagne d'opinion bien dirigée, d'inciter nos gens à toujours donner la préférence aux excellents produits fabriqués et préparés au Québec avec des matières premières du Québec.

La plupart des remarques que j'ai faites au sujet de l'agriculture pourraient s'appliquer à l'ensemble de notre vie économique. Pour en arriver à un développement plus harmonieux de l'économie québécoise, il faut attacher une importance toute particulière aux régions sous-équipées, favoriser dans toute la mesure du possible la décentralisation des capitaux, des industries et des emplois.

L'Union nationale a puissamment travaillé à la poursuite de cet objectif en ouvrant au progrès des régions jusque-là inaccessibles, en faisant pénétrer l'énergie électrique dans toutes les campagnes, ce qui a permis la naissance d'une foule de petites industries, en faisant de notre voirie rurale le réseau le plus parfait de routes secondaires en Amérique du Nord, en perçant des voies de communication pour relier les régions excentriques et les intégrer à l'économie québécoise et en construisant aussi de puissantes centrales hydroélectriques, non pas seulement à proximité des centres qui en étaient déjà pourvus, mais aussi, mais surtout dans le Nord-Ouest de la province et sur la Côte-Nord du Saint-Laurent, de façon que de puissantes industries puissent y prendre racine et que des territoires moins riches en sources d'énergie, comme la péninsule gaspésienne, puissent participer elles aussi au progrès général.

En poursuivant par exemple le harnachement de la Manicouagan, le gouvernement actuel ne fait qu'exécuter les plans qui avaient été tracés pour au moins 10 ans d'avance sous l'Union nationale. Il nous reproche constamment de n'avoir pas fait de planification, mais, quand il se décide enfin d'agir au lieu de parler, il ne trouve rien de mieux à faire que d'exécuter les plans que nous lui avons laissés.

Le Parti libéral n'a jamais défini clairement ses positions dans le domaine de l'entreprise privée. L'Union nationale était le seul parti à avoir clairement défini ses positions dans le domaine de l'entreprise privée. Dans ce domaine comme dans tous les autres, nous savons où nous allons. Quant au Parti libéral, il patine entre les intérêts des amis de M. Marler et les théories des amis du député de Montréal-Laurier (l'honorable M. Lévesque). Dans ses résolutions sur le développement économique, le

congrès de l'Union nationale a redit notre adhésion au principe de l'entreprise privée; non pas cependant de l'entreprise privée déficiente et retardataire, mais, suivant les termes mêmes de la résolution, de la libre entreprise dynamique et consciente de ses responsabilités.

En vertu du principe de subsidiarité, l'État est justifié d'intervenir quand la libre entreprise manque d'agir ou quand elle conduit à des abus. Il importe donc que tous ceux qui croient à la libre entreprise s'en fassent non pas seulement les propagandistes, mais d'abord et avant tout les artisans progressifs et ingénieux. La preuve que l'Union nationale ne boude pas l'intervention de l'État quand elle est nécessaire, c'est que, sous son égide, l'actif de l'Hydro-Québec est passé de \$177,000,000 à plus de \$1,000,000,000, soit exactement \$1,076,718,272, d'après le dernier rapport récemment publié par cet organisme.

C'est l'Union nationale qui a établi les deux centrales du Nord-Ouest, qui a triplé le rendement de Beauharnois, qui a réalisé les Bersimis I et Bersimis II, qui a amorcé et préparé le formidable harnachement de la Manicouagan et celui de Carillon. C'est l'Union nationale qui a fait de l'Hydro-Québec la plus grosse entreprise hydroélectrique de notre province, qui est elle-même à l'avant-garde du pays et même du monde pour la production *per capita* de l'énergie électrique.

L'État québécois accomplissait ainsi son rôle supplétif, en parant aux insuffisances de l'entreprise privée, de façon à fournir l'équipement économique de régions nouvelles ou de régions anciennes jusque-là sous-développées. Mais, dans une démocratie véritable telle que nous la concevons dans l'Union nationale, l'État n'est pas le seul ni même le principal responsable du progrès économique. "Qu'il soit entendu avant toute chose, lit-on dans *Mater et Magistra*, que le monde économique résulte de l'initiative personnelle des particuliers, qu'ils agissent individuellement ou associés de manières diverses à la poursuite d'intérêts communs."

Nous admettons donc la nécessité d'un Conseil d'orientation économique, mais la conception que s'en fait l'Union nationale diffère beaucoup de celle du gouvernement. D'après nous, l'impulsion première devrait venir de la base et non du sommet. Il existe déjà des conseils régionaux d'orientation économique, comme celui du Bas-Saint-Laurent que l'Union nationale a aidé et subventionné avec énormément de satisfaction. Il y a aussi des organismes métropolitains de promotion économique, comme le Bureau du Commerce et de l'Industrie de la région de Québec, qui est un modèle du genre et à qui nous devons déjà

cet immense progrès que constitue la navigation d'hiver sur le Saint-Laurent. Il faudrait susciter des organismes semblables dans toutes les régions qui n'en ont pas encore.

Ce serait d'autant plus facile que les éléments de base sont déjà en place. On trouve partout des chambres de commerce, chambres aînées et chambres des jeunes, des commissariats industriels, des syndicats professionnels, organismes qui, tous, ont reçu l'aide supplétive de l'Union nationale. Ce sont tous ces éléments de base qui devraient d'abord se grouper au niveau régional, puisque c'est là que doit commencer l'œuvre de planification et de rénovation économique. Le Conseil provincial d'orientation économique devrait être ensuite une émanation des conseils régionaux dont il coordonnerait l'activité avec le concours de l'État, et non pas, comme actuellement, une superstructure étatiste sans aucun lien organique avec les régions.

Nous voulons, nous, un Conseil d'orientation économique qui soit au service du peuple et non pas seulement de l'État. C'est ainsi que nous pourrions obtenir, sans coercition, sans dirigisme, la coopération active de tous ceux qui peuvent travailler efficacement à l'avancement économique de la province et de chacune des régions. C'est ainsi que fonctionnera dans le Québec une véritable démocratie économique. Que l'État reste dans son rôle, mais qu'il le remplisse à la perfection. Qu'il se garde non seulement de tout dicter, mais aussi de drainer dans ses coffres, par une taxation abusive, les ressources et les épargnes qui pourraient servir à notre expansion économique.

Combien d'industries ne pourrait-on pas établir, dans les régions rurales en particulier, avec le \$1,000,000 que le gouvernement actuel dépense chaque jour, en plus de ce que dépensait l'Union nationale? Une industrie nouvelle de \$1,000,000 signifie 100 emplois nouveaux. C'est donc l'établissement de 100 chômeurs par jour que permettrait l'investissement des sommes additionnelles dépensées par le présent gouvernement. Si toutes ses épargnes sont confisquées par l'État, comment le peuple pourra-t-il jamais contrôler son économie?

Voici comment Raymond Cartier résume, dans le *Paris-Match* du 18 novembre, les constatations de 19 professeurs américains qui sont allés récemment ausculter l'économie européenne: "En 1945, dit le professeur Salvadori, le capitalisme paraissait condamné dans l'Europe entière, à l'exception peut-être de l'îlot helvétique. Les immenses destructions de la guerre avaient affaibli sa structure. Les classes possédantes étaient tenues pour responsables des désastres qui venaient de se dérouler. La Russie

victorieuse donnait au collectivisme un prestige immense. L'économie européenne devait être reconstruite et il ne paraissait pas possible qu'elle le fût suivant une doctrine que tous ses beaux esprits condamnaient à mort. La planification devint le salut. Les nationalisations se multiplièrent. Il est presque miraculeux de constater, 15 ans après, que l'Europe dans l'ensemble se soit quand même rebâtie sur le principe de la libre entreprise. C'est l'une des plus grandes victoires de l'Amérique: elle a sauvé sur le continent jumeau le système économique dont elle est le symbole. Elle ne l'a pas seulement sauvé, elle l'a revivifié."

L'étatisation peut encore se justifier dans certains cas, c'est-à-dire là où la libre entreprise est déficiente ou conduit à des abus qui ne peuvent être autrement réprimés. Mais, en dehors de ces limites, on reconnaît aujourd'hui que l'étatisation joue contre les ouvriers eux-mêmes, en plus de tarir l'esprit d'initiative et le sens des responsabilités. Le 28 novembre dernier, 500,000 salariés des entreprises nationalisées de France déclaraient la grève parce que les salaires y étaient bien inférieurs à ceux du secteur privé. Et cela se comprend aisément. L'État ayant la responsabilité de freiner l'inflation, la tentation est grande pour lui de geler d'abord les salaires des entreprises étatisées. Voici un commentaire de *La Croix*¹⁸ de Paris, livraison du 10 décembre, au sujet de cette grève:

"Les fonctionnaires de l'État et les agents des services publics, soumis aux exigences de l'équilibre budgétaire, sont ceux qui risquent d'être les plus touchés par le "blocage" gouvernemental. Car si, tant bien que mal et quelle que soit la force du freinage officiel, les travailleurs du secteur privé sont parvenus à maintenir et à améliorer leur pouvoir d'achat au cours de ces dernières années, il n'en va pas de même, on le sait, dans le secteur public où l'État est le patron. Un patron finalement moins souple, moins compréhensible et moins raisonnable, selon le mot de M. Debré¹⁹ lui-même, que ceux du secteur privé. Et c'est ainsi que les fonctionnaires et les agents des services publics (électricité, gaz, transport, etc.) en arrivent à comparer avec amertume et irritation leurs feuilles de paye à celles des autres travailleurs. Toutes choses étant égales, le décalage entre les rémunérations des uns et des autres atteint et même parfois dépasse 20 %."

Il est maintenant acquis que l'État ne peut pas remplir convenablement à la fois un rôle de patron et un rôle d'arbitre entre les patrons et les ouvriers. La pensée étatiste qu'ils tentent de véhiculer est dépassée depuis 20 ans. Aussi, l'étatisation est-elle

en recul partout, même chez les partis socialistes qui, autrefois, la considéraient comme une panacée universelle. Voici par exemple ce que déclarait devant les étudiants de l'Université Sir George Williams le professeur Michael Oliver, président fédéral du Nouveau Parti Démocratique, d'après *La Presse* du 17 octobre 1961: "La nationalisation des industries n'est plus considérée par les socialistes comme une fin en soi, ni même comme l'instrument le plus important de la planification économique et sociale."

M. Oliver dit plus loin que la nationalisation totale "a été depuis longtemps mise de côté par les socialistes" parce qu'elle aboutit à "un contrôle bureaucratique trop grand, gouvernemental au lieu de capitaliste" et que la nationalisation sélective n'offre pas les avantages qu'on en escomptait autrefois, spécialement en ce qui concerne l'égalisation des richesses. Mais les esprits forts du cabinet actuel n'en continuent pas moins de prêcher l'étatisation et la mise en tutelle de la libre entreprise. Ils croient être d'avant-garde, mais les idées sur lesquelles ils voudraient rebâtir l'économie du Québec sont déjà dépassées.

D'autres voient dans les nationalisations un moyen pour notre peuple d'assumer la maîtrise de son économie. La dernière livraison de *L'Action nationale* nous apporte à ce sujet des réflexions d'un économiste très averti, M. François-Albert Angers²⁰, que je livre à la méditation de nos pseudo-réformateurs. "Je n'irai pas par quatre chemins, écrit M. Angers. J'ai toujours trouvé invraisemblable de naïveté idéaliste cette jonglerie avec la tentation d'assurer notre libération économique par les étatisations, qui ne sont et ne peuvent être que la solution simpliste, à force d'être trouvée simple, à nos difficultés nationales. Elle n'est qu'une formule extrême de solution de nos problèmes par une centralisation qui appelle plus de centralisation. Sur le plan technique, par exemple, si c'est là la seule bonne formule pour abaisser les taux ou pour établir une planification convenable de la distribution, ce le sera autant sur le plan canadien. Et un ministre quelconque, à la Bona Arsenault, appuyé en cela par un gouvernement qui multipliera les déclarations autonomistes en signant tous les accords, signera un bon jour un accord avec le gouvernement d'Ottawa, sur les ressources hydrauliques comme les forêts, qui nous engagera progressivement dans le transfert à Ottawa des droits et pouvoirs du Québec."

Il (M. Johnson) affirme que certains réclament la nationalisation, à la suite de l'expérience d'autres pays. Certains, dit-il, réclament la nationalisation

dans le double but d'abaisser les prix et de procurer à l'État un moyen de tirer de plus gros revenus de ses ressources naturelles. Ils ne voient pas que ces deux objections sont contradictoires. Ou bien l'État donnera les services nationalisés au prix coûtant, et alors il n'en tirera aucun revenu, ou bien il voudra regarnir sa caisse, et alors adieu les réductions de taux. La tentation sera même très grande pour lui d'augmenter le prix de ses services plutôt que d'augmenter les taxes.

Il y a d'autres moyens de procurer à l'État provincial les revenus qui lui sont absolument nécessaires. Le principal consiste à récupérer les droits de taxation qui nous sont garantis par la Constitution. Le mal, ce n'est pas que les entreprises soient insuffisamment taxées, puisqu'elles doivent verser 52 % de leurs profits au fisc. Le mal, c'est qu'Ottawa en prenne pour lui seul 40 %, ne laissant que les miettes à l'État provincial qui, pourtant, est l'unique propriétaire des ressources naturelles.

Mais c'est là un problème sur lequel j'aurai l'occasion de revenir. Tous les principes de base que je viens d'exposer: primauté de la personne humaine, rôle supplétif de l'État, encouragement à l'entreprise privée, ils se retrouvent partout dans les résolutions adoptées lors du congrès de l'Union nationale, en septembre dernier.

En matière d'éducation, le congrès a résolu que, tout en donnant une pleine mesure de justice à toutes les minorités, il faut garder à notre système d'enseignement son caractère confessionnel, conformément aux vœux de l'immense majorité de la population, et considérer la collaboration du clergé et des ordres religieux comme un apport qui reste absolument essentiel, même si les laïcs sont aujourd'hui mieux préparés et mieux disposés à prendre leur juste part du fardeau.

Nous ne faisons par là que respecter la volonté des parents, qui doivent conserver les premiers droits en matière d'éducation et qui, en immense majorité, tiennent à l'enseignement confessionnel comme à la prune de leurs yeux. Cela concrétise la pensée du parti en matière d'éducation. Et ceux qui l'accusent de crier vraiment au loup n'ont qu'à lire les deux résolutions adoptées par les libéraux, l'une à leur congrès fédéral, l'autre au récent congrès provincial.

Si, selon le désir des maîtres à penser du premier ministre actuel, le fédéral s'immisçait davantage dans le domaine de l'éducation, je doute fort que la bureaucratie d'Ottawa favoriserait la confessionnalité. Par ailleurs, la solution Lacoste, proposée par le Mouvement laïc de langue

française²¹ et entérinée dans une résolution du congrès libéral provincial, est une bien piètre garantie du maintien de notre enseignement religieux. Cette solution risque de faire disparaître le caractère religieux de notre enseignement et de remettre l'éducation des jeunes aux seules mains des laïcs.

Dès le retour au pouvoir de l'Union nationale, on rehaussera les exemptions d'impôts, de façon à tenir compte des charges familiales. Une autre façon de respecter la volonté des parents, c'est, suivant un autre vœu de notre congrès, de sauvegarder l'autonomie des commissions scolaires. Et sauvegarder leur autonomie, ce n'est sûrement pas leur enlever leurs sources de revenus comme l'a fait le gouvernement actuel; c'est plutôt leur permettre de s'administrer librement dans toute la mesure du possible. De plus, l'État ne doit pas les forcer à remplir les promesses du parti au pouvoir.

L'éducation est l'œuvre par excellence et nous devons y consacrer le maximum de nos énergies et de nos ressources. Mais encore faut-il savoir tirer le meilleur parti possible de l'argent que nous dépensons et qui ne peut venir que des contribuables. Le meilleur gouvernement n'est pas celui qui dépense le plus, mais celui qui, en raison de sa mentalité, de ses convictions et de son expérience, peut réaliser le plus et le mieux avec les ressources que le peuple met à sa disposition. Aussi, c'est la volonté de l'Union nationale, telle qu'exprimée à son congrès de septembre, que l'on procède avec hardiesse aux changements et aux réformes nécessaires par les besoins de l'heure.

C'est la volonté de l'Union nationale qu'on cesse de mépriser systématiquement le passé pour mieux atteindre nos institutions les plus méritantes, qu'on respecte les caractéristiques essentielles d'un système qui a fait ses preuves, et qu'on veille en particulier à éviter l'étatisation progressive de l'enseignement, en laissant toujours aux parents, aux institutions, aux commissions scolaires, à la profession enseignante, aux comités catholique et protestant ainsi qu'au surintendant de l'Instruction publique le maximum de liberté et de responsabilité compatibles avec le bien commun.

Ce sont les mêmes principes qui ont inspiré les résolutions relatives à la santé et au bien-être social. Le système d'assurance-hospitalisation coûte énormément cher, sans donner satisfaction à personne, parce qu'il a été insuffisamment mûri, parce qu'il a été servilement copié sur les régimes d'intervention étatique universelle et uniforme qui étaient en vogue au lendemain de la dernière guerre et qui se sont avérés désastreux. Le système actuel a provoqué une

inflation artificielle des besoins, qui fait que les hôpitaux sont encombrés et que des malades doivent souvent attendre des semaines avant d'y trouver place.

Les riches profitent d'une gratuité dont ils n'ont pas besoin, et les pauvres sont moins protégés qu'ils ne l'étaient sous le système d'assistance publique, parce qu'ils doivent maintenant payer, en plus du prix de la chambre dont 60 % va au gouvernement, des comptes qu'ils n'avaient pas à payer autrefois et qui, très souvent, dépassent le coût de l'hospitalisation elle-même. Avec le régime actuel, nous courons tout droit vers les déceptions et les désastres qu'ont provoqués ailleurs, notamment en Grande-Bretagne, des législations inspirées des mêmes principes.

Voici à ce sujet des extraits d'un article de Graham Hutton, ancien collaborateur de Lord Beveridge²², paru dans *Sélection du Reader's Digest* et intitulé "L'État-providence en Angleterre. Qu'a-t-il donné?": "Aujourd'hui, après avoir vécu pendant 13 ans au sein de ce système tel que l'ont fait les politiciens, j'ai le regret de conclure que l'expérience n'a pas été couronnée de succès. Elle a déjà coûté un prix effarant. Elle a eu un effet débilisant sur l'initiative individuelle et s'est révélée extrêmement injuste pour d'importants secteurs de la population. Au surplus, les politiciens s'en sont servis sans vergogne à des fins électorales. À mon avis, cette expérience malheureuse est une leçon pour tout pays qui serait tenté de s'engager dans la même voie. La première erreur a été d'abandonner le principe de la contribution énoncé par Beveridge. Il ne devrait jamais être permis à un parti au pouvoir de pressurer les contribuables pour acheter des voix en augmentant les prestations des services sociaux.

"Les cas d'urgence auraient dû être traités comme tels. Au lieu de cela, on a imposé à tout le monde une contribution uniforme, pour donner à chacun des avantages égaux. On aurait dû aider seulement la fraction de la population qui en avait besoin pour atteindre un niveau de vie minimum au point de vue de l'instruction, du logement, de l'assurance contre les maladies, les accidents, le chômage, etc. Cette fraction ne représente guère plus de 15 % à 20 % de la population en Grande-Bretagne."

Dans tout cela, on oublie le plus souvent les vrais problèmes de la famille. Avant le mariage, l'homme et la femme travaillent habituellement tous les deux. Ils ont chacun leurs besoins et chacun leurs revenus. Après le mariage, les besoins augmentent et, pour les rencontrer, on n'a plus qu'un seul revenu, celui du père de famille. C'est la situation dont il

faudrait tenir compte, en particulier dans la répartition des charges fiscales.

Et, au lieu d'alléger le fardeau de la famille, le gouvernement actuel l'a encore alourdi par l'abaissement des exemptions de base. C'est une situation que l'Union nationale entend redresser. Dès son retour au pouvoir, elle rehaussera les exemptions, de façon à tenir compte des charges familiales.

L'administration de la province coûte actuellement \$1,000,000 de plus par jour qu'il n'en coûtait sous l'Union nationale, et cet argent est si mal réparti que les besoins restent plus nombreux qu'auparavant.

Il ne se fait presque pas de travaux dans les comtés et dans les régions rurales, dont l'économie s'anémie constamment. Le chômage, que le gouvernement promettait de régler "en exécutant sans délai et partout des travaux publics à la mesure des besoins", affecte plus gravement le Québec que l'ensemble du pays.

Pendant que planifient les soi-disant spécialistes embauchés sur la recommandation de la Fédération libérale, nos gens chôment et voient s'aggraver sans cesse leurs problèmes personnels et familiaux. Le coût de l'assistance-chômage monte en flèche. L'État, dans l'accomplissement de son rôle supplétif, doit combler les déficiences de ceux qui ont vraiment besoin d'être aidés, au lieu de prétendre assister tout le monde indifféremment.

C'est dans cet esprit que l'Union nationale préconise l'établissement, avec le concours de l'entreprise privée et de tous les groupes intéressés, en respectant au maximum la liberté de chacun, d'un système complet d'assurance-santé administré par un organisme indépendant de la politique et pleinement respectueux du caractère particulier de nos institutions et des droits des professions. En nous attaquant aux vrais problèmes, nous pouvons faire beaucoup plus que le gouvernement actuel, et avec moins d'argent.

Le gouvernement ne semble préoccupé que des élections et les lois s'y rapportant, tandis qu'il a comme préoccupations secondaires le niveau de vie des familles rurales et la réalisation du plein emploi, en apportant des correctifs au chômage structurel. Trouver des moyens de relever le niveau de vie des familles rurales, de réaliser le plein emploi en apportant des correctifs au chômage structurel, ce sont des préoccupations secondaires pour un gouvernement d'opportunistes, affirme-t-il.

Quand on consulte les chiffres fournis par le Bureau fédéral de la statistique, on se rend compte que, dans le Québec, à chaque mois depuis que le gouvernement actuel est au pouvoir, le nombre de

chômeurs a été constamment plus élevé que dans le mois correspondant de la dernière année d'administration de l'Union nationale.

Les chiffres mentionnés au tableau suivant sont particulièrement éloquentes.

*Chômage dans la province de Québec
en 1959 et en 1961*

Janvier.....	211,000	249,000
Février.....	216,000	260,000
Mars.....	220,000	267,000
Avril.....	190,000	233,000
Mai.....	143,000	165,000
Juin.....	97,000	139,000
Juillet.....	85,000	122,000
Août.....	89,000	116,000
Septembre.....	75,000	114,000
Octobre.....	91,000	114,000
Novembre.....	101,000	112,000

La situation aurait été tragique, n'eût été de cette loi de l'Union nationale pour venir en aide aux chômeurs. La loi de l'Union nationale pour venir en aide aux chômeurs est sabotée par l'administration actuelle, avec des conséquences inhumaines qui me justifient de demander la démission du ministre de la Famille (l'honorable M. Lafrance) dont le titre de plus en plus exact est celui de ministre de la Famine. Ainsi, le peuple a perdu confiance en cette équipe du tonnerre qui, comme la foudre, ne produit que du fracas et du saccage.

L'honorable M. Lafrance (Richmond):
Farceur! Vous êtes le ministre de la vermine!

M. Johnson (Bagot) traite du rôle de l'opposition. Il consiste d'abord, dit-il, à critiquer les actes du gouvernement. C'est tout ce qu'il y a de plus facile, surtout quand le gouvernement s'applique à se détruire lui-même. Mais, nous ne concevons pas la critique comme quelque chose de purement négatif. Nous voulons mettre l'accent sur un côté positif de la critique, qui consiste à faire connaître la vérité, à montrer les faits sous leur vrai jour, dégagés des mises en scène trompeuses, des trucages de la propagande. Une démocratie ne peut fonctionner vraiment qu'en pleine lumière, et cette lumière, ce sont les journalistes qui la projettent sur les événements.

Si le temps est venu de gouverner en pleine lumière, il faut que la lumière soit projetée partout, non seulement dans certains recoins désignés par les intérêts politiques du gouvernement ou par des

avocats libéraux payés à même les taxes du peuple, mais également et surtout sur le gouvernement qui a la responsabilité actuelle de l'administration.

L'opposition s'appliquera à replacer les choses dans leur vrai contexte, à clamer partout et toujours la vérité. C'est la vérité qui nous rend libres. Mais encore faut-il qu'elle soit connue.

C'est pourquoi j'ai souvent réclamé la coopération des journalistes avec une insistance que l'on voudra bien attribuer à l'importance que j'attache au rôle essentiel de l'information dans le libre jeu des principes démocratiques. À quoi servirait de dépenser tant de millions et de dévouement pour instruire la jeunesse, si on s'applique du même coup à tromper systématiquement ceux qui sont devenus des citoyens à part entière, ceux qui travaillent, qui votent et qui paient des taxes, ceux qui sont la source première de la richesse et la grandeur de la nation?

Je me permets d'offrir mes félicitations et mes meilleurs vœux au nouveau président de la Tribune de la presse du parlement, M. Gérard Fecteau²³, en qui je reconnais volontiers l'un des représentants les plus brillants de sa profession, comme en témoignent les postes importants qu'il a déjà occupés ou qu'il occupe encore: ex-président du Syndicat des journalistes de Québec; ex-président de l'Union canadienne des journalistes de langue française, et actuellement vice-président de la Fédération internationale des journalistes catholiques.

J'inclus dans mes félicitations et mes vœux les autres officiers élus: le talentueux reporter du plus grand quotidien de la Mauricie, M. Paul-Émile Plouffe; le sympathique correspondant du *Montreal Star*, M. Brian Upton; le très estimable commentateur radiophonique, M. Guy Lemieux; ainsi que le secrétaire perpétuel et inamovible, doyen des membres de la Tribune de la presse, M. Henri Dutil. Je remercie les membres de la Tribune de la presse du geste courtois qu'ils ont posé en me désignant comme l'un de leurs patrons d'honneur et je les assure tous de ma vigilante et franche collaboration.

En plus de son rôle de critique, l'opposition s'acquittera d'un autre devoir, celui d'offrir au peuple souverain une alternative, un gouvernement de rechange. Nous nous appliquerons, une fois dénoncés les faux remèdes, à présenter ce que nous croyons être les vraies solutions à nos problèmes. J'entends commencer dès aujourd'hui à m'acquitter de ce double rôle, en montrant d'abord les actes du gouvernement sous leur vrai jour, puis en offrant des suggestions constructives, inspirées des résolutions du grand congrès de l'Union nationale²⁴.

(Applaudissements à gauche)²⁵

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) ...²⁶
(Applaudissements à droite)²⁷ adresse ses condoléances à la famille de l'honorable Onésime Gagnon²⁸ et à celle de deux députés décédés depuis la dernière session: Charles-Aimé Kirkland²⁹ et Robert Thériage³⁰. Ces disparitions ouvrent en nous un vide difficile à combler, dit-il.

Il (l'honorable M. Lesage) félicite l'Orateur (M. Hyde) de son élection à la présidence de la Chambre basse, et le ministre des Affaires municipales (l'honorable M. Cliche) de son accession au ministère. Les ministériels, dit-il, accepteront de bonne grâce vos décisions, M. l'Orateur, même si elles leur sont défavorables. Il fait l'éloge de l'honorable Paul Comtois, le nouveau lieutenant-gouverneur, en déclarant que c'est avec grand plaisir qu'il a pris connaissance de la nouvelle, car il admire beaucoup M. Comtois, bien qu'il lui soit un adversaire politique. Je suis certain, dit-il, que le nouveau représentant de la Reine dans notre province remplira avec succès les importantes fonctions qui lui ont été confiées.

Il souhaite la bienvenue à la députée de Jacques-Cartier (Mme Kirkland-Casgrain), au député de Chambly (M. Laporte) et au député de L'Assomption (M. Coiteux). Il rend hommage au député de Chambly (M. Laporte), qui est un homme courageux, intelligent, qui comprend bien son devoir et qui le remplit bien. Le nouveau député de Jacques-Cartier (Mme Kirkland-Casgrain), premier député féminin en Chambre, et son collègue de Chambly ont battu tous les records de majorité, aux élections partielles du 14 décembre³¹. C'est le Parti libéral, dit-il, qui a donné aux femmes, en 1940, le droit de vote et c'est lui qui a placé au Parlement la première femme députée.

Il (M. Lesage) félicite le chef de l'opposition de son élection à la direction de l'Union nationale. Le chef de l'opposition aura toujours l'appui du gouvernement s'il est raisonnable. M. Duplessis avait dit en Chambre: "Y en n'a pas un qui pourrait me remplacer." Le chef actuel de l'Union nationale avait déclaré, en 1947, qu'on parlait trop en Chambre et qu'on n'agissait pas assez. Comme il a changé!

L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice): Nous avons gagné!

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):
En effet, nous avons gagné. Le député de Bagot était un excellent candidat. Il (l'honorable M. Lesage) félicite le député de Missisquoi (M. Bertrand) de la lutte démocratique qu'il a livrée lors du congrès de l'Union nationale.

(Applaudissements à droite)

Le député de Bagot était mon candidat à ce congrès et je dois féliciter le député de Missisquoi de la lutte qu'il a entreprise dans ce concours de popularité. Mais tel qui brille au second rang perd très souvent son étoile au premier. Je sais que le député de Missisquoi est de mon avis sur le rôle que doit remplir l'État du Québec, contrairement aux opinions du chef de l'opposition. Avec le député de Missisquoi, je crois au travail d'équipe, contrairement au député de Bagot qui veut ressusciter le duplessisme. Si je cite le député de Missisquoi, c'est pour l'encourager à conserver ses excellentes idées.

M. Bertrand (Missisquoi): C'est toujours la même chose. Essayer de diviser pour régner. Le premier ministre semble passé maître en ce domaine. Est-ce que le premier ministre ne tente pas de diviser pour régner?

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Aucunement. Le député de Missisquoi veut défendre ses idées. Je l'approuve. Je souhaite tout simplement qu'il parvienne à convertir le député de Bagot à ses idées énoncées avant le congrès de son parti, idées qui rencontrent bien les miennes.

Le débat est suspendu.

À 6 heures, la Chambre suspend ses travaux.

Reprise de la séance à 8 heures

Adresse en réponse au discours du trône

Le débat se poursuit sur l'adresse.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Il est possible que le gouvernement présente, durant la session en cours, une nouvelle législation sur le travail. Le gouvernement attend sous peu d'importantes recommandations du Conseil supérieur du travail sur les changements qu'il serait nécessaire d'apporter à la législation régissant les rapports juridiques entre patrons et salariés, et il espère, après étude de la question, pouvoir soumettre plusieurs de ces lois nouvelles aux Chambres dès la présente session. Le Conseil supérieur du travail devrait remettre son rapport au gouvernement d'ici quelques semaines. Parmi les bills soumis aux Chambres, cet hiver ou le printemps prochain, il y en aura qui intéresseront particulièrement employeurs et employés.

Il (l'honorable M. Lesage) rend hommage au député de Saint-Maurice (l'honorable M. Hamel) et ministre du Travail en disant qu'à sa demande il a accompli une tâche de géant, depuis juillet 1960, en dirigeant les ministères du Travail et des Affaires municipales. Il était impérieux, dit-il, de séparer la direction des ministères du Travail et des Affaires municipales parce que les travaux municipaux d'hiver, pour venir en aide aux chômeurs, demandent l'attention constante du ministre. Il révèle qu'il faudra apporter des amendements à la loi des cités et villes. Il préconise un projet de loi pour établir un organisme de régie des conseils municipaux.

Le principe de l'égalité devant la loi est un principe sacré. En autant que nous pouvons extirper de nos lois tout ce qui peut donner à un membre de l'Exécutif le pouvoir de prendre des décisions, nous l'extirpons. Il reproche au chef de l'opposition d'avoir gardé de son séjour au pouvoir, avec l'Union nationale, une conception fautive du rôle du gouvernement. Cet après-midi, dit-il, le chef de l'opposition nous a expliqué ses théories sur la conception qu'il se fait du gouvernement et de son rôle. Il a reproché à celui qui vous parle en ce moment sa conception sociale; il nous a reproché de taxer tout le monde pour que tout le monde puisse bénéficier des avantages de la sécurité sociale.

Évidemment, dit-il, il est bien facile de comprendre pourquoi le député de Bagot a bien de la difficulté à mettre de côté et devoir abandonner le système des privilèges pour un certain groupe et des décisions discrétionnaires. Il a été formé à cette école-là. Il ne peut pas comprendre que, pour éviter le patronage qui était de mise sous son régime, pour éviter la politique des subventions discrétionnaires dans le domaine social, nous taxions tout le monde et passions des lois générales qui s'appliquent à tout le monde. Il nous reproche d'aider tout le monde, mais il oublie que ceux qu'il appelle les riches, s'ils reçoivent aussi l'aide de l'État, doivent remettre sous forme d'impôts ce qu'ils reçoivent.

C'est là notre politique et nous n'en avons pas honte, car elle est basée sur la véritable justice sociale. Pour le chef de l'opposition, le rôle de l'État doit se borner à protéger la liberté individuelle, la liberté de l'entreprise et à réprimer certains abus. Pour nous, le rôle de l'État doit aller plus loin, surtout au Québec où l'État est la seule force dont nous puissions disposer. L'État doit être le levier de notre économie, mais encore faut-il l'utiliser, ce levier. Dans le passé, quand donc l'Union nationale s'est-elle servie de ce levier pour faire progresser l'économie du Québec?

M. Gabias (Trois-Rivières): C'est épouvantable.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Oui, c'est épouvantable, ce que nous avons vu avant 1960 et ce qui s'est passé sous l'Union nationale. Nous avons vu l'État protéger des intérêts particuliers, les grandes entreprises, trop souvent au détriment du peuple lui-même, alors que l'État aurait dû remplir le rôle de catalyseur.

M. Gabias (Trois-Rivières): Des exemples, des exemples.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Rappelez-vous la protection dont ont joui toutes les grandes compagnies dans l'Ungava, notamment l'Iron Ore, mais également les droits exclusifs et les faveurs dont ont été comblées les sociétés faisant de l'exploration dans le Nouveau-Québec, à tel point qu'on soustrayait à la prospection des territoires que l'on conservait pour les compagnies, au détriment de nos propres prospecteurs. L'Union nationale a réservé à des firmes de l'Ontario les droits exclusifs de prospection de tout l'Ungava.

M. Johnson (Bagot): Le premier ministre semble mal renseigné. Il n'a pas le droit d'induire la population en erreur. Ce qui a été défendu, ce n'est pas la prospection, mais l'enregistrement de certains "claims".

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): C'est la même chose. Il promet d'apporter en Chambre des documents qui prouveront qu'il est vrai que les prospecteurs québécois ont été privés du droit de prospecter dans l'Ungava. Le gouvernement de l'Union nationale a soustrait le Nouveau-Québec à la prospection; nous avons rouvert ce territoire.

Dans sa conception, le chef de l'opposition dépasse même la théorie duplessiste qui est basée sur un libéralisme économique qui, aujourd'hui usé et abandonné, était à la mode au siècle dernier. C'était le système du laisser-faire et qui est la base de la théorie du député de Bagot. Il ne comprend pas notre conception à nous du rôle de l'État et, parce qu'il ne la comprend pas, il croit que le gouvernement éprouve des problèmes en raison des opinions variées de certains ministres.

Il ne faut pas que les décisions du chef du gouvernement soient les décisions d'un homme seulement. Autrefois, dans une équipe de hockey, c'était l'homme qui faisait l'équipe, tandis qu'aujourd'hui c'est toute l'équipe qui fait le jeu.

Aujourd'hui, c'est changé. Je crois au travail d'équipe et non pas au travail d'un seul homme comme ce fut le cas sous le régime précédent. Un seul homme ne peut plus suffire à la tâche, c'est vrai. Il faut des compétences dans tous les domaines; nous les chercherons.

La théorie du parti de l'opposition se base uniquement sur l'entreprise privée. Nous ne croyons pas que l'État doive intervenir seulement pour réprimer les abus. En plus de réprimer les abus, l'État doit intervenir aussi à chaque fois quand le bien commun l'exige, quand cela s'avère nécessaire pour diriger l'économie, la sociologie, faire transformer, sur place, nos richesses naturelles par les nôtres et pour les nôtres. De notre côté, nous voulons intervenir dans l'intérêt de l'ensemble de la population et pour transformer les ressources naturelles de manière à avantager tout le monde, quelque chose qui ne peut pas être fait en laissant tout aux mains des entreprises privées.

Il est de notre devoir à nous, comme État, d'intervenir pour réunir toutes les forces de toute la population et d'agir avec la population, afin de susciter l'expansion économique de nos ressources, pour les nôtres. Je crois que le gouvernement doit intervenir. C'est pourquoi l'on va créer une Société générale de financement.

Nous donnerons ainsi au peuple du Québec la possibilité d'unir les efforts financiers, de réunir les épargnes, afin que le Québec puisse, dans un avenir que j'espère aussi rapproché que possible, redevenir maître de son économie et de ses destinées chez lui.

Il (l'honorable M. Lesage) parle des nouvelles parues lors du congrès de l'Union nationale.

M. Bertrand (Missisquoi): Savez-vous que, si notre congrès en septembre dernier n'avait pas eu lieu, vous n'auriez pratiquement rien à nous dire ce soir, n'est-ce pas?

(Rires de l'ensemble de la Chambre)

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Mais, si je n'en parlais pas, les députés de l'opposition seraient grandement désappointés. Il dit que tout ce qu'il tente de faire par son discours concernant le député de Missisquoi, c'est de remuer les choses, parce que, d'après les journaux d'hier, la scission est déjà chose faite dans le parti de l'Union nationale. Nous tenons tellement à ce que l'Union nationale reste le parti de l'opposition. Il questionne l'affirmation du chef de l'opposition qui allègue que l'Union nationale est essentiellement un parti provincial.

M. Tremblay (Maisonneuve) interrompt le discours du premier ministre pour une seconde fois.

M. l'Orateur rappelle à l'ordre le député de Maisonneuve (M. Tremblay), indiquant que c'est la deuxième fois qu'il l'invite à ne pas intervenir. J'espère n'avoir pas à le faire une troisième fois, dit-il.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) rappelle qu'au cours de l'après-midi le chef de l'opposition a reproché au gouvernement d'accepter des plans conjoints. Il dit que la position qu'il a prise lors des conférences fédérales-provinciales était bien claire, soit que les plans conjoints disparaissent. Mais, pour l'instant, c'est-à-dire tant que le problème fiscal ne sera pas réglé, le Québec a davantage à participer à la mise en œuvre de tels plans.

Il (l'honorable M. Lesage) rappelle que les premiers à signer des plans de programmes conjoints avec Ottawa furent les administrateurs de l'Union nationale, connue comme l'entente Bilodeau-Rodgers, en 1937. Le Parti libéral provincial est profondément indépendant. Il énumère une longue liste de députés de l'opposition engagés dans des campagnes électorales en faveur des conservateurs, puis de députés fédéraux qui ont prêté leur concours à l'Union nationale lors des dernières élections provinciales, pour prouver que l'Union nationale n'est pas le parti strictement provincial qu'il prétend être.

On admet partout maintenant, dit-il, que les gouvernements fédéral et provinciaux ont des droits égaux en ce qui concerne la taxation directe, mais cela ne veut pas dire que les provinces n'ont pas des besoins plus grands que ceux du gouvernement central. Une égalité de droit dans le champ de la taxation ne signifie pas nécessairement une égalité de besoins.

Au moment de la guerre, le gouvernement du Canada avait des besoins plus grands que ceux des provinces parce qu'il devait organiser et coordonner les forces du pays pour lutter contre l'agression.

La guerre terminée, la reconstruction de l'économie canadienne de temps de paix a donné des besoins très considérables au gouvernement d'Ottawa, mais aujourd'hui, les besoins des provinces l'emportent sur ceux d'Ottawa, et le gouvernement canadien doit nécessairement remettre aux provinces les revenus suffisants pour faire face aux besoins toujours grandissants.

En effet, les besoins des provinces, notamment dans les domaines de l'enseignement, de

la santé publique, des mesures sociales, sont essentiels et vitaux et tels qu'il faut absolument assurer aux gouvernements provinciaux les revenus nécessaires à la satisfaction de ces besoins. C'est facile à comprendre.

Je ne renie aucunement ce que j'ai dit, en 1954, en Chambre des communes, mais il aurait mieux valu que le chef de l'opposition continuât de citer le reste de mon discours et non pas une partie seulement. Je comprends qu'il ait eu peur.

Il (l'honorable M. Lesage) est d'avis que la Maison du Québec à Paris³² sera l'occasion de liens économiques de plus en plus étroits et une fenêtre non seulement avec la France, mais avec l'Europe du Marché Commun, ce qui est très avantageux pour notre province, affirme-t-il. Je ne veux pas m'immiscer dans les questions de commerce international, mais je suis certain que la Maison du Québec pourra rendre d'immenses services à nos commerçants.

En ce qui concerne, par exemple, la diffusion des livres canadiens-français, une entente a été conclue; elle permet que des ouvrages d'auteurs de chez nous soient édités en même temps au Canada et à Paris. Cela a été réussi par le ministre des Affaires culturelles (l'honorable M. Lapalme) et apportera énormément pour l'avancement de la culture à Québec et sa connaissance à l'étranger. Le voyage du mois d'octobre a été critiqué par certains; pourtant, jamais voyage, fait à si peu de frais, n'aura pu rapporter autant à la province.

Il (l'honorable M. Lesage) déplore que les députés de l'opposition ne soient pas venus avec la délégation parlementaire à l'inauguration de la Maison du Québec à Paris, parce qu'ils auraient compris la vraie signification de la démocratie. J'aurais aimé, dit-il, présenter au président de Gaulle³³ mes collègues de l'opposition pour leur prouver que la démocratie existe vraiment dans notre province. L'opposition aurait pu sentir comme nous ce profond sentiment de fraternité et, surtout, constater que la France officielle voulait rendre hommage à la province de Québec. La délégation aurait été plus complète si l'opposition y avait été représentée.

M. Tremblay (Maisonneuve) interrompt le discours du premier ministre pour une troisième fois.

M. l'Orateur rappelle à l'ordre le député de Maisonneuve (M. Tremblay)

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Il n'y a pas à cacher que la mise en marche de

l'assurance-hospitalisation a été dure, mais il y a lieu d'être satisfait de la façon dont la loi a été mise en force et des résultats obtenus grâce à la collaboration des médecins, de la direction et des employés d'hôpitaux.

L'opposition a prétendu que les pauvres sont moins protégés par l'assurance-hospitalisation que par l'ancienne assistance publique. Mais ils ne paient rien s'ils sont hospitalisés dans une salle publique. On oublie trop facilement qu'autrefois, quand on allait à l'hôpital, le malade payait non seulement pour la chambre, mais également pour les remèdes, pour les analyses et les examens, etc.

Il (l'honorable M. Lesage) rend hommage à la charité et au grand cœur des médecins. En 1961, dit-il, 850,000 personnes qui ont bénéficié de l'assurance-hospitalisation au Québec, au 31 décembre, ont passé 8,700,000 jours à l'hôpital. Ce sont là des chiffres suffisamment éloquentes qui démontrent que nous avions raison d'offrir à la population de tels bénéfices. Au cours de l'exercice 1961-1962, cette assurance-hospitalisation devait coûter \$125,000,000; en fait, elle coûtera \$145,000,000 à cause de la hausse des salaires du personnel des établissements hospitaliers. On prévoit qu'en 1962-1963, la note s'élèvera à \$170,000,000 s'il y a de nouvelles augmentations de salaire. Je crains que, si le coût de cette assurance continue à monter à cause des salaires et si la moyenne par tête de la dépense dans le Québec dépasse la moyenne nationale, notre part soit augmentée pendant que celle du fédéral diminuera.

Ce sont là des chiffres suffisamment éloquentes qui démontrent que nous avions raison d'offrir à la population de tels bénéfices considérables, non seulement pour les malades, mais également pour les employés d'hôpitaux dont les salaires ont été augmentés considérablement.

Le chef de l'opposition a voulu faire croire, dans son discours, que la grande charte de l'éducation, mise en force au cours de la dernière session, remontait au temps du gouvernement de l'Union nationale, mais les chiffres prouvent le contraire. En 1957-1958, sous l'Union nationale, la partie du budget consacrée à l'enseignement au Québec est passée de \$120,000,000³⁴ environ à quelque \$276,000,000, en 1961-1962, sous les libéraux. Le chef de l'opposition s'est prononcé contre le paiement universel des allocations scolaires. Comment faire autrement, à moins de faire comme sous le régime Duplessis qui éliminait systématiquement les rouges?

Depuis un an et demi, le ministre de la Famille et du Bien-être social (l'honorable

M. Lafrance) fait l'impossible pour établir de l'ordre dans son département. Il lui faut rafistoler la pagaille léguée par le régime de l'Union nationale. Le ministère est littéralement débordé de demandes, plus de 50,000 actuellement. Nous rendons tous hommage au ministre de la Famille et du Bien-être social. Il aurait pu couper des têtes, mais il a préféré user de patience et de courage. Il mérite nos plus grandes félicitations non seulement pour son courage, mais pour son talent d'administrateur. Des décisions ont déjà été prises à la suite de 215,000³⁵ demandes d'allocations, dit-il, les 50,000 derniers cas seront réglés d'ici quelques semaines; les enquêtes n'ont pu être menées à bien en un jour.

On sait pertinemment bien que des difficultés sans nombre sont créées par certains fonctionnaires embauchés sous l'Union nationale. Je soutiens que personne n'a été limogé, au Service pour la protection de la jeunesse à Montréal, contrairement à certaines rumeurs. Un seul employé d'un autre service a été suspendu à la suite d'une enquête du vérificateur des comptes publics, pour des raisons de gestion financière. Le vérificateur continue d'ailleurs ses investigations dans la métropole. Nous allons nettoyer la pègre, mais qu'on ne vienne pas dire que des têtes sont tombées. Nous avons bien l'intention de poursuivre notre enquête sur le service de la métropole, afin de le nettoyer de la pagaille. Et je prends à témoin le député de Missisquoi (M. Bertrand) sur la tâche ingrate, difficile et ardue que l'on impose au ministre de la Famille et du Bien-être social (l'honorable M. Lafrance).

Le Conseil d'orientation économique fait un travail considérable, cette année; les comités d'étude ont fait des travaux sur la future Société générale de financement, la future industrie sidérurgique, sur la situation créée par le chômage. Par ailleurs, la Régie pour l'épuration des eaux continue son œuvre, et la loi pour l'indemnisation des victimes d'accidents de la route a d'excellents résultats. La Commission d'aménagement de Québec fait son travail. Elle examine le problème de la future cité parlementaire à l'ouest des édifices gouvernementaux actuels. Elle collabore avec la ville pour le prolongement du boulevard Saint-Cyrille et pour l'élargissement du boulevard Champlain ainsi que pour la conservation du Vieux-Québec.

Il (l'honorable M. Lesage) reproche à l'Union nationale d'avoir négligé de faire progresser la province de Québec, en ayant recours à l'emprunt pour faire les travaux essentiels à son économie et à sa population. Le chef de l'opposition, dit-il, dit que nous avons tort d'emprunter, que c'est un mauvais

procédé. Il est revenu à ce mythe vieux jeu d'après lequel le seul moyen de faire progresser la province, c'est d'inscrire au bilan un excédent des revenus sur les dépenses, tout en laissant les institutions s'endetter pour 15 et 20 ans. Nous empruntons, c'est vrai, et nous allons continuer d'emprunter, c'est encore vrai.

La dette de l'Ontario est quatre fois plus élevée que celle du Québec. Sa dette nette est de \$1,992,000,000 et sa dette brute, de \$1,424,000,000. Par contre, la dette nette du Québec s'élève à \$282,000,000 et sa dette brute, à \$411,000,000. Cela veut dire que lorsque le gouvernement du Québec aurait pu emprunter pour donner au peuple les services essentiels, il ne l'a pas fait.

Pendant ce temps, l'Ontario, comme Ottawa, venait, par des emprunts dans le Québec, chercher une partie des économies de notre province pour répondre aux besoins de sa population et développer leurs services. Le recours à l'emprunt, ce n'est pas un crime. Contrairement à ce que prétend l'Union nationale, le recours à l'emprunt, c'est un moyen d'avancer.

(Applaudissements à droite)

Tous les pays dévastés par la guerre comme l'Allemagne et l'Italie ont eu recours à l'emprunt forcé de sommes considérables et sont des pays prospères aujourd'hui. C'est ainsi que tous les peuples du Marché Commun ont pu se relever. La province de Québec aussi fut un pays dévasté par 16 ans d'administration de l'Union nationale. Elle doit donc aujourd'hui avoir recours à l'emprunt pour refaire son économie.

L'honorable M. Lévesque (Montréal-Laurier) déclare avoir vu les deux et que c'était pire que la guerre³⁶.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Il se peut que le comité des comptes publics de l'Assemblée législative, qui n'a pas tenu de séance depuis 1936, soit convoqué durant la présente session. Je n'ai pas d'objection de principe. C'est une possibilité, dit-il, si la Chambre en trouve le temps, après avoir étudié l'abondante législation qui l'attend. Nous verrons s'il est possible qu'il siège durant la session.

(Applaudissements à gauche)

Des députés de l'opposition réclament une promesse formelle.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Nous verrons, nous verrons si la chose est possible.

Mais, je vous avertis, si le comité des comptes publics tient des séances, l'enquête qu'il fera pourrait bien remonter jusqu'en 1944.

Il fait allusion à une autre demande du chef de l'opposition: Que l'on crée une commission parlementaire permanente pour surveiller les achats et la signature des contrats. Dans l'opposition, dit-il, on n'oublie pas facilement les jardins plantureux et fleuris et les prés verts. Le député de Bagot (M. Johnson) chercherait-il un nouvel emploi comme acheteur pour le député de Dorchester (M. Bégin)?

Tout se fait maintenant avec des soumissions publiques. Sous le régime de l'Union nationale, on avait de la difficulté à s'entendre pour savoir qui aurait les contrats. Il n'y a personne dans le Parti libéral qui donne des instructions à la commission scolaire pour qu'elle achète des pupitres de certaines personnes, qui étaient souvent des organisateurs de l'Union nationale.

L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice): Ce sont ces gens qui veulent nous faire la morale.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Comme on voudrait bien y retourner, même si ce n'était que par nostalgie, au "département des achats"! Le député de Bagot (M. Johnson) sait bien que l'octroi des contrats, c'est la responsabilité exclusive de l'Exécutif. Aujourd'hui, nous avons mieux que cela, nous avons le Conseil de la trésorerie. Et c'est moi qui préside le Conseil. L'opposition ne peut comprendre ce qui se fait actuellement.

De 1944 à juin 1960, aucune soumission publique n'a été faite par l'Union nationale, tandis que, du 5 juillet 1960 à date, on a demandé 389 soumissions publiques. Non seulement cela, mais nous nous sommes empressés de fixer des règles absolues dans le domaine des travaux publics et dans le domaine de la voirie. Les soumissions sont ouvertes publiquement. Les soumissionnaires peuvent assister à l'ouverture des soumissions.

M. Gabias (Trois-Rivières) proteste.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Est-ce que le député de Trois-Rivières (M. Gabias) croit que c'était une farce de signer un contrat avec Sasseville Roy³⁷ parce que, de tous les soumissionnaires, il exigeait le plus bas prix? Nous avons jugé que c'était changé dans la province de Québec et que nous imposerions l'honnêteté administrative. Depuis que les libéraux sont au pouvoir, il y a moins de faillites dans la province de Québec.

M. Bellemare (Champlain): Ces affirmations sont fausses et c'est le contraire qui est vrai.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): J'ai toujours préconisé que le patronage devait disparaître, et les ministériels font tout leur possible pour y arriver, pour voir cesser le régime qui a mené la province pendant 16 ans. Au service civil, de janvier 1961 à novembre 1961, il y a eu 39,138 demandes d'emploi faites par la Commission, et 147 concours ont été tenus, tandis que, sous le régime de l'Union nationale, il n'y avait eu aucun concours.

M. Bellemare (Champlain): Dans la seule région de Trois-Rivières, il y avait au palais de justice des examens tous les mois.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Il y a une différence entre un examen et un concours. Il se tenait, sous l'Union nationale, cependant un genre de concours. On téléphonait à M. Laforce³⁸, et il y avait un concours entre le député et M. Laforce.

Quand on sait jusqu'à quel point le patronage a régné pendant 16 ans, ainsi toute l'administration de la province pivotait autour du patronage et des prébendes. Et on nous reproche de ne pas aller assez vite pour extirper même l'idée du patronage dans le public. Le député de Bagot (M. Johnson) n'aura jamais de leçon à donner à qui que ce soit à ce sujet, dit-il, lui qui a fait partie d'un gouvernement dont tous les actes étaient axés sur le patronage. Je ne l'attaque pas personnellement, il a été solidairement responsable de ce qui s'est passé sous l'administration dont il faisait partie.

Il (l'honorable M. Lesage) somme les membres de l'opposition de cesser de lancer des rumeurs relatives au patronage politique et de lui donner des noms. Il réaffirme sa volonté de faire disparaître le patronage, le favoritisme au moment où l'on recrute le personnel dont l'administration a besoin. Je puis l'assurer (M. Johnson) d'une chose, dit-il. Qu'on me donne des preuves, des indices à l'effet que des irrégularités ont été commises par des employés civils ou autres personnes!

Je répète mon invitation à tous. Je ne veux pas d'insinuations mais des preuves. Si un député de l'opposition a des preuves de prévarication, des accusations à porter contre un représentant du peuple de ce côté-ci de la Chambre ou un fonctionnaire, que des irrégularités ont été commises soit par un député, soit par une autre personne, qu'il les nomme et qu'il me les fasse parvenir et je sévirai; le gouvernement sévira. Je ne souffrirai pas d'irrégularités.

Je pense que les mesures prises par le gouvernement, mesures qui ne sont pas nécessairement populaires chez nos partisans, démontrent que nous avons à cœur d'assurer à la province une administration honnête et de lui faire perdre la triste réputation qu'elle s'est faite à travers le Canada. Il (l'honorable M. Lesage) dit qu'on n'aurait pas pris des décisions "courageuses", impopulaires auprès des partisans libéraux, si l'on n'avait eu d'intentions sérieuses à ce sujet.

Je ne veux pas entrer dans le détail, mais mentionner tout d'abord qu'il y aura une loi des hôpitaux. Annoncer une loi des hôpitaux, la création prochaine d'une Régie des relations intermunicipales, la réforme électorale, la redistribution des sièges de la Chambre basse et les facilités nouvelles pour la grande et la petite industrie, c'est faire part de mesures importantes. La fusion considérée des ministères de l'Agriculture et de la Colonisation vise justement l'aménagement régional réclamé par le député de Bagot.

Et le chef de l'opposition dit que le discours du trône est vide? Il a mal entendu ou ne l'a pas relu. C'est un discours vide? Le discours du trône parle d'une régie des relations intermunicipales, mais le chef de l'opposition, qui trouve cela vide, n'a sans doute pas conscience des problèmes entre les municipalités, parce qu'on ne s'en est jamais occupé de son côté.

L'Union nationale croit nécessairement que tout ce qui se rapporte au bill 15 est vide de sens. La redistribution de la carte électorale relèvera de l'absolue et unique responsabilité de la Chambre. Elle sera maîtresse en ce domaine. Ordinairement, c'est l'opposition qui réclame la réforme de la loi électorale et la redistribution des sièges. Un discours où tout cela est prévu serait vide? Depuis 1853, il y a donc 109 ans, il n'y a pas eu de redistribution des sièges dans le Québec, ça n'a aucun sens. Il y a eu des rapiécages, des coups de ciseau, des coups de colle, mais jamais de redistribution équitable.

Je n'ai pas peur d'une redistribution des comtés électoraux, en autant qu'il s'agisse de consacrer des droits fondamentaux des citoyens. La base de représentation dans la province ne veut plus rien dire. Tout ce que je ferai dans un avenir rapproché, dit-il (l'honorable M. Lesage), sera de présenter une motion en Chambre pour former un comité spécial qui sera chargé, au cours de la présente session, d'étudier la redistribution des sièges et de préparer un projet de loi avec ses annexes.

Pour ma part, je ne veux pas dire à la Chambre de quelle façon elle devra procéder dans ce

travail si important. Ce sera un bill de la Chambre elle-même, soumis ensuite à la Chambre elle-même, et non pas un bill du gouvernement. Si le chef de l'opposition craint mon intervention, je lui dirai que je serai absent de ce comité spécial, pendant qu'il pourra, pour sa part, en faire partie, lui, comme c'est son privilège.

Il faut pas que, dans ces comités, on doive compter 12 votes pour en valoir un ailleurs. Nous sommes rendus à un point où c'est ridicule et injuste. Je n'ai pas l'intention de donner des instructions au comité qui sera formé. J'ai demandé à des experts de préparer un document de travail.

J'ai reçu ce rapport et je le soumettrai demain à mes collègues. Aussitôt qu'il aura été imprimé, le document sera distribué. Mais ni moi ni le gouvernement ne sommes attachés à ce rapport et à ses recommandations. La Chambre est maîtresse, et je veux qu'elle le demeure.

Dès que le projet de loi modifiant la loi électorale aura été voté en première lecture, je proposerai qu'un autre comité de la Chambre, formé de la moitié des membres qui ne font pas partie du premier comité, soit constitué. Il faudra que les deux comités puissent siéger simultanément, aux lieu et place de la Chambre. C'est la seule façon d'effectuer le travail.

L'Assemblée législative sera divisée en deux pour former les comités qui étudieront les projets de réforme électorale et de révision de la carte électorale, et qui prépareront les projets de loi à ce sujet. L'un étudiera la réforme électorale, l'autre la redistribution de la carte électorale. L'opposition comme le groupe ministériel devra se diviser pour constituer les deux organismes. Ce sont les députés eux-mêmes, divisés en deux groupes, qui décideront de quelle façon la carte électorale sera redécoupée.

Il remarque que, l'Orateur et lui exceptés, il y a 52 députés libéraux.

Il y aura donc 26 députés libéraux dans chaque comité. Du côté de l'Union nationale, la députation divisée en deux permettra de donner 20 représentants à chaque comité. Y a-t-il moyen de faire, demande-t-il, une offre plus généreuse et donnant plus de garanties pour l'élaboration de textes législatifs qui assureront la liberté et l'honnêteté du vote?

Mon gouvernement, dit-il, en établissant la Société générale de financement, va susciter l'expansion économique et la transformation sur place de nos richesses naturelles. Nous donnons ainsi au peuple du Québec l'occasion d'unir ses économies pour que la province française puisse,

dans un avenir le plus rapproché possible, être la maîtresse de son économie et de ses destinées.

Il (l'honorable M. Lesage) parle d'un projet de loi qui permettra le nantissement des biens commerciaux et industriels de la même façon que l'Union nationale a institué le nantissement agricole. Il n'y a aucun doute, dit-il, qu'il y a une reprise économique dans le Québec, en 1961, et l'on espère que la croissance sera encore plus grande dans l'avenir, en raison du climat de confiance qui s'est établi dans la province.

Les statistiques démontrent, depuis quelques mois, que la reprise des affaires a été plus considérable dans le Québec que dans le reste du Canada. Il cite divers témoignages dont celui de M. Mackinnon, de la Banque Impériale, qui disait, en octobre, que l'essor industriel du Québec retient l'attention de tous les Canadiens.

Il (l'honorable M. Lesage) invoque le témoignage de M. Ubald Boyer qui affirmait, dans le rapport annuel de la Banque Provinciale, que le redressement économique de la province de Québec a été abordé sur plusieurs fronts.

Les ventes au détail ont augmenté, de novembre 1960 à octobre 1961, de 4.3 % dans le Québec, comparativement à 1.5 % dans le Canada, et à 0.6 % dans les autres provinces. La valeur des commandes livrées par toutes les industries manufacturières, de janvier à septembre 1961, a augmenté de 2.2 % dans le Québec, comparativement à 0.9 % au Canada, et à 0.5 % dans l'Ontario.

La valeur des permis de construction, de novembre 1960 à octobre 1961, fut augmentée de 22.8 % dans le Québec, contre 11.1 % dans tout le Canada et contre 7.8 % dans toutes les autres provinces. Les ventes des polices d'assurance-vie sont un indice certain du climat de confiance qui existe dans une province. Ces ventes ont augmenté de 8.6 % dans le Québec et de 2.2 % dans tout le Canada.

Il informe le chef de l'opposition que, suivant les statistiques du mois de décembre 1959, que le chef de l'opposition n'avait pas citées, il y avait 136,000 chômeurs. En décembre 1961, le nombre des chômeurs a été réduit à 120,000, avec une main-d'œuvre plus élevée.

Et, pendant qu'en décembre 1959 nos 136,000 chômeurs, dit-il, représentaient 34.6 % de tous les chômeurs du Canada, en décembre 1961, les 120,000 sans-travail représentaient 31.2 %³⁹ des chômeurs du pays.

C'est le plus bas pourcentage depuis que les chiffres du Bureau fédéral de la statistique sont

publiés. Jamais, depuis 1953, le pourcentage du nombre de nos chômeurs, comparativement à celui du Canada, n'a été aussi bas. Les 35 % de 1960 marquaient quand même une diminution sur les 36,8 % de 1959, dernière année d'administration de l'Union nationale.

Grâce aux actions du gouvernement actuel, effectuées à tous les niveaux, en décembre 1961, il y avait 54,000 chômeurs de moins qu'en décembre 1960. Le revenu des cultivateurs pour les neuf premiers mois de l'année 1961 est passé de \$306,000,000 à \$328,000,000, un sommet supérieur à celui de 1951, considéré comme la meilleure année. Nous en arrivons au but que nous nous étions proposé avant les élections, c'est-à-dire enlever à la province son titre de championne du chômage.

Il (l'honorable M. Lesage) mentionne les divers pourcentages du nombre de nos chômeurs, comparé au nombre des chômeurs dans l'ensemble du pays: depuis décembre 1953-1954, 37,7 %; 1955, 38 %; 1956, 38,3 %; 1957, 36,5 %; 1958, 34 %; 1959, 36,8 %; 1960, 35 %. La proportion du nombre des chômeurs, calculé suivant la main-d'œuvre disponible, se rapproche de plus en plus, dans la province, de celle du pays tout entier. Il promet que son gouvernement réussira à débarrasser le Québec de son triste héritage de chômage le plus élevé au pays. Sortir le Québec de sa piètre position en matière de chômage est un signe que l'économie du Québec s'améliore.

J'ai voulu citer ces chiffres pour démontrer la tendance économique et le climat de confiance qui règne dans la province de Québec. Nous avons le droit, dit-il, de prendre notre part de crédit de ces améliorations considérables en raison de nos politiques progressistes, en raison des actions que nous avons prises. Toutes ces choses ont contribué à créer l'ambiance générale de confiance.

M. Talbot (Chicoutimi) propose, appuyé par le député de Yamaska (M. Élie), que le débat soit de nouveau ajourné.

Adopté.

Ajournement

M. l'Orateur prononce l'ajournement.

La séance est levée à 10 h 55.

NOTES

1. Date mentionnée par *L'Action catholique* du 17 janvier 1962, à la page 1. *La Tribune* du 17 janvier 1962, à la page 11, mentionne plutôt le 18 juillet. En réalité, il s'agit de l'article 18 de ce bill qui entre en vigueur le 1^{er} juillet.

2. Selon *Le Nouvelliste* du 17 janvier 1962, à la page 8, la Chambre siégeait dans le passé à compter de 3 heures jusqu'à 11 heures du soir.

3. M. Hamel (Saint-Maurice) fait allusion au temps où il était lui-même dans l'opposition. À l'époque de M. Duplessis, les députés siégeaient le vendredi durant la matinée jusqu'à midi et demi, avec le désir de prendre le train de 2 heures qui les conduisait à Montréal. Le Règlement permettait de siéger jusqu'à 11 heures du soir, mais la Chambre pouvait décider de passer outre. Si la séance se prolongeait dans l'après-midi, il restait le train de 6 heures, après quoi il restait le *train du lait* qui prenait sept heures pour relier Québec à Montréal, à partir de minuit. M. Duplessis se servait du train de 2 heures comme instrument de chantage auprès des députés libéraux qui faisaient de l'obstruction à ses projets de loi, en les menaçant de faire siéger la Chambre toute la journée. De son côté, M. Duplessis n'avait rien à craindre du train, car il demeurait au Château Frontenac à Québec. Par conséquent, un jeu de négociations se faisait où les libéraux acceptaient de faire adopter tels et tels projets de loi, mais pas d'autres, afin de permettre aux députés de prendre le train de 2 heures. Pour plus de détails sur ce "puissant instrument" de M. Duplessis qu'était la séance du vendredi matin, voir: Georges-Émile Lapalme, *Le vent de l'oubli. Mémoires, tome II*, Ottawa, Les Éditions Leméac inc., 1970, aux pages 247-248.

4. Le chef de l'opposition fait référence au congrès de l'Union nationale des 21, 22 et 23 septembre 1961.

5. Leader du gouvernement au Conseil législatif.

6. Selon *Le Nouveau Journal* du 17 janvier 1962, à la page 8, M. Johnson (Bagot) fait allusion au *Nouveau Journal* qu'il soupçonne de collusion avec le Parti libéral.

7. Selon *Le Montréal-Matin* du 17 janvier 1962, à la page 5, il s'agit de M. Thibeault (Montréal-Mercier).

8. Le chef de l'opposition fait référence à la commission Salvas qui enquête depuis le 7 décembre 1960 sur les pratiques d'achat faites par le gouvernement de l'Union nationale et sur le scandale du gaz naturel, où des ministres unionistes auraient acheté des actions de la Corporation du gaz naturel, avant que cette dernière ne reçoive le mandat d'exploiter le gaz naturel, mandat occupé auparavant par Hydro-Québec.

9. L'Orateur de la Chambre s'appuie sur les paragraphes 19, 20 et 21 et l'article 285, qui défendent d'imputer des motifs indignes au gouvernement ou à des membres de l'une ou de l'autre Chambre.

10. M. Lesage (Québec-Ouest) fait référence à un article de Gilles Néron du *Nouveau Journal* du 16 janvier 1962, aux pages 1 et 9, où il était question d'une scission imminente au sein de l'Union nationale et de la création d'un parti séparatiste, dans lequel l'Association étudiante de l'Union nationale de l'Université Laval était en cause. Selon *Le Soleil* du 17 janvier 1962, à la page 1, c'est le vice-président de l'Association, Claude Blanchard, qui a admis avoir été l'instigateur de l'article en question et fourni les informations comprises dans l'article au journaliste du *Nouveau Journal*. M. Blanchard a été évincé de son poste de vice-président le 16 janvier 1962. Selon M. Néron, des unionistes dissidents opposés à M. Johnson songeaient à créer un nouveau parti à forte tendance nationaliste, avec comme chef Jean-Jacques Bertrand (Missisquoi), l'un des candidats à la direction de l'Union nationale, au congrès de septembre 1961. Cependant, dans *La Presse* du 17 janvier 1962, à la page 19, M. Blanchard nie avoir été l'instigateur des articles sur une scission au sein de l'Union nationale et qu'il ne faisait qu'exprimer une opinion personnelle. Cependant, selon *Le Soleil* du 17 janvier 1962, à la page 1, M. Blanchard est évincé tout de même de son poste.

11. John Fitzgerald Kennedy (1917-1963). Député à la Chambre des représentants des États-Unis de 1946 à 1952, puis sénateur de 1952 à 1960, il fut président des États-Unis de 1960 à 1963.

12. M. Johnson fait référence au fait que M. Lesage fut député libéral fédéral de Montmagny-L'Islet à la Chambre des communes de 1945 à 1958. Il fut ministre des Ressources et du Développement économique, en 1953, sous le gouvernement de

Louis Saint-Laurent, puis ministre du Nord canadien et des Ressources nationales de 1953 à 1957.

13. M. Johnson fait référence à la fondation de l'Union nationale en 1936.

14. Cette encyclique fut édictée par Jean XXIII, le 15 mai 1961. Elle se veut le développement de la doctrine sociale de l'Église et la continuité des encycliques *Rerum novarum* de 1891 et *Quadragesimo anno* de 1931. Il y est question du développement économique, de la place des entreprises artisanales et des coopératives, de la présence des travailleurs au sein des entreprises, du droit de propriété privée et publique, de l'agriculture, de l'inégalité de développement entre les pays, de la coopération entre les États, de l'accroissement démographique, et de l'éternelle actualité de la doctrine sociale de l'Église. *Semaine religieuse de Québec*, vol. 73, nos 49 à 52, 3-10-17-24 août 1961, pp. 772-784, pp. 789-800, pp. 803-815, pp. 819-826.

15. Dwight David Eisenhower (1890-1969). Président des États-Unis de 1952 à 1960.

16. John George Diefenbaker (1895-1979). Premier ministre du Canada de 1957 à 1963.

17. Angelo Giuseppe Roncalli (1881-1963). Pape de 1959 à 1963. Il a inauguré le Concile de Vatican II en 1962.

18. Journal quotidien catholique fondé en 1883. En 1962, il devient un journal du soir et constitue le principal organe de la presse catholique française.

19. Michel Debré (1912-1996). Premier ministre de France de 1959 à 1962.

20. François-Albert Angers, économiste diplômé des Hautes études commerciales et de l'École libre des sciences politiques de Paris, collabora à plusieurs revues canadiennes-françaises, principalement *L'Actualité Économique* et *L'Action Nationale*. Il a également mené d'importants travaux de recherche pour la commission Tremblay durant les années 1950. Fervent nationaliste, il été membre de la Société Saint-Jean-Baptiste et président de la Ligue d'action nationale.

21. M. Johnson fait référence au congrès de la Fédération libérale du Québec, tenu en novembre 1961. Le Mouvement laïc de langue française (MLF)

fut fondé en avril 1961. Sa doctrine prône la laïcité de la société québécoise, plus précisément la séparation de la société civile et de la société religieuse. La "Solution Lacoste", du nom de son instigateur, Paul Lacoste, professeur de droit à l'Université de Montréal, exige un secteur neutre au sein du Conseil de l'instruction publique, en plus des secteurs catholique et protestant. Des écoles publiques neutres non-confessionnelles seraient créées en marge des commissions scolaires existantes et relèveraient exclusivement du gouvernement pour l'administration et les questions financières. Cette solution fut adoptée lors du congrès du MLF au mois de novembre 1961. Le MLF fut "mis en sommeil" le 6 mars 1969. Pour plus de détails, voir Gaétan Rochon, *Le Mouvement laïc de langue française (M.L.F.) et la question scolaire: 1961-1969. Analyse d'un groupe de pression*, Montréal, PUM, 1971, 297 pages. Mémoire de maîtrise en science politique.

22. William Henry Beveridge (1879-1963). Économiste et administrateur britannique. Il est connu par son plan de réformes des assurances sociales britanniques en 1941 qu'il compléta en 1944 par un ouvrage intitulé *Du travail pour tous dans une société libre*. Tout en préservant les libertés fondamentales, l'État a, selon lui, pour rôle de lutter contre la misère, le chômage et la maladie.

23. M. Fecteau est journaliste pour CFCM-TV. Il fut l'un des premiers journalistes des médias audiovisuels à faire son entrée en Chambre lors de la session 1959-1960.

24. Selon *Le Montréal-Matin*, un journal partisan appartenant à l'Union nationale, du 17 janvier 1962, à la page 5, durant le discours de M. Johnson (Bagot), M. Lapalme (Montréal-Outremont) lisait son journal; M. Lévesque (Montréal-Laurier) faisait du travail de bureau; M. Meunier (Bourget), qui était arrivé en retard, dépouillait son courrier; M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges) lisait les journaux; MM. Cliche (Abitibi-Est) et Lechasseur (Verchères) causaient entre eux; M. Lafrance (Richmond) se promenait d'un pupitre à l'autre pour parler avec des députés et Mme Kirkland-Casgrain (Jacques-Cartier) semblait s'ennuyer. La galerie des spectateurs était pleine et des personnes sont restées debout. Tout au long du discours de M. Johnson, personne n'a quitté les lieux.

25. Selon *Le Soleil* du 17 janvier 1962, à la page 36, le discours de M. Johnson a duré deux heures et dix

minutes alors que selon *The Quebec Chronicle-Telegraph* du 17 janvier 1962, à la page 3, le discours aurait duré deux heures et demie. Selon *Le Nouvelliste* du 17 janvier 1962, à la page 1, son discours tenait sur 82 pages.

26. Selon *Le Montréal-Matin* du 17 janvier 1962, à la page 5, un journal partisan appartenant à l'Union nationale, lorsque le premier ministre s'est levé pour parler durant les dernières minutes de l'après-midi, les galeries se sont vidées du tiers des spectateurs.

27. Selon *Le Devoir* du 17 janvier 1962, à la page 6, aux applaudissements des députés de l'opposition se sont mêlés les applaudissements des députés ministériels pour souligner la réponse du premier ministre au chef de l'opposition.

28. Onésime Gagnon (1888-1961). Député conservateur de Dorchester à la Chambre des communes de 1930 à 1935. Membre du Conseil privé. Député unioniste de Matane à l'Assemblée législative de 1936 à 1958. Lieutenant-gouverneur du Québec de 1958 jusqu'à son décès le 30 septembre 1961.

29. Charles-Aimé Kirkland (1896-1961). Député libéral de Jacques-Cartier à l'Assemblée législative de 1939 jusqu'à son décès le 9 août 1961.

30. Robert Thériault (1905-1961). Député libéral de Chambly à l'Assemblée législative de 1956 jusqu'à son décès, le 11 octobre 1961. Nommé adjoint parlementaire du secrétaire de la province, le 28 mars 1961.

31. Pierre Laporte a obtenu une majorité de 21,308 voix et Claire Kirkland-Casgrain une majorité de 23,875. Il faut dire cependant que l'Union nationale n'avait pas présenté de candidats.

32. La Maison du Québec à Paris fut inaugurée le 5 octobre 1961.

33. Charles-André-Joseph-Marie de Gaulle (1890-1970). Homme d'État et général français. Chef de la Résistance française durant l'occupation allemande. Président du gouvernement provisoire de France de 1945 à 1946. Président de la France de 1958 à 1969.

34. Chiffre de *La Presse* du 17 janvier 1962, à la page 2. Cependant, *L'Événement-Journal* du 17 janvier 1962, à la page 2, écrit plutôt \$111,000,000.

35. Chiffre de *La Presse* du 17 janvier 1962, à la page 2. Cependant, *L'Événement-Journal* du 17 janvier 1962, à la page 2, écrit plutôt 250,000 demandes.

36. M. Lévesque a été correspondant de guerre durant la Deuxième Guerre mondiale et durant la guerre de Corée. Selon lui, les 16 ans de régime de l'Union nationale étaient pires que ces deux guerres.

37. Joseph Sasseville Roy fut député conservateur-indépendant de Gaspé à la Chambre des communes de 1940 à 1945. Il était l'organisateur de M. Duplessis en Gaspésie.

38. Joseph-Ernest Laforce (1879-1977). Journaliste, agent de colonisation et fonctionnaire. Correspondant parlementaire à Ottawa jusqu'en 1912, il est ensuite nommé agent de rapatriement du gouvernement fédéral aux États-Unis, de 1914 à 1926. Nommé agent de colonisation pour le Canadien National (1926-1936 et 1939-1944), il est ensuite sous-ministre de la Colonisation de 1936 à 1939. De 1944 à 1960, il est directeur de la Commission du service civil de la province de Québec. De 1933 à 1961, il siège au conseil de la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal et le préside en 1936.

39. Chiffre du *Soleil* du 17 janvier 1962, à la page 1. Cependant, *Le Droit* du 17 janvier 1962, à la page 17, mentionne plutôt 32.2 %.

Séance du mercredi 17 janvier 1962

Présidence de l'honorable J. R. Hyde

La séance est ouverte à 2 h 30.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Présentation de pétitions:

Les pétitions suivantes sont présentées et déposées sur le bureau de la Chambre:

- de la ville de LaSalle, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (Mme Kirkland-Casgrain);
- des religieuses sœurs hospitalières de Saint-Joseph de l'Hôtel-Dieu de Montréal, demandant l'adoption d'une loi modifiant leur charte (Mme Kirkland-Casgrain);
- de la cité de Saint-Laurent, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (Mme Kirkland-Casgrain);
- de la cité de Pointe-Claire, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (Mme Kirkland-Casgrain);
- de la cité de Lachine, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (Mme Kirkland-Casgrain);
- des sœurs de Miséricorde Montréal, demandant l'adoption d'une loi modifiant leur charte (Mme Kirkland-Casgrain);
- de la cité de Sherbrooke, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Brousseau);
- de la révérende mère Saint-Romuald, demandant l'adoption d'une loi incorporant l'École normale Notre-Dame-du-Sacré-Cœur (M. Brousseau);
- d'Israel Trachtenberg, demandant l'adoption d'une loi changeant son nom en celui de Tratt (M. Blank);
- de Paul-O. Cordeau et autres, demandant l'adoption d'une loi les incorporant sous le nom de The Corporation of Refrigeration and Air Conditioning Contractors of Quebec (M. Blank);
- de The Royal Trust Company, demandant l'adoption d'une loi concernant le testament de feu Joseph-Avila Guilmette (M. O'Reilly);
- de The Canadian Society for the Prevention of Cruelty to Animals, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. O'Reilly);

- de la cité de Sept-Îles, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Coiteux, Duplessis);

- de la corporation des sœurs de la Charité de Québec, demandant l'adoption d'une loi lui donnant le pouvoir d'édicter des règlements dans les limites de la paroisse de Saint-Michel-Archange (M. Jourdain);

- de l'hôpital Laval, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Jourdain);

- de Jacques Tennenbaum, demandant l'adoption d'une loi changeant son nom en celui de Teroux (M. Blank);

- de Benny Gerstel et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de Congregation Anshei Ozeroff (M. Blank);

- de la cité d'Alma et la ville de Naudville, demandant l'adoption d'une loi modifiant leur charte (M. Collard);

- d'Antoine-Élie-Paul Dupré, demandant l'adoption d'une loi changeant son nom en celui de Léo Dupré (M. Roy, Lévis);

- de la cité de Jonquière, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Harvey);

- de la cité d'Arvida, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Harvey);

- des frères du Sacré-Cœur, demandant l'adoption d'une loi étendant et refondant leurs pouvoirs corporatifs (M. Morissette);

- des commissaires d'écoles de la cité de Thetford-les-Mines, demandant l'adoption d'une loi modifiant leur charte (M. Maheux);

- de Mlle Thérèse Couturier, demandant l'adoption d'une loi changeant son nom de Couturier en celui de Gendreau (M. Dionne);

- de la corporation des sœurs de la Charité de Québec, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Jourdain).

Lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont lues et reçues par la Chambre:

- de Nicolas Mateesco, demandant l'adoption d'une loi changeant son nom en celui de Nicolas Matte (M. Laporte);

- de la Commission des écoles catholiques de Québec, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Plourde, Roberval);

- de la ville de Hauterive, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Bélanger);
- de la ville du Lac-Saint-Joseph, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Laroche);
- de la cité de Trois-Rivières, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Laroche);
- de la cité de Saint-Jean, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Ouimet);
- du village de Chute-aux-Outardes, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Bélanger);
- de l'Association des mesureurs de bois licenciés de la province de Québec, demandant l'adoption d'une loi augmentant ses pouvoirs (M. Castonguay);
- du club de golf de Saint-Hyacinthe, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Boulais);
- de la cité de Laflèche, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Laporte);
- de la cité de Chomedey, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Lavoie);
- de Jean-Baptiste Lemoine et autres, demandant l'adoption d'une loi les incorporant sous le nom de Assurance U.C.C. Compagnie mutuelle (M. Boulais);
- de Coenraad Zuurbier, demandant l'adoption d'une loi changeant son nom en celui de Joseph-Napoléon-Benoît-Conrad Côté (M. Lechasseur);
- de la cité de Sorel, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Lechasseur);
- de La Prévoyance Compagnie d'assurances, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Lechasseur);
- de J.-P. Deslieries et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de Collège des conseillers en relations industrielles (M. Lechasseur);
- de la Corporation de gaz naturel du Québec, demandant l'adoption d'une loi lui permettant d'agrandir son territoire (M. Lechasseur);
- de dame Claire Lamarche, demandant l'adoption d'une loi annulant une clause de son contrat de mariage (M. Meunier);
- de la ville de Laval-des-Rapides, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Lavoie);
- de la ville de Saint-Félicien, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Plourde, Roberval);

- de J.-M. Pagé & Frère inc., demandant l'adoption d'une loi clarifiant leurs titres de propriété (M. Laroche);
- de la ville d'Outremont, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Boulais);
- d'Oscar Lanthier et autres, demandant l'adoption d'une loi corrigeant certains actes et confirmant certains titres de propriété (M. Lavoie);
- de la Fédération des instituteurs et des institutrices catholiques, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Lalonde);
- de Décarie Blvd. Holding Co. Ltd., demandant l'adoption d'une loi la déclarant seule propriétaire d'une ruelle qui ne porte pas de numéro de cadastre (M. Lechasseur).

Rapports des comités permanents:

M. Dionne (Rimouski): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanent des règlements.

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- de Jean-Marc Béliveau et Lawrence Mollot, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Barreau de la province de Québec à les admettre à l'exercice de la profession d'avocat;
- de l'Association des chimistes professionnels du Québec, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- de Fraser-Hickson Institute of Montreal, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- de la Caisse Nationale d'Économie, demandant l'adoption d'une loi changeant son nom en celui de l'Économie;
- de dame Marie Boutin-Larochelle, demandant l'adoption d'une loi lui permettant d'adopter légalement Marie-Marthe Brousseau;
- de mère Sainte-Agathe et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom des sœurs Servantes du Saint-Cœur-de-Marie;
- de Montefiore Club, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- de Young Israel of Chomedey, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- de Napierville Junction Railway Company, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- de Peter Balfour Glassford, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Barreau de la

province de Québec à l'admettre à l'exercice de la profession d'avocat;

- de Gérard-M. Mahoney et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de Corporation des psychologues de la province de Québec;

- de Nichita Tomesco, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Barreau de la province de Québec à l'admettre à l'étude du droit et à l'exercice de la profession d'avocat;

- de The Mennonite Church and Canadian Conference of the Mennonite Brethren Church of North America, demandant l'adoption d'une loi à l'effet d'obtenir le droit de faire les actes de l'état civil;

- du curé de Saint-Roch de Québec, demandant l'adoption d'une loi validant certains transports de propriété au Foyer Saint-Antoine de Québec.

Projets de loi:

Chemin de fer de Jonction de Napierville

M. O'Reilly (Montréal-Verdun) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 101 concernant la Compagnie de chemin de fer de Jonction de Napierville.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Chimistes

M. O'Reilly (Montréal-Verdun) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 106 concernant les chimistes professionnels.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Peter Balfour Glassford

M. Blank (Montréal-Saint-Louis) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 102 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Peter Balfour Glassford à l'exercice de la profession d'avocat dans la province de Québec.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Nichita Tomesco

M. Blank (Montréal-Saint-Louis) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 104 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Nichita Tomesco à l'étude du droit et à

l'exercice de la profession d'avocat dans la province de Québec.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Institut Fraser-Hickson, Montréal

M. Blank (Montréal-Saint-Louis) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 107 modifiant la charte de l'Institut Fraser-Hickson, Montréal.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Club Montefiore

M. Blank (Montréal-Saint-Louis) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 127 concernant le club Montefiore.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Young Israel of Chomedey

M. Lavoie (Laval) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 103 constituant en corporation Young Israel of Chomedey.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

J.-M. Béliveau et Lawrence Mollot

M. Parent (Hull) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 105 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Jean-Marc Béliveau et Lawrence Mollot à l'exercice de la profession d'avocat dans la province de Québec.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Caisse Nationale d'Économie

M. Lechasseur (Verchères) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 108 concernant la Caisse Nationale d'Économie.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Psychologues

M. Meunier (Bourget) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 110 concernant la Corporation des psychologues de la province de Québec.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Adoption de Marie-Marthe Brousseau

M. Meunier (Bourget) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 112 concernant l'adoption de Marie-Marthe Brousseau.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Sœurs Servantes du Saint-Cœur de Marie

M. Roy (Lévis) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 116 constituant en corporation les sœurs Servantes du Saint-Cœur de Marie.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Église mennonite

M. Brown (Brome) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 121 concernant l'Église mennonite et la Conférence canadienne de l'Église des Frères mennonites de l'Amérique du Nord.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Curé de Saint-Roch et Foyer Saint-Antoine

M. Maltais (Québec-Est) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 153 concernant le curé de Saint-Roch de Québec et le Foyer Saint-Antoine.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Messages de l'Assemblée législative:

Comité mixte de la Bibliothèque de la Législature

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) propose: Que la Chambre envoie un message au Conseil législatif pour l'informer que MM. Bertrand (Missisquoi), Bertrand (Terrebonne), Binette, Blank, Caron, Cottingham, Gérin-Lajoie, Hamel (Saint-Maurice), Langlais, Lapalme, Lévesque (Montréal-Laurier), Maltais, Morissette, Saint-Pierre et Tellier constitueront le comité permanent de la Bibliothèque de la Législature en tant que les intérêts de l'Assemblée législative sont en cause et qu'ils représenteront celle-ci comme membres du comité mixte des deux Chambres chargé de l'administration de la Bibliothèque;

Que le greffier porte ce message au Conseil législatif.

Adopté.

Comité mixte des impressions législatives

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) propose: Qu'il soit envoyé au Conseil législatif un message l'invitant à se joindre à l'Assemblée législative pour instituer un comité mixte qui s'occupe des impressions législatives durant la session en cours, et l'informant que MM. Bernatchez, Bertrand (Terrebonne), Cournoyer, Earl, Gérin-Lajoie, Lalonde, Langlais, Levesque (Bonaventure), Lorrain, Meunier et Pouliot représenteront l'Assemblée législative dans ledit comité mixte.

Que le greffier porte ce message au Conseil législatif.

Adopté.

Dépôt de documents:

Ministère des Affaires municipales, Rapport 1960-1961

L'honorable M. Cliche (Abitibi-Est) dépose sur le bureau de la Chambre le rapport du ministre des Affaires municipales pour l'année terminée le 31 mars 1961. (Document de la session no 13)

Ministère du Travail, Rapport 1960-1961

L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice) dépose sur le bureau de la Chambre le rapport général du ministre du Travail de la province de Québec, sur l'activité de son ministère durant l'année financière terminée le 31 mars 1961. (Document de la session no 14)

Sous l'ancienne administration, signale-t-il, lorsque les libéraux étaient à la gauche de l'Orateur, il fallait des semaines et des mois avant d'avoir ce rapport et ils devaient se lamenter pour obtenir ces rapports dont la déposition est ordonnée par les règlements et la loi.

Questions de privilège:

Loi des accidents du travail

M. Bellemare (Champlain): Un article de journal révèle que le ministre du Travail (l'honorable M. Hamel) rencontrerait les journalistes à son bureau

lorsque les amendements proposés à la loi des accidents du travail seront complets, afin de leur fournir des explications. N'a-t-il pas tenté de violer les privilèges des membres de la Chambre en promettant de révéler aux journalistes les détails des modifications à la loi des accidents du travail?

L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice) soutient qu'il a spécifié que ces informations ne seront disponibles qu'une fois le projet de loi soumis en Chambre.

M. Bellemare (Champlain): Est-ce que le premier ministre sait si l'entrevue avec les représentants des journaux et de la radio aura lieu avant que les députés eux-mêmes n'aient pris connaissance des amendements?

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Je n'ai aucun doute que ministre du Travail (l'honorable M. Hamel) ne rencontrera les journalistes qu'après avoir déposé les amendements sur la table de l'Assemblée législative.

L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice): C'est exactement ce que j'ai déclaré aux journaux.

Questions et réponses orales:

Journal des débats

M. Johnson (Bagot): À quelle date le gouvernement s'attend de pouvoir doter la Chambre d'un système de transcription des débats (*Hansard*) comme il l'a promis?

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Le représentant d'Abitibi-Est (l'honorable M. Cliche) peut-il fournir la réponse? Parce qu'il est mieux renseigné sur le sujet, vu qu'il a présidé le comité spécial appelé à étudier le projet d'un *Hansard* alors qu'il était Orateur de l'Assemblée législative.

L'honorable M. Cliche (Abitibi-Est): Le comité s'est réuni à maintes reprises, a fait et a étudié de nombreuses expériences. Plusieurs membres de la Chambre ont été témoins de celles-ci. La dernière effectuée, au moyen d'un système compliqué d'enregistreuses et de sténographes, s'est révélée désastreuse.

Pour cette raison, au cours de la dernière séance du comité composé de ministériels et de

membres de l'opposition, il fut décidé de recommander de procéder par le meilleur système possible: un simple système de sténographes, comme la chose se pratique à la Chambre des communes.

Il a été calculé que le coût du *Hansard* provincial serait de \$100,000 par année. Les épreuves des débats seraient disponibles à la Tribune de la presse parlementaire dans l'heure qui suit la fin du débat. L'Orateur de la Chambre et moi-même accomplissons actuellement des démarches pour mettre sur pied un système de sténographes, afin qu'on puisse entreprendre le plus tôt possible la transcription des débats à la Chambre basse et la doter ainsi le plus rapidement d'un *Journal des débats*. On fait l'impossible pour hâter la mise en service de ce système.

Bourses de Montréal et de Toronto

M. Johnson (Bagot): Des articles de journaux parus dans les quotidiens *La Presse* et *Le Nouveau Journal*¹, ces derniers jours, rapportent un conflit entre les Bourses de Montréal et de Toronto au sujet de l'arbitrage interne² et qu'il y aurait une manœuvre de la Bourse de Toronto en vue de provoquer la démission du président de la Bourse de Montréal. (Sur un ton blagueur) La Bourse de Toronto est-elle en voie de pratiquer le séparatisme?

L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont): Ça vous chatouille, le "sépara-twist"?

M. Johnson (Bagot): Il me semble que, s'il est un domaine où le premier ministre ne peut voir de séparatisme, c'est bien celui-là. Les trois plus importants banquiers de la province de Québec sont membres de la Bourse de Toronto. Est-ce que le ministre des Finances (l'honorable M. Lesage) a l'intention de faire quelque chose pour qu'on cesse ces pressions indues, ces représailles contre la Bourse de Montréal? A-t-il l'intention de profiter de ses bonnes relations avec Dominion Securities ou Wood & Gundy pour intervenir?

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) soulève un point d'ordre à la façon dont le chef de l'opposition présente sa question. Cette période de l'Assemblée est consacrée aux questions, déclare-t-il, et non aux discours.

M. Johnson (Bagot) change la forme de la présentation de sa question. Il est interrompu de nouveau. Il pose la question à une troisième reprise.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): N'ayant pas pris connaissance de ces informations, il ne m'est pas possible d'exprimer une opinion sur le sujet. Comme je suis un homme de Québec, je ne lis pas régulièrement *La Presse* ni *Le Nouveau Journal*. Il demande au chef de l'opposition de bien vouloir lui prêter les articles pour qu'il les étudie. Je répondrai plus tard, dit-il.

Bourses d'études

M. Johnson (Bagot): J'ai reçu des plaintes et des représentations de plusieurs étudiants, à l'effet que le paiement des bourses d'études retarde considérablement. Le ministre de la Jeunesse peut-il fournir des explications à cet état de choses et rassurer les étudiants?

L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges): La question des bourses d'études est très vaste. Il y a une diversité de bourses. Certaines ont été instituées par la législation du gouvernement actuel, à la dernière session. Celles-là sont payées. Quant aux bourses des étudiants universitaires, elles ont presque toutes été distribuées³. La question est ainsi en partie réglée. Pour les prêts en supplément des bourses, il faudra probablement un budget supplémentaire pour les payer⁴.

M. Gabias (Trois-Rivières): Est-ce que le représentant de Québec-Ouest (l'honorable M. Lesage), en qualité de ministre des Finances, peut nous dire à quel moment il sera en mesure de disposer des fonds nécessaires pour payer les bourses aux étudiants des collèges classiques?

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Le ministre de la Jeunesse a répondu à cette question!

M. l'Orateur: Le ministre de la Jeunesse vient en effet de répondre à cette question.

M. Gabias (Trois-Rivières) s'objecte. Il ne s'agit pas de la même catégorie de bourses, dit-il.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Dans ce cas, ces bourses sont payées en tout temps à même le fonds consolidé de la province.

M. Gabias (Trois-Rivières): Quand fournira-t-on au service des bourses les fonds nécessaires?

M. l'Orateur: À l'ordre!

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Les fonds sont là.

Statistiques sur les faillites

M. Bellemare (Champlain): Est-ce que le premier ministre va déposer devant la Chambre basse les statistiques sur les faillites dans la province, question que j'ai soulevée dans mon discours d'hier soir?

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Je n'ai pas vraiment eu le temps d'y voir depuis hier soir, répond-il, mais je promets de me rendre à cette demande légitime.

Grève des taxis Murray Hill

M. Bellemare (Champlain): Est-ce que la grève de la compagnie de taxis Murray Hill, à Montréal, relève de la juridiction du ministre du Travail (l'honorable M. Hamel)?

M. Johnson (Bagot) parle également de cette question.

L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice): Je prends la question comme avis de motion et y répondrai demain.

Une voix de l'opposition: Ce n'est pourtant pas difficile pour le ministre de dire si, oui ou non, cette grève relève de sa juridiction!

Adresse en réponse au discours du trône

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat ajourné mardi le 16 janvier, sur la motion proposée par le député de Chambly (M. Laporte) dont elle a été saisie mercredi le 10 janvier courant: Que l'adresse suivante soit présentée à l'honorable lieutenant-gouverneur:

À l'honorable Monsieur
le lieutenant-gouverneur
de la province de Québec,

Nous, les membres de l'Assemblée législative du Québec, réunis en session, vous prions de bien vouloir agréer, avec l'assurance de notre fidélité à Sa Majesté, nos humbles remerciements pour le discours qu'il vous a plu de prononcer, afin de faire connaître les motifs de la convocation des Chambres.

M. Talbot (Chicoutimi) rend hommage à l'Orateur de l'Assemblée (M. Hyde). J'ai l'espoir, dit-il, que l'Orateur de l'Assemblée législative ne prendra pas de décisions à l'aveuglette et qu'en annonçant toute décision, il en indiquera les raisons. Nous avons confiance que, dans le doute, vous ferez comme tous les Orateurs qui se sont illustrés soit aux Communes anglaises, soit à Ottawa, soit ici même, vous pencherez du côté de la minorité...

Des députés ministériels rient.

Un député ministériel: Mais, quand nous étions dans l'opposition⁵...

M. Talbot (Chicoutimi) offre aussi ses vœux au nouveau ministre des Affaires municipales (l'honorable M. Cliche), ancien Orateur de la Chambre.

Il souligne le décès de l'honorable Onésime Gagnon, ancien ministre de l'Union nationale et lieutenant-gouverneur. Il rappelle la déclaration qu'il a faite en apprenant le décès de M. Gagnon, disant qu'il avait bien rempli son rôle vice-royal⁶.

La nomination de M. Paul Comtois, pour succéder à M. Gagnon, a été bien accueillie, dit-il. M. Comtois a consacré les plus belles années de sa vie au service de l'agriculture, à titre d'agronome.

Le 10 janvier, le député de Chambly (M. Laporte), dont le discours était d'une belle tenue littéraire, s'est lancé dans des déclarations de principe qui sont devenues peu à peu, à la fin, des éloges dithyrambiques du gouvernement. Le représentant de Chambly est un habile; il sait faire sa cour; il ira loin avec le premier ministre actuel si le peuple prête vie à son gouvernement, ce qui est loin d'être sûr.

Le député de Chambly, à qui la rumeur publique prêtait l'ambition de devenir sous-ministre des Affaires culturelles, même ministre des Affaires culturelles lorsqu'il s'était présenté comme candidat libéral dans Chambly, l'année dernière, pourrait bien n'avoir de cesse maintenant qu'il n'en ait décroché le portefeuille. Ce sera pour le premier ministre un autre problème, ajouté à bien d'autres, que lui cause son équipe.

Le grand avantage que nous aura procuré le discours du député de Chambly, comme l'élection d'ailleurs, a été, comme l'a si bien dit le chef de l'opposition, de faire voir à la province, plus particulièrement à quelques bonnes âmes trop naïves, la valeur de l'indépendance du journal où il a fait carrière pendant si longtemps, ainsi que de nous

montrer le vrai visage d'un indépendant. Le premier ministre nous a dit hier soir, lors de son discours, qu'il n'avait jamais douté des convictions politiques du représentant de Chambly (M. Laporte); nous non plus!

Imaginez, M. l'Orateur, qu'année après année, *Le Devoir*, journal indépendant, a confié au député de Chambly (M. Laporte), dont l'indépendance devait lui être connue, le soin de rapporter à la population québécoise, de façon impartiale, objective, et indépendante, les délibérations de cette Chambre.

Imaginez, M. l'Orateur, qu'aux dernières élections générales québécoises, *Le Devoir*, journal indépendant, confiait à l'indépendant député de Chambly la tâche de renseigner ses lecteurs de façon impartiale, objective et indépendante, sans potin ni ragot, sur les événements de la campagne électorale et les pronostics à en tirer quant au résultat final⁷.

Cette belle indépendance du *Devoir* explique que son président, M. René Paré⁸, ait été nommé président du Conseil d'orientation économique; que son directeur général, M. Gérard Filion⁹, ait d'abord été nommé membre du Conseil d'orientation économique, puis membre de la Commission royale d'enquête sur l'enseignement; et que son rédacteur en chef, M. André Laurendeau¹⁰, ait été nommé membre du Conseil des arts. L'indépendance évidemment mène à tout, à la condition d'en sortir.

Si *Le Devoir* veut être libéral, c'est son affaire, c'est son droit, c'est même son devoir si telles sont ses convictions. Mais, de grâce, qu'il ait le courage de le dire publiquement et de ne pas surprendre la bonne foi de ses lecteurs sous le couvert de l'indépendance.

La députée de Jacques-Cartier (Mme Kirkland-Casgrain) me permettra de dire qu'elle a fait ici, la semaine dernière, un début brillant et prometteur. Elle semble avoir pris son rôle au sérieux pour mettre au service de son comté et de la province ses connaissances légales réelles et sa parfaite maîtrise des deux langues officielles. Elle suit ainsi les traces de son père, le Dr C.-A. Kirkland, qui a siégé durant de longues années à l'Assemblée législative où il a laissé une belle réputation de gentilhomme. Je souhaite à la représentante de Jacques-Cartier (Mme Kirkland-Casgrain) de garder le sérieux et la pondération qui lui sont propres.

Le congrès de l'Union nationale et le premier discours de son nouveau chef à la Chambre basse ont montré à la population qu'il existait une équipe de rechange prête à prendre la relève, quand le gouvernement aura décidé de se présenter devant le peuple. Le discours prononcé hier par le chef de

l'opposition est un discours d'homme d'État. Il a fait son devoir en critiquant la politique gouvernementale, puis ensuite en faisant au gouvernement des suggestions positives, sérieuses et concrètes.

Le congrès de septembre dernier a démontré que l'Union nationale, que nos adversaires se vantaient d'avoir écrasée, pulvérisée en 1960, a réussi ce fait assez extraordinaire de tenir dans la ville de Québec, 15 mois après sa défaite, le congrès le plus sérieux, le plus enthousiaste, le plus démocratique et le plus considérable qu'un parti politique n'ait jamais tenu au Canada. Les candidats du congrès de l'Union nationale s'y sont fait une lutte serrée en prononçant des discours dont ils n'ont pas à rougir. Et, après le vote, l'union complète s'est faite entre les candidats et les groupes qui les appuyaient.

Non seulement les membres de l'Union nationale sont unis, mais la tournée quasi triomphale du chef du parti à travers la province en est la meilleure preuve. La raison de ce succès et du regain de popularité de l'Union nationale se trouve dans la déception et le mécontentement du peuple du Québec. Les rumeurs de scission dans le parti de l'Union nationale, attribuées, plus tard, à un étudiant de l'Université Laval, membre du Parti libéral, et lancées après le congrès en septembre, émanaient de journaux à la solde du gouvernement et du Parti libéral voulant semer la zizanie en prétendant que le parti de ses adversaires était divisé.

Après le congrès, nous aurions pu avoir l'équipe Bertrand-Johnson; nous avons aujourd'hui l'équipe Johnson-Bertrand, deux équipes aussi formidables l'une que l'autre! Le peu de différence entre le nombre de votes recueillis par le représentant de Bagot (M. Johnson) et le représentant de Missisquoi (M. Bertrand) aux assises de Québec prouve que les deux candidats ont les qualités pour être chefs.

Il y a une grande différence entre le congrès de l'Union nationale et le congrès libéral de 1958. Les trois candidats du Parti libéral, le représentant de Québec-Ouest (M. Lesage), le représentant d'Iberville (M. Hamel) et le représentant de Vaudreuil-Soulanges (M. Gérin-Lajoie), se sont fait une lutte de corsaires et la présence de 274¹¹ délégués spéciaux a complètement faussé le mécanisme démocratique des assises libérales marquées par la cabale, les chicanes, et les divisions. On distribuait même des billets de \$100 qui auraient fait singulièrement pencher la balance le jour du scrutin¹².

L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont): Mettez-en, c'est pas de l'onguent.

M. Talbot (Chicoutimi): Quelle différence avec le congrès de l'Union nationale! Une organisation démocratique, des organismes formés à tous les niveaux, aucun délégué spécial et un nombre égal de délégués pour chaque comté, une large place aux dames et aux jeunes, des candidats qui se font une chaude lutte, des comités d'études qui fonctionnent rondement pendant près de deux jours, un vote pris devant des milliers de personnes: voilà quelques-unes des caractéristiques du congrès.

Il fait une revue de différents comptes rendus du congrès libéral de 1958 publiés dans les journaux. Le premier ministre, dit-il, alors candidat à la direction de son parti et interrogé, au Club de Réforme, sur l'aide fédérale aux universités et à l'éducation, avait répondu qu'il attendrait le congrès avant de se prononcer.

Ça n'a pas beaucoup changé. L'automne dernier, lorsque que le congrès de la Fédération libérale du Québec a mis à son programme des intrusions dans le domaine de l'enseignement, on n'a pas entendu le premier ministre ni ses ministres protester.

Comme candidat à la direction du Parti libéral provincial, le premier ministre a déclaré, le 21 mai 1958, qu'il marcherait la main dans la main avec le Parti libéral fédéral. Ça n'a pas beaucoup changé, ça non plus; l'automne dernier, on a décidé qu'on s'unirait au Parti libéral fédéral pour faire élire M. Lester B. Pearson et ses candidats.

Selon une déclaration du représentant de Saint-Maurice (l'honorable M. Hamel), qui était aussi candidat à la direction de son parti, ce dernier dénonçait l'inscription de 272¹³ délégués spéciaux en disant que leur présence allait fausser l'organisation du congrès.

Au cours du congrès de 1958, le chef libéral du temps, le représentant de Montréal-Outremont (l'honorable M. Lapalme), en profita pour dire ce qu'il avait sur le cœur...

L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont): Un peu moins fort que M. Barrette, quand même¹⁴!

M. Talbot (Chicoutimi): Dans l'exposé fait hier, à l'Assemblée législative, le premier ministre n'a pas été capable de détruire une seule des affirmations du chef de l'opposition, mais il s'est lancé dans des attaques personnelles et partisans. Ce discours a été mauvais parce que le chef du gouvernement a été désarçonné par les arguments de son adversaire. Ce discours était digne du représentant de Québec-Ouest, mais non du premier ministre du Québec.

En ce qui a trait à la nouvelle doctrine économique et sociale du premier ministre selon laquelle, pour s'enrichir, une nation doit s'endetter au moyen d'emprunts au point de doubler sa dette, je n'ai jamais entendu rien de plus ridicule. Le député de Québec-Ouest, pour appuyer ses dires, a invoqué l'exemple de l'Ontario où la dette *per capita* est quatre fois plus élevée que celle du Québec, en oubliant que, dans la province voisine, les familles sont moins nombreuses que dans la province de Québec.

Souvent, dans l'Ontario, la mère de famille travaille, de sorte que la dette provinciale se répartit sur un plus grand nombre d'individus. Par contre, au Québec, la mère doit rester au foyer pour avoir soin des enfants; donc la dette provinciale du Québec repose sur une seule personne par famille.

C'est à cause de ses dettes que l'Ontario a abandonné la lutte pour le maintien de l'autonomie provinciale, lutte qu'elle menait avec le Québec et la Colombie-Britannique. Un professeur de langue anglaise, de l'Université de Toronto, déclarait que la plus grande contribution de Duplessis au Canada et aux Canadiens fut d'avoir organisé la lutte pour l'autonomie. Maurice Duplessis voulait des surplus budgétaires non pas pour le plaisir d'en avoir, mais bien pour garder la liberté de la province de Québec. La lutte en faveur de l'autonomie provinciale exige des finances saines et, parce que le gouvernement libéral actuel n'a pas de finances saines, il doit accepter l'argent offert par Ottawa en vertu des plans conjoints. Au lieu d'une politique de grandeur, le gouvernement libéral pratique un autonomisme verbal. Il va à Ottawa dénoncer les programmes conjoints, tandis qu'à Québec, il les accepte tous.

La doctrine centralisatrice a eu, à Ottawa, l'appui du député de Québec-Ouest et celui de Maurice Lamontagne¹⁵. Contrairement à ce que le premier ministre a déclaré hier, la politique centralisatrice d'Ottawa ne date pas de la guerre, mais a précédé cet événement de deux ans, soit par la création de la fameuse commission Rowell-Sirois¹⁶. Ce n'était pas une question de guerre, mais une question de doctrine économique. En effet, la guerre n'a pas été la principale raison pour laquelle le fédéral désirait mettre la main sur les taxes directes. Le rapport Rowell-Sirois venait tout juste de lui indiquer le chemin en lui démontrant que la centralisation des revenus était la meilleure façon de régulariser la vie économique. C'est donc en vertu d'une théorie économique anticyclique qu'Ottawa s'est imposé, et c'est toujours en vertu des mêmes principes qu'il n'a pas démordu du gâteau et maintenu son emprise sur ce champ de taxation.

Les libéraux étaient prêts, avant le 22 juin 1960, à régler tous les problèmes. Le peuple de Québec, après 20 mois d'expérience malheureuse, réalise maintenant qu'il a été trompé, qu'il a été dupé par les promesses échevelées et insensées du gouvernement actuel. Ainsi, il n'est plus question de gratuité; on l'écrase plutôt sous le fardeau de taxes nouvelles. Le gouvernement actuel taxe tout le monde pour faire bénéficier tout le monde des mesures sociales; le premier ministre dit que c'est là la solution et qu'il continuera d'y recourir.

Les mesures sociales doivent-elles être universelles ou réservées aux nécessiteux? Le chef de l'opposition a reproché au gouvernement d'accorder indifféremment aux riches et aux pauvres les avantages des lois sur l'assurance-hospitalisation, les bourses d'étudiants, les allocations pour les enfants aux études. Ces lois n'apportent qu'une maigre pitance à ceux dans le besoin et donnent du superflu aux gens à l'aise. Le premier ministre a répondu que son gouvernement ne voulait pas revenir au régime de l'arbitraire et des prébendes. C'est pourquoi il mettait tous les citoyens sur le même pied en face de la loi. Les riches, d'ailleurs, remettent leur surplus à l'impôt.

Cette explication est boiteuse, d'abord parce qu'injuste en soi, et ensuite parce que la province admet déjà le système d'assistance conditionnelle dans plusieurs cas. En effet, les allocations ne sont pas pour toutes les veuves ayant des enfants, mais pour les seules mères nécessiteuses; les allocations ne sont pas pour tous les chômeurs, mais ne sont accordées qu'après enquête; et les pensions de vieillesse avant 70 ans exigent des assistés qu'ils fassent la preuve de leur indigence.

Le cultivateur québécois, qui avait cru à cette politique de grandeur, sait maintenant à quoi s'en tenir quand il paie les millions de la taxe de vente qu'on lui a imposée. L'ouvrier est, avec le chômeur, le grand oublié de l'administration actuelle. Le colon, on n'en parle plus, car il a été pour ainsi dire rayé de la carte. Le gouvernement a réussi ce tour de force qu'une mesure splendide comme l'assurance-hospitalisation, si on s'était donné la peine de l'adapter à la mentalité québécoise, ne réussit qu'à indisposer tout le monde.

La division existe au sein du cabinet libéral. L'une des choses qui scandalisent le plus nos gens, c'est de constater l'indiscipline et le désordre qui règnent au sein du gouvernement. Les déclarations solennelles du premier ministre sont démenties, aussi solennellement, le lendemain par le ministre des Richesses naturelles (l'honorable M. Lévesque,

Montréal-Laurier). Et tous les deux sont contredits le surlendemain par un autre ministre, quand ce n'est pas un de ces prétendus experts qui foisonnent maintenant dans tous les ministères.

On rencontre ces prétendus intellectuels particulièrement dans l'entourage du gouvernement. Ce sont ces petits maîtres désincarnés et apatrides, en rupture de ban avec leur milieu, qui croient se montrer supérieurs en affichant un mépris hautain de leurs compatriotes et qui, à force de jongler avec les idéologies, finissent par perdre tout contact avec la réalité des choses. Vous les voyez à la télévision, vous les entendez à la radio, vous lisez dans vos quotidiens leurs articles, leurs lettres à la rédaction. Et maintenant, ils occupent les tribunes que leur fournit le gouvernement avec l'argent du peuple, l'argent de nos taxes.

Pour la formation de son Conseil provincial des arts, dans la constitution de cet organisme, comme dans plusieurs autres, le gouvernement a procédé au petit bonheur. Toutes les régions de la province ont été écartées de ce Conseil, sauf Montréal et Québec. Montréal a eu la part du lion. Pourtant, le mouvement culturel existe à Sherbrooke et dans toute la région des Cantons-de-l'Est. Il existe à Hull et dans l'ouest de la province, à Montmagny, Sainte-Anne-de-la-Pocatière, Rivière-du-Loup, Rimouski, Mont-Joli, Gaspé, Chandler, New Carlisle, Causapscal, Amos, Rouyn-Noranda, Ville-Marie, Sorel, Saint-Hyacinthe, Joliette, Berthier, Louiseville, Saint-Jérôme. Le mouvement culturel existe aussi à Chicoutimi, dans ma région, dit-il (M. Talbot), à Jonquière, Roberval. Lorsqu'on parcourt la liste des 28 membres de ce fameux Conseil, on s'aperçoit que certains d'entre eux sont d'illustres inconnus qui auraient pu être remplacés, avec avantage, par des représentants venus d'un peu toutes les régions de la province.

Aujourd'hui, les libéraux ne font rien sans former des comités d'étude au petit bonheur de certains experts que le gouvernement de la province de Québec consulte chaque fois qu'il a une décision importante à prendre. Ce sont des organismes au sein desquels il y a, parmi ces experts, des gens aux idées poussiéreuses et malsaines. On se demande si ces commissions d'enquête nommées par le gouvernement libéral ne servent pas de tribune, de groupes de discussion et de théâtre à certains intellectuels pour prôner et propager des idées, des réformes, qui ne cadrent pas avec notre mentalité.

Il y a là des gens qui veulent mettre l'Église à sa place, la sortir des hôpitaux, la sortir des écoles. Ce sont de vieilles théories qui ont été rejetées dans

d'autres pays. Que le gouvernement ferme les écluses, car l'eau qui en sortira risque de submerger nos meilleures valeurs et de le submerger lui-même comme un fétu de paille.

L'honorable M. Lévesque (Montréal-Laurier)

félicite le nouvel Orateur de la Chambre pour sa nomination et les nouveaux députés pour leur élection. Je vous félicite donc, dit-il, comme tous les autres l'ont fait avant moi. Et, comme on l'a fait avant moi, je ne vous en dirai pas plus long.

La province de Québec est sortie d'une période de "grande noirceur" depuis la défaite de l'Union nationale. Mais les yeux ont de la difficulté à s'habituer à la lumière à la sortie des ténèbres. Le gouvernement actuel a complètement démythifié le climat de la province et l'équipe libérale s'est dévouée pour rétablir le contact citoyen-gouvernement-administration. Il ne plane plus d'ombres de sorcières et de fantômes sur la population.

Il fait aussi plaisir de voir les journalistes exprimer ouvertement ce qu'ils pensent; ça ne leur est jamais arrivé de dire ce qu'ils pensent du temps de Duplessis. Le gouvernement libéral s'est appliqué à améliorer le système d'information à la disposition de la presse. S'il y a des critiques contre le gouvernement, c'est une preuve de maturité politique dont je ressens de la satisfaction.

L'époque du gouvernement tout-puissant est révolue pour le grand avantage des citoyens et, depuis leur retour à la liberté avec le changement de gouvernement, ils peuvent maintenant se faire entendre et participer à la vie collective. Il faut admettre cependant que quelques partisans du Parti libéral conservent des habitudes de patronage de l'ancien régime, mais leur nombre est limité. C'est pourquoi tout n'est pas encore parfait, même à l'intérieur du gouvernement, et le retour à la normale ne peut se faire que par étapes.

L'opposition marche à reculons où elle veut entraîner la province, au lieu de tirer profit du progressisme qu'un séjour à la gauche de la Chambre devrait faire éclore. Au lieu du renouvellement quotidien et pénible qu'elle devrait trouver dans l'opposition et d'y puiser le progressisme qui convient, l'Union nationale se prend pour un gouvernement non en fonction. Avec ses nostalgies et ses conceptions simplistes qui engendrent les fausses sécurités intellectuelles, l'opposition donne l'impression d'un régiment de tire-pois affrontant des mitrailleuses, ou d'un groupe de gens voulant construire un avion à hélices pour atteindre la lune dans la tranquille ignorance du principe des fusées.

Il est difficile de rattraper le temps perdu. Le député de Chambly (M. Laporte) a fait preuve d'une confiance toute neuve à l'égard des possibilités économiques de notre province en parlant dans son discours du projet d'une aciérie. Un projet d'aciérie est peut-être difficilement réalisable, mais il est louable d'essayer au lieu de pleurnicher sur notre incapacité.

Mieux vaut rêver d'un gros pain et s'en approcher que de se lamenter continuellement sur le petit pain pour lequel on se croit né. C'est parce que le gouvernement est décidé de tenter l'expérience qu'il a fait appel à des experts français pour dresser un tableau de rendement. On ne pourra reprocher à l'État d'avoir opté pour la solution de l'absence.

L'étude du projet d'aciérie dans le Québec par une société française, l'IRSID¹⁷, est le premier grand résultat de la reprise de contact avec la France par l'intermédiaire de la Maison du Québec à Paris. Cette étude sera faite en toute objectivité par une société qui n'a pas sa pareille de ce côté-ci de l'Atlantique. Cela élargit nos idées aux dimensions du monde moderne. Ainsi, l'action gouvernementale, par ses contacts établis avec Paris et les bases jetées d'une industrie sidérurgique, va redonner un sens aux expressions "survivance nationale", "culture française", ainsi que "survie économique et culturelle" qui en avaient été vidées par l'immobilisme de l'Union nationale, et qui ne doivent pas se trouver uniquement dans les manuels scolaires. Il faut qu'elles signifient quelque chose.

Sous l'Union nationale, elles étaient devenues une sorte de frein empêchant le progrès, selon un concept conservateur dans le plus mauvais sens du mot. On s'en est servi pour faire planer sur nous la crainte d'un danger de mort. Il y a toujours un danger de mort, mais il ne faut pas y penser constamment, car on oublierait de vivre. Les expressions "survivance française" et "culture française" doivent donc avoir un sens dynamique, et ne pas servir de prétexte à notre isolement dans un ghetto, comme ce fut le cas sous un régime qui prétendait qu'il ne faut pas occuper trop de temps à la lecture.

Le discours du trône annonce des mesures sur des points stratégiques trop négligés jusqu'ici: le domaine social, le domaine économique et le domaine politique. En premier lieu, il est tellement évident que les hôpitaux ont besoin d'être structurés que les principaux intéressés ont aidé à la préparation du projet de loi et en ont presque imposé le principe. Le plus distrait des citoyens n'a pu s'empêcher de remarquer, à la lumière de certaines choses, que ce domaine a besoin de réforme.

Le discours du trône prévoit aussi la fondation d'une Société générale de financement. Il y a des années qu'on déplore la dispersion des épargnes et des capitaux. Le temps est venu de nous développer¹⁸. Il y a des années qu'on pleure et gémit sur la situation d'infériorité économique des Canadiens français qui n'auront jamais d'autre patrie que le Québec, qu'on dégoûte les jeunes avec cette espèce de bouffonnerie officielle sur l'émancipation économique nécessaire aux Canadiens français. On s'apitoie sur notre absence du secteur industriel où la technique réclame des mises de fonds considérables.

La Société générale de financement pourra, à condition d'être bien structurée, devenir un excellent point de départ, ce que le député de Bagot (M. Johnson), en bon citoyen, pourra admettre. Elle peut rendre sérieux le désir de notre émancipation économique, contrairement à celle qui s'est exercée à coups de prébendes et de favoritisme. Elle apparaît comme une chance, une étape vitale et un motif d'espoir, si on la conduit à bonne fin dans le monde industriel du XX^e siècle.

Il y a urgence de procéder à une refonte de la loi électorale. La migration vers les villes, au cours des 30 dernières années, a créé un autre problème que le gouvernement espère régler pendant la session. On ne peut songer à avoir une loi parfaite, mais, entre la perfection et le désir sincère de modifier un système électoral qui ne peut plus durer, il y a une marge. Il faut donner à la province un vote honnête et diminuer les dépenses électorales. J'ai foi dans le travail qu'accomplira le comité de redistribution des comtés électoraux.

Dans la délimitation caricaturale actuelle des circonscriptions et avec ce système, les circonscriptions urbaines sont devenues si peuplées qu'un vote rural correspond à 12 votes urbains. C'est une caricature, une négation de la démocratie. Il ne faut plus parler de démocratie si on n'arrive pas à changer cela. Il est urgent que la révision de la carte électorale proposée par le gouvernement soit effectuée, pour que tout le monde soit représenté d'une manière égale à l'Assemblée.

Je félicite le député de Bagot (M. Johnson) pour son discours, mais il aurait dû au moins parler des principaux sujets et des projets de loi annoncés dans le discours du trône.

M. Johnson (Bagot): On attend les projets de loi pour le faire. Ridicule de se prononcer autrement!

L'honorable M. Lévesque (Montréal-Laurier): On voit bien que la politique du chef de l'opposition

n'a pas changé. C'est du négativisme habituel. Mais le style a changé! Je félicite sincèrement...

M. Johnson (Bagot): Attention à votre sincérité!

L'honorable M. Lévesque (Montréal-Laurier): Je félicite sincèrement le député de Bagot de son élection comme chef de l'Union nationale. Et surtout, des félicitations au nouveau scripteur! Les idées sont moins barbares dans leur énoncé, ça modernise encore un peu l'autre côté de la Chambre, mais, dans le texte, l'Union nationale camoufle sous les oripeaux nouveaux d'un progressisme verbal son habituel squelette politique et social.

M. Johnson (Bagot): Le ministre des Terres et Forêts (l'honorable M. Arsenault) bâille.

L'honorable M. Lévesque (Montréal-Laurier): Ce qui m'a le plus surpris fut de constater la grande émotion du député de Bagot dans son discours au sujet du congrès de l'Union nationale. Surtout sur son unité retrouvée. Si l'on me permet de suggérer une politique sûre au chef de l'opposition, je le prierais de lâcher le bistouri...

M. Johnson (Bagot): Dire que c'était payé \$1,000 par semaine à Radio-Canada, \$50,000 par année!

L'honorable M. Lévesque (Montréal-Laurier): Les remarques lancées prouvent que je touche juste. Mais je dois corriger ici une impression fautive créée par le député de Bagot à propos de la question du patronage. La suppression de ce favoritisme ne se fait pas sans tiraillement, mais reconnaître la situation est un signe de force plutôt que de faiblesse. Il m'a fait dire que "si le patronage existe, je partirai", mais j'ai dit que "si le patronage devait revenir comme auparavant, je n'aurai plus qu'à partir. Si les emplois deviennent des fioles, si les contrats deviennent des gâteaux pour les estomacs partisans, je retournerai chez moi". Le gouvernement, par la bouche du premier ministre, a affirmé son intention de sévir si on lui amenait les preuves d'irrégularités de membres de la Chambre ou d'administrateurs, mais il n'attend pas cela et il a déjà posé des gestes en conséquence.

Dans un autre ordre d'idées, le chef de l'opposition fait preuve d'infantilisme en citant *Paris-Match*, *L'Album de Suzette*¹⁹ des adultes, en autorité économique pour déclarer le secteur public

inefficace et dépassé, et que les entreprises privées sont responsables de la reconstruction de l'Europe d'après-guerre.

M. Johnson (Bagot) fait remarquer que ce n'était pas *Paris-Match* qu'il citait, mais le rapport de 19 économistes cité dans la revue.

L'honorable M. Lévesque (Montréal-Laurier): C'est tout de même une interprétation des économistes que la revue a faite. Ils ne connaissent rien!

Au nombre des facteurs du relèvement économique de l'Europe d'après-guerre, l'intervention de l'État en a été un, soit par régies directes, par sociétés gouvernementales autonomes ou par des associations mixtes à mise gouvernementale majoritaire. En France, citons la nationalisation des pétroles (1931), des charbonnages, du gaz et de l'électricité (1946), de même que l'énergie atomique (1955). Ce sont des secteurs appelés à devenir publics, comme c'est arrivé dans une demi-douzaine de pays d'Europe comme le Royaume-Uni, l'Autriche, l'Allemagne et la Belgique.

Une voix de l'opposition: À l'étatisation!

L'honorable M. Lévesque (Montréal-Laurier): On peut être pour ou contre, mais on ne peut pas camoufler sa position.

M. Gabias (Trois-Rivières): L'intervention de l'État n'a pas constitué le relèvement économique de l'Europe.

L'honorable M. Lévesque (Montréal-Laurier): Les résultats ont été de constituer un des facteurs du relèvement.

M. Johnson (Bagot): Ces théories et ces propos sont fort intéressants, mais ils vont à l'encontre de M. Michael Oliver²⁰, président du Nouveau Parti démocratique. La nationalisation des industries n'est plus considérée par les socialistes comme étant une fin en soi, ni même comme le plus important instrument de la planification sociale et économique.

L'honorable M. Lévesque (Montréal-Laurier): M. Oliver, je m'en fous²¹! Le chef de l'opposition est comme le précurseur d'un nouveau Moyen Âge économique. Je n'accepte pas qu'on réduise le rôle de l'État, dans la société canadienne-française et dans le contexte économique d'aujourd'hui, à la fonction d'État-soliveau, c'est-à-dire l'État qui

supporte tout peut-être, mais ne comporte en soi aucune dynamique et est incapable de donner aucune impulsion à l'économie.

Selon ce qu'a affirmé le représentant de Bagot (M. Johnson), dans son discours, le gouvernement Libéral du Québec favorise une forme de nationalisation qui est dépassée depuis au moins 20 ans. Le chef de l'opposition a tenté de démontrer l'efficacité de l'État supplétif et prouver que le gouvernement de l'Union nationale était intervenu afin d'activer l'essor économique de la province lorsque nécessaire. Il a cité l'exemple des centaines de millions de dollars qui ont été investis, entre 1944 et 1960, par l'Hydro-Québec dans de nouvelles installations. Sous l'égide de l'Union nationale, l'actif de l'Hydro-Québec est passé de \$177,000,000 à plus de \$1,000,000,000, pour en faire la plus grosse entreprise hydroélectrique de notre province. L'État québécois accomplissait ainsi son rôle supplétif en parant aux insuffisances de l'entreprise privée, toujours selon le chef de l'opposition.

Il est vrai que l'actif de l'Hydro-Québec s'est largement accru, mais ceci signifie précisément que l'État a refusé d'intervenir. D'une part, si l'actif de l'Hydro-Québec a atteint un chiffre si élevé, cela est attribuable à une intervention antérieure du gouvernement libéral qui avait nationalisé la Montreal Light, Heat & Power et la compagnie Beauharnois, en 1944. En d'autres termes, presque la moitié de l'augmentation des investissements en capital, sous le gouvernement de l'Union nationale, sont des immobilisations imputables à l'extension de la centrale Beauharnois et au développement du réseau de distribution électrique de Montréal.

D'autre part, l'ex-ministre des Ressources hydrauliques (M. Johnson) a imposé à l'Hydro-Québec des dépenses d'équipement de l'ordre de \$400,000,000 pour le développement des sites hydrauliques de la Côte-Nord, notamment Bersimis I et II, seulement pour venir en aide à l'entreprise privée, incapable financièrement d'entreprendre les travaux d'aménagement. Le projet de l'Union nationale, au sujet de la future usine hydroélectrique de la Manicouagan, prévoyait même la vente à une compagnie privée de 20 % de la production totale. Il est vrai que ceci aurait pu aller à l'entreprise privée, mais, en agissant ainsi, l'État supplétif de l'Union nationale assumait la charge la plus lourde.

L'électricité supplémentaire produite ainsi par l'Hydro-Québec a été cédée à des sociétés qui la revendaient ensuite avec profits. Ces dernières entreprises touchaient donc, et touchent encore, des profits au niveau de la distribution, sans avoir eu à

courir le risque d'investir des sommes énormes pour la production. L'intervention de l'État, à la manière de l'Union nationale, cela signifie mettre les capitaux de l'État à la disposition des monopoles privés qui tirent directement profit de la mise en valeur des richesses naturelles sans y engager un seul sou.

En 1944, une fois la nationalisation de la Montreal Light, Heat & Power et de la Beauharnois consommée, l'État aurait dû poursuivre la logique de cette mesure et amener l'Hydro-Québec à étendre son réseau de distribution par l'acquisition ordonnée des compagnies privées. L'entreprise gouvernementale aurait ainsi encaissé les profits faits à la distribution qu'elle a laissés à d'autres. De plus, l'État, de son côté, aurait pu récupérer de l'Hydro les impôts que les entreprises privées doivent verser au gouvernement fédéral. Profits et impôts conjugués, il aurait donc été possible à l'administration provinciale de baisser le prix de l'énergie électrique, ou d'empêcher des hausses telles que celles qui furent décrétées en 1950 et en 1954²² par la Shawinigan Water & Power. Ces augmentations ont plus que compensé la réduction que cette compagnie avait accordée, en 1947, alors que tout le monde avait à l'esprit le geste posé en 1944.

L'intervention efficace de l'État aurait permis d'abaisser le coût de l'électricité pour les familles québécoises, ce qui aurait accru d'autant leur pouvoir d'achat²³, et on aurait pu fournir une force motrice économique à des régions pauvres qu'il faut industrialiser.

Au lieu de cela, on s'est contenté de vendre le courant, à perte ou presque, à quelques entreprises comme Gaspé Copper et Canadian British Aluminum. C'était mieux que rien, mais ce n'était pas suffisant pour l'essor économique de la province et pour l'aménagement économique que souhaite et recommande maintenant le chef de l'opposition²⁴.

M. Tremblay (Maisonneuve): L'heure allouée au ministre des Richesses naturelles (l'honorable M. Lévesque, Montréal-Laurier) est écoulée.

M. Johnson (Bagot) soulève un point d'ordre et fait remarquer à l'Orateur de l'Assemblée législative que le représentant de Montréal-Laurier parle depuis une heure et que les règlements de la Chambre veulent qu'il mette fin à son discours.

M. l'Orateur: Si un seul membre de l'Assemblée législative l'exige, je serai forcé de retirer la parole au représentant de Montréal-Laurier (l'honorable M. Lévesque).

M. Tremblay (Maisonneuve): Eh bien, je le demande!

L'honorable M. Lévesque (Montréal-Laurier) demande à la Chambre deux minutes pour terminer son exposé.

M. Tremblay (Maisonneuve) s'objecte.

L'honorable M. Lévesque (Montréal-Laurier) met fin à son discours.

M. Bellemare (Champlain): Le ministre des Richesses naturelles (l'honorable M. Lévesque, Montréal-Laurier) a parlé pendant une heure et nous ne nous souvenons pas du tout de ce qu'il a pu bien dire. Il dit un mot, il met une virgule, il dit un autre mot, il met une autre virgule, ainsi de suite jusqu'à la fin, pendant une heure. Il n'y avait rien dans ce discours. C'était un discours de virgules. Personne ne l'a fait, mais tout le monde ne pouvait que dire merci au député de Maisonneuve (M. Tremblay) après que le ministre des Richesses naturelles eut assommé la Chambre de mots et de virgules pendant une heure. Le ministre semble incapable de poursuivre logiquement un raisonnement quelconque. Il commence une phrase, par exemple sur les grands projets sidérurgiques du gouvernement actuel, mais, après deux mots, il plante une virgule dans son discours et se met à parler de tout autre chose.

L'autre chose dont il parle toujours, et c'est là le seul sujet où il a un semblant de suite dans les idées, c'est l'Union nationale. Il a en mémoire un nombre impressionnant de qualificatifs et d'épithètes dont il émaille son discours quand il aborde son sujet favori. Le Parti libéral est en train de tout structurer. Le Parti libéral nous a tirés de la "grande noirceur" et nous a fait déboucher dans une clarté aveuglante, où nous édifions de nouvelles structures. Nos yeux ne supportent que très difficilement cette grande clarté libérale. Lorsqu'il a fini du mot "structurer", le ministre utilise le mot "restructurer". La province a été laissée dans un tel état par l'Union nationale qu'il faut tout restructurer. Et le voilà relancé contre la méchante Union nationale.

Il y a une rumeur selon laquelle l'Orateur de la Chambre basse serait nommé membre du Conseil législatif pour y remplacer M. George Marler qui, tout le monde sait, est le véritable ministre des Finances de la province de Québec.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Point d'ordre! C'est une fausseté et une bassesse de

la part du député de Champlain (M. Bellemare) de faire pareille affirmation alors qu'il sait très bien qui est le ministre des Finances de la province de Québec! C'est moi qui suis le ministre des Finances, c'est moi qui dirige les finances du gouvernement et de la province!

M. Talbot (Chicoutimi) demande à l'Orateur de l'Assemblée législative de forcer le représentant de Québec-Ouest (l'honorable M. Lesage) à reprendre ses paroles, surtout les mots "fausseté" et "bassesse".

L'honorable M. Levesque (Bonaventure), M. Johnson (Bagot) et M. Gabias (Trois-Rivières) prennent part à la discussion.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Je couperai court à l'incident, dit-il, si le représentant de Champlain (M. Bellemare) veut admettre lui-même qu'il n'a pas été juste à l'endroit de M. Marler et du ministre des Finances.

M. l'Orateur rappelle à l'ordre plusieurs fois le représentant de Champlain (M. Bellemare).

M. Bellemare (Champlain) consent à retirer ses paroles. Il reconnaît que le député de Québec-Ouest (l'honorable M. Lesage) est bel et bien le ministre des Finances. Il termine par un éloge de M. Marler, un gentilhomme bien versé dans les questions financières, dit-il.

Il fait l'éloge des participants au congrès de l'Union nationale, en septembre 1961. Ce fut, dit-il, le congrès le plus libre jamais tenu dans la province et il a été l'occasion d'un nouveau départ pour l'Union nationale. Dans son discours d'hier, le premier ministre a tenté de semer la scission dans l'opposition. Le premier ministre doit se souvenir de ce qui s'est passé, au congrès libéral, alors qu'un de ses adversaires, le représentant de Saint-Maurice (l'honorable M. Hamel), a déclaré qu'il était important de choisir un chef totalement indépendant du Parti libéral d'Ottawa.

L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice) soulève un point d'ordre et fait remarquer que ce qu'il a dit, c'est qu'il fallait à tout prix choisir un chef qui pourrait débarrasser la province de Québec du régime le plus pourri.

M. Bellemare (Champlain): L'Union nationale est le seul parti exclusivement provincial et exclusivement dévoué aux intérêts de la population

de la province de Québec. Un article de journal prête d'ailleurs au premier ministre des déclarations nettement centralisatrices.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) soulève un point d'ordre.

M. l'Orateur interrompt le député de Champlain.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Je n'ai jamais fait de pareilles déclarations.

M. Bellemare (Champlain): Le premier ministre a déjà fait remarquer que certains députés provinciaux de l'Union nationale avaient fait campagne en faveur de candidats conservateurs lors d'élections fédérales. Mais est-ce que le premier ministre lui-même n'a pas fait campagne assez fréquemment pour les candidats libéraux aux élections fédérales?

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Depuis l'âge de 18 ans, j'ai participé à toutes les campagnes libérales, tant au provincial qu'au fédéral, et j'en suis fier.

M. Bellemare (Champlain): Je suis heureux d'entendre le premier ministre lui-même dire qu'il s'intéressait activement à la politique fédérale et je puis en conclure que le premier ministre n'est pas étranger au programme de centralisation qu'ont tracé les libéraux d'Ottawa contre la province de Québec.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) soulève un nouveau point d'ordre pour rectifier les propos du représentant de Champlain. Je n'ai jamais trempé, affirme-t-il, dans les complots centralisateurs d'Ottawa.

M. Bellemare (Champlain): Je suis heureux d'entendre le premier ministre renier publiquement ses amis, les anciens ministres d'Ottawa!

Le gouvernement libéral actuel n'est pas le seul à avoir une action positive en matière d'éducation. Une action positive du gouvernement de l'Union nationale fut d'adopter, en 1948, une loi assurant l'éducation en imposant une taxe en faveur de tout le monde. La loi forçait les compagnies d'utilité publique, soit les détenteurs ou les propriétaires des forces hydrauliques, à payer des taxes au fonds de l'éducation, sans avoir la permission d'augmenter le taux de leurs services pour couvrir cette contribution.

C'est aussi le gouvernement Duplessis, adoptant des mesures positives, qui a eu le courage nécessaire pour faire face aux syndicats financiers; qui, en 1946, par une action positive, a maté ici, dans la province de Québec, les trusts. C'est le même ancien gouvernement de l'Union nationale qui a installé des industries un peu partout, sur la Côte-Nord et ailleurs, notamment les moulins au Cap-de-la-Madeleine et ceux de Chandler. Une autre action positive fut l'instigation du développement de l'Ungava par le gouvernement Duplessis.

L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont): Lorsque l'Union nationale est arrivée au pouvoir, il y avait déjà des développements en cours, à ce moment sous forme d'explorations, dans l'Ungava.

M. Bellemare (Champlain): Mais c'est l'Union nationale qui a fait le développement.

L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont): L'exploitation commence toujours après l'exploration.

M. Bellemare (Champlain): Dans son programme, le Parti libéral déclarait, en 1960, que la loi de l'habitation²⁵ était insuffisante et qu'il fallait en élargir les cadres. Les libéraux ont diminué le montant de la ristourne pour l'habitation, et de nombreuses lettres le prouvent. La diminution serait même rétroactive pour ceux qui touchaient déjà la ristourne. Est-ce là de la politique familiale?

De nombreuses délégations sont venues à Québec pour protester contre l'administration actuelle du gouvernement. Mentionnons notamment la délégation des étudiants du Collège Loyola, celle des ouvriers et, plus récemment, celle des épiciers de Montréal.

Savez-vous quel a été le plus grand événement politique de l'année dans la province de Québec? Eh bien, ce fut l'élection du ministre des Terres et Forêts (l'honorable M. Arsenault) au poste de chef de la tribu des "Karakongowa"²⁶...

(Rires)

Savez-vous que cette élection a donné lieu, selon les journaux, à des cérémonies hautes en couleur? Les journaux rapportent qu'au cours de ces cérémonies il y eut, par exemple, la danse des jeunes vierges et qu'on profita de l'occasion pour permettre à l'honorable ministre de vérifier ses capacités physiques.

(Rires)

Se pliant à la coutume, le député de Matapédia (l'honorable M. Arsenault) fut invité à se

choisir une squaw. Il la choisit et lui choisit également un nom. Il l'appela "La Manicouagan".

Voulez-vous, M. le premier ministre, voir votre ministre des Terres et Forêts (l'honorable M. Arsenault) en uniforme? Voici la photo; j'ai pensé qu'elle pourrait vous intéresser.

Les députés éclatent de rire.

M. Bellemare (Champlain) (Sur un ton plus sérieux) reprend son discours.

L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont): C'est fini, la tribu des... Kakaro... Koraka...

M. Bellemare (Champlain): Êtes-vous intéressé à en faire partie?

Il y a des reportages publiés dans un journal de Montréal sur la société Spes qui organise une souscription diocésaine pour l'Église trifluvienne. Je me réjouis de l'attitude du *Nouvelliste*, qui nous apportait, ces jours derniers, par une série d'articles, sa pensée sur la souscription qui se fait dans le diocèse de Trois-Rivières.

La province de Québec est reconnue comme chrétienne, mais il y a aujourd'hui un souffle d'anticléricalisme à travers toute la province. Je suis heureux de vous dire ici qu'un grand catholique, le président du journal *Le Nouvelliste* de Trois-Rivières, M. Pierre Dansereau, a déclaré publiquement que *Le Nouvelliste* défendra constamment l'Église et ses clercs.

Ceux qui ont publié des articles contre le diocèse de Trois-Rivières et sa campagne de souscription devraient avoir le courage de réparer le mal qui a été fait.

Je rends aussi hommage aux pionniers du diocèse de Trois-Rivières. Mentionnons notamment Mgr Albert Tessier²⁷, dont le nom s'allie aux instituts familiaux et qui a fait un bien immense dans la province de Québec; le chanoine Mgr L.-J. Chamberland, curé de Sainte-Marguerite, qui fut un pionnier dans le domaine des coopératives d'habitation; Mgr F.-X. Saint-Arnault, p.d., curé de la cathédrale, qui a fondé et s'est occupé de l'Œuvre des terrains de jeux; et Mgr Charles-Édouard Bourgeois, p.a., bien connu dans le domaine des services sociaux.

M. Hanley (Montréal-Sainte-Anne) propose, appuyé par le député de Brome (M. Brown), que le débat soit de nouveau ajourné.

Adopté.

Ajournement

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) propose que la Chambre s'ajourne maintenant.
Adopté.

La séance est levée vers 6 heures.

NOTES

1. M. Johnson fait certainement référence aux articles suivants: "Arbitrage: Les courtiers de Toronto devront se prononcer sur son abolition", dans *Le Nouveau Journal* du 11 janvier 1962, à la page 15; "Nouvelle attaque de Toronto. Règlements amendés en vue d'interdire l'arbitrage" dans *La Presse* du 11 janvier 1962, à la page 45; et "Arbitrage: revers de la médaille. Les courtiers montréalais se prononceront-ils avant ceux de Toronto?" dans *Le Nouveau Journal* du 12 janvier 1962, à la page 16. Voir aussi cet article publié le lendemain de cette séance: "Kierans Replies to TSE. Arbitrage Move Would Hit Both Exchanges", dans *The Montreal Daily Star* du 18 janvier 1962, à la page 50.

2. *La Tribune* du 18 janvier 1962, à la page 11, définit l'arbitrage comme une manœuvre boursière qui consiste à échanger une valeur contre une autre. *The Montreal Daily Star* du 18 janvier, à la page 12, semble plus précis: "L'arbitrage interne en langage populaire signifie la différence entre le cours des actions sur le marché boursier des différentes villes." La même source se révèle plus explicite à propos du différend qui oppose les deux Bourses: "Toronto réclame l'élimination de toute activité d'arbitrage interne au Canada. L'élimination de l'arbitrage interne est considérée comme une menace réelle pour le volume des transactions de Montréal."

3. *Le Nouvelliste* du 18 janvier 1962, à la page 4, affirme que les bourses universitaires ont aussi été versées, à l'instar des bourses instituées par la législation du gouvernement actuel.

4. D'une part, *Le Montréal-Matin* du 18 janvier 1962, à la page 9, ne fait pas la distinction entre les bourses et les prêts en supplément des bourses avant

d'annoncer la nécessité d'un budget supplémentaire pour compléter les paiements des bourses. D'autre part, à la lumière des autres sources, l'affirmation du *Nouveau Journal* du 18 janvier 1962, à la page 9, est à prendre avec précaution, voire à écarter: "Le gouvernement serait démuni d'argent et ne pourrait faire face aux exigences monétaires qui accompagnaient les lois votées à la dernière session."

5. Selon *La Presse* du 18 janvier 1962, à la page 7, ce sont les mots "ici même" du discours du député de Chicoutimi (M. Talbot) qui ont déclenché les rires de la députation ministérielle ainsi que l'intervention d'un de ses représentants.

6. La déclaration de M. Talbot est publiée intégralement dans "L'honorable Talbot est profondément touché par la mort de l'honorable Onésime Gagnon, lieutenant-gouverneur". Voir *L'Action catholique* du 2 octobre 1961, à la page 3.

7. La version de *L'Action catholique* du 18 janvier 1962, à la page 18, laisse entendre que M. Laporte aurait couvert sa propre campagne électorale dans Chambly: "Le journal *Le Devoir* avait manqué à son indépendance en confiant au candidat libéral Pierre Laporte, lors de la campagne électorale dans Chambly, le soin d'informer la population sur les progrès de la campagne et le soin de tirer des pronostics."

8. René Paré (1904-1993), avocat, fut président et directeur général de la Société des artisans canadiens-français (1942-1974) et président de l'Imprimerie Populaire qui publie *Le Devoir* (1953-1977). Outre celle du Conseil d'orientation économique, il occupa aussi la présidence de la Société générale de financement.

9. Gérard Filion fut secrétaire général de l'Union catholique des cultivateurs (1937-1947) avant d'être directeur du journal *Le Devoir* de 1947 à 1963. Élu maire de Saint-Bruno (1960-1968), il reçut le premier prix de journalisme canadien pour les éditoriaux à trois reprises et est l'auteur de plusieurs ouvrages. Il fut membre de la commission Parent sur l'éducation.

10. André Laurendeau (1912-1968), journaliste et écrivain, fut directeur de la revue *L'Action nationale* (1937-1943 et 1948-1954), éditorialiste au journal *Le Devoir* (1947-1957), puis rédacteur en chef de ce quotidien (1957-1968). Député du Bloc populaire à

l'Assemblée législative (1944-1948), il occupa aussi la coprésidence de la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme (commission Laurendeau-Dunton) de 1963 à 1968.

11. Alors que, selon *La Presse* du 18 janvier 1962, à la page 1, et *Le Soleil* du 18 janvier 1962, à la page 1, M. Talbot mentionne 274 délégués spéciaux, dans son discours, *Le Devoir* du 18 janvier 1962, aux pages 1 et 6, ainsi que *Le Montréal-Matin* du 18 janvier 1962, à la page 8, indiquent plutôt 272. Au congrès du Parti libéral du Québec, le 31 mai 1958, Jean Lesage a obtenu 630 voix; Paul Gérin-Lajoie, 145; René Hamel, 97 et Aimé Fautoux, une seule. Nous arrivons donc à un total de 873 voix, soit une par délégué. Dale C. Thompson, *Jean Lesage et la Révolution tranquille*, Montréal, Éd. du Trécaré, 1984, à la page 103. Le nombre de délégués est confirmé par Georges-Émile Lapalme, *Le Vent de l'oubli* (mémoires, tome II), Montréal, Leméac, 1970, aux pages 231-232.

12. Selon *Le Montréal-Matin* du 18 janvier 1962, à la page 8, la distribution d'argent a eu lieu la veille du vote.

13. Voir note 11.

14. Allusion aux déclarations de M. Barrette sur les conflits internes de l'Union nationale au moment de sa démission, le 14 septembre 1960. Pierre Godin, *La fin de la grande noirceur. La Révolution tranquille* (vol. 1), Montréal, Boréal, 1991, aux pages 220-234.

15. Maurice Lamontagne (1917-1983), professeur d'économie et homme politique, œuvra au sein du Parti libéral fédéral et cherchera à renforcer les assises du Parti libéral du Québec, notamment en favorisant la venue de Jean Lesage.

16. Créée unilatéralement par le gouvernement fédéral en 1937, la Commission royale d'enquête sur les relations fédérales-provinciales (ou commission Rowell-Sirois), présidée par N. W. Rowell, puis par Joseph Sirois, enquête sur les relations entre le dominion et les provinces afin d'examiner les bases sur lesquelles repose le pacte confédératif, ainsi que l'attribution des pouvoirs législatifs à la lumière des développements économiques et sociaux des derniers 70 ans. La commission dépose, en 1940, un rapport dans lequel elle recommande notamment que le gouvernement fédéral détienne tous les pouvoirs en matière d'impôt sur le revenu des particuliers et des

corporations et qu'il assume la responsabilité de l'assurance-chômage.

17. L'IRSID, c'est l'Institut de recherches de la sidérurgie. Il s'agissait à l'époque d'un organisme attaché à la Chambre syndicale française de la sidérurgie. En plus de la recherche technique et scientifique relative aux diverses étapes de la fabrication de l'acier, l'IRSID procédait à des études d'implantation de nombreux projets d'usines sidérurgiques, notamment en France, au Pérou et au Pakistan. "L'IRSID à Québec. Le projet de l'aciérie s'amorce: les techniciens sont au travail". Voir *Le Nouveau Journal* du 13 janvier 1962, à la page 18.

18. *L'Action catholique* du 18 janvier 1962, à la page 18, ajoute à la fin de cette phrase: "de nous complexer". Il faut probablement comprendre "sans nous complexer".

19. Ou *Suzette's Fashion Album*, selon *The Montreal Daily Star* du 18 janvier 1962, à la page 29. La revue française *La semaine de Suzette* s'adressait à un jeune public féminin. Elle était disponible sous forme d'album, notamment dans les bibliothèques paroissiales.

20. Michael Oliver (1925-2004), en plus d'être un temps président du NPD, fut professeur à l'université McGill et occupa notamment le poste de directeur de la recherche pour la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme, de 1964 à 1970.

21. La plupart des sources utilisent une formulation plus pudique: "je m'en f...". Seul *Le Montréal-Matin* du 18 janvier 1962, à la page 3, ose la formulation intégrale. En anglais, dans *The Montreal Daily Star* du 18 janvier 1962, à la page 29, cela donne: "I don't give a hoot."

22. *Le Nouveau Journal* du 18 janvier 1962, à la page 8, mentionne plutôt 1957.

23. Cette explication de M. Lévesque dans *Le Soleil* du 18 janvier, à la page 2, est très succincte, peu explicite, voire contradictoire: "L'Hydro aurait racheté l'électricité pour la revendre avec profits dont les consommateurs faisaient les frais."

24. Il est possible que le dernier paragraphe du discours de M. Lévesque, concernant la logique à suivre une fois la nationalisation d'Hydro-Québec

consommée, n'ait pas été prononcé à l'Assemblée législative. *The Gazette* du 18 janvier 1962, à la page 2, nous apprend que, interrompu par des protestations de l'opposition alors qu'il dépassait le délai d'une heure fixé pour l'adresse en réponse au discours du trône, M. Lévesque a donné la dernière page de son discours aux membres de la Tribune de la presse.

25. 1960. *Le programme politique du Parti libéral du Québec*, article 36: Création d'un crédit à l'habitation familiale, à la page 19.

26. Le 19 octobre 1961, les Mohawks de Kahnawake décernent un diplôme d'honneur à M. Arsenault, le faisant chef honoraire de leur tribu. Il reçoit aussi à cette occasion le nom de Karaconkawa, signifiant grand chef des bois. Voir: Bona Arsenault, *Souvenirs et confidences*, Ottawa, Leméac, 1983, à la page 161.

27. Mgr Albert Tessier (1895-1976), cinéaste et historien, fut professeur d'histoire à l'Université Laval (1937-1965). En plus de commettre de nombreux ouvrages en histoire et ses mémoires (*Souvenirs en vrac*, 1975), il réalise près de 70 films entre 1930 et 1950. En tant que l'un des artisans du film documentaire québécois et l'un des précurseurs du cinéma québécois, un prix portant son nom est attribué par le gouvernement du Québec pour souligner la contribution d'un artisan du cinéma québécois.

Séance du jeudi 18 janvier 1962

Présidence de l'honorable J. R. Hyde

La séance est ouverte à 2 h 30.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Présentation de pétitions:

Les pétitions suivantes sont présentées et déposées sur le bureau de la Chambre:

- de la Congrégation Notre-Dame-du-Bon-Conseil de Montréal, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Lavoie);
- de dame Amber Dix et autres, demandant l'adoption d'une loi les incorporant sous le nom de The Evangelical Free Church of America (M. Lechasseur);
- de Laszlo Szemenyei, demandant l'adoption d'une loi l'admettant à l'étude et à la pratique de la profession d'avocat dans la province de Québec (M. Roy, Lévis);
- de la cité de Montréal, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Lavoie);
- de la Fédération de l'industrie de la construction de la province de Québec, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Lalonde);
- de Alexandra Hospital, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. O'Reilly);
- de dame Alice Lamarre et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de Joseph-Alexandre Viau (M. Parent);
- des représentants légaux de feu Elzéar Baillargeon et feu Charles-J. Baillargeon, demandant l'adoption d'une loi concernant les titres de certaines propriétés (M. Cloutier);
- de Léon Masson et autres, demandant l'adoption d'une loi prorogeant de nouveau le partage des biens de la succession de l'honorable Joseph Masson (M. Blank);
- de The Royal Trust Company Mortgage Corporation, demandant l'adoption d'une loi octroyant les mêmes privilèges que ceux accordés aux compagnies de prêts (M. Blank);
- de dame Claire Bender, demandant l'adoption d'une loi validant un acte de vente (M. Blank);
- de Crédit Foncier Franco-Canadien, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Blank);

- de Zdenek Podskalsky, demandant l'adoption d'une loi changeant son nom en celui de Denis Dennis (M. Blank).

Lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont lues et reçues par la Chambre:

- de la ville de LaSalle, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (Mme Kirkland-Casgrain);
- des religieuses sœurs hospitalières de Saint-Joseph de l'Hôtel-Dieu de Montréal, demandant l'adoption d'une loi modifiant leur charte (Mme Kirkland-Casgrain);
- de la cité de Saint-Laurent, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (Mme Kirkland-Casgrain);
- de la cité de Pointe-Claire, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (Mme Kirkland-Casgrain);
- de la cité de Lachine, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (Mme Kirkland-Casgrain);
- des sœurs de Miséricorde Montréal, demandant l'adoption d'une loi modifiant leur charte (Mme Kirkland-Casgrain);
- de la cité de Sherbrooke, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Brousseau);
- de la révérende mère Saint-Romuald, demandant l'adoption d'une loi incorporant l'École normale Notre-Dame-du-Sacré-Cœur (M. Brousseau);
- de Israel Trachtenberg, demandant l'adoption d'une loi changeant son nom en celui de Tratt (M. Blank);
- de Paul-O. Cordeau et autres, demandant l'adoption d'une loi les incorporant sous le nom de The Corporation of Refrigeration and Air Conditioning Contractors of Quebec (M. Blank);
- de The Royal Trust Company, demandant l'adoption d'une loi concernant le testament de feu Joseph-Avila Guilmette (M. O'Reilly);
- de The Canadian Society for the Prevention of Cruelty to Animals, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. O'Reilly);
- de la cité de Sept-Îles, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Coiteux, Duplessis);
- de la corporation des sœurs de la Charité de Québec, demandant l'adoption d'une loi lui donnant

le pouvoir d'édicter des règlements dans les limites de la paroisse de Saint-Michel-Archange (M. Jourdain);

- de l'hôpital Laval, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Jourdain);

- de Jacques Tennenbaum, demandant l'adoption d'une loi changeant son nom en celui de Teroux (M. Blank);

- de Benny Gerstel et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de Congregation Anshei Ozeroff (M. Blank);

- de la cité d'Alma et la ville de Naudville, demandant l'adoption d'une loi modifiant leur charte (M. Collard);

- de Antoine-Élie-Paul Dupré, demandant l'adoption d'une loi changeant son nom en celui de Léo Dupré (M. Roy, Lévis);

- de la cité de Jonquière, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Harvey);

- de la cité d'Arvida, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Harvey);

- des frères du Sacré-Cœur, demandant l'adoption d'une loi étendant et refondant leurs pouvoirs corporatifs (M. Morissette);

- des commissaires d'écoles de la cité de Thetford-les-Mines, demandant l'adoption d'une loi modifiant leur charte (M. Maheux);

- de Mlle Thérèse Couturier, demandant l'adoption d'une loi changeant son nom de Couturier en celui de Gendreau (M. Dionne);

- de la corporation des sœurs de la Charité de Québec, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Jourdain).

Dépôt de documents:

Ministère de la Voirie, Rapport 1960-1961

L'honorable M. Pinard (Drummond) dépose sur le bureau de la Chambre le rapport du ministre de la Voirie, pour l'année finissant le 31 mars 1961. (Document de la session no 15)

Loi du secrétariat

L'honorable M. Bertrand (Terrebonne) dépose sur le bureau de la Chambre copies des arrêtés en conseil, suivant les dispositions de l'article 29 de la loi du secrétariat (Statuts refondus de la province de Québec, 1941, chapitre 57). (Document de la session no 16)

Remises des droits et peines

L'honorable M. Bertrand (Terrebonne) dépose sur le bureau de la Chambre un état détaillé des remises des droits et des peines, faites en vertu de l'article 44 de la loi du contrôle du revenu (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 73, modifié par la loi 9-10 Elizabeth II, chapitre 40). (Document de la session no 17)

Pension de retraite des employés civils

L'honorable M. Bertrand (Terrebonne) dépose sur le bureau de la Chambre une copie des arrêtés du lieutenant-gouverneur en conseil accordant une pension de retraite aux membres du personnel du service civil (S.R.Q., 1941, chapitre 13). (Document de la session no 18)

Loi de l'amélioration de la voirie

L'honorable M. Bertrand (Terrebonne) dépose sur le bureau de la Chambre le rapport du secrétaire de la province prévu par les dispositions de l'article 3 de la loi concernant l'amélioration de la voirie provinciale, 9 George VI, chapitre 37. (Document de la session no 19)

M. Johnson (Bagot): (S'adressant au secrétaire de la province) Est-ce que le grand sceau a été apposé sur ce rapport?

L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice): On n'a pas l'habitude de voir des rapports déposés en Chambre. Sous l'ancienne administration, il fallait attendre plus longtemps.

M. Johnson (Bagot) proteste en disant que cette déclaration est fausse.

L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice): Nous avons été obligés de faire des scènes pendant des mois pour avoir le moindre rapport.

Loi favorisant le drainage des terres

L'honorable M. Bertrand (Terrebonne) dépose sur le bureau de la Chambre le rapport du secrétaire de la province prévu par les dispositions de

l'article 3 de la loi favorisant le drainage des terres, 9 George VI, chapitre 34. (Document de la session no 20)

**Commissions délivrées,
1960-1961**

L'honorable M. Bertrand (Terrebonne) dépose sur le bureau de la Chambre la liste des commissions délivrées pendant l'année 1960-1961, en vertu de l'article 5 de la loi des employés publics (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 10). (Document de la session no 21)

**Loi concernant les forces hydrauliques
de Belleterre Quebec Mines**

L'honorable M. Bertrand (Terrebonne) dépose sur le bureau de la Chambre le rapport du secrétaire de la province prévu par les dispositions de l'article 1 de la loi autorisant la concession de certaines forces hydrauliques à Belleterre Quebec Mines Limited, 11 George VI, chapitre 40. (Document de la session no 22)

Projets de loi:

**Chemin de fer de
Jonction de Napierville**

M. O'Reilly (Montréal-Verdun) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 101 concernant la Compagnie de chemin de fer de Jonction de Napierville soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Peter Balfour Glassford

M. Blank (Montréal-Saint-Louis) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 102 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Peter Balfour Glassford à l'exercice de la profession d'avocat dans la province de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Young Israel of Chomedey

M. Lavoie (Laval) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 103 constituant en corporation

Young Israel of Chomedey soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Nichita Tomesco

M. Blank (Montréal-Saint-Louis) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 104 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Nichita Tomesco à l'étude du droit et à l'exercice de la profession d'avocat dans la province de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**J.-M. Béliveau
et Lawrence Mollot**

M. Parent (Hull) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 105 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Jean-Marc Béliveau et Lawrence Mollot à l'exercice de la profession d'avocat dans la province de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Institut Fraser-Hickson,
Montréal**

M. Blank (Montréal-Saint-Louis) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 107 modifiant la charte de l'Institut Fraser-Hickson, Montréal, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Caisse Nationale
d'Économie**

M. Lechasseur (Verchères) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 108 concernant la Caisse Nationale d'Économie soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Adoption de
Marie-Marthe Brousseau**

M. Meunier (Bourget) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 112 concernant l'adoption de

Marie-Marthe Brousseau soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Sœurs Servantes du Saint-Cœur de Marie

M. Roy (Lévis) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 116 constituant en corporation les sœurs Servantes du Saint-Cœur de Marie soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Église mennonite

M. Brown (Brome) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 121 concernant l'Église mennonite et la Conférence canadienne de l'Église des Frères mennonites de l'Amérique du Nord soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Club Montefiore

M. Blank (Montréal-Saint-Louis) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 127 concernant le Club Montefiore soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Curé de Saint-Roch et Foyer Saint-Antoine

M. Maltais (Québec-Est) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 153 concernant le curé de Saint-Roch de Québec et le Foyer Saint-Antoine soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Chimistes

M. O'Reilly (Montréal-Verdun) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 106 concernant les chimistes professionnels soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Psychologues

M. Meunier (Bourget) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 110 concernant la Corporation des psychologues de la province de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Questions de privilège:

Bureau vandalisé au parlement

M. Bellemare (Champlain): Je proteste avec toute la véhémence dont je suis capable contre l'acte de vandalisme dont a été le théâtre le bureau no 275-A du parlement, mon bureau, où l'on a forcé la serrure de la table de travail pour prendre les clés de mes deux classeurs qui se trouvaient dans le tiroir. On a fouillé et compulsé chacun de mes dossiers. Je trouve que c'est indigne qu'on entre ainsi dans un bureau et qu'on bouleverse les affaires personnelles d'un député, même si c'est un député de l'opposition. Je demande au procureur général (l'honorable M. Lapalme) de faire une enquête à ce sujet¹.

L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont):

Ce sont là des choses qui me sont coutumières. Est-ce que le député de Champlain (M. Bellemare) a porté plainte auprès du personnel du bureau du procureur général, lors de la découverte du méfait? Je pense qu'il aurait dû agir au plus tôt, ce qui aurait permis à la police provinciale de retrouver plus facilement les voleurs².

M. Bellemare (Champlain): Je tenais à user de mon privilège de député et à porter d'abord le fait à la connaissance de l'Assemblée législative³.

M. Johnson (Bagot): Il semble que ces cambriolages et effractions soient devenus choses coutumières au parlement. Est-ce que, depuis le 5 juillet 1960, le procureur général (l'honorable M. Lapalme) a complété les enquêtes se rapportant aux effractions et aux cambriolages dont il a été victime quand il était chef de l'opposition?

L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont):

Nous n'avons pas pu mettre la main sur ceux qui avaient pénétré dans le bureau du chef de l'opposition ou dans tout autre bureau, par effraction ou avec des clés parfois. Les enquêtes sont terminées

sur les effractions des derniers temps et les investigations n'ont abouti à aucun résultat. Dernièrement, la pièce assignée à un député ministériel a été elle-même visitée par des inconnus.

M. Gabias (Trois-Rivières): Est-ce que l'on a augmenté le nombre des gardiens au parlement comme on y songeait?

L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont): Le problème ne relève pas du procureur général, mais du ministre des Travaux publics (l'honorable M. Saint-Pierre).

M. Gabias (Trois-Rivières): Est-ce que le procureur général a présenté une requête à cette fin au ministre des Travaux publics?

M. Johnson (Bagot): Est-ce que le procureur général a demandé au ministre des Travaux publics d'augmenter le nombre des gardiens? Et est-ce que le procureur général a demandé au département des Travaux publics, responsable du nombre de gardiens de nuit dans les édifices parlementaires, s'il a été informé des infractions?

L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont): Les vols avec effraction ont été signalés au ministère des Travaux publics et c'est la police provinciale qui enquête.

M. Johnson (Bagot) demande au procureur général de veiller à la protection des députés.

Questions et réponses orales:

Hôpital de Lac-Mégantic

M. Guillemette (Frontenac): Est-ce que le ministre de la Santé (l'honorable M. Couturier) sait à quelle date le nouvel hôpital de Lac-Mégantic, projeté sous l'ancien gouvernement de l'Union nationale, sera ouvert?

L'honorable M. Couturier (Rivière-du-Loup): L'hôpital sera ouvert lorsque les travaux seront terminés⁴.

Des députés rient.

Des députés de l'opposition protestent contre cette réponse.

M. Johnson (Bagot): Le ministre de la Santé sait-il à quelle date le nouvel hôpital de Lac-Mégantic, projeté sous l'ancien gouvernement de l'Union nationale, sera ouvert? Le ministre de la Santé n'est pas même capable de nous dire quand les travaux seront enfin terminés.

L'honorable M. Couturier (Rivière-du-Loup): Lorsque les travaux de l'hôpital ont commencé, si les devis et les plans avaient été complétés, si nous n'avions pas été obligés de refaire les plans...

Une voix: Il ne veut pas répondre.

M. Johnson (Bagot) soulève un point d'ordre. Le ministre de la Santé vient de donner une réponse de nature à susciter un débat. Je ne veux pas cependant commencer un débat; il doit répondre oui ou non, comme les règlements l'exigent.

Bourses de Montréal et de Toronto

M. Johnson (Bagot) s'informe des raisons de l'absence du premier ministre.

L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont): Le premier ministre a dû présider un dîner à Bois-de-Coulonge, en compagnie du haut-commissaire d'Australie, M. David Hay, et il n'est pas encore de retour.

M. Johnson (Bagot): J'avais posé une question au premier ministre, hier, concernant la Bourse de Toronto et la Bourse de Montréal. J'attendrai son retour pour obtenir une réponse.

Grève des taxis Murray Hill

M. Johnson (Bagot): Hier, le député de Champlain (M. Bellemare) et moi avons posé une question sur la grève des taxis Murray Hill. La grève des employés de la compagnie de transport Murray Hill à Montréal dure depuis plusieurs mois et le ministre du Travail (l'honorable M. Hamel) ne semble pas encore renseigné sur le différend. Ça ne devrait pas prendre six mois pour savoir si la grève tombe sous la juridiction du ministre.

L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice): Je devais y répondre aujourd'hui, mais j'ai besoin de renseignements supplémentaires...

(Rires à gauche)

L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice): ... avant de décider et dire si la grève de la compagnie des taxis Murray Hill à Montréal tombe sous la juridiction de mon ministère.

(Pointant l'opposition du doigt) Je suis surpris, M. l'Orateur, de voir tous ces gens-là...

Des voix de l'opposition couvrent les paroles du ministre du Travail et le forcent à s'asseoir.

M. Gabias (Trois-Rivières): Nous ne sommes pas surpris que le ministre du Travail ne réponde pas.

Des voix: À l'ordre! À l'ordre⁵!

M. l'Orateur rappelle à l'ordre le représentant de Saint-Maurice (l'honorable M. Hamel) et lui demande de reprendre son siège.

Rapport sur l'enseignement agronomique

M. Bernatchez (Lotbinière) questionne le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Courcy) à propos du rapport de la Commission d'enquête sur l'enseignement agronomique⁶.

L'honorable M. Courcy (Abitibi-Ouest): Je n'aurai aucune objection à déposer sur la table de l'Assemblée législative le rapport de la Commission d'enquête sur l'enseignement agronomique, dès qu'on en aura des exemplaires en nombre suffisant.

M. Bernatchez (Lotbinière) demande aussi au ministre de l'Agriculture la production des mémoires qui ont été soumis au comité d'enquête.

M. l'Orateur rappelle à l'ordre le représentant de Lotbinière en lui faisant remarquer que la période, au début de la séance de l'Assemblée, doit être employée pour poser des questions, mais non pas demander la production de documents.

Loi de l'habitation familiale

M. Bellemare (Champlain) demande au ministre de l'Agriculture et ministre de la Colonisation si la loi de l'habitation familiale dépend encore de lui et s'il peut lui en faire parvenir les règlements.

L'honorable M. Courcy (Abitibi-Ouest): Il n'y a encore rien de changé de ce côté-là; quant aux

règlements, ils ont été publiés dans la *Gazette officielle de Québec*.

M. Bellemare (Champlain): Ils n'ont pas été publiés au complet.

M. l'Orateur rappelle à l'ordre le représentant de Champlain en lui faisant remarquer que la période, au début de la séance de l'Assemblée, doit être employée pour poser des questions, mais non pas demander la production de documents.

Adresse en réponse au discours du trône

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat ajourné mercredi le 17 janvier, sur la motion proposée par le député de Chambly (M. Laporte) dont elle a été saisie mercredi le 10 janvier courant: Que l'adresse suivante soit présentée à l'honorable lieutenant-gouverneur:

À l'honorable Monsieur
le lieutenant-gouverneur
de la province de Québec,

Nous, les membres de l'Assemblée législative du Québec, réunis en session, vous prions de bien vouloir agréer, avec l'assurance de notre fidélité à Sa Majesté, nos humbles remerciements pour le discours qu'il vous a plu de prononcer, afin de faire connaître les motifs de la convocation des Chambres.

M. Hanley (Montréal-Sainte-Anne): La politique officielle de l'actuel gouvernement encourage les citoyens à investir dans la province, dans leur propre avenir. Cette politique, je la fais mienne et je l'endosse en toute sincérité. J'ai toujours considéré que c'était mon devoir de dénoncer l'injustice, quelle que soit la réaction éventuelle que mon attitude pourrait engendrer. Maintenant, au début de la présente session de l'Assemblée, je pense qu'il est temps de remettre les pendules à l'heure au sujet des investissements étrangers au Québec, malgré la position ultranationaliste adoptée par certains groupes.

Il est regrettable que des gens, je pense particulièrement à des membres du gouvernement, remercient les capitalistes étrangers qui ont contribué à l'essor économique de la province de Québec et qui en ont fait une puissance, en les dénigrant et en les insultant. Les déclarations de certains officiels du gouvernement, au sujet du capital étranger, m'inquiètent beaucoup. S'il est facile de prêcher

l'autodétermination du Québec, on doit aussi se rendre compte de certaines réalités qui s'expriment en piastres et en sous, certaines réalités qui ont fait évoluer le Québec de province sous-développée qu'elle était à la puissance qu'elle est devenue.

Je ne regrette pas, lorsque je faisais moi-même partie de la Chambre, d'avoir appuyé le gouvernement qui, dans le passé, a invité les capitaux étrangers à venir exploiter nos ressources et à faire du Québec une province industrielle autant qu'agricole. Au contraire, j'ai toujours félicité le gouvernement, malgré ses erreurs dans d'autres domaines, d'avoir adopté cette politique pour ainsi aménager et ouvrir à la civilisation de riches et nombreuses régions qui jusque-là étaient demeurées désertes et ignorées.

Je ne suis pas habituellement considéré comme étant le défenseur des trusts, des grosses compagnies et des capitaux étrangers, mais, sans avoir peur des contradictions, la province de Québec ne serait pas le géant qu'elle est aujourd'hui sans la contribution du capital étranger venu l'aider à développer ses ressources. Sans mentionner de nom, il y a trois entreprises sur quatre qui ont chacune investi \$500,000,000 dans des circonstances semblables au Québec et qui n'ont pas été capables de payer de dividendes à leurs actionnaires, bien qu'elles soient établies ici depuis quelques années.

Et il se trouve encore des personnes pour proclamer que ces compagnies nous exploitent. Les capitaux étrangers sont bienvenus parce que les habitants de la province ne veulent pas investir eux-mêmes leurs capitaux. Une compagnie étrangère, qui a aussi investi \$500,000,000 au Québec, a fait appel à la contribution des Canadiens. Ceux-ci n'ont fourni que \$2,000,000 alors que la somme des actions vendues atteignait \$145,000,000. La vérité, à vrai dire, est la vérité: les capitaux étrangers ne s'installent pas ici pour nos beaux yeux.

Il est évident qu'en aidant la province en venant ici, les sociétés étrangères réalisent un profit. Mais il n'en demeure pas moins que ces entreprises nées de capitaux étrangers ont contribué au progrès économique des citoyens du Québec. Je ne demande à personne de remercier les grosses compagnies, mais, au moins, donnons-leur raison d'avoir contribué à l'essor du Québec.

Les investissements ne racontent qu'une partie de l'histoire. Regardez par exemple la ville de Schefferville. C'était un endroit oublié, désolé et inhabitable, il y a quelques années à peine. Aujourd'hui, c'est une ville en effervescence et progressive qui compte 20,000 habitants et qui peut

aspirer à un brillant avenir. Si ce n'était pas du capital étranger, ces 20,000 citoyens de Schefferville seraient peut-être 20,000 chômeurs de plus dans la province.

Sans accès aux capitaux étrangers, Montréal ne serait probablement pas dans la situation qu'elle occupe aujourd'hui comme métropole du Canada. Je demande aujourd'hui à tous ces nationalistes qui dénoncent et qui s'insurgent contre tout ce qui n'est pas de Québec: Que faisiez-vous alors qu'en 1939 la ville de Montréal était au bord de la faillite et avait un besoin urgent de \$250,000,000 que le capital étranger lui a consenti? Où étiez-vous alors que la vie de la seconde ville française du monde était en jeu?

La réponse est: Vous étiez silencieux, vous aviez les mains dans les poches et vous laissiez votre argent à la banque. Ce sont des capitaux étrangers qui ont donc renfloué les finances de ma métropole lorsque le refinancement était nécessaire, ne l'oublions jamais.

J'encourage le gouvernement dans ses efforts, dit-il, et toutes ses initiatives destinées à faire bénéficier les citoyens du Québec de l'exploitation des richesses naturelles ainsi qu'à contribuer au développement de la province. Il approuve les efforts du gouvernement pour inciter la population à investir dans ses propres industries. Ma circonscription en est une où l'industrie sidérurgique a des intérêts; c'est aussi une circonscription où il y a des gens en chômage. Je crois cependant qu'il est de mon devoir de prêcher la prudence et la plus grande attention au gouvernement actuel, en ce qui concerne la réalisation de l'industrie sidérurgique, un projet qui lui tient très à cœur et un beau rêve qu'il fait miroiter à la population.

Moi aussi, j'aimerais bien que le Québec soit la propriété des Québécois. Je pense cependant que c'est une conception, du moins, qui apparaît comme une utopie aux gens réalistes, de croire que toute l'industrie de la province, en outre le projet d'un complexe sidérurgique, peut être exclusivement entre les mains de Québécois. Cette industrie, où la concurrence est extrêmement forte, nécessite des mises de fonds considérables. Je crois que nous devons plutôt donner le crédit et dire merci au capital étranger. Il est bien connu, en fait, que l'acier européen est vendu à un prix inférieur, au Canada, que l'acier canadien.

Sachons reconnaître le mérite des étrangers qui ont investi ces capitaux chez nous. Dans mon comté ouvrier, il y a de nombreux exemples des magnifiques résultats de l'investissement de capitaux étrangers importants pour le Québec. Il y a

principalement la construction du plus gros édifice commercial au monde, la Place Victoria, qui a été planifié, conçu et construit grâce à des capitaux étrangers⁸. Sans eux, le projet n'aurait pu être réalisé.

Le comté de Montréal-Sainte-Anne reçoit, chaque jour de votation, une très mauvaise publicité au sujet de ses mœurs électorales. Si cette situation existe, c'est la faute de mes adversaires politiques, et d'eux seuls. Les citoyens de Sainte-Anne savent que je n'ai jamais eu recours à des tactiques illégales et frauduleuses pour être élu. J'ai toujours été réélu parce que je travaille dans leur intérêt. J'ai déjà prouvé, et je peux le faire encore, que ce sont mes adversaires politiques qui ont engagé des bandits accusés de meurtre, et autres criminels endurcis, pour tenter de me faire subir la défaite au cours de campagnes électorales, notamment lors des dernières élections.

Il (M. Hanley) exhibe, une par une, sept photos des dossiers de photos signalétiques de criminels et de voyous notoires sans les identifier. Il précise, à chaque photo, les accusations qui pèsent contre les travailleurs d'élections présumément engagés pour le combattre.

En voici un de la galerie des voyous, et savez-vous de quel crime a été accusé ce présumé bandit, M. l'Orateur? De meurtre! De meurtre, M. l'Orateur. De meurtre!

En voici un autre; savez-vous de quel crime a été accusé ce présumé bandit, M. l'Orateur? De meurtre! De meurtre!

En voici un autre de la galerie des voyous, et savez-vous de quel crime a été accusé ce présumé bandit, M. l'Orateur? D'assaut criminel!

Un autre, et savez-vous de quel crime a été accusé ce présumé bandit, M. l'Orateur? D'assaut grave!

Et en voici un autre; savez-vous de quel crime a été accusé ce présumé bandit, M. l'Orateur? De meurtre!

En voici un autre de la galerie des voyous, et savez-vous de quel crime a été accusé ce présumé bandit, M. l'Orateur? De meurtre!

Un autre, et savez-vous de quel crime a été accusé ce présumé bandit, M. l'Orateur? De vol d'armes⁹!

Des assassins... des assassins... des assassins, tous!

Les députés rient¹⁰.

M. Hanley (Montréal-Sainte-Anne): L'un de ces hommes aurait touché \$3,000 pour 48 heures

de travail d'élection, à condition qu'on lui procure des armes pour ses compagnons et pour lui-même. Jusqu'à ce que ces adversaires et ces bandits fassent leur apparition il y a une dizaine d'années, le comté de Sainte-Anne jouissait d'une réputation d'honnêteté et de civisme quant à ses campagnes électorales respectueuses de la loi. Il n'y avait pas de banditisme électoral, de fiers-à-bras, et on ne tirait pas du revolver. Mes adversaires, qui ne sont pas nés ni élevés dans le comté, sont allés jusqu'à fracasser leurs propres fenêtres de comités électoraux pour tenter de faire croire aux gens que c'était moi le responsable de ces actes de vandalisme.

Il demande à plusieurs reprises de mettre fin à tous les péchés mortels du jour d'élection, afin de rendre le vote honnête dans la province. Je félicite le gouvernement de son projet de réforme électorale que je réclame depuis plus de 10 ans, dit-il. Je suis en faveur d'un système électoral qui mettra fin aux fraudes ainsi qu'à l'enregistrement du vote dans les "polls" sur des tabulatrices électroniques. Je demande au gouvernement de prendre toutes les mesures nécessaires pour sauvegarder la bonne réputation du comté de Sainte-Anne et mettre fin au banditisme et à la violence en temps d'élections.

Je veux qu'on légifère pour mettre fin aux tactiques antidémocratiques et afin de permettre à la police de dénoncer, faire comparaître et sévir non seulement contre les gens qu'on engage, mais aussi contre les agents, les organisateurs et les partis politiques qui se cachent derrière ces gens. Pour tous ces bandits, je demande l'emprisonnement obligatoire.

Il (M. Hanley) fait l'éloge du ministre du Revenu (l'honorable M. Earl) et propose que le gouvernement porte de 5 % à 10 % la taxe sur les deniers gagés au pari mutuel des courses de chevaux. Je suggère, dit-il, d'imposer une taxe seulement aux grands hippodromes de la province, particulièrement ceux où l'on vend de l'alcool. Cette nouvelle source de revenus procurerait à l'État environ \$5,000,000, puisque la somme des gageures est d'environ \$100,000,000¹¹ annuellement. Ce nouveau revenu devrait être affecté au programme de santé du gouvernement et, en partie, au rétablissement des subventions aux organismes d'éducation physique et de loisirs, et à doter les villes de centres de culture physique¹². Je sais que la cancellation, dans mon comté, des subventions aux loisirs a causé un tort considérable; ce fut une grave erreur.

Je suggère également au gouvernement, une fois de plus, l'établissement d'une régie provinciale du turf, où il serait nécessaire de faire des tests de salive sur tous les chevaux pour se rendre ainsi au

désir de la section du Québec de l'Association de bienfaisance des propriétaires de chevaux, la Horsemen's Protective Benefit Association¹³.

Les personnes âgées de plus de 40 ans ont de grandes difficultés à se trouver des emplois et vont grossir le nombre des chômeurs. Ce problème se pose d'une façon particulièrement aiguë dans mon comté. Le gouvernement a certainement les moyens de régler ce problème croissant et de prendre des mesures sévères contre les entreprises interdisant l'embauche des hommes âgés de plus de 40 ans à une époque où l'automatisation ne peut qu'aggraver la situation.

Il (M. Hanley) félicite aussi le gouvernement de prendre des mesures pour faire adopter une loi réprimant les abus criants et mettant un frein aux appétits malhonnêtes des sangsues que sont des sociétés de crédit. Il y a longtemps que pareille action aurait dû être prise pour la protection du public. Dans les comtés ouvriers comme le mien, les résultats des usuriers peuvent se voir tous les jours.

Il fait l'éloge du député de Terrebonne (l'honorable M. Bertrand), secrétaire de la province et responsable du tourisme, et souligne que le tourisme est important non seulement pour le nord de la police, et de l'usage discrétionnaire des deniers publics.

M. Brown (Brome) parle de l'esprit toujours présent de l'Union nationale, qu'un parti politique ne puisse exister dans la province de Québec, sans reconnaître implicitement la présence mitigée d'un gouvernement favorable à une petite clique choisie, d'un système de patronage, de pouvoirs illimités pour certaines organisations clés, de la domination du fonctionnarisme, de l'emploi dans un but partisan de la police, et de l'usage discrétionnaire des deniers publics.

Le discours du trône annonce la transposition dans la réalité des travaux ardu que le premier ministre et ses collègues ont dû s'imposer pour remédier au désordre massif dont ils ont hérité de l'ancien gouvernement. L'opposition ne peut réaliser que le gouvernement actuel travaille jour et nuit, en collaboration avec le peuple de la province, pour faire disparaître ce désordre légué par l'ancien régime. Chacun des gestes du gouvernement en ce sens est considéré avec soupçon et sarcasme, tant par le parti que par le chef de l'Union nationale. Ils ne peuvent pas comprendre la sincérité du gouvernement en raison de leur propre expérience.

Pourquoi en est-il ainsi? Je suppose que cela peut s'expliquer si l'on considère le fait que les

criminels sont les gens les plus soupçonneux d'une société. En fait, c'est parce qu'après 16 ans de pouvoir et d'irrégularités, l'Union nationale ne peut en venir à réaliser la détermination qu'a notre gouvernement d'extirper cet odieux système de la politique de la province tel qu'établi par l'ancien gouvernement.

C'est ma conviction profonde, dit-il, que l'avenir de la province de Québec est sans limites si nos cultivateurs, nos techniciens et tous les citoyens se donnent la main pour mettre fin à notre complexe d'infériorité, qui est notre pire ennemi aujourd'hui et dont il faut débarrasser la province de Québec. Le 23 février 1960, alors qu'il était ministre des Ressources hydrauliques, le chef actuel de l'opposition déclarait que "le Québec souffrait d'un complexe d'infériorité que la province devait combattre avec enthousiasme et foi". Cette affirmation est d'autant plus étonnante que le régime de l'Union nationale a dirigé la province pendant 16 ans et se vantait d'avoir donné à la province son administration la plus progressive. Et qui a causé ce complexe d'infériorité?

M. Johnson (Bagot): Le général Wolfe.

M. Brown (Brome): Je prétends, moi, que c'est la politique d'isolement de l'Union nationale qui en est directement la cause. L'Union nationale a utilisé l'autonomie provinciale ainsi que la lutte tenace et continuelle contre les autorités fédérales, comme échappatoire dans un but purement politique qui a trompé le peuple du Québec. Le Québec et sa population ont toujours été à leur mieux lorsqu'ils ont bénéficié d'une direction politique progressive. Il faut absolument mettre fin à l'isolement dans lequel notre province a vécu depuis des années.

Je reconnais la valeur de nos relations avec les États-Unis, mais je doute beaucoup que nous devions nous mettre à genoux devant un voisin et frapper au visage nos provinces sœurs. L'Union nationale a prétendu, reproche-t-il, au temps où elle était au pouvoir, que l'autonomie du Québec était menacée par Ottawa tandis que, d'autre part, nous dépendions des États-Unis où nous expédions nos richesses naturelles pour obtenir de l'argent.

Il (M. Brown) cite un texte de 1959, du ministre du Commerce du temps, où il est dit que, que nous le voulions ou non, notre province est devenue un satellite américain et rien n'altérera sa course sans handicaper très sérieusement son développement. Le gouvernement financera plusieurs grands projets particulièrement dans la région des Cantons-de-l'Est.

Grâce au nouveau gouvernement libéral, les Cantons-de-l'Est, qui constituent la troisième région du Québec par ordre d'importance au point de vue démographique, économique et industriel, connaîtront un essor sans précédent et sortiront d'une léthargie causée par l'incurie de 16 ans de pouvoir de l'Union nationale. Le moins que nous, des Cantons-de-l'Est, puissions espérer d'un gouvernement, c'est qu'il utilise la même équité pour toutes les régions de la province. Selon un rapport de 1960, l'Union nationale a fait seulement sept inventaires dans les Cantons-de-l'Est pendant cette période¹⁵, comparativement aux 94 qui ont été effectués dans la région de Montréal. Sous le nouveau gouvernement, nous avons présentement un total de 54 inventaires.

M. Johnson (Bagot): Le député de Brome tente d'induire en erreur la Chambre. Le rapport qui démontre le plus grand nombre d'inventaires a été produit sous les libéraux, mais il couvre probablement l'année 1959, lorsque l'Union nationale était encore au pouvoir.

M. Brown (Brome): Le rapport peut être consulté en tout temps. Je suggère au député de Bagot de le consulter.

Ce que je considère aussi d'un grand intérêt, c'est le nouveau Conseil du tourisme qui a tenu des audiences à travers toute la province de Québec. Il (M. Brown) offre des félicitations au secrétaire de la province (l'honorable M. Bertrand) pour avoir mis sur pied le Conseil du tourisme qui a, dit-il, déjà rendu de grands services à notre population. Le gouvernement actuel a donné toute son importance à l'industrie touristique dont on connaît la valeur économique. Et cette importance a reçu sa consécration grâce au gouvernement actuel.

Dès l'été dernier, à Sherbrooke, le Conseil du tourisme, sous la présidence du secrétaire de la province, siégeait au palais de justice pour recevoir plusieurs mémoires et suggestions des diverses associations des Cantons-de-l'Est sur le développement de l'industrie touristique dans la région. Cette réalisation et d'autres sont signes que le géant assoupi s'est enfin éveillé. Les actes de mon gouvernement, sous l'impulsion du premier ministre, ont poussé le Québec à reprendre au Canada la tête en matière de culture, d'éducation, de santé et d'industrie.

Au sujet du mémoire présenté par un organisme de Magog, il (M. Brown) souhaite que l'administration provinciale contribue financièrement à l'acquisition d'un bateau-croisière par un groupe d'hommes d'affaires de cette ville, afin d'activer

l'industrie et la valeur touristique dans cette région du lac Memphrémagog qui touche les comtés de Stanstead et de Brome¹⁶. Il souhaite aussi que l'administration provinciale continue à améliorer les routes du district comme depuis 18 mois¹⁷, ce qui a permis le développement de deux centres de sports d'hiver, l'un à Sutton, l'autre à Bolton Glen.

Depuis l'avènement du gouvernement libéral, ajoute-t-il, le sport du ski s'est développé d'une façon exceptionnelle dans Brome. Ainsi se réalise un projet caressé depuis 30 ans. Dans le comté de Brome, cela fait 30 ans que nous parlons de coopération entre l'industrie privée et le gouvernement et ce n'est que maintenant que nous l'obtenons.

Avec l'Union nationale, le comté n'a jamais pu compter sur la voirie d'alors pour compléter six milles de routes qui, aujourd'hui, sont complètes et envahies par les skieurs. Il (M. Brown) réclame une autoroute Montréal-Sherbrooke comme la clé de l'économie et du tourisme des Cantons-de-l'Est. Le projet de l'autoroute des Cantons-de-l'Est doit d'abord s'asseoir sur des enquêtes, des recherches et des expertises. Sous le régime libéral actuel, ajoute-t-il, les réalisations seront concrètes¹⁸.

M. Johnson (Bagot): L'enquête de circulation menée l'été dernier à ce sujet n'était que du travail d'étudiant.

M. Brown (Brome): Les études faites l'été dernier, pour connaître l'intensité du trafic dans la région, ont été d'une précision telle qu'on n'avait pas encore vu d'exemple plus complet en la matière dans l'histoire de la province de Québec.

L'Union nationale a répété des promesses d'année en année, mais le gouvernement actuel va faire de la route 9 ce qu'il y a de mieux au Canada en fait de voies de communication, et il en fera autant pour l'autostrade Montréal-Sherbrooke.

M. Johnson (Bagot): À quand cette autoroute?

M. Brown (Brome): Plus vite qu'au cours des 16 dernières années.

Il se réjouit de constater que, dans le discours du trône, les autorités provinciales ont annoncé leur intention de doter le Québec d'un excellent réseau routier qui va ouvrir davantage le pays. La majorité des travaux entamés par le gouvernement actuel seront terminés au cours de la session actuelle, dit-il, particulièrement ceux dans les Cantons-de-l'Est où beaucoup de travail a été accompli au cours des deux dernières sessions de travail.

Il passe rapidement en revue tous les domaines de la vie politique et s'attarde en particulier sur l'agriculture. Les problèmes ne manquent pas dans ce domaine, dit-il. Le Québec ne produit que 50 % de la nourriture qu'il consomme, mais le gouvernement actuel veut apporter des solutions permanentes à ces problèmes.

Il note aussi les changements dans le domaine de l'éducation. Il se dit heureux de constater que les commissions scolaires ne soient plus obligées de venir s'agenouiller à Québec. Il compte que la Commission royale d'enquête sur l'enseignement apportera de grands résultats dans le domaine de l'éducation.

M. Bertrand (Missisquoi) rend hommage à l'ancien lieutenant-gouverneur (l'honorable M. Gagnon) et félicite les nouveaux députés. (Se tournant vers lui) Le représentant de Chambly (M. Laporte) était un journaliste de belle réputation et un juge sévère des législateurs. Maintenant qu'il est sur le parquet de la Chambre, il sera à même de réaliser qu'il y a loin de la théorie qu'il a expliquée durant sa carrière de journaliste à la pratique, et que le rôle du législateur en est surtout un de médiateur entre les divers éléments qui forment la population de la province.

Il félicite également la députée de Jacques-Cartier (Mme Kirkland-Casgrain). Le premier député féminin élu à l'Assemblée législative porte une lourde responsabilité et toutes les générations à venir tourneront les yeux vers elle, dit-il. Elle a un défi à relever, c'est-à-dire faire mieux que les hommes qui l'ont précédée à l'Assemblée législative.

Venons-en maintenant au discours du trône. Nous avons entendu un discours du trône qui résume la doctrine libérale, qui contenait peut-être beaucoup de choses, mais il est frappant de constater que, dans le débat sur l'adresse en réponse au discours du trône, les députés ont surtout parlé des choses qu'il ne contenait pas. Ainsi, on a beaucoup parlé des partis politiques. C'est un excellent sujet. Je dirai tout de suite que le peuple se pose, comme vous, la question: Qu'est-ce qu'un parti politique? Quel est le rôle d'un parti politique? Georges Vedel¹⁹ a écrit: "Il n'y a pas de démocratie sans partis politiques, pas plus qu'il n'y a de pensée sans langage." La pire des Chambres vaut mieux que la meilleure des antichambres.

Et c'est pourquoi il y a des partis politiques. Un parti politique, c'est une association libre qui groupe des hommes qui ont des idées communes et qui ont l'ambition de se voir confier l'exercice du

pouvoir. Les partis politiques sont obligés de rechercher ainsi le pouvoir, afin de mettre leur doctrine en application. Ils doivent aussi se préparer à exercer le pouvoir, lorsqu'ils ne l'exercent pas, et ils doivent se corriger des imperfections qu'ils se découvrent. Mais il leur faut, avant tout, l'unité d'action, l'unité de pensée et l'unité des moyens. Ils doivent être gouvernés par une discipline librement acceptée. Il peut y avoir diversité d'opinions au sein d'un même parti, et c'est normal, mais c'est le rôle du parti politique de canaliser toutes ces idées afin que l'on puisse s'entendre sur les choses essentielles et fondamentales.

(Prenant un ton badin) Il faut parfois dissiper les nuages dans un ciel sans nuage. Il faut aussi parfois répondre aux potins et aux rumeurs que font circuler les journaux. C'est le devoir de l'homme public de répondre et d'expliquer ses attitudes. Ses concitoyens ont le droit de savoir ce qu'il fait et où il va. Pour ma part, je suis membre de l'Union nationale depuis 1948. En septembre dernier, j'étais candidat à la direction de mon parti et, durant ce congrès, le soir de l'élection, j'ai dit bien clairement que j'offrais ma franche et loyale collaboration au chef du parti.

J'ai aussi dit que j'avais préconisé certaines idées de renouveau pour qu'ensemble nous les fassions rayonner à l'intérieur du parti et en Chambre. On a écrit, dans les journaux, que le renouveau que je prêchais était imprécis. C'est exact. Car le renouveau ne dépend pas des partis, mais d'abord et avant tout des hommes qui composent ces partis. Ce sont les idées que prônent les hommes qui donnent aux partis politiques les idées qu'ils défendent sur la place publique. Plutôt que de descendre crier, moi, sur la place publique, j'ai compris que c'était mon rôle et mon devoir de rester dans mon parti et de travailler au sein de mon parti.

Des députés de l'opposition applaudissent.

M. Bertrand (Missisquoi): Je suis resté dans mon parti parce que le parti est un instrument qui permet à ceux qui veulent s'adonner à la chose publique de travailler pour le peuple. Il est évident que l'instrument qu'est le parti peut subir des transformations selon les époques et peut être amélioré. Le Parti libéral a connu cette période et (regardant les députés libéraux) il nous faudra, pour notre part, moins de temps pour le faire qu'il n'en a pris lui-même.

Des députés ministériels interrompent le député.

Des députés de l'opposition les font taire.

M. Bertrand (Missisquoi): La loyauté pour moi n'est pas un mot, c'est un acte. Quand j'ai accepté de poser ma candidature au poste de chef de l'Union nationale, j'ai clairement établi mes positions. J'ai dit alors que je voulais travailler à l'œuvre de régénération de mon parti et je n'ai pas changé d'idée. Le député de Bagot (M. Johnson) est le chef de l'Union nationale. (Sur un ton plus léger) Il s'est trouvé des gens pour discuter ses mérites, mais, pour ma part, il avait autant de raisons d'aspirer à la direction de son parti, et plus peut-être, que le chef du Parti libéral en avait d'aspirer au sien.

Des députés ministériels interrompent le député.

Des députés de l'opposition les font taire.

M. Bertrand (Missisquoi): C'est un chef jeune, intelligent, travailleur, tenace et persévérant. Je sais qu'il réalise le poids de la responsabilité qui est sienne, et (se tournant vers le chef de l'opposition) je consens et j'accepte encore de travailler avec lui et de le seconder avec tous mes collègues, dans l'accomplissement de la lourde tâche qui lui a été dévolue au congrès général de l'Union nationale. Le député de Bagot (M. Johnson) a prononcé, mardi dernier, un discours étoffé et bien charpenté. Il a repris des thèmes que commentent aujourd'hui les journaux et que *Le Devoir* lui-même qualifie de "vocabulaire nouveau".

Il (M. Bertrand) lit certains passages de l'éditorial du *Devoir*²⁰ sur le discours du chef de l'opposition. On a mis en doute, ajoute-t-il, l'autorité du député de Bagot de faire des reproches au gouvernement, mais le rôle de chef de l'opposition dans un système politique comme le nôtre est primordial. Le chef de l'Union nationale est chargé de surveiller les actes et toute l'administration du gouvernement, de surveiller et contrôler l'action législative.

Qu'on aime ou non le chef de l'opposition, la fonction qu'il occupe en vertu de la Constitution lui donne l'autorité nécessaire et incontestable en Chambre pour remplir ce devoir important. L'ancien évêque de Trois-Rivières, Mgr Laflèche, disait notamment, sur le rôle du chef de l'opposition, "que les privilèges dont il jouit sont grands, mais que sa responsabilité est lourde, effrayante".

On a parlé de l'État, de son rôle, de ses activités et des principes qui doivent diriger son

action. Personne ne veut de l'État qui est tout, qui exerce un rôle absolu, qui domine, qui opprime ou qui supprime tout simplement la liberté d'initiative. Personne ne peut favoriser chez nous un régime aussi absurde. Ce qui convient au temps présent, c'est un certain interventionnisme où l'État doit jouer un rôle, et l'Union nationale l'a bien compris.

Contrairement à ceux qui accusent l'Union nationale d'avoir été rétrograde et de favoriser une politique de laisser-aller, de laisser-faire, nous n'avons jamais refusé d'intervenir dans un secteur ou l'autre de la vie de la nation lorsqu'il s'agissait de sauvegarder les intérêts publics, notamment dans celui du crédit agricole.

Des députés ministériels interrompent le député.

Des députés de l'opposition les font taire.

M. Bertrand (Missisquoi): En introduisant le crédit agricole sous le régime duplessiste, nous avons fait de l'État un véritable banquier, pour prêter de l'argent aux cultivateurs et les tirer de leur impasse financière. Le rôle de l'État, toutefois, doit s'élargir, mais il ne faut pas que ce soit au détriment de la liberté d'initiative, de l'entreprise libre bien comprise. Cette liberté existe encore, heureusement, dans 90 % ou 95 % des cas.

Il est clair et curieux que ce qu'on a appelé le libéralisme économique a cessé ses activités et reste maintenant lettre morte. C'était la loi de la jungle. La contrepartie, c'est la loi de l'esclavage instituée par un gouvernement qui contrôle toutes les activités humaines. Nous disons que l'entreprise libre, l'entreprise privée, doit être encouragée et que l'État ne doit intervenir que lorsqu'il s'agit de protéger le bien commun, le contenu de la Constitution et nos droits, ou de réclamer les droits de la communauté. Dans ce domaine du bien commun, l'Union nationale a combattu pour sauver les fondements de notre autonomie provinciale.

À la solution du problème universitaire, feu Paul Sauvé et son successeur, M. Antonio Barrette, ont alors fait triompher la formule de déductibilité et réussi à décider le pouvoir central à évacuer un domaine de taxation dans une proportion qui ne lui appartenait pas. Grâce aussi au travail de M. Duplessis, Québec a donné, dans ce domaine, l'exemple à toutes les provinces. Il est clair, cependant, que, devant l'intransigeance du gouvernement fédéral, le rôle de l'État, chez nous, devient très ardu. M. Duplessis a dû mener une lutte longue et difficile,

une bataille très dure, mais on a fini par admettre que le fondateur de notre parti a joué un rôle primordial dans la défense de l'autonomie.

Une autorité de Toronto a déclaré que M. Duplessis, en luttant pour l'autonomie, a protégé non seulement la province de Québec, mais également toutes les provinces du Canada, comme un grand artisan de l'unité canadienne. L'Union nationale, dans ce domaine, continuera de jouer ce rôle, à l'adapter à notre époque. Rappelant les propos que tenait Sir Wilfrid Laurier sur la défense de l'autonomie des provinces²¹, ces propos ne sont pas rétrogrades en 1962, dit-il.

Des députés ministériels interrompent le député.

Des députés de l'opposition les font taire.

M. Johnson (Bagot): Les rouges sont capables de le renier.

M. Bertrand (Missisquoi): La rumeur d'un journal montréalais disait plus tôt cette semaine qu'un groupe de dissidents de l'Union nationale enclins à la séparation envisageaient de retirer leur appui au chef de l'opposition Daniel Johnson et de créer un nouveau parti. Les journaux ont parlé de moi comme chef possible, avec un collègue (M. Armand Maltais), d'un mouvement séparatiste. À proprement parler, j'ai été élu député de Missisquoi, je suis membre de l'Union nationale et j'entends continuer à défendre et à servir la cause de ce parti, ainsi qu'à rester attaché à la politique autonomiste, bonne et nécessaire de M. Maurice Duplessis.

À une époque où il fallait lutter contre Ottawa qui envahissait un domaine qui n'était pas le sien, notre parti a fourni des exemples pour trouver des solutions à une meilleure Confédération. Je suis d'avis que les Canadiens français pourront continuer à vivre dans la Confédération, moyennant qu'on y apporte les amendements nécessaires et qu'on corrige les injustices qui ont été trop souvent notre lot depuis 100 ans.

Appuyant la déclaration du chef de l'opposition, à l'effet que les cinq prochaines années pourraient représenter la dernière chance pour la Confédération, il est nécessaire, dit-il, de réunir au Québec les meilleurs cerveaux en vue d'étudier les amendements à faire à la Constitution, afin qu'elle puisse jouer un plus grand rôle dans l'avenir du Canada, et de préciser les pouvoirs de la province pour lui donner une plus grande souveraineté au sein de la

Confédération. Il fait appel à un front québécois uni. Ce serait là, dit-il, le meilleur moyen de s'y préparer dignement. Notre but doit être d'accroître les pouvoirs du Québec.

On a dit, et c'est vrai, que le Québec n'est pas une province comme les autres; la meilleure manière de le reconnaître, c'est de lui assurer tous les droits constitutionnels qui lui ont été garantis par la Constitution. À l'heure actuelle, il y a bien des courants d'opinions dans la collectivité québécoise. Le séparatisme, dont on a déjà dit qu'il constitue une idée respectable, est une idée respectable. Plusieurs jeunes penseurs de la province s'y intéressent, ils en discutent beaucoup, hantés qu'ils sont par le désir de réaliser quelque chose pour leur mère patrie, inquiets quant à l'avenir de la province au sein de la Confédération.

Bref, le peuple canadien-français cherche sa voie. C'est pourquoi il est grand temps de passer à l'action si on veut mener à bien une œuvre si difficile. Tous les partis politiques devraient s'entendre et collaborer à cette tâche immense, à l'approche du centenaire de la Confédération, en vue d'élaborer la nouvelle Constitution dont le Canada a un urgent besoin.

Nous ne connaissons pas encore la teneur de ce projet de loi pour l'établissement de la Société générale de financement. L'opposition est prête à étudier, en toute objectivité ainsi qu'en tenant compte, d'abord et avant tout, du bien supérieur de la nation et des intérêts économiques de la province, ce projet de Société générale de financement et celui d'une aciérie québécoise. Le problème est complexe; nous demandons au gouvernement de se montrer sage et prudent dans l'établissement de cette société conçue pour diriger les petits investissements du Québec vers le développement industriel de la province.

J'ai toujours dit que les richesses naturelles doivent être mises en valeur d'une façon circonspecte et développées raisonnablement, à l'avantage des nôtres et pour les nôtres. Ce serait une catastrophe pour notre conquête économique et pour l'avenir économique de la province si l'expérience initiale tentée avec la Société générale de financement, surtout dans le domaine de la sidérurgie, venait à échouer.

Au sujet de la nationalisation de certaines ressources, nous sommes ouverts à tout, disposés à discuter, à dialoguer, à combattre aussi. Nous ne craignons pas le domaine de la nationalisation des ressources. En faisant allusion à l'insinuation lancée par le ministre des Richesses naturelles (l'honorable

M. Lévesque) que le gouvernement se prépare à nationaliser les compagnies privées d'électricité, ce projet va sans aucun doute coûter une large somme d'argent, dit-il. Je pense qu'avant de dépenser des millions pour l'étatisation de certaines richesses naturelles, notamment la houille blanche, il serait préférable d'employer l'argent pour d'autres fins plus urgentes et aussi essentielles.

Des députés ministériels interrompent le député.

Des députés de l'opposition les font taire.

M. Johnson (Bagot) et des voix: C'est ce que nous demandons.

M. Bertrand (Missisquoi): L'État est aussi appelé à jouer un rôle dans le domaine économique, et c'est l'initiative privée qui en est l'essence. L'entreprise libre d'aujourd'hui est différente de l'entreprise libre du temps du libéralisme économique où les ouvriers étaient mal payés; elle est respectueuse des ouvriers, de ses obligations et des besoins de la province de Québec. L'Union nationale a toujours été en faveur de l'entreprise privée, en autant qu'elle ne joue pas un rôle qui pourrait mettre en danger la vie de la nation ou provoquer des malaises sociaux.

Il cite les réflexions pastorales du cardinal Paul-Émile Léger en matière d'éducation²². Parlant du problème de l'enseignement laïque, il est d'avis et demande à la Chambre de ne pas oublier que la recherche de l'idéal démocratique du domaine éducatif, donnant justice aux minorités, ne saurait être atteint sans la recherche, en même temps, de l'idéal chrétien. Je ne crois pas à l'école neutre, mais à l'école confessionnelle. Je ne crains pas, cependant, l'école neutre.

L'école confessionnelle, c'est elle qui m'a fait tel que je suis. C'est également elle qui a formé la majeure partie de la population de la province de Québec. L'Union nationale, ajoute-t-il (avec insistance), a pris une politique pour conserver une institution séculaire et essentielle: le département de l'Instruction publique. Il convient de garder l'école hors de la politique, et les partisans de l'Union nationale ne sont pas les seuls à croire dans la valeur de notre système scolaire.

Les fonctionnaires du ministère de la Jeunesse affectés à des tâches éducatives devraient même être transférés au département de l'Instruction publique. "Un système scolaire qui est peut-être un des meilleurs au monde", a déclaré M. Arthur

Tremblay, conseiller technique au ministère de la Jeunesse²³.

Des députés de l'opposition applaudissent.

Des voix: Bravo! Bravo!

M. Lemieux (Wolfe): Le gouvernement de l'Union nationale n'a pas rempli son devoir à l'égard du comté de Wolfe. Elle n'a rien fait, pendant qu'elle était au pouvoir, pour améliorer le réseau routier du comté de Wolfe. Il reste 325 milles de routes secondaires à payer dans le comté, dit-il, et les routes 1 et 32 ont été complètement abandonnées par l'ancienne administration du Québec. La situation de la voirie était telle, sous l'Union nationale, qu'au printemps ou à l'automne, certains enfants ne pouvaient se rendre à l'école pendant deux ou trois semaines, à cause de l'état délabré de la voie publique. Il remercie le gouvernement actuel d'avoir commencé à réparer ces injustices en construisant, l'été dernier, 38 milles de chemin.

Il fait le procès de la politique agricole de l'Union nationale qui, dit-il, restait inerte devant les problèmes qu'il était urgent de résoudre et qui négligeait l'agriculture et l'industrie laitière. Nous étions dans une agriculture barrée²⁴. Depuis la nouvelle loi légalisant la margarine dans le Québec, la vente de ce produit a diminué considérablement.

Des députés de l'opposition protestent!

Une voix de l'opposition: Ah! Ça rentre à plein "trucks" de l'Ontario!

M. Lemieux (Wolfe) fait aussi grief à l'Union nationale, lorsqu'elle était au pouvoir, de ne pas avoir pris les mesures nécessaires pour forcer les compagnies de papier à payer un meilleur prix pour le bois vendu par les cultivateurs et les colons. Il remercie le représentant d'Abitibi-Ouest (l'honorable M. Courcy) des nombreuses mesures qu'il a déjà prises, afin d'améliorer la situation des agriculteurs du comté de Wolfe. Le ministre de l'Agriculture et ministre de la Colonisation (l'honorable M. Courcy) prépare, révèle-t-il, des projets de loi devant permettre la fondation, à la campagne, d'entreprises où les produits agricoles seront traités. Une telle initiative empêchera les cultivateurs d'aller grossir les rangs des chômeurs à la ville.

Il demande au gouvernement d'établir cette politique favorisant les industriels désirant s'installer dans les campagnes pour ouvrir les produits agricoles.

En un an et demi, affirme-t-il, le gouvernement libéral a fait plus que l'Union nationale durant ses quatre meilleures années.

L'Union nationale n'a pas fourni aux commissions scolaires les moyens financiers indispensables et n'a pas fait les améliorations voulues à la qualité de l'enseignement pour préparer convenablement les jeunes qui doivent entrer sur le marché du travail. L'ancien gouvernement a fait construire des écoles et a remboursé certaines dettes des commissions scolaires, reconnaît-il.

Le débat est suspendu.

À 6 heures, la Chambre suspend ses travaux.

Reprise de la séance à 8 heures

Adresse en réponse au discours du trône

Le débat se poursuit sur l'adresse.

M. Pouliot (Gaspé-Sud) intitule, dit-il, son bref discours "Ce qui se passe dans ma Gaspésie". Il souhaite que les Gaspésiens, qui ne sont pas éligibles pour des raisons de travail saisonnier, puissent bénéficier de l'assurance-chômage. Il déplore le fait que les travailleurs agricoles ou les pêcheurs de la Gaspésie soient souvent, lorsque l'activité est restreinte à cause du travail saisonnier qu'ils font, réduits à l'assurance-chômage pour faire vivre leur famille. Je n'aime pas, déclare-t-il, cette forme d'assistance sociale, parce qu'elle invite à la paresse sans vraiment soulager la misère.

Des députés ministériels font remarquer au représentant de Gaspé-Sud que c'est l'ancien premier ministre Paul Sauvé qui a signé avec Ottawa l'accord nécessaire pour ce plan conjoint.

M. Pouliot (Gaspé-Sud): Le nombre de ceux qui cherchent du travail, dans le Bas-du-Fleuve, est très élevé, quoi qu'en disent les statistiques qu'on nous récite de l'autre côté de la Chambre. Et, il faut bien le dire, plusieurs de ceux qui sont en chômage le sont parce qu'ils refusent de s'agenouiller devant les maîtres politiques de l'heure.

L'Union nationale, dit-il, est prête à se joindre avec enthousiasme au gouvernement pour améliorer la loi électorale, afin que les abus du passé

ne se répètent plus. Elle veut cependant être bien sûre que ces abus deviendront impossibles avec les amendements du gouvernement. C'est pourquoi il prie ce dernier de ne pas ressusciter certaines pratiques des gouvernements libéraux d'autrefois. Le projet de révision de l'ensemble de la carte électorale du Québec peut être dangereux à bien des points de vue, dit-il. Mettant le gouvernement en garde, il s'oppose à ce que, dans le redécoupage de la carte électorale, on réduise l'importance du nombre des comtés ruraux. L'influence des comtés ruraux religieux qui ont une histoire derrière eux, dit-il, est préférable à celle des comtés urbains cosmopolites.

Le comté de Gaspé-Sud, déclare-t-il, est oublié par le gouvernement actuel, alors que l'Union nationale a fait beaucoup pour la Gaspésie comme dans tout le reste de la province, et son seul défaut fut de ne pas faire assez connaître ses œuvres. Il rappelle notamment, en les nommant, l'établissement d'un grand nombre de parcs et de réserves de pêche pour les sportifs de la province.

Quant au problème du favoritisme politique, il (M. Pouliot) fait une distinction entre ce qu'il appelle le patronage destructif, animé par la haine qui pousse les créatures libérales à mettre la corde au cou de tout fonctionnaire nommé par l'Union nationale, et le patronage d'assistance aux amis politiques. Il reproche au gouvernement actuel de se rendre coupable de patronage destructif dans plusieurs comtés de la province. Je ne veux pas, dit-il, accuser des ministres, mais je sais que, dans certains comtés, il y a des patroneux qui enlèvent du travail à certaines bonnes personnes pour le donner à des libéraux, et qui empêchent ainsi des gens de gagner honnêtement leur vie et celle de leur famille.

Partout, il y a le patronage honteux que pratiquent des patroneux qui ne donnent du travail qu'à ceux dont les noms apparaissent sur la bonne liste... sur leur liste. Enfin, il y a, en autant que je puisse en juger, les contrats accordés sans demande de soumissions. Par exemple, je n'ai vu affichée ou publiée aucune demande de soumissions pour un pont qui se construit dans la circonscription de Bonaventure. Faute de soumissions, je n'en connais pas évidemment le coût probable, mais il me semble pourtant que les travaux coûteront environ \$150,000.

Il (M. Pouliot) veut que le gouvernement tente de trouver des moyens de protéger le petit commerce et les petits commerçants contre la concurrence des grands centres d'achats qui s'installent dans la province et qui drainent notre argent vers les capitalistes étrangers. Nous sommes en train de perdre notre commerce, dit-il.

Je félicite le gouvernement et salue l'effort du ministère de la Santé parce qu'ils sont en voie de faire disparaître une maladie fort contagieuse, en Gaspésie, grâce aux mesures onéreuses de toutes sortes qu'ils ont prises.

Des députés ministériels se réjouissent de cette déclaration.

M. Pouliot (Gaspé-Sud): Même que cette politique libérale promet des surprises pour le gouvernement. Car cette maladie qui tend de plus en plus à disparaître, c'est bien la rougeole²⁵! En effet, avec la marche actuelle des événements, avec le mécontentement général causé par les mesures du gouvernement libéral, il ne restera pas beaucoup de rouges et de rougeole lors des prochaines élections générales provinciales!

L'honorable M. Levesque (Bonaventure) passe en revue la politique du gouvernement pour venir en aide à la Gaspésie. Les chantiers maritimes, l'électrification, les forêts, la colonisation, la voirie, les hôpitaux et le bien-être social ont fait l'objet de son intervention, dit-il.

Je suis heureux de prendre la parole après le député de Gaspé-Sud (M. Pouliot) pour soulever et corriger deux points mentionnés par ce dernier. Il a parlé de la construction de l'auberge de Fort-Prével et d'une construction sur la grève de Paspébiac. Je l'en remercie car il a signalé là, à la Chambre, deux des nouvelles réalisations du gouvernement actuel.

La vieille auberge du gouvernement à Fort-Prével est en reconstruction et elle sera, au printemps, une hôtellerie moderne et magnifique, afin d'aider la cause du tourisme en Gaspésie. Cette réalisation sera possible grâce aux dispositions prises par le gouvernement. Des soumissions privées ont été demandées et soumises au Conseil de la trésorerie parce que, selon les ingénieurs et les experts, il était impossible physiquement et théoriquement de demander des soumissions publiques par l'intermédiaire des journaux. Il y a deux ans, l'administration provinciale du temps n'aurait jamais procédé avec toutes ces précautions. Fort-Prével sera ouvert aux touristes dès le printemps.

Sur la grève de Paspébiac, dans cette grande paroisse de la Gaspésie si négligée par l'Union nationale, on construit un chantier maritime, la fierté de la paroisse, de la Gaspésie et de la province, pour construire et réparer les bateaux de pêche.

Des députés de l'opposition questionnent le ministre de la Chasse et des Pêcheries (l'honorable

M. Levesque, Bonaventure) à propos de soumissions faites pour le projet de chantier maritime de Paspébiac.

L'honorable M. Levesque (Bonaventure): Les travaux se font sous l'égide du ministère de la Chasse et des Pêcheries, dit-il, et des soumissions ont été demandées pour la structure de cette construction.

La Gaspésie, on en parle depuis le 22 juin 1960. Le 23 juin 1960, on est passé de la parole aux actes. Le chef de l'opposition, qui était ministre des Ressources hydrauliques, sous l'Union nationale, avait répondu aux supplications de la population réclamant de l'électricité: "Ça coûte trop cher, \$15,000,000."

M. Johnson (Bagot) soulève un point d'ordre. Le ministre, dit-il, m'impute des paroles que je n'ai jamais dites!

L'honorable M. Levesque (Bonaventure): Je redis et je soutiens que le chef de l'opposition...

M. Johnson (Bagot): Je soulève le même point d'ordre.

L'honorable M. Levesque (Bonaventure): Je redis et je soutiens qu'en janvier 1960...

M. Johnson (Bagot): Je n'ai jamais dit ça. J'ai dit qu'une des raisons de développer Bersimis était de fournir de l'électricité à la Gaspésie. L'Hydro-Québec avait dépensé \$15,000,000 pour l'installation de câbles sous-marins...

L'honorable M. Levesque (Bonaventure): J'accepte la sincérité du chef de l'opposition... (protestations et applaudissements) ... avec laquelle il vient de tenter d'excuser une maladresse passée. Depuis la venue au pouvoir du Parti libéral, la politique énoncée par l'ancien ministre des Ressources hydrauliques est enfin en voie de réalisation. La Gaspésie sera électrifiée, pour son plus grand avantage et pour le progrès de cette région. L'électricité a été un facteur dominant depuis l'avènement du gouvernement au pouvoir, notamment ses efforts pour offrir l'électricité aux Gaspésiens, à un taux compétitif.

Il passe en revue les efforts des autres ministères pour venir en aide au progrès de la Gaspésie. Il fait l'éloge de son collègue, un autre fils de la Gaspésie, le député de Matapédia (l'honorable M. Arsenault). Le ministre des Terres et Forêts

(l'honorable M. Arsenault), dit-il, a fait en sorte que les forêts de la Gaspésie ne servent plus à alimenter les usines du Nouveau-Brunswick, mais qu'elles commencent à être exploitées par les Gaspésiens.

Des députés de l'opposition font retentir des "O...O...OO...OOO..." en se tapant sur la bouche²⁶.

L'honorable M. Levesque (Bonaventure): Notre gouvernement est reconnu en Gaspésie comme le meilleur. La voirie a tellement été négligée par l'Union nationale, en Gaspésie, que les gens disaient: "Ce sont encore des chemins de Taschereau." Il n'en est plus ainsi.

La nouvelle loi de l'assurance-hospitalisation a apporté un bien immense en Gaspésie, dit-il, et il souligne les bienfaits du bien-être social. Mes collègues, conclut-il, ont fait un effort pour venir en aide à la Gaspésie et à mon comté de Bonaventure. C'est un comté qui n'a pas de ville, c'est un comté rural, et c'est un comté heureux. La population de la province de Québec est heureuse sous le nouveau gouvernement libéral.

M. Dozois (Montréal-Saint-Jacques): Je m'étonne, dit-il, de ce que le discours du trône n'ait pas annoncé la question des droits de la femme et de l'émancipation de la femme mariée. La députée de Jacques-Cartier (Mme Kirkland-Casgrain), souhaite-t-il, verra le jour où un gouvernement de l'Union nationale lui donnera ce qu'elle préconise.

Il regrette que l'assurance-hospitalisation soit, pour les indigents, moins avantageuse que l'assistance publique. Des hôpitaux montréalais, déclare-t-il, envoient les comptes des médecins aux patients qui ont été hospitalisés.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) demande au député de Montréal-Saint-Jacques (M. Dozois) de lui faire parvenir une copie de ces comptes, lorsqu'il s'agit de médecins autres que les anesthésistes, et qu'il s'en occupera.

M. Dozois (Montréal-Saint-Jacques) souligne la récente nomination du représentant d'Abitibi-Est (l'honorable M. Cliche) au poste qu'il occupait lui-même autrefois. (Avec ironie) Le député d'Abitibi-Est (l'honorable M. Cliche), déclare-t-il, sera un excellent ministre des Affaires municipales. Il est de notoriété publique qu'il y avait deux autres candidats au poste de ministre: les députés de Bourget (M. Meunier) et de Laval (M. Lavoie). (Raillleur et sur un ton badin) Ils ont dû être bien déçus. J'aurais

un moyen pour les consoler et les dédommager un peu. Ce serait de leur donner d'autres postes importants et de les nommer tous deux adjoints parlementaires du ministre des Affaires municipales.

Le député de Bourget (M. Meunier) pourrait être chargé de régler le problème du boulevard Métropolitain. La tâche serait-elle à sa taille? Dans le comté de Bourget même, les municipalités le long de cette artère sont durement frappées par le montant élevé des prêts qu'elles doivent effectuer pour supporter leur part du coût de construction des voies latérales. Il est rumeur à Montréal que la voie rapide du boulevard Métropolitain se terminera à la montée Saint-Léonard et qu'on la fera bifurquer de là vers la rive sud pour la souder à la route Trans-Canada. Dès lors, une ville comme Pointe-aux-Trembles, par exemple, est obligée de déboursier annuellement \$112,000 pour sa part de construction de voies latérales qui n'existent que sur le papier. Encore là, le député de Bourget (M. Meunier) pourrait mettre à profit son talent et son expérience.

Quant au député de Laval (M. Lavoie), il y a un domaine tout trouvé pour lui. Il pourrait être, comme adjoint parlementaire du ministre des Affaires municipales, chargé de diriger le service d'urbanisme. Il pourrait lancer une campagne destinée à forcer les villes à respecter les règlements de l'urbanisme.

De plus, les deux assistants parlementaires et le ministre ne seraient pas de trop pour régler la fameuse question de la péréquation. Cela semble bien être encore une promesse difficile à remplir. Il y a un an et demi que le ministre actuel du Travail (l'honorable M. Hamel) promet d'accorder la péréquation aux municipalités, sans augmentation de taxe, dès la prochaine session, et depuis, rien n'est venu et on attend toujours. Se peut-il qu'à trois on puisse trouver moyen de prouver que cette promesse du Parti libéral, dans son manifeste électoral, n'était pas qu'un vain mot²⁷?

Je suis désappointé de ne pas avoir, dans le discours du trône, l'annonce de nouveaux crédits pour aider les municipalités à construire des aqueducs et des égouts. La contribution du provincial pour les travaux d'hiver, dit-il, n'aide pas les municipalités qui doivent payer 20 % plus cher, à cause de la saison, pour effectuer de tels travaux destinés à combattre le chômage. Le fardeau retombe sur les 1,700 municipalités de la province.

Il (M. Dozois) propose, appuyé par le député de Napierville-Laprairie (M. Riendeau), que le débat soit ajourné.

Adopté. Le débat est de nouveau ajourné.

Ajournement

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) propose, du consentement unanime, que, lorsqu'elle s'ajournera, la Chambre se trouve ajournée à demain, à dix heures et demie du matin.

La Chambre siégera, annonce-t-il, de dix heures trente à midi trente.

La motion d'ajournement est adoptée.

La séance est levée à 10 heures.

NOTES

1. D'une part, selon *Le Nouvelliste* du 19 janvier 1962, à la page 18, et *La Presse* du 19 janvier 1962, à la page 13, M. Bellemare, interrogé après la séance par les journalistes, se dit impuissant à constater s'il manque quelque chose à travers les quelque 1,600 documents que renferment les huit tiroirs de ses classeurs. D'autre part, les sources, quand elles ne sont pas muettes, sont parfois ambivalentes sur la manière dont l'effraction s'est produite. *Le Nouveau Journal* du 19 janvier 1962, à la page 9, et *Le Montréal-Matin* du 19 janvier 1962, à la page 7, prétendent qu'on s'est introduit dans le bureau à l'aide d'une clé, tandis que *L'Action catholique* du 19 janvier 1962, à la page 2, mentionne qu'on aurait forcé la porte du bureau de M. Bellemare. Enfin, une déclaration apparemment anodine de M. Bellemare aux journalistes trouvera écho dans la séance du lendemain: "...la clé de son bureau était suspendue au mur, le long de l'encadrement de la porte (chambre 275)". Voir *Le Nouvelliste* du 19 janvier 1962, à la page 18.

2. Selon la plupart des sources, M. Bellemare aurait constaté l'effraction le mardi 16 janvier 1962 en après-midi, à son retour sur la colline parlementaire pour la semaine de travail. Seuls *Le Soleil* du 19 janvier 1962, à la page 20, et *L'Action catholique* du 19 janvier 1962, à la page 2, indiquent que la découverte a eu lieu mardi matin.

3. Par ailleurs, *Le Nouvelliste* du 19 janvier 1962, à la page 18, rapporte aussi que M. Bellemare a voulu

mener une enquête personnelle avant de dévoiler le fait.

4. *Le Montréal-Matin* du 19 janvier 1962, à la page 2, rapporte que M. Couturier, plongé dans la lecture de dossiers, s'est à peine levé de son fauteuil pour répondre.

5. Selon *L'Action catholique* du 19 janvier 1962, à la page 2, ce sont des voix de l'opposition qui crièrent "À l'ordre!".

6. La Commission d'enquête sur l'enseignement agronomique, présidée par Louis-Marie Régis, a été créée le 5 octobre 1960 et a remis son rapport en 1961.

7. *Le Nouvelliste* du 19 janvier 1962, à la page 18, a une version diamétralement opposée: "Les entreprises nées de capitaux étrangers ont payé des dividendes à leurs actionnaires."

8. Selon *Le Devoir* du 19 janvier 1962, à la page 3, l'édifice en question semble déjà construit: "M. Hanley a souligné principalement la construction du plus gros édifice commercial au monde, qui a été conçu et construit par des capitaux étrangers." Pourtant, s'il s'agit bien de la place Victoria sise au 800, place Victoria, à Montréal, autrement dit la tour de la Bourse; l'édifice a été construit entre 1962 et 1964, avant que la Bourse de Montréal déménage dans ses nouveaux locaux inaugurés le 21 octobre 1965.

9. Les accusations diffèrent selon *Le Soleil* du 19 janvier 1962, à la page 3. Trois des photos représentaient des hommes accusés de meurtre, trois autres de vol et l'autre, d'attaque grave. *Le Nouveau Journal* du 19 janvier 1962, à la page 2, fait le même constat.

10. Selon *Le Devoir* du 19 janvier 1962, à la page 3, les membres des deux côtés de la Chambre ont pris ces accusations avec un grain de sel et, pour la plupart, le sourire aux lèvres.

11. \$125,000,000, selon *The Quebec Chronicle-Telegraph* du 19 janvier 1962, à la page 2, et plus de \$100,000,000, d'après *L'Action catholique* du 19 janvier 1962, à la page 2.

12. Contrairement aux autres sources, *The Quebec Chronicle-Telegraph* du 19 janvier 1962, à la page 2, mentionne que les revenus de cette taxe devraient

être attribués au ministère de la Jeunesse pour l'assistance aux enfants.

13. *Le Montréal-Matin* du 19 janvier 1962, à la page 7, note que M. Hanley est un ancien jockey.

14. Selon *The Gazette* du 19 janvier 1962, à la page 4, le discours de M. Hanley, prévu de 15 minutes, a duré finalement 50 minutes.

15. *The Quebec Chronicle-Telegraph* du 19 janvier 1962, à la page 3, n'indique pas de quelle période de temps il s'agit. Probablement qu'on fait référence aux 16 années de pouvoir de l'Union nationale.

16. Selon *L'Action catholique* du 19 janvier 1962, à la page 1, M. Brown a dit "que le gouvernement contribuera financièrement à cette acquisition". *La Tribune* du 19 janvier 1962, à la page 9, elle, affirme que M. Brown "a même formulé que le gouvernement coopère financièrement au projet".

17. *Le Devoir* du 19 janvier 1962, à la page 3, arrondit cette période à deux ans.

18. *La Tribune* du 19 janvier 1962, à la page 1, note que lorsque M. Brown aborda la question de l'autoroute des Cantons-de-l'Est, "l'on vit aussitôt M. Pinard, ministre de la Voirie, porter tous yeux toutes oreilles aux avances de son collègue et presque voisin".

19. Georges Vedel (1910-2002) enseigna le droit à Poitiers (1937), à Toulouse (1939) et à Paris (1949-1979), dont il fut le doyen de la Faculté de droit de 1962 à 1967. Il cumula différentes fonctions et honneurs, notamment l'élection à l'Académie française le 28 mai 1998. Quant à la citation faite en Chambre par le député de Missisquoi (M. Bertrand), il est impossible d'en identifier la référence puisque M. Vedel avait déjà publié plusieurs ouvrages avant 1962. Mentionnons tout de même *Droit constitutionnel*, Paris, Sirey, 1949 et *Droit administratif*, Paris, Presses universitaires de France, 1958.

20. "Un nouveau gouvernement, une vieille opposition", selon *Le Devoir* du 18 janvier 1962, à la page 4.

21. Bien qu'il nous soit impossible de cerner la teneur des propos sur la défense de l'autonomie des provinces, rappelons simplement le discours de

Lomer Gouin prononcé le 18 février 1919, à l'Assemblée législative, en hommage à Wilfrid Laurier. M. Gouin cite alors M. Laurier résumant ainsi sa pensée sur les droits des provinces.

22. Il s'agit certainement de: Paul-Émile Léger, *Réflexions pastorales sur notre enseignement*, Montréal, Archevêché de Montréal, 1961, 30 pages.

23. *Le Devoir* du 19 janvier 1962, à la page 1, mentionne qu'à la fin de son discours, fréquemment coupé par les applaudissements des députés de son parti, M. Bertrand a été chaleureusement félicité par M. Johnson, et cinq ou six députés de l'Union nationale sont venus lui serrer la main. *Le Nouveau Journal* du 19 janvier 1962, à la page 9, précise que M. Bertrand a serré pour de bon, et devant tout le monde, la main de son chef, M. Johnson. Toujours selon *Le Nouveau Journal*, M. Johnson regardait avec tendresse, semble-t-il, M. Bertrand revêtir avec courage la bure du pénitent politique. Enfin, *Le Montréal-Matin* du 19 janvier 1962, à la page 6, souligne que les députés du gouvernement ont écouté M. Bertrand "bouche bée et n'ont pu s'empêcher de l'applaudir à la fin de son discours".

24. *La Presse* du 19 janvier 1962, à la page 10, souligne qu'il s'agit d'une allusion à l'ancien ministre de l'Agriculture, M. Laurent Barré.

25. *La Tribune* du 22 janvier 1962, à la page 1, indique la prononciation "rouge-all".

26. Allusion à la décoration amérindienne décernée à M. Arsenault. Voir le discours de M. Bellemare lors de la séance du 17 janvier.

27. Face à la raillerie de M. Dozois, MM. Meunier et Lavoie ne savaient pas trop s'ils devaient rire ou se choquer, selon *Le Montréal-Matin* du 20 janvier 1962, à la page 6.

Séance du vendredi 19 janvier 1962

Présidence de l'honorable J. R. Hyde

La séance est ouverte à 10 h 30.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Charte
de Pincourt**

Mme Kirkland-Casgrain (Jacques-Cartier) propose, appuyée par le député de Chambly (M. Laporte), que l'article 615 du Règlement soit suspendu pour lui permettre de présenter la pétition de la ville de Pincourt, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte, et que cette pétition soit maintenant présentée.

Adopté.

Présentation de pétitions:

La pétition suivante est présentée et déposée sur le bureau de la Chambre:

- de la ville de Pincourt, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.

Lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont lues et reçues par la Chambre:

- de la Congrégation Notre-Dame-du-Bon-Conseil de Montréal, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Lavoie);

- de dame Amber Dix et autres, demandant l'adoption d'une loi les incorporant sous le nom de The Evangelical Free Church of America (M. Lechasseur);

- de Laszlo Szemenyei, demandant l'adoption d'une loi l'admettant à l'étude et à la pratique de la profession d'avocat dans la province de Québec (M. Roy, Lévis);

- de la cité de Montréal, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Lavoie);

- de la Fédération de l'industrie de la construction de la province de Québec, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Lalonde);

- de Alexandra Hospital, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. O'Reilly);

- de dame Alice Lamarre et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de Joseph-Alexandre Viau (M. Parent);

- des représentants légaux de feu Elzéar Baillargeon et feu Charles-J. Baillargeon, demandant l'adoption d'une loi concernant les titres de certaines propriétés (M. Cloutier);

- de Léon Masson et autres, demandant l'adoption d'une loi prorogeant de nouveau le partage des biens de la succession de l'honorable Joseph Masson (M. Blank);

- de The Royal Trust Company Mortgage Corporation, demandant l'adoption d'une loi octroyant les mêmes privilèges que ceux accordés aux compagnies de prêts (M. Blank);

- de dame Claire Bender, demandant l'adoption d'une loi validant un acte de vente (M. Blank);

- de Crédit Foncier Franco-Canadien, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Blank);

- de Zdenek Podskalsky, demandant l'adoption d'une loi changeant son nom en celui de Denis Dennis (M. Blank).

Dépôt de documents:

**Cautionnements en vertu de la
loi des employés publics**

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) dépose sur le bureau de la Chambre un état détaillé de tous les cautionnements fournis sous l'autorité de la loi des employés publics (S.R.Q., chapitre 10, article 42) et des changements qui peuvent y avoir été faits depuis l'époque à laquelle le dernier état a été soumis à la Législature. (Document de la session no 23)

**Conseil d'orientation économique de Québec,
Rapport 1961**

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) dépose sur le bureau de la Chambre le rapport du Conseil d'orientation économique du Québec au 31 décembre 1961 (9-10 Elizabeth II, chapitre 15, article 13). (Document de la session no 24)

Questions et réponses orales:**Bourses de
Montréal et de Toronto**

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Le chef de l'opposition a attiré mon attention sur un article de journal annonçant la possibilité que la Bourse de Toronto exerce des pressions sur la Bourse de Montréal et que l'on fasse disparaître le système d'arbitrage domestique entre ces deux institutions, ce qui aurait pour effet de favoriser, entre autres, le marché des obligations de la Bourse de New York au détriment de ceux de Toronto et, plus particulièrement, de Montréal.

Je dois faire remarquer tout d'abord qu'il s'agit d'une question touchant le secteur privé, et non pas le secteur public, et qu'il est impossible au gouvernement d'agir en cette matière.

Si l'on veut connaître mon opinion personnelle, je vais dire qu'il serait infiniment regrettable, pour les clients des deux Bourses et pour les populations des deux provinces, que la Bourse de Toronto et les courtiers de Toronto fassent des pressions indues sur la Bourse de Montréal et fassent disparaître un service d'arbitrage qui a rendu d'éminents services jusqu'à date dans le domaine financier.

Cependant, on espère que ce malaise ne soit que passager et qu'une bonne entente continuera d'exister entre ces deux maisons de finances.

M. Johnson (Bagot): Je remercie le premier ministre pour la réponse qu'il vient de me donner et pour avoir exprimé le souhait que les choses s'arrangeront. Je me joins à lui pour déplorer l'éventualité d'une telle disparition.

Même s'il s'agit d'une matière relevant du secteur privé, et non du secteur public, nous devons cependant, comme députés, exprimer l'espoir que la Bourse de Toronto cessera de se livrer à la centralisation ou, en d'autres termes, au séparatisme financier qui serait de très mauvais aloi, surtout venant de ce côté.

Nous espérons que tout s'arrangera. Il faut que la situation soit redressée. Il exprime l'espoir que les firmes torontoises, telles que Ames and Co., Dominion Securities et Wood Gundy, se montreront raisonnables.

Elles devraient penser, dit-il, qu'elles ont eu, dans le passé, des relations cordiales, profitables et intéressantes avec le gouvernement de la province de Québec, en particulier avec l'Hydro-Québec.

**Bureau vandalisé
au parlement**

L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont): Est-ce que le député de Champlain pourrait me dire s'il est vrai qu'il avait accroché sa clé à l'extérieur de son bureau, sur un clou dans le corridor?

M. Bellemare (Champlain): C'est vrai...

Des députés rient.

M. Bellemare (Champlain): ... mais elle était hors de la vue. Mais pas les clés de mon pupitre et c'est lui qui a été saccagé. Lui était réellement barré et c'est là que se trouvaient les clés de mes filières. On a fouillé dans mes filières où j'ai 1,600 documents et on a tout laissé en désordre; des papiers étaient éparpillés dans mon bureau et les dossiers étaient pêle-mêle¹. Je ne peux pas affirmer si l'une ou l'autre des 1,600 chemises qui s'y trouvaient a été emportée.

Une voix ministérielle: Le désordre existait déjà avant!

L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont): Je suis heureux de voir que le commencement de rapport préliminaire de la police provinciale est véridique. Avec la quantité de personnes qui circulent dans les corridors, si les clés sont disponibles, il est facile pour n'importe qui d'entrer dans les bureaux. Ce n'est donc pas prudent de laisser la clé sous le paillasson.

M. Bellemare (Champlain): Mais elles étaient bien cachées...

L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont): Il y a des précautions élémentaires qu'il faut prendre, comme ne pas laisser traîner les clés de son bureau. Des rapports de vol de documents me sont venus de trois bureaux de ministres où des intrus ont pénétré au cours de la fin de semaine dernière².

**Statistiques
sur les faillites**

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) répond au député de Champlain (M. Bellemare)³ et attire, dit-il, l'attention de la Chambre basse sur le fait que, dans la province, le nombre des faillites a diminué ainsi que l'importance des sommes en jeu, renseignements confirmés par la *Statistical Review*,

le bulletin officiel du Bureau fédéral de la statistique d'Ottawa.

D'après les chiffres officiels de l'édition de novembre, on avait compté, au Québec, 1,145 faillites au cours des neuf premiers mois de 1960; il y en a eu seulement 1,091 en 1961, dit-il. Pour la même période, les capitaux en jeu, le passif total, dans ces faillites commerciales, se sont élevés à \$40,000,000, en 1960 et à seulement \$32,200,000, en 1961. J'y vois une preuve de l'assainissement de la situation économique par la vertu de la politique libérale.

M. Johnson (Bagot): Le premier ministre se documente dans la capitale fédérale!

M. Bellemare (Champlain): (Montrant une coupure de journal) *Le Devoir* fait état d'un rapport différent. Apparemment, déclare-t-il, un rapport officiel dit qu'au 3 janvier 1962 la firme Dunn Bradstreet estimait qu'il y avait eu plus de faillites dans le Québec en 1961 qu'en 1960.

Travaux de la Chambre:

Comités des bills privés et publics

M. Johnson (Bagot) demande au premier ministre à partir de quand les députés siégeront aux comités des bills privés et des bills publics.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Je crois pouvoir affirmer, dit-il, que les députés seront appelés à siéger aux comités des bills privés et publics de la Chambre basse à compter du mercredi 31 janvier prochain ou du jeudi 1^{er} février, si les répliques au discours du trône sont terminées.

Adresse en réponse au discours du trône

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat ajourné jeudi le 18 janvier, sur la motion proposée par le député de Chambly (M. Laporte) dont elle a été saisie mercredi le 10 janvier courant: Que l'adresse suivante soit présentée à l'honorable lieutenant-gouverneur:

À l'honorable Monsieur
le lieutenant-gouverneur
de la province de Québec,

Nous, les membres de l'Assemblée législative du Québec, réunis en session, vous prions de bien vouloir agréer, avec l'assurance de notre fidélité à Sa Majesté, nos humbles remerciements pour le discours qu'il vous a plu de prononcer, afin de faire connaître les motifs de la convocation des Chambres.

M. Dozois (Montréal-Saint-Jacques): Je suis en faveur de l'assurance-hospitalisation, mais il faut admettre que la loi actuelle est mal conçue quand elle met le millionnaire sur le même pied que l'indigent. Autrefois, le médecin pouvait facilement faire la différence entre l'indigent et le patient qui avait les moyens de payer sa note. Aujourd'hui, avec la loi de l'assurance-hospitalisation, un millionnaire a tout autant le droit de s'installer dans une salle publique d'hôpital qu'un indigent, et le médecin, incapable de faire la différence, envoie la note aux deux.

Il est facile, dans les petites villes, d'enquêter sur la situation financière des patients qui occupent les salles publiques dans les hôpitaux, mais cela n'est pas aussi facile dans les grandes villes. C'est pour cette raison que les médecins de Montréal envoient des comptes à tous ceux qu'ils soignent. Il invite le ministre de la Santé (l'honorable M. Couturier) à s'occuper de ce problème de plus tôt possible.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) soulève un point d'ordre. Les médecins, affirme-t-il, n'envoient jamais de note aux indigents placés sous les soins de l'assistance publique. Si vous avez une seule facture adressée par un médecin autre que les anesthésistes à un patient bénéficiant de l'assistance publique, apportez-la-moi et le gouvernement verra à corriger cet état de choses. Il en prend l'engagement.

M. Dozois (Montréal-Saint-Jacques): Je me ferai un plaisir de vous en apporter. Je sais que les médecins se font un point d'honneur de traiter gratuitement les indigents. Je connais leur charité légendaire. Mais c'est trop demander que de traiter gratuitement un millionnaire. Je ne vois pas pourquoi, déclare-t-il, on exigerait la charité forcée des médecins qui doivent eux aussi rencontrer des obligations et s'acquitter de leurs taxes comme les autres citoyens. Sous le gouvernement précédent, nous usions de plus de doigté. Nous prenions soin des indigents comme c'était notre devoir, mais nous ne pouvions pas la mansuétude jusqu'à payer l'hospitalisation et les frais médicaux des millionnaires.

Le gouvernement a hypothéqué les prochains gouvernements en offrant \$3,000,000 à l'hôpital du Saint-Sacrement de Québec d'ici à 1966, et en

augmentant de \$16,000,000 les dépenses pour la construction et les réparations d'écoles jusqu'en 1977.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):

Non, pas les prochains gouvernements, mais notre gouvernement.

M. Dozois (Montréal-Saint-Jacques): On a dit et reproché que l'Union nationale engageait l'avenir de la province pour de longues années, par des octrois et engagements qui n'apparaissent pas aux *Comptes publics*. J'avais alors cru qu'on ne verrait pas apparaître de nouveaux engagements. Il n'en est pas ainsi, et le gouvernement libéral y est allé de \$16,000,000 en engagements à long terme durant une période de neuf mois, entre le 31 mars et le 31 décembre 1961⁴.

Se basant exclusivement sur des chiffres publiés par l'administration libérale, explique-t-il, la dette réelle totale⁵ de la province serait passée de \$1,389,000,000 à \$1,938,000,000, depuis le 31 mars 1960⁶, pour augmenter de plus de \$548,000,000. L'administration cherchera à se défendre en soutenant qu'elle a dû assumer des dettes contractées secrètement par l'Union nationale, mais les chiffres suivants que je vais citer vous prouveront qu'il n'en est rien.

J'ai essayé, dit-il, d'établir la situation financière de la province, à différentes périodes, depuis que le gouvernement libéral est au pouvoir. Je me suis basé sur un prospectus d'une émission de \$50,000,000 de la province, en date du 4 janvier 1961, pour établir qu'au 31 mars 1960⁷ le passif direct et indirect de la province se chiffrait par \$1,389,258,024. Ce montant est ainsi réparti: total du passif direct, \$381,194,000; autres engagements indirects et différés, \$893,094,000; engagements pour construction d'écoles, \$114,970,024.

Me basant sur le même prospectus et sur les *Comptes publics* au 31 mars 1961, donc uniquement sous le régime actuel, le passif direct et indirect est passé à \$1,639,799,390⁸, soit une augmentation de \$250,541,366. La somme du passif direct est à \$520,692,000; celle des autres engagements indirects et différés, à \$1,016,093,000; et les engagements pour construction d'écoles, à \$103,024,390.

Pour faire le tableau de la situation au 31 décembre 1961, je me base, dit-il (M. Dozois), sur les lois passées lors de la dernière session et sur les *Comptes publics*, et j'ajoute au total cité précédemment la somme des trois emprunts contractés en mai, juillet et décembre 1961,

\$150,000,000, moins les emprunts échus depuis le 31 mars 1961, \$21,313,239. C'est une augmentation de la dette de \$128,686,761. À cela s'ajoutent les engagements pour l'année courante concernant la construction d'écoles, \$16,041,371, une estimation pour le boulevard Métropolitain - qui devra être payé pendant 25 ans - un montant, dit-il, que le premier ministre a donné à l'Assemblée, \$132,000,000, et les universités, \$57,710,000. Si on soustrait ensuite le versement de 1961-1962 fait pour le boulevard Métropolitain, \$7,265,000, et les prévisions de 1961-1962 en faveur des universités, \$19,750,000, on arrive à une somme de \$1,947,212,522, réduite à \$1,937,612,522⁹ en soustrayant \$9,600,000 représentant le versement au fonds d'amortissement au cours de 1961-1962. Il y a donc augmentation du grand total du passif direct et indirect de la province de \$297,813,132¹⁰, depuis le 31 mars 1961 et de \$548,354,498¹¹, depuis le 31 mars 1960.

Il a été soulevé que, pendant les 16 années que l'Union nationale était au pouvoir, la dette provinciale avait augmenté. Pourtant, le gouvernement de l'Union nationale, que le gouvernement actuel accuse d'avoir mal administré la province, n'a augmenté la dette réelle de la province que de \$885,000,000 en 16 ans.

Il dit toujours avoir inclus l'argent promis pour le futur dans le calcul de la dette, puisque cet argent fait partie de la dette, selon lui. Le premier ministre a suivi la même méthode d'évaluation de la dette provinciale, l'an dernier, en attaquant l'administration de l'Union nationale. Selon le premier ministre, la dette provinciale devait comprendre les engagements à long terme.

Il est fort heureux que la province, pour ses emprunts, ne soit pas soumise à la même réglementation, aux mêmes critères que les municipalités. Si l'on était aussi sévère pour les finances de la province qu'on l'est pour les finances des municipalités, la province de Québec serait considérée presque en banqueroute, car une municipalité est considérée sur le bord de la faillite lorsque sa dette dépasse 20 % de son évaluation foncière.

En effet, une municipalité, selon la loi et dans des circonstances ordinaires, n'a pas le droit de contracter des dettes pour plus de 20 % de son évaluation foncière. Or, selon les dernières statistiques, l'évaluation foncière de la province s'établit à \$8,000,000,000, et 20 % de \$8,000,000,000, c'est \$1,600,000,000. Or, la province, actuellement, après moins de deux ans d'administration libérale, doit supporter une dette réelle de \$1,900,000,000.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Le député de Montréal-Saint-Jacques (M. Dozois) admet-il que la province n'a emprunté, à peu d'exceptions près, que pour des dépenses en immobilisation?

M. Dozois (Montréal-Saint-Jacques): Je dis que l'évaluation de toutes les municipalités de la province s'élève à \$8,000,000,000 et que 20 % de cette somme...

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): (Sur un ton fâché) Le député devrait savoir que l'assiette des impôts, pour la province, n'est pas basée sur l'évaluation...

M. Dozois (Montréal-Saint-Jacques): (Souriant et en haussant les épaules) Je faisais une analogie...

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Vous faites un sophisme!

M. Dozois (Montréal-Saint-Jacques): Au rythme actuel des choses, que Dieu nous en préserve. Si l'on fait une simple multiplication: s'il fallait que le gouvernement actuel reste au pouvoir durant 16 ans comme l'a fait l'Union nationale, on constate avec effarement que la dette de la province augmenterait de plus de \$7,000,000,000. Ce serait la faillite¹².

M. Lavoie (Laval) félicite le premier ministre et tous les membres du cabinet du travail ardu qu'ils ont accompli afin de mettre en vigueur toute la législation de la dernière session.

M. Gabias (Trois-Rivières): Le député de Laval (M. Lavoie) s'attend-il à une promotion?

M. Lavoie (Laval): Quand on entend tous ces députés de l'opposition mentionner des promotions à propos de tous les députés libéraux, cela veut dire que tous les députés de ce côté-ci de la Chambre sont ministrables. Je défie le chef de l'opposition de pouvoir former un cabinet avec les députés dont il dispose. Peut-être le chef de l'opposition pourrait-il nommer le brillant député de Maisonneuve (M. Tremblay) ministre des Affaires culturelles; le député de Québec-Est (M. Maltais), ministre de la Linguistique; le député de Napierville-Laprairie (M. Riendeau), ministre des Affaires fédérales-provinciales...

M. Gabias (Trois-Rivières): C'est ça, riez des cultivateurs.

M. Lavoie (Laval): ... le député de Trois-Rivières, procureur général...

M. Gabias (Trois-Rivières): Pas si pire!

M. Lavoie (Laval): Qu'est-ce que le député de Missisquoi (M. Bertrand) entend par la prudence dont le gouvernement devra faire preuve au sujet de la nationalisation des ressources hydrauliques? Je crois que les ressources hydrauliques sont la plus grande richesse qui appartienne aux Québécois. Si l'État du Québec n'a pas d'autre moyen et de choix pour affirmer sa vocation industrielle, il serait normal de poursuivre la politique instaurée par le Parti libéral, sous le gouvernement Godbout, avec la nationalisation de la Beauharnois Power et de la Montreal Light, Heat and Power, en 1944, et d'étatiser les entreprises qui exploitent nos ressources hydrauliques et le service d'électricité.

La nationalisation des ressources hydroélectriques ne serait pas nécessairement du socialisme, comme le prétend l'Union nationale, mais un moyen de faire sortir la province de Québec de l'ornière où l'a plongée l'Union nationale. Des pays d'Europe comme la France, l'Angleterre et l'Italie n'ont pas craint de nationaliser les réseaux de communication, les sources d'énergie ou un autre secteur de l'économie nationale, et ils ne sont pas pour autant devenus socialistes ni des régimes ennemis de l'entreprise privée. La nationalisation des sources d'énergie et des réseaux de distribution dans les pays européens est la cause du relèvement rapide de ces pays après la guerre.

La province de Québec doit se servir de tous les moyens à sa disposition pour revaloriser l'économie de la province. Je ne doute pas qu'une intervention du gouvernement ne donne à la province de Québec l'élan nécessaire pour jouer le rôle qui lui revient au pays. Il est temps que la province de Québec sorte du rang des provinces pauvres, pour devenir la province la plus riche du Canada. Elle a au départ les matières premières qu'il lui faut. Il ne lui manque que la volonté de faire valoir ses potentialités à son profit.

Le ministre de la Voirie (l'honorable M. Pinard) a fait un travail immense en mettant au point en moins de 15 mois les plans et devis de la route transcanadienne.

On attend aussi beaucoup de succès du Conseil d'orientation économique, dit-il.

L'Union nationale a protesté contre le coût élevé de la Maison du Québec à Paris, mais on aurait mieux fait de parler du prix que l'Union nationale a

payé pour l'achat du Château Normandie, coût qui était supérieur à celui de la Maison du Québec à Paris.

Il (M. Lavoie) complimente le nouveau ministre des Affaires municipales (l'honorable M. Cliche)¹³ pour sa nomination. Le ministre, ajoute-t-il, aura un gros travail à faire puisque tout est à recommencer dans le département des Affaires municipales pour corriger ce qui a été fait par l'ancien gouvernement, surtout dans le service de l'urbanisme.

Des députés de l'opposition soulèvent des murmures de protestation.

M. Tremblay (Maisonneuve): Le député de Laval veut insinuer que tous les anciens ministres et le sous-ministre actuel, M. Jean-Louis Doucet, un expert reconnu de tous, sont des incompetents. Qu'il apprenne donc que ces gens ont abattu pendant une journée plus de travail pour la province que le député de Laval n'en accomplira jamais en une seule journée.

M. Lavoie (Laval): Le service ne possédait aucun ingénieur pour surveiller la préparation des plans et devis, et on a laissé les municipalités dépenser des dizaines de millions de dollars en travaux d'urbanisme. Je peux, dit-il, fournir des preuves que le coût des travaux d'égout dans l'île Jésus, du temps où l'Union nationale régnait en maître, fut supérieur de 25 % à 30 % à ce qu'il est aujourd'hui.

Au temps de l'Union nationale, les travaux d'égout, qui coûtent aujourd'hui \$26 le pied, ont coûté de \$37 à \$40 le pied. Depuis six ans, il s'est dépensé \$50,000,000 pour ces travaux. Faute d'avoir demandé des soumissions, un coulage de \$10,000,000 de trop en travaux publics a eu lieu dans l'île Jésus à cause de l'incurie du ministère des Affaires municipales, sous l'Union nationale, à cause de ses créatures.

Il (M. Lavoie) insiste sur la nécessité, pour les municipalités, de procéder par soumissions publiques pour leurs travaux. L'instauration d'un système de soumissions publiques, ajoute-t-il, a servi à corriger cette situation dans la ville dont je suis maire (Chomedey). On y a commencé dès 1959 à demander des soumissions publiques pour les travaux d'urbanisme. Comme conséquence de l'incurie de l'Union nationale, dit-il, les municipalités devront encore entreprendre des pèlerinages à Québec pour demander l'aide du gouvernement.

M. Johnson (Bagot): Est-ce que l'on va permettre à un maire de faire ici sa campagne électorale? Est-ce raisonnable d'ouvrir le débat sur les affaires municipales?

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): J'aurais pu moi aussi me lever pendant le discours du député de Montréal-Saint-Jacques (M. Dozois) pour corriger certaines de ses déclarations, mais j'ai cru ne pas devoir l'interrompre, quitte à rectifier les faits plus tard.

M. Lavoie (Laval): Les tentacules de l'ancien régime se sont infiltrés partout. Parce qu'on a favorisé des amis de l'Union nationale par des contrats sans soumissions, les villes doivent aujourd'hui charger les épaules de leurs contribuables d'un fardeau qu'ils porteront pendant 20 ans.

Il suggère la création d'une école de formation d'administrateurs publics, municipaux et scolaires, école qui constituerait un actif considérable pour toutes les villes de la province. De plus, nombre de nouveaux problèmes doivent être étudiés par une commission spéciale, comme les plans de zonage, d'urbanisme, la création de parcs industriels, l'aménagement des systèmes d'égout collecteur, etc. Le gouvernement devrait étudier le projet de créer des organismes régionaux semblables, dans leur structure, aux anciens conseils de comté pour régler les nombreux problèmes qui s'élèvent de plus en plus entre les cités et villes voisines¹⁴.

Le ministère des Affaires municipales devra étudier des projets de fusion, ce qui serait le seul moyen de régler les problèmes de croissance qui sont le lot de certaines petites villes, principalement dans la région de Montréal. Une expérience concluante a été faite dans le cas de Chomedey.

Il (M. Lavoie) demande à l'Union nationale de se définir, de dire à la population du Québec quelle est sa place dans l'éventail des doctrines politiques. Les déclarations glissées à gauche et à droite par les membres de ce parti empêchent la population de se fixer sur sa doctrine incohérente.

Par exemple, le député de Missisquoi (M. Bertrand) prononçait hier, en Chambre, un discours qui a déçu un grand nombre de partisans de l'Union nationale. Un grand nombre d'électeurs et plusieurs membres de l'Union nationale étaient fatigués et déçus du duplessisme et, pour cette raison, se montraient prêts à se rallier au Parti libéral.

Mais, grâce au député de Missisquoi, ces gens avaient conservé leur allégeance à l'Union nationale. Ils avaient placé en lui leur confiance et

leurs espoirs de renouveau et ils ont attendu qu'il se prononce. Le discours prononcé hier par l'ancien adversaire du représentant de Bagot (M. Johnson) à la chefferie privera certainement l'Union nationale de 60 % des effectifs qui restent encore au parti.

Il a parlé d'interventionnisme de l'État sans préciser jusqu'où l'État pouvait aller et de l'appui qu'il donnait au chef de l'opposition. Il a aussi déclaré: "Les partis politiques sont obligés de rechercher le pouvoir afin de mettre leur doctrine en application. Ils doivent aussi se préparer à exercer le pouvoir lorsqu'ils ne l'exercent pas."

Il est, déclare-t-il, scandalisé de ce qu'on affirme que le but de tout parti politique bien intentionné est le pouvoir pour appliquer ses théories. Pour nous, libéraux, le pouvoir n'est pas un but, mais un moyen. C'est le moyen de travailler au bien-être et pour le mieux-être de la population, ainsi que de faire les réformes nécessaires dans l'administration.

M. Bernatchez (Lotbinière) accuse le gouvernement actuel d'immobilisme et révèle qu'il a l'intention de situer le problème agricole du Québec dans son véritable contexte et dans toute son ampleur.

C'est, dit-il, un problème de marché, de coût de revient et de revenu que le gouvernement actuel ne réglera certes pas en augmentant, comme il l'a fait, l'impôt sur le revenu, la taxe scolaire, la taxe municipale et la taxe de vente, pour la classe agricole.

Le gouvernement actuel, par ses hésitations, a compliqué l'économie agricole et il a, par ses augmentations de taxes, compliqué l'existence des cultivateurs.

Il propose, appuyé par le représentant d'Argenteuil (M. Cottingham), que le débat soit de nouveau ajourné.

Adopté.

Ajournement

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) propose que la Chambre, lorsqu'elle s'ajournera, se trouve ajournée à mardi prochain.

Adopté.

La séance est levée à midi trente minutes¹⁵.

NOTES

1. *Le Nouvelliste* du 20 janvier 1962, à la page 2, rappelle que M. Bellemare avait révélé aux journalistes, après la séance du 18 janvier 1962, que la clé se trouvait à l'extérieur de son bureau, mais qu'il n'en avait pas parlé en Chambre.

2. M. Lapalme aurait rencontré les journalistes après la séance et il s'est dit convaincu de l'existence d'un trafic de documents officiels depuis les bureaux du parlement provincial. Il a qualifié ce trafic d'important, mais n'a pas précisé s'il avait l'ampleur d'un véritable marché noir. Il n'a pas voulu dire quels ministères ont été visités par les voleurs au cours du dernier week-end. Il a expliqué qu'on lui a remis des photocopies de certains documents volés. Pour faire main basse sur les pièces originales, les malfaiteurs ont dû forcer des classeurs, révèle-t-il. Les ministres ont reçu l'ordre de ne rien laisser traîner et d'enfermer tous leurs documents confidentiels dans un coffre-fort. Tous les bureaux du parlement font présentement l'objet d'une étroite surveillance. "Trafic de documents officiels au Parlement". Voir *Le Nouveau Journal* du 20 janvier 1962, à la page 1. Voir aussi "Stolen Document Traffic Charged", *The Montreal Daily Star* du 20 janvier 1962, aux pages 1 et 2.

3. M. Bellemare a fait cette demande lors de la séance du 17 janvier 1962, le lendemain du discours de M. Lesage dans le débat sur l'adresse en réponse au discours du trône.

4. *Le Soleil* du 20 janvier 1962, à la page 31, utilise à plusieurs reprises au fil de l'article la date du 1^{er} décembre 1961. Pourtant, la période de neuf mois prend plutôt fin le 31 décembre. De plus, le tableau publié avec le même article récapitule les statistiques concernant le passif direct et indirect pour la situation au 31 décembre et non au 1^{er} décembre. Seule une autre source mentionne le 1^{er} décembre 1961, soit *The Montreal Daily Star* du 20 janvier 1962, à la page 4, alors que toutes les autres réfèrent au 31 décembre 1961.

5. *Le Montréal-Matin* du 20 janvier 1962, à la page 5, rappelle que la dette réelle (totale) de la province signifie, en termes de finance, le passif direct et indirect de la province.

6. Selon *La Presse* du 20 janvier 1962, à la page 15, la variation de la dette de la province mentionnée par

M. Dozois se serait produite entre le 31 mars 1960 et le 31 mars 1961, tandis que toutes les autres sources vont jusqu'à décembre 1961.

7. Trois sources mentionnent indifféremment le 30 mars 1960 et le 31 mars 1960 comme un même point de référence, et ce, dans le même article. Voir *Le Devoir* du 20 janvier 1962, à la page 1, *Le Soleil* du 20 janvier 1962, à la page 31, et *L'Action catholique* du 20 janvier 1962, aux pages 1 et 19. Nous avons préféré la seconde date, plus plausible.

8. En additionnant bien les trois montants (\$1,016,093,000, \$520,692,000 et \$103,024,390) qui constituent le grand total du passif direct et indirect au 31 mars 1961, nous arrivons à la somme de \$1,639,809,390, contrairement aux sources qui indiquent toutes \$1,639,799,390. Cette différence positive de \$10,000 se répercute sur l'augmentation par rapport au 31 mars 1960 et s'établit donc à \$250,551,366. Là encore, toutes les sources ont fixé l'augmentation à \$250,541,366 en employant l'addition erronée.

9. En reprenant la somme corrigée de la note précédente (\$1,639,809,390) pour effectuer les opérations décrites afin de calculer le grand total du passif direct et indirect au 31 décembre 1961, nous arrivons à \$1,937,632,522, soit une différence positive de \$20,000. Soustrayant \$19,750,000 de \$57,710,000 (montants relatifs aux universités), les sources obtiennent \$37,950,000, au lieu de \$37,960,000, pour doubler ainsi l'erreur initiale de \$10,000. Voir les tableaux publiés dans *Le Soleil* du 20 janvier 1962, à la page 31, et dans *Le Devoir* du 20 janvier 1962, à la page 1.

10. \$297,823,132, selon nos calculs; voir les deux notes précédentes.

11. \$548,374,498, toujours selon nos calculs; voir les deux notes précédentes.

12. Avec la séance du 18 janvier, le discours de M. Dozois aura duré en tout une heure, selon *Le Soleil* du 20 janvier 1962, à la page 31.

13. Poste que le député de Laval (M. Lavoie) convoitait lui-même, précise *Le Montréal-Matin* du 20 janvier 1962, à la page 6.

14. On spécifie, dans *Le Soleil* du 20 janvier 1962, à la page 18, qu'une foule de petits centres cherchent à devenir villes pour échapper à l'emprise des conseils de comté.

15. Le débat s'est ajourné à cette heure pour permettre aux députés qui demeurent dans la région de Montréal d'attraper le train d'une heure, explique *L'Action catholique* du 20 janvier 1962, à la page 19.

Séance du mardi 23 janvier 1962

Présidence de l'honorable J. R. Hyde

La séance est ouverte à 2 h 30.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Charte de Québec

M. Roy (Lévis) propose, appuyé par le député de Bellechasse (M. Plante), que l'article 615 du Règlement soit suspendu pour lui permettre de présenter la pétition de la cité de Québec, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte, et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue.

Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

La pétition suivante est présentée, lue et reçue:
- de la cité de Québec, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.

Young Israel of Val Royal

M. Blank (Montréal-Saint-Louis) propose, appuyé par le député de Montréal-Saint-Henri (M. Lalonde), que l'article 615 du Règlement soit suspendu pour lui permettre de présenter la pétition de Young Israel of Val Royal, demandant l'adoption d'une loi concernant Young Israel of Val Royal, et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue.

Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

La pétition suivante est présentée, lue et reçue:
- de Young Israel of Val Royal, demandant l'adoption d'une loi concernant Young Israel of Val Royal.

Corporation de Gaz Cartier

M. Vaillancourt (Stanstead) propose, appuyé par le député de Sherbrooke (M. Brousseau), que l'article 615 du Règlement soit suspendu pour lui

permettre de présenter la pétition de la Corporation de Gaz Cartier, demandant l'adoption d'une loi lui accordant certains pouvoirs additionnels, et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue.

Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

La pétition suivante est présentée, lue et reçue:
- de la Corporation de Gaz Cartier, demandant l'adoption d'une loi lui accordant certains pouvoirs additionnels.

Succession Christine Fuoco Tirelli

M. O'Reilly (Montréal-Verdun) propose, appuyé par le député de Deux-Montagnes (M. Binette), que l'article 615 du Règlement soit suspendu pour lui permettre de présenter la pétition de Louis D'Argensio, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de dame Christine Fuoco, veuve de Francesco Tirelli, et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue.

Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

La pétition suivante est présentée, lue et reçue:
- de Louis D'Argensio, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de dame Christine Fuoco, veuve de Francesco Tirelli.

Lecture de pétitions:

La pétition suivante est lue et reçue par la Chambre:

- de la ville de Pincourt, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (Mme Kirkland-Casgrain).

Dépôt de documents:

**Ententes fiscales
fédérales-provinciales**

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) dépose sur le bureau de la Chambre copie de la

correspondance échangée entre M. Diefenbaker, premier ministre du Canada, et M. Lesage, premier ministre de la province de Québec, concernant les ententes fiscales fédérales-provinciales¹. (Document de la session no 25)

M. Johnson (Bagot): Le premier ministre s'est converti, il s'est amélioré. Il revient sur son passé?

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Je n'ai rien à regretter de ce que j'ai fait dans le passé. C'est un avantage que j'ai sur le chef de l'opposition!

Ministère des Mines, Rapport 1960-1961

L'honorable M. Lévesque (Montréal-Laurier) dépose sur le bureau de la Chambre le rapport général des mines de la province de Québec, pour l'année finissant le 31 mars 1961. (Document de la session no 26)

Ministère des Terres et Forêts, Rapport 1960-1961

L'honorable M. Arsenault (Matapédia) dépose sur le bureau de la Chambre le rapport du ministre des Terres et Forêts de la province de Québec, pour l'exercice 1960-1961. (Document de la session no 27)

Questions de privilège:

Trafic de documents officiels

M. Johnson (Bagot) soulève une question de privilège contre une déclaration faite vendredi dernier par le procureur général (l'honorable M. Lapalme). Il s'étonne de voir dans le journal *The Montreal Daily Star* de samedi dernier, qui fait référence à des documents qui ont été volés dans les bureaux de trois ministres du cabinet, des renseignements additionnels à ceux donnés en Chambre, notamment l'insinuation que des fonctionnaires se livreraient au trafic de documents officiels, au parlement, pour le compte de l'Union nationale.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Je n'y vois pas grand-chose qui pourrait affecter les privilèges des députés...

M. Johnson (Bagot): Ce qu'affirme le journal affecte à la fois les fonctionnaires de la province et l'intégrité des membres de l'Union nationale. Le journal a laissé entendre que l'Union nationale est intéressée à un trafic de documents officiels. Ce n'est pas notre façon de faire de la politique. Le procureur général devrait s'acquitter de son devoir et trouver les coupables des vols de documents du gouvernement et les punir. Et je lui demande de ne plus faire de déclaration qui puisse servir de prétexte à salir les politiciens de la province de Québec.

Il est également important de sauvegarder la réputation des fonctionnaires. Il n'est pas dans les habitudes de l'Union nationale de se procurer par des moyens indirects ce dont elle a besoin pour diriger sa politique. L'opposition n'est pas intéressée à posséder d'autres documents que ceux qui sont déposés en Chambre, selon les règlements, étant donné, de toute façon, que le gouvernement commet suffisamment de stupidités en Chambre.

L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont):

Dans ma déclaration aux journalistes, je n'ai accusé personne. Je ne peux me tenir responsable des conclusions que tirent les journalistes dans les comptes rendus. J'ai, déclare-t-il, répondu à quelques questions qui me furent posées à ma sortie de la Chambre, près de la porte de la tribune des courriéristes parlementaires. Non seulement le bureau du député de Champlain (M. Bellemare) a-t-il été l'objet d'une effraction, mais encore ceux de plusieurs ministres. Une somme d'argent a été volée au ministère de la Santé², et celui des Terres et Forêts a rapporté une effraction et la disparition de documents.

(Montrant un document) De nombreuses photocopies, remises par un indicateur³, de documents confidentiels existant au ministère des Travaux publics prouvent que des étrangers ont pris connaissance de papiers appartenant à ce ministère⁴. J'ai, dit-il, rapporté hier aux Travaux publics ces documents. Comment ont-elles été prises? Je ne le sais pas⁵. Il laisse entendre que de nombreuses photographies ont été prises de différents documents secrets depuis plusieurs mois.

Ces forfaits ont été perpétrés il y a plusieurs jours, mais je n'en ai pas fait mention devant l'Assemblée parce que ces détails rendent l'enquête plus difficile encore. Il y a des mois que nous sommes sur une piste, avec le concours d'un indicateur, qui nous conduira probablement au coupable, mais les investigations se font de plus en plus difficiles. Je ne sais pas jusqu'où cette piste va

conduire les enquêteurs, maintenant que j'ai dû rendre publiques ces précisions. Ce sont là certains des renseignements que j'ai donnés aux journalistes, conclut-il.

Explications sur des faits publiés:

Article paru dans *Le Soleil*

L'honorable M. Lévesque (Montréal-Laurier) rectifie cette déclaration rapportée dans *Le Soleil* du 22 janvier, concernant son discours prononcé vendredi dernier, à Arvida: "Le ministre des Ressources naturelles a dit qu'il espérait qu'étape par étape un contrôle complet serait érigé par l'État sur l'industrie de l'acier." Je n'ai jamais dit ça! Il déplore que d'autres journaux se soient emparés de la nouvelle publiée dans le quotidien en question. Le quotidien, dit-il, a publié un titre qui ne me donne pas justice et le reporter s'est un peu mêlé dans ses papiers.

M. Thibeault (Montréal-Mercier): Ce n'est pas le reporter, mais le conférencier qui s'est mêlé!

L'honorable M. Lévesque (Montréal-Laurier): Cette erreur, qui a pu être commise de bonne foi, pourrait alimenter d'autres revues qui pourraient être de moins bonne foi. Les conclusions du journaliste qui a rapporté mes paroles ne s'appuient en somme que sur une seule phrase parlant du contrôle étape par étape. J'ai répété, soutient-il, ce que le premier ministre a dit en Chambre. C'est une question de fait, dit-il. En parlant très accessoirement de l'industrie de l'acier, j'ai dit que le gouvernement étudiait la question de la participation directe ou indirecte de l'État, mais que celui-ci n'y aura qu'une part minoritaire, et non majoritaire.

Article paru dans *Le Montréal-Matin*

M. Lavoie (Laval): On m'a fait dire à tort, dans un article du *Montréal-Matin* paru samedi le 20 janvier, que M. Jean-Louis Doucet, sous-ministre des Affaires municipales, manquait de compétence et que je mettais en doute celle de l'ancien ministre des Affaires municipales (M. Dozois). Je n'ai ni déclaré ni insinué que M. Doucet est un incompetent. Bien au contraire. D'ailleurs, tous les administrateurs de la province s'entendent pour reconnaître au sous-ministre des Affaires municipales une compétence

absolue et appréciée. Ce que j'ai voulu dire, c'est que la responsabilité d'un ministre ainsi que la ligne de conduite suivie au ministère des Affaires municipales relèvent non pas du sous-ministre, mais de la politique générale du gouvernement de l'époque⁶.

Article paru dans *Le Devoir*

M. Hanley (Montréal-Sainte-Anne) s'en prend à un article et à un titre parus dans *Le Devoir* du vendredi 19 janvier, à propos du compte rendu de son discours devant l'Assemblée législative. Il accuse les supérieurs du journaliste d'avoir modifié sa copie pour insinuer qu'on a ri des deux côtés de la Chambre, et d'avoir ajouté, de leur cru, que la Chambre a pris avec un grain de sel la déclaration du député (M. Hanley) réclamant une loi électorale plus sévère. On a mis en doute ma sincérité, dit-il. Je m'en prends surtout aux dirigeants ultranationalistes de ce journal pour le titre dont ils ont coiffé cette nouvelle.

Le correspondant du *Devoir* était de bonne foi et a bien fait son travail, mais ses supérieurs, qui n'ont pas assisté à la séance, ont tiré des conclusions fausses. Je ferai remarquer que, d'après la Constitution canadienne au sujet de la presse, de la radio et de la télévision, le journaliste doit se contenter de rapporter les faits et les discours prononcés dans cette Chambre, mais non d'exprimer pour un député des opinions autres que celles exprimées par ce député à l'Assemblée législative⁷. Je mets violemment en doute l'autorité des directeurs du *Devoir* en cette matière et je leur demande de laisser leur correspondant libre de rapporter les faits tels qu'ils sont⁸. Je défie les directeurs de ce journal pour le titre malhonnête...

M. l'Orateur: Ce n'est pas le temps de lancer des défis à qui que ce soit⁹.

Questions et réponses orales:

Frontière du Labrador

M. Johnson (Bagot): Le premier ministre veut-il informer l'Assemblée législative des négociations entre le Québec et Terre-Neuve à propos d'établir la ligne de démarcation qui doit séparer notre province et le Labrador¹⁰?

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Le problème de la frontière entre le Québec et le Labrador n'est pas si urgent puisque, de 1944 jusqu'à

1960, le parti du chef de l'opposition alors au pouvoir n'a même pas cru nécessaire de parler et de s'occuper de la question.

M. Johnson (Bagot) soulève un point d'ordre et demande à l'Orateur de rappeler le premier ministre à l'ordre, car le Règlement stipule qu'on ne doit pas donner une réponse susceptible de soulever une discussion, selon le code Geoffrion, article 687, paragraphe 2, note 2. Je pourrais aussi mettre moi-même en doute la véracité de l'affirmation du premier ministre.

Des voix ministérielles: À l'ordre, à l'ordre!

M. l'Orateur rappelle au chef de l'opposition que les questions orales sont admises uniquement dans le cas de sujets à caractère urgent. L'article 114 du Règlement, note 2, précise qu'il est irrégulier de poser oralement des questions qui peuvent s'inscrire au *Feuilleton*.

Grève des taxis Murray Hill

L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice): La semaine dernière, le député de Champlain (M. Bellemare) a demandé si la grève de la compagnie de taxis Murray Hill était de juridiction provinciale ou fédérale. C'est le gouvernement fédéral qui a juridiction dans l'affaire de la grève des taxis Murray Hill, de Montréal, en cours depuis le 11 octobre (1961)¹¹. Les autorités provinciales en sont venues à cette conclusion pour les raisons suivantes.

Il lit un long rapport émanant du service de conciliation et d'arbitrage qui résume les faits.

M. Johnson (Bagot) soulève un point d'ordre. C'est une question bien simple qui a été posée, dit-il, et le ministre du Travail (l'honorable M. Hamel) devrait y donner une réponse très simple, qui demande un "oui" ou un "non".

M. l'Orateur: Selon les règlements de la Chambre, lorsqu'une question a été posée à un ministre et que le ministre y répond, il n'appartient pas à un député de lui dire que la réponse ne lui plaît pas, en vertu du code Geoffrion, article 686, paragraphe 2, note 3.

M. Johnson (Bagot): Un autre article, l'article 687, paragraphe 1 des règlements dit qu'à une question simple, une réponse simple doit être donnée.

L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice) demande à M. l'Orateur la permission de relater à la Chambre les incidents auxquels cette grève a donné lieu.

M. l'Orateur accorde la permission.

L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice): Dans un télégramme daté du 11 octobre 1961, adressé au ministère provincial du Travail, il était précisé que la grève avait éclaté à l'aéroport de Dorval, dépendant de l'administration fédérale. C'est le gouvernement fédéral qui octroie les franchises telles que celle du transport des passagers dans la ville de Montréal, détenue par la Murray Hill.

De plus, à la même époque, M. Rémi Duquette, conciliateur fédéral, informa M. Cyprien Miron, conciliateur provincial, qu'il s'occupait de la grève lorsque ce dernier communiqua avec lui. Enfin, les juges de la Cour d'appel, à l'unanimité dans la cause Thinel contre Desrosiers, ont décidé que c'est Ottawa qui a juridiction dans un cas semblable. Je suis cependant informé que la cause Thinel contre Desrosiers est actuellement devant la Cour suprême.

Ligne d'électricité pancanadienne

M. Johnson (Bagot): Le ministre des Richesses naturelles (l'honorable M. Lévesque, Montréal-Laurier) a-t-il commencé des négociations et a-t-il l'intention de collaborer avec le gouvernement central à un projet de construction d'une ligne de transmission d'électricité à travers le Canada¹²?

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): J'ai reçu, vendredi dernier, une lettre du premier ministre canadien, M. John Diefenbaker suggérant la tenue d'une conférence fédérale-provinciale sur un tel projet. Un projet de réponse sera soumis à mes collègues du cabinet demain, et je communiquerai par la suite avec M. Diefenbaker afin de savoir si ce dernier a objection à ce que le texte de cette correspondance soit déposé sur la table de l'Assemblée législative.

Camionneurs et chemins de fer

M. Boudreau (Saint-Sauveur): Le gouvernement provincial a-t-il l'intention de protéger les camionneurs contre l'intrusion des chemins de fer?

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Il s'agit d'un cas actuellement devant les tribunaux. Je ne peux faire de commentaires.

L'honorable M. Cournoyer (Richelieu): J'ai pris connaissance du rapport, déclare-t-il, mais je ne peux faire de commentaires, car il s'agit d'un cas actuellement devant les tribunaux.

Papeterie à Matane

M. Bellemare (Champlain): Le ministre des Terres et Forêts (l'honorable M. Arsenault) est-il au courant d'un article d'un hebdomadaire de la Gaspésie, *La Voix gaspésienne*, où il formule l'opinion que l'établissement d'une papeterie dans la ville ou la région de Matane est impossible à cause de l'établissement et des effets nocifs du Marché Commun européen?

L'honorable M. Arsenault (Matapédia): Je n'ai pas lu cet article du journal, répond-il, et, en définitive, jamais je n'ai rien dit de tel, si on porte cette opinion à mon compte.

Adresse en réponse au discours du trône

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat ajourné vendredi le 19 janvier, sur la motion proposée par le député de Chambly (M. Laporte) dont elle a été saisie mercredi le 10 janvier courant: Que l'adresse suivante soit présentée à l'honorable lieutenant-gouverneur:

À l'honorable Monsieur
le lieutenant-gouverneur
de la province de Québec,

Nous, les membres de l'Assemblée législative du Québec, réunis en session, vous prions de bien vouloir agréer, avec l'assurance de notre fidélité à Sa Majesté, nos humbles remerciements pour le discours qu'il vous a plu de prononcer, afin de faire connaître les motifs de la convocation des Chambres.

M. Bernatchez (Lotbinière) invite le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Courcy) à alléger le fardeau des taxes municipales et scolaires dans les milieux ruraux et à établir un programme d'aménagement régional, comme l'a proposé le chef de l'opposition. La plupart des paroisses agricoles de la province doivent subir des augmentations de taxes, déclare-t-il. Thetford Mines a vu sa taxe scolaire

passer de \$1.15 à \$1.38 pour chaque \$100 d'évaluation. Black Lake prévoit un déficit scolaire de \$27,000 et, forcément, une augmentation prochaine des taxes scolaires. Sainte-Bernadette de Lauzon a subi une hausse de la taxe scolaire de \$0.75 pour chaque \$100 d'évaluation. La Malbaie prévoit un déficit scolaire de \$42,352 et devra payer \$2.55 pour chaque \$100 d'évaluation. Saint-Samuel-de-Horton a vu la taxe scolaire haussée au point qu'elle est maintenant de \$4.05 pour chaque \$100 d'évaluation. Coleraine a vu le taux de la taxe scolaire passer de \$2.40 à \$2.80. Lac-Mégantic prévoit un déficit de \$30,000 et des taxes accrues. Deschambault vient de subir une hausse de la taxe scolaire. Clermont enregistre aussi une hausse du taux de la taxe scolaire, qui est maintenant de \$2.20 pour chaque \$100 d'évaluation. Chicoutimi a vu le taux de la taxe scolaire passer de \$2.00 à \$2.40. Kénogami a également enregistré une hausse du taux de la taxe. Saint-Léon-de-Standon subit une hausse du taux de la taxe, plus une taxe spéciale additionnelle. Warwick prévoit un déficit de \$7,000 et des augmentations de taxe. Saint-Pierre-de-Broughton a vu le taux de la taxe scolaire passer de \$3.25 à \$4.50... Oui, \$4.50 pour chaque \$100 d'évaluation! Sainte-Croix de Lotbinière doit hausser le taux de la taxe de \$0.95 pour chaque \$100 d'évaluation. Saint-Fidèle subit une augmentation du taux de la taxe de \$0.80. Saint-Aimé-des-Lacs voit le taux de la taxe haussé à \$3.40 pour chaque \$100 d'évaluation¹³.

Le gouvernement est au pouvoir depuis deux ans. Où sont les formules magiques du gouvernement pour protéger et pour régler tous les problèmes agricoles de la province? En plus de continuer deux mesures établies par l'Union nationale, la loi de l'Office des marchés agricoles¹⁴ et l'injection de nouvelles sommes pour le crédit agricole, que fait le gouvernement? Le gouvernement actuel n'a rien fait pour l'agriculture, à part la fermeture de l'école d'agriculture de Val-d'Espoir et les méfaits de la loi autorisant la fabrication et la vente de la margarine. Il a diminué le budget de l'agriculture; il se désintéresse du sort du colon en annonçant la disparition du ministère de la Colonisation¹⁵; il a mis au rancart des employés compétents et dévoués; une atmosphère de tâtonnement et d'hésitation règne dans les services administratifs.

L'autre jour, le député de Chambly (M. Laporte) a parlé de déblocage. Il faudrait à mon sens procéder au déblocage des lois du crédit agricole, de la voirie rurale, de l'application de la loi du crédit à court terme et des différentes politiques d'encouragement que nous avons établies aux

ministères de la Colonisation et de l'Agriculture. Je suis avec le député de Chambly s'il réclame le déblocage du paiement de l'octroi d'établissement aux fils de cultivateurs et au remboursement de la taxe sur la gazoline utilisée pour les travaux agricoles.

Qu'attend-on pour agir? Faudra-t-il instituer une autre commission d'études pour analyser les rapports des nombreuses commissions d'études que le gouvernement a établies depuis deux ans? Le discours du trône nous apporte la confirmation que le gouvernement actuel se désintéresse du sort des colons en annonçant aujourd'hui ce que nous prévoyions l'hiver dernier: la disparition du ministère de la Colonisation. En un mot, abandon des colons et rien de nouveau pour les cultivateurs. Le gouvernement n'a annoncé, dans le discours du trône, aucune nouvelle mesure pour assurer la santé de l'agriculture elle-même.

À quand la réorganisation promise du ministère de l'Agriculture? Si les fleurs tardent trop à devenir des fruits, elles vont se faner et on s'en tannera. S'il y a des gens compétents et sérieux qui étudient le problème de notre agriculture, il faut cependant se méfier de ces pseudo-bureaucrates qui justifient leur fonction en multipliant les rapports et la paperasse, de ces pseudo-experts libéraux aux théories nébuleuses, qui font de leur mieux mais sans méchanceté, on l'espère, pour ruiner l'agriculture au Québec. Les cultivateurs de la province de Québec sont aujourd'hui à la merci de cultivateurs de salon qui réduisent le problème actuel au seul fait que certaines superficies de terres impropres à l'agriculture auraient été mises en exploitation, au lieu d'être demeurées dans le domaine des terres et forêts.

Malgré tout ce que l'on dit des fermes marginales et sous-marginales, le problème actuel ne se réduit pas simplement au seul fait que certaines superficies impropres à l'agriculture auraient été mises en exploitation, au lieu d'être laissées à l'exploitation forestière. Ce problème est restreint et ces fermes ne représentent qu'une infime proportion du domaine cultivé dans la province. L'efficacité n'est pas le fait des seuls experts, mais la marque de la compétence sachant concilier l'étude et l'action.

L'Union nationale, lorsqu'elle était au pouvoir, s'est résolument attaquée au problème de la production de la province, avec vigueur, par l'installation du crédit agricole, par le drainage des terres, par l'électrification rurale, par un système de voirie rurale, par les services de recherche du ministère de l'Agriculture, par l'enseignement agricole, par l'École de laiterie, par la médecine vétérinaire, par les entrepôts, par les abattoirs, par les

plans conjoints et autres. Depuis 1956, quelque 31,600 cultivateurs ont profité de l'Office des marchés agricoles établi par l'Union nationale. En 15 ans, notre gouvernement n'a jamais cessé de supporter les cultivateurs en investissant des millions de dollars, et ce, libres de taxes.

L'Union nationale a augmenté la productivité des fermes et fourni aux cultivateurs les outils nécessaires à l'augmentation de la production. Au gouvernement actuel incombe la responsabilité d'assurer aux cultivateurs des prix convenables pour leurs produits. La formule est simple et infaillible: qu'on cesse de taxer et de surtaxer le cultivateur; que l'on protège notre industrie laitière; qu'on mette un frein à l'intégration; et qu'on mette en valeur toutes les ressources naturelles des différentes régions de la province par un aménagement régional, comme l'a si bien exposé le chef de l'opposition.

Le malaise actuel provient de trois causes principales: l'augmentation des taxes, la concurrence des produits étrangers sur nos marchés et l'intégration agricole par de puissantes compagnies. Le cultivateur, chargé d'impôts et de taxes de toutes sortes, est dans la même situation que l'industriel obligé à des augmentations de salaire répétées et qui ne peut produire à un coût de revient capable de supporter la concurrence. Dans l'industrie, on travaille à l'abri sur des matières mortes et non périssables. Comme solution, les experts préconisent l'automation, la spécialisation et la fabrication en série.

En agriculture, plus qu'ailleurs, il y a une limite à la mécanisation. Nous sommes dépendants des aléas de la température et nos produits sont périssables. Il y a quelque temps, je lisais une déclaration du ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Courcy) disant que la clé du problème agricole se trouvait dans l'abaissement du coût de revient par l'augmentation des rendements. Il est illusoire de prétendre que l'augmentation de rendement en industrie laitière peut concurrencer la margarine, tout comme il est illusoire de prétendre que l'augmentation de rendement à l'unité animale peut enrayer les méfaits de l'intégration verticale en agriculture par les compagnies qui inondent le marché. Il n'est pas sérieux de prétendre que le cultivateur peut abaisser le coût de revient quand les charges fixes et les taxes montent en flèche.

Le problème actuel de l'agriculture québécoise est plus une question de marché qu'une question de production et de technique. Nous devons faire porter nos recherches et nos efforts sur la transformation des produits, la recherche et la conservation des marchés. Il est puéril d'imputer au facteur rendement

un faible revenu du cultivateur, puisqu'il y a des plafonds à respecter dans le rendement à l'argent et par unité animale. La rentabilité de notre agriculture est conditionnée par trois facteurs: la production, la transformation, la conservation, et la mise en marché, et les marchés eux-mêmes.

Un autre domaine de responsabilité provinciale qui affecte l'économie de notre agriculture, c'est l'intégration verticale dans la production agricole¹⁶. Depuis quelques années, nous sommes témoins que des compagnies puissantes, contrôlant la fabrication des engrais alimentaires et la transformation des produits aux abattoirs et aux salaisons, ont pénétré dans le champ de la production agricole, en vue d'augmenter leur commerce d'engrais alimentaires et de s'assurer les arrivages minimums des produits, afin d'être indépendantes des marchés publics. Cette pénétration constitue une menace grave à notre agriculture familiale et a pour effet d'inonder notre marché domestique.

Le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Courcy), qui est la voix la plus autorisée dans cette province, étant donné qu'il doit sauvegarder l'intérêt de toute la communauté, a le devoir de faire connaître à la population son opinion au sujet de l'intégration. Que signifie son silence? A-t-il déjà capitulé devant les puissances financières comme il a cédé aux pressions des financiers intéressés dans le trust des huiles végétales?

Il est étonnant de constater que certains prix sont dépréciés alors que l'agriculture du Québec ne produit que le tiers de ses produits consommés. Il faut donc admettre qu'il y a surproduction dans certains produits et déficience dans d'autres. Cette déficience provient de ce que le prix de revient de certains produits est devenu trop élevé et le jeu de l'augmentation des taxes est largement responsable de cette situation qui produit un déséquilibre entre le prix de revient et le prix de vente des produits.

Le problème des marchés pourrait être réglé en allégeant le fardeau des taxes, en protégeant les marchés domestiques et en établissant une politique agricole nationale qui tiendrait compte des possibilités de production et des marchés de chacune des 10 provinces. Il faudrait en outre favoriser davantage l'organisation de coopératives et de plans conjoints de producteurs et acheteurs.

Enfin, une large publicité sur la qualité des produits agricoles du Québec favoriserait notre agriculture, surtout le domaine des produits laitiers.

Il (M. Bernatchez) demande au gouvernement de corriger la situation qui prévaut dans l'industrie laitière.

C'est inutile, dit-il, de passer une loi autorisant la vente de la margarine et de "spreads" dans la province de Québec, qui ne garantisse pas une protection complète aux cultivateurs. Comment le gouvernement actuel peut-il aider l'industrie laitière alors qu'il permet la vente de la margarine et des "spreads" à quatre livres pour \$1, demande-t-il? La margarine et les huiles végétales sont les vraies causes de l'accumulation de 200,000,000 de livres de beurre dans les entrepôts, et ces stocks continuent d'augmenter.

M. l'Orateur rappelle au député de Lotbinière (M. Bernatchez) qu'il n'a pas le droit de critiquer une loi déjà adoptée au Parlement.

M. Bernatchez (Lotbinière): Les cultivateurs de la province tirent 83,7 % de leurs revenus des produits animaux. Or, la moitié de ces revenus proviennent des produits laitiers. Et qu'a fait le gouvernement actuel pour protéger et consolider l'industrie laitière, la principale source de revenus des cultivateurs? Il a légalisé la production et la vente de margarine avec le résultat que l'on connaît: diminution considérable de la consommation du beurre. Cette mesure aurait pu être supportable si le cultivateur avait été capable de faire concurrence au trust des huiles végétales, mais, dans cette lutte, les deux adversaires ne sont pas armés également.

Le trust des huiles végétales, qui inonde la province de margarine, possède des capitaux illimités et il ne lui en coûte guère de dépenser des millions pour faire de la publicité à sa margarine. Mais, pour sa part, le cultivateur n'a pas les moyens financiers nécessaires pour faire la lutte à un trust riche à millions.

L'an dernier, j'ai eu l'occasion d'affirmer dans cette Chambre que la loi permettant et légalisant la fabrication et la vente de la margarine dans la province de Québec, que présentait le Parti libéral, porterait un coup fatal à notre industrie laitière. J'avais même averti le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Courcy) que les compagnies intéressées dans le commerce des huiles végétales pouvaient déjà mettre sur le marché un produit qui pourrait se vendre \$0.25 la livre. Voyez les journaux, la publicité faite à pleines pages offrant en vente des succédanés du beurre au prix de quatre livres pour \$1.

J'affirme que le Parti libéral d'Ottawa, en refusant nos supplications depuis 1949 d'imposer une taxe d'accise sur l'entrée des huiles végétales au pays, et que le Parti libéral provincial, par sa loi de

l'hiver dernier légalisant la margarine, ont compromis la base même de notre agriculture: l'industrie laitière. La consommation par tête a baissé de 19 livres à 15 livres depuis quelques années. Devant une telle situation, il ne faut pas être surpris de la déclaration du docteur Nesbitt, professeur à l'Université du Manitoba, reproduite dans *L'Action catholique* du 17 janvier 1962: "Cultivateurs... abandonnez l'agriculture." Le docteur Nesbitt déclarait, selon des chiffres publiés par Ottawa, qu'il y a 350,000 cultivateurs au pays qui vivent de la vente des produits laitiers.

Or, selon les mêmes statistiques, avec l'entrée de la margarine et des succédanés du beurre, 100,000 producteurs laitiers suffiraient amplement à répondre à la demande actuellement pour assurer les besoins de la population. Avec les lois adoptées par le régime actuel, ce chiffre sera encore trop fort dans un proche avenir. Toutefois, comme le gouvernement libéral croit lancer la province dans la voie du progrès en causant la diminution du nombre des fermes, il nous est permis de douter de la valeur des agriculteurs de salon qui dirigent actuellement le ministère de l'Agriculture. Le Québec est devenu la première province au Canada en industrie laitière et le Parti libéral est responsable de conduire cette industrie vers le marasme. Les libéraux d'Ottawa et de Québec ont sacrifié 250,000 producteurs laitiers au pays pour favoriser des compagnies. Et j'accuse le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Courcy) d'avoir capitulé devant les compagnies spécialisées dans le commerce des huiles végétales en rendant plus facile la vente de la margarine.

L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont) invoque le Règlement. C'est M. Duplessis qui s'est adressé lui-même à la Cour suprême du Canada pour obtenir des droits empêchant l'entrée des huiles végétales au pays¹⁷.

M. Johnson (Bagot): C'est le gouvernement fédéral libéral qui demanda à la Cour suprême de se prononcer sur ce sujet et de donner une opinion. M. Duplessis n'accomplissait que son devoir en présentant l'opinion de son gouvernement.

L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont): Ce qui revient au même.

M. Bernatchez (Lotbinière): Jamais loi n'a été si librement violée que celle autorisant la fabrication et la vente de la margarine. Dernièrement, je rencontrais des membres de l'Union catholique

des cultivateurs (U.C.C.) - M. l'Orateur, tous les membres de l'U.C.C. n'ont pas été nommés sur les commissions d'études du gouvernement - bien au fait de la situation, qu'ils m'ont présentée comme épouvantable.

Preuves en main, on m'a informé que certains établissements commerciaux falsifiaient le beurre expédié sur le marché par nos organisations coopératives. On m'a affirmé que l'on prenait une livre de beurre et qu'en lui ajoutant une certaine matière grasse et des huiles végétales, on fabriquait quatre livres d'un certain succédané que l'on vendait sur le marché.

J'ai demandé à ces cultivateurs de me fournir le nom ou la marque de commerce sous lequel ce produit était présenté sur le marché. On m'a répondu que, dans le Nord-Ouest de la province, les cultivateurs et les colons appelaient cela "alcico"¹⁸ et d'autres de me dire que, dans la région de Québec, le terme le mieux approprié serait la "courcygarine"¹⁹.

M. l'Orateur: Le temps du représentant de Lotbinière est écoulé depuis deux minutes.

M. Bernatchez (Lotbinière) exprime le désir de continuer.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) fait valoir son refus.

L'honorable M. Courcy (Abitibi-Ouest) proteste contre les termes "pseudo-experts" et "cultivateurs de salon aux formules nébuleuses" qu'a employés le député de Lotbinière pour décrire les experts en agriculture du gouvernement actuel. Le député de Lotbinière salit la réputation du ministère de l'Agriculture.

Le temps de l'Union nationale est passé. C'est notre temps à nous, aujourd'hui, de vous parler. C'est notre temps d'administrer la province, notre temps de donner justice à la population. C'est notre temps de dénoncer les injustices du passé. C'est notre temps de répondre aux insinuations que fait l'opposition. Il y a quelque chose de changé. Nous ne sommes pas une société d'adoration mutuelle; ce n'est pas l'encensoir qui nous fait marcher, mais le devoir.

Parmi les autres réalisations du gouvernement actuel, comparativement à ce que faisait l'ancienne administration, l'allocation à l'établissement des colons a été portée de \$150, sous l'Union nationale, à \$500 sous le gouvernement actuel. Pour la construction des maisons, le gouvernement actuel

paie \$1,200, comparativement à \$600 sous l'Union nationale. Pour l'agrandissement des maisons de colons, l'octroi est de \$300 sous le gouvernement libéral. C'était zéro sous l'ancien gouvernement.

Le ministère de l'Agriculture accorde aujourd'hui \$1,000 pour la construction d'une grange-étable²⁰, contre \$400 payé sous l'Union nationale. Les crédits pour l'organisation des fermes sont montés de \$1,050, sous l'Union nationale, à \$2,000 sous le gouvernement libéral. Le colon, dans le passé, recevait \$40 l'acre pour 40 acres mises en culture, soit \$1,600 en tout. Aujourd'hui, c'est 60 acres à \$60 l'acre, soit \$3,600.

Le ministère de l'Agriculture paie le transport aux abattoirs des animaux venant de plus de 100 milles. La politique de la pierre à chaux a été grandement améliorée par le gouvernement actuel, à tel point que le chiffre d'épandage de 1958-1959, 292,000 tonnes, a été porté à 950,000 tonnes pour la présente année, grâce à la contribution du gouvernement pour l'achat et pour le transport. Pour les achats d'engrais chimiques, le gouvernement a aidé 53,000 cultivateurs, en 1961-1962, comparativement à 47,202, en 1960.

M. Nolasque April²¹ cumule la présidence de la Commission de l'industrie laitière et de l'Office des produits agricoles. Sous l'Union nationale, il fallait deux hommes pour remplir ces fonctions.

La loi de l'amélioration des fermes a rendu d'immenses services aux cultivateurs du Québec, et le gouvernement libéral a plus fait dans ce domaine que l'Union nationale. En 1958, on a dépensé \$1,707,000 pour l'amélioration des fermes; \$1,841,000, en 1959; et \$1,841,000, en 1960. En 1961, première année d'administration libérale, on a dépensé \$2,220,000 pour aider les cultivateurs à améliorer leurs terres. Ce n'est rien d'extraordinaire, mais c'est pour démontrer à la face de la province que le Parti libéral s'occupe plus des cultivateurs que l'Union nationale.

Le nombre des producteurs de betterave à sucre qui ont signé des contrats avec la raffinerie de sucre de Saint-Hilaire est passé de 829, en 1960, à 1,141, en 1961. Cela prouve que les producteurs et que la population agricole ont donc plus confiance au gouvernement libéral et en ses politiques qu'en celui qui l'a précédé.

Il y a amélioration dans le revenu de nos cultivateurs; une augmentation de l'ordre de \$20,000,000 de plus dans les revenus des cultivateurs du Québec, dit-il. C'est quelque chose à se réjouir, et ce n'est qu'un commencement. Donnez-nous encore cinq ou six ans et vous allez voir se transformer

radicalement les fermes du Québec et s'améliorer le sort de nos cultivateurs.

S'il y a eu immobilisme, dont on accuse les libéraux, ce n'est pas dans le comté de Lotbinière où le nombre des prêts, en vertu de la loi du crédit agricole, ont augmenté. Il y a eu 74 prêts de crédit agricole, en 1958; 73, en 1959; 84, en 1960, parce qu'on commençait à y voir; et 109, en 1961. Pour nos fils de cultivateurs, zéro sous l'Union nationale dans le comté de Lotbinière, mais 17 fils de cultivateurs ont été établis par la loi que nous avons fait voter.

Le député de Lotbinière devrait me remercier, mais cela le gêne peut-être. Si cela le gêne, il devrait venir en arrière du trône de l'Orateur, ou me donner un coup de téléphone pour me remercier.

Le gouvernement actuel veut rendre justice à tout le monde et le pratique effectivement. Le député de Lotbinière a obtenu 183 heures de travaux de drainage souterrain sur sa ferme, au cours de 1960, et a profité d'un prêt de \$2,294.39 que le gouvernement, par ses lois, apporte sous forme d'aide. Nous ne faisons donc pas de patronage, puisque nos adversaires politiques sont égaux avec nos amis devant les lois de la province de Québec.

M. Bernatchez (Lotbinière): J'ai utilisé les machines du gouvernement, précise-t-il, à un moment où elles étaient disponibles et où les cultivateurs n'en avaient pas besoin. On est venu me demander si je voulais faire un drainage sur ma terre, dit-il. J'ai acquiescé.

M. Johnson (Bagot): Je ne veux pas que le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Courcy) induise la presse en erreur. Ces travaux, dit-il, ont été faits dans le cadre des lois du gouvernement. Le ministre pourrait nommer une série de libéraux notoires qui ont aussi bénéficié...

Des députés ministériels: À l'ordre! À l'ordre!

M. Johnson (Bagot): Il n'y a pas moyen de terminer nos phrases. Le représentant d'Abitibi-Ouest (l'honorable M. Courcy) cherche beaucoup plus à salir la réputation du député de Lotbinière (M. Bernatchez) qu'à répondre aux accusations portées contre son ministère.

L'honorable M. Courcy (Abitibi-Ouest): Le représentant de Lotbinière avait bel et bien droit à ce prêt, uniquement et simplement. Cela prouve jusqu'à quel point le gouvernement actuel est désintéressé, intègre.

M. Johnson (Bagot): Est-ce que le gouvernement n'a pas consenti également un prêt au président de la Fédération libérale du comté de Bagot et est-ce que vous pourriez me citer le montant de ce prêt?

L'honorable M. Courcy (Abitibi-Ouest) n'est pas en mesure de préciser le montant de ce prêt, car il a été consenti sous l'administration précédente, soit sous l'administration de l'Union nationale.

Le gouvernement ne saurait accomplir de miracles en moins de deux ans, après les 16 années marquées du passage de l'Union nationale. Une des seules choses qu'a laissées l'Union nationale, c'est le crédit agricole et, quand elle en parlait, l'Union nationale croyait avoir tout réglé. Elle ne prêtait qu'aux cultivateurs endettés à l'extrême, pour faire ensuite baisser de 25 % l'évaluation des fermes pour leur faciliter l'obtention de prêts.

Le député de Lotbinière nous accuse d'immobilisme, mais je lui rappellerai que c'est sous l'ancienne administration que l'U.C.C. réclamait constamment une augmentation du crédit agricole. Le gouvernement libéral a voté une loi de crédit agricole améliorée. Nous prêtons jusqu'à \$15,000 et jusqu'à 80 % de l'évaluation de la ferme. Nous avons également augmenté le nombre des prêts agricoles.

M. Johnson (Bagot): Combien de prêts de \$15,000 le ministère a-t-il consentis?

L'honorable M. Courcy (Abitibi-Ouest): Je n'ai pas l'information en main. Cette loi sociale, poursuit-il, nous l'améliorerons encore au cours de la présente session. Nous qu'on accuse d'immobilisme, nous pouvons demander à l'administration de l'Union nationale ce qu'elle a fait elle-même. Le parti de l'opposition actuel ne peut pas dire que le gouvernement libéral fait du sur-place lorsque c'est l'ancien gouvernement de l'Union nationale qui a revendiqué la croissance agricole dans la province.

En 1960 également, nous avons amélioré la loi des achats des terres dans le domaine de la colonisation. Et cette loi fonctionne. Alors que l'Union nationale rédigeait des lois et les laissait dans les Statuts, où elles devenaient lettre morte, nous avons fait des lois productives. Ainsi, la loi permettant aux caisses populaires de prêter aux cultivateurs a été améliorée, elle aussi, par le gouvernement libéral.

Autrefois, la caisse populaire ne prêtait que \$500; aujourd'hui, la loi lui permet de prêter jusqu'à

\$1,000, à un taux d'intérêt très bas de 2 %. L'immobilisme, ce n'est pas au gouvernement libéral qu'il faut le reprocher, mais au gouvernement précédent, celui de l'Union nationale.

Il (l'honorable M. Courcy) parle des bienfaits de la nouvelle législation en matière de margarine.

Une voix de l'opposition: Ça, c'est de la courcycarine²²!

M. Maltais (Québec-Est): Il apparaît clairement à tous les observateurs que nos adversaires cherchent à semer des divisions au sein de notre parti par tous les moyens à leur disposition, même par des rumeurs purement fantaisistes. À quelques reprises, celui qui vous parle a été l'objet d'interprétations fausses dans les journaux concernant certaines paroles échangées amicalement avec des journalistes, et qui n'étaient pas destinées à la publication, avec le résultat que, par quelques mots cités entre guillemets et perdus dans de longs commentaires, on a dénaturé ma pensée et mes gestes.

C'est ainsi qu'on est arrivé à faire croire que je pourrais être intéressé à la formation d'un parti séparatiste et, de ce fait, à provoquer une scission dans les rangs de l'Union nationale. Je n'ai pas l'habitude de jouer à cache-cache avec la population. Ma franchise est bien connue. J'entends bien définir clairement ma position.

Je déclare ici solennellement, sur mon honneur, que jamais je n'ai songé à provoquer une scission dans l'Union nationale. C'est un parti que j'ai toujours servi avec conviction, dévouement et loyauté. C'est un parti auquel je suis profondément attaché. Jamais, ni de près, ni de loin, ni directement, ni indirectement, je n'ai projeté ou encouragé la formation d'un parti séparatiste, ni encouragé les mouvements séparatistes.

(Applaudissements à gauche)

Enfin, M. l'Orateur, si j'avais eu quelque aspiration à la direction d'un parti politique, je n'aurais eu qu'à céder aux nombreuses et pressantes demandes qui me furent adressées pour que je pose ma candidature à la direction de l'Union nationale lors du congrès du parti. Je ne me suis jamais pris pour un autre. Le séparatisme n'est pas un mouvement politique, que je sache! Et je ne crois pas, dans la conjoncture actuelle, à l'opportunité d'une formation politique à caractère séparatiste.

Je crois plutôt, à l'instar de mon chef, que les cinq prochaines années pourraient bien être des années cruciales pour la Confédération; peut-être seront-elles les années de la dernière chance pour la

Confédération canadienne. J'estime aussi que l'on doit lui donner cette chance. Le mouvement séparatiste, même si cela est paradoxal, jouera un rôle salubre, utile et efficace à cette fin, en amenant les partis politiques existants à demeurer farouchement sur la brèche sur le front autonomiste. Le parti politique provincial le plus qualifié pour tenter l'ultime effort en vue de sauver la Confédération, c'est sans conteste l'Union nationale, ce parti dont toute la vie est centrée sur la reconnaissance et la reconquête de nos droits, qui a tenu tête victorieusement à la pire vague centralisatrice et assimilatrice de toute notre histoire, qui s'est opposé aux octrois fédéraux aux universités et qui a obtenu la déductibilité de l'impôt sur le revenu dans une mesure proportionnelle à l'empiétement du fédéral. L'Union nationale, ce parti qui aurait dû servir de modèle ou d'exemple au présent gouvernement, a vaincu la centralisation.

(Applaudissements à gauche)

M. l'Orateur, voilà ma position. Elle est claire, elle est nette. Je suis de cœur dans l'Union nationale comme je l'ai toujours été. Car ce parti auquel j'ai l'honneur d'appartenir reste le parti d'avant-garde en matière d'autonomie provinciale; il est le seul et unique parti exclusivement provincial et est un parti autrement plus humain que tout autre. C'est dans les cadres de ce parti que j'entends faire triompher les idées auxquelles je crois, en conformité avec la volonté démocratique de la majorité. Élu et réélu député de l'Union nationale par la brave population de l'historique comté de Québec-Est, je m'acquitterai de mon mandat jusqu'au bout, sans peur, sans reproche et sans aucune hésitation.

Il (M. Maltais) réitère donc sa loyauté, son allégeance et son profond attachement à l'Union nationale, dont il admire les principes, ainsi qu'à son chef incontesté, le député de Bagot (M. Johnson).

(Applaudissements à gauche)

J'ai toujours cru et je reste convaincu, explique-t-il, que, dans la province de Québec, vit une nation qui existe et compte par elle-même: la nation canadienne-française. Je veux définir clairement sa position, dit-il. Les Canadiens français constituent une nation dont la majeure partie vit dans l'État du Québec avec ses structures propres, ses institutions, ses modes de vie, sa langue et sa foi.

Comme toutes les nations privées d'indépendance, notre nation aspire normalement à cet idéal qu'est la plénitude de la liberté, idéal tout à fait légitime pour une nation comme pour un individu. Je crois qu'une nation aspire davantage à l'indépendance lorsqu'elle se sent plus menacée dans

son existence. Réaliste et engagé dans l'action politique, je sais tout ce qui sépare la réalité de l'idéal.

Sur le plan constitutionnel, notre peuple et notre nation sont placés dans un état de véritable infériorité, et ils sont obligés de subir un état de fait qui tend à en faire, en pratique, une province comme les autres, ce qu'ils n'accepteront jamais. Je n'ai pas l'intention de relever toutes les injustices et toutes les frustrations dont ils ont souffert depuis le début de la Confédération. Tous les gens bien pensants sont unanimement d'accord pour dire que le *statu quo* constitutionnel actuel n'est plus viable et que le pacte confédératif doit être renégocié.

(Applaudissements à gauche)

Sur le plan économique, les Canadiens français ne sont pas mieux partagés. L'accumulation des capitaux entre des mains étrangères et le contrôle de presque toute notre activité économique par des gens qui ne sont pas de notre nation nous ont fait perdre l'initiative de notre développement économique et la maîtrise de nos destinées.

En état d'infériorité sur les plans constitutionnel et économique, les Canadiens français ne sont guère plus avancés sur le plan culturel où ils tirent la langue. Ils constatent, jour après jour, avec effroi, combien ils sont menacés dans l'épanouissement de leur génie propre, et on est devenu tellement pessimiste, en certains milieux, qu'on parle même d'un processus inexorable de la disparition du fait français en Amérique du Nord.

Il (M. Maltais) laisse entendre que le séparatisme ne serait pas devenu aussi fort si l'Union nationale autonomiste était restée au pouvoir; et si celle-ci parvenait à se faire réélire assez rapidement, dit-il, le danger pourrait disparaître. Depuis quelques années, nous assistons à la montée d'un sentiment séparatiste dans la province de Québec. On peut s'interroger sur ce mouvement. On ne peut tenter de l'expliquer en disant qu'il est provoqué uniquement par la prise de conscience la plus aiguë de nos déficiences nationales.

Ce qui me frappe, toutefois, c'est qu'au temps de Maurice Duplessis, fondateur de l'Union nationale, cette levée de boucliers du souverainisme québécois et la présente vague de séparatisme n'ont pas eu lieu. Était-ce parce qu'on le considérait comme le plus intrépide et le plus farouche défenseur de nos droits? On admirait le courage de cet homme qui n'a jamais cessé de combattre les centralisateurs et qui a réussi à faire reculer les envahisseurs du pouvoir fédéral. Dans le domaine de l'autonomie provinciale et de la reconquête graduelle de nos

droits, on comprenait facilement qu'il était impossible de demander plus que ce que faisait ce grand patriote.

(Applaudissements à gauche)

Il existe aujourd'hui un gouvernement conservateur à Ottawa qui a porté la déductibilité de l'impôt sur le revenu de 13 % à 16 %, qui la portera à 20 % d'ici à 1965, et qui a remis aux provinces le libre exercice de leur droit constitutionnel de taxation. Nous avons franchi une étape importante. On aurait pu penser que ce geste du gouvernement fédéral allait apaiser les partisans du souverainisme.

Comment expliquer qu'il en ait été autrement? Ne voit-on pas là la manifestation de la crainte instinctive de tout un peuple qui voit son autonomie menacée par l'actuel gouvernement provincial? C'est un gouvernement qui n'inspire pas confiance. Avec lui, le peuple appréhende le pire.

Le peuple n'est pas victime du verbiage et de l'apparat autonomiste du Parti libéral, M. l'Orateur. Le peuple est inquiet, et avec raison, car, dans le discours du trône, il n'y avait pas un seul mot des relations fédérales-provinciales - un problème crucial de l'heure. Pas un mot sur le rapatriement de la Constitution. Pas un mot sur la formule Fulton²³. Pas un mot non plus sur la clause concernant la délégation des pouvoirs qui risque d'entraîner par la force des choses la perte des libertés provinciales.

Au moment même où la tension grandit sur toute cette grave question, le gouvernement libéral agit en caméléon. Il fait étalage de fierté nationale et d'autonomisme pour épater la galerie électorale et internationale. Il monte des manifestations de propagande à l'étranger, mais, pendant ce temps, il laisse les droits de la province à l'abandon.

Cette omission scandaleuse dans le discours du trône en ce qui a trait à la sauvegarde de nos droits, l'absence de toute allusion à ce qui touche au cœur même des aspirations d'un peuple est l'indice le plus clair d'un gouvernement qui fuit ses responsabilités en une matière aussi essentielle.

Il saute aux yeux que le gouvernement n'a pas le courage de prendre position, lié qu'il est par tout un passé de centralisation. Contre la centralisation, seule l'Union nationale demeure debout. Avec l'Union nationale, dans l'unité d'action...

L'honorable M. Pinard (Drummond): Et dans l'opposition pour longtemps, toujours?

M. Maltais (Québec-Est): Avec l'Union nationale, les Québécois étaient assurés de la défense de leurs droits. Je ne m'étonne pas de la poussée du

séparatisme, qui est un cri d'alarme, un cri d'angoisse, devant l'état actuel du gouvernement libéral. Le séparatisme, M. l'Orateur, est une idée naturelle, normale, respectable et utile. C'est une sauvegarde, ajoutée à celle qu'offre une opposition comme la nôtre, contre les dangers que fait courir le gouvernement actuel à l'État du Québec. C'est un réflexe instinctif et spontané de défense contre le régime actuel qui endette la province à un rythme tel qu'elle a déjà perdu cette liberté essentielle requise pour transiger d'égale à égale avec le gouvernement fédéral.

C'est aussi un mouvement salutaire de réaction contre ce même gouvernement libéral qui accepte sans discussion et avec empressement tous les plans conjoints conçus par Ottawa en des matières de juridiction provinciale. "Grâce au régime des programmes conjoints, écrivait le révérend père Richard Arès²⁴ dans *Le Devoir* du 29 juin 1959²⁵, le gouvernement fédéral s'assure l'initiative dans des sujets de compétence provinciale; c'est lui qui élabore la politique que les provinces doivent suivre, si elles veulent recevoir des subventions, de sorte que plus celles-ci se multiplient et moins il reste de jeu pour l'autonomie politique des gouvernements provinciaux."

Pour reprendre l'expression du chef de l'opposition dans son remarquable discours sur l'adresse en réponse au discours du trône, "le premier ministre ne s'y prendrait pas autrement pour préparer la reddition d'une province qui lui a déjà refusé de devenir une province comme les autres".

(Applaudissements à gauche)

En matière constitutionnelle, l'heure est grave. La majorité canadienne-anglaise dans ce pays devra se décider à nous donner justice une fois pour toutes, sinon le séparatisme, avec toutes ses conséquences imprévisibles, deviendra un impératif national pour le peuple canadien-français du Québec. Il faut que les autorités responsables procèdent dans le plus court délai à un remaniement de la Confédération canadienne.

Pour ma part, j'ai toujours prêché, en dépit de tout ce qu'on a voulu ou qu'on voudra me faire dire - et la dernière fois, j'en ai fait part publiquement au congrès général de la Société Saint-Jean-Baptiste de Québec -, que le moment est venu pour l'État du Québec de s'assurer un statut constitutionnel différent des autres provinces, parce que la province de Québec n'est vraiment pas une province comme les autres, quoi qu'on en pense dans les milieux intellectuels où s'inspirent nos adversaires, quoi qu'en pense le premier ministre lui-même en sa

qualité d'ancien ministre fédéral, de disciple et ami personnel de M. Saint-Laurent.

J'espère contre toute espérance qu'on réussira enfin à nous donner satisfaction. Il est des choses qu'il est bon de proclamer dans le seul Parlement français de toute l'Amérique du Nord, entre autres que ce pays renferme deux nations et qu'elles doivent être traitées sur un pied d'égalité au sein de la Confédération. Le cas de nos minorités nationales oblige l'homme public canadien-français à tenter, dans un suprême effort, de les sauver par le seul moyen à sa disposition, la Confédération canadienne.

Encore faut-il que celle-ci permette à la patrie réelle de ces minorités, au foyer national et berceau des Canadiens français, c'est-à-dire la province de Québec, de se développer et à nos minorités de bénéficier du même traitement que celui qui est accordé à la minorité anglaise du Québec²⁶.

(Applaudissements à gauche)

M. Morissette (Arthabaska) félicite le député de Bagot (M. Johnson) pour son élection au poste de chef de l'Union nationale. Le député de Missisquoi (M. Bertrand) lui a fait une belle lutte. Le représentant de Missisquoi avait plusieurs partisans à sa suite, au congrès de l'Union nationale, qui l'appuyaient à cause du renouveau qu'il prêchait. Sa politique était complètement opposée à celle de son adversaire.

Cependant, au grand désappointement de ses partisans d'hier, ceux qui comptaient sur lui pour relever le parti de l'Union nationale ont été désappointés de le voir faire du patinage de fantaisie dans le discours qu'il a prononcé sur l'adresse.

M. Johnson (Bagot): Ce n'est pas gentil, ça.

M. Morissette (Arthabaska): Je ne sais pas si le député de Missisquoi (M. Bertrand) s'est servi des patins du député de Kamouraska (M. Plourde). Toujours est-il qu'il a désappointé ses partisans. À ces partisans du renouveau, il ne leur restait qu'un espoir: le député de Québec-Est (M. Maltais). Ce fut une autre déception. Où tourneront-ils les yeux maintenant? Peut-être vers le député de Compton (M. Gosselin).

Le maire de Sherbrooke, M. Armand Nadeau, a dit qu'il était le seul candidat à la direction du parti de l'Union nationale ayant les mains suffisamment nettes et libres pour effectuer avec succès l'opération "nettoyage"...

M. Johnson (Bagot): M. Nadeau n'a jamais déclaré semblable énoncé!

M. Morissette (Arthabaska): Victoriaville et deux autres villages de la circonscription d'Arthabaska ont célébré le centenaire de leur fondation au cours de l'année. Je remercie le premier ministre et les autres personnalités qui ont pris part aux fêtes.

Dans le domaine de l'éducation, les problèmes étaient vite résolus par nos grands-pères. Autrefois, dans le bon vieux temps comme on dit, il n'en coûtait pas bien cher pour assurer l'éducation des enfants. On bâtissait l'école près d'un ruisseau ou près d'un gros pin, on engageait une institutrice à \$75 par année et, avec un budget de quelques centaines de dollars, dont \$8 pour l'achat d'un poêle, on administrait l'école pendant toute une année.

Que de progrès s'est accompli depuis cette époque! Et quelle évolution a été observée durant ces dernières années! Quel élan a pris l'éducation sous le régime libéral! Et quel élan surtout ont pris les commissions scolaires depuis l'avènement au pouvoir du Parti libéral! Par les bills 80 à 86 adoptés lors de la dernière session, le gouvernement provincial a réellement voté la charte de l'éducation.

Par la création d'octrois, d'un système de subventions statutaires plus généreux, le gouvernement de la province a donné à environ 75 % de toutes les commissions scolaires du Québec une plus grande liberté de mouvement en leur permettant de se débarrasser de leur déficit. En 1960, 1,200 de ces commissions scolaires avaient un déficit. En 1961, après l'adoption de la législation libérale de l'éducation, seulement 400 commissions des écoles avaient un budget déficitaire.

Par ce moyen des subventions statutaires, c'est le gouvernement libéral actuel qui a fait naître les commissions scolaires au droit inaliénable de s'administrer elles-mêmes sans recours aux subventions spéciales. Le gouvernement a fait un grand pas vers l'autonomie complète des commissions scolaires.

On a tort de reprocher au gouvernement le fait que des commissions scolaires ont été forcées d'imposer des taxes. Certains députés de l'opposition ont parlé d'augmentation de taxes. C'est possible. Nous, du Parti libéral, nous sommes convaincus que l'éducation est une chose extrêmement nécessaire et que l'avenir du Canada français repose sur l'éducation. Si l'État est un puissant levier, notre jeunesse de demain, mieux instruite, constituera cette force qui activera ce levier, et cette compétence qui nous donnera cette souveraineté tant désirée et le contrôle de notre vie économique.

L'enquête royale sur l'enseignement sera d'une grande utilité, déclare-t-il. Il suggère aux commissaires de se pencher particulièrement sur le

cours primaire qui, dans le passé, était pour plusieurs jeunes la seule préparation à la vie et qui est devenu aujourd'hui une base sur laquelle on érige l'édifice des connaissances. Il recommande qu'après la troisième année, on fasse une sélection des élèves et qu'ils soient divisés en catégories: un cours régulier en classes ordinaires pour les enfants normaux, un cours d'enrichissement en classes avancées pour les enfants surdoués, et un cours d'apprentissage en classes spéciales pour les élèves sous-doués.

Grâce à l'intervention prompte des ministères provinciaux de la Voirie, des Travaux publics et de l'Agriculture, plus de \$600,000 ont été souscrits par le gouvernement pour réparer les dégâts causés par la désastreuse inondation de septembre 1961. Je suis, dit-il, entré moi-même en contact avec ces trois ministères le jour même du désastre, et le lendemain, le ministère de la Voirie prenait des mesures d'urgence pour réparer les voies de communication et y consacrait une somme de \$300,000. Plus de 40 ponts ont aussi été emportés par les flots dans le comté d'Arthabaska, dit-il, et le ministère des Travaux publics a mis aussitôt à l'œuvre ses ingénieurs. Tous les ponts endommagés ont été réparés...

(Applaudissements à droite)

... ce qui a entraîné une autre dépense de \$300,000.

Il rappelle la tragédie qui a failli engloutir un petit village de Sainte-Hélène en raison du débordement des eaux de la rivière. Pour pallier à ce danger constant, depuis l'inondation et encore aujourd'hui, déclare-t-il, le ministère de l'Agriculture y maintient au travail de drainage deux pelles mécaniques. Il assure aux cultivateurs du comté d'Arthabaska qui ont été affectés par ce fléau l'aide du gouvernement.

Le ministre de l'Agriculture a désigné l'agronome du comté, M. Béliveau, dit-il, pour procéder à l'évaluation des dommages causés aux fermes, avec le concours des évaluateurs municipaux. Ces évaluations ont été soumises au ministère pour fins d'étude et bientôt les cultivateurs seront indemnisés, comme ils le méritent. La même politique fut adoptée par le gouvernement libéral dans les comtés de Wolfe et de Mégantic, pour les mêmes causes.

Il remercie le ministère de l'Agriculture de son apport à la cause agricole de sa circonscription électorale. Il rappelle que 25 % des prêts consentis à des cultivateurs dans le comté ont dépassé les \$10,000 chacun. L'importance de l'agriculture est prépondérante dans Arthabaska, puisque 40 % de la population vit des produits de la ferme. Quant à la

population urbaine, le chômage a diminué considérablement et constamment à Victoriaville, dans la région et dans mon comté.

Il attribue ce résultat à la politique du gouvernement, à l'esprit d'initiative et à la coopération des Canadiens français qui sont propriétaires des industries, aux travaux de la route Trans-Canada ainsi qu'aux travaux d'hiver. La politique du gouvernement pour les travaux d'hiver, assure-t-il, ne manquera pas de produire de bons effets partout.

Le débat est suspendu.

À 6 heures, la Chambre suspend ses travaux.

Reprise de la séance à 8 heures

Adresse en réponse au discours du trône

Le débat se poursuit sur l'adresse.

M. Desjardins (Gatineau): M. l'Orateur, tous ceux qui ont parlé avant moi depuis le début des débats sur le discours du trône ont passé en revue les événements heureux et malheureux de l'année. Ils ont fait l'éloge de Son Excellence le lieutenant-gouverneur pour sa récente nomination; ils ont parlé des nouveaux députés, de votre promotion ainsi que de celle de l'honorable ministre des Affaires municipales. Afin d'éviter les répétitions de tout ce qui s'est dit, j'appuie fortement les paroles élogieuses que l'honorable chef de l'opposition (M. Johnson) a eues à l'égard de tous ces personnages. Il a dit beaucoup de bien de vous, M. l'Orateur, et vous pouvez être assuré que je partage les mêmes sentiments que lui à votre égard.

J'ai préparé quelques notes concernant la voirie rurale dans la région de l'Ouest du Québec et plus particulièrement le comté de Gatineau. J'aurais eu bien d'autres sujets à traiter, mais j'y reviendrai plus tard en d'autres occasions. Afin que mes collègues comprennent mieux le sujet que je veux exposer, je donnerai d'abord quelques statistiques sur mon comté. Si on consulte le rapport du ministère de la Voirie pour l'année 1960, à la page 168, on constatera que le comté de Gatineau est le deuxième comté de la province en milles de chemin, le premier étant le comté de votre prédécesseur, M. l'Orateur, Abitibi-Est avec 1,489 milles; le comté de Gatineau, deuxième avec 1,171 milles de chemin; le troisième,

le comté de Papineau avec 1,069 milles de chemin; et ensuite le comté de Pontiac avec 1,067 milles de chemin. Les autres comtés viennent ensuite avec un millage inférieur à 1,000 milles. C'est donc dire que l'Ouest du Québec représente les comtés qui ont le plus grand nombre de milles de chemin. Près de 400 milles de voie routière sont entretenus par la Voirie, mais plus de 700 milles sont entretenus par les municipalités.

Le comté de Gatineau comprend 31 municipalités dont deux villes - Aylmer et Maniwaki - et un village qui n'ont pas de voirie rurale; il reste donc 28 municipalités à se partager cet effarant nombre de milles de chemin. Sur les 1,171 milles de chemin dans le comté de Gatineau, environ 380 sont entretenus par le ministère de la Voirie, la balance est aux frais des 28 municipalités; par conséquent, 791 milles de chemin dans 28 municipalités donnent une moyenne 28.25 milles par municipalité, et 27 paroisses catholiques, 11 centres protestants et 22,960 électeurs, au 20 juin 1960.

Le comté de Gatineau a trois industries principales: l'industrie forestière, l'industrie touristique et l'agriculture. Il est donc très important que ses routes soient améliorées et bien entretenues. Pour assurer la prospérité de ces trois grandes industries, un bon réseau routier est nécessaire. Si le gouvernement actuel continue sa politique de négligence envers la voirie rurale, le développement de ces municipalités en sera paralysé bientôt. Ceci aura des conséquences très graves sur l'économie de la région.

Des orateurs qui parleront après moi feront grand état des travaux d'hiver que le ministre des Affaires municipales approuve pour le compte de nos municipalités. On se sert de cette politique pour une excuse, et on refuse des octrois de voirie, quand on sait que cette politique de travaux d'hiver est une politique d'urgence extraordinaire pour remédier au chômage et que cette politique contribue à endetter nos municipalités et n'est d'aucune façon profitable.

En effet, les travaux consistent seulement en certains travaux définis dans la loi. Dans nos campagnes, nos municipalités rurales peuvent faire le dynamitage des rochers, le redressement des routes secondaires, le nettoyage de fossés ou autres obstacles. Nous avons dans la région de l'Ouest québécois une température en dessous de la normale, du sol gelé et de la neige. Par conséquent, ces travaux sont lents et difficiles à exécuter et ne donnent pas le rendement du travail fait dans la saison propice.

C'est ce qui explique que, dans le dynamitage, on utilise de la machinerie lourde telle que le

compresseur, camion, chargeur mécanique, et aucun de ces items n'est octroyé par le gouvernement fédéral ou provincial. Le coût entier doit être supporté par les municipalités. Donc, dans bien des cas, à cause de toutes ces raisons, les travaux coûtent aux municipalités un fort pourcentage et elles s'endettent graduellement.

Depuis 1948, le ministère de la Voirie et le ministère de la Colonisation ont dépensé dans le comté de Gatineau des sommes formidables. On a reconstruit d'un bout à l'autre la route 11 et amélioré la voirie rurale. Je me dois de remercier l'honorable monsieur Talbot qui était alors ministre de la Voirie et qui a si bien compris le problème de l'Ouest du Québec en lui accordant des budgets généreux à chaque année, malgré qu'à ce moment-là le budget de la province n'était pas de l'importance des budgets actuels.

Je le répète, l'honorable Antonio Talbot, alors ministre de la Voirie, savait que les quatre comtés de l'Ouest du Québec comptaient à eux seuls près de 5,000 milles de route, plus exactement 4,796, et il a toujours apporté une attention toute particulière en prenant en considération ces chiffres effarants. Il a toujours distribué son budget avec justice, sachant que ces quatre comtés à eux seuls formaient un total de 5,000 milles de chemin équivalant à 20 comtés tels que Saint-Hyacinthe, 282; Saint-Maurice, 327; Saint-Jean, 217; Soulanges, 171; Vaudreuil, 227; Verchères, 234, etc.

En effet, la route 11, à partir de Cascades, 11 milles de Hull, a été reconstruite et asphaltée en une route de première classe, sur toute sa longueur jusqu'à tout près de Mont-Laurier, à la frontière du comté de Labelle, soit sur une longueur de 120 milles. Dieu merci que le gouvernement de l'Union nationale ait eu le temps de compléter cette route avant que le changement de gouvernement ne s'effectue, car nous avons perdu espérance, dans cette région du nord de la province, d'avoir de beaux budgets de voirie.

Nous avons, sous le gouvernement de l'Union nationale, fait l'amélioration des routes secondaires, par reconstruction, pavage et amélioration de tout genre. De son côté, le ministère de la Colonisation n'a jamais négligé les paroisses qui tombaient sous sa juridiction. M. l'Orateur, ces améliorations étaient nécessaires pour plusieurs raisons, parce qu'aujourd'hui, dans le comté de Gatineau comme ailleurs, toutes les écoles ont été centralisées et toutes les commissions scolaires ont trois ou quatre circuits de transport d'écoliers qui fonctionnent matin et soir.

Par conséquent, nous devons avoir de bonnes routes pour que les élèves fréquentent l'école

assidûment. Puis, il y a les malles rurales qui circulent tous les jours dans nos paroisses; il y a le transport du bois, et enfin tous les contribuables de la paroisse qui se servent de ces routes.

Depuis deux ans, mon comté n'a pratiquement rien eu en octrois de voirie aux municipalités ou de colonisation. En 1960, le gouvernement de l'Union nationale avait prévu un budget routier important dans mon comté, grâce aux octrois réguliers qui étaient donnés depuis 12 ans aux municipalités, tant par le ministère de la Voirie que par le ministère de la Colonisation. Malheureusement, le lendemain du 22 juin (1960), ces octrois ont été réduits par les planificateurs libéraux de 50 %, de 60 % dans bien des cas, de 75 % dans certains cas, et dans d'autres cas, ils ont été annulés complètement.

Résultat: des municipalités n'ont eu aucun argent en 1960. Alors que, sous l'Union nationale, plusieurs localités recevaient des octrois réguliers, sous le gouvernement libéral, en 1961, je n'ai pas encore les chiffres, mais il n'y a eu que trois ou quatre municipalités qui ont reçu des octrois pour l'amélioration de leurs chemins.

Naturellement, avec le nombre de véhicules qui circulent aujourd'hui sur nos routes, nos chemins se détériorent à un point que des commissaires d'écoles m'ont informé que, si le gouvernement libéral n'agit pas rapidement, de nombreux enfants de certaines paroisses de mon comté ne pourront pas aller à l'école au printemps de 1962, à cause du mauvais état des routes, et cela, même s'il y a des autobus scolaires.

Il ne s'est fait aucune amélioration des routes depuis la défaite de l'Union nationale, et le gouvernement néglige à octroyer des montants à ces municipalités pour l'amélioration de ces routes. On comprend fort bien qu'une petite municipalité, comptant 200 familles et qui a 60 à 75 milles de chemin avec un budget de quelque \$1,000, ne peut absolument pas faire de construction de chemin et l'entretien. On me dira qu'elles n'ont qu'à augmenter leur taux de taxes. Je dois dire que, depuis quelques années, dans le comté de Gatineau, les municipalités ont toutes étudié leur problème d'évaluation et l'ont portée de 75 % à 80 % de la valeur réelle. Dans la majorité des cas, le taux des taxes est très élevé et il est impossible à ces municipalités d'augmenter leurs revenus de cette façon.

Le gouvernement provincial s'empare de plus en plus des revenus qui autrefois allaient aux municipalités. Dans le camp scolaire, dans ma ville, quand nous avons perdu le 2 % des taxes de vente scolaire, nous avons perdu un montant annuel de

\$60,000,000 qui était supposé nous être remis en octrois spéciaux. Mais, au contraire, nous avons dû augmenter de \$2.50 du mille la taxe scolaire, comme partout ailleurs, nous comme dans les autres villages et villes de la province. La ville de Hull en particulier l'a augmentée de \$5 du mille, et c'est ce qui faisait dire au président, M. le notaire Groulx, dans une déclaration au journal *Le Droit*: "Nous n'avions pas le choix. C'est le gouvernement qui nous a forcés d'augmenter notre taxe de \$5."

Dans *Le Droit* du jeudi 18 janvier, nous pouvons lire, et je cite: "La taxe scolaire augmente de 28 % à Rapide des Chênes. Québec refuse de combler le déficit accumulé. La taxe est passée de 17.00 du mille d'évaluation à 21.80.", déclare M. Gilles Caron, président de cette commission, et c'est la même chose pour d'autres commissions telles que Kensington, Aumond et Gracefield, etc. Le comté de Gatineau contribue beaucoup au budget de la province.

Si on consulte les *Comptes publics*, nous verrons que le ministère des Terres et Forêts perçoit de gros revenus dans mon comté, ainsi que le ministère de la Chasse et des Pêcheries, de l'industrie touristique, en plus des autres revenus généraux. Alors, il serait juste que nous recevions aujourd'hui au moins la part que nous recevions autrefois du gouvernement de l'Union nationale.

L'industrie touristique prospérait, dans le comté de Gatineau, grâce à l'aide que le gouvernement de l'Union nationale accordait pour la construction de routes aux municipalités formées autour des lacs ouverts à la villégiature. L'industrie touristique est très importante dans mon comté. Depuis 1948, il s'est construit dans le comté de Gatineau des milliers et des milliers de chalets d'été qui rapportent des sommes considérables de revenus à nos commissions scolaires et à nos municipalités. Par contre, elles sont obligées de faire face à des obligations très dispendieuses et elles n'en ont pas les moyens.

Le comté de Gatineau est borné au sud par la ville de Hull et la ville d'Ottawa. Si on étudie les statistiques du recensement de 1961, on constate qu'il y a là une population de 400,000 âmes, dans les villes d'Ottawa, Hull, Aylmer, Gatineau et Pointe-Gatineau et toutes les petites villes environnantes. Depuis 1948, période d'après-guerre, il y a eu prospérité notoire dans la région et, par conséquent, tous les commerçants de ces villes, les employés du service civil, professionnels ou ouvriers ont envahi les comtés de Gatineau, Papineau et Pontiac pour se construire des camps d'été.

La région correspondante à la nôtre dans la province sœur d'Ontario est une région agricole; il n'y a pratiquement pas de lacs, de forêts ou de beaux paysages. Tout le monde sait que de Hawkesbury à Pembroke, du côté sud de la rivière Ottawa, c'est une région entièrement agricole, tandis que du côté nord de la rivière Ottawa, dans la province de Québec, c'est une région qui compte des milliers de lacs et des paysages incomparables. Par conséquent, les villégiateurs se sont lancés dans cette région et aujourd'hui nous sommes très heureux de les compter par milliers.

Je disais tout à l'heure, M. l'Orateur, que nous étions heureux de recevoir ces villégiateurs par centaines, mais que les municipalités étaient obligées de contracter nombre d'obligations. En effet, le gouvernement de l'Union nationale, sous l'habile direction de mes bons amis les honorables Bertrand et Miquelon qui ont été ministres des Terres et Forêts, a fait subdiviser de nombreux lacs dans la région du sud de mon comté et, au fur et à mesure que les subdivisions étaient faites sur un lac, tous les lots de la couronne étaient loués par le ministère des Terres et Forêts.

Habituellement, ces nouveaux locataires se formaient en association de propriétaires de chalet et demandaient à la municipalité de faire une route contournant le lac, parce qu'ils avaient l'intention de se construire au courant de l'été. Or, comme les municipalités n'avaient pas les moyens financiers nécessaires, elles se retournaient du côté du gouvernement provincial pour avoir des octrois pour la construction de ces routes. J'ai vu dans plusieurs cas l'association des propriétaires fournir un pourcentage du montant, la municipalité un autre, et le gouvernement comblait la différence.

L'année suivante ou la deuxième année, la municipalité en bénéficiait beaucoup en taxes scolaire et municipale. Je dois aussi remercier l'honorable Jean-Jacques Bertrand pour sa nouvelle politique, lorsqu'il était ministre des Terres et Forêts, à l'automne de 1958, lorsqu'il a fait passer un arrêté ministériel, afin que tout villégiateur qui avait construit un chalet d'une valeur d'au moins \$5,000 puisse obtenir des lettres patentes. Ceci a donné un essor formidable à ma région parce que la population préfère de beaucoup acheter les lots que de les louer.

M. l'Orateur, si le gouvernement actuel refuse une telle assistance et persiste dans sa négligence envers les municipalités et ne continue pas cette politique que nous avions commencée, on affectera de beaucoup le revenu des dites municipalités. D'autre part, s'il avait continué dans la même mesure

ou plutôt en augmentant, parce que son budget est de beaucoup supérieur au nôtre, cela aurait été une question de deux ou trois ans et, ensuite, ces municipalités auraient pu s'occuper de leurs obligations à même leurs propres revenus. Mais, à l'heure actuelle, elles sont paralysées dans leur développement.

Nous avons en plus, dans la partie sud du comté, le parc de la Gatineau, géré par la Commission de la Capitale nationale, et, dans le nord, le parc de La Vérendrye. Je dois dire que ceci nous amène des touristes par milliers. Par conséquent, il est très important que les routes soient en première condition. Cette situation déplorable que je décris aujourd'hui ne s'applique pas seulement au comté de Gatineau, mais aussi bien aux comtés de Papineau, Pontiac que je connais très bien, et certainement à d'autres parties de la province où ils ont beaucoup de voirie rurale.

Si on étudie les statistiques, M. l'Orateur, c'est incompréhensible. En 1948, le budget de la province était de \$164,352,000 en chiffres ronds et, en 1960, il était de \$598,396,000, ce qui donne pour une période de 13 années une moyenne de budget annuel de \$353,264,153.01.

Quand on pense que le gouvernement de l'Union nationale, avec ses petits budgets, a réussi à construire, comme je le disais tout à l'heure, 120 milles de la route 11 - construction et asphaltage de première classe - à améliorer et payer une centaine de milles de routes secondaires, la construction de 35 ponts permanents en béton armé, en plus d'au-delà de 75 ponts semi-permanents, la construction de 47 écoles, dont 40 catholiques et 7 protestantes, comprenant 370 classes, dont 329 catholiques et 41 protestantes, dans une période de 12 ans, un hôpital de 100 lits, et combien d'autres améliorations pendant cette période. Ceci représente des sommes formidables; il est donc incompréhensible qu'aujourd'hui, avec un budget d'au-delà de \$900,000,000, on n'ait rien fait sur les grandes routes et rien donné à la voirie rurale dans le comté de Gatineau.

Nous ne nous attendions pas d'avoir des budgets augmentés, des montants supérieurs à ceux que nous avons eus durant les dernières années de l'Union nationale, c'est-à-dire en 1959-1960, quoique proportionnellement nous les aurions mérités, ces montants supérieurs, mais nous nous attendions à recevoir au moins le même montant que durant ces dernières années.

En terminant, mon collègue de Frontenac (M. Guillemette) demandait, jeudi, à l'honorable ministre de la Santé quand son hôpital sera-t-il ouvert, et

l'honorable ministre de répondre qu'il sera ouvert quand les travaux seront complétés. Je tiens à rassurer mon collègue d'être patient, j'ai le même problème dans mon comté: un hôpital qui a été complété avec sept mois de retard, maintenant terminé depuis sept mois, qui n'a pas encore ouvert ses portes. C'est donc dire que la planification du Parti libéral a paralysé tout développement dans l'Ouest du Québec et, en général, dans toute la province.

M. l'Orateur, l'Union nationale a réglé le problème des voies de sortie du nord de Montréal par la construction de l'autoroute. D'autre part, de gigantesques travaux sont en voie d'exécution sur la rive sud et d'autres sur la route aboutissant à la frontière ontarienne, mais on se garde bien de ne jamais dire un mot sur la sortie de la ville de Hull et de la capitale du Canada, la ville d'Ottawa.

Il (M. Desjardins) prie le ministre actuel de la Voirie (l'honorable M. Pinard) de donner suite à l'important projet qu'avait préparé son prédécesseur, le représentant de Chicoutimi (M. Talbot). Le ministre de la Voirie sous l'Union nationale (M. Talbot) avait bien compris le problème de la voirie rurale de l'Ouest du Québec en lui accordant des budgets généreux en fonction des routes de ces comtés. Les quatre comtés de l'Ouest du Québec comptaient à eux seuls plus de 5,000 milles de route, soit l'équivalent de 20 comtés de dimensions ordinaires.

En 1957, l'honorable Antonio Talbot, alors ministre de la Voirie, homme de vision et de clairvoyance, avait confié à ses ingénieurs et arpenteurs l'étude de la sortie de la ville de Hull, c'est-à-dire la route 8 conduisant vers Aylmer-Quyon, comté de Pontiac, 20 milles; la route 11, Hull-Wakefield, 20 milles; et la route 8, Hull-ville de Gatineau²⁷. Il est urgent d'y accorder une attention immédiate. Mais le gouvernement actuel se garde bien de dire un mot d'une voie de sortie moderne pour la ville de Hull et de la capitale du Canada, la ville d'Ottawa, répondant ainsi aux besoins des villégiateurs, des touristes et des skieurs aussi de ces villes qui se rendent dans la nature, les forêts, les lacs et les pentes du comté.

L'honorable M. Talbot savait qu'en 1960 la route 11 serait terminée sur toute sa longueur, de même que la route 8; il avait donc fait préparer ces plans, pour que les travaux débutent en 1961. Ces travaux sont très urgents pour les raisons que j'ai mentionnées auparavant. Une population de 400,000 se sert de ces routes et c'est devenu un embouteillage, l'hiver comme l'été. Tout le monde sait que deux

très importants centres de ski sont dans la Gatineau: le camp Fortune, situé à 9 milles de Hull, et Edelweiss, situé à 25 milles. Ces pistes sont fréquentées par des dizaines de milliers de skieurs, le dimanche.

Je reviendrai sur ce sujet plus tard. En attendant, j'espère que l'honorable ministre de la Voirie donnera suite à cet important projet qu'avait fait préparer l'honorable M. Talbot, et dès 1962, puisque nous sommes déjà un an en retard.

M. Binette (Deux-Montagnes): Le duplessisme a endormi la population et la classe agricole. Le duplessisme vantait les cultivateurs, leur accordant de temps en temps quelques droits en leur faisant croire que c'étaient des privilèges. Mais le gouvernement actuel a fait la lumière et remis les cultivateurs en face de leur liberté retrouvée.

Il (M. Binette) fait l'éloge du système de soumissions pour les travaux publics et il félicite le gouvernement provincial au sujet de sa politique pour remédier au chômage, surtout par les travaux d'hiver. Le gouvernement libéral s'est engagé dans la bonne voie et va mener la province dans la voie du progrès jusqu'à ce qu'elle se trouve à la tête des 10 provinces du Canada, dit-il en appuyant le programme du discours du trône.

Il attaque durement l'ancien gouvernement de l'Union nationale et parle de corruption, de patronage et de marchandage. Il cite un article du magazine *Time*: "Dans les 18 mois où le premier ministre Jean Lesage et son Parti libéral du Québec ont été au pouvoir, le gouvernement a consacré son énergie à se sortir du bourbier laissé par le défunt Maurice Duplessis et son Union nationale"²⁸.

Il suggère que les discours des députés soient écourtés et ne durent pas plus de 40 minutes²⁹. Quarante minutes devraient suffire à un député pour donner son point de vue sur un projet de loi débattu, dit-il³⁰.

M. Charbonneau (Montréal-Sainte-Marie): Il y a dans la province de Québec de 15,000 à 17,000 indigents qui ont appris avec stupeur que le gouvernement ne leur verserait plus de supplément d'allocation tant qu'une enquête n'aurait pas été faite. Il y a 2,000 de ces indigents dans mon seul comté qui ont ainsi été déçus.

Il cite des coupures de journaux où on décrit des cas de misère pitoyables et où, dans un cas bien précis, l'indigent est mort en attendant que le gouvernement lui paie l'allocation à laquelle il avait droit. Je suis persuadé, enchaîne-t-il, qu'il y a

plusieurs jeunes enfants qui meurent dans la province parce qu'ils n'ont pas de quoi manger. Il dépeint crûment la pauvreté dans sa circonscription, où des enfants meurent de malnutrition, où il n'y a qu'une ou deux paires de chaussures pour six enfants, dit-il, de sorte qu'ils doivent attendre leur tour pour sortir, et où un logement de deux chambres abrite cinq ou six enfants qui doivent dormir à tour de rôle. Le décret du 1^{er} septembre³¹ du gouvernement Lesage, déclare-t-il, a eu pour résultat de priver les indigents de leur pain blanc.

Et, pendant que les enfants meurent de faim, alors que la misère noire frappe Montréal, le gouvernement a dépensé \$280,000 pour établir la Maison du Québec à Paris, en octobre dernier, sans compter les \$25,000 qu'il a déboursés pour un avion nolisé, ni les petits extra nécessaires pour que les ministres du gouvernement Lesage aillent inaugurer la Maison du Québec à Paris. Ce voyage a coûté des milliers de dollars à la province pendant que des indigents n'avaient même pas une misérable pièce de 25 cents pour s'acheter un gallon d'huile, afin de chauffer leur maison.

Il (M. Charbonneau) critique la nouvelle politique de paiements d'aide sociale par le gouvernement, ce qui a causé des délais au niveau de la réorganisation en raison du manque de personnel qualifié pour s'occuper du problème. Les retards dans le paiement des primes de l'assistance sociale, provoqués par la prise en main de ces services par le gouvernement, ont accru l'indigence de ceux qui en profitent. Le nouveau régime ne donne aux malheureux et aux infortunés que l'illusion du bonheur et de la facilité.

Les libéraux essaient de prouver l'effet bénéfique de ce changement, mais, en réalité, ces indigents ont dû attendre des paiements nécessaires alors que les fonctionnaires du gouvernement faisaient une enquête sur chaque cas individuel. Si le gouvernement et les enquêteurs du ministère de la Famille ne savent pas ce que c'est un indigent et veulent véritablement se renseigner sur les cas de misère qu'on déplore dans la province, qu'ils oublient un peu la planification et qu'ils viennent faire un tour dans mon comté. Ils sauront ensuite ce que c'est que la misère noire.

Il (M. Charbonneau) cite le cas d'un chauffeur de l'Hôtel de Ville de Montréal qui a perdu son emploi. Il dit que l'homme a sauvé une femme et ses trois enfants d'un logement en flammes, ce qui lui a coûté cinq mois à l'hôpital, la perte de 80 % de sa vue et de 80 % de l'usage de ses mains. L'individu ne reçoit qu'une prestation sociale de

\$170, ce qui n'est pas suffisant pour soutenir une famille de six enfants.

Il remercie le ministre de la Jeunesse (l'honorable M. Gérin-Lajoie) des chèques qu'il a adressés aux organisations de loisirs des paroisses de son comté. Je me permettrai cependant de lui faire deux petites observations. Premièrement, le ministre de la Jeunesse a fait parvenir des chèques aux organisations de loisirs de deux paroisses de mon comté où les loisirs avaient cessé depuis plusieurs mois, faute de fonds. Deuxièmement, il a fait parvenir des chèques à plusieurs paroisses où il n'y a jamais eu d'organisations de loisirs.

M. Collard (Lac-Saint-Jean) présente les félicitations d'usage à l'Orateur de la Chambre, au nouveau ministre et aux trois nouveaux députés. La région que je représente, poursuit-il, est très riche en ressources naturelles, ce qui a permis l'établissement d'usines de pulpe et de papier, d'usines hydroélectriques, d'alumineries, etc. Mais ces usines nombreuses ont changé l'aspect du pays qui, d'agricole, est devenu industriel, à tel point que la ville d'Alma représente aujourd'hui 90 % de la population totale du comté.

Si l'industrialisation a fourni un bon marché aux cultivateurs de la région, elle cause du chômage dont l'acuité est réduite, de temps en temps, par la construction d'édifices publics ou par les travaux d'hiver dans les municipalités. Ces périodes de chômage sont dues au manque de planification. Une fois les grands travaux de construction des grandes usines terminés, le chômage s'installe et il est paradoxal de dire que c'est l'expansion industrielle qui a engendré le chômage, tout comme les fluctuations du marché de l'aluminium, par exemple, causent aussi du chômage.

Les grands industriels sont portés à se mêler de tout, comme l'opposition faite l'an dernier par l'Alcan et ses filiales à la fusion des commissions scolaires de la région d'Alma, de Naudville, etc. Cette année, les municipalités demandent leur fusion, dans le même secteur, et on espère que la Législature leur accordera la même faveur qu'aux commissions scolaires, en dépit de l'opposition qui pourrait provenir des mêmes intérêts.

Les grands industriels de la région du Lac-Saint-Jean ne donnent pas au français la place qui lui revient de droit dans les grandes usines, puisque, dans ma circonscription, il y a une immense usine qui emploie 95 % de Canadiens français et 5 % de Canadiens anglais. Pourtant, tous les ordres qui s'y donnent sont en anglais, toutes les directives, toutes

les instructions sont en anglais, et c'est parce que tout se fait en anglais que les ouvriers canadiens-français, petit à petit, en viennent à parler "joual"³². Le ministre des Affaires culturelles (l'honorable M. Lapalme) ne pourrait-il pas s'intéresser à ce problème³³?

L'honorable M. Lafrance (Richmond) rend hommage au premier ministre, qu'il qualifie de premier ministre le plus intègre que le Québec ait eu, et met au défi l'opposition de lui fournir des preuves de patronage dans le nouveau gouvernement.

Quant au discours du chef de l'opposition, dit-il, ce texte dévoile sous son vrai visage la nouvelle politique de l'Union nationale, tout inspirée de nouveau du duplessisme et du conservatisme. Il compare le volumineux discours du chef de l'opposition à un vieux dicton qui veut que ce ne soient pas les arbres les plus feuillus qui rapportent le plus de fruits.

Il (l'honorable M. Lafrance) souligne et se réjouit de la présence de la députée de Jacques-Cartier (Mme Kirkland-Casgrain) en Chambre. Comme mère de famille, elle saura à l'occasion faire valoir le point de vue de la famille en Chambre, dit-il. Il me vient parfois l'envie de suivre une des suggestions du discours du chef de l'opposition, soit de démissionner comme ministre, mais en proposant la représentante de Jacques-Cartier comme mon successeur au ministère de la Famille.

M. Johnson (Bagot): C'est la chose la plus intelligente qui se soit dite ici aujourd'hui.

L'honorable M. Lafrance (Richmond): Le discours du trône a élaboré la politique de grandeur du gouvernement libéral. On nous reproche de ne pas avoir instauré cette politique de grandeur d'un seul coup, mais on sait que de vieilles institutions ne se renouvellent pas en un jour. La politique de grandeur du gouvernement actuel se réalisera en son entier, graduellement.

Il rappelle la législation déjà adoptée par le présent gouvernement et s'arrête à trois innovations qui, selon lui, sont particulièrement bienfaites pour la famille: l'assurance-hospitalisation, la gratuité scolaire et la gratuité des manuels ainsi que le dégrèvement d'impôt accordé sur l'huile de chauffage.

L'assurance-hospitalisation, une mesure de justice sociale, une mesure pour tous, dit-il, assure la sécurité des familles et les libère souvent de dettes écrasantes. Nous avons connu sous l'Union nationale, surtout pendant les élections de 1956,

qu'est-ce que c'était que le régime d'assistance publique similaire à une politique de marchandage des cartes roses: un moyen de chantage politique et de patronage. Nous pensons maintenant différemment dans la province et nous croyons qu'en cas de mort ou de maladie, aucun citoyen n'est privilégié ni épargné, et c'est pourquoi l'assurance-hospitalisation n'est plus une mesure pour les amis, mais pour toute la population.

La gratuité scolaire et la gratuité des manuels soulagent encore le budget d'un même nombre de familles d'un fardeau annuel onéreux. Il faut avoir entendu, au début des années scolaires, les confidences des parents pour savoir à quel point l'achat des livres pouvait grever un budget familial. Ça représentait parfois une dépense de \$200 pour une seule famille. La disparition des paiements mensuels ainsi que les allocations pour les étudiants du cours secondaire facilitent également la tâche des parents.

Il (l'honorable M. Lafrance) parle du dégrèvement d'impôt accordé sur l'huile du chauffage comme d'une autre mesure familiale³⁴.

Il propose que le débat soit ajourné³⁵.

Adopté. Le débat est de nouveau ajourné.

Ajournement

M. l'Orateur prononce l'ajournement.

La séance est levée à 10 heures.

NOTES

1. *La Tribune* du 24 janvier 1962, à la page 10, note que M. Lesage aurait donné dans l'après-midi une conférence de presse impromptue à propos des subventions aux universités. Il aurait quitté l'Assemblée législative une demi-heure pour bien expliquer aux journalistes non pas l'accord, car il n'y en eut jamais, mais les compromis sur ces subventions.

2. *The Montreal Daily Star* du 24 janvier 1962, à la page 1, est la seule source qui affirme que de l'argent a été volé des bureaux des ministères des Terres et Forêts et de la Santé. Les autres journaux, quand ils

en parlent, distinguent les délits commis dans ces deux ministères.

3. Certaines sources, à l'instar de *L'Action catholique* du 24 janvier 1962, à la page 11, mentionnent qu'il y a plusieurs indicateurs, mais M. Lapalme aurait déclaré aux journalistes, selon *The Montreal Daily Star* du 24 janvier 1962, à la page 1, qu'il n'y a qu'un seul informateur.

4. *La Tribune* du 25 janvier 1962, à la page 1, ajoute qu'il y aurait eu aussi disparition temporaire de documents spéciaux au ministère de la Voirie.

5. On spécifie, dans *The Gazette* du 24 janvier 1962, à la page 31, que le procureur général a dit aux journalistes que le document photocopié n'a pas été retiré du bureau du ministère des Travaux publics, à moins qu'on ne l'ait pris durant la nuit pour le photocopier et ensuite le replacer dans le bureau du ministère.

6. *Le Montréal-Matin* du 24 janvier 1962, à la page 7, s'est justifié en rappelant le reportage de la séance du 19 janvier 1962: "Nous avons rapporté sa déclaration suivant laquelle le nouveau ministre, M. Cliche, aurait un gros travail à abattre puisque tout est à recommencer aux Affaires municipales. Là-dessus, M. Tremblay lui a reproché de laisser entendre que les anciens ministres et le sous-ministre étaient des incompetents. C'est ce qui découlait des paroles du député (M. Tremblay), et M. Lavoie n'a pas riposté à l'interruption."

7. *Le Nouveau Journal* du 24 janvier 1962, à la page 8, précise, au sujet des obligations constitutionnelles du journaliste, que "les courriéristes ont sauté sur l'Acte de l'Amérique britannique du Nord, mais n'ont rien trouvé".

8. *L'Action catholique* du 24 janvier 1962, à la page 11, rapporte paradoxalement que M. Hanley défie "les autorités du *Devoir* de laisser leur correspondant libre d'exprimer des opinions". Il s'agit certainement d'une erreur manifeste ou d'une mauvaise interprétation.

9. Le député de Montréal-Sainte-Anne (M. Hanley) n'a pas répliqué à la remarque de l'Orateur, selon *Le Devoir* du 24 janvier 1962, à la page 3.

10. Les journaux expliquent qu'à la mi-décembre, M. Lesage et M. Smallwood (premier ministre de

Terre-Neuve) se sont rencontrés à Québec. Bien que les sujets de la rencontre n'aient pas été divulgués, on pense qu'il a sans doute été question de la frontière entre les deux provinces établie par le Conseil privé de Londres en 1927, frontière que le Québec n'a jamais reconnue, comme l'indique *The Quebec Chronicle-Telegraph* du 24 janvier 1962, à la page 3.

11. Voir aussi "La grève de Murray Hill. M. Hamel donnera sa réponse mercredi", dans *La Presse* du 23 janvier 1962, à la page 3. On y évoque la déclaration du ministre fédéral des Transports, M. Léon Balcer, disant que l'affaire relèverait du gouvernement provincial.

12. Dans l'article "Rencontre sur le réseau national d'électricité", *Le Devoir* du 24 janvier 1962, à la page 1, rappelle qu'il y a quelques semaines, M. Diefenbaker avait déclaré à Terre-Neuve l'intention du gouvernement fédéral d'établir un réseau national d'électricité. Le journal cite ensuite le commentaire peu enthousiaste que le ministre des Richesses naturelles a fait à cette occasion.

13. *Le Montréal-Matin* du 24 janvier 1962, à la page 7, note que l'énumération est incomplète.

14. L'Office des marchés agricoles a été créé en vertu de la loi 4-5 Elizabeth II (1955-1956), chapitre 37, articles 4 à 14.

15. *La Presse* du 24 janvier 1962, à la page 17, avance même "la disparition du ministère de l'Agriculture et de celui de la Colonisation". En fait, aucun de ces deux ministères ne disparaîtra; ils seront plutôt fusionnés pour devenir le ministère de l'Agriculture et de la Colonisation à partir du 14 mars 1962.

16. "L'intégration, par laquelle le cultivateur devient un employé de l'industrie, s'étend maintenant à la culture maraîchère après avoir établi son emprise sur la production avicole et porcine. On craint que d'ici quatre ou cinq ans, des milliers de maraîchers ne doivent se chercher des emplois.", explique *Le Temps* du 24 janvier 1962, à la page 7.

17. En 1948, M. Maurice Duplessis, à titre de procureur général du Québec, s'est adressé à la Cour suprême du Canada en soutenant que la question de la margarine relevait exclusivement des provinces. Dans la foulée du jugement, le gouvernement du Québec a prohibé le transport, la fabrication et la

vente de la margarine. Voir: Patrick Allen, *La margarine peut-elle remplacer le beurre?*, Montréal, HEC, 1955, aux pages 11-12. Visiblement, *The Quebec Chronicle-Telegraph* du 24 janvier 1962, à la page 5, fait erreur quand il écrit que Maurice Duplessis a demandé à la Cour suprême la permission d'importer de l'huile végétale dans la province.

18. *Le Droit* du 24 janvier 1962, à la page 7, appelle la substance du Nord-Ouest québécois "alcido".

19. D'une part, *Le Nouvelliste* du 24 janvier 1962, à la page 5, à l'instar d'autres sources, mentionne que c'est M. Bernatchez qui désigne ce produit du nom de "courcyarine". D'autre part, lorsqu'elles en font mention, les sources notent qu'il s'agit de "courcyarine". Seuls *Le Droit* du 24 janvier, à la page 7, et *Le Temps* du 24 janvier 1962, à la page 7, utilisent "courcyarine".

20. *Le Soleil* du 24 janvier 1962, à la page 5, parle plutôt d'une grande étable.

21. Nolasque April, agronome, sera aussi président de la Commission royale d'enquête sur l'agriculture au Québec, en 1967.

22. Dans l'article "Délicieuses tirades à l'Assemblée législative" de *L'Action catholique* du 3 février 1962, on ne mentionne pas à quel moment et dans quel contexte M. Courcy évoque la législation en matière de margarine. Étant donné le discours de M. Bernatchez auparavant, il nous apparaît logique de placer cette référence et la réplique qui suit ici.

23. La formule Fulton, du nom du ministre fédéral de la Justice, fut élaborée lors de la conférence fédérale-provinciale de 1961 et consignée dans la loi prévoyant la modification au Canada de la Constitution du Canada. Voir: André Tremblay, *La réforme de la Constitution au Canada*, Montréal, Éditions Thémis, 1995, aux pages 43, 47-48 et 191-192.

24. Richard Arès (1910-1989), philosophe, théologien et docteur en sciences sociales ainsi qu'en droit international, entra chez les Jésuites en 1931. Il travailla plus de 30 ans à la revue *Relations*, notamment en tant que directeur de 1956 à 1969. Il publia de nombreux ouvrages, dont *Notre question nationale* en cinq tomes et participa à la rédaction, avec Esdras Minville, des quatre volumes de la commission Tremblay sur les problèmes

constitutionnels. Voir: Julien Harvey, "Richard Arès", dans Denis Monière, dir., *L'Année politique au Québec, 1988-1989*, Montréal, Québec/Amérique, 1989.

25. "Quel régime Québec doit-il proposer?". Voir *Le Devoir* du 29 juin 1959, aux pages 4 et 9. L'extrait cité par M. Maltais provient de la page 4.

26. *Le Devoir* du 24 janvier 1962, à la page 1, précise que le discours de M. Maltais a duré une demi-heure. Par ailleurs, *Le Nouveau Journal* du 24 janvier 1962, à la page 8, note que "le discours de M. Maltais avait l'imprimatur de l'Union nationale. En effet, des textes ont été distribués officiellement par le publiciste du parti, M. Paul Gros-d'Aillon, au moment où le député de Québec-Est commençait à parler en Chambre. Ce simple fait est un signe évident de la connaissance au préalable du discours dans les hautes sphères du parti".

27. *Le Droit* du 24 janvier 1962, à la page 18, est plus affirmatif à ce sujet: "Le gouvernement de l'Union nationale, par son ministre de la Voirie, M. Antonio Talbot, a entièrement reconstruit la route 11 et autres artères d'importance sur la Gatineau."

28. "Lesage Looks Ahead", *Time*, Canada Edition, vol. LXXIX, no 3, 19 janvier 1962, aux pages 7-8. Le reste de l'article est consacré à l'ouverture de la session et aux réformes entreprises par le Parti libéral.

29. Trois quarts d'heure, selon *Le Montréal-Matin* du 25 janvier, à la page 12. D'autre part, *La Presse* du 24 janvier 1962, à la page 17, mentionne que la Chambre a accueilli avec peu d'enthousiasme la demande de M. Binette.

30. *Le Montréal-Matin* du 25 janvier 1962, à la page 12, souligne que le discours de M. Binette dure une heure.

31. Puisque la *Gazette officielle de Québec* n'est pas publiée le 1^{er} septembre 1961, le député de Montréal-Sainte-Marie (M. Charbonneau) fait certainement référence aux décrets nos 1665 et 1887 du 30 septembre 1961, qui prennent effet le 1^{er} septembre. Voir: *Gazette officielle de Québec*, 30 septembre 1961, vol. 93, no 39, aux pages 4145-4152.

32. *Le Montréal-Matin* du 25 janvier 1962, à la page 14, précise que M. Collard, dans un français

châtié, souligne que l'on a tendance à parler "joual" au Lac-Saint-Jean, comme l'a fait un personnage connu avant lui. On fait probablement référence au frère Untel. Voir: Jean-Paul Desbiens, *Les insolences du frère Untel*, Montréal, Éditions de l'Homme, 1988, réédition annotée par l'auteur, 257 pages.

33. *Le Montréal-Matin* du 24 janvier 1962, à la page 5, note que M. Lucien Collard prononce son premier discours en Chambre depuis son élection, en 1960.

34. Selon les journaux, le ministre Lafrance a parlé entre 10 et 15 minutes avant l'ajournement.

35. D'après *Le Montréal-Matin* du 24 janvier 1962, à la page 5, le député de Napierville-Laprairie (M. Riendeau) aurait prononcé le dernier discours de la journée. Il aurait plutôt fait son discours le 25 janvier 1962.

Séance du mercredi 24 janvier 1962

Présidence de l'honorable J. R. Hyde

La séance est ouverte à 2 h 30.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Urbanistes

M. Laporte (Chambly) propose, appuyé par la députée de Jacques-Cartier (Mme Kirkland-Casgrain), que les articles 615 et 616 du Règlement soient suspendus pour lui permettre de présenter la pétition de Jean-Claude LaHaye et autres, demandant l'adoption d'une loi constituant en corporation la Corporation des urbanistes de la province de Québec, et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue.

Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

La pétition suivante est présentée, lue et reçue:

- de Jean-Claude LaHaye et autres, demandant l'adoption d'une loi constituant en corporation la Corporation des urbanistes de la province de Québec.

**Corporation de
Montréal métropolitain**

M. Lalonde (Montréal-Saint-Henri) propose, appuyé par le député de Verchères (M. Lechasseur), que les articles 615 et 616 du Règlement soient suspendus pour lui permettre de présenter la pétition de la Corporation de Montréal métropolitain, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte, et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue.

Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

La pétition suivante est présentée, lue et reçue:

- de la Corporation de Montréal métropolitain, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.

Ragueneau

M. Bélanger (Saguenay) propose, appuyé par le député de Duplessis (M. Coiteux), que les articles 615 et 616 du Règlement soient suspendus pour lui permettre de présenter la pétition de la corporation de la paroisse de Ragueneau, demandant l'adoption d'une loi accordant certains pouvoirs à la corporation de la paroisse de Ragueneau et aux commissaires d'écoles de cette paroisse, et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue.

Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

La pétition suivante est présentée, lue et reçue:

- de la corporation de la paroisse de Ragueneau, demandant l'adoption d'une loi accordant certains pouvoirs à la corporation de la paroisse de Ragueneau et aux commissaires d'écoles de cette paroisse.

Quebec Gas Transmission Lines

M. O'Reilly (Montréal-Verdun) propose, appuyé par le député de Portneuf (M. Laroche), que les articles 615 et 616 du Règlement soient suspendus pour lui permettre de présenter la pétition de Quebec Gas Transmission Lines Inc., demandant l'adoption d'une loi concernant Quebec Gas Transmission Lines Inc., et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue.

Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

La pétition suivante est présentée, lue et reçue:

- de Quebec Gas Transmission Lines Inc., demandant l'adoption d'une loi concernant Quebec Gas Transmission Lines Inc.

Rapports des comités permanents:

M. Dionne (Rimouski): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le deuxième rapport du comité permanent des règlements.

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- de Pierre-Claude Fournier, demandant l'adoption d'une loi donnant un effet rétroactif à sa date d'admission à l'étude du droit;

- de la Société d'administration et de fiducie, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

- de Michael Perelstein, demandant l'adoption d'une loi changeant son nom en celui de Michael Perelstein Marchand;

- de Nicolas Mateesco, demandant l'adoption d'une loi changeant son nom en celui de Nicolas Matte;

- des sœurs de Miséricorde, demandant l'adoption d'une loi modifiant leur charte;

- de Israel Trachtenberg, demandant l'adoption d'une loi changeant son nom en celui de Tratt;

- de The Canadian Society for the Prevention of Cruelty to Animals, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

- de Jacques Tennenbaum, demandant l'adoption d'une loi changeant son nom en celui de Teroux;

- des frères du Sacré-Cœur, demandant l'adoption d'une loi étendant et refondant ses pouvoirs corporatifs;

- de Mlle Thérèse Couturier, demandant l'adoption d'une loi changeant son nom de Couturier en celui de Gendreau;

- de dame Alice Lamarre et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de Joseph-Alexandre Viau;

- de Royal Institution for the Advancement of Learning, demandant l'adoption d'une loi lui donnant le pouvoir d'exproprier certains immeubles.

Projets de loi:

Frères du Sacré-Cœur

M. Morissette (Arthabaska) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 109 constituant en corporation les frères du Sacré-Cœur.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Jacques Tennenbaum

M. Blank (Montréal-Saint-Louis) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 114 changeant le nom de famille de Jacques Tennenbaum en celui de Teroux.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Israel Trachtenberg

M. Blank (Montréal-Saint-Louis) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 115 changeant le nom d'Israel Trachtenberg en celui d'Arthur Tratt.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Pierre-Claude Fournier

M. Blank (Montréal-Saint-Louis) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 126 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Pierre-Claude Fournier à l'exercice de la profession d'avocat dans la province de Québec.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Michael Perelstein

M. Blank (Montréal-Saint-Louis) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 136 changeant le nom de Michael Perelstein en celui de Michael Perelstein Marchand.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Institution royale pour l'avancement des sciences

M. Blank (Montréal-Saint-Louis) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 178 accordant certains pouvoirs à l'Institution royale pour l'avancement des sciences.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Succession Joseph-Alexandre Viau

M. Parent (Hull) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 120 relatif à la succession de Joseph-Alexandre Viau.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Nicolas Mateesco

M. Laporte (Chambly) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 134 changeant le nom de Nicolas Mateesco en celui de Nicolas Matte.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Cruauté envers les animaux

M. O'Reilly (Montréal-Verdun) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 143 modifiant

la charte de la Société canadienne pour empêcher les cruautés envers les animaux.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Société d'administration et de fiducie

M. Lavoie (Laval) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 148 relatif à la Société d'administration et de fiducie.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Thérèse Couturier

M. Dionne (Rimouski) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 156 changeant le nom de Thérèse Couturier en celui de Thérèse Gendreau.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Sœurs de Miséricorde de Montréal

Mme Kirkland-Casgrain (Jacques-Cartier) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 162 refondant la charte des sœurs de Miséricorde de Montréal.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Dépôt de documents:

Comité d'étude du système administratif de Montréal

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) dépose sur le bureau de la Chambre le second rapport de la Commission d'étude du système administratif de Montréal. (Document de la session no 28)

Régie d'épuration des eaux

L'honorable M. Bertrand (Terrebonne) dépose sur le bureau de la Chambre le rapport des biens, des opérations, des revenus et des dépenses de la Régie d'épuration des eaux pour la période du 1^{er} juillet au 31 décembre 1961 (9-10 Elizabeth II, chapitre 16) (Document de la session no 29)

Commission d'aménagement de Québec

L'honorable M. Bertrand (Terrebonne) dépose sur le bureau de la Chambre le rapport annuel de la Commission d'aménagement de Québec

(9-10 Elizabeth II, chapitre 17). (Document de la session no 30)

Loi pour assurer la sauvegarde des revenus essentiels de la province

L'honorable M. Bertrand (Terrebonne) dépose sur le bureau de la Chambre le rapport du secrétaire de la province prévu par les dispositions de l'article 3 de la loi pour assurer la sauvegarde des revenus essentiels de la province concernant les arrêtés en conseil adoptés en vertu de ladite loi. (Document de la session no 31)

Comité d'étude sur l'alcoolisme

L'honorable M. Lafrance (Richmond) dépose sur le bureau de la Chambre le premier rapport du comité d'étude et d'information sur l'alcoolisme. (9-10 Elizabeth II, chapitre 36). (Document de la session no 32)

M. Johnson (Bagot): Le rapport est-il moins épais que celui de la liste des permis de boisson?

Ministre de la Chasse et des Pêcheries, Rapports 1955-1956 à 1959-1960

L'honorable M. Levesque (Bonaventure) dépose sur le bureau de la Chambre le rapport général du ministre de la Chasse et des Pêcheries concernant les activités de la chasse pour les années budgétaires de 1955-1956 à 1959-1960. (Document de la session no 33)

Ministère de la Colonisation, Rapport 1960-1961

L'honorable M. Courcy (Abitibi-Ouest) dépose sur le bureau de la Chambre le rapport du ministre de la Colonisation de la province de Québec, pour l'exercice finissant le 31 mars 1961. (Document de la session no 34)

Ministère de l'Agriculture, Rapport 1960-1961

L'honorable M. Courcy (Abitibi-Ouest) dépose sur le bureau de la Chambre le rapport du ministre de l'Agriculture de la province de Québec, pour l'année finissant le 31 mars 1961. (Document de la session no 35)

Messages du lieutenant-gouverneur:**Imprimeur de la Reine**

L'honorable M. Bertrand (Terrebonne) transmet à M. l'Orateur un message de l'honorable lieutenant-gouverneur.

M. l'Orateur lit ledit message comme suit:

Paul Comtois, le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, soumet à l'Assemblée législative le rapport de l'Imprimeur de la Reine, indiquant le nombre d'exemplaires des Statuts de la session 1960-1961 imprimés ou distribués depuis cette session, les départements, corps administratifs, officiers et personnes auxquels ils ont été distribués, le nombre d'exemplaires livrés à chacun d'eux, l'autorisation en vertu de laquelle la livraison a été faite, et le nombre d'exemplaires des Statuts de chaque session qui restent alors en sa possession.

Hôtel du Gouvernement
Québec, le 24 janvier 1962
(Document de la session no 36)

Travaux de la Chambre:**Délai pour bills privés**

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) propose: Que les délais fixés pour la présentation des bills privés soient prolongés au 28 février prochain inclusivement;

Que les délais fixés pour la réception des rapports des comités élus chargés de l'examen des bills privés soient prolongés au 22 mars prochain inclusivement.

Seulement 26 bills privés, précise-t-il, ont été votés en première et deuxième lecture jusqu'à présent, même si le délai fixé sera échu dans quelques jours, soit le 29 janvier, et les conseillers juridiques chargés de les examiner ont besoin d'un délai.

M. Jean-Louis Doucet, sous-ministre des Affaires municipales, dont l'aide, l'expérience et les sages conseils sur les modalités des divers projets de loi de caractère privé sont jugés essentiels, vient de subir une intervention chirurgicale et ne pourra être de retour au travail avant le 15 février. Un délai est donc nécessaire. Ce délai lui permettra d'examiner les bills.

Il (l'honorable M. Lesage) souhaite à M. Doucet de se rétablir rapidement. Malgré l'intérêt qu'on porte à son retour à son bureau, déclare-t-il, que M. Doucet veuille bien croire que ce vœu de prompt rétablissement est sincère et complètement désintéressé.

M. Johnson (Bagot) se joint au premier ministre pour offrir ses vœux à M. Doucet. Je ne m'oppose pas, dit-il, à la demande du premier ministre. Tous ceux qui ont connu M. Doucet, notamment mon ancien ministre, le député de Montréal-Saint-Jacques (M. Dozois), sont unanimes à reconnaître sa compétence exceptionnelle, d'une particulière nécessité à cause du chambardement dans le ministère. Cependant, je note qu'en dépit des promesses du gouvernement et du premier ministre, nous sommes encore engagés dans la procession des bills privés et dans le défilé des conseils municipaux et des commissions scolaires qui va s'accroissant aujourd'hui. Feu MM. Duplessis et Sauvé avaient fait en sorte de remédier au retard dans la présentation des bills, notamment en faisant publier les avis préalables longtemps à l'avance pour permettre aux municipalités de préparer leurs bills. Cette année, l'avis officiel a été donné avec un délai raisonnable. Il y a quand même des retards dans la présentation des projets de loi.

Nous espérons donc que l'on prenne des mesures pour que les avocats qui préparent les bills soient là en temps et lieu, que les bills soient de mieux en mieux préparés et bien rédigés, et qu'on trouve une formule pour faire cesser, en autant que possible, cette parade d'organismes municipaux et scolaires. L'actuel ministre du Travail (l'honorable M. Hamel), du temps qu'il siégeait dans l'opposition, trouvait à redire à la présentation annuelle d'un nombre imposant de mesures d'initiative privée.

L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice): Je voudrais rappeler au chef de l'opposition que les choses sont changées maintenant. Dans le temps de l'Union nationale, la présentation d'un bill au comité des bills privés était un véritable calvaire, sinon le pire, où on venait immoler sa liberté...

M. Gabias (Trois-Rivières): C'est ça, toujours le blasphème à la bouche.

L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont): Il a un langage liturgique.

M. Johnson (Bagot): Des observateurs impartiaux m'ont fait remarquer que, durant la dernière session,

sous les libéraux, il y eut un véritable défilé de personnes désireuses d'obtenir des faveurs de la Fédération libérale au comité des bills privés, ce fut la procession des patroneux de la Fédération libérale...

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): C'est injuste de parler ainsi quand nous savons que, sous l'Union nationale, pas un seul avocat d'appartenance libérale...

Des députés de l'opposition: À l'ordre!

M. Johnson (Bagot) soulève un point d'ordre.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Lorsqu'on attaque, il faut s'attendre à recevoir des coups. Si le chef de l'opposition n'est pas capable d'en recevoir, cela ne durera pas longtemps. Je l'ai pourtant connu avec plus de sang-froid.

Il est important que les citoyens exercent les droits que leur donnent les règlements de la Chambre et aient libre accès au comité des bills privés, dans les cas de changement de nom, de l'admission au Barreau, etc. Cependant, le gouvernement reconnaît qu'il faut faire des efforts pour réduire le nombre des demandes aux comités de la Chambre basse et éviter les pèlerinages annuels inutiles. M. Sauvé avait eu en effet une idée excellente en proposant des modifications à la loi des cités et des villes pour couvrir un grand nombre de cas soumis par les conseils municipaux.

Pour cette raison, le ministre des Affaires municipales (l'honorable M. Cliche) et les officiers de son ministère sont à étudier les bills privés soumis par les municipalités et les commissions scolaires, pour en tirer les grandes lignes, en vue d'amender la loi des cités et villes dans ce qui semble être de l'intérêt général des municipalités, et en vue de tenter de modifier la législation pour que les corps publics en question ne soient pas obligés de venir si souvent demander au Parlement provincial de modifier leurs Statuts et parader devant le comité.

Je ne crois pas qu'il soit possible d'aller plus loin pour restreindre le travail du comité. Dans plusieurs cas, dit-il, comme les changements de nom, la seule procédure à la disposition des gens, c'est le comité des bills privés.

La motion est adoptée.

Bourses de Montréal et Toronto

M. Johnson (Bagot) remercie le premier ministre d'être intervenu auprès des membres de la

Bourse de Toronto et de la Bourse de Montréal, dans l'imbroglie créé par la décision de la Bourse de Toronto de mettre fin au système d'arbitrage avec la Bourse de Montréal.

Je remarque, dit-il, avec plaisir que la décision de faire cesser l'arbitrage domestique a été reportée au mois de mai. J'espère que le premier ministre va continuer à mettre à profit son influence, afin d'empêcher ce séparatisme économique de la part de la Bourse de Toronto.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Il serait contraire à l'intérêt public de dévoiler la nature de cette intervention. J'ai fait, déclare-t-il, une intervention personnelle et privée dans la bataille au sujet de l'arbitrage entre la Bourse de Montréal et celle de Toronto au cours d'un récent voyage à Montréal, lundi dernier.

L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice): La province est bien protégée¹.

M. Johnson (Bagot): Avec une bonne opposition!

L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges): On va vous laisser longtemps, craignez rien!

Crédit agricole

L'honorable M. Courcy (Abitibi-Ouest): La modification apportée durant la dernière session du Parlement à la loi du crédit agricole, portant de \$10,000 à \$15,000 le maximum du crédit agricole, a permis à 767 cultivateurs d'emprunter des sommes allant de \$10,000 à \$15,000 depuis quelques mois: 136 cultivateurs ont profité de l'augmentation de \$10,000 à \$11,000; 181 dans la catégorie de \$11,000 à \$12,000; 103 dans le groupe de \$12,000 à \$13,000; 66 dans le groupe de \$13,000 à \$14,000; et le solde (281) dans le dernier groupe, soit de \$14,000 à \$15,000.

Adresse en réponse au discours du trône

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat ajourné vendredi le 19 janvier, sur la motion proposée par le député de Chambly (M. Laporte) dont elle a été saisie mercredi le 10 janvier courant: Que l'adresse suivante soit présentée à l'honorable lieutenant-gouverneur:

À l'honorable Monsieur
le lieutenant-gouverneur
de la province de Québec,

Nous, les membres de l'Assemblée législative du Québec, réunis en session, vous prions de bien vouloir agréer, avec l'assurance de notre fidélité à Sa Majesté, nos humbles remerciements pour le discours qu'il vous a plu de prononcer, afin de faire connaître les motifs de la convocation des Chambres.

L'honorable M. Lafrance (Richmond) félicite le député de Montréal-Sainte-Anne (M. Hanley) de l'intérêt qu'il porte aux problèmes de nécessiteux.

M. Hanley (Montréal-Sainte-Anne) se dit très impressionné par cet éloge.

L'honorable M. Lafrance (Richmond): Le nouveau ministère de la Famille et du Bien-être social est parti à zéro parce qu'il n'y eut rien de tangible fait sous l'ancienne administration. Le gouvernement tente de résoudre les problèmes de pauvreté et de maladie en s'attaquant à leurs causes. L'Union nationale a pris des mesures destinées uniquement à répondre aux effets de la misère et de la maladie, sans songer à s'attaquer résolument aux causes. C'était une formule pour consacrer les familles dans l'indigence pour le reste de leurs jours.

Le ministère de la Famille établi par le gouvernement du Québec est le seul en son genre en Amérique du Nord. En moins d'un an, un centre de recherche et de documentation sur les problèmes familiaux a été établi au ministère pour monter un fichier central qui évitera bien des duplications. Une étude spéciale de la situation sociale en Gaspésie a été faite et on travaille à établir un recueil des lois concernant l'enfance et le mariage ainsi qu'à étudier les lois sociales en regard des intérêts de la famille.

Le ministère collabore avec les autres ministères. Des comités interdépartementaux ont été créés à cet effet: le comité des sous-doués, qui rendra d'immenses services à plus de 60,000 citoyens du Québec; le comité de l'habitation familiale, composé d'experts du gouvernement et du secteur privé pour aider le nouveau ministère: Mme Rose Allyson, MM. Roland Côté, René Croteau, Earl Pelletier, Eugène Rancourt, Maurice Joubert, A. Barrette, Almas Gagné et Albert Côté²; le comité sur le chômage; le comité sur les problèmes de la réhabilitation des assistés.

Le ministère de la Famille et du Bien-être social songe aussi à créer un conseil supérieur de la famille et à instituer une clinique d'adaptation

matrimoniale. Le programme de mon ministère sera bientôt révisé et il y aura des nouveaux règlements et des changements, pour aider les personnes nécessiteuses de la meilleure façon possible. Tout cela ne sont que les prémisses d'une audacieuse politique pro-familiale dans le Québec.

Le journal *Montréal-Matin* a publié, le 28 novembre 1961, une photo d'une famille dans un taudis et qui disait en bas de vignette que la famille Bernatchez n'avait mangé que du lait, du gruau et de la mélasse, la veille. Selon l'article, la famille de sept enfants crevait de faim à cause du changement apporté à l'administration des allocations sociales. Cette critique est foncièrement malhonnête; c'est de la démagogie de la pire espèce. Les règlements de la Chambre ne me permettent pas de qualifier comme il le faudrait l'attitude de ce journal³.

M. Bertrand (Missisquoi): Mais que diriez-vous donc de la photo que le Parti libéral a fait publier pendant la dernière campagne? On y représentait des chômeurs, les mains enchaînées.

L'honorable M. Lafrance (Richmond): La lecture de cette nouvelle m'a surpris, dit-il, et j'ai chargé M. J. Renaud, de Montréal, de faire enquête. M. Renaud envoyant son rapport d'enquête quelque temps après, on a découvert que cette famille avait reçu la somme de \$13,917 depuis 1957 en assistance sociale et autres de la part du gouvernement provincial, ainsi que \$983 comme octrois spéciaux et le chèque de la pension des mères nécessiteuses. Cette famille de Montréal a reçu \$3,960 d'allocations d'assistance du gouvernement en l'espace de 15 mois, du 1^{er} septembre 1960 au 1^{er} décembre 1961.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Avec un tel montant, il y avait de quoi acheter pas mal de mélasse!

L'honorable M. Lafrance (Richmond): Le cas de cette famille, qui a servi à la publicité du journal, est désespéré, et les assistantes sociales ont vainement tenté de réhabiliter ces gens, qui ne vivent que de la charité publique. Cette famille continue de recevoir du gouvernement provincial une somme de \$264 chaque mois, ce qui est plus que ce que beaucoup de pères de famille ne gagnent dans la province. Le journal *Montréal-Matin*, qui a soulevé ce cas, l'a fait non pas par souci des miséreux, mais dans le seul but de nuire au gouvernement.

Quant au député de Montréal-Sainte-Marie (M. Charbonneau), il se soucie peu des miséreux et

discute les cas de misère uniquement pour nuire au gouvernement.

Il (l'honorable M. Lafrance) s'en prend au discours que le représentant de Montréal-Sainte-Marie a prononcé hier. Si le député de Montréal-Sainte-Marie avait été bien intentionné, dit-il, et s'il avait réellement voulu soulager la misère, il aurait souligné le cas de la famille en question au ministère intéressé.

M. Johnson (Bagot) proteste. On n'a pas le droit, dit-il, de prêter des intentions à un député. Les règlements interdisent au ministre de la Famille et du Bien-être social (l'honorable M. Lafrance) d'imputer des motifs indignes à un collègue de la Chambre. D'ailleurs, si le ministre est incompetent pour sa tâche, qu'il démissionne donc!

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Les dernières paroles du député de Bagot le qualifient bien tel qu'il est. Il faut qu'il insulte quelqu'un, autrement il n'est pas heureux. Non seulement le ministre de la Famille et du Bien-être social ne démissionnera pas parce qu'il est parfaitement et extrêmement compétent, mais je dois dire que je ne le remplacerais par aucun des membres assis de l'autre côté de cette Chambre.

L'honorable M. Lafrance (Richmond) exprime sa méfiance à l'égard des pseudo-disciples d'Emmaüs⁴ et affirme que les véritables disciples d'Emmaüs ne ressemblent pas au député de Montréal-Sainte-Marie. Le représentant de Montréal-Sainte-Marie a dit hier soir, quand il a parlé de la misère qui règne dans son comté, que, pendant le récent voyage des ministres en Europe, des familles du Québec n'avaient pas un seul gallon d'huile pour se chauffer.

Nous pourrions lui répondre que l'Union nationale aurait pu donner aux pauvres le montant de \$73,000 qu'elle a dépensé pour faire élire son nouveau chef.

M. Johnson (Bagot): L'argent qui a fait élire le chef venait des libéraux mécontents.

M. l'Orateur: (Interrompant le chef de l'opposition) Je suggère à tous les membres de cette Chambre d'éviter les réflexions personnelles sur le compte de leurs collègues. Je ne vois pas comment cela peut aider la cause et l'administration de la province. Nous avons d'autres problèmes beaucoup plus urgents à discuter.

(Applaudissements à gauche)

L'honorable M. Lafrance (Richmond) passe aux critiques formulées contre les changements apportés à l'administration des allocations de l'assistance-chômage. Le premier ministre a déclaré en Chambre, la semaine dernière⁵, en s'appuyant sur des statistiques fédérales, qu'il y avait moins de chômage dans la province de Québec en décembre 1961 qu'en décembre 1960. On accuse le ministère de la Famille et du Bien-être social de vouloir établir un régime de famine. Je me demande ce que c'était sous l'Union nationale. Voici un tableau plus éloquent que les allusions. En 1958, sous le régime de l'Union nationale, avec le même nombre de chômeurs, à peu près...

Des députés de l'opposition interviennent et font du brouhaha.

L'honorable M. Lafrance (Richmond): ... le gouvernement a contribué une somme de \$14,312,000 pour soulager le chômage. En 1960, la participation du gouvernement fut de \$17,000,000. En 1961, le gouvernement libéral versait \$32,000,000 et, selon les estimations, elle atteindra \$75,000,000 cette année⁶. Les chiffres en disent plus que les mots et prouvent donc hors de tout doute que, contrairement à ce que dit l'opposition, le gouvernement libéral fait beaucoup plus pour aider les chômeurs que l'Union nationale dans ce domaine et tente l'impossible pour aider la population en soulageant la misère.

La loi de l'assistance publique a été modifiée quelque temps avant les dernières élections. On envoya une circulaire à tous ceux qui avaient vu leur demande d'aide refusée et on les invitait à formuler une nouvelle demande⁷. Après ça, les versements ont monté en flèche. En une seule année, le total des montants versés en allocations d'assistance-chômage par notre gouvernement est passé de \$2,500,000 par mois à plus de \$6,000,000⁸ par mois aujourd'hui. Cette augmentation a eu lieu sans raison, puisque le nombre des chômeurs est demeuré presque le même. Notre personnel travaille actuellement jour et nuit afin d'étudier les 332,000 demandes d'allocations que nous avons reçues.

Les changements, très critiqués, apportés à la loi de l'assistance publique par le gouvernement actuel, qui centralisent les paiements de l'aide sociale, ont été faits à la demande des agences sociales privées elles-mêmes, dont celle de Québec, qui voulaient être libérées de la distribution des fonds publics et remettre ce rôle à l'État.

Les amendements étaient également nécessaires à cause de la montée en flèche des demandes de

secours, qui sont passées de \$1,000,000 à \$6,000,000 en un an, par les abus qui ont été commis en certains endroits, sous l'ancien système, comme à Sainte-Ursule, dans le comté de Maskinongé, et par le devoir qui revient au gouvernement de distribuer lui-même l'argent qu'il recueille.

C'est à ce moment que le gouvernement, par ordre en conseil, apporta certaines modifications aux règlements de l'assistance publique. La Commission des allocations sociales reprenait la distribution des suppléments aux allocations sociales. En même temps, on plafonnait les montants disponibles aux agences sociales et aux services municipaux de bien-être.

Un dixième de la population de la province de Québec, soit environ 600,000 personnes, reçoit actuellement l'aide du gouvernement sous diverses formes, y compris ceux qui bénéficient des allocations scolaires. Et c'est après cela qu'on accuse le présent gouvernement d'être le gouvernement de la famine. L'assistance régulière est remplie de cas pitoyables de misère que les agences sociales doivent à tout prix soulager, et elles soulagent effectivement cette misère, souvent jusqu'à concurrence de \$100 par mois; 10 % des demandes accordées vont à des aides ménagères, que nous payons de \$100 à \$125 par mois, pour les mères indigentes. Ceci est préférable que de sortir les enfants de leur foyer et de les mettre en institution. On paie des aides fermiers aux cultivateurs pauvres, des suppléments d'assurance-chômage de \$300 par mois, des suppléments aux revenus des cultivateurs pour des meubles et des médicaments.

Si on examine les nouveaux règlements en vigueur, on voit qu'ils sont plus généreux et plus humanitaires que jamais, mais nous avons voulu un meilleur contrôle car le fédéral, parfois, refuse de payer. Les demandes augmentent continuellement, principalement dans les cas spéciaux.

(Montrant une liasse) Ce sont, dit-il, des documents contenant les cas spéciaux depuis le mois d'octobre dernier, à raison de quatre par page. Seulement ce matin, 200 cas nouveaux ont été étudiés⁹. Je répète les paroles du premier ministre qui a raison de dire qu'au rythme actuel de l'augmentation du nombre des assistés, nous développons chez nous un système de dépendance de la population vis-à-vis de l'État et des services de bien-être de la province qui peut devenir très néfaste.

M. Bertrand (Missisquoi) s'enquiert des taux des nouveaux règlements.

L'honorable M. Lafrance (Richmond) promet au député de Missisquoi de lui fournir la liste.

Nous versons des allocations scolaires pour des milliers d'étudiants; il nous reste 7,000 demandes à étudier et nous recevons 4,000 nouvelles demandes par mois. Le gouvernement du Québec a reçu 92,000 demandes d'allocations familiales spéciales pour les jeunes de 16 à 18 ans¹⁰ voulant continuer leurs études et les familles ont reçu \$10 pour chaque enfant qui va à l'école. On s'attendait à recevoir environ 55,000 requêtes.

C'est la preuve que ces allocations remplissent le but pour lequel elles ont été créées par le gouvernement actuel, savoir: inciter les jeunes gens à poursuivre leurs études pendant deux ou trois ans de plus, au lieu de se lancer sans préparation sur le marché du travail¹¹.

Le ministère de la Famille et du Bien-être social a réussi, malgré le grand nombre de demandes reçues, à payer la plupart des augmentations d'assistance, lorsque le besoin était prouvé. Il y a des retards dans l'application des mesures récentes en matière sociale, parce que l'administration est débordée de demandes. C'est ainsi que les 3,000 demandes des aveugles ont été acceptées et payées; que 15,000 des 35,000 demandes d'assistance aux vieillards restent à considérer, mais devraient être réglées d'ici à la fin du mois de février; que 15,000 sur 22,000 requêtes d'invalides sont à la veille d'être réglées, d'ici à la fin de février également; et, des 55,000 demandes d'allocations de sécurité, il reste encore 25,000 demandes à régler. Enfin, sur 6,000 demandes de pension de veuves et de femmes célibataires de 65 à 70 ans, il en reste 4,000 à étudier.

M. Johnson (Bagot): Combien de vieilles filles?

L'honorable M. Lafrance (Richmond): Je puis donner les noms au député de Bagot...

L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice): Et les adresses!

L'honorable M. Lafrance (Richmond): Pas une seule pension n'a été diminuée et 25,000 mères nécessiteuses ont vu leur pension monter de \$60 à \$75¹² par mois. Le retard dans ce domaine ne touche que le supplément. En réponse à la rumeur voulant que des personnes aient été congédiées de mon ministère, je dis que toute personne qui fait son travail ne peut être renvoyée, car il y a tellement de choses à faire.

Tout cela démontre, dit-il, que j'ai fait mon devoir, que la générosité du nouveau gouvernement a

accompli de 400 % à 500 % plus de travaux et de bienfaits que le régime précédent, que le gouvernement a fait tout ce qui était humainement, physiquement et financièrement possible pour aider ceux qui sont dans la misère. Je n'ai pas du tout l'intention de démissionner, comme me l'a demandé récemment le chef de l'opposition, car il reste beaucoup à faire et que j'ai l'intention de continuer à faire mon devoir¹³.

M. Prévost (Montmorency): J'ai préparé une étude sur notre système d'éducation depuis ses débuts, et un plan de révision des structures de notre système scolaire en se basant sur des études et sur l'expérience acquise à m'occuper de l'enseignement depuis 1933, soit comme secrétaire de la commission scolaire de ma ville, comme commissaire, comme député et comme ministre plus spécialement chargé des questions d'éducation. L'éducation dans le Québec serait confiée à un Conseil supérieur de l'éducation. Le Conseil supérieur aurait sous sa juridiction immédiate un conseil catholique de l'éducation, qui aurait juridiction exclusive et décisive, composé de 44 membres, dont 22 évêques, plus les laïcs nommés par le gouvernement; un conseil protestant de l'éducation, composé de 22 membres, également d'évêques et de laïcs nommés par le gouvernement; et un comité exécutif et de coordination nommé par le Conseil supérieur de l'éducation.

Le conseil catholique et le conseil protestant de l'éducation auraient chacun sous sa juridiction un comité exécutif et de coordination et un comité consultatif qui serait composé des recteurs d'universités, des présidents des organismes désignés par la loi, soit 11 au maximum.

Les deux comités exécutifs et de coordination, catholique et protestant, seraient aidés dans leur travail par 12 commissions qui auront des sous-commissions sous leur dépendance. Ces commissions sont: celles des maternelles et jardinières d'enfants, de l'enseignement élémentaire, de l'enseignement secondaire, de l'enseignement technique, de l'enseignement pédagogique, de l'enseignement universitaire, de l'Ordre du mérite scolaire, des bibliothèques scolaires, de l'enseignement postsecondaire, de l'enseignement aux exceptionnels, de l'éducation physique, et des écoles de langue anglaise.

Les comités consultatifs de chacun des conseils d'éducation, catholique et protestant, comprendraient les recteurs des universités, des représentants d'organismes désignés par la loi.

Le comité exécutif et de coordination du Conseil supérieur aurait juridiction sur des sous-

commissions historique, linguistique, pédagogique, scientifique et artistique.

Les laïcs au conseil catholique ou protestant de l'instruction publique seraient choisis parmi les membres des organismes et institutions engagés exclusivement en éducation sur le plan de la province, et lesdits organismes et institutions désignés par la loi. Et ils seraient nommés par le gouvernement, sur recommandation du conseil catholique et protestant, après des suggestions sur une liste obtenue au préalable. La durée du terme serait de cinq ans, renouvelable à bon plaisir, et le siège des membres deviendrait vacant par décès, par démission, par absence de 12 mois sans la permission de son conseil, lorsque le membre a 70 ans révolus, ou sur adresse du conseil votée par les trois quarts de tous les membres.

Le surintendant de l'Instruction publique présiderait *ex officio* le Conseil supérieur, le conseil catholique, le comité consultatif catholique et le comité exécutif et de coordination du conseil catholique. Il serait également membre *ex officio* de chacune des commissions catholiques.

La loi désignerait les représentants des organismes suivants: recteurs, vice-recteurs et principaux des universités, l'Association des professeurs d'université, la Fédération des collèges classiques, l'Association des professeurs des collèges classiques, l'Association des professeurs d'écoles normales, l'Association des professeurs des instituts de technologie, l'Association des professeurs des instituts familiaux, la Corporation générale des instituteurs et institutrices, la Québec Teachers Association (protestant), le McGill Teachers College (protestant), la Fédération des commissions scolaires catholiques, la Fédération des écoles de parents, l'Association des éducateurs du Québec, l'Association provinciale d'éducation des adultes, l'Association provinciale des commissions scolaires protestantes, et la Québec Adult Education Association (protestante).

Les représentants de ces organismes seraient nommés dans la proportion de 14 catholiques et de 7 protestants, et les présidents de ces associations formeraient *ex officio* le comité consultatif, catholique ou protestant, selon la confessionnalité, les recteurs d'universités en faisant partie également *ex officio*.

L'éducation n'est pas un sujet politique, mais le devoir des parents qui sont aidés tout d'abord par l'Église et ensuite par le gouvernement, qui jouent tous les deux un rôle complémentaire auprès des parents. C'est une obligation que nous avons envers la jeunesse, une obligation qui est à l'extérieur de la

société, à l'extérieur de l'État, une obligation qui découle de la loi naturelle.

Nous devons tous tendre à une objectivité parfaite en ce qui a trait à la confessionnalité de notre système d'enseignement, qui a précédé la Confédération. Notre système d'éducation date de 1859 et il est basé sur la religion exclusivement, comme le décrète clairement l'acte constitutionnel de 1867. La Constitution canadienne réfère toujours à la confessionnalité et nulle part à la langue. L'intangibilité des écoles confessionnelles est garantie non seulement pour les catholiques, mais aussi pour les protestants, et c'est une chose qu'il est bon de rappeler de temps en temps.

Les catholiques et les protestants sont sur le même pied à cet égard, et la langue n'entre pas en ligne de compte, selon ce que décrète l'article 93 de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique¹⁴. Notre code scolaire a deux caractéristiques principales: la décentralisation administrative et la confessionnalité des écoles. L'acte confédératif de 1867 a consacré ce qui existait depuis 1859. Le système d'éducation des protestants est également confessionnel et plusieurs autres groupes ethniques tiennent aussi à cette forme d'enseignement. Il y a de la justice pour tout le monde dans le système scolaire du Québec.

Les enfants de non-croyants, ou les enfants d'une autre croyance, sont admis dans les écoles protestantes en vertu de l'article 9 des règlements du comité protestant du Conseil de l'instruction publique, sans les obliger à se conformer aux enseignements religieux ou aux pratiques de dévotions dans ces écoles. Les parents peuvent ainsi donner avis qu'ils désirent soustraire leurs enfants à l'enseignement religieux.

Comme je suis catholique, je veux rendre hommage aux protestants. J'ai apprécié leur objectivité alors que je les ai connus quand j'étais secrétaire de la province. J'ai noté leur souci d'une instruction religieuse dans leurs écoles et aussi leur tolérance à l'égard des enfants non chrétiens ou non religieux. Je voudrais dire, surtout en pensant au milieu rural, qu'on cesse de croire qu'il n'y a pas d'enseignement religieux dans les écoles protestantes et que les protestants ne sont pas religieux. Je me demande s'il n'y aurait pas lieu d'introduire dans le code catholique quelque chose de semblable à l'article 9 du code protestant.

Par ailleurs, il existe, pour le code scolaire catholique, l'application du jugement de la Cour d'appel en 1957, Chabot vs les commissaires d'écoles de Lamorandière¹⁵, qui équivaut, pour les catholiques, à l'article 9 pour les protestants. C'est-à-

dire que dans les communautés où les écoles catholiques sont les seules écoles publiques, elles doivent permettre l'accès des écoles catholiques aux enfants d'une autre religion ou non croyants.

Depuis 1957, on reçoit dans les écoles catholiques de la province les enfants de parents non catholiques. Ils suivent exactement le programme complet des études profanes, mais ces enfants sont dispensés de l'enseignement religieux et de la pratique de dévotions¹⁶. Comme nous n'avons pas chez les catholiques une disposition semblable à l'article 9 du code protestant, c'est le jugement Chabot qui est appliqué, qui est le texte de l'équivalence.

L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont):

Les remarques du député de Montmorency visent-elles à informer le public, ou si elles ont un autre but?

M. Prévost (Montmorency) tient à donner des explications aux députés pour leur information personnelle. Je crois, dit-il, qu'il faut connaître le problème de la confessionnalité qui concerne tous ceux qui ont des responsabilités en éducation et en cette Chambre. Chaque membre de la Chambre doit connaître et posséder des indications précises sur ce problème.

En matière d'éducation, chacun dans son domaine porte vis-à-vis de toute la population de la province une responsabilité dont il doit s'acquitter. Comme secrétaire provincial, j'ai eu l'avantage d'en apprendre plus que d'autres et je voudrais communiquer mes informations. Je ne veux pas les garder en égoïste. On les utilisera comme on l'entendra.

M. l'Orateur rappelle au député de Montmorency que le temps qui lui était alloué est expiré.

M. Prévost (Montmorency) demande le consentement unanime de la Chambre pour poursuivre son exposé.

Le consentement de la Chambre est accordé.

M. Prévost (Montmorency) traite des dispositions du code scolaire permettant la création d'écoles non confessionnelles dans la province. L'article 19 du code scolaire, dit-il, consacre la liberté absolue de l'enseignement. Ils sont très nombreux ceux qui ne le savent pas. Le code dit

qu'aucune personne, sauf un ministre du culte, ne peut ouvrir ou diriger une école indépendante ou privée, sans avoir produit une demande au surintendant de l'Instruction publique.

On ne dit nulle part qu'il faille une autorisation spéciale ou préalable pour ouvrir des écoles privées ou indépendantes à la grandeur de la province; il faut simplement produire une déclaration du moment que le surintendant de l'Instruction publique en est averti. Il n'est pas nécessaire d'être plusieurs en ce cas; une seule personne suffit.

Une seule restriction: se conformer à l'examen médical exigé par l'article 131 du code scolaire pour enseigner dans une école indépendante ou privée. C'est la seule condition. Il n'y a pas de permission à demander à personne pour avoir une école dans la province de Québec.

C'est la liberté absolue de l'enseignement et c'est l'article 19 qui la consacre; l'article est formel sur ce point. Il faut simplement produire une déclaration. C'est simple. C'est court. Peut-on trouver liberté plus absolue de l'enseignement dans n'importe quel autre pays du monde? Mais ces dispositions de notre code scolaire offertes aux personnes de croyances différentes ne sont pas très connues.

Il n'y a pas que l'article 19. Il y en a d'autres, les articles 99 à 103, qui prévoient que des contribuables ou des parents qui sont dissidents, qui diffèrent de croyances religieuses d'avec la majorité, ou des non-croyants, peuvent se grouper localement en corporation de syndics à la grandeur du territoire de la province de Québec et organiser leurs propres écoles privées ou indépendantes. Il n'y a qu'une condition: avertir de cette intention le surintendant de l'Instruction publique¹⁷. Le surintendant, il faut qu'il le sache tout de même, si on veut que le département de l'Instruction publique fasse ses inspections¹⁸. Il faut que le surintendant le sache, mais c'est tout.

Il s'agit là d'une autre solution ouverte à un groupe de personnes, à toute une collectivité, à tous ceux qui diffèrent d'opinions et qui ne partagent pas nos croyances religieuses: se constituer dissidents.

Or, rien dans les chartes spéciales des commissions scolaires de Québec et de Montréal n'empêche des individus partageant des croyances différentes des catholiques et des protestants de se déclarer dissidents en donnant avis, et de se constituer en corporation de syndics selon la loi de l'Instruction publique.

L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont): Ces écoles seraient-elles publiques ou privées?

M. Prévost (Montmorency): Sous l'article 19 traitant des écoles privées et publiques, on prévoit les deux.

L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont): Ces écoles seraient supportées par ces personnes-là? Le député de Montmorency sait-il si les écoles laïques peuvent bénéficier des subventions gouvernementales?

M. Prévost (Montmorency) ne se prononce pas catégoriquement sur la question. Je ne connais pas d'écoles privées qui auraient reçu des subventions du gouvernement, dit-il, mais je connais un grand nombre d'institutions indépendantes qui en auraient reçu.

L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges): Quelle différence y a-t-il entre les écoles indépendantes et les écoles privées?

M. Prévost (Montmorency): Je conçois qu'une école privée soit différente des autres, que le propriétaire d'une école privée soit maître chez lui, ce qui n'est pas le cas d'une école indépendante.

Argumentant contre la laïcisation de l'enseignement, il y a des leçons de l'histoire que nous ne pouvons ignorer, dit-il, et qui nous éclairent dans la vie. Il y a l'exemple de la République fédérale allemande et de l'Autriche, qui ont été dévastées par la guerre à deux reprises à 25 ans d'intervalle. Ces pays, en voulant se relever de leurs ruines, ont commencé par établir en principe, dans le domaine de l'éducation, que l'enseignement religieux est indispensable.

Dans la Constitution allemande de 1949, dans le domaine de l'éducation, on a décidé d'instituer l'enseignement religieux obligatoire dans toutes les écoles publiques. La même chose s'applique à l'Autriche, à Israël où on donne un enseignement poussé de la Bible, et à la Norvège. Aux États-Unis, l'enseignement religieux est obligatoire dans tous les États, malgré la séparation de l'Église et de l'État. Dans l'État de Californie, 57 des 58 comtés ont décrété l'enseignement religieux obligatoire. Il n'y a pas d'éducation qui soit valable sans enseignement religieux.

Plusieurs sinon trop de pays ont eu des expériences malheureuses avec l'école neutre, insiste-t-il. Il cite plusieurs textes d'experts canadiens et étrangers à ce sujet et invoque plusieurs témoignages qu'il a recueillis au cours de ses séjours en France. La proportion de ceux qui pratiquent la religion

catholique est impossible à déterminer, dit-il, mais il m'a été donné de connaître plusieurs expériences, l'été dernier, en France. J'ai remarqué que dans les églises catholiques, il y a quelques vieilles personnes du sexe masculin et un peu plus du sexe féminin. Des adolescents, il n'y en a pratiquement pas. Des adultes, à part ceux qui ont pratiquement un pied dans la tombe, il n'y en a pas. Causant de la situation avec le curé de Vieux-Moulin, en France, ce dernier lui a avoué qu'il se sentait inutile dans sa paroisse. L'évêque a confié au curé d'autres missions, dit-il.

Ce prêtre a dit que les causes de cette situation sont les suivantes: l'école neutre ou laïque, la Révolution, le communisme, etc. Il a demandé au curé pourquoi il plaçait l'école neutre en tête. Le prêtre a répondu: "Si les parents ne pratiquent ni la religion catholique, ni la religion protestante, et que les enfants aillent à l'école neutre, qui va leur enseigner la religion? Ces enfants fondent ensuite un foyer, ils ont des enfants et c'est la roue qui tourne..." Il cite Étienne Gilson¹⁹ qui raconte que, dans un village sans école chrétienne, on a réussi, en 40 ans, à vider complètement l'église paroissiale. Quelques enfants suivent des cours privés, déclare-t-il, mais abandonnent après la première communion.

Il ne faut pas modifier le système d'éducation que nous avons dans la province de Québec. Il est unique au monde. Pie XII lui-même l'a dit. Si on commençait à multiplier les secteurs dans le domaine de l'enseignement, les différentes confessionnalités qui existent dans la province réclameraient chacune leurs droits. Les juifs pourraient exiger leur propre système d'éducation, si on créait le précédent d'accorder un secteur à un groupe moins nombreux. Ils pourraient exiger qu'on leur donne préséance, mais ils ont résolu leur problème en partie en s'entendant avec les protestants au sujet de leurs enfants et aussi au sujet des quatre grandes écoles juives de Montréal.

Veut-on accorder un secteur d'enseignement à toutes les croyances religieuses autres que celles de confessionnalités catholique ou protestante? Il y a au moins 13 croyances identifiées dans la province de Québec, et la plupart ont organisé leur enseignement par des ententes avec les autres groupements, sans faire l'agitation organisée actuellement par les tenants de l'école laïque.

Les juifs n'ont pas eu besoin de faire de propagande pour régler leur problème scolaire. Pourquoi toute cette propagande faite par le Mouvement laïc de langue française²⁰? Cette semaine, ce mouvement tient une assemblée à Québec, après plusieurs réunions à Montréal. Je ne

connais pas une croyance religieuse qui ait dû faire cette sorte de campagne pour régler son problème éducationnel. Nous avons eu certains ennuis avec des non-catholiques qui voulaient s'infiltrer dans nos écoles. Nous avons réglé ce problème.

Les protestants n'ont jamais eu de difficulté. Depuis quelques mois, on remarque cependant qu'ils reçoivent des protestations contre l'enseignement religieux. À l'heure actuelle, le Mouvement laïque de langue française fait un gros travail dans la province en vue d'atteindre son objectif. Cet objectif a été décrit par l'un des promoteurs comme suit: obtenir pour les secteurs non confessionnels un système dont les protestants bénéficient déjà.

Grâce à la tolérance qui règne chez nous, le Mouvement laïque peut atteindre son but sans préconiser le chambardement de nos institutions. Il faut faire preuve de compréhension à l'endroit de tous les groupes de pensée différente. Il faut témoigner de la justice à tous, dans la mesure de leurs droits et le respect des droits des autres.

Il (M. Prévost) invite les députés à s'employer à clarifier la situation de l'école confessionnelle. Nous pourrions ainsi faire une œuvre importante et utile, dit-il.

Il remercie ses collègues de lui avoir permis de parler durant plus d'une heure²¹.

M. Lechasseur (Verchères) loue le gouvernement de Québec de travailler à l'établissement d'une industrie sidérurgique dans son comté.

Il commente la montée du séparatisme dans le Québec. La vague actuelle de séparatisme, déclare-t-il, est une réaction faisant suite à la chute du régime dictatorial de l'Union nationale et prouvant que la liberté de parole a repris ses droits dans le Québec. Les jeunes et les intellectuels sont à l'origine des révolutions sociales. Après avoir consacré toutes leurs énergies à se défaire du régime rétrograde, vieilli et dictatorial de l'Union nationale, ils ne font, en agitant le séparatisme, que chercher le moyen de faire valoir les droits des Canadiens français²².

Il (M. Lechasseur) parle des prébendes et des prévarications de l'administration précédente. Lancé sur le changement d'administration, il dit espérer un courant d'air frais...

M. Gabias (Trois-Rivières): On vous le laisse, cet air-là!

M. Lechasseur (Verchères): Le chef de l'opposition revendique la création d'une commission mixte des achats du gouvernement et la création d'un

comité permanent des comptes publics. Dans une entrevue télévisée, à un journaliste qui lui demandait pourquoi il n'avait pas exigé cela quand l'Union nationale était au pouvoir, le chef de l'opposition a répondu: "Je n'étais pas seul." Eh bien, le député de Montréal-Laurier (l'honorable M. Lévesque) n'est pas seul non plus dans le gouvernement, et vous ne cessez de répéter qu'il mène tout!

J'aurais aimé entendre dans la bouche du député de Missisquoi (M. Bertrand) la déclaration du député de Chicoutimi (M. Talbot) qui avait affirmé que le congrès général de l'Union nationale, en septembre, avait été le plus démocratique du monde²³.

Le représentant de Missisquoi a insuffisamment cité un article²⁴ de l'éditorialiste André Laurendeau, du *Devoir*, dans lequel le journaliste avait reproché au Parti libéral d'avoir voulu établir une subtile distinction entre le bon patronage et le faux patronage. L'éditorial, dit-il, se terminait ainsi: "C'est un nouveau gouvernement, à Québec, mais une vieille opposition."

Il propose, appuyé par le député de Bellechasse (M. Plante), que le débat soit de nouveau ajourné²⁵.

Adopté.

Ajournement

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) propose que la Chambre s'ajourne maintenant.

Adopté.

La séance est levée à 6 h 30²⁶.

NOTES

1. *La Tribune* du 25 janvier 1962, à la page 1, n'indique pas avec précision à quel moment se sont produites cette déclaration et les deux répliques qui suivent.

2. Le comité de l'habitation familiale, précise *Le Nouvelliste* du 25 janvier 1962, à la page 5, a été institué par une loi adoptée lors de la session de 1961. Il s'agit très certainement de la loi concernant le ministère de la Famille et du Bien-être social (9-10 Elizabeth II, chapitre 35). Notons aussi que le

comité d'habitation familiale est à l'origine de la Société d'habitation du Québec en 1967. Toujours la même source, *Le Nouvelliste* du 25 janvier 1962, à la page 5, note que Mme Rose Allyson est l'épouse de Louis Allyson, échevin du quartier Notre-Dame (Trois-Rivières). Elle est connue dans cette ville et dans la région pour la part active qu'elle prend à tous les groupements qui s'intéressent au bien-être de la famille ouvrière. Son action s'est principalement déployée dans la Ligue ouvrière catholique.

3. Mme Bernatchez fera écho à cette déclaration du ministre Lafrance; "Madame Bernatchez répond au ministre de la Famille", selon *Le Montréal-Matin* du 27 janvier 1962, à la page 9.

4. Allusion à l'œuvre charitable de l'abbé Pierre, laquelle était établie depuis quelques années au Québec.

5. Voir la séance du 16 janvier 1962.

6. Sans se tromper dans les montants, *Le Montréal-Matin* du 25 janvier 1962, à la page 12, les associe plutôt à des années fiscales: 1958-1959, \$14,312,000; 1959-1960, \$17,000,000; 1960-1961, \$32,000,000; 1961-1962, \$75,000,000. À propos du \$75,000,000, les autres sources l'associent à "cette année" ou "au cours des 12 prochains mois", donc forcément à 1962-1963. Après une vérification infructueuse et si les années fiscales qu'emploie *Le Montréal-Matin* sont exactes, il faudrait probablement parler de 1962-1963 (\$75,000,000), et ainsi de suite. Enfin, si la plupart des sources mentionnent 1958 à propos du premier montant, *Le Soleil* du 25 janvier 1962, à la page 2, et le *Quebec Chronicle-Telegraph* du 25 janvier 1962, à la page 3, font bande à part en écrivant 1959.

7. *La Presse* du 25 janvier 1962, à la page 1, précise que M. Lafrance fait allusion à la loi modifiant la loi de l'assistance publique, 8-9 Elizabeth II, chapitre 73, sanctionnée le 10 mars 1960. Cette loi a été votée par l'Union nationale à la veille des élections et accordait une reconnaissance officielle au programme fédéral d'assistance-chômage par la loi de l'assistance publique et, en même temps, dégageait les municipalités de leur part du fardeau de l'assistance publique.

8. *La Presse* du 25 janvier 1962, à la page 1, mentionne plutôt qu'ils sont passés de \$1,500,000 à \$6,000,000 par mois.

9. Tandis que *Le Soleil* du 25 janvier 1962, à la page 2, mentionne 200 cas pour la journée du mardi 23 janvier, le *Quebec Chronicle-Telegraph* du 25 janvier 1962, à la page 2, note plus vaguement 200 demandes par jour.

10. *Le Soleil* du 25 janvier 1962, à la page 30, parle de jeunes de 16 à 17 ans.

11. *Le Nouvelliste* du 25 janvier 1962, à la page 5, et *Le Droit* du 25 janvier 1962, à la page 14, prennent le nombre des demandes pour de l'argent: "... les prévisions de \$55,000 pour les allocations familiales spéciales pour les jeunes de 16 à 18 ans encore aux études avaient été dépassées jusqu'à \$92,000."

12. De \$60 à \$70 selon *The Montreal Daily Star* du 25 janvier 1962, à la page 31.

13. *La Tribune* du 25 janvier 1962, à la page 6, remarque qu'aucun fauteuil n'était vide parmi les représentants de l'Union nationale.

14. Il semble que la Constitution ait une portée plus étendue dans *Le Soleil* du 25 janvier 1962, à la page 1: "...la confessionnalité est la base de notre système scolaire, et non pas la langue, et ce critère est vrai non seulement pour les catholiques, mais également pour les protestants et les autres groupes chrétiens." D'autre part, *Le Nouvelliste* du 25 janvier 1962, à la page 5, et *Le Nouveau Journal* du 25 janvier 1962, à la page 9, soutiennent que la Constitution "est basée sur la langue et sur la religion". À la lumière de l'article 93 de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, ces deux affirmations sont évidemment erronées.

15. Voir B. R., 1957, aux pages 707-757.

16. En résumant ce passage, *La Presse* du 25 janvier 1962, à la page 47, lui accorde une portée beaucoup plus étendue: "M. Prévost soulève la possibilité de permettre aux parents de soustraire leurs enfants à l'instruction religieuse donnée dans les écoles catholiques publiques de la province." En effet, il y a une marge entre le droit des parents de soustraire leurs enfants d'un enseignement religieux et l'obligation, par jugement, d'une école confessionnelle d'accepter des enfants qui n'adhèrent pas à cette confession.

17. Quelques sources, dont *Le Nouvelliste* du 25 janvier 1962, à la page 5, et *La Presse* du

25 janvier 1962, à la page 47, mentionnent qu'il faut obtenir une permission. On voit bien cependant, avec le contexte, que cette permission à obtenir n'est pas une autorisation formelle, mais bien un signalement au sens d'avertir.

18. *Le Nouveau Journal* du 25 janvier 1962, à la page 9, mentionne que c'est le ministère du Travail qui fait les inspections.

19. Étienne Gilson (1884-1978), docteur de philosophie médiévale, enseigna l'histoire des philosophies médiévales aux universités de Strasbourg, Paris et Harvard. Il mit sur pied l'Institut d'études médiévales à Toronto et dirigea l'Institut scientifique franco-canadien. Outre ses innombrables publications sur la philosophie et la théologie, il fut élu à l'Académie française le 24 octobre 1946.

20. Le Mouvement laïque de langue française (MLF) fut fondé en avril 1961. Sa doctrine est la laïcité de la société québécoise, plus précisément la séparation de la société civile et de la société religieuse. Le MLF fut "mis en sommeil" le 6 mars 1969. Voir: Gaétan Rochon, *Le Mouvement laïc de langue française (M.L.F.) et la question scolaire: 1961-1969. Analyse d'un groupe de pression*, mémoire de maîtrise (science politique), Université de Montréal, 1971, 297 pages, et Jacques Godbout, *Le mouvement du 8 avril*, Montréal, MLF, 1966, 28 pages.

21. Jusqu'à présent dans la session, M. Prévost est le seul député, à part le premier ministre et le chef de l'opposition, à avoir eu la permission de parler plus d'une heure, selon *Le Soleil* du 27 janvier 1962, à la page 16. En effet, selon certaines sources, le discours de M. Prévost aurait duré une heure et demie, selon *Le Soleil* du 25 janvier 1962, à la page 1, et *The Quebec Chronicle-Telegraph* du 25 janvier 1962, à la page 3, tandis que d'autres sources notent que le discours aurait dépassé les 90 minutes, tels *Le Nouvelliste* du 25 janvier 1962, à la page 5, et *Le Montréal-Matin* du 25 janvier 1962, à la page 5. On va même jusqu'à arrondir la durée pour en faire un discours de près de deux heures dans *Le Montréal-Matin* du 25 janvier 1962, à la page 5, ou encore pour presque le double de l'heure normalement permise, selon *The Montreal Daily Star* du 25 janvier 1962, à la page 26. D'autre part, *Le Nouvelliste* du 25 janvier 1962, à la page 5, souligne que M. Prévost s'adressait à la Chambre basse pour la première fois depuis qu'il avait dirigé les forces de l'Union nationale, au cours de la session spéciale de septembre 1960.

22. *Le Soleil* du 25 janvier 1962, à la page 10, précise que le "député de Verchères (M. Lechasseur) ne s'est cependant pas prononcé sur le séparatisme"; ni "dit qu'il appuyait pour autant le séparatisme" selon *Le Nouvelliste* du 25 janvier 1962, à la page 4.

23. *Le Devoir* du 25 janvier 1962, à la page 3, note que, "comme d'autres députés avant lui, M. Lechasseur tente de faire allusion aux dissidences qui séparent le député de Missisquoi (M. Bertrand) du député de Bagot (M. Johnson)".

24. "Un nouveau gouvernement, une vieille opposition", selon *Le Devoir* du 18 janvier 1962, à la page 4.

25. La première tranche du discours de M. Lechasseur a duré 20 minutes, selon *Le Montréal-Matin* du 25 janvier 1962, aux pages 5 et 10.

26. À 6 heures, selon *L'Action catholique* du 25 janvier 1962, à la page 2.

Séance du jeudi 25 janvier 1962

Présidence de l'honorable J. R. Hyde

La séance est ouverte à 2 h 30.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Dépôt de documents:

**Révision de
la carte électorale**

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) dépose sur le bureau de la Chambre l'étude préliminaire à la révision de la carte électorale de la province de Québec. (Document de la session no 37)¹

Ni la Chambre ni le gouvernement, dit-il, ne sont liés par les considérations exposées dans le document. Les députés seront donc libres de juger et de porter les décisions qui s'imposent.

M. Johnson (Bagot): Je tiens à soutenir aussi que ni l'opposition ne se sentira liée devant ce projet.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Comme je l'ai déjà dit à plusieurs reprises, un comité parlementaire sera formé pour étudier la redistribution et chaque député sera libre d'agir comme il l'entendra. Moi-même, je ne ferai pas partie de ce comité chargé de la délimitation des comtés ni de celui de la refonte de la loi électorale². Le document contient des exemples et des renseignements qui seront très utiles aux députés.

Je proposerai une motion en vue de former deux commissions parlementaires, l'une pour l'amélioration de la loi électorale, et l'autre pour la révision de la carte électorale. Les députés seront libres de faire partie d'un comité ou de l'autre, dit-il, lorsque je présenterai une motion dans le but de les former. Je laisserai une certaine période aux députés pour en prendre connaissance et l'étudier dans ses détails.

D'autres exemplaires peuvent être obtenus sur des données différentes, dit-il, et le comité pourra s'en procurer. Mais le document déposé sera d'une grande utilité. Un comité parlementaire ne sera pas limité par ce document et il sera entièrement libre de chercher de l'information et des ressources

supplémentaires ailleurs, s'il le veut. Il s'agit seulement d'un document de travail qui peut être utilisé ou non.

M. Johnson (Bagot) remercie le premier ministre (l'honorable M. Lesage) d'avoir déposé le rapport et dit qu'il a toujours cru que le gouvernement devrait prendre position en premier lieu sur cette question. Je demanderai, dit-il, au gouvernement de laisser aux députés le temps de digérer ce rapport avant de faire quoi que ce soit. Que le rapport ne lie pas le gouvernement, j'en prends note, même si je remarque qu'au moins deux membres du comité ont déjà préparé un travail en ce sens pour le congrès de la Fédération libérale³.

L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice): Ce n'est pas parce qu'ils sont libéraux que ce ne sont pas de bons hommes.

M. Thibeault (Montréal-Mercier): Ça donne une petite chance.

M. Johnson (Bagot): J'aime à croire que, si on les a nommés dans le comité d'étude, c'est à cause de leur compétence.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Ce ne sont pas nécessairement des libéraux. Ce sont des professeurs d'université. Je ne connais pas les opinions politiques de ces messieurs. On ne peut pas douter de leur compétence. Le rapport ne contient que des recommandations, mais les décisions appartiennent aux membres de la Législature.

M. Johnson (Bagot): Je ne les connais pas. De toute manière, jusqu'à preuve du contraire, il faut présumer que le rapport a été fait d'une façon objective. Je prends note de la déclaration du premier ministre que le rapport ne lie pas le gouvernement. De toute manière, il ne lie pas l'opposition. Pour la rédaction de la loi, le gouvernement a ses vues. C'est le gouvernement élu qui doit en cette manière prendre position. À lui de prendre ses responsabilités. L'opposition verra comment, dans l'accomplissement de son devoir, elle peut collaborer avec le gouvernement.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Je prends note de la remarque du chef de l'opposition.

J'ai toujours cru que la redistribution des comtés n'était pas la seule responsabilité du gouvernement, mais celle de toute la Législature elle-même.

M. Johnson (Bagot): Oui. C'est exact, mais la Législature vient en dernier ressort. Toutes les lois, d'ailleurs, sont de la juridiction de la Législature.

Projets de loi:

Frères du Sacré-Cœur

M. Morissette (Arthabaska) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 109 constituant en corporation les frères du Sacré-Cœur soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Jacques Tennenbaum

M. Blank (Montréal-Saint-Louis) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 114 changeant le nom de Jacques Tennenbaum en celui de Tennenbaum Teroux soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Israel Trachtenberg

M. Blank (Montréal-Saint-Louis) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 115 changeant le nom d'Israel Trachtenberg en celui d'Israel Arthur Trachtenberg Tratt soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Succession

Joseph-Alexandre Viau

M. Parent (Hull) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 120 relatif à la succession de Joseph-Alexandre Viau soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Pierre-Claude Fournier

M. Blank (Montréal-Saint-Louis) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 126 autorisant le

Barreau de la province de Québec à admettre Pierre-Claude Fournier à l'exercice de la profession d'avocat dans la province de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Nicolas Mateesco

M. Laporte (Chambly) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 134 changeant le nom de Nicolas Mateesco en celui de Nicolas Mateesco Matte soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Michael Perelstein

M. Blank (Montréal-Saint-Louis) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 136 changeant le nom de Michael Perelstein en celui de Michael Perelstein Marchand soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Cruauté envers les animaux

M. O'Reilly (Montréal-Verdun) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 143 modifiant la charte de la Société canadienne pour empêcher les cruautés envers les animaux soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Société d'administration et de fiducie

M. Lavoie (Laval) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 148 relatif à la Société d'administration et de fiducie soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Thérèse Couturier

M. Dionne (Rimouski) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 156 changeant le nom de Thérèse Couturier en celui de Thérèse Gendreau soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Sœurs de Miséricorde de Montréal

Mme Kirkland-Casgrain (Jacques-Cartier) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 162 refondant la charte des sœurs de Miséricorde de Montréal soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Institution royale pour l'avancement des sciences

M. Blank (Montréal-Saint-Louis) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 178 accordant certains pouvoirs à l'Institution royale pour l'avancement des sciences soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Questions de privilège:

Frontières du Labrador

M. Johnson (Bagot) blâme le premier ministre d'avoir donné aux journalistes les explications qu'il lui avait refusées mardi sur une question souverainement importante pour le Québec, celle de la délimitation des frontières du Labrador. Mardi dernier, dit-il, le premier ministre a lestement disposé de la demande d'information que je lui formulais, en disant qu'il s'agissait d'une question urgente. Le premier ministre m'a répondu que la question n'était pas urgente.

Or, les journaux nous apprennent hier⁴ que le premier ministre de Terre-neuve faisait dire au lieutenant-gouverneur que la question est maintenant réglée avec notre province.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Non, pas réglée.

M. Johnson (Bagot): Le discours du trône lu à Terre-Neuve, suivant les agences de presse, dit bien que les premiers ministres des deux provinces sont tombés d'accord.

Il (M. Johnson) demande au premier ministre s'il veut régler cette question de frontières par négociations directes, de gouvernement à gouvernement, ou s'il a l'intention de remettre la décision à la Chambre, par une loi.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): C'est faux. Ce n'est pas ce que disait le discours du trône.

M. Johnson (Bagot): Les agences de presse rapportent que le Québec et Terre-Neuve s'étaient entendus pour fixer les bornes. Et, hier, le premier ministre disait, lors d'une conférence de presse...

M. l'Orateur: Les règlements ne permettent pas de poser des questions sur des réponses données antérieurement ou sur des déclarations faites en dehors de la Chambre.

M. Johnson (Bagot): Les règlements permettent aux députés de soulever un point de privilège. Je prétends qu'il est malséant pour les membres de cette Chambre qu'ils apprennent par les autorités d'une autre province ce que fait notre gouvernement, qu'une entente est intervenue entre les deux provinces par un discours du trône lu à Terre-Neuve. L'affaire des frontières du Labrador est une question vitale. En faisant cette intervention, je veux faire respecter les privilèges des députés. Je demande au premier ministre de nous éclairer sur cette question, de nous dire pourquoi, mardi, il n'a pas voulu répondre.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Les règlements de la Chambre n'autorisent que les questions urgentes et la question du député de Bagot, mardi, ne présentait pas d'urgence. J'admets qu'elle soit différente maintenant. J'ai été le premier surpris d'apprendre hier, par des journalistes, que le discours du trône de Terre-Neuve mentionnait une entente intervenue entre Québec et cette province. Voici ce qui est arrivé. En décembre dernier, lors d'un déjeuner à Québec avec M. Smallwood⁵, au Château Frontenac, j'ai dit qu'il n'y avait aucun sens de continuer la politique de l'Union nationale qui consistait à laisser la question de frontière de côté, à faire en sorte que Québec et Saint-Jean ne prennent pas leurs responsabilités, et de laisser à une compagnie privée exploitant le minerai de fer le soin de délimiter la frontière entre les deux provinces⁶, à Sherverville et à Knob Lake, et de laisser l'Iron Ore of Canada déterminer à qui elle devait payer des droits de mines. Car c'est justement ce qu'a fait l'Union nationale.

C'est l'Iron Ore qui détermine à quelle province elle octroiera les royautés sur le minerai qu'elle tire du sol du Labrador. C'est une honte. C'est un scandale que de laisser une société exploitante assumer des

responsabilités qui n'appartiennent qu'aux gouvernements. La seule entente entre moi et M. Smallwood était qu'il fallait délimiter la frontière interprovinciale dans la péninsule du Labrador aussitôt que possible.

M. Johnson (Bagot) demande s'il aura la permission de lui répondre. Le premier ministre, dit-il, a-t-il fait parvenir au premier ministre de Terre-Neuve une communication lui demandant de rétablir les faits?

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): J'ai envoyé un télégramme à M. Smallwood pour lui demander le texte du discours du trône, car je n'aime pas faire de commentaires avant d'avoir vu les textes officiels.

M. Johnson (Bagot): Le premier ministre veut-il régler cette question de frontière par des négociations directes de gouvernement à gouvernement ou s'il a l'intention de remettre la décision à cette Chambre par une loi?

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Je viens de vous faire part des entretiens que j'ai eus avec M. Smallwood. Quant aux décisions du gouvernement, elles vous seront annoncées en temps et lieu. Quand une décision aura été prise, elle sera communiquée à la Chambre.

Questions et réponses orales:

Retards dans le dépôt des rapports

M. Johnson (Bagot) se plaint qu'après 15 jours de session, il reste encore plus d'une quinzaine de rapports qui n'ont pas été déposés en Chambre par les divers ministères et organismes gouvernementaux. Sous l'Union nationale, dit-il, la session commençait à l'automne, mais, cette année, elle a commencé après la période des fêtes, ce qui donnait près de deux mois aux intéressés pour terminer les rapports et les présenter dès le début de la session, ce qui n'a pas été fait.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): La situation est mieux que jamais et l'ancien gouvernement ne déposait pas de rapports.

L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice): L'opposition, sous l'ancien gouvernement, commençait à se plaindre 15 jours avant la fin de la session parce

qu'on savait que c'était inutile d'exiger les rapports avant cela.

Adresse en réponse au discours du trône

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat ajourné mercredi le 24 janvier, sur la motion proposée par le député de Chambly (M. Laporte) dont elle a été saisie mercredi le 10 janvier courant: Que l'adresse suivante soit présentée à l'honorable lieutenant-gouverneur:

À l'honorable Monsieur
le lieutenant-gouverneur
de la province de Québec,

Nous, les membres de l'Assemblée législative du Québec, réunis en session, vous prions de bien vouloir agréer, avec l'assurance de notre fidélité à Sa Majesté, nos humbles remerciements pour le discours qu'il vous a plu de prononcer, afin de faire connaître les motifs de la convocation des Chambres.

M. Lechasseur (Verchères) annonce la formation d'un conseil économique dans son comté. L'organisme a comme mission principale, dit-il, de trouver les mesures susceptibles d'assurer l'expansion économique de la région. Il (M. Lechasseur) offre la collaboration de tous les hommes d'affaires du comté au ministre de l'Industrie et du Commerce (l'honorable M. Rousseau).

M. Riendeau (Napierville-Laprairie) reproche au ministre de l'Agriculture⁷ (l'honorable M. Courcy) d'avoir parlé, mardi le 23 janvier, comme organisateur politique plutôt que comme ministre. Il attaque le ministre de l'Agriculture qui ridiculise la politique agricole de l'Union nationale et pour l'avoir appelé le champ de bataille du parti. Le gouvernement de l'Union nationale, dit-il, a toujours placé l'agriculture au premier rang de ses préoccupations. Il a eu raison, et c'est grâce au crédit agricole si le cultivateur a été sauvé de la faillite.

Il accuse le ministre de l'Agriculture d'immobilisme et d'entraver la loi qu'il a lui-même adoptée. Il reproche au gouvernement de n'avoir pas convoqué de session d'urgence pour résoudre le problème d'insuffisance financière qui empêchait de verser des prêts en vertu du crédit agricole. Les libéraux, dit-il, ont tellement bouleversé l'agriculture que les cultivateurs ne sont pas protégés et, en fin de compte, ils désertent les fermes pour aller chercher fortune ailleurs.

Le cultivateur, ce grand oublié dont parlait le programme du Parti libéral, avant le 22 juin 1960, est bel et bien devenu le grand oublié de la province depuis l'avènement au pouvoir du régime libéral. Pourtant, rien n'a été fait pour remplir les promesses faites. Le régime libéral s'est hâté de saboter la loi du crédit agricole et de diminuer le budget de l'Agriculture de \$5,000,000. Grand oublié, le cultivateur, oui... sous l'administration libérale... Aucun fonctionnaire, selon la loi passée l'an dernier, ne pouvait bénéficier du prêt agricole. Pourtant, j'en connais deux qui ont reçu l'un \$10,000 et l'autre, \$6,000.

Grand oublié, dit-il, le cultivateur, quand le Parti libéral, au lieu d'apporter des mesures nouvelles, fait de la politique sur le dos de l'agriculture avec le prêt agricole aux fils de cultivateurs, en guise de représailles pour activités politiques.

L'honorable M. Courcy (Abitibi-Ouest): Qu'on ait le courage de les nommer!

M. l'Orateur rappelle les députés à l'ordre et reproche au député de Napierville-Laprairie (M. Riendeau) d'imputer des motifs inadmissibles au ministre (l'honorable M. Courcy).

Des députés de l'opposition: Ce n'est pas le ministre, mais la Fédération libérale.

M. Riendeau (Napierville-Laprairie): Grand oublié, le cultivateur, quand le Parti libéral ne donne qu'une moitié de ministre à l'Agriculture et réunit le ministère de la Colonisation et de l'Agriculture⁸, alors qu'il y a déjà trop de travail pour un seul ministre à s'occuper uniquement de l'Agriculture. Le gouvernement actuel ne peut pas rendre justice aux problèmes agricoles de la province, lorsque son ministre de l'Agriculture doit agir à la fois comme ministre de l'Agriculture et de la Colonisation. Sous l'administration de l'Union nationale de feu Maurice Duplessis, il y avait trois hommes essentiels au ministère et, avec ce système, l'agriculture qui est à la base de l'économie de la province était florissante.

Grand oublié, le cultivateur, quand le Parti libéral refuse le prêt agricole aux véritables cultivateurs et le donne à des fonctionnaires qui ne sont pas d'authentiques cultivateurs. Grand oublié, le cultivateur, quand le Parti libéral refuse de voter des crédits supplémentaires à l'Office du crédit agricole, bien que 254 cultivateurs à qui on a promis un prêt se font dire aujourd'hui qu'ils ne peuvent pas l'obtenir parce que le gouvernement n'a pas d'argent. Il manque actuellement \$3,270,000 au gouvernement pour

remplir les obligations de l'Office du crédit agricole pendant qu'il (le crédit agricole) a suspendu ses prêts depuis le mois d'octobre, faute de fonds.

Le gouvernement n'a pas d'argent pour les cultivateurs, mais il peut en trouver pour caser les amis du gouvernement à la présidence de diverses commissions ou encore pour organiser un voyage d'agrément à Paris⁹, au lieu de s'occuper des problèmes agricoles légitimes et urgents de la province.

Grand oublié, le cultivateur, quand le Parti libéral se dit incapable de payer à une foule de cultivateurs les octrois pour les engrais auxquels ils ont droit. La seule consolation que puisse avoir le cultivateur, c'est de faire du premier ministre (l'honorable M. Lesage) le grand oublié lors des prochaines élections générales. Grand oublié, le cultivateur, quand l'Union nationale a fait voter des crédits de plus de \$200,000,000? Grand oublié, le cultivateur, quand l'Union nationale a créé pour lui l'Office d'électrification rurale et consacré \$35,000,000 à cette œuvre? Grand oublié, le cultivateur, quand l'Union nationale a fait drainer et creuser plus de 1,800 cours d'eau, au coût de \$80,500,000? Grand oublié, le cultivateur, quand l'Union nationale a accordé des octrois aux municipalités pour faire nettoyer 1,460 petits et moyens cours d'eau? L'Union nationale n'a donc pas oublié le cultivateur.

Le gouvernement libéral se vante d'avoir obtenu une production record à la raffinerie de betterave à sucre de Saint-Hilaire, au cours de l'année dernière. Le ministre de l'Agriculture a déclaré en Chambre, il y a quelque temps, que la production avait atteint 113,000 tonnes, en 1961, et que c'était là le chiffre le plus élevé jamais atteint. En 1950, la production avait été de 138,000 tonnes. Mais le gouvernement de l'Union nationale n'a pas claironné sur tous les toits que ce chiffre record avait été atteint grâce au gouvernement. Notre ministre de l'Agriculture savait que les conditions atmosphériques avaient été favorables, en 1950.

Cependant, le ministre de l'Agriculture et de la Colonisation (l'honorable M. Courcy), lui, croit que c'est le gouvernement libéral qui a fait pousser les betteraves. Il ne se rend même pas compte que les conditions atmosphériques ont été excellentes, en 1961, et que c'est la température, et non le gouvernement du premier ministre, qui a permis cette production de 113,000 tonnes dont il se vante.

Dans l'industrie laitière, l'augmentation des revenus fut de \$4,000,000. Mais, s'il avait fallu que disparaisse le prix de soutien fédéral, ces surplus seraient disparus noyés dans la margarine que l'on vend partout.

De 1944 à 1959, le revenu du cultivateur québécois a augmenté continuellement, passant de \$213,000,000, en 1944, à \$420,000,000, en 1959. Mais ce fut à cause de l'essor économique donné à la province par l'Union nationale, grâce également au prêt agricole, au drainage des terres, etc. Le succès du cultivateur repose exclusivement sur la vente profitable de ses produits. Il (M. Riendeau) demande au gouvernement de travailler à augmenter les marchés mis à la disposition de l'agriculteur pour l'écoulement de ses produits.

De 1958 à 1959, dit-il, plus de \$10,000,000 ont été mis de côté pour aider les fils des cultivateurs. Cette somme devait être distribuée en versements annuels sur une période de cinq ans. Les augmentations de la taxe scolaire dans les régions rurales sont loin d'aider les cultivateurs de quelque façon.

Il (M. Riendeau) dit qu'il veut passer à une autre partie de son discours et attaquer le gouvernement relativement au patronage dans la voirie et les travaux publics...

M. l'Orateur dit au député de Napierville-Laprairie (M. Riendeau) que son temps est expiré¹⁰.

M. Parent (Hull) expose plusieurs projets pour améliorer la voirie, l'éducation et les conditions économiques de son comté. Il (M. Parent) s'attend à ce que la construction du pont interprovincial entre Hull et Ottawa débute en octobre. Les plans sont présentement à l'étude dans la Vieille Capitale, dit-il. Dans le domaine des édifices publics, le comté de Hull n'a pas été favorisé sous l'ancien gouvernement.

M. Gabias (Trois-Rivières): Vous commencez à être expert dans ce domaine.

M. Parent (Hull): Si vous voulez en parler, on va en parler. L'été dernier, des plans avaient été préparés pour construire un édifice devant abriter la sous-division de la Sûreté provinciale de Hull. L'immeuble fut construit par les frères Bourque¹¹, à un taux meilleur marché que l'Union nationale payait pour ses locations. Au bureau des licences, le prix de location était de \$3.42 du pied carré. L'engagement qui avait été pris pour la location de l'édifice des frères Bourque était de \$2.77 du pied carré. Au moment de signer le contrat, le ministère des Travaux publics trouva plus convenable d'acheter plutôt que de louer.

L'immeuble a été acheté par le ministère des Travaux publics, au prix de l'évaluation faite par un architecte et un ingénieur du ministère. En 1955-

1956, il y a eu une réfection intérieure du palais de justice de cette ville. Elle a coûté \$59,125. C'était sous l'Union nationale. Le coût de la réfection représentante \$1.216 du pied cube. Pour le même prix, nous avons acheté un édifice.

M. Caron (Maskinongé): Est-ce qu'on a demandé des soumissions?

M. Parent (Hull): Il y avait un engagement pour la location. Il ne pouvait être question de soumissions. La transaction comprenait l'édifice de la Sûreté provinciale et un édifice adjacent. Il y a 330,000 pieds cubes ou 30,234 pieds carrés. L'édifice est en béton et en brique, et le coût d'acquisition, y compris les cellules et le terrain de stationnement, est de \$1.21 le pied cube ou de \$13.23 du pied carré.

M. Johnson (Bagot): Le député devrait dire que l'un des facteurs qui ont déterminé le prix, c'est la location, et que le prix fut fixé par le gouvernement du temps de l'autre ministre.

M. Parent (Hull): Le prix de l'édifice ainsi acheté s'établit à \$475,000.

M. Johnson (Bagot): Le député me permet-il une question?

M. Parent (Hull): Oui.

M. Johnson (Bagot): Le député de Hull peut-il affirmer de son siège que la compagnie des frères Bourque n'a pas fait plus de \$20,000 de profit? Et combien l'immeuble a-t-il coûté aux frères Bourque?

M. Parent (Hull): Je ne puis vous le dire, car je suis le comptable vérificateur de cette compagnie de construction et que je suis lié par mon serment d'office. Je ne peux violer le secret professionnel. La question n'est pas de savoir s'il y a eu bénéfice ou non. Il s'agit de savoir si le prix payé est conforme, et je dis qu'il l'est lorsque je constate qu'une réfection intérieure, au palais de justice, a coûté \$1.21 le pied cube.

On pourrait parler d'un terrain en pleine rue principale, qui fut cédé à la veille de l'émission du bref d'élection en 1960. Un terrain de \$50,000 fut cédé à des amis de l'Union nationale pour \$1, avec le résultat qu'aujourd'hui le procureur général (l'honorable M. Lapalme) aurait besoin d'agrandir le palais de justice et ne le peut pas.

M. Johnson (Bagot): Il peut exproprier.

M. Parent (Hull): Il y a des servitudes.

M. Johnson (Bagot): Ça peut s'exproprier quand même.

M. Parent (Hull) énumère les besoins économiques de la région de l'Ouest du Québec. Depuis la venue au pouvoir du Parti libéral, dit-il, on commence une planification, dans les domaines forestier et touristique. Il (M. Parent) se plaint que des entrepreneurs de l'Ontario venaient soumissionner dans le Québec. Heureusement, dit-il, cette situation s'est améliorée depuis les décisions prises par le ministère du Revenu de la province.

L'Union nationale a fait de grandes choses dans le domaine de l'éducation! Dans le comté de Hull où il y avait 15,000 étudiants, aucun collège classique n'avait été ouvert jusqu'en 1960, l'Union nationale obligeant pratiquement les enfants canadiens-français à fréquenter les institutions ontariennes.

Pour réparer les négligences de 15 années, le gouvernement libéral doit tout faire aujourd'hui. Il y a aussi un plan régional de voirie. L'heure est venue d'établir un plan d'ensemble pour fournir à Hull et à la région les écoles nécessaires pour permettre aux élèves de faire les cours d'immatriculation dans le Québec. À l'heure actuelle, environ 2,000 élèves suivent des cours en Ontario. Grâce à un plan d'ensemble, d'une cité étudiante, la jeunesse de l'ouest de la province pourra faire les premières années universitaires dans leur région.

L'Union nationale a agi au petit bonheur dans les domaines de l'éducation et de la voirie, tout au moins dans mon comté. Celle-ci se préoccupait à faire de l'argent, dans mon comté, pour alimenter la caisse électorale.

M. Gabias (Trois-Rivières): Des exemples de patronage!

M. Parent (Hull): Je vais en donner. La construction de l'école Saint-Marc, à Aylmer. Entrepreneur: Grégoire Perreault, de Joliette. La construction de cette école a coûté énormément cher, uniquement parce que l'administration précédente avait octroyé le contrat sur invitation plutôt que par demande de soumissions publiques. Il (M. Parent) parle de produire des statistiques pour montrer que l'Union nationale a favorisé des entrepreneurs qui ont fait des profits importants en érigeant des écoles à ces endroits.

M. Laberge (Châteauguay): C'était la commission scolaire ou le gouvernement qui avait accordé le contrat?

M. Johnson (Bagot): Les contrats pour la construction d'écoles étaient accordés par la commission scolaire et non par le député, le parti, ni par le gouvernement.

M. Parent (Hull): Ce n'était pas le gouvernement de l'Union nationale, mais plutôt la commission scolaire et les commissaires d'écoles de la cité d'Aylmer qui avaient octroyé le contrat. Mais la Commission scolaire d'Aylmer était sous le contrôle du député de Gatineau (M. Desjardins).

M. Johnson (Bagot): Je ne crois pas qu'il soit de la compétence d'un député de cette Chambre de discuter de l'honnêteté ou de l'allégeance de l'une ou de l'autre des commissions scolaires de la province. Si nous acceptons pareilles assertions, nous pourrions discuter de toutes les commissions scolaires de la province, à tour de rôle, et nous n'en finirons plus. La Chambre n'en finirait plus de discuter des sujets semblables, à savoir si tel ou tel député a influencé la commission. Un député n'a pas le droit d'attaquer des commissaires d'écoles qui ne peuvent se défendre en Chambre.

Il (M. Johnson) invite l'Orateur à se prononcer.

Décisions de l'Orateur:

Remarques ne constituant pas une attaque

M. l'Orateur¹² décide que les paroles prononcées par le député de Hull (M. Parent) sont dans l'ordre, qu'elles comportent des affirmations susceptibles d'être contredites au cours du présent débat et qu'elles ne constituent aucune attaque contre la Chambre ou l'un de ses membres. Il ne s'agit pas là, dit-il, d'un point d'ordre.

M. Parent (Hull) se lève pour poursuivre son discours.

M. Johnson (Bagot): J'en appelle de la décision de M. l'Orateur.

La question: "La décision de l'Orateur sera-t-elle maintenue?" est mise aux voix et la Chambre se divise¹³. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Arsenault, Binette, Blank, Boulais, Brousseau, Brown, Castonguay, Cliche, Coiteux (Duplessis), Coiteux (L'Assomption), Collard, Courcy, Couturier, Dionne, Earl, Gérin-Lajoie, Hamel (Iberville), Hamel (Saint-Maurice), Harvey, Jourdain, Mme Kirkland-Casgrain, MM. Lafrance, Lalonde, Lambert, Laporte, Laroche, Lavoie, Lechasseur, Lemieux, Lesage, Levesque (Bonaventure), Lévesque (Montréal-Laurier), Lizotte, Maheux, Meunier, Morissette, O'Reilly, Ouimet, Parent, Pinard, Plourde (Roberval), Rousseau, Roy (Lévis), Saint-Pierre, Turpin, Vaillancourt, 46.

Contre: MM. Bellemare, Bertrand (Missisquoi), Boudreau, Caron, Charbonneau, Cloutier, Custeau, Desjardins, Dozois, Ducharme, Élie, Gabias, Gosselin, Guillemette, Hébert, Johnson, Laberge, Lafontaine, Langlais, Larouche, Lavallée, Maltais, Plourde (Kamouraska), Pouliot, Prévost, Raymond, Riendeau, Roy (Nicolet), Russell, Somerville, Talbot, Thibault, Tremblay, 34.

Députés pairés: M. Bertrand (Terrebonne) déclare qu'il n'a pas voté parce qu'il s'est pairé avec M. Cottingham, mais que, s'il avait voté, il aurait donné son vote en faveur du maintien de la décision de M. l'Orateur.

Ainsi, la décision de M. l'Orateur est, en conséquence, maintenue.

Le débat se poursuit sur l'adresse.

M. Parent (Hull) accuse le député de Gatineau (M. Desjardins) d'avoir obligé les commissions scolaires et les hôteliers de son comté à prendre leurs assurances de lui, sous peine de représailles.

M. Johnson (Bagot): Si le député de Hull était au courant de la procédure parlementaire, il saurait qu'on n'a pas le droit d'accuser comme ça un député en Chambre. Il y a toute une procédure établie qui doit guider un parlementaire digne de ce nom, quand il a une accusation précise à loger contre un député. Lorsqu'un député croit honnêtement qu'il est en droit d'accuser un autre député, il lui faut déposer un avis de motion détaillant l'accusation qu'il porte contre son collègue. Le député de Hull n'en a rien fait. Il s'est borné à lancer des accusations à l'adresse du député de Gatineau (M. Desjardins), sans apporter la moindre preuve contre lui.

À titre de chef de l'opposition, il est de mon devoir d'exiger que le député de Hull dépose une motion ou qu'il retire ses paroles. Et, toujours à titre de chef de l'opposition, j'entends remplir mon devoir

qui est de prévenir tous les membres de la Chambre que, s'ils ont des accusations à porter contre quelque député que ce soit, de soumettre sans délai un avis de motion en bonne et due forme pour que justice soit rendue. Sinon, que les députés cessent de lancer ainsi des accusations à tort et à travers. Et que le député de Hull (M. Parent), en particulier, dépose un avis de motion ou retire ses paroles.

M. Parent (Hull): Je ne retire rien!

M. Johnson (Bagot): (À l'Orateur)¹⁴ Qu'il (M. Parent) dépose un avis de motion ou qu'il retire ses paroles. Qu'il se plie aux règlements de la Chambre.

M. Parent (Hull): Je retire mes paroles. Lorsque les libéraux sont arrivés au pouvoir en 1960, le contrat de l'école avait été accordé. La commission scolaire avait offert un contrat de \$433,000 à la firme Grégoire Perreault pour l'école Saint-Marc à Aylmer. Après les élections, lorsque la commission scolaire a reconsidéré le contrat et a demandé des soumissions, le contrat, cette fois, fut accordé à un autre contracteur. La soumission la plus basse était de \$316,000. Ainsi, on a sauvé la somme de \$117,000 sur le prix d'exécution des travaux comparativement au prix initial.

M. Johnson (Bagot): Les dernières soumissions n'avaient pas été prises sur les mêmes plans et devis.

M. Parent (Hull): Il s'agissait des mêmes plans, des mêmes devis et de la même école.

M. Johnson (Bagot) propose que soient notées par le greffier¹⁵ les paroles: "Ce sont les mêmes plans et les mêmes devis pour la même école", prononcées par le député de Hull (M. Parent) alors qu'il s'était référé à une certaine école à Aylmer, dans le comté de Gatineau.

Adopté.

M. Parent (Hull): Sous l'Union nationale, dans le comté de Gatineau, la construction des écoles coûtait 25 % de plus. Cet argent, s'il avait été mieux utilisé, aurait permis de construire d'autres écoles adéquates, et aujourd'hui il n'y aurait pas ces 2,000 élèves du Québec qui doivent fréquenter des écoles des autres provinces limitrophes.

M. Tremblay (Maisonneuve) s'en prend au manque d'égards manifesté par le premier ministre

envers la mémoire de M. Duplessis¹⁶. Quoi qu'en pense le premier ministre (l'honorable M. Lesage) actuel, dit-il, lorsqu'il discourt sur le duplessisme, il parle d'une doctrine encore bien vivante dans la province de Québec. Ce n'est pas le produit d'une génération spontanée. Cette doctrine est née des aspirations profondes du peuple québécois. Elle a été la cristallisation d'une flambée nationaliste qui a parcouru toute la province, il y a un quart de siècle, et qui, loin de s'éteindre, ne fait que grandir. Duplessis fut un homme profondément humain, et il est mort pauvre parce qu'il donnait tout ce qu'il possédait. Les petits défauts que pouvait avoir M. Duplessis seront vite oubliés.

Ce que retiendra l'histoire, c'est l'œuvre immense qu'il a accomplie pendant les 23 ans qu'il a dirigé le parti. Déjà, certains qui le critiquaient hier commencent à réviser leur jugement. Ils disent, par exemple, que jamais les neutralisants, les anticléricaux et les athées n'ont osé se produire au grand jour quand M. Duplessis vivait. Devant cet homme aux convictions ardentes, l'erreur se taisait. C'est qu'avec lui il n'y avait pas de compromis possible quand il s'agissait des valeurs essentielles. Mais, depuis le 22 juin 1960, l'erreur a levé la tête. En fait, dans le Parti libéral, il y a toujours eu une aile radicale. Je ne dis pas que tous nos adversaires sont des anticléricaux ou des athées. Je dis, et j'en suis fier, que tous les athées et les anticléricaux sont des adversaires de l'Union nationale. Ce ne doit pas être totalement l'effet du hasard.

Duplessis a été calomnié¹⁷. Il avait plusieurs petits défauts, comme toute personne, mais il avait du cœur. Il est mort à la tâche et il a laissé un héritage de dignité et de travail. Son dernier effort visait à combattre la centralisation du gouvernement fédéral. Duplessis n'a jamais été battu; pourtant, son monument traîne dans une quelconque chambre forte. Le défunt premier ministre ne sera pas oublié si facilement. Pour l'effacer, il faudrait, entre autres, détruire des centaines d'écoles partout dans la province et brûler des milliers de drapeaux fleurdelisés, le drapeau que Duplessis a donné à la province.

Il est temps que le Parti libéral mette fin à sa haine pour un homme qui fut parfois cruel pour ses adversaires, mais qui ne les considérait pas moins comme des associés à part entière dans la tâche exaltante de bâtir la province de Québec. Le gouvernement actuel devrait respecter un désir et un ordre de la Chambre de l'administration Sauvé, en faisant ériger un monument à la mémoire de Maurice Le Noblet Duplessis, fondateur de l'Union nationale, il y a 25 ans, en 1961.

Je demande donc au gouvernement actuel de poser un acte tangible de noblesse. Je lui demande de rendre à la vénération de la grande majorité de la population de cette province le monument de Duplessis, caché de la vue du public dans une voûte scellée du Musée provincial. Et je lui demande en outre de l'ériger à un endroit approprié en face du Parlement, dans la cité de Québec, comme l'exige la loi qui fut adoptée à ce sujet au lendemain de sa mort.

Maurice Duplessis dénonçait la bureaucratie, solidement mise en selle par MM. King¹⁸ et Saint-Laurent¹⁹, en disant qu'elle est la belle-mère de la centralisation. Si plusieurs jugent aujourd'hui que la Confédération a abouti à un fiasco, c'est parce qu'à Ottawa des gouvernements n'ont jamais voulu l'appliquer intégralement. Ces gouvernements ont toujours cherché à gruger nos droits fiscaux et les domaines législatifs réservés aux provinces.

Il (M. Tremblay) dit que jamais son parti n'échangera des droits constitutionnels pour des subsides fédéraux. Il ne tolérera jamais non plus, dit-il, que le gouvernement fédéral se mêle des questions relevant de la juridiction provinciale. Au rythme actuel, il faudra un temps très long pour que la province de Québec accède à son indépendance économique, et encore plus pour atteindre sa souveraineté politique.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)

fait observer au député de Maisonneuve qu'il s'est trompé en citant un vers de la *Légende d'un siècle* de Victor Hugo. Il a dit "l'œil était tombé" et non "était dans la tombe" et regardait Caïn²⁰.

M. Tremblay (Maisonneuve): C'est un lapsus. (Rires de la Chambre)

S'il fallait compter tous les lapsus que le premier ministre (l'honorable M. Lesage) a eus depuis le début de la session, on n'y comprendrait plus rien. Il (M. Tremblay) invite les séparatistes à se joindre à l'Union nationale, parti complètement dévoué aux intérêts de la nation canadienne-française, exclusivement engagé dans la lutte pour le triomphe de notre souveraineté politique. Il n'existe pas au Québec, hors de l'Union nationale, dit-il, d'autres instruments par lesquels les nationalistes tout comme les séparatistes, les vrais libéraux et les conservateurs authentiques puissent exercer pleinement leur action politique et obtenir plus rapidement la souveraineté à laquelle tous aspirent.

Il (M. Tremblay) relève l'assertion de son chef selon laquelle "les prochaines années pourraient

bien être pour la Confédération les années de la dernière chance". Pour ma part, dit-il, les prochaines années, ce seront les années de la décentralisation ou bien ce seront les années de la séparation. De la séparation, que je vous dis!

(Applaudissements de la Chambre)

Le seul parti capable de défendre les droits des Canadiens français, c'est l'Union nationale. Car c'est le seul parti qui travaille franchement à l'émancipation politique du peuple québécois. Les causes profondes du séparatisme résident dans le dégoût suprême de la population pour la fourberie des bureaucrates d'Ottawa qui étendent leur contrôle sur plusieurs domaines de juridiction provinciale. Ils accaparent le meilleur de nos richesses naturelles. Ils sont maîtres à Radio-Canada. Ils étouffent le bilinguisme et ferment le fonctionnarisme aux Canadiens français. Les Québécois sont irrités et désus de voir la bureaucratie gouverner le pays au détriment de la démocratie. Ils en ont la preuve: c'est que rien ne soit changé après avoir élu 50 députés conservateurs à Ottawa²¹.

L'honorable M. Lafrance (Richmond): Parlez-nous de Dorion!

M. Tremblay (Maisonneuve): Un homme qui incarne la misère ne devrait pas parler en Chambre. Ce qui met le comble à la fureur de nos nationalistes et les pousse au séparatisme, c'est la complaisance béate et la complicité coupable du seul gouvernement de langue française au Canada à l'égard de cette bureaucratie anglo-saxonne. C'est pourquoi la Confédération qui est un pacte sacré entre les deux races court un si grave danger. Le peuple canadien a le choix entre la mort de la bureaucratie ou la mort de la Confédération. La province de Québec recherche d'abord la victoire de la démocratie sur la bureaucratie. Le parti de l'Union nationale est le seul parti provincial pouvant regrouper tous les hommes de bonne foi qui désirent faire triompher la démocratie.

L'Union nationale est maintenant un mouvement politique renouvelé, modernisé, bien organisé et absolument démocratique, dont les structures sont si bien établies qu'elles sont parfaites pour l'action politique de tous les patriotes qui cherchent l'émancipation politique. Plusieurs personnes pensent que la Confédération est un fiasco, un échec total, un cruel désappointement parce que les gouvernements successifs n'y ont jamais adhéré avec sincérité. Ils voulaient nous mettre en ligne avec le reste du pays, nous intégrer entièrement et nous assimiler progressivement. Sur le plan économique,

la victoire décisive du peuple canadien-français ne peut pas être obtenue de la même manière.

À 6 heures, la Chambre suspend ses travaux.

Reprise de la séance à 8 heures

Adresse en réponse au discours du trône

Le débat se poursuit sur l'adresse.

M. Tremblay (Maisonneuve): Pour que la démocratie se développe au Québec, les industries provinciales doivent recevoir notre appui. Des matériaux destinés à des constructions du gouvernement ou à des édifices subventionnés par la province de Québec ont été achetés en Ontario, aux États-Unis et même derrière le rideau de fer. L'industrie de la construction constitue un des grands réservoirs de main-d'œuvre, procure du travail directement à 24,000 personnes et fournit de l'emploi à 30,000 autres. Selon les statistiques d'Ottawa, une somme de \$1,071,287,000 a été dépensée pour la construction dans la province de Québec, en 1961, à laquelle la plomberie, le chauffage et l'électricité auraient contribué pour plus de \$160,000,000. Dans ces domaines, 90 % de toutes les commandes, en 1961, ont été placées directement chez des fabricants de l'Ontario, des États-Unis ou de l'Europe.

C'est donc dire que, durant la seule année 1961, en tenant compte de cette proportion de 90 % des commandes accordées à l'étranger et de 10 % à ceux du Québec, une somme de \$134,605,745 aurait servi à l'importation d'une production étrangère, contre \$16,069,305 accordés à nos producteurs de la province de Québec. Des entreprises du Québec ont été obligées de fermer leurs portes et de mettre à pied des centaines de travailleurs à cause de ces achats faits à l'extérieur de la province.

Cela fait perdre autant à nos industries et n'a pas aidé à solutionner le problème du chômage. Dans un grand nombre de cas, je l'affirme, les ingénieurs et les architectes pourraient et devraient spécifier les produits authentiquement québécois. Il y a dans cet état de choses une cause à l'affaiblissement de notre structure économique. Au lieu de progresser, nous régressons. Dans ce domaine, les ingénieurs à l'emploi du provincial favorisent souvent les industries étrangères.

Pour n'en citer que quelques-uns, disons par exemple que l'on achète pour \$18,000,000 de

contrôles de chauffage dans la province chaque année et que pas un traître sou ne va aux manufacturiers de la province. On achète aussi pour \$18,000,000 de transformateurs chaque année dans la province, mais on ne place que pour \$2,000,000 de commandes dans la province. Ainsi, c'est un fait notoire qu'il n'a pas été installé une fixture électrique fabriquée au Québec dans les nouveaux pavillons des sciences pures et des sciences appliquées, à l'Université Laval, édifices qui coûteront plus de \$20,000,000 à notre population.

Dans une liste détaillée de 16 contrats de chauffage pour hôpitaux, écoles, instituts familiaux et foyers pour vieillards accordés au cours des 12 derniers mois, pour une somme de \$300,000, deux contrats seulement ont été octroyés à des maisons québécoises, le reste favorisant des fournisseurs de Toronto. Il (M. Tremblay) accuse le gouvernement libéral de ne pas exiger des produits québécois dans les spécifications qui accompagnent les plans et devis de construction dépendant de la province. Nos professionnels dans ce domaine, dit-il, doivent porter une large part de responsabilités, car tant et aussi longtemps que nos ingénieurs et nos architectes s'obstineront à spécifier dans leurs contrats des accessoires fabriqués à l'étranger, nous continuerons à subir notre colonialisme économique.

(Applaudissements à droite)

Les ingénieurs et les architectes qui travaillent pour des projets du gouvernement reçoivent souvent la consigne d'acheter auprès des grandes entreprises ontariennes qui contribuent régulièrement au Parti libéral fédéral...

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) proteste.

M. Tremblay (Maisonnette) dit plusieurs fois qu'il retire ses paroles.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Le Conseil des ministres a décidé, l'an dernier, d'obliger les entrepreneurs à acheter en premier lieu des matériaux provenant de la province de Québec. Dans l'impossibilité de se procurer ces matériaux, comme la chose arrive parfois, les entrepreneurs doivent ensuite acheter des matériaux canadiens. Les ingénieurs et les architectes reçoivent la consigne d'acheter des produits du Québec, à moins qu'il n'y ait une différence de plus de 10 % entre le coût des produits du Québec et celui de ceux des autres provinces ou de 15 % entre le coût des produits du Québec et de ceux de l'extérieur du Canada. C'est

une règle qui ne souffre pas d'exceptions. Jamais le gouvernement ne spécifiait les noms de fabricants dans les plans et devis qu'il soumettait.

M. Tremblay (Maisonnette): Nous avions l'habitude de répéter, dans le passé: Duplessis donnait à sa province²²; les libéraux, eux, donnent à l'étranger. Cette vérité devient de plus en plus évidente sous le régime actuel. En vérité, je le demande publiquement, que fait le gouvernement libéral pour aider la population à établir solidement les assises d'un empire à caractère essentiellement québécois?

C'est le devoir impérieux de tous les membres du gouvernement provincial, de tous les membres de nos conseils de ville et de nos commissions scolaires, de nos administrateurs d'hôpitaux et de maisons d'enseignement de signifier l'ordre formel à leurs architectes et ingénieurs d'accorder la priorité à nos produits québécois. Je dirais même que cette pratique devrait être suivie lorsque le produit est légèrement plus cher, pourvu qu'il soit fabriqué dans notre province.

Les Québécois doivent encourager les leurs même si ça coûte plus cher. Cette remarque vaut pour le gouvernement. C'est de cette façon que nous permettrons à nos manufacturiers de mieux concurrencer ceux de l'extérieur et, en fin de compte, de nous procurer de la marchandise à meilleur prix. Acheter au Québec encourage l'industrie du Québec. C'est là le seul bon patronage, le seul vrai patronage qui devrait se pratiquer dans la province de Québec. Celui qui consiste à toujours favoriser une maison du Québec avant toute autre compagnie de l'Ontario, des États-Unis ou de l'Europe.

Il (M. Tremblay) fait l'éloge du député de Montréal-Laurier (l'honorable M. Lévesque) à qui il prédit un brillant avenir.

L'honorable M. Lévesque (Montréal-Laurier): Cessez de parler de moi, vous me compromettez.

Le débat est suspendu.

Messages du lieutenant-gouverneur:

Budget supplémentaire 1961-1962 (2)

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) transmet à M. l'Orateur un message de l'honorable lieutenant-gouverneur de la province.

M. l'Orateur lit ledit message comme suit:

Paul Comtois, l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, transmet à l'Assemblée législative le budget supplémentaire 1961-1962 (2) des dépenses pour l'année financière se terminant le 31 mars 1962, conformément aux dispositions de l'article 54 de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, 1867, et recommande ce budget à la considération de la Chambre.

Hôtel du Gouvernement
Québec, le 25 janvier 1962
(Document de la session no 2)

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) propose que le message de l'honorable lieutenant-gouverneur soit renvoyé au comité des subsides, avec le budget supplémentaire qui l'accompagne.

J'ai l'intention, dit-il, de proposer à la Chambre l'étude de ce budget supplémentaire dès que le débat sur le discours du trône sera terminé. Je crois que ce sera la première fois en 20 ans qu'un budget supplémentaire sera étudié item par item. Les budgets supplémentaires sont habituellement adoptés globalement.

Donc, je présente le budget supplémentaire des dépenses et je propose qu'il soit adopté sans discussion pour l'instant.

La motion est adoptée.

M. Johnson (Bagot): Cette année, l'opposition, dont c'est le rôle de veiller sur les fonds publics, n'approuvera les items du budget supplémentaire qu'après avoir pris connaissance de leur destination en comité des subsides. L'opposition a décidé de discuter le budget supplémentaire article par article, sans entrer toutefois dans les détails, mais simplement pour obtenir certains renseignements généraux ou spécifiques de certains ministères sur les postes les plus importants.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) accepte.

Adresse en réponse au discours du trône

Le débat se poursuit sur l'adresse.

M. Boulais (Rouville) se dit convaincu que la création de la Société générale de financement réussira et que ce sont les membres du gouvernement actuel, conseillés par un Conseil d'orientation économique, qui auront le mérite de la réalisation. Cette Société aidera l'agriculture dans la province de Québec, dit-il. Lorsque le Parti libéral a obtenu le pouvoir en juin 1960, il y avait un manque de contrôle quasi total sur les produits agricoles. Le gouvernement libéral a adapté le crédit agricole aux conditions existantes en faisant passer le maximum de \$10,000 à \$15,000, tout en établissant un crédit pour aider les jeunes agriculteurs et pour permettre l'automatisation de l'agriculture.

L'agriculture a besoin d'être consolidée au niveau de la ferme, au niveau paroissial ou municipal, et au niveau régional et provincial, mais surtout en gardant son caractère familial. Ce travail incombe aux différents ministères en collaboration avec l'aide des producteurs, des associations professionnelles et coopératives. Une nouvelle réglementation sera approuvée incessamment concernant les sous-produits de la pomme²³. Une étude sérieuse a été entreprise par le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Courcy) et des conclusions pratiques en sortiront.

L'honorable M. Courcy (Abitibi-Ouest):
Tais-toi, François²⁴!

M. Boulais (Rouville): Le séparatisme est une réaction au nouvel esprit d'entreprise de la province. Les choses bougent au Québec et je pense que nous pouvons en être fiers.

M. Caron (Maskinongé): Le député de Hull (M. Parent) a révélé lors d'une conférence de presse, il y a plusieurs mois, que les profits réalisés par l'entreprise des frères Bourque, à la suite de la vente au gouvernement provincial du quartier général de la police provinciale de Hull, n'avaient pas dépassé 6 % du prix de vente après avoir payé l'impôt sur le revenu, et 4 % après avoir payé d'autres taxes. Je laisse la Chambre juger des scrupules professionnels du député de Hull.

Depuis que le Parti libéral a obtenu le pouvoir en 1960, la province s'est éloignée des lignes traditionnelles établies par l'ancien gouvernement de l'Union nationale. Il (M. Caron) cite le ministre des Richesses naturelles (l'honorable M. Lévesque) qui a dit que le vent de la liberté soufflait sur la province depuis le 22 juin 1960, et il souligne que l'évêque Panico, un délégué apostolique au Canada, avait

admiré, en 1957, la belle collaboration qui existait entre l'État et l'Église au Québec.

Le ministre des Richesses naturelles (l'honorable M. Lévesque, Montréal-Laurier), dit-il, a dit que les choses changeaient maintenant au Québec. Mais est-ce qu'il faut toujours se réjouir parce que ça bouge? Comme tout ce qui brille n'est pas or, tout ce qui bouge n'est pas nécessairement productif. Si quelqu'un souffre du mal de Parkinson, il bouge continuellement. Mais le fait qu'il bouge continuellement n'est pas un signe de progrès, bien au contraire. C'est un signe de mauvaise santé. Est-ce que la bougeotte du régime libéral ne serait pas par hasard une maladie de Parkinson politique?

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Êtes-vous en train de parler de vos chefs à Ottawa?

M. Caron (Maskinongé) cite un article publié dans une revue religieuse, en janvier 1961, dans lequel il est écrit que, depuis quelques mois, un raz de marée laïque déferle sur la province de Québec.

(Protestations à droite)

Il accuse les députés libéraux de rire de la revue religieuse. Les journaux et les hebdomadaires sont alarmés, dit-il.

Des députés ministériels soulignent au député de Maskinongé (M. Caron) que, dans un article publié récemment dans un journal de Toronto, il était écrit que les prêtres protestants pouvaient maintenant visiter les résidences du Québec sans craindre d'être emprisonnés, comme c'était le cas sous le gouvernement de l'Union nationale.

M. Caron (Maskinongé): Si on juge une administration à son bilan, comme l'a affirmé le député de Chambly (M. Laporte) en proposant l'adoption de l'adresse en réponse au discours du trône²⁵, celle de l'Union nationale fut l'une des meilleures qui aient gouverné la province. Le député de Chambly a énoncé une théorie qui m'a particulièrement frappé, dit-il, en disant que, pour apprécier la valeur d'une administration, il suffit d'en tirer le bilan. D'un côté, on met l'actif et, de l'autre, le passif. Et le député de Chambly a dit que plus l'actif est supérieur au passif, plus on est en mesure de déclarer que l'administration a été bonne.

Le député de Chambly a établi le bilan de 16 mois d'administration libérale et fait faire un effort mortel à la vérité en tirant des conclusions favorables. Si on admet que cette théorie est bonne, on doit admettre également la même théorie pour

apprécier 16 ans d'administration de l'Union nationale et, si on tire un bilan, on est forcé d'en conclure que l'actif dépasse de beaucoup le passif. Si on prend en particulier séparément quelques domaines, quels qu'ils soient, on constatera un progrès énorme de 1944 à 1960.

J'ai à la mémoire le discours du ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Courcy) qui a tenté d'amoindrir l'administration de l'Union nationale dans le domaine de l'agriculture. Je répondrai au ministre de l'Agriculture par la bouche du premier ministre actuel de la province qui déclarait, le 23 mai 1957, lors de l'ouverture de la campagne fédérale dans le comté de Montmagny-L'Islet, que le revenu des cultivateurs avait triplé de 1944 à 1957. C'était l'Union nationale, si je ne m'abuse, qui administrait la province à ce moment.

Que dire sur un autre sujet très important que l'Union nationale a très bien compris, la santé. Qu'il me suffise de rappeler que, de 1944 à 1960, le gouvernement précédant a construit 100 hôpitaux dans la province de Québec, en a agrandi 75, pour ajouter 32,000 nouveaux lits à la disposition du peuple du Québec. C'est ce qui faisait dire à l'ancien ministre de la Santé, M. Martin²⁶, que c'est dans le Québec qu'on a accusé les progrès les plus marqués dans le domaine de la santé publique. C'est chez les libéraux que je prends mes témoignages.

L'Union nationale n'aurait-elle que le crédit de ce merveilleux développement des richesses naturelles dans le Nord-Ouest du Québec, que déjà elle aurait droit à la reconnaissance éternelle de la population de la province. M. Saint-Laurent lui-même disait que le marché conclu par le gouvernement de l'Union nationale, au sujet de l'exploitation des gisements de minerai de fer dans le Grand Nord, a été tout à l'avantage du pays et que le gouvernement qui l'a conclu mérite des félicitations de la part de tous les citoyens du Canada! J'entendais le député de Chambly dire que l'Union nationale n'avait pas à se glorifier d'avoir mis en valeur les gisements de minerai de fer du Nouveau-Québec parce qu'on y faisait de la prospection depuis 1887²⁷.

Si l'on faisait de la prospection depuis 1867 dans le Nouveau-Québec, les libéraux n'ont pas à s'en vanter car, de 1887 à 1944, la province n'a rien fait pour exploiter les richesses naturelles de cette région et, pourtant, ce sont les libéraux qui ont administré la province presque sans interruption de 1887 à 1944. Et ils n'ont rien fait. Le Parti libéral fut au pouvoir la plupart du temps de 1887 à 1944 et n'a posé aucun geste concret, sinon nous faire perdre une grande partie du Labrador aux mains de Terre-Neuve. C'est l'Union nationale qui a ouvert le

Nouveau-Québec aux développements considérables qu'on y connaît présentement. Nos œuvres au bilan, du côté de l'actif, sont tellement considérables qu'elles sont pour nous qui y avons collaboré, pour nos partisans, pour tous les Canadiens, une source de consolation profonde et de fierté légitime.

Je sais, M. l'Orateur, que, dans votre for intérieur, vous êtes convaincu que je pourrais repasser tout ce que l'administration de l'Union nationale a fait, sans oublier l'éducation qui demeure un des plus beaux fleurons de l'Union nationale. En somme, lorsque l'Union nationale s'est vu confier l'administration de la province en 1944, elle était au dernier rang des provinces de la Confédération. Lorsque l'Union nationale a abandonné le pouvoir en 1960, la province de Québec était passée au premier rang des provinces de la Confédération.

En face de ce bilan, il faut reconnaître que l'Union nationale a administré sagement la province. Et ce ne sont pas les propos des gens d'en face qui y changeront quoi que ce soit. Eux qui veulent tout détruire, tout anéantir, qui grossissent la plus petite erreur jusqu'à la transformer en scandale national, alors que la province prend un virage à gauche, feraient mieux de chercher à bien administrer la province, afin qu'elle présente un bilan plus reluisant que celui qu'elle devra démontrer lorsqu'ils auront été chassés du pouvoir²⁸.

Il (M. Caron) propose, appuyé par le député de Montcalm (M. Tellier), que le débat soit de nouveau ajourné.

Adopté.

Ajournement

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) propose, du consentement unanime, que, lorsqu'elle s'ajournera, la Chambre se trouve ajournée à demain, à dix heures et demie du matin.

Adopté.

La séance est levée à 10 heures.

NOTES

1. Selon *Le Soleil* du 26 janvier 1962, à la page 1, la prochaine législature du Québec comptera

100 députés au lieu des 95 actuellement. Selon le comité, une circonscription électorale moyenne devrait comprendre 52,000 habitants, plus ou moins. Ce comité étudiant la refonte de la carte électorale fut nommé par le gouvernement le 24 décembre 1961 et était présidé par M. Fernand Grenier, géographe. Il était composé de MM. Jean Hamelin, historien; Vincent Lemieux, sociologue; Yves Martin, démographe; André Raynault, économiste, et Harold M. Angelil, sociologue. La dernière refonte de la carte électorale remonte à 1853. La Constitution désigne 12 comtés que l'on ne peut modifier sans l'assentiment majoritaire des députés qui les représentent, dans le but de protéger les minorités anglaises de ces comtés: Pontiac, Ottawa (devenu Hull), Argenteuil, Huntingdon, Missisquoi, Brome, Shefford, Stanstead, Compton, Wolfe-Richmond, Mégantic et Sherbrooke. Ces comtés "protégés" seront abolis à la fin des années 1960.

2. Selon *Le Nouvelliste* du 26 janvier 1962, à la page 2, pendant que les deux chefs discutent du rapport, des exemplaires sont distribués aux députés.

3. Selon *Le Devoir* du 26 janvier 1962, à la page 1, le chef de l'opposition fait référence à MM. Vincent Lemieux et Harold M. Angelil.

4. Le chef de l'opposition fait référence à un article du *Soleil* du 25 janvier 1962, à la page 7, où il est question du discours du trône de Terre-Neuve du 24 janvier 1962, qui traite de l'intérêt des deux provinces de trouver une solution permanente à la question de la frontière du Labrador.

5. Joseph Roberts Smallwood (1900-1991). Premier ministre de Terre-Neuve de 1949 à 1972.

6. Selon *La Presse* du 26 janvier 1962, à la page 9, en 1927, le Conseil privé de Londres décidait que le partage des eaux constituerait la limite entre Québec et le Labrador. Selon *Le Devoir* du 26 janvier, à la page 1, en 1949, deux équipes d'experts du gouvernement fédéral sont revenues du Labrador avec deux interprétations différentes de cette ligne de partage. Aucun gouvernement du Québec, depuis 1927, n'a accepté le jugement du Conseil privé, considérant que la frontière théorique est encore celle de 1912. Cette frontière a posé problème au moment de l'aménagement des ressources du Nouveau-Québec par la société Iron Ore, dans les années 1950, car les gisements de la société chevauchent la frontière. Pour plus d'information sur le sujet, voir: Roger-J.

Bédard, *L'Affaire du Labrador. Anatomie d'une fraude*, Montréal, Éditions du Jour, 1968, 124 pages.

7. M. Courcy est à la fois ministre de l'Agriculture et ministre de la Colonisation. À partir du 1^{er} avril 1962, il sera ministre de l'Agriculture et de la Colonisation, avec la fusion des deux ministères.

8. La fusion des deux ministères sera effective à compter du 14 mars 1962.

9. M. Riendeau fait allusion à l'inauguration de la Maison du Québec à Paris, le 5 octobre 1961.

10. Selon *Le Soleil* du 26 janvier 1962, à la page 2, le discours de M. Riendeau a duré une heure.

11. Selon *Le Nouveau Journal* du 10 novembre 1961, à la page 3, M. Saint-Pierre, en qualité de ministre des Travaux publics, a réalisé pour le compte de la police provinciale un contrat d'achat qui a permis aux frères Édouard Bourque et Bernard-Guy Bourque, neveux du député fédéral d'Outremont, Romuald Bourque, un profit de \$175,000. À la mi-mars 1961, les deux frères avaient acheté un terrain à Hull au coût de \$60,000 et y ont construit un immeuble au coût de \$240,000. Il fut acheté ensuite par le gouvernement, le 28 septembre 1961, à la compagnie Immeubles Laurentiens Ltée, appartenant aux frères Bourque, au coût de \$475,000.

12. En l'absence de M. Hyde, c'est le député de Québec (M. Bédard) qui agit à titre d'Orateur.

13. Selon *Le Soleil* du 26 janvier 1962, à la page 2, "quand la cloche a sonné à 4 h 30 annonçant qu'il y avait un vote, les députés qui étaient en dehors de la Chambre sont accourus précipitamment", notamment plusieurs députés ministériels qui étaient absents, pour voter un quart d'heure plus tard. C'est la première fois que les députés sont appelés à voter depuis le début de la session.

14. Selon *Le Montréal-Matin* du 29 janvier 1962, à la page 10, un journal partisan, M. Johnson a bondi de son siège lorsque le député de Hull (M. Parent) a dit qu'il ne retirait pas ses paroles.

15. *L'Action catholique* du 26 janvier 1962, à la page 1, précise que le greffier est Antoine Lemieux.

16. Selon *The Gazette* du 26 janvier 1962, à la page 4, "Il lit un texte transmis aux membres de la

Tribune de la presse parlementaire par Julien Gauvin, un attaché de presse de l'opposition".

17. Selon *The Montreal Daily Star* du 26 janvier 1962, à la page 25, M. Tremblay parle "en bougeant énergiquement les bras, secouant fortement la tête, ébouriffant sa chevelure grise".

18. William Lyon Mackenzie King (1874-1950). Premier ministre libéral du Canada de 1921 à 1926, de 1926 à 1930 et de 1935 à 1948.

19. Louis Stephen Saint-Laurent (1882-1973). Premier ministre libéral du Canada de 1948 à 1957.

20. *Le Montréal-Matin* du 29 janvier 1962, à la page 10, est le seul journal à avoir fait mention de cet extrait du discours de M. Tremblay alors que tous les autres journaux n'en font pas mention.

21. M. Tremblay fait allusion à l'élection fédérale de 1958 où l'Union nationale a aidé les conservateurs de Diefenbaker à faire élire des députés conservateurs au Québec.

22. M. Tremblay fait allusion au slogan de l'Union nationale lors des élections de 1948 et utilisé contre les libéraux lors des élections de 1952 et 1956: "Les libéraux donnent aux étrangers, Duplessis donne à sa province." Ce slogan fut créé par Joseph-Damas Bégin (1900-1977), organisateur en chef de l'Union nationale, de 1940 à 1960, et ministre de la Colonisation, de 1944 à 1960.

23. Selon *La Presse* du 26 janvier 1962, à la page 1, il s'agirait de la légalisation de la vente du cidre de pomme au Québec.

24. *L'Action catholique* du 3 février 1962, à la page 1, est le seul journal à faire mention de cette interpellation.

25. Le 10 janvier 1962.

26. Paul Joseph James Martin (1903-1992). Député libéral à la Chambre des communes de 1935 à 1968. Il occupe différents postes de ministre dont ceux de secrétaire d'État et de ministre de la Santé nationale et du Bien-être social sous les gouvernements de Mackenzie King et de Saint-Laurent. Leader du gouvernement au Sénat de 1968 à 1974 et haut-commissaire du Canada en Grande-Bretagne, de 1975 à 1979.

27. Date mentionnée par *Le Nouvelliste* du 26 janvier 1962, à la page 2. *Le Temps* du 1^{er} février 1962, à la page 16, mentionne plutôt 1867.

28. Selon *Le Nouvelliste* du 26 janvier 1962, à la page 2, M. Caron parle depuis une demi-heure lorsque 10 heures sonne, interrompant ainsi son discours.

Séance du vendredi 26 janvier 1962

Présidence de l'honorable J. R. Hyde

La séance est ouverte à 10 h 30.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Dépôt de documents:

**Ministère de l'Industrie et du Commerce,
Rapport 1960-1961**

L'honorable M. Rousseau (L'Islet) dépose sur le bureau de la Chambre le rapport du ministre de l'Industrie et du Commerce de la province de Québec, pour l'année finissant le 31 mars 1961. (Document de la session no 38)

**Loi pour diminuer
les dépenses publiques**

L'honorable M. Bertrand (Terrebonne) dépose sur le bureau de la Chambre une copie des arrêtés en conseil, suivant les dispositions de l'article 3 de la loi pour diminuer les dépenses publiques relativement aux bureaux pour les services administratifs du gouvernement (9 George VI, chapitre 8). (Document de la session no 39)

Questions et réponses orales:

Frontières du Labrador

M. Johnson (Bagot) demande au premier ministre (l'honorable M. Lesage) s'il est en possession d'une copie officielle du discours du trône de Terre-Neuve comme il l'avait demandé¹. Le premier ministre a déclaré mardi dernier, à l'Assemblée législative, que la question n'était pas urgente. Il s'agit d'une question vitale; j'exige que le premier ministre clarifie cette question, dit-il.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): J'ai reçu du premier ministre de Terre-Neuve un télégramme renfermant le passage du discours du trône lu mercredi, à Saint-Jean, où il est dit que le problème de la frontière du Labrador était résolu. Je me demande toutefois s'il y a lieu de le déposer en

Chambre, étant donné qu'il s'agit d'un document émanant d'une autre province.

Mardi, la question n'était pas urgente. J'admets qu'il en va autrement aujourd'hui. J'ai été le premier à être surpris en apprenant des journalistes, mercredi, que le discours du trône de Terre-Neuve mentionnait qu'une entente était intervenue entre le Québec et cette province.

Au cours d'un lunch, dit-il, que je prenais, en décembre dernier, à Québec, en compagnie de M. Smallwood, j'ai déclaré à celui-ci que ce serait un non-sens de continuer à marcher dans la ligne de conduite de l'Union nationale qui s'obstinait à laisser de côté la question de la frontière, faisant en sorte que le Québec et Terre-Neuve n'assument pas leurs responsabilités, et qui laissait une compagnie privée fixer les limites entre les deux provinces.

C'est exactement ce que faisait l'Union nationale. C'est la compagnie Iron Ore qui détermine la province à laquelle elle paie des redevances sur le minerai qu'elle extrait du sol du Labrador. C'est une honte et un scandale de laisser une compagnie prendre les responsabilités qui appartiennent au gouvernement.

M. Johnson (Bagot) prie le chef du gouvernement de produire le télégramme de M. Smallwood². Est-ce que le premier ministre a l'intention d'en faire part à la Chambre?

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Y a-t-il lieu de déposer sur la table de la Chambre basse l'extrait d'un document de la couronne, appartenant à une autre province?

M. Bertrand (Missisquoi): Le discours du trône de Terre-Neuve est un document public et, comme tel, il peut être déposé.

M. Johnson (Bagot): C'est étrange. Si, dans une autre province, on règle, à notre insu, un de nos problèmes, je crois qu'il serait bon que nous en soyons exactement informés en quels termes on a annoncé à la population que la question était réglée. Où en sont les négociations entre Québec et Terre-Neuve au sujet des frontières du Labrador?

Je demande, dit-il, si la question fera l'objet de négociations entre les deux gouvernements ou si elle sera laissée à la décision de l'Assemblée législative du Québec.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):

Le gouvernement fera connaître sa décision en temps opportun. De toute façon, le texte n'apporte aucun changement à ce que j'ai déclaré dans cette Chambre et aux journalistes lorsque j'ai dit que M. Smallwood et moi-même sommes tombés d'accord sur la nécessité de définir une fois pour toutes la frontière entre le Québec et le Labrador.

Y a-t-il vraiment urgence? De 1939 à 1960, l'Union nationale n'a même pas cru devoir s'en occuper!

**Le cas des chauffeurs
de taxi de la Murray Hill**

M. Johnson (Bagot) questionne le ministre du Travail (l'honorable M. Hamel) sur la situation des chauffeurs de taxi de la Murray Hill³ et s'élève contre la façon dont Québec et Ottawa se renvoient la balle. Il (M. Johnson) demande au ministre du Travail (l'honorable M. Hamel) de tâcher de s'entendre avec le ministre du Travail d'Ottawa⁴ pour que ces enfants soient réclamés par quelqu'un⁵. Les employés de Murray Hill aimeraient tout de même savoir qui va les adopter. Sera-ce le gouvernement provincial ou le gouvernement fédéral? Il faut que les employés sachent enfin s'ils doivent s'adresser à Québec ou au gouvernement fédéral.

L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice):

La Commission des relations ouvrières ne peut prendre de décision au sujet de la formation d'un tel syndicat avant de savoir si l'affaire relève de l'administration de la province. Le gouvernement provincial estime jusqu'ici que c'est du ressort des autorités fédérales. C'est que les taxis en question desservent un aéroport dépendant d'Ottawa, qu'un conciliateur fédéral a été désigné au début de la grève, qu'un tribunal a parlé de juridiction d'Ottawa dans un cas semblable.

La Commission des relations ouvrières va examiner de nouveau la question. La Commission des relations ouvrières délibère actuellement sur une demande de certification d'une association d'employés de la compagnie Murray Hill. Elle rendra une décision à savoir si elle peut certifier le groupement. De cette décision viendra probablement la réponse à la question qu'on se pose au sujet du gouvernement qui a juridiction dans cette affaire.

M. Gabias (Trois-Rivières): Un vrai discours à la Ponce Pilate⁶!

**Nombre de faillites
au Québec**

M. Bellemare (Champlain) cite un éditorial publié le jour même par *L'Événement-Journal*⁷ et dans lequel on peut lire que le nombre de faillites au Canada, en 1961, s'est élevé à 2,028, suivant un relevé officiel de l'agence Dunn & Bradstreet, ce qui représente une augmentation de 6 % sur le total de l'année précédente. Il (M. Bellemare) affirme qu'au contraire on a enregistré davantage de faillites. Un accroissement de 6 %...

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) invoque le Règlement en disant qu'on ne peut se référer à un article de journal ni à la déclaration faite par un député lorsqu'on pose une question.

M. l'Orateur donne raison au premier ministre et ajoute que seules les questions d'urgence sont acceptables oralement. Dans les autres cas, dit-il, le Règlement exige qu'on donne avis au ministre, de la question et qu'on inscrive celle-ci au *Feuilleton*.

M. Bellemare (Champlain): Je respecte la décision de l'Orateur, mais il est d'intérêt public et en même temps d'intérêt pour la Chambre de savoir si, oui ou non, le nombre des faillites a augmenté de 6 % en 1961...

(Protestations à droite)

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Il a baissé. Il (l'honorable M. Lesage) précise que, dans son exposé sur le discours du trône, les chiffres qu'il a cités étaient extraits du rapport du Bureau fédéral de la statistique et que c'est l'indicateur officiel. Les chiffres mentionnés par le député de Champlain, dit-il, se rapportaient non seulement aux faillites d'entreprises commerciales, mais aux cas de salariés "déclarés en faillite".

Si j'ai compris le rapport cité, si l'on tient compte des faillites des salariés dont il se fait un abus épouvantable à travers le Canada, et particulièrement dans la province de Québec, il y a augmentation. Or, ce qui compte au point de vue économique, c'est avant tout la diminution ou l'accroissement du nombre des faillites d'entreprises commerciales.

Les faillites en général sont peut-être plus nombreuses, mais ce ne sont pas des faillites commerciales, et c'est ça qui est important. Les statistiques fédérales, dont j'ai précédemment parlé à

l'Assemblée législative, prouvent justement, sans l'ombre d'un doute, que le nombre des faillites d'entreprises commerciales a baissé au Québec, l'année dernière. L'augmentation du nombre de faillites dans le Québec était due en grande partie à des échecs privés, et l'économie de la province n'en était pas affectée.

M. Bellemare (Champlain) n'accepte pas la version du premier ministre.
(Protestations à droite)

M. l'Orateur fait des rappels à l'ordre. Il invoque le Règlement, l'article 671 stipulant qu'une question ne doit pas référer à un texte de journal ou à l'affirmation d'un particulier, et l'article 114 disant qu'une question doit être précédée d'un avis.

Un député ministériel: Sortez-le!

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): (Au député de Champlain) Vérifiez vos sources d'information! De toute manière, l'intervention du député de Champlain peut donner à une discussion, ce qui n'est pas permis par le Règlement.

Adresse en réponse au discours du trône

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat ajourné jeudi le 25 janvier, sur la motion proposée par le député de Montréal-Outremont (l'honorable M. Lapalme) dont elle a été saisie mercredi le 10 janvier courant: Que l'adresse suivante soit présentée à l'honorable lieutenant-gouverneur:

À l'honorable Monsieur
le lieutenant-gouverneur
de la province de Québec,

Nous, les membres de l'Assemblée législative du Québec, réunis en session, vous prions de bien vouloir agréer, avec l'assurance de notre fidélité à Sa Majesté, nos humbles remerciements pour le discours qu'il vous a plu de prononcer, afin de faire connaître les motifs de la convocation des Chambres.

M. Caron (Maskinongé): Depuis les élections de juin 1960, le nouveau gouvernement de la province donne à la politique une orientation marquée vers le gauchisme. Ce gouvernement a favorisé l'éclosion d'éléments qui prêchent le socialisme, l'athéisme, l'anticléricalisme.

L'honorable M. Lafrance (Richmond): Communisme... allez-y, ça glisse... ça glisse!

M. Caron (Maskinongé): En ce moment, il y a dans la province de Québec un mouvement concerté qui, comme un chancre, rongé à leur base nos institutions les plus sacrées. La hiérarchie catholique a fait des mises en garde à ce sujet. Le mouvement anticommuniste Pat Walsh a exprimé l'opinion que l'orientation de la politique du gouvernement a favorisé l'éclosion de cellules soviétiques. Des voix autorisées s'élèvent pour protester, mais le cabinet fait la sourde oreille parce qu'il ne semble pas réaliser la gravité du danger de la situation actuelle.

Il (M. Caron) cite un avertissement du *Nouvelliste* contre les dangers des idéologies actuelles. En passant, dit-il, je voudrais rendre un hommage particulier au *Nouvelliste* de Trois-Rivières, dont le propriétaire a déclaré qu'il sera toujours à l'avant-garde pour défendre les droits de l'Église catholique. Des journaux communistes ont clairement déclaré qu'ils étaient satisfaits de la nouvelle politique du gouvernement. Le journal communiste *Le Combat*⁸ s'est vanté d'avoir augmenté le nombre de ses abonnés de 150 %⁹, chez nous, depuis l'avènement au pouvoir du régime libéral.

Il (M. Caron) s'oppose à ce que le ministère des Affaires culturelles favorise le retour au pays des cendres du peintre Paul-Émile Borduas¹⁰. Le réveil nationaliste, dit-il, a consacré un article au Québec, intitulé "Bravo Canada". On y souligne le réveil des esprits depuis longtemps tenus en tutelle dans la province de Québec. Je me demande, incidemment, si cet article ne s'inspirait pas des idées du peintre Borduas, un grand artiste sans doute, mais aussi un athée reconnu, dont le ministre des Affaires culturelles (l'honorable M. Lapalme) voudrait ramener les cendres chez nous. Le réveil nationaliste cite aussi du ministre de la Jeunesse (l'honorable M. Gérin-Lajoie) les paroles suivantes: "La jeunesse canadienne-française est justifiée de se révolter."

L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges): J'ai dit cela au temps où l'Union nationale était au pouvoir.

M. Caron (Maskinongé): Le ministre devrait être prudent dans ses mises au point. L'imprimé, que je cite, est daté du 29 mai 1961, et ce n'est pas l'Union nationale qui était alors au pouvoir. Quelle drôle de conception de ses devoirs de ministre, de ses obligations envers la jeunesse qu'il a pour mission de

guider, au lieu d'inviter à se révolter, à faire le jeu des gauchistes et des anticléricaux!

L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges): Vous n'avez pas le droit d'accoler ces épithètes à mon nom.

M. Caron (Maskinongé): Je veux bien, mais le ministre lui-même se détache très bien dans l'ensemble avec sa déclaration. Il (M. Caron) reproche aux autorités provinciales tout le fla-fla qui a entouré l'inauguration de la Délégation générale du Québec à Paris.

Il cite la réflexion du président de la Fédération des sociétés Saint-Jean-Baptiste, M. Albert Leblanc, qui a dit que l'événement revêtait l'aspect d'un rassemblement politique du Parti libéral dans la capitale française.

(Protestations à droite)

L'Union nationale, dit-il, a toujours été favorable au principe, à ce que le Québec soit représenté à Paris. Mon gouvernement a fait voter, à deux reprises, des crédits budgétaires substantiels pour assurer cette représentation. D'ailleurs, c'est un premier ministre conservateur, Chapleau¹¹, qui avait nommé les premiers représentants de notre province à Paris, en 1882¹².

D'ailleurs, nos relations culturelles avec la France sont toujours restées très étroites. J'en veux pour preuve la venue de nombreuses troupes de comédiens et de grands musiciens, le rôle important joué chez nous par l'Alliance française, le Comité France-Amérique ou l'Institut franco-canadien pour maintenir les contacts avec la France.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): À quoi tout cela rime?

M. Caron (Maskinongé): Cela tend à prouver qu'il s'est fait quelque chose avant que le premier ministre actuel n'arrive au pouvoir.

Il (M. Caron) parle du voyage de la délégation à Paris et des deux réceptions données par le premier ministre du Québec.

(Rires à gauche et protestations à droite)

M. l'Orateur intervient pour ramener le calme.

M. Caron (Maskinongé) traduit la conclusion d'un article du *Montreal Daily Star*: "Le gouvernement français s'est vite rendu compte qu'il avait l'occasion d'envoyer au Québec les colons d'Algérie..."

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):
Là, vous donnez votre mesure!
(Protestations à droite)

M. Caron (Maskinongé): Le château du prince Murat¹³ a été acquis pour une somme de \$500,000, peut-être, mais je réduis à \$400,000 pour ne pas être taxé d'exagération. En n'achetant pas l'hôtel du prince Murat, à Paris, et en plaçant à 6 % la somme qui a servi à son acquisition, le gouvernement aurait reçu annuellement suffisamment d'intérêts pour louer des locaux convenables et très dignes; \$400,000 à 6 %, cela fait \$24,000.

A-t-on fait bénir le château Murat? Il n'a pas été question de cérémonie religieuse pour la bénédiction de la Maison. La composition de la délégation du Québec pour l'inauguration n'était pas assez représentative. À part quelques savants, artistes, philosophes, industriels, elle se composait de députés libéraux, de représentants de la Fédération libérale et du Club de Réforme. Pourquoi ne pas avoir invité des hommes comme le président de la Saint-Jean-Baptiste, M. Leblanc?

(Protestations à droite)

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Le député sait-il que j'ai personnellement invité le chef de l'opposition avec ses collègues¹⁴ à faire le voyage?

M. Caron (Maskinongé): Oui, je suis au courant. Mais nous estimions qu'il y avait déjà assez de parlementaires du Québec là-bas et nous ne voulions pas ajouter davantage aux dépenses.

(Rires provenant de la gauche et protestations à droite)

Il (M. Caron) débute la lecture d'un carnet mondain décrivant les vacances de la fille du ministre de l'Agriculture et ministre de la Colonisation¹⁵ (l'honorable M. Courcy) sur la Côte d'Azur, ses achats de robes parisiennes, etc. Un journal a souligné l'impression que le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Courcy) a faite sur un auditoire français, par sa simplicité.

L'honorable M. Courcy (Abitibi-Ouest):
On a payé pour. Et ce n'est pas avec des commissions provenant de la peinture.

M. Caron (Maskinongé) donne d'autres détails de ce voyage à Paris...

M. l'Orateur informe le député de Maskinongé que son temps est écoulé.

M. Caron (Maskinongé): Nous aurons l'occasion d'y revenir.

M. Jourdain (Gaspé-Nord): Le député de Maskinongé a essayé désespérément de faire le rapprochement de ces idéologies, l'anticléricalisme, le gauchisme et le socialisme, avec le Parti libéral. Ça n'a pas plus de sens de les faire dépendre de l'arrivée au pouvoir des libéraux que d'attribuer à la chrétienté tout ce qui s'est produit dans le monde depuis la venue du Christ. J'ai cru entendre hier, dans la soirée, toutes les rengaines de l'Union nationale, du chef de l'opposition au député de Maisonneuve (M. Tremblay), car on a rappelé tout ce que l'Union nationale aurait fait et qu'elle n'a pas fait quand elle était chargée de l'administration de la province.

Et on vient reprocher au gouvernement libéral de n'avoir pas fait en 16 mois ce que l'Union nationale n'a pas fait en 16 ans. L'Union nationale est rétrograde. Elle chante des rengaines, elle a recours aux mythes, au ridicule et à l'insinuation; elle brandit un épouvantail, elle raconte des balivernes et des sonnettes; elle a suivi une politique d'immobilisme, de laisser-faire et d'inertie, et elle porte des coups bas. En descendant jusqu'au député de Maskinongé, l'opposition, avec le discours du député, a atteint ses vrais sommets, ceux du ridicule, du mythe et de l'insinuation, trois choses dans lesquelles le député de Maskinongé est passé maître en cette Chambre.

Avec ses basses allusions personnelles, il s'est révélé, une fois de plus, le vrai champion du mythe et de l'épouvantail. Je lui rappellerai seulement que le ridicule tue souvent son auteur et que les mythes rongent souvent leurs porteurs. Après l'avoir entendu, il n'y a pas de doute possible qu'il ne les a inventés de toutes pièces ni qu'il en soit le premier auteur. Il (M. Jourdain) préfère l'immense publicité et le renom insurpassable qu'a tirés Québec de la visite des membres du gouvernement à Paris, pour l'ouverture de la Maison du Québec, que la publicité douteuse dont l'administration de l'Union nationale a couvert le Québec pendant 15 ans.

M. Caron (Maskinongé) ...¹⁶

Des voix ministérielles fusent.

M. l'Orateur: À l'ordre! À l'ordre!

M. Jourdain (Gaspé-Nord): Le recul marqué par la Gaspésie, de 1944 à 1960, sur l'ensemble de la

province, vient surtout de ce que l'Union nationale ne s'est pas préoccupée de mettre en œuvre ce qui devait lui donner les ressources de base nécessaires à son développement, l'électricité par exemple. À cause du laisser-faire et de l'immobilisme de l'Union nationale, dit-il, la péninsule doit être classée au rang des pays sous-développés, au même rang que ceux qu'on aide par le plan Colombo¹⁷.

M. Johnson (Bagot) proteste.

M. Jourdain (Gaspé-Nord): Tout ce que l'Union nationale a fait au couteau, le gouvernement doit le reprendre et tout refaire. Le Parti libéral tente de reprendre le temps perdu, principalement en prenant des mesures pour procurer de l'électricité à la Gaspésie. Dès ce printemps, la construction d'une ligne de 70 milles de longueur sera complétée pour desservir Chandler et la grande industrie qui s'y installe. La ligne de transmission de 27 milles de longueur, de Mont-Louis à Murdochville, sera également terminée sous peu.

(Après avoir rappelé les mesures prises pour développer les forêts de Gaspé) En somme, il (M. Jourdain) se dit rassuré que le gouvernement actuel travaille à doter la Gaspésie d'une économie stable qui permettra aux Gaspésiens de vivre honorablement chez eux au lieu de s'expatrier à Montréal ou à Québec pour devenir porteurs d'eau.

M. Johnson (Bagot) proteste.

M. Harvey (Jonquière-Kénogami) et **M. Gabias (Trois-Rivières)** se lèvent en même temps.

M. l'Orateur¹⁸ fait signe au député de Jonquière-Kénogami (M. Harvey) de commencer son discours.

M. Johnson (Bagot): Je ne veux pas critiquer la décision de l'Orateur de la Chambre, mais j'ai exprimé le désir de terminer le débat aujourd'hui et le député de Trois-Rivières (M. Gabias) devait être le dernier orateur¹⁹. J'avais compris qu'après le discours du député de Trois-Rivières (M. Gabias) le débat serait terminé. Le gouvernement est libre de continuer les délibérations s'il le veut, mais, avec le premier ministre, j'avais convenu que deux membres de l'Union nationale parleraient l'un après l'autre alors qu'il n'y aurait qu'un seul orateur libéral. De plus, dans mon opinion, le député de Trois-Rivières (M. Gabias) s'est levé avant le député de Gaspé-Nord (M. Jourdain), tout à l'heure, quand l'Orateur a

donné la parole au député de Gaspé-Nord (M. Jourdain), et il s'était levé avant le député de Jonquière-Kénogami (M. Harvey).

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Je crois que l'Orateur a vu juste quand il a vu le député de Jonquière-Kénogami se lever avant le député de Trois-Rivières²⁰. Quant à l'entente dont parle le chef de l'opposition, elle était verbale, non signée. Elle avait été conclue quand deux libéraux avaient prononcé deux discours de suite. Or, depuis, le député de Montmorency (M. Prévost) a parlé pendant deux heures; et, comme l'a dit le chef de l'opposition lui-même, c'était un "deux dans un", ce qui, au point de vue durée des discours, équilibrait la situation.

M. Johnson (Bagot) affirme que, de MM. Harvey et Gabias, c'est ce dernier qui aurait dû être le premier orateur.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Tout de même, j'ai demandé au député de Jonquière-Kénogami de céder la parole au député de Trois-Rivières et il a consenti.

M. Harvey (Jonquière-Kénogami): Je consens, mais je ferai remarquer que le chef du gouvernement fait preuve de plus de magnanimité que le leader de l'opposition. C'est bien là la preuve que les libéraux...

M. Johnson (Bagot): Mais c'est un discours.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Le député de Jonquière-Kénogami cédera la parole à celui de Trois-Rivières, à condition qu'il puisse parler ensuite.

M. Gabias (Trois-Rivières): Le but fondamental recherché par les fondateurs de l'Union nationale, en 1935, demeure le même chez l'équipe actuelle qui s'est donné pour mission de défendre les traditions, les goûts, les mœurs, les droits et la liberté de la population de la province de Québec. Rien n'a changé dans ce groupement politique dont les membres font de part et d'autre des déclarations marquées au coin de la contradiction, ce qui prouve que, malgré toute la propagande contraire, le Parti libéral n'a pas changé et est bien le même qu'en 1935.

Il (M. Gabias) veut attirer l'attention du député de Saint-Maurice (l'honorable M. Hamel) sur

le fait que, le 21 octobre 1961, un journal annonçait que les libéraux cherchaient un futur ministre du Travail²¹.

L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice) invoque le Règlement. Ce n'est pas conforme aux faits, dit-il. Pour être honnête et juste, le député de Trois-Rivières devrait dire que j'avais deux ministères sous ma direction, et plusieurs pensaient que celui que je laisserais serait celui du Travail²². Ce sont les faits, s'il veut être juste. S'il ne veut pas, c'est son affaire. Nous le jugerons, nous.

M. Gabias (Trois-Rivières): Ce que je lis, c'est que "les libéraux cherchent un ministre du Travail". Ce sont eux qui ont transmis la nouvelle au journaliste que je cite...

L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice): Ce n'est pas vrai...

M. Gabias (Trois-Rivières): On a attaché de l'importance à la nouvelle parce que l'article est signé "Guy Lamarche", un journaliste que le ministre connaît bien et qui ne travaille pas pour *Montréal-Matin*. Ce n'est pas parce que nous voulons que le ministre perde son ministère. Nous lui disons de se surveiller parce qu'il est le seul député libéral de la région²³ et qu'il est important qu'il y ait au moins un ministre dans la région, car sans titre, il n'y a pas un député libéral compétent dans la Mauricie.

L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice): Ça va bien, ça va bien!

M. Gabias (Trois-Rivières) reproche au nouveau député de Chambly (M. Laporte) d'avoir fait trop de promesses pour se faire élire. L'indépendance qu'affiche le nouveau député, dit-il, en est une de surface seulement, et il appartient bien à un parti fort en promesses, mais faible dans ses réalisations. Le récent congrès de l'Union nationale fut une réunion dont le but fut d'assurer le progrès et le bien-être du peuple de la province de Québec. Au cours de la campagne qui a précédé le congrès et pendant les assises, aucun candidat n'en a injurié un autre.

Aucun participant n'a injurié qui que ce soit. L'Union nationale a donné à la province l'image d'un congrès de la population de Québec. Ce fut un congrès pour le progrès de la province et le bien-être de la population, alors que les libéraux en ont tenu un pour s'accaparer du pouvoir.

L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice):
Le député de Trois-Rivières me permet-il une question?

M. Gabias (Trois-Rivières): Oui.

L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice):
Le député de Trois-Rivières sait-il dans quel but a été tenu le congrès du Parti libéral? C'était pour libérer la province du régime le plus néfaste et le plus pourri depuis la Confédération.

M. Gabias (Trois-Rivières): Le député de Saint-Maurice a fait appel, tout à l'heure, à l'honnêteté et à la franchise et, sous le faux prétexte de poser une question, il trompe la Chambre pour faire un discours dans le mien.

L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice):
C'est faux, je ne fais pas un discours. J'ai posé une question au député. Je lui ai demandé s'il sait que la convention...

Des voix: À l'ordre! À l'ordre!

M. Thibeault (Montréal-Mercier): Tâchez donc de vous renouveler.

L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice)
reprend son siège.

M. Gabias (Trois-Rivières): Dans la Mauricie, on espère que le ministre du Travail (l'honorable M. Hamel) emploiera son influence dans le gouvernement à donner suite aux promesses du Parti libéral. Nous ne craignons pas que cela nous fasse tort parce que la population sait que c'est à cause de nos efforts à nous que nous obtiendrons quelque chose du Parti libéral.

Il (M. Gabias) offre ses félicitations au chef de l'opposition et l'assure qu'il peut compter sur sa loyauté entière²⁴. Le chef de l'Union nationale peut également compter sur la loyauté de tous les députés de ce parti, dit-il, celle de la population de Trois-Rivières, de la Mauricie et de la province en général. Cette loyauté lui est acquise parce qu'elle est nécessaire pour faire triompher les principes fondamentaux des fondateurs de l'Union nationale. Ce sont les mêmes principes politiques qui inspirent l'équipe d'aujourd'hui.

Il demande au gouvernement libéral de donner suite au projet de placer le monument de M. Duplessis sur la colline parlementaire de Québec si ce gouvernement ne craint pas le prestige de l'ancien député de Trois-Rivières. Les autorités

provinciales actuelles, dit-il, ne se diminueraient pas en prenant cette décision. Le gouvernement libéral rendrait ainsi au premier ministre disparu la souscription que l'Union nationale a payée pour le monument de Sir Wilfrid Laurier²⁵, à Québec. On peut ne pas partager les idées d'un homme politique, mais qu'on s'attaque à un homme qui a dirigé les destinées de la province pendant de si nombreuses années, ça, la population ne peut l'endurer.

Nous ne craignons pas de faire l'éloge de Maurice Duplessis, de reconnaître son prestige. Nos adversaires eux-mêmes reconnaissent son prestige, mais c'est par crainte qu'ils refusent de le reconnaître et qu'ils essaient de démolir l'œuvre de cet homme d'État, sa mémoire et ce qu'il a fait de mieux dans la province. Parce que M. Duplessis fut un adversaire politique, les libéraux n'ont pas le droit de prendre les petits moyens pour tuer son prestige. Il n'est pas nécessaire de verser dans la mesquinerie et la petitesse, et de laisser son monument dans l'ombre des voûtes du Musée provincial.

Qu'ils se tiennent pour avertis que jamais personne ne pourra toucher au prestige de M. Duplessis parce qu'il est dans le cœur de tous, parce qu'il a incarné ce pour quoi l'Union nationale a été fondée dans cette province. Si le gouvernement actuel ne craint pas son prestige, il devrait donner suite à la loi que lui avait votée la Chambre avant l'élection de 1960, édictant l'édification d'un monument à l'honorable M. Duplessis²⁶. Livré l'automne dernier, le monument est entreposé depuis dans la voûte du Musée provincial. Le gouvernement de l'Union nationale n'a pas fait tant d'histoire quand il s'est agi d'élever un monument au premier ministre libéral du Canada, Sir Wilfrid Laurier.

(Applaudissements à gauche)

Il (M. Gabias) critique la politique du gouvernement. La population, dit-il, a fait confiance à l'équipe. Je ne blâme pas les gens d'avoir cru ce qu'on leur promettait, mais je blâme les libéraux de n'avoir pas changé depuis 1935. Au cours de la campagne électorale de 1960, la population a cru le Parti libéral qui a dit que c'était changé. Mais les libéraux n'ont pas changé quant à leurs méthodes. Ceux que je blâme, ce sont les libéraux qui se sont imaginé qu'avec des promesses ils pourraient s'installer confortablement au pouvoir et ignorer ce qu'ils avaient promis. Comme Lénine²⁷, eux aussi savent et prétendent que les promesses sont semblables aux croûtes de tarte: elles sont faites pour être rompues.

Il (M. Gabias) accuse les libéraux de se contredire pour plaire à leurs différents auditoires.

Dans un discours, le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Courcy) a laissé cette perle: "Fermez les yeux et regardez..." Le ministre de l'Agriculture exhorte, en Mauricie²⁸, les fils de cultivateurs à rester sur la terre. Il leur promet une vie améliorée. Je ne le blâme pas. Que fait-il maintenant? Il leur tourne le dos. Mais, à quelques jours de là, le ministre de la Jeunesse (l'honorable M. Gérin-Lajoie) s'en va dire à un autre auditoire: "Membres de l'équipe libérale, fuyez la campagne, pensez à venir vous installer en ville." Où est la sincérité dans tout cela?

Des contradictions, des contradictions, c'est tout ce que nous avons. À une autre occasion, par exemple, le ministre des Richesses naturelles (l'honorable M. Lévesque) a déclaré que la majeure partie de notre industrie devrait être nationalisée et, en même temps, il a dit que les services d'utilité publique comme le gaz naturel devraient être contrôlés par l'État, comme en Angleterre et dans d'autres pays. Par la suite, le secrétaire de la province (l'honorable M. Bertrand) proclame qu'il favorise entièrement et sans restriction l'entreprise privée. Le ministre des Richesses naturelles dit: "Il faut s'emparer des entreprises publiques", tandis que le secrétaire de la province déclare: "Il ne faut pas toucher à l'entreprise libre." Deux députés du même gouvernement qui font des déclarations contradictoires.

Je pourrais citer plusieurs déclarations contradictoires du premier ministre et de son ministre des Richesses naturelles (l'honorable M. Lévesque) relativement à l'entreprise libre. Ce n'est pas tout. On a entendu le ministre des Richesses naturelles proclamer que, jusqu'à date, l'expérience de la Constitution canadienne a été une expérience de bêtises. Mais, aussitôt après, le premier ministre disait, dans un grand discours, que nous ne savons pas encore exactement ce qu'a été pour nous la Constitution mais qu'il faut néanmoins la garder comme elle est et s'en servir.

Le ministre des Richesses naturelles, encore, affirme: "Je suis contre les plans conjoints", tandis que le ministre des Terres et Forêts (l'honorable M. Arsenault) annonce: "Je suis en faveur des plans conjoints". Le ministre des Richesses naturelles (l'honorable M. Lévesque) fait des déclarations contre les plans conjoints avec Ottawa, alors que les ministres de la Santé (l'honorable M. Couturier), des Terres et Forêts (l'honorable M. Arsenault), de la Voirie (l'honorable M. Pinard), et des Mines²⁹ (l'honorable M. Lévesque) signent de tels plans conjoints. Un ministre dit blanc, l'autre dit noir. Ainsi, les libéraux espèrent avoir tout le monde de leur côté.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)

J'espère que les députés de l'Assemblée législative voient que le député de Trois-Rivières essaie de broder la situation.

M. Gabias (Trois-Rivières) cite des extraits de l'encyclique de Jean XXIII³⁰, *Mater et Magistra*. Il (M. Gabias) affirme que, si les choses qu'il a lues n'étaient pas dans le document pontifical, on pourrait croire que c'est un article du programme de l'Union nationale.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Il serait préférable d'ajourner pour permettre au député (M. Gabias) de reprendre son souffle.

M. Gabias (Trois-Rivières)³¹ propose, appuyé par le député de Compton (M. Gosselin), que le débat soit ajourné.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Il me semblait que l'opposition voulait terminer le débat le jour même.

M. Johnson (Bagot): Le premier ministre est responsable s'il ne termine pas tel que prévu.

Adopté. Le débat est de nouveau ajourné.

Ajournement

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) propose que la Chambre, lorsqu'elle s'ajournera, se trouve ajournée à mardi prochain, à deux heures et demie de l'après-midi.

Adopté.

La séance est levée à midi trente minutes.

NOTES

1. Selon *The Gazette* du 27 janvier 1962, à la page 4, il s'agit de la troisième tentative du chef de l'opposition d'avoir une réponse à cette question.

2. Joseph Roberts Smallwood (1900-1991). Premier ministre de Terre-Neuve de 1949 à 1972.

3. Selon *La Presse* du 27 janvier 1962, à la page 3, la Commission des relations ouvrières étudie le problème de savoir si les chauffeurs de taxi de la Murray Hill, qui desservent l'aéroport de Dorval, tombent sous la juridiction du provincial ou du fédéral. En effet, un groupe d'employés de l'entreprise a demandé, à l'automne, d'être constitué en syndicat pour pouvoir négocier avec les patrons en vue d'une convention collective.

4. Michael Starr (1910-2000). Député conservateur à la Chambre des communes de 1952 à 1968. Ministre du Travail dans le cabinet Diefenbaker de 1957 à 1963. Leader parlementaire de l'opposition officielle de 1965 à 1968. Chef de l'opposition en 1967 (suppléant).

5. *Le Nouvelliste* du 27 janvier 1962, à la page 4, précise que le chef de l'opposition fait ici référence aux grévistes.

6. Ponce Pilate, procureur romain et préfet de Judée de l'an 26 à 36. Il abandonne Jésus aux juifs qui veulent sa mort en se lavant les mains, en signe d'irresponsabilité.

7. M. Bellemare fait ainsi allusion à un article économique publié dans *Le Soleil* du 25 janvier 1962, à la page 26, et dans *L'Événement-Journal* du 25 janvier 1962, à la page 28.

8. *Le Combat*, organe du Syndicat coopératif, est le journal du Parti ouvrier progressiste.

9. Chiffre de *La Presse* du 27 janvier 1962, à la page 13. Dans *Le Nouveau Journal* du 27 janvier 1962, à la page 8, il est plutôt écrit 130 %.

10. Paul-Émile Borduas (1905-1960), peintre et chef de file du mouvement automatiste et auteur principal du manifeste du Refus global en 1948. Il est décédé à Paris. Selon le *Montreal Daily Star* du 27 janvier 1962, à la page 5, "une exposition de son œuvre a été inaugurée par le ministre des Affaires culturelles (l'honorable M. Lapalme) au Musée des beaux-arts de Montréal quelques semaines auparavant".

11. Joseph-Adolphe Chapleau (1840-1898). Député conservateur à l'Assemblée législative du Québec de 1867 à 1882. Chef de l'opposition de 1878 à 1879. Premier ministre du Québec de 1879 à 1882. Député conservateur à la Chambre des communes de 1882 à 1892. Lieutenant-gouverneur du Québec de 1892 à 1898.

12. La première représentation du Québec à Paris a existé de 1882 à 1936. Ironiquement, le député de Maskinongé (M. Caron) ne mentionne pas que c'est Maurice Duplessis qui a fermé la Maison du Québec à Paris en 1936.

13. Château nommé en l'honneur de Joachim Murat (1767-1815), maréchal de France et roi de Naples à l'époque de Napoléon 1^{er}. Hôtel particulier du prince Murat, c'est là que fut installée la Maison du Québec à Paris.

14. M. Lesage fait référence au fait que les députés unionistes ont boycotté l'inauguration de la Délégation du Québec à Paris, qui eut lieu le 5 octobre 1961, en guise de protestation contre les dépenses encourues.

15. M. Courcy est à la fois ministre de l'Agriculture et ministre de la Colonisation. À partir du 1^{er} avril 1962, il sera ministre de l'Agriculture et de la Colonisation, avec la fusion des deux ministères.

16. Selon *Le Nouvelliste* du 27 janvier 1962, à la page 2, M. Caron (Maskinongé) se lève pour répondre, "mais ses paroles se sont perdues dans les éclats de voix des députés ministériels et les rappels à l'ordre du président".

17. M. Jourdain fait référence au plan élaboré en 1950 et 1951 à Colombo (Sri Lanka) et signé à Londres par l'Australie, le Canada, le Ceylan (ancien nom du Sri Lanka), l'Inde, la Nouvelle-Zélande, le Pakistan et la Grande-Bretagne pour le développement du Sud et du Sud-Est de l'Asie et la constitution d'un conseil pour la coopération technique, avec l'appui de divers pays dont les États-Unis.

18. Selon *La Presse* du 27 janvier 1962, à la page 13, M. Jean-Jacques Bédard (Québec) remplit alors les fonctions de président intérimaire. Selon *Le Nouvelliste* du 27 janvier 1962, à la page 1, il accorde la parole au député de Jonquière-Kénogami (M. Harvey) parce qu'il s'est levé le premier.

19. Selon *La Presse* du 27 janvier 1962, à la page 13, M. Gabias (Trois-Rivières) était le 33^e orateur à prendre la parole au débat sur le discours du trône. Selon *Le Nouvelliste* du 27 janvier 1962, à la page 2, cinq ministres dont M. Lesage, 12 députés de l'opposition dont M. Johnson, et un député indépendant (M. Hanley) ont pris part au débat.

20. La majorité de nos sources mentionnent que les deux députés se sont levés en même temps. Dans *Le Montréal-Matin* du 27 janvier 1962, à la page 8, un journal partisan, il est plutôt écrit que c'est le député de Trois-Rivières (M. Gabias) qui s'est levé avant celui de Jonquière-Kénogami (M. Harvey).

21. En fait, il s'agit plutôt d'un article du 20 octobre 1961, publié dans *La Presse*, aux pages 1 et 2. L'article en question disait que le gouvernement libéral cherche un ministre du Travail afin de dégager ce ministère des mains de M. René Hamel qui occupe aussi les fonctions de ministre des Affaires municipales. De plus, les libéraux voulaient convaincre un personnage prestigieux de se présenter aux élections complémentaires du 14 décembre 1961 soit dans Chambly ou dans Jacques-Cartier. Ce candidat serait le prochain ministre du Travail s'il était élu.

22. M. Hamel fut aussi ministre des Affaires municipales du 5 juillet 1960 au 20 décembre 1961, en plus d'être ministre du Travail.

23. Tous les autres députés de la région de la Mauricie sont unionistes. Ce sont M. Bellemare (Champlain), M. Gabias (Trois-Rivières), M. Ducharme (Lavolette) et M. Caron (Maskinongé).

24. M. Gabias fut candidat à la direction de l'Union nationale en septembre 1961.

25. Wilfrid Laurier (1841-1919). Premier ministre libéral du Canada de 1896 à 1911.

26. Le monument fut commandé par l'ancien premier ministre Paul Sauvé à l'artiste québécois Émile Brunet, au coût de \$30,000. Il fut sculpté à Paris et livré à l'automne 1961. Le monument est entreposé depuis dans la voûte du Musée provincial.

27. Vladimir Ilitch Oulianov dit Lénine (1879-1924). Homme politique et théoricien révolutionnaire russe. Président du Conseil des commissaires du peuple de Russie et fondateur de l'URSS.

28. *Le Nouvelliste* du 27 janvier 1962, à la page 2, utilise le mot "Mauricie" alors que *Le Montréal-Matin* du 27 janvier 1962, à la page 7, utilise le mot "Gaspésie".

29. Le député fait peut-être également référence à M. Paul Earl qui fut ministre des Mines du 5 juillet 1960 au 28 mars 1961.

30. Angelo Giuseppe Roncalli (1881-1963). Pape de 1958 à 1963. Instigateur du deuxième concile du Vatican.

31. Selon *Le Nouvelliste* du 27 janvier 1962, à la page 1, M. Gabias avait encore à sa disposition un quart d'heure pour terminer son discours. Selon le même quotidien *Le Nouvelliste* du 27 janvier 1962, à la page 2, son discours a duré trois quarts d'heure. Cependant, selon *Le Devoir* du 27 janvier 1962, à la page 3, M. Gabias a débordé de deux minutes sur l'heure de l'ajournement. Il poursuivra son discours le mardi 30 janvier.

Séance du mardi 30 janvier 1962

Présidence de l'honorable J. R. Hyde

La séance est ouverte à 2 h 30¹.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Prolongation de la taxe de vente au
Lac-Saint-Jean-Est, (bill 219)**

M. Collard (Lac-Saint-Jean) propose, appuyé par le député de Jonquière-Kénogami (M. Harvey), que les articles 615 et 616 du Règlement soient suspendus pour lui permettre de présenter la pétition des conseillers municipaux du Lac-Saint-Jean-Est, demandant l'adoption d'une loi prolongeant de cinq années la loi 6-7 Elizabeth II, chapitre 146, concernant une taxe de vente dans le comté du Lac-Saint-Jean-Est, et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue.

Adopté².

Présentation et lecture de pétitions:

La pétition suivante est présentée, lue et reçue:
- des conseillers municipaux du Lac-Saint-Jean-Est, demandant l'adoption d'une loi prolongeant de cinq années la loi 6-7 Elizabeth II, chapitre 146, concernant une taxe de vente dans le comté du Lac-Saint-Jean-Est.

**Protestant School Board
of Greater Quebec**

M. Jourdain (Gaspé-Nord) propose, appuyé par le député de Brome (M. Brown), que les articles 615 et 616 du Règlement soient suspendus pour lui permettre de présenter la pétition du bureau des commissaires d'écoles protestants de la cité de Québec, des commissaires d'écoles de la municipalité de la cité de Sillery, dans le comté de Québec, et des commissaires d'écoles de la municipalité de la cité de Sainte-Foy, dans le comté de Québec, demandant l'adoption d'une loi pour la formation d'une nouvelle corporation intitulée: The Protestant School Board of Greater Quebec, et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue.

Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

La pétition suivante est présentée, lue et reçue:
- du bureau des commissaires d'écoles protestants de la cité de Québec, des commissaires d'écoles de la municipalité de la cité de Sillery, dans le comté de Québec, et des commissaires d'écoles de la municipalité de la cité de Sainte-Foy, dans le comté de Québec, demandant l'adoption d'une loi pour la formation d'une nouvelle corporation intitulée: The Protestant School Board of Greater Quebec.

Dépôt de documents:

Pensions de vieillesse

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) dépose sur le bureau de la Chambre copie de la correspondance échangée entre M. Diefenbaker, premier ministre du Canada, et lui-même, premier ministre de la province de Québec, concernant un plan contributif aux pensions de vieillesse. (Document de la session no 40)

Le Québec, dit-il, veut avoir toute l'information au sujet du régime de pensions de vieillesse constituées par cotisations, proposé par le fédéral, avant de considérer de faire amender la Constitution pour permettre au gouvernement fédéral d'adopter la législation appropriée qui rendrait possible la mise sur pied de ce plan.

**Transport de
l'énergie électrique**

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) dépose sur le bureau de la Chambre copie de la correspondance échangée entre M. Diefenbaker, premier ministre du Canada, et lui-même, premier ministre de la province de Québec, concernant le transport national de l'énergie électrique. (Document de la session no 41)

La province, annonce-t-il, ne participera pas au réseau national de l'électricité³.

M. Johnson (Bagot) remercie le premier ministre de ce geste et fait observer qu'il ne croit pas que ce soit le temps de faire des commentaires. Nous aurons d'autres occasions d'en faire, dit-il.

Loi pour stabiliser la petite entreprise

L'honorable M. Bertrand (Terrebonne) dépose sur le bureau de la Chambre le rapport du secrétaire de la province prévu par les dispositions de l'article 8 de la loi pour stabiliser la petite industrie, 12 George VI, chapitre 19. (Document de la session no 42)

Questions et réponses orales:

Frontière du Labrador

M. Johnson (Bagot): Je voudrais revendiquer de nouveau les privilèges de la Chambre sur une question d'une souveraine importance, puisqu'elle concerne l'intégrité de notre territoire.

The Gazette publiait, hier, le compte rendu d'une conversation téléphonique entre le premier ministre de Terre-Neuve, M. Joseph Smallwood⁴, et le correspondant du journal à Québec⁵. On y disait que le premier ministre Smallwood avait refusé de commenter les rumeurs au sujet d'une entente possible avec le Québec relativement à la délimitation des frontières du Labrador. M. Smallwood avait cependant insisté sur son désir de voir une entente intervenir.

Comme c'est la Chambre qui devrait enfin commencer à avoir des nouvelles, y a-t-il eu des négociations ou des entretiens secrets entre le premier ministre et M. Smallwood à ce sujet, à la suite de leur rencontre de décembre?

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Je n'ai pas un mot à ajouter à ce que j'ai déjà dit à ce sujet, en Chambre.

M. Johnson (Bagot): Dans ce cas, je surveillerai les journaux, demain, et nous attendrons donc que d'autres nouvelles nous arrivent via Terre-Neuve.

Îles du Nouveau-Québec

M. Johnson (Bagot) demande des explications au ministre des Terres et Forêts (l'honorable M. Arsenault) au sujet d'une nouvelle publiée dans *Le Devoir* d'hier⁶ sur les îles qui longent le littoral du Nouveau-Québec, dans la baie d'Hudson et la baie James. Le ministre a-t-il quelque chose à ajouter à sa

déclaration sur l'intention de la province de prendre possession de ces îles, par des mesures urgentes, après avoir été détachées des Territoires du Nord-Ouest⁷?

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) veut répondre lui-même, au nom du cabinet, pour situer le problème dans son contexte juridique.

La juridiction du Québec sur la masse continentale, dans cette région boréale et aussi le long d'une partie de ses frontières dans le golfe Saint-Laurent, est limitée par une laisse de haute mer. La province espère maintenant étendre cette limite aux droits subaquatiques. Cela permettrait à la province de développer ses ressources naturelles en bordure du banc côtier.

Personnellement, lorsque j'étais député et ministre au gouvernement fédéral, j'ai fait des études qui portaient sur le sol et le sous-sol de la baie d'Hudson. J'ai toujours pris position pour la province de Québec, toujours tenu des propos et maintenu une attitude autonomiste et absolument pro-québécoise sur la question de la propriété des îles.

L'opportunité de réclamer la propriété ou la cession des grèves et des îles du littoral du Nouveau-Québec à la province de Québec fait actuellement l'objet des études du gouvernement provincial. Ces îles, au nombre de plusieurs milliers, font partie des Territoires du Nord-Ouest, et la plupart sont à trois milles des côtes du Québec. Les îles Belcher, plus loin dans la baie d'Hudson, sont riches en gisements de minerais de fer.

D'ailleurs, si le gouvernement fédéral consentait à la cession de ces îles à la province de Québec, il ne créerait pas de précédent. Il est arrivé à plusieurs reprises qu'une seconde cession de territoire fût consentie. Les provinces de l'Ouest, créées en majeure partie de territoires acquis de la Compagnie de la baie d'Hudson, ont bénéficié d'une seconde cession. Lorsque le gouvernement fédéral songea à constituer les provinces du Manitoba, de la Saskatchewan et de l'Alberta, il se réserva la propriété des ressources naturelles. Or, ce n'est qu'en 1929 ou 1930⁸ qu'Ottawa leur remettait la juridiction exclusive sur les ressources du sous-sol retenues jusqu'alors par lui.

Au point de vue juridique, le Canada, au moment de la Confédération, comprenait le Bas-Canada, le Haut-Canada, la Nouvelle-Écosse et le Nouveau-Brunswick; le Nouveau-Québec, les îles en question ainsi que les Territoires du Nord-Ouest ne faisaient donc pas partie du Canada au moment de la

Confédération. Peu de temps après la Confédération, le gouvernement du Canada a acquis de la Compagnie de la baie d'Hudson les Territoires du Nord-Ouest et les territoires qui comprennent actuellement le Nouveau-Québec et une partie du Manitoba. Au moment de la Confédération, donc, le Nouveau-Québec ne faisait pas partie de la province de Québec.

En vertu d'une loi fédérale adoptée en 1912, le Nouveau-Québec fut cédé à la province. La Législature provinciale, dans une loi de la même année, entérina la décision du Parlement fédéral en consentant à ce que ce territoire fasse partie de ses limites, et accepta la description que la loi fédérale donnait des limites territoriales du Québec dans le secteur de la baie d'Hudson. Les deux lois, fédérale et provinciale, décrivent la frontière québécoise comme s'étendant de la baie James, le long des rives de la baie d'Hudson, et le long de la côte du détroit d'Hudson et autour de la baie d'Ungava.

C'est là-dessus que l'on se base pour soutenir que ces îles ne sont pas dans le Québec. La cession du Nouveau-Québec doit donc être interprétée selon les termes de la loi. Ce que Québec a accepté alors, c'est le continent. Par conséquent, au point de vue juridique, par la loi de 1912 qui cédait l'Ungava à la province de Québec, les îles de la baie d'Hudson ne sont pas intégrées au territoire de la province de Québec et il n'est pas question que le Québec demande ces îles, car elles sont clairement des terres fédérales⁹.

Redistribution des sièges fédéraux

M. Bellemare (Champlain): Le premier ministre peut-il définir l'attitude du gouvernement par rapport à une éventuelle redistribution des sièges par Ottawa?

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) refuse de répondre à cette question.

M. Tremblay (Maisonnette): Le premier ministre a-t-il des commentaires à faire sur le projet mentionné dans le discours du trône d'Ottawa annonçant une redistribution des sièges fédéraux?

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Selon l'article 94a¹⁰, la redistribution des sièges électoraux du Canada relève du gouvernement fédéral, comme la redistribution des sièges électoraux provinciaux relève des Législatures.

Rivière Hamilton

M. Johnson (Bagot) demande au premier ministre de nouvelles explications sur une déclaration de M. Smallwood concernant une coopération possible entre Terre-Neuve et Québec, au sujet du développement et de l'exploitation des ressources hydrauliques de la rivière et des chutes Hamilton.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Je n'ai pas de commentaire à faire sur ce sujet et, lorsqu'il y aura des nouvelles, je les communiquerai à la Chambre.

M. Johnson (Bagot): M. l'Orateur, je lance un dernier appel au premier ministre pour qu'il nous mette au courant de la situation à Terre-Neuve avant que cela n'apparaisse dans les journaux. Comment se fait-il que les journaux soient instruits de ces nouvelles relations et de ces développements avant les députés?

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): M. Smallwood n'a formulé qu'un souhait de coopération ou de collaboration possible entre les deux provinces pour harnacher la rivière Hamilton. C'est tout. La lettre que je viens de déposer contient peut-être plus de détails, dit-il, en invitant le chef de l'opposition à la lire. Le chef de l'opposition devrait être capable de tirer les conclusions par lui-même¹¹.

Assurance-récolte

M. Johnson (Bagot): Est-il vrai que le gouvernement de la province n'a pas l'intention de se prévaloir des offres d'Ottawa relativement à l'assurance-récolte? Il cite une dépêche à ce sujet parue dans *Le Devoir* du jour¹².

L'honorable M. Courcy (Abitibi-Ouest): Ce programme concerne particulièrement les récoltes de blé dans l'Ouest. Le ministère de l'Agriculture étudie présentement la possibilité, pour la province, de faire profiter les cultivateurs du Québec des offres d'Ottawa, au sujet du programme fédéral d'assurance-récolte¹³.

Route 19

M. Bellemare (Champlain) attire l'attention du ministre de la Voirie (l'honorable M. Pinard) sur l'état de la route 19. La voie publique, dit-il, qui relie Trois-Rivières à la Haute-Mauricie, en passant par Shawinigan, était impassable, lundi. Le mauvais état

de la chaussée a été cause de 11 accidents, heureusement sans gravité.

L'honorable M. Pinard (Drummond) prend note des observations du député de Champlain (M. Bellemare). Lui-même, dit-il, revenant de la métropole, a donné ses instructions afin qu'on améliore l'état de la route entre Québec et Montréal. Mais les membres de cette Chambre comprendront qu'à cause du froid intense qui sévit depuis quelques jours, l'action du sel sur la glace est plus lente. Elle est donc affectée par les conditions climatiques.

Adresse en réponse au discours du trône

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat ajourné vendredi le 26 janvier, sur la motion proposée par le député de Chambly (M. Laporte) dont elle a été saisie mercredi le 10 janvier courant: Que l'adresse suivante soit présentée à l'honorable lieutenant-gouverneur:

À l'honorable Monsieur
le lieutenant-gouverneur
de la province de Québec,

Nous, les membres de l'Assemblée législative du Québec, réunis en session, vous prions de bien vouloir agréer, avec l'assurance de notre fidélité à Sa Majesté, nos humbles remerciements pour le discours qu'il vous a plu de prononcer, afin de faire connaître les motifs de la convocation des Chambres.

M. Gabias (Trois-Rivières), reprenant son exposé commencé vendredi dernier, dit qu'il avait encore 35 minutes à sa disposition.

M. l'Orateur rectifie et dit qu'il lui reste exactement 18 minutes¹⁴.

M. Gabias (Trois-Rivières) n'insiste pas. Faisant allusion à la remarque du premier ministre, vendredi dernier, à l'effet qu'on allait ajourner pour lui permettre de reprendre son souffle, nombreux sont les citoyens trifluviens, dit-il, qui ont été un peu surpris de cette délicatesse. Ils auraient aimé que le gouvernement actuel les laisse aussi prendre le souffle qu'ils ont perdu depuis que les libéraux sont au pouvoir, à cause des nombreuses augmentations de taxes.

Il (M. Gabias) reproche au gouvernement sa politique agricole. Il ne prend pas, déclare-t-il, les moyens, sans accorder de traitement de faveur à la

classe agricole, pour qu'elle ne souffre pas trop de l'augmentation des taxes. Le gouvernement agit avec les cultivateurs d'une manière qui n'est pas conforme à l'encyclique *Mater et Magistra*¹⁵. Il croit pouvoir affirmer que les propos que le pape tient au sujet des moyens de communication, dans cette encyclique, sont bien supérieurs à la politique d'entretien des chemins d'hiver par le gouvernement libéral.

La base d'une fiscalité juste et équitable, dit-il, se situe dans une répartition des charges proportionnelle à la capacité de payer des contribuables, en se souvenant que les revenus des cultivateurs se forment plus lentement et avec de plus grands risques que ceux des autres classes de la société. Présenté dans le programme libéral de 1960 comme le grand oublié, le cultivateur est devenu le grand écrasé du parti au pouvoir.

Nulle classe ne souffre plus que l'agriculture, notamment de la loi sur la margarine au détriment du producteur laitier, de la nouvelle taxe de vente de 2 %, des taxes municipales et scolaires augmentées un peu partout après le retrait des octrois ou des compensations pour divers travaux, afin de céder la place à une péréquation qui est restée lettre morte, et de la hausse des impôts.

Il (M. Gabias) s'attaque au programme d'éducation du gouvernement. Il déclare que la grande charte de l'éducation, qu'il ne prend pas au sérieux, est devenue la grande farce de l'administration provinciale. Le régime libéral, explique-t-il, en s'immisçant dans l'éducation, y a apporté des chinoiseries, des difficultés et des taxes. Il s'inquiète et se plaint des retards. Le régime libéral, dit-il, n'a encore accordé aucune bourse d'études aux étudiants des collèges classiques. Est-ce parce qu'il n'y a plus d'argent dans les fonds généraux de la province qu'aucune bourse n'avait encore été versée, la semaine dernière?

Parallèlement, il dénonce le paiement en retard des augmentations de salaire aux professeurs de l'enseignement spécialisé, technique et professionnel. Le régime libéral, déclare-t-il, a négligé de payer les salaires d'un grand nombre d'instituteurs, même lorsqu'il s'agit de professeurs enseignant des cours institués par le gouvernement actuel. Le premier ministre est allé porter à Ottawa le rapport Tremblay, sur l'éducation, et l'a laissé là pour qu'il dorme sous la poussière.

Le mal se situe dans une soumission trop entière devant Ottawa. La récente déclaration du premier ministre sur la priorité des droits fiscaux du Québec et des besoins de la province n'est qu'un geste d'abdication devant Ottawa au lieu d'une

manifestation de fierté. Constitutionnellement, seuls les droits valent.

La province court un grave danger, conclut-il (M. Gabias). Elle est en voie de perdre confiance dans le système démocratique, et ce péril nous est arrivé avec l'attitude du gouvernement actuel. Le gouvernement libéral actuel a prouvé qu'il ne sait pas gouverner. Si les libéraux ne sont pas capables d'administrer la province, dit-il, comme le demande le chef de l'opposition, qu'ils cèdent la place à l'Union nationale; c'est la seule chose à faire.

Et, si le premier ministre ne me croit pas, qu'il déclenche des élections générales, le peuple lui fera savoir qu'il a perdu sa confiance en reportant l'Union nationale au pouvoir, parce que le progrès et la souveraineté de la province de Québec me semblent compromis¹⁶.

M. Harvey (Jonquière-Kénogami) rappelle qu'il représente un comté ouvrier dans une proportion de 90 % et qu'il est lui-même ouvrier¹⁷. Il faut à la région des industries secondaires, dit-il, afin de pouvoir combattre efficacement le chômage. Je remercie le ministre de l'Industrie et du Commerce (l'honorable M. Rousseau) pour avoir nommé un commissaire industriel dans notre région. Nous avons chez nous la matière première et la main-d'œuvre ainsi que deux grandes industries de base: la pulpe et l'aluminium.

Quelle politique de grandeur a pratiquée le gouvernement actuel en allégeant le fardeau des municipalités et des commissions scolaires et en aidant à résoudre leurs problèmes financiers? Quelle politique de grandeur a pratiquée le gouvernement en mettant l'instruction à la portée de tous les enfants d'âge scolaire? Quelle politique de grandeur a suivie le gouvernement en instituant l'assurance-hospitalisation, en versant des allocations scolaires aux enfants de 16 à 18 ans qui fréquentent l'école, en augmentant les pensions de ceux qui en recevaient déjà et en en donnant d'autres, en instituant des travaux pour les chômeurs? Quelle politique de grandeur va suivre le gouvernement en proposant la création d'une société de financement?

Le gouvernement actuel fait œuvre d'une politique de grandeur en travaillant sans relâche pour créer de nouveaux emplois, pour aider nos chômeurs. Tous les gens éclairés ont depuis longtemps compris que la faiblesse de nos compatriotes, c'est leur pauvreté. Heureusement, depuis longtemps, la langue et la foi ne sont plus menacées, à moins de vivre 100 ans en retard, comme c'est le cas des vieux ministres de l'Union nationale.

Il (M. Harvey) critique le gouvernement précédent, en particulier sur la grève qui avait laissé 6,000 ouvriers sans travail à Arvida, en 1957. Les deux députés de l'Union nationale de la région étaient introuvables, dit-il. L'un était en Floride et l'autre, on ne sait où. Lorsqu'il y a eu une petite grève récemment dans ma circonscription ouvrière, le gouvernement libéral n'a mis que 24 heures à la régler et ses députés étaient sur place et à la disposition des ouvriers.

Les ouvriers de mon comté ont admiré l'intelligence du ministre du Travail (l'honorable M. Hamel) lorsqu'ils ont eu besoin de son intervention. Pour ne citer qu'un cas, je mentionne celui d'une grève de camionneurs qui aurait pu avoir de graves répercussions et qui fut réglée grâce à son concours efficace, en une seule journée, à la grande satisfaction des deux partis.

Les ouvriers du comté de Jonquière-Kénogami sont heureux de la décision du ministre de la Jeunesse (l'honorable M. Gérin-Lajoie) de doter notre population d'un institut de technologie moderne dans le comté, répondant aux besoins et conforme aux recommandations du nouveau comité d'études sur l'enseignement spécialisé. Depuis 1944, les 200 étudiants sont logés dans une vieille bâtisse de la milice.

Les citoyens de la région ont vivement apprécié la sage décision du ministre de la Jeunesse d'établir une école normale pour la région Saguenay-Lac-Saint-Jean. Le comité catholique du département de l'Instruction publique et notre évêque du temps, Mgr Melançon, réclamaient cette institution depuis 1955 et elle était devenue nécessaire aux 39,000 garçons à l'étude dans la région. Ils avaient certes raison car, sur 10 écoles normales reconnues par le département de l'Instruction publique, à sa première année, notre école normale régionale est la quatrième en importance, dispensant des cours à quelque 209 futurs instituteurs, et Dieu sait combien on en manque chez nous, au Saguenay. L'Union nationale, dit-il, pour éviter de régler cette question, préférerait faire se quereller les trois députés qu'elle avait dans la région.

Il (M. Harvey) est particulièrement content du travail que le ministre de l'Industrie et du Commerce (l'honorable M. Rousseau) a fait dans le district. Il se dit tout heureux de l'élargissement annoncé des cadres de la loi des accidents du travail.

Pendant 16 ans, rappelle-t-il, l'Union nationale a habituellement négligé la région du Lac-Saint-Jean, pour ce qui est des routes, et a négligé de compléter la route Jonquière-Alma; lorsque les routes étaient

construites, elles étaient aussi sinueuses que la moralité du parti. Le gouvernement libéral terminera cette route dès l'an prochain, après avoir pavé quatre milles dès cette année.

Permettez-moi d'attirer l'attention du ministre de la Chasse et des Pêcheries (l'honorable M. Levesque, Bonaventure) sur le problème qui affecte les ouvriers et les sportifs de notre comté. La presque totalité des lacs et rivières des territoires de chasse et de pêche de ma région est contrôlée par d'anciens "patroneux" de l'Union nationale. Pour ne pas en gêner et par respect pour leur famille, je ne mentionnerai pas de noms. Certes, certains clubs sont très bien administrés et respectent les lois de la chasse et de la pêche et se conforment aux règlements de leurs baux, mais je suis persuadé que, pour donner justice aux sportifs de notre comté, il y aurait avantage de faire une enquête dans ce domaine. Un plus grand nombre de sportifs, quelle que soit leur allégeance politique, pourraient avoir accès à ces belles richesses naturelles que nous avons dans notre vaste région.

M. l'Orateur, nos cultivateurs, nos industriels ont besoin de bois, mais l'ex-ministre a vu, lui, lors de la division de son comté en 1954, à ne pas céder trop de richesses naturelles à notre comté. Pour lui, c'était normal, il pensait comme son chef. Pour M. Duplessis, c'était: De l'instruction, pas trop; pour l'ex-ministre: Pour Jonquière-Kénogami, des richesses naturelles, pas trop. Heureusement, le ministre des Terres et Forêts (l'honorable M. Arsenault) comprend le bon sens d'une économie régionale, et il travaille sans cesse pour réparer, dans ce domaine comme dans d'autres, les effets néfastes de l'ancien régime dans notre belle région et spécialement dans notre comté.

Me serait-il permis de formuler au ministre de la Jeunesse (l'honorable M. Gérin-Lajoie), de qui relève le domaine des loisirs, une suggestion qui ferait un bien immense dans toute la province? Sous l'ancien gouvernement de l'Union nationale, des sommes fantastiques étaient distribuées sans vérification ni planification. Je suggère donc au gouvernement de créer une commission provinciale des loisirs, même un ministère si la question prend une importance qui le justifierait, pour coordonner tout ce qui existe déjà dans ce domaine. Cette mesure, dit-il (M. Harvey), constituerait la continuation de la politique de grandeur instaurée dans la province par le gouvernement libéral¹⁸.

M. l'Orateur, ma motion des loisirs comprend évidemment les loisirs d'ordre intellectuel, pour donner à ce problème, en la planifiant, sa vraie dimension. Le problème des loisirs est peut-être un

des seuls qui touchent sans exception tous les citoyens de la province, du plus jeune au plus vieux, du plus pauvre au plus riche. Les ouvriers de cette province seraient très reconnaissants à l'endroit du gouvernement actuel qui reconnaîtrait, par la création d'une telle commission, l'existence d'un des plus grands problèmes de l'heure. Une commission provinciale des loisirs ou, même mieux, un ministère des loisirs permettrait de continuer cette politique de grandeur instaurée si rapidement par le gouvernement actuel.

M. Lafontaine (Labelle): La mise en application du programme libéral est un fiasco monumental. Le malaise se répand partout et la politique de l'administration actuelle ne répond pas aux exigences vitales de l'heure. Par son manque de réalisme, son défaut de compréhension des besoins de la population et par sa politique du laisser-faire, le gouvernement est en voie de créer des zones où l'immobilisme économique fait suite à l'immobilisme en matière de développement.

Le régime actuel a pris divers moyens pour étouffer tout essor économique dans le comté de Labelle. Le gouvernement n'a pas le droit de faire avec la population d'un comté des citoyens de deuxième zone. Il doit se réveiller de sa longue léthargie et remplacer sa politique de rachitisme économique par une politique fondée sur un sens réel des besoins locaux.

Il (M. Lafontaine) félicite le député de Montmorency (M. Prévost) pour son solide et brillant exposé qu'il a fait de la confessionnalité de notre système d'éducation. Il vante la sagesse contenue dans la politique constructive et stimulatrice des gouvernements de l'Union nationale, qui ont toujours respecté ce merveilleux rouage administratif: le Conseil de l'instruction publique.

Mettant la population en garde contre les idéologies qui courent, il lance un cri d'alarme contre la tendance au laïcisme et, surtout, l'insistance de demander la reconnaissance d'un secteur neutre.

Nous vivons, croit-il, dans une époque où les idéologies les plus diverses s'expriment sur la place publique avec une très grande liberté, liberté qui frise parfois la licence. Il voit un danger dans la situation actuelle. La campagne du laïcisme, dit-il, en est rendue au point où elle ne doit plus laisser personne indifférent.

En répétant les paroles du député de Maskinongé (M. Caron), il (M. Lafontaine) affirme que le système des écoles confessionnelles fait face à une opposition importante de la part des mouvements

laïques, et il demande à tous ceux qui font confiance au système de le défendre. Dans la grande discussion publique actuellement engagée dans la province au sujet de l'école confessionnelle, estime-t-il, toute apathie coupable de la part des croyants dans ce domaine en ferait des complices volontaires des tenants du laïcisme, et leur apathie pourrait être considérée comme étant complice à l'établissement d'écoles neutres. Nous sommes toujours prêts à respecter généreusement les minorités comme nous l'avons fait dans le passé.

Il (M. Lafontaine) proteste contre une des déclarations du député de Chambly (M. Laporte) voulant que tout aille bien dans notre monde. Que le représentant de Chambly lise le dernier bulletin des ligues du Sacré-Cœur. Il constatera que dans la province, il y a des gens qui s'alarment, et avec raison. Parler du danger actuel, ce n'est pas verser dans la démagogie. Partout, des conférenciers adeptes du laïcisme multiplient les rencontres et les contacts; leurs déclarations reçoivent une publicité disproportionnée à la valeur des idées qu'ils lancent et soutiennent. On dirait que le Mouvement laïque (de langue française) voudrait répéter en 1962, pour l'école non confessionnelle, l'aventure de l'institution royale de 1801¹⁹.

Il passe en revue certains périodiques dans les citations desquels il voit des preuves concluantes de l'actualité du problème de l'école confessionnelle au pays du Québec, ainsi que, déclare-t-il, de la virulence excessive des paroles destructrices qu'on lance. Selon une enquête des ligues du Sacré-Cœur démontrant que certains groupements à tendance plus ou moins agnostique tentent d'en finir avec la confessionnalité, il est de notre devoir de prendre position devant le problème et de dire comme les ligues du Sacré-Cœur qu'il est temps que les catholiques fassent opposition à cette doctrine perverse.

Il (M. Lafontaine) cite également les propos de *L'Action nationale*²⁰ de décembre 1961 sur le même sujet. Cet état de choses, soutient-il, révèle que nous vivons présentement les assauts d'une guerre froide, d'une guerre sourde que nous n'avons pas les moyens de perdre.

Il s'en prend particulièrement aux idées que formule un journal bimestriel français, *Forces laïques et sociales*. D'après les renseignements qu'il possède, des articles diffamatoires seraient dus à des collaborateurs de la province de Québec qui se cachent présentement sous l'anonymat. Il proteste contre cette littérature sordide, qui tente de salir et d'outrager une partie de la population du Québec.

Dans tous ces articles, note-t-il, on y parle irrévérencieusement de colonialisme romain ou de domination romaine. Il relève l'affirmation de ce périodique que la province de Québec est devenue le pays le plus immoral qui puisse exister. Et le journal, dit-il, conclut par cette phrase: "Voilà où conduisent trois siècles de morale catholique assidûment pratiquée. Elle est aussi efficace que l'enseignement."

On tente de caricaturer notre vie sociale en disant qu'elle est cristallisée autour de la paroisse, du curé et des sociétés Saint-Jean-Baptiste. Tout cela prouve, conclut-il, que les menaces que l'on fait peser sur le caractère confessionnel de notre enseignement ne sont pas des histoires de Bonhomme Sept Heures ou de croque-mitaine. Nous sommes en face d'une équipe agressive et entreprenante. Dépassant les cadres du problème éducationnel, le laïcisme veut s'implanter jusque dans la législation sociale.

La preuve nous en est fournie par le principal porte-parole des forces laïques au Québec, le Dr Jacques Mackay²¹, qui déclare: "Conformément à sa Constitution, le Mouvement laïque de langue française²² dénonce le caractère confessionnel non pas seulement de la loi de la protection de la jeunesse, mais de toute la législation sociale québécoise, qui permet actuellement de véritables attentats à la morale naturelle, au nom de principes maintenant désuets dans une société pluraliste." Si des améliorations s'imposent dans le domaine de l'éducation, ce ne sera certainement pas en faisant appel à cette doctrine de mort du laïcisme que nous progresserons, mais bien plutôt en continuant de puiser largement à la source de la vérité.

L'heure est venue pour tous ceux qui ont confiance dans notre système confessionnel d'enseignement d'affirmer hautement leurs croyances et leurs conceptions. Il ne faut pour aucune considération que l'avenir nous apporte des surprises désagréables dans ce domaine. L'acquisition de solides convictions religieuses nécessaires à la jeunesse devra toujours être facilitée par l'école. D'où la nécessité de l'école confessionnelle.

L'honorable M. Bertrand (Terrebonne):

J'avoue, dit-il, parler peu souvent en Chambre. Je suis tellement occupé; songez que j'ai hérité d'un comté qui était représenté par un député de l'Union nationale. Je suis obligé de tout réorganiser, de fond en comble.

Dans son récent discours prononcé jeudi et vendredi derniers, le député de Maskinongé (M. Caron) s'est servi de la religion pour distiller le poison de la politacillerie. Il ressemblait à un enfant

de chœur qui s'irrite parce qu'il a peur de froisser son surplus. À l'entendre, la province de Québec est moralement perdue et pourrie depuis que le Parti libéral est au pouvoir. À l'entendre, nous avons fait le jeu des socialistes, des communistes, des athées.

M. Johnson (Bagot) soulève un point d'ordre. Le député de Terrebonne, dit-il, n'a pas le droit de prêter des motifs au député de Maskinongé.

L'honorable M. Bertrand (Terrebonne): Il n'est pas digne qu'un homme de cette Chambre puisse parler ainsi pour le seul plaisir de s'entendre, quand il sait que lui-même se révolterait de tels propos si des affirmations aussi puériles et d'un goût aussi empoisonné étaient faites de ce côté-ci de la Chambre.

M. Johnson (Bagot) proteste. Le député de Terrebonne serait mieux de dénoncer les gauchistes du mouvement laïque.

Une voix ministérielle: Ça, c'est du bagotisme.

L'honorable M. Bertrand (Terrebonne) donne l'assurance que le gouvernement actuel agit en accord avec l'Église catholique du Québec et que les relations entre l'État et l'Église n'ont jamais été meilleures, si précisées et bonnes, que sous le présent gouvernement. Tous les membres du gouvernement savent qu'au-dessus des forces matérielles, il y a les forces spirituelles qui sont les meilleures et les plus productives.

Il insiste sur le fait que toute la législation du présent gouvernement est centrée sur le respect de l'individu, sur le respect de la famille, et que toutes les lois qui ont été présentées et adoptées n'ont eu comme souci non pas l'électoratisme, mais le désir de rendre la province plus progressive et plus heureuse. Pas un gouvernement, dans le domaine éducationnel, n'a fait plus et mieux que le gouvernement actuel, et toutes les lois de sécurité sociale ont comme but, par la justice sociale, d'aider les classes moins fortunées de la société. Nous n'avons pas à rougir, dit-il, de notre programme d'action ni de nos gestes publics...

M. Johnson (Bagot): Pas surprenant, même vos finances sont dans le rouge!

L'honorable M. Bertrand (Terrebonne) reproche au représentant de Maskinongé (M. Caron) d'avoir évoqué des voix autorisées, sans les préciser, pour dire que, sous le présent gouvernement, la province allait vers le gauchisme, le laïcisme, le

socialisme, l'athéisme et l'anticléricalisme. Il demande aux députés de l'opposition de dire quelles sont ces voix autorisées. Il dénonce l'Union nationale qui recourt de nouveau à des épouvantails pour troubler l'opinion publique, en laissant croire que le gouvernement et les libéraux sont des gauchistes, qu'ils ont perdu la confiance et le respect du clergé.

Les voix autorisées, cela veut dire la hiérarchie, les autorités religieuses. Je ne sache pas qu'aucun membre de l'épiscopat, le cardinal Léger ou le primat de l'Église canadienne, Mgr Maurice Roy, archevêque de Québec, ait condamné la législation du présent gouvernement. Je n'ai pas de leçon de moralité à prendre du député de Maskinongé, ni des membres de cette Chambre, ni des ministres.

Quand on dit que le gouvernement favorise le gauchisme, on m'attaque et on attaque les autres membres du cabinet. Pas plus l'évêque de Trois-Rivières, dont relève le député de Maskinongé, que ceux de Mont-Laurier et de Saint-Jérôme, qui ont juridiction sur mon comté de Terrebonne, n'ont dénoncé le gouvernement.

Quand les évêques de ma province, et les évêques, ce sont les voix les plus autorisées, diront que notre législation est périlleuse, que nos actions et nos gestes administratifs conduisent la province vers l'athéisme et l'anticléricalisme, je serai le premier à me soumettre, et je sais que tous les membres du cabinet se soumettront respectueusement et changeront d'opinion.

Mais que l'on cesse de se couvrir du manteau de la religion. Nous respectons le clergé, nous ne voulons le mêler à nos luttes politiques, nous sommes heureux de ses avis et de ses conseils. Je ne sache que le clergé, même anglican, protestant, presbytérien, ait fait entendre des critiques contre notre façon d'administrer.

Le discours du représentant de Maskinongé, prononcé jeudi soir (25 janvier), était indigne d'un membre qui siège à l'Assemblée législative.

M. Johnson (Bagot): Point d'ordre. Il invite le député de Terrebonne (l'honorable M. Bertrand) à retirer le mot "indigne".

L'honorable M. Bertrand (Terrebonne): Quel article?

M. Johnson (Bagot): 295.

L'honorable M. Bertrand (Terrebonne): Je retire le mot "indigne".

L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice)²³: N'est pas digne...

L'honorable M. Bertrand (Terrebonne):

Le discours du député de Maskinongé (M. Caron) n'a pas semblé avoir été prisé, non seulement par les visiteurs dans les galeries, mais même par ses collègues du parti. Le député de Missisquoi (M. Bertrand) n'a pas applaudi une seule fois. Ce n'est pas lui qui verserait dans une telle démagogie. L'ex-secrétaire de la province, le député de Montmorency (M. Prévost), qui a l'habitude de l'entregent et du chic, n'a pas applaudi non plus...

M. Johnson (Bagot): Autant que le procureur général (l'honorable M. Lapalme) quand le premier ministre parle...

L'honorable M. Bertrand (Terrebonne):

L'homme de la rue est renseigné par les journaux sur les événements politiques et, malgré les critiques des adversaires du Parti libéral, on se rend compte dans la province de Québec que quelque chose est changé.

(Se tournant vers la galerie réservée aux membres de la presse) Tous les journaux de la province sont bons parce qu'ils sont constructifs. Le véritable journalisme doit être constructif; il doit commenter largement, mais doit ouvrir des voies nouvelles à la province de Québec et au Canada vers le progrès de la collectivité. La presse est devenue le véhicule par excellence de l'information publique et politique. Jamais la radiodiffusion ni la télévision ne remplaceront la presse écrite. La presse suit l'homme politique, recueille ses paroles, rapporte ses actes. Certains ne trouvent pas assez abondante la publicité que la presse leur donne.

Je suis le premier à ne pas être surpris, à cause des conditions difficiles dans lesquelles un journaliste travaille: nécessité de faire vite, obligation de résumer rapidement des pages et des pages de longs discours. Mais les journalistes parlementaires n'en demeurent pas moins les témoins des délibérations de la Chambre, et ils méritent de chaleureuses félicitations pour la façon dont ils remplissent leur mission.

Les journaux ont une mission à remplir. Il est consolant de voir combien nombreux sont les journalistes qui, tout en rapportant d'aussi insipides accusations, font la part des choses en faisant des commentaires qui orientent l'opinion publique. Le journalisme est fait pour construire et non pour détruire, pour créer, chaque jour, sans verser dans le laisser-aller, l'inexactitude, la déformation des faits. À la tribune de la presse, aucun journaliste ne veut tomber dans la politcaillerie, dans la recherche d'une critique continuellement acerbe.

Que *Le Montréal-Matin* fasse exception, personne n'en sera surpris. *Montréal-Matin* est tellement partial que, pour éviter de mentionner le nom d'un député libéral, il tuera la nouvelle. *Montréal-Matin* déforme les faits quand il s'agit de ses adversaires politiques, notamment dans ses éditoriaux. *Montréal-Matin* tronque les textes. *Montréal-Matin* distille le poison. *Montréal-Matin* fait des héros des députés de l'Union nationale et des bandits de grand chemin des députés libéraux.

Montréal-Matin a remué la province sens dessus dessous afin de trouver un exemplaire de mon journal, pour reproduire un article éditorial que j'avais publié à l'occasion de la mort de Maurice Duplessis, en signalant que cet article était dû à la plume d'un ancien membre de la Chambre des communes. *Montréal-Matin* est un journal qui, par le poison qu'il distille auprès de centaines et de centaines de citoyens, rend un mauvais service à la province. *Montréal-Matin* distille un poison qui n'a pas le droit d'exister. Sous l'administration de M. Duplessis qui supportait mal la critique, paraît-il, les journaux n'étaient pas totalement objectifs. Mais, sous le gouvernement actuel, la presse a retrouvé son objectivité et fait de la critique constructive. Il n'y a plus que *Montréal-Matin* qui fait de la critique destructive.

Je ne demande pas des comptes rendus à l'eau de rose, je ne demande pas de verser dans les fades compliments. Je demande aux journaux de critiquer les actes publics du gouvernement, de semer des idées, des opinions, de commenter les discours, d'étudier les projets de loi, mais de le faire de façon constructive, en permettant aux hommes publics de s'élancer à l'assaut des sommets et non pas de rester sur des positions faciles.

Il (l'honorable M. Bertrand) termine par un éloge du représentant de Chambly (M. Laporte), ancien journaliste et maintenant député de ce comté, ainsi qu'en avertissant l'Union nationale qu'aux prochaines élections les libéraux seront réélus.

Le débat est suspendu.

À 6 heures, la Chambre suspend ses travaux.

Reprise de la séance à 8 heures**Adresse en réponse
au discours du trône**

Le débat se poursuit sur l'adresse.

L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges) se réjouit des innovations qu'il a constatées dans le discours du chef de l'opposition. Le député de Bagot (M. Johnson), déclare-t-il, s'est aperçu, avec le gouvernement, que les besoins actuels du peuple nécessitent une politique vraiment nouvelle. C'est le devoir du gouvernement, pour répondre aux exigences du temps, de contracter des emprunts...

M. Johnson (Bagot): Tout ça, c'est pour prouver que c'est gratuit, l'éducation...

L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges): Lorsque l'Union nationale institua le crédit agricole, est-ce que le gouvernement pensait alors appauvrir les cultivateurs?

Si le discours du trône n'annonce pas de législation dans le domaine de l'éducation, c'est que le gouvernement ne se propose pas, cette année, à moins d'imprévu, de présenter des projets de loi de grande envergure et aussi importants que l'an dernier dans ce domaine. Mais cela ne veut pas dire que ce sera le *statu quo*. Nous avons la responsabilité de voir à ce que la génération présente ne souffre pas pendant qu'une commission d'enquête envisage les problèmes à long terme.

Cela ne veut pas dire que les problèmes d'une acuité considérable dans l'immédiat doivent être laissés sans solution. Au moment où l'on parle de séparatisme, il est temps de songer que la grandeur nationale du Québec et du Canada dépend du bien-être général, du développement routier, du bon fonctionnement des institutions et surtout de l'éducation qui permettra à la jeunesse d'accéder aux postes de commande demain et de jouer son rôle dans la société.

En attendant les recommandations de la commission royale chargée de l'enquête générale sur l'enseignement, le gouvernement prend les mesures s'imposant pour régler certains problèmes qui exigent une solution immédiate. Par exemple, l'Assemblée législative sera invitée prochainement à voter des bills en vue de l'utilisation des ondes-radio et TV - pour la diffusion et l'amélioration de l'enseignement; on incite la commission royale à se pencher avec une attention spéciale sur le cas des enfants retardataires; un comité spécial sera constitué au sein du ministère de la Jeunesse pour étudier la question des loisirs, de la culture physique, des sports et pour élaborer une politique cohérente de l'État québécois dans ce secteur de l'activité humaine; et on continuera à démocratiser l'enseignement, par exemple grâce à des réalisations telles que les commissions scolaires régionales et les cités des jeunes.

Le Mouvement laïque de langue française ne peut, sous l'empire des lois actuelles, fonder une corporation scolaire.

L'éducation dans la province de Québec, et plus particulièrement l'instruction au sens strict, subit depuis quelques années à peine une poussée sans précédent qui s'appuie sur plusieurs facteurs fondamentaux.

En principe, une éducation plus poussée est une nécessité sur le plan individuel, pour assurer le développement de l'homme aussi complet et harmonieux que possible, répondant en cela simplement à la loi de la vie, et pour assurer la préparation de l'individu à la fonction spécifique qu'il sera appelé à remplir dans la société ainsi que sur le plan de la nation. De toute façon, il n'y a aucun doute que la tendance à une instruction et une éducation de plus en plus poussées de toute la jeunesse s'enracine profondément dans la volonté du peuple tout entier.

Le gouvernement a établi sa politique sur les questions d'éducation sur des principes fondamentaux. Les problèmes particuliers auxquels notre population et nos institutions ont à faire face, au jour le jour, ne peuvent recevoir de solution vraiment efficace sur le plan local, et vraiment équitable par rapport à l'ensemble de la province, qu'à l'intérieur d'une politique générale et de principes fondamentaux. Toute autre solution adoptée au jour le jour et de façon empirique ne peut être que la source de nouveaux problèmes et de nouvelles injustices.

Les besoins sont nombreux: corps professoral de plus en plus compétent; aide financière aux jeunes qui veulent poursuivre leurs études et à leur famille; adaptation du programme des études aux nécessités de l'heure; organisation méthodique de l'éducation des adultes; intervention dans le domaine de l'éducation physique, des sports et des loisirs; besoin d'adapter les méthodes d'enseignement à des catégories particulières de jeunes, comme les enfants sous-doués et ceux qui ne pourraient bénéficier d'un enseignement accéléré; et une attention particulière pour les enfants qui, pleins de talents, peuvent brûler les étapes.

Fait nouveau dans le Québec: 25 % de la population totale de la province va maintenant à l'école et cette population augmente constamment. La population étudiante du Québec, pour 1961-1962, s'élève à 1,238,367 alors que, pour 1962-1963, on prévoit 1,306,820, soit une hausse moyenne de 5.53 %. C'est à ce rythme que l'on estime l'accroissement de la population étudiante des deux prochaines années.

La difficulté de trouver des solutions s'accroît du fait que le nombre des élèves inscrits dans les principaux secteurs de l'enseignement augmente continuellement. En certains secteurs de l'enseignement, précisément ceux qui coûtent le plus cher, l'augmentation est plus sensible. On attend des augmentations pour 1962-1963 sur les inscriptions prévues pour 1961-1962 de 3.3 % dans le secteur élémentaire²⁴, de 14.7 % au secondaire, de 4.3 % dans les collèges classiques, de 3 % dans les instituts familiaux, de 12.9 % dans les écoles normales, de 7.5 % dans l'enseignement spécialisé et de 11.4 % dans les universités.

On prévoit, pour 1962-1963, 942,460 inscriptions au cours élémentaire, 269,440 au cours secondaire relevant des commissions scolaires, 33,625 dans les collèges classiques, 3,630 dans les instituts familiaux, 13,100 dans les écoles normales, 11,750 dans les écoles de l'enseignement spécialisé, et 38,305 dans les universités. Cette augmentation, en une seule année, crée des problèmes d'ordre financier et humain, problèmes qui doivent reposer sur des principes de base: parité des principes éducatifs et péréquation de l'effort local.

Pour la parité des principes éducatifs, on doit viser à ce que la qualité des services éducatifs que reçoit la jeunesse et l'ampleur qu'on lui consacre soient les mêmes partout dans la province et dans toutes les régions, quelle que soit la richesse des divers milieux. Ce sont les besoins de la jeunesse elle-même qui doivent être le critère de cette qualité et de cette ampleur, et non pas la capacité absolue de payer des familles où ces jeunes ont trouvé l'existence.

Comme exemple des principales applications de ce principe, il (l'honorable M. Gérin-Lajoie) cite la commission scolaire régionale et la cité des jeunes. Cette dernière, déclare-t-il, consiste en un campus comprenant une école secondaire, une école de métiers, un centre sportif, un terrain de jeu, un service de cafétéria et une bibliothèque. Ce serait une économie pratique; non pas un nivellement de l'enseignement, mais une réponse à l'idéal du rapprochement fraternel entre les enfants, peu importe la fortune des parents.

Pour que l'État du Québec joue un rôle en matière d'éducation, l'État a le devoir de voir à ce que soient canalisées vers l'éducation les ressources qui échappent à l'action des commissions scolaires. Il faut bien se rendre compte que la taxe foncière ne peut pas redevenir la principale source des revenus scolaires comme dans le passé. Une fois ce principe admis, il faut que le gouvernement canalise les ressources qui échappent à la taxe foncière.

De même, c'est à l'État qu'il appartient de déterminer les normes des services à dispenser, d'établir les types et les niveaux d'enseignement, de surveiller la compétence et les qualifications du personnel enseignant, de veiller à la qualité du matériel et des installations scolaires.

Il appartient à l'État de voir à établir avec esprit de décision la planification des politiques scolaires, de façon à réaliser le réaménagement scolaire au niveau local et régional en fonction des besoins locaux et régionaux. Une carte définissant les limites des commissions scolaires régionales éventuelles est en train de se faire, de façon que l'aménagement local et régional de services scolaires adéquats se réalise au rythme de la croissance des besoins et en fonction des exigences géographiques, sociologiques et économiques; de façon également que, sur une période de cinq ans ou 10 ans, tous les groupes appelés à contribuer au développement de l'éducation en ressources humaines et en ressources financières, les contribuables individuels, les entreprises, les institutions d'enseignement publiques et privées, les jeunes qui sont sur le point de choisir une carrière et, finalement, l'État lui-même puissent voir clairement les objectifs à atteindre, les étapes à franchir et le rôle qu'il doit jouer dans l'action d'ensemble. La planification future est impossible sans une telle carte.

L'État, ce n'est pas le ministre, ce n'est pas le cabinet, ce n'est même pas la Législature. L'État, c'est l'ensemble des rouages qui gouvernent la province. En matière d'éducation, il y a le Conseil de l'instruction publique, établi par des lois datant d'avant la Confédération, lois qui demeurent toujours soumises à l'action du législateur, car le Conseil de l'instruction publique peut recevoir des ordres du gouvernement.

Mandaté par le peuple, l'État a le devoir d'établir les conditions qui sont de nature à assurer le plein épanouissement de chaque citoyen. Mais l'État ne supplantera jamais l'autorité locale dans le domaine de l'éducation. Il découle de cela que l'État doit prendre l'initiative de la politique scolaire et de la réorganisation du système scolaire; il ne peut pas être un simple coordonnateur.

Je n'ai pas de doute que l'État peut compter sur l'appui de toute la population, principalement des éducateurs. C'est dans cette perspective que le gouvernement a créé une commission royale d'enquête sur l'enseignement, dont l'État compte recevoir des avis réfléchis pour établir une politique scolaire, à la mesure d'un Québec de 1962 et des années à venir.

Il (l'honorable M. Gérin-Lajoie) tient à rassurer les commissions scolaires en soulignant que, si le gouvernement doit assumer toutes ses responsabilités en matière d'enseignement, il désire en même temps restaurer l'autonomie de l'administration locale déjà compromise par une situation financière assez précaire.

Dans le domaine du deuxième principe fondamental, celui de la péréquation de l'effort local, complément essentiel du précédent, compte tenu de leurs ressources, tous les contribuables doivent être appelés à contribuer en parts égales au financement des services éducatifs. Un premier effort de normalisation a été tenté, à l'automne 1961, afin d'inspirer aux autorités locales un sens de la responsabilité. De 33.3 % du total des déficits des commissions scolaires qu'elles représentaient en 1955, les subventions gouvernementales avaient atteint 78.2 %, en 1960, et une telle attente n'incite guère à prendre ses responsabilités en vue de fournir tout l'apport local qui s'imposerait.

Aujourd'hui, il y a inégalité des efforts locaux dans une proportion de un à huit, et la responsabilité des autorités locales paraît sérieusement compromise quand une commission scolaire en vient à compter sur les octrois ou sur des subventions spéciales pour combler ses déficits. L'évaluation foncière se révélant inadéquate comme norme à cause de ses variations de place en place, le ministère a pris un relevé des permis de construction nouvelle au cours des trois dernières années comme base de l'estimation des possibilités et des moyens financiers d'une municipalité.

Des contacts avec des commissions scolaires aux échelons provincial, régional ou même individuel ont amené un accord général sur le principe d'une péréquation équitable. Pour en arriver à un système idéal de péréquation, il faudra encore du temps. Un système de péréquation idéal ne peut s'établir du jour au lendemain, mais il doit être considéré sérieusement. Ainsi, le gouvernement n'a pas voulu pour autant laisser la situation s'empirer. Pour assurer sa pleine contribution à l'enseignement, tout en restaurant la responsabilité locale, le gouvernement a recours aux modalités de la péréquation que la majorité des commissions scolaires ont acceptée comme équitable.

À la suite de rencontres avec les dirigeants de la Fédération des commissions scolaires, des groupements régionaux de commissions scolaires et des commissions scolaires individuelles, on en est venu à un accord général sur le principe d'un système équitable de péréquation, soit l'acceptation de la formule proposée pour l'année courante.

Compte tenu de leurs ressources, tous les contribuables doivent être appelés à contribuer également au financement des services éducatifs. La péréquation est un élément de réponse: les villes plus prospères contribueront à soutenir celles qui sont moins fortunées.

En 1955, le déficit des commissions scolaires était de \$7,200,000 environ; en 1959, le nombre des commissions scolaires déficitaires s'élevait à 1,001²⁵, pour une somme de \$14,385,329; en 1960, 836, pour un total de \$12,707,949; et, en 1961, se basant sur un rapport partiel, pour 1,592 commissions sur 1,714, 865 accusaient un déficit, pour une somme de \$19,611,309. Les déficits prévus des commissions scolaires pour l'année courante s'expliquent par l'inégalité des charges entre les diverses commissions scolaires de même que par une augmentation assez générale des charges acceptées par celles-ci. Les industries entrent également en ligne de compte dans la détermination de l'effort local à attendre.

On dit parfois, en certains milieux, que le gouvernement veut agir trop vite. Je crois le contraire, car la province de Québec et nous sommes devant l'alternative suivante: ou bien consentir à investir dans l'éducation les ressources matérielles et humaines nécessaires pour répondre à la poussée de scolarisation évidente dans tous les secteurs de l'enseignement, ou bien notre génération prendra la responsabilité excessivement grave de freiner un progrès que réclame toute notre population et qui correspond à un besoin réel de notre société.

Quant à moi, quant au gouvernement dont je fais partie, le choix est fait. J'ai l'intime conviction qu'en cela la Chambre tout entière appuie le gouvernement. Nous avons opté pour le progrès, je dirais même pour une transformation qui soit le plus possible adaptée au rythme de l'accroissement et de la transformation des besoins de notre société, et cela, au prix de toutes les exigences que cet accroissement et cette transformation peuvent comporter.

À propos des \$35,000,000 investis dans les universités, le gouvernement libéral les fait figurer dans son passif, alors que, sous l'Union nationale, la somme aurait été inscrite au passif des universités.

Un autre poste budgétaire a pris une ampleur soudaine, tout à fait indépendamment des lois votées à la dernière session: l'augmentation considérable, bien que justifiée, des traitements du personnel enseignant. Elle va jusqu'à 50 % dans certains cas.

Pour les autres dépenses accrues, des subventions supplémentaires ont été accordées, à la

dernière session, en vertu du bill 86 pour aider les commissions scolaires à faire face aux nouvelles obligations qui ont résulté de la législation en matière de fréquentation scolaire obligatoire prolongée, d'extension du cours secondaire, de gratuité scolaire.

Une grande politique de l'éducation, au-dessus des chicanes de partis, exige une mobilisation des ressources humaines et financières de la province de Québec pour l'enseignement. Une politique d'emprunt s'impose dans le domaine de l'éducation dont dépend l'avenir du groupe canadien-français. C'est un moyen de reprendre le terrain perdu.

On parle de séparatisme et de nationalisme. S'il est un effet de l'action provinciale, de la politique provinciale dont dépend l'avenir du peuple canadien-français, c'est bien celui de l'éducation. Je n'ai pas l'intention d'exprimer une opinion ce soir sur le séparatisme ou sur l'indépendantisme. Ce serait au-delà de la portée de ce discours.

Mais si, au-delà de cette question, nous avons à cœur, nous Canadiens français, de lutter pour rebâtir la nation canadienne-française, c'est d'abord par l'instruction, par l'éducation que nous y arriverons. C'est un secteur où les Canadiens français, sans animosité envers nos amis anglais, peuvent accomplir l'essentiel de notre mission canadienne-française et catholique en Amérique du Nord. Notre mission se situe tout d'abord dans le domaine de l'éducation.

De ce côté-ci de la Chambre, nous ne prétendons pas trouver en un tournemain la réponse à tous les problèmes de la nation. Cependant, nous croyons avoir affirmé qu'il ne faut pas rester immobile devant la grandeur de la tâche. La tâche des gouvernants de cette province est immense. La responsabilité qui incombe au gouvernement dans ce domaine dépasse même les frontières du Québec, car notre expérience pourrait profiter aux peuples qui, aujourd'hui, trouvent une liberté si ardemment attendue. Je voudrais que, d'un commun accord, nous reconnaissions qu'il y a un effort gigantesque à faire pour que le Québec se donne le système d'enseignement à la mesure de sa taille et de la nation que nous avons appris à être lorsque nous avons appris notre histoire du Canada.

M. l'Orateur: L'adresse est-elle adoptée?

M. Johnson (Bagot): Je me suis entendu vendredi, avec le premier ministre, dit-il, pour terminer le débat, afin d'adopter l'adresse remerciant le représentant de Sa Majesté. L'opposition est heureuse d'adopter l'adresse²⁶.

La motion est mise aux voix et la Chambre l'adopte²⁷.

Projets de loi:

Ministère de l'Agriculture et de la Colonisation

L'honorable M. Courcy (Abitibi-Ouest) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 9 instituant le ministère de l'Agriculture et de la Colonisation.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Ministère de la Chasse et des Pêcheries

L'honorable M. Levesque (Bonaventure) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 10 instituant le ministère de la Chasse et des Pêcheries.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Mères nécessiteuses

L'honorable M. Lafrance (Richmond) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 11 concernant l'assistance aux mères nécessiteuses.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Loi de l'Office du crédit agricole

L'honorable M. Courcy (Abitibi-Ouest) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 12 modifiant la loi de l'Office du crédit agricole de Québec.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Concours artistiques

L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 13 relatif aux concours artistiques, littéraires et scientifiques.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Ministère de l'Agriculture et de la Colonisation

L'honorable M. Courcy (Abitibi-Ouest) propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en

considération un projet de résolutions relatives au bill 9 instituant le ministère de l'Agriculture et de la Colonisation.

Adopté.

Ministère de la Chasse et des Pêcheries

L'honorable M. Levesque (Bonaventure) propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 10 instituant le ministère de la Chasse et des Pêcheries.

Adopté.

Mères nécessiteuses

L'honorable M. Lafrance (Richmond) propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 11 concernant l'assistance aux mères nécessiteuses.

Adopté.

Loi de l'Office du crédit agricole

L'honorable M. Courcy (Abitibi-Ouest) propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 12 modifiant la loi de l'Office du crédit agricole de Québec.

Adopté.

Concours artistiques

L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont) propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 13 relatif aux concours artistiques, littéraires et scientifiques.

Adopté.

Nomination de l'Orateur suppléant et président des comités pléniers

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) propose que l'on confie la vice-présidence de l'Assemblée législative et la présidence du comité plénier au député de Québec (M. Bédard). Cette motion, déclare-t-il, montre la confiance du

gouvernement dans le député de Québec qui, avec son esprit de justice et son impartialité, saura faire respecter les droits et les privilèges de la Chambre.

M. Johnson (Bagot) appuie le chef du gouvernement.

Il tient à préciser que l'opposition coopère une fois de plus. La nomination du député de Québec (M. Bédard), dit-il, soulagera de sa lourde tâche M. l'Orateur, le député de Westmount-Saint-Georges (M. Hyde). Le député de Québec pourra compter sur la collaboration du groupe de l'Union nationale. Toutefois, il demande au nouvel Orateur suppléant le respect des prérogatives de l'opposition.

La motion est mise aux voix et la Chambre l'adopte à l'unanimité.

M. Bédard (Québec) remercie le premier ministre et le chef de l'opposition. Si le decorum et l'ordre sont respectés, les décisions que j'aurai à rendre seront faciles et agréables à tous, déclare-t-il.

Institution du comité des subsides

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) propose que la Chambre, au cours de la présente séance, se forme en comité pour prendre en considération les subsides à accorder à Sa Majesté.

Adopté.

Institution du comité des voies et moyens

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) propose que la Chambre, au cours de la présente séance, se forme en comité pour prendre en considération les voies et moyens de payer les subsides à accorder à Sa Majesté.

Adopté.

Subsides:

Budget supplémentaire 1961-1962 (2)

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme en comité des subsides.

En comité:

Présidence de M. Bédard (Québec)

M. Johnson (Bagot) demande que le premier ministre explique ses dépenses et que l'Assemblée législative entreprenne l'étude du budget supplémentaire de la province, item après item. L'opposition, dit-il, est disposée à accélérer l'adoption des crédits nécessaires, mais un des premiers devoirs de l'opposition, c'est de forcer le gouvernement à rendre compte de l'emploi qu'il fait des fonds publics et de faire connaître publiquement les motifs qui poussent le gouvernement à demander des crédits supplémentaires. Et nous nous ferons certainement un devoir de faire notre devoir.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) donne des explications sur le second budget supplémentaire du présent exercice financier, déposé jeudi dernier, s'élevant à \$36,822,225. Le budget régulier, dit-il, pour l'année 1961-1962, s'élevait à \$761,437,000. Les deux budgets supplémentaires atteignent \$46,000,000²⁸. Il y a eu deux mandats spéciaux émis entre les deux sessions et aussi les \$35,000,000 des universités et des collèges classiques. Toutefois, si le gouvernement a besoin de plus d'argent pour certaines branches de l'administration, il réalise, par contraste, des économies ailleurs.

Dans l'ensemble, les dépenses n'ont pas dépassé les articles, surtout en ce qui concerne le budget principal. Dans bien des cas, même, la dépense a été inférieure aux prévisions budgétaires. Cela veut dire que, si l'on additionne tous les crédits votés pour l'exercice courant, on en arrive à une somme proche de \$850,000,000 qui, dans la réalité, est supérieure aux véritables dépenses gouvernementales. Le montant total des trois budgets ne représente donc pas les dépenses atteintes. Nous aurons des renseignements sur la situation exacte au moment du discours sur le budget.

La présente reprise économique entraîne un léger accroissement des revenus de l'État provincial. Si cela continue, la situation financière de l'administration s'améliorera d'ici au mois d'avril.

M. Johnson (Bagot) questionne le gouvernement sur les raisons du montant de \$11,545,000 pour le ministère de la Famille et du Bien-être social, dans le budget supplémentaire no 2.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): C'est que l'assistance chômage et l'assistance

publique ont coûté plus cher que prévu. Les allocations aux jeunes de 16 à 18 ans qui poursuivent leurs études ont également coûté plus cher. Il y a \$14,775,000 pour le ministère de la Santé. C'est que, là encore, les dépenses de l'assurance-hospitalisation ont été largement dépassées. Les services assurés de l'assurance-hospitalisation dans les hôpitaux avaient coûté aux contribuables \$110,000,000, en 1960. Ils ont été estimés à \$125,000,000, en 1961-1962, mais ils atteindront entre \$140,000,000 et \$145,000,000 au cours de cet exercice financier.

L'an prochain, soit 1962-1963, il faudra consacrer des fonds encore plus importants à l'application de cette partie de la législation sociale de la province. Cette augmentation serait due principalement aux nombreuses conventions collectives signées par la direction des hôpitaux et par les syndicats, en vue d'augmenter la rémunération des employés d'hôpitaux qui, jusque-là, étaient les moins bien payés de tout le Canada. Cela explique en grande partie les déboursés additionnels de l'administration provinciale.

Avant l'arrivée des libéraux au pouvoir, les autorités provinciales n'avaient pas besoin de soumettre à la Chambre basse si souvent des budgets supplémentaires, car de multiples lois permettaient alors au cabinet de faire certaines dépenses à sa guise. Le contrôle exercé par le nouveau bureau de la trésorerie, contrôle promis par les libéraux pour donner aux législateurs la possibilité de surveiller pleinement et étroitement l'utilisation des deniers publics, rend aujourd'hui plus fréquemment nécessaire la présentation de tels budgets. C'est le gouvernement actuel qui s'est imposé le devoir de soumettre à l'approbation de la Chambre basse les dépenses non prévues dans le budget régulier.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) propose: 1. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Arbitrage (Affaires municipales)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1962.

M. Johnson (Bagot): À l'article des arbitrages, les dépenses ont augmenté sensiblement depuis 1960. Notant que seulement \$5,000 ont été réservés à cette fin dans le budget après les élections du 22 juin 1960, il demande pourquoi c'est cinq fois plus élevé. Dans le budget de l'année dernière, ajoute-t-il, il a été augmenté à \$10,000, et maintenant, c'est \$25,000 de plus qui sont demandés, soit environ \$35,000. Est-ce parce qu'il y a plus d'arbitres ou est-ce qu'ils sont payés à des taux plus élevés?

L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice): Il y a eu un plus grand nombre d'arbitrages au cours de l'année et les taux ont augmenté.

M. Johnson (Bagot) demande à l'ancien ministre des Affaires municipales (M. Hamel) si l'augmentation des coûts d'arbitrage n'était pas due au fait qu'avant le 5 juillet 1960, les présidents des tribunaux d'arbitrage étaient des juges qui n'étaient pas payés, et que maintenant, ce sont des avocats de la Fédération libérale qui reçoivent en rémunération des honoraires généreux. Il y voit un danger d'ingérence politique.

L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice): C'est l'une des raisons, mais je dois dire que c'était extrêmement difficile d'avoir des juges. Je pense que le gouvernement a décidé de payer les présidents des tribunaux d'arbitrage avant le 5 juillet 1960, mais je ne suis pas certain.

Des députés de l'opposition: Oh! Oh!

L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice): Il y a beaucoup plus de liberté qu'avant dans la province.

M. Johnson (Bagot): Ou plus de patronage. À preuve, les avocats libéraux qui remplacent les juges sur les tribunaux d'arbitrage.

L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice): C'est vrai, mais les juges ne veulent plus siéger.

M. Johnson (Bagot): Voilà que le ministre du Travail (l'honorable M. Hamel) pose un acte d'une franchise étonnante. Ça se confesse... Ça se confesse... \$25,000 pour l'arbitrage. Est-ce qu'il y a plus de chicanes depuis l'avènement du nouveau gouvernement?

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Il faut régler des chicanes engendrées par l'Union nationale.

M. Johnson (Bagot): Est-ce que les avocats libéraux chargent plus cher?

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): (Vacarme général) Pas plus que cet avocat de l'Union nationale. N'a-t-il pas chargé \$476,000²⁹ en 10 ans, sous l'administration de l'Union nationale, simplement pour aller chercher des octrois à Québec³⁰?

M. Johnson (Bagot): Ce n'est pas une manière de discuter des postes d'arbitrage.

M. Bellemare (Champlain) reproche également au cabinet provincial de nommer pour les arbitrages non plus des juges, mais de simples avocats. Il y voit un danger d'ingérence politique, car il s'agirait d'avocats de la Fédération libérale.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Nous désignons de bons avocats.

M. Bellemare (Champlain): La Fédération des commissions scolaires s'objecte à la nomination d'avocats; il faut séparer la politique de l'enseignement.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Ce sont les parties qui choisissent ensemble les arbitres. Pensez-vous que je vais vous consulter avant de nommer quelqu'un?

M. Bellemare (Champlain): La Fédération des commissions scolaires est catégorique, elle s'oppose aux nominations politiques et recommande de ne pas en faire en ce qui touche aux tribunaux d'arbitrage.

L'honorable M. Saint-Pierre (Saint-Hyacinthe): La Fédération des commissions scolaires l'a toujours recommandé. Je me rappelle que déjà en 1948 et 1949...

M. Bellemare (Champlain): L'Union nationale n'a jamais nommé de membres de la Fédération libérale...

(Rires)

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) propose: 2. Qu'un crédit n'excédant pas treize mille cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Commission d'étude du système administratif de Montréal (Affaires municipales)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1962.

M. Johnson (Bagot) signale que l'impression de la deuxième partie du document, publiée sous le gouvernement libéral, a coûté plus cher que la première partie éditée sous l'Union nationale. Si le premier ministre veut se renseigner sur l'endroit où le rapport a été imprimé la deuxième fois et sur l'initiative de qui, dit-il, il va comprendre qu'il y a du favoritisme politique, et du mauvais favoritisme. Le premier ministre est-il naïf?

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Si le chef de l'opposition a des renseignements, qu'il les communique. Je ne sais pas où il a été imprimé, mais je vais le découvrir et, lorsque le budget en entier sera présenté, je vais dire où. La deuxième partie est beaucoup plus considérable que la première; il y a plus de copies.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) propose: 3. Qu'un crédit n'excédant pas cinq cent quatre-vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Subventions et primes (Agriculture)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1962.

L'honorable M. Courcy (Abitibi-Ouest): Les \$180,000 du budget supplémentaire à l'item "Agriculture" représentent le montant des subventions pour la chaux achetée par les cultivateurs.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): L'argent est versé selon une base fédérale-provinciale. Le gouvernement fédéral paie \$450,000.

M. Tremblay (Maisonnette): C'est beaucoup de chaux à \$0.10 le sac.

L'honorable M. Courcy (Abitibi-Ouest) demande à la Chambre de voter des crédits de \$400,000, dans le budget supplémentaire, pour venir en aide aux sinistrés dans quelque 24 circonscriptions, victimes d'incendie, d'inondation ou de tempête.

M. Johnson (Bagot): Pouvons-nous avoir une liste avec les dates, les noms et les montants?

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): J'allais, dit-il, la présenter à la Chambre, mais j'espérais que le chef de l'Union nationale n'aille pas visiter les victimes et prétendre qu'elles recevaient de l'aide à la suite de sa recommandation (M. Johnson).

M. Johnson (Bagot): Il n'y a pas de danger pour ça, les patroneux libéraux sont déjà bien en tête dans tous les comtés.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) énumère, comté par comté, les dépenses faites pour l'assistance de victimes de sinistres. Les sinistrés de Grande-Rivière, précise-t-il, recevront \$15,626. Évidemment, on ne pouvait pas prévoir au mois

d'avril qu'une inondation aurait lieu au mois de juin dans un tel comté.

Une voix de l'opposition: On voit bien que vous ne lisez pas l'*Almanach du peuple*.

M. Gosselin (Compton): L'enquête sur les dommages causés par les tempêtes dans Compton fut faite par des patroneux...

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Pardon, par des agronomes bien connus de l'Union nationale.

M. Gosselin (Compton): Le candidat libéral défait³¹ affirmait aux cultivateurs que le fédéral paierait 50 % des frais...

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): C'est une erreur. Tout est soldé par Québec.

M. Russell (Shefford): Comment se fait-il que le premier ministre envoie dans le comté d'autres officiels pour ces enquêtes?

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): C'est changé! Sous l'ancien régime, c'est le député qui allait porter les chèques...

M. Russell (Shefford) tonne contre cette politique.

(Le tumulte s'élève en Chambre)

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) réclame la suspension pour calmer les esprits du député de Shefford (M. Russell).

L'étude de la résolution est suspendue.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté deux résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Lesdites résolutions sont lues et agréées.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Ajournement

M. l'Orateur prononce l'ajournement.

La séance est levée vers 10 heures.

NOTES

1. *Le Soleil* du 31 janvier, à la page 35, signale qu'une tempête a fait rage une partie de la journée (mardi 30 janvier 1962), dans la région de Québec, et que les députés ont réussi à se rendre assez nombreux en Chambre. À la reprise des débats, ils étaient 47 députés, mais un bon nombre avait téléphoné dans l'avant-midi pour faire savoir qu'ils arriveraient en retard à Québec.

2. Il s'agit du bill 219. À ne pas confondre avec le "bill 37 concernant la taxe de vente au Lac-Saint-Jean" de l'honorable M. Cliche (Abitibi-Est).

3. *The Gazette* du 31 janvier, à la page 1 écrit: "Son énoncé et la lecture de la lettre suggèrent fortement que le Québec considère une certaine forme de développement hydroélectrique conjoint avec Terre-Neuve, probablement à Hamilton Falls du côté terre-neuvien de la frontière contestée du Labrador."

4. Joseph Roberts Smallwood (1900-1991), journaliste et auteur, entra en politique dès 1928 pour le Parti libéral et organisa la campagne en faveur de l'entrée de Terre-Neuve dans la Confédération en 1949. Il fut élu premier ministre de cette province la même année, fonction qu'il occupa jusqu'en 1972. Il consacra les dernières années de sa vie à l'ouvrage *Encyclopedia of Newfoundland and Labrador*.

5. Robert McKenzie est le correspondant de *The Gazette* à Québec; voir le compte rendu de la conversation téléphonique en question: "Newfoundland-Quebec Power Project Proposed. Would Not Give Up Any Part of Labrador". Voir *The Gazette* du 29 janvier, à la page 1.

6. "Le littoral du Nouveau-Québec, territoire fédéral. C'est ridicule; les îles devraient appartenir au Québec (M. Arsenault)". Voir *Le Devoir* du 29 janvier

1962, aux pages 1 et 10. Dans son édition du 31 janvier, à la page 6, *Le Devoir* résume ainsi la nouvelle parue deux jours auparavant: "Le ministre des Terres et Forêts (l'honorable M. Arsenault) trouve ridicule que les îles du littoral des baies James et d'Hudson appartiennent aux Territoires du Nord-Ouest et non à la province de Québec. Le ministre ajoute que le Québec devrait entreprendre des négociations avec Ottawa afin de devenir propriétaire de ces îles."

7. Contrairement aux autres sources lorsqu'elles en font mention, *L'Action catholique* du 31 janvier, à la page 10, laisse entendre que la question de M. Johnson s'adressait directement à M. Lesage.

8. Les ententes conclues entre le gouvernement du dominion du Canada et les gouvernements provinciaux du Manitoba, de la Saskatchewan et de l'Alberta, à propos du transfert des ressources naturelles à ces dernières, eurent lieu respectivement le 14 décembre 1929, le 20 mars 1930 et le 14 décembre 1929. Les lois, quant à elles, ont toutes été sanctionnées le 30 mai 1930. Voir: 20-21 George V, chapitres 29, 41 et 3.

9. Le sens de la fin de cette phrase est à comprendre avec l'explication qu'en donne le journaliste dans *The Gazette* du 31 janvier, à la page 1: "Il (M. Lesage) n'a pas précisé si les négociations pour le transfert étaient en cours ou si le Québec était prêt à payer pour les terres."

10. L'article 94a de la loi constitutionnelle de 1867 fait référence aux pensions de vieillesse. *L'Action catholique* du 31 janvier, à la page 10, se trompe forcément avec la correspondance déposée au début de la présente séance par M. Lesage au sujet de la modification de l'article 94a. Dans le cas de la redistribution des sièges, la réponse de M. Lesage devait probablement faire référence aux articles 52 et 80 de la loi constitutionnelle de 1867.

11. Plusieurs journaux citent en effet la correspondance entre MM. Lesage et Diefenbaker déposée en Chambre durant la présente séance. *Le Devoir* du 31 janvier, aux pages 1 et 6, y va cependant d'un commentaire très éclairant: Dans sa lettre à M. Diefenbaker, il (M. Lesage) écrit: "D'ailleurs, j'ai entamé des pourparlers à ce sujet (transport de l'énergie électrique) avec les premiers ministres des autres provinces." Il ne faut pas être bien malin, poursuit *Le Devoir*, pour déduire que

M. Lesage s'est déjà entretenu avec M. Smallwood de ce problème de l'exploitation des chutes Hamilton, qui cause tant de soucis à Terre-Neuve. On peut conclure que le Québec n'acceptera jamais de participer, avec la collaboration d'Ottawa, à un réseau national d'électricité, mais qu'il pourra conclure avec les autres provinces des ententes pour l'établissement d'un réseau interprovincial." C'est probablement à ces conclusions que M. Lesage pense quand il déclare que le chef de l'opposition sera capable de les tirer par lui-même.

12. "Québec ne participera pas au plan fédéral d'assurance-récolte" selon *Le Devoir* du 30 janvier 1962, à la page 11.

13. Selon *Le Devoir* du 31 janvier, à la page 1, M. Courcy répond plutôt que Québec étudie la possibilité d'établir un programme provincial d'assurance-récolte.

14. En effet, à la séance du 26 janvier 1962, une source affirme que M. Gabias a parlé pendant 45 minutes.

15. Dans la foulée du concile Vatican II prévu pour octobre 1962, le pape Jean XXIII promulgue, le 15 mai 1961, l'encyclique *Mater et Magistra* qui reprend et complète les enseignements de Pie XII sur les problèmes sociaux et sur la paix.

16. *La Presse* du 31 janvier, à la page 14, ajoute que la déclaration de M. Gabias a été accueillie avec un sourire par le groupe ministériel.

17. M. Harvey était comptable à la compagnie des chemins de fer nationaux (CNR), de 1954 à 1959, avant d'être élu député.

18. Presque toutes les sources soulignent que c'était le premier discours de M. Harvey à l'Assemblée législative.

19. En 1801, la première loi scolaire adoptée au Bas-Canada créa des écoles primaires sous l'autorité de l'Institution royale du gouverneur britannique. L'institution royale prônait un système non confessionnel qui, selon ses opposants, aurait accéléré l'assimilation des Canadiens; ces derniers l'ont donc évité pour des raisons linguistiques et confessionnelles.

20. M. Lafontaine fait certainement référence à l'article "Le véritable problème laïco-clérical" dans

L'Action nationale, vol. LI, no 4, décembre 1961, aux pages 343-345.

21. Jacques Mackay fut vice-président de l'exécutif provisoire mis en place en 1961 au Mouvement laïque de langue française (MLF). Il en fut aussi le président et joua un rôle important au sein de cette organisation.

22. Le Mouvement laïque de langue française (MLF) fut fondé en avril 1961. Sa doctrine est la laïcité de la société québécoise, plus précisément la séparation de la société civile et de la société religieuse. Le MLF fut "mis en sommeil" le 6 mars 1969. Voir: Gaétan Rochon, *Le Mouvement laïc de langue française (M.L.F.) et la question scolaire: 1961-1969. Analyse d'un groupe de pression*, mémoire de maîtrise (science politique), Université de Montréal, 1971, 297 pages, et Jacques Godbout, *Le mouvement du 8 avril*, Montréal, MLF, 1966, 28 pages.

23. *Le Devoir* du 31 janvier, à la page 6, ne précise pas s'il s'agit du député Hamel d'Iberville ou de Saint-Maurice. On suppose qu'il s'agit de ce dernier.

24. L'augmentation, dans ce secteur, est fonction, en grande partie, du taux de natalité, précise *Le Nouveau Journal* du 31 janvier, à la page 7.

25. 1,000 commissions scolaires, selon *The Gazette* du 31 janvier, à la page 2.

26. *Le Soleil* du 31 janvier, à la page 35, signale que l'adresse en réponse au discours du trône a été votée sans amendement de l'opposition. On s'attendait généralement à ce que le chef de l'opposition profite de la circonstance pour présenter une motion d'amendement dans la formule ordinaire: "La Chambre, tout en se déclarant prête à voter les crédits nécessaires à sa Majesté, regrette que..." Le chef de l'opposition a voulu, sans doute, raccourcir le débat.

27. *Le Montréal-Matin* du 31 janvier, à la page 2, signale que l'adresse en réponse au discours du trône a été votée à l'unanimité un peu avant 9 heures du soir. Comme il sied, personne ne s'est objecté à ce que la Chambre remercie le lieutenant-gouverneur d'avoir bien voulu faire connaître, par le discours du trône, les motifs de la convocation du Parlement. *La Tribune* du 31 janvier, à la page 2, précise que le discours du trône a été adopté à 8 h 50 du soir.

28. *Le Soleil* du 31 janvier, à la page 42, signale que les crédits du premier budget supplémentaire

s'élevaient à \$9,901,000. En les additionnant aux crédits du deuxième budget supplémentaire (\$36,822,225), la somme dépasse donc les \$46,000,000 mentionnés dans les journaux, pour totaliser \$46,723,225.

29. *La Tribune* du 31 janvier, à la page 1, rapporte \$400,000.

30. *The Montreal Daily Star* du 31 janvier, à la page 31, note que le premier ministre semblait faire référence au sénateur Henri Courtemanche. En effet, M. Courtemanche (1916-1986), avocat, fut élu député de Labelle aux Communes en 1949, défait en 1953, puis réélu en 1957 et 1958. Il occupa la fonction de secrétaire d'État du Canada durant un an et demi, avant de se voir nommé au Sénat le 20 janvier 1960. Il démissionna le 22 décembre 1961 parce que la commission d'enquête provinciale, présidée par le juge Victor Chabot, affirma qu'il aurait reçu 10 % des subventions gouvernementales de l'hôpital Jean-Talon en retour de son intervention auprès du ministre québécois de la Santé. Voir: *Ottawa Citizen*, 22 décembre 1961; *Canadian Annual Review*, 1961, pages 89-90, et *Journal du Sénat*, 1962.

31. Le candidat libéral défait dans Compton, en 1960, est Joseph-Omer Dionne (1904-1981). Il fut élu sous la bannière libérale dans cette circonscription en 1970 et réélu en 1973 dans Compton-Mégantic, avant d'être défait en 1976.

Séance du mercredi 31 janvier 1962

Présidence de l'honorable J. R. Hyde

La séance est ouverte à 2 h 30.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports des comités permanents:

M. Dionne (Rimouski): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le troisième rapport du comité permanent des règlements.

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- de Samuel Lion Simak, demandant l'adoption d'une loi changeant son nom en celui de Lionel Schwartz;

- de Joseph-Henri-Georges-Léon-Raphaël Rousseau, demandant l'adoption d'une loi décrétant qu'il sera connu et désigné sous le nom de Joseph-Léon-Henri Benoît;

- de l'Hôtel-Dieu de Gaspé, demandant l'adoption d'une loi refondant sa charte;

- de la révérende mère Sainte-Louise-de-Marillac et autres, demandant l'adoption d'une loi les incorporant sous le nom de Les Chanoinesses hospitalières de Saint-Augustin du monastère de l'Hôtel-Dieu de Gaspé;

- de la Commission des écoles catholiques de Québec, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.

M. Binette (Deux-Montagnes): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanent des bills privés en général.

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, les bills suivants:

- bill 102 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Peter Balfour Glassford à l'exercice de la profession d'avocat dans la province de Québec;

- bill 103 constituant en corporation Young Israel of Chomedey;

- bill 104 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Nichita Tomesco à l'étude du droit et à l'exercice de la profession d'avocat dans la province de Québec.

Et, avec amendements, les bills suivants:

- bill 105 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Jean-Marc Béliveau et Lawrence Mollot à l'exercice de la profession d'avocat dans la province de Québec;

- bill 107 modifiant la charte de l'Institut Fraser-Hickson, Montréal;

- bill 108 concernant la Caisse Nationale d'Économie.

Projets de loi:

Peter Balfour Glassford

M. Blank (Montréal-Saint-Louis) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 102 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Peter Balfour Glassford à l'exercice de la profession d'avocat dans la province de Québec.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 102 sans l'amender.

M. Blank (Montréal-Saint-Louis) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Young Israel of Chomedey

M. Lavoie (Laval) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 103 constituant en corporation Young Israel of Chomedey.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 103 sans l'amender.

M. Lavoie (Laval) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Nichita Tomesco

M. Blank (Montréal-Saint-Louis) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 104 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Nichita Tomesco à l'étude du droit et à l'exercice de la profession d'avocat dans la province de Québec.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 104 sans l'amender.

M. Blank (Montréal-Saint-Louis) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

J.-M. Béliveau et Lawrence Mollot

M. Parent (Hull) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 105 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Jean-Marc Béliveau et Lawrence Mollot à l'exercice de la profession d'avocat dans la province de Québec.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 105 sans l'amender.

M. Parent (Hull) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Institut Fraser-Hickson, Montréal

M. Blank (Montréal-Saint-Louis) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 107 modifiant la charte de l'Institut Fraser-Hickson, Montréal.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 107 sans l'amender.

M. Blank (Montréal-Saint-Louis) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Caisse Nationale d'Économie

M. Lechasseur (Verchères) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 108 concernant la Caisse Nationale d'Économie.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 108 sans l'amender.

M. Lechasseur (Verchères) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Commission des écoles catholiques de Québec

M. Plourde (Roberval) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 133 refondant la charte de la Commission des écoles catholiques de Québec.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Hôtel-Dieu de Gaspé

M. Pouliot (Gaspé-Sud) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 151 constituant en corporation l'Hôtel-Dieu de Gaspé.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Chanoinesses hospitalières de Saint-Augustin de l'Hôtel-Dieu de Gaspé

M. Pouliot (Gaspé-Sud) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 152 constituant en corporation Les Chanoinesses hospitalières de Saint-Augustin du monastère de l'Hôtel-Dieu de Gaspé.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Joseph-H.-G.-L.-R.
Rousseau**

M. Lavoie (Laval) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 165 changeant le nom de Joseph-Henri-Georges-Léon-Raphaël Rousseau en celui de Joseph-Léon-Henri Benoît.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Samuel
Lion Simak**

M. Blank (Montréal-Saint-Louis) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 195 changeant le nom de Samuel Lion Simak en celui de Lionel Schwartz.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Dépôt de documents:

**Chemins de fer,
états et statistiques 1960**

L'honorable M. Saint-Pierre (Saint-Hyacinthe) dépose sur le bureau de la Chambre les états, rapports et statistiques des chemins de fer jusqu'au 31 décembre 1960. (Document de la session no 43)

**Chemins de fer,
Rapport 1960**

L'honorable M. Saint-Pierre (Saint-Hyacinthe) dépose sur le bureau de la Chambre le rapport des chemins de fer pour l'année expirant le 31 décembre 1960. (Document de la session no 44)

Travaux de la Chambre:

**Délai
des bills privés**

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Il me semble que l'extension du délai des bills privés a été raisonnable. Nous sommes au dernier jour de janvier et environ 120 pétitions de bills privés ont été présentées jusqu'ici. À la suite des commentaires faits à ce sujet par le chef de l'opposition récemment, il serait souhaitable et équitable pour tout le monde que les bills privés ne puissent plus être acceptés, pour la présente session, après mardi prochain, le 6 février.

Questions et réponses orales:

Registres civils

M. Blank (Montréal-Saint-Louis) demande au gouvernement d'amender le Code civil, afin de permettre aux ministres du culte judaïque de remplir les registres civils, tout comme ceux des religions catholique et protestante.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Cette question mérite d'être étudiée.

Subsides:

**Budget supplémentaire
1961-1962 (2)**

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme en comité des subsides.

En comité:

Présidence de M. Bédard (Québec)

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) propose: 1. Qu'un crédit n'excédant pas cinq cent quatre-vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Subventions et primes (Agriculture)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1962.

M. Johnson (Bagot): Donnez-nous la liste contenant les noms des sinistrés et les sommes qu'ils recevront en assistance.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Il y a tant de dossiers à compiler à ce sujet qu'il faudra bien 10 jours¹ avant d'être en mesure de produire la liste des sinistrés et que l'opposition voit sa demande exaucée. Après une enquête, le cabinet est d'avis qu'il est nécessaire de répondre à des demandes d'assistance aux sinistrés pour un montant approximatif global de \$340,000, dit-il, mais le budget réclame \$400,000 pour répondre à toute nouvelle demande possible.

M. Johnson (Bagot) désire obtenir des renseignements sur la ligne de conduite du gouvernement dans ce secteur d'assistance.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) soutient que le gouvernement croit qu'il est du ressort de l'Assemblée législative de légiférer sur ces crédits imprévus et imprévisibles au moment de l'élaboration du budget.

M. Johnson (Bagot) réclame un plan d'assurance gouvernemental pour réduire les pertes des victimes des sinistres. Il ne peut admettre que le cabinet soit le seul juge des montants accordés aux sinistrés. Il désire qu'une loi doublée d'un régime d'assurance stipule les normes et les barèmes de la protection à laquelle ont droit les sinistrés. Il demande au premier ministre sur quel barème le cabinet se base pour accorder des secours et comment on procède dans la distribution de cette assistance.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): À l'appel d'assistance d'une victime de sinistre, une enquête est ouverte par des fonctionnaires du gouvernement. Selon les prescriptions de la loi, quand un sinistre se produit, le gouvernement peut créer des comités de secours qui distribuent l'aide selon le barème suivant: depuis un minimum de \$50 jusqu'à un maximum de \$1,000, la province rembourse les sinistrés de la moitié du montant des dommages quand le cas est vraiment misérable.

Un comité de secours a été institué par le ministère de l'Agriculture pour venir en aide aux fermiers. Dans un cas, par exemple, d'une inondation résultant de la rupture d'un barrage appartenant à un particulier, à la rivière Mailloux, le gouvernement payait sur une base individuelle 50 % des dommages avec un minimum de \$50.

Parfois, il y a eu exception comme dans le cas du sinistre de l'entrepôt frigorifique incendié de Grande-Rivière, où les pertes ont été très lourdes pour les usagers de cette installation, et où le cabinet consent à une aide minimum de \$40 pour perte de victuailles.

Un exemple: un ouvrier, chef de famille, y avait perdu pour \$40 de vivres, perte irréparable que les autorités provinciales ont tenu à compenser. Dans tous les cas, le maximum des dommages remboursés est de \$1,000. Il est difficile d'établir des règles fixes en cette matière. Le gouvernement ne fait quelque chose que dans certaines circonstances; le cabinet est le juge.

M. Johnson (Bagot): L'opposition reconnaît la nécessité pour le gouvernement d'intervenir à plusieurs occasions. Elle est donc prête à voter les

crédits demandés, mais elle hésite sans connaître auparavant les critères de base décidant des octrois et, aussi, quand elle voit que le gouvernement se refuse à dire comment il procédera pour distribuer les indemnités. Elle ne veut pas que l'absence de règles soit un moyen pour le gouvernement d'exercer du patronage.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): C'est sur la décision du Conseil des ministres, telle qu'on la trouve dans les minutes du Conseil, que le barème a été établi.

M. Johnson (Bagot): Pouvons-nous voir ces minutes?

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Non!

M. Johnson (Bagot): En somme, ces subsides sont versés selon les désirs ou caprices du cabinet.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Selon notre bon jugement. Le gouvernement sentira le besoin de faire quelque chose lorsque des pauvres gens seront privés de l'essentiel, comme c'est arrivé à Grande-Rivière. Le gouvernement a consenti à rembourser les sinistrés qui n'avaient que \$40 de viande quand l'entrepôt frigorifique du gouvernement a brûlé, en novembre dernier. Il se penchera sur les cas de cultivateurs dont les cultures sont dévastées par la grêle, et ainsi de suite.

M. Tremblay (Maisonnette): Tout ce que le gouvernement nous demande, c'est de lui accorder un blanc-seing en demandant à la Chambre basse d'ouvrir des crédits de \$400,000 pour l'aide aux victimes de sinistres dans 24 circonscriptions. Les montants en seront distribués ensuite à sa guise, suivant que les sinistrés sont conservateurs ou libéraux. Le Parti libéral fait maintenant ce qu'il reprochait à l'Union nationale; les ministériels devraient pratiquer la vertu qu'ils enseignent.

M. Riendeau (Napierville-Laprairie) demande une enquête dans le cas des sinistrés de son comté au sujet de l'incendie qui a détruit l'entrepôt. Ne s'agit-il pas, demande-t-il, de patrons libéraux qui font enquête dans les cas des sinistrés de ma circonscription²?

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): (Offusqué) Des curés, des présidents de l'Union des

cultivateurs catholiques et autres personnages du genre ne sont certes pas des patroneux.

M. Johnson (Bagot): Mais, quand c'est un ancien candidat libéral ou un président de la Fédération libérale, c'est bel et bien du patronage.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Il est normal qu'une personne, quelle qu'elle soit, fasse des représentations au gouvernement, afin qu'une personne qui a été sinistrée puisse être dédommée.

M. Johnson (Bagot): Je suis heureux d'entendre dire cela par le premier ministre. On s'est plaint je ne sais combien de fois, parce qu'il y avait de telles représentations sous l'Union nationale, et le premier ministre est rendu à croire que c'est normal, après un an et demi de pouvoir.

Cependant, il n'est pas normal qu'un candidat libéral défait dise, pour être dédommé: "Il faut passer par moi." Nous voulons rendre un service au premier ministre en disant ce qui se passe dans cette province. Nous allons, chaque fois que cela se présentera, dénicher ce mal.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Le chef de l'opposition a parlé de lettres que le député de Napierville-Laprairie (M. Riendeau) avait en sa possession.

M. Johnson (Bagot): Je n'ai jamais dit cela.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Je mets le député et l'opposition au défi de déposer ces lettres ou affidavits pour appuyer ses déclarations.

M. Johnson (Bagot): Nous en avons, des lettres de patroneux; pas dans le cas en question, mais dans d'autres domaines.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): C'est toujours dans un autre domaine quand on vous pousse au pied du mur.

M. Johnson (Bagot): Je produirai en temps et lieu à la Législature des lettres qui aideront le Parti libéral à s'épurer.

L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice): Commencez donc par vous épurer vous-mêmes!

M. Gosselin (Compton): L'aide est nettement insuffisante pour 27 cultivateurs qui ont perdu des

récoltes complètes de pommes et d'avoine dans Compton, à la suite de tempête de grêle. Il suggère de porter à \$500 l'assistance du gouvernement dans chaque cas.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Trente-six cultivateurs se partageront \$3,500.

M. Russell (Shefford) invite le premier ministre à commenter le cas de M. McCutchin, de North Shefford, dans Shefford, dont la maison fut endommagée par une tornade entraînant des dommages de \$1,400.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) signale au député de Shefford (M. Russell) que le gouvernement consent à accorder à M. McCutchin \$700.

M. Tremblay (Maisonnette): Si je comprends bien, c'est aussi discrétionnaire que ça l'était autrefois...

Des députés ministériels rient.

M. Tremblay (Maisonnette): Nous n'avons pas de leçons à recevoir de vous. Et ce n'est pas parce que le premier ministre parle comme Jean Gascon³ que nous allons en avoir peur.

J'aime à dire, en passant, que la province n'a jamais eu, comme aujourd'hui, un ministre du Travail pour déprécier autant la classe ouvrière et qui déteste tant les ouvriers.

L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice): J'ai, dit-il, toujours affirmé que les travailleurs du Québec sont des hommes. Depuis mon arrivée au ministère du Travail, je me suis efforcé de traiter les ouvriers comme des hommes.

C'est ce que nous avons fait, avec la conséquence que, depuis 18 mois que nous sommes au pouvoir, nous n'avons pas vu, dans le domaine des relations industrielles, les matraquages d'Asbestos⁴ ni le dynamitage...

Des députés de l'opposition: À l'ordre! À l'ordre!

M. Johnson (Bagot): M. le président, il est évident que, si on laisse le ministre du Travail continuer sur ce ton à l'encontre du Règlement et faire de telles avances absolument erronées, nous réclamerons le droit de répondre.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): (Souriant) Le ministre du Travail savait qu'il était hors d'ordre et il n'insiste pas.

M. le président: C'est d'abord le député de Maisonneuve qui s'est éloigné du sujet en discussion, ce qui a forcé le ministre du Travail à en faire autant en répondant.

Il demande à tous de s'en tenir à l'article à l'étude, de sorte qu'on ne soit plus témoin d'incidents de ce genre.

Les députés de l'opposition consentent à l'adoption de la résolution si l'opposition peut prendre connaissance de la liste des sinistrés et des montants qu'ils ont reçus.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) accepte l'entente.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) propose: 2. Qu'un crédit n'excédant pas quatre cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Achat d'une propriété à Oka-sur-le-Lac (Chasse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1962.

L'honorable M. Levesque (Bonaventure): Le gouvernement a une option d'achat sur le domaine des sulpiciens qui couvre 825 arpents⁵ et qui est situé, plus exactement, entre Oka et la ferme des trappistes.

L'option expire le 9 mars, et le gouvernement croit bon de lui donner effet, afin d'établir à cet endroit un parc ainsi qu'un terrain de camping, de pique-nique et de bains pour les ouvriers de la région de Montréal. Le gouvernement n'a pas voulu laisser passer cette occasion unique.

L'honorable M. Lévesque (Montréal-Laurier): Ce sera le premier parc exclusivement destiné aux ouvriers du nord de Montréal.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Au moment de la rétrocession des biens aux prêtres de Saint-Sulpice, les autorités religieuses d'alors obtinrent une promesse de vente, et le gouvernement, à la demande de M. Paul Sauvé, a mis une option de \$400,000 sur cette propriété. C'est une décision prise par l'Union nationale, et on ne peut pas nous reprocher de nous rendre au désir exprimé par un ancien chef de ce parti.

M. Gabias (Trois-Rivières): Nous nous réjouissons que le premier ministre reconnaisse que l'Union nationale a fait quelque chose de bien.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): L'Union nationale n'a rien fait.

M. Gabias (Trois-Rivières): Le premier ministre ratifie-t-il que ce qu'il a obtenu a été préparé par l'Union nationale?

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Non. C'est le gouvernement actuel qui a pris l'option. Il a donné suite à un vœu de M. Sauvé.

M. Johnson (Bagot): C'est M. Sauvé qui a fait une entente avec les Sulpiciens pour que ce terrain ne tombe pas dans les mains de l'entreprise privée.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): J'ai fait visiter le terrain dans l'intention de le faire servir pour les ouvriers du nord de Montréal. Au révérend père Laurence, j'ai demandé de prolonger l'option, qui prenait fin le 31 décembre 1961, jusqu'au 31 mars.

Quand j'ai l'intention de souligner une bonne idée de M. Sauvé, le gouvernement de l'autre bord prend toute la corde.

M. Johnson (Bagot): Là où le gouvernement actuel fait des bons coups, c'est quand il ratifie des idées de l'ancien gouvernement et réalise des projets que nous avions en vue.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): L'idée venait non du gouvernement de l'Union nationale, mais de M. Sauvé.

M. Guillemette (Frontenac) proteste contre cette déclaration du premier ministre. Les ministres de l'Union nationale étaient au courant.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) propose: 3. Qu'un crédit n'excédant pas trois cent soixante-quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Administration (Conseil exécutif)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1962.

Adopté.

4. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais

juridiques et dépenses diverses (Conseil exécutif)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1962.

Adopté.

5. Qu'un crédit n'excédant pas onze millions cinq cent trente-cinq mille six cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Services d'assistance sociale: allocations, subventions et administration (Famille et Bien-être social)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1962.

M. Tellier (Montcalm) reproche au ministre de la Famille et du Bien-être social (l'honorable M. Lafrance) les changements apportés à la procédure suivie pour l'administration de l'assistance sociale dans la province. Il reproche aussi au gouvernement d'avoir passé un arrêté ministériel, en septembre dernier, qui a cessé d'aider les agences sociales et par lequel le ministère de la Famille et du Bien-être social annonçait qu'il se chargerait à l'avenir de l'aide aux miséreux.

Les délais pour obtenir l'approbation des dossiers ont entraîné des difficultés supplémentaires pour les personnes concernées, dit-il, et ce sont les indigents qui ont souffert de ces changements. Les agences sociales se sont alors trouvées dans l'impossibilité de répondre aux demandes qui leur étaient adressées. Elles informaient les personnes qui se présentaient à elles qu'elles devraient, dorénavant, s'adresser au ministère de la Famille et du Bien-être social. Mais celui-ci, dépourvu des dossiers indispensables, a retardé considérablement l'octroi des secours et n'était pas organisé pour faire face à ces changements.

Le gouvernement a pris sa décision et a fait des modifications sans consulter ou avertir les agences sociales. Le gouvernement a ignoré les protestations et les critiques que lui ont adressées les agences sociales elles-mêmes, les journaux et les corps publics. Le conseil fédératif des agences sociales, qui groupe 400 agences et œuvres, a fait part au gouvernement de son inquiétude et il a demandé de suspendre le nouveau règlement, de rétablir la méthode d'administration et les taux antérieurs.

Il (M. Tellier) cite de larges extraits de lettres et de télégrammes adressés, l'automne dernier, au gouvernement par 13 agences de la métropole ainsi que par 19 organismes de Caritas Canada qui protestent contre les nouveaux règlements et les nouvelles méthodes de paiement, décrivant les difficultés immédiates qui en découleront. Il (M. Tellier) mentionne, parmi les signataires de cette protestation, le nom de Mgr Charles-Édouard Bourgeois.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):
Ah, mon Dieu! Sainte-Ursule!

M. Tellier (Montcalm): Et chaque fois que nous avons élevé la voix, de notre côté, pour protester, le ministre de la Famille et du Bien-être social (l'honorable M. Lafrance), qui s'intitule le sauveur de la race, nous accusait de faire de la démagogie.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):
Le député de Montcalm n'a pas le droit d'accoler une telle épithète au ministre de la Famille et du Bien-être social (l'honorable M. Lafrance).

M. Tellier (Montcalm): Je suis content d'entendre le premier ministre formuler cette remarque, mais je serais plus satisfait s'il mettait lui-même ce principe en pratique.

Il décrit l'inquiétude que cette action du gouvernement a provoquée. De l'aveu des agences sociales elles-mêmes, ajoute-t-il, cette initiative malheureuse risque de compromettre tout le système de distribution des secours. Le budget supplémentaire de \$11,535,000 pour les services d'assistance sociale, j'espère que c'est pour répondre à toutes les demandes qui ont suivi la désorganisation. Il insiste sur les souffrances de certaines familles et signale des cas de misère bien précis. Si on avait laissé les choses dans le *statu quo*, dit-il, on aurait évité bien des souffrances. Il demande donc de suspendre les règlements et de rétablir la méthode d'administration et les taux antérieurs.

L'honorable M. Lafrance (Richmond): Il est urgent de réviser la loi de l'assistance publique, dont l'objet est devenu surtout maintenant l'aide aux personnes obligées de rester à domicile, et ce, pour servir réellement la cause du bien-être en province.

Il y a eu des retards dans le versement des allocations, des pensions et autres versements d'aide générale, et le gouvernement est le premier à les déplorer. Cependant, les cas cités sont des cas d'exception et il y a toujours eu des retards. Les raisons des retards d'aujourd'hui sont diverses, mais la principale cause des difficultés du gouvernement dans l'application de la législation d'aide aux chômeurs découle de l'empressement de l'ancien gouvernement.

Le bill 36, modifiant la loi de l'assistance publique, a été adopté avant les élections générales de 1960 en grande vitesse, sans que l'on pense à toutes les implications financières.

Dans cette hâte, le gouvernement québécois d'alors a fait disparaître le seul et le meilleur contrôle sur la distribution de l'assistance-chômage, celui des municipalités. Les conséquences financières de cette loi ont dépassé de beaucoup toutes les prévisions. C'est la raison pour laquelle de nouveaux crédits sont aussi demandés. Le gouvernement actuel a dû former des cadres administratifs qui n'existaient pas à mon arrivée au ministère de la Famille et du Bien-être social.

Le manque de cadres au ministère et dans les services divisionnaires a aussi contribué grandement à retarder l'émission des allocations, de pensions et autres bénéfices. Il n'y avait même pas de directeur du Service de l'assistance publique à l'arrivée au pouvoir des libéraux. Le gouvernement a nommé M. Gérard Nepveu⁶, ancien secrétaire de M. Paul Sauvé, qui s'est acquitté consciencieusement de sa tâche.

D'autre part, plus de 232,000 dossiers⁷ ont dû être étudiés par le personnel de la Commission des allocations sociales dans les deux semaines qui suivirent l'adoption de la nouvelle loi d'assistance. Nous sommes littéralement débordés par l'affluence de demandes d'allocations sociales qui nous sont adressées. Nous dépensons de \$15,000 à \$20,000 chaque mois, uniquement afin de payer les heures supplémentaires de notre personnel qui besogne jour et nuit. Nous sommes véritablement ensevelis sous un déluge de lettres de demande d'information. C'est ce qui explique nos retards.

La décision prise par le gouvernement d'apporter un changement au règlement a fait suite à la demande des agences elles-mêmes, notamment celles du Conseil des œuvres de Québec. En effet, ces organismes voulaient être libérés de la responsabilité de l'assistance chômage et de l'aide à domicile, pour pouvoir se consacrer pleinement à leur véritable mission et objectif, la rééducation et la réadaptation⁸.

En 1961, le Conseil des œuvres de Québec présentait au gouvernement un mémoire demandant de remettre aux mains de l'État les fonds publics de l'assistance. Ceux qui n'étaient pas en faveur, les agences, se sont dits satisfaits des explications que le premier ministre leur avait fournies lorsqu'ils étaient venus à Québec pour discuter du dossier.

On a parlé de la situation à Montréal, mais il n'y a eu aucun changement dans la métropole; c'est le *statu quo*. Jamais ces organismes n'avaient distribué de fonds à Montréal, car la distribution incombait au Service municipal du bien-être.

Le ministère de la Famille et du Bien-être social a voulu établir un meilleur contrôle, et l'arrêté

ministériel avait pour but d'établir ce meilleur contrôle en mettant fin à certains abus que le ministère cherchait à réprimer. Il s'agit de cas d'exception, mais encore trop nombreux. Notre thèse, c'est qu'il appartient au gouvernement, responsable de l'emploi des deniers publics, de distribuer lui-même l'argent des contribuables. Il (l'honorable M. Lafrance) insiste sur le fait qu'en établissant un contrôle au niveau du gouvernement et des agences, les dépenses prévues seront moindres.

Un comité d'étude de trois membres, rappelle-t-il, a été chargé d'étudier la question des barèmes d'une échelle de taux d'allocation selon les régions économiques, le régime des taux fixes, les modes de collaboration avec les services de Bien-être et d'assistance à domicile, et les autres normes. Le comité d'étude se compose de M. Boucher, membre de plusieurs œuvres de bienfaisance de la métropole; de M. Morin, sociologue de l'Université Laval; et de M. Bélanger, économiste de la Faculté de commerce de Laval⁹. On y ajoutera un comité consultant qui sera appelé à soumettre des mémoires et à conseiller le gouvernement.

Il avait été prévu un déboursé de \$70,000,000 à \$75,000,000, mais on demande exactement \$67,100,000 au budget, parce qu'un redressement économique se manifeste au Québec, qui diminue le nombre de ceux qui ont besoin d'assistance économique.

Le gouvernement donne actuellement en assistance \$10,000,000 par mois, sans compter les \$10 accordés en surplus. Sous l'ancien régime, le gouvernement ne distribuait que \$1,000,000 par mois. En outre, toutes les mères nécessiteuses ont reçu \$15 de plus sur leur pension. Il (l'honorable M. Lafrance) souligne différentes autres mesures récentes comme l'ouverture de bureaux régionaux.

M. Thibeault (Montréal-Mercier): Le ministère de la Famille et du Bien-être social est un ministère de formules. Il n'est que de consulter les journaux pour s'en rendre compte, dit-il. Le peuple, lui, se perd dans tout cela et ne sait plus ce qu'il doit faire pour bénéficier des allocations auxquelles il a droit.

Il explique les principales causes de ce qu'il appelle le gâchis administratif de l'assistance sociale.

Pourquoi, demande-t-il, le gouvernement n'a pas mis sur pied un organisme capable d'assumer la distribution des allocations avant d'effectuer les changements?

Les délais pour verser les indemnités étaient si longs que les députés de l'Union nationale avaient été obligés de payer de leur propre poche.

Un député ministériel: Démagogie!

M. Thibeault (Montréal-Mercier): Si c'est de la démagogie, il y a beaucoup de démagogues à l'Union nationale.

Des gens se sont endettés en anticipation de la promesse que leur allocation ou leur pension serait augmentée. Le gouvernement a ainsi accru la détresse de ces malheureux. Ce qu'il y a de particulièrement déplorable dans cette situation, c'est qu'on a promis cette augmentation à ces personnes. En attendant, elles se sont endettées et plusieurs se voient encore dans l'impossibilité de faire honneur à leurs obligations.

On avait promis une allocation de \$55 aux invalides. La cité de Montréal a cessé de payer ces allocations, avec le résultat que les invalides reçoivent moins. D'ailleurs, le directeur du Service social de Montréal, M. Renaud, a lui-même qualifié de sabotage la nouvelle politique du gouvernement.

Il (M. Thibeault) cite un exemple de miséreux qui n'aurait pas eu l'assistance nécessaire de la part du gouvernement.

M. Guillemette (Frontenac): Une foule de citoyens doivent endurer une grande misère. Dans le comté de Frontenac, un homme souffrant de maladie chronique et son épouse, confinée dans une chaise roulante, n'ont pour tout revenu que les \$55 de la pension de vieillesse mensuelle du mari. Avant le 1^{er} septembre, ces gens avaient \$35 supplémentaires par mois du bureau local d'assistance publique, mais ce supplément leur a été enlevé par le régime actuel. Ce malheureux a reçu une lettre l'informant que, par suite des changements apportés au système d'allocations sociales, il n'avait plus droit aux \$35 par mois, mais qu'il bénéficierait à l'avenir d'une hausse de pension de \$10 par mois. Au lieu de recevoir \$90 par mois, il en reçoit maintenant \$65. On lui a bien donné les \$10 promis à même les \$35 qu'on était allé chercher dans ses goussets.

Le gouvernement actuel est un gouvernement de formules. Les gens réclament des allocations. On leur répond "non" en leur envoyant non pas des chèques, mais des formules.

L'honorable M. Lafrance (Richmond) dit que les agences ont reçu la consigne de continuer les paiements intégraux et il ne voit pas pourquoi le couple ne l'a pas reçu.

M. Prévost (Montmorency) souligne le cas d'une personne qui n'a pas reçu l'argent qui lui avait été promis en assistance, et il décrit les souffrances

d'un jeune père de famille, rendu infirme par un accident, à qui la pension a été coupée. Il y a quelque chose qui ne va pas dans le système, dit-il.

L'honorable M. Lafrance (Richmond): Ce sont des cas spéciaux, dit-il. Il s'en présente plus de 200 par semaine. Chaque cas doit être étudié. Il propose de s'occuper du dossier si le député de Montmorency (M. Prévost) voulait bien lui donner le nom de cet homme.

M. Prévost (Montmorency) promet de le faire.

M. Hébert (Beauharnois): Le gouvernement coupe les allocations, puis ensuite fait des enquêtes. Il devrait plutôt faire des enquêtes et couper ensuite, s'il y a lieu. Il cite un autre exemple de miséreux qui n'aurait pas eu l'assistance nécessaire de la part du gouvernement.

M. Larouche (Témiscamingue): Je félicite le ministre de la Famille et du Bien-être social (l'honorable M. Lafrance), le personnel et les membres du service des allocations sociales pour les efforts qu'ils déploient. Ils font leur possible. Le gouvernement fait peut-être son possible, mais il a commis une erreur en voulant tout chambarder le système des allocations établi par l'administration précédente. Aujourd'hui, personne ne sait plus où donner de la tête au milieu des directives nouvelles qui pleuvent de partout, et les miséreux restent dans la misère.

(En montrant des journaux locaux) Il affirme que dans sa région du Nord du Québec, un service social local avait été promis deux ans auparavant. Il a ensuite été promis périodiquement depuis, mais n'a pas encore été établi jusqu'à maintenant, dit-il.

Il affirme qu'il connaît des cas où, conformément à l'octroi de subventions du gouvernement provincial aux nécessiteux, certaines personnes ont attendu trois ou quatre mois sans assistance.

Il cite également un exemple de miséreux qui n'aurait pas eu l'assistance nécessaire de la part du gouvernement.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Ce sont des cas particuliers.

M. Tellier (Montcalm): Quand donc le ministre de la Famille et du Bien-être social va-t-il parler?

L'honorable M. Lafrance (Richmond):
Donnez-moi une chance!

M. Tellier (Montcalm): Pour vous entendre dire que vous formez une nouvelle commission?

L'honorable M. Lafrance (Richmond): Au lieu d'exploiter les cas des pauvres pour faire du capital politique, soumettez donc les noms des indigents et des malades au ministère pour les soulager au plus vite. Il est impossible de nommer une seule famille qui n'aurait pas reçu d'aide depuis septembre si elle en a eu besoin.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):
Aucun gouvernement de la province, plus que le cabinet actuel, n'a fait preuve de bonne volonté pour secourir les nécessiteux.

Un député de l'opposition reproche aux autorités provinciales de distribuer des allocations aux riches comme aux pauvres.

L'honorable M. Lafrance (Richmond) s'élève contre cette affirmation.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): C'est faux. Les seules allocations versées indifféremment à tous sont les pensions des personnes âgées de 70 ans et plus.

M. Bellemare (Champlain) rappelle une série d'articles publiés dans *La Presse* par Claire Dutrisac, au sujet des cas de misère les plus flagrants qu'on puisse trouver dans la région de Montréal¹⁰.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):
C'est faux! Comme une bonne partie de tout ce qui est écrit dans ces articles.

M. Bellemare (Champlain) cite l'éditorialiste en chef de *La Presse*, M. Vincent Prince, qui écrivait que l'assistance sociale est maintenant distribuée selon un système imaginé par le premier ministre.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):
C'est faux!

M. Bellemare (Champlain) poursuit la lecture de l'éditorial de M. Vincent Prince. Ce système, apprend-il, a pour résultat de punir les indigents en leur faisant payer les erreurs de responsables sur le plan local.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):
C'est faux!

M. Bellemare (Champlain): (Poursuivant la lecture) Ce système a été mis en pratique trop vite et tout est maintenant paralysé.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):
C'est faux!

M. Bellemare (Champlain): (Poursuivant la lecture) Ce changement découle d'un système imaginé et établi par le premier ministre.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):
C'est faux!

M. Bellemare (Champlain): (Poursuivant la lecture) Ce système du gouvernement vise à faire des économies sur le dos des indigents.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):
C'est faux! On ne peut pas faire des économies lorsqu'on se propose de déboursier \$75,000,000 durant l'année pour l'assistance chômage.

M. Bellemare (Champlain) critique la politique du gouvernement dans le domaine de l'assistance sociale. Parmi les protestations formulées contre les nouveaux règlements concernant l'assistance sociale, dit-il, l'une d'elle provenait de la Confédération des syndicats nationaux (CSN) et fut exprimée par M. Jean Marchand¹¹, auquel le premier ministre lui-même a confié de grandes responsabilités. Le premier ministre, poursuit-il, a déjà dit que les chômeurs recevaient plus que ce à quoi ils ont droit.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):
Le député de Champlain a voulu interpréter mes paroles et fausse la vérité. Ce que j'ai affirmé, c'est qu'il n'y a pas seulement que les chômeurs, mais aussi les personnes invalides ou inaptes au travail. Lorsque l'Union nationale a signé l'entente avec Ottawa, pour l'assistance chômage, elle n'a pas réalisé ce qu'elle faisait. Tous les cas n'avaient pas été envisagés quand le document fut signé par les deux gouvernements.

La principale cause des difficultés du gouvernement dans l'application de la législation d'aide aux chômeurs découle de l'empressement de l'ancien gouvernement. Dans cette hâte à faire accepter une mesure à la veille des élections, l'Union nationale a fait disparaître le seul et le meilleur

contrôle sur la distribution de l'assistance chômage, celui des municipalités. La participation au fédéral couvre 50 % du service, mais elle ne s'applique pas au chômage et à l'invalidité¹².

M. Bellemare (Champlain): La participation du fédéral couvre aussi les invalides. Tous les aspects n'avaient pas été envisagés lorsque Québec et Ottawa ont signé le document.

Mais pourquoi alors décréter des sanctions?

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Il n'y a pas eu de sanctions.

M. Bellemare (Champlain): Le premier ministre a menacé les chômeurs en disant que des mesures seraient prises pour mettre fin au système actuel.

Le premier ministre a crié "Sainte-Ursule" lorsque le nom de Mgr Bourgeois fut mentionné. Je comprends son allusion. Veut-il reprocher à Mgr Bourgeois d'avoir établi un service social qui a rendu tant de services? Que le premier ministre réponde donc de son siège!

J'aimerais que le premier ministre lui reproche quelque chose à Mgr Bourgeois.

L'honorable M. Couturier (Rivière-du-Loup): C'est ça, servez-vous de la religion.

M. Bellemare (Champlain): Le ministre de la Santé (l'honorable M. Couturier) devrait être le dernier à aborder ce sujet. Écoutez le ministre de la Santé, lui qui, au retour d'un récent voyage à Rome, a fait publier une énorme photo du pape dans les journaux de sa région avec cette phrase: "Le pape vous bénit"¹³.

L'honorable M. Lafrance (Richmond) soutient qu'il n'y a pas de favoritisme ou de patronage dans l'administration des allocations. Il invite le député de Champlain à citer des cas de patronage dans la distribution des allocations.

M. Bellemare (Champlain): Au Cap-de-la-Madeleine, un certain M. Marchand...

Des députés ministériels: Son prénom, son prénom!

L'honorable M. Lafrance (Richmond): Si le député ne peut être précis, qu'il ne lance pas d'accusations...

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) soutient lui aussi qu'il n'y a pas de favoritisme ou de patronage dans l'administration des allocations. Il veut un cas précis.

M. Bellemare (Champlain): Je transmettrai le nom au premier ministre. Un certain M. Marchand, de la rue Dorval, au Cap-de-la-Madeleine, s'est présenté récemment au bureau du Bien-être social de ma région pour obtenir des secours parce qu'il est cardiaque et avait un besoin urgent de médicament. Quelqu'un lui répondit...

Des députés ministériels: Nommez ce quelqu'un!

M. Bellemare (Champlain): Un certain M. Langis lui répondit qu'il ne pouvait rien lui donner, que c'était impossible avant d'avoir obtenu l'autorisation de Québec.

L'honorable M. Lafrance (Richmond): Le préposé au Bien-être n'a pas compris son devoir, mais n'accusez pas le gouvernement.

M. Bellemare (Champlain): Le malheureux rentra donc chez lui bredouille. Sans remède, M. Marchand succombait à une crise, 25 minutes après son retour chez lui.

Des voix ministérielles: Où est le patronage dans cette histoire?

M. Bellemare (Champlain): En raison de l'arrêté en conseil de septembre centralisant à Québec la distribution des allocations sociales, le ministre de la Famille et du Bien-être social (l'honorable M. Lafrance) porte une responsabilité écrasante, même s'il s'abrite derrière cet acte infernal, méprisable et néfaste qui pèse contre les indigents et les punis.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): C'est une scène de grand Guignol.

M. Bellemare (Champlain) proteste vivement et soulève un point d'ordre. J'invoque le Règlement, dit-il.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Je retire "grand". C'est une scène de petit Guignol.

M. Bellemare (Champlain) soulève de nouveau un point d'ordre. Le premier ministre n'a

pas le droit d'insulter et de ridiculiser les ouvriers, dit-il.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): (Souriant) Le député de Champlain nous a raconté une scène de grand Guignol.

La nouvelle législation, que critique le député de Champlain, permet justement à un agent du service social d'avancer jusqu'à \$100 pour des médicaments dans des cas semblables à celui de M. Marchand, sans devoir recourir directement au ministère de la Famille.

À l'heure actuelle, 12,738 cas d'invalidité partielle reçoivent l'allocation "D", alors que 30,000 autres sont sur l'assistance publique grâce à la nouvelle législation. Autrefois, les paiements fédéraux se totalisaient à \$1,500,000 par mois environ, mais les municipalités étaient chargées de combler 10 % ou 15 % du coût de leur propre service social.

Une voix de l'opposition: C'est un gouvernement de formules!

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): C'est à la demande même du Conseil des œuvres de Québec, qui ne voulait plus avoir la responsabilité de distribuer les allocations, que le gouvernement a changé le système de distribution des allocations sociales. Nous avons dû hausser le total des allocations jusqu'à ce qu'elles atteignent plus de \$6,000,000 par mois. C'est alors, afin d'accélérer le paiement des allocations, que nous avons décidé d'installer des bureaux régionaux dans toutes les parties de la province. Je tiens à signaler cependant que nous n'avons jamais enlevé à la ville de Montréal la distribution des allocations sociales, parce qu'elle a toujours été celle qui a exercé le meilleur contrôle sur la distribution des allocations aux nécessiteux, et, pour ma part, je ne m'en suis jamais plaint.

Il nous a fallu organiser des concours pour trouver du personnel. Il nous a fallu louer des bureaux un peu partout. Il fallait faire vite, et nous avons fait aussi vite que nous avons pu. Mais jamais gouvernement dans l'histoire n'a fait preuve de plus de bonne volonté que le gouvernement actuel pour soulager la misère des indigents dans la province de Québec. C'est notre devoir et c'est celui de l'opposition de veiller sur les fonds publics et de voir à ce que la misère soit soulagée sans qu'il y ait fraude.

Nous distribuons des allocations pour près de \$75,000,000 par année, et la plus grande partie de

ces allocations va aux citoyens inaptes au travail, en vertu de l'allocation "D".

Je crois que le gouvernement actuel agit en bon père de famille dans le domaine de l'assistance sociale, mais en bon père de famille qui se fait frauder le moins possible. Et, si nous avons créé un comité pour étudier toute la question des allocations, c'est afin que ce comité fasse rapport sur les améliorations à apporter au système actuel et afin aussi que nous puissions apporter ces améliorations le plus tôt possible¹⁴.

L'étude de la résolution est suspendue.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Lesdites résolutions sont lues et agréées.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Ajournement

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) propose que la Chambre s'ajourne maintenant.
Adopté.

La séance est levée vers 6 heures.

NOTES

1. *The Quebec Chronicle-Telegraph* du 1^{er} février 1962, à la page 3, mentionne environ 12 jours.

2. Selon *Le Nouveau Journal* du 1^{er} février 1962, à la page 9, plusieurs députés de l'Union nationale laissent entendre que les "patroneux libéraux" ont fait des enquêtes à la suite de sinistres dans leur comté.

3. Le comédien de théâtre Jean Gascon (1920-1988), cofondateur du Théâtre du Nouveau Monde, était

connu pour sa voix de basse chaleureuse et dramatique.

4. Le ministre fait référence aux affrontements entre les mineurs d'Asbestos et la police provinciale pendant la grève entre février et juillet 1949.

5. 823 arpents, selon *Le Devoir* du 1^{er} février 1962, à la page 1.

6. Gérard Nepveu, longtemps sous-ministre au ministère de la Santé, de la Famille et du Bien-être social, fut secrétaire de la Commission d'enquête sur la santé et le bien-être social (1967-1972).

7. *Le Soleil* du 1^{er} février 1962, à la page 36, parle de 250,000 dossiers étudiés.

8. Trois sources utilisent aussi le mot "réhabilitation", mais il semble que la définition essentiellement juridique de ce mot ne cadre pas avec le sens de la phrase.

9. J.-Émile Boucher (1894-1966), membre de la Société Saint-Jean-Baptiste, occupa notamment différents postes au sein de Dupuis et Frères, de la librairie Beauchemin et de la Société nationale de fiducie.

Claude Morin (1929-), bachelier en sciences sociales de l'Université Laval, deviendra sous-ministre des Affaires fédérales-provinciales (1963-1967), puis des Affaires intergouvernementales (1967-1971), avant d'être ministre des Affaires intergouvernementales (1976-1982) et professeur à l'ÉNAP.

Marcel Bélanger (1920-), conseiller des gouvernements Lesage, Johnson, et Bourassa, fut professeur à l'actuelle Faculté des sciences de l'administration de l'Université Laval de 1946 à 1971.

10. Voir ces articles de Claire Dutrisac dans *La Presse*: "Au ministère du Bien-Être. Il y a grande pitié en ce royaume!" (15 janvier 1962, aux pages 11 et 20); "Au ministère du Bien-Être. Méthodes douteuses, inquiétantes" (16 janvier 1962, à la page 11); "Au ministère du Bien-Être. Le Mont-Saint-Antoine dit non!" (17 janvier 1962, à la page 19); "Au ministère du Bien-Être. La danse des contrats!" (18 janvier 1962, aux pages 43 et 54); "Au ministère du Bien-Être. Blocage systématique?" (19 janvier 1962, à la page 13); "Au ministère du Bien-Être. La carrière d'un sous-ministre"

(23 janvier 1962, aux pages 15 et 22). Voir aussi dans *La Presse* du 24 janvier 1962, aux pages 17 et 32: "M. Dostie: Qu'on fasse enquête sur toutes les accusations portées contre moi...".

11. Jean Marchand (1918-1988), syndicaliste, membre de la Chambre des communes et sénateur, a été élu premier président de la CSN en 1961.

12. *Le Nouvelliste* du 1^{er} février 1962, à la page 10, affirme que la participation du fédéral s'étend aussi aux cas d'invalidité.

13. Selon *Le Montréal-Matin* du 1^{er} février 1962, à la page 10, le ministre de la Santé a rougi à cette affirmation.

14. La durée de cette première tranche du débat pour les crédits aux services d'assistance sociale varie, selon les sources, entre deux heures et demie, plus de trois heures, et trois heures et demie. L'écart peut s'expliquer si elles tiennent compte uniquement du débat ou de l'ensemble de la séance.

Séance du jeudi 1^{er} février 1962

Présidence de l'honorable J. R. Hyde

La séance est ouverte à 2 h 30.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports des comités permanents:

M. Binette (Deux-Montagnes): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le deuxième rapport du comité permanent des bills privés en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 112 concernant l'adoption de Marie-Marthe Brousseau;

- bill 116 constituant en corporation les sœurs Servantes du Saint-Cœur de Marie;

- bill 153 concernant le curé de Saint-Roch de Québec et le Foyer Saint-Antoine.

Et, sans amendement, le bill suivant:

- bill 127 concernant le club Montefiore.

Projets de loi:

Adoption de Marie-Marthe Brousseau

M. Meunier (Bourget) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 112 concernant l'adoption de Marie-Marthe Brousseau.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 112 sans l'amender.

M. Meunier (Bourget) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Sœurs Servantes du Saint-Cœur de Marie

M. Roy (Lévis) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier

pour étudier le bill 116 constituant en corporation les sœurs Servantes du Saint-Cœur de Marie.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 116 sans l'amender.

M. Roy (Lévis) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Club Montefiore

M. Blank (Montréal-Saint-Louis) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 127 concernant le club Montefiore.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 127 sans l'amender.

M. Blank (Montréal-Saint-Louis) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Curé de Saint-Roch
et Foyer Saint-Antoine

M. Maltais (Québec-Est) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 153 concernant le curé de Saint-Roch de Québec et le Foyer Saint-Antoine.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 153 sans l'amender.

M. Maltais (Québec-Est) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Dépôt de documents:

Loi concernant la suppression des passages à niveau

L'honorable M. Bertrand (Terrebonne) dépose sur le bureau de la Chambre le rapport du secrétaire de la province prévu par les dispositions de l'article 3 de la loi concernant la suppression des passages à niveau, 9 George VI, chapitre 38. (Document de la session no 45)

Projets de loi:

Commission des écoles catholiques de Québec

M. Plourde (Roberval) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 133 refondant la charte de la Commission des écoles catholiques de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Hôtel-Dieu de Gaspé

M. Pouliot (Gaspé-Sud) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 151 constituant en corporation l'Hôtel-Dieu de Gaspé soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Chanoinesses hospitalières de Saint-Augustin de l'Hôtel-Dieu de Gaspé

M. Pouliot (Gaspé-Sud) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 152 constituant en corporation les Chanoinesses hospitalières de Saint-Augustin du monastère de l'Hôtel-Dieu de Gaspé soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Joseph-H.-G.-L.-R. Rousseau

M. Lavoie (Laval) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 165 changeant le nom de Joseph-Henri-Georges-Léon-Raphaël Rousseau en celui de Joseph-Léon-Henri Benoît soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Samuel Lion Simak

M. Blank (Montréal-Saint-Louis) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 195 changeant le nom de Samuel Lion Simak en celui de Lionel Schwartz soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Subsides:

Budget supplémentaire 1961-1962 (2)

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme en comité des subsides.

En comité:

Présidence de M. Bédard (Québec)

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) propose: 1. Qu'un crédit n'excédant pas onze millions cinq cent trente-cinq mille six cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Services d'assistance sociale: allocations, subventions et administration (Famille et Bien-être social)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1962.

M. Johnson (Bagot): La défense du ministre de la Famille et du Bien-être social (l'honorable M. Lafrance) est enfantine parce que le ministre ne peut avoir raison contre tout le monde. L'avantage de l'ancien système, qui existait avant septembre 1961, c'était que les secours étaient accordés en dehors de la politique. Il reproche aux libéraux d'avoir, au cours de la campagne électorale de 1960, accusé l'Union nationale de faire du patronage avec les cas

spéciaux d'allocations sociales. Quand nous recevions les miséreux, dit-il, on disait que c'était parce que nous étions de vulgaires patroneux. Mais, au lieu de la grande législation promise, les libéraux doivent aussi faire des centaines et des milliers de cas spéciaux. Ils ont admis avoir une liste de 200 cas spéciaux par semaine. Mais, pour eux, ce n'est pas du patronage.

S'il y a un débat sur les \$11,000,000 que demande le ministère de la Famille et du Bien-être social, c'est que nous avons été assaillis de lettres, de télégrammes, d'appels téléphoniques et de visites personnelles par des sans-travail et des malades dont le cas n'avait pas été réglé ou avait été réglé de façon non satisfaisante. Si nous soulevons le débat, c'est parce que c'est notre devoir vis-à-vis de nos électeurs et, aussi, parce que c'est notre désir le plus sincère de voir un peu plus d'efficacité au sein de ce ministère important.

Il (M. Johnson) reproche au gouvernement sa décision du mois de septembre¹. Ce que je reproche surtout au gouvernement actuel, dit-il, c'est d'avoir voulu faire disparaître entre l'État bureaucratique et froid et l'assisté ce tampon humain que constituaient les agences sociales, indépendantes, qui avaient été établies à travers la province et composées de gens formés pour soulager la misère, ainsi que pour la prévenir et la corriger.

Je suis en faveur de sociétés intermédiaires qui dispenseraient aux assistés l'aide financière et l'assistance morale. C'est un domaine fort difficile que celui des allocations sociales, dit-il. Il est difficile aujourd'hui pour le gouvernement actuel comme il l'était pour le gouvernement de l'Union nationale. Toutefois, afin de nous aider à bien administrer ce ministère délicat, le gouvernement de l'Union nationale s'était assuré la collaboration, et avait même instauré la collaboration entre le gouvernement et les agences sociales qui existent à travers toute la province. On peut citer en exemple le Service du bien-être social de Montréal, qui est peut-être le service le mieux administré, dans toute la province, et avec lequel le gouvernement de l'Union nationale collaborait étroitement.

Nous, de l'Union nationale, avons recours à la collaboration des services diocésains parce que nous croyions qu'il était de notre devoir de placer la charité au-dessus et en dehors de la politique. Ces agences sociales et ces services diocésains sont ainsi constitués qu'on rencontre là autre chose que des bureaucrates ou des planificateurs. On y retrouve des personnes formées à la pratique de la charité et qui pensent, tout en faisant la charité, à la réhabilitation

et à la réadaptation de l'assisté. Je suis le premier à reconnaître qu'un gouvernement ne doit pas dépenser plus de \$60,000,000 provenant de la caisse de l'État, sans exercer un contrôle sur la distribution de ces fonds, mais cela ne signifie pas qu'il faut faire disparaître tous les intermédiaires entre l'État et l'assisté.

C'est là, je crois, l'erreur que commet le gouvernement actuel. L'opposition ne veut nullement diminuer les fonds mis à la disposition des malheureux, mais tout simplement rétablir l'ordre qui existait auparavant dans la distribution des allocations sociales de l'État. La loi du gouvernement actuel est inapplicable et apporte toutes sortes de complications. S'il n'en était pas ainsi, pourquoi le gouvernement reçoit-il tant de lettres et de mémoires de protestation? Le gouvernement a commis une erreur qui l'a plongé dans d'innombrables complications. Le gouvernement se plaint des innombrables complications que lui apportent les lois d'assistance sociale, mais il faut bien admettre que le gouvernement libéral a été le fabricant de son propre malheur.

Les fonctionnaires surchargés de travail doivent maintenant s'occuper des paiements des prestations de bien-être versées par le gouvernement. Les députés des deux côtés de l'Assemblée devraient pouvoir attirer l'attention du gouvernement sur certains cas, comme cela se faisait sous l'administration de l'Union nationale.

Lors de la campagne électorale de 1960, le premier ministre et ses candidats de l'équipe du tonnerre² ont promis à tous les pensionnés de la province que dès qu'ils seraient au pouvoir, ils toucheraient \$10 de plus par mois. Certes, les avantages promis ont pris force de loi, mais ils ne sont accordés que selon les besoins.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) soulève un point d'ordre. Jamais, au cours de la campagne, n'ai-je promis que ces avantages profiteraient à tout le monde. J'ai bien précisé qu'ils seraient accordés³ selon les besoins. Les indigents savent comment bénéficier de la législation sociale, puisque le gouvernement paie \$6,000,000 par mois.

Il (l'honorable M. Lesage) explique les normes régissant les conditions pour payer les allocations.

M. Johnson (Bagot): Dans Lotbinière, un ami du premier ministre, l'un des bailleurs de fonds, payait \$10 d'avance, avant les élections de 1960, à la population de Lotbinière pour prouver la bonne foi du parti.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Je ne sais pas si le candidat libéral payait \$10, mais je sais que le député de Lotbinière (M. Bernatchez) en payait \$20.

(Désordre dans la Chambre)

M. Bernatchez (Lotbinière): C'est faux. Je défie le premier ministre de prouver ce qu'il avance.

M. Johnson (Bagot) dit qu'il est prêt à approuver une enquête sous les auspices du comité des privilèges et des élections, qui pourrait sonder non seulement le comté de Lotbinière, mais tout l'Est du Québec⁴. On a fait naître des appétits stériles, dit-il. Puisque vous l'affirmez, je dois vous croire, mais, dans l'opinion de la population, vous promettiez \$10 de plus pour à peu près tout le monde. D'ailleurs, la publicité tapageuse que vous avez faite autour de cette promesse a fait son effet. Et cela se prouve facilement.

Dès votre arrivée au pouvoir, vous avez reçu 232,000 demandes vous réclamant ces \$10 supplémentaires. Vous avouez que pareil flot de demandes vous a surpris? Mais il n'y avait pas de quoi être surpris. La population a cru à vos promesses. Tout le monde l'a si bien cru que tout le monde croit aujourd'hui avoir droit à des allocations du gouvernement libéral. C'est de la fausse représentation pour un membre de "l'équipe du tonnerre" qui a créé dans le public l'impression très populaire que tout le monde aurait une pension.

Et ces gens-là commencent à en avoir assez de l'incompétence du gouvernement. Il y a déjà 18 mois que vous êtes au pouvoir et vous enquêtez encore. Et plus vous enquêtez, plus vous plongez le système des allocations dans un fouillis indescriptible. Un député a dit, hier, que le ministre de la Famille et du Bien-être social (l'honorable M. Lafrance) fait son possible.

Mais nous, nous disons que son possible est trop petit. Lorsqu'un ministre se lève en Chambre pour vanter ses partenaires, lorsque le premier ministre et ministre des Finances (l'honorable M. Lesage) dit qu'il est compétent, lorsque tout le monde dit qu'il est compétent, il ne reste qu'une personne à qui s'en prendre, et c'est le ministre dont nous avons demandé avec raison la démission. Nous savons qu'il y a des erreurs, que c'est difficile à administrer.

Je crois qu'on est en train de fausser toute l'orientation de ce système en négligeant de laisser entre l'État et le public les agences et les groupes d'agences dont parlent les autorités.

Il y a un principe reconnu. C'est que la socialisation⁵ catholique, même chrétienne et de bon sens, veut que lorsqu'on traite avec des humains, il est très dangereux de procéder par dossiers et numéros, sans contacts humains. Il faut faire une nuance entre spécialisation et socialisme. Pour que la socialisation atteigne son but, elle doit remplir trois conditions:

1. rechercher le bien commun;
2. respecter la présence agissante des groupes intermédiaires;
3. compter sur la participation des individus⁶.

Le cardinal Paul-Émile Léger, archevêque de Montréal, avait déclaré que le socialisme est acceptable aussi longtemps que les relations entre le gouvernement et ses administrés conservent un caractère humain. Si la socialisation joue au détriment de la personne humaine, elle devient dangereuse. C'est un principe de la sociologie catholique.

Le gouvernement a semé la pagaille dans l'administration des paiements de l'assistance sociale en prenant le contrôle, et cela a entraîné des délais qui ont causé des difficultés aux personnes nécessiteuses. L'Union nationale a tenté de rendre humain ce problème. Si des députés de l'Union nationale ont fait de la politique avec cette question, ils ne sont plus en Chambre. Si les libéraux font la moindre politique avec cela, ils ne seront pas là la prochaine fois.

Maintenant qu'ils sont là, maintenant qu'ils sont en retard de 18 mois dans les promesses de leurs candidats, je leur demande de se mettre à l'ouvrage et de compter sur la collaboration de l'opposition pour rendre justice à ceux qui ont besoin de justice: les miséreux de notre province.

M. Larouche (Témiscamingue) se plaint de la lenteur apportée par l'administration dans le paiement des allocations sociales et de la diminution récente de certains secours. (En exhibant des feuilles de papier.) Ce sont des lettres qui m'ont été adressées, dit-il, pour se plaindre de cette lenteur.

Des voix: Donnez des noms.

M. Larouche (Témiscamingue): Non. L'an dernier, j'en ai donné, et les cas ont été réglés le lendemain par téléphone.

L'honorable M. Lafrance (Richmond): Le cabinet a fait ouvrir un bureau du Bien-être social à Rouyn-Noranda, avec succursales bientôt à Ville-

Marie et à Amos. Il regrette l'allure du débat. Ce n'est pas l'endroit idéal ici pour s'occuper de cas de misère humaine. Il serait plus efficace d'avoir recours à la procédure établie.

M. Johnson (Bagot): On nous a demandé de taire les noms parce que, à tort ou à raison, les gens ont peur d'avoir des ennuis.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Évidemment, il s'agit de gens de l'Union nationale qui ont l'habitude de vivre dans la terreur et qui ne se rendent pas compte que les choses ont changé.

L'honorable M. Lafrance (Richmond) montre toute l'assistance financière que la famille de feu M. François Marchand, du Cap-de-la-Madeleine, a reçue depuis le 1^{er} mars 1961⁷. À compter du 1^{er} mars 1961, dit-il, la famille Marchand a retiré en allocations de toutes sortes des sommes mensuelles variant de \$296 à \$331. De plus, le bureau du service social du Cap-de-la-Madeleine n'a jamais refusé de médicaments à M. Marchand. Il (M. Lafrance) lit un rapport de M. Jean Tremblay, chef de service de la famille et de l'aide à domicile, établissant qu'au cours du mois de novembre, alors que M. Marchand est décédé, la famille reçut du gouvernement une somme de \$331 et qu'une fille des époux Marchand, Jeanne-d'Arc, était toujours à la maison et apportait sa contribution.

(Applaudissements à droite)

Je vous avoue que, malgré que je me méfie de ce que dit l'opposition, j'ai été un peu ému de penser que je pourrais être responsable de la mort de quelqu'un. Il (l'honorable M. Lafrance) dit que c'est pourquoi il a fait enquête. M. Marchand était père de 12 enfants dont les âges s'échelonnent de deux ans à 17 ans, dit-il. Le Centre de service social du diocèse de Trois-Rivières a commencé à assister cette famille le 1^{er} mars, alors que M. Marchand était malade. Les montants versés furent les suivants: 1^{er} mars au 1^{er} mai 1961, \$20 par mois; 1^{er} mai au 1^{er} août 1961, \$50 par mois.

Les revenus de la famille à cette époque étaient les suivants: prestations d'assurance-chômage, \$132 par mois; allocations familiales, \$74 par mois; contribution d'une fille travaillant, \$40 par mois; total par mois: \$296. Le 1^{er} août 1961, le cas est transféré au Service municipal du bien-être qui accorde, pour le mois, une allocation de \$20. Durant le mois de septembre, les prestations d'assurance-chômage étant discontinuées, l'organisme de bienfaisance versa à la famille \$93.

À compter du 1^{er} octobre, à cause de la maladie du père et des besoins nombreux de la famille, l'assistance à domicile fut versée à raison de \$186 par mois. La fille Jeanne-d'Arc continuait d'apporter sa contribution. M. Marchand mourut le 1^{er} novembre. Un mois après, soit le 1^{er} décembre, l'organisme de bienfaisance cessa tout versement parce qu'il fut avisé que l'épouse était admise à la pension de mère nécessiteuse à compter du 1^{er} octobre 1961 et que la pension versée était de \$145 par mois.

Le premier chèque de pension fut donné le 10 novembre 1961 pour le mois d'octobre. Ce qui veut dire que durant novembre, la famille reçut en assistance \$145 de la Commission des allocations sociales et \$186 de l'organisation de bienfaisance, soit un total de \$331. Il faut ajouter que l'organisme de bienfaisance versa aussi au directeur de funérailles un montant de \$150 pour aider la famille à assurer des funérailles décentes au défunt.

Dès le mois de novembre, aussi, l'organisme de bienfaisance transmet à la Commission des allocations sociales du Québec une demande pour qu'un supplément soit accordé à cette mère nécessiteuse. Nous comprenons qu'il s'agit d'une famille nombreuse, dont les besoins sont élevés, mais le Service municipal du bien-être certifie qu'il s'est toujours assuré que cette famille ne manque jamais du nécessaire. M. Langis, le directeur du Service municipal du bien-être de Cap-de-la-Madeleine, nous certifie aussi que jamais l'organisme qu'il dirige n'a refusé de l'assistance, refus qui aurait empêché M. Marchand de se procurer des médicaments.

Il (l'honorable M. Lafrance) produit un document sur un cas présenté par le député de Montmorency (M. Prévost)⁸. Le père avait été hospitalisé et, durant ce temps, l'allocation avait été diminuée de \$10, ce qui n'est pas nouveau, car ces règlements existaient sous l'ancien gouvernement. Si, malgré tout, l'allocation de cet homme n'a pas été portée à \$115, c'est qu'on a tenu compte du revenu de \$400 que l'homme retire de la location de sa ferme. Tout compte fait, si on compte l'allocation d'assistance sociale, l'allocation familiale, l'allocation des mères nécessiteuses que retire la mère de l'invalidé et les revenus de la ferme, cela lui fait un revenu de \$209.33⁹ par mois. Et encore, ce citoyen n'a pas à payer de loyer.

Il (l'honorable M. Lafrance) regrette la tournure prise par la discussion. La Chambre basse, dit-il, n'est pas l'endroit pour régler ces cas particuliers. Il met en garde ses adversaires politiques contre le danger d'être injustes dans leurs

attaques antigouvernementales. Voilà le cas tragique du député de Champlain (M. Bellemare). Cet exemple affiche bien avec ceux de *Montréal-Matin* le genre d'exploitation que les règlements de cette Chambre ne me permettent pas de qualifier.

M. Bellemare (Champlain) défie le ministre de la Famille et du Bien-être social (l'honorable M. Lafrance) d'aller expliquer le cas qu'il a soulevé dans le comté de Champlain.

L'honorable M. Lafrance (Richmond): Le député de Champlain vient de donner toute sa taille. Il n'a même pas la décence de dire qu'il s'est trompé.

M. Prévost (Montmorency): Quelle que soit la raison qu'on donne, il reste que cet homme invalide, au lieu de retirer \$125 par mois comme il s'attendait, ne retire que \$105. Il s'agit d'un cas pitoyable, d'un homme qui ne marche plus depuis quatre ans et qui devra sans doute rester dans sa chaise roulante encore bien longtemps, après avoir consulté bien des spécialistes.

M. Tremblay (Maisonneuve) accuse le gouvernement de tout bouleverser, sans consulter les gens. Il n'y avait pas un seul cas de misère dans ma circonscription avant 1960, dit-il, mais aujourd'hui le ministre de la Famille et du Bien-être social n'accuse même pas réception des demandes d'aide qui lui sont adressées par la poste par les pauvres et les miséreux.

L'honorable M. Lafrance (Richmond): Nous avons un volumineux courrier, à la Commission des allocations sociales, mais toutes les lettres sont suivies d'une réponse.

M. Tremblay (Maisonneuve): Des centaines de lettres ont été envoyées au ministre personnellement. J'ai tout ce qu'il faut pour prouver son incompetence. Le ministre n'accuse même pas réception...

L'honorable M. Lafrance (Richmond): C'est faux.

M. Tremblay (Maisonneuve): Si on avait moins de planification, moins de commissions, et si le ministre (l'honorable M. Lafrance) faisait ce qu'il doit, cela irait mieux. Dans ses estimations, le ministre de la Famille avait demandé \$41,300,000 dans le budget régulier de 1961-1962. Il a prouvé son incompetence en ne prévoyant pas les besoins de son ministère, puisqu'il réclame maintenant des crédits

additionnels de l'ordre de \$11,545,600¹⁰. À ce propos, je veux citer un auteur bien connu...

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Victor Hugo¹¹? J'adore vos citations!

M. Tremblay (Maisonneuve): Je cite donc: "Un budget est une estimation susceptible d'une certaine part d'erreur, mais une erreur de 10 % est une erreur inadmissible." En me basant sur cette déclaration, je crois pouvoir dire que le ministre de la Famille, avec une erreur de 33.8 %, devrait donner sa démission.

Des députés ministériels demandent au député de Maisonneuve qui est son auteur bien connu.

M. Tremblay (Maisonneuve): L'auteur de la citation est le premier ministre lui-même. Il l'a faite en commentant la politique financière du gouvernement précédent, à une conférence de presse, le 27 août 1960. Si l'on tient compte du budget régulier et des deux budgets supplémentaires du ministère du Bien-être social, on constate qu'il y a eu 35.9 %¹² d'erreur. J'y vois deux choses: l'incompétence totale du ministre, car le chef libéral a utilisé lui-même le mot "inadmissible".

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Lorsque je formulais la remarque, je parlais du budget total de la province et non d'un seul ministère.

M. Tremblay (Maisonneuve) pose une question au sujet du budget personnel du premier ministre.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Ma femme s'occupe du budget familial.

M. Tremblay (Maisonneuve): (En pointant le cabinet) Ma femme pourrait faire un meilleur travail que vous tous. Il ne faut tout de même pas jeter les millions par la fenêtre.

Un député ministériel demande au député de Maisonneuve quelles études il a faites.

M. Tremblay (Maisonneuve): Je suis allé à l'école de la misère.

(Murmures à droite)

M. le Premier Ministre, je ne peux pas parler sans que ça marmotte de votre côté. Si vous aviez de

l'autorité, vous feriez taire vos députés quand je parle.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): J'ai autant d'autorité que le chef de l'opposition en a sur ses députés. On marmotte chaque fois que je prends, moi aussi, la parole.

M. Tremblay (Maisonneuve) accuse le ministre de la Famille et du Bien-être social d'avoir cherché pendant quatre mois parmi ses employés pour savoir s'il (M. Tremblay) avait eu des contrats de travaux d'électricité pour le ministère du Bien-être social¹³.

L'honorable M. Lafrance (Richmond): Jamais! Je suis prêt à démissionner si le député de Maisonneuve prouve son accusation.

M. Tremblay (Maisonneuve): Eh bien, démissionnez. Si, au lieu de chercher comme cela, le ministre l'avait demandé, je lui aurais dit que je n'ai jamais rien fait pour son ministère, ni de près ni de loin. Cela lui aurait pris moins de temps. J'ai les preuves! Si le ministre a le courage que je pense, pour le bien des miséreux, des libéraux et des deniers publics, il devrait certainement démissionner.

Il (M. Tremblay) reproche au gouvernement d'avoir mis des bâtons dans les roues en ce qui concerne M. Renaud, directeur du Service municipal du bien-être social à Montréal. Dans l'accomplissement de ses difficiles fonctions, dit-il, M. Renaud fait véritablement de l'apostolat laïque.

M. Charbonneau (Montréal-Sainte-Marie) blâme le gouvernement pour avoir plongé 17,000 personnes dans la misère d'un coup sec.

M. Dozois (Montréal-Saint-Jacques): Contrairement aux affirmations du gouvernement, il y a eu un certain changement à Montréal, depuis la mise en vigueur du fameux arrêté en conseil qui substituait le gouvernement aux agences sociales pour la distribution des secours. Le bureau municipal du bien-être social continue à s'occuper de l'octroi des allocations régulières, mais n'est plus chargé de la distribution des secours supplémentaires.

Dans la ville de Montréal, où il y a des centaines et des milliers d'indigents, le gouvernement aurait dû permettre au Service municipal du bien-être social de verser toutes les allocations supplémentaires dans les cas de besoins urgents, afin d'éviter les délais préjudiciables à certains nécessiteux, tant que son ministère du Bien-être

social ne sera pas en mesure de le remplacer efficacement.

La conséquence de tout cela? C'est que, depuis des mois, des centaines d'indigents se sont vu refuser l'allocation supplémentaire ou ont vu celle-ci leur être retirée temporairement. Il s'en est résulté pour eux une situation difficile, voire angoissante. Il n'y a aucun doute que le Service du bien-être social de Montréal est le mieux organisé et le plus efficace au pays. Le gouvernement aurait dû y songer avant de procéder à son chambardement. Aucune allocation n'était versée sans une enquête sérieuse préalable.

Depuis la décision de septembre 1961, les dossiers sont rendus à Québec, et il s'écoule des retards de cinq ou six semaines avant que le supplément d'allocation ne soit payé. Le gouvernement serait sage de faire exception et de laisser le Service municipal de Montréal continuer à verser les allocations supplémentaires d'ici à ce que le ministère soit en mesure de répondre promptement aux demandes. Ce serait un moyen de raccourcir les délais.

Il (M. Dozois) félicite le directeur du service, M. Renaud, de son zèle.

M. Bernatchez (Lothbinière) souhaite que les crédits supplémentaires puissent améliorer la situation actuelle. Il rend hommage au personnel du service des allocations familiales, et reproche au ministre d'avoir affirmé que le retard dans l'expédition des chèques d'allocations était dû au manque de collaboration de son personnel. Lorsqu'un miséreux demande l'aide du gouvernement libéral, au lieu de lui envoyer du secours, on lui envoie des formules.

M. Laporte (Chambly): Voilà deux jours que l'opposition tente de convaincre la population qu'une loi, en vertu de laquelle plus de \$60,000,000 sont distribués en un an sous forme d'allocations sociales, n'a pas aidé les miséreux. Le chef de l'opposition doit se souvenir d'une phrase de M. Duplessis qui disait: "Quelle haine l'opposition a-t-elle donc contre les cultivateurs?" Aujourd'hui, on pourrait dire: "Quelle haine l'opposition a-t-elle donc contre les miséreux?"

(Protestations à gauche)

Pour fins de discussion, admettons qu'il y ait encore quelques centaines de cas d'allocations sociales non réglés; il faut se demander ce que c'est en comparaison avec les dizaines de milliers de personnes dont le cas est réglé. Les cas particuliers relevés par l'opposition se classent en deux

catégories. D'abord ceux dont on a mentionné les noms, et on sait de quelle façon le cas souligné par le député de Champlain (M. Bellemare), par exemple, a été démenti par le ministre de la Famille et du Bien-être social (l'honorable M. Lafrance). La deuxième catégorie consiste en des cas dont on a refusé de révéler les noms. Pourquoi le député de Témiscamingue (M. Larouche) a-t-il refusé de donner les noms? Il a donné comme raison que, l'an dernier, il avait fourni quelques noms et que, le lendemain, ces cas étaient réglés.

Il (M. Laporte) regrette comme tout le monde les retards qui ont pu se produire dans le versement des allocations sociales par suite de la centralisation des enquêtes et de la distribution des allocations. Cependant, dit-il, ces retards sont de moins en moins nombreux. Et l'opposition a oublié de dire que lorsqu'on paie, les chèques d'allocations sont toujours rétroactifs. Dans mon comté, plusieurs lettres attestent que les bénéficiaires n'ont rien perdu même s'il y a eu des retards.

M. Johnson (Bagot): C'était à cause des élections partielles¹⁴.

M. Laporte (Chambly): À l'encontre du gouvernement précédent, ce n'était pas à cause des élections. La loi de l'assurance-chômage soulage beaucoup de misère. Quant à la publicité, c'est un des domaines où le député peut intervenir. Lorsqu'une personne venait me voir pour connaître quelle loi pouvait l'aider, je me faisais un plaisir de plaider moi-même sa cause auprès du ministre.

Des députés de l'opposition: Patronage! Patronage!

M. Laporte (Chambly): Les efforts de l'opposition n'empêchent pas que des milliers de personnes sont aidées. D'ailleurs, avec le relèvement économique de la province, les montants d'assistance diminueront progressivement.

M. Laberge (Châteauguay): Vous avez coupé tous les secours et vous avez fait enquête sur chacun des secours. Si vous aviez moins planifié... Vous auriez dû continuer les secours et faire enquête ensuite.

Il (M. Laberge) débute la lecture d'une correspondance au sujet d'un cas particulier...

L'honorable M. Lafrance (Richmond) invite le député de Châteauguay à le rencontrer après la séance.

M. Russell (Shefford) demande des renseignements au ministre de la Famille et du Bien-être social au sujet de trois enfants placés dans une garderie par le Service du bien-être.

L'honorable M. Lafrance (Richmond) promet de s'informer et de donner une réponse demain.

M. Caron (Maskinongé): Puisque vous avez dépensé des milliers de dollars en annonces dans les journaux, pour faire connaître la loi de l'assurance-hospitalisation, pourquoi ne publieriez-vous pas quelques annonces pour apprendre aux citoyens dans la misère comment ils doivent obtenir de l'aide du gouvernement?

Il (M. Caron) diffère d'opinion avec le premier ministre à ce sujet. Un couple dont l'époux est invalide, dit-il, reçoit \$55 à \$65 par mois, ce qui est insuffisant. Si on faisait de la publicité sur la formule "D"¹⁵ pour faire comprendre le recours additionnel dont l'épouse peut se prévaloir, le couple recevrait \$75 à \$85 par mois, ce qui est déjà mieux.

M. Gabias (Trois-Rivières) félicite le ministre de la Famille et du Bien-être social (l'honorable M. Lafrance) d'avoir nommé Mme Louis Allyson au comité de l'habitation, formé au sein du ministère de la Famille. L'Union nationale ne s'oppose pas, dit-il, à des hausses d'allocations ni à des améliorations des lois sociales. Tout ce qui nous déplaît, ce sont les réformes administratives apportées à l'application des lois, parce que c'était l'Union nationale qui avait jeté les bases de ces mesures administratives.

Il demande au ministre de la Famille et du Bien-être social de ne pas réclamer, dans certains cas pitoyables, le remboursement des montants accordés en trop à ceux qui bénéficient des allocations sociales.

L'honorable M. Lafrance (Richmond): La loi oblige le ministère à agir ainsi lorsque la bonne foi a été trompée.

M. Gabias (Trois-Rivières) reconnaît qu'il faut agir de cette manière dans les cas de fraude, mais qu'on devrait s'abstenir dans les cas pitoyables et de bonne foi. Il est antisocial et inhumain, dit-il, de réduire l'allocation que reçoit un bénéficiaire, s'il lui est arrivé de rentrer quelques dollars de trop un peu auparavant.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Cela était prévu dans la loi qu'a fait voter le gouvernement de l'Union nationale.

M. Gabias (Trois-Rivières): L'opposition est prête à offrir sa collaboration au gouvernement, mais elle ne peut s'empêcher de protester contre des mesures comme celles qui ont été approuvées et qui ont aggravé la misère de milliers de personnes pendant des mois. Il (M. Gabias) reproche au gouvernement d'avoir supprimé les suppléments, de telle sorte que les familles reçoivent moins maintenant, même si l'on a promis de hausser les allocations. Les réformes administratives apportées dans l'application des lois, dit-il, sont au détriment des seuls miséreux. Le gouvernement actuel croit que tout a été mauvais avant lui. C'est pourquoi il a saboté l'administration des lois sociales, au grand désavantage de ceux qui sont dans le besoin.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): L'augmentation de la charge administrative impliquée dans la distribution des paiements a été au détriment des agences, ce qui se reflète dans les chiffres. L'arrêté ministériel de septembre était nécessaire pour un contrôle gouvernemental sur l'argent versé aux assistés. La nécessité d'une telle surveillance de l'État a été mise en lumière par certaines réclamations d'Ottawa. Plus exactement, les autorités fédérales ont demandé à Québec de leur rembourser une somme globale de \$2,400,000 qui avait été distribuée en allocations non justifiées en vertu de l'assistance chômage.

Ottawa a réclamé pour certains cas de fraude un montant de \$2,400,000 sur \$10,000,000. Les cas non justifiés d'assistance étaient trop élevés. Cela incite à la prudence. Je ne me plains pas des sommes dépensées, mais notre premier devoir est de contrôler les dépenses. Les décisions adoptées étaient devenues nécessaires. Il fallait établir des bureaux régionaux. Il fallait procéder vite. Les cadres administratifs étaient insuffisants.

L'assistance chômage et l'assistance publique à domicile avaient coûté \$13,700,000, en 1958-1959, à Québec et à Ottawa; elles ont coûté \$17,000,000, en 1959-1960; \$37,800,000, en 1960-1961; elles coûtent \$72,000,000, en 1961-1962, bien que le chômage diminue. Il (l'honorable M. Lesage) reproche au chef de l'opposition de se couvrir du manteau de la religion et de vouloir faire croire que le gouvernement est responsable de la cession des services sociaux dans la province parce qu'il a fait disparaître les intermédiaires dans le paiement des allocations sociales.

Il (l'honorable M. Lesage) est prêt à améliorer la législation en tenant compte des conseils des agences. C'est dans ce but qu'un comité a été

formé dernièrement. Le cabinet actuel veut être équitable pour tout le monde sans exception et améliorer le système de versement des allocations.

(Brandissant un document) C'est le Conseil des œuvres de Québec lui-même qui a demandé au gouvernement de la province, le 27 juin 1961, de faire disparaître les intermédiaires pour la distribution des fonds d'assistance supplémentaires. Les agences sociales estiment qu'elles ont un rôle supplétif à remplir non pas en distribuant des chèques, mais en se chargeant des soins en fournissant des renseignements, par exemple, à la Commission des allocations sociales qui a la responsabilité de distribuer ces fonds.

Le gouvernement a pris cette affaire en main à la suite des demandes des services de bien-être, qui avaient déclaré que la tâche était devenue trop lourde pour eux. Le gouvernement a été obligé d'agir rapidement parce que le système de distribution des prestations n'était pas conforme aux besoins de la province.

Il est du devoir de tout bon citoyen d'aider ses semblables. À plus forte raison, il est du devoir des députés d'attirer l'attention des autorités compétentes sur les cas de misère portés à leur connaissance. Aider les pauvres, ce n'est pas faire du patronage. Je veux que les députés de l'opposition sachent que s'ils ont des cas particuliers à soumettre qui tombent sous le coup d'une des lois provinciales, ils n'ont qu'à écrire à n'importe quel de nos collègues.

Il faut reconnaître au gouvernement sa volonté de donner justice à tous, sans considération de partisanerie politique. Ça ne m'intéresse pas, et le passé le prouve. Lorsque j'étais à Ottawa, dit-il, j'ai écrit directement à la Commission des allocations sociales de Québec pour lui soumettre des cas, et jamais, dit-il, surtout dans le domaine de l'assistance sociale, je ne l'ai fait pour avoir de la reconnaissance politique. J'ai agi sur le plan de la législation plutôt que sur le plan de la politiciannerie.

M. Gosselin (Compton): C'est le même langage que Mackenzie King¹⁶.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): M. King fut au pouvoir longtemps aussi.

M. Johnson (Bagot): Et Duplessis aussi.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Je n'ai jamais douté de l'habileté de M. Duplessis à s'y maintenir.

M. Johnson (Bagot): Bien des vertus à imiter pour le nouveau premier ministre.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Pour ceux qui craignent que l'assistance chômage disparaisse, il n'est pas question de la faire disparaître.

M. Johnson (Bagot): De la camoufler?

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): C'est l'Union nationale qui l'a camouflée puisque, du temps qu'elle était au pouvoir, l'assistance chômage ne coûtait que \$1,500,000 par mois lorsque le Parti libéral est arrivé au pouvoir, et qu'elle coûte \$6,000,000 par mois maintenant. S'il y a eu quelqu'un qui a camouflé cette loi, c'est bien l'Union nationale. D'ailleurs, les premières représentations qui nous furent faites par les Congrès du Travail et la CSN, le CTCC à l'époque, avaient pour but de faire connaître cette loi, parce que l'Union nationale l'avait camouflée.

M. Boudreau (Saint-Sauveur): Ce n'est pas ce que M. Roger Provost¹⁷ a dit.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): M. Provost a des raisons de critiquer et l'Union nationale et le Parti libéral, car il n'appartient ni à votre parti ni au nôtre. Une chose est certaine, c'est que le camouflage, c'est l'Union nationale qui l'a fait. La décision de substituer le gouvernement aux agences sociales pour distribuer les allocations a été prise avec la collaboration de celui qui vous parle et du ministre de la Famille et du Bien-être social (l'honorable M. Lafrance). Et jamais, ni l'un ni l'autre, nous n'avons décidé quelque chose sans avoir consulté ceux qui étaient chargés d'administrer.

Il (l'honorable M. Lesage) fait un éloge du ministre de la Famille et du Bien-être social (l'honorable M. Lafrance), apôtre de la justice sociale. Il fait mention de l'entente intervenue entre Ottawa et Québec concernant la participation financière des deux parties au programme des pensions. Le fédéral versait, dit-il, 50 % des pensions ou allocations, mais tous les cas n'avaient pas été envisagés au moment de la signature des documents par les représentants fédéraux et provinciaux. C'est grâce aux nouvelles dispositions légales que le ministère de la Famille et du Bien-être social a pu secourir 42,000 personnes atteintes d'invalidité partielle au cours de l'année écoulée.

Ces demandes étaient formulées par des gens souffrant d'invalidité et non permanente. Le

gouvernement ne pouvait abandonner à leur sort ces malades. À l'heure actuelle, par arrêté ministériel en conseil, 12,736 personnes profitent de l'allocation "D" et les autres 30,000 réclamants reçoivent l'assistance publique. Alors, pourquoi critiquer cette loi?

M. Johnson (Bagot) demande au gouvernement de ne pas faire de politique avec la misère humaine. On a vanté le personnel du ministère, dit-il, on a vanté les sous-ministres, on a vanté les agences de service social qui font la besogne du ministère. À entendre toutes ces félicitations, on doit en déduire que rien ne cloche au sein du ministère. Si tel est le cas, il n'y a qu'une personne à changer et c'est le ministre de la Famille et du Bien-être social (l'honorable M. Lafrance), et c'est pourquoi je demande sa démission.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) répète qu'il soutient le ministre. Il (l'honorable M. Lafrance) a donné le sens de la justice sociale à son ministère et il est inspiré dans ses actes par des convictions sociales profondes.

Le gouvernement veut l'amélioration de l'administration et de la distribution de toutes les allocations sociales. C'est là notre but et c'est aussi, je crois, le désir de l'opposition. Nous arriverons à ce but désirable si nous savons éviter de critiquer avec trop de partisanerie et si nous voyons plutôt les personnes responsables pour tenter de faire corriger les erreurs et les injustices qui auraient pu se glisser. Enfin l'approuvez-vous le budget réservé au ministère de la Famille et du Bien-être?

M. Johnson (Bagot): Oui, mais avec le vœu que le ministère améliore ses services. Nous sommes toujours prêts à collaborer¹⁸.

L'honorable M. Lafrance (Richmond): Une bien belle collaboration.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) propose: 2. Qu'un crédit n'excédant pas dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Comité d'étude sur l'assistance publique (Famille et Bien-être social)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1962.

Adopté¹⁹.

À 6 heures, la Chambre suspend ses travaux.

Reprise de la séance à 8 heures

Subsides:

Budget supplémentaire 1961-1962 (2)

En comité:

Présidence de M. Bédard (Québec)

Le comité poursuit l'étude du budget supplémentaire 1961-1962 (2).

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) propose: 3. Qu'un crédit n'excédant pas cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Bourses d'études en mathématiques actuarielles - Service des assurances (Finance)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1962.

Cette somme, dit-il, servira à des bourses d'études en mathématiques actuarielles.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) propose: 4. Qu'un crédit n'excédant pas cinq millions huit cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Subventions aux corporations scolaires (Instruction publique)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1962.

Cette somme servira à payer les déficits.

M. Johnson (Bagot): Est-ce que la somme comprend \$3,000,000 pour combler le déficit prévu si le rôle d'évaluation de la Commission des écoles catholiques de Montréal est bloqué?

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): J'ai l'habitude d'attendre le pont avant de traverser la rivière.

M. Johnson (Bagot): Vous voulez dire?

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Vous ne me ferez pas nager!

M. Johnson (Bagot): Que le premier ministre dise donc s'il faudra voter des crédits spéciaux pour Montréal.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):

La politique du cabinet sera annoncée en temps et lieu.

M. Gabias (Trois-Rivières): Est-ce que le crédit demandé prend en considération les déficits des commissions scolaires entraînés par la gratuité scolaire?

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):

Les commissions scolaires doivent faire face à l'augmentation des obligations en raison de l'augmentation du nombre des élèves. C'est le résultat de la politique du gouvernement qui fournit des installations pour que les enfants reçoivent une éducation.

M. Prévost (Montmorency) pose une question au premier ministre.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):

On n'envisage, dans ce montant, aucune construction de nouvelle école. Il est peu probable qu'aucune nouvelle construction ne soit commencée avant la fin de mars. Les crédits demandés s'appliqueront à des engagements pris antérieurement au cours de la présente année fiscale.

M. Johnson (Bagot): Un patronneau du comté de Valleyfield a confié à un journal local, avant même que la nouvelle ne soit annoncée au département de l'Instruction publique, une résolution du département concernant une nouvelle taxe sur la propriété foncière.

En vertu de quel règlement le ministre des Affaires culturelles et procureur général (l'honorable M. Lapalme) se trouve assis à la tribune des journalistes²⁰?

(Rires)²¹

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):

(Parmi des rires) Le chef actuel de l'opposition a fait son tour bien souvent à cette tribune, dans le passé.

M. Johnson (Bagot): Si on savait au moins quel journal il représente.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):

C'est sans doute un journal de la police, mais pas *Allo Police*²².

M. Tremblay (Maisonnette): On nous demande encore \$5,910,000. Je calcule que le

gouvernement devrait faire moins de sauts. Je ne sais pas où l'on va.

Une voix ministérielle: Ouvre tes lumières!

M. Tremblay (Maisonneuve): À Montréal, le gouvernement s'infiltré à la commission scolaire. Il y aura une hausse des taxes. On ne sait pas où vous allez arrêter, mais le peuple va vous faire reculer, vous autres, l'équipe du tonnerre. (En regardant les députés ministériels) Vous n'avez pas le droit d'augmenter les taxes sans consulter le peuple. Faites des élections!

Le procureur général (l'honorable M. Lapalme) était rendu tout à l'heure à la Tribune de la presse. Il ne participe pas au débat. Il se prend pour un artiste. Je pense qu'il fait de la monopause²³.

(Rires)²⁴

Duplessis au moins avait du courage. S'il avait eu un ministère d'apprentis comme celui que vous avez, il aurait forcé les ministres à démissionner et aurait formé un autre cabinet.

M. Meunier (Bourget) interrompt le député de Maisonneuve.

M. Tremblay (Maisonneuve): Le député de Bourget aurait dû être ministre des Affaires municipales. Il s'est promené un an et demi avec le Code municipal sous le bras. (S'adressant au premier ministre) Tout cet argent, vous allez le prendre dans la poche des contribuables?

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): C'est évident.

M. Tremblay (Maisonneuve): Et vous trouvez cela naturel. N'oubliez pas que les biens publics vous sont loués pour un mandat temporaire. Vos apprentis de ministres...

(Protestations à droite)

(Pointant le ministre de la Famille et du Bien-être social) Voyez le ministre de la souffrance! Vous êtes comme un grand flanc mort. Et vous ne me demandez pas la définition de "flanc mort"?

(Rires à gauche)

L'honorable M. Couturier (Rivière-du-Loup) intervient.

M. Tremblay (Maisonneuve): Vous, vous êtes devenu le ministre des somnifères.

(Rires de la Chambre)

M. Johnson (Bagot) et M. Prévost (Montmorency) veulent savoir l'importance des dettes des commissions scolaires de la province et l'importance de leurs déficits cette année.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Je n'ai pas les chiffres sous la main. Il ne s'agit là que d'estimés, dit-il, et il n'y a pas moyen de connaître les montants exacts des déficits scolaires, ni le nombre des commissions scolaires dont les livres ne balancent pas. La majorité des rapports financiers des commissions scolaires sont déficitaires, mais j'ignore à quel montant s'élèvent les déficits globaux. Les chiffres ne sont pas tous entrés. Je me fie à la parole de M. J.-L. Pagé, sous-ministre de la Jeunesse²⁵, qui a préparé le budget. Je ne veux pas donner des chiffres approximatifs parce que c'est trop dangereux. L'augmentation des déficits des commissions scolaires prouve que la politique du gouvernement en matière d'éducation fonctionne. Plus d'élèves vont à l'école et plus de parents sont conscients de leur devoir d'envoyer leurs enfants à l'école. Autrefois, l'Union nationale puisait dans le fonds consolidé pour combler les déficits des commissions. Aujourd'hui, il faut que les sommes soient votées avec le budget. Cela permet un meilleur contrôle des deniers publics.

M. Johnson (Bagot): Cela peut être illusoire si le gouvernement ne fournit pas de renseignements à la Chambre sur les déficits à combler.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Sous l'Union nationale, si le poste budgétaire n'était pas suffisant, le gouvernement puisait à même le fonds consolidé pour rembourser. Avec notre système et suivant la loi que j'ai fait voter l'an dernier, nous présentons un nouveau budget où est prévu le montant que nous estimons devoir dépenser d'ici le 31 mars. Les chiffres exacts des subventions qui seront distribuées aux commissions scolaires figureront dans les *Comptes publics*.

M. Johnson (Bagot): Une telle loi peut s'avérer illusoire et l'opposition n'a pas les détails. Il est essentiel de soumettre à la Chambre les crédits qui doivent être dépensés. Mais à quoi rime cette précaution si les députés n'ont aucune précision sur l'emploi que veut faire le gouvernement dans telle ou telle chose? Les députés peuvent avoir raison de dire à un ministre: Tels ou tels facteurs peuvent changer la nature du problème dans une région et commandent la prudence.

M. Bellemare (Champlain): Ce n'est pas raisonnable de demander de voter \$5,800,000 sans savoir pourquoi.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Combien le député de Champlain désire-t-il pour les commissions scolaires de Champlain?

M. Bellemare (Champlain): Cent quatre-vingt-neuf mille dollars, pour combler le déficit de la Commission scolaire du Cap-de-la-Madeleine.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Je prends note.

M. Bellemare (Champlain): D'après certains renseignements, 947 commissions scolaires seraient déficitaires.

L'honorable M. Arsenault (Matapédia): Il n'y en a pas plus de 400.

M. Bellemare (Champlain) reproche alors au premier ministre (l'honorable M. Lesage) de savoir la réponse à la question posée par plusieurs députés de l'opposition, mais de ne pas vouloir la donner.

M. Gabias (Trois-Rivières): Est-ce que le crédit demandé tient compte des déficits des commissions scolaires à cause de la politique gouvernementale de gratuité scolaire?

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Les commissions scolaires doivent affronter des obligations accrues par suite de l'augmentation considérable du nombre d'élèves.

Cette augmentation est due à la politique du gouvernement, qui accorde plus de facilités aux enfants pour s'instruire.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) propose: 5. Qu'un crédit n'excédant pas cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Subventions à certaines institutions indépendantes et à des particuliers (Instruction publique)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1962.

Adopté.

6. Qu'un crédit n'excédant pas soixante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Organisation de cours de perfectionnement, de

cours postsecondaires et d'examens (Instruction publique)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1962.

Adopté.

7. Qu'un crédit n'excédant pas quarante et un mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Administration (Jeunesse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1962.

Adopté.

8. Qu'un crédit n'excédant pas sept cent quatre-vingt-huit mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Écoles d'enseignement spécialisé, y compris les subventions (Jeunesse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1962.

Les crédits sont demandés pour payer les hausses de salaire aux professeurs, avec un effet rétroactif au 1^{er} septembre.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) propose: 9. Qu'un crédit n'excédant pas quatre cent vingt-huit mille cent dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service de l'aide à la jeunesse, y compris les bourses (Jeunesse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1962.

M. Johnson (Bagot) critique les retards qu'a apportés le gouvernement dans le paiement des bourses d'études. La distribution de certaines bourses, dit-il, est fort en retard. De notre temps, on faisait moins de tralala et les bourses étaient données en octobre.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Nous les aurions payées le 1^{er} février, tel que convenu, si l'Union nationale ne nous faisait pas perdre le temps de la Chambre. Le retard à approuver les crédits occasionne un retard dans l'attribution des prêts aux étudiants.

M. Johnson (Bagot): J'avais prévu cet argument. Les retards sont maintenant attribués à l'opposition. Le gouvernement est tellement à sec de fonds qu'il n'a pu faire un virement de fonds. Il aurait pu puiser 10 % dans ses coffres et trouver les fonds nécessaires pour payer les étudiants sans attendre.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Le député de Bagot donne une preuve de son ignorance crasse.

M. Johnson (Bagot) invoque le Règlement.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) retire ses paroles.

M. Gabias (Trois-Rivières): Le premier ministre se livre à une tactique d'une bassesse infinie.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) proteste.

M. le président demande au député de Trois-Rivières de retirer ses paroles.

M. Gabias (Trois-Rivières) retire ses paroles.

M. Johnson (Bagot): Le premier ministre aurait pu trouver \$2,500,000 pour payer les bourses.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): L'argent était engagé.

M. Johnson (Bagot): Les étudiants ont dû emprunter et ils ont été d'une patience angélique en attendant le paiement de leur bourse.

L'honorable M. Couturier (Rivière-du-Loup): Les trois étudiants qui avaient attendu à la porte de M. Duplessis ont-ils été patients²⁶⁹?

M. Johnson (Bagot): Ils avaient été patients, mais "pas polis".

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Le système des budgets supplémentaires, contrairement au système de l'Union nationale, permet aux représentants du peuple d'exercer un contrôle sur l'utilisation des deniers publics.

M. Prévost (Montmorency): Il faudrait trouver une formule pour que l'étudiant ne soit plus contraint d'attendre l'adoption des budgets supplémentaires pour toucher une bourse. Il y a certainement avantage à tout budgéter, dit-il, mais il y a aussi des inconvénients. Le gouvernement n'arrivera jamais à déterminer à l'avance et avec exactitude toutes ses dépenses.

Il (M. Prévost) suggère que le cabinet soit autorisé à puiser à même le fonds général de la province, en passant des ordres en conseil en ce qui concerne le coût des subventions additionnelles et à publier dans les *Comptes publics* la dépense imprévue. Il (M. Prévost) réalise qu'il n'est pas facile de déterminer le montant exact qui sera requis pour les subventions, mais qu'en ayant recours à des

ordres en conseil, les crédits pourraient être approuvés rapidement.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) propose: 10. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-neuf mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Enseignement des beaux-arts et de l'architecture (Jeunesse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1962.

Adopté.

11. Qu'un crédit n'excédant pas cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Comité d'étude de l'enseignement technique et professionnel (Jeunesse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1962.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Le comité d'étude a terminé son rapport.

M. Johnson (Bagot) demande au premier ministre une copie du rapport du comité.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Il sera déposé sur le bureau de la Chambre basse.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) propose: 12. Qu'un crédit n'excédant pas vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Arbitrage (Jeunesse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1962.

M. Bellemare (Champlain): La Fédération des commissions scolaires a recommandé de ne pas faire des nominations politiques en ce qui touche les tribunaux d'arbitrage.

L'honorable M. Saint-Pierre (Saint-Hyacinthe): La Fédération des commissions scolaires l'a toujours recommandé. Je me rappelle que déjà en 1948 et 1949...

M. Bellemare (Champlain): L'Union nationale n'a jamais nommé de membres de la Fédération libérale...

(Rires de la Chambre)

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) propose: 13. Qu'un crédit n'excédant pas quatre

mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Traitements - Assemblée législative (législation)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1962.

M. Johnson (Bagot) demande au gouvernement d'augmenter le nombre des secrétaires de l'opposition. Il en faudrait deux de plus, dit-il.

Avant le scrutin de juin 1960, l'opposition, c'est-à-dire 17 députés, avait à sa disposition trois secrétaires.

À l'heure actuelle, les 40 députés de l'opposition ne disposent que de cinq secrétaires et sténographes, dont trois permanents et deux temporaires, pour la session seulement. Ce n'est ni suffisant ni juste. Proportionnellement, l'opposition avait un plus grand nombre de secrétaires autrefois.

Il (M. Johnson) demande plus d'espace dans les bureaux pour les députés de l'Union nationale. Il faut donner aux députés, dit-il, tout l'espace nécessaire pour qu'ils puissent travailler dans les meilleures conditions possible.

L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont): Au temps où j'étais chef de l'opposition, le nombre des employés était seulement de trois et leur traitement ne dépassait pas \$2,500 par année.

Par contraste, l'opposition d'aujourd'hui dispose d'une douzaine de personnes dont certaines gagnent de \$8,000 à \$9,000.

Les traitements annuels du personnel de l'opposition s'élèvent maintenant à \$70,000 au total, alors qu'ils ne dépassaient pas \$25,000 avant les élections de 1960.

Pour cette raison, je prie les représentants du peuple d'être raisonnables dans leurs demandes. Toutefois, je considérerai celles du chef de l'opposition avec sympathie.

M. Johnson (Bagot): Mais alors, l'opposition ne comprenait que 17 membres. Et je comprends mieux qu'avant aujourd'hui dans quelle situation ils se trouvaient. Nous n'avons pas les moyens nécessaires pour accomplir notre travail.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) propose: 14. Qu'un crédit n'excédant pas six mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de bureau et dépenses diverses - Assemblée législative (législation)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1962.

Adopté.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Les résolutions sont lues et agréées.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Travaux de la Chambre:

Projets de loi à étudier à la prochaine séance

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): L'Assemblée législative entreprendra demain l'étude du bill 12 modifiant la loi de l'Office du crédit agricole, consacrant des crédits additionnels de \$40,000,000 aux prêts agricoles.

Journal des débats

M. Johnson (Bagot): Aurons-nous bientôt un *Hansard* au Parlement de Québec?

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Il y aura un *Journal* avant la fin de la session, mais son tirage sera limité.

L'honorable M. Cliche (Abitibi-Est): Je poursuis des négociations, mais j'ai de la difficulté à trouver des sténographes officiels. Le comité spécial de la Chambre continue toujours ses démarches pour obtenir le nombre de sténographes requis. Le principal problème est de trouver des sténographes compétents.

M. Johnson (Bagot): Est-ce que la question de sexe y est pour quelque chose dans le retard? Est-ce que ce projet ne nécessitera pas encore des déboursés?

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Possible.

M. Johnson (Bagot): Alors, un troisième budget additionnel?

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Très possible.

M. Prévost (Montmorency): C'est parce que les salaires ne sont pas assez alléchants. J'ai entendu dire que les sténographes désiraient un salaire plus élevé que celui que le gouvernement est prêt à leur verser.

L'honorable M. Cliche (Abitibi-Est) confirme les dires du député de Montmorency (M. Prévost).

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): La Chambre sera peut-être appelée à voter des crédits pour l'établissement du *Journal*.

Ajournement

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) propose, du consentement unanime, que, lorsqu'elle s'ajournera, la Chambre se trouve ajournée à demain, à dix heures et demie du matin.

Adopté.

La séance est levée à 10 heures.

NOTES

1. Le chef de l'opposition fait allusion au décret du gouvernement de septembre 1961 qui faisait en sorte que le gouvernement se substituait aux agences sociales dans la gestion et la distribution des chèques d'assistance sociale. Ce pouvoir, elles le détenaient de l'ancien gouvernement unioniste. Le gouvernement libéral, sous la pression de certains conseils des œuvres, dont celui de Québec, centralisa à Québec la distribution des allocations sociales. Cela eut comme résultat des retards et des plaintes de la part d'assistés et des agences privées.

2. Surnom que le Parti libéral donnait à son équipe de candidats lors des élections de 1960.

3. Dans *La Voix de l'Est* du 2 février 1962, à la page 3, on rapporte que M. Lesage prononce ces paroles en "claquant des mains comme pour donner plus de force à ses remarques".

4. Nom de la circonscription de M. Lesage utilisé par *The Montreal Daily Star* du 2 février 1962, à la page 23. En fait, il s'agit plutôt du comté de Québec-Ouest.

5. Expression utilisée par *Le Soleil* du 2 février 1962, à la page 3. Dans *Le Nouvelliste* du 2 février 1962, à la page 7, il est plutôt écrit "sociologie".

6. Selon *La Presse* du 2 février 1962, à la page 9, le chef de l'opposition citait alors un passage de l'encyclique *Mater et Magistra*. Selon *Le Nouveau Journal* du 2 février 1962, à la page 7, le chef de l'opposition citerait plutôt une conférence du cardinal Paul-Émile Léger, archevêque de Montréal, alors que *Le Devoir* du 2 février 1962, à la page 1, dit que ce seraient les deux.

7. M. Lafrance (Richmond) répond à un cas soulevé le 31 janvier, en Chambre, par le député de Champlain (M. Bellemare). Selon *Le Soleil* du 2 février 1962, à la page 24, et *Le Nouvelliste* du 2 février 1962, à la page 7, ce dernier avait cité le cas d'un citoyen du Cap-de-la-Madeleine (feu M. François Marchand) qui est décédé le 1^{er} novembre 1961, quelques heures après que le bureau du Bien-être lui eut refusé l'argent qu'il sollicitait, afin de s'acheter des médicaments pour la maladie cardiaque dont il souffrait.

8. M. Lafrance (Richmond) répond à un cas soulevé le 31 janvier, en Chambre, par le député de Montmorency (M. Prévost). Selon *L'Action catholique* du 2 février 1962, à la page 16, ce dernier avait cité le cas d'un cultivateur, M. Chabot, de Saint-Laurent (Île d'Orléans), qui avait eu un accident d'auto, il y a quatre ans. Il ne peut plus marcher depuis ce temps et le propriétaire de l'auto au moment de l'accident était insolvable. M. Prévost avait expliqué que cet homme retirait \$115 en allocations et qu'il espérait en retirer \$125, après avoir appris qu'il y avait une augmentation de \$10, mais, au contraire, ses allocations sont baissées de \$10, de sorte qu'il ne retire que \$105 par mois.

9. Chiffre de *L'Action catholique* du 2 février 1962, à la page 16. *Le Soleil* du 2 février 1962, à la page 24, mentionne plutôt \$209.13.

10. Chiffre du *Soleil* du 2 février 1962, à la page 24. Dans *La Presse* du 2 février 1962, à la page 2, il est plutôt écrit \$11,535,600.

11. Le premier ministre fait allusion à un discours que le député de Maisonneuve (M. Tremblay) a fait le 25 janvier 1962, et où il avait cité Victor Hugo. Au lieu de dire "L'œil était dans la tombe et regardait Caën", il a dit "L'œil était tombé et regardait Caën".

Le premier ministre lui avait fait remarquer son erreur et M. Tremblay (Maisonnette) a répliqué: "Je pensais que c'était un œil de vitre."

12. Chiffre de *La Tribune* du 2 février 1962, à la page 10. Dans *Le Devoir* du 2 février 1962, à la page 3, il est plutôt écrit 33.8 %. Dans *Le Montréal-Matin* du 2 février 1962, à la page 7, il est plutôt écrit 27.9 %.

13. M. Tremblay (Maisonnette) est propriétaire d'une entreprise de travaux d'électricité appelée Lucien Tremblay Électrique inc.

14. Le chef de l'opposition fait référence au fait que M. Laporte (Chambly) fut élu lors d'une élection partielle, le 14 décembre 1961.

15. Selon *Le Montréal-Matin* du 2 février 1962, à la page 9, la formule "D" fut créée par le ministère de la Famille et du Bien-être social et permet à un chômeur de faire une demande d'assistance chômage à ce ministère.

16. William Lyon Mackenzie King (1874-1950), premier ministre du Canada de 1921 à 1926, de 1926 à 1930, et de 1935 à 1948.

17. Roger Provost, président-fondateur de la Fédération des travailleurs du Québec (FTQ) de 1957 à 1964.

18. Selon *La Tribune* du 2 février 1962, à la page 1, il est 5 h 55 lorsque M. Lesage demande au chef de l'opposition s'il accepte le budget du ministère de la Famille et du Bien-être social.

19. Selon *Le Nouvelliste* du 2 février 1962, à la page 7, le débat sur ce poste budgétaire, commencé la veille, a duré près de sept heures. Selon *La Tribune* du 2 février 1962, à la page 1, le débat aurait plutôt duré huit heures, alors que *Le Droit* du 2 février 1962, à la page 23, affirme qu'il aurait duré six heures.

20. Selon *The Montreal Daily Star* du 2 février 1962, à la page 5, M. Lapalme (Montréal-Outremont) a été invité par un journaliste.

21. Selon *La Presse* du 2 février 1962, à la page 9, toute l'assistance s'est mise à regarder M. Lapalme.

22. Hebdomadaire à sensation traitant de criminalité, de prostitution et de scandales, fondé en 1953.

23. Selon *Le Soleil* du 2 février 1962, à la page 5, M. Tremblay veut parler de "ménopause" plutôt que de "monopause".

24. Selon *Le Devoir* du 2 février 1962, à la page 12, *Le Nouveau Journal* du 2 février 1962, à la page 7, et *La Tribune* du 2 février 1962, à la page 1, les députés se tiennent les côtes pendant qu'ils rient.

25. Fonction mentionnée par *Le Nouvelliste* du 2 février 1962, à la page 7. Selon *L'Action catholique* du 2 février 1962, à la page 16, M. J.-L. Pagé serait plutôt sous-ministre de la Famille.

26. Maurice Duplessis avait refusé de voir trois étudiants de l'Université de Montréal: Francine Laurendeau, Jean-Pierre Goyer et Bruno Meloche. En effet, ces derniers débutèrent un piquetage devant le bureau de Maurice Duplessis, le 7 mars 1958, afin de réclamer des subsides pour les universités et des bourses plus généreuses pour les étudiants. Duplessis, mis au courant, répond: "Je n'ai pas le temps de les recevoir. Qu'ils retournent à leurs études." Les trois étudiants lèveront leur piquetage devant les bureaux de M. Duplessis, après 37 jours de siège, sans avoir pu le rencontrer. Pour plus d'information sur cet épisode, voir: Robert Rumilly, *Maurice Duplessis et son temps. Tome 2. 1944-1959*, Montréal, Éditions Fides, 1973, aux pages 631, 632 et 641.

Séance du vendredi 2 février 1962

Présidence de l'honorable J. R. Hyde

La séance est ouverte à 10 h 30¹.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Messages du Conseil législatif:

Comité mixte
des impressions législatives

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

CONSEIL LÉGISLATIF

31 janvier 1962

Ordonné: Qu'un message soit transmis à l'Assemblée législative, à l'effet de l'informer que le Conseil législatif consent à se joindre à elle, ainsi qu'il en a été prié, pour constituer une commission mixte devant avoir charge des impressions législatives, et qu'il a désigné pour faire partie de cette commission mixte les honorables MM. Asselin, Auger, Baribeau, Boulanger, Connors, Grothé, Laferté, Marler, Martineau, Messier, Renaud, Rowat et Tardif, auxquels avait déjà été confiée la surveillance des impressions du Conseil législatif au cours de la présente session.

Que le greffier porte ce message à l'Assemblée législative.

Questions et réponses orales:

Conflit opposant l'administration
d'hôpitaux métropolitains et
des médecins spécialistes²

M. Johnson (Bagot): Le ministre de la Santé (l'honorable M. Couturier) a sans doute pris connaissance du problème qui existe entre certains hôpitaux et leurs pathologistes.

Le premier ministre a déclaré, hier, que cela ne concernait pas le gouvernement, mais est-ce que le ministre de la Santé pourrait nous donner des

indications sur la conduite qu'il entend suivre pour régler ce problème?

L'honorable M. Couturier (Rivière-du-Loup): On me demande une opinion!

M. l'Orateur: La question demande une opinion, chose que les règlements ne permettent pas.

M. Johnson (Bagot): Je voudrais demander au ministre: Le ministre est-il au fait de ce problème et est-ce qu'il a l'intention d'intervenir pour régler le problème?

L'honorable M. Couturier (Rivière-du-Loup): Nous étudierons le problème et nous annoncerons nos décisions en temps et lieu.

M. Guillemette (Frontenac) demande au ministre de la Santé ce qu'il entend faire au sujet de certaines anomalies assez graves, relativement à la construction de l'hôpital de Mégantic et qui seraient cause du scandale dans la population locale³. Est-ce que le ministre de la Santé a l'intention de faire des représentations pour corriger cet état de choses?

L'honorable M. Couturier (Rivière-du-Loup): Je ne sais pas de quelles anomalies il parle. Il faudrait que le député de Frontenac explique ce qu'il entend, et j'aimerais savoir de quelles anomalies il s'agit, avant d'agir. Pas question ici d'ouvrir de débat.

Un député de l'opposition: On va lui faire un dessin.

M. Guillemette (Frontenac): Est-ce que je dois expliquer au ministre le mot "anomalie"?

M. Johnson (Bagot): Le député de Frontenac veut savoir tout simplement ce qui se passe à l'hôpital de Mégantic. Il désire savoir si le ministre a l'intention d'intervenir. C'est clair!

L'honorable M. Couturier (Rivière-du-Loup): Ce n'est pas du tout la question posée par le député de Frontenac.

(Désordre dans la Chambre)

M. l'Orateur rappelle les députés à l'ordre et suggère à la Chambre de passer à l'examen du bill 12.

Projets de loi:**Loi de
l'Office du crédit agricole**

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill 12 modifiant la loi de l'Office du crédit agricole de Québec.

L'honorable M. Courcy (Abitibi-Ouest) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolution et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Courcy (Abitibi-Ouest) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.
Adopté.

En comité:

Présidence de M. Bédard (Québec)

L'honorable M. Courcy (Abitibi-Ouest) propose: Que le lieutenant-gouverneur en conseil puisse, aux conditions qu'il déterminera, autoriser le ministre des Finances à verser à même le fonds consolidé du revenu, à l'Office du crédit agricole du Québec, en outre des sommes au montant total de deux cent vingt millions de dollars que celui-ci est déjà autorisé à prêter aux agriculteurs, une somme de quarante millions de dollars, pour être employée aux fins prévues par la loi du crédit agricole du Québec (Statuts refondus, 1941, chapitre 113), en la manière et aux conditions déterminées par ladite loi.

M. Roy (Nicolet) demande au ministre de l'Agriculture⁴ (l'honorable M. Courcy) de faire en sorte qu'on procède avec plus de célérité à la distribution des chèques aux agriculteurs qui obtiennent un prêt de l'Office du crédit agricole. Il y a une marge entre les prêts consentis et les prêts payés. Il (M. Roy) déplore certaines initiatives susceptibles de créer des tracasseries pour le cultivateur emprunteur. L'Office du crédit agricole fonctionne au ralenti, dit-il, parce que le gouvernement actuel est allé chercher des fonctionnaires fédéraux et des agronomes qui étaient dans l'entreprise privée, reléguant au second rang des fonctionnaires compétents qui avaient été appelés à l'Office du crédit agricole par le gouvernement Duplessis.

Le gouvernement a enlevé le travail d'inspecteur à des cultivateurs compétents qui savaient parfaitement procéder à l'inspection et à l'évaluation des terres. Par ce geste, il leur a signifié qu'il avait moins confiance en eux que dans les agronomes pour accomplir ce travail. Il (M. Roy) reproche au ministère d'avoir permis à l'Office de changer les formules de demande de prêt, de telle sorte que les cultivateurs ne puissent les comprendre et que les secrétaires-trésoriers des municipalités, qui avaient l'habitude de les aider à remplir ces formulaires, n'y comprennent plus rien eux-mêmes. Après avoir reçu une promesse de prêt par lettre, dit-il, l'agriculteur reçoit, 15 jours après, de nouvelles formules et une nouvelle demande d'explications. La politique du prêt agricole du gouvernement actuel ne fonctionnera jamais correctement ni aussi bien que lorsqu'elle était gérée par le gouvernement Duplessis.

L'honorable M. Courcy (Abitibi-Ouest):

Lorsqu'une demande de prêt est formulée, l'estimateur va inspecter la terre et fait son rapport à l'Office où il est soumis à la révision. La demande est acceptée ou refusée. L'acceptation est retournée à l'emprunteur en lui demandant de procéder à la recherche de ses titres. Lorsque ceux-ci sont parvenus à l'Office, le paiement est fait. Du temps de l'Union nationale, il y avait entre 50 et 55 évaluateurs des terres. C'était trop et la plupart étaient des organisateurs politiques.

Lorsqu'on a réorganisé, la province fut divisée en zones et un agronome fut nommé inspecteur pour chacune. Le plus souvent dans le passé, l'agronome devait de toute manière retourner faire l'inspection de la ferme. Avec un nombre d'évaluateurs réduit par le nouveau système, on a effectué 3,447 prêts, en 1961, au regard de 3,101, pour 1960 et de 3,042, en 1959. Les agronomes font très bien leur travail et les formules sont si peu difficiles à remplir qu'en plusieurs cas, le cultivateur réussit très bien à s'en tirer avec sa femme.

M. Bernatchez (Lotbinière): Voici comment s'obtient un prêt de l'Office du crédit agricole, maintenant qu'on ressent les "bons effets de la planification des services administratifs de la province". Il s'agit d'un cas précis et authentique. Pour être plus précis, il s'agit du dossier 113,692. En mars 1961, un cultivateur du comté de Lotbinière demande, reçoit et remplit les formulaires du crédit agricole, afin d'obtenir un prêt de \$2,900. En juin 1961, un représentant de l'Office du crédit agricole fait l'inspection de la ferme et recommande au cultivateur de demander plutôt \$3,200. "Je n'ai pas

besoin de \$3,200, mais rien que de \$2,900", répond le cultivateur. "Cela ne fait rien, demandez \$3,200", insiste l'inspecteur. Le 20 juillet 1961, le cultivateur reçoit une lettre lui apprenant que sa demande a été acceptée et que le prêt lui sera accordé... quand il aura déposé les documents et titres attestant qu'il est bien propriétaire de sa ferme, chez un notaire dont on indique l'adresse, ce que fait notre cultivateur.

À la fin d'août 1961, comme rien ne se produit, le cultivateur se rend aux bureaux du crédit agricole. On le rassure et on lui dit que son chèque sera mis à la poste dans un jour ou deux. Deux jours plus tard, au lieu d'un chèque, le cultivateur reçoit des formules à remplir. Il les remplit. Le 26 septembre 1961, le cultivateur reçoit une lettre l'informant que sa demande de prêt a été acceptée, le 15 septembre, et que le prêt lui sera accordé... quand il aura déposé les documents et titres attestant qu'il est bien propriétaire de sa ferme, chez un notaire dont on lui indique l'adresse.

Cent cinquante agronomes ont bénéficié de la loi du crédit agricole depuis 1936. La loi, telle qu'elle était sous l'ancienne administration, permettait d'inclure cette catégorie des personnes dans les bénéficiaires de la loi. Cependant, les amendements apportés par le gouvernement libéral, qui ont changé l'interprétation du mot "cultivateur", ne permettent plus d'étendre les bienfaits de la loi à aucune personne, à moins qu'elle n'occupe spécifiquement la fonction d'agriculteur.

L'honorable M. Courcy (Abitibi-Ouest): On dit qu'il y a deux employés civils qui bénéficient de la loi?

Une voix de l'opposition: Cent cinquante!

Une autre voix de l'opposition: Cent cinquante agronomes!

L'honorable M. Courcy (Abitibi-Ouest): Cent cinquante agronomes, dites-vous? J'en prends note. En temps et lieu, c'est une autre accusation qu'il faudra relever et fournir des explications sur deux cas précis. Cent trente-huit prêts agricoles ont été consentis à des cultivateurs domiciliés dans le comté de Nicolet et 109 à des agriculteurs du comté de Lotbinière, au cours de 1961. Les prêts sont faits sans égard à la politique. Au cours de l'année dernière, l'Office a fait 3,447 prêts.

M. Johnson (Bagot): Il ne faudrait pas que la loi du crédit agricole devienne une loi pour venir en aide aux agronomes.

M. Bernatchez (Lotbinière): Combien de prêts de conversion et de prêts nouveaux sont compris dans ce nombre? Ces prêts, dit-il, répondent à une demande additionnelle de crédit et rachètent en même temps ceux en cours.

L'honorable M. Courcy (Abitibi-Ouest): Je ne suis pas en mesure de répondre immédiatement, mais je pourrai peut-être le faire mardi prochain. L'Office a 17 évaluateurs à son emploi et c'est suffisant. Leurs salaires varient de \$6,200 à \$7,400. Le député de Nicolet (M. Roy) nous a reproché d'être allés chercher ces employés à Ottawa. Je lui dirai que ces agronomes-évaluateurs étaient les meilleurs qui travaillaient dans le Québec pour le crédit agricole fédéral. C'étaient les meilleurs hommes que nous puissions employer. Les cultivateurs de la province ont reçu \$21,000,000 en prêts directs de l'Office du crédit agricole, au cours de l'année 1961. Et je ne tiens pas compte des prêts de conversion qui furent de l'ordre de \$5,000,000, en chiffres ronds, ce qui ne s'était jamais produit du temps de l'Union nationale.

Nos cultivateurs sont très honnêtes. Les cultivateurs qui ont obtenu des prêts ont remboursé par anticipation dans un très grand nombre de cas. La preuve d'ailleurs que nous avons une grande confiance en l'honnêteté des cultivateurs, c'est que l'an dernier, pour la première fois depuis la Confédération, pour la première fois depuis l'établissement du crédit agricole, nous avons demandé un montant de \$20,000,000 pour prêter aux cultivateurs et, cette année, le gouvernement veut le doubler.

Il restait encore \$7,000,000 laissés par l'Union nationale au fonds du crédit agricole, ce qui faisait un total de \$27,000,000. Jamais, depuis la Confédération et depuis la création du crédit agricole, un gouvernement n'avait mis de telles sommes à la disposition des agriculteurs.

(Applaudissements à droite)

Pour des montants votés de \$15,000,000 annuellement, il (l'honorable M. Courcy) en voit \$11,000,000 en caisse à la fin de 1956, \$5,000,000 en 1957, \$4,000,000 en 1958 et \$6,300,000 en 1959. Au cours de l'année dernière, le gouvernement est allé au plus urgent en modifiant la loi du crédit agricole foncier et en portant à \$10,000 le montant maximum des prêts par ferme, basé sur 80 % de la valeur marchande. Au cours de 1961, l'Office du crédit agricole a procédé à l'évaluation de 7,000 fermes, à comparer avec 4,150, l'année précédente.

La modification que nous avons apportée à la loi du crédit agricole prévoit aussi un crédit

d'établissement des fils de cultivateurs à 90 % de la garantie, allant jusqu'à \$15,000, avec rabais du tiers du montant prêté jusqu'à concurrence de \$3,000 si, au terme de 10 ans, le jeune exploitant réside encore sur la ferme et la cultive.

En plus de cela, le fils de cultivateur a toujours droit à un octroi d'établissement de \$1,000, à raison de \$200 par année durant cinq ans. Au 1^{er} janvier dernier, 1,200 demandes de prêt pour l'établissement de fils de cultivateurs sur des fermes ont été soumises au gouvernement; 600 ont déjà été agréées. Les autres sont à l'étude et on s'efforcera de les approuver le plus rapidement possible, suivant les règlements établis par les lois.

Nous faisons une grande politique d'amélioration. C'est pourquoi je demande à la Chambre de voter unanimement les \$40,000,000 qui sont absolument nécessaires pour améliorer le sort des cultivateurs et pour assurer le progrès de l'agriculture dans la province. J'espère que tous les cultivateurs pourront dire que les députés des deux partis ont ensemble accordé ces prêts, car nous sommes tous leurs représentants.

Il (l'honorable M. Courcy) s'élève contre ceux qui ont prétendu que le ministre de l'Agriculture et ministre de la Colonisation ferait de la politique avec le crédit agricole. On dit qu'il y a eu des employés civils qui, à cause de notre politique et grâce à la protection du ministre de l'Agriculture, ont profité du crédit agricole⁵. Il accuse l'opposition d'avoir toujours fait de la politique avec le crédit agricole, de s'être servie des enquêteurs de l'Office comme agents électoraux, et de ne s'être pas servie des pleins montants disponibles à l'Office du crédit agricole. L'opposition devrait nous dire: Le ministre de l'Agriculture fait une grande politique d'amélioration.

M. Johnson (Bagot) proteste.

M. Lizotte (Montmagny) pose une question au ministre de l'Agriculture et ministre de la Colonisation⁶.

L'honorable M. Courcy (Abitibi-Ouest): Je suis heureux de profiter de l'occasion pour mettre les choses au point. Dans un cas, la demande avait été soumise le 21 mai 1960, c'est-à-dire sous l'ancien gouvernement. L'évaluation préalable à l'approbation de la demande de prêt fut faite le 6 juillet 1960, et le versement fut effectué le 28 juillet 1960, sur la recommandation des officiers du crédit agricole, MM. Laplante, Saint-Germain et Bellemare. Les

deux premiers ne sont plus au service de l'Office du crédit agricole. Dans l'autre cas, la demande fut soumise le 20 mai 1960, c'est-à-dire sous l'ancien régime aussi. L'évaluation suivit le 1^{er} juin et l'approbation de la demande fut faite le 9 juin 1960, sur la recommandation de MM. Laplante, Saint-Germain et Bellemare⁷.

M. Bellemare (Champlain) demande au ministre (l'honorable M. Courcy) de préciser qu'il (M. Bellemare) n'était pas en cause dans l'approbation de cette demande, mais qu'il s'agissait plutôt d'un fonctionnaire du crédit agricole, M. Joseph Bellemare, agronome.

L'honorable M. Courcy (Abitibi-Ouest) acquiesce à la demande du député de Champlain.
(Rires)

M. Bernatchez (Lotbinière): Si 150 agronomes bénéficient de l'application de la loi, ils en bénéficiaient à juste titre sous l'ancienne administration, mais, en amendant ses lois, la nouvelle administration ne doit plus leur accorder le bénéfice.

L'honorable M. Courcy (Abitibi-Ouest): Jamais, sous l'Union nationale, on n'avait été aussi généreux pour les cultivateurs.

M. Johnson (Bagot): L'opposition n'est pas contre la mesure et elle votera en faveur du crédit agricole. Nous l'avons même institué. Le bill 12 va apporter une solution partielle ou complète au problème du crédit agricole. Mais nous sommes en mauvaise posture pour faire notre devoir lorsque nous voulons appuyer une mesure que nous trouvons favorable, quand on refuse de nous donner des détails sur l'emploi d'une somme aussi considérable que l'est \$40,000,000.

Pour exercer notre devoir, nous aurions dû avoir tous les documents se rapportant au crédit agricole, mais le dernier rapport que nous avons date de 1959 et a été déposé par l'Union nationale, incidemment. Quant au rapport de 1960, il a été remis au ministre de l'Agriculture, mais il n'a pas encore été déposé en Chambre.

Quant au rapport de 1961, nous n'avons aucun des chiffres préliminaires qui pourraient nous permettre de nous former un commencement d'opinion sur le marché de l'Office du crédit agricole. Nous avons à voter une somme de \$40,000,000 qui sera distribuée aux conditions des officiers du ministère.

Il (M. Johnson) se plaint de n'avoir pas de précisions sur les catégories de prêts, les méthodes de remboursement et le montant des déboursés réels du gouvernement sur les \$40,000,000 proposés. Pour nous guider, nous n'avons que les rapports que nous font eux-mêmes les cultivateurs, et ces rapports nous permettent de supposer que tout ne tourne pas rond à l'Office du crédit agricole. Ces rapports nous permettent d'apprendre que le gouvernement actuel a quelque peu chambardé des méthodes de l'Office du prêt agricole. Ainsi, nous avons appris que le gouvernement actuel a remplacé les cultivateurs inspecteurs par des agronomes venus d'Ottawa.

D'après les maigres renseignements que nous possédons, on peut déduire qu'il en coûte \$120,000 pour faire les inspections, aujourd'hui, alors qu'il n'en coûtait que \$30,000 sous le régime précédent. De plus, on semble encourager les cultivateurs à convertir leurs prêts. Quand ils ont besoin de \$1,500, on leur conseille d'emprunter \$2,500; de plus, on les encourage à renégocier leur ancien emprunt, de sorte qu'on prête finalement \$8,500 à un cultivateur qui n'en a besoin que de \$1,500. Pourquoi tout cela? Pour jeter de la poudre aux yeux et dire aux cultivateurs que le gouvernement libéral prête plus que ne le faisait le gouvernement de l'Union nationale. Cependant, il ne faut pas oublier que c'est l'Union nationale qui a institué la loi du crédit agricole et que les libéraux ont voté contre cette loi à l'époque. La seule chose dont on peut se réjouir, c'est de constater la conversion des libéraux qui ont fini par reconnaître les bienfaits d'une loi de l'Union nationale, la loi du crédit agricole.

(Applaudissements à gauche)

Il faut sauver cette institution, car, elle a mis en relief l'honnêteté de la classe agricole et la compétence des administrateurs du système. Certes, nous sommes en faveur d'aider au maximum les cultivateurs. La preuve n'en est pas à faire. Mais, si l'on doit se servir d'un montant de \$40,000,000 d'ici un an d'une façon improvisée et imprudente, la conversion d'anciens prêts en de nouveaux, ce qui pourrait aider temporairement le cultivateur, nous avons le devoir de mettre le gouvernement sur ses gardes. Si c'est uniquement pour appliquer une sorte de loi de nantissement, nous disons que c'est de la mauvaise administration. Si les prêts visent à aider le cultivateur à acheter du nouveau matériel qui se déprécie rapidement, le cultivateur n'est pas vraiment aidé.

On sabote le prêt agricole lui-même, si l'on prête aux cultivateurs pour leur permettre d'acquérir des biens périssables ou qui deviendront inutiles dans

trois ans. Combien des \$40,000,000 distribués constitueront des prêts de conversion? Le ministre de l'Agriculture a refusé de répondre. Pourtant, selon nous, c'est une question extrêmement importante. Si le gouvernement, pour se donner du prestige en citant des chiffres globaux, a adopté une méthode qui n'indique pas les prêts réels mais les prêts apparents, nous comprendrons alors la vantardise du ministre. Je ne dis pas que les prêts de conversion ne sont pas nécessaires. Nous en avons consenti là où l'agriculteur, par exemple, jouissait d'un prêt fédéral.

Si le \$40,000,000 sert à des prêts de conversion, tant mieux si c'est nécessaire. Mais, si on apprend l'an prochain que les déboursés ont été de \$30,000,000 au lieu de \$40,000,000, on comprendra pourquoi. Il (M. Johnson) met en garde contre les abus que pourrait entraîner une généralisation de cette pratique. Il souhaite que le ministre qui demande \$40,000,000 pour aider les agriculteurs fera en sorte que les demandes de prêt seront satisfaites sans trop de délai.

Il (M. Johnson) se plaint des délais ajoutés par les libéraux dans l'octroi des prêts agricoles en compliquant la procédure. Jamais ces \$40,000,000 n'iront dans les goussets des cultivateurs, parce qu'ils serviront surtout à des prêts de conversion. Un cultivateur a déjà \$6,000 d'emprunté, l'agriculture lui en prête un autre \$8,000, mais ça absorbe déjà l'emprunt initial.

Au fond, on a prêté \$2,000, mais on donne à la population l'impression qu'on a prêté \$8,000. Des \$40,000,000, on ne prêterait réellement que \$30,000,000. Les libéraux ont toujours voulu saboter le crédit agricole lorsqu'ils siégeaient à gauche. On s'étonne avec raison qu'ils s'y soient ralliés. Il (M. Johnson) redoute que le gouvernement libéral ne répète les gestes de celui de 1939 pour saboter le crédit agricole, loi votée sous le premier régime de l'Union nationale. Chaque fois que le ministre posera un geste qui profitera à la classe agricole, il aura l'appui de l'Union nationale au complet. Il y aura plus de joie au sein de l'Union nationale pour un pêcheur converti que pour un membre qui a persévéré à croire au prêt agricole.

L'honorable M. Courcy (Abitibi-Ouest)

cite des statistiques sur les prêts directs et les prêts de conversion. Durant la seule période du 1^{er} au 31 décembre 1961, dit-il, il y eut \$991,000 en prêts de conversion. Du 1^{er} au 31 décembre 1960, il y en avait eu pour \$131,542. Au total, durant 1961, les prêts consentis se sont chiffrés par \$26,454,700. En soustrayant \$5,000,000 de prêts de conversion, on

arrive à une somme de prêts directs de \$26,454,700⁸ pour 3,447 prêts. Les délais viennent en grande partie du temps mis par les proposants à transmettre au gouvernement les titres clairs de leurs propriétés appelées à garantir le prêt consenti. Pour cette raison, il (l'honorable M. Courcy) dit qu'il n'a jamais mis la lenteur en tête des critiques qu'il formulait du temps qu'il siégeait dans l'opposition.

Les remboursements ne cessent de s'accroître sous le régime libéral: \$3,368,000 par anticipation et \$2,484,000 réguliers, en 1960, qui sont passés, en 1961, à \$2,141,000 réguliers et \$7,490,000 par anticipation. C'est la première fois, depuis 1936, que le ministère de l'Agriculture donne autant de chiffres que l'opposition n'a pas à se plaindre, puisque les libéraux n'avaient jamais réussi à obtenir du gouvernement unioniste des précisions sur la part de la conversion dans les prêts. Le rapport des années antérieures à l'administration libérale ne faisait pas mention de ces détails.

M. Johnson (Bagot): (Exhibant une copie dactylographiée d'un document) Je crois posséder des renseignements inconnus du ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Courcy) qui ne peut révéler à la Chambre certains chiffres intéressants. Le ministre de l'Agriculture déclare que de telles statistiques n'existaient pas. Or, j'ai ici des chiffres qui ont été remis au premier ministre du temps, pour les années 1955 à 1959. Du 1^{er} janvier 1954 à 1960, les prêts de conversion consentis aux cultivateurs s'élevaient à \$4,740,356. C'est beaucoup moins en cinq ans que les \$5,000,000 de prêts convertis par le régime actuel en une seule année.

L'honorable M. Courcy (Abitibi-Ouest): Je n'ai pas vu de document de ce genre. D'où provient-il?

M. Johnson (Bagot): Les chiffres sont extraits d'un rapport se trouvant dans les classeurs du bureau de l'ancien premier ministre Antonio Barrette.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Comment se fait-il que ce document soit entre les mains du chef de l'opposition⁹? Le bureau du premier ministre devrait avoir ce document. Il n'appartient ni à un député, ni au chef de l'opposition, ni à l'ancien député de Joliette¹⁰, ni au député de Chicoutimi (M. Talbot), mais au bureau du premier ministre, quel que soit le titulaire. Si le chef de l'opposition possède des documents officiels qui appartaient au bureau du premier ministre avant le changement de gouvernement, il doit les retourner à mon bureau.

Pas surprenant que, lorsque j'ai pris possession du bureau du premier ministre au parlement, les vouîtes et les classeurs étaient vides. Il n'y avait pas un seul papier¹¹. Il y a des documents qui auraient dû être dans les classeurs du premier ministre, mais n'y étaient pas. Aujourd'hui, le chef de l'opposition produit un document qui devrait être dans les dossiers du premier ministre et non dans les siens¹².

M. Johnson (Bagot): Lorsque le chef de l'opposition a pris possession des bureaux de l'opposition, il n'a pas trouvé de vouîte, les classeurs étaient vides là aussi et le bureau était sale. Le chef de l'opposition¹³ avait apporté ses documents. Le premier ministre ou le chef du parti avait apporté les siens. Mais, s'il y en a qui appartiennent au bureau du premier ministre, je les retournerai avec plaisir. J'ai ici une copie photostatée; ne me demandez pas où se trouve l'original. Le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Courcy) aurait pu se renseigner au bureau du crédit agricole, qui possède ce document.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Le chef de l'opposition fait de l'esprit facile, mais il a tort. La question que je soulève est une question de privilège que je considère importante et qui est entraînée par la déclaration du chef de l'opposition. Il est clair que ces documents n'appartiennent pas à l'opposition, parce que le chef de l'opposition ne participe pas, en fait, à l'administration de la province et que les archives qu'il compile alors qu'il est dans l'opposition lui appartiennent, ainsi qu'au parti. Mais ce n'est pas le même cas pour le premier ministre. Il y a des documents d'ordre administratif qui doivent rester au bureau du premier ministre, sans considération pour celui qui occupe ce poste.

J'exige, de toute l'autorité dont je suis investi, que tous les documents officiels de la province que le chef de l'opposition a en main, et qui doivent normalement appartenir au bureau du premier ministre, me soient retournés immédiatement. Aucun transfert de documents n'aurait dû se faire. Je ne veux pas des résolutions du congrès de l'Union nationale ni la correspondance privée que le député de Bagot (M. Johnson) a échangée avec ceux qu'il a incités à voter pour lui. Ce ne sont pas des documents pour faire jouer les chiffres à l'aide des *Comptes publics*. J'exige énergiquement et immédiatement tous les documents ayant trait à l'administration de la province!

M. Johnson (Bagot): Je ne sais pas s'il y a, au bureau du chef de l'opposition, des documents qui

appartiennent normalement et légalement au bureau du premier ministre, mais j'ai déclaré tout à l'heure que c'est avec plaisir que je les retournerai si j'en trouve. Je n'ai pas l'intention de donner l'impression que M. Barrette aurait pu apporter avec lui des documents officiels appartenant au bureau du premier ministre. Jamais, dans l'intention de M. Barrette, il ne fut question de retirer, de soustraire ou d'enlever des documents officiels du bureau du premier ministre qui lui appartiennent.

M. Bellemare (Champlain): C'est la scène de fin de semaine...

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): C'est une question des privilèges de l'administration. Je suis satisfait de l'engagement du chef de l'opposition.

M. Johnson (Bagot): (Avec un sourire) Maintenant que le premier ministre a fait sa scène là-dessus et pour éviter une nouvelle colère prolongée du premier ministre, je lui dirai que le document que je cite actuellement, et que le premier ministre croit être le sien et qui n'est qu'une copie, m'a été remis à mon bureau par l'ancien ministre de l'Agriculture¹⁴. Il s'agissait en l'occurrence d'un rapport dont l'actuel ministre s'était plaint de n'avoir pu prendre connaissance. Le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Courcy) aurait pu le trouver au bureau de l'Office du crédit agricole. L'Office du crédit agricole aurait pu renseigner le ministre de l'Agriculture sur le total des prêts réels et celui des prêts convertis.

(Applaudissements à gauche)¹⁵

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)¹⁶: Je n'ai jamais ou rarement entendu des applaudissements sur autant de contradictions.

(Applaudissements à droite)

Quand le ministre (l'honorable M. Courcy) a demandé au député de Bagot où il a pris le rapport, il a dit que le document venait du bureau du premier ministre.

M. Johnson (Bagot): J'ai dit dans les filières du chef de l'opposition.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Si le député de Bagot n'avait pas dit que le rapport venait du bureau du premier ministre, pourquoi aurais-je soulevé une question de privilège?

M. Johnson (Bagot): Je n'ai jamais dit que le document que j'avais dans les mains provenait du

bureau du premier ministre, mais qu'il était dans les dossiers du chef de l'opposition¹⁷.

(Applaudissements et désordre dans la Chambre)

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):

Comment peut-on arriver à une conduite aussi irresponsable chez un homme qui occupe en cette Chambre une fonction qu'il doit respecter? Le chef de l'opposition manque de respect non seulement à la fonction qu'il occupe à la Chambre, mais à toute la Chambre, puisqu'après avoir dit que ça provenait du bureau du premier ministre, le chef de l'opposition se tourne du côté de la galerie de la presse pour dire que le rapport lui a été envoyé par l'ancien ministre de l'Agriculture. Je laisse à la Chambre et à la population de juger la conduite répréhensible du député de Bagot.

(Protestations à gauche)

M. Johnson (Bagot): Ça fait du bien au premier ministre de s'extérioriser ainsi. Il est maintenant soulagé. Il a eu sa colère de la semaine.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Je suis le régime qui m'est conseillé par mon médecin.

M. Gosselin (Compton): C'est un bon show!

M. Johnson (Bagot): Mais je crois tout de même que le premier ministre a soulevé une tempête dans un verre d'eau.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Non, Monsieur. Ce n'est pas dans un verre d'eau.

M. Johnson (Bagot): Ce n'est tout de même pas dans un verre de gin, j'espère! Je prends la Chambre à témoin que j'ai dit que le rapport venait des filières du chef de l'opposition. Le premier ministre a sauté en disant qu'il avait été transféré du bureau du premier ministre.

Le premier ministre a été victime de son tempérament impétueux et aussi de la mauvaise opinion qu'il a de moi et qu'il devra changer. Je répète que, s'il y a des documents au bureau du chef de l'opposition qui devraient être au bureau du premier ministre, il les aura.

Je suis disposé à lui faire parvenir tout ce que je trouverai, si j'en trouve. Alors, je lui dis que je vérifierai si effectivement j'ai en ma possession des documents lui appartenant. Mais je ne voudrais pas que le premier ministre hypothèque sa santé pour une

bagatelle. Il n'y a pas de quoi fouetter un chat parce que je suis mieux renseigné sur l'agriculture que le ministre actuel de l'Agriculture. (l'honorable M. Courcy)

(Désordre dans la Chambre)

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):

Lorsque le ministre de l'Agriculture a demandé au chef de l'opposition où il prenait les chiffres, le chef de l'opposition a répondu textuellement que c'était un document qui avait été remis à l'ancien premier ministre.

Il l'a admis au cours de l'échange. Mais, s'apercevant qu'il était mal pris, il a dit qu'il l'avait reçu de l'ancien ministre. Je suis heureux de voir que le chef de l'opposition est rempli de bonne volonté et contrit. J'accepte la promesse du chef de l'opposition. Il faut que tout soit fait de bonne foi!

M. Gosselin (Compton): Donnez-nous votre bénédiction et on va s'en aller!

La résolution est adoptée¹⁸.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté une résolution, laquelle est lue et agréée.

Ajournement

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)

propose que la Chambre, lorsqu'elle s'ajournera, se trouve ajournée à mardi prochain, à deux heures et demie de l'après-midi.

Adopté.

La séance est levée vers midi cinquante-cinq minutes¹⁹.

NOTES

1. Il faut noter l'absence en Chambre du député de Missisquoi (M. Bertrand).

2. Selon *La Tribune* du 3 février, à la page 1, ces démissions, qui doivent entrer en vigueur le 1^{er} mars 1962, ont été provoquées par la décision du gouvernement d'imposer un maximum sur la rémunération des médecins spécialistes et de limiter leur semaine ouvrable à 44 heures. Une cinquantaine de médecins pathologistes et hématologistes menacent de faire la grève à compter du 1^{er} mars dans quatre hôpitaux de Montréal.

3. Selon *La Tribune* du 3 février 1962, à la page 12, M. Guillemette fait allusion aux retards apportés dans la construction de cet hôpital.

4. M. Courcy est à la fois ministre de l'Agriculture et ministre de la Colonisation. À partir du 1^{er} avril 1962, il sera ministre de l'Agriculture et de la Colonisation, avec la fusion des deux ministères.

5. M. Courcy fait allusion à un discours du député de Napierville-Laprairie (M. Riendeau) du 25 janvier 1962, où ce dernier accusait le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Courcy) de faire de la politique avec le crédit agricole.

6. Selon *Le Temps* du 8 février 1962, à la page 1, un journal partisan, il s'agit ici de ce qu'on appelle en langage parlementaire une "question plantée", où un député ministériel pose une question à un ministre, afin que ce dernier puisse répondre à une question dont il désire débattre.

7. Données du *Soleil* du 2 février 1962, à la page 8. *L'Action catholique* du 2 février 1962, à la page 18, indique plutôt qu'une personne avait fait application le 9 mai 1960, et l'autre, le 21 mai 1960.

8. Chiffre du *Nouvelliste* du 3 février 1962, à la page 5. Cependant, *Le Devoir* du 3 février 1962, à la page 3, indique le chiffre de \$21,000,000.

9. Selon *Le Soleil* du 3 février 1962, à la page 27, le premier ministre bondit de son siège lorsqu'il pose cette question.

10. Le premier ministre fait référence à l'ancien premier ministre unioniste Antonio Barrette, son prédécesseur.

11. Selon *Le Nouveau Journal* du 3 février 1962, à la page 8, M. Lesage aurait aussi affirmé "Il ne restait pas un bout de papier".

12. Le premier ministre fait allusion au fait qu'à l'époque de Maurice Duplessis les décisions se

prenaient souvent par téléphone. Il y avait donc peu de documents écrits, et ceux qui existaient étaient souvent gardés par les ministres qui les conservaient pour eux. Après les élections de 1960, Jean Lesage ordonne à la police de monter la garde au parlement; aucun document public ne doit sortir et il suspend tous les travaux publics. Plusieurs ministres et députés sortants de l'Union nationale se font fouiller leur serviette par les policiers lorsqu'ils sortent du parlement. Pour plus de renseignements sur cet épisode, voir: Pierre Godin, *La Fin de la grande noirceur. La Révolution tranquille*. Vol. 1, Boréal, 1991, aux pages 209-211.

13. Le chef de l'opposition fait probablement référence à Georges-Émile-Lapalme, qui fut chef de l'opposition de 1953 à 1960.

14. Il s'agit de M. Laurent Barré (1886-1964), député de Rouville de 1931 à 1939 et de 1944 à 1960. Ministre de l'Agriculture de 1944 à 1960.

15. Selon *The Gazette* du 3 février 1962, à la page 2, les libéraux se sont fait siffler et huer par l'opposition.

16. Selon *L'Action catholique* du 3 février 1962, à la page 1, M. Lesage debout, attendant que cesse le bruit pour prendre la parole, dirige vers M. Johnson une bouillante réplique en frappant bruyamment sur son pupitre. Selon *Le Soleil* du 3 février 1962, à la page 2, alors que le premier ministre poursuivait sa colère, le procureur général (l'honorable M. Laplame) lui parlait avec véhémence, vraisemblablement pour le retenir.

17. Selon *Le Soleil* du 3 février 1962, à la page 27, les députés de l'opposition protestent en même temps que le chef de l'opposition. Selon *La Tribune* du 3 février 1962, à la page 1, des applaudissements se mêlent au désordre.

18. Selon *Le Soleil* du 3 février 1962, à la page 27, les députés ont dépassé d'un quart d'heure la séance du matin et le débat s'apaise. Selon *Le Montréal-Matin* du même jour, à la page 5, la séance a duré 25 minutes de plus. Selon *La Presse* du même jour, à la page 13, le débat fut ajourné sans qu'un vote ne soit pris. Cependant, selon les *Journaux de l'Assemblée législative* du 3 février 1962, à la page 97, ainsi que *Le Nouvelliste* et *Le Devoir* du même jour, respectivement aux pages 5 et 3, la résolution relative au bill 12 fut adoptée.

19. Heure du *Nouvelliste* du 3 février 1962, à la page 5. *La Tribune* du même jour, à la page 1, indique plutôt que la séance s'est terminée à midi quarante minutes.

Séance du mardi 6 février 1962

Présidence de l'honorable J. R. Hyde

La séance est ouverte à 2 h 30¹.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Prêts étudiants

L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges) veut rassurer les étudiants de l'Université de Sherbrooke dans l'émission des prêts et bourses. Leurs prêts consentis leur seront distribués prochainement, dit-il. À mon retour au bureau après une absence de deux jours en dehors de la province, j'ai pris connaissance des doléances des étudiants des universités concernant le montant des prêts qui leur sont accordés pour l'année courante. Je me suis empressé de demander un rapport aux hauts fonctionnaires du Service des prêts et bourses de mon ministère.

J'ai constaté qu'une erreur administrative expliquait récemment les diminutions qui ont jeté l'émoi chez les étudiants, pour qui toute perte de revenus entraîne, comme tout le monde le sait, de graves ennuis. Afin de corriger la situation en vertu de laquelle certains étudiants subiraient une diminution du montant de leur prêt, les hauts fonctionnaires de mon ministère réviseront chacun de ces cas, selon les principes dont je viens de parler.

C'est donc dire que tous ces étudiants verront cette situation rectifiée dans la mesure où leur condition financière et leurs besoins sont les mêmes que l'an dernier. Le gouvernement actuel a toujours été conscient de l'importance d'aider financièrement les étudiants dans le besoin. Il suffit de prendre connaissance de la contribution de notre gouvernement dans ce domaine: en 1960-1961, nous avons accordé à 2,100 étudiants des prêts s'élevant à \$715,000, tandis qu'en 1961-1962, grâce au nouveau budget supplémentaire de \$1,342,000 approuvé la semaine passée, nous prêterons à 2,700 étudiants une somme de \$900,000.

Il s'agit d'une augmentation de 25 % du montant consacré par le gouvernement aux prêts aux étudiants universitaires. Il n'entre aucunement dans les vues du gouvernement actuel de diminuer le montant de ces prêts. Au contraire, nous avons la ferme intention de maintenir les prêts aux étudiants au même niveau et à la même valeur que l'an dernier,

le montant maximum étant de \$500, tel que prévu par la loi.

À cette fin, le même mode d'évaluation que dans le passé continuera d'être utilisé pour déterminer le montant du prêt consenti, conformément aux besoins des étudiants. Le premier ministre (l'honorable M. Lesage) a reçu à son bureau le président de l'Association générale des étudiants de Laval (AGEL), M. Renaud Santerre², qui fut informé de la situation et qui a accepté de tenir les présidents des autres associations d'étudiants universitaires au courant de la situation, ce qui sans doute a empêché la marche sur le parlement.

L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice): Est-ce que M. Renaud Santerre, président de l'AGEL, a passé deux mois dans le corridor avant d'être reçu par le premier ministre? Il a obtenu sur-le-champ, lundi, une entrevue avec le premier ministre pour discuter des prêts aux étudiants. Il n'a pas eu à attendre deux mois avant d'obtenir l'entrevue³.

M. Johnson (Bagot): Non, mais il a dû passer deux mois à attendre sa bourse à la banque.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): J'ai reçu M. Santerre à mon bureau sans même qu'il n'ait obtenu, à l'avance, un rendez-vous.

M. l'Orateur fait un rappel à l'ordre.

Questions de privilège:

**Retards dans l'octroi
des prêts et bourses**

M. Johnson (Bagot): (Ayant un texte de loi en main) Le premier ministre semble avoir induit la Chambre en erreur, il y a deux semaines, en disant que les bourses étaient payées en retard parce que le budget supplémentaire n'était pas voté. De telles déclarations justifient de soulever une question de privilège. En vertu de l'article 32 du chapitre des Statuts 1960-1961, loi que l'on a votée l'année dernière, celle qui a trait au contrôle, le gouvernement peut suppléer à une insuffisance de fonds affectés à un service particulier, puisant à même le fonds consolidé du revenu, sans que le budget supplémentaire ne soit voté.

L'an dernier, la Chambre avait voté les crédits nécessaires au paiement des bourses pour cette année, sans devoir attendre les crédits supplémentaires. Me référant aux nouvelles publiées dans certains journaux, en fin de semaine, je me dois de déclarer que le premier ministre et son gouvernement ont tort d'accuser l'opposition d'avoir retardé l'émission des prêts et bourses aux étudiants universitaires, parce que le budget supplémentaire n'était pas voté. La loi prévoit le paiement de ces bourses à même le fonds de revenu.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):

Par respect pour la Chambre pendant qu'elle siège et qu'elle étudie un budget supplémentaire, ce serait faire outrage à l'Assemblée législative et illogique de ne pas soumettre à la Législature l'approbation du budget supplémentaire à cet effet et de payer des crédits avant de distribuer les bourses.

M. Gabias (Trois-Rivières): Ce n'est pas la vraie raison. La vraie raison, c'est que le gouvernement n'a plus d'argent.

Questions et réponses orales:

**Commission
Parent⁴**

M. Johnson (Bagot) demande au premier ministre de rendre public un texte dans lequel la commission Parent aurait approuvé la recommandation de la commission Régis⁵, selon laquelle la Faculté d'agronomie devrait être établie à Québec. Le premier ministre, dit-il, a-t-il l'intention de faire connaître le texte des recommandations de la commission Parent à ce sujet?

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):

La commission Parent n'a pas encore déposé son rapport. Je n'ai reçu que la copie dactylographiée du communiqué de presse qui a été remis aux journalistes par la Commission, et sur lequel les journaux se sont basés pour dire que la Commission favorisait l'Université Laval comme site d'une faculté d'agronomie.

M. l'Orateur: Le gouvernement ne peut rien produire tant que la Commission n'aura pas fait officiellement rapport. Les règlements défendent de poser des questions au sujet de comités qui n'ont pas encore rendu compte à la Chambre.

**Publication d'un
document confidentiel**

M. Johnson (Bagot) pose une question au procureur général (l'honorable M. Lapalme) sur un document confidentiel du gouvernement qui a été publié dans un quotidien⁶. J'aime croire que ni le ministre des Richesses naturelles (l'honorable M. Lévesque), qui était alors ministre des Travaux publics, ni M. Jean-V. Dufresne n'ont manqué à leur devoir et ont fait sortir la lettre. J'aime croire que M. Dufresne, qui est un journaliste que j'estime beaucoup, n'a pas manqué à son serment d'office et a lui-même communiqué à ses camarades la lettre qui lui a été adressée autrefois à titre de secrétaire du ministre (l'honorable M. Lévesque), afin que ses camarades du *Nouveau Journal* puissent faire des articles à sensation.

C'est pourquoi je demande que l'on empêche que l'on remette aux journaux des documents officiels. Je demande donc au procureur général de prendre les mesures pour savoir qui a fourni la lettre au journal et comment elle est sortie du ministère des Travaux publics ou du Commissariat des incendies.

L'honorable M. Lévesque (Montréal-Laurier)

remercie le chef de l'opposition de croire qu'il n'a eu rien à avoir à cette affaire. La lettre n'a pas été fournie par moi, ni à ma connaissance, dit-il. Je n'ai jamais autorisé la publication de la missive.

L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont):

Pour tranquilliser le chef de l'opposition, la lettre remise au quotidien montréalais ne provenait pas du département du procureur général. Je ne sais pas comment le journal a obtenu la lettre.

**Commission des écoles catholiques
de Dorval**

M. Laporte (Chambly) propose, appuyé par le député de Laval (M. Lavoie), que les articles 615 et 616 du Règlement soient suspendus pour lui permettre de présenter la pétition de la Commission des écoles catholiques de la cité de Dorval, dans le comté de Jacques-Cartier, demandant l'adoption d'une loi concernant ladite commission, et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue.

Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

La pétition suivante est présentée, lue et reçue:

- de la Commission des écoles catholiques de la cité de Dorval, dans le comté de Jacques-Cartier, demandant l'adoption d'une loi concernant ladite Commission.

Charte de Saint-Laurent

Mme Kirkland-Casgrain (Jacques-Cartier) propose, appuyée par le député de Deux-Montagnes (M. Binette), que les articles 615 et 616 du Règlement soient suspendus pour lui permettre de présenter la pétition de François Doyon, demandant l'adoption d'une loi concernant l'Association des pompiers de la cité de Saint-Laurent, et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue.

Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

La pétition suivante est présentée, lue et reçue:

- de François Doyon, demandant l'adoption d'une loi concernant l'Association des pompiers de la cité de Saint-Laurent.

Charte de Saint-Eustache

M. Lavoie (Laval) propose, appuyé par le député de Deux-Montagnes (M. Binette), que les articles 615 et 616 du Règlement soient suspendus pour lui permettre de présenter la pétition de la ville de Saint-Eustache, dans le comté de Deux-Montagnes, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte, et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue.

Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

La pétition suivante est présentée, lue et reçue:

- de la ville de Saint-Eustache, dans le comté de Deux-Montagnes, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.

Leonidas George Nicolopoulos

M. Lavoie (Laval) propose, appuyé par le député de Deux-Montagnes (M. Binette), que les articles 615 et 616 du Règlement soient suspendus pour lui permettre de présenter la pétition de

Léonidas George Nicolopoulos, demandant l'adoption d'une loi changeant son nom en celui de Loney George Nicol, et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue.

Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

La pétition suivante est présentée, lue et reçue:

- de Léonidas George Nicolopoulos, demandant l'adoption d'une loi changeant son nom en celui de Loney George Nicol.

La Laurentienne, compagnie d'assurance

M. Roy (Lévis) propose, appuyé par le député de Portneuf (M. Laroche), que les articles 615 et 616 du Règlement soient suspendus pour lui permettre de présenter la pétition de La Laurentienne, compagnie d'assurance sur la vie, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte, et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue.

Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

La pétition suivante est présentée, lue et reçue:

- de La Laurentienne, compagnie d'assurance sur la vie, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.

Charte de Charlesbourg

M. Roy (Lévis) propose, appuyé par le député de Portneuf (M. Laroche), que les articles 615 et 616 du Règlement soient suspendus pour lui permettre de présenter la pétition de Floriculture La Haye Ltée, demandant l'adoption d'une loi modifiant la charte de la cité de Charlesbourg, et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue.

Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

La pétition suivante est présentée, lue et reçue:

- de Floriculture La Haye ltée, demandant l'adoption d'une loi modifiant la charte de la cité de Charlesbourg.

Fabrique de Notre-Dame-de-Fatima

M. Lechasseur (Verchères) propose, appuyé par le député de Rouville (M. Boulais), que les articles 615 et 616 du Règlement soient suspendus pour lui permettre de présenter la pétition de MM. le curé et les marguilliers de l'œuvre et fabrique de Notre-Dame-de-Fatima, demandant l'adoption d'une loi concernant la fabrique de Notre-Dame-de-Fatima, et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue.

Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

La pétition suivante est présentée, lue et reçue:
- de MM. le curé et les marguilliers de l'œuvre et fabrique de Notre-Dame-de-Fatima, demandant l'adoption d'une loi concernant la fabrique de Notre-Dame-de-Fatima.

Testament de Benny Sadovnik

M. Lechasseur (Verchères) propose, appuyé par le député de Lévis (M. Roy), que les articles 615 et 616 du Règlement soient suspendus pour lui permettre de présenter la pétition de Jack Sadovnik et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de Benny Sadovnik, et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue.

Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

La pétition suivante est présentée, lue et reçue:
- de Jack Sadovnik et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de Benny Sadovnik.

Dépôt de documents:

Loi des compagnies à fonds social étrangères

L'honorable M. Bertrand (Terrebonne) dépose sur le bureau de la Chambre le rapport du

secrétaire de la province, prévu par les dispositions de l'article 13 de la loi des compagnies à fonds social étrangères (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 279). (Document de la session no 46)

Subsides:

Budget supplémentaire 1961-1962 (2)

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme en comité des subsides.

En comité:

Présidence de M. Bédard (Québec)

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) propose: 1. Qu'un crédit n'excédant pas dix millions neuf cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Assurance-hospitalisation: hospitalisation (Santé)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1962.

(Ayant un texte en main, il fait circuler l'entente intervenue entre les représentants des médecins spécialistes des hôpitaux, des représentants du Collège des médecins, d'une part, et le premier ministre de la province de Québec ainsi que le ministre de la Santé (l'honorable M. Couturier), d'autre part, le 7 décembre 1961.)

L'entente, dit-il, porte sur la détermination des frais partageables en ce qui concerne la rémunération des spécialistes sous le régime de l'assurance-hospitalisation. Le maximum des frais partageables est de \$20,000 par spécialiste. Il y est prévu qu'il s'agit d'une moyenne.

S'il arrive, par exemple, qu'il y ait trois radiologistes dans un même hôpital, le maximum des frais partageables sera de \$60,000. Il appartient aux autorités de l'hôpital et aux radiologistes d'établir les modalités de la répartition.

La fixation des frais partageables à \$20,000 par spécialiste constitue un maximum. Si, par exemple, en 1960, un spécialiste a reçu \$12,000, les autorités de l'assurance-hospitalisation n'accepteront pas, en établissant les frais partageables, que sa rémunération de 1961 s'élève d'emblée à \$20,000.

L'augmentation de 5 % seulement dont il avait été question ne semble pas suffisante. Les médecins ne trouvèrent pas suffisamment élevée la hausse de 5 % seulement prévue au nouveau budget des hôpitaux sur l'assurance-hospitalisation. Pourtant, l'un d'eux avant l'assurance-hospitalisation avait reçu \$14,000. "Je ne le savais pas", m'a répondu ce spécialiste, lorsque je le lui appris en examinant le bilan de son hôpital. Dans le cas d'une rémunération de \$12,000 en 1960, une augmentation à \$15,000 pour 1961, compte tenu des qualifications et de la somme de travail fournie par ledit spécialiste, semble raisonnable. La semaine normale d'un spécialiste est de 44 heures de travail.

Donc, pour l'établissement des frais partageables pour la rémunération pour un spécialiste travaillant à temps partiel dans un hôpital, les règles établies ci-dessus seront suivies pour ceux qui travaillent à plein temps, en fixant le maximum à la proportion de \$20,000 qui correspond à la fraction que représente le nombre des heures de travail par semaine sur 44.

Exemple: Si un spécialiste travaille à temps partiel dans un hôpital et qu'il donne pour des soins assurés 22 heures de travail par semaine, le maximum sera de 22 heures sur 44 heures, soit \$10,000. Enfin, il sera toujours loisible à un hôpital de demander une révision de son budget quant aux frais partageables ci-dessus, si, dans un cas particulier, une injustice grave a été commise à l'égard d'un spécialiste.

Il faut comprendre que les hôpitaux et les médecins restent maîtres de cette entente, quant à la rémunération des médecins. Nous n'avons pas voulu d'une entente entre les médecins et les hôpitaux et le gouvernement, d'autre part, pour déterminer le taux des salaires et des modalités de la rétribution, parce qu'il aurait fallu aussi une entente avec les infirmières et autres employés. Et alors, c'eût été la socialisation de la médecine et des hôpitaux.

M. Johnson (Bagot): C'est ce qui s'en vient.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): C'est ce qui viendra si le chef de l'opposition passe au pouvoir. Le député de Bagot (M. Johnson) chercherait la solution facile. Nous, nous avons choisi la solution difficile. Si ce contrôle nous permet de donner aux hôpitaux toutes les améliorations dont ils bénéficient, j'en suis fier. C'est la tâche première de l'Assemblée législative de contrôler l'usage de l'argent des contribuables et, dans ce cas-ci, l'approbation du budget des hôpitaux conformément au programme d'assurance-hospitalisation. Le gouvernement, en

tant que distributeur des fonds publics, doit être en mesure de préparer un budget d'une manière intelligente et équitable, ce que permet le programme d'assurance-hospitalisation actuel.

M. Johnson (Bagot): Le premier ministre aurait dû avertir son éminence grise dans l'autre Chambre avant qu'il ne fasse sa déclaration⁷.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Celui dont parle le chef de l'opposition en termes si peu courtois s'est levé le lendemain pour corriger l'interprétation donnée par les journaux à sa déclaration.

M. Johnson (Bagot): Personne ne porte atteinte au génie financier du gouvernement, mais il n'en reste pas moins l'éminence grise.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Connaissant bien l'esprit du député de Bagot...

M. Bellemare (Champlain): Est-ce que vous lui obéissez?

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Je n'obéis à personne. Seul le peuple me guide.

M. Johnson (Bagot) critique le gouvernement sur la détermination des frais partageables des spécialistes. Il y a beaucoup d'ajustements à faire dans les hôpitaux, dit-il. L'opposition est au courant de la situation dans les hôpitaux, et c'est son devoir, comme c'est le devoir du gouvernement, de renseigner et de donner le pourquoi. Je serai calme.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Je serai calme aussi, mais mettez donc celui-là au musée quelque part⁸.

M. Johnson (Bagot): Je répète: Est-il exact que le gouvernement a plafonné les revenus de certains médecins spécialistes, et en vertu de quelle loi?

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Je m'occupe de cette question depuis quelques mois. Il (l'honorable M. Lesage) dit qu'il s'agit là non pas d'une décision qu'il a prise lui-même, mais d'un résumé d'une entente intervenue entre les représentants des médecins spécialistes des hôpitaux, des représentants du Collège des médecins, d'une part, et le premier ministre de la province ainsi que le

ministre de la Santé (l'honorable M. Couturier), d'autre part, le 7 décembre 1961.

Le corps médical a donné au gouvernement toute la collaboration qui lui fut demandée. Elle fut soumise à l'Association des pathologistes et lui parut acceptable. Depuis, le président de l'Association des spécialistes a changé et les négociations ont été suspendues. Le gouvernement provincial tente depuis quelques mois de connaître le revenu moyen de certains spécialistes dans les hôpitaux.

Nous avons eu plusieurs entrevues avec les spécialistes et les officiers de l'assurance-hospitalisation, dit-il, et à l'occasion de l'une d'elles, en novembre dernier, j'ai cherché à savoir quel était l'acte médical d'un radiologiste. C'est une minute et un quart de travail. C'est ça, l'acte médical d'un radiologiste. J'ai demandé aussi à M. Jean Bouchard, spécialiste autorisé et thérapeute, quel est le nombre d'unités médicales d'un radiologiste dans une année. Il m'a répondu: 100,000.

Et quel est le salaire? Vingt cents (\$0.20) l'unité, m'a-t-il répondu. Le gouvernement accepte comme frais partageables des hôpitaux une moyenne maximum pour les salaires des radiologistes et des hématologistes. Il n'est pas nécessaire de savoir compter comme le député de Maisonneuve (M. Tremblay) pour en conclure que cela fait \$20,000 par année, base de l'entente intervenue le 7 décembre dernier.

M. Tremblay (Maisonneuve): Je vous défends de rire de moi, de me prendre pour un imbécile! Je suis peut-être jaloux de vous comme avocat, mais je ne suis pas un imbécile⁹. Le gouvernement du Québec, lorsqu'il a fait ses calculs pour l'assurance-hospitalisation, s'est basé sur l'Ontario et n'a pas tenu compte des sacrifices que s'imposent les religieuses dans les hôpitaux de notre province.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): On paie aux hôpitaux le même montant pour les religieuses que pour les laïcs. Le budget supplémentaire du ministère de la Santé reflète l'augmentation des budgets des hôpitaux de la province. L'accélération dans la hausse des salaires, auxquels contribue le gouvernement provincial dans le domaine de l'assurance-hospitalisation, a été plus rapide que prévu dans le budget principal de 1961-1962. En 1960, les services hospitaliers ont coûté au gouvernement la somme de \$110,000,000, et on a cru que \$125,000,000 couvriraient les dépenses pour la présente année. Du 1^{er} avril 1961 au 1^{er} avril 1962, \$128,000,000 couvriraient les frais, s'il n'y avait pas d'augmentation des salaires payés par les hôpitaux.

Mais il y a eu plusieurs conventions collectives signées par les hôpitaux et l'application de sentences arbitrales. La hausse des salaires a été plus rapide que prévu. C'est la principale cause de l'augmentation des budgets des hôpitaux, et cela se reflète dans le budget supplémentaire.

L'assurance-hospitalisation a coûté beaucoup moins cher que prévu. Le gouvernement n'a pas à décider ce que le chef spécialiste ou radiologue ou thérapeute doit gagner. Le gouvernement n'est pas intervenu dans les ententes individuelles, et un hôpital a le droit de payer plus que le régime budgétaire prévu pour les hôpitaux, s'il le désire, en se servant de ses propres ressources. Les hôpitaux anglophones de Montréal ont conclu des ententes mutuellement satisfaisantes avec leurs médecins. Le salaire consenti au radiologiste, \$20,000 en moyenne, était plus que généreux.

Le salaire moyen de l'ouvrier est de \$75¹⁰ par semaine. Certains spécialistes ont gagné \$40,000 dans leur année. Ces spécialistes, qui gagnent aujourd'hui \$20,000 par année dans un hôpital, le gagnent pour leur profession. Ils peuvent en outre se faire des revenus ailleurs. Libre ensuite aux autorités de l'hôpital de redistribuer ce montant entre les spécialistes selon leur compétence et leur ancienneté.

Il (l'honorable M. Lesage) est prêt à réviser le budget de tout hôpital où il pourrait y avoir eu un cas d'injustice. Il cite le cas d'un pathologiste soumis la veille et qui sera étudié au mérite par le ministre de la Santé et par le gouvernement. Qu'un chef spécialiste reçoive \$35,000, tant mieux pour lui, dit-il. Mais il faut admettre que c'est plus que le premier ministre de la province.

Et un salaire de \$25,000 à l'assistant du chef spécialiste, c'est plus que ce que reçoivent les ministres et le chef de l'opposition¹¹. Ces derniers, dit-il, ont-ils des responsabilités plus grandes qu'un premier ministre? Nous ne pouvions pas être plus généreux.

M. Gabias (Trois-Rivières): C'est raisonnable!

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Non, ce n'est pas raisonnable parce que la responsabilité n'est pas la même. Je suis prêt à accepter le jugement de la Chambre dans les efforts que j'ai faits pour donner justice à tout le monde, en pensant toujours aux payeurs de taxes. Si les payeurs de taxes que nous représentons considèrent que les spécialistes, dans les hôpitaux, ne sont pas suffisamment rémunérés à \$20,000 par année, quant à moi...

M. Johnson (Bagot): Lorsque la loi de l'assurance-hospitalisation a été votée, le chef du gouvernement a donné l'assurance qu'il n'y aurait aucune intervention du gouvernement dans les hôpitaux, encore moins dans les affaires des médecins. Maintenant, c'est loin d'être la vérité. J'affirme que c'est avec des mesures comme celles-là que le premier ministre et peut-être le ministre des Finances montrent que le contrôle du gouvernement s'établit non seulement sur les salaires des spécialistes de laboratoire, mais sur tous les salaires des employés d'hôpitaux. Voilà qui est dangereux. Les radiologistes acceptent-ils tous que leur salaire soit déterminé collectivement par quelques-uns de leurs représentants?

Ce n'est pas au premier ministre de la province de décider quel salaire doivent gagner les citoyens du Québec. Nous nous sommes donné un dictateur vers la médecine socialisée! Lorsque le premier ministre, comme il l'a admis lui-même en Chambre, s'arroge le droit, dans son bureau, de décider quel salaire auront droit de toucher les médecins dans les hôpitaux, il nous précipite vers la médecine socialisée.

Et, après avoir socialisé la médecine, le premier ministre décidera quel salaire doit être payé aux ingénieurs, quel salaire doit être payé aux architectes, quel salaire doit être payé à tout le monde. Quand le premier ministre va-t-il limiter le salaire ou le revenu des membres des commissions qui gagnent entre \$15,000 et \$20,000 par année en plus de leur salaire?

C'est lui, le premier ministre, qui veut tout contrôler. Quand le premier ministre s'arroge pareils pouvoirs, il mène la province directement vers le socialisme, vers la dictature, et notre dictateur, c'est le ministre des Finances et premier ministre. Je ne me pose pas en défenseur des médecins, des pathologistes ou des radiologistes, mais il faut tout de même que je proclame ici que ces gens-là ne se battent pas uniquement contre un premier ministre qui veut plafonner leurs honoraires. Ils se battent pour la liberté de l'exercice de leur profession.

(Applaudissements à gauche)

Le premier ministre est éloquent et il est très habile. C'est avec la plus belle éloquence qu'il a affirmé que le gouvernement n'a pas l'intention de socialiser les médecins ou les hôpitaux. Mais c'est avec des mesures du genre de celle qu'il a posée, en fixant arbitrairement, dans son bureau, les honoraires des médecins radiologues, qu'il nous conduit inexorablement vers le contrôle des salaires de tous les employés d'hôpitaux sans exception.

C'est le rôle de l'opposition de protester et c'est mon devoir, comme chef de l'opposition, de critiquer vivement les méthodes du gouvernement, et c'est pourquoi, au nom de toute la province, au nom des libertés les plus élémentaires, je proteste avec véhémence. En décidant de toutes les questions de budget lui-même, le premier ministre prépare ainsi la socialisation complète des services de santé dans la province.

Certains hôpitaux ne sont pas libres de payer les salaires qu'ils veulent aux spécialistes. Ils n'en ont les moyens, dans la majorité des cas, que ceux que le gouvernement veut bien leur fournir. Dans le cas, par exemple, où il n'y a pas de radiologiste à plein temps, l'hôpital pourra payer un salaire plus élevé, mais il ne pourra obtenir un remboursement du gouvernement. Des hôpitaux se sont fait couper par le gouvernement des demandes pour l'alimentation. Il (M. Johnson) dit qu'il ne veut pas citer de noms, car c'est le régime de la terreur dans l'hospitalisation. Des budgets de l'année dernière, dit-il, ne sont pas encore approuvés par le gouvernement.

Des députés ministériels demandent des noms.

M. Johnson (Bagot) répond qu'il attend un comité des comtes publics pour donner des précisions, et cela, le plus tôt possible. C'est la seule province où ça se passe comme ça, dit-il, et ce sont des conditions imposées par le premier ministre lui-même. Il reproche au gouvernement de n'avoir pas accepté le paiement à l'unité comme cela se fait dans tout le Canada. Ce n'est pas le montant de \$20,000, dit-il, qui prête le plus à la critique. C'est la dictature qu'exerce le premier ministre. Dans les autres provinces, il y a une commission des hôpitaux pour régler les conflits qui surviennent entre les hôpitaux et le gouvernement. Ce n'est pas au caprice du premier ministre que sont fixés les honoraires des médecins et des spécialistes qui sont demeurés dans un état d'incertitude pendant plus d'un an.

Les hôpitaux et les médecins n'ont plus le droit de parler librement. Ils sont tous sous la botte du ministre des Finances qui exerce personnellement un régime de terreur sur les hôpitaux. Les hôpitaux et les médecins de la province sont dans une camisole de force.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Je n'ai pas décidé seul de ces questions de traitement. Les décisions ont été prises, après consultation avec les représentants des spécialistes, du Collège des

médecins et du Service de l'assurance-hospitalisation. Pour présenter un budget, nous devons savoir où nous allons.

M. Johnson (Bagot): Le premier ministre trouve-t-il que les comptables, les architectes, les ingénieurs gagnent trop? Il demande ce qu'il pense des avocats de la commission Tremblay¹² à \$25 de l'heure et des trois avocats à l'enquête Salvas¹³.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Toutes ces personnes à honoraires doivent payer des dépenses de bureau. Dans le cas des spécialistes, tout est payé par l'hôpital.

M. Johnson (Bagot): C'est un revenu brut. Dans plusieurs cas, c'est le seul revenu que ces médecins-là ont. C'est un revenu brut dont il faut déduire les cotisations, livres médicaux, frais de consultation. Ce n'est pas \$20,000 net. Il faut que ce médecin soit muni d'une automobile. Cette politique du premier ministre, décidant lui-même de sa propre autorité dans son bureau, nous conduira bientôt à un contrôle de tous les médecins et de tous les employés d'hôpitaux, et c'est là, M. le président... J'aurais bien des explications pour le ministre de la Santé (M. Couturier), mais qu'il me suffise de dire que...

M. Lesage (Québec-Ouest): Le chef de l'opposition regarde l'horloge et regarde la loge des journalistes. M. le président, je crois qu'on pourrait ajourner.

M. Johnson (Bagot): Je n'ai même plus le droit de regarder l'heure. Le premier ministre aurait dû se demander où il allait, avant de présenter la loi sur l'assurance-hospitalisation qu'il ne connaît pas. Il demande que le comité des comptes publics siège durant la session pour enquêter sur l'administration des hôpitaux.

On fait même des pressions sur les hôpitaux pour qu'ils achètent les appareils de certains fabricants plutôt que d'autres, s'ils veulent bénéficier pleinement des avantages de la loi d'assurance-hospitalisation.

L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont) demande au chef de l'opposition qu'il donne des noms et apporte des preuves ou bien qu'il retire ses paroles contenant des allusions malveillantes¹⁴.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) soulève un point d'ordre et demande au président du

comité (M. Bédard) d'inviter le chef de l'opposition à retirer ses paroles.

M. Johnson (Bagot): Non, je ne veux pas retirer mes paroles. Bien au contraire, c'est pour cela que je demande que le comité des comptes publics siège pendant toute la durée de la session au parlement. Qu'il commence à siéger demain matin.

(Désordre dans la Chambre)

M. le président¹⁵: S'il y avait plus de décorum dans la Chambre, et des deux côtés de la Chambre, de tels incidents ne se produiraient pas. Le chef de l'opposition n'aurait pas dit des mots qui dépassent sa pensée. Je lui demande d'ailleurs de retirer ses paroles.

M. Johnson (Bagot): Quelles paroles dois-je retirer?

M. le président ne le sait plus.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) les rappelle.

(Protestations à gauche)

M. Johnson (Bagot): Les hôpitaux ne sont pas libres d'accorder des rémunérations au-dessus d'une certaine moyenne...

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) demande au chef de l'opposition qu'il retire ses paroles.

(Désordre dans la Chambre)

M. Johnson (Bagot): Je ne retire pas mes paroles. J'en appelle de la décision du président!

Le comité suspend ses travaux.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président (M. Bédard): M. l'Orateur, au cours de la discussion sur l'article 2 du budget supplémentaire du ministère de la Santé, le chef de l'opposition (M. Johnson), après avoir affirmé que les hôpitaux n'étaient pas libres, a renchéri et ajouté qu'il s'exerçait des pressions auprès d'eux concernant les achats ou ventes d'appareils et fournitures. Sur une question de règlement soulevée

par l'honorable procureur général (l'honorable M. Lapalme), j'ai demandé au chef de l'opposition de retirer ses paroles quant "aux pressions qu'il prétendait avoir été exercées sur les hôpitaux". Il a déclaré qu'il ne les retirerait pas et en appelle à la Chambre de ma décision.

La question: "La décision du président du comité sera-t-elle maintenue?" est mise aux voix et la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Arsenault, Bélanger, Bertrand (Terrebonne), Binette, Blank, Boulais, Brousseau, Brown, Castonguay, Cliche, Coiteux (Duplessis), Coiteux (L'Assomption), Collard, Courcy, Coumoyer, Couturier, Dionne, Earl, Gérin-Lajoie, Hamel (Iberville), Hamel (Saint-Maurice), Harvey, Mme Kirkland-Casgrain, MM. Lafrance, Lalonde, Lambert, Lapalme, Laporte, Laroche, Lavoie, Lemieux, Lesage, Levesque (Bonaventure), Lévesque (Montréal-Laurier), Lizotte, Maheux, Meunier, Morissette, Ouimet, Parent, Pinard, Plante, Plourde (Roberval), Rousseau, Roy (Lévis), Saint-Pierre, Turpin, Vaillancourt, 48.

Contre: MM. Bellemare, Bernatchez, Bertrand (Missisquoi), Boudreau, Charbonneau, Custeau, Desjardins, Dozois, Ducharme, Élie, Gabias, Gosselin, Hébert, Johnson, Johnston, Langlais, Larouche, Lavallée, Leclerc, Maltais, Plourde (Kamouraska), Pouliot, Raymond, Riendeau, Roy (Nicolet), Russell, Talbot, Tellier, Thibeault, Tremblay, 30.

Ainsi, la décision du président du comité est, en conséquence, maintenue.

M. l'Orateur demande au chef de l'opposition de se conformer à la décision de l'Assemblée.

M. Johnson (Bagot): J'ai, en vertu des règlements de la Chambre, le droit de m'expliquer. Il (M. Johnson) donne des explications...

M. l'Orateur: Le chef de l'opposition a le droit de s'expliquer, mais, au lieu de s'expliquer, il critique la décision de la Chambre qui lui ordonne de retirer ses paroles.

M. Johnson (Bagot): La décision de la Chambre n'est pas conforme aux règlements par le fait qu'elle omet de mentionner un article du Règlement...

M. l'Orateur: À l'ordre! Je refuse vos explications et je vous somme de retirer vos paroles!

Il demande au chef de l'opposition de se rendre à la décision de la Chambre et de retirer les paroles qu'il a prononcées en comité. Il dit que ce n'est pas lui, l'Orateur, qui a décidé la motion, mais l'Assemblée législative, par un vote majoritaire.

M. Johnson (Bagot) lit les paroles qu'on lui ordonne de retirer et dit qu'elles ne sont pas exactement celles qu'il a prononcées. (En souriant) Sur l'ordre de la Chambre, dit-il, je retire les paroles entre guillemets dans le rapport du président du comité.

(Rires et applaudissements à gauche)

La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité:

Présidence de M. Bédard (Québec)

Le comité poursuit l'étude de la résolution 1, qui se lit comme suit:

1. Qu'un crédit n'excédant pas dix millions neuf cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Assurance-hospitalisation: hospitalisation (Santé)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1962.

M. Leclerc (Charlevoix) pose une question au ministre de la Santé (l'honorable M. Couturier), relative à l'assurance-hospitalisation.

L'honorable M. Couturier (Rivière-du-Loup): Plus de 835,000¹⁶ personnes ont été admises dans les hôpitaux l'année dernière, soit 250,000¹⁷ de plus que l'année précédente, à la suite de l'entrée en vigueur de l'assurance-hospitalisation. L'administration du régime a coûté 74 % du coût total de celui-ci, comparativement à plus de 2 % en Saskatchewan. Les médecins du Québec nous ont apporté toute la coopération demandée.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Nos relations sont excellentes. Nous nous comprenons très bien.

L'honorable M. Couturier (Rivière-du-Loup): Le coût total du régime pour cette année sera d'environ \$145,000,000; quelque \$61,000,000 seront payés par Québec, et le reste, par Ottawa. L'assurance-hospitalisation nous coûtera \$11,000,000 de plus que prévu, surtout à cause de la hausse des salaires des

employés d'hôpitaux. Il appartient au médecin de décider quels patients peuvent obtenir une garde-malade personnelle, dans un hôpital. En vertu de la loi de l'assurance-hospitalisation, toute personne, qu'elle soit sous l'assistance publique ou qu'elle soit multimillionnaire, a droit aux services gratuits d'autant de gardes-malades spéciales que l'ordonne le médecin traitant.

M. Leclerc (Charlevoix) veut connaître l'opinion du ministre sur la récente déclaration du conseiller législatif Connors¹⁸...

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): On ne peut référer à un débat dans l'autre Chambre. Les critiques avaient trait à l'attitude des médecins en général et non pas à l'assurance-hospitalisation.

M. Tremblay (Maisonneuve) reproche au gouvernement de s'être trompé de 37 % dans son estimation des dépenses de l'hospitalisation pour l'année courante. L'écart entre les sommes prévues au budget annuel, dit-il, et celles exigées par le budget supplémentaire est de 37 %. Il (M. Tremblay) baisse à 30 %¹⁹. Calculez-le, dit-il, et, si ça n'arrive pas à cela, je démissionne.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Je n'exigerai pas la démission du député de Maisonneuve, car la Chambre y perdrait trop.

M. Tremblay (Maisonneuve): C'est la province qui y perdrait.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): L'augmentation totale du coût de l'assurance-hospitalisation est de \$15,000,000, sur une estimation de \$125,000,000. C'est pas mal moins que 20 %. C'est à peu près 12½ %.

M. Tremblay (Maisonneuve) suggère au premier ministre de ne pas intervenir si souvent au cours des débats pour repêcher ses ministres qui font des gaffes. Laissez-les donc travailler, vos ministres, dit-il. S'ils font des erreurs, on les ramassera, on est là pour ça.

Combien a coûté l'annonce pour l'assurance-hospitalisation?

L'honorable M. Couturier (Rivière-du-Loup): C'est de l'information. Elle nous a coûté \$305,000²⁰ pour renseigner la population sur l'assurance-hospitalisation. Et nous recevons tous les jours des

lettres de félicitations pour ce que nous faisons dans ce domaine.

M. Tremblay (Maisonneuve): Avez-vous publié votre annonce dans *Montréal-Matin*?

L'honorable M. Couturier (Rivière-du-Loup): Même là.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Oui, même si beaucoup de gens nous ont demandé, par la suite, pourquoi nous l'avons fait. Je le sais parce que je m'en suis fait parler²¹.

M. Bellemare (Champlain): Combien d'hôpitaux ont signé une entente avec le gouvernement?

L'honorable M. Couturier (Rivière-du-Loup): Deux cent quatre-vingt-huit sur 289.

M. Bellemare (Champlain): Le 6 avril 1961, à Hull, le ministre de la Santé (l'honorable M. Couturier) déclara que 257 hôpitaux avaient signé. Le 29 novembre 1961, il déclara devant la Société Saint-Jean-Baptiste que 235 hôpitaux avaient signé. Le 6 avril 1961, c'était 257; le 29 novembre de la même année, c'est 235; et aujourd'hui, c'est 288. Je pense que le ministre veut faire de la propagande ou donner des chiffres qu'il ne connaît.

L'honorable M. Couturier (Rivière-du-Loup): Les chiffres que j'ai donnés dans le temps étaient exacts et correspondaient à la situation, tout comme ceux d'aujourd'hui. Il y a aujourd'hui 288 hôpitaux du Québec sur 289 détenant un contrat avec le gouvernement pour l'assurance-hospitalisation, soit 159 hôpitaux publics, 116 hôpitaux privés et 13 hôpitaux fédéraux²².

M. Dozois (Montréal-Saint-Jacques) parle du cas d'un chômeur qui a fait traiter son enfant et a reçu un compte de \$650 du médecin, et demande si on ne devrait pas tenir compte des cas d'assistance publique, si le ministre de la Santé (l'honorable M. Couturier) ne devrait pas se pencher sur ce problème.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Le député de Montréal-Saint-Jacques propose-t-il que le gouvernement adopte l'assurance-santé?

L'honorable M. Couturier (Rivière-du-Loup): Le ministre de la Santé se penche sur ce problème,

mais le cas des comptes des médecins regarde plutôt le Collège des médecins.

M. Johnson (Bagot): Le député de Montréal-Saint-Jacques tente d'expliquer que l'assistance publique existait autrefois et que des cas comme celui-là...

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): J'invoque le Règlement. Nous discutons sur l'assurance-hospitalisation. Toute discussion sur les comptes des médecins n'est pas dans l'ordre.

M. Johnson (Bagot): L'opposition a le droit de suggérer comment dépenser l'argent. Elle a le droit de suggérer de donner moins à ceux qui en ont moins besoin, et plus à ceux qui en ont plus besoin.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Le député de Bagot récidive.

M. le président: En vertu des articles 381 et 342 du Règlement, on doit se restreindre à discuter l'assurance-hospitalisation.

M. Johnson (Bagot): Je veux corriger une impression donnée par le premier ministre précédemment. Il fut prévu \$125,000,000 de frais partageables, dit-il, pour 1961. Les frais originalement fixés à \$110,000,000 avaient été basés sur les bilans des hôpitaux pour l'année 1959. Or, de 1959 à 1960, au moment de l'application de la loi, les salaires ont augmenté de 20.2 %.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Ce n'est pas exact! Les négociations sont venues par la suite. Presque toujours, les augmentations sont venues par la suite. Nous avons tenu compte de l'augmentation en 1960. Nous avons ensuite ajouté le facteur de l'augmentation du nombre prévu de malades. Nous avons augmenté de \$110,000,000 à \$125,000,000 à cause de l'expérience des trois premiers mois et de ce qui s'est produit dans les autres provinces. Mais il y a eu une augmentation plus forte que prévu dans le nombre de personnes hospitalisées et le nombre de jours d'hospitalisation. C'est là l'explication.

M. Johnson (Bagot) accuse le premier ministre de faire de la démagogie de bas étage en se référant à son salaire de \$25,000 et au salaire de \$22,000 des membres de son cabinet et du leader de l'opposition, et en soulignant les lourdes

responsabilités qu'ils assument en comparaison de certains spécialistes du corps médical.

M. le président demande au chef de l'opposition qu'il retire ses paroles.

M. Johnson (Bagot) retire ses paroles.

L'étude de la résolution est suspendue.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) propose: 2. Qu'un crédit n'excédant pas trois millions huit cent vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Hôpitaux généraux, y compris les subventions: hospitalisation (Santé)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1962.

L'étude de la résolution est suspendue.

À 6 heures, la Chambre suspend ses travaux.

Reprise de la séance à 8 heures²³

Subsides:

Budget supplémentaire 1961-1962 (2)

En comité:

Présidence de M. Bédard (Québec)

Le comité poursuit l'étude du budget supplémentaire 1961-1962 (2).

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) propose: 3. Qu'un crédit n'excédant pas soixante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Impression et reliure pour les deux Chambres de la Législature - Assemblée législative (législation)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1962.

M. Johnson (Bagot): Je suis étonné de ne rien voir pour le *Journal des débats* dans les prévisions du nouveau budget supplémentaire.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Il y aura des crédits pour un *Journal des débats* même si l'on décide de le fonder avant la fin du présent exercice, soit le 31 mars. Je n'ai pas encore eu le

temps de prendre connaissance du dernier rapport du ministre des Affaires municipales (l'honorable M. Cliche), qui préside le comité chargé d'étudier la question du *Hansard*. Le Conseil des ministres donnera la priorité à la question mardi prochain.

Nous aurons certainement un *Journal des débats* au cours de la présente session, mais nous ne savons pas encore sous quelle forme. S'il est nécessaire et s'il est possible de commencer l'enregistrement des délibérations avant le 1^{er} avril prochain, les fonds nécessaires seront prélevés sur un item autre que "Impression et reliure", qui ne concerne que l'impression des Statuts et des bills privés des deux Chambres.

M. Johnson (Bagot): Mais enfin, va-t-on avoir ce *Hansard* avant la fin de la session?

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Je vous le dirai la semaine prochaine. Il est certain qu'un *Hansard* s'impose, mais il reste à déterminer sous quelle forme et à quelles conditions il sera appliqué.

M. Johnson (Bagot) cite le texte d'un rapport d'un comité spécial de la Chambre, lors de la dernière session, sur l'établissement immédiat d'un *Hansard*.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) propose: 4. Qu'un crédit n'excédant pas cent onze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service d'entreposage (Pêcheries)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1962.

M. Pouliot (Gaspé-Sud) demande au ministre de la Chasse et des Pêcheries²⁴ (l'honorable M. Levesque) si les employés de l'entrepôt frigorifique de Grande-Rivière ont été congédiés à la suite de l'incendie²⁵.

L'honorable M. Levesque (Bonaventure): Il est possible que 11 employés du gouvernement, qui étaient affectés à l'entrepôt de Grande-Rivière avant que le feu ne détruise cette construction, cessent de recevoir leur salaire. Ces employés ont été gardés en service aussi longtemps que possible après l'incendie, soit jusqu'au 31 janvier dernier²⁶, et ils ont fait ensuite une demande de prolongement de salaire. Le cabinet provincial examine la possibilité de donner suite à une demande exprimant le désir

que le paiement des salaires soit continué, mais je ne crois pas que cette demande soit exaucée.

J'ai beaucoup de sympathie pour ces gens qui seront privés de leur gagne-pain. Nous verrons, dit-il, à ce que les gens de Grande-Rivière ne souffrent pas trop. Le gouvernement étudie très attentivement le problème de la reconstruction de l'entrepôt frigorifique de Grande-Rivière. Ce sont les besoins des pêcheurs qui doivent justifier les travaux.

M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine) pose une question au ministre de la Chasse et des Pêcheries (l'honorable M. Levesque).

L'honorable M. Levesque (Bonaventure): Il est difficile de prévoir le nombre de livres de poisson qui doivent être congelées dans les entrepôts. On s'était basé sur un entreposage de 14,000,000 de livres en 1960-1961 pour les prévisions de 1961-1962, mais le nombre de livres entreposées fut alors de 20,000,000. Le tout évidemment a entraîné une augmentation des dépenses en électricité et en carburant.

M. Pouliot (Gaspé-Sud): On oblige les journaliers désireux de travailler aux entrepôts frigorifiques en Gaspésie à se procurer, moyennant le paiement de la somme de \$3, une carte d'une certaine association.

Des voix de l'opposition: D'une association libérale!

M. Pouliot (Gaspé-Sud) demande au ministre s'il est à sa connaissance que ces méthodes existent et quelles mesures il a prises pour y mettre fin.

L'honorable M. Levesque (Bonaventure) répond qu'il n'en sait rien et qu'il prend note de la question pour s'informer. Lorsqu'on engage des journaliers, dit-il, on tient compte de ceux qui sont dans le besoin, qui ont des familles nombreuses. De toute façon, il faut faire un choix.

Évidemment, il y a ceux qui sont choisis et qui sont heureux, et ceux qui ne sont pas choisis, qu'ils soient rouges comme bleus, et qui sont mécontents. Nous n'arriverons jamais à la perfection mais nous y tendons.

Il cite l'exemple de contremaîtres reconnus depuis longtemps comme non libéraux.

Que l'opposition ait le courage de mentionner des noms et des dates. Si le fait était prouvé, alors nous prendrions les mesures nécessaires afin

d'empêcher que l'on refasse des gestes s'inspirant des pratiques de l'Union nationale.

M. Johnson (Bagot): Le ministre (l'honorable M. Levesque) s'imagine-t-il avoir répondu à l'accusation très grave portée par le député de Gaspé-Sud (M. Pouliot)? C'est l'Association libérale du comté qui exige, pour permettre à un homme de travailler, que ce dernier achète une carte de \$3. En fait, c'est, à ma connaissance, la plus grave accusation que l'opposition ait pu porter en Chambre.

Des voix ministérielles: Les enfants de Bonaventure!

M. Johnson (Bagot): On pourrait peut-être parler aussi des chevaux de Petawawa, lorsque le premier ministre était à Ottawa.

(Protestations à droite)

La situation est la suivante: des gens qui ont besoin de travailler doivent payer \$3 pour devenir membres de l'Association libérale du comté. C'est un tribut qu'ils doivent payer à la Fédération libérale. On leur extorque ainsi leur argent. S'ils ne peuvent pas payer, il n'y a pas de travail pour eux. Je ne dirais pas qu'il n'y a pas eu de favoritisme sous l'Union nationale, mais personne n'exigeait alors un tribut de \$3.

Je pensais que le ministre se lèverait pour dénoncer cette façon d'agir des organisateurs libéraux, donner un sévère avertissement aux organisateurs libéraux et ordonner une enquête pour mettre fin à cet état de choses. En est-on rendu au point de faire de la politique avec la misère humaine et taxer le droit des gens de travailler? Cela ne s'est jamais fait sous l'Union nationale.

L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont): Avez-vous des noms? (En souriant) Il (l'honorable M. Lapalme) fait allusion aux "enfants de Bonaventure" dont les noms avaient été inscrits sur une feuille de paie, il y a une dizaine d'années²⁷.

M. Pouliot (Gaspé-Sud): Je ne dis pas que tout le monde a dû acheter des cartes, mais plusieurs personnes ont dû le faire.

L'honorable M. Levesque (Bonaventure): J'ai cru comprendre que le député de Gaspé-Sud veut savoir s'il faut une carte de l'Association libérale pour travailler sur les chantiers du gouvernement. Ce n'est pas vrai. Nous donnons du travail à ceux qui en ont besoin, sans considération de parti. Que

l'opposition ait le courage de donner des noms et des dates, lorsqu'elle formule de telles accusations, alors nous prendrons les mesures nécessaires pour mettre fin à cet état de choses, s'il existe, afin d'empêcher que l'on répète des gestes qui s'inspirent des pratiques de l'Union nationale.

M. Johnson (Bagot): Jamais l'opposition du temps du gouvernement de l'Union nationale n'a porté de si graves accusations.

(Désordre dans la Chambre)

M. le président: Je demande au député de Gaspé-Sud de porter une accusation précise. Ce n'est pas au chef de l'opposition de se prononcer, car il ne connaît rien de l'affaire.

M. Johnson (Bagot): Je me souviens du cas des camionneurs de l'an dernier, qui devaient payer \$0.50 par jour pour transporter de l'asphalte.

L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont): Le chef de l'opposition sait que ce sont les camionneurs eux-mêmes qui se cotisaient pour payer un homme qui venait établir l'ordre dans le déneigement.

M. Johnson (Bagot): Je suis prêt à me corriger si je fais erreur, mais j'ai entendu le député de Gaspé-Sud qui a rapporté qu'il fallait une carte de membre de l'Association libérale pour travailler. Je demande, dit-il, que le ministre de la Chasse (l'honorable M. Levesque) y voie et ne laisse pas s'implanter dans la province des mœurs politiques réprouvables.

Des députés ministériels: Ces mœurs vous connaissent.

M. Johnson (Bagot): M. le président, défiez-vous des vices de ceux qui prêchent la vertu.

(Applaudissements à droite suivis d'applaudissements à gauche)²⁸

Ce gouvernement est arrivé au pouvoir en prêchant la vertu; moi, je prêche la justice et je dénonce les vices de ceux qui se sont annoncés comme des purs.

L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont): Je demande des accusations précises avec des noms.

M. Johnson (Bagot): Et moi, je demande au procureur général (l'honorable M. Lapalme) de se

prononcer contre de telles méthodes, inhumaines au point d'obliger des chômeurs à payer \$3, si nécessairement ces méthodes existent, d'instituer une enquête, qu'il prenne des mesures pour faire cesser cela, et de s'engager à punir les coupables, s'il y a lieu.

L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont):
Je demande des noms et des précisions.

M. Johnson (Bagot): Je ne suis pas un mouchard et je ne demande pas au député de Gaspé-Sud de l'être. Que le procureur général dénonce ces méthodes.

L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont):
Je ne peux me prononcer sur les hypothèses. Je demande des accusations précises avant de faire enquête.

M. Johnson (Bagot): Ce n'est pas le rôle de l'opposition de faire des enquêtes. L'accusation est assez précise qu'elle exige une déclaration du procureur général.

L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont):
Si l'opposition ne peut faire enquête, elle ne peut porter des accusations vagues. Mon département ne peut passer son temps à faire des enquêtes auprès de tout le monde.

Il faut un minimum de précisions, il faut circonscrire les accusations. Je me refuse à écouter des accusations aussi vagues.

M. Pouliot (Gaspé-Sud): Tout ce que j'ai dit: Est-ce qu'il est à la connaissance du ministre (l'honorable M. Levesque) qu'en certains endroits en Gaspésie on exige des cartes de membre de l'Association libérale pour travailler sur les chantiers du gouvernement? Le ministre pourrait s'informer à Grande-Rivière. J'arrive de cet endroit et on m'a informé de la chose.

J'ai eu moi-même de la difficulté à le croire, car je connais trois ou quatre charpentiers qui travaillent et qui ne sont pas membres de l'Association libérale. Mais on m'a dit que pour certains, on exige cette carte²⁹. Nous allons obtenir des preuves et des noms à Grande-Rivière.

M. Johnson (Bagot): En voilà des précisions!

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)
propose: 5. Qu'un crédit n'excédant pas quarante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Officiers de justice: traitements et dépenses (procureur général)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1962.

L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont):
Une partie de cette dernière somme est demandée pour payer des employés surnuméraires et pour d'autres fonctionnaires dont on a un besoin pressant dans certains greffes de la province. Les dépenses des tribunaux ont dépassé les prévisions.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)
propose: 6. Qu'un crédit n'excédant pas quarante-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Bureaux d'enregistrement: traitements et salaires (procureur général)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1962.

L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont):
Les registrateurs seront désormais payés à salaire, et non plus à commission. Le gouvernement paiera également les employés du bureau d'enregistrement, au lieu de les laisser à la charge du registrateur comme c'est le cas lorsque ce dernier est payé sur une base de commission.

Il s'agit d'un virement de fonds, car le département a décidé de changer le mode de comptabilité des bureaux d'enregistrement de Laval et d'Arthabaska et de payer lui-même un salaire au registrateur de chacun de ces deux bureaux. Nous avons même dû emprunter \$28,000 du ministre des Finances (l'honorable M. Lesage), pour payer le traitement de nouveaux protonotaires.

M. Bertrand (Missisquoi): Vous n'avez pas eu trop de misère?

L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont):
Peut-être plus que vous ne le supposez.

M. Bertrand (Missisquoi): Le ministre de la Jeunesse (l'honorable M. Gérin-Lajoie) aurait pu ainsi emprunter pour payer les bourses aux étudiants.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)
propose: 7. Qu'un crédit n'excédant pas cent soixante-quinze mille dollars soit ouvert à Sa

Majesté pour "Poursuites au criminel: traitements, honoraires et autres dépenses (procureur général)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1962.

L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont): Les poursuites au criminel ont exigé des déboursés plus élevés que prévu à cause du fait que les rôles, aux termes des assises criminelles, étaient très chargés cette année, plus particulièrement à Joliette, Sorel et Rouyn.

L'ouverture à Saint-Jérôme et à Hull de cours du bien-être social a nécessité des déboursés supplémentaires.

Il a été difficile de prévoir les dépenses dans ce cas-ci. Qui sait s'il n'y aura pas encore plus de dossiers criminels l'année prochaine dans certains autres districts?

M. Gabias (Trois-Rivières) pose une question³⁰.

L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont) répond qu'à sa connaissance les tarifs des traitements aux jurés sont sensiblement les mêmes.

M. Gabias (Trois-Rivières): Le ministre (l'honorable M. Lapalme) n'a pas su prévoir. Le poste des poursuites au criminel a été sous-estimé de 25 % à 30 % entre les prévisions et les besoins, et c'est prouver l'incompétence du ministre³¹ que de réclamer un crédit de \$175,000 à ce chapitre.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) propose: 8. Qu'un crédit n'excédant pas cent quarante-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Cours du bien-être social: traitements des officiers et employés, frais de voyage, et entretien des jeunes délinquants (procureur général)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1962.

L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont): Une part de l'augmentation des déboursés provient du fait que les juges des cours du bien-être social exigeaient la présence d'un procureur de la couronne lorsqu'un adulte était impliqué dans une cause entendue par eux.

Mon département a mis fin à une pratique coûteuse, malgré sa bonne inspiration. On n'aura plus ainsi, dit-il, à payer d'honoraires aux procureurs de la couronne appelés par les juges du bien-être social à siéger dans les causes impliquant un adulte,

article 33 de la loi des jeunes délinquants. Je reconnais l'opportunité de munir ces tribunaux d'avocats spécialisés.

M. Bertrand (Missisquoi) réclame des psychologues.

L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont): Deux écoles de pensée s'opposent en la matière, l'une mettant tout à la charge du procureur général, l'autre transférant tout au bien-être.

Des députés de l'opposition: Il en a déjà assez pour ses capacités³².

M. Johnson (Bagot) demande si le gouvernement a l'intention d'instituer une nouvelle Cour du bien-être à Saint-Hyacinthe.

L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont): Des crédits spéciaux seront affectés à l'ouverture d'une nouvelle Cour du bien-être social à Saint-Hyacinthe, mais pas avant le mois d'avril, et ces crédits seront étudiés dans le budget général du printemps³³.

M. Gabias (Trois-Rivières) pose une question.

L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont): De nouvelles cours ont été ouvertes à Hull et Saint-Jérôme, et les dépenses ont augmenté dans les cours existantes.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) propose: 9. Qu'un crédit n'excédant pas trente-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Curatelle publique: traitements, frais de bureau et autres dépenses (procureur général)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1962.

L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont): La curatelle publique voit à l'administration de \$4,000,000 en biens confiés à la province, \$10,000,000 en valeurs confiées pour administration et à \$65,000,000 en assurances contrôlées.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) propose: 10. Qu'un crédit n'excédant pas vingt mille

dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de perception (Revenu)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1962.

Adopté.

11. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-huit mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Dépenses diverses et imprévues (Revenu)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1962.

L'honorable M. Earl (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce): Un travail de réorganisation a été fait avec l'aide de la Société d'étude et de recherche en administration.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Cette réorganisation administrative était nécessaire.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) propose: 12. Qu'un crédit n'excédant pas douze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Drainage de tourbières (Richesses naturelles)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1962.

Adopté.

13. Qu'un crédit n'excédant pas trente-huit mille deux cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Subventions, dépenses diverses et imprévues (Richesses naturelles)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1962.

M. Johnson (Bagot) demande au ministre des Richesses naturelles (l'honorable M. Lévesque) comment il est arrivé à la somme de \$38,200 pour les subventions et les dépenses diverses.

L'honorable M. Lévesque (Montréal-Laurier): Une partie des \$38,200 au poste des subventions, dépenses diverses et imprévues servira à défrayer les honoraires des enquêteurs de la Société d'étude et de recherche en administration, filiale montréalaise d'une firme européenne. Le Québec partage avec les autres provinces le tiers des dépenses de telles conférences fédérales-provinciales sur les ressources, au *pro rata* de la population. Ottawa paie les deux tiers.

M. Johnson (Bagot): J'ai déjà suggéré que toute conférence sur les ressources à l'échelon national soit précédée d'une conférence à l'échelon provincial, afin que la province soit mieux préparée à discuter avec les experts canadiens. Il (M. Johnson) reproche au ministre de ne pas avoir convoqué une conférence provinciale préliminaire sur le sujet.

L'honorable M. Lévesque (Montréal-Laurier):

Il est souhaitable que la province participe pleinement à ces conférences, et je tends vers ce but. Malgré les difficultés rencontrées et l'organisation en cours au ministère, il a été possible de réunir quelques séances d'étude préparatoires. Je regrette, dit-il, que le gouvernement de la province de Québec, à cause des circonstances des élections et du changement d'administration, n'ait pas pu se préparer adéquatement à la conférence des ressources naturelles canadiennes, à Ottawa, dans le cours de l'été 1961. Les départements intéressés dans cette conférence de très grande importance ont dû galoper pour arriver à présenter des travaux et des études qui soient profitables à l'ensemble de la population, lors de la dernière conférence.

Il n'en reste pas moins que la province n'a pas eu tout le temps nécessaire pour se préparer à une réunion aussi importante. Dans la section des ressources hydrauliques, la préparation avait été meilleure. La Société d'étude et de recherche administrative a été employée par le gouvernement pour établir de nouvelles structures dans le ministère des Richesses naturelles, une fois la fusion des Mines et des Richesses hydrauliques accomplie.

Lors de la prochaine conférence sur les ressources, la province de Québec sera préparée à 100 %. Il (l'honorable M. Lévesque) est d'accord avec le chef de l'opposition sur les efforts à ne pas ménager pour assurer une participation québécoise à 100 % aux conférences fédérales-provinciales sur les ressources.

M. Johnson (Bagot): Ce que je demande, c'est de savoir s'il est nécessaire de dépenser \$25,000 pour appliquer les solutions préchées.

L'honorable M. Lévesque (Montréal-Laurier): J'ai dit que c'était parce que nous n'avions pas l'équipe nécessaire.

M. Johnson (Bagot): Lorsqu'on a parlé de l'équipe du tonnerre, on a oublié l'éclair! Les dépenses sont trop élevées. Pendant la campagne électorale, les libéraux ont dit aux gens qu'ils avaient des solutions à tous les problèmes et qu'ils savaient où ils allaient.

L'honorable M. Lévesque (Montréal-Laurier): Le gouvernement sait toujours où il s'en va, et ce n'est pas grâce à l'Union nationale. Mais il nous fallait les outils pour travailler dans chacune des sections. Nous n'avions pas ces outils. Loin

d'ignorer où il va, le gouvernement applique une politique à long terme. Il n'avait pas les outils essentiels pour faire le travail. En arrivant au pouvoir, le gouvernement a dû se donner les instruments administratifs nécessaires à l'accomplissement de sa politique.

Alors que la production minière annuelle dans la province s'élève à \$450,000,000 et la production hydroélectrique à \$1,000,000,000, il n'y avait, dans ces ministères, aucun économiste ni ingénieur habitué aux calculs économiques, dans le département. Pourtant, la province produit pour \$1,000,000,000 par année, et nous n'avions qu'un comptable et un assesseur.

L'absence d'assesseur expert en redevances dans les bureaux des Richesses naturelles laissait le gouvernement à la merci des entreprises privées qui, en quelque sorte, dictaient leur politique au gouvernement sur le calcul des redevances. Personne pour calculer les royautés que doivent payer les compagnies, pas de service du personnel pour des centaines d'employés, pas de service d'information, ni de spécialistes en étude des tâches. Aucun service des eaux capable d'établir une politique de l'exploitation des ressources hydrauliques. Aucun service de recherche pour dresser des inventaires des ressources de la province.

Il (l'honorable M. Lévesque) dit qu'il a beaucoup à faire dans son ministère pour le réorganiser. Il était urgent de penser à l'administration d'un secteur où la production annuelle dépasse le milliard de dollars, celle des mines et celle de l'électricité. On n'improvise pas dans ce domaine, et l'absence de techniciens a obligé le gouvernement actuel à s'adresser à l'extérieur.

M. Johnson (Bagot): Si on avait mis moins de membres de l'Union nationale dehors, on n'aurait pas tant de travail. Le ministre des Richesses naturelles voit les choses en noir. La Commission du service civil, sous l'Union nationale, avait amorcé des réformes au sein du département des Ressources hydrauliques; les structures du ministère et les salaires ont été réorganisés. Quand nous commençons quelque chose, nous le terminons.

L'honorable M. Lévesque (Montréal-Laurier):
Sous la dictée de Paul Sauvé.

M. Johnson (Bagot): Le portrait du ministère n'est donc pas aussi sombre que le ministre voudrait le laisser entendre en dehors de la Chambre. En Chambre, il est plus modéré dans son langage.

L'honorable M. Lévesque (Montréal-Laurier):
Je suis prêt à entamer un débat sur la planification, si l'opposition le désire.

M. Tremblay (Maisonneuve) recommande au premier ministre de former un comité spécial de députés, qui sortirait des tablettes tous les mémoires qui ont été soumis aux ministres, qui en ferait une analyse poussée et en tirerait des conclusions pouvant servir aux divers ministères. Il recommande au premier ministre de former un comité des députés qui serait plus expéditif dans la surveillance des dépenses du gouvernement. Il y a une perte de temps qui se fait ici, dit-il. Nos richesses naturelles... Je peux faire faire \$50,000,000 à la province sans un seul sou de taxe. Et, quand je parle de gratuité... Il n'y a pas de danger que je vous donne mon système. C'est \$25,000 ici, \$50,000 ailleurs. Je me demande si on ne possède pas trop de théoriciens. Il faut avoir des hommes plus pratiques.

Le premier ministre ne devrait pas faire de colère³⁴. On a toujours peur de le perdre. Vous savez ce qui arrive lorsqu'on perd un chef: ça coûte cher et ça va mal. Je suis ici pour veiller sur l'argent du peuple, et je pense que je surveille mieux l'argent du peuple que je ne surveille le mien. Mais, moi, je ne fais pas de planification. Au lieu de former des comités, des sous-comités et des sous-sous-comités, afin de planifier votre affaire, vous feriez mieux de vous servir un peu plus du gros bon sens.

Je veux prendre un modèle, Thomas Edison³⁵, par exemple. Il a commencé à vendre des journaux à 11 ans³⁶. Sans être un grand ingénieur ou un grand planificateur, il a laissé plus de 1,100 patentes au monde, à sa mort. Il a parti la plus grande affaire jamais vue. C'était pas un docteur, lui. Ce ne sont pas toujours les grands théoriciens qui abattent le plus de besogne. Vous autres, ce qui vous reste à faire avec vos grands systèmes, avec toute votre planification, votre place à vous, les libéraux, c'est d'aller dans la lune. J'ai simplement voulu vous apporter une bonne pensée de sage, comme dirait Socrate³⁷.

La résolution est adoptée.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Lesdites résolutions sont lues et agréées.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Ajournement

M. l'Orateur prononce l'ajournement.

La séance est levée à 10 heures.

NOTES

1. Selon *La Tribune* du 7 février 1962, à la page 1, "le député de Missisquoi (M. Bertrand) est de retour en Chambre après une semaine de convalescence, à la suite d'une vilaine grippe. Frais et dispos, Me Bertrand occupait son bureau au parlement dès 9 heures hier matin".

2. Selon *Le Montréal-Matin* du 7 février 1962, à la page 7, un journal partisan, les étudiants de l'Université Laval étaient furieux de voir le montant de leurs prêts réduits de \$500 à \$300 et menaçaient de faire une marche sur le Parlement.

3. Selon *Le Soleil* du 7 février 1962, à la page 3, M. Hamel fait allusion à Maurice Duplessis qui avait refusé de voir trois étudiants de l'Université de Montréal: Francine Laurendeau, Jean-Pierre Goyer et Bruno Meloche. En effet, ces derniers débütèrent un piquetage devant le bureau de Maurice Duplessis, le 7 mars 1958, afin de réclamer des subsides pour les universités et des bourses plus généreuses pour les étudiants. Les trois étudiants lèveront leur piquetage devant les bureaux de M. Duplessis après 37 jours de siège, sans avoir pu le rencontrer. Pour plus d'information sur cet épisode, voir: Robert Rumilly, *Maurice Duplessis et son temps. Tome 2. 1944-1959*, Montréal, Éditions Fides, 1973, aux pages 631, 632 et 641.

4. La Commission royale d'enquête sur l'éducation, créée en mars 1961 et présidée par Mgr Alphonse-Marie Parent et dont les premières recommandations seront déposées en avril 1963. Elle sera le point de

départ d'une réforme en profondeur de l'ensemble du système éducatif au Québec, avec notamment la création du ministère de l'Éducation qui remplace le département de l'Instruction publique, du Conseil supérieur de l'éducation qui remplace le Conseil de l'Instruction publique, des commissions scolaires régionales, des polyvalentes, des cégeps et des universités du Québec.

5. Le chef de l'opposition fait référence au comité d'étude sur l'enseignement agricole, présidé par le révérend père Louis-Marie Régis. Le 5 janvier 1962, le comité présenta ses recommandations au gouvernement. Parmi celles-ci, il y avait la création d'une seule faculté francophone d'agronomie à l'Université Laval, de deux écoles d'enseignement technologique agricole (Saint-Hyacinthe et Sainte-Anne-de-la-Pocatière), et l'organisation de l'enseignement professionnel et ménager agricole au premier degré (après la 7^e année) et au deuxième degré (après la 9^e année) selon les besoins du milieu.

6. Le chef de l'opposition fait référence à un article du *Nouveau Journal* du 3 février 1962, à la page 12, intitulé "Le commerce de l'incendie criminel au Québec". L'article disait que les incendies criminels n'intéressent pas les policiers provinciaux. Le document en question fait allusion à Valmore Rock, de Nicolet, qui aurait allumé l'incendie de sa maison en 1960. *La Presse* du 7 février 1962, à la page 17, précise qu'il s'agit d'une lettre écrite le 5 octobre 1960 par M. P. Frenette, assistant procureur général adjoint, à M. Jean-V. Dufresne, qui était alors secrétaire particulier de M. René Lévesque, encore ministre des Travaux publics. La lettre, provenant d'un rapport du bureau du Commissariat aux incendies, disait que M. Rock ne pouvait avoir allumé l'incendie et qu'aucune procédure ne pouvait être amenée contre lui. Cependant, à la suite d'une nouvelle enquête, Valmore Rock plaida coupable, le 21 novembre 1961, à l'accusation de complot pour vouloir incendier sa propriété. Le but de l'article était de démontrer l'incompétence de la police provinciale dans la résolution des incendies criminels. M. Dufresne a quitté son poste de secrétaire au cours de l'été 1961, pour devenir courriériste parlementaire au *Nouveau Journal*. Selon *The Montreal Daily Star* du 7 février 1962, à la page 59, "M. Dufresne a dit au *Montreal Star* qu'un autre journaliste avait obtenu la lettre d'un employé du bureau du commissaire des incendies et que la première fois qu'il a été mis au courant de sa publication, c'est lorsqu'il a lu son propre journal."

7. Selon *Le Soleil* du 7 février 1962, à la page 3, le chef de l'opposition fait allusion au discours de l'honorable Frank Connors, conseiller législatif libéral de la division des Mille-Isles, secondant le débat sur l'adresse au Conseil législatif, le 10 janvier 1962. Selon *Le Soleil* du 8 février 1962, à la page 28, M. Connors avait alors souligné que l'on multiplie les spécialistes alors qu'il y a pénurie de praticiens généraux dans la province, et qu'il résulte souvent de graves préjudices de cette situation. Si le Collège des médecins et chirurgiens de la province ne mettait pas d'ordre dans sa maison, selon M. Connors, le jour pourrait venir où le peuple réclamerait l'étatisation de la médecine. Cependant, après cette séance, dans *Le Devoir* du 7 février 1962, à la page 14, le premier ministre fait une mise au point et affirme qu'il ne s'agissait pas de M. Connors mais plutôt de George Marler, leader du gouvernement au Conseil législatif. Selon le premier ministre, le chef de l'opposition l'a interrogé sur un discours de M. Marler sur les coûts d'hospitalisation au Québec.

8. Selon *Le Devoir* du 7 février 1962, à la page 10, M. Lesage fait allusion au député de Trois-Rivières (M. Gabias) "qui piaffait". Le lendemain, dans la séance du 7 février, M. Gabias proteste à propos du contenu de l'article du *Devoir*, sur une question de privilège.

9. Selon *Le Devoir* du 7 février 1962, à la page 10, M. Lesage sourit affectueusement pendant la réplique de M. Tremblay.

10. Chiffre mentionné par *Le Nouvelliste* du 7 février 1962, à la page 24. *The Gazette* du 7 février 1962, à la page 1, mentionne plutôt \$78.

11. Selon *La Presse* du 7 février 1962, à la page 1, le premier ministre gagne \$25,000, les ministres et le chef de l'opposition, \$22,000, et les députés, \$10,000.

12. La Commission royale d'enquête sur les problèmes constitutionnels (ou commission Tremblay), présidée par le juge Thomas Tremblay, avait été créée par le gouvernement du Québec en 1953, afin d'étudier le problème de la répartition des impôts entre les divers paliers de gouvernement au Canada. Elle remit, en 1956, un rapport qui proposait une réforme fiscale et une plus grande autonomie des provinces à l'intérieur du Canada.

13. La commission Salvas enquête depuis le 7 décembre 1960 sur les pratiques d'achat faites par

le gouvernement de l'Union nationale et sur le scandale du gaz naturel, où des ministres unionistes auraient acheté des actions de la Corporation du gaz naturel avant que cette dernière ne reçoive le mandat d'exploiter le gaz naturel, mandat occupé auparavant par Hydro-Québec.

14. Selon *The Montreal Daily Star* du 7 février 1962, à la page 33, Georges Lapalme, visiblement fâché, se lève et demande que M. Johnson retire ses paroles.

15. Selon *La Presse* du 7 février 1962, à la page 17, le président du comité est Jean-Jacques Bédard (Québec). *Le Nouvelliste* du 7 février 1962, à la page 24, mentionne plutôt que le président du comité serait Gaston Binette (Deux-Montagnes).

16. Chiffre du *Nouveau Journal* du 7 février 1962, à la page 9. *The Gazette* du 7 février 1962, à la page 2, mentionne plutôt 800,000.

17. Chiffre du *Nouveau Journal* du 7 février 1962, à la page 9. *The Gazette* du 7 février 1962, à la page 2, mentionne plutôt 200,000.

18. Comme il est indiqué à la note 7, il ne s'agit pas de M. Connors, mais plutôt de M. Marler.

19. Selon *Le Nouvelliste* du 7 février 1962, à la page 4, M. Tremblay a donné ce chiffre après qu'un collègue lui eut soufflé un mot à l'oreille.

20. Chiffre du *Devoir* du 7 février 1962, à la page 1. *Le Soleil* du 7 février 1962, à la page 3, mentionne plutôt \$385,000.

21. Selon *Le Montréal-Matin*, un journal partisan, contrairement à ce que l'honorable M. Lesage affirme, aucune annonce du gouvernement sur l'assurance-hospitalisation n'est parue dans le journal.

22. Selon *Le Devoir* du 7 février 1962, à la page 1, le Shriners Hospital de Montréal est le seul hôpital à ne pas avoir signé une entente avec le gouvernement sur l'assurance-hospitalisation.

23. Les sources n'indiquent pas à quel moment précis les travaux sont suspendus et à quel moment ils reprennent.

24. M. Levesque est à la fois ministre de la Chasse et ministre des Pêcheries. À partir du 1^{er} avril 1962,

il sera ministre de la Chasse et des Pêcheries, avec la fusion des deux ministères.

25. Selon *La Presse* du 7 février 1962, à la page 13, M. Pouliot fait allusion à l'incendie qui détruisit l'entrepôt frigorifique en septembre 1961.

26. Date mentionnée par *L'Action catholique* du 7 février 1962, à la page 10. Selon *La Presse* du 7 février 1962, à la page 13, les salaires auraient plutôt été payés jusqu'au 31 décembre 1961.

27. L'honorable M. Lapalme fait allusion à un débat de 1954 où il révélait en Chambre qu'au cours de l'élection de 1952, le ministre de la Voirie, M. Antonio Talbot, avait remis à des enfants de cinq à huit ans des chèques en paiement de travaux de voirie à Bonaventure. En décembre 1953, l'opposition avait obtenu un ordre de la Chambre pour la production des documents se rapportant à cette affaire. Le gouvernement refusa de produire lesdits documents. Pour plus de détails sur cette affaire, voir: Georges-Émile Lapalme, *Mémoire, tome 2. Le Vent de l'oubli*, Ottawa, Les Éditions Leméac inc., 1970, aux pages 197-198.

28. Selon *La Tribune* du 7 février 1962, à la page 1, avant que l'opposition n'ait eu le temps de saluer cette déclaration de ses applaudissements, un tonnerre prolongé de claquements ironiques de pupitres y répondait du côté ministériel.

29. Selon *Le Devoir* du 7 février 1962, à la page 10, "Après ces précisions fournies par le député, le chef de l'opposition a perdu flamme et parole et a repris bien humblement son fauteuil." Selon *Le Nouveau Journal* du 7 février 1962, à la page 9, après l'affirmation de M. Pouliot, "M. Johnson n'a plus ouvert la bouche et il semblait même qu'il glissait sous son pupitre."

30. Selon *Le Nouvelliste* du 7 février 1962, à la page 4, M. Gabias (Trois-Rivières) a longuement interrogé le procureur général sur les demandes de crédits supplémentaires. Cependant, les autres journaux ne mentionnent pas ces questions.

31. Mot employé par *Le Nouvelliste* du 7 février 1962, à la page 4. *The Montreal Daily Star* du 7 février 1962, à la page 50, emploie plutôt le mot "minister".

32. Selon *Le Droit* du 7 février 1962, à la page 3, les députés unionistes font référence au ministre de la

Famille et du Bien-être social, l'honorable M. Lafrance.

33. Affirmation de *La Tribune* du 7 février 1962, à la page 2. Dans *La Presse* du même jour, à la page 18, M. Lapalme répond par la négative, mais ajoute que la question sera abordée lors de l'étude du budget général.

34. M. Tremblay fait allusion à la colère qu'a faite M. Lesage lors de la séance du 2 février.

35. Thomas Alva Edison (1847-1931). Ingénieur américain et inventeur de plusieurs objets dont le télégraphe duplex, le phonographe et la lampe électrique à incandescence.

36. Âge mentionné dans *Le Devoir* du 7 février 1962, à la page 1. Dans *Le Montréal-Matin* du même jour, à la page 11, il est plutôt écrit 14 ans.

37. Socrate (470-399 avant J.-C.). Philosophe grec.

Séance du mercredi 7 février 1962

Présidence de l'honorable J. R. Hyde

La séance est ouverte à 2 h 30.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Explications sur des faits publiés:

Article paru dans *Le Devoir*¹

M. Gabias (Trois-Rivières) se lève sur une question de privilège. La remarque du journal, dit-il, indique bien que le rédacteur du *Devoir* donne des comptes rendus inexacts, imaginés, et que tout ce qui compte pour lui, c'est de tenter de détruire l'opposition. Je n'ai jamais piaffé ni ici ni ailleurs, et c'est vouloir délibérément tromper le public que de rapporter de telles choses qui n'ont pas existé et n'existent pas².

Cercle universitaire
de Montréal

M. Lavoie (Laval) propose, appuyé par le représentant de Deux-Montagnes (M. Binette), que les articles 615 et 616 du Règlement soient suspendus pour lui permettre de présenter la pétition du Cercle universitaire de Montréal inc., demandant l'adoption d'une loi pour autoriser le Cercle universitaire de Montréal inc., et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue.

Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

La pétition suivante est présentée, lue et reçue:

- du Cercle universitaire de Montréal inc., demandant l'adoption d'une loi pour autoriser le Cercle universitaire de Montréal inc.

Rapports des comités permanents:

M. Dionne (Rimouski): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quatrième rapport du comité permanent des règlements.

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- de la Fédération des instituteurs et institutrices catholiques du Québec, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- de Benny Gerstel et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de Congregation Anshei Ozeroff;
- de Jean Rolland, demandant l'adoption d'une loi accordant plus de pouvoirs administratifs au Trust Général du Canada;
- de Emma Paquet et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant le testament de feu dame Caroline Monier-Paquet;
- de la cité de Montréal, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- des représentants légaux de feu Elzéar Baillargeon et feu Charles-J. Baillargeon, demandant l'adoption d'une loi concernant les titres de certaines propriétés.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):

J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanent des bills publics en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 106 concernant les chimistes professionnels.

M. Binette (Deux-Montagnes):

J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le troisième rapport du comité permanent des bills privés en général.

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, les bills suivants:

- bill 121 concernant l'Église mennonite et la Conférence canadienne de l'Église des frères mennonites de l'Amérique du Nord;
- bill 126 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Pierre-Claude Fournier à l'exercice de la profession d'avocat dans la province de Québec.

Et, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 109 constituant en corporation les frères du Sacré-Cœur.

Projets de loi:**Chimistes**

M. O'Reilly (Montréal-Verdun) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 106 concernant les chimistes professionnels.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 106 sans l'amender.

M. O'Reilly (Montréal-Verdun) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Église
mennonite**

M. Brown (Brome) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 121 concernant l'Église mennonite et la Conférence canadienne de l'Église des frères mennonites de l'Amérique du Nord.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 121 sans l'amender.

M. Brown (Brome) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Pierre-Claude
Fournier**

M. Blank (Montréal-Saint-Louis) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 126 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Pierre-Claude Fournier à l'exercice de la profession d'avocat dans la province de Québec.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 126 sans l'amender.

M. Blank (Montréal-Saint-Louis) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Frères du Sacré-Cœur

M. Morissette (Arthabaska) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 109 constituant en corporation les frères du Sacré-Cœur.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 109 sans l'amender.

M. Morissette (Arthabaska) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Charte de Montréal

M. Lalonde (Montréal-Saint-Henri) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 100 modifiant la charte de la cité de Montréal.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Instituteurs catholiques

M. Lalonde (Montréal-Saint-Henri) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 125 concernant la Corporation des instituteurs et institutrices catholiques du Québec.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Testament de
Caroline Monier-Paquet**

M. Roy (Lévis) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 174 relatif au testament de dame Caroline Monier-Paquet et aux pouvoirs attribués aux fiduciaires régissant certains de ses biens.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Successions**Elzéar et Charles-J. Baillargeon**

M. Cloutier (Québec-Centre) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 170 concernant les successions d'Elzéar Baillargeon et de Charles-J. Baillargeon.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Donations d'Arthur Décary

M. Meunier (Bourget) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 113 concernant deux donations entre vifs d'Arthur Décary.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Anshei Ozeroff Congregation

M. Blank (Montréal-Saint-Louis) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 208 constituant en corporation Anshei Ozeroff Congregation.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Loi électorale

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 15 intitulé: loi électorale de Québec.

Il décrit le projet de loi comme unique au Canada. Les trois buts principaux du projet de loi sont des changements divers concernant les délais, la limitation des dépenses des candidats et des partis, et le paiement d'une partie des dépenses des candidats par le gouvernement. Sur les principes mêmes du bill, dit-il, le gouvernement n'a pas l'intention de modifier ses positions. Mais il est prêt à accepter les recommandations propices à une amélioration du texte. Il dit qu'il évitera d'exprimer son opinion soit sur la réforme électorale ou sur la redistribution de la carte électorale. Il y aura environ 2,800,000 électeurs dans la province lors de la prochaine élection, dit-il, alors que la nouvelle loi sera appliquée pour la première fois.

Le cabinet est arrivé à la conclusion qu'il faut établir une norme pour définir les partis reconnus. Le gouvernement est venu à la conclusion qu'il faut au moins des candidats dans plus de la moitié des comtés pour se dire parti politique sérieux. C'est pourquoi il a opté pour le 60 % des comtés. Le pourcentage de 60 % a été établi à l'effet qu'un parti ne devrait pas pouvoir contester une élection, à moins qu'il n'ait des chances de former le gouvernement.

Ce projet de loi taille dans le vif, et plusieurs principes électoraux appliqués par le bill sont tout à fait nouveaux pour les Québécois. Aucune province canadienne ne limite les dépenses des candidats ni des partis, ni ne participe aux dépenses électorales des candidats et n'appose pas sur le bulletin de vote l'allégeance politique des candidats.

Le gouvernement a bien l'intention d'aller plus loin dans son expérience du financement par l'État des dépenses électorales, mais il ne veut pas compromettre son action en faisant trop d'un seul coup.

M. Johnson (Bagot) dit qu'il est favorable à une limitation des dépenses. Il établit un rapprochement entre la loi proposée et celle en vigueur à Ottawa. Il souhaite qu'elle ne se révèle pas aussi facile à contourner et dit qu'il désire voir le gouvernement sur le même pied que l'opposition sous ce rapport.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Comité spécial:**Formation du comité spécial
et étude de la loi électorale**

L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges) propose, du consentement unanime:

Qu'un comité spécial soit institué pour examiner le bill 15 intitulé: loi électorale de Québec, qui lui est référé, avec pouvoir de siéger les jours où la Chambre ne tient pas de séance et de requérir la comparution de toute personne et la communication de toute pièce ou de tout dossier jugés nécessaires, et que ledit comité spécial fasse rapport à la Chambre, au cours de la présente session de la Législature, de ses délibérations, suggestions et recommandations;

Que la Chambre autorise expressément quarante-sept de ses membres à faire partie de ce comité spécial;

Que MM. Bédard, Bellemare, Bertrand (Missisquoi), Boulais, Brousseau, Caron, Charbonneau, Coiteux (L'Assomption), Collard, Courcy, Custeau, Dionne, Dozois, Ducharme, Gabias, Gérin-Lajoie, Gosselin, Guillemette, Hanley, Harvey, Johnson, Johnston, Jourdain, Lafrance, Lalonde, Laporte, Lechasseur, Levesque (Bonaventure), Lévesque (Montréal-Laurier), Maltais, Meunier, O'Reilly, Pinard, Plante, Plourde (Roberval), Poulin, Prévost, Riendeau, Rousseau, Roy (Lévis), Russell, Saint-Pierre, Talbot, Tellier, Thibault, Tremblay et Turpin forment ledit comité spécial.

M. Johnson (Bagot) demande si le comité de la loi électorale et le comité de la carte électorale siègeront simultanément. Il demande des précisions quant aux jours de session spéciale.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Il appartient au comité de les choisir. Une décision sera prise selon les circonstances. On s'arrangera pour que tout député puisse siéger aux débats l'intéressant directement. Toutefois, seuls, bien entendu, les membres des comités pourront voter. Le comité a le droit de siéger les jours où il n'y aura pas de séance de l'Assemblée législative. Je ferai en sorte que d'autres comités, dont les députés ont intérêt à suivre les délibérations, ne tiennent pas de séance en même temps que le comité spécial. Le comité nommera son président et fixera lui-même son quorum.

La motion est adoptée.

Projets de loi:

Loi électorale

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 15 intitulé: loi électorale de Québec.

Adopté.

Dépôt de documents:

Péages aux ponts Jacques-Cartier et Victoria

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) dépose sur le bureau de la Chambre copie de la correspondance échangée entre M. Balcer, ministre des Transports, Ottawa, et M. Lesage, premier ministre de la province de Québec, concernant l'abolition des péages aux ponts Jacques-Cartier et Victoria³. (Document de la session no 47)

Je suis en mesure, dit-il, de déposer cette correspondance après avoir obtenu l'assentiment du député de Trois-Rivières aux Communes. Cette lettre, ajoute-t-il, a été rendue publique par le chef du gouvernement fédéral, d'après ce que j'ai lu dans les journaux du matin. M. Balcer espère qu'une entente pourra être obtenue selon les directives proposées.

J'ai aussi reçu une réponse de M. Diefenbaker⁴ à ma lettre concernant les amendements demandés à la Constitution, au sujet des pensions de vieillesse. Dès que je serai certain que M. Diefenbaker a reçu ma réponse, dit-il, je la rendrai publique sans autres formalités.

Il en sera de même, d'ailleurs, pour la correspondance échangée concernant la conférence fédérale-provinciale au sujet du transport de l'électricité à travers le Canada.

Subsides:

Budget supplémentaire 1961-1962 (2)

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme en comité des subsides.

En comité:

Présidence de M. Bédard (Québec)

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) propose: 1. Qu'un crédit n'excédant pas dix millions neuf cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Assurance-hospitalisation: hospitalisation (Santé)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1962.

M. Johnson (Bagot): Si l'Union nationale n'avait pas commencé par élever des hôpitaux dans tous les coins de la province, la mise en vigueur de l'assurance-hospitalisation n'aurait pas été possible efficacement. C'est grâce à la clairvoyance de l'Union nationale s'il y a suffisamment d'hôpitaux et si ces hôpitaux ont suffisamment de lits pour recevoir les patients. Il fallait procéder d'une façon logique, construire d'abord les hôpitaux. L'ancien gouvernement a consacré, d'autre part, des dizaines et des dizaines de millions de dollars à l'assistance publique; il a formé un comité d'experts chargé de le conseiller sur l'institution de ce système.

Il (M. Johnson) avertit le gouvernement et le ministre de la Santé (l'honorable M. Couturier) de tous les problèmes qui les attendent. Dans plusieurs régions de la province, dit-il, le fonctionnement du système actuel cause du mécontentement. Je ne plaide pas pour les médecins qui gagnent \$20,000 et

plus par année, lorsque je m'élève ainsi contre les gestes du premier ministre.

Je m'en prends plutôt au principe anormal et inadmissible selon lequel le premier ministre, dans son bureau, puisse décréter quels seront les salaires et honoraires des médecins, des spécialistes et des techniciens à l'emploi des hôpitaux. Quelle drôle d'idée de la démocratie se fait le gouvernement actuel quand il admet que le premier ministre, dans son bureau, a le droit de fixer ainsi des salaires par décret! Les chefs ouvriers s'inquiètent, et avec raison, car ils voient poindre le jour où le premier ministre, de son bureau, fixera à la guise, par décret, les salaires des préposés aux ascenseurs. Je demande donc que le premier ministre rende aux hôpitaux leur liberté de négociation avec leur personnel.

Le premier ministre fixe d'abord par décret les salaires des gros, et demain, toujours par décret, il fixera les salaires des petits, de ces petits qu'il dit vouloir protéger. S'il voulait tellement protéger les petits, il n'avait qu'à ne pas les taxer dès le lendemain de son arrivée au pouvoir. La tâche du premier ministre est très lourde, trop lourde peut-être pour lui.

Elle est aussi trop lourde pour le "brillant ministre de la Santé". Le ministre, au lieu de citer des chiffres précis, au lieu de dégager les enseignements qui découlent de l'application de la loi, au lieu de prévoir les tendances futures, se contente de lire quelques lettres de braves mères de famille ou de dirigeants d'hôpitaux.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Le gouvernement se propose d'encourager la construction de modestes hôpitaux de maternité et d'urgence dans les campagnes, afin de contribuer à garder des médecins de campagne au service de la population rurale.

Le maintien des petits hôpitaux coûtera beaucoup moins cher au public que les grandes institutions qui ont, par exemple, la bombe au cobalt ou qui emploient à plein temps des spécialistes comme les cardiologues, les neurologues, etc. Le coût d'hospitalisation par jour dans le Québec est de \$16.37 pour l'année 1961. Il est du même montant au Nouveau-Brunswick, mais il monte à \$18.50 dans l'Ontario. Il est de \$15.45 dans le Manitoba et de \$18.83⁵ dans l'Alberta.

Il y a une différence entre le coût *per diem* et le coût *per capita* pour 1961. Dans le Québec, le coût *per capita* est estimé à \$23.17; il est de \$31.16 au Nouveau-Brunswick, et de \$35.10 en Alberta. Le chef de l'opposition (M. Johnson) a tort de réclamer

la nomination d'une commission pour administrer l'assurance-hospitalisation. Il y a mieux que cela dans le service que le gouvernement a créé.

L'honorable M. Couturier (Rivière-du-Loup): Le *per diem* a été établi d'après les budgets, ce qui explique l'écart entre les hôpitaux à direction religieuse et les autres. À l'avenir, à compétence égale, les religieuses recevront un salaire égal à celui des infirmières laïques dans les hôpitaux. Nous prenons les dispositions nécessaires à cette fin.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Je n'ai rien imposé, rien dicté. Le gouvernement met une limite de \$20,000 au montant que l'assurance-hospitalisation peut contribuer pour la rémunération des spécialistes, laissant aux hôpitaux toute liberté de donner davantage.

Il (l'honorable M. Lesage) répond que le gouvernement se doit de prévenir les abus qui pourraient survenir dans ce domaine des salaires des spécialistes. Il dit qu'il a laissé pleinement liberté aux hôpitaux de négocier des conventions de travail s'ils le désirent et qu'il n'agit pas en dictateur avec les hôpitaux, comme certains membres de l'opposition l'ont affirmé.

Il lit une lettre du registraire du Collège des médecins et chirurgiens se disant impressionné par l'atmosphère agréable qui a régné durant la discussion dans le bureau du premier ministre, lorsque ce dernier a rencontré les représentants des médecins. Ce sont les représentants du Collège des médecins et des spécialistes qui sont venus me voir. Dans mon bureau, il y a une atmosphère de dictature?

Il lit une lettre d'un radiologue. Je crois d'ailleurs, dit-il, que c'est la politique qu'aurait adoptée le chef de l'opposition dans les circonstances. Nous avons pris nos responsabilités. On ne peut faire mieux pour respecter les droits des contribuables⁶...

(Silence)

... les droits des contribuables, l'autonomie des hôpitaux, le droit des spécialistes.

M. Tremblay (Maisonnette): Contrairement à ce qu'a dit le premier ministre hier, le journal *Montréal-Matin* n'a jamais publié d'annonce au sujet de l'assurance-hospitalisation. Je devrai continuer à poser des questions au premier ministre, tout en vérifiant ses réponses, puisque le premier ministre m'a mal renseigné hier en affirmant que le gouvernement avait publié l'annonce concernant l'assurance-hospitalisation dans *Le Montréal-Matin*.

S'il veut renseigner la population sur les lois du gouvernement, qu'il publie ses annonces dans un journal qui est lu par la classe ouvrière et qui tire à 130,000 exemplaires. Il (M. Tremblay) dit qu'il a l'impression que le budget publicitaire de l'assurance-hospitalisation sert plutôt à la propagande électorale.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Je ne lis pas *Le Montréal-Matin*. N'exagérez pas. Tout le monde sait qu'on ne lit *Le Montréal-Matin* que pour les nouvelles sportives. Le gouvernement a payé de l'annonce à ce journal et, si ce n'est pas pour l'annonce de l'assurance-hospitalisation, ce furent des cadres publicitaires du bien-être social. Mais, chose certaine, il y a eu de la publicité du gouvernement dans ce journal.

M. Tremblay (Maisonneuve): Tous les journaux devraient être mis sur le même pied dans la répartition de la publicité des services du gouvernement.

M. Johnson (Bagot) affirme que le premier ministre a trompé la Chambre et le public en affirmant avoir annoncé les détails de la loi de l'assurance-hospitalisation dans *Le Montréal-Matin*. Comment il se fait, dit-il, que l'on accorde de la publicité au *Devoir*, dont le tirage est de 40,000 exemplaires, tandis que l'on en refuse au *Montréal-Matin*⁷ dont le tirage est de 120,000⁸? Mais il n'y a pas là de quoi s'étonner, car le régime libéral ne consent à publier ses annonces que dans les journaux qui veulent bien partager les idées du premier ministre.

Ainsi, dans certains coins de la province, il annoncera dans un hebdomadaire qui n'a que 2,000 copies de tirage et refusera systématiquement d'annoncer dans un autre hebdomadaire qui a de 9,000 à 10,000 copies de tirage certifié⁹. En somme, le régime libéral utilise l'argent des contribuables non pas pour faire connaître les lois, mais pour vanter les mérites du Parti libéral.

C'est un moyen plus ou moins efficace de museler la presse. Il (M. Johnson) proteste contre une annonce publiée dans une revue¹⁰ où l'on citait des extraits d'un discours du ministre de la Santé (l'honorable M. Couturier). "Et voilà comment nous remplissons les promesses que nous avons faites à l'électorat de la province", disait le ministre dans cette annonce, rappelle-t-il. Cette annonce constitue un certificat de mérite et de bonne conduite à l'endroit du ministre de la Santé et un éloge non déguisé du gouvernement libéral.

On ne protestera jamais assez contre cette façon d'utiliser l'argent des contribuables pour la promotion des intérêts d'un parti politique, fût-il au pouvoir. Il (M. Johnson) dit au premier ministre qu'il est temps pour lui de condamner le système de publicité partisane, de quelque ministère qu'elle vienne. Il demande si la publicité fut distribuée au mérite ou selon la couleur de la publication.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) dit que l'annonce¹¹ concernait la réorganisation du ministère de la Santé et ne relevait pas de l'article budgétaire en discussion. Il dit qu'il prendra connaissance du texte et qu'il l'étudiera.

M. Johnson (Bagot) accuse le gouvernement de pratiquer le favoritisme dans le placement d'annonces parmi les journaux de la province. C'est un moyen plus ou moins efficace pour museler la presse, dit-il.

L'honorable M. Bertrand (Terrebonne): Des annonces ainsi formulées étaient faites depuis longtemps, même sous l'ancien gouvernement. C'est la coutume que certaines annonces prennent la forme d'un message du ministre aux lecteurs d'une revue spécialisée. Si l'opposition, dit-il, veut soulever un débat sur la question et lorsque la Chambre étudiera son budget, j'aurai tous les documents nécessaires pour discuter de la publicité donnée aux journaux.

M. Johnson (Bagot): Est-il possible de trouver un exemple plus flagrant que celui-là de détournement de fonds au profit d'un parti politique?

M. Leclerc (Charlevoix): J'ai fourni souvent comme subsides à des revues spécialisées des messages¹², mais jamais il ne s'agissait de propagande politique. Il a pu se produire des erreurs, et on nous l'a reproché assez souvent. Dans vos campagnes toutefois, vous avez promis la perfection. Les difficultés que rencontre le gouvernement au sujet de l'assurance-hospitalisation sont précisément celles contre lesquelles l'opposition m'avait mis en garde l'an dernier.

Il (M. Leclerc) reproche au gouvernement de la province de consacrer un demi-million de dollars des contribuables à ce qu'il appelle la "publicité électorale", en se servant à cette fin du budget publicitaire de l'assurance-hospitalisation. L'assurance-hospitalisation, dit-il, rend des services, mais il me répugne de recevoir des ballots de dépliants sur la

question. Mon bureau n'est pas un bureau de poste, dit-il. Il affirme qu'il critique l'utilisation inconsiderée de l'argent des contribuables par le gouvernement.

L'honorable M. Couturier (Rivière-du-Loup): La mauvaise gestion de mon ministère, dont parle l'opposition, n'est qu'un mythe. Le coût de l'assurance-hospitalisation dans le Québec est plus bas que dans les autres provinces. Il est de 0.77 % contre 2.04 % dans l'Ontario, 1.11 % en Colombie-Britannique, et 1.80 % en Saskatchewan. La loi de l'assurance-hospitalisation, adoptée le 15 décembre 1960, est la loi la plus sociale qui n'ait jamais existé dans le Québec. Nous avons fait disparaître les cartes jaunes, blanches et vertes. En 1960, 639,000 personnes ont été hospitalisées, tandis qu'en 1961, 835,000 patients ont profité de la loi. Le nombre d'heures d'hospitalisation fut de 7,200,000, en 1960, à comparer avec 8,600,000, en 1961, soit une hausse de 1,400,000. Cela prouve que la population attendait vraiment cette loi.

Il (l'honorable M. Couturier) cite des lettres d'institutions hospitalières félicitant le gouvernement d'avoir mis à exécution le programme d'assurance-hospitalisation. Le Dr Marcel Langlois, de Québec, a déjà déclaré, dans une conférence, que la loi de l'assurance-hospitalisation a sauvé les hôpitaux du Québec du marasme financier. La loi haussera le niveau de santé de la population et assurera un meilleur rendement de la classe ouvrière.

M. Tremblay (Maisonnette): On a mal interprété ses détails, hier. Le budget présenté par le gouvernement et les crédits supplémentaires laissent voir un écart de plus de 35 %¹³. Cet écart de prévision, dit-il, démontre l'incompétence. Il (M. Tremblay) demande au ministre de la Santé de démissionner. Il demande ce qu'il est advenu d'un montant de \$3,825,000... (Désordre dans la Chambre) Si le ministre ne veut pas répondre, que l'on déclenche des élections.

À 6 heures, la Chambre suspend ses travaux.

Reprise de la séance à 8 heures¹⁴

Subsides:

Budget supplémentaire 1961-1962 (2)

En comité:

Présidence de M. Bédard (Québec)

Le comité poursuit l'étude de la résolution 1, qui se lit comme suit:

1. Qu'un crédit n'excédant pas dix millions neuf cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Assurance-hospitalisation: hospitalisation (Santé)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1962.

L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont) proteste contre la lenteur que met l'opposition à voter le budget supplémentaire. Il y a deux semaines que nous étudions le budget supplémentaire, et ce n'est pas fini, chose qui ne s'est jamais vue. On aurait dû, dit-il, s'en tenir à l'essentiel, au lieu de demander au ministre de la Santé (l'honorable M. Couturier), par exemple, comme l'a fait le député de Maisonneuve (M. Tremblay), ce qu'il a fait avec un montant de \$3,835,000.

Il aurait pu tout aussi bien demander au ministre des détails sur les 200,000 personnes additionnelles qui se sont fait traiter dans les hôpitaux du Québec, en 1961.

M. Johnson (Bagot): Le ministre semble jeter le blâme sur l'opposition, si le budget n'est pas encore voté. Je lui répondrai que les budgets supplémentaires étaient rares, dans notre temps. Si, lorsqu'il était dans l'opposition (l'honorable M. Lapalme), il n'a pas cru devoir surveiller la dépense publique, c'était son affaire. Mais le rôle de l'opposition est précisément de surveiller cette dépense et c'est ce que fait l'opposition actuelle.

L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont): L'Union nationale ne présentait pas de budget supplémentaire parce que les sommes étaient dépensées avant d'être approuvées par les Chambres. Aujourd'hui le gouvernement, au lieu de se présenter avec des excédents budgétaires, aime mieux demander aux députés la permission de dépenser telle ou telle somme dans tel ou tel but. Une somme de \$23,000,000 a été dépensée par la voirie avant d'avoir été votée par les députés.

M. Johnson (Bagot) pose une question au ministre de la Santé.

L'honorable M. Couturier (Rivière-du-Loup): Je suis en mesure de préciser le coût de l'assurance-hospitalisation par région, et on pourra donner le

coût par comté, à partir de janvier 1962. Le budget publicitaire de l'assurance-hospitalisation s'élève à \$535,000, dont seulement \$305,000 ont été dépensés jusqu'à maintenant.

L'Ontario a dépensé \$500,000 avant l'instauration de l'assurance-hospitalisation et, \$400,000 chaque année depuis, pour bien informer le public. Dans la province de Québec, il nous fallait d'ailleurs détruire les mythes de l'Union nationale.

Aucune pression n'a été exercée sur un hôpital pour l'achat d'équipement. La plus entière liberté est laissée aux hôpitaux. Le gouvernement n'est pas intervenu dans la fixation des salaires des médecins spécialistes. Un montant a été attribué aux hôpitaux pour les honoraires ou salaires et on leur a dit de le partager comme ils l'entendaient.

Si le budget de l'assurance-hospitalisation a été plus élevé que prévu, c'est que de nombreux malades attendaient depuis des années pour être hospitalisés. Ils peuvent maintenant entrer à l'hôpital, parce que ça ne leur coûte pas un sou. Nous pourrions ainsi hausser le niveau de la santé et obtenir un meilleur rendement de la classe ouvrière.

Il (l'honorable M. Couturier) relève une affirmation du chef de l'opposition selon laquelle le ministère aurait retranché \$40,000 du budget d'un hôpital pour la nourriture. C'est possible, dit-il. Le coût normal de jour-repas est de \$0.90. Dans certains hôpitaux, il peut être de \$0.70, \$0.75, \$0.80. Or, des hôpitaux qui chargeaient \$0.90 par jour-repas en 1960 ont demandé jusqu'à \$1.40 en 1961. Le ministère a fait enquête et a obligé ces hôpitaux à réduire ce budget.

M. Caron (Maskinongé) pose une question au ministre de la Santé à propos de l'hôpital Comtois de Louiseville. L'hôpital a rendu des services signalés dans la région et, depuis 10 ans, le gouvernement verse à la corporation de l'institution d'hospitalisation le montant d'intérêts qu'elle doit remettre sur sa dette en février et en août de chaque année.

L'honorable M. Couturier (Rivière-du-Loup): L'hôpital Comtois de Louiseville recevra incessamment une subvention égale au montant d'intérêts dû sur sa dette obligataire en février 1962. L'arrêté en conseil autorisant le versement d'une subvention au montant de la remise d'intérêts pour le mois courant a été adopté mercredi dernier et le chèque ne tardera pas à parvenir à l'hôpital.

L'honorable M. Saint-Pierre (Saint-Hyacinthe) porte à l'attention de la Chambre un bail signé en

1959 par le régime de l'Union nationale pour la location d'un immeuble montréalais qui devait servir à la Commission royale d'enquête sur l'assurance-hospitalisation¹⁵. Le bail, dit-il, était signé pour jusqu'en 1960 et une clause prévoyait même la prolongation possible de cinq ans.

(Rires à droite)

M. Johnson (Bagot)¹⁶: Le ministre (l'honorable M. Saint-Pierre) devrait savoir que, comme c'est la coutume, le local pouvait aussi servir à d'autres services du gouvernement lorsqu'il n'aurait plus été requis par la Commission d'enquête. Il (M. Johnson) rend hommage à ceux qui avaient été choisis comme membres de cette Commission d'enquête et condamne le gouvernement de les avoir avertis par les journaux que leurs services n'étaient plus requis.

M. Bellemare (Champlain) interpelle le ministre de la Santé à propos d'une lettre de M. Gilbert, directeur du Service d'assurance-hospitalisation de la province, où il a adressé ses vœux sur du papier de l'Assemblée législative, à l'occasion des Fêtes. La lettre a été diffusée par centaines d'exemplaires, dit-il.

L'honorable M. Couturier (Rivière-du-Loup): Je ne vois rien d'anormal à ce que le Dr Gilbert, directeur du Service d'assurance-hospitalisation de la province, ait adressé ses vœux sur du papier de l'Assemblée législative, à l'occasion des Fêtes.

L'honorable M. Bertrand (Terrebonne): Je ne vois rien d'extraordinaire à cela. Combien y a-t-il de députés en cette Chambre, dit-il, qui envoient des messages sur du papier de l'Assemblée législative?

M. Johnson (Bagot): Il appartient à l'Orateur de la Chambre d'exercer un contrôle, s'il y a lieu.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) propose: 2. Qu'un crédit n'excédant pas trois millions huit cent vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Hôpitaux généraux, y compris les subventions: hospitalisation (Santé)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1962.

Adopté.

3. Qu'un crédit n'excédant pas cent vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Administration (secrétariat de la province)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1962.

Adopté.

4. Qu'un crédit n'excédant pas trois cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Salaires et main-d'œuvre (Terres et Forêts)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1962.

Adopté.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Lesdites résolutions sont lues et agréées.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Ajournement

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) propose que la Chambre s'ajourne maintenant.

Adopté.

La séance est levée.

NOTES

1. Dans un article du *Devoir* du 7 février 1962, à la page 10, il était question que le député de Trois-Rivières (M. Gabias) "piaffait" pendant que le premier ministre s'exprimait.

2. Selon *Le Nouvelliste* du 8 février, à la page 4, le premier ministre a dit, lors d'une séance du comité des bills publics du 7 février, que le député de Trois-Rivières (M. Gabias) parlait trop.

3. Selon *Le Soleil* du 8 février, à la page 28, le gouvernement fédéral, dans une lettre du ministre des Transports, l'honorable Léon Balcer, le 1^{er} février, à Jean Lesage, indique que l'administration fédérale serait prête à discuter de l'abolition des péages sur les ponts Jacques-Cartier et Victoria sur la base suivante: 1. Entretien des deux ponts par le gouvernement d'Ottawa; 2. Partage entre les autorités provinciales et municipales concernées des frais

inhérents à la circulation sur ces ponts, tels les services de police, les feux de circulation, l'entretien des voies et chaussées, le nettoyage et le déneigement. M. Balcer avait écrit à M. Lesage le 22 janvier 1962 pour lui dire que le gouvernement d'Ottawa était prêt à faire disparaître le péage sur les deux ponts en question, à condition qu'une entente couvrant les frais d'opération de ces ponts puisse être conclue entre le gouvernement fédéral, le gouvernement de Québec et les autorités municipales concernées. M. Balcer demandait alors à M. Lesage si le gouvernement de Québec serait disposé à participer à des pourparlers préliminaires à ce sujet. M. Lesage a répondu à M. Balcer, le 26 janvier, pour lui dire que s'il voulait bien faire sa proposition, il ne manquerait pas de l'étudier.

4. John Diefenbaker (1895-1979). Député conservateur à la Chambre des communes de 1940 à 1979. Premier ministre du Canada de 1957 à 1963.

5. Chiffre du *Soleil* du 8 février, à la page 19. Dans *Le Nouvelliste* du 8 février, à la page 4, il est plutôt écrit \$15.83.

6. Selon *La Presse* du 8 février, à la page 56, le premier ministre commence à parler solennellement.

7. *Le Montréal-Matin* est un journal appartenant à l'Union nationale.

8. Selon *Le Montréal-Matin* du 8 février, à la page 12, si M. Lesage était renseigné comme il devrait l'être, il saurait que les plus récents rapports de l'ABC établissent la circulation payée de *Montréal-Matin* à plus de 124,000 copies.

9. Selon *Le Montréal-Matin* du 8 février, à la page 12, le chef de l'opposition fait probablement allusion à l'hebdomadaire *Le Temps* qui appartient à l'Union nationale.

10. Selon *La Presse* du 8 février, à la page 15, le chef de l'opposition fait allusion à la revue *Hôpital d'aujourd'hui* dans laquelle une annonce présente des extraits d'un discours du ministre de la Santé.

11. Selon *La Presse* du 8 février, à la page 15, le premier ministre examine l'annonce de la revue que le chef de l'opposition lui fait parvenir.

12. M. Leclerc fut ministre de la Santé de 1958 à 1960 dans les cabinets Duplessis, Sauvé et Barrette.

13. Chiffre de *L'Action catholique* du 8 février, à la page 2. *Le Montréal-Matin* du 8 février, à la page 12, un journal partisan, mentionne plutôt le chiffre de 51 %.

14. Selon les sources, il est impossible de savoir à quel moment précis se fait la suspension des travaux.

15. M. Saint-Pierre fait allusion à cette commission qui fut instituée sous le gouvernement d'Antonio Barrette. La loi concernant l'assurance-hospitalisation fut sanctionnée le 10 mars 1960. Le président de la commission était Gérard Favreau et la commission devait à l'origine déposer son rapport le 1^{er} décembre 1960. Ses recommandations devaient former les bases de la future loi, mais la commission fut abolie le 13 juillet 1960 par le gouvernement de Jean Lesage. Pour plus d'information sur le sujet, voir: Antonio Barrette, *Mémoires*, Montréal, Beauchemin, 1966, aux pages 237-243.

16. Selon *Le Nouvelliste* du 8 février, à la page 4, le chef de l'opposition a bondi de son siège.

Séance du jeudi 8 février 1962

Présidence de l'honorable J. R. Hyde

La séance est ouverte à 2 h 30.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Questions de privilège:

**Informations données aux journalistes
avant d'être données à la Chambre**

M. Johnson (Bagot): Afin d'accommoder les journalistes, le premier ministre leur a donné une conférence de presse, au cours de laquelle il a expliqué de façon très claire la nouvelle loi électorale, et je lui en rends hommage. Je ne le chicane pas pour cela, bien au contraire, puisque les journalistes avaient besoin d'obtenir des précisions. Mais, d'un autre côté, je crois que ces explications auraient dû être données en primeur à la Chambre, quitte au premier ministre à donner plus tard une conférence de presse aux journalistes sur ce sujet. Quand la Chambre siège, il me semble que les députés devraient être les premiers informés de l'objet des projets de loi qui leur sont soumis.

Il est dans la tradition parlementaire que le ministre qui présente un projet de loi donne de bonne grâce à ses collègues de la Chambre en session les explications d'ordre général, souligne les points particuliers du projet et même réponde à certaines questions qui peuvent lui être posées, sans entrer dans le détail et sans provoquer de débat. Il y eut déjà un incident mémorable, à Ottawa, à ce sujet parce qu'un premier ministre avait donné une conférence de presse en dehors de la Chambre pendant que les députés siégeaient. Le premier ministre a eu tout le temps nécessaire pour donner des explications à tous les députés de la Chambre.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Les privilèges de la Chambre n'ont pas été violés, puisque j'ai donné des explications aux journalistes seulement après la première lecture de la loi. Si j'avais donné des détails aux journalistes avant cette première lecture, les privilèges de la Chambre et des députés auraient été violés, et j'aurais été le premier à m'en confesser. Mais le projet de loi avait subi sa première lecture d'abord. Et le Règlement dit qu'en

première lecture, les explications données par les ministres doivent être très brèves. C'est ce que j'ai fait en me contentant de mentionner les têtes de chapitres principaux.

Après, alors que le bill se trouvait depuis deux heures entre les mains des députés, et comme c'est un volume de 200 pages, qui contient 450 articles, à la suggestion des membres de la Galerie de la presse, je me suis rendu, à 4 h 30, à la tribune de la presse, pour fournir des explications du bill. Comme question de fait, l'entrevue a duré une heure et dix minutes exactement.

Or, d'après le Règlement, je n'avais pas le droit de parler pendant une heure et dix minutes au moment de la première lecture. Si j'avais pris une heure et dix minutes pour donner des explications en Chambre, le chef de l'opposition aurait été le premier à s'en plaindre. L'opposition aurait alors prétendu que je voulais faire du capital politique, alors que durant l'entrevue, en parlant aux journalistes, je me suis abstenu de toute politique partisane. Le bill 15 a 220 pages et les journalistes avaient exprimé le souhait qu'on leur indique les grandes lignes de ce document considérable.

M. l'Orateur: Le chef du gouvernement n'a rien dévoilé à la presse que la députation ne savait déjà.

M. Johnson (Bagot) demande au premier ministre et aux ministres de tenir compte des règlements lorsqu'ils rédigent un bill. Les projets de loi 9, 10¹ et 15 n'étaient pas, comme l'exige le Règlement, accompagnés de notes explicatives comme c'est généralement le cas de projets comportant des modifications de principe et comportant un mécanisme aussi compliqué. Pour cette raison, nous pourrions exiger que le gouvernement retire ces projets de loi, mais nous ne le ferons pas.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Les titres des bills 9 et 10 indiquent suffisamment la teneur des textes et le projet de loi 15 est trop volumineux pour qu'on puisse le résumer en quelques lignes. De toute façon, au sujet du bill 15, à la première lecture, j'ai énuméré les titres de chapitre. Les notes explicatives accompagnant le texte de loi répondent entièrement aux exigences du Règlement. Il n'y a pas eu d'oubli, mais l'explication est généralement omise dans les bills trop courts ou ceux qui sont trop volumineux comme celui de la loi électorale.

M. Johnson (Bagot): Oui, mais ce ne sont pas des notes explicatives au sens que le prévoit une clause des règlements. Elles n'exposent pas l'objet de la mesure, ainsi que l'ordonne le Règlement.

M. l'Orateur: Les privilèges de la Chambre ne sont pas impliqués en cette affaire.

Rapports des comités permanents:

M. Binette (Deux-Montagnes): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quatrième rapport du comité permanent des bills privés en général.

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, les bills suivants:

- bill 136 changeant le nom de Michael Perelstein en celui de Michael Perelstein Marchand;
- bill 148 relatif à la Société d'administration et de fiducie;

- bill 156 changeant le nom de Thérèse Couturier en celui de Thérèse Gendreau.

Et, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 114 changeant le nom de Jacques Tennenbaum en celui de Teroux.

Votre comité recommande de plus à votre honorable Chambre que le titre du bill 114, ci-dessus mentionné, soit changé en celui de: loi changeant le nom de famille de Jacques Tennenbaum en celui de Tennenbaum Teroux;

- bill 115 changeant le nom d'Israel Trachtenberg en celui d'Arthur Tratt.

Votre comité recommande de plus à votre honorable Chambre que le titre du bill 115, ci-dessus mentionné, soit changé en celui de: loi changeant le nom d'Israel Trachtenberg en celui d'Israel Arthur Trachtenberg Tratt;

- bill 134 changeant le nom de Nicolas Mateesco en celui de Nicolas Matte.

Votre comité recommande de plus à votre honorable Chambre que le titre du bill 134, ci-dessus mentionné, soit changé en celui de: loi changeant le nom de Nicolas Mateesco en celui de Nicolas Matteesco Matte.

Le rapport est adopté.

Projets de loi:

Michael Perelstein

M. Blank (Montréal-Saint-Louis) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme

en comité plénier pour étudier le bill 136 changeant le nom de Michael Perelstein en celui de Michael Perelstein Marchand.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 136 sans l'amender.

M. Blank (Montréal-Saint-Louis) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Société d'administration et de fiducie

M. Lavoie (Laval) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 148 relatif à la Société d'administration et de fiducie.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 148 sans l'amender.

M. Lavallée (Berthier) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Thérèse Couturier

M. Dionne (Rimouski) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 156 changeant le nom de Thérèse Couturier en celui de Thérèse Gendreau.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 156 sans l'amender.

M. Dionne (Rimouski) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Jacques Tennenbaum

M. Blank (Montréal-Saint-Louis) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 114 changeant le nom de famille de Jacques Tennenbaum en celui de Tennenbaum Teroux.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 114 sans l'amender.

M. Blank (Montréal-Saint-Louis) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Israel
Trachtentberg**

M. Blank (Montréal-Saint-Louis) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 115 changeant le nom d'Israel Trachtentberg en celui d'Israel Arthur Trachtenberg Tratt.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 115 sans l'amender.

M. Blank (Montréal-Saint-Louis) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Nicolas Mateesco

M. Laporte (Chambly) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 134 changeant le nom de Nicolas Mateesco en celui de Nicolas Mateesco Matte.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 134 sans l'amender.

M. Laporte (Chambly) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Rapports des comités permanents:

M. Dionne (Rimouski): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le cinquième rapport du comité permanent des règlements.

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- du Club de golf de Saint-Hyacinthe, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- de l'hôpital Laval, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- de la corporation des sœurs de la Charité de Québec, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- de Coenraad Zuurbier, demandant l'adoption d'une loi changeant son nom en celui de Joseph-Napoléon-Benoît-Conrad Côté;
- de Laszlo Szemenyei, demandant l'adoption d'une loi l'admettant à l'étude et à la pratique de la profession d'avocat dans la province de Québec.

Projets de loi:**Club de golf de Saint-Hyacinthe**

M. Boulais (Rouville) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 144 modifiant la charte du Club de golf de Saint-Hyacinthe ltée.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Hôpital Laval

M. Jourdain (Gaspé-Nord) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 166 concernant l'hôpital Laval.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Sœurs de la Charité de Québec

M. Jourdain (Gaspé-Nord) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 168 concernant les sœurs de la Charité de Québec.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Coenraad Zuurbier

M. Lechasseur (Verchères) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 189 changeant le nom de Coenraad Zuurbier en celui de Joseph-Napoléon-Benoît-Conrad Côté.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Laszlo Szemenyei

M. Roy (Lévis) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 204 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Laszlo Szemenyei à l'exercice de la profession d'avocat dans la province de Québec.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Charte de Montréal

M. Lalonde (Montréal-Saint-Henri) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 100 modifiant la charte de la cité de Montréal soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Instituteurs catholiques

M. Lalonde (Montréal-Saint-Henri) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 125 concernant la Corporation des instituteurs et institutrices catholiques du Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Anshei Ozeroff Congregation

M. Blank (Montréal-Saint-Louis) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 208 constituant en corporation Anshei Ozeroff Congregation soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Testament de Caroline Monier-Paquet

M. Roy (Lévis) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 174 relatif au testament de dame Caroline Monier-Paquet et aux pouvoirs attribués aux fiduciaires régissant certains de ses biens soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Successions

Elzéar et Charles-J. Baillargeon

M. Cloutier (Québec-Centre) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 170 concernant les successions d'Elzéar Baillargeon et de Charles-J. Baillargeon soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Donations

d'Arthur Décary

M. Meunier (Bourget) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 113 concernant deux donations entre vifs d'Arthur Décary soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Explications sur des faits publiés:

Article paru dans *Le Nouveau Journal*

L'honorable M. Lévesque (Montréal-Laurier):

Dans un article d'hier, 7 février, concernant le Commissariat provincial des incendies, *Le Nouveau Journal*, sous la signature de messieurs Gilles Constantineau et Raymond Grenier, laissait entendre clairement qu'il y ait eu pression sur moi par deux de mes collègues du cabinet, le ministre du Travail (l'honorable M. Hamel) et le ministre de la Voirie (l'honorable M. Pinard), en vue de faire cesser ou ralentir une enquête sur les incendies de Nicolet², ce qui est absolument faux. S'il y en avait eu, cela aurait continué quand même.

Il est évident que je suis le seul à savoir et à pouvoir dire si j'ai subi des pressions de la part de qui que ce soit. La seule chose dont je me souviens, c'est que le ministre de la Voirie, dont le comté est voisin de Nicolet³, s'est informé de cette enquête lorsqu'il en a appris la mise en marche, ce qui est tout à fait normal. Mais des pressions sur moi, j'ai le devoir de dire qu'il n'y en a eu aucune, d'aucune sorte.

Le Commissariat des incendies, aujourd'hui rattaché aux Affaires municipales, a relevé du ministère des Travaux publics dont j'étais alors titulaire jusqu'au 1^{er} avril 1961. C'est moi qui ai

demandé aux enquêteurs du Commissariat provincial des incendies de reprendre les investigations à Nicolet, en 1960, et, pour autant que je sache, cette enquête suivait normalement son cours quand j'ai quitté les Travaux publics, en avril dernier.

Dans le même journal, dans un autre article de la même série et par les mêmes auteurs, on reproduisait, il y a quelques jours, une lettre adressée par les services du procureur général à M. Jean-V. Dufresne, aujourd'hui correspondant parlementaire, alors qu'il était mon secrétaire particulier.

Pour que ne subsiste à ce propos aucune ambiguïté, je puis dire que cette lettre, avec toutes les pièces qui étaient alors chez M. Dufresne ou chez moi, concernant Nicolet, sont retournées au Commissariat des incendies, là où elles devaient aller.

Si cette lettre, donc, est parvenue à un journal, je suis en mesure d'affirmer, comme j'en étais sûr dès le début, que ce n'est pas M. Jean Dufresne qui l'a fait sortir, mais quelqu'un d'autre.

Subsides:

Budget supplémentaire 1961-1962 (2)

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme en comité des subsides.

En comité:

Présidence de M. Bédard (Québec)

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) propose: 1. Qu'un crédit n'excédant pas cent quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Protection des forêts, y compris les subventions (Terres et Forêts)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1962.

L'honorable M. Arsenault (Matapédia) donne des explications sur les aéroports de son ministère. La piste de Saint-Honoré, dit-il, est partiellement propriété du gouvernement et partiellement propriété d'intérêts particuliers.

M. Johnson (Bagot) pose une question au ministre des Terres et Forêts (l'honorable M. Arsenault).

L'honorable M. Arsenault (Matapédia): Cette situation existait lorsque le gouvernement a hérité du pouvoir.

M. Talbot (Chicoutimi): Le ministre parle d'une chose qu'il ne connaît pas. L'aéroport a été construit au coût de \$2,000,000 par le fédéral durant la guerre, et il fut vendu à des particuliers comme bien de guerre après le conflit. Le gouvernement de l'Union nationale n'a jamais voulu vendre les terrains en question, et c'est grâce à lui que la province est aujourd'hui propriétaire du fonds de terrain.

M. Bellemare (Champlain) demande au ministre des Terres et Forêts si le budget supplémentaire prévoit l'achat d'uniformes pour les employés du département.

L'honorable M. Arsenault (Matapédia): La question du député de Champlain laisse entendre qu'il n'y avait pas d'uniformes sous l'ancien régime. Les employés en avaient, mais c'étaient des uniformes disparates et mal foutus. Il n'est pas question d'uniformes, à cet item. L'argent sert à payer des comptes provenant du ministère des Transports et des Communications, au sujet des salaires des pilotes, de l'essence, carburant, etc. Les salaires des pilotes sont d'environ \$7,000 à \$8,000 par année.

M. Bellemare (Champlain) pose une question au ministre des Terres et Forêts au sujet des feux de forêt.

L'honorable M. Arsenault (Matapédia): Il y a eu 781 feux de forêt dans la province, du début de l'année 1961 à la fin d'octobre dernier.

M. Bellemare (Champlain): En 1959, il n'y en avait eu que 669.

L'honorable M. Arsenault (Matapédia): Il y a, dans la province, 955 gardes forestiers réguliers et 270 sous-gardes. Les gardes réguliers sont rétribués par la province et les autres, par les associations forestières. Trois nouveaux districts ont été constitués à Chandler, Chibougamau et Sept-Îles; \$7,000 ont été octroyés aux clubs 4-H⁴. C'est une œuvre bien méritoire.

M. Bellemare (Champlain): Combien de clubs 4-H?

L'honorable M. Arsenault (Matapédia): Dix-huit associations ou cellules dans l'Association forestière et à peu près la même chose pour les 4-H.

M. Bellemare (Champlain): Quelle est la devise des 4-H?

M. Arsenault: C'est... Ça veut dire...

M. Bellemare (Champlain): Est-ce que ça ne veut pas dire "Huniforme"⁵?
(Rires de la Chambre)

L'honorable M. Arsenault (Matapédia): Honneur... (sur un ton hésitant). Les 4-H sont des organismes qui pratiquent quatre vertus avec des "H".

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): "Honneur, honorable..." très honorable!
(Rires de la Chambre)

M. Bertrand (Missisquoi): Honneur, Humanité, Honnêteté et Habileté.

M. Bellemare (Champlain) cite un éloge de feu M. Maurice Duplessis, écrit par le ministre des Terres et Forêts, en 1936, alors qu'il dirigeait la publication *Le Journal*⁶, avant d'adhérer au Parti libéral. "Il appartient aux plus belles traditions de la province qui, tout en marquant son attachement aux Laurier⁷ et aux Mercier⁸, restait d'esprit conservateur dans le sens large du mot. Rien d'étroit, rien de mesquin dans la vision de ce chef. Les libéraux et les indépendants qui ont accepté de marcher sous son étendard peuvent être assurés qu'il ne déviara pas de son idéal et que le tricolore ne sera pas descendu des forteresses où il vient d'être magnifiquement arboré"...
(Rires de la Chambre)

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Oui, mais, après cela, le ministre (l'honorable M. Arsenault) a écrit un volume intitulé "Malgré les obstacles".

M. Bellemare (Champlain): S'il fallait écrire un livre sur "Le vrai visage de Bona", il y aurait des choses amusantes à relater.

Il (M. Bellemare) dit que le ministre des Terres et Forêts porte aussi le titre de chef indien et lui demande des nouvelles de "sa squaw".

Il (M. Bellemare) veut intervenir de nouveau...

L'honorable M. Arsenault (Matapédia) intervient...
(Rires de la Chambre)⁹

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) propose: 2. Qu'un crédit n'excédant pas cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service forestier, y compris les subventions (Terres et Forêts)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1962.
Adopté.

3. Qu'un crédit n'excédant pas quarante-trois mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "École forestière, Duchesnay (Terres et Forêts)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1962.

M. Johnson (Bagot): Est-ce qu'on peut justifier l'augmentation de \$43,000 réclamée pour l'école de Duchesnay?

L'honorable M. Arsenault (Matapédia): On ne peut tout prévoir.

M. Johnson (Bagot): L'an passé, au budget, figuraient \$90,000 pour l'école de Duchesnay. Pourquoi ajouter \$43,000 maintenant? C'est une augmentation de 50 %. Le ministre (l'honorable M. Arsenault) n'a prévu que les deux tiers des dépenses.

L'honorable M. Arsenault (Matapédia): Comment se fait-il que l'opposition n'ait pas critiqué, l'an passé, quand le ministère a remis \$404,000 au Trésor des sommes non dépensées? Je n'ai pas les détails de tous les déboursés, ni les factures. Mais, quand on connaît le directeur de l'école de Duchesnay, on sait qu'il ne fera pas la bombe avec l'argent, pas de dépenses folles. On a entrepris des réparations nombreuses. Tous les détails vous seront donnés quand on procédera à l'étude du grand budget.

M. Bertrand (Missisquoi): C'est prévisible, des octrois. Le ministre (l'honorable M. Arsenault) doit tenir compte des demandes et plaider sa cause auprès du ministre des Finances (l'honorable M. Lesage).

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Que le député de Missisquoi ne s'inquiète pas. Pour plaider, le ministre plaide.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) propose: 4. Qu'un crédit n'excédant pas cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Construction et entretien de chemins d'accès et d'exploitation forestière (Terres et Forêts)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1962¹⁰.

M. Johnson (Bagot) pose une question.

L'honorable M. Arsenault (Matapédia): Une entente a été signée avec le gouvernement fédéral l'année dernière, mais des fonds supplémentaires sont nécessaires parce qu'il y a plus de travail que prévu. La province a besoin de l'argent pour donner du travail, faciliter l'accès de la forêt en cas d'incendies, permettre des exploitations nouvelles, etc. Il (l'honorable M. Arsenault) mentionne les plans conjoints et dit que, sous d'autres gouvernements, la province en a signé, notamment pour les pensions de vieillesse, l'assurance-hospitalisation, les écoles techniques.

M. Bertrand (Missisquoi): M. Sauvé¹¹ n'acceptait plus l'aide fédérale pour les écoles techniques.

L'honorable M. Arsenault (Matapédia): Selon moi, il est normal pour la province d'accepter l'argent d'Ottawa pour l'exploitation de ses ressources. Je n'y vois aucun inconvénient.

M. Johnson (Bagot): Ce qui est particulièrement grave dans tout cela, c'est l'attitude actuelle des ministres. L'un d'eux les dénonce un jour et, le lendemain, un autre en signe, et cela, tout en considérant comme des gens aux idées arriérées et vétustes ceux qui n'approuvent pas les plans conjoints. Pour ma part, je suis pour une fois du même côté que le ministre des Richesses naturelles (l'honorable M. Lévesque). Quand un autre ministre l'injurie, je me sens porté à le défendre.

L'honorable M. Lévesque (Montréal-Laurier): Qu'on me défende de mes amis.

Il (M. Lévesque) se tourne vers le ministre des Terres et Forêts et lui dit: Il faudrait qu'on se consulte.

M. Johnson (Bagot): Le ministre le plus versatile du gouvernement, le ministre des Terres et Forêts (l'honorable M. Arsenault), qui a été conservateur, libéral, simple député à Ottawa¹², puis ministre tout d'un coup à Québec, aujourd'hui l'un

des collaborateurs immédiats du premier ministre, vient de nous exposer sa théorie et celle du gouvernement, sans doute, sur les plans conjoints. La pensée du ministre des Terres et Forêts se résume à ceci: Qu'une province est indépendante et autonome dans la mesure où elle est riche. Il y a pourtant quelque chose là-dedans.

Si l'autonomie se pratiquait mieux avec des fonds en main, encore fallait-il s'assurer la libre disposition de ces fonds. Et c'est précisément pour que la province soit indépendante que l'Union nationale s'est battue contre le gouvernement d'Ottawa, pour que l'argent qui vient des richesses naturelles demeure dans la province. Nous revendiquons le droit de dépenser notre argent sans être attachés par les conditions que l'on trouve dans les plans conjoints. Un homme qui a le portefeuille bourré d'argent et qui ne peut le dépenser comme il le veut n'est pas libre.

Ce qu'il y a de particulièrement mauvais à l'heure actuelle, c'est que les plans conjoints ont été conçus par un gouvernement dont le premier ministre du Québec était membre. Ces plans conjoints sont une atteinte à la liberté et à la fierté d'une province qui veut être autonome. Les ressources naturelles appartiennent aux provinces, c'est indéniable. Il s'ensuit que le développement de nos richesses naturelles doit avant tout bénéficier aux citoyens du Québec, servir au bien-être de leurs véritables propriétaires. Je suis sûr de m'accorder, là-dessus, avec le ministre des Richesses naturelles (l'honorable M. Lévesque). On peut différer d'opinion sur les théories ou les moyens afin d'arriver à ce sujet, mais, sur le but lui-même, il faut qu'il y ait unanimité.

La province possède le droit prioritaire de taxer les profits des compagnies qui exploitent nos richesses naturelles. Ce droit a été contesté par le premier ministre, dans un discours aux Communes, le 10 avril 1954¹³. Nous avons droit à 100 % des taxes perçues sur les profits de ces compagnies, sauf quelques rajustements à faire. Mais, que le premier ministre et un ministre s'en aillent, aujourd'hui, à Ottawa revendiquer ce droit prioritaire, que leur répondra-t-on? Tout simplement qu'Ottawa a aidé la province à développer son patrimoine avec les plans conjoints.

J'affirme donc que la signature de ces ententes empêche le gouvernement de sa liberté de réclamer d'Ottawa ce qui nous appartient, c'est-à-dire 100 % de l'impôt des compagnies qui exploitent les richesses naturelles de la province québécoise. Les réclamations du Québec sur le droit de prélever l'impôt sur les compagnies exploitant nos ressources

sont les premières que le gouvernement du Québec eût dû faire à Ottawa. Les plans conjoints sont la raison de l'entrée du gouvernement fédéral dans les droits de la province et sont une atteinte aux droits de la province de Québec et à la fierté des Canadiens français.

C'est surtout dans le domaine des richesses naturelles qu'il faut être extrêmement prudent, et on ne devrait jamais accepter que le gouvernement fédéral, qui n'est ni propriétaire ni locataire de ces richesses, vienne dicter des conditions à la province de Québec, sous prétexte de l'aider à développer ses richesses naturelles.

Nous ne devons donner aucune prise au gouvernement fédéral qui ne serait que trop heureux de s'ingérer dans ce domaine. Je crois que l'expansion et la libération économique de notre province exigent que la province garde le contrôle de ses richesses naturelles. J'espère que la province n'en est pas rendue au point où, pour un pauvre petit \$100,000, elle abandonne ses droits souverains en faveur des bureaucrates d'Ottawa. Le gouvernement central offre des plans conjoints représentant quelques milliers de dollars, mais par ailleurs impose des conditions. Cette acceptation des conditions imposées par le gouvernement fédéral n'est pas digne d'un gouvernement provincial qui se prétend autonome.

Le gouvernement de la province a pour mandat de sauvegarder le patrimoine commun. Mais la véritable manière de nous assurer cet avantage n'est pas de permettre au gouvernement d'Ottawa de s'immiscer dans nos affaires. Les ressources hydrauliques nous appartiennent, mais, quand il s'agit de les louer, nous sommes généralement en mauvaise posture pour fixer les redevances, et il arrive que les compagnies font des bénéfices d'autant plus élevés que leurs redevances à l'État sont moins élevées. C'est donc Ottawa qui se sert le premier en prenant 80 % des profits des sociétés.

Ce fut toujours la prétention de l'Union nationale que la province de Québec a la priorité dans le domaine de la taxe directe. Mais ce droit nous a toujours été contesté par Ottawa, et ce serait le temps de faire converger les efforts de tout le monde vers l'obtention de 100 % du produit de l'impôt sur les corporations qui exploitent nos richesses naturelles en particulier.

L'honorable M. Arsenault (Matapédia) défend la politique du premier ministre dans le cas des plans conjoints, et il rappelle que l'Union nationale a participé aux plans conjoints à partir de

1927¹⁴ à l'occasion de la pension de vieillesse. Les routes d'accès appartiennent entièrement aux provinces, donnent du travail, facilitent l'accès aux forêts en cas d'incendies et permettent des exploitations nouvelles. Les chemins d'accès servent souvent des fins plus générales et permettent fréquemment l'ouverture de territoires nouveaux.

Il (l'honorable M. Arsenault) dit qu'il n'y a aucune différence d'opinion entre lui et le ministre des Richesses naturelles (l'honorable M. Lévesque). Se référant au discours du premier ministre devant la conférence fiscale fédérale-provinciale de juillet 1960, il déclare que la politique du gouvernement y est clairement définie.

Nous n'avons pas l'intention de nous isoler du reste du pays, dit-il, car c'est là un concept négatif incompatible avec le progrès. Notre gouvernement a toujours exercé ses pleins pouvoirs dans les domaines qui sont à lui et il entend continuer à les exercer. Le gouvernement désire que le gouvernement fédéral remette aux provinces l'administration entière de ces programmes d'assistance, et qu'il dédommage les provinces en leur laissant une plus large part de l'assiette des impôts directs. Cependant, le Québec se rend compte qu'il a besoin de l'argent versé par Ottawa en vertu de ces lois; et c'est pourquoi, avant que la situation idéale n'existe, il participe aux programmes.

Tous les gouvernements au pays sont interdépendants. Les subventions fédérales posent certaines conditions qui ne permettent pas aux provinces d'administrer leurs fonds comme elles l'entendent. C'est une situation indésirable. Que le fédéral cesse d'y participer et qu'il en sorte. Mais il devra compenser les provinces pour les responsabilités additionnelles qu'elles encourront. Certains champs de taxation devront être réservés à l'usage exclusif des provinces, et il devra y avoir une compensation additionnelle au moyen de la péréquation.

Quant aux programmes conjoints sur les chemins d'accès, il n'y a pas de contraintes. L'action du gouvernement, au sujet des programmes conjoints, a été adoptée en attendant que les solutions soient trouvées. Les libéraux sont plus autonomistes que les membres de l'opposition et l'autonomie que nous pratiquons est positive. Je ne suis pas en contradiction avec le ministre des Richesses naturelles (l'honorable M. Lévesque) comme veut le faire croire l'Union nationale. Nous avons la même pensée, dit-il.

M. Bertrand (Missisquoi): Oui, une pensée "uniforme"¹⁵, quoi.

L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont): Notre parti conserve son unité d'action.

Une voix de l'opposition: Belle unité... on en a la preuve!

M. Johnson (Bagot): Qu'un gouvernement qui n'est ni propriétaire ni locataire de ces richesses naturelles dicte à son propriétaire une ligne de conduite, ceci est inadmissible. Pour un misérable \$3,000,000, voici à quoi s'expose le gouvernement actuel¹⁶.

La province devrait savoir renoncer à \$100,000, ou même à \$3,000,000, pour garder sa souveraineté. On peut n'être pas d'accord sur la manière de mettre ces ressources en valeur, mais on s'entend pour les faire servir au peuple. Ce n'est pas en donnant à Ottawa le prétexte de s'ingérer dans nos affaires que l'on réussira.

Dans le domaine des forêts, quand les compagnies qui exploitent nos richesses naturelles font des profits, c'est Ottawa qui se sert le premier et qui va chercher la plus grosse part: 80 % du produit des taxes et des impôts sur les profits va à Ottawa.

Nous devrions concerter nos efforts pour obtenir tout de suite d'Ottawa que les bénéfices de toute taxe sur les profits des corporations, réalisés dans l'exploitation de nos richesses naturelles, soient versés à Québec à 100 % au lieu de 20 %. C'est un sujet qui aurait dû faire l'objet des revendications du premier ministre lors des dernières conférences fiscales.

Nous prétendons que nous avons le pouvoir de taxer directement, un droit prioritaire sinon exclusif de taxer les profits réalisés à même les richesses naturelles de la province. Le premier ministre, lorsqu'il était à Ottawa, s'était opposé à la thèse du droit de taxation prioritaire. La clause d'accumulation permettant de garder en fiducie l'argent destiné au Québec était la clause la plus dangereuse. Elle était bonne ou elle était mauvaise. Si elle était bonne, pourquoi ne pas l'avoir incluse dans le domaine de l'assurance-hospitalisation plutôt que seulement dans le domaine de l'éducation?

Pour le domaine de l'assurance-hospitalisation, le gouvernement aurait pu mettre de côté pour nous les deniers des provinces qui ne pouvaient pas signer immédiatement un plan. C'est une discussion amorcée par feu M. Paul Sauvé qui a permis à la province de récupérer \$25,000,000 mis à la disposition du Québec pour l'éducation. La tentation devenait de plus en plus grande pour la province de Québec de se jeter dans les bras du fédéral en ce qui

a trait au plan conjoint dans le domaine de l'éducation. Duplessis venait de mourir. Paul Sauvé s'est attelé à la tâche...

L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont): S'il parle de la question des universités¹⁷, le député de Bagot est hors du sujet.

L'honorable M. Lévesque (Montréal-Laurier): Sortez de la tradition de parler d'hier, d'avant-hier, de nos grands-pères... pour savoir où l'on va...

M. Johnson (Bagot): Il y a si peu de temps qu'il (l'honorable M. Lévesque) est libéral qu'il faut le mettre au courant. Le premier ministre a trouvé cela tellement de son goût qu'il a entrepris une bataille avec Ottawa à ce sujet. Selon lui, cependant, ce n'est pas de l'autonomie que de se défendre contre ceux qui veulent entrer dans tous les domaines de notre juridiction. Je m'engage, comme chef de l'opposition, à soutenir toutes les positions réellement autonomistes que voudra prendre le Parti libéral.

L'honorable M. Lévesque (Montréal-Laurier): Le refus de l'Union nationale de participer aux plans conjoints proposés par le gouvernement fédéral a pu être utile pendant un certain temps. On peut dire "non" pendant des années et laisser les besoins s'accumuler. Ça crée des pressions. C'est peut-être rentable. Mais, à un moment donné, ça ne l'était plus. Le gouvernement avait des trous à boucher. Il fallait aller chercher l'argent que le gouvernement fédéral distribuait sous des conditions que le chef de l'opposition déclare inacceptables. C'est inacceptable comme système permanent.

La tactique de l'Union nationale de toujours dire "je veux mon butin"¹⁸ a donné certains résultats, mais aujourd'hui, les besoins sont criants. Depuis un an, le premier ministre a appliqué une pression sur Ottawa pour que le gouvernement fédéral paie à la province ce qu'il en reçoit et qu'il se retire des champs de taxation qui lui sont propres. La politique énoncée par le premier ministre se résume à "payez mais sortez".

Il (l'honorable M. Lévesque) dit espérer qu'on s'efforcera de modifier la Constitution, parce que ces documents sont susceptibles d'évoluer. L'anniversaire de la Confédération serait une occasion favorable, dit-il.

M. Johnson (Bagot): Pourquoi avoir signé, si vous n'en voulez plus maintenant? Je ne sais quel

genre d'autonomie nous devons pratiquer, mais je sais très bien que nous devons nous défendre sur les remparts contre l'envahissement du fédéral jusque dans le domaine sacré de l'éducation.

L'honorable M. Lévesque (Montréal-Laurier):
Je répondrai au député de... de...

Une voix de l'opposition: Bagot!

M. Johnson (Bagot): Mon comté n'est pas encore disparu¹⁹.

L'honorable M. Lévesque (Montréal-Laurier):
Les arguments du chef de l'opposition, relativement au rapatriement des impôts sur les profits, me rappellent les arguments présentés par les sociétés elles-mêmes. Le but de l'autonomie de la province ne doit pas être perdu de vue malgré des méthodes discutables. La politique négative entière pratiquée pendant des années par l'Union nationale paraît depuis longtemps dépassée, bien qu'elle ait pu, à un moment, produire certains résultats.

Il faut maintenant aller chercher l'argent qui ne profitait autrefois qu'aux citoyens des autres provinces, sauf dans le cas des subventions gardées en fiducie pour les universités pendant que les accords sont encore en vigueur, quitte à exiger ensuite la sortie du fédéral des domaines provinciaux.

Sauf dans les domaines où il n'y paraissait presque pas, l'Union nationale a refusé pendant des années d'accepter notre argent qui se perdait pour nous, en profitant à d'autres. Il est préférable de tirer profit des structures actuelles plutôt que d'attendre dans la négative. Depuis un an et demi, le premier ministre a appliqué une pression sur Ottawa, et la province de Québec va chercher l'argent qui lui revient pendant que les plans conjoints sont encore en vigueur, tout en travaillant à les modifier, bien que, de façon permanente, les plans conjoints sont nettement inacceptables et doivent disparaître.

Alors, le gouvernement a changé d'attitude et a demandé au fédéral de lui rendre l'argent qui lui appartenait, mais en lui demandant aussi de cesser de poser des conditions en le lui rendant. Ainsi, dans le cas de la route Trans-Canada, l'argent et l'aide étaient offerts à la province. Si le Québec n'allait pas accepter, il perdait tout. En acceptant, il a des viaducs, des pavages, etc.

C'est notre argent et nous devons le faire revenir pour des besoins qui sont urgents. Mais on se hâte d'aller chercher notre argent pendant la durée des plans, disant en même temps à Ottawa qu'il n'a

pas affaire dans ces domaines. Pour des considérations électorales peut-être, un parti s'est déjà engagé à en sortir: le Parti libéral fédéral. Mais il y a un autre parti au pouvoir à Ottawa que la direction de l'Union nationale devrait convaincre de la même chose²⁰, vu qu'elle trouve chez lui, et c'est compréhensible, une meilleure audience que chez nous. Convincez vos amis comme on a convaincu les nôtres, et on en sortira. Ainsi, quel que soit le résultat des prochaines élections canadiennes, il y aura toujours des Québécois qui lutteront contre ces programmes auprès du gouvernement fédéral.

M. Johnson (Bagot) demande au ministre des Richesses naturelles (l'honorable M. Lévesque) d'aller chercher à la Fédération nationale libérale le rappel de la résolution de son dernier congrès en faveur d'une action fédérale plus poussée dans le domaine de l'éducation. Quant aux sommes perdues par les Québécois au profit des autres, dit-il, Ottawa n'a qu'à les placer en fiducie comme il l'a fait dans le cas des universités, si ce principe était bon. Autrement, ces réserves paraissent avoir été instituées pour acheter la reddition du Québec.

Il (M. Johnson) reproche au gouvernement de M. Louis Saint-Laurent²¹ d'avoir accumulé la part du Québec dans le programme d'aide aux universités, afin qu'avec les années la somme devienne une tentation telle, dit-il, qu'on aurait su le prix exact de la reddition de la province, le prix de sa soumission à la volonté d'Ottawa.

L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont) dit qu'il est désespéré de jamais voir l'opposition comprendre la position du gouvernement, et lit une partie du discours du premier ministre qu'il fit à Ottawa, lors de la conférence fédérale-provinciale du 1^{er} juillet 1960, concernant la position du gouvernement du Québec sur les plans conjoints:

"Les subventions conditionnelles versées par le gouvernement fédéral aux provinces, en rapport avec les programmes conjoints administrés par les gouvernements provinciaux, posent toutes sortes de difficultés. Cette situation due aux programmes conjoints est devenue indésirable. Les programmes existants ont joué un rôle stimulant dans le développement économique et social du pays. Mais ces programmes sont assez bien établis maintenant à l'échelle provinciale pour que le gouvernement fédéral cesse d'y participer, mais il faudra qu'il compense pleinement les provinces pour les responsabilités financières additionnelles dont elles se chargeront."

Cette compensation financière devrait prendre la forme de droits additionnels de taxation spécifiquement réservés aux gouvernements provinciaux et de paiements de péréquation correspondants. Si le fédéral n'était pas prêt à accepter ces propositions, nous reposerons le problème à la prochaine conférence et nous insisterons pour y apporter une solution satisfaisante.

Le premier ministre ajoutait: "En attendant, toutefois, le gouvernement de la province de Québec se trouve devant un fait accompli. Présentement, les citoyens du Québec participent par leurs impôts fédéraux au financement de plusieurs programmes conjoints appliqués dans le reste du pays, sans toutefois en retirer eux-mêmes les bénéfices. Les contribuables du Québec ne sauraient supporter plus longtemps une situation aussi injuste. Aussi, la province de Québec prend-elle les mesures nécessaires pour toucher, sur une base temporaire et en préservant sa pleine souveraineté, toutes les subventions conditionnelles qu'elle ne reçoit pas, mais qui sont distribuées aux autres provinces par le gouvernement fédéral. Nous songeons particulièrement à l'assurance-hospitalisation et à la route Trans-Canada."

Voilà ce que pense le gouvernement sur la question.

M. le président veut mettre fin au débat en disant que les députés semblent se répéter.

L'honorable M. Arsenault (Matapédia) dit qu'il a reçu des plaintes concernant une discrimination qui se pratiquait dans le choix des ouvriers travaillant à la construction de chemins d'accès en forêt. J'ai souligné au ministre fédéral²², dit-il, qui est un de mes amis, qu'il ne devrait y avoir aucune discrimination dans l'emploi d'ouvriers. Le député fédéral de Matapédia²³ avait dit au ministre (l'honorable M. Fleming) que les ouvriers engagés avaient voté pour le député provincial de Matapédia. Mais il faut souligner que 75 % d'entre eux avaient voté conservateur au fédéral.

M. Johnson (Bagot): Je veux être certain que j'ai bien compris le ministre. Il y a une clause dans l'entente, à l'effet qu'il n'y aurait pas de discrimination. Évidemment, ce n'est pas de la discrimination entre Blancs et Noirs, mais entre rouges et bleus. Le ministre a avoué qu'il y avait eu des critiques. Il a avoué que les employeurs pratiquaient une certaine discrimination, qu'ils souffraient d'une sorte de daltonisme qui les empêchait de voir le bleu. Les travaux effectués en

vertu de cette entente peuvent l'être à forfait ou en régie? Pas de soumissions demandées? Pourquoi les routes d'accès n'ont-elles pas été construites sur une base contractuelle, alors que les libéraux ont parlé pendant si longtemps de l'avantage des contrats?

L'honorable M. Arsenault (Matapédia): Il n'est pas pratique de faire faire les travaux par soumissions. Les routes traversent des montagnes et des marécages. L'arpenteur-géomètre du gouvernement fait un premier tracé. Le contremaître sur place trouve que le tracé doit être modifié. Alors, vous voyez les difficultés. Au point de vue pratique, ça ne se fait pas. Ensuite, comment voulez-vous exiger d'un contremaître d'engager des gens de la place ou encore ceux qui ont besoin d'argent parce qu'ils chôment? Le contracteur qui a fait la plus basse soumission dirait au ministre de se mêler de ses affaires. Tous les travaux sont effectués en régie. Il n'y a pas de contrat. La machinerie est louée sur les lieux par le contremaître avec l'approbation de l'ingénieur. Les problèmes de construction étaient tels qu'il était impossible de conclure des contrats. Il était de loin plus rentable de louer l'équipement et de payer les hommes selon une base horaire.

M. Johnson (Bagot): Je veux noter les raisons que le ministre invoque. Il dit qu'il n'y a pas de contrats. Autrement, le patronage serait plus difficile. Le ministre est franc et je l'en remercie. Dans l'emploi, le ministre est difficile pour les gens qu'on choisit. Quand on loue de la machinerie à l'heure à gros prix, c'est les amis du ministre qui en profitent.

L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont): Ce qui doit ressortir, c'est que c'est le gouvernement qui fait les travaux et non un contracteur.

L'honorable M. Arsenault (Matapédia) dit être étonné du nombre de questions qu'on lui pose pour approuver les dépenses imprévues de son ministère. Autrefois, ça passait comme une lettre à la poste, dit-il.

M. Johnson (Bagot): Si vous présentez un budget supplémentaire en Chambre et si vous exigez que tout le monde approuve sans discuter, cela ne rime plus à rien. Il deviendrait même inutile de soumettre un budget. Je crois qu'il est de notre devoir de vous poser quelques questions.

L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont) reproche à l'opposition de pratiquer l'abus du droit en

discutant à profusion le budget supplémentaire no 2 du gouvernement. La pratique suivie jusqu'ici, dit-il, voulait que, lors de la présentation d'un budget supplémentaire, l'opposition l'adopte sous réserve qu'elle pourrait le discuter lors du débat sur le budget général. Nous aurons deux discussions sur les mêmes postes budgétaires.

M. Talbot (Chicoutimi): L'opposition a payé cher pour son acquiescement à adopter un budget supplémentaire sans le discuter, lors de la dernière session. Le lendemain, le gouvernement a fait voter sa loi de l'impôt en disant qu'elle découlait du budget supplémentaire. Nous ne croyons plus aux promesses ni aux engagements du gouvernement. Son chef a manqué à sa parole trois fois dans la même journée, l'an dernier. Nous avons l'intention de discuter le budget supplémentaire comme c'est notre droit.

L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont): En droit civil, on appelle cela l'abus du droit.

M. Johnson (Bagot): Le politique gouvernemental est mal inspiré de parler d'abus du droit. La preuve que nous n'avons pas abusé, c'est que nous aurions pu, chaque fois qu'il a été proposé que la Chambre se forme en comité des subsides, soumettre un amendement pour soulever une autre question. Nous n'avons pas voulu nous prévaloir de ce droit.

Nous aurions le droit d'approuver vos demandes de crédit sans vous ennuyer de questions, si vous ne vous étiez pas rendus, vous du gouvernement, responsables d'abus de confiance. Vous avez trompé la population de façon si flagrante, avec vos promesses électorales, que nous ne pouvons plus croire à vos promesses et à vos engagements formels. C'est pourquoi nous devons faire notre devoir, scruter chacune de vos dépenses et discuter de chacun de vos grandioses projets.

M. Bellemare (Champlain) pose une question au ministre des Terres et Forêts au sujet des routes d'accès.

L'honorable M. Arsenault (Matapédia): Les routes d'accès aux ressources forestières coûtent entre \$12,000 et \$15,000 du mille.

M. Bellemare (Champlain): Des travaux ont été faits en régie par le ministère de la Voirie, dans mon comté, au coût de \$9,000 à \$10,000 du mille, alors que le coût moyen du mille pour la construction

des chemins d'accès et d'exploitation forestière en vertu des plans conjoints est de \$12,000 à \$15,000 du mille, selon le ministre des Terres et Forêts.

L'honorable M. Arsenault (Matapédia): Le coût varie selon la nature des travaux. Il y a des chemins qui n'ont coûté que \$5,000 du mille; d'autres coûtent plus cher. Ça dépend des travaux. S'il y a du dynamitage et du défrichement, c'est plus dispendieux.

M. Bellemare (Champlain): J'ai pris votre prix moyen.

L'honorable M. Arsenault (Matapédia): À part cela, il y a le cas des salaires qui sont plus élevés et le fait qu'il faut construire des campements pour les ouvriers, ce qu'on ne fait pas sur une route ordinaire.

La résolution est adoptée.

À 6 heures, la Chambre suspend ses travaux.

Reprise de la séance à 8 heures

Subsides:

Budget supplémentaire 1961-1962 (2)

En comité:

Présidence de M. Bédard (Québec)

L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont) pour **L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)**²⁴ propose: 5. Qu'un crédit n'excédant pas soixante-quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Administration (Transports et Communications)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1962.

L'honorable M. Cournoyer (Richelieu): Il y a une augmentation des dépenses à l'administration de la loi des véhicules automobiles et à celle de l'indemnisation des victimes d'accident d'auto. L'administration de ces lois a entraîné une augmentation de \$50,000 à l'item personnel.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont) pour **l'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** propose: 6. Qu'un crédit n'excédant pas vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service central de transport aérien (Transports et Communications)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1962.

Adopté.

7. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de perception: commissions aux émetteurs de licences de véhicule automobile (Transports et Communications), transféré du ministère du Revenu", pour l'exercice finissant le 31 mars 1962.

M. Larouche (Témiscamingue): On n'a pas encore planifié les bureaux chargés d'émettre les permis des véhicules-moteurs dans mon comté. Il se trouve, en effet, que l'un de ces bureaux, dans le comté de Témiscamingue, est situé chez un marchand d'automobiles.

L'honorable M. Cournoyer (Richelieu): Qu'y a-t-il de mal à cela?

M. Larouche (Témiscamingue): C'est que chaque fois qu'un automobiliste va changer ses plaques de permis, le garagiste lui saute dessus pour le persuader de changer aussi d'automobile.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont) pour **l'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** propose: 8. Qu'un crédit n'excédant pas dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Plaques: véhicules automobiles (Transports et Communications) transféré du ministère du Revenu", pour l'exercice finissant le 31 mars 1962.

L'honorable M. Cournoyer (Richelieu): Il y avait, en 1961, 1,267,602 véhicules automobiles dans la province, puisque c'est le nombre de plaques de permis qui ont été émises pour l'année fiscale 1961-1962.

En 1960, il y en avait 1,184,034. On a émis, en 1961, 1,385,153 permis de conducteur contre 1,290,635, en 1960.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont) pour **l'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** propose: 9. Qu'un crédit n'excédant pas cinquante-

deux mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Administration (Travaux publics)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1962.

L'honorable M. Saint-Pierre (Saint-Hyacinthe):

Le ministère des Travaux publics procède depuis un an environ à un inventaire complet des propriétés du peuple dans la province et, pour ce faire, a embauché des inspecteurs en nombre suffisant, ce qui nécessite un nouveau budget additionnel de \$102,000, dont \$52,000 en frais de voyage et frais de bureau. Le gouvernement connaîtra enfin les propriétés qui appartiennent au peuple et dont il a la mission de surveiller. De plus, tous les services des ministères seront bientôt centralisés. C'est une nouvelle politique et un nouveau système que de classer ces propriétés.

M. Johnson (Bagot): Le ministre des Travaux publics a demandé un budget de \$2,180,000, l'année dernière, et celui-ci a été augmenté de \$120,000 pendant l'année 1960-1961. Depuis lors, en deux budgets supplémentaires en 1961-1962, nous devons approuver un supplément de \$252,000. Il s'agit d'une augmentation de \$372,000, par rapport au budget de 1960-1961. C'est plus d'un tiers d'un million. Et pourtant, on ne manque pas de vanter les grandes mesures d'économie adoptées par ce ministère.

Il (M. Johnson) dit qu'il ne croit pas aux \$70,000 d'économie prévus par le ministre des Travaux publics (l'honorable M. Saint-Pierre) en forçant les sténos, dit-il, à changer elles-mêmes les rubans de leurs clavigraphes, à perdre leur temps et leur bon tempérament. On a avisé les femmes travaillant dans ce ministère qu'elles n'auraient pas droit à un congé lorsqu'elles vont à l'hôpital pour donner naissance à un enfant. On a écrit à un ancien employé, renvoyé ou mis à sa pension, de retourner au ministre son vieil uniforme tout usé.

Je m'étonne qu'avec les économies qu'on a réalisées avec de pareilles mesures, on ait eu besoin d'un quart de million de dollars pour boucler le budget de l'année fiscale. La vraie raison de l'augmentation des dépenses ne viendrait-elle pas plutôt des salaires et dépenses entraînés par l'armée d'inspecteurs lancés sur des centaines de fausses pistes par des patrons soupçonnant tout le monde de perversité?

L'honorable M. Saint-Pierre (Saint-Hyacinthe)

dit qu'il trouve étrange que le chef de l'opposition veuille subitement faire le procès de quatre budgets.

Tenons-nous-en au budget actuellement déposé devant la Chambre, dit-il. Il s'agit d'un budget additionnel de \$52,000 et non de \$252,000, à l'item "Administration".

On dit qu'une armée de personnes parcourt la province pour mener des enquêtes, mais je dois dire que nous avons beaucoup de travail à faire, même si nous en avons déjà fait beaucoup.

Les femmes mariées ont des privilèges particuliers et elles peuvent même arriver un peu plus tard au travail, le matin, pour qu'elles puissent envoyer leurs enfants à l'école. Il (l'honorable M. Saint-Pierre) nie la référence aux anciens uniformes et il affirme avoir reçu des demandes de l'Ontario Hydro-Electric au sujet des économies que le ministère fait avec le système de changement des rubans des machines à écrire.

M. Cusseau (Montréal-Jeanne-Mance): Est-ce que l'inventaire du ministère des Travaux publics porte sur toutes les propriétés du gouvernement à travers la province?

L'honorable M. Saint-Pierre (Saint-Hyacinthe): Il est évident que nous n'avons pas l'intention de numéroter les balais, les fourchettes, les cuillers, les couteaux. L'ancien gouvernement a acheté pendant 10 ans pour \$4,000,000 de meubles et il n'a jamais tenu de registres sur ces meubles.

M. Cusseau (Montréal-Jeanne-Mance) proteste et dit que c'était M. Côté qui tenait les registres des meubles.

L'honorable M. Saint-Pierre (Saint-Hyacinthe): L'inventaire de tous les baux sur des édifices du gouvernement oblige à de nombreux déplacements et augmente les dépenses.

M. Johnson (Bagot) rapporte un article paru dans un quotidien²⁵, il y a quelques mois, et dans lequel il était dit que les propriétaires d'un immeuble de Hull avaient d'abord loué un édifice au gouvernement, avant de l'avoir construit, et qu'après l'avoir construit, le gouvernement, par l'entremise des Travaux publics, avait acheté l'édifice, faisant réaliser un large profit aux propriétaires.

L'honorable M. Saint-Pierre (Saint-Hyacinthe) répond qu'il a fait la transaction au meilleur de sa connaissance, dans l'intérêt de la province, pour économiser et établir la police provinciale dans une bâtisse permanente. Il dit qu'il a tenu une conférence

de presse après la parution de l'article du *Nouveau Journal*, et il nie que les propriétaires ont fait autant. Sinon, dit-il, il aurait démissionné. Les profits qu'ont pu réaliser les frères Bourque, je n'en sais rien. Quand on achète une propriété, on ne dit pas: Combien de profit réalisez-vous? Mais: Quel prix la vendez-vous? L'édifice a été loué précédemment au gouvernement, et le propriétaire voulait prendre en considération la perte de revenus des loyers en établissant le prix de vente.

M. Johnson (Bagot) qualifie la réponse d'enfantine. De telles accusations, si elles n'étaient fondées, dit-il, nuisent à la réputation du ministre des Travaux publics (l'honorable M. Saint-Pierre). Il (M. Johnson) dit qu'il accepte les propos du ministre; cependant, dit-il, l'article laissait planer un doute dans l'esprit des gens, et il se demande pourquoi le gouvernement n'a pas fait appel au comité des comptes publics qui peut demander à l'auteur de l'article de clarifier la situation, au besoin. Le comité des comptes publics pourrait seul laver le ministre des accusations qui ont été portées dans les journaux, dit-il.

Je demande que le comité fasse enquête et ce sera tant pis pour le ministre. L'opposition est, elle aussi, victime des accusations faucheuses de réputations.

Il (M. Johnson) cite un article de journal qui mentionne que l'édifice a été bâti au coût de \$270,000 après qu'un bail administratif de 10 ans, à \$73,000 par année, eut été signé. Les frères Bourque avaient un bail de \$73,000 avant que la bâtisse ne soit construite, ce qui leur a permis d'exiger un montant plus considérable lors de la vente de l'immeuble.

L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont): Que pense le chef de l'opposition de l'achat par l'Union nationale, au coût de \$340,000, du Château Normandie²⁶ alors qu'il n'y avait pas de bail?

M. Johnson (Bagot): Si nous n'avions pas acheté le Château Normandie, je suis certain que le Conseil des arts du procureur général²⁷ (l'honorable M. Lapalme) lui aurait conseillé de l'acheter. M. le président, je réitère ma demande d'une enquête devant le comité des comptes publics pour éclaircir cette affaire.

L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont): Une enquête des comptes publics? Je suis en faveur de cela. C'est une excellente suggestion et, pour rendre justice aux deux partis, nous commencerons

en 1944. Le Château Normandie est une vieille baraque payée \$340,000. Et, malgré des dizaines de milliers de dollars de réparations, je ne suis pas capable encore d'y faire entrer un seul policier. Une enquête devant le comité des comptes publics démontrerait pourquoi on a payé si cher cette vieille baraque.

Ce n'est pas la même chose à Hull où nous avons acheté un immeuble neuf, où il n'y avait pas de réparations à faire. Nous l'avons acheté sur la recommandation de nos architectes. Le Château Normandie, il est là, on peut aller le voir, et ceux qui s'insurgent contre ce que nous avons payé à Paris pour la Maison du Québec n'ont qu'à aller visiter cette vieille baraque que l'Union nationale a payée \$340,000.

Le chef de l'opposition demande que le comité des comptes publics siège. Si on veut être juste pour les deux partis, toutes les accusations que nous avons portées ici devant cette Chambre pendant plus de 16 ans et dont plusieurs se sont avérées fondées et vraies, nous les reporterons devant le comité des comptes publics. Ne soyez pas surpris si, du côté de l'Union nationale, il y en a ici qui devront alors répondre de leurs actes.

M. Johnson (Bagot): Le Château Normandie est un immeuble devant le Château Frontenac. C'est le terrain le plus élevé au point de vue valeur dans tout Québec. Ça ne se compare pas. Je ne veux rien d'autre que d'aérer cette affaire, mais le procureur général nous propose de remonter jusqu'à 1944.

L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont): Vous avez bien remonté à 1935, quand vous étiez ici²⁸! J'ai entendu cela pendant 16 ans.

M. Johnson (Bagot): Si le procureur général remonte jusqu'à 1944, le problème de l'édifice de Hull ne sera pas réglé. Même si j'ai commis des erreurs dans le passé, et je nie en avoir fait; mon travail ici consiste à les éviter aujourd'hui, dans la mesure du possible. Lorsque nous formerons le gouvernement, nous aurons un comité des comptes publics. Les erreurs du passé, s'il y en a, n'excusent pas celles du présent. Cela réglerait-il le cas des frères Bourque?

L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont): Mais ça réglerait le cas des accusateurs!

M. Johnson (Bagot): Les accusateurs, c'est *Le Nouveau Journal*, c'est Jean-Louis Gagnon qui fut

le publiciste du premier ministre, c'est Amédée Gaudreault qui, au *Courrier maccoutain*, était le publiciste du Parti libéral.

L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont): Le chef de l'opposition me permet-il une question?

M. Johnson (Bagot): Certainement!

L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont): Accuse-t-il lui-même le ministre des Travaux publics (l'honorable M. Saint-Pierre) ou reste-t-il caché derrière le journal?

M. Johnson (Bagot): Je n'accuse pas le ministre des Travaux publics, mais je lui dis à lui, comme je le dirais à mes partisans, que le comité des comptes publics, c'est l'endroit où connaître la vérité. Le procès du passé n'est pas une excuse pour les erreurs du présent.

Même si j'avais moi-même commis des erreurs, ma responsabilité de chef de l'opposition est de voir à ce qu'il se commette le moins d'erreurs aujourd'hui.

Pour ma part, je n'ai pas d'objection à ce que l'enquête remonte à 1944. Je veux dire au procureur général que, s'il pense s'en sortir en invoquant l'achat du Château Normandie, il se trompe, car il y avait plusieurs baux.

L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont): Un hôtel ne signe pas de bail avec ses pensionnaires.

M. Johnson (Bagot): Mais ça rapportait un revenu intéressant et il ne faut pas oublier que le terrain à cet endroit est le plus cher à Québec.

Il (M. Johnson) pose une question au ministre des Travaux publics sur les baux des bureaux de la Commission d'enquête sur l'assurance-hospitalisation. Il dit que le gouvernement a concédé un bail extraordinaire aux propriétaires du Palais des sports de Montréal. Un montant de \$165,000 par année a été mentionné, dit-il.

M. Russell (Shefford): Est-ce que le ministre des Travaux publics peut me dire si son département a acquis de nombreux bureaux à Granby ?

L'honorable M. Saint-Pierre (Saint-Hyacinthe): Aucun! Preuve que le ministère est bien administré et au courant.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont) pour **l'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** propose: 10. Qu'un crédit n'excédant pas douze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Dépenses diverses et imprévues (Travaux publics)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1962.

Adopté.

11. Qu'un crédit n'excédant pas trente-huit mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Indemnités aux accidentés et soins médicaux (Travaux publics)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1962.

Adopté.

12. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-deux mille huit cent vingt-cinq dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Honoraires d'experts concernant le boulevard Métropolitain (Voirie)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1962.

M. Talbot (Chicoutimi) demande des détails complets sur la dépense: honoraires, temps, etc.

L'honorable M. Pinard (Drummond): Les honoraires inscrits dans le budget se répartissent comme suit: \$12,000 pour Ducharme et Associés qui ont préparé le bill du boulevard Métropolitain, l'an dernier, et \$10,823 pour Marcel Caron, comptable.

M. Talbot (Chicoutimi) demande la production des documents. Il (M. Talbot) accuse le ministre de la Voirie de vouloir faire adopter une dépense de \$22,000 sans donner d'explications.

L'honorable M. Pinard (Drummond) répond qu'il n'a pas les renseignements en main, mais qu'il les produira demain et demande l'adoption de son budget.

M. Johnson (Bagot): Le ministre avait eu le temps de se préparer à fournir les détails à la Chambre.

Par patronage, on est allé chercher des avocats à l'extérieur, alors que le gouvernement a des conseillers compétents qui auraient pu faire le travail.

(Protestations à droite)

L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont): Il faudrait 10 avocats de plus du département du procureur général. Dès qu'un travail sort de la routine générale de l'administration, il faut avoir recours à des procureurs de l'extérieur.

(Désordre dans la Chambre)

L'honorable M. Pinard (Drummond) répond qu'il a donné l'essentiel de la dépense et qu'il ne pensait pas que l'opposition irait jusque dans les détails.

L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont): Il n'est que 10 heures moins quart environ et il faut siéger jusqu'à 10 heures.

L'honorable M. Pinard (Drummond) accuse l'opposition de faire obstruction à l'adoption définitive de la dépense.

M. le président rappelle à l'ordre les députés.

M. Johnson (Bagot) dit qu'il veut continuer à discuter sur le budget.

L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont): L'opposition a passé deux semaines, aux dépens du public, pour faire un grand débat lorsque le budget de 1962-1963 viendra.

M. Johnson (Bagot): Les débats sur ce budget sont une répétition générale du grand budget. Préparez-vous.

L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont) dit qu'il avait prévu cette affirmation de l'opposition et que cela se fait aux dépens du grand public, répète-t-il.

L'honorable M. Pinard (Drummond) demande le vote.

(Désordre dans la Chambre)

Des députés ministériels demandent au président du comité de prendre le vote.

Des députés de l'opposition disent qu'il n'en a pas le droit.

(Désordre dans la Chambre)

Un député dit qu'il est passé 10 heures et donc l'heure d'ajourner²⁹.

L'étude de la résolution est suspendue.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil (Il rappelle les députés à l'ordre)³⁰

M. le président fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Lesdites résolutions sont lues et agréées.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Ajournement

L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont) propose, du consentement unanime, que, lorsqu'elle s'ajournera, la Chambre se trouve ajournée à demain, à dix heures et demie du matin.

Adopté.

La séance est levée à 10 heures.

NOTES

1. Le chef de l'opposition fait allusion aux projets de loi créant le ministère de l'Agriculture et de la Colonisation (bill 9) et créant le ministère de la Chasse et des Pêcheries (bill 10).

2. M. Lévesque fait allusion au débat de la séance du 6 février 1962 où il fut question de la fuite d'un document confidentiel et qui fit l'objet d'un article dans *Le Nouveau Journal*, concernant les incendies criminels dont l'affaire Valmore Rock, à l'époque où M. Lévesque était ministre des Travaux publics. Cette affaire revient à la surface avec un article du *Nouveau Journal*, le 7 février 1962, à la page 8. Il est question des enquêtes sur les incendies de Nicolet ainsi que de la réorganisation du Commissariat aux incendies, sous la direction du ministère des Travaux publics à l'époque, et qui piétinent depuis 17 mois. Selon le journal, en novembre 1960, quelques jours après la mise en accusation de Valmore Rock, deux ministres de la région, René Hamel et Bernard Pinard, ont approché René Lévesque et lui ont dit que l'enquête allait impliquer des personnes honorables et de bonne famille, qu'il ne fallait pas secouer trop durement. Il y est question aussi de personnalités de Nicolet qui firent des représentations auprès du gouvernement. Parmi elles, il y eut Mgr Albertus Martin, évêque de Nicolet, et Ubald Caron, courtier d'assurances de l'endroit, le

1^{er} décembre au bureau de M. Jean Lesage, demandant la poursuite de l'enquête. Quant à la réorganisation du Commissariat aux incendies, elle avorta car M. Lévesque changea de ministère et le Commissariat fut confié au ministre des Affaires municipales, René Hamel, puis à Lucien Cliche. Le 24 novembre 1961, le sous-ministre des Affaires municipales, M. Doucet, annonçait la réouverture de l'enquête des incendies de Nicolet.

3. M. Pinard est député de Drummond.

4. Les clubs 4-H du Québec ont été fondés en 1942 par l'Association forestière québécoise, alors sous la présidence de Jules-Aimé Breton, dans le but d'éduquer la population à la protection et à la conservation des ressources naturelles, notamment en y intéressant les jeunes. La devise du mouvement est *Honneur, Honnêteté, Habileté, Humanité*.

5. Selon *Le Montréal-Matin* du 9 février 1962, à la page 10, M. Bellemare fait allusion aux uniformes que le ministre des Terres et Forêts voulait imposer aux employés de son ministère.

6. M. Arsenault fut président et directeur général de l'hebdomadaire de tendance conservatrice *Le Journal* de Québec de 1932 à 1936, puis du quotidien du même nom de 1936 à 1939. Il fut président et directeur général de *L'Événement-Journal* de 1939 à 1941.

7. Wilfrid Laurier (1841-1919), premier ministre (libéral) du Canada de 1896 à 1911.

8. Honoré Mercier (1840-1894), premier ministre du Québec de 1887 à 1891.

9. Selon *Le Nouvelliste* du 9 février 1962, à la page 14, "le ministre lui-même d'ailleurs s'amusait de ces taquineries qui ont accordé une brève détente à la Chambre". Il ajoute quelque chose mais ses paroles se perdent dans les rires des députés.

10. En vertu de plans conjoints signés avec Ottawa, le fédéral verse un montant égal à ce qui est versé par le provincial, et ce, pour différents domaines.

11. Joseph-Mignault-Paul Sauvé (1907-1960). Député conservateur à l'Assemblée législative de 1930 à 1935. Député de l'Union nationale de 1936 à 1960. Orateur de l'Assemblée législative de 1936 à 1940. Ministre du Bien-être social et de la Jeunesse

de 1946 à 1959. Premier ministre du Québec et ministre de la Jeunesse et du Bien-être social du 11 septembre 1959 jusqu'à sa mort le 2 janvier 1960. Fils d'Arthur Sauvé, chef du Parti conservateur québécois de 1922 à 1929.

12. M. Arseneault fut président de l'aile québécoise du Parti conservateur de 1942 à 1944. Il a siégé comme député indépendant de Bonaventure à la Chambre des communes en 1945, et en tant que député libéral fédéral, de 1949 à 1957.

13. Date du *Montréal-Matin* du 9 février 1962, à la page 7. Après vérification, le 10 avril 1954 était un samedi et M. Lesage ne pouvait donc avoir fait un discours à ce moment.

14. Il faut dire cependant que l'Union nationale n'existait pas en 1927. Elle fut créée en 1936.

15. Selon *La Tribune* du 9 février 1962, à la page 2, M. Bertrand fait allusion aux uniformes dont M. Arseneault voudrait doter les employés de son ministère.

16. Le chef de l'opposition fait référence à un accord fédéral-provincial sur les chemins d'accès en forêt qui a été signé l'an dernier par le gouvernement du Québec.

17. M. Lapalme fait allusion à la "querelle des universités" entre le gouvernement fédéral et le gouvernement provincial de Duplessis. Elle remonte à la création de la Commission royale d'enquête pour l'avancement des arts, des lettres et des sciences (commission Massey) en 1949. Parmi ses recommandations, la création d'un Conseil canadien des arts et d'une Bibliothèque nationale et une aide fédérale aux universités et institutions de niveau universitaire. En 1951, le premier ministre fédéral, Louis Saint-Laurent, propose de verser des subventions aux universités, ce à quoi s'oppose Maurice Duplessis qui considère que l'éducation postsecondaire est exclusivement de juridiction provinciale. En 1953, le fédéral offre pour une première fois au gouvernement du Québec des subsides pour les universités, que Duplessis refusera à chaque année, et ce, jusqu'à sa mort. La "querelle" prit fin avec Paul Sauvé qui négocia un règlement et Antonio Barrette qui reprit le projet et qui conclut une entente avec le fédéral et les universités. Pour plus de renseignements à ce propos, voir: Conrad Black, *Duplessis, tome 2, Le pouvoir*, Montréal, Les Éditions de l'Homme, 1977, aux pages 266-281.

18. Cette expression fut utilisée à plusieurs reprises par Maurice Duplessis et remonte à la conférence fédérale-provinciale de 1946. À l'époque, M. Duplessis réclamait que les provinces regagnent leur pouvoir en matière de taxation directe (impôt sur le revenu), pouvoir qui avait été laissé au fédéral durant les deux guerres mondiales. "Réclamer son butin" est un argumentaire que M. Duplessis a utilisé pour affirmer sa volonté autonomiste, ce qui entraînera notamment la création de l'impôt provincial sur le revenu, en 1954. Pour plus de renseignements à ce propos, voir: Conrad Black, *Duplessis, tome 2, Le pouvoir*, Montréal, Les Éditions de l'Homme, 1977, aux pages 189-237.

19. Le chef de l'opposition fait allusion à la réforme de la carte électorale, et dont le comité d'experts chargé d'étudier la question recommandait la disparition des petites circonscriptions n'ayant pas assez d'électeurs, dont celle de Bagot.

20. M. Lévesque fait allusion au Parti conservateur fédéral de John Diefenbaker, au pouvoir actuellement.

21. Louis Saint-Laurent (1882-1973), premier ministre (libéral) du Canada de 1948 à 1957.

22. Il s'agit de Hugh John Flemming (1899-1982). Député conservateur à la Chambre des communes de 1960 à 1972. Ministre des Terres et Forêts de 1960 à 1963 et ministre du Revenu national de 1962 à 1963 dans le cabinet Diefenbaker.

23. Il s'agit de J.-Alfred Belzile, député conservateur de Matapédia-Matane de 1958 à 1963.

24. Selon *Le Soleil* du 9 février 1962, à la page 1, M. Lesage est absent, et c'est M. Lapalme qui dirige le gouvernement en tant que premier ministre intérimaire. Selon *Le Montréal-Matin* du 9 février 1962, à la page 5, il quitte la Chambre à 4 heures. M. Lesage quitte le Québec pour se rendre à New York où il prononcera un discours en soirée devant la Société canadienne de New York. À son arrivée à l'aéroport d'Idlewild, M. Lesage fut accueilli par le consul général du Canada, M. Harry Scott, et par le représentant du Québec, M. Charles Chartier.

25. Selon *Le Nouveau Journal* du 9 février 1962, à la page 6, M. Lapalme fait allusion à un article de ce même journal du 9 février 1962, à la page 3. L'article affirme que M. Saint-Pierre, en sa qualité

de ministre des Travaux publics, a réalisé, pour le compte de la police provinciale, un contrat d'achat qui a permis aux frères Édouard Bourque et Bernard-Guy Bourque, neveux du député fédéral d'Outremont, Romuald Bourque, un profit de \$175,000. À la mi-mars 1961, les deux frères avaient acheté un terrain à Hull au coût de \$60,000 et y ont construit un immeuble au coût de \$240,000. Il fut acheté ensuite par le gouvernement le 28 septembre 1961 à la compagnie Immeubles Laurentiens Ltée, appartenant aux frères Bourque, au coût de \$475,000. Pour plus d'information sur l'achat, par l'ancien gouvernement unioniste, d'un immeuble des frères Bourque, à Hull, voir les débats de la séance du 25 janvier 1962.

26. Le Château Normandie fut construit en 1802 et acheté par le gouvernement de l'Union nationale en 1960. Situé en face du Château Frontenac, il fut notamment un hôtel, un immeuble du ministère des Affaires culturelles et de la Commission des liqueurs. En 1962, le gouvernement libéral veut y loger les bureaux de la police provinciale.

27. M. Lapalme occupe les fonctions de procureur général et de ministre des Affaires culturelles.

28. M. Lapalme fait allusion au comité des comptes publics convoqué pour le 7 mai 1936 par Maurice Duplessis, alors chef de l'opposition, qui deviendra ensuite premier ministre, afin d'enquêter sur les malversations du gouvernement libéral de Louis-Alexandre Taschereau. Il siégea du 7 mai au 9 juin et du 21 octobre 1936 à avril 1937. Pour plus de renseignements à ce propos, voir: Conrad Black, *Duplessis, tome 1, L'ascension*, Montréal, Les Éditions de l'Homme, 1977, aux pages 199-210, 250-255 et 275-276.

29. Selon *L'Action catholique* du 9 février 1962, à la page 3, plusieurs députés quittent la Chambre à ce moment.

30. Selon *Le Nouvelliste* du 9 février 1962, à la page 14, "la discussion prit une allure de charivari. Le président du comité ne savait plus où donner de la tête. Les ministériels lui demandaient de prendre le vote. Les députés de l'opposition clamaient qu'il n'en avait pas le droit. Dans toute la cacophonie du moment, 10 heures arriva et la Chambre fut ajournée sans que la résolution ne fût adoptée".

Séance du vendredi 9 février 1962

Présidence de l'honorable J. R. Hyde

La séance est ouverte à 10 h 30¹.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Motions de condoléances:

Décès de la mère du député de Champlain, M. Bellemare²

M. Johnson (Bagot) porte à la connaissance de la Chambre le décès de la mère du député de Champlain (M. Bellemare). Il vante les qualités de la défunte qui avait eu 10 enfants. Au nom de l'opposition, il (M. Johnson) exprime des condoléances au député de Champlain, à ses frères et sœurs ainsi qu'aux autres membres de la famille.

L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont)³ dit qu'il apprend de la bouche du chef de l'opposition la mort de Mme Bellemare. Je peux dire, dit-il, que ce sont tous les membres de l'Assemblée législative qui adressent au député de Champlain et aux membres de sa famille leurs sincères condoléances.

Projets de loi:

Évaluation scolaire

L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 17 concernant l'évaluation pour fins scolaires.

L'article 1 de ce bill, dit-il, vise le rajustement d'évaluation prescrit lorsqu'il n'y a pas uniformité dans les diverses municipalités comprises dans le territoire d'une commission scolaire locale ou régionale. Lorsque, dans une commission scolaire, des rôles d'évaluation différents existent, on modifie ces rôles de façon à les établir sur la base de la valeur réelle. Le changement proposé consiste à baser ce rajustement sur la valeur réelle et non sur le niveau d'évaluation le plus élevé.

L'article 2 a pour objet de permettre la perception immédiate de la cotisation scolaire sur la partie non contestée d'une évaluation en litige, avec

un ajustement à faire lorsqu'une décision sera rendue. Si la décision finale démontre un excédent, l'intérêt devient exigible pendant la durée du litige.

Les articles 3 et 4 ont pour objet de rendre obligatoire, comme pour les autres commissions scolaires, et non facultatif, le rajustement des évaluations non uniformes par le Bureau métropolitain des écoles protestantes de Montréal.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Administration scolaire

L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 18 concernant la probité dans l'administration des commissions scolaires.

Les dispositions de la loi pour empêcher la fraude et la corruption dans les affaires municipales, dit-il, s'appliqueront également, à l'avenir, dans le cas des commissaires d'écoles ainsi que pour les délégués constituant une commission régionale ou une commission centrale protestante. Le projet de loi supprime, d'autre part, le texte législatif voté durant la session 1959-1960, qui permettait à un commissaire des écoles de vendre ou de louer un immeuble à la commission scolaire dont il fait partie.

Les dispositions de la loi sur la fraude et la corruption dans les affaires municipales s'appliquent aux commissaires ou syndics d'écoles, ainsi qu'aux délégués à une commission régionale ou commission scolaire centrale protestante, de la même manière qu'aux membres d'un conseil municipal, échevins ou conseillers, et chacune de ces commissions est censée être un conseil municipal au sens de ladite loi.

M. Johnson (Bagot): L'opposition n'approuve pas ce titre, "loi concernant la probité dans l'administration des commissions scolaires". Il a l'air implicitement d'une accusation. À mon sens, c'est un titre presque "libelleux" et diffamatoire, qui constitue une accusation gratuite. Il me semble que le ministre aurait pu trouver un autre titre.

L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges): Le gouvernement n'a pas honte de proclamer la probité dans tous les domaines de l'administration publique. Mais, si le chef de l'opposition n'aime pas le titre, il pourrait en suggérer

un autre. Si le chef de l'opposition veut présenter un amendement, il pourra toujours le faire en temps et lieu.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Club de golf de Saint-Hyacinthe

M. Boulais (Rouville) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 144 modifiant la charte du Club de golf de Saint-Hyacinthe l'tée soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Hôpital Laval

M. Jourdain (Gaspé-Nord) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 166 concernant l'hôpital Laval soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Sœurs de la Charité de Québec

M. Jourdain (Gaspé-Nord) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 168 concernant les sœurs de la Charité de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Coenraad Zuurbier

M. Lechasseur (Verchères) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 189 changeant le nom de Coenraad Zuurbier en celui de Joseph-Napoléon-Benoît-Conrad Côté soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Laszlo Szemenyei

M. Roy (Lévis) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 204 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Laszlo Szemenyei à l'exercice de la profession d'avocat dans la province de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Déclarations ministérielles:

Faculté d'agronomie à l'Université Laval

L'honorable M. Courcy (Abitibi-Ouest) annonce que le gouvernement a décidé d'établir la Faculté d'agronomie sur le campus de l'Université Laval et qu'elle ouvrira ses portes en septembre. La bataille a été longue entre les universités de Québec et de Montréal. Il (l'honorable M. Courcy) dit avoir longuement hésité, mais le manque d'espace de l'Université de Montréal a finalement fait pencher la décision en faveur de Laval. Il est temps que la province de Québec cesse d'envoyer des finissants en agronomie dans des institutions étrangères poursuivre des études graduées, dit-il. Le moment est venu de mettre fin à l'incertitude qui règne chez les étudiants en agronomie et en agriculture.

L'École d'agronomie de Sainte-Anne-de-la-Pocatière deviendra un institut de technologie agricole, et un institut semblable sera situé à Saint-Hyacinthe. Ceci veut dire que 225 à 250 nouveaux étudiants universitaires viendront à Québec dès septembre. La Faculté occupera des locaux à l'édifice des sciences sociales sur le campus jusqu'à ce que leur Faculté soit construite, ce qui ne devrait pas tarder. Le doyen n'a pas encore été choisi, mais il le sera bientôt. L'institut agricole d'Oka où se trouvent 125 élèves fermera ses portes en juin, à la demande des pères Trappistes.

Le gouvernement accepte comme structure de la nouvelle Faculté d'agronomie la formule que le comité d'étude sur l'enseignement agricole et agronomique croit idéale. Ce sera une institution agronomique totalement intégrée à une université préexistante, académiquement et juridiquement. C'est, de l'avis de tous les membres du comité Régis, le projet idéal. En effet, ils déclarent à l'unanimité, à la page 72 du rapport, ce qui suit: "Cette formule, de l'avis de tous, est la formule idéale; elle est de fait celle qui existe actuellement aux États-Unis, dans une très grande partie des pays européens et dans les provinces canadiennes, excepté la Faculté d'agriculture de la province de l'Ontario et les deux facultés d'agriculture francophones du Québec."

La future Faculté d'agronomie sera localisée dans le campus de l'Université Laval, à Sainte-Foy, comme le recommandent les deux tiers des membres du comité Régis. Cette décision du gouvernement est aussi conforme aux recommandations de la Commission royale d'enquête sur l'enseignement dans le Québec. Les membres de la Commission déclaraient récemment qu'ils appuient unanimement

la recommandation majoritaire du comité Régis⁴ concernant l'établissement dans un campus universitaire d'une seule faculté d'agronomie pour les étudiants d'expression française. L'Université Laval a accepté d'organiser cette Faculté d'agronomie dans la cité universitaire Sainte-Foy. Les organismes agricoles et l'État participeront à l'orientation de l'enseignement agronomique universitaire par le truchement du Conseil d'orientation et de surveillance que l'Université Laval veut donner à sa Faculté d'agronomie.

Les multiples avantages de l'intégration complète de la Faculté d'agronomie à l'université et de la localisation de cette faculté à l'Université Laval sont clairement expliqués dans le rapport du comité Régis, tout particulièrement au chapitre 4, pages 79 à 86 inclusivement. L'intégration immédiate, académiquement et juridiquement, à l'Université Laval présente de nombreux avantages.

1. La liberté académique est complète parce que l'Université a l'entière responsabilité de l'enseignement et de l'engagement du personnel de la Faculté.

2. En plus de la Faculté des sciences, qui est absolument indispensable à l'enseignement au niveau de la maîtrise et du doctorat, la Faculté d'agronomie fait appel aux facultés sœurs: sciences sociales, arts, génie forestier, commerce, etc. pour la formation des étudiants gradués. Le voisinage de ces facultés permet de donner plus facilement l'enseignement en vue de l'obtention de la maîtrise et du doctorat. Les Canadiens français ne peuvent continuer plus longtemps à envoyer tous les finissants en agronomie qui veulent poursuivre des études graduées dans des institutions étrangères pour effectuer les travaux des autres.

3. L'Université Laval possède des structures académiques adéquates, notamment l'École des gradués. Elle peut donner un enseignement complet, à tous les niveaux, qui attire des étudiants francophones, et même anglophones, de tout le Canada, des États-Unis et même des pays européens.

4. La Faculté d'agronomie va trouver à l'Université Laval un milieu culturel diversifié, stimulant, enrichissant, et un aménagement social pour les professeurs et les étudiants. Ce milieu culturel et cet aménagement social favorisent beaucoup le recrutement des professeurs et leur perfectionnement.

5. Il y a, à l'Université Laval, des structures matérielles nécessaires à l'enseignement et à la recherche dont la Faculté d'agronomie va grandement bénéficier.

6. On trouve, dans le campus de Laval, une Faculté de génie forestier et un laboratoire fédéral de

recherche en biologie forestière dont la Faculté d'agronomie va certainement tirer profit. Qu'on le veuille ou non, on ne peut pas ignorer le fait que, dans plusieurs régions du Québec, l'agriculture et la sylviculture devront constituer les deux principales occupations d'un nombre assez considérable d'agriculteurs, si l'on veut rendre le plus grand nombre possible d'exploitations agricoles viables et rentables.

7. La Faculté pourra sûrement, par l'entremise de son Département d'extension et son Conseil d'orientation et de surveillance, participer, avec les ministères gouvernementaux intéressés, à l'orientation et à la coordination du travail de vulgarisation agricole dans la province.

8. Le coût d'instruction par élève et par année est moindre à l'université, parce qu'un plus grand nombre d'élèves permet d'utiliser à meilleur escient le temps des professeurs, les locaux et les services.

9. L'intégration complète, académiquement et juridiquement, à l'université va permettre à l'Université Laval de construire, à même les fonds d'investissement votés à cette fin par la Législature, sa Faculté d'agronomie.

10. L'Université Laval est située au centre de la province et du Canada français. Il y a de forts groupements de Canadiens français, dans les Maritimes et dans l'Ontario, auxquels la Faculté rendra d'immenses services.

11. L'Université Laval possède, dans son campus de Sainte-Foy, une étendue de terrain (environ 65 acres) suffisamment grande pour loger le pavillon d'enseignement et tous les pavillons accessoires indispensables à la recherche fondamentale et, même, à la recherche appliquée au premier échelon. En effet, il y a suffisamment de terre pour les essais de variétés de plantes produites dans les serres et les chambres de croissance.

À cette décision gouvernementale concernant la réorganisation de l'enseignement agronomique s'en rattache, et de très près, une autre qui permet financièrement au gouvernement d'organiser, dès cette année, en milieu rural, l'enseignement technique agricole qui n'existe pas dans la province de Québec. Cet enseignement technique, dont le comité Régis recommande l'organisation immédiate, est destiné à rendre un service immense à la classe agricole.

Il consistera en un cours de trois ans après la 11^e année (sciences-mathématiques) du cours secondaire. Ce cours conduira au certificat de technicien agricole avec mention de la spécialité. À

Saint-Hyacinthe où se trouve l'École de l'industrie laitière, il y aura la construction d'un institut de technologie agricole. L'autre (école d'agriculture) est située dans la région du Bas-Saint-Laurent.

L'école d'agriculture de Sainte-Anne-de-la-Pocatière deviendra un institut de technologie agricole. Cet enseignement nécessaire, que réclame le progrès de l'agriculture et des industries para-agricoles, sera dispensé par deux grandes écoles d'agriculture, dont l'une dans la région de Montréal et l'autre dans la région du Bas-Saint-Laurent.

Ces deux décisions tiennent compte des besoins actuels et futurs de l'agriculture au Québec et des disponibilités financières de la province. Elles entrent dans le cadre d'une politique de réalisme et de grandeur qui, je l'espère, recevra l'appui unanime de tous les intéressés.

Il convient, en terminant, de remercier chaleureusement les membres du comité Régis de leur travail et de les féliciter de l'excellence du rapport. Toute personne objective ne peut s'empêcher de croire que le rapport Régis servira de base au développement immédiat et à long terme de l'enseignement agronomique, de l'enseignement technique agricole ainsi que de l'enseignement professionnel agricole au Québec.

Dépôt de documents:

L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges) dépose sur le bureau de la Chambre copie de lettres de Mgr Parent et de M. Louis-Philippe Audet concernant l'établissement d'une faculté d'agronomie sur le campus de l'Université Laval. (Document de la session no 48)

Construction de chemins d'accès, tarif avant le 30 juin 1961

L'honorable M. Arsenault (Matapédia) dépose sur le bureau de la Chambre le document suivant:

Tarif utilisé sur les projets de construction de chemins d'accès qui ont débuté avant le 30 juin 1961 (liste no 1). (Document de la session no 49)

Construction de chemins d'accès, tarif après le 30 juin 1961

L'honorable M. Arsenault (Matapédia) dépose sur le bureau de la Chambre le document suivant:

Tarif utilisé sur les projets de construction de chemins d'accès qui ont débuté après le 30 juin 1961 (liste no 2). (Document de la session no 50)

Subsides:

Budget supplémentaire 1961-1962 (2)

L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont) pour **l'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme en comité des subsides.

En comité:

Présidence de M. Bédard (Québec)

L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont) pour **l'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** propose: 1. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-deux mille huit cent vingt-cinq dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Honoraires d'experts concernant le boulevard Métropolitain (Voirie)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1962⁵.

L'honorable M. Pinard (Drummond): Mon ministère s'occupe présentement de tracer les grandes lignes d'un plan directeur pour la construction de routes à travers la province.

M. Johnson (Bagot): La motion a été votée sans mon consentement. Je ne concours pas dans cette décision, dit-il, parce qu'elle a été prise au moment où je consultais un collègue. Je me proposais de me lever pour soumettre, en amendement, une autre motion qui m'aurait permis de soulever une question importante.

M. le président: La motion, dit-il, a été régulièrement adoptée et l'opposition peut en appeler si elle le désire.

M. Johnson (Bagot): (En regardant l'ensemble de la Chambre) Nous pourrions proposer que le comité se lève. Mais, un coup d'œil en Chambre me permet de constater que notre motion serait rejetée par quelques voix et, en second lieu, ce serait retarder les travaux. Nous ne le ferons pas.

Il (M. Johnson) dit qu'il a cherché en vain, parmi les experts, un nom qui lui serait familier parmi ceux qui ont déjà travaillé sous l'Union nationale. Il dit que, parmi tous ces experts, il voit surtout des noms de gens qui lui paraissent surtout connus dans les cercles libéraux. Il s'arrête sur le cas de Me Claude Ducharme, qui a signé le rapport des experts. Il (M. Johnson) demande si les services de M. Ducharme ont été retenus à cause de son activité libérale ou parce qu'il possédait une compétence particulière dans les affaires du Montréal métropolitain? Je sais, dit-il, qu'il plaide bien ses causes, surtout celle du contrôle de la presse, mais je voudrais savoir s'il est particulièrement versé dans les affaires de Montréal.

L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont): Au ministère dont j'ai la charge, il y a pénurie d'avocats. Lorsqu'on me demande de désigner un avocat pour préparer un projet de loi, dit-il, je suis obligé de dire non. Il nous faut nous adresser à un avocat de l'extérieur pour préparer la loi du boulevard Métropolitain. Et le choix est tombé sur M. Ducharme. Dans le cas de Montréal métropolitain, le rôle de l'avocat consistait à servir d'intermédiaire entre les parties pour obtenir des informations nécessaires à la rédaction d'un texte de loi. Il n'y avait pas d'avocat disponible au département pour ce travail, et nous en avons choisi un à l'extérieur, dans la région de Montréal. Quand un ministère a besoin d'un avocat, il s'adresse toujours à notre département.

M. Johnson (Bagot): D'après ce que je vois dans le dossier, ce serait le premier ministre qui l'a engagé.

L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont): Je lui ai téléphoné pour savoir s'il acceptait de s'occuper de cette affaire.

M. Johnson (Bagot): C'est sans doute pour cela que le seul téléphone que M. Ducharme n'ait pas chargé à la province est celui du procureur général (l'honorable M. Lapalme).
(Rires de la Chambre)

La résolution est adoptée.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté une résolution et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Ladite résolution est lue et agréée.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Voies et moyens:

Budget supplémentaire 1961-1962 (2)

L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont) pour **l'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme en comité des voies et moyens.

En comité:

Présidence de M. Bédard (Québec)

L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont) pour **l'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** propose: Que, pour pourvoir au paiement des subsides qui ont été accordés à Sa Majesté pour la dépense de l'année financière se terminant le 31 mars 1962, il soit permis de tirer du fonds consolidé de la province une somme ne dépassant pas \$36,822,225.

M. Johnson (Bagot): J'aurais pu soulever un autre débat sur chacun des articles du budget, sur la deuxième et la troisième lecture du bill.

(Protestations à droite)

Mais je ne me prévaudrai pas de ce droit, afin de ne pas retarder les travaux de la Chambre.

La résolution est adoptée.

Rapport du comité des voies et moyens:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté une résolution et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Ladite résolution du comité est lue et agréée.
Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des voies et moyens.

Projets de loi:

Loi des subsides No 1, 1962

L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont)
pour **l'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)**
propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 14 octroyant à Sa Majesté des deniers requis pour des dépenses du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1962, et pour d'autres fins.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont)
pour **l'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)**
propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté.

L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont)
pour **l'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)**
propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Loi de l'Office du crédit agricole

L'honorable M. Courcy (Abitibi-Ouest)
propose, selon l'ordre du jour, que le bill 12 modifiant la loi de l'Office du crédit agricole de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté.

L'honorable M. Courcy (Abitibi-Ouest)
propose la troisième lecture du bill immédiatement.

M. Johnson (Bagot): Est-ce que ça presse?

L'honorable M. Courcy (Abitibi-Ouest):
Oui. Plus tôt le bill sera approuvé, plus tôt nous pourrons l'appliquer.

M. Johnson (Bagot): D'ici à mardi prochain, il n'y a pas d'inconvénient sérieux ni de préjudice sérieux à attendre pour la troisième lecture.

La troisième lecture du bill 12 modifiant la loi de l'Office du crédit agricole de Québec est reportée à une séance ultérieure.

Loi de la conciliation entre locataires et propriétaires

L'honorable M. Bertrand (Terrebonne)
propose, selon l'ordre du jour, que le bill 2 prolongeant et modifiant la loi pour favoriser la conciliation entre locataires et propriétaires soit maintenant lu une deuxième fois.

Le gouvernement, dit-il, a décidé de maintenir la Régie des loyers jusqu'au 31 mars 1963 et même d'accroître ses pouvoirs. Le seul changement important au projet de loi est qu'une enquête spéciale sera menée dans les municipalités qui demandent d'être retirées de la juridiction de la loi sur le contrôle des loyers. La commission fera une enquête sur les logements et tous les autres facteurs, et elle présentera un rapport au secrétaire de la province.

Si le gouvernement mettait fin maintenant à ce contrôle, il créerait, dans la province de Québec, un grave malaise, principalement au sein de cette partie de la population qui, par manque de ressources et de salaires suffisants, ne peut penser déménager ailleurs ou ne peut pas payer un loyer plus élevé.

Le bill oblige les municipalités qui désirent se soustraire à la Régie à obtenir le consentement de cette dernière en plus de l'unanimité de son conseil. De plus, la commission peut remettre sous sa férule les municipalités affranchies dans la périphérie des grandes villes.

Il (l'honorable M. Bertrand) dit qu'il ne croit pas que la loi de contrôle des loyers, qui concerne les appartements construits avant le 31 mars 1951, cause de préjudice aux propriétaires. Les statistiques de la Régie à Montréal, dit-il, révèlent qu'en 1951 les loyers avaient augmenté d'environ 50 % depuis 1941; en 1960, ils avaient augmenté de 55 % comparativement à 1951, c'est-à-dire une augmentation de 105 % sur 1941.

La plupart des logements contrôlés par la Régie se trouvent dans de vieilles constructions datant de plus de 30 ans et pour lesquels les propriétaires ne dépensent pratiquement rien, laissant aux locataires les réparations ordinaires et, dans bien

des cas, les réparations que la coutume impute aux propriétaires. Nous sommes convaincus que le contrôle des loyers est encore nécessaire dans nombre de cités et villes de la province.

Un locataire payant, disons, \$200 par mois et à qui on applique une hausse de loyer de \$25 peut toujours, s'il préfère ne pas déménager, balancer son budget en rognant ici et là sur le superflu, ou il peut trouver facilement un autre logement. Il n'en est pas ainsi du locataire payant de \$30 à \$50 par mois et à qui on demanderait \$10 de plus. Dans ce cas, il lui faudrait économiser sur le nécessaire, sinon l'indispensable.

M. Johnson (Bagot): L'honorable secrétaire de la province (l'honorable M. Bertrand) a sans doute un excellent discours à nous faire entendre et il serait regrettable qu'il soit forcé de l'avalier, mais, pour épargner du temps à cette Chambre, l'opposition est prête, pour sa part, à faire le sacrifice de ce discours pour aborder tout de suite l'étude du projet de loi.

Il faut avoir soin des "économiquement faibles occupant des logements à loyer modique", mais il ne faut pas créer des conditions tendant à perpétuer un système dont le caractère doit être provisoire. Un retour à la liberté s'impose. Il faut planifier pour laisser la liberté dans ce domaine. Peu à peu, les loyers de plus de \$100, de \$75 devraient être soustraits à la juridiction de la Régie. Le temps serait venu de soustraire à la juridiction de cet organisme les loyers de plus de \$75.

L'honorable M. Bertrand (Terrebonne): M. l'Orateur, je désire, au début de ces remarques...

Par ailleurs, un bon nombre de propriétaires se sont déclarés satisfaits de la Régie, parce qu'ils sont payés ponctuellement, ne subissent plus de pertes de location et que les locataires entretiennent mieux leur logis. Il n'y a pas que dans notre province qu'un tel contrôle existe. Une situation analogue existe à Terre-Neuve, par exemple, ou dans l'État de New York, établie au départ en 1941 par le gouvernement fédéral comme mesure en temps de guerre.

Il (l'honorable M. Bertrand) veut exposer la situation dans certaines agglomérations du Québec pour mieux faire ressortir, dit-il, la nécessité actuelle du maintien d'une politique de limitation des loyers que notre province connaît depuis le 11 octobre 1941.

M. Johnson (Bagot): M. l'Orateur, j'invoque le Règlement pour porter à votre attention le fait que

le discours que prononce l'honorable secrétaire est complètement en dehors du sujet. Nous sommes bien prêts à l'écouter, mais je tiens à signaler que l'honorable secrétaire est hors d'ordre!

L'honorable M. Bertrand (Terrebonne): Je n'en suis qu'aux préliminaires. Le chef de l'opposition constatera tout à l'heure, quand j'entrerai dans le vif du sujet, que je donnerai à la Chambre un peu plus de détails sur le projet de loi et que les explications que j'apporterai dans mon discours permettront de raccourcir le débat...

(Regardant en direction du député de Maisonneuve) M. l'Orateur, dit-il, je crois que la Chambre pourrait se passer des grognements du député de Maisonneuve.

M. Tremblay (Maisonneuve): L'honorable ministre peut bien m'entendre grogner. On est tous les deux tout seuls en Chambre. Regardez, il n'y a plus personne⁶!

L'honorable M. Bertrand (Terrebonne): Le 4 juillet 1961, les quotidiens de Montréal faisaient largement écho à une étude approfondie faite par l'Economic Research Corporation Ltd., pour le compte de la cité de Montréal. On y indiquait que Montréal comptait, en 1959, quelque 17,645 taudis et maisons vétustes. Ainsi, 29,282 familles comprenant un total de 116,455 personnes vivaient dans des logements insuffisants et ces 17,645 logements insuffisants représentant 14.9 % des 118,341 bâtiments de la métropole.

Qu'arriverait-il à ces 29,282 familles qui vivent là non par plaisir, si, la Régie étant abolie, elles devenaient contraintes à une augmentation de loyer ou, par ordre des propriétaires, forcées de s'en aller ailleurs? "Du 25 octobre au 21 décembre 1961, il y avait, à Montréal, 8,129 logements et appartements vacants, dont 1,456 tombent sous la loi de conciliation entre propriétaires et locataires.

Les membres de la Régie des loyers, en collaboration avec le personnel de l'Hôtel de Ville de Montréal et de l'Hydro-Québec, ont fait une enquête approfondie sur la situation du logement dans la métropole⁷. Les logements vacants sont situés pour la majeure partie dans les districts de Pointe-Saint-Charles et Saint-Henri, et particulièrement dans une concentration appelée "Le village des oies" et le long du fleuve, à proximité du pont Victoria et des abattoirs. On trouve là les logis les plus vieux de tout Montréal et les plus délabrés. Quatre ou cinq locataires s'y remplacent annuellement. Il s'agit

d'une population flottante. Un bon nombre des logis pourraient être catalogués comme taudis.

Montréal, avec une population approximative de 1,403,000, compte 332,467 logements et appartements. De ce nombre, 61,059 sont habités par leurs propriétaires et 271,408 par des locataires. On a dénombré 85,767 logements construits depuis le 1^{er} mai 1951 et 12,335 dont les prix du loyer dépassent \$125 par mois. Ces deux catégories de logements ne relèvent pas de la Régie des loyers. Cette dernière a donc juridiction sur 190,459 logements.

Le rapport souligne que le 1^{er} mai 1961, il y avait eu 48,000 déménagements, à Montréal. Depuis 1951, la construction domiciliaire s'est surtout concentrée dans quatre quartiers: Ahuntsic, Notre-Dame-de-Grâce, Rosemont et Villerey; 46,367 logements y ont été construits. Le manœuvre et le journalier tentent toujours de se loger dans le centre-ville, à proximité de leur travail, et seule l'impossibilité d'y trouver un logis les incite à aller habiter aux extrémités de la ville. Les nouveaux logements abritent surtout les familles à revenus moyens.

Le rapport poursuit: "Ayant demandé à ces officiers leur opinion personnelle, à savoir quelle serait la situation au 1^{er} mai 1962, si la loi de conciliation ou le contrôle des loyers était annulé, la réponse a été identique à celle émise par certains officiers de l'Hôtel de Ville, c'est-à-dire que sur 190,000 logements actuellement contrôlés depuis environ 20 ans, il serait raisonnable de croire qu'environ 50,000 locataires de plus qu'habituellement recevraient leur avis de congé.

"Et ne pouvant tous trouver logement dans la confusion qui s'en suivrait, la majeure partie de ces locataires ne pourraient être évincés que par jugements des tribunaux, ce qui congestionnerait les rôles de la Cour supérieure pour un an ou deux à venir, et paralyserait certains autres services publics, soit pour surveiller les biens des locataires dont les meubles auraient été mis au trottoir ou héberger les familles évincées jusqu'au moment où une situation normale pourrait se rétablir."

Les dossiers de Montréal indiquent que les logements sous le contrôle de la Régie des loyers étaient en moyenne loués à \$50 par mois.

Par conséquent, il est logique de conclure que la majorité des locataires de ces logements gagnent moins de \$3,000 par année. L'abolition de la Régie résulterait en de nombreuses demandes d'augmentation de loyer et un nombre considérable d'évictions. Il y a encore des chefs de famille payant \$20 à \$25 par mois à Montréal, et ce n'est pas par goût qu'ils vivent dans ces quartiers, mais bien parce

que leurs revenus ne leur permettent pas un logement plus convenable. Le gouvernement ne peut oublier ces gens.

La situation n'est guère mieux à Québec. La Commission d'enquête sur le logement de la cité de Québec, formée en 1957, présentait son rapport le 14 août 1961. On pouvait y relever, nettement indiquées, que les conditions à l'habitation étaient insatisfaisantes dans la moitié de la ville. Si la Régie des loyers était immédiatement abolie, quelle serait la situation? Quelle serait la situation à Québec, si la ville se soustrayait à la Régie des loyers?

Québec et Montréal possèdent de vieux quartiers, ils abritent une population ouvrière à revenus modestes qui loge dans des maisons depuis longtemps payées et acquitte un loyer souvent trop élevé pour la valeur du logement occupé. Et c'est précisément parce que les administrations municipales de ces deux villes le savent qu'elles n'ont jamais demandé l'abolition de la loi, même si la loi le leur permettait. Pendant l'exercice financier de 1960-1961, sur 53 municipalités⁸ qui ont demandé d'être soustraites au contrôle des loyers, seulement huit d'entre elles ont été refusées, ce qui explique que les enquêtes soient obligatoires sous la nouvelle loi.

Je ne suis pas surpris que 45 villes aient demandé et obtenu d'être soustraites à l'application de la loi. Ce sont des villes de création récente, hautement résidentielles, où le problème du logement n'existe pas à l'état aigu. Mais toutes les cités et villes qui possèdent de vieux quartiers demeurent assujetties à la Régie des loyers. Elles pouvaient demander d'être soustraites à l'application de la loi.

Si les membres des administrations municipales n'ont pas fait cette demande, même si elle leur était réclamée par les ligues de propriétaires et qu'ils étaient eux-mêmes des propriétaires, c'est qu'ils savaient la situation qui en résulterait sur le plan économique, social et humain. Trente-quatre cités ou villes ont été soustraites à l'application de la loi à compter du 15 février 1961. Parmi elles se trouvent Nicolet et Arthabaska. Louiseville et Drummondville ont fait une demande qui fut refusée sur réception d'un rapport préparé par la Commission à la suite d'enquêtes faites sur place.

M. Johnson (Bagot) demande au secrétaire de la province (l'honorable M. Bertrand) de répéter un bout de phrase. Le ministre parle si vite, dit-il, qu'on a du mal à le comprendre.

L'honorable M. Bertrand (Terrebonne): Pourquoi voulez-vous me faire répéter quand, tout à

l'heure, vous ne vouliez même pas que je prononce mon discours?

M. Johnson (Bagot): Je voulais vous épargner cette fatigue, M. le Ministre. Mais, puisque vous tenez à parler, mieux vaut parler pour qu'on puisse vous entendre.

L'honorable M. Bertrand (Terrebonne): La cité de Sherbrooke, par un vote unanime de son conseil municipal, a demandé le maintien de la Régie des loyers, et la cité de Trois-Rivières, en date du 27 novembre 1961, a décidé d'y demeurer encore assujettie, c'est-à-dire que quelque 150 villes ou cités de la province sont encore sous le contrôle de la Régie, y compris Montréal et Québec, et un grand nombre de villes dans la région métropolitaine de Montréal. Elles peuvent demander d'en être soustraites et, si les conditions du logement le motivent, il sera fait droit à leur demande. Mais il n'y a pas de semaine qui se passe sans qu'on ne s'oppose à l'abolition de la Régie. Et je ne soulignerai ici que la très volumineuse requête, reçue au cours de 1961, et qui contenait des centaines et des centaines de noms de personnes, toutes de la ville de Westmount, demandant que le contrôle des loyers ne fût pas aboli dans les limites de cette municipalité pourtant reconnue pour sa splendeur domiciliaire⁹.

L'an dernier, 29 villes ont demandé officiellement de maintenir, chez elles, l'application de la loi pour favoriser la conciliation entre locataires et propriétaires. Mentionnons particulièrement: Marieville, Sainte-Rose, Outremont, Montréal-Est, Montréal-Nord, Sorel, Sainte-Anne-de-Bellevue, Grand-Mère, Cap-de-la-Madeleine, Victoriaville, Verdun, Saint-Hyacinthe, Jacques-Cartier et la ville d'Anjou.

Les régions soustraites du contrôle des loyers dans les districts de Montréal comprennent les villes suivantes: Montréal-Sud, Saint-Martin, ville de Dollard-des-Ormeaux, Saint-Eustache, Châteauguay, Boucherville, Saint-Léonard-de-Port-Maurice, Saint-Bruno-de-Montarville, Ville Renaud, Hampstead, Pont-Viau, Saint-Eustache-sur-le-Lac et Mont-Royal. Les villes libres sont des municipalités récentes qui n'ont pas de problème d'habitation vétuste.

Du 1^{er} avril 1960 au 1^{er} avril 1961, la Commission des loyers, jouant le rôle d'un tribunal d'appel, s'est vu soumettre 835 litiges et a rendu 790 décisions. Il y a eu 499 cas de déboulement; 10 cas d'éviction; 48 cas d'entente après conciliation; 233 loyers ont été fixés par décision des commissaires. Quant aux 24 bureaux régionaux, voici les

statistiques à leur sujet: cas soumis, 8,007; causes entendues, 7,785; causes à entendre, 222; entrevues, 19,119; téléphones, 64,239; et correspondances, 2,259. La Commission est présidée par son honneur le juge Lionel Ross¹⁰. Ses membres sont MM. J.-A. Mongrain, maire de Trois-Rivières, et Ernest Kierans. M. Henry Parent est le surintendant général de la Commission. Celle-ci, comme tribunal d'appel, a siégé à Montréal, Trois-Rivières et Québec.

Le 1^{er} avril 1960, il y avait 83 appels pendants. La Commission en a reçu 835, dont 624 de Montréal. Le 1^{er} avril 1961, il lui restait 128 décisions à rendre. Pour l'année 1960-1961, la Commission du contrôle des loyers de la province avait un budget total de \$998,000. Le budget de \$1,000,000¹¹ pour l'année 1960-1961, voté par l'ancienne administration, a laissé un surplus de \$198,000 comme suite aux premières améliorations apportées. Celui de 1961-1962, au montant de \$800,000, donnera un très léger surplus.

En date du 31 mars 1961, la commission comptait 284 employés et, après avoir démenagé ses locaux au cours de l'année, le nombre d'employés a été réduit à 189. Une étude est faite actuellement de l'utilité de certains bureaux régionaux. Certains de ces bureaux n'auront plus leur raison d'être en avril prochain et ils seront fusionnés avec des bureaux voisins, pour économiser l'argent de la province.

Un nouveau projet de centralisation prendra effet le 1^{er} avril prochain et ils peuvent, sans que le service au public ne soit diminué, être fusionnés avec des bureaux voisins plus importants. La nouvelle structure a permis de réduire de 41 à 24 le nombre de bureaux régionaux. Il se peut même que six autres de ces bureaux disparaissent bientôt. Les structures de certains autres seront largement modifiées. La centralisation des tâches a permis des économies de près de \$300,000, depuis 1960. Il en résultera, pour l'administration, des économies devant atteindre \$100,000 par an, en salaires, frais de location et dépenses diverses.

Quand la Régie des loyers me fut confiée en 1960, la pagaille la plus entière régnait dans cet organisme. Dès septembre 1960, des contrôleurs ont été nommés avec la tâche d'uniformiser la procédure des bureaux régionaux et d'assurer le bon fonctionnement de la loi. Deux surintendants, un à Montréal et un à Québec, font le lien entre les administrateurs régionaux et la Régie.

Réorganisée, centralisée, assise sur des bases définitivement solides, la Régie des loyers continuera sa mission qui est d'empêcher l'exploitation là où elle existe, protéger le faible à l'occasion, faire

comprendre au puissant qu'il a des obligations envers la société. Dans cette mission fièrement acceptée, la Régie rendra des services non seulement dans les villes qui sont sous sa protection, mais à la province entière, puisque les rôles de la Cour supérieure et de la Cour de magistrat seront presque complètement déblayés des litiges entre propriétaires et locataires¹².

M. Johnson (Bagot): Malgré un début un peu long et tout à fait superflu, le discours du ministre (l'honorable M. Bertrand) nous a donné vers la fin une foule de renseignements utiles. Mais je dois avouer que la grande finale de son discours ne m'incite nullement à la violence.

Il (M. Johnson) propose, appuyé par le député de Yamaska (M. Élie), que le débat soit maintenant ajourné.

Adopté.

Ajournement

L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont) propose que la Chambre, lorsqu'elle s'ajournera, se trouve ajournée à mardi prochain, à deux heures et demie de l'après-midi.

Adopté.

La séance est levée à midi trente minutes.

NOTES

1. Selon *Le Soleil* du 10 février 1962, à la page 28, il y avait un député très heureux, hier matin, en Chambre. Le ministre des Terres et Forêts, M. Bona Arsenaault, a rendu au député Tremblay (UN) un exemplaire d'un volume qu'il a publié en 1953, avec la dédicace suivante: "À mon excellent ami et collègue Lucien Tremblay, député de Maisonneuve, à l'occasion de notre association dans les colonnes du *Devoir*, ce matin (article du 9 février 1962, page 1). (signé) Bona Arsenaault, le 9 février" en y ajoutant "Malgré les obstacles". C'est le titre du volume dans lequel M. Arsenaault décrit avec humour et philosophie les péripéties de sa vie politique. De plus, selon *La Tribune* du 10 février 1962, à la page 1, on note que, pour la première fois depuis le début des débats,

Mme Claire Kirkland-Casgrain a quitté le noir pour revêtir un costume gris perle qui lui sied à ravir.

2. Selon *Le Temps* du 10 février 1962, à la page 5, la mère de M. Bellemare était âgée de 77 ans et laisse dans le deuil six garçons et quatre filles.

3. En l'absence du premier ministre, M. Lapalme dirige les travaux du gouvernement. M. Lesage est à New York pour rencontrer des Canadiens demeurant là-bas et des gens d'affaires de l'endroit.

4. Selon *Le Nouvelliste* du 10 février 1962, à la page 21, cette recommandation fut amenée par les deux tiers des membres du comité Régis.

5. Selon *Le Nouvelliste* du 10 février 1962, à la page 1, le ministre de la Voirie (l'honorable M. Pinard) a fait parvenir à l'opposition les documents qu'elle avait réclamés lors de la séance du 8 février 1962, au sujet de cet item.

6. Selon *Le Montréal-Matin*, un journal partisan, la Chambre se vide peu à peu dès que le secrétaire de la province entame son discours. Il reste exactement 13 députés libéraux, 17 unionistes et le député indépendant de Montréal-Sainte-Anne (M. Hanley). Une trentaine d'écolières, sous la conduite de leur institutrice, se trouvent dans la galerie réservée aux spectateurs. Elles ont quitté après une dizaine de minutes. Le ministre de la Voirie (l'honorable M. Pinard), qui est resté en Chambre pour l'étude des crédits de son ministère, s'enfuit dès qu'il eut rassemblé ses papiers. Le ministre de la Famille (l'honorable M. Lafrance) resta cloué sur son siège parce que M. Bertrand est son voisin immédiat et qu'en se levant, il l'a virtuellement emprisonné dans son fauteuil.

7. Selon *Le Nouveau Journal* du 10 février 1962, à la page 3, il s'agit d'un rapport sur la situation du logement, fait par M. Gaston Massie, officier d'administration de la Régie des loyers, en collaboration avec Hydro-Québec, dont les fiches d'abonnement d'électricité furent mises à profit dans l'établissement des données.

8. Chiffre de *The Gazette* du 10 février 1962, à la page 1. *The Montreal Daily Star* du 10 février 1962, à la page 1, mentionne plutôt le chiffre 50.

9. Selon *Le Nouveau Journal* du 10 février 1962, à la page 3, M. Bertrand a exprimé cela avec un demi-sourire.

10. Lionel-Alfred Ross (1914-1973). Avocat, politicien et juge. Député libéral à l'Assemblée législative de Montréal-Verdun de 1944 à 1957, puis député indépendant de 1957 à 1960. Nommé juge en 1960 et président de la Régie des loyers de 1960 jusqu'à son décès.

11. Chiffre du *Nouvelliste* du 10 février 1962, à la page 21. *The Quebec Chronicle-Telegraph* du 10 février 1962, à la page 2, mentionne plutôt \$1,100,000.

12. Selon *Le Montréal-Matin* du 10 février 1962, à la page 5, le discours de M. Bertrand aurait duré près d'une heure.

Séance du mardi 13 février 1962

Présidence de l'honorable J. R. Hyde

La séance est ouverte à 2 h 30¹.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Horlogers

M. Boulais (Rouville) propose, appuyé par le député de Verchères (M. Lechasseur), que les articles 615 et 616 du Règlement soient suspendus pour lui permettre de présenter la pétition des horlogers-bijoutiers de la province de Québec, demandant l'adoption d'une loi les incorporant en corporation professionnelle, et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue.

Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

La pétition suivante est présentée, lue et reçue:

- des horlogers-bijoutiers de la province de Québec, demandant l'adoption d'une loi les incorporant en corporation professionnelle.

Chiropraticiens

M. Morissette (Arthabaska) propose, appuyé par le député de Verchères (M. Lechasseur), que les articles 615 et 616 du Règlement soient suspendus pour lui permettre de présenter la pétition du Collège des chiropraticiens de la province de Québec, demandant l'adoption d'une loi constituant en corporation le Collège des chiropraticiens du Québec, et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue.

Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

La pétition suivante est présentée, lue et reçue:

- du Collège des chiropraticiens de la province de Québec, demandant l'adoption d'une loi constituant en corporation le Collège des chiropraticiens du Québec.

Dépôt de documents:

**Transport
d'énergie électrique**

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) dépose sur le bureau de la Chambre une copie de la correspondance supplémentaire échangée entre M. Diefenbaker, premier ministre du Canada, et M. Lesage, premier ministre de la province de Québec, concernant le transport d'énergie électrique. (Document de la session no 51)

Pensions de vieillesse

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) dépose sur le bureau de la Chambre une copie de la correspondance supplémentaire échangée entre M. Diefenbaker, premier ministre du Canada, et M. Lesage, premier ministre de la province de Québec, concernant un plan contributif aux pensions de vieillesse. (Document de la session no 52)

**Subventions
aux universités**

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) dépose sur le bureau de la Chambre une copie de la correspondance supplémentaire échangée entre M. Diefenbaker, premier ministre du Canada, et M. Lesage, premier ministre de la province de Québec, concernant le maintien en vigueur des dispositions de rechange des subventions aux universités. (Document de la session no 53)

Explications sur des faits publiés:

**Article paru
dans *The Gazette***

M. Laporte (Chambly) fait une mise au point au sujet d'un article paru dans *The Gazette* du jour². Le journal écrit, déclare-t-il, citant les paroles de Mme Adamack: "Cet après-midi, nous avons un rendez-vous avec M. Laporte, le député de Chambly, et lorsque nous nous sommes présentés, il n'était pas là."

M. l'Orateur, j'ai tenu ma première réunion à 8 h 30 lundi matin, à l'heure du petit déjeuner.

C'était une assemblée du comité pour l'abolition des péages sur les ponts, notamment sur le pont Jacques-Cartier. Je me suis ensuite rendu à mon bureau de comté à 9 h 30 et j'en suis reparti à midi trente. J'y suis rentré à 2 h 15 et je ne l'ai quitté que longtemps après 6 heures.

Plusieurs délégations avaient sollicité des entrevues. Elles ont été reçues à l'heure qu'elles avaient elles-mêmes choisie. La Parent-Teacher Association of St. Mary's School avait sollicité une entrevue à 2 h 30 hier après-midi. J'étais là! Je ne sais pas ce qui s'est passé, mais ni Mme P. Adamack, la présidente, ni Mme B. Zahorak, la secrétaire, ne sont venues à mon bureau³.

Si elles veulent me rencontrer, je serai heureux de les recevoir, mais je n'accepte pas qu'après avoir été au poste pendant plus de 12 heures, on insinue que je n'aurais pas respecté mon rendez-vous.

Je ferai l'impossible pour que les catholiques de langue anglaise de Jacques-Cartier obtiennent une pleine mesure de justice en matière d'éducation, comme c'est le cas dans le Québec pour tous les citoyens.

Questions et réponses orales:

Commission Salvas

M. Johnson (Bagot): Combien en a-t-il coûté pour maintenir en fonction la commission royale d'enquête Salvas et quel montant d'argent le gouvernement a-t-il dépensé à cette fin? Une question identique, posée par l'ancien chef de l'Union nationale (M. Talbot), a été inscrite au *Feuilleton* de l'Assemblée, le 7 juin dernier, soit trois jours avant l'ajournement de la session, et le gouvernement n'y a pas donné de réponse. L'Assemblée législative, rappelle-t-il, a donné l'ordre de produire les frais encourus par la commission, les honoraires des commissaires, les honoraires des avocats et toute dépense découlant de l'enquête.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) promet des spécifications sur les sommes dépensées par la Commission et s'engage à fournir la réponse désirée au chef de l'opposition le plus rapidement possible. Mais cela, précise-t-il, pourra prendre quelque temps avant que le gouvernement ne soit en mesure de le faire. La Chambre aura ces données aussitôt que ses officiers en auront fait la compilation.

Association des loisirs de Sainte-Marguerite

M. Gabias (Trois-Rivières): Je remercie et félicite le ministre de la Jeunesse (l'honorable M. Gérin-Lajoie), qui mérite les hommages de l'opposition, pour avoir fait tenir discrétionnairement une subvention de \$500 à l'Association des loisirs de Sainte-Marguerite, à l'occasion de son carnaval d'hiver...

Des voix: À l'ordre!

Des députés ministériels invoquent le Règlement.

M. l'Orateur signifie au député de Trois-Rivières (M. Gabias) qu'il ne peut être question de cette affaire à l'ouverture de la Chambre.

Projets de loi:

Loi de l'Office du crédit agricole

L'honorable M. Courcy (Abitibi-Ouest) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 12 modifiant la loi de l'Office du crédit agricole de Québec soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Loi de la conciliation entre locataires et propriétaires

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat ajourné vendredi le 9 février courant, sur la motion du secrétaire de la province (l'honorable M. Bertrand) proposant que le bill 2 prolongeant et modifiant la loi pour favoriser la conciliation entre locataires et propriétaires soit maintenant lu une deuxième fois.

M. Johnson (Bagot) suggère au gouvernement qu'on amende la loi, de façon à soustraire au contrôle de la Régie des loyers tous les logis dont le loyer mensuel s'élève à plus de \$75 ou de \$80, au lieu de \$125 comme c'est le cas actuellement.

Accepter cette suggestion serait un pas dans la bonne direction vers le rétablissement de la liberté pour la propriété privée. Lorsque la loi a été votée en

premier lieu, on a adopté le principe de protéger les économiquement faibles. Mais c'est une situation qui ne peut pas durer toujours. On ne peut rendre permanent ce qui devait être temporaire.

L'honorable M. Bertrand (Terrebonne):

Le gouvernement n'a nullement l'intention d'amender son projet de loi pour soustraire ces loyers à la juridiction de la Régie. Les logements loués à \$75 et plus continueront d'être soumis à la Régie des loyers, jusqu'à concurrence de \$125.

Une étude se poursuit actuellement sur l'opportunité de réduire à moins de \$125 le coût des loyers devant échapper à la juridiction de la Régie et le secrétariat de la province a décidé de maintenir le *statu quo* jusqu'au 1^{er} mai prochain. Je comprends que la loi sur la Régie remonte à 1941, mais, après avoir bien étudié la question, nous en sommes venus à la conclusion qu'il serait désastreux de modifier l'actuel plafond de \$125. Il est évident qu'au cours de la présente année nous continuerons d'étudier la situation et, si celle-ci nous offrait une image différente du logis dans la province, nous modifierions la loi en conséquence.

La loi de la Régie des loyers, née de la guerre, en 1941, demeure valide après 21 ans parce que, dans de nombreux quartiers métropolitains et de grandes villes, nombre de vieilles maisons demeurent habitées et il faut en protéger les locataires pauvres. La Régie poursuit l'étude des réclamations des propriétaires, mais doit aussi protéger les locataires en nombre plus grand.

Il n'est même pas question d'abaisser à \$100 le plafond qui détermine quel logement est sous le contrôle de la Régie des loyers ou ne l'est pas. Si nous adoptions pareille mesure, par une décision trop hâtive, ce serait la pagaille, et des milliers de familles seraient jetées dans la rue à Montréal et à Québec seulement, ce qui aggraverait la situation.

Accepter la suggestion du chef de l'opposition aurait un effet désastreux, en avril prochain, parce que les propriétaires auraient augmenté les loyers n'atteignant pas \$75 ou \$80, sans tenir compte des personnes qui paient \$95 par mois pour des logements chauffés. En effet, les statistiques démontrent qu'un très grand nombre de locataires habitent des logis dont le loyer, précisément, oscille entre \$70 et \$90 par mois. À cause des statistiques données, si le plafond est abaissé à \$70 ou \$75 ou même à \$90 ou \$95 (pour les logements chauffés), il y a risque de voir des centaines et des centaines de locataires et leur ménage riviés à la rue le 1^{er} mai prochain. Plus tard, une décision pourra être prise.

M. Johnson (Bagot) reconnaît que l'argument a de la valeur. Que l'on abaisse le plafond à \$75 ou \$80, propose-t-il, mais qu'on décrète que cette mesure n'entrera en vigueur que le 1^{er} novembre 1962, par exemple.

L'honorable M. Bertrand (Terrebonne): Il n'est absolument pas question de modifier le projet de loi qui est soumis aujourd'hui à la Chambre.

Vendredi dernier, le chef de l'opposition a laissé planer un doute à l'effet que le gouvernement a surtout touché des comtés unionistes dans l'élimination de 18 bureaux de la Régie des loyers. Sur ces 18 bureaux, sept sont représentés dans cette Chambre par des députés de l'Union nationale et les 11 autres, par les libéraux.

Le Montréal-Matin a écrit un article empoisonné et empoisonnant, qui qualifie l'enquête de la Régie des loyers sur la situation du logement à Montréal d'inutile, tout en demandant au secrétaire de la province combien elle a coûté. Plus *Le Montréal-Matin* publie d'articles empoisonnants, plus *Le Progrès de Terrebonne* les reproduit⁴.

Exactement \$389! Et cette enquête a été faite le soir, en temps supplémentaire, par des employés de la Régie. Ils ont interrogé M. Lucien Héту, directeur des Services de la ville de Montréal, et il leur a appris combien de logements étaient occupés par des propriétaires et combien étaient occupés par des locataires. Mais on ne savait pas combien il y avait de logements vacants dans la ville de Montréal. On est allé le demander, toujours le soir et toujours en temps supplémentaire, aux bureaux de l'Hydro-Québec, à Montréal. Et on le leur a dit. Il a fallu 13 employés pour faire ce travail. Cela n'a coûté que \$389⁵.

M. Johnson (Bagot): L'honorable secrétaire de la province est complètement en dehors du débat. S'il n'a rien à dire, qu'il veuille bien s'asseoir et cesser de nous faire perdre notre temps.

M. Tremblay (Maisonnette): Le secrétaire de la province était en train de nous faire vieillir tranquillement!

M. Hanley (Montréal-Sainte-Anne) félicite le gouvernement pour le prolongement du contrôle des loyers jusqu'au 31 mars 1963⁶.

Il recommande la formation d'une commission provinciale pour l'étude du problème de l'habitation insalubre, à Montréal et dans la province en général. La situation de l'habitation insalubre

entache la province, et je suis convaincu que le ministère de la Santé a l'autorité nécessaire pour s'occuper de ce problème et participer à cette opportunité. Le ministre de la Santé (l'honorable M. Couturier) devrait s'y intéresser d'une façon particulière. Il demande aussi que le secrétaire de la province s'intéresse à cette question.

Il précise que la commission qu'il a à l'esprit ne se limiterait pas à étudier des documents, mais devrait rendre visite aux diverses circonscriptions que ce problème afflige et s'entretenir avec leurs députés. Il s'offre à guider n'importe lequel de ses collègues de la Chambre dans tous les coins du comté de Sainte-Anne.

Ce n'est pas une question de choix, dit-il, si des milliers de personnes, des citoyens âgés, sont condamnées à vivre dans des logements insalubres qui ne conviendraient qu'à des cochons. Y a-t-il un endroit où un couple de retraités peut se loger avec un revenu total de \$110 par mois, si ce n'est dans un taudis? Ils sont obligés de vivre dans un taudis et, grâce à Dieu, le contrôle des loyers limite leur loyer à \$40 par mois, alors qu'il ne devrait pas être de plus de \$10. La situation n'est pas à l'honneur de la province qui les laisse dans la misère jusqu'à ce que la mort les libère de leur mauvaise situation économique.

L'affirmation du secrétaire de la province, que 116,000 personnes habitent des taudis à Montréal, ne constitue pas une exagération. À la suite des froids rigoureux, sous zéro, survenus il y a quelques jours, le sérieux problème des taudis a pris une acuité de premier plan dans le comté de Montréal-Sainte-Anne.

C'était triste à voir, et Montréal-Sainte-Anne n'est pas une petite communauté inconnue d'un pays sous-développé. C'est ici, au Québec, au cœur de Montréal, la plus grande ville du Canada. Quelle pitié que les touristes américains aperçoivent d'abord les taudis du comté de Montréal-Sainte-Anne avant qu'ils ne voient autre chose à Montréal, dès qu'ils traversent le pont! Combien il est incroyable que leur première vision de Montréal en soit une de maisons vétustes, de logements pourris et d'abattoirs puants! M. l'Orateur, j'ai utilisé des termes un peu forts et ceux qui connaissent Montréal-Sainte-Anne savent que je parle avec autant d'honnêteté que le secrétaire de la province, lorsqu'il s'est adressé à la Chambre vendredi dernier⁷.

Imaginez des logements vétustes où la plomberie est si vieille que les tuyaux gèlent l'hiver et que les locataires n'ont plus d'eau courante. Imaginez des logements avec des lézardes dans les

murs, par temps froid, où il n'y a qu'un petit poêle à bois pour chauffer. Imaginez des logements où le filage électrique est si inadéquat, particulièrement lors des vagues de froid, que les incendies mortels représentent un risque constant. Imaginez des milliers de tels logements à cette époque de grandes découvertes scientifiques et de progrès où l'existence d'un bain est une rareté. Que pouvez-vous répondre aux habitants de cette riche nation, de cette province regorgeant de richesses incalculables, lorsqu'ils viennent vous dire que leurs enfants ont été attaqués par des rats dans leur logement infesté de vermine?

Le gouvernement fait des efforts, mais, d'un autre côté, soyons francs et honnêtes avec nous-mêmes. Comment un enfant peut-il être encouragé à rester chez lui à étudier le soir, lorsque sa maison est une masse insalubre de pourriture? S'il n'y avait pas les centres récréatifs modernes ainsi que les associations et les personnes qui les entretiennent, Sainte-Anne aurait un grave problème de délinquance juvénile, souligne-t-il.

Bien que l'administration municipale actuelle de Montréal favorise la disparition des taudis, la Société centrale d'hypothèques et de logement n'agit pas aussi rapidement, apparemment⁸. Il (M. Hanley) se plaint de l'inaction de la Société dans la poursuite d'un programme d'élimination des taudis dans la métropole, et ce, plus particulièrement dans la circonscription de Saint-Anne pour les remplacer par des logements à prix modique, après l'autorisation donnée pour le projet des habitations Jeanne-Mance.

Je demande encore une fois qu'une commission soit formée pour s'occuper de l'élimination des taudis dans la province une fois pour toutes. Les projets municipaux, fédéraux et provinciaux de logements à loyer variable, dit-il, pourraient éventuellement éliminer la nécessité du contrôle des loyers. En effet, plusieurs loyers seraient réduits au lieu d'être augmentés.

Je recommande que la province présente une législation sévère et draconienne pour poursuivre en loi les rois et les magnats des taudis. Le gouvernement ne devrait avoir aucune pitié à l'endroit de ces véritables parasites qui exploitent sans vergogne et qui prennent avantage des personnes qui vivent de la charité publique, simplement parce qu'elles n'ont pas les ressources financières pour les combattre légalement. Comme des sangsues, ils soutirent la dernière goutte d'espoir des pauvres et ils hypothèquent la misère et la souffrance!

Comme le nombre de logements déclarés inhabitables augmente sans cesse dans le comté de Montréal-Sainte-Anne, deux églises catholiques,

faute de paroissiens, sont menacées de disparition. D'où l'urgence de faire quelque chose pour intégrer de nouveaux résidents dans les paroisses⁹.

M. Maltais (Québec-Est): Le conseil de ville de Québec, ayant un nombre égal de représentants des propriétaires et des locataires, ne pourra jamais en venir à une décision pour l'abolition de la Régie des loyers, à moins d'une situation urgente. Il demande de faire une exception en faveur de Québec. L'intervention de la Régie des loyers ne devrait pas être nécessaire, dit-il, et le conseil municipal de Québec ne devrait pas être assujéti à l'attente d'une autre décision, peut-être défavorable, de la Régie de loyers.

L'honorable M. Bertrand (Terrebonne): Le conseil municipal de Québec a été le champ d'un duel entre propriétaires et locataires et, sans l'absence d'un locataire, le conseil se serait divisé en deux, ce qui aurait obligé le maire de Québec à trancher la question par son vote¹⁰.

M. Johnson (Bagot): Même s'il y avait eu majorité absolue, le secrétaire de la province aurait cherché à se mettre à couvert derrière la commission pour éviter des ennuis sur le plan politique.

L'honorable M. Bertrand (Terrebonne): La Régie des loyers fera une enquête pour voir s'il y a lieu de soustraire la ville de Québec à l'application de la loi pour la conciliation entre propriétaires et locataires. Le greffier de la cité de Québec, M. Louis-Philippe Desjardins, nous a fait parvenir copie de la résolution du conseil municipal, adoptée par huit à sept, soit par huit propriétaires contre sept locataires, en faveur de l'abolition du contrôle des loyers dans leur ville. Or, pour qu'on puisse donner suite à un tel vœu, la législation exige qu'il ait été appuyé par la majorité absolue.

Comme tel n'est pas le cas, le gouvernement est obligé de faire faire une enquête. Dans ce cas, la Régie des loyers fera une enquête dans la cité de Québec pour renseigner le ministre sur la situation et pour se rendre compte si l'opinion de la population concorde avec l'opinion du conseil municipal telle qu'exprimée en fin de semaine par les échevins¹¹.

Le contrôle des loyers doit subsister à Québec, encore cette année du moins. Pour 525 demandes de prolongation, on trouve des augmentations de \$10 à \$30. Les statistiques montrent qu'il y a encore des locataires qui paient des loyers de \$25 et de \$30 et qu'une augmentation de \$10 ou \$15 dans ces cas ne

pourrait être supportée par les occupants de ces loyers qui s'y trouvent par obligation.

M. Maltais (Québec-Est): Je suis favorable à l'application, encore durant un an, de la loi pour la conciliation entre propriétaires et locataires. Il suggère qu'on applique, dans la cité de Québec, la recommandation faite par le Conseil central des syndicats nationaux, voulant qu'on forme, dès cette année, un comité spécial qui aurait pour but d'étudier toute la situation et de faire les enquêtes nécessaires, afin de présenter des recommandations adéquates.

Il suggère aussi que la ville de Québec soit soustraite à l'obligation d'obtenir le consentement de la Régie des loyers pour abolir l'application de cette loi dans ses limites.

L'honorable M. Bertrand (Terrebonne) s'y oppose parce qu'il craint qu'en accordant cette faveur à la cité de Québec, d'autres villes en fassent aussi la demande. Il appartiendra, ajoute-t-il, à la Régie des loyers de décider si la Régie doit continuer d'être appliquée dans la ville de Québec. J'ai actuellement l'impression que, pour cette année du moins, la Régie doit continuer d'être maintenue dans la ville de Québec.

La motion est adoptée. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier.

L'honorable M. Bertrand (Terrebonne) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

En comité:

Présidence de M. Bédard (Québec)

Les articles 1 à 3 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 4, qui se lit comme suit:

"4. L'article 20 de ladite loi, modifié par l'article 5 de la loi 15-16 George VI, chapitre 17, est remplacé par le suivant:

"20. Si les parties ne parviennent pas à s'entendre pour la prolongation du bail ou la passation d'un nouveau, le locataire peut s'adresser à l'administrateur local pour obtenir la prolongation de ce bail et la fixation du loyer, en produisant une demande à cette fin au bureau de l'administrateur, en

donnant au locateur avis de cette demande et en fournissant la preuve de cet avis à l'administrateur, le tout au moins 30 jours francs avant l'expiration du bail.

"Toutefois, l'administrateur peut permettre au locataire de donner cet avis et d'en faire la preuve en tout temps avant l'audition de la demande, s'il juge qu'il n'en résulte pas de préjudice pour l'autre partie.

"À moins d'une cause d'éviction prévue par l'article 25, l'administrateur doit prolonger le bail et fixer le loyer exigible en raison de cette prolongation.

"Il doit cependant, dans le cas de l'article 26a, refuser la demande de prolongation ou, selon le cas, ordonner l'évacuation temporaire de la maison, si nécessaire, pour permettre au propriétaire qui le désire d'y faire des réparations, aux conditions qu'il juge opportun de fixer pour la protection des droits du locataire.

"Il doit aussi refuser la demande de prolongation dans le cas où il autorise la conversion d'une maison d'habitations en établissement commercial, en vertu de l'article 27."

Des députés de l'opposition expriment la crainte que des locataires de mauvaise foi pourraient se prévaloir de cette disposition pour entraîner des frais inutiles à leurs propriétaires.

L'article 4 est adopté.

Le comité étudie l'article 5, qui se lit comme suit:

"5. L'article 23 de ladite loi, modifié par l'article 8 de la loi 15-16 George VI, chapitre 17, et par l'article 2 de la loi 1-2 Elizabeth II, chapitre 9, est de nouveau modifié en insérant dans l'avant-dernière ligne du premier alinéa, après le mot "gendre", les mots "son beau-père, sa belle-mère, son beau-fils, sa belle-fille".

M. Johnson (Bagot): C'est la première fois, depuis que les libéraux sont au pouvoir, qu'ils proposent une mesure familiale.

L'article 5 est adopté.

Les articles 6 et 7 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 8, qui se lit comme suit:

"8. L'article 25 de ladite loi, modifié par l'article 10 de la loi 15-16 George VI, chapitre 17, par l'article 7 de la loi 1-2 Elizabeth II, chapitre 9, et par l'article 7 de la loi 6-7 Elizabeth II, chapitre 7, est de nouveau modifié:

"a) en ajoutant, à la fin de l'alinéa a: "et que ledit loyer n'a pas été payé avant l'audition tenue devant l'administrateur";

"b) en insérant après l'alinéa g le suivant:

"h) que le locataire ou des personnes dont il est responsable détériorent les lieux loués, volontairement ou par négligence."

L'honorable M. Bertrand (Terrebonne)

donne des explications sur cet article. Le locataire lésé, dit-il, en appelle à l'administrateur qui a le pouvoir de prendre une décision après audition de la cause.

L'article 8 est adopté.

Les articles 9 et 10 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 11, qui se lit comme suit:

"11. L'article 32 de ladite loi, modifié par l'article 13 de la loi 1-2 Elizabeth II, chapitre 9, et remplacé par l'article 5 de la loi 3-4 Elizabeth II, chapitre 7, est de nouveau remplacé par le suivant:

"32. À la demande de la majorité absolue du conseil d'une municipalité intéressée et sur la recommandation de la Commission des loyers, le lieutenant-gouverneur en conseil peut soustraire à l'application de la présente loi toute municipalité ou territoire soumis à ses dispositions."

M. Johnson (Bagot) demande des explications.

L'honorable M. Bertrand (Terrebonne):

La Régie a fait enquête et l'enquête a conclu que la première proposition de la Régie devait être maintenue. Le consentement unanime des conseillers municipaux est requis, parce que très souvent les membres du conseil sont des propriétaires eux-mêmes. Cela est pour empêcher que les conseils, dirigés par les propriétaires, n'agissent trop hâtivement.

M. Johnson (Bagot): Le gouvernement se décharge politiquement de ses responsabilités sur la Régie. On délègue à la Régie des pouvoirs du lieutenant-gouverneur. Il voit, dit-il, la Régie appelée à disparaître, même si on la prolonge d'année en année, et il s'explique mal comment des fonctionnaires, à qui l'on accorde des pouvoirs supplémentaires, ne travailleraient pas à perpétuer leur raison d'emploi plutôt qu'à la supprimer. Le gouvernement tend à créer une organisation qui ne sera pas tentée de se saborder, mais qui travaillera à se perpétuer.

L'honorable M. Bertrand (Terrebonne) le nie. L'ancien article comportait, explique-t-il, une alternative qui exigeait une demande de la majorité absolue du conseil municipal ou la recommandation de la Régie. Aujourd'hui, la loi fait concourir les deux organismes et, au lieu de dire "ou", elle dit "et", de sorte qu'il faut la recommandation majoritaire absolue du conseil et la recommandation de la Régie des loyers.

Un député de l'opposition suggère un amendement permettant à la ville de Québec de se soustraire de l'obligation d'obtenir l'approbation de la Régie pour abolir la Régie des loyers dans cette municipalité.

L'honorable M. Bertrand (Terrebonne) refuse d'accorder un amendement qui aurait permis de soustraire la ville de Québec à l'obligation d'obtenir l'approbation de la Régie pour abolir la Régie des loyers dans la Vieille Capitale.

M. Johnson (Bagot): Pourquoi ne pas jouer un bon tour au premier ministre pendant son absence momentanée de la Chambre, alors que le secrétaire de la province rentrerait dans ses pouvoirs en corrigeant l'amendement sur la loi de la Régie des loyers¹²?

L'honorable M. Bertrand (Terrebonne):
Le gouvernement a son sceau...

Des voix de l'opposition: Plusieurs...

Des voix ministérielles: Dans l'opposition...

L'honorable M. Bertrand (Terrebonne):
L'opposition aussi en a un, mais ça ne s'écrit pas de la même façon!

M. Johnson (Bagot): L'expression "sceau" est-elle parlementaire quand elle est appliquée à un autre que le secrétaire de la province¹³?

L'honorable M. Bertrand (Terrebonne):
Le chef de l'opposition ferait mieux de s'occuper des fonctions qu'il a obtenues que de chercher matière à critique. Je connais depuis 15 ans son habileté, ses qualités, ses défauts...

M. Johnson (Bagot): Lâchez ma biographie!

L'article 11 est adopté.

Les articles 12 à 20 sont adoptés.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté le bill 2 sans l'amender.

L'honorable M. Bertrand (Terrebonne) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

M. Johnson (Bagot) dit qu'il y consent parce que c'est dans l'intérêt des propriétaires et des locataires.

La motion est adoptée¹⁴. Le bill est lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Ministère de l'Agriculture et de la Colonisation

L'honorable M. Courcy (Abitibi-Ouest) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 9 instituant le ministère de l'Agriculture et de la Colonisation soit maintenant lu une deuxième fois.

Il présente les raisons qui incitent le gouvernement à fusionner les ministères de l'Agriculture et de la Colonisation en un seul et il expose un vaste programme d'aménagement rural et de réorganisation administrative. Le gouvernement s'inspire, déclare-t-il, d'une volonté d'efficacité administrative. L'an dernier, la Chambre a consacré le principe d'une direction unique aux deux ministères. Les deux directeurs ont travaillé sur un plan de restructuration en voie de réalisation. La fusion des deux ministères en ministère de l'Agriculture et de la Colonisation visera à promouvoir le bien-être et la prospérité de la classe agricole.

Les conditions historiques qui justifiaient les deux ministères séparés sont maintenant disparues. La fusion s'explique par la mort de l'époque de la colonisation. Celle-ci s'inscrit maintenant dans le concept général de l'aménagement complet de nos territoires ruraux. En fusionnant les deux ministères, on va rendre possible l'amélioration administrative extrêmement désirable. On va permettre une meilleure utilisation de l'effectif des techniciens mis par l'administration provinciale à la disposition de la classe rurale.

Le gouvernement saisira l'occasion, à la fusion des deux ministères, pour réorganiser toute la

structure administrative. Des coordonnateurs régionaux établiront la liaison entre les agronomes de comté et l'administration du ministère. Il y aura orientation et régionalisation de la production agricole en tenant compte des possibilités régionales, des faits présents et de certaines éventualités. Le nouveau ministère unifié comptera une vingtaine de services répartis dans six grandes sections: la production et la mise en marché; l'aménagement de la ferme; la recherche, l'enseignement et l'information; le génie rural; la colonisation; l'administration.

À la tête de chacune de ses six grandes sections, il y aura un directeur général dont les fonctions seront: aider les autorités à élaborer les politiques du ministère relatives à l'aménagement, à l'exploitation rationnelle des fermes et à la mise en marché des produits agricoles; surveiller l'application de politiques et la réalisation des programmes en vue de la consolidation des fermes et de la modernisation de l'agriculture; coordonner l'administration dans les services groupés à l'intérieur du comité supérieur à la tête du ministère. Le comité supérieur comprendra un septième directeur général responsable de la remise en valeur des terres et de l'aménagement rural. Le septième membre viendra présenter les idées élaborées par les organismes de réaménagement rural.

L'Office des marchés agricoles deviendra un tribunal de conciliation et d'arbitrage. L'Office aura des pouvoirs accrus qui comprendront ceux de la Commission de l'industrie laitière. À l'échelon régional vient s'ajouter un coordonnateur ou directeur régional. Trois tâches attendent le nouvel officier: l'orientation de la coordination et de la surveillance des programmes de consolidation de la ferme élaborés à l'échelon local; la coordination du travail des agronomes, des techniques, de l'emploi de l'outillage; la coordination de l'administration. À cette structure s'ajoute une administration à l'échelon du comité. Ses principales fonctions seront de réaliser les principales politiques du ministère et de conseiller les agriculteurs dans le réajustement et la consolidation de leur ferme. Elle dirigera les services professionnels, techniques et financiers à la disposition des cultivateurs.

L'aménagement rural consiste en la planification et le développement économique d'une région. Il importe de chercher en dehors de l'agriculture une partie des solutions du problème agricole car, dans le monde moderne, une agriculture vraiment vivante et prospère ne peut se concevoir qu'en relation étroite avec la mise en valeur de toutes les richesses naturelles. En tenant compte de toutes les ressources naturelles et humaines, le

développement rationnel des richesses renouvelables présuppose la participation active, et cela, à tous les échelons, de tous les intéressés, les individus, groupements, associations, etc., et de tous les gouvernements municipal, provincial et fédéral.

Cette participation de tous les intéressés au développement rationnel des richesses renouvelables doit être active, lorsqu'il est question de l'analyse des problèmes, de l'énonciation des principes préalables, de l'élaboration des politiques et même de la réalisation des programmes. La réalisation du programme de l'aménagement rural devra se faire en collaboration avec les autres ministères intéressés à la conservation et au développement des richesses renouvelables à l'échelon local, régional, provincial et national.

Dans le domaine de la planification, le gouvernement songe à encourager fortement la constitution de comités paroissiaux de consolidation de la ferme. Formés des agriculteurs et des associations locales, ces comités auront pour tâche de penser les problèmes agricoles sur le plan local et d'essayer des solutions. À ces comités viendront se greffer des organismes régionaux d'aménagement rural. À l'échelle provinciale, un conseil des représentants des grandes associations agricoles et des différents ministères sera chargé d'élaborer des plans de mise en valeur de la terre, de production et de mise en marché.

Il est donc urgent d'agir et il est vrai de dire que la mesure préalable à cette orientation nécessaire est bien la fusion des ministères de l'Agriculture et de la Colonisation, combinée avec la restructuration de leurs services. Mais je dois dire aussi que pour êtres efficaces, nos plans d'orientation de la production agricole québécoise devront provenir de deux courants. Un courant de haut en bas, je veux dire des plans d'orientation conçus au niveau des services agronomiques du ministère de l'Agriculture et de la Colonisation, en collaboration avec les grandes associations agricoles du Québec. Les études de planification rurale et la spécialisation de la production par régions devront donc se faire en collaboration avec les grandes associations professionnelles comme l'Union catholique des cultivateurs ou les entreprises comme la Coopérative fédérée. Mais, pour citer, et je cite ici un économiste et professeur à l'Université Laval, M. Charles Lemelin: "Pour être réaliste et s'adapter aux conditions du milieu, aux circonstances particulières, la planification doit être fondée sur une communication constante de bas en haut et de haut en bas de l'organisation socio-économique."

Qu'est-ce à dire? C'est dire que les études de planification agricole élaborées au niveau des services gouvernementaux, avec la collaboration des grandes associations agricoles, devront s'appuyer sur des études régionales et locales effectuées par des comités locaux de consolidation agricole, les agronomes de comté, et les agronomes coordonnateurs régionaux à l'emploi du ministère de l'Agriculture et de la Colonisation. Que la planification efficace doive s'appuyer sur une autorité éclairée, ferme et bien structurée, même si elle se veut démocratique, soit! Mais il faut, de toute évidence, obtenir le consentement des premiers intéressés, c'est-à-dire des agriculteurs.

L'importance de l'agriculture du Québec est connue. Les revenus bruts des fermes du Québec ont dépassé \$420,000,000, en 1959¹⁵. Elle occupe une armée de quelque 150,000 travailleurs agricoles, sans compter les ouvriers à l'emploi d'industries connexes. Elle représente des biens valant \$2,000,000,000 qui appartiennent presque totalement à des Canadiens français. La valeur moyenne du capital investi dans une ferme est passée de \$8,886, en 1950 à \$13,711, en 1958. Actuellement, le capital investi dans une ferme rentable va de \$25,000 à \$50,000¹⁶.

Malheureusement, d'après les chiffres de 1959, dernière année pour laquelle il y a des statistiques, 26.2 % seulement des fermes de la province vendaient chacune annuellement pour \$2,500 ou plus de produits; c'étaient les seules exploitations agricoles rentables. Le problème qui se pose pour relever l'agriculture exige diverses solutions, même sur le plan de l'enseignement et dans le secteur de l'aménagement intégral du territoire. Mais, au point de vue purement agricole, il reste cependant beaucoup à faire.

Actuellement, l'agriculture dans la province est trop axée sur l'industrie laitière; il est nécessaire de l'orienter dans le domaine de la spécialisation agricole et c'est l'un des buts principaux du bill 9. L'agriculture du Québec est loin d'avoir atteint son maximum de rendement, dit-il (l'honorable M. Courcy), et est loin de répondre à la demande du marché. Si elle fournit tout le lait dont la population a besoin, elle n'est capable de livrer que 30 % de la viande de bœuf nécessaire. Elle ne fournit que 75 % du veau et du porc, 50 % du mouton et de l'agneau, et pas assez d'œufs. Il faut prendre tous les moyens possibles pour lui venir en aide et développer sa productivité dans ces secteurs.

Le gouvernement actuel a tenu compte des conditions nouvelles en légiférant pour la classe agricole depuis son arrivée au pouvoir. C'est

pourquoi il a modifié la loi du crédit agricole en haussant le maximum pour le nantissement agricole.

Il (l'honorable M. Courcy) exprime le désir de transformer le plus grand nombre possible de fermes familiales en entreprises rentables, et le ministère de l'Agriculture et de la Colonisation devra faciliter cette transformation. Les fermes familiales du Québec, ajoute-t-il, sont au nombre de 70,000. Il faut commencer par aider les exploitants qui sont prêts à s'aider eux-mêmes. Il faudrait accroître la productivité des fermes dans la proportion de 5 % à 10 % par année. Pour renflouer nos 70,000 fermes familiales, on doit en arriver à une spécialisation agricole payante. Pour réaliser ce programme, le ministère suggère la création de syndicats professionnels qui seront formés d'agriculteurs.

Ces syndicats s'intéresseront à l'aménagement rural, à la planification et au développement économique d'une région. Cet aménagement rural plus poussé exigera la participation active de tous les intéressés, y compris tous les gouvernements. C'est dans ce but que le gouvernement présente le bill 9 visant à fusionner les ministères de l'Agriculture et de la Colonisation¹⁷.

Le débat est suspendu¹⁸.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 103 constituant en corporation Young Israel of Chomedey;
- bill 107 modifiant la charte de l'Institut Fraser-Hickson, Montréal;
- bill 108 concernant la Caisse Nationale d'Économie;
- bill 153 concernant le curé de Saint-Roch de Québec et le Foyer Saint-Antoine.

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 102 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Peter Balfour Glassford à l'exercice de la profession d'avocat dans la province de Québec, avec l'amendement suivant qu'il la prie d'agréer:

1. Le préambule est modifié en remplaçant le huitième paragraphe commençant par les mots "Que le Barreau" par ce qui suit:

"Que, le 3 juin 1961, le Barreau de la province de Québec a permis au pétitionnaire de présenter un projet de loi autorisant le Barreau à l'admettre à l'exercice de la profession d'avocat après qu'il aura subi avec succès les examens écrits du Barreau; et".

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 104 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Nichita Tomesco à l'étude du droit et à l'exercice de la profession d'avocat dans la province de Québec, avec l'amendement suivant qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

1. Le préambule est modifié en remplaçant le septième paragraphe commençant par les mots: "Que le Barreau" par le suivant:

"Que le Barreau de la province de Québec, lors d'une séance du conseil général tenue à Saint-Hyacinthe le 30 septembre 1961, a permis au pétitionnaire de présenter un projet de loi autorisant le Barreau à l'admettre à l'exercice de la profession d'avocat après qu'il aura subi avec succès les examens réguliers du Barreau et rempli toutes les autres formalités que prescrivent la loi et les règlements du Barreau;".

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 105 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Jean-Marc Béliveau et Lawrence Mollot à l'exercice de la profession d'avocat dans la province de Québec, avec l'amendement suivant qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

1. Le préambule est modifié aux deux dernières lignes du quatrième paragraphe de la page 2 commençant par les mots: "Que le Conseil général du Barreau", en remplaçant les mots "l'adoption d'une loi" par "la présentation d'un projet de loi".

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 112 concernant l'adoption de Marie-Marthe Brousseau, avec l'amendement suivant qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

1. Le préambule est modifié en retranchant, dans l'avant-dernier paragraphe, les mots "Attendu qu'il est à propos de faire droit à cette demande;".

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 116 constituant en corporation les sœurs Servantes du Saint-Cœur de Marie, avec l'amendement suivant qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

L'article 8 est modifié dans la version anglaise seulement en remplaçant, dans les quatrième et cinquième lignes du deuxième paragraphe, les mots "with separate bookkeeping for each" par "and for which the corporation shall keep separate accounts".

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 127 concernant le club Montefiore, avec l'amendement suivant qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

L'article 1 est modifié dans la version anglaise seulement en remplaçant, dans les deuxième, troisième et quatrième lignes, à la page 2, les mots "the corporation shall not hold immoveable property exceeding the value of one million dollars." par "the value of the immoveable property held by the corporation shall not exceed one million dollars."

Projets de loi:

Peter Balfour Glassford

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 102 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Peter Balfour Glassford à l'exercice de la profession d'avocat dans la province de Québec.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Nichita Tomesco

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 104 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Nichita Tomesco à l'étude du droit et à l'exercice de la profession d'avocat dans la province de Québec.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

J.-M. Béliveau et Lawrence Mollot

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 105 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Jean-Marc Béliveau et Lawrence Mollot à l'exercice de la profession d'avocat dans la province de Québec.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Adoption de Marie-Marthe Brousseau

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 112 concernant l'adoption de Marie-Marthe Brousseau.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Sœurs Servantes du Saint-Cœur de Marie

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 116 constituant en corporation les sœurs Servantes du Saint-Cœur de Marie.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Club Montefiore

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 127 concernant le club Montefiore.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

À 6 heures, la Chambre suspend ses travaux¹⁹.

Reprise de la séance à 8 heures

Ministère de l'Agriculture et de la Colonisation

La Chambre reprend le débat, suspendu ce jour, sur la motion du ministre de l'Agriculture et ministre de la Colonisation (l'honorable M. Courcy) proposant que le bill 9 instituant le ministère de l'Agriculture et de la Colonisation soit maintenant lu une deuxième fois.

M. Johnson (Bagot) questionne le ministre de l'Agriculture et ministre de la Colonisation (l'honorable M. Courcy). Il s'étonne que l'on divise

le ministère des Finances, pour créer le ministère du Revenu. Si deux ministères, dit-il, valent mieux qu'un, aux yeux du gouvernement, pour percevoir des taxes, comment deux ministères ne vaudraient-ils pas mieux qu'un seul pour prendre soin des cultivateurs?

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) n'aime pas l'argument.

M. Johnson (Bagot): Je pose la question, répond-il, justement au nom de l'efficacité invoquée, l'an dernier, lorsqu'on a divisé le ministère des Finances, en créant le ministère du Revenu.

L'Union nationale s'oppose formellement à la fusion des ministères de l'Agriculture et de la Colonisation.

Il fait remarquer que le bill ne contient pas les notes explicatives obligatoires, et qu'en vertu de l'article 555 des règlements, il pourrait en demander tout simplement le retrait. La loi de fusion des deux ministères, dit-il, est une loi négative et défaitiste contre laquelle l'opposition veut s'ériger avec vigueur. Elle tente de diminuer dans l'esprit des gens l'importance du domaine rural. Son effet psychologique sera désastreux. L'impression se créera que l'État provincial se désintéresse des terriens, qu'il a d'autres chats à fouetter, que le domaine agricole est devenu quelque chose de secondaire, de marginal, dont un seul ministère peut fort bien s'acquitter tout seul. La mesure est une invitation au repliement, à la désertion du sol.

C'est une concession à ceux qui se moquent de l'agriculturisme. Il faudrait, au contraire, préparer une révolution rurale pour faire pendant à la révolution industrielle. Pour les 20,000 défricheurs qui ne sont pas encore parvenus à se tailler des établissements agricoles viables, c'est un acte d'abandon et de lâchage. L'Union nationale ne se rendra pas complice de cette reculade et de cette abdication qui placera les cultivateurs en état d'infériorité parce qu'ils ont besoin d'un ministre qui s'occupe à plein de la défense de leurs intérêts.

La province, il est vrai, n'a pas seulement une vocation agricole, mais également une vocation industrielle. Nos ancêtres ont défriché et labouré héroïquement le sol avec des moyens rudimentaires. On a accusé nos ancêtres d'agriculturisme, mais cela n'empêche pas que 98 % de nos familles agricoles sont propriétaires du sol qu'elles cultivent. Cela est très important lorsqu'on considère que la plupart des révolutions, même au XX^e siècle, ont pour objet la réforme agraire.

Nous ne sommes pas contre l'industrie, au contraire, mais nous croyons que l'État, dans l'exercice de son rôle supplétif, doit protéger et renforcer surtout le secteur le plus faible, le secteur agricole, pour maintenir l'équilibre de notre économie et préserver les assises de notre société. À cause de l'industrialisation et de l'urbanisation rapides de notre province, le progrès du secteur rural est plus nécessaire que jamais à l'équilibre de notre économie.

Quand le gouvernement se décidera-t-il à utiliser le puissant levier de l'État au profit de nos fermes? Plus de la moitié des vivres consommés à Montréal et dans les autres villes de la province viennent de l'Ontario, du Nouveau-Brunswick, et de l'Ouest ou des États-Unis. Chaque fois que nous achetons ces denrées importées, nous abaïssons le niveau de vie de nos cultivateurs. D'autre part, les ministères de la Colonisation et de l'Agriculture devraient subsister parce qu'ils ont des rôles très différents à jouer. Le premier prépare la relève, c'est un instrument de conquête. Le second s'occupe d'exploitations établies. Les besoins ne sont pas les mêmes dans l'un et l'autre cas. Il (M. Johnson) insiste donc sur les raisons multiples qui prouvent que le ministère de la Colonisation reste plus nécessaire que jamais.

Cette reculade du gouvernement aura un effet terrible sur les défricheurs. En foi de qui, je le demande, le gouvernement actuel, consciemment ou inconsciemment, manœuvré par les esprits forts qui se moquent de l'agriculture et de l'agriculturisme, fait-il aujourd'hui descendre le couperet sur la tête du seul ministère spécialement outillé pour aider les défricheurs? Il est parfaitement faux de prétendre que le domaine agricole ne doit plus s'étendre. Seulement l'effet psychologique de la disparition du ministère sur les défricheurs qui ont consacré leur vie au développement de la province est une bonne raison pour maintenir le ministère de la Colonisation.

Le terme de "colonisation" est d'ailleurs déprécié; il vaudrait mieux parler d'établissement rural. Il (M. Johnson) préconise donc la réorganisation des deux ministères et exprime l'avis qu'un ministère de l'Établissement rural devrait être substitué au ministère de la Colonisation. Les mots "colon", "colonie" et "colonisation" ont acquis, dans le vocabulaire contemporain, un sens péjoratif, dit-il, et on devrait les faire disparaître.

La colonisation évoque plutôt l'idée d'une conquête, d'un élan vers une plus grande indépendance individuelle et collective. Il ne faudrait pas qu'à cause d'une question de mots, elle n'en

viennne à évoquer quelque chose d'arriéré, de révolu. Puisque la colonisation ne peut plus être exclusivement agricole, donnons-lui une nouvelle dimension. Ayons un ministère de l'Établissement rural parfaitement adapté aux tâches d'aujourd'hui.

De l'avis même de l'Union catholique des cultivateurs et de tous ceux qui ont une pensée dynamique sur la question, il faut chercher en dehors de l'agriculture elle-même une partie des solutions au problème agricole. Dans l'économie du monde moderne, une agriculture vraiment vivante et prospère ne se conçoit qu'en conjonction étroite avec la mise en valeur des autres richesses naturelles. Dans le contexte agricole et industriel du Québec, au moment où l'État rural a besoin d'aide, le gouvernement devrait, au lieu de se débarrasser d'un ministère, réorganiser et développer les deux ministères existants, de façon à adapter ses services aux conditions spéciales des colons, particulièrement ceux des régions frontières.

J'ai toujours déploré que, dans certaines régions nouvelles que l'industrialisation a ouvertes au progrès²⁰, on n'ait aucunement pensé à organiser la vie communautaire. J'ai toujours regretté qu'il n'y ait pas, dans l'administration, un département qui, dans une région comme celle du Nouveau-Québec, se sentirait responsable d'organiser non seulement la vie même des travailleurs, mais également leur vie communautaire. C'est dans cet état d'esprit que je vois la création d'un ministère de l'Établissement rural.

Nous sommes contre le bill 9 parce qu'il fait table rase du passé et parce qu'il démolit sans rien construire à la place. L'Union nationale ne cherche pas à détruire et à faire disparaître le ministère actuel, mais à le réorganiser et le parfaire sur une base nouvelle. Si elle avait été maintenue au pouvoir en 1960, nous aurions le ministère de l'Établissement rural. Nous l'aurons aux prochaines élections, lorsque l'Union nationale aura repris le pouvoir.

M. Riendeau (Napierville-Laprairie): Le gouvernement ne comprend pas les problèmes agricoles, puisque la fusion des ministères de l'Agriculture et de la Colonisation ne laissera plus qu'un demi-ministre aux cultivateurs. Ce que les agriculteurs désirent, ce n'est pas un demi-ministre de l'Agriculture, mais un ministre qui se dévouera entièrement à ce ministère. Ils veulent un ministre à plein temps. Il s'oppose à la fusion des deux ministères.

Il insiste sur l'importance de la production agricole, estimant que ce domaine devrait être

surveillé de plus près par le gouvernement. Il reproche au ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Courcy) d'utiliser trop de formules qui nuisent à la classe agricole.

Il engage les libéraux à suivre la politique pratique d'aide aux producteurs mise de l'avant par l'ancien ministre de l'Agriculture, M. Laurent Barré. Grâce à cette politique, dit-il, les pomiculteurs de Rouville, Missisquoi et Shefford se portent mieux aujourd'hui, assurés d'un marché stable, même l'hiver, en raison des services précieux des entrepôts frigorifiques.

M. Bernatchez (Lotbinière): La politique du gouvernement actuel, en matière d'agriculture, est inadéquate. Sous l'Union nationale, on s'était rendu compte qu'il fallait tout d'abord procéder à l'égouttement des terres.

Il accuse le gouvernement d'avoir saboté la loi du crédit agricole à court et à moyen terme²¹.

Il reproche au ministre de l'Agriculture et ministre de la Colonisation (l'honorable M. Courcy) de s'être laissé influencer par les ministres de la Jeunesse et des Richesses naturelles (les honorables MM. Gérin-Lajoie et Lévesque). Le ministre s'est laissé convaincre, dit-il, que la colonisation n'était pas une chose importante dans la province.

La fusion des ministères de l'Agriculture et de la Colonisation constitue un retour de plus de 30 ans en arrière. Depuis plus de 30 ans, on élabore des politiques d'aide, des programmes appropriés aux besoins. Le gouvernement parle de principes d'universalité, de traiter les gens de la même façon, mais il ne tient pas compte des problèmes particuliers. Je ne vois aucun avantage économique dans la fusion des deux ministères.

Je n'ai pu trouver, dit-il, dans le discours du ministre de l'Agriculture et ministre de la Colonisation (l'honorable M. Courcy) les raisons qui motivent sa décision. Le ministre a parlé d'économies, mais lesquelles? Le ministre veut faire des économies sur le dos des cultivateurs, des colons ou sur le dos des défricheurs en fusionnant les deux ministères. Au lieu de venir en aide aux colons, il les décapite.

Si le gouvernement voulait aider les colons, il continuerait les politiques généreuses de l'Union nationale et les améliorerait. Ce sont les colons qui vont y perdre au changement, car dans la Colonisation seule, il y avait 10 services qui collaboraient avec les colons. Les colons doivent être traités différemment des cultivateurs parce que leurs problèmes sont différents.

L'an dernier, nous avons mis le gouvernement en garde lorsqu'il a été question d'un seul ministre pour les deux ministères. Comme nous l'avions prévu, c'était le premier geste vers la disparition du ministère de la Colonisation.

M. Boulais (Rouville) insiste sur les avantages de la politique du gouvernement actuel en matière d'agriculture. Il reprend les arguments du ministre de l'Agriculture et ministre de la Colonisation.

Dans la nouvelle législation de la fusion des ministères de l'Agriculture et de la Colonisation, dit-il, les cultivateurs et les défricheurs seront désireux de voir une politique agricole unique, une planification dans l'union de pensée et d'action, contrairement à ce qui s'est produit dans le passé.

M. Guillemette (Frontenac): Le député de Rouville adhère à une politique qui oublie complètement d'unir les cadres entre la Coopérative fédérée, l'Union catholique des cultivateurs et l'Office des marchés.

Il déplore le mythe de la structuration de planification de l'inertie du gouvernement devant les problèmes agricoles. Le problème agricole, dit-il, n'est pas un problème de structure gouvernementale, mais de structure de la classe agricole elle-même. Ce qu'il faudrait, c'est de mettre entre les mains du cultivateur les instruments devant lui permettre de bâtir son destin.

Le ministre de l'Agriculture et ministre de la Colonisation, lorsqu'il était dans l'opposition, disait que les ministères de l'Agriculture et de la Colonisation n'étaient pas suffisants. Le gouvernement de l'Union nationale a tout fait pour les cultivateurs.

M. Castonguay (Matane) reprend les arguments du ministre de l'Agriculture et ministre de la Colonisation.

Le gouvernement de l'Union nationale, dit-il, n'a pas fait tout ce que prétend le député de Frontenac pour les cultivateurs. Du temps de l'Union nationale, les cultivateurs ne trouvaient que de l'apathie de la part du gouvernement. L'Union nationale parlait souvent du prêt agricole, mais laissait la terre et les fermes s'en aller à l'abandon. Les cultivateurs devaient travailler en dehors pour gagner la vie de leur famille.

Lorsque l'Union nationale était au pouvoir, l'intérêt voué aux cultivateurs ne se manifestait que la veille des élections; après cela, ils étaient quatre ans sans assistance gouvernementale. Aujourd'hui qu'ils sont dans l'opposition, les députés de l'Union

nationale pressent les cultivateurs sur leur cœur. Voilà l'amour des gens d'en face pour les cultivateurs. Ils les aimaient au moment des élections et ils les aiment depuis qu'ils sont dans l'opposition.

Si on règle le problème de l'agriculture, on réglera en même temps le problème du chômage et le problème économique de nos régions agricoles.

J'ai souvent été épaté par l'ancien ministre de l'Agriculture, M. Laurent Barré, mais ce qui m'épatait, c'était de constater qu'il ne connaissait rien du tout. Je félicite le ministre de l'Agriculture actuel (l'honorable M. Courcy) et je demande au Saint-Esprit d'accorder aux membres de l'opposition la lumière qui les éclairera.

M. Lavallée (Berthier) s'élève contre la fusion des ministères de l'Agriculture et de la Colonisation. Le gouvernement actuel, dit-il, n'a qu'un seul but: chambarder tout ce qui s'était fait autrefois, pour le simple plaisir de faire du nouveau. Il est impossible de stabiliser quelque chose sans une classe agricole prospère.

Ce que les agriculteurs désirent, ce n'est pas un demi-ministre de l'Agriculture, mais un ministre qui se dévouera entièrement à ce ministère²². Les agriculteurs réclament un ministre à plein temps.

D'autres députés ministériels interviennent et reprennent les arguments du ministre de l'Agriculture et ministre de la Colonisation.

M. Coiteux (L'Assomption) reprend les arguments du ministre de l'Agriculture et ministre de la Colonisation. Il nous faut sauver, déclare-t-il, notre agriculture d'un désastre national, ainsi que consolider et restaurer nos cadres. Le temps est fini où notre agriculture doit être conduite au petit bonheur, sans politique définie.

Ce n'est pas avec quelques petits octrois, ici et là, en vue du prochain vote, que nous inciterons les fils de cultivateurs à demeurer attachés au sol. Il nous faut une politique agricole définie avec des cadres et un programme mûrement réfléchi. Il ne faut plus faire de politique sur le dos de notre agriculture, mais il faut unir tous nos efforts pour la sauver. Il faut arrêter l'hémorragie de la désertion de nos campagnes.

Si l'industrie et le commerce, et toutes les autres sphères, acceptent un dirigisme mûrement pensé, l'agriculture devrait pouvoir profiter d'une politique mûrement réfléchie. Le secteur coopération fut une réussite. On a fait et, surtout, on fera dans l'avenir de louables efforts pour venir en aide

financièrement aux cultivateurs par des prêts plus généreux à tous ceux qui le méritent.

Mais, pour replacer l'agriculture dans son contexte et la remettre au niveau des autres professions, pour la revaloriser et faire en sorte que le bien paternel se transmette de génération en génération, il faut que le cultivateur puisse tirer de son entreprise assez de revenus pour qu'il puisse vivre au même niveau que tous les autres membres de la communauté québécoise. L'important, c'est que le cultivateur puisse faire vivre convenablement sa famille avec les revenus de sa ferme. Augmentons le revenu de nos fermes familiales, favorisons une politique viable et rentable qui fera unité, et nous arrêterons l'hémorragie de la désertion.

Il (M. Coiteux) propose, appuyé par le député de Joliette (M. Lambert), que le débat soit maintenant ajourné²³.

Adopté. Le débat est de nouveau ajourné.

Ajournement

M. l'Orateur prononce l'ajournement.

La séance est levée vers 10 heures.

NOTES

1. Le premier ministre revient en Chambre après s'être absenté du Québec pour un voyage à New York. Il a été absent une partie de la séance du 8 février dernier ainsi que pour toute la séance du 9 février 1962.

2. "English-Catholic School Struggle Is Losing Ground", *The Gazette* du 14 février 1962, à la page 3. D'une part, l'article fait part des doléances de la Parent-Teacher Association of St. Mary's School, de Jacques-Cartier, qui déclare que M. Laporte, après leur avoir donné un rendez-vous pour le lundi 12 février 1962, n'était pas présent à son bureau pour les recevoir. D'autre part, *The Gazette* du 14 février 1962, à la page 29, ainsi que *Le Montréal-Matin* du 14 février 1962, à la page 8, signalent que M. Laporte serait intervenu en Chambre à ce sujet sur une question de privilège.

3. *Le Nouveau Journal* du 14 février 1962, à la page 8, explique que la délégation se serait trompée d'adresse et serait allée frapper à la porte du domicile de M. Laporte.

4. Le député de Terrebonne (l'honorable M. Bertrand) fait allusion ici à la concurrence entre *Le Progrès de Terrebonne* et *La Voix des Mille-Isles*, journal qu'il publie.

5. *Le Montréal-Matin* du 14 février 1962, à la page 8, indique que le discours de M. Bertrand, à propos de l'article de son journal, dure une quinzaine de minutes.

6. Bien que M. Hanley mentionne la date du 31 mars 1963 selon *The Gazette* du 14 février 1962, à la page 4, notons que le projet de loi prolonge bel et bien la loi pour favoriser la conciliation entre locataires et propriétaires jusqu'au 30 avril 1963.

7. *The Quebec Chronicle-Telegraph* du 14 février 1962, à la page 2, rappelle que M. Bertrand a souligné, la semaine dernière, les conséquences désastreuses suivant la suppression des contrôles des loyers par la Régie. Le secrétaire de la province a aussi indiqué, la semaine dernière, que plus de 116,000 Montréalais vivaient dans des taudis.

8. *L'Action catholique* du 14 février 1962, à la page 15, écrit que "l'administration actuelle favorise la disparition des taudis dans les municipalités". On comprend que "l'administration actuelle" semble être le gouvernement provincial, puisqu'il favorise la disparition des taudis dans les municipalités.

9. *La Tribune* du 14 février 1962, à la page 1, note que seul M. Bertrand semblait porter attention à l'intervention de M. Hanley, tandis que les autres députés ministériels discutaient entre eux.

10. *La Presse* du 14 février 1962, à la page 15, explique plutôt que le duel des propriétaires et des locataires au conseil municipal n'aurait abouti à rien si le maire n'avait pas départagé les voix.

11. *Le Devoir* du 14 février 1962, à la page 9, note que le vote du conseil municipal de Québec sur cette question aurait eu lieu lundi soir dernier, soit le 12 février. *Le Devoir* explique aussi que, selon l'ancienne loi, ce vote aurait suffi; mais la nouvelle législation exige non seulement une requête du conseil municipal, mais une enquête de la Régie des loyers.

12. *La Tribune* du 14 février 1962, à la page 1, ne précise pas de quel amendement il s'agit ni dans quelle circonstance cette intervention s'est produite.

13. Cette réplique et les deux qui suivent proviennent d'un article de *La Tribune* du 15 février 1962, à la page 1, qui ne précise pas à quelle séance et durant quels débats elles se sont produites.

14. Durant la deuxième lecture et l'étude en comité plénier du bill 2, *Le Nouvelliste* du 14 février 1962, à la page 2, note qu'aucun vote n'a été enregistré à aucun stade. L'unanimité fut complète.

15. *Le Soleil* du 14 février 1962, à la page 10, mentionne plutôt 1957.

16. \$60,000, selon *Le Soleil* du 14 février 1962, à la page 10.

17. *Le Montréal-Matin* du 14 février 1962, à la page 7, note que M. Courcy a pris environ 30 minutes pour exposer son programme.

18. Les sources ne mentionnent pas à quel moment le débat est suspendu pour que les députés prennent connaissance des messages du Conseil législatif.

19. Les sources divergent sur le moment plausible où l'on peut situer la suspension pour le souper. D'une part, selon *Le Soleil* du 14 février 1962, à la page 10, M. Courcy prend la parole en après-midi, tandis que *L'Action catholique* du 14 février 1962, à la page 14, situe le discours du ministre en soirée. D'autre part, selon *Le Montréal-Matin* du 14 février 1962, à la page 7, M. Johnson prend lui aussi la parole en après-midi, tandis que *La Presse* du 14 février 1962, à la page 14, rapporte les discours de MM. Courcy et Johnson en soirée. Nous avons donc opté pour le discours de M. Courcy en après-midi, suivi du discours de M. Johnson et des autres députés en soirée.

20. *Le Soleil* du 14 février 1962, à la page 10, écrit plutôt "des régions nouvelles ouvertes par le progrès à l'industrialisation".

21. *Le Soleil* du 14 février 1962, à la page 10, poursuit, sans compléter, la phrase ainsi: "passée par le". Il s'agit probablement, en guise de déduction, que la loi a été passée par le gouvernement de l'Union nationale.

22. La version de *L'Action catholique* du 14 février 1962, à la page 14, est légèrement nuancée: "Les agriculteurs ont besoin non seulement d'un demi-ministre, mais d'un homme qui se dévouera entièrement à ce ministère."

23. *Le Nouvelliste* du 14 février 1962, à la page 23, souligne que M. Coiteux (L'Assomption) prononçait son premier discours en Chambre.

Séance du mercredi 14 février 1962

Présidence de l'honorable J. R. Hyde

La séance est ouverte à 2 h 30.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports des comités permanents:

M. Dionne (Rimouski): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le sixième rapport du comité permanent des règlements.

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- de Antoine-Élie-Paul Dupré, demandant l'adoption d'une loi changeant son nom en celui de Léo Dupré;
- de dame Claire Bender, demandant l'adoption d'une loi validant un acte de vente;
- de Zdenek Podskalsky, demandant l'adoption d'une loi changeant son nom en celui de Denis Dennis;
- de The Reconstructionist Synagogue of Montreal, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- de The Congregation Beth Hamadrash Hagadol, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- de dame Amber Dix et autres, demandant l'adoption d'une loi les incorporant sous le nom de The Evangelical Free Church of America;
- de First Church of Christ, Scientist, Montréal, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- de The Royal Trust Company Mortgage Corporation, demandant l'adoption d'une loi lui octroyant les mêmes privilèges que ceux accordés aux compagnies de prêts;
- de Young Israel of Val Royal, demandant l'adoption d'une loi les concernant.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le deuxième rapport du comité permanent des bills publics en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 113 concernant deux donations entre vifs d'Arthur Décary.

Votre comité fait rapport que les promoteurs du bill 174 relatif au testament de dame Caroline Monier-Paquet et aux pouvoirs attribués aux fiduciaires régissant certains de ses biens ont déclaré qu'ils désiraient le retirer, et prie votre honorable Chambre de bien vouloir agréer leur demande.

Le rapport est adopté.

M. Binette (Deux-Montagnes): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le cinquième rapport du comité permanent des bills privés en général.

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, les bills suivants:

- bill 165 changeant le nom de Joseph-Henri-Georges-Léon-Raphaël Rousseau en celui de Joseph-Léon-Henri Benoît;
 - bill 195 changeant le nom de Samuel Lion Simak en celui de Lionel Schwartz.
- Et, avec des amendements, le bill suivant:
- bill 208 constituant en corporation Anshei Ozeroff Congregation.

Projets de loi:

Young Israel of Val Royal

M. Blank (Montréal-Saint-Louis) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 173 concernant Young Israel of Val Royal.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Zdenek Podskalsky

M. Blank (Montréal-Saint-Louis) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 119 changeant le nom de Zdenek Podskalsky en celui de Denis Dennis.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Acte de vente par C. Bender à F. Girouard

M. Blank (Montréal-Saint-Louis) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 181 validant un acte de vente par dame Claire Bender à Fernand Girouard.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Royal Trust Company
Mortgage Corporation**

M. Blank (Montréal-Saint-Louis) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 182 concernant The Royal Trust Company Mortgage Corporation.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Reconstructionist Synagogue
of Montreal**

M. Lavoie (Laval) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 124 constituant en corporation The Reconstructionist Synagogue of Montreal.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**First Church of Christ,
Scientist**

M. Brown (Brome) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 146 constituant en corporation First Church of Christ, Scientist, Montréal, et pourvoyant à la constitution en corporation d'autres Churches of Christ, Scientist, dans la province de Québec.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Congregation Beth
Hamedrash Hagadol**

Mme Kirkland-Casgrain (Jacques-Cartier) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 199 concernant The Congregation Beth Hamedrash Hagadol.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

A.-É.-P. Dupré

M. Roy (Lévis) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 206 changeant le nom d'Antoine-Élie-Paul Dupré en celui de Léo Dupré.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Evangelical Free Church
of America**

M. Lechasseur (Verchères) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 207 constituant en corporation The Evangelical Free Church of America in the Province of Quebec.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Questions et réponses orales:

**Panne d'électricité
à l'Île aux Grues**

M. Lizotte (Montmagny): Qu'est-ce que le ministère des Richesses naturelles entend faire pour remédier à la panne d'électricité survenue à l'Île aux Grues? La situation embarrasse une partie des électeurs du comté de Montmagny.

L'honorable M. Lévesque (Montréal-Laurier): Cette question inattendue¹, déclare-t-il, du représentant de Montmagny me permet de rectifier les faits inexacts qui ont été mentionnés dans certains journaux. Des journaux ont rapporté que l'installation du câble, d'une longueur de deux milles et demi à trois milles entre l'Île aux Grues et Cap-Saint-Ignace, le long de la route 2, par l'Office de l'électrification rurale, avait coûté \$52,000. Le câble, installé l'année dernière, a coûté environ \$25,000.

Ce câble est destiné à alimenter en énergie électrique la coopérative d'électricité de l'Île aux Grues qui compte 55 abonnés. Autrefois, 15 ou 20 familles possédaient des moteurs Delco. L'Office achète l'électricité de la Quebec Power Corporation et la revend, au prix coûtant, à la Coopérative. Le contrat qui doit lier l'Office et la Coopérative n'est pas encore signé. On prévoit que la coopérative paiera \$85 chaque mois pour le câble, en plus des dépenses d'exploitation.

L'Office de l'électrification rurale a pris les mesures voulues pour que le courant électrique soit rétabli à l'Île aux Grues d'ici quelques jours. L'Office a commandé, mardi, un moteur Diesel de 50 kilowatts afin de remédier à la panne d'électricité survenue à la suite d'une rupture du câble de transmission électrique entre l'Île aux Grues et Cap-Saint-Ignace, dans la nuit de dimanche à lundi. Les glaces seraient la cause du bris du câble. Les habitants de l'Île, du reste, disent qu'ils n'ont pas vu de glace aussi épaisse depuis 30 ans. Le moteur d'un groupe électrogène, qui est loué², restera en place pour alimenter les résidents de l'Île en attendant la réparation du câble sous-marin au printemps, jusqu'à ce qu'on puisse épisser le câble après le dégel.

Le Conseil de la trésorerie de la province a approuvé immédiatement la dépense, à cause de son caractère urgent. Le moteur de 50 kilowatts aura une force suffisante, puisque la plus forte demande d'électricité, en décembre, fut de 33 kilowatts. Le moteur sera installé à la fin de cette semaine, dimanche, et fonctionnera pour actionner une

génératrice. La dépense pour le moteur Diesel sera d'environ \$3,000. L'Office paiera pour la location du moteur et pour l'huile nécessaire. Hydro-Québec n'a rien à voir dans cette affaire.

(Le secrétaire de la province (M. Bertrand) traverse discrètement la Chambre et s'assoit à côté du représentant de Maisonneuve (M. Tremblay). Il discute avec lui, deux minutes assis et trois minutes debout, pour revenir prendre discrètement son siège.)³

Projets de loi:

Joseph-H.-G.-L.-R. Rousseau

M. Lavoie (Laval) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 165 changeant le nom de Joseph-Henri-Georges-Léon-Raphaël Rousseau en celui de Joseph-Léon-Henri Benoît.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 165 sans l'amender.

M. Lavoie (Laval) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Samuel Lion Simak

M. Blank (Montréal-Saint-Louis) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 195 changeant le nom de Samuel Lion Simak en celui de Lionel Schwartz.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 195 sans l'amender.

M. Blank (Montréal-Saint-Louis) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Anshei Ozeroff Congregation

M. Blank (Montréal-Saint-Louis) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 208 constituant en corporation Anshei Ozeroff Congregation.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 208 sans l'amender.

M. Blank (Montréal-Saint-Louis) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Donations d'Arthur Décary

M. Meunier (Bourget) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 113 concernant deux donations entre vifs d'Arthur Décary.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 113 sans l'amender.

M. Meunier (Bourget) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Comité spécial:

Composition du comité spécial et étude de la loi électorale

M. Lalonde (Montréal-Saint-Henri) propose, appuyé par le député de Rimouski (M. Dionne), que la motion adoptée par l'Assemblée législative à sa séance du 7 février 1962, relativement au comité spécial institué pour examiner le bill 15 intitulé: loi électorale de Québec, soit modifiée en retranchant les noms de MM. Custeau et Russell et en les remplaçant par MM. Hébert et Lafontaine⁴.

Adopté.

Projets de loi:

Ministère de l'Agriculture et de la Colonisation

La Chambre reprend le débat ajourné mardi le 13 février courant, sur la motion du ministre de l'Agriculture et ministre de la Colonisation (l'honorable M. Courcy) proposant que le bill 9 instituant le ministère de l'Agriculture et de la Colonisation soit maintenant lu une deuxième fois.

M. Coiteux (L'Assomption): La fusion des ministères de l'Agriculture et de la Colonisation a pour objet de mettre en commun toute l'expérience et toute la science des deux ministères pris individuellement. À ce titre, le gouvernement ainsi que le ministre de l'Agriculture et ministre de la Colonisation (l'honorable M. Courcy) méritent des félicitations et des remerciements de la part de la classe agricole pour la politique de vision mise de l'avant par l'équipe libérale.

L'honorable M. Courcy (Abitibi-Ouest): Il est faux de prétendre, comme l'opposition l'a fait mardi, que les cultivateurs et les colons s'opposent à la fusion des ministères de l'Agriculture et de la Colonisation.

Au cours du débat qui a précédé, l'opposition a répété ce qu'elle avait déjà énoncé lors de l'adoption des subsides supplémentaires pour le crédit agricole. Il réfère la Chambre à un éditorial de *La Terre de chez nous*, en date du 15 juillet 1960, intitulé "Vers un ministère de l'Aménagement rural". L'éditorialiste, dit-il, M. Paul-Henri Lavoie, y exprimait qu'il n'y a pas de différence entre colons et cultivateurs, que la colonisation ne doit constituer qu'une étape qui doit être raccourcie et même éliminée aussi rapidement que possible, pour assurer l'épanouissement de l'agriculture. C'est un argument en faveur de la fusion. M. Lavoie affirme aussi que la fusion est devenue nécessaire pour éviter des duplications administratives. Cette amalgamation doit entraîner des économies administratives ainsi qu'éviter retards et pertes de temps.

Il résume et répond aux arguments invoqués hier par l'opposition pour s'opposer à la fusion des ministères de l'Agriculture et de la Colonisation. L'opposition, dit-il, voudrait laisser croire à la population aujourd'hui que les terres de colonisation vont être abandonnées. Bien au contraire, le gouvernement veut y apporter une attention plus spéciale. Aujourd'hui, lorsqu'une personne demande un lot de colonisation, on le lui déconseille si elle n'a

pas les aptitudes. Il vaut mieux que les colons s'établissent dans les régions où ils habitent plutôt que de les envoyer à plus de 500 milles de là.

L'opposition, dit-il, reproche au gouvernement de faire plus de projets que de réalisations, mais, si l'on regarde en arrière, si on relève les lois votées par l'Union nationale dans le domaine de la colonisation, on trouve beaucoup plus de paroles que de réalisations. L'Union nationale a dépensé \$150,000,000 pour la population rurale et pour la colonisation sans faire grand-chose en réalité. L'Union nationale limitait à 45 acres l'étendue de terre que pouvait posséder un colon, mais le présent gouvernement a augmenté cette superficie à 120 acres avec des primes et des octrois de \$60 l'acre pour le déboisement et le défrichement.

(À l'adresse du député de Lotbinière, M. Bernatchez) Nous avons même établi 12 nouveaux colons dans le comté de Lotbinière, en 1961.

Une voix de l'opposition: Combien le ministre de la Colonisation (l'honorable M. Courcy) a établi de colons en Abitibi?

L'honorable M. Courcy (Abitibi-Ouest): Aucun colon ne fut établi dans cette région, à la demande des sociétés de colonisation qui ne veulent plus de colons de passage. Elles ne veulent pas établir comme colon quelqu'un qui cherche tout simplement à échapper au chômage et qui quittera la terre dans un an ou moins.

M. Bernatchez (Lotbinière): C'est ça, vous les envoyez plutôt dans le comté de Lotbinière.

L'honorable M. Courcy (Abitibi-Ouest): Nous avons donné une nouvelle impulsion à la colonisation et, en fusionnant les ministères de l'Agriculture et de la Colonisation en un seul, nous croyons pouvoir rendre de plus grands services à la classe agricole.

M. Johnson (Bagot) réclame le vote parce que l'opposition s'oppose catégoriquement au principe de la fusion des ministères de l'Agriculture et de la Colonisation.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Arsenault, Bédard, Bélanger, Bertrand (Terrebonne), Binette, Blank, Boulais, Brousseau, Castonguay, Cliche, Coiteux (Duplessis), Coiteux (L'Assomption), Collard, Courcy, Cournoyer, Couturier, Dionne, Earl, Gérin-Lajoie,

Hamel (Iberville), Hamel (Saint-Maurice), Hanley, Harvey, Jourdain, Mme Kirkland-Casgrain, MM. Lafrance, Lalonde, Lambert, Lapalme, Laporte, Laroche, Lavoie, Lechasseur, Lemieux, Lesage, Levesque (Bonaventure), Lévesque (Montréal-Laurier), Lizotte, Maheux, Meunier, Morissette, Ouimet, Pinard, Plourde (Roberval), Roy (Lévis), Saint-Pierre, Turpin, Vaillancourt, 48.

Contre: MM. Bégin, Bernatchez, Bertrand (Missisquoi), Boudreau, Caron, Charbonneau, Cloutier, Cottingham, Custeau, Desjardins, Dozois, Ducharme, Élie, Gabias, Gosselin, Guillemette, Hébert, Johnson, Johnston, Laberge, Langlais, Lavallée, Leclerc, Maltais, Pouliot, Prévost, Raymond, Riendeau, Roy (Nicolet), Russell, Somerville, Talbot, Tellier, Thibeault, Tremblay, 35.

Des députés ministériels: Qu'est-ce que vous faites aux cultivateurs? Oh! Vous ne les aimez pas! Vous ne les aimez plus? Vous les trahissez⁵!

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill 9 est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier pour étude au cours de la présente séance.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, le bill suivant:

- bill 2 prolongeant et modifiant la loi pour favoriser la conciliation entre locataires et propriétaires.

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

CONSEIL LÉGISLATIF

14 février 1962

Ordonné: Que le greffier reporte à l'Assemblée législative le bill 14 octroyant à Sa Majesté des deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1962, et pour d'autres fins, et informe cette Chambre que le Conseil législatif l'a voté.

Projets de loi:

Ministère de l'Agriculture et de la Colonisation

L'honorable M. Courcy (Abitibi-Ouest) propose que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 9 instituant le ministère de l'Agriculture et de la Colonisation.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

En comité:

Présidence de M. Bédard (Québec)

Le comité étudie l'article 1.

Les articles 1 et 2 du chapitre 103, remplacé par l'article 1 du projet de loi, sont adoptés.

Le comité étudie l'article 3 du chapitre 103, remplacé par l'article 1 du projet de loi, qui se lit comme suit:

"3. Les fonctions, pouvoirs et devoirs du ministre sont les suivants:

"1° Il a la surveillance et la gestion par toute la province de tout ce qui se rattache à l'agriculture et à la colonisation;

"2° Il doit veiller à la classification et à la vente des terres de colonisation confiées à son administration ainsi qu'à l'immigration;

"3° Il a la direction des travaux et chemins de colonisation;

"4° Il a la surveillance des écoles ou collèges d'agriculture, des fermes modèles, des manufactures de sucre de betterave et des sociétés de colonisation recevant une subvention du gouvernement, des comités permanents d'expositions agricoles, des sociétés d'agriculture et d'horticulture, des cercles agricoles et des institutions d'enseignement agricole;

"5° Il a le pouvoir d'octroyer à même les fonds mis à sa disposition, quand il le juge à propos, et aux conditions qu'il croit devoir imposer, des prêts en argent, des subventions et des avances, aux sociétés agricoles, aux cercles agricoles, aux syndicats, aux sociétés coopératives et autres institutions formées dans le but de favoriser les intérêts de l'agriculture ou de la colonisation;

"6° Il peut, aux conditions qu'il détermine, organiser des concours entre agriculteurs ou colons, leur verser des primes, des allocations ou indemnités, accorder des subventions aux corporations municipales

pour l'exécution de travaux de drainage, faire exécuter en régie ou à l'entreprise des améliorations foncières;

"7° Il peut instituer des enquêtes, recueillir des renseignements utiles relativement aux intérêts agricoles, et adopter des mesures propres à les répandre, dans le but d'accélérer les progrès de la province et d'y attirer l'émigration des pays étrangers."

M. Johnson (Bagot): Et qu'advient-il de l'école d'Oka?

L'honorable M. Courcy (Abitibi-Ouest): L'Institut agricole d'Oka fermera définitivement ses portes en juin 1962, à la fin de la présente année académique; il est peu probable qu'il soit déménagé ailleurs.

M. Johnson (Bagot): Est-ce que le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Courcy) a des nouvelles de l'école qui est en construction à Oka?

L'honorable M. Courcy (Abitibi-Ouest): Il n'y en a pas en construction à Oka.

M. Johnson (Bagot): Il y a pourtant une somme de \$150,000, provenant des contribuables, qui a été dépensée.

L'honorable M. Courcy (Abitibi-Ouest): J'ai donné les raisons l'an dernier. Je ne crois pas que l'École d'agriculture déménage...

M. Johnson (Bagot): Sera-t-elle gardée dans le comté de Deux-Montagnes ou ira-t-elle à Saint-Hyacinthe?

L'honorable M. Courcy (Abitibi-Ouest): Au sujet de l'école d'enseignement agronomique, la décision du gouvernement a été annoncée en Chambre et reproduite dans tous les journaux.

M. Johnson (Bagot): Est-ce que le ministre de l'Agriculture aura juridiction sur l'école d'agronomie attendue à Saint-Hyacinthe à la suite d'une promesse du premier ministre?

L'honorable M. Courcy (Abitibi-Ouest): L'enseignement agronomique relève de l'université.

M. Johnson (Bagot): Le gouvernement provincial a décidé qu'à l'avenir l'enseignement agronomique sera diffusé seulement dans une faculté

de l'Université Laval à Québec, alors que le premier ministre avait promis, le 29 juin 1960, que ce serait à Saint-Hyacinthe.

L'honorable M. Courcy (Abitibi-Ouest): Les autorités suivent les recommandations du comité Régis⁶.

M. Johnson (Bagot): Je ne peux pas comprendre ou j'ai dû mal lire! Je rappelle la promesse du premier ministre, faite le 19 juin 1960, à l'effet que l'école serait établie à Saint-Hyacinthe et qui a été rapportée dans les journaux.

L'honorable M. Courcy (Abitibi-Ouest): Le premier ministre étant absent, il ne m'appartient pas de me prononcer là-dessus.

M. Johnson (Bagot): On veut savoir.

L'honorable M. Courcy (Abitibi-Ouest): Le ministère de l'Agriculture aura la surveillance des écoles d'agriculture de la province. Au collège, l'enseignement technique agricole commencera en 1962, dans la province de Québec. Il sera sous la surveillance du ministère de l'Agriculture. Il y aura deux grands instituts de technologie agricole; l'un sera situé à Sainte-Anne-de-la-Pocatière, pour l'est de la province, et l'autre dans la région de Montréal, probablement à Saint-Hyacinthe.

M. Johnson (Bagot): Une espèce d'école d'arts et de métiers. Est-ce que l'École de médecine vétérinaire de Saint-Hyacinthe relève du ministère?

L'honorable M. Courcy (Abitibi-Ouest): Oui.

M. Johnson (Bagot): Est-ce que le ministre de l'Agriculture a l'intention de faire déménager l'École de médecine vétérinaire de Saint-Hyacinthe à Québec? Je reproche au député de Saint-Hyacinthe (l'honorable M. Saint-Pierre) de ne pas protester.

L'honorable M. Courcy (Abitibi-Ouest): Le député de Bagot aime bien parler de Saint-Hyacinthe!

M. Johnson (Bagot): Je m'habitue d'avance, au cas du remaniement de la carte électorale!

M. Pouliot (Gaspé-Sud) attire l'attention du ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Courcy)

sur la fermeture de l'École d'agriculture de Val-d'Espoir, dirigée par les frères de Saint-Viateur. Il reproche au gouvernement d'avoir permis que cette école soit fermée et exprime des regrets devant sa fermeture.

Cette institution, dit-il, a été fondée en 1925, alors que feu John Hall Kelly était député libéral du comté. Cette institution a rendu de grands et d'éminents services à la population, sous la direction des frères de Saint-Viateur. La population voit avec regret cette école fermer ses portes.

L'honorable M. Courcy (Abitibi-Ouest): Les frères de Saint-Viateur ont manifesté l'intention de quitter l'institution et ils ne veulent pas revenir sur leur décision. Il n'y avait pas deux douzaines⁷ d'élèves à cet endroit. L'établissement de Val-d'Espoir a été fermé, mais l'enseignement agricole est encore diffusé dans la péninsule gaspésienne, à Grande-Rivière.

Le gouvernement provincial étudie la possibilité d'installer une grande maison d'enseignement agricole moderne pour desservir toute la Gaspésie et de mieux la situer que celle de Val-d'Espoir. Il en promet l'ouverture.

M. Johnson (Bagot): Je parie \$1 qu'elle sera érigée dans Bonaventure ou dans une circonscription rouge!

L'honorable M. Levesque (Bonaventure): Le pari n'est pas si risqué, puisque la Gaspésie est libérale dans la proportion de 80 % depuis les dernières élections et qu'elle le sera à 100 % aux prochaines!

M. Pouliot (Gaspé-Sud): C'est grâce à l'École des pêcheries, fondée par l'Union nationale, que le ministère de l'Agriculture a pu trouver refuge à Grande-Rivière pour sa nouvelle école d'agriculture.

Une école s'impose, où qu'elle soit. Mais, d'un autre côté, Gaspé-Sud étant la région agricole la moins aidée dans la péninsule, il eût été préférable de maintenir l'institution à Val-d'Espoir. Les frères de Saint-Viateur n'ont pas reçu beaucoup d'encouragement de la présente administration qui leur a même défendu de faire du recrutement. L'abandon de l'école de Val-d'Espoir est un recul de 25 ans dans le développement de l'agriculture en Gaspésie.

L'honorable M. Levesque (Bonaventure): Val-d'Espoir n'était pas le meilleur endroit pour une

école d'agriculture. J'étais au courant depuis longtemps, dit-il, que les frères de Saint-Viateur ne voulaient plus continuer leur enseignement à Val-d'Espoir et qu'ils désiraient quitter l'endroit. Il en était déjà question sous le gouvernement de l'Union nationale, à cause du peu d'étudiants qui s'y inscrivaient.

L'établissement était mal situé et les jeunes élèves n'aimaient guère y aller suivre des cours; les élèves se plaignaient que l'école était trop loin. On doit laisser au ministre de l'Agriculture le soin de choisir un emplacement. Le ministre a dit qu'il y a d'autres endroits plus propices en Gaspésie et que le gouvernement réglera la question en vue du bien commun⁸.

Il relève l'affirmation du représentant de Gaspé-Sud sur l'École des pêcheries et brandit des documents attestant que la création de l'École des pêcheries a été conçue sous un régime libéral, le 3 juin 1944, à la veille des élections. Le gouvernement de l'Union nationale, déclare-t-il, n'a fait que donner suite à cette idée en construisant l'école.

M. Lafontaine (Labelle) pose des questions au ministre de l'Agriculture sur le type d'enseignement qui sera donné dans les écoles techniques d'agriculture.

L'honorable M. Courcy (Abitibi-Ouest): Les écoles techniques d'enseignement agricole de Sainte-Anne-de-la-Pocatière et de Saint-Hyacinthe donneront un enseignement grâce auquel l'étudiant sera technicien après la troisième année.

Ces techniciens, s'ils le désirent, pourront prendre une option pour continuer d'étudier à l'université. Dorénavant, pour obtenir leur baccalauréat, les techniciens devront parfaire leurs études à la Faculté d'agronomie, qui sera située à l'Université Laval.

M. Lafontaine (Labelle): Je crois comprendre, déclare-t-il, qu'il n'y aura, dorénavant, qu'une seule école capable de former des agronomes.

M. Johnson (Bagot) abonde dans le même sens. Il s'oppose énergiquement à la décision du gouvernement de situer la Faculté d'agronomie à l'Université Laval. C'est Macdonald, dit-il, que tout le monde fréquente, dans la région de Montréal, pour l'agronomie en langue anglaise, et la région de Québec, pour la langue française. On aurait dû localiser la Faculté d'agronomie à Saint-Hyacinthe ou dans la région de Montréal. Je pense que c'est une très mauvaise décision du gouvernement.

L'article 3 du chapitre 103, remplacé par l'article 1 du projet de loi, est adopté.

L'article 4 du chapitre 103, remplacé par l'article 1 du projet de loi, est adopté.

Le comité étudie l'article 5 du chapitre 103, remplacé par l'article 1 du projet de loi, qui se lit comme suit:

"5. Le ministre peut enquêter lui-même ou donner par écrit à toute personne compétente l'autorisation d'enquêter, à sa place, sur la conduite de tout employé sous sa direction et sur toute affaire se rattachant à l'administration ou à la gestion de son ministère.

"Le ministre ou la personne qu'il délègue a, dans ce cas, pour les fins de cette enquête, tous les pouvoirs mentionnés aux articles 9, 10 et 11 de la loi des commissions d'enquête (chapitre 9)."

M. Johnson (Bagot) s'objecte fortement à cet article du projet de loi. Cette clause, précise-t-il, accorde au ministre le pouvoir d'enquêter, ou de faire enquêter une personne compétente, sur la conduite et l'attitude de n'importe quel fonctionnaire relevant de lui, ou sur n'importe quelle action posée dans le cadre de l'administration de son ministère.

Les articles 9, 10 et 11 de la loi des commissions d'enquête, explique-t-il, parlent de l'assignation des témoins, du devoir de comparaître et du refus de comparaître. À ce dernier item, il est dit qu'une personne refusant de comparaître pourra être punie pour mépris de cour.

Le ministre de l'Agriculture et de la Colonisation pourra donc forcer les gens à témoigner, sous serment, à propos de la conduite d'un de ses employés ou de leur propre conduite, sans quoi ces gens seront passibles d'être punis pour mépris de cour. Le ministre aura également le pouvoir de leur demander de produire des documents incriminants.

C'est un principe nouveau qu'on introduit dans nos lois. J'ose croire que c'est une distraction, que ce n'est pas voulu. Si c'est exactement ce que l'on veut, nous pourrions marquer le 14 février comme une date malheureuse dans la législation de la province parce que, pour la première fois, on donnera au ministre le droit d'enquêter sur un employé ou sur toute autre personne selon son caprice.

C'est un pouvoir exorbitant et excessif. Il est normal qu'un ministre puisse surveiller l'administration de son ministère, mais la disposition législative crée

un précédent excessivement dangereux. Ce projet de loi a un relent inqualifiable. Depuis que je suis en Chambre, à ma connaissance, il n'y a pas eu une seule loi avec ce principe.

L'honorable M. Courcy (Abitibi-Ouest) cite plusieurs exemples démontrant qu'il ne s'agit pas d'un précédent.

Plusieurs employés du gouvernement ne relèvent pas de la Commission de la fonction publique, et le gouvernement n'a aucun autre recours pour discipliner les employés. Il n'y a pas lieu de s'élever contre une clause nécessaire pour une saine administration.

L'honorable M. Levesque (Bonaventure) relève la dernière affirmation du chef de l'opposition qui a dit qu'il s'agissait d'un précédent. Le texte de la loi de la pêche, déclare-t-il, en vigueur sous l'Union nationale, donnait le droit au ministre d'enquêter sur la conduite d'un employé. Il n'y a rien de nouveau.

Les employés ne relèvent pas tous de la Commission de la fonction publique. Alors, pourquoi le chef de l'opposition se scandalise-t-il?

M. Johnson (Bagot): Mais ces dispositions n'accordent pas au ministre les mêmes pouvoirs qu'un juge enquêteur. À tout événement, ce n'est pas nous qui avons introduit ces dispositions. Les ministères des Transports, de la Jeunesse et des Ressources hydrauliques, créés par le gouvernement de l'Union nationale, n'avaient pas ce pouvoir.

Si l'article 5 n'est pas un précédent, tous ceux qui existent ont été créés jadis par des administrations libérales, et ils prouvent qu'on veut commencer à établir une sorte de Gestapo⁹ dans l'administration. Un tel article évoque l'Inquisition du Moyen Âge. Cet article est une disposition rétrograde, qui est dépassée depuis longtemps et qui constitue quasiment du véritable sadisme législatif et administratif.

La séance est suspendue.

Messages du lieutenant-gouverneur:

Sanction royale

M. Pierre Gelly, huissier à la verge noire, transmet le message suivant dont M. l'Orateur fait lecture:

M. l'Orateur: Madame, Messieurs, l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec désire la présence immédiate de cette Chambre dans la salle des séances du Conseil législatif.

En conséquence, M. l'Orateur et les députés se rendent à la salle du Conseil législatif.

L'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur veut bien donner, au nom de Sa Majesté, la sanction royale aux bills suivants:

2 Loi prolongeant et modifiant la loi pour favoriser la conciliation entre locataires et propriétaires;

102 Loi autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Peter Balfour Glassford à l'exercice de la profession d'avocat dans la province de Québec;

103 Loi constituant en corporation Young Israel of Chomedey;

104 Loi autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Nichita Tomesco à l'étude du droit et à l'exercice de la profession d'avocat dans la province de Québec;

105 Loi autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Jean-Marc Béliveau et Lawrence Mollot à l'exercice de la profession d'avocat dans la province de Québec;

107 Loi modifiant la charte de l'Institut Fraser-Hickson, Montréal;

108 Loi concernant la Caisse Nationale d'Économie;

112 Loi concernant l'adoption de Marie-Marthe Brousseau;

116 Loi constituant en corporation les sœurs Servantes du Saint-Cœur de Marie;

127 Loi concernant le club Montefiore;

153 Loi concernant le curé de Saint-Roch de Québec et le Foyer Saint-Antoine.

Le Greffier du Conseil législatif: Au nom de Sa Majesté, l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur sanctionne ces bills.

M. l'Orateur de l'Assemblée législative s'adresse alors à l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur et lui présente le bill suivant pour qu'il veuille bien y donner sa sanction:

14 Loi octroyant à Sa Majesté des deniers requis pour des dépenses du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1962, et pour d'autres fins.

Le Greffier du Conseil législatif: Au nom de Sa Majesté, l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur remercie ses loyaux sujets, accepte leur *benevolence* et sanctionne ce bill.

Les députés reviennent à leur salle de séances.

Projets de loi:

Ministère de l'Agriculture et de la Colonisation

La Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier le bill 9 instituant le ministère de l'Agriculture et de la Colonisation.

En comité:

Présidence de M. Bédard (Québec)

Le comité poursuit l'étude de l'article 5 du chapitre 103, remplacé par l'article 1 du projet de loi, qui se lit comme suit:

"5. Le ministre peut enquêter lui-même ou donner par écrit à toute personne compétente l'autorisation d'enquêter, à sa place, sur la conduite de tout employé sous sa direction et sur toute affaire se rattachant à l'administration ou à la gestion de son ministère.

"Le ministre ou la personne qu'il délègue a, dans ce cas, pour les fins de cette enquête, tous les pouvoirs mentionnés aux articles 9, 10 et 11 de la loi des commissions d'enquête (chapitre 9)."

L'honorable M. Pinard (Drummond): Des articles semblables, démontrant qu'il ne s'agit pas d'un précédent, existent au ministère de la Voirie et à l'ancien ministère des Mines.

Cet article est nécessaire pour permettre au ministre de faire enquête, lorsqu'une plainte concernant un employé est formulée par un député de l'opposition ou par une autre personne. La clause permet seulement à un ministre d'enquêter sur les qualités et le comportement d'un employé de son ministère.

L'honorable M. Cliche (Abitibi-Est): Plusieurs employés du gouvernement ne relèvent pas de la Commission de la fonction publique et le gouvernement n'a pas d'autre moyen pour discipliner ces employés.

L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont):

Je viens d'apprendre, dit-il, que le ministre de la Chasse et des Pêcheries (l'honorable M. Levesque, Bonaventure) jouit d'un tel pouvoir. Je vais m'informer, dit-il, pour savoir si mon ministère a le même pouvoir, car je vais en avoir besoin. Je n'ai rien contre ce pouvoir.

Si j'avais, dans la loi du procureur général, le pouvoir prévu dans l'article 5, j'en serais heureux, et je l'utiliserais volontiers dans le cas d'un employé qui se tait actuellement parce qu'il sait que je n'ai pas d'autre possibilité que de le faire interroger par la police, car il ne tombe pas sous la juridiction de la Commission du service civil. Il existe, déclare-t-il, une véritable caste dans le personnel de mon ministère. Mais je suis obligé de me taire sur ce cas aujourd'hui.

M. Johnson (Bagot): Encore des lois libérales! L'article viole les principes de la Déclaration des droits de l'homme; c'est antidémocratique.

Même si des dispositions semblables sont dans la législation depuis plusieurs années, on ne devrait pas les laisser telles quelles. Les investigations devraient être confiées à la Commission du service civil, aux tribunaux ou à un autre organisme du même genre; ils sont toujours présents, c'est pour ça qu'ils existent. Non seulement les mots "conduite de tout employé" et le deuxième paragraphe de l'article 5 du projet de loi devraient être biffés, mais il faudrait aussi faire disparaître des lois de la province toutes les dispositions ressemblant à l'article 5 du bill 9. L'article 5 deviendra un instrument d'inquisition politique. Ça n'a jamais causé de problème, n'attendons pas que ça en cause.

Simplement, est-ce que le procureur général (l'honorable M. Lapalme) est en faveur d'accorder à un ministre le pouvoir d'enquêter?

L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont):

Oui.

L'honorable M. Courcy (Abitibi-Ouest): Et le chef de l'opposition n'est pas contre, puisque l'article a existé pendant 16 ans dans plusieurs ministères, alors que l'Union nationale était au pouvoir, et il n'a pas demandé qu'il soit abrogé. Vous avez amendé toutes ces lois et vous n'avez jamais modifié ces articles.

M. Johnson (Bagot) demande au ministre de l'Agriculture et ministre de la Colonisation (l'honorable M. Courcy) s'il appuie cet article.

L'honorable M. Courcy (Abitibi-Ouest) est en faveur de l'adoption de l'article.

M. Johnson (Bagot): L'article 5 accorde au ministre les mêmes pouvoirs qu'au juge Salvas¹⁰, par exemple.

Cela me paraît inconcevable. Il pourrait en résulter une profusion d'enquêtes Salvas.

Le fondateur de l'Union nationale, feu M. Duplessis, que plusieurs se plaisaient à qualifier de dictateur, n'a jamais inséré un article de ce genre dans un projet de loi instituant les trois ministères instaurés sous l'Union nationale.

Les articles traitant de la discipline des employés parlaient plutôt de "surveillance" et non pas "d'enquête".

Il insiste auprès du ministre de l'Agriculture et ministre de la Colonisation (l'honorable M. Courcy) pour qu'il donne au moins l'assurance qu'il ne se servira pas de ce texte pour décider le renvoi d'employés.

L'article 5 du chapitre 103, remplacé par l'article 1 du projet de loi, est mis aux voix et est adopté par 32 voix contre 18¹¹.

M. Johnson (Bagot): Je suis certain, dit-il, que le premier ministre aurait adopté une attitude différente s'il avait été présent à la Chambre lorsque le vote a été pris.

Les articles 6 et 7 du chapitre 103, remplacé par l'article 1 du projet de loi, sont adoptés.

Le comité étudie l'article 8 du chapitre 103, remplacé par l'article 1 du projet de loi, qui se lit comme suit:

"8. Le lieutenant-gouverneur en conseil nomme un sous-ministre de l'Agriculture et de la Colonisation."

M. Johnson (Bagot): Les sous-ministres des ministères de l'Agriculture et de la Colonisation sont des personnes compétentes. Il ne faudrait pas que les autorités provinciales sacrifient un des deux sous-ministres actuels en fusionnant les deux ministères en un seul.

L'article 8 du chapitre 103, remplacé par l'article 1 du projet de loi, est adopté.

Les articles 9 et 10 du chapitre 103, remplacé par l'article 1 du projet de loi, sont adoptés.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité n'a pas fini de délibérer et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est ordonné que le comité siége de nouveau au cours de la présente séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill 9 instituant le ministère de l'Agriculture et de la Colonisation.

L'honorable M. Courcy (Abitibi-Ouest) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolutions et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Courcy (Abitibi-Ouest) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté.

En comité:

Présidence de M. Bédard (Québec)

L'honorable M. Courcy (Abitibi-Ouest) propose: 1. Que le lieutenant-gouverneur en conseil nomme, conformément à la loi du service civil (chapitre 11), tous autres fonctionnaires et employés nécessaires à la bonne administration du ministère de l'Agriculture et de la Colonisation.

Adopté.

2. Que les dépenses occasionnées par l'application de la section IV de la loi du ministère de l'Agriculture et de la Colonisation, édictée par la loi qui accompagne les présentes résolutions, soient payées à même le fonds consolidé du revenu.

Adopté.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté deux résolutions, lesquelles sont lues et agréées.

Il est ordonné ces résolutions soient renvoyées au comité plénier chargé d'étudier le bill 9 instituant le ministère de l'Agriculture et de la Colonisation.

Conformément à l'ordre adopté précédemment, la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier le bill 9 instituant le ministère de l'Agriculture et de la Colonisation.

En comité:

Présidence de M. Bédard (Québec)

Les articles 11 à 14 du chapitre 103, remplacé par l'article 1 du projet de loi, sont adoptés.

Le comité étudie l'article 15 du chapitre 103, remplacé par l'article 1 du projet de loi, qui se lit comme suit:

"15. Le ministre ou les officiers du ministère qu'il délègue à cette fin, et toutes les personnes qui les accompagnent, peuvent entrer, passer et enquêter sur toutes propriétés privées, en vue de faire la classification de ces propriétés, si la chose est jugée nécessaire pour des fins d'agriculture ou de colonisation, mais le propriétaire doit être indemnisé quand des dommages appréciables lui sont causés de ce fait."

M. Johnson (Bagot): Le pouvoir qui autorise les officiers du ministère à faire enquête sur toutes les propriétés privées, afin de faire de la classification, existe au ministère de la Colonisation, mais seulement pour les terres de la couronne. Aujourd'hui, on donne le pouvoir au ministre de l'Agriculture qui pourra donc déléguer des officiers et faire des enquêtes chez n'importe quel cultivateur.

Des députés ministériels: Craignez-vous les enquêtes?

L'honorable M. Pinard (Drummond): Avez-vous peur des enquêtes?

M. Johnson (Bagot): Nous n'avons pas peur des enquêtes, mais nous craignons une atteinte à la liberté du droit de propriété. C'est aller un peu trop loin.

L'honorable M. Pinard (Drummond): Le chef de l'opposition veut enlever le pouvoir d'enquête pour nous reprocher plus tard cette omission.

M. Johnson (Bagot): Quant à moi, je suis pour les enquêtes lorsqu'il y a des abus, mais je n'hésite pas à dire que je préfère la liberté avec quelques abus aux abus sans la liberté.

L'honorable M. Pinard (Drummond): On le savait que vous étiez en faveur des abus!

M. Johnson (Bagot): Je n'admets pas le principe que l'on se présente chez un cultivateur pour lui imposer une enquête. C'est de la Gestapo.

L'honorable M. Courcy (Abitibi-Ouest): Le ministère de la Colonisation a déjà ce droit de procéder à des enquêtes et en fait régulièrement chez les colons pour travaux de drainage. Il n'est jamais survenu de complications chez les colons et je ne crois pas non plus qu'il en survienne, dans le cas du ministère de l'Agriculture, chez les cultivateurs.

L'article 15 du chapitre 103, remplacé par l'article 1 du projet de loi, est adopté, après division.

Les articles 16 à 18 du chapitre 103, remplacé par l'article 1 du projet de loi, sont adoptés.

Le comité étudie l'article 19 du chapitre 103, remplacé par l'article 1 du projet de loi, qui se lit comme suit:

"19. Un fonds annuel d'un million de dollars est créé depuis le 1^{er} avril 1961 et le lieutenant-gouverneur en conseil, sur la recommandation du ministre, peut affecter ce fonds à des garanties ou avances aux sociétés coopératives agricoles organisées en vertu de la loi des sociétés coopératives agricoles (chapitre 120) ou de la loi des syndicats coopératifs (chapitre 290)."

L'honorable M. Courcy (Abitibi-Ouest): Le fonds annuel sera porté de \$200,000 à \$1,000,000 pour offrir des garanties ou avances aux sociétés coopératives agricoles du Québec.

L'article 19 du chapitre 103, remplacé par l'article 1 du projet de loi, est adopté.

Les articles 20 à 27 du chapitre 103, remplacé par l'article 1 du projet de loi, sont adoptés.

L'article 1 est adopté.

Les articles 2 à 6 sont adoptés.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté le bill 9 sans l'amender.

L'honorable M. Courcy (Abitibi-Ouest) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Les députés de l'opposition refusent de procéder immédiatement à la troisième lecture.

Ministère de la Chasse et des Pêcheries

L'honorable M. Levesque (Bonaventure) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 10 instituant le ministère de la Chasse et des Pêcheries soit maintenant lu une deuxième fois.

M. Pouliot (Gaspé-Sud): Effectivement, le même ministre administrait par le passé les deux ministères¹², et l'opposition ne juge pas nécessaire de s'opposer au bill.

M. Johnson (Bagot) demande au ministre de la Chasse et des Pêcheries (l'honorable M. Levesque, Bonaventure) de donner l'assurance à la Chambre que cette loi ne servira pas de prétexte au renvoi d'employés, sous prétexte qu'elle a été votée par la Chambre.

L'honorable M. Levesque (Bonaventure): La loi ne fait que confirmer ce qui existe actuellement au point de vue administratif. Il n'y aura pas de renvois.

La motion est adoptée. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre¹³.

L'honorable M. Levesque (Bonaventure) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

En comité:

Présidence de M. Bédard (Québec)

Le comité étudie l'article 1.

Les articles 1 à 3 du chapitre 152, remplacé par l'article 1 du projet de loi, sont adoptés.

Le comité étudie l'article 4 du chapitre 152, remplacé par l'article 1 du projet de loi, qui se lit comme suit:

"4. Le ministre peut enquêter lui-même ou donner par écrit à toute personne compétente l'autorisation d'enquêter, à sa place, sur la conduite de tout employé sous sa direction et sur toute affaire se rattachant à l'administration ou à la gestion de son ministère.

"Le ministre ou la personne qu'il délègue a, dans ce cas, pour les fins de cette enquête, tous les pouvoirs mentionnés aux articles 9, 10 et 11 de la loi des commissions d'enquête (chapitre 9)."

M. Johnson (Bagot) tente d'empêcher le ministère de la Chasse et des Pêcheries de se pourvoir d'un tel article et demande le vote.

L'article 4 du chapitre 152, remplacé par l'article 1 du projet de loi, est mis aux voix et est adopté par 37 voix contre 23.

Les articles 5 et 6 du chapitre 152, remplacé par l'article 1 du projet de loi, sont adoptés.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité n'a pas fini de délibérer et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est ordonné que le comité siége de nouveau au cours de la présente séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill 10 instituant le ministère de la Chasse et des Pêcheries.

L'honorable M. Levesque (Bonaventure) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolution et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Levesque (Bonaventure) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.
Adopté.

En comité:

Présidence de M. Bédard (Québec)

L'honorable M. Levesque (Bonaventure) propose: Que le lieutenant-gouverneur en conseil

nomme, conformément à la loi du service civil (Statuts refondus, 1941, chapitre 11), tous fonctionnaires et employés nécessaires à la bonne administration du ministère de la Chasse et des Pêcheries.

Adopté.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté une résolution, laquelle est lue et agréée.

Conformément à l'ordre adopté précédemment, la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier le bill 10 instituant le ministère de la Chasse et des Pêcheries.

Le comité poursuit l'étude du bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 10 sans l'amender.

Travaux de la Chambre:

Projets de loi à étudier à la prochaine séance

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):
Demain après-midi ou demain soir, dit-il, il y aura la deuxième lecture des bills concernant les jeunes agriculteurs désireux de s'établir sur une terre, l'Université Sir George Williams, et les fonds d'industrialisation.

Ajournement

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) propose que la Chambre s'ajourne maintenant.
Adopté.

La séance est levée vers 6 heures.

NOTES

1. *L'Événement-Journal* du 15 février 1962, à la page 42, prend la peine de mettre le mot "inattendue"

entre guillemets; il est vrai qu'on peut douter du caractère imprévu de la question posée par M. Lizotte à son collègue libéral, M. Lévesque.

2. *Le Nouveau Journal* du 15 février 1962, à la page 6, mentionne plutôt l'achat d'un groupe électrogène.

3. *Le Montréal-Matin* du 15 février 1962, à la page 11, rapporte que, vers le début de la séance, M. Lionel Bertrand a traversé la Chambre pour proposer à M. Lucien Tremblay de "paier", c'est-à-dire d'annuler leurs deux votes. Selon le journaliste, M. Tremblay a refusé et a suggéré à M. Bertrand de "paier" plutôt avec M. Lorrain (Papineau) qui était malade et donc absent de la Chambre.

4. *La Presse* du 15 février 1962, à la page 19, précise que le whip libéral présente cette motion pour répondre au désir de l'opposition.

5. D'après *Le Nouvelliste* du 15 février 1962, à la page 12, ces moqueries sont dites lors du vote.

6. Le comité d'étude sur l'enseignement agricole et agronomique, présidé par le révérend père Louis-Marie Régis, présenta ses recommandations au gouvernement le 5 janvier 1962. Parmi celles-ci, il y avait la création d'une seule Faculté francophone d'agronomie à l'Université Laval, la création de deux écoles d'enseignement technologique agricole (Saint-Hyacinthe et Sainte-Anne-de-la-Pocatière) et l'organisation de l'enseignement professionnel et ménager agricole au premier degré (après la 7^e année) et au deuxième degré (après la 9^e année) selon les besoins du milieu. Voir: *Rapport du comité d'études sur l'enseignement agricole et agronomique*, 1961, 267 pages.

7. *L'Action catholique* du 15 février 1962, à la page 8, consigne qu'il s'agit d'une vingtaine d'élèves à Val-d'Espoir.

8. *La Presse* du 15 février 1962, à la page 19, note qu'au cours du débat sur l'école de Val-d'Espoir, il a été question de la possibilité d'achat de la ferme expérimentale fédérale du Cap-Blanc, mais sans aucune autre précision.

9. Le chef de l'opposition fait référence à la police politique, créée en 1933, sous l'Allemagne nazie. Gestapo est l'acronyme de Geheime Staatspolizei qui signifie "police secrète d'État".

10. *Le Montréal-Matin* du 15 février 1962, à la page 10, parle plutôt d'un juge de la commission Salvas. La commission Salvas enquête depuis le 7 décembre 1960 sur les pratiques d'achat faites par le gouvernement de l'Union nationale entre juillet 1955 et juillet 1960, et aussi sur le scandale du gaz naturel, où des ministres unionistes auraient acheté des actions de la Corporation du gaz naturel, avant que cette dernière ne reçoive le mandat d'exploiter cette ressource, mandat occupé auparavant par Hydro-Québec.

11. *Le Nouveau Journal* du 15 février 1962, à la page 6, rapporte qu'au moment du vote, le premier ministre n'est plus dans son fauteuil à l'Assemblée.

12. En effet, depuis le 18 décembre 1958, le ministre des Pêcheries et de la Chasse présidait à la fois le département de la Chasse et le département des Pêcheries; il y avait donc un ministre pour deux ministères distincts. Voir: 7-8 Elizabeth II, chapitre 36.

13. *La Presse* du 15 février 1962, à la page 19, note que la discussion en deuxième lecture a duré moins d'un quart d'heure.

Séance du jeudi 15 février 1962

Présidence de l'honorable J. R. Hyde

La séance est ouverte à 2 h 30.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports du comité spécial:

Étude de la loi électorale

M. Lechasseur (Verchères): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité spécial chargé de l'étude du bill 15 intitulé: loi électorale de Québec.

Votre comité a choisi M. Lechasseur pour son président et a fixé le quorum à quinze membres.

Rapports des comités permanents:

M. Dionne (Rimouski): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le septième rapport du comité permanent des règlements.

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans le cas ci-après:

- de la cité de Montréal, demandant l'adoption d'une loi modifiant la charte de la Corporation de Montréal métropolitain.

Projets de loi:

Corporation de Montréal métropolitain

M. Lalonde (Montréal-Saint-Henri) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 210 modifiant la loi concernant la Corporation de Montréal métropolitain.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 109 constituant en corporation les frères du Sacré-Cœur;

- bill 121 concernant l'Église mennonite et la Conférence canadienne de l'Église des Frères mennonites de l'Amérique du Nord;

- bill 126 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Pierre-Claude Fournier à l'exercice de la profession d'avocat dans la province de Québec;

- bill 148 relatif à la Société d'administration et de fiducie;

- bill 156 changeant le nom de Thérèse Couturier en celui de Thérèse Gendreau.

Projets de loi:

Acte de vente par C. Bender à F. Girouard

M. Blank (Montréal-Saint-Louis) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 181 validant un acte de vente par dame Claire Bender à Fernand Girouard soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Young Israel of Val Royal

M. Blank (Montréal-Saint-Louis) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 173 concernant Young Israel of Val Royal soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Zdenek Podskalsky

M. Blank (Montréal-Saint-Louis) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 119 changeant le nom de Zdenek Podskalsky en celui de Denis Dennis soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Reconstructionist Synagogue of Montreal

M. Lavoie (Laval) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 124 constituant en corporation The Reconstructionist Synagogue of Montreal soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

First Church of Christ, Scientist

M. Brown (Brome) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 146 constituant en corporation First Church of Christ, Scientist, Montréal, et pourvoyant à la constitution en corporation d'autres Churches of Christ, Scientist, dans la province de Québec, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Royal Trust Company Mortgage Corporation

M. Blank (Montréal-Saint-Louis) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 182 concernant The Royal Trust Company Mortgage Corporation soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Congregation Beth Hamedrash Hagadol

Mme Kirkland-Casgrain (Jacques-Cartier) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 199 concernant The Congregation Beth Hamedrash Hagadol soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

A.-É.-P. Dupré

M. Roy (Lévis) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 206 changeant le nom d'Antoine-Élie-Paul Dupré en celui de Léo Dupré soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Evangelical Free Church of America

M. Lechasseur (Verchères) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 207 constituant en corporation The Evangelical Free Church of America in the Province of Quebec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Explications sur des faits publiés:

Article paru dans un quotidien montréalais

L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont): J'ai relevé trois inexactitudes dans un article de journal montréalais concernant la vente aux enchères du canon d'Outremont par les universitaires. D'abord, dit-il, le canon ne vient pas de Crimée; *secundo*, ni M. Beaubien ni M. Brais n'ont pu l'admirer de leur fenêtre, moi seul ai eu ce privilège; *tertio*, l'arme n'a pas pu servir à la victoire libérale. Si l'on s'était servi de ce canon comme arme libérale, vous imaginez ce qui serait arrivé de l'opposition.

Des voix ministérielles: Pulvérisée.
(Rires)

M. Gabias (Trois-Rivières): Il vous aurait explosé dans les mains avant.
(Rires)

Article paru dans L'Événement

L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges) attire l'attention de la Chambre sur un titre paru dans ce journal: "Un ministre intéressé aux pédales"¹.
(Rires de la Chambre)

Projets de loi:

Ministère de l'Agriculture et de la Colonisation

L'honorable M. Courcy (Abitibi-Ouest) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 9 instituant le ministère de l'Agriculture et de la Colonisation soit maintenant lu une troisième fois.

M. Johnson (Bagot): Ainsi que je l'ai signalé hier, de 1944 à 1960, l'Union nationale a créé trois départements distincts: celui des Ressources hydrauliques, du Bien-être et de la Jeunesse, et celui des Transports et des Communications. Dans aucun de ces départements, vous ne trouverez un règlement permettant au ministre lui-même, ou à une personne qu'il a désignée, d'enquêter sur ses employés et sur leur conduite. Un tel pouvoir est excessif. Il ne doit pas être permis par une loi nouvelle, et il faudrait même, au fur et à mesure que l'occasion s'en présente, le rayer des anciennes lois.

Le premier ministre, qui, comme moi, admire notre système parlementaire, sait que les pouvoirs sont répartis entre trois branches. Les branches législatives, exécutives et judiciaires. Le législatif, c'est nous. L'exécutif, c'est le gouvernement. Le judiciaire, ce sont les tribunaux. Je crois que la loi actuelle confond l'exécutif et le judiciaire. La disposition serait dangereuse parce qu'elle ne tient pas compte du principe de la séparation des pouvoirs législatif, exécutif et judiciaire, sur lequel repose notre démocratie.

De tels pouvoirs qui empiètent sur le judiciaire ne sauraient exister dans aucune loi de portée administrative. Il est temps de changer les lois existantes qui sont aussi audacieuses. Nous donnons au ministre des pouvoirs abusifs. C'est à mon sens un pas dans la mauvaise direction, une mesure rétrograde et antidémocratique.

Il (M. Johnson) s'oppose à des pouvoirs qu'il juge l'équivalent de ceux d'un enquêteur judiciaire et qu'un ministre pourrait déléguer à un organisateur politique devenu fonctionnaire, pour aller fouiller la conduite des employés durant leurs heures de travail et même en dehors. De tels pouvoirs ont pu être donnés sous le premier gouvernement de l'Union nationale. On copiait alors de vieux Statuts libéraux peut-être encore de mode. Aujourd'hui, il ne saurait en être question, depuis l'institution justement par les libéraux de la Commission du service civil.

La population, férue de liberté, ne veut plus qu'une enquête sur un employé d'un ministère, jusqu'en dehors de ses heures de travail, soit faite par le ministre. La tâche doit incomber à la Commission du service civil. La disposition controversée est inacceptable à une époque où le syndicalisme fait son apparition chez les fonctionnaires.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):
Nous ne nous en servons pas.

M. Johnson (Bagot): Si on ne veut pas se servir de cette loi, pourquoi veut-on alors la faire

voter? De deux choses l'une: on ne se servira pas de la loi et elle devient alors inutile, ou on s'en servira et elle est alors extrêmement dangereuse.

Il (M. Johnson) propose, appuyé par le député des Îles-de-la-Madeleine (M. Langlais), que tous les mots après "que", dans la motion en discussion, soient retranchés et remplacés par les suivants:

"Le bill 9 instituant le ministère de l'Agriculture et de la Colonisation soit renvoyé de nouveau au comité plénier avec instruction de le modifier, de façon à respecter la division entre l'exécutif et le judiciaire, en biffant l'article 5, qui se lit comme suit:

"5. Le ministre peut enquêter lui-même ou donner par écrit à toute personne compétente l'autorisation d'enquêter, à sa place, sur la conduite de tout employé sous sa direction et sur toute affaire se rattachant à l'administration ou à la gestion de son ministère.

"Le ministre ou la personne qu'il délègue a, dans ce cas, pour les fins de cette enquête, tous les pouvoirs mentionnés aux articles 9, 10 et 11 de la loi des commissions d'enquête (chapitre 9)²."

L'honorable M. Levesque (Bonaventure):
Je m'étonne que le chef de l'opposition revienne avec un pareil amendement en troisième lecture, après que l'argumentation des ministériels eut réfuté complètement ses allégués la veille. Ou bien le chef de l'opposition ignore la législation de sa province ou, dit-il, pendant 16 ans, il a été complètement inconscient des pouvoirs accordés à ses collègues. Le chef de l'opposition a voulu hier faire porter son argumentation en disant que cette disposition pouvait se retrouver sous le gouvernement de l'Union nationale, mais qu'elle avait été votée par les libéraux. L'Union nationale n'a pas apporté de législation semblable. Si le chef de l'opposition consulte les Statuts, chapitre 20³, il verra que, sous l'Union nationale, des modifications en ce sens ont été apportées à la loi du ministère des Mines.

Maurice Duplessis lui-même a introduit le premier dans la législation provinciale, en 1936, une clause analogue à celle qui, du côté de l'opposition, fait crier au "rétablissement de la Gestapo". Il y a un demi-siècle⁴, le fondateur de l'Union nationale a fait insérer une telle disposition, d'une part, dans la loi concernant le ministère de la Chasse et de la Pêche. Les employés ne relèvent pas tous de la Commission du service civil et, en ce qui concerne mon ministère, l'autorité nécessaire a toujours existé, même sous l'administration de l'Union nationale. Non seulement cette disposition rétrograde, comme dit le chef de

l'opposition, se trouve là, mais on la retrouve à la Santé, au paragraphe 4.

Des députés ministériels: Honte! Il est malade.

L'honorable M. Levesque (Bonaventure):

C'est le gouvernement fraîchement élu du temps, en 1936, qui a passé ces mesures rétrogrades d'inquisition. Je ne croyais jamais que le chef de l'opposition reviendrait à la charge aujourd'hui. Pendant 16 ans, nos amis d'en face ont enduré cet article sans rien dire. Le chef de l'opposition qualifie le bill de loi rétrograde, mais pourquoi n'a-t-il pas changé les lois lorsqu'il était au pouvoir? Maintenant le chef de l'opposition se présente comme le sauveur de la race. On comprend maintenant la peur naturelle des enquêtes nourrie par les gens de l'opposition.

(Rires à droite)

C'est la motion du chef de l'opposition qui est rétrograde.

Si on a permis à ces dispositions de demeurer de 1944 à 1960, on cherche aujourd'hui à les faire disparaître. Je dis que l'article en discussion renferme des pouvoirs administratifs et non des pouvoirs judiciaires. Il accorde les moyens nécessaires de contrôle et d'administration. Sans ce pouvoir d'enquête, le ministre ne pourrait plus se justifier en Chambre, rendre compte de la conduite de ses employés. Il est donc nécessaire. C'est le ministre qui administre. Maintenant on veut lui enlever les pouvoirs?

(Applaudissements à droite)

M. Johnson (Bagot) veut intervenir.

Des députés ministériels: Vote! Vote!

L'amendement est mis aux voix et la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Bégin, Bernatchez, Bertrand (Missisquoi), Boudreau, Caron, Charbonneau, Cloutier, Cottingham, Custeau, Desjardins, Dozois, Ducharme, Élie, Gabias, Gosselin, Guillemette, Johnson, Johnston, Laberge, Lafontaine, Langlais, Lavallée, Pouliot, Prévost, Raymond, Riendeau, Roy (Nicolet), Russell, Somerville, Talbot, Tellier, Thibeault, Tremblay, 33.

Contre: MM. Arsenault, Bédard, Bélanger, Binette, Blank, Boulais, Brousseau, Brown, Castonguay, Cliche, Coiteux (Duplessis), Coiteux (L'Assomption), Collard, Courcy, Cournoyer, Couturier, Dionne, Earl, Gérin-Lajoie, Hamel (Iberville), Hamel (Saint-

Maurice), Hanley, Jourdain, Mme Kirkland-Casgrain, MM. Lalonde, Lambert, Lapalme, Laporte, Laroche, Lavoie, Lechasseur, Lemieux, Lesage, Levesque (Bonaventure), Lévesque (Montréal-Laurier), Lizotte, Maheux, Meunier, Morissette, Ouimet, Pinard, Poulin, Rousseau, Roy (Lévis), Saint-Pierre, Turpin, Vaillancourt, 47.

Ainsi, l'amendement est, en conséquence, rejeté.

La motion principale est mise aux voix et la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Arsenault, Bédard, Bélanger, Binette, Blank, Boulais, Brousseau, Brown, Castonguay, Cliche, Coiteux (Duplessis), Coiteux (L'Assomption), Collard, Courcy, Cournoyer, Couturier, Dionne, Earl, Gérin-Lajoie, Hamel (Iberville), Hamel (Saint-Maurice), Hanley, Jourdain, Mme Kirkland-Casgrain, MM. Lalonde, Lambert, Lapalme, Laporte, Laroche, Lavoie, Lechasseur, Lemieux, Lesage, Levesque (Bonaventure), Lévesque (Montréal-Laurier), Lizotte, Maheux, Meunier, Morissette, Ouimet, Pinard, Poulin, Rousseau, Roy (Lévis), Saint-Pierre, Turpin, Vaillancourt, 47.

Contre: MM. Bégin, Bernatchez, Bertrand (Missisquoi), Boudreau, Caron, Charbonneau, Cloutier, Cottingham, Custeau, Desjardins, Dozois, Ducharme, Élie, Gabias, Gosselin, Guillemette, Johnson, Johnston, Laberge, Lafontaine, Langlais, Lavallée, Pouliot, Prévost, Raymond, Riendeau, Roy (Nicolet), Russell, Somerville, Talbot, Tellier, Thibeault, Tremblay, 33.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill 9 est, en conséquence, lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Ministère de la Chasse et des Pêcheries

L'honorable M. Levesque (Bonaventure) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 10 instituant le ministère de la Chasse et des Pêcheries soit maintenant lu une troisième fois.

M. Johnson (Bagot) dit qu'on ne doit pas être surpris qu'il présente une autre motion de ce genre parce qu'il s'est opéré dans cette province une évolution profonde, que les gens sont fiers de liberté et ne veulent plus qu'il y ait des enquêtes par un ministre ou par une personne désignée, sur les employés. Au moment où l'on parle de syndicalisme

chez les fonctionnaires, dit-il, le gouvernement demande le droit de permettre à un ministre d'enquêter avec les pouvoirs réservés aux commissions d'enquête, sur les fonctionnaires. Je doute que les syndicats ouvriers endurent pareille disposition.

Il (M. Johnson) demande au procureur général (l'honorable M. Lapalme) s'il est d'accord pour accorder à un ministre l'autorité de mener des enquêtes.

L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont):

J'aimerais avoir les mêmes pouvoirs que ceux attribués par le bill. La clause autorisant un ministre à faire enquête est nécessaire, dit-il.

Il (l'honorable M. Lapalme) fait état d'une photocopie remise le lendemain de son arrivée au département à la personne visée par une dénonciation écrite. Il dit qu'un de ses employés, qui ne relève pas de la Commission du service civil, se tait actuellement parce qu'il sait qu'on n'a pas d'autre choix que de le faire interroger par la police. Il dit qu'il s'est trouvé paralysé dans des recherches entreprises pour retrouver l'employé qui s'est emparé d'un document envoyé au procureur général par un ministre et l'a fait parvenir, dès le lendemain, à la personne concernée, à 50 milles plus loin.

Je pense que plus d'une personne était impliquée dans cette affaire. Un inspecteur de la police provinciale a fait enquête, mais il s'est heurté au silence général, et le département ne reste toujours en possession que de preuves de circonstances contre le suspect. Si j'avais le pouvoir de citer l'employé concerné et d'autres personnes, dit-il, de les interroger sous serment, ma position serait différente et je parviendrais à savoir qui a sorti le document de mon bureau. Je ne peux donner plus de précisions.

M. Gabias (Trois-Rivières): Le cas soulevé par le procureur général (l'honorable M. Lapalme) est un cas d'exception et le gouvernement, s'il veut faire adopter les articles controversés, devrait dire exactement les raisons de sa demande. Le gouvernement actuel, dit-il, qui se prétend honnête et libéral, ne devrait pas inclure ces articles dans la loi. Le gouvernement veut sans doute se faire dire que les ministres se trouvaient acculés à cet expédient pour faire obstacle à l'obstruction de certains fonctionnaires du vieux régime.

M. Johnson (Bagot): Je veux faire noter à la Chambre que le ministre des Affaires culturelles (l'honorable M. Lapalme) ne se fait pas donner, lui, des pouvoirs d'enquête sévères comme les autres ministres.

L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont): Pas compliqué, je n'ai pas d'employés!

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Il est absolument nécessaire que les ministres, qui sont responsables devant la Chambre, aient, comme tous les patrons, le pouvoir de faire des enquêtes sur la conduite des employés de la province. Les enquêtes pourraient comprendre le comportement des employés même en dehors des heures de travail. D'ailleurs, M. Duplessis avait mis des dispositions semblables dans les lois de la province, et c'est lui-même qui a introduit ce principe dans la législation provinciale, à la deuxième session de 1936. Les employés civils ont prêté serment et ils manquent à leur serment en sortant des documents. Lorsqu'il s'agit d'une enquête sur leur conduite, c'est grave!

M. Bertrand (Missisquoi): Que ces cas soient soumis à un tribunal constitué de la Commission du service civil. Qu'on accroisse les attributions de cet organisme, s'il le faut, au lieu de multiplier les organismes d'enquête dans les ministères. Les tribunaux sont les organismes réguliers pour ce genre de tâche: seule la cour peut être juge, et non pas un ministre. Les ministres veulent des pouvoirs plus élevés: être parties et juges.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Ça ne peut pas se faire. Il faut agir immédiatement. Le ministre doit donc s'en occuper et posséder les pouvoirs pour agir. L'action des cours de justice serait trop lente en la matière. Je ne suis pas le premier à le dire. M. Duplessis était un homme de grande expérience, le plus grand premier ministre de la Confédération, et c'est lui...

(Applaudissements à gauche)

M. Gabias (Trois-Rivières): Enfin, une admission.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): ... et c'est lui qui a introduit le principe dans la législation de la province, dans la loi des pêcheries. M. Duplessis avait compris que c'était nécessaire pour le ministre des Pêcheries. La clause est restée dans les Statuts jusqu'à sa mort. Et aujourd'hui, l'opposition nous accuse d'être rétrogrades. Et ça vient de l'Union nationale. On aura tout vu. Je n'ai jamais vu un parti aligner un tissu de contradictions comme l'Union nationale. Celle-ci ne s'intéresse qu'à une seule chose: tirer le plus d'avantages électoraux immédiats.

M. Gabias (Trois-Rivières): Nous avons actuellement à la direction de la province le gouvernement le plus arriéré qu'on ait vu depuis la Confédération. Le procureur général (l'honorable M. Lapalme) veut se donner des droits que même les cours de justice ne possèdent pas. Il veut à la fois être juge et partie. Le pouvoir accordé à un ministre, dans une loi, d'enquêter ou de faire enquêter une personne compétente sur la conduite d'un employé de son ministère est un droit d'exception qui viole, en fait, les droits de l'homme et un pouvoir exorbitant du droit commun. On accorde aux ministres des pouvoirs outranciers et, dans pareil cas, il est inévitable qu'il se produise des abus. Dans le cas d'investigations, il y a toujours eu trois enquêteurs. Or, le ministre, ou son délégué, sera seul.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Ce n'est pas ce que dit le chapitre 9 des Statuts refondus. Il n'exige pas trois enquêteurs. Cela montre les connaissances du député en droit.

M. Gabias (Trois-Rivières): L'expérience du passé démontre que, dans ces cas, il se produit toujours des abus préjudiciables pour les hommes et les institutions. C'est un article condamnable.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Dans l'Église catholique, on parle du coq qui a chanté trois fois. Mais ici même, c'est trois cents fois que le coq vient de chanter. On dit: C'est la loi la plus dangereuse, la plus désuète. On entend cela même de la bouche du successeur de M. Duplessis à Trois-Rivières. C'est M. Duplessis qui a été parrain de ce principe.

M. Johnson (Bagot): C'est faux. C'est faux.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): (Ironique) On assiste ici (du côté de l'opposition) à la répétition de l'histoire de Pierre. Après avoir renié trois fois, on applaudit. Il est très important pour les ministres de maîtriser les gestes de leurs fonctionnaires, afin de mieux en répondre au Parlement. En cas de fuite d'une information ou en cas de détournement de fonds, il importe que les dirigeants de la province puissent agir rapidement et faire des enquêtes complètes.

C'est ce qui explique les articles faisant l'objet du litige. Quel patron n'a pas le droit de faire une enquête sur la conduite de ses employés? M. Duplessis a incorporé un article semblable dans le bill 20 de la session de 1936.

Il (l'honorable M. Lesage) invite le député de Trois-Rivières (M. Gabias) à relire le chapitre 9 des Statuts refondus de Québec.

M. Johnson (Bagot): Un patron n'a pas les pouvoirs qu'on veut donner au ministre, dit-il.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Ces pouvoirs tiennent compte du fait que, dans le cas présent, la chose est permise. Il ne s'agit pas d'un employeur ordinaire. L'employeur, c'est le peuple de la province, et l'employé de la province, qui a prêté serment, est le serviteur du peuple de la province. Un employeur comme la population de la province a un droit élémentaire de regard sur la conduite de ses employés, susceptibles de trafic de documents ou de détournement de fonds.

M. Gabias (Trois-Rivières): Le bourreau, c'est le premier ministre.

M. Johnson (Bagot): À la suite de nos arguments, les députés de l'autre côté de la Chambre pourraient théoriquement s'affranchir du joug du chef du parti.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): J'invite l'Orateur à maintenir le député de Bagot dans des termes de discussion raisonnables.

M. Johnson (Bagot): J'allais dire que ce joug est sans doute très doux.

L'honorable M. Pinard (Drummond): La clause n'habilite pas un ministre à enquêter sur autre chose que les compétences et le comportement des employés du ministère et sur leurs actes comme tels. En dehors de leur travail, dit-il, ces fonctionnaires sont régis par les mêmes lois que tout le monde. Il (l'honorable M. Pinard) cite le cas d'actes reprochés à un fonctionnaire par un député de l'opposition. Si le ministre ne dispose pas des pouvoirs d'enquête, dit-il, il ne pourra s'occuper du cas et encourra les reproches du dénonciateur.

M. l'Orateur: La discussion est hors d'ordre depuis longtemps.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) dit qu'il se soumet à la décision.

M. Talbot (Chicoutimi) veut continuer la discussion pour l'opposition.

M. Johnson (Bagot) propose, appuyé par le député de Gatineau (M. Desjardins), que tous les mots après "que", dans la motion en discussion, soient retranchés et remplacés par les suivants:

"Le bill 10 intitulé: loi instituant le ministère de la Chasse et des Pêcheries soit renvoyé de nouveau au comité plénier, avec instruction de le modifier de façon à respecter la division entre l'exécutif et le judiciaire en biffant l'article 4, qui se lit comme suit:

"4. Le ministre peut enquêter lui-même ou donner par écrit à toute personne compétente l'autorisation d'enquêter, à sa place, sur la conduite de tout employé sous sa direction et sur toute affaire se rattachant à l'administration ou à la gestion de son ministère.

"Le ministre ou la personne qu'il délègue a, dans ce cas, pour les fins de cette enquête, tous les pouvoirs mentionnés aux articles 9, 10 et 11 de la loi des commissions d'enquête (chapitre 9)⁵."

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) soulève un point d'ordre et de règlement à l'encontre de cette motion, alléguant qu'elle est irrégulière parce qu'elle enfreint les dispositions du premier paragraphe de l'article 151 du Règlement.

Décisions de l'Orateur:

Amendement identique à un autre déjà décidé par la Chambre

M. l'Orateur, après avoir entendu les arguments de part et d'autre, déclare qu'il n'a pas de doute que la motion d'amendement proposée par l'honorable chef de l'opposition (M. Johnson) soulève une question qui est, au fond, identique à celle dont la Chambre a décidé à l'occasion de la troisième lecture du bill 9 instituant le ministère de l'Agriculture et de la Colonisation, au cours de la présente séance, donc pendant la session en cours, ce qui est contraire aux dispositions de l'article 151 du Règlement et de la note 5 sous ledit article.

La motion proposée par l'honorable chef de l'opposition est, en conséquence déclarée, irrégulière et hors d'ordre.

M. Johnson (Bagot) en appelle à la Chambre de la décision de M. l'Orateur.

La question: "La décision de M. l'Orateur sera-t-elle maintenue?" est mise aux voix et la

Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Arsenault, Bédard, Bélanger, Binette, Blank, Boulais, Brousseau, Brown, Castonguay, Cliche, Coiteux (Duplessis), Coiteux (L'Assomption), Collard, Courcy, Cournoyer, Couturier, Dionne, Earl, Gérin-Lajoie, Hamel (Iberville), Hamel (Saint-Maurice), Hanley, Harvey, Jourdain, Mme Kirkland-Casgrain, MM. Lalonde, Lambert, Lapalme, Laporte, Laroche, Lavoie, Lechasseur, Lemieux, Lesage, Levesque (Bonaventure), Lévesque (Montréal-Laurier), Lizotte, Maheux, Meunier, Morissette, Ouimet, Pinard, Poulin, Rousseau, Roy (Lévis), Saint-Pierre, Turpin, Vaillancourt, 48.

Contre: MM. Bégin, Bernatchez, Bertrand (Missisquoi), Boudreau, Caron, Charbonneau, Cloutier, Cottingham, Custeau, Desjardins, Dozois, Ducharme, Élie, Gabias, Gosselin, Johnson, Johnston, Laberge, Lafontaine, Langlais, Lavallée, Maltais, Pouliot, Prévost, Raymond, Riendeau, Roy (Nicolet), Russell, Somerville, Talbot, Tellier, Thibeault, Tremblay, 33.

Ainsi, la décision de M. l'Orateur est, en conséquence, maintenue.

M. Johnson (Bagot) intervient de nouveau en disant que l'opposition a le droit de remettre tout le bill en question.

Il (M. Johnson) dépose de nouveau sa motion.

M. l'Orateur dit que le chef de l'opposition ne peut faire cela.

La motion principale est mise aux voix et la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Arsenault, Bédard, Bélanger, Binette, Blank, Boulais, Brousseau, Brown, Castonguay, Cliche, Coiteux (Duplessis), Coiteux (L'Assomption), Collard, Courcy, Cournoyer, Couturier, Dionne, Earl, Gérin-Lajoie, Hamel (Iberville), Hamel (Saint-Maurice), Hanley, Harvey, Jourdain, Mme Kirkland-Casgrain, MM. Lalonde, Lambert, Lapalme, Laporte, Laroche, Lavoie, Lechasseur, Lemieux, Lesage, Levesque (Bonaventure), Lévesque (Montréal-Laurier), Lizotte, Maheux, Meunier, Morissette, Ouimet, Pinard, Poulin, Rousseau, Roy (Lévis), Saint-Pierre, Turpin, Vaillancourt, 48.

Contre: MM. Bernatchez, Bertrand (Missisquoi), Boudreau, Caron, Charbonneau, Cloutier, Cottingham, Custeau, Desjardins, Dozois, Ducharme, Élie, Gabias, Gosselin, Guillemette, Johnson, Johnston,

Laberge, Lafontaine, Langlais, Lavallée, Maltais, Pouliot, Prévost, Raymond, Riendeau, Roy (Nicolet), Talbot, Tellier, Thibeault, Tremblay, 31.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill 10 est, en conséquence, lu une troisième fois⁶.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Jeunes agriculteurs

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill 5 pour aider à l'établissement de jeunes agriculteurs.

L'honorable M. Courcy (Abitibi-Ouest) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolution et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Courcy (Abitibi-Ouest) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.
Adopté.

En comité:

Présidence de M. Bédard (Québec)

L'honorable M. Courcy (Abitibi-Ouest) propose: Que l'article 2 de la loi 7-8 Elizabeth II, chapitre 5, modifié par l'article 53 de la loi 9-10 Elizabeth II, chapitre 8, soit de nouveau modifié en remplaçant, dans la première ligne, les mots "Tout fils de cultivateur" par les mots "Toute personne".

Adopté.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté une résolution, laquelle est lue.

L'honorable M. Courcy (Abitibi-Ouest) propose que cette résolution soit maintenant agréée.
Adopté, après division.

L'honorable M. Courcy (Abitibi-Ouest) propose, selon l'ordre du jour, que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

La modification apportée à la législation existante par le bill 5 permettra à des fils d'ouvriers ou autres de bénéficier des mêmes avantages que les fils de cultivateurs, s'ils veulent prendre la direction d'une exploitation agricole. Le gouvernement veut venir en aide non seulement aux fils de cultivateurs, mais aussi à ceux des autres professions désireux de s'établir sur des fermes. Ils pourront bénéficier de subventions de \$200 par année pendant cinq ans.

M. Bernatchez (Lotbinière): On veut modifier une loi votée sous le régime de l'Union nationale. En vertu de ce texte, l'ancien gouvernement a porté, par étapes successives, le montant de la subvention de \$300 à \$500, puis à \$1,000. Avec cette loi, l'Union nationale a permis à 26,000 fils de cultivateurs de s'établir sur la terre. Le projet de loi renferme des restrictions en portant à 21 ans, au lieu de 20, et à 40 ans, l'âge minimum et l'âge maximum, respectivement de ceux qui peuvent bénéficier de cette aide financière. En pratique, c'est un recul, puisque le bénéficiaire pouvait avoir 20 ans. La nouvelle loi ne change rien parce que les fils de professionnels et d'ouvriers pouvaient obtenir une aide gouvernementale pour s'établir sur une terre.

L'honorable M. Courcy (Abitibi-Ouest): Ce n'était pas dans la loi.

M. Bernatchez (Lotbinière): Mais c'était conforme à l'esprit de la loi. Il s'oppose contre le fait de porter l'âge minimum des bénéficiaires de 21 à 40 ans.

L'honorable M. Courcy (Abitibi-Ouest): Si, dans le passé, l'Union nationale a donné des subventions à des fils d'ouvriers ou de professionnels, c'est que l'Union nationale était hors la loi.

M. Johnson (Bagot) demande au ministre de l'Agriculture si des femmes réclamaient l'aide du ministère.

L'honorable M. Courcy (Abitibi-Ouest): Lorsque le mari établi sur une ferme décède, c'est de son devoir de venir en aide à la veuve et à ses enfants. Nous continuerons de souscrire à l'aide. Dorénavant, la veuve et les enfants d'un cultivateur assisté qui décède avant la fin de la période de cinq ans seront, comme lui, secourus par l'administration provinciale. L'âge limite pourra même, occasionnellement, être de 42 ans. Des dispositions spéciales seront prévues dans les règlements à ce sujet.

M. Johnson (Bagot): Les députés des comtés ruraux savent que les fils de cultivateurs se marient pour la plupart à 19 ou 20 ans et, à ce moment-là, ils ont besoin de l'appui de l'État. Je propose donc que l'on modifie le projet de loi pour laisser l'âge minimum à 20 ans. Si cette loi permet de garder la terre jusqu'à ce que le fils ait atteint l'âge de 20 ans, nous y sommes sympathiques, comme nous pouvons l'être pour toute loi du genre.

L'honorable M. Courcy (Abitibi-Ouest) consent⁷.

Adopté. Le bill est lu une deuxième fois.

L'honorable M. Courcy (Abitibi-Ouest) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Loi des abus de l'agriculture

L'honorable M. Courcy (Abitibi-Ouest) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 6 modifiant la loi des abus préjudiciables à l'agriculture soit maintenant lu une deuxième fois.

L'honorable M. Courcy (Abitibi-Ouest): Le bill 6 a augmenté diverses amendes pour mettre fin à des abus préjudiciables à l'agriculture. Ainsi, l'amende imposée comme sanction de la violation du droit de propriété immobilière (trespass) passe de \$1 et de \$6 à \$3 et à \$1,000 comme minimum et maximum. L'amende pour possession illégale de bois coupé dans une forêt est portée de \$8 à \$25. Souvent, les cultivateurs sont victimes de bûcherons qui ne se font pas scrupule de couper du bois chez le voisin. Les cultivateurs se plaignent par exemple que des "jacks", selon une expression populaire, vont couper du bois sur leur terre.

M. Bernatchez (Lotbinière) attire l'attention du ministre (l'honorable M. Courcy) sur les négligences de la voirie à couper les mauvaises herbes des fossés en bordure des routes. Ces mauvaises herbes à la longue envahissent les champs voisins, dit-il. Les cultivateurs se sont plaints l'automne dernier de cet état de choses, dans un mémoire présenté aux députés. Il (M. Bernatchez)

demande au ministre (l'honorable M. Courcy) de prendre note de cette plainte des cultivateurs.

Adopté. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Courcy (Abitibi-Ouest) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 6 sans l'amender.

L'honorable M. Courcy (Abitibi-Ouest) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Université Sir George Williams

L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 4 modifiant une subvention à l'Université Sir George Williams soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 4 sans l'amender.

L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Loi des fonds industriels

L'honorable M. Cliche (Abitibi-Est) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 3 modifiant la loi

des fonds industriels soit maintenant lu une deuxième fois.

L'honorable M. Cliche (Abitibi-Est): Toutes les municipalités du Québec pourront maintenant se prévaloir de la loi pour créer des fonds industriels, pour aider les chefs d'industrie à s'établir dans leurs limites territoriales.

Au 31 janvier, depuis l'adoption de la loi en 1961, 22 cités et villes s'étaient prévaluées de la loi des fonds industriels pour une somme de \$10,650,000, tandis que 11 autres villes ont réclamé pour leurs citoyens la permission de créer des fonds similaires pour \$4,377,200.

M. Johnson (Bagot) attire l'attention du ministre des Affaires municipales (l'honorable M. Cliche) sur le fait que la valeur de vente des terrains et bâtisses acquis par les municipalités pour fins industrielles a considérablement augmenté par suite du développement de la province, et que la Commission municipale devrait exercer un contrôle sur les reventes des terrains par les municipalités. La loi empêche les cités et villes de réaliser des profits sur la vente de terrains et de propriétés, dit-il.

Il y a eu des abus. Le député de Laval (M. Lavoie), par exemple, qui est maire de Chomedey, disait que c'était le devoir du ministre des Affaires municipales de surveiller les transactions. Il faudrait particulièrement guetter les maires des agglomérations à développement très rapide.

Une voix: Contrebande ou fausse monnaie?

M. Lavoie (Laval): Mon avis, c'est que la loi adoptée l'an dernier a été très bien faite et doit être laissée sans changement.

L'honorable M. Cliche (Abitibi-Est): Ce contrôle existe par l'entremise de la Commission municipale et du ministère de l'Industrie et du Commerce. Les municipalités sont bien protégées par les lois actuelles et les formalités à remplir, puisque celles-ci comportent justement l'approbation de la Commission municipale.

L'article 4 de la loi actuelle autorise les municipalités à vendre des immeubles à certaines conditions, pour des fins industrielles, pourvu que le prix de vente à terme soit suffisant pour couvrir le prix d'achat, et que le prix de location soit suffisant pour couvrir toutes les dépenses annuelles relatives à cet immeuble, amortissement, taxes municipales et scolaires, intérêts, etc.

C'est respecter l'autonomie des municipalités que de leur permettre d'agir ainsi sans les obliger à toujours demander la permission du ministère des Affaires municipales.

M. Dozois (Montréal-Saint-Jacques) abonde dans le sens des remarques du chef de l'opposition et demande que le ministre prenne les moyens de limiter la vente des immeubles acquis par une municipalité au moyen de son fonds industriel. L'article 4, dit-il, exige de vendre un terrain au prix coûtant alors que la valeur a pu augmenter pour diverses raisons.

Il faudrait modifier cette disposition. Mais, si le gouvernement veut conserver cet article, je n'y peux rien.

Adopté. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Cliche (Abitibi-Est) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 3 sans l'amender.

L'honorable M. Cliche (Abitibi-Est) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

À 6 heures, la Chambre suspend ses travaux.

Reprise de la séance à 8 heures

Projets de loi:

Concours artistiques

L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 13 relatif aux concours artistiques, littéraires et scientifiques soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

En comité:

Présidence de M. Bédard (Québec)

L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont): Le nouveau texte attribue au ministre des Affaires culturelles, au lieu du lieutenant-gouverneur en conseil, la détermination des conditions du concours et la nomination du jury. Je suis d'accord avec le chef de l'opposition, et je ne vois pas d'objection à ce que le lieutenant-gouverneur en conseil ait le soin de fixer les conditions des concours. Cependant, dans le passé, cela a entraîné des retards. Dans tout cela, il n'y a pas de révolution...

Des voix dans les tribunes du public: On veut des prêts! On veut des prêts!⁸
(Désordre dans la Chambre)

L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont) regardant les galeries au-dessus de l'opposition reprend son fauteuil.

M. le président (Regardant les galeries) se lève pour rappeler le public à l'ordre, demande aux manifestants d'évacuer la salle et donne l'ordre aux gardiens de faire sortir les personnes qui lancent des tracts.

Une voix de la tribune droite: On va sortir, mais on veut des prêts.

Une voix de la tribune gauche: C'est "toute".
(Désordre dans la Chambre)

M. l'Orateur reprend son fauteuil puis demande l'expulsion des manifestants⁹.

L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont): Comme je disais avant cette ovation¹⁰, en 1961, le gouvernement a souscrit \$10,000 pour les concours artistiques et \$10,000 pour les concours littéraires et scientifiques. Politique qui sera maintenue. Dans le premier cas, tout l'argent a été employé; dans le second, le gouvernement n'a dépensé que \$6,223, parce que le jury n'a pas trouvé de concurrent digne d'un premier prix.

M. Johnson (Bagot): Cette loi donne beaucoup de latitude au ministre des Affaires culturelles. Il pourra instituer les concours qu'il voudra. Avec le ministre actuel des Affaires culturelles, aucune importance de définir ces concours. Il sait la nature d'un concours artistique.

Mais si le ministre des Terres et Forêts (l'honorable M. Arsenault) devenait un jour ministre des Affaires culturelles, on risquerait de le voir instituer des concours de dessins d'uniformes¹¹!

L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont) répond qu'il n'a pas d'objection à ce qu'on laisse au gouvernement le soin de faire le règlement et de procéder aux nominations, mais cette façon de procéder, ajoute-t-il, a causé maints retards dans le passé.

M. Talbot (Chicoutimi): La loi devrait prévoir le lieu où se dérouleront les concours, et il ajoute que ce serait préférable, car avec la nouvelle Maison du Québec à Paris, il pourrait se faire que le ministre des Terres et Forêts (l'honorable M. Arsenault) songe à des concours en langue indienne¹² dans la capitale de la France.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité n'a pas fini de délibérer et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est ordonné que le comité siège de nouveau au cours de la présente séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill 13 relatif aux concours artistiques, littéraires et scientifiques.

L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolution et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté.

En comité:

Présidence de M. Bédard (Québec)

L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont) propose: Que les sommes nécessaires à l'application de la loi relative aux concours artistiques, littéraires et scientifiques seront payées sur les deniers votés annuellement à cette fin par la Législature.

Adopté.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté une résolution, laquelle est lue et agréée.

Conformément à l'ordre adopté précédemment, la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier le bill 13 relatif aux concours artistiques, littéraires et scientifiques.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 13 sans l'amender.

L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Administration scolaire

L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 18 concernant la probité dans l'administration des commissions scolaires soit maintenant lu une deuxième fois.

La nature exacte de ce bill, dit-il, promet d'obliger tout commissaire d'écoles à être propre et honnête, dit-il, et de mettre les membres des commissions scolaires à l'abri de la tentation d'avoir à choisir entre leur intérêt personnel, d'une part, et l'intérêt public, d'autre part. En 1962, il importe d'établir des lois claires et précises, pour éviter qu'aucun administrateur public ne soit placé dans une situation telle qu'il ait à choisir entre son intérêt

personnel et l'intérêt public. Toute personne doit être à l'abri des tentations.

Il y a quelques années, on avait toutes les misères du monde à trouver des commissaires qui, bénévolement, auraient été conscients de leur mission et auraient accepté le sacrifice de siéger à la commission scolaire. Je n'ai pas à juger de cette époque. Aujourd'hui, il n'y a aucune raison pour qu'un individu soit forcé de faire un choix.

Je rends hommage au dévouement des commissaires. La vie publique à tous les niveaux étant ingrate, nous devons rendre hommage à tous ceux qui servent la communauté, la collectivité, au scolaire, au municipal ou dans les autres secteurs. La loi vise à écarter les tentations. Mais, pour sauvegarder la réputation des commissaires, nous croyons important le projet de loi.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): (Entrant dans la Chambre et interrompant le débat) Le président de l'AGEL¹³ m'a remis un message.

Dépôt de documents:**Excuses du président de l'AGEL**

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) dépose sur le bureau de la Chambre le document suivant, dont il fait lecture:

"M. le premier ministre, à titre de président de l'Association générale des étudiants de Laval (AGEL), je tiens à présenter des excuses à la Chambre pour la conduite inqualifiable de quelques étudiants écervelés au début de la séance de ce soir. Je déplore ce geste insensé que l'Association réproouve.

"Il nous est difficile de contrôler tous les gestes de nos membres, et veuillez croire que nous ferons en notre possible pour découvrir les responsables de cette ineptie.

"Veuillez agréer nos excuses."

Et c'est signé: Renaud Santerre, président, AGEL.

(Document de la session no 54)

(Applaudissements à droite)

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) félicite M. Santerre et présume que toute l'Assemblée en fera ainsi.

M. Johnson (Bagot): Sans présumer de l'unanimité de la Chambre à ce sujet, je croyais que le chef du gouvernement, en se levant, annoncerait

qu'il tiendra sa promesse et qu'il accordera les prêts que réclament les étudiants dont plusieurs sont dans des conditions voisines de la détresse.

(Protestations à droite)

Des voix: À l'ordre! À l'ordre!

M. l'Orateur rappelle les députés à l'ordre.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Vous remarquerez, M. l'Orateur, que le chef et les membres de l'opposition n'ont pas applaudi au geste d'excuses de M. Santerre. L'opposition fait preuve de trop de bassesse. C'est sans doute parce que la déclaration du président des étudiants, c'est trop élevé pour eux.

(Désordre dans la Chambre)

M. l'Orateur: (Très fort) À l'ordre! À l'ordre! Il existe une unanimité beaucoup plus grande lorsqu'il s'agit de parler.

M. Johnson (Bagot): (Après avoir lu la lettre) Je dois prendre la parole du chef du gouvernement, je ne puis en affirmer davantage. Puisqu'il affirme que la note est de M. Santerre, c'est sans doute qu'il l'a vu l'écrire!

Des voix: À l'ordre! À l'ordre!

M. l'Orateur rappelle les députés à l'ordre.

M. Johnson (Bagot) dit qu'il a le droit de parler une heure comme chef de l'opposition et que le premier ministre l'a interrompu.

(Désordre dans la Chambre)

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Si le chef de l'opposition met en doute l'authenticité du billet de l'AGEL, je pourrais bien, moi, dire que les feuillets lancés tantôt par les étudiants, du haut des tribunes, ont été dactylographiés dans les bureaux de l'opposition.

(Désordre dans la Chambre)

Quand l'opposition se voit servir sa propre médecine...

(Désordre dans la Chambre)

M. l'Orateur rappelle les députés à l'ordre.

M. Johnson (Bagot) soulève un point d'ordre et de règlement à l'encontre de ces paroles, alléguant qu'elles sont antiparlementaires au sens de

l'article 285 du Règlement. Il (M. Johnson) veut faire retirer au premier ministre l'expression "C'est trop élevé pour eux." Je comprends qu'il (l'honorable M. Lesage) soit nerveux, qu'il soit fatigué, mais ce ne sont pas des excuses pour adresser des injures à l'opposition.

C'est la dernière fois que je donnerai mon consentement à quelque chose.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Je ne crois pas devoir retirer mes paroles, parce qu'elles ne s'adressent à personne en particulier et qu'elles ne sont pas antiparlementaires.

Décisions de l'Orateur:

Paroles jugées parlementaires

M. l'Orateur fait un résumé des paroles du premier ministre et déclare que les paroles reprochées à l'honorable premier ministre par l'honorable chef de l'opposition (M. Johnson) ne sont pas, dans son opinion, antiparlementaires, et il renvoie le point d'ordre soulevé par ce dernier. (Autorité: note sous l'article 285, paragraphe 17^o du Règlement.)

M. Johnson (Bagot): J'en appelle de la décision de l'Orateur.

La question: "La décision de l'Orateur sera-t-elle maintenue?" est mise aux voix et la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Arsenault, Bédard, Bélanger, Binette, Blank, Boulais, Brousseau, Brown, Castonguay, Cliche, Coiteux (Duplessis), Coiteux (L'Assomption), Collard, Cournoyer, Dionne, Earl, Gérin-Lajoie, Hamel (Saint-Maurice), Harvey, Mme Kirkland-Casgrain, MM. Lalonde, Lambert, Lapalme, Laporte, Laroche, Lavoie, Lechasseur, Levesque (Bonaventure), Lévesque (Montréal-Laurier), Lizotte, Maheux, Meunier, Morissette, Ouimet, Pinard, Poulin, Rousseau, Roy (Lévis), Saint-Pierre, Turpin, Vaillancourt, 41.

Contre: MM. Bémarchez, Bertrand (Missisquoi), Boudreau, Caron, Charbonneau, Cloutier, Custeau, Desjardins, Dozois, Ducharme, Élie, Gabias, Gosselin, Johnson, Johnston, Lafontaine, Langlais, Lavallée, Maltais, Plourde (Kamouraska), Pouliot, Raymond, Roy (Nicolet), Russell, Somerville, Talbot, Tellier, Thibeault, Tremblay, 29.

Ainsi, la décision de M. l'Orateur est, en conséquence, maintenue.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Je n'ai pas voté parce que la question me concernait personnellement.

M. Johnson (Bagot): J'ai un autre point d'ordre à soulever. Le premier ministre a dit ou a laissé entendre que ces billets lancés par les étudiants avaient été préparés dans les bureaux de l'opposition.

M. l'Orateur rappelle le chef de l'opposition à l'ordre. Il dit qu'il a lui-même entendu les paroles du premier ministre et que ce dernier n'a rien affirmé, mais a tout simplement suggéré. Le premier ministre n'a pas affirmé qu'ils avaient été dactylographiés là, dit-il, mais a énoncé que, comme le chef de l'opposition, il pourrait parler en ce sens. Il n'y a pas de question d'ordre.

M. Johnson (Bagot) soulève de nouveau un point d'ordre en disant que le premier ministre lui a coupé la parole pour lire la note de Santerre.

M. l'Orateur rappelle le chef de l'opposition à l'ordre.

Administration scolaire

Le débat sur la deuxième lecture du bill 18 concernant la probité dans l'administration des commissions scolaires reprend.

La motion portant deuxième lecture du bill 18 est mise aux voix et la Chambre l'adopte, après division, et le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

En comité:

Présidence de M. Blank (Montréal-Saint-Louis)

M. Johnson (Bagot): Pas d'objection de la part de l'opposition à voter le bill, à la condition qu'on lui donne son sens véritable. Le ministre de la Jeunesse (l'honorable M. Gérin-Lajoie) veut nous faire croire qu'un commissaire commet un crime s'il vend un lopin de terre, souvent à perte, pour appuyer la cause de l'éducation.

L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges): Justement, rendons aux choses leur sens véritable. Ce qui sépare l'opposition du gouvernement, c'est la conception qu'on se fait de la moralité publique.

M. Gabias (Trois-Rivières): Bon. Voilà le prédicateur.

(Applaudissements à gauche et protestations à droite)

M. le président rappelle les députés à l'ordre.

L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges): En pratique, le texte législatif stipule que la loi contre la fraude et la corruption dans l'administration municipale s'appliquera dorénavant dans les cas de l'administration scolaire. La loi veut établir un principe identique entre l'échevin et le commissaire d'écoles. À l'avenir, si l'un ou l'autre veulent transiger avec la municipalité ou la commission, ils devront démissionner, quitte à se représenter de nouveau après la transaction ou, encore, à se faire exproprier s'il s'agit de terrain.

M. Johnson (Bagot): Le coût de l'expropriation est trop élevé pour les petites corporations scolaires.

L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges): Il n'y a pas d'autre moyen pour conserver l'intégrité de nos excellents commissaires. Jusqu'à ce jour, la législation du Québec était telle qu'un commissaire des écoles pouvait conclure des transactions avec la commission dont il faisait partie, puis démissionner ensuite pour éviter une poursuite judiciaire.

Le bill 18 permettra de le poursuivre même s'il a démissionné. Un commissaire pourra être disqualifié pour une période de cinq ans s'il transige avec la commission scolaire dont il est membre. Une loi similaire a déjà existé, mais elle fut abolie par l'ancien gouvernement de l'Union nationale, en 1960.

M. Johnson (Bagot): Je ne comprends pas l'attitude du ministre ni celle de plusieurs autres personnes, qui laissent entendre que tous les commissaires d'écoles sont des voleurs.

(Protestations à droite)

L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges) proteste.

M. Johnson (Bagot): Le ministre a parlé assis. Peut-être que lorsqu'il est en contact avec son siège, ses paroles sont moins bien inspirées.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Quelle bassesse!

M. Johnson (Bagot): On est en voie d'enlever leur autonomie aux commissions.

L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges): Qu'a-t-on enlevé aux commissions scolaires de Bagot?

M. Johnson (Bagot): D'abord, 2 %.

L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges): Et combien de commissions scolaires imposaient cette taxe?

M. Johnson (Bagot): Une, celle d'Acton Vale. Mais maintenant c'est ainsi partout dans la province. La taxe scolaire de 2 % s'en va dans les coffres du gouvernement sans le contrôle des commissions scolaires. Gratuité! Que de crimes on commet en ton nom!

Il (M. Johnson) s'en prend au titre qu'il juge inutilement libelleux et diffamatoire.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité n'a pas fini de délibérer et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est ordonné que le comité siége de nouveau à la prochaine séance.

Ajournement

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) propose, du consentement unanime, que, lorsqu'elle s'ajournera, la Chambre se trouve ajournée à demain, à dix heures et demie du matin.

Adopté.

La séance est levée à 10 heures.

NOTES

1. M. Gérin-Lajoie fait allusion à un article paru dans *L'Événement-Journal* du 16 février 1962, à la page 42, rapportant qu'il a reçu la veille la visite du chef de file des cyclistes de France, M. Daniel Clément.

2. L'article 5 du bill 9 se lit comme suit: "Le ministre peut enquêter lui-même ou donner par écrit à toute personne compétente l'autorisation d'enquêter, à sa place, sur la conduite de tout employé sous sa direction et sur toute affaire se rattachant à l'administration ou à la gestion de son ministère. Le ministre ou la personne qu'il délègue a, dans ce cas, pour les fins de cette enquête, tous les pouvoirs mentionnés aux articles 9, 10 et 11 de la loi des commissions d'enquête (chapitre 9)." Ces pouvoirs, indiqués au chapitre 9 des Statuts refondus de 1941, comportent que le ministre ou son délégué peut requérir la présence de toute personne dont le témoignage peut se rapporter à l'enquête, recevoir ce témoignage sous serment, et que quiconque refuse de rendre témoignage et de prêter serment se rend coupable de mépris de cour.

3. Il s'agit de la loi 20 créant le ministère des Mines et des Pêcheries, sanctionnée le 12 novembre 1936. Selon *L'Action catholique* du 16 février 1962, à la page 3, l'honorable M. Levesque fait la lecture de l'article où il est question du pouvoir d'enquête du ministre des Mines.

4. Il faudrait plutôt dire "Il y a 25 ans", car il y a un demi-siècle, nous étions en 1912 et Maurice Duplessis n'était pas en politique.

5. L'article 4 du bill 10 se lit comme suit: "Le ministre peut enquêter lui-même ou donner par écrit à toute personne compétente l'autorisation d'enquêter, à sa place, sur la conduite de tout employé sous sa direction et sur toute affaire se rattachant à l'administration ou à la gestion de son ministère. Le ministre ou la personne qu'il délègue a, dans ce cas, pour les fins de cette enquête, tous les pouvoirs mentionnés aux articles 9, 10 et 11 de la loi des commissions d'enquête (chapitre 9)." Ces pouvoirs, indiqués au chapitre 9 des Statuts refondus de 1941, comportent que le ministre ou son délégué peut requérir la présence de toute personne dont le témoignage peut se rapporter à l'enquête, recevoir ce témoignage sous serment, et que quiconque refuse de

rendre témoignage et de prêter serment se rend coupable de mépris de cour.

6. Selon *Le Droit* du 16 février 1962, à la page 17, le débat sur les bills 9 et 10 a duré deux heures.

7. Selon *Le Soleil* du 16 février 1962, à la page 15, c'est la première fois que l'opposition, dans la présente session, réussit à faire passer un amendement.

8. Selon *La Presse* du 16 février 1962, à la page 1, M. Laplame débute son intervention lorsqu'une trentaine d'étudiants de l'Université Laval, disséminés dans les deux galeries réservées au public situées au-dessus des députés, se sont mis à jeter des tracts sur les pupitres des députés et sur le parquet de la Chambre, en criant: "On veut des prêts! On veut des prêts!" Selon *Le Droit* du 16 février 1962, à la page 1, la députation fut prise de stupeur. Le premier ministre était visiblement inquiet. Les ministres présents regardaient vers les galeries. Les députés nouveaux n'étaient pas habitués à ce genre de sérénade. Chacun en recueillait autant que possible. Les pages et les employés s'empressèrent de les ramasser. Ministres et députés de l'opposition lurent avec étonnement les mots. Sur les feuilles, à inscriptions bleue et rouge, qui pleuvaient au-dessus de la tête des représentants du peuple, particulièrement du côté du groupe ministériel, on pouvait lire cette proclamation: "Nous voulons plus que des paroles: nous voulons des prêts. Ce n'est plus le temps de réviser les demandes, (que faisiez-vous au temps chaud?) mais c'est le temps de faire des chèques. On en a assez; nous voulons des prêts et c'est urgent." Le texte était suivi de cette signature: Les étudiants. Puis ce post-scriptum: On en a assez... on en a assez... on en a assez... Qu'on nous laisse sortir d'ici sans intervenir, car autrement nous nous défendrons... Selon *L'Action catholique* du 16 février 1962, à la page 1, ces trois derniers mots étaient soulignés. Malgré la pluie de tracts, dont certains avaient été pliés pour former des fléchettes de papier, M. Lapalme a continué son discours, mais sa voix fut couverte par la voix des étudiants scandant en chœur: "On veut des prêts. On veut des prêts."

9. Selon *La Presse* du 16 février 1962, aux pages 1 et 2, M. Jean Lesage, qui est alors assis au deuxième rang, au lieu d'être assis à son fauteuil habituel sur la première rangée, ne dit mot et, à la fin, des membres de la police provinciale se frayent un chemin parmi

les spectateurs et conduisent certains manifestants jusqu'à la "porte du sauvage", sans violence. Selon *L'Événement-Journal* du 16 février 1962, à la page 1, il y a une cinquantaine d'étudiants dans les galeries, mais seulement une dizaine sont expulsés. Selon le *Chronicle-Telegraph* du 16 février 1962, à la page 2, ce seraient plutôt 20 étudiants qui furent obligés de quitter les tribunes. Selon *Le Nouvelliste* du 16 février 1962, à la page 1, des renforts de policiers provinciaux ont été dépêchés au parlement, à la demande du sergent Houde et du caporal Plante, de faction sur place. Selon *L'Événement-Journal* du 16 février 1962, à la page 1, le sergent A.-Houde a demandé à ses hommes d'être polis. Quelques voitures ont été envoyées. À ce moment se tient dans la salle du comité des bills privés le parlement-école des étudiants de l'Université Laval. Quelques-uns veulent s'y rendre, mais en sont empêchés par la police.

10. Plusieurs journaux donnent des heures différentes. Selon *Le Nouvelliste* du 16 février 1962, à la page 15, l'incident se déroula vers 9 h 30. *L'Action catholique* du 16 février 1962, à la page 1, et *Le Montréal-Matin* du 16 février 1962, à la page 3, mentionnent plutôt 8 h 30. Selon *Le Devoir* du 16 février 1962, à la page 1, l'incident a duré deux ou trois minutes. Selon *Le Montréal-Matin* du 16 février 1962, à la page 3, le ministre aurait plutôt dit "Comme je disais avant cette émotion."

11. Le chef de l'opposition fait allusion au fait que le ministre des Terres et Forêts voudrait imposer le port de l'uniforme aux employés de son ministère. Pour d'autres échanges sur le sujet, voir la séance du 8 février 1962.

12. M. Talbot fait allusion à un titre de chef honoraire qu'a reçu le ministre des Terres et Forêts par la tribu mohawk de Caughnawaga et à une danse qu'il a faite avec une femme autochtone, le 19 octobre 1961. À plusieurs reprises les députés font mention de cela en Chambre. Il en est question pour la première fois lors de la séance du 17 janvier 1962.

13. Selon *L'Action catholique* du 16 février 1962, à la page 1, M. Renaud Santerre, président de l'Association générale des étudiants de Laval (AGEL), se trouve à une séance du parlement-école des étudiants de l'Université Laval, dans la salle du comité des bills privés. Il est mis au courant de la manifestation et rédige une note d'excuses qu'il fait parvenir au premier ministre.

Séance du vendredi 16 février 1962

Présidence de l'honorable J. R. Hyde

La séance est ouverte à 10 h 30¹.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Comité spécial:

**Composition du comité spécial
et étude de la loi électorale**

M. Lalonde (Montréal-Saint-Henri) propose, appuyé par le député de Rimouski (M. Dionne), que la motion adoptée par l'Assemblée législative à sa séance du 7 février 1962, relativement au comité spécial institué pour examiner le bill 15 intitulé: loi électorale de Québec, soit modifiée en retranchant les noms de MM. Courcy et Plante et en les remplaçant par MM. Binette et Morissette.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Mardi après-midi, les députés siégeront quelques minutes, puis ils ajourneront leurs débats pour se former en comité et étudier mardi, mercredi et jeudi le bill 15 de la loi électorale. Je proposerai l'ajournement de la Chambre à vendredi, afin de permettre au comité de siéger.

M. Johnson (Bagot) dit qu'il accepte la décision.

La motion est adoptée.

Projets de loi:

Loi des pensions

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 19 modifiant la loi des pensions.

Le minimum de la pension ou demi-pension passe de \$660 à \$780, jusqu'à ce que le pensionnaire ait droit à sa pension de vieillesse. C'est le moyen pris par le gouvernement pour que les pensionnés profitent de l'augmentation de la pension fédérale de \$55 à \$65. L'an dernier, une loi avait fixé à 70 ans

l'âge de la retraite obligatoire. Le 1^{er} avril 1962, il y aura 600 employés du gouvernement qui devront prendre leur retraite.

Le gouvernement a décidé de faire exception pour ceux dont les services sont considérés comme indispensables: pour les employés de l'Assemblée législative et du Conseil législatif dont l'emploi sera continué au moins jusqu'à la fin de la session, en juin prochain fort probablement, et pour ceux également qui, à cause de la mise à la retraite, se trouveraient en face de difficultés financières.

Dans les cas spéciaux, les employés qui n'ont pas contribué assez longtemps au fonds de pension pourront garder leur emploi jusqu'à ce qu'ils aient atteint 10 ans de service, pouvant ainsi se qualifier pour leur pension.

Les articles 2 et 6 concernent les fonctionnaires et employés mis à la retraite à l'âge de 70 ans ou plus après le 6 décembre 1960, date à laquelle a été déposé à l'Assemblée législative le bill prévoyant la retraite obligatoire à cet âge. Ce bill, devenu la loi 9-10 Elizabeth II, chapitre 13, a cependant reporté au 1^{er} avril 1962 l'entrée en vigueur des articles relatifs à cette retraite obligatoire.

Le projet de loi prévoit également certains rajustements dans les pensions versées aux employés municipaux mis à leur retraite à cause de la limite d'âge imposée l'an dernier par le gouvernement, mais qui ne commence qu'à s'appliquer le 1^{er} avril 1962. La modification proposée consiste à accorder à tous les employés mis à la retraite à l'âge de 70 ans ou plus, après la date ci-dessus mentionnée, une pension basée sur leur traitement moyen depuis le rajustement général effectué le 1^{er} novembre 1959.

Pour ceux qui sont régis par la section I et pour lesquels, par conséquent, la pension est basée sur la moyenne des trois dernières années de leur service, l'article 2 prévoit une pension basée sur le traitement moyen des trois années précédant le 1^{er} novembre 1962.

Pour ceux qui sont régis par la section III et pour lesquels la pension est basée sur la moyenne des cinq années les mieux rémunérées, l'article 5 prévoit, si elle est plus élevée, une pension basée sur le traitement moyen des cinq années précédant le 1^{er} novembre 1964. Dans l'un et l'autre cas, le traitement à la cessation des fonctions sert de base au calcul pour le reste de la période.

Les articles 3 et 7 prévoient le remboursement des contributions en cas du décès d'un fonctionnaire

non seulement quand ce décès survient avant le temps où une pension peut lui être accordée, mais aussi lorsqu'une pension ne lui a pas été accordée et qu'il n'y a pas lieu de payer une demi-pension. L'article 4 prolonge jusqu'au 1^{er} septembre le délai accordé pour faire compter les années de service à titre temporaire ou surnuméraire.

De même, le paragraphe A de l'article 8 prolonge jusqu'au 1^{er} septembre le délai accordé pour faire compter des années de service. Le reste de l'article 8 et l'article 9 ont trait aux ententes relatives au transport des droits de pension. On supprime la durée minimum de cinq ans de service prévue dans le texte actuel et permet de payer sur le fonds consolidé du revenu les montants que le gouvernement provincial s'engage à verser par des ententes de ce genre.

L'article 10 ratifie un accord qui vient d'être conclu avec le gouvernement fédéral concernant le transport des fonds de pension d'une juridiction à l'autre.

Cette loi montre combien le gouvernement veut être juste envers les pensionnés de l'État qui ont été placés dans une situation difficile par les actes du gouvernement précédent. Les adoucissements que nous proposons découlent de l'établissement par la Chambre du plan de retraite obligatoire. S'il y avait un débat sur le principe, il me ferait plaisir de montrer comment le gouvernement a pu être juste envers tout le monde.

La motion est adoptée. Le bill est lu une première fois.

Dépôt de documents:

Entente Canada-Québec, pension du service public

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) dépose sur le bureau de la Chambre copie d'une entente entre le gouvernement du Canada et le gouvernement de la province de Québec, concernant la loi sur la pension du service public. (Document de la session no 55)

Relativement à l'entente avec Ottawa, le document, signé le 13 février, permet le transport des droits de pension, soit de Québec à Ottawa ou d'Ottawa à Québec, selon les circonstances.

M. Johnson (Bagot): Le nombre de fonctionnaires fédéraux maintenant à l'emploi de la province augmente.

Il (M. Johnson) demande au premier ministre si plusieurs fonctionnaires quittent Québec pour aller à Ottawa.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Sous l'Union nationale, à cause des conditions effroyables de salaire et d'atmosphère, il n'y avait pas de fonctionnaires qui venaient à Québec. Plus nombreux étaient les fonctionnaires qui quittaient Québec pour Ottawa. Maintenant, cette tendance est renversée, à cause des conditions avantageuses faites aux fonctionnaires par le gouvernement libéral.

M. Johnson (Bagot): Est-ce que ces fonctionnaires fédéraux, qui sont venus à Québec avec le premier ministre, s'en retourneront avec lui lorsqu'il repartira pour Ottawa²?

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Les fonctionnaires ne suivent pas le premier ministre partout où il va, et je suis sûr en tout cas que les fonctionnaires ne suivront pas le chef de l'opposition dans la rue quand le peuple l'y aura rejeté. Ils feront ce que bon leur semble.

M. Johnson (Bagot): Ce n'est pas gentil pour M. Larue³.

Projets de loi:

Corporation de Montréal métropolitain

M. Lalonde (Montréal-Saint-Henri) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 210 modifiant la loi concernant la Corporation de Montréal métropolitain soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Comité spécial:

Remaniement de la division territoriale

L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont) propose qu'un comité spécial soit institué pour étudier l'opportunité d'effectuer un remaniement de la division territoriale et, s'il y a lieu, pour étudier les principes qui devront inspirer tout changement, avec pouvoir de siéger tous les jours où la Chambre ne

tient pas de séance et de requérir la comparution de toute personne et la communication de toute pièce ou de tout dossier jugés nécessaires, et que ledit comité fasse rapport à la Chambre au cours de la présente session de la Législature de ses délibérations, suggestions et recommandations;

Que la Chambre autorise quarante-six de ses membres à faire partie dudit comité spécial;

Que MM. Arsenault, Bélanger, Bernatchez, Bertrand (Terrebonne), Bertrand (Missisquoi), Binette, Blank, Boudreau, Brown, Castonguay, Cliche, Cloutier, Coiteux (Duplessis), Cottingham, Cournoyer, Couturier, Custeau, Desjardins, Earl, Élie, Gabias, Hamel (Iberville), Hamel (Saint-Maurice), Johnson, Mme Kirkland-Casgrain, MM. Laberge, Lambert, Langlais, Lapalme, Laroche, Lavallée, Lavoie, Leclerc, Lemieux, Lizotte, Maheux, Morissette, Ouimet, Parent, Plourde (Kamouraska), Pouliot, Raymond, Roy (Nicolet), Somerville, Talbot et Vaillancourt forment ledit comité spécial.

M. Johnson (Bagot): Quand est-ce que le comité de la carte électorale siègera?

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): J'ai l'intention de réunir le comité à 11 h 30, jeudi matin le 22 février. J'ai fait afficher seulement deux bills pour ce jour, expressément dans le but de permettre au comité de tenir sa séance d'organisation. Ce comité, dit-il, établira la conduite et l'ordre des procédures. Le comité siègera aux heures habituelles de la Chambre.

La motion est adoptée.

Projets de loi:

Loi des pensions

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 19 modifiant la loi des pensions.

Adopté.

Administration scolaire

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier

le bill 18 concernant la probité dans l'administration des commissions scolaires.

En comité:

Présidence de M. Blank (Montréal-Saint-Louis)

M. Prévost (Montmorency) demande le maintien du texte de 1959. Les commissions scolaires, dit-il, n'ont souvent d'autre choix que la propriété d'un de leurs membres, et elles ne devraient pas pour cela se voir privées de leurs services. En quatre ans au secrétariat de la province⁴, je pourrais compter sur les doigts des deux mains, même d'une seule, les cas non pas de malhonnêteté chez les commissaires, mais ceux qui ont fait différer une décision à la suite des doutes qu'ils avaient soulevés.

Il (M. Prévost) dit qu'il est disposé à accepter l'amendement si on veut bien le qualifier d'amendement de précaution, de mesure préventive.

L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges): Une étude assez longue a conduit à la conclusion de présenter le bill tel quel. Les commissions scolaires sont aujourd'hui chargées de budgets dépassant plusieurs fois ceux des municipalités, des paroisses ou de villages régis par le Code municipal dont s'inspirait le texte de 1959. Cette disposition ne se retrouve pas dans la loi des cités et des villes.

Le Code municipal, dont s'est réclamé l'ancien ministre (M. Prévost), ne régit que les petites municipalités, tandis que le code scolaire vaut même pour les municipalités régies par la loi des cités et villes.

Les transactions visées par la loi n'entraînent pas automatiquement l'abandon de son poste par un commissaire d'écoles. En cas d'expropriation, il peut démissionner et ses collègues peuvent le renommer. Mais il reste une soupape de sûreté aux contribuables qui pourraient trouver à redire sur une transaction faite par la commission scolaire.

M. Lavoie (Laval): Une loi analogue existe dans les Statuts depuis 1925. C'est une loi "pour éviter la corruption dans l'administration des affaires municipales". La nouvelle loi adoucit les termes en parlant de probité. Je ne comprends pas l'intervention de l'opposition.

M. Johnson (Bagot): Pourquoi vouloir copier le passé qu'on a blâmé? Je ne me sens pas lié par les erreurs du passé.

L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice):
Le coq chanta trois fois.

M. Johnson (Bagot): La différence, c'est que, dans l'Union nationale, on peut progresser sans renier son parti. À mon avis, dit-il, le titre de la loi implique que les administrateurs des commissions scolaires manquent à ce point de probité qu'on doit adopter une loi pour rétablir cette probité.

Il demande au ministre de la Jeunesse (l'honorable M. Gérin-Lajoie) de changer le titre de la loi, de façon à ne pas jeter du discrédit inutilement sur les commissaires d'écoles en intitulant une loi: loi concernant la probité dans l'administration des commissions scolaires.

L'honorable M. Pinard (Drummond): (À l'endroit du chef de l'opposition) Plusieurs écoles bizarres de votre côté. Pourquoi ne créez-vous pas une école de politiciens?

M. Prévost (Montmorency): À la dernière session, des lois du gouvernement actuel furent adoptées comme amendements à la loi de l'instruction publique, et il aurait dû en être ainsi dans le cas présent. Le titre d'une loi doit être un indice pour le législateur qui en fait la recherche. Normalement, il amende la loi de l'instruction publique et devrait s'intituler "loi amendant la loi de l'instruction publique".

L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges): Justement, les lois concernant l'instruction publique votées à la dernière session n'étaient pas désignées comme amendements à la loi de l'instruction publique.

Il (l'honorable M. Gérin-Lajoie) dit qu'il ne veut pas se battre contre des moulins à vent.

Les articles 1 et 2 sont adoptés.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté le bill 18 sans l'amender.

L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté, après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Mères nécessiteuses

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill 11 concernant l'assistance aux mères nécessiteuses.

L'honorable M. Lafrance (Richmond) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolution et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Lafrance (Richmond) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.
Adopté.

En comité:

Présidence de M. Blank (Montréal-Saint-Louis)

L'honorable M. Lafrance (Richmond) propose: Que l'article 13 de la loi de l'assistance aux mères nécessiteuses (Statuts refondus, 1941, chapitre 180), modifié par l'article 6 de la loi 11 George VI, chapitre 55, et par l'article 2 de la loi 5-6 Elizabeth II, chapitre 5, soit de nouveau modifié en insérant, après le paragraphe *b*, le suivant:

"*c*) autoriser la commission à verser, selon les besoins, une allocation supplémentaire suivant les taux et conditions qu'il juge à propos sans égard aux dispositions de l'article 10*b*;"

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Le bill fait disparaître le besoin d'émettre des chèques séparés, pour les allocations supplémentaires, accordés dans certaines municipalités en vertu de la loi de l'assistance publique. Actuellement, les personnes qui reçoivent l'aide aux mères nécessiteuses sont susceptibles de recevoir deux chèques, l'un de la Commission des allocations sociales, l'autre de la municipalité, en vertu de la loi d'assistance publique. Le but de la loi est de permettre l'émission d'un seul chèque.

Il y a d'autres cas d'assistance où les bénéficiaires reçoivent deux chèques: ceux des pensions de vieillesse, des pensions aux aveugles et aux invalides. Pour ces cas, l'émission d'un seul chèque présente des difficultés spéciales, parce qu'il faut tenir une comptabilité séparée pour les deux versements.

Cependant, le gouvernement prend des mesures pour confier l'administration de l'assistance sociale à une Commission des allocations sociales décentralisée et il a commencé des démarches pour acquérir des machines comptables additionnelles qui feraient une comptabilité séparée, tout en émettant un seul chèque. On veut ainsi éviter la nécessité de préparer un chèque distinct pour l'allocation supplémentaire. Le bill 11 est un premier pas vers la simplification des procédés de paiement d'assistance.

M. Bertrand (Missisquoi): Dans toutes les réformes administratives, il faut tenir compte, dans une loi comme celle-ci, du caractère social et humain. Il ne faut jamais que l'administration d'une loi soit organisée de telle manière que le paiement des allocations à ceux qui sont dans le besoin soit retardé. Je n'ai aucune objection à la réforme que contemple le gouvernement, si on tient compte de ce principe. Dois-je comprendre que le gouvernement va centraliser toute l'assistance sociale à la Commission des allocations sociales?

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Oui. Cette assistance sera centralisée à la Commission des allocations sociales qui, elle, sera décentralisée en 20 régions et par l'ouverture de 45 succursales à travers la province. Ces succursales auront également la responsabilité d'établir le montant des allocations supplémentaires, sujets à l'approbation de la Commission des allocations sociales. Nous voulons que la décision dans les cas d'urgence soit au niveau local, avec rapport à la Commission qui sera responsable de la décision finale.

Des bureaux régionaux, établis un peu partout dans la province et rattachés directement à la Commission des allocations sociales, auront le pouvoir de faire des paiements immédiats, dans les cas d'urgence. Le Conseil des ministres a, la semaine dernière, déterminé la juridiction des bureaux régionaux. La juridiction des filiales sera la même que celle des bureaux dont elles dépendent. Le gouvernement a déjà commencé à installer un certain nombre de ces bureaux et filiales.

M. Bertrand (Missisquoi): Je suis heureux d'entendre le premier ministre. Il pratiquera dans ce domaine la politique de décentralisation qui avait été adoptée par le gouvernement précédent dans le domaine du bien-être social. C'est de nature à bénéficier à toutes les personnes dans le besoin. Cette décision du premier ministre est sage et elle sera de nature à éviter les nombreux délais qui se produisent.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Là où il n'y a pas de bureaux régionaux, on laisse aux agences sociales qui ne se sont pas encore retirées le soin d'agir dans les endroits où il n'y a pas de bureaux organisés. On agit d'abord là où il n'y a ni bureau ni agence sociale.

La résolution est adoptée.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté une résolution, laquelle est lue et agréée.

L'honorable M. Lafrance (Richmond) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 11 soit maintenant lu une deuxième fois.

M. Johnson (Bagot): C'est une loi passée sous l'Union nationale que celle des mères nécessiteuses. Une loi bienfaisante...

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): ... salvatrice, exceptionnelle. Je peux vous aider dans votre vocabulaire...

M. Johnson (Bagot): Ne vous fâchez pas! Attention à votre colère hebdomadaire! Il ne reste que 15 minutes avant l'ajournement de la séance et je pourrais réussir à provoquer la colère du premier ministre en moins de temps.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Depuis 15 jours, le chef de l'opposition tente de me faire mettre en colère et c'est lui qui se fâche. Par exemple, hier soir, il est sorti de ses gonds.

M. Johnson (Bagot): Je suis heureux de voir que le premier ministre compte les fois. Lorsque je vais à confesse, j'ai toujours de la misère à me rappeler les fois. Je vais cesser de parler du premier ministre. Parlons de choses sérieuses.

(Applaudissements à gauche)

Est-ce que les agences sociales diocésaines, hors Québec et Montréal, n'ont jamais demandé au gouvernement d'être relevées de leur mission, comme le soutiennent certains journaux?

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Aucune idée de ces rumeurs. Je sais qu'actuellement

un comité spécial siège au ministère du Bien-être et étudie un mémoire à cette fin.

La motion est adoptée. Le bill est lu une deuxième fois.

Courtage immobilier

L'honorable M. Bertrand (Terrebonne) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 8 du courtage immobilier soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté, après division. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Ajournement

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Je propose la levée de l'Assemblée, et lorsqu'elle s'ajournera, qu'elle se trouve ajournée à mardi prochain, à deux heures et demie de l'après-midi⁵.

M. Johnson (Bagot): Hé! Pas si vite! Il reste cinq minutes. Quel congé! Alors que le premier ministre pourrait et devrait nous répondre sur une foule de questions d'actualité!

Des voix de l'opposition: Il a peur de sa colère hebdomadaire!

M. Johnson (Bagot): Le premier ministre aurait pu en profiter pour nous parler du problème des prêts aux étudiants.

Des voix ministérielles demandent l'ajournement.

M. l'Orateur dit au chef de l'opposition qu'une motion d'ajournement a été proposée et qu'il ne peut entamer un nouveau débat.

M. Johnson (Bagot): Mais, M. l'Orateur, il y a une motion d'ajournement sur la table et je prends la parole sur cette motion. Donc, comme il reste encore cinq minutes et comme le premier ministre propose l'ajournement, je vous ferai remarquer, M. l'Orateur, que l'honorable premier ministre, au lieu de demander l'ajournement des Chambres, devrait plutôt rassurer les étudiants.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Le chef de l'opposition parle-t-il des billets lancés hier soir par les étudiants? J'ai fait enquête pour

savoir si on s'était servi des clavigraphes de l'opposition. Quant au style, j'ai reconnu celui du chef de l'opposition.

(Applaudissements à droite)

M. Johnson (Bagot): Le premier ministre est-il sérieux? Voilà bien l'esprit d'inquisition du gouvernement, son enquêtomanie. Ce serait triste qu'au lieu de s'occuper des prêts aux étudiants, il se livre à son enquêtomanie, son défaut capital. Je sais par exemple que le premier ministre a chargé des sbires qui enquêtent sur ma vie privée, ma vie d'avocat et sur mon administration à l'Hydro-Québec. Je tiens à dire publiquement ici, au premier ministre, qu'il perd son temps. Ses sbires fouillent en vain.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Je ne fouille pas la vie privée du chef de l'opposition. Cela ne m'intéresse pas du tout. Quant aux sbires, le chef de l'opposition ferait mieux de regarder dans son entourage et qu'il voie si les aspirants à sa succession ne seraient pas beaucoup plus intéressés...

(Applaudissements à droite et protestations à gauche)

Des voix: À l'ordre! À l'ordre!

M. Johnson (Bagot): Le premier ministre aurait pu tenir des propos sérieux. Il aurait pu nous parler des prêts et dire que les étudiants auront leurs prêts. Il aurait pu faire amende honorable auprès des étudiants qui sont dans la misère. Le paiement des prêts est en retard de six ou sept mois.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Oui, la misère en automobile.

M. Johnson (Bagot): Ce ne sont pas tous des fils d'entrepreneurs libéraux. Il y a des étudiants qui, comptant sur les prêts du gouvernement, ont emprunté aux banques, aux caisses populaires. Ils n'ont pas d'argent pour rembourser parce qu'ils avaient naïvement cru aux promesses du premier ministre qu'ils auraient leurs chèques d'ici au mois de décembre. Pendant ce temps-là, le premier ministre fait enquête. Et il insulte les étudiants. Quelles mœurs politiques!

(Rires de la Chambre)

L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges): Je proteste avec toute l'énergie dont je suis capable contre les insinuations lancées dans cette Chambre! J'aurais une rectification à apporter.

Aucun paiement de prêts n'est en retard de six ou huit mois, comme le prétend l'opposition. Aucun paiement de bourses n'est en retard.

Quant aux prêts, ils ne sont pas plus en retard qu'ils ne l'étaient sous l'Union nationale. Ceux qui étaient en retard sont en voie d'expédition. Ils ne sont pas plus que deux ou trois semaines en retard sur les années précédentes.

Jamais aucun gouvernement n'a consacré autant d'argent en bourses et en prêts aux étudiants que le gouvernement actuel. Le gouvernement libéral a consacré plus d'argent aux bourses et aux prêts aux étudiants que le gouvernement précédent. L'an dernier, nous avons augmenté le montant des bourses et des prêts de \$1,000,000 par rapport à l'année précédente, et cette somme augmentera encore cette année...

(Applaudissements à droite)

Des députés de l'opposition: On veut des prêts! On veut des prêts!

M. l'Orateur rappelle les députés à l'ordre. Je me demande réellement, dit-il, si ces discussions assureront le bonheur de la province.

(Rires de l'ensemble de la Chambre)

La motion d'ajournement est adoptée.

La séance est levée à midi trente minutes⁶.

NOTES

1. Selon *La Tribune* du 17 février 1962, à la page 1, le député de Missisquoi (M. Bertrand) occupe le fauteuil voisin du chef de l'opposition et le conseille discrètement dans ses répliques sur les questions de l'éducation et du bien-être.

2. Le chef de l'opposition fait allusion au fait que M. Lesage fut auparavant ministre fédéral et que des rumeurs l'envoient comme futur chef du Parti libéral fédéral.

3. Le chef de l'opposition fait référence à M. Alexandre Larue, chef de cabinet du premier ministre.

4. M. Prévost fut secrétaire de la province de 1956 à 1960 dans les cabinets Duplessis, Sauvé et Barrette.

5. Selon *Le Nouvelliste* du 17 février 1962, à la page 1, il est midi vingt-cinq minutes, lorsque le premier ministre propose l'ajournement de la séance.

6. Selon *Le Nouveau Journal* du 17 février 1962, à la page 9, l'ajournement a été prononcé au milieu des éclats de voix de l'opposition couvrant les paroles du ministre. Selon *Le Nouvelliste* du 17 février 1962, à la page 1, des députés de l'opposition crient alors: "On veut des prêts! On veut des prêts!", alors que les députés ministériels se séparent.

Séance du mardi 20 février 1962

Présidence de l'honorable J. R. Hyde

La séance est ouverte à 2 h 45¹.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Projets de loi:**Loi du Barreau**

Mme Kirkland-Casgrain (Jacques-Cartier) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 99 modifiant la loi du Barreau.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Dépôt de documents:**Censure du cinéma**

L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont) dépose sur le bureau de la Chambre le mémoire du comité provisoire pour l'étude de la censure du cinéma². (Document de la session no 56)

**Régie d'épuration des eaux,
Rapport corrigé, 1961**

L'honorable M. Bertrand (Terrebonne) dépose sur le bureau de la Chambre le rapport corrigé du document de la session no 29, concernant les biens, les opérations, les revenus et les dépenses de la Régie d'épuration des eaux pour la période du 1^{er} juillet au 31 décembre 1961 (9-10 Elizabeth II, chapitre 16). (Document de la session no 57)

**Ministère des Travaux publics,
Rapport 1960-1961**

L'honorable M. Saint-Pierre (Saint-Hyacinthe) dépose sur le bureau de la Chambre le rapport du ministère des Travaux publics, pour l'année 1960-1961. (Document de la session no 58)

Bourses et prêts aux étudiants depuis 1957-1958

L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges) dépose sur le bureau de la Chambre un

sommaire du nombre et de la valeur des bourses et prêts accordés aux étudiants annuellement depuis 1957-1958. (Document de la session no 59)

Déclarations ministérielles:**Bourses et prêts aux étudiants**

L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges): À la suite des renseignements que j'ai communiqués à la Chambre, le 6 février, sur le sujet des prêts aux étudiants universitaires, je crois devoir aujourd'hui fournir des renseignements plus complets et plus à date sur le sujet des bourses et prêts aux étudiants³.

1^o Je dépose, pour l'information de la Chambre, les trois tableaux suivants:

Tableau 1 - Sommaire du nombre et de la valeur des bourses et prêts accordés aux étudiants annuellement depuis 1957-1958;

Tableau 2 - Nombre des diverses bourses et prêts accordés aux étudiants annuellement depuis 1957-1958;

Tableau 3 - Valeur des diverses bourses et prêts accordés aux étudiants annuellement depuis 1957-1958.

2^o Ces tableaux indiquent que le montant total de l'aide accordée aux étudiants, sous forme de bourses et de prêts, est aujourd'hui quatre fois plus grand qu'il y a quatre ans, et deux fois plus grand qu'il y a deux ans.

Ce montant est passé de \$2,000,000, il y a quatre ans, à \$4,500,000 il y a deux ans, et à \$9,200,000, cette année⁴.

3^o L'instauration de la gratuité scolaire par l'abolition des frais de scolarité au mois de septembre 1961, dans les écoles d'enseignement spécialisé qui relèvent du ministère de la Jeunesse, a permis de réduire le nombre des bourses de 2,700 dans ce secteur de l'enseignement. En dépit de cette diminution dans un secteur particulier, le nombre des étudiants bénéficiaires de bourses ou de prêts dans tous les types d'enseignement est passé de 13,000, il y a quatre ans, à 19,500, il y a deux ans, et à 34,000, cette année⁵.

4^o Une augmentation aussi soudaine et considérable du nombre des bourses et prêts accordés a imposé au Service des bourses du ministère de la Jeunesse une somme de travail sans précédent, qu'il

a réussi à accomplir avec un personnel restreint et les seules méthodes administratives déjà existantes.

5^o En dépit de ce surcroît de travail très considérable, le Service des bourses a pu distribuer à la même époque que par le passé, c'est-à-dire vers le 1^{er} novembre 1961, le premier versement semestriel des bourses aux étudiants universitaires. Quant au deuxième versement semestriel, il a été versé vers la fin du mois de janvier de l'année courante, soit un mois plus tôt que dans le passé.

6^o Quant aux prêts aux étudiants universitaires (prêts qui s'ajoutent aux bourses déjà versées), j'ai mentionné, dans ma déclaration du 6 février, que des erreurs et des difficultés d'ordre administratif s'étaient présentées. Elles ont maintenant été corrigées et surmontées, de sorte que toutes les demandes de prêt reçues avant le 1^{er} février courant ont été étudiées et adjugées selon le même mode d'évaluation que l'an passé. Aujourd'hui même, les 1,345 chèques destinés aux étudiants de l'Université Laval ont été expédiés à cette institution et, d'ici à jeudi matin, 2,292 autres chèques parviendront aux étudiants des autres universités.

7^o Par ailleurs, 240 autres demandes de prêt reçues depuis le 1^{er} février courant seront étudiées et adjugées d'ici sept jours.

8^o Quant aux bourses destinées aux étudiants des collèges classiques, on sait qu'elles résultent d'une loi adoptée à la dernière session, qui n'a été sanctionnée qu'au mois de juin 1961. L'étude des demandes de bourse est en cours depuis quelque temps, et elle sera complétée d'ici à la fin de la présente semaine, de sorte que tous les chèques pour ce type de bourses seront expédiés d'ici au 28 février. Je prévois qu'un nombre de 6,100 bourses, pour une valeur totale de \$1,220,000, sont ainsi distribuées aux étudiants des collèges classiques.

9^o Quant aux étudiants qui poursuivent des études postsecondaires dans des institutions approuvées, autres que les collèges classiques, ils ont également droit à des bourses sur la même base que les étudiants des collèges classiques. Ces bourses seront aussi distribuées d'ici à la fin de février. Leur nombre s'élèvera à 1,200 et représentera une valeur totale de \$240,000.

10^o Depuis mon entrée en fonction comme ministre de la Jeunesse, je me suis pleinement rendu compte de la nécessité de réviser l'organisation et les méthodes administratives du Service des bourses. La nécessité de réduire le nombre des formules, d'en simplifier la présentation et de mécaniser l'ensemble du système est particulièrement évidente. Une étude de cette situation a été entreprise, il y a déjà quelques

mois, par les officiers de mon ministère. De plus, une firme de spécialistes en organisation du travail (la Société d'études et de recherches appliquées, connue sous le nom de S.E.R.A.) est à l'œuvre actuellement depuis quelques semaines, et j'attends d'elle un rapport complet d'ici deux ou trois semaines sur la réorganisation qui s'impose.

11^o Le gouvernement aurait pu attendre à l'an prochain, alors que cette réorganisation aurait été complétée, pour étendre le régime des bourses aux étudiants des collèges classiques, aux étudiants des autres écoles d'enseignement postsecondaire, aux professeurs qui désirent poursuivre des études de perfectionnement et à d'autres catégories d'étudiants. Le Service des bourses aurait alors été en mesure d'étudier les demandes de bourse et de faire les paiements dans un délai plus court. Mais le gouvernement a pensé que de nouvelles bourses accordées dès cette année, même si elles devaient être payées avec un peu de retard, valaient mieux que pas de bourses du tout pour la présente année.

12^o En conclusion, je dois rendre hommage au directeur et au personnel du Service des bourses pour le dévouement qu'ils ont mis à l'accomplissement d'une tâche vraiment très considérable.

13^o Et, finalement, je désire assurer cette Chambre ainsi que tous les étudiants de la province que, dès la prochaine année académique, les montants des bourses et des prêts aux diverses catégories d'étudiants seront établis et payés à des périodes déterminées, que j'annoncerai lorsque la réorganisation dont j'ai parlé sera complétée.

M. Johnson (Bagot): Sans qu'aucune question ne lui ait été posée à ce sujet, le ministre (l'honorable M. Gérin-Lajoie) s'est cru autorisé, en profitant de la situation des étudiants en détresse, à prononcer un discours qui avait le ton d'un pamphlet d'auto-justification de sa politique. C'est tout à fait irrégulier.

J'espère, M. l'Orateur, que la prochaine fois vous verrez à faire respecter les règlements. Le ministre a fait des avances qui seraient susceptibles d'entraîner un débat. Si je voulais profiter de mon droit, on penserait que je veux retarder les travaux de la Chambre.

L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges) intervient.

M. Johnson (Bagot): Comme c'est la deuxième fois que le ministre manque ainsi au Règlement, je demande que le premier ministre et tous ses

collègues soient avertis qu'il y a d'autres occasions que celle-là de vanter l'œuvre du gouvernement dans le cadre du Règlement, et de le faire alors que l'opposition pourra aussi les interroger et, au besoin, leur donner la réplique.

M. l'Orateur: J'ai été tenté, à une couple de reprises, d'inviter le ministre (l'honorable M. Gérin-Lajoie) à se contenter de donner des renseignements sans faire des commentaires. Je me suis abstenu d'intervenir parce qu'à mon avis les commentaires du ministre n'étaient pas de nature à soulever un débat. De part et d'autre, dit-il, on aura bien des occasions de débattre cette question en pleine connaissance de cause.

M. Tellier (Montcalm) demande la production du document lu par le ministre de la Jeunesse.

L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges) dépose sur le bureau de la Chambre une copie de ladite déclaration ministérielle.

Il (l'honorable M. Gérin-Lajoie) demande qu'il soit inscrit aux procès-verbaux de la Chambre.

(Document de la session no 60)

Questions de privilège:

Article paru dans *Le Nouveau Journal*

M. Johnson (Bagot) se lève sur une question de privilège. Il proteste contre le titre et une information publiés dans ce journal⁶. En rapportant la manifestation des étudiants, la semaine dernière, le journal a prétendu que l'opposition n'avait pas démenti l'insinuation du premier ministre (l'honorable M. Lesage) que les feuillets jetés par les étudiants avaient pu être rédigés dans les bureaux de l'opposition. J'aime à croire que *Le Nouveau Journal* n'a peut-être pas saisi mes paroles, à cause de la chaleur du débat. Je lui demande aujourd'hui de se corriger en rapportant ce que les étudiants eux-mêmes ont dit.

Leur association, l'AGEL⁷, apporte aujourd'hui un démenti catégorique au premier ministre en affirmant que les feuillets ont été rédigés par les étudiants eux-mêmes. Il (M. Johnson) souligne que le texte des tracts a été écrit par des étudiants à l'aide de dactylographes appartenant à des étudiants. Quant aux allusions faites précédemment par le premier ministre à une version qui serait tout autre, le public est déjà passablement averti.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) répond n'avoir rien voulu insinuer. Il s'agissait seulement d'une boutade de ma part, dit-il, dans le même sens que les avances du chef de l'opposition, pour montrer le ridicule de l'assertion du chef de l'Union nationale prétendant que la note d'excuses du président de l'AGEL n'était pas authentique⁸. Je pourrais tout aussi bien, moi aussi, présumer que les feuillets en question ont été préparés dans les bureaux de l'opposition.

M. Johnson (Bagot) accepte l'explication du premier ministre.

M. Tremblay (Maisonneuve) intervient.

M. l'Orateur rappelle à l'ordre le député de Maisonneuve.

M. Tremblay (Maisonneuve) veut intervenir de nouveau.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) fait une remarque.

M. Tremblay (Maisonneuve): Il n'y a donc pas de liberté, ici!

Questions et réponses orales:

Paiement accordé aux hôpitaux

M. Johnson (Bagot): Le ministre de la Santé (l'honorable M. Couturier) avait promis de fournir la liste des hôpitaux de la province et le paiement accordé à chacun par le gouvernement.

L'honorable M. Couturier (Rivière-du-Loup): Je produirai en Chambre d'ici à la fin de semaine la liste des hôpitaux et le paiement accordé à chacun par le gouvernement. La production de la liste a été retardée parce qu'il a fallu compiler certains documents.

Enquête sur la qualité de la viande

M. Boudreau (Saint-Sauveur): Le ministre de la Santé (l'honorable M. Couturier) voudrait-il, dans le but de rassurer l'opinion publique inquiète, déclarer à cette Chambre quelles sont les mesures qu'il entend prendre pour protéger la population

contre ce qu'un expert a appelé le pourcentage effarant de viande impropre livrée au consommateur?

L'honorable M. Couturier (Rivière-du-Loup): Des mesures ont été prises dès que des révélations ont été faites, et l'enquête se continue. Des inspecteurs du ministère sont à l'œuvre. Je n'ai pas d'autres commentaires à faire.

Hôpital de Louiseville

M. Caron (Maskinongé) pose une question au premier ministre à propos de l'hôpital de Louiseville.

L'honorable M. Couturier (Rivière-du-Loup): Aucun arrêté ministériel n'a encore été passé pour autoriser le paiement des intérêts sur la dette obligataire de la corporation de l'hôpital Comtois de Louiseville. J'ai fait erreur, il y a une quinzaine de jours, lorsque j'ai annoncé en Chambre qu'un arrêté en conseil avait été adopté. L'arrêté en conseil, dit-il, n'a pas été passé, sur décision du ministre des Finances.

M. Gabias (Trois-Rivières): Un malentendu, quoi.

M. Caron (Maskinongé): La corporation de l'hôpital doit-elle faire cession de ses biens au profit de ses créanciers?

M. l'Orateur: La question n'est pas réglementaire parce qu'elle demande une opinion légale au ministre (l'honorable M. Couturier).

M. Caron (Maskinongé): Le ministre de la Santé a-t-il l'intention de payer la somme de \$22,000 due par l'hôpital Comtois?

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Le gouvernement provincial n'est pas tenu de payer les dettes, au montant de \$22,000, de l'hôpital Comtois à Louiseville. Le cabinet n'a pas encore soldé cette somme, pour des raisons qui seront dévoilées en temps et lieu.

Projets de loi:

Mères nécessiteuses

L'honorable M. Lafrance (Richmond) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 11 concernant

l'assistance aux mères nécessiteuses soit maintenant lu une troisième fois.

M. Johnson (Bagot): L'Union nationale est prête à voter la troisième lecture, sur division, et j'espère que le gouvernement n'a pas l'intention de se substituer complètement aux agences volontairement constituées.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) répond par la négative. Il (l'honorable M. Lesage) convient que les agences sociales ont un rôle essentiel à jouer et que le gouvernement veut s'efforcer de collaborer avec elles.

M. Tremblay (Maisonneuve) veut discuter sur une question de privilège. S'il n'y a pas de liberté pour moi, ici, il ne doit pas y en avoir non plus pour le premier ministre! Ce n'est pas le premier ministre qui présente ce bill, mais un des ministres. Le premier ministre n'a pas le droit de parler⁹.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) dit au député de Maisonneuve de s'asseoir¹⁰. Si le député de Maisonneuve se croit lésé dans ses droits...

M. l'Orateur rappelle à l'ordre le député de Maisonneuve (M. Tremblay).

M. Tremblay (Maisonneuve): Je n'aime pas être ainsi réduit au silence. Oui, je suis lésé et je vais vous le prouver.

M. l'Orateur: Sur la troisième lecture d'un projet de loi, tout député a le droit de parole. Pour la seconde fois, je rappelle le député de Maisonneuve à l'ordre. Je ne veux pas le rappeler à l'ordre une troisième fois.

M. Tremblay (Maisonneuve) intervient.

M. l'Orateur: (En pointant le doigt vers le député de Maisonneuve) Deux fois et demie¹¹. (Rires de la Chambre)¹²

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) dit qu'il veut tout simplement donner certaines précisions, mais qu'il n'insiste pas.

La motion est adoptée, après division¹³. Le bill est lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Travaux de la Chambre:**Comité spécial,
Étude de la loi électorale**

M. Johnson (Bagot): La journée du mercredi est habituellement réservée aux députés. Je tiens à ce que le Règlement soit respecté, à ce sujet, d'autant plus que les députés de l'opposition ont plusieurs motions à présenter sur des questions d'urgence. Mais, pour cette semaine, dit-il, afin de hâter les travaux du comité spécial d'études de la loi électorale, l'opposition renoncera aux privilèges de la journée des députés¹⁴. L'opposition veut ainsi prouver ses bonnes intentions et son désir de collaborer à accélérer les travaux de la Chambre.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): J'apprécie l'attitude du chef de l'opposition. Il a été convenu, dit-il, que l'Assemblée législative s'ajournerait de jour en jour, au lieu de s'ajourner à vendredi, comme il avait d'abord été proposé. Cela permettra à la Chambre de disposer, chaque jour, des questions d'intérêt public qui pourraient survenir.

Ajournement

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) propose que la Chambre s'ajourne maintenant.
Adopté.

La séance est levée à 3 h 30¹⁵.

NOTES

1. Selon *Le Nouvelliste* du 21 février 1962, à la page 5, l'ouverture de la séance a été fixée un quart d'heure plus tard afin que les députés puissent suivre, par le biais de la radio ou de la télévision, le passage de l'astronaute américain John Glenn en orbite autour de la terre et son retour sur terre. Jean Lesage a suivi le reportage télévisé par Radio-Canada au bureau de Bona Arsenault, ainsi que plusieurs ministres et députés, dont M. Lapalme, MM. Lévesque, Levesque et Pierre Laporte. M. Arsenault a invité aussi les journalistes à son bureau, "qui y ont répondu avec plaisir et empressement". De plus,

selon *La Tribune* du 21 février 1962, à la page 1, le député de Wolfe (M. Lemieux) est absent de la Chambre, à cause de la maladie.

2. Selon *Le Montréal-Matin* du 21 février 1962, à la page 7, parmi les recommandations du comité d'étude, il y a l'abolition du Bureau de censure du cinéma de la province de Québec qui serait remplacé par une Régie du cinéma de la province de Québec. Le comité recommande que cette Régie soit constituée d'un président, devant agir à plein temps, dont un vice-président exécutif et un secrétaire, et de cinq membres à temps partiel. Ces dernières formeraient avec le président un comité de contrôle ou conseil de la Régie. La fonction principale de la Régie consisterait à identifier et à classer les œuvres cinématographiques. Le comité d'étude est d'avis qu'il ne doit pas être du ressort d'un tel organisme d'accepter ou de refuser des films. Les films seraient classés en quatre catégories: Pour tous, adolescents et adultes (14 ans et plus), adultes (18 ans et plus), personnes de plus de 21 ans. Le comité d'étude était composé du révérend père Louis-Marie Régis (le même qui présida le comité d'étude sur l'enseignement agricole), de MM. Fernand Cadieux, Claude Sylvestre, André Lussier et Georges Dufresne. Depuis le 1^{er} juillet 1961, il a tenu 17 séances.

3. Durant la séance du 6 février 1962, M. Gérin-Lajoie a fait un exposé sur les doléances des étudiants à propos des retards dans l'émission des prêts et des bourses et des diminutions des montants. Il a alors affirmé qu'à son retour au bureau, après une absence de deux jours en dehors de la province, il a pris connaissance des doléances des étudiants des universités concernant le montant des prêts qui leur sont accordés pour l'année courante. Afin de corriger la situation en vertu de laquelle certains étudiants subiraient une diminution du montant de leur prêt, les hauts fonctionnaires du ministère réviseront chacun de ces cas. Tous ces étudiants verront cette situation rectifiée dans la mesure où leur condition financière et leurs besoins sont les mêmes que l'an dernier. Il a affirmé avoir l'intention de maintenir les prêts aux étudiants au même niveau et à la même valeur que l'an dernier, le montant maximum étant de \$500, tel que prévu par la loi. À cette fin, le même mode d'évaluation que dans le passé continuera d'être utilisé pour déterminer le montant du prêt consenti, conformément aux besoins des étudiants.

4. Selon *La Presse* du 21 février 1962, à la page 17, la somme globale annuelle que cette assistance

représente est passée de \$2,000,000, en 1957-1958, à \$4,508,762, en 1959-1960, et à \$9,203,374, en 1961-1962. Selon *Le Devoir* du 21 février 1962, à la page 3, en 1957-1958, le montant total des bourses serait plutôt de \$2,158,283.

5. Selon *La Presse* du 21 février 1962, à la page 17, le nombre de bourses et de prêts était de 12,838, en 1957-1958; 19,368, en 1959-1960; et 33,739, en 1961-1962. Selon *Le Nouvelliste* du 21 février 1962, à la page 18, il est plutôt indiqué qu'en 1961-1962, le ministère de la Jeunesse a accordé 30,667 prêts et bourses. En 1960-1961, le nombre de prêts et bourses avait été de 22,498, pour une valeur de \$5,981,148. En 1959-1960, le ministère de la Jeunesse aurait plutôt octroyé 17,436 prêts et bourses. Selon *Le Devoir* du 21 février 1962, à la page 3, le nombre des prêts et bourses sera réparti comme suit: universitaires à plein temps, 10,223; à temps partiel, 2,135; infirmières, 3,505; enseignement spécialisé, 6,969; spéciales pour perfectionnement, 406; personnel enseignant, 129; collèges classiques, 6,100; postsecondaires, 1,200. Les prêts totalisent 3,062 dans la section universitaire à plein temps, infirmières et enseignement spécialisé, ce qui donnera un grand total de prêts et bourses de 33,739 pour l'année en cours.

6. Le chef de l'opposition fait allusion à un article du *Nouveau Journal* du 17 février 1962, à la page 9. Le titre est "L'opposition a-t-elle quelque chose à voir au chahut de jeudi? M. Johnson ne le nie pas..." Il y est écrit que M. Lesage avait dit reconnaître le style du chef de l'opposition dans les billets lancés des galeries et avoir fait faire enquête pour savoir s'ils avaient été écrits par des machines dans les bureaux de l'opposition, ce que n'avait pas semblé avoir démenti M. Johnson.

7. Association générale des étudiants de Laval (AGEL).

8. Lors de la séance du 15 février 1962, l'honorable M. Lesage avait déposé en Chambre une lettre d'excuses de M. Renaud Santerre, président de l'Association générale des étudiants de Laval (AGEL), pour la conduite de certains étudiants assistant aux débats parlementaires.

9. Selon *La Tribune* du 21 février 1962, à la page 2, le député de Maisonneuve (M. Tremblay) s'oppose à coups de poing sur son bureau contre les interventions du premier ministre.

10. Affirmation du *Nouvelliste* du 21 février 1962, à la page 5. Selon *Le Droit* du 21 février 1962, à la page 20, ce serait plutôt l'Orateur qui aurait prié le député de Maisonneuve (M. Tremblay) de garder le silence à son siège.

11. Selon les règlements de la Chambre, si le député de Maisonneuve (M. Tremblay) avait été rappelé à l'ordre une troisième fois, l'Orateur l'aurait appelé par son nom, le privant ainsi de parole pendant le reste de la journée.

12. Selon *La Tribune* du 21 février 1962, à la page 2, "la députation éclate, se tordant les côtes".

13. Selon *La Presse* du 21 février 1962, à la page 18, le secrétaire général de la Chambre, M. Antoine Lemieux, a dû enregistrer la division des voix, à la demande du chef de l'opposition.

14. Selon *Le Nouvelliste* du 21 février 1962, à la page 5, seules les questions urgentes seront soulevées à l'ouverture de la séance du 21 février; après quoi, la Chambre sera ajournée pour retourner en comité.

15. Selon *Le Nouvelliste* du 21 février 1962, à la page 5, la Chambre s'est ajournée vers 3 h 30 afin de permettre au comité de refonte de la loi électorale de siéger.

Séance du mercredi 21 février 1962

Présidence de l'honorable J. R. Hyde

La séance est ouverte à 2 h 30¹.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports du comité spécial:

Étude de la loi électorale

M. Lechasseur (Verchères): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le deuxième rapport du comité spécial chargé d'étudier le bill 15 intitulé: loi électorale de Québec. Votre comité a adopté à l'unanimité la motion suivante:

Que le comité spécial institué pour examiner le bill 15 intitulé: loi électorale de Québec, qui lui est référé, demande à la Chambre la permission de ne pas déposer son rapport final avant que les amendements à la loi des élections contestées (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 6 et amendements) n'aient été soumis à la Chambre et référés au présent comité pour étude.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) propose, appuyé par le représentant de Bagot (M. Johnson), que ledit rapport soit maintenant adopté.

M. Johnson (Bagot) demande au gouvernement de remettre le plus tôt possible, à la députation, le projet de loi sur les élections contestées, ainsi que les amendements proposés, car l'opposition voudrait avoir le temps d'étudier à fond le document.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Il est inutile, à l'heure actuelle, de proposer des amendements. Il faut attendre que l'étude de la loi électorale soit avancée afin de savoir ce qu'elle contiendra, avant de présenter un bill modifiant la loi des élections contestées.

La motion est adoptée.

Rapports des comités permanents:

M. Dionne (Rimouski): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le huitième rapport du comité permanent des règlements.

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- de La Prévoyance, compagnie d'assurances, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- de The Royal Trust Company, demandant l'adoption d'une loi concernant le testament de feu Joseph-Avila Guilmette;
- de la congrégation Notre-Dame-du-Bon-Conseil de Montréal, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- de Les religieuses sœurs hospitalières de Saint-Joseph de l'Hôtel-Dieu de Montréal, demandant l'adoption d'une loi modifiant leur charte.

M. Binette (Deux-Montagnes): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le sixième rapport du comité permanent des bills privés en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 204 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Laszlo Szemenyei à l'exercice de la profession d'avocat dans la province de Québec;
- bill 120 relatif à la succession de Joseph-Alexandre Viau;
- bill 207 constituant en corporation The Evangelical Free Church of America in the Province of Quebec.

Et, sans amendement, les bills suivants:

- bill 124 constituant en corporation The Reconstructionist Synagogue of Montreal;
- bill 199 concernant The Congregation Beth Hamedrash Hagadol;
- bill 173 concernant Young Israel of Val Royal;
- bill 206 changeant le nom de Antoine-Élie-Paul Dupré en celui de Léo Dupré.

Projets de loi:

La Prévoyance

M. Lechasseur (Verchères) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 142 refondant la charte de La Prévoyance, compagnie d'assurances.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Sœurs de l'Hôtel-Dieu

Mme Kirkland-Casgrain (Jacques-Cartier) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 163 modifiant la charte de Les religieuses sœurs hospitalières de Saint-Joseph de l'Hôtel-Dieu de Montréal (communément appelées les sœurs de l'Hôtel-Dieu).

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Notre-Dame-du-Bon-Conseil de Montréal

M. Lavoie (Laval) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 164 constituant en corporation la congrégation Notre-Dame-du-Bon-Conseil de Montréal.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Succession Joseph-Avila Guilmette

M. O'Reilly (Montréal-Verdun) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 209 concernant la succession de Joseph-Avila Guilmette.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Questions et réponses orales:

Travaux de voirie dans le comté de Chambly

M. Johnson (Bagot) (Brandissant un exemplaire du journal *The Gazette*) attire l'attention du ministre de la Voirie (l'honorable M. Pinard) sur un discours prononcé par le député de Chambly (M. Laporte), dans lequel il annonce un vaste programme de travaux de voirie engageant \$30,000,000 dans cette circonscription².

Le député de Chambly (M. Laporte), demande-t-il, était-il autorisé à faire cette déclaration? Le ministre de la Voirie a-t-il l'intention d'y donner suite? Le ministre a-t-il délégué ses pouvoirs au député de Chambly? Comment on pourra ouvrir prochainement le chantier, vu que le budget de l'exercice financier 1961-1962 n'affecte pas de fonds à cette destination?

L'honorable M. Pinard (Drummond): J'ai autorisé le député de Chambly à faire part des plans du gouvernement à ses électeurs. Il s'agit là de travaux urgents et importants qui recevront l'attention immédiate du ministère, parce qu'ils sont de nature à dégager une circulation intense dans cette

région, et particulièrement aux abords des ponts Victoria, Champlain et Jacques-Cartier.

M. Laporte (Chambly): J'ai fait mon discours en plein accord avec le ministre (l'honorable M. Pinard) et les techniciens du ministère de la Voirie. Le temps est passé où, dans la province de Québec, dit-il, un seul homme annonçait tout, tout seul, toutes les décisions du gouvernement.

(Applaudissements à droite)

M. Johnson (Bagot): Je veux surtout faire admettre qu'il faut tout de même que les députés soient tenus au courant des projets du gouvernement au moins en même temps que ceux qui ont la faveur d'écouter le député de Chambly.

L'honorable M. Pinard (Drummond): Une somme de \$30,000,000 environ s'avère nécessaire pour ces travaux. Des crédits seront inscrits dans le budget, pour les commencer dès cette année. Le Parlement provincial va être appelé d'ici peu à voter le budget 1962-1963, et alors, le groupe de l'Union nationale à la Chambre basse pourra discuter, rejeter ou approuver le projet. L'opposition aura tout le loisir voulu de les discuter lorsque les crédits requis seront présentés en Chambre.

M. Johnson (Bagot): À la condition que le bâillon ne soit pas appliqué.

Reconstruction de l'entrepôt frigorifique de Grande-Rivière³

M. Pouliot (Gaspé-Sud) lit une lettre⁴...

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Le député de Gaspé-Sud a seulement droit de poser une question sans lire de document.

M. Pouliot (Gaspé-Sud): Le gouvernement a-t-il pris des mesures pour reconstruire l'entrepôt frigorifique de Grande-Rivière, détruit par le feu? La saison de pêche commence en avril, dit-il, et il importe de fournir des facilités pour l'entreposage des prises des pêcheurs. Selon les pêcheurs, au printemps, les entrepôts de Sainte-Thérèse et de Cap-d'Espoir seront déjà remplis.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)⁵: Le gouvernement s'est occupé des pêcheurs et des citoyens de Grande-Rivière qui ont été éprouvés par l'incendie de leur entrepôt frigorifique, et il

continuera de s'en occuper comme jamais un gouvernement de l'Union nationale ne s'en est occupé.

Enquête sur la qualité de la viande

M. Boudreau (Saint-Sauveur) interpelle le ministre de la Santé (l'honorable M. Couturier) sur des révélations à propos de la viande avariée.

L'honorable M. Couturier (Rivière-du-Loup):
Les autorités provinciales ont pris les mesures qui s'imposaient dès que des révélations ont été faites au sujet de la viande impropre à la consommation. L'enquête commencée se continue.

Projets de loi:

Laszlo Szemenyei

M. Roy (Lévis) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 204 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Laszlo Szemenyei à l'exercice de la profession d'avocat dans la province de Québec.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 204 sans l'amender.

M. Roy (Lévis) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Succession Joseph-Alexandre Viau

M. Parent (Hull) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 120 relatif à la succession de Joseph-Alexandre Viau.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 120 sans l'amender.

M. Parent (Hull) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Evangelical Free Church of America

M. Lechasseur (Verchères) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 207 constituant en corporation The Evangelical Free Church of America in the Province of Quebec.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 207 sans l'amender.

M. Lechasseur (Verchères) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Reconstructionist Synagogue of Montreal

M. Lavoie (Laval) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 124 constituant en corporation The Reconstructionist Synagogue of Montreal.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 124 sans l'amender.

M. Lavoie (Laval) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Congregation Beth Hamedrash Hagadol

Mme Kirkland-Casgrain (Jacques-Cartier) propose, du consentement unanime, que la Chambre

se forme en comité plénier pour étudier le bill 199 concernant The Congregation Beth Hamedrash Hagadol.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 199 sans l'amender.

Mme Kirkland-Casgrain (Jacques-Cartier) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Young Israel of Val Royal

M. Blank (Montréal-Saint-Louis) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 173 concernant Young Israel of Val Royal.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 173 sans l'amender.

M. Blank (Montréal-Saint-Louis) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

A.-É.-P. Dupré

M. Roy (Lévis) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 206 changeant le nom de Antoine-Élie-Paul Dupré en celui de Léo Dupré.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 206 sans l'amender.

M. Roy (Lévis) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Loi du Barreau

Mme Kirkland-Casgrain (Jacques-Cartier) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 99 modifiant la loi du Barreau soit maintenant lu une deuxième fois.

M. Johnson (Bagot): L'Union nationale accepte l'adoption du projet de loi en deuxième lecture parce que l'opposition collabore avec le gouvernement comme jamais une opposition libérale n'a encore collaboré.

Adopté. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Questions de règlement:

Absence de tableaux au Procès-verbal du 20 février 1962

L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges) dit qu'il a constaté que trois tableaux de chiffres n'apparaissaient pas dans le *Procès-verbal*⁶ et demande de faire ajouter ces statistiques au document officiel préparé par le secrétaire général Antoine Lemieux.

M. Johnson (Bagot): La décision prise la veille par l'Assemblée concernait la déclaration et non pas les chiffres. Les *Procès-verbaux* sont conformes à la demande du ministre (l'honorable M. Gérin-Lajoie), et ce n'est que le texte lu en Chambre qu'on avait demandé de produire. La demande du ministre est formulée en retard.

M. Tellier (Montcalm): J'ai moi-même demandé, en vertu du Règlement, que la déclaration soit déposée devant les députés. Il n'était pas question, dit-il, de la faire publier dans les *Procès-verbaux*.

L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges) insiste.

M. Johnson (Bagot): Le ministre (l'honorable M. Gérin-Lajoie) pourra inclure le coût de la publication dans ses dépenses électorales.

Un député de l'opposition: C'est la Fédération libérale qui paiera.

M. l'Orateur donne raison au chef de l'opposition et rejette la demande du ministre de la Jeunesse (l'honorable M. Gérin-Lajoie). De longues additions aux *Procès-verbaux*, dit-il, devraient faire l'objet d'une décision de la Chambre et non de la demande d'un député, et je ne crois pas que la Chambre ait exprimé le vœu que les tableaux déposés par le ministre (l'honorable M. Gérin-Lajoie) soient reproduits dans le document⁷.

Ajournement

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) propose que la Chambre s'ajourne maintenant.

M. Johnson (Bagot): Nous voulons montrer au gouvernement, en acceptant l'ajournement, que l'opposition est prête à collaborer comme jamais une opposition libérale ne l'a fait dans le passé.

La motion d'ajournement est adoptée.

La séance est levée.

4. Selon *Le Montréal-Matin* du 22 février 1962, à la page 9, cette lettre provient du secrétaire-trésorier de la Chambre de commerce de Grande-Rivière, M. Gérard Langis. Il demande au sous-ministre des Pêcheries de quelle façon, si le frigo n'est pas reconstruit, les pêcheurs pourront avoir la glace pour l'expédition quotidienne du poisson frais.

5. Selon *Le Nouvelliste* du 22 février 1962, à la page 4, en l'absence de M. Levesque, ministre de la Chasse et des Pêcheries, c'est le premier ministre qui répond à sa place.

6. L'honorable M. Gérin-Lajoie fait référence à sa déclaration ministérielle lue la veille, en Chambre, concernant les prêts et bourses aux étudiants. Durant la lecture, il a déposé trois tableaux sur le nombre et la valeur des prêts et bourses octroyés par le gouvernement depuis 1957.

7. Selon *Le Nouvelliste* du 22 février 1962, à la page 22, pendant que l'Orateur de la Chambre donnait son opinion sur l'affaire, le premier ministre se pencha pour causer avec le ministre de la Jeunesse (l'honorable M. Gérin-Lajoie) et l'incident en resta là.

NOTES

1. Selon *Le Nouvelliste* du 22 février 1962, à la page 4, l'honorable M. Levesque, ministre de la Chasse et des Pêcheries, est absent de la Chambre durant cette séance. De plus, selon *La Tribune* du 22 février 1962, à la page 1, le député de Wolfe (M. Lemieux) est absent de la Chambre à cause de la maladie.

2. Le chef de l'opposition fait allusion à un article de *The Gazette* du 19 février, qui rapportait une conférence de presse de M. Laporte à Boucherville, où il annonçait des travaux de voirie de \$30,000,000 sur la rive sud de Montréal. Cependant, après vérification, nous n'avons trouvé aucun article portant sur des travaux dans le comté de Chambly, dans *The Gazette* du 19 février.

3. Selon *Le Nouveau Journal* du 22 février 1962, à la page 8, l'entrepôt frigorifique de Grande-Rivière fut détruit par les flammes en septembre 1961. M. Pouliot a posé une question à ce propos au cours de la séance du 6 février 1962.

Séance du jeudi 22 février 1962

Présidence de l'honorable J. R. Hyde

La séance est ouverte à 2 h 30¹.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports du comité spécial:

**Remaniement
de la division territoriale**

L'honorable M. Cliche (Abitibi-Est): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité spécial institué pour étudier l'opportunité d'effectuer un remaniement de la division territoriale.

Votre comité a choisi M. Cliche pour son président et a fixé le quorum à vingt membres.

Rapports des comités permanents:

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le troisième rapport du comité permanent des bills publics en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 110 concernant la Corporation des psychologues de la province de Québec.

M. Binette (Deux-Montagnes): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le septième rapport du comité permanent des bills privés en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 119 changeant le nom de Zdenek Podskalsky en celui de Denis Dennis.

Votre comité recommande à votre honorable Chambre que le titre du bill 119, ci-dessus mentionné, soit changé en celui de: loi changeant le nom de Zdenek Podskalsky en celui de Denis Podskalsky Dennis.

Le rapport est adopté.

Questions et réponses orales:

**Construction du futur
palais de justice de Montréal**

M. Johnson (Bagot): On parle beaucoup, en ce moment, du futur palais de justice de Montréal. À ce propos, je voudrais demander au procureur général (l'honorable M. Lapalme) ou au ministre des Travaux publics (l'honorable M. Saint-Pierre) si le gouvernement a l'intention d'organiser un concours parmi les architectes, ou procéder suivant la manière traditionnelle pour la préparation des plans².

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Nous procéderons suivant la méthode traditionnelle pour le choix d'un architecte. Le gouvernement fera connaître sous peu quels architectes ont été choisis pour faire ce travail.

M. l'Orateur fait observer au député de Bagot (M. Johnson) que sa question n'est pas si urgente et qu'elle aurait dû être formulée par écrit. Seule une question à laquelle il est urgent de donner une réponse, dit-il, peut régulièrement être posée verbalement à l'Assemblée législative. Et, même quand il y a urgence, celui qui compte la poser devrait, avant la séance, avertir l'Orateur de la Chambre et le ministre concerné. C'est la coutume pratiquée dans les autres Assemblées et elle pourrait faciliter les choses.

Il n'est pas normal d'interroger de but en blanc un membre du gouvernement pour le prendre par surprise. Quand un député formule verbalement une demande de renseignement, il faut donc qu'elle soit sérieuse et qu'elle nécessite une réponse sérieuse. C'est mon opinion que même les questions urgentes devraient être posées par écrit, comme la chose se fait ailleurs.

Il n'est pas question de venir en Chambre pour poser des questions dans le but de créer des surprises.

Il (M. l'Orateur) invite tous les députés à transmettre leurs questions par écrit à la partie concernée, avec copie à l'Orateur, et rappelle que toute question non urgente doit être inscrite au *Feuilleton* de l'Assemblée³. Beaucoup de questions qui ne sont pas urgentes sont posées sans se préoccuper des formes prescrites par les règlements de la Chambre.

L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges): Alors, il n'y aura peut-être plus de questions, avec ces conditions-là!

M. Gabias (Trois-Rivières): Il est surtout dangereux qu'il n'y ait plus de réponses.

M. Johnson (Bagot) dit qu'il cherchera à se conformer, mais qu'il a une autre question sérieuse à poser.

Rapports financiers des hôpitaux

M. Johnson (Bagot) demande au ministre de la Santé (l'honorable M. Couturier) s'il va bientôt déposer sur le bureau de la Chambre basse la liste promise depuis trois semaines des *per diem* des établissements hospitaliers et de leur coût quotidien d'administration.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)⁴: Le cabinet provincial n'a pas encore reçu les rapports financiers des hôpitaux. La liste pourra probablement être remise mercredi.

Pont de Trois-Rivières

M. Bellemare (Champlain) attire l'attention de la Chambre sur un article publié dans *Le Nouvelliste* du 17 février et rapportant une déclaration de Me François Nobert, secrétaire de la corporation du pont. Il (M. Bellemare) demande au premier ministre (l'honorable M. Lesage) s'il est en mesure de fournir plus de renseignements sur la réalisation de ce projet. Il attire l'attention du gouvernement à propos du retard survenu dans la présentation de ce rapport concernant l'implantation d'un futur pont ou tunnel à Trois-Rivières.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) dit qu'il attend d'ici trois semaines le rapport préparé par la firme Demers, Lemieux et Roy sur les emplacements possibles du futur pont ou tunnel de Trois-Rivières. Il (l'honorable M. Lesage) confirme ce qu'avait dit, il y a quelques jours, M. François Nobert, secrétaire de la Corporation du pont de Trois-Rivières: le directeur de la maison Demers, Lemieux et Roy a été malade. Il est vrai, dit-il, que M. Demers a subi une crise cardiaque, l'automne dernier, et que sa maladie a considérablement retardé le rapport final.

M. Bellemare (Champlain) demande s'il a des choses intéressantes à communiquer concernant le projet de pont sur le Saint-Laurent.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) dit qu'il peut difficilement commenter le rapport avant d'en avoir lu la première ligne.

L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont): Et encore bien moins avant d'avoir lu la dernière ligne.

Température dans les bureaux des députés

M. Gabias (Trois-Rivières): Je demande au ministre des Travaux publics (l'honorable M. Saint-Pierre) de mettre fin aux "bains turcs" dans les bureaux du deuxième étage de l'édifice parlementaire. Hier, le thermomètre marquait entre 85⁵ et 90°F bien qu'on eût ouvert la fenêtre pour tenter de faire aérer. C'était insupportable.

Je comprends qu'on n'aime pas ma présence à l'Assemblée législative, mais au moins qu'on me laisse en paix dans mon bureau!

(Rires)

L'honorable M. Saint-Pierre (Saint-Hyacinthe) veut répondre.

M. l'Orateur ne lui donne pas la permission de répliquer. Aux affaires du jour...

Projets de loi:

Psychologues

M. Meunier (Bourget) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 110 concernant la Corporation des psychologues de la province de Québec.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 110 sans l'amender.

M. Meunier (Bourget) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Zdenek Podskalsky

M. Blank (Montréal-Saint-Louis) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 119 changeant le nom de Zdenek Podskalsky en celui de Denis Podskalsky Dennis.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 119 sans l'amender.

M. Blank (Montréal-Saint-Louis) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

La Prévoyance

M. Lechasseur (Verchères) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 142 refondant la charte de La Prévoyance compagnie d'assurances soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Sœurs de l'Hôtel-Dieu

Mme Kirkland-Casgrain (Jacques-Cartier) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 163 modifiant la charte de Les religieuses sœurs hospitalières de Saint-Joseph de l'Hôtel-Dieu de Montréal (communément appelées les sœurs de l'Hôtel-Dieu) soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Notre-Dame-du-Bon-Conseil de Montréal

M. Lavoie (Laval) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 164 constituant en corporation la congrégation Notre-Dame-du-Bon-Conseil de Montréal soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Succession Joseph-Avila Guilmette

M. O'Reilly (Montréal-Verdun) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 209 concernant la succession de Joseph-Avila Guilmette soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Ajournement

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) propose, du consentement unanime, que, lorsqu'elle s'ajournera, la Chambre se trouve ajournée à demain, à dix heures et demie du matin.

Adopté.

La séance est levée.

NOTES

1. Selon *La Tribune* du 23 février 1962, à la page 1, le député de Wolfe (M. Lemieux) est absent de la Chambre à cause de la maladie.

2. Selon *Le Montréal-Matin* du 23 février 1962, à la page 2, la méthode traditionnelle consiste à faire appel aux architectes du ministère des Travaux publics ou à un architecte provenant de l'extérieur.

3. Selon *Le Montréal-Matin* du 23 février 1962, à la page 9, les directives que formule l'Orateur s'inspirent de ce qui se passe à la Chambre des communes, concernant les questions des députés.

4. Nom mentionné par *La Presse* du 23 février 1962, à la page 1. *Le Soleil* du 23 février 1962, à la page 5, mentionne plutôt que ce serait le ministre de la Santé (l'honorable M. Couturier) qui aurait répondu à la question.

5. Chiffre de *La Presse* du 23 février 1962, à la page 9. *Le Montréal-Matin* du 23 février 1962, à la page 9, mentionne plutôt le chiffre de 83°F.

Séance du vendredi 23 février 1962

Présidence de l'honorable J. R. Hyde

La séance est ouverte à 10 h 30¹.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Projets de loi:

Commission municipale

L'honorable M. Cliche (Abitibi-Est) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 16 concernant la Commission municipale de Québec.

Le projet de loi supprime la disposition d'après laquelle le sous-ministre des Affaires municipales est membre d'office de la Commission municipale². Le projet de loi donne à la Commission des affaires municipales du Québec des pouvoirs plus étendus sur les finances des municipalités et sur les procédures d'annexion entre elles. Un article place les municipalités maintenant sous le contrôle de la Commission du Montréal métropolitain sous la juridiction de la Commission des affaires municipales du Québec, sauf dans les cas d'emprunt.

La Commission pourra faire enquête à la demande d'une municipalité chaque fois qu'une annexion proposée par celle-ci ne sera pas acceptée par l'autre municipalité. Après cette enquête, la Commission pourra ordonner que l'annexion soit soumise à l'approbation des électeurs de la municipalité qui annexe et aux électeurs propriétaires du territoire dont l'annexion est proposée.

Le vote est alors pris au scrutin, suivant les dispositions applicables au cas d'une question soumise à telle approbation par décision du conseil de cette municipalité ou, en l'absence de telles dispositions, suivant celles qui y régissent les élections. Si la majorité des électeurs qui ont voté et celle des électeurs propriétaires qui ont voté approuvent l'annexion, la Commission peut recommander au lieutenant-gouverneur en conseil d'approuver l'annexion, et cette approbation peut alors être donnée nonobstant toute disposition contraire.

La Commission municipale peut faire enquête à la demande de toute municipalité intéressée lorsqu'il y a lieu, dans l'intérêt public, d'exécuter des travaux utiles à plusieurs municipalités. En ce qui concerne

les travaux présentant un intérêt pour plus d'une municipalité, la Commission, après enquête, peut, par ordonnance, définir les travaux à exécuter, ordonner à une municipalité récalcitrante de faire sa part et décider sur quelle base les coûts seront partagés, en exerçant tous les pouvoirs que chacune des municipalités intéressées pourrait exercer à cette fin, y compris celui de soumettre à l'approbation des électeurs propriétaires tout emprunt nécessaire. La Commission peut toutefois ordonner l'exécution des travaux et autoriser l'emprunt sans l'approbation des électeurs propriétaires.

Si une municipalité à laquelle il a été enjoint d'exécuter des travaux néglige de le faire, la Commission peut elle-même les faire exécuter et lui en recouvrer le coût. À cette fin, elle peut l'obliger à lui faire des avances des montants qu'elle indique. Dans l'éventualité où une municipalité résiste encore, il reste à la Commission à la déclarer en défaut, c'est-à-dire à la mettre en tutelle. Cependant, les municipalités ont un droit d'appel à la Cour du banc de la reine de toute ordonnance rendue sur une question de droit seulement. Cet appel n'a lieu que sur permission accordée par un juge de la Cour du banc de la reine de la même manière et dans les mêmes délais que pour un jugement interlocutoire de la Cour supérieure.

Cette provision n'affecte pas cependant les travaux d'aqueduc et d'égout, parce que ces travaux relèvent respectivement de la Régie des services publics et de la Régie d'épuration des eaux. Pour les fins d'une enquête que la Commission est autorisée à faire, chacun de ses membres et tout enquêteur délégué par elle sont investis des pouvoirs et immunités des commissaires nommés en vertu de la loi des commissions d'enquête. Le bill lui permet d'exercer par un délégué ses pouvoirs d'enquête et l'oblige à faire rapport au ministre dans tous les cas, et non pas seulement sur demande.

La Commission peut également déclarer en défaut les municipalités qui n'acquittent pas à échéance les intérêts et le principal, ou une partie du principal, d'un emprunt contracté par elles avant ou après l'entrée en vigueur de la présente loi, qui ne paient pas leurs dettes courantes à leur échéance ou négligent pendant plus de 30 jours de se conformer à un jugement définitif les condamnant à payer une somme d'argent.

La Commission n'est pas tenue de demander qu'une municipalité soit déclarée en défaut, sauf sur demande faite par écrit ou par les créanciers de la

municipalité qui détiennent contre elle des créances représentant au moins 25 % de la dette totale de cette municipalité.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Sûreté provinciale

L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 20 concernant la Sûreté provinciale du Québec.

Le bill a pour objet de ne pas obliger le gouvernement à accorder la retraite aux membres de la Sûreté après 25 ans de service. Le bill aura pour effet d'accorder aux membres de la Sûreté soumis à la retraite obligatoire avec le 1^{er} novembre 1964 des avantages analogues à ceux accordés aux fonctionnaires mis à la retraite à 70 ans.

La pension du membre de la Sûreté mis à la retraite entre le 17 mars 1961 et le 1^{er} novembre 1964 dans les circonstances où cette retraite est obligatoire pour lui est basée sur son traitement moyen des cinq dernières années les mieux rémunérées de son service ou, si celui-là est plus élevé, sur son traitement moyen des cinq années de son service précédant le 1^{er} novembre 1964, son traitement à la cessation de ses fonctions servant de base au calcul pour le reste de la période. La veuve et les dépendants du membre de la Sûreté provinciale devenu totalement invalide par le fait de son travail ont droit, à son décès, aux mêmes rentes que s'il décède par ce fait.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Rapports du comité spécial:

Comité d'étude sur le projet d'un *Journal des débats*

M. l'Orateur lit à la Chambre la communication suivante:

"Aux membres de l'Assemblée législative,

"Madame, Messieurs, le comité chargé de l'étude sur la possibilité d'établir un *Journal des débats* s'est réuni le 22 février 1962.

"Tous les membres sont d'accord sur la nécessité, dès cette session, d'établir un système de reportage des débats par voie de sténographie. Il semble possible d'avoir les services des sténographes requis.

"Le retard apporté à la mise en exécution du projet est dû aux difficultés d'obtenir des locaux convenables attenants à l'Assemblée législative, problème qu'on essaye de résoudre depuis plus d'un an.

"Le comité demande au ministère des Travaux publics de continuer à chercher les moyens de résoudre ce problème le plus tôt possible."

"Et c'est signé: J. R. Hyde, c.r., M.P.P., président de l'Assemblée législative.

"Québec, le 22 février 1962.

L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont): (Se frottant les mains) De cette manière, le comité est déchargé.

Motions des députés:

Anniversaire de l'honorable M. Gérin-Lajoie, Vaudreuil-Soulanges³

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): À l'occasion de l'anniversaire de naissance du ministre de la Jeunesse (l'honorable M. Gérin-Lajoie), je me dispenserai des compliments au ministre, sauf pour dire combien nous sont précieux son amitié et son dévouement et combien, pour la province, est précieux le travail immense qu'il accomplit dans le domaine de l'éducation. Je suis certain que tous les députés se joignent à moi pour lui offrir nos meilleurs vœux⁴.

M. Johnson (Bagot): Nous admettons que le ministre de la Jeunesse a une tâche excessivement lourde et difficile à accomplir. Nous admirons son esprit de travail. Une délégation d'étudiants est venue le rencontrer un jour pour lui demander l'instruction gratuite. Le ministre de la Jeunesse a répondu: "Mais tout de suite. Est-ce que vos pères sont prêts à payer?" Il (M. Johnson) dit qu'il aurait aimé que le premier ministre soit indiscret et révèle l'âge du ministre. Quel âge a-t-il?

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): (En souriant) Oh! Vingt-deux ans, je crois!

M. Johnson (Bagot) exprime l'espoir que l'honorable ministre de la Jeunesse soit en assez bonne santé pour prendre la relève quand le premier ministre retournera à Ottawa.

L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges): Si le chef de l'opposition faisait toujours comme cela, avouer qu'il s'agit d'une anecdote avant de parler, on le prendrait moins au

sérieux. Il (l'honorable M. Gérin-Lajoie) dit que son âge compte peu en regard de la devise de son conventum de rhétorique, qui est *Rester jeune*.

de la province qui avaient signé un contrat avec le ministre de la Santé aux termes de la loi d'assurance-hospitalisation?

2. Quel était, à la même date, pour chacune de ces institutions, le taux quotidien négocié?

Questions et réponses écrites:

Contrats et taux d'assurance-hospitalisation

L'honorable M. Couturier (Rivière-du-Loup):
(Voir le tableau ci-dessous)

M. Johnson (Bagot): 1. Quelles étaient, en date du 1^{er} janvier 1962, les institutions hospitalières

HÔPITAUX PUBLICS

Endroit	Code	Nom de l'hôpital	Salle ordinaire	Suppléments pour chambre	
				Semi-privée	Privée
Amos	150	Hôtel-Dieu	* \$ 11.20	\$ 4.00	\$ 7.00 8.00 11.50 12.50
Amqui.....	325	Hôpital N.-D. de l'Espérance.....	* 14.50	4.00	7.00
Arthabaska.....	275	Hôtel-Dieu d'Arthabaska..... (en vigueur le 15 déc. 1961)	13.50	4.00	7.00 7.50 8.00 8.50 9.00 9.50
Arvida.....	246	Hôpital général du Saguenay	* 20.40	4.00	7.00 8.00
Asbestos	101	Hôpital Saint-Luc.....	7.33	4.00	7.00 8.00
Beauceville.....	286	Hôpital Saint-Joseph.....	* 11.15	4.00	7.00 8.00 10.00
Blanc Sablon	260	Hôpital Lourdes de Blanc-Sablon.....	12.00	4.00	7.00
Buckingham	125	Hôpital Saint-Michel.....	* 14.55	4.00	7.00
	455	— - Chroniques	6.00		
Cap-aux-Meules	326	Hôpital N.-D. de la Garde.....	* 8.70	4.00	7.00
	497	— - Chroniques	6.00		
Cap-de-la-Madeleine.....	175	Hôpital Cloutier	13.05	4.00	7.00
	465	— - Chroniques	6.00		9.00
Chandler	327	Hôpital de la Providence.....	11.25	4.00	7.00 9.00
Chapeau.....	132	Chapeau Community Hospital.....	* 12.55	4.00	7.00
Charny	285	Hôpital N.-D. de Charny.....	* 13.90	4.00	7.00 8.00 9.00
Chicoutimi.....	247	Hôtel-Dieu Saint-Vallier.....	14.48	4.00	7.00
	481	— - Chroniques	6.00		9.00 11.00 12.00
Clarke City	268	Clarke City Hospital	17.05	4.00	7.00

HÔPITAUX PUBLICS

<i>Endroit</i>	<i>Code</i>	<i>Nom de l'hôpital</i>	<i>Salle ordinaire</i>	<i>Suppléments pour chambre</i>	
				<i>Semi-privée</i>	<i>Privée</i>
Coaticook	102	Hôpital Sainte-Catherine Labouré	\$ 7.39	\$ 4.00	\$ 7.00
Dolbeau	250	Hôtel-Dieu du S.-C. de Jésus	12.75	4.00	7.00
					9.00
Drummondville	276	Hôpital Michaud	* 14.95	4.00	7.00
					9.00
					9.50
	277	Hôpital Sainte-Croix	* 13.70	4.00	7.00
					8.00
					10.00
Gaspé.....	328	Hôtel-Dieu	* 15.20	4.00	7.00
					8.00
					9.00
					11.00
Granby.....	103	Hôpital Saint-Joseph.....	* 14.90	4.00	7.00
					11.00
Grand'Mère	176	Hôpital Laflèche	13.95	4.00	7.00
					9.00
					10.00
Grand'Mère	184	Grand'Mère General Hospital.....	* 17.25	4.00	7.00
					8.00
					9.00
Harrington Harbour	261	Harrington Hospital	* 20.60	4.00	7.00
Hauterive	262	Hôtel-Dieu de Hauterive	9.10	4.00	7.00
					9.00
Havre-Saint-Pierre.....	263	Hôpital Saint-Jean Eudes	* 10.25	4.00	7.00
					9.00
Hull.....	126	Hôpital du Sacré-Sœur	11.93	4.00	7.00
					11.00
					14.00
Huntingdon.....	104	Huntingdon County Hospital	* 11.05	4.00	7.00
					7.50
					10.00
Joliette	140	Hôpital Saint-Eusèbe	14.30	4.00	7.00
					9.00
					10.00
					13.00
Jonquière	251	Hôtel-Dieu N.-D. de l'Assomption...	14.90	4.00	7.00
					8.50
					10.00
Lachine.....	013	Lachine General Hospital	* 18.90	4.00	8.00
				5.00	11.50
	028	Hôpital Saint-Joseph	16.15	4.00	8.00
				5.00	9.00
					10.00
					12.00
Lachute.....	128	Hôpital de la Providence.....	15.75	4.00	7.00
					9.00
Lac Mégantic.....	107	Hôpital Saint-Joseph	* 14.65	4.00	7.00
La Malbaie.....	231	Hôpital Saint-Joseph	* 10.50	4.00	7.00
					9.00
La Sarre	152	Hôpital Saint-François	* 15.00	4.00	7.00

HÔPITAUX PUBLICS

<i>Endroit</i>	<i>Code</i>	<i>Nom de l'hôpital</i>	<i>Salle ordinaire</i>	<i>Suppléments pour chambre</i>	
				<i>Semi-privée</i>	<i>Privée</i>
La Sarre (<i>suite</i>)	152				\$ 9.00
La Tuque	177	Hôpital Saint-Joseph	* \$ 10.75	\$ 4.00	10.00
					7.00
					7.50
					8.00
Les Escoumins.....	264	Hôpital Saint-Alexandre	* 11.05	4.00	7.00
Lévis.....	300	Hôtel-Dieu de Lévis.....	14.50	4.00	7.00
					8.00
					9.00
					10.00
					11.00
Loretteville	232	Hôpital Saint-Ambroise	* 17.35	4.00	7.00
					9.00
					21.50
Louiseville.....	178	Hôpital Comtois, inc	* 14.80	4.00	7.00
					10.00
Magog.....	106	Hôpital de la Providence.....	17.35	4.00	7.00
					8.50
					11.00
Maniwaki.....	129	Hôpital Saint-Joseph	11.35	4.00	7.00
Maria	330	Hôpital N.-D. de Chartres, inc.	* 9.65	4.00	7.00
Matane.....	331	Hôpital du Très Saint-Rédempteur ...	* 8.15	4.00	7.00
					7.25
Mont-Laurier	142	Hôpital N.-D. de Sainte-Croix	* 8.55	4.00	7.00
					9.00
Montmagny	303	Hôtel-Dieu de Montmagny	* 13.65	4.00	7.00
					8.00
					9.00
Montréal	001	Alexandre Hospital	16.80	4.00	8.00
		(en vigueur le 15 déc. 1961)		5.00	
	002	Catherine Booth Mother's Hospital..	16.35	4.00	8.00
		(en vigueur le 15 déc. 1961)		5.00	
	003	Hôpital Marie-Enfant.....	* 10.75	4.00	8.00
		(Clinique B.C.G.)		5.00	
	004	Crescent Hospital, Inc.....	* 12.55	4.00	8.00
				5.00	
	005	Hôpital Général Fleury	18.63	4.00	8.00
				5.00	
	006	Hôtel-Dieu de Montréal	19.45	4.00	8.00
		(en vigueur le 15 déc. 1961)		5.00	12.00
					13.00
					14.00
					15.00
					22.00
	007	Institut Albert Prévost.....	* 10.20	4.00	8.00
				5.00	9.00
					10.00
					11.00
					13.00
	009	Institut du Radium	15.45	4.00	8.00
				5.00	

HÔPITAUX PUBLICS

<i>Endroit</i>	<i>Code</i>	<i>Nom de l'hôpital</i>	<i>Salle ordinaire</i>	<i>Suppléments pour chambre</i>	
				<i>Semi-privée</i>	<i>Privée</i>
Montréal (<i>suite</i>)	010	Hôpital Jean-Talon.....	* \$ 20.10	\$ 4.00	\$ 8.00
				5.00	11.00
	011	Jewish General Hospital	22.14	4.00	8.00
				5.00	9.00
					10.00
					11.00
					12.00
					14.00
	015	Hôpital Maisonneuve & Institut de cardiologie.....	19.15	4.00	8.00
				5.00	9.00
					10.00
					12.00
					13.00
					14.00
					19.00
	016	Hôpital de la Miséricorde.....	19.55	4.00	8.00
				5.00	10.00
	017	Montreal Children's Hospital	24.76	4.00	8.00
				5.00	11.00
	018	Montreal General Hospital.....	22.90	4.00	8.00
				5.00	9.50
Montréal					11.50
					13.00
					16.50
	019	Montreal Neurological Institute.....	26.10	4.00	8.00
				5.00	10.00
	020	Hôpital Notre-Dame	23.50	4.00	8.00
				5.00	9.00
					11.00
					12.50
					15.50
					20.50
	022	Hôpital Pasteur.....	13.00	4.00	8.00
				5.00	
	023	Queen Elizabeth Hospital	24.10	4.00	8.00
				5.00	10.00
					11.00
	024	Reddy Memorial Hospital.....	22.30	4.00	8.00
				5.00	9.00
	025	Royal Victoria Hospital	24.35	4.00	8.00
		(provisoire)		5.00	12.00
					15.00
	026	Royal Edward Hospital.....	12.88	4.00	8.00
				5.00	10.00
	027	Hôpital du Sacré-Cœur	16.15	4.00	8.00
		(en vigueur le 15 déc. 1961)		5.00	9.00
					10.00
					11.00
					12.00
					13.00

HÔPITAUX PUBLICS

<i>Endroit</i>	<i>Code</i>	<i>Nom de l'hôpital</i>	<i>Salle ordinaire</i>	<i>Suppléments pour chambre</i>	
				<i>Semi-privée</i>	<i>Privée</i>
Montréal (<i>suite</i>)	029	Hôpital Saint-Joseph de Rosemont ... (en vigueur le 15 déc. 1961)	\$ 21.65	\$ 4.00 5.00	\$ 8.00 9.00 11.00 13.00
	030	Hôpital Saint-Luc..... (en vigueur le 15 déc. 1961)	18.70	4.00 5.00	8.00 9.00 9.50 10.00
	031	St. Mary's Memorial Hospital	* 22.10	4.00 5.00	8.00 11.00
	032	Hôpital Saint-Michel.....	17.95	4.00 5.00	8.00
	033	Hôpital Sainte-Jeanne-d'Arc..... (en vigueur le 15 déc. 1961)	19.35	4.00 5.00	8.00 11.50 13.00 14.50 16.50 18.50
	034	Hôpital Sainte-Justine..... (en vigueur le 15 déc. 1961)	21.50	4.00 5.00	8.00 11.00
	035	Hôpital Santa Cabrini.....	* 22.70	4.00 5.00	8.00
	038	Hôpital Rosemont	15.55	4.00 5.00	8.00
	039	Hôpital La Visitation	* 10.80	4.00 5.00	8.00
	332	Hôpital de Murdochville, Inc.....	21.45	4.00	7.00
	278	Hôpital du Christ-Roi.....	* 12.85	4.00	7.00 8.00 11.00
	153	Hôpital Youville	* 14.95	4.00	7.00
	461	— - Chroniques	6.00		8.00 9.00
	333	Hôpital N.-D. du Détour	* 11.00	4.00	7.00 9.00
	108	Barrie Memorial Hospital	* 16.85	4.00	7.00 8.50 9.50
	279	Hôpital du Sacré-Cœur	11.15	4.00	7.00
	201	Hôpital Civique	* 13.00	4.00	7.00 7.75 8.50
	202	Clinique Roy-Rousseau	11.10	4.00	7.00 8.00 10.00
	203	Hôpital de l'Enfant-Jésus.....	13.77	4.00	7.00 8.00 9.00 14.00
	204	Hôtel-Dieu de Québec	14.90	4.00	7.00 8.50 10.50

HÔPITAUX PUBLICS

<i>Endroit</i>	<i>Code</i>	<i>Nom de l'hôpital</i>	<i>Salle ordinaire</i>	<i>Suppléments pour chambre</i>	
				<i>Semi-privée</i>	<i>Privée</i>
Québec (<i>suite</i>)	204	Hôtel-Dieu de Québec (<i>suite</i>)			\$ 13.50 15.50
	205	Jeffery Hale's Hospital	\$ 17.30	\$ 4.00	7.00 8.00
	206	Hôpital Laval	14.30	4.00	7.00 9.00
	207	Hôpital de la Miséricorde.....	* 18.65	4.00	7.00 9.00
	208	Hôpital N.-D. de l'Espérance.....	13.15	4.00	7.00 8.00 10.00 12.00 13.00 15.00
	210	Hôpital Saint-François d'Assise	14.45	4.00	7.00 7.50 8.00 8.50 9.50 10.50 11.50 14.00
	211	Hôpital Saint-Joseph de Bellevue	11.90	4.00	7.00 7.50 8.50 10.50
	212	Hôpital du Saint-Sacrement	15.95	4.00	7.00 9.50 11.50 13.50 14.50 16.50 18.50
Québec-Ouest	209	Maternité N.-D. de la Recouvrance ..	* 14.70	4.00	7.00 8.00 10.00
Repentigny	141	Hôpital Le Gardeur	13.00 (provisoire)	4.00	7.00 8.00 9.00 11.00
Rimouski	334	Hôpital Saint-Joseph	9.82	4.00	7.00 8.00 10.00 11.00
Rivière-du-Loup	335	Hôpital Saint-Joseph du P.S.....	13.35	4.00	7.00 8.00
Roberval	252	Hôtel-Dieu Saint-Michel.....	13.00	4.00	7.00 8.00
Sainte-Agathe des Monts...	143	Hôpital Sainte-Agathe.....	12.15	4.00	7.00 9.00
Saint-Alexandre de Kamouraska	336	Hôpital Foyer Villa-Maria	12.25	4.00	7.00

HÔPITAUX PUBLICS

<i>Endroit</i>	<i>Code</i>	<i>Nom de l'hôpital</i>	<i>Salle ordinaire</i>	<i>Suppléments pour chambre</i>	
				<i>Semi-privée</i>	<i>Privée</i>
Sainte-Anne de Beupré.	233	Hôpital N.-D. du Sacré-Cœur	\$ 10.00	\$ 4.00	\$ 7.00 9.00 10.00 11.00
Sainte-Anne-de-la- Pocatière.....	304	Hôpital N.-D. de Fatima	11.05	4.00	7.00
Sainte-Anne des Monts ..	337	Hôpital Sainte-Anne des Monts.....	* 9.60	4.00	7.00 8.00
Saint-Éleuthère	338	Hôpital Saint-Joseph du Lac	* 9.50	4.00	7.00 9.00 11.00
Saint-Georges-Ouest	287	Hôtel-Dieu N.-D. de Beauce.....	* 10.35	4.00	7.00 8.50 12.50
Saint-Hyacinthe	094	Hôpital Saint-Charles.....	14.75	4.00	7.00 9.00 11.00
Saint-Jean	090	Hôpital Saint-Jean.....	14.80	4.00	7.00 8.00 10.00 11.00
Saint-Jean Port-Joli	305	Hôpital Saint-Jean Port-Joli	* 12.45	4.00	7.00 8.00 9.00 10.00
Saint-Jérôme.....	144	Hôtel-Dieu Saint-Jérôme	14.45	4.00	7.00 8.00 13.00
Saint-Joseph d'Alma	245	Hôtel-Dieu du Christ-Roi d'Alma (en vigueur le 15 déc. 1961)	12.85	4.00	7.00
Saint-Lambert.....	091	Hôpital Saint-Lambert	* 16.70	4.00	7.00
Saint-Laurent.....	021	Hôpital N.-D. de l'Espérance.....	19.85	4.00 5.00	8.00 9.00 10.00 12.00 13.00
Saint-Raymond.....	235	Hôpital Saint-Raymond	* 11.80	4.00	7.00 8.00
Schefferville	266	Schefferville Hospital	* 28.15	4.00	7.00
Senneterre.....	151	Clinique Hôpital de Senneterre.....	* 15.65	4.00	7.00
Sept-Îles.....	267	Hôpital N.-D. de l'Espérance.....	* 17.40	4.00	7.00
Shawinigan	179	Joyce Memorial Hospital	* 16.20	4.00	7.00
	180	Hôpital Sainte-Thérèse	11.15	4.00	7.00 8.50 10.00 11.00
Shawville.....	130	Pontiac Community Hospital	15.45	4.00	7.00
	457	— - Chroniques	6.00		8.00
Sherbrooke	109	Hôpital Général Saint-Vincent de Paul .	17.00	4.00	7.00 7.50 8.50 10.00

HÔPITAUX PUBLICS

<i>Endroit</i>	<i>Code</i>	<i>Nom de l'hôpital</i>	<i>Salle ordinaire</i>	<i>Suppléments pour chambre</i>	
				<i>Semi-privée</i>	<i>Privée</i>
Sherbrooke	109	Hôpital Général Saint-Vincent de Paul.....			\$ 10.50
	110	Hôtel-Dieu de Sherbrooke	\$ 15.70	\$ 4.00	7.00
					9.50
Sherbrooke	111	Sherbrooke Hospital	17.60	4.00	7.00
		(en vigueur le 15 déc. 1961)			9.00
Sorel	092	Hôtel-Dieu de Sorel	* 18.25	4.00	7.00
					9.00
	093	Hôpital Richelieu, Inc.	12.00	4.00	7.00
					8.00
Sweetsburg	113	Brome-Missisquoi-Perkins Hospital.	* 14.20	4.00	7.00
					8.00
					9.00
Thetford Mines	289	Hôpital Saint-Joseph	* 14.50	4.00	7.00
					8.00
					10.00
					12.00
Trois-Rivières.....	181	Sanatorium Cooke.....	* 16.95	4.00	7.00
		— - Chroniques	6.00		8.00
					9.00
					10.00
	182	Hôpital Saint-Joseph	13.60	4.00	7.00
					9.00
					10.00
					11.00
					12.00
	183	Hôpital Sainte Marie.....	12.65	4.00	7.00
					7.50
					9.50
					10.50
Val-d'Or	154	Hôpital Saint-Sauveur.....	* 13.85	4.00	7.00
					8.00
					10.00
					11.50
Valleyfield.....	114	Hôtel-Dieu de Valleyfield.....	13.90	4.00	7.00
					8.00
					9.00
					10.00
					11.00
Verdun.....	114	Hôpital Général du Christ-Roi	14.95	4.00	8.00
				5.00	9.00
					10.00
					11.00
					12.00
					13.00
Ville La Salle.....	014	Hôpital Général La Salle.....	17.00	4.00	8.00
				5.00	
Ville-Marie.....	155	Hôpital Sainte-Famille.....	* 12.90	4.00	7.00
	131	Gatineau Memorial Hospital	12.15	4.00	7.00
Windsor Mills.....	115	Hôpital Saint-Louis, Inc.....	15.85	4.00	7.00
					9.00

* Taux déterminé d'après le budget approuvé de 1962.

HÔPITAUX POUR MALADES CHRONIQUES

<i>Endroit</i>	<i>Code</i>	<i>Nom de l'hôpital</i>	<i>Salle ordinaire</i>	<i>Suppléments pour chambre</i>	
				<i>Semi-privée</i>	<i>Privée</i>
Courville.....	472	Hôpital Saint-Augustin	\$ 7.45	\$ 1.50	\$ 3.00
Gaspé.....	495	Sanatorium Ross	6.23	1.50	3.00
Hull.....	456	Sanatorium Saint-Laurent	* 8.90	1.50	3.00
Lac Etchemin.....	490	Sanatorium Bégin	* 6.00	1.50	3.00
Macamic.....	460	Sanatorium Saint-Jean	6.50	1.50	3.00
Mont-Joli.....	496	Sanatorium Saint-Georges	6.20	1.50	3.00
		(en vigueur le 15 déc. 1961)			
Montréal	402	Grace Dart Hospital	6.00	1.50	3.00
		(provisoire)			
	404	Jewish Hospital of Hope.....	9.65	1.50	3.00
	405	Julius Richardson Conv. Hospital.....	8.30	1.50	3.00
	409	Montreal Convalescent Hospital.....	8.94	1.50	3.00
					9.00
	411	Montreal Protestant Hospital	6.55	1.50	3.00
	412	Hôpital N.-D. de Lourdes.....	5.41	1.50	3.00
					5.00
	413	Hôpital N.-D. de la Merci	* 6.45	1.50	3.00
	416	Hôpital Saint-Joseph de la Providence..	6.75	1.50	3.00
					4.00
	418	Hôpital Saint-Vital des Convalescents..	6.80	1.50	3.00
Québec.....	470	Hôpital Général.....	* 5.25	1.50	3.00
Saint-Hyacinthe.....	445	Hôtel-Dieu	3.23	1.50	3.00
Saint-Jérôme, Métabetchouan.....	480	Hôpital Foyer Saint-Jérôme	4.52	1.50	3.00
Sherbrooke	452	Hôpital d'Youville	5.45	1.50	3.00
Sorel	446	Hôpital Général de Sorel.....	3.89	1.50	3.00

* Taux déterminé d'après le budget approuvé de 1962

HÔPITAUX DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL

<i>Endroit</i>	<i>Code</i>	<i>Nom de l'hôpital</i>	<i>Traitements actifs</i>	<i>Malades chroniques</i>	<i>Nouveaux nés</i>
<i>1. Ministère des Affaires des anciens combattants</i>					
Montréal	800	Queen Mary's Veteran's Hospital	\$ 15.00	\$ 9.00	
Québec.....	852	Hôpital Sainte-Foy	15.00	9.00	
Sainte-Anne-de-Bellevue...	813	Hôpital Sainte-Anne	15.00	9.00	
<i>2. Ministère du Bien-être et de la Santé nationale</i>					
Bersimis.....	876	Bersimis Nursing Station	10.00		\$ 3.00
Fort Chimo	836	Fort Chimo Nursing Station.....	10.00		3.00
Fort George	837	Fort George Nursing Station.....	10.00		3.00
Port Harrison	839	Port Harrison Nursing Station.....	10.00		3.00
Povungnituk	840	Povungnituk Nursing Station.....	10.00		3.00
Rupert's House	841	Rupert's House Nursing Station	10.00		3.00

HÔPITAUX DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL (*suite*)

<i>Endroit</i>	<i>Code</i>	<i>Nom de l'hôpital</i>	<i>Traitements actifs</i>	<i>Malades chroniques</i>	<i>Nouveaux-nés</i>
<i>3. Ministère de la Défense nationale</i>					
Mont Apika	862	R.C.A.F. Station Hospital	\$ 12.00		
Parent.....	838	R.C.A.F. Station Hospital	12.00		
Saint-Sylvestre	881	R.C.A.F. Station Hospital	12.00		
Senneterre.....	842	R.C.A.F. Station Hospital	12.00		
		Quand la mère est hospitalisée.....			\$ 2.00
		Après le congé de la mère.....			3.00
		À l'admission ou à la réadmission....			3.00

M. Johnson (Bagot): Le ministre de la Santé (l'honorable M. Couturier) devait communiquer ces informations à la Chambre, il y a déjà trois semaines.

Il existe déjà une autorisation en ce sens pour les comités spéciaux de la loi électorale et de la carte électorale.

Adopté.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Je promets à l'opposition, dit-il, de rendre publique, dès mercredi prochain, la liste complète des dépenses *per diem* des hôpitaux.

Projets de loi:

Sûreté provinciale

Questions et réponses orales:

Liste des agriculteurs
victimes de sinistres⁵

M. Riendeau (Napierville-Laprairie) interpelle le gouvernement sur le fait que le ministre de l'Agriculture⁶ (l'honorable M. Courcy) avait promis de fournir cette liste lors de l'étude des crédits supplémentaires et que celle-ci n'a pas encore été déposée.

L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont) propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 20 concernant la Sûreté provinciale du Québec. Adopté.

Loi des pensions

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill 19 modifiant la loi des pensions.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolutions et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): La Chambre aura bientôt la liste des agriculteurs victimes de sinistres divers, qui se sont partagé une somme de \$400,000 en secours du gouvernement et qui ont fait l'objet d'un poste particulier dans le budget supplémentaire. La liste est longue et elle sera bientôt déposée, dit-il.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil. Adopté.

Travaux de la Chambre:

Comités
permanents

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) propose que les comités permanents institués par cette Chambre à sa séance du 9 janvier 1962 soient, jusqu'à nouvel ordre, autorisés à siéger les jours où la Chambre ne tient pas de séance.

En comité:

Présidence de M. Bédard (Québec)

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) propose:
1. Que l'article 5a de la loi des pensions (Statuts

refondus, 1941, chapitre 13), édicté par l'article 2 de la loi 9-10 Elizabeth II, chapitre 13, soit modifié en remplaçant, dans la deuxième ligne, les mots "six cent soixante" par les mots "sept cent quatre-vingts".

L'administration libérale, dit-il, a continué l'application de la reclassification des fonctionnaires qui avait été entreprise sous le gouvernement de feu l'honorable Paul Sauvé, le 1^{er} novembre 1959⁷. Les augmentations de salaire aux fonctionnaires, depuis le 1^{er} novembre 1959, se sont chiffrées par une somme globale de \$20,000,000: d'abord, sous le régime Sauvé, en novembre 1959, au montant d'environ \$9,500,000 et, depuis le 1^{er} avril 1960⁸ au 20 février 1962, les fonctionnaires ont reçu annuellement \$11,642,212 de plus qu'auparavant.

Cette somme de \$11,642,212 couvre les augmentations statutaires, les promotions et la reclassification, mais elle ne couvre pas les fonctionnaires de Montréal dont la reclassification n'est pas faite, ni les employés dont la nomination a eu lieu depuis la date prévue dans la loi, dont ceux du ministère du Travail, parce qu'il y a une étude difficile à faire dans ce domaine. Au 1^{er} novembre 1960, 15,900⁹ fonctionnaires ont reçu une augmentation statutaire de \$3,061,538¹⁰ et, au 1^{er} mai 1961, 1,262 fonctionnaires ont reçu une somme additionnelle de \$237,000¹¹. Les augmentations statutaires au 1^{er} novembre 1961 ont favorisé 14,805¹² fonctionnaires d'une somme additionnelle de \$3,022,282¹³, ce qui porte à \$6,331,618¹⁴ le montant des augmentations statutaires accordées aux fonctionnaires du 1^{er} novembre 1960 au 1^{er} novembre 1961. Ce groupe représente les deux tiers des employés de la fonction publique de la province.

Les promotions et la reclassification, du 5 juillet 1960 au 31 mars 1961, ont apporté \$1,423,569 de plus à 3,778 fonctionnaires¹⁵ et, du 1^{er} avril 1961 au 31 décembre 1961, 967¹⁶ fonctionnaires ont reçu \$543,625 de plus dans leur salaire, ce qui porte au total de \$8,298,812 le supplément de salaire reçu par les fonctionnaires du 1^{er} novembre 1960¹⁷ au 31 décembre 1961; 100¹⁸ inspecteurs d'écoles ont reçu une augmentation de salaire de \$189,725 et 230 professeurs d'écoles normales ont bénéficié de \$267,675¹⁹ d'augmentation de salaire, au 1^{er} septembre 1961, soit une hausse globale de \$457,400 dans les salaires de 410 inspecteurs et professeurs d'écoles normales.

Il y a actuellement des augmentations de \$2,220,000²⁰ sous étude, pour 1,388 représentants de l'enseignement technique et professionnel, et la reclassification et la rétroactivité, au 1^{er} novembre

1961 selon des chiffres fournis par la Commission du service civil, le 20 février 1962, intéressaient 3,060²¹ fonctionnaires pour une somme de \$666,000, ce qui porte à 9,633 le nombre des fonctionnaires qui ont profité de l'augmentation de \$11,642,212.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)

propose: 2. Que l'article 15 de ladite loi, abrogé par l'article 4 de la loi 9-10 Elizabeth II, chapitre 13, soit remplacé par le suivant:

"15. La pension du fonctionnaire ou employé mis à la retraite entre le premier novembre 1959 et le premier novembre 1962 à l'âge de soixante-dix ans ou plus est basée sur son traitement moyen des trois années précédant cette dernière date, son traitement à la cessation de ses fonctions servant de base au calcul pour le reste de la période."

M. Johnson (Bagot): Il s'agit d'une décision discriminatoire envers les fonctionnaires de 70 ans qui ont dû abandonner leur poste avant le 6 décembre 1960 et particulièrement entre le 6 juillet 1960 et le 6 décembre de la même année. Entre ces dates, dit-il, plusieurs employés civils ont pris leur retraite, plus ou moins volontairement, à cause du congé qu'ils s'attendaient de recevoir par suite d'un avertissement discret de la part de certains chefs de service ou de certains organisateurs. Il est difficile de faire croire à un homme qui est forcé de prendre sa retraite à 70 ans qu'il est moins utile qu'un autre du même âge qu'on a gardé. Il (M. Johnson) demande au premier ministre combien il peut y en avoir.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):

Le nombre de ces retraites est approximativement de 87²².

M. Johnson (Bagot) demande au premier ministre d'étendre le projet de loi aux fonctionnaires de 70 ans qui ont pris leur pension avant le 6 décembre 1960 et particulièrement entre le 5 juillet et le 6 décembre.

M. Prévost (Montmorency): Il s'agit surtout de cas sympathiques. Ce sont des gens dont les traitements étaient si peu élevés, dans certains cas, avant novembre 1959, qu'ils seraient heureux de bénéficier de la loi si on les groupe avec les employés admis à leur retraite à compter du 6 décembre 1960. La date de la reclassification des salaires, le 1^{er} novembre 1959, a été de nature à

impressionner ces employés. Elle leur a permis de réaliser qu'à compter de cette date, l'employeur, c'est-à-dire le gouvernement, se montrerait plus exigeant pour l'accomplissement des tâches, même les plus modestes, où il haussait les salaires.

Et un grand nombre d'employés de 70 ans, sentant leurs forces diminuer et craignant de ne plus donner le même rendement, ont préféré prendre leur retraite. À cause de cela, le gouvernement devrait les traiter avec le même égard que les autres.

Il (M. Prévost) demande le nombre de pensionnés qui pourraient être concernés et invite le premier ministre à considérer ce que coûterait l'application de la loi des pensions aux fonctionnaires de plus de 70 ans qui ont pris leur retraite entre le 1^{er} novembre 1959 et le 6 décembre 1960.

L'étude de la résolution est suspendue²³.

Le comité suspend ses travaux.

Le comité reprend l'étude de la résolution 2 précédemment suspendue.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) accepte l'amendement proposé par le député de Montmorency (M. Prévost) et fait amender le texte en conséquence²⁴. Il (l'honorable M. Lesage) informe le député de Montmorency (M. Prévost) que le travail de comptabilité pour rajuster ces pensions sera long et que les bénéficiaires devront patienter²⁵.

M. Maltais (Québec-Est) pose une question au premier ministre au sujet des employés de plus de 70 ans.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Le gouvernement entend maintenir une politique de compréhension. Tous les cas particuliers seront étudiés. Il est entendu que nous garderons à l'emploi du gouvernement, même s'ils ont atteint 70 ans, les employés indispensables, les employés utiles et en mesure de travailler et qui ne pourraient pas vivre sur leur pension seule, et les employés âgés qui n'ont pas complété 10 ans de service.

Il aurait été regrettable que les fonctionnaires mis à la retraite à l'âge de 70 ans ne bénéficient pas de toutes ces augmentations, depuis le 1^{er} novembre 1959.

M. Johnson (Bagot) pose une question sur le nombre de fonctionnaires qui ont pris leur retraite et

qui ne sont pas couverts par la loi de 1960 car la loi de 1960 prévoyait la retraite obligatoire à 70 ans.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) dit qu'il fournira des chiffres sur le nombre de fonctionnaires qui ont pris leur retraite et qui ne sont pas couverts par la loi de 1960.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) propose: 3. Que l'article 21 de ladite loi, remplacé par l'article 6 de la loi 9-10 Elizabeth II, chapitre 13, soit modifié en remplaçant, dans la première ligne du second alinéa, les mots "avant ce temps," par les mots "avant qu'une pension lui ait été accordée et".

Adopté.

4. Que l'article 32 de ladite loi, remplacé par l'article 4 de la loi 6 George VI, chapitre 14, et modifié par l'article 1 de la loi 9 George VI, chapitre 17, par l'article 4 de la loi 12 George VI, chapitre 15, par l'article 1 de la loi 15-16 George VI, chapitre 13, et par l'article 9 de la loi 9-10 Elizabeth II, chapitre 13, soit de nouveau modifié en remplaçant, dans la neuvième ligne, le mot "janvier" par le mot "septembre".

Adopté.

5. Que l'article 48a de ladite loi, édicté par l'article 14 de la loi 9-10 Elizabeth II, chapitre 13, soit modifié en remplaçant, dans les deuxième et troisième lignes, les mots "six cent soixante" par les mots "sept cent quatre-vingts".

Adopté.

6. Que l'article 53 de ladite loi, abrogé par l'article 15 de la loi 9-10 Elizabeth II, chapitre 13, soit remplacé par le suivant:

"53. La pension du fonctionnaire mis à la retraite entre le premier novembre 1959 et le premier novembre 1964 à l'âge de soixante-dix ans ou plus est basée sur son traitement moyen des cinq années les mieux rémunérées de son service ou, si celui-là est plus élevé, sur son traitement moyen des cinq années précédant le premier novembre 1964, son traitement à la cessation de ses fonctions servant de base au calcul pour le reste de cette période."

Adopté.

7. Que l'article 61 de ladite loi, remplacé par l'article 16 de la loi 9-10 Elizabeth II, chapitre 13, soit modifié en remplaçant, dans la première ligne du second alinéa, les mots "avant ce temps" par les mots "avant qu'une pension ait été accordée".

Adopté.

8. Que l'article 71 de ladite loi, édicté par l'article 6 de la loi 6 George VI, chapitre 14, et modifié par l'article 10 de la loi 7 George VI, chapitre 10, par l'article 5 de la loi 8 George VI, chapitre 9, par l'article 2 de la loi 9 George VI, chapitre 17, par l'article 11 de la loi 12 George VI, chapitre 15, par l'article 3 de la loi 13 George VI, chapitre 17, par l'article 10 de la loi 8-9 Elizabeth II, chapitre 37, et par l'article 19 de la loi 9-10 Elizabeth II, chapitre 13, soit de nouveau modifié:

a) en remplaçant, dans la quatrième ligne du deuxième alinéa, le mot "janvier" par le mot "septembre";

b) en retranchant, dans les troisième et quatrième lignes du septième alinéa, les mots ", pendant au moins cinq ans,";

c) en remplaçant le huitième alinéa par le suivant:

"Le droit prévu à l'alinéa précédent est subordonné à la remise au fonds consolidé du revenu du remboursement de contributions ci-dessus mentionné ainsi qu'aux paiements additionnels et autres conditions prescrits par le lieutenant-gouverneur en conseil, lequel peut autoriser le ministre des Finances à conclure avec tel gouvernement ou telle corporation ou institution une entente sur ces paiements et conditions. Cette entente peut également prévoir les versements à faire sur le fonds consolidé du revenu pour les fonctionnaires passant au service de ce gouvernement ou de cette corporation ou institution."

Adopté.

9. Que l'entente conclue entre le gouvernement du Canada et le gouvernement de cette province, le 13 février 1962, concernant les pensions de retraite des fonctionnaires passant du service de l'un à l'autre gouvernement, soit ratifiée et que le ministre des Finances soit autorisé à y donner suite; et que la présente disposition ne doive pas faire obstacle à une modification ultérieure de ladite entente sous l'autorité du lieutenant-gouverneur en conseil.

M. Johnson (Bagot): Je suis en faveur d'accords avec les autres gouvernements canadiens provinciaux et fédéral pour rendre transférables les plans de pension. J'approuve l'esprit dans lequel l'entente a été rédigée par le gouvernement de la province et Ottawa, mais le texte de l'entente est mal rédigé. Il permet à un fonctionnaire fédéral qui passe au fonctionnarisme provincial le transfert de son fonds de pension, tout en conservant les droits acquis.

Je crois que la province devrait prendre les devants, en qui concerne l'application du principe des pensions transférables. Et il devrait en être ainsi non seulement pour les employés de la province ou

ceux du gouvernement fédéral, mais aussi pour tous les employés.

Il (M. Johnson) demande au premier ministre combien de fonctionnaires provinciaux sont allés à Ottawa, et inversement, depuis le régime libéral.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):

Depuis l'avènement du régime libéral au Québec, une quarantaine de fonctionnaires fédéraux sont venus à Québec depuis le mois de juillet 1960. Mais je ne peux dire, cependant, si durant la même période des fonctionnaires provinciaux sont passés au service du gouvernement fédéral²⁶. Dans le passé, plusieurs fonctionnaires provinciaux sont passés au fédéral. Ils ont fait des sacrifices pour contribuer à la représentation canadienne-française dans le service civil fédéral.

Il (l'honorable M. Lesage) ajoute avoir déjà été informé que feu Onésime Gagnon²⁷ a, à plusieurs reprises, convaincu des Canadiens français du Québec d'aller travailler pour le compte du gouvernement fédéral. Maintenant, dit-il, ce genre de sacrifice sera moins pénible puisqu'ils conserveront leurs bénéfices à la pension.

M. Johnson (Bagot): Le premier ministre brise son œuvre passée. Quand il était à Ottawa, il voulait des Canadiens français là-bas; maintenant, il les veut à Québec. Quand il était à Ottawa, il était centralisateur; maintenant il est autonomiste. Quand il retournera à Ottawa, il redeviendra centralisateur et demandera à nouveau des Canadiens français dans le fonctionnarisme fédéral. Ainsi, il aura effacé constamment les points obtenus durant sa carrière, parce qu'à chaque étape, il change d'orientation²⁸.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)

propose: 10. Que les résolutions 1 et 5 ci-dessus auront effet à compter du 1^{er} février 1962.

Adopté.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues et agréées.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)

propose, selon l'ordre du jour, que le bill 19

modifiant la loi des pensions soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté.

Ajournement

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) propose que la Chambre, lorsqu'elle s'ajournera, se trouve ajournée à mardi prochain, à deux heures et demie de l'après-midi.

Adopté.

La séance est levée à midi quinze minutes.

NOTES

1. Selon *La Tribune* du 24 février 1962, à la page 1, le député de Wolfe (M. Lemieux) est absent de la Chambre à cause de la maladie.

2. Selon *Le Nouveau Journal* du 24 février 1962, à la page 10, le sous-ministre Jean-Louis Doucet sera remplacé par un troisième commissaire. La Commission compte trois membres. Les deux autres sont MM. Paul Lambert et Paul Faucher.

3. Selon *La Presse* du 24 février 1962, à la page 37, M. Gérin-Lajoie célèbre son 42^e anniversaire.

4. Selon *Le Montréal-Matin* du 24 février 1962, à la page 5, un journal partisan, M. Gérin-Lajoie, la tête inclinée en direction de son pupitre, accepte avec modestie les compliments qu'on lui a servis."

5. Selon *La Tribune* du 24 février 1962, à la page 1, il est question des sinistres naturels (inondations, tornades) qui ont frappé 24 comtés de la province l'an passé.

6. M. Courcy est à la fois ministre de l'Agriculture et ministre de la Colonisation. À partir du 1^{er} avril 1962, il sera ministre de l'Agriculture et de la Colonisation, avec la fusion des deux ministères.

7. Selon *Le Montréal-Matin* du 24 février 1962, à la page 6, le premier ministre présente à la Chambre un tableau informant les députés des hausses de salaires consentis aux fonctionnaires.

8. Date du *Soleil* du 24 février 1962, à la page 6. *La Presse* du 24 février 1962, à la page 37, mentionne plutôt juillet 1960.

9. Chiffre du *Soleil* du 24 février 1962, à la page 6. *La Presse* du 24 février 1962, à la page 37, mentionne plutôt 15,909 employés.

10. Chiffre du *Soleil* du 24 février 1962, à la page 6. *La Presse* du 24 février 1962, à la page 37, mentionne plutôt \$3,061,536.

11. Chiffre du *Soleil* du 24 février 1962, à la page 6. *La Presse* du 24 février 1962, à la page 37, mentionne plutôt \$237,800.

12. Chiffre du *Soleil* du 24 février 1962, à la page 6. *The Gazette* du 24 février 1962, à la page 2, mentionne plutôt 14,866. *La Presse* du 24 février 1962, à la page 37, mentionne plutôt 15,860 employés.

13. Chiffre du *Soleil* du 24 février 1962, à la page 6. *La Presse* du 24 février 1962, à la page 37, mentionne plutôt \$3,032,282.

14. Chiffre du *Soleil* du 24 février 1962, à la page 6. *The Gazette* du 24 février 1962, à la page 2, mentionne plutôt \$6,300,000.

15. Chiffre du *Soleil* du 24 février 1962, à la page 6. *La Presse* du 24 février 1962, à la page 37, mentionne plutôt 3,788. *Le Devoir* du 24 février 1962, à la page 3, mentionne plutôt "Promotion et reclassification des emplois ont, de plus, permis à 4,775 employés de toucher des hausses de \$1,900,000 depuis le 5 juillet 1960 jusqu'au 31 décembre 1961".

16. Chiffre du *Soleil* du 24 février 1962, à la page 6. *La Presse* du 24 février 1962, à la page 37, mentionne plutôt 987.

17. Date du *Soleil* du 24 février 1962, à la page 6. *Le Nouvelliste* du 24 février 1962, à la page 1, mentionne plutôt 5 juillet 1960.

18. Chiffre du *Soleil* du 24 février 1962, à la page 6. *L'Action catholique* du 24 février 1962, à la page 10, mentionne plutôt 180.

19. Chiffre du *Soleil* du 24 février 1962, à la page 6. *Le Devoir* du 24 février 1962, à la page 3, mentionne plutôt \$350,000.

20. Chiffre du *Soleil* du 24 février 1962, à la page 6. *Le Devoir* du 24 février 1962, à la page 3, mentionne plutôt \$2,600,000.

21. Chiffre du *Soleil* du 24 février 1962, à la page 6. *Le Nouvelliste* du 24 février 1962, à la page 1, mentionne plutôt 3,600.

22. Chiffre de *La Presse* du 24 février 1962, à la page 37. *Le Montréal-Matin* du 24 février 1962, à la page 6, mentionne plutôt 85.

23. Selon *Le Nouvelliste* du 24 février 1962, à la page 18, l'étude de l'article est suspendue, le temps que le premier ministre fasse des recherches sur le sujet.

24. Selon *Le Nouvelliste* du 24 février 1962, à la page 18, la rédaction originale du bill mentionnait que seuls les fonctionnaires mis à la retraite le 6 décembre 1960 pouvaient bénéficier de cette disposition législative permettant une pension plus élevée.

25. Selon *Le Montréal-Matin* du 24 février 1962, à la page 6, le montant qui servira à payer ces pensions, à la suite de la modification du bill, est de \$7,367,500.

26. Selon *Le Nouvelliste* du 24 février 1962, à la page 10, M. Lesage aurait affirmé qu'aucun fonctionnaire québécois n'a quitté pour Ottawa pendant ce temps.

27. Onésime Gagnon (1888-1961). Député conservateur de Dorchester à la Chambre des communes de 1930 à 1935. Ministre sans portefeuille en 1935 dans le cabinet Bennett. Député unioniste de Matane à l'Assemblée législative de 1936 à 1958. Ministre des Mines et des Pêcheries dans le cabinet Duplessis de 1936 à 1939. Ministre des Finances dans le cabinet Duplessis de 1944 à 1958. Il est nommé lieutenant-gouverneur le 14 février 1958 jusqu'à son décès.

28. Selon *Le Nouvelliste* du 24 février 1962, à la page 2, M. Lesage sourit et ne répond point à ces dernières remarques.

Séance du mardi 27 février 1962

Présidence de l'honorable J. R. Hyde

La séance est ouverte à 2 h 30¹.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Déclarations ministérielles:

Programme fédéral-provincial des travaux d'hiver remédiateurs au chômage

L'honorable M. Cliche (Abitibi-Est) fait la lecture d'un télégramme de M. Michael Starr, ministre fédéral du Travail, adressé au premier ministre du Québec, annonçant la prolongation, du 30 avril au 31 mai 1962, de la période durant laquelle Ottawa contribuera aux travaux municipaux d'hiver. Inutile de dire que nous acceptons, dit-il. Le gouvernement de la province de Québec a accepté, hier, de prolonger jusqu'au 31 mai 1962 le programme des travaux d'hiver remédiateurs au chômage en payant 40 % des salaires, alors que la contribution du gouvernement fédéral s'élève à 50 % de la rémunération de la main-d'œuvre.

Dans le cadre de l'entente fédérale-provinciale concernant le programme d'encouragement des travaux d'hiver dans les municipalités, les corporations municipales qui exécutent des travaux peuvent, moyennant certaines conditions, réclamer le paiement d'une partie de la subvention qui leur est due pour les salaires effectivement payés sur les travaux exécutés à date. Les conditions qui prévalent pour l'obtention du paiement de réclamations provisoire sont les suivantes:

1. Le projet doit avoir été accepté par les autorités fédérales et provinciales, et le règlement décrétant les travaux prévus au projet doit avoir reçu l'approbation du ministère des Affaires municipales;

2. Des réclamations peuvent être soumises seulement dans les cas où la dépense en salaires égale ou excède 50 % du coût total des salaires prévus au projet.

L'acompte fédéral payé aux municipalités représente 40 % du coût de la main-d'œuvre encouru à la date de la présentation de l'état des réclamations provisoire, auquel vient s'ajouter la contribution du gouvernement de la province, soit un montant additionnel égal aux quatre cinquièmes de la

subvention fédérale. C'est-à-dire, donc, que le fédéral, qui doit payer 50 %, paiera un autre 10 % lorsque les travaux auront été complétés. Le provincial, pour sa part, retient 8 % du coût pour le verser aussi lorsque les travaux seront terminés.

Jusqu'à ce jour et depuis le début de la mauvaise saison 1961-1962, le 40 % réclamé aux autorités fédérales représente un montant de \$975,000; sur ce montant, une somme de \$682,000 nous a été payée. En ajoutant la part provinciale de \$545,000 à ce montant de \$682,000, nous paierons d'ici quelques jours, à 184 corporations municipales de la province, un montant de subventions de \$1,227,000. Les premiers paiements ne touchent qu'à 205 des 2,016 projets qui nous ont été soumis à date. Nous avons plusieurs réclamations en cours et d'ici quelques jours, d'autres paiements viendront s'ajouter à cette première liste.

Dépôt de documents:

**Commission du service civil,
Rapport 1960-1961**

L'honorable M. Bertrand (Terrebonne) dépose sur le bureau de la Chambre le rapport de la Commission du service civil de la province de Québec, pour l'année fiscale 1960-1961². (Document de la session no 61)

**Diffusion
d'émissions scolaires**

L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges) dépose sur le bureau de la Chambre copie de la correspondance échangée entre M. Raymond David, de la Société Radio-Canada, et M. Paul Gérin-Lajoie, ministre de la Jeunesse, concernant la diffusion d'émissions scolaires³. (Document de la session no 62)

Questions et réponses écrites:

**Chemins d'hiver
à La Visitation**

M. Élie (Yamaska): 1. Le gouvernement de la province a-t-il accordé et versé un ou des octrois à la corporation municipale de la paroisse La

Visitation, dans le comté d'Yamaska, pour l'entretien des chemins d'hiver pour la saison 1960-1961?

2. Dans l'affirmative, à quelle date ces octrois ont-ils été payés dans chaque cas?

L'honorable M. Pinard (Drummond): 1. et 2. Un octroi de \$175 par mille a été offert, le 5 janvier 1961, à la corporation municipale de la paroisse de La Visitation pour l'entretien de ses chemins en hiver, à la condition expresse que la route Hylas-Jutras (0.85 mille) soit, comme les hivers précédents, entretenue avec les autres chemins.

Cette condition n'ayant pas été respectée, rien n'a été payé.

Questions et réponses orales:

Journal des débats

M. Johnson (Bagot): Est-ce que le ministre des Travaux publics (l'honorable M. Saint-Pierre) peut informer la Chambre, à savoir s'il a l'espoir de découvrir des locaux pour les sténographes appelés à la rédaction du *Journal* de la Chambre?

L'honorable M. Saint-Pierre (Saint-Hyacinthe): Le département s'occupe actuellement de rechercher des locaux pour l'équipe qui devra composer le *Journal des débats* de l'Assemblée législative.

C'est à l'étude, mais on comprendra qu'à notre arrivée au pouvoir l'ancien régime occupait trop d'espace.

Il faudra nécessairement procéder à d'importants déménagements près de la salle de l'Assemblée législative, afin de trouver un local approprié et disposer de plus d'espace si le gouvernement décide d'avoir un journal officiel des débats. Il faudra nécessairement tasser...

Des voix ministérielles: L'opposition!

L'honorable M. Saint-Pierre (Saint-Hyacinthe): ... certains services de mon ministère.

Versements à des hôpitaux privés

M. Johnson (Bagot) demande au ministre de la Santé (l'honorable M. Couturier) s'il a l'intention de payer bientôt certains versements qui seraient dus à des hôpitaux privés depuis le début de février.

L'honorable M. Couturier (Rivière-du-Loup):

J'attends que les hôpitaux soumettent leur budget, avant de prendre une décision. Le budget provincial, dit-il, dans la section se rapportant à l'assurance-hospitalisation, mentionnera tous les chiffres qu'on peut désirer dans ce domaine. Le tout sera étudié lors de la présentation du budget de l'assurance-hospitalisation.

Questions de privilège:

Caricature publiée dans le journal *La Presse*

M. Bellemare (Champlain) attire l'attention de la Chambre sur une caricature publiée dans *La Presse* et représentant le ministre des Richesses naturelles (l'honorable M. Lévesque). Au bas de la caricature, dit-il, on a écrit: L'État, c'est moi. Ce n'est pas juste et je proteste⁴.

Projets de loi:

Loi des pensions

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 19 modifiant la loi des pensions soit maintenant lu une troisième fois.

M. Maltais (Québec-Est) plaide en faveur des fonctionnaires qui, vu leur âge, devront prendre leur retraite le 1^{er} avril prochain automatiquement et qui n'auront pas contribué pendant 10 ans au fonds de pension de la province de Québec. À l'inverse de plusieurs autres, dit-il, ils auront leur pension de vieillesse, mais ne pourront pas retirer le minimum de la pension provinciale, soit \$65. Ils ne pourront donc toucher, avec les deux pensions, un montant de \$130 par mois. Il y a un nombre peu élevé d'employés qui seront dans ce cas et ne pourront bénéficier d'au moins \$10 par mois, comme ce sera le cas pour la plupart.

Il (M. Maltais) demande que ceux qui sont en bonne santé et peuvent encore fournir une bonne journée d'ouvrage reçoivent l'attention du gouvernement afin de leur permettre, lorsqu'ils auront atteint l'âge de 70 ans, de continuer de travailler, s'ils le désirent, jusqu'à ce qu'ils aient 10 années de contribution au fonds de pension provincial, ce qui leur permettrait de recevoir le minimum.

Il (M. Maltais) demande que soient gardés à l'emploi tous ceux qui le voudront après le 1^{er} avril.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): J'ai déjà fait une déclaration à ce sujet la semaine dernière. Il n'y a pas seulement le cas des employés qui n'ont pas travaillé pendant 10 ans, il y a également celui des fonctionnaires qui ont contribué au fonds de pension pendant 12 ou 14 ans mais qui pourraient bien ne pas recevoir un montant suffisant chaque mois pour subvenir à leurs besoins ou à ceux de leur famille, parce que, par exemple, l'épouse ne reçoit pas encore sa pension de vieillesse de \$65 par mois.

Il peut se trouver des cas de misère, mais j'ai déjà dit, en qualité de ministre des Finances, que j'examinerai chacun des 625 cas en particulier dont la mise à la retraite automatique arrivera le 1^{er} avril, afin qu'il n'y ait pas d'injustice de commise.

M. Maltais (Québec-Est) pose une question au premier ministre à propos des mises à la retraite.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Ce n'est pas seulement une question du désir de l'employé de continuer à travailler, mais également une question d'efficacité et de rendement au travail, après une étude attentive.

Il signale le cas d'employés qui pourraient être mis à la retraite avec seulement quatre ou cinq années de contribution. Il peut se trouver, parmi les fonctionnaires qui devront prendre leur retraite, des hommes qui ont déjà une pension, après avoir travaillé un nombre d'années requis pour une banque, une compagnie de chemin de fer ou une autre entreprise, et qui ont obtenu par la suite une position au service de la province.

Il s'agit de pensionnés d'autres entreprises embauchés par le gouvernement et qui atteignent maintenant 70 ans. Dans ce cas, la pension déjà reçue, avec la pension de vieillesse du fédéral, peut s'ajouter à celle que le fonctionnaire obtient de la province, du précédent employeur, ce qui pourrait constituer une pension convenable pour leurs besoins. Je dois assurer la Chambre que je n'ai nullement l'intention de permettre que quelqu'un soit jeté dans le chemin.

M. Johnson (Bagot): Mais si un ministre le faisait?

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Ce n'est pas possible, car tous les cas me sont et me

seront soumis comme ministre des Finances, responsable des pensions.

M. Johnson (Bagot): Mais n'est-il pas déjà arrivé que l'on mette un employé civil dehors sans pension?

M. Maltais (Québec-Est): Que faites-vous des cas de mise à pied?

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Chaque cas fait suite à une résolution de la Commission du service civil. Aucune mise à pied sans un rapport de la Commission du service civil.

M. Gabias (Trois-Rivières): Bah! La Commission n'est pas un organisme sérieux.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): La Commission du service civil n'a pas de leçons à recevoir du député de Trois-Rivières qui ouvre la bouche à propos de tout et de rien pour dire des insignifiances.

La motion est adoptée. Le bill est lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Ajournement

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) propose que la Chambre, lorsqu'elle s'ajournera, se trouve ajournée à jeudi prochain, à deux heures et demie de l'après-midi.

M. Johnson (Bagot) signale le fait que la journée du mercredi est traditionnellement consacrée aux questions des députés. Effectivement, dit-il, l'opposition a inscrit plusieurs questions et motions au *Feuilleton*, qu'elle entend bien présenter et discuter. Il ne faudrait pas que le retard à les étudier se prolonge trop. Il y a de nombreux projets de loi annoncés dans le discours du trône qui n'ont pas encore été déposés à la Chambre, entre autres les projets de loi sur les hôpitaux, la Société générale de financement, l'hôtellerie, le service des statistiques, les monuments historiques, la curatelle publique, la répression des abus de certains prêteurs, etc.

On devrait profiter de cet ajournement de la Chambre pour soumettre le plus tôt possible le texte de 13 projets de loi mentionnés dans le discours du

trône et qui n'ont pas encore reçu première lecture, afin de permettre à l'opposition de les étudier avant de les discuter, entre les nombreuses séances de comité que nécessitera le bill de Montréal. C'est dans le but de coopérer à l'expédition des affaires de la Chambre que je consens à la motion.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) répond qu'il ne retarde pas les travaux de la Chambre. La plupart de ces projets sont prêts, dit-il, et seront déposés devant la Chambre. Il (l'honorable M. Lesage) dit qu'il aimerait les étudier à fond avec ses collègues, avant de les déposer en Chambre, car ses journées n'ont que 24 heures et qu'il les emploie bien. Nous avons beaucoup de pain sur la planche, dit-il.

M. Johnson (Bagot): Délégué à vos ministres.

Des députés de l'opposition: Délégué à vos ministres.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): L'ouvrage ne manquera pas à compter de la semaine prochaine, avec la présentation du budget des dépenses pour 1961-1962⁵. Au train suivi par l'opposition depuis le début de la session, on en aurait pour plusieurs semaines. Mais je préfère aller au plus pressé, en l'occurrence les bills de Montréal et de la Corporation de Montréal métropolitain. Le premier doit être abordé demain matin, et le second, le 1^{er} mars.

La motion d'ajournement est adoptée.

La séance est levée à 3 heures⁶.

NOTES

1. Selon *La Tribune* du 28 février 1962, à la page 1, M. Philippe Lalonde (Montréal-Saint-Henri) est absent de la Chambre pour toute la séance. Il est à l'hôpital pour y subir une intervention chirurgicale. Le poste de whip substitut du parti ministériel en Chambre et aux comités est rempli par M. Albert Morissette (Arthabaska). De plus, selon *La Tribune* du 17 mars 1962, à la page 1, le député de Wolfe

(M. Lemieux) est absent de la Chambre à cause de la maladie.

2. Selon *Le Soleil* du 28 février 1962, à la page 5, le nombre total des fonctionnaires régis par la loi du service civil, des employés non soumis à cette législation et de ceux qui sont à l'emploi d'Hydro-Québec et de la Beauharnois Light, Heat and Power atteignait, le 31 mars 1961, 36,766. De ce nombre, 22,494 sont régis par la loi du service civil. De 1960, en septembre, au 31 mars 1961, la Commission a reçu 18,383 demandes d'emploi contre 6,968 l'année précédente et elle a établi 52 centres d'examen à divers endroits de la province. Dans le cours de l'année 1960-1961, la Commission a recommandé 3,794 nominations, 1,610 promotions, 2,041 reclassifications, 2,836 mutations et 1,889 réengagements. Elle a fait 559 enquêtes, dont 413 pour violation de l'article 60 de la loi du service civil, qui défend aux fonctionnaires de faire de la politique, 44 pour absences non motivées et 37 pour conduite incompatible, incompétence, indiscipline, etc. La Commission a tenu 205 assemblées régulières. Dans le cours de l'année, 229 fonctionnaires ont été mis à leur retraite, 859 ont donné leur démission, 205 sont décédés, 356 ont été suspendus de leurs fonctions, 498 ont été révoqués et quatre fonctions ont été abolies. La Commission a accordé 21,922 augmentations de salaire représentant une somme de \$5,213,095, soit 15,909 augmentations annuelles d'après la classification, pour une somme de \$3,061,536, et 6,013 autres augmentations par suite de promotions, pour une somme de \$2,151,559. Le salaire moyen, au 31 mars 1961, était de \$3,614 comparativement à \$3,500, l'année précédente.

3. Selon *Le Nouvelliste* du 28 février 1962, à la page 24, deux émissions d'une demi-heure seront diffusées à la télévision, chaque semaine, à compter de septembre prochain. Il (l'honorable M. Gérin-Lajoie) y exprime que les émissions expérimentales s'échelonnent au cours de l'année scolaire 1962-1963. Selon *Le Montréal-Matin* du 28 février 1962, à la page 10, M. David souligne le fait que la Société Radio-Canada croit pouvoir servir encore davantage le milieu canadien-français en collaborant avec le gouvernement provincial à la réalisation de ces émissions scolaires. Selon *Le Nouvelliste* du 28 février 1962, à la page 24, M. Gérin-Lajoie se dit heureux d'accepter l'offre de collaboration de la Société. Dans sa lettre à M. David, il exprime que les autorités provinciales auront la responsabilité entière de toute la partie pédagogique des émissions, c'est-à-

dire le choix des disciplines à traiter, de la matière et de l'exposé psychopédagogique de chaque émission, de même que le contrôle et l'évaluation qui devront s'ensuivre. Ces mêmes autorités choisiront et rétribueront elles-mêmes les personnes chargées de l'enseignement, les pédagogues, les scripteurs, les professeurs et les participants de toutes sortes. Le rôle de la Société Radio-Canada sera celui d'un auxiliaire. Il consistera à mettre son personnel et ses commodités techniques au service de l'enseignement qu'auront conçu les pédagogues choisis par les autorités gouvernementales. La Société assumera aussi les frais de production. Selon *L'Action catholique* du 28 février 1962, à la page 3, M. David, dans une lettre adressée au ministre le 29 janvier 1962, faisait remarquer qu'une initiative de cette envergure nécessite des mois de préparation et des prévisions budgétaires d'importance. Il demandait au ministre de faire connaître sa décision le plus tôt possible pour ces raisons. M. Gérin-Lajoie a accepté les conditions de la Société Radio-Canada officiellement par une lettre adressée à M. David, le 23 février 1962.

4. M. Bellemare fait allusion à une caricature publiée dans *La Presse* du 23 février 1962, à la page 1. Selon *Le Nouvelliste* du 28 février 1962, à la page 24, son intervention n'a suscité aucune réaction. Cependant, *Le Montréal-Matin* du 28 février 1962, à la page 12, écrit que M. Lévesque a ri de bon cœur comme les autres députés.

5. En fait, il s'agirait plutôt du budget pour l'année 1962-1963.

6. Selon *La Tribune* du 28 février 1962, à la page 1, les députés ont quitté la Chambre à 3 heures pour se rendre au comité des bills publics, pour approuver la nouvelle loi concernant le Barreau dès 4 h 30.

Séance du jeudi 1^{er} mars 1962

Présidence de l'honorable J. R. Hyde

La séance est ouverte à 2 h 30¹.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports des comités permanents:

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quatrième rapport du comité permanent des bills publics en général.

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, le bill suivant:

- bill 181 validant un acte de vente par dame Claire Bender à Fernand Girouard.

Et, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 99 modifiant la loi du Barreau.

Votre comité recommande de prolonger au 29 mars prochain, inclusivement, les délais relatifs à la présentation des bills privés.

Votre comité recommande de plus de prolonger au 19 avril prochain, inclusivement, les délais relatifs à la réception des rapports sur bills privés.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Il ne s'agit pas d'accepter, dit-il, de nouveaux bills, mais de permettre le dépôt de ceux qui, bien qu'annoncés, ne sont pas encore imprimés et qui se rapportent principalement à des demandes de municipalités. Ces projets de loi ont été retenus, afin d'examiner les demandes et de juger s'il serait à propos de s'en servir pour apporter des amendements à la loi générale des cités et villes.

On a décidé de retarder l'étude de ces bills par les Chambres justement, afin de permettre aux spécialistes du droit municipal de trouver le moyen d'améliorer les lois générales, pour éviter autant que possible les voyages périodiques des administrateurs locaux à Québec.

M. J.-L. Doucet, sous-ministre des Affaires municipales, procède actuellement à un examen attentif de quelque 22 projets de loi de municipalités, pour voir s'il ne serait pas possible de modifier soit le Code municipal, soit la loi des cités et villes, afin d'épargner aux administrateurs locaux l'obligation de

venir, les uns après les autres, d'année en année, pour faire certaines demandes semblables à Québec². Il faudra donc aussi prolonger le délai accordé au comité des bills privés pour faire son rapport.

M. Johnson (Bagot): On ne pourra pas finir pour Pâques.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Les vacances de Pâques des membres de l'Assemblée législative commenceront le 13 avril, soit le vendredi devant précéder le dimanche des Rameaux, et se termineront le 24 avril, soit le lundi qui suivra Pâques.

M. Johnson (Bagot) demande au premier ministre de choisir plutôt la date du 25 avril, parce qu'il y aura congestion des services de transport le lendemain du lundi de Pâques qui est une fête chômée.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) accepte.

Le rapport est adopté.

Questions et réponses orales:

**Grève des professeurs
laïques à Mistassini**

M. Johnson (Bagot) pose une question au premier ministre à propos d'un article du *Nouveau Journal* du 27 février, selon lequel il y aurait bientôt une grève symbolique d'une journée, faite par des professeurs laïques, à Mistassini, à cause du manque de coopération du département de l'Instruction publique ou du ministère de la Jeunesse³. Quelles sont, demande-t-il, les intentions du gouvernement à ce sujet?

M. l'Orateur dit au chef de l'opposition (M. Johnson) que, suivant les règlements, on ne peut référer à des articles de journaux pour poser des questions.

M. Johnson (Bagot): En vertu d'un article des mêmes règlements, toute question d'intérêt public peut être soulevée en Chambre. Et j'estime qu'il est d'intérêt public de savoir si le gouvernement va permettre que les grèves se multiplient dans les commissions scolaires.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) répond qu'il attirera l'attention du ministre de la Jeunesse (l'honorable M. Gérin-Lajoie) sur ce cas.

**Indemnités versées aux filles
inscrites à des cours postsecondaires**

M. Bellemare (Champlain): Référant au quotidien de Sherbrooke *La Tribune*, qu'entend faire le gouvernement pour remédier à la menace de grève des jeunes filles qui suivent des cours de couture dispensés par le gouvernement, à Lac-Mégantic, parce qu'elles n'ont reçu aucune indemnité depuis un mois de la part du gouvernement provincial...

M. l'Orateur interrompt le député de Champlain (M. Bellemare).

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Le cas sera référé au ministre de la Jeunesse (l'honorable M. Gérin-Lajoie).

**Abolition du péage aux ponts
Jacques-Cartier et Victoria⁴**

M. Laporte (Chambly) demande au premier ministre (l'honorable M. Lesage) s'il a de nouveaux développements sur cette question.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) remercie le député de Chambly (M. Laporte) de l'avoir avisé quelques jours à l'avance de la question qu'il lui poserait et dit qu'il a pris le temps d'écrire au ministre fédéral des Transports, M. Léon Balcer.

Motions des députés:

**Hommage
au Dr Jules Gilbert**

L'honorable M. Couturier (Rivière-du-Loup) rend hommage au Dr Jules Gilbert, directeur démissionnaire du Service de l'assurance-hospitalisation. Nous perdons un homme qui a été excessivement précieux, dit-il. Dans l'espace de quelques mois, il a mis sur pied un système que la plupart des autres provinces n'ont réussi à établir qu'au bout de quelques années de préparation. Le Dr Gilbert reste au ministère de la Santé où il sera un conseiller précieux⁵.

Dans l'exercice de ses fonctions qu'il avait acceptées, il a rencontré des difficultés nombreuses qui furent un stimulant et qui l'incitèrent à travailler

jour et nuit pour mettre en marche ce mécanisme complexe aux ramifications sociales, économiques, médicales, paramédicales et hospitalières aussi nombreuses que variées.

Le Dr Gilbert, qui connaît à fond les problèmes modernes de santé publique et d'hospitalisation, a voulu créer un plan modèle, et il l'a mis sur pied d'une façon satisfaisante. Ce plan fonctionne depuis le 1^{er} janvier 1962 et il a rendu service à des milliers de malades qui, sans l'assurance-hospitalisation, n'auraient pu se faire soigner. Son œuvre mérite l'admiration de tous les gens de bonne foi. Il a fait un travail de géant.

Projets de loi:

Loi du Barreau

Mme Kirkland-Casgrain (Jacques-Cartier) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 99 modifiant la loi du Barreau.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 99 sans l'amender.

Mme Kirkland-Casgrain (Jacques-Cartier) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Acte de vente par C. Bender
à F. Girouard**

M. Blank (Montréal-Saint-Louis) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 181 validant un acte de vente par dame Claire Bender à Fernand Girouard.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 181 sans l'amender.

M. Blank (Montréal-Saint-Louis) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Rapports des comités permanents:

M. Dionne (Rimouski): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le neuvième rapport du comité permanent des règlements.

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- de Decarie Boulevard Holding Company Limited, demandant l'adoption d'une loi la déclarant seule propriétaire d'une ruelle qui ne porte pas de numéro de cadastre;

- de Alexandra Hospital, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

- de la Société d'agriculture, division A, du comté de Pontiac, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

- de Jean-Baptiste Lemoine et autres, demandant l'adoption d'une loi les incorporant sous le nom de Assurance U.C.C., Compagnie Mutuelle;

- de Léon Masson et autres, demandant l'adoption d'une loi prorogeant de nouveau le partage des biens de la succession de l'honorable Joseph Masson;

- de Leonidas George Nicolopoulos, demandant l'adoption d'une loi changeant son nom en celui de Loney George Nicol;

- de la Corporation de gaz naturel du Québec, demandant l'adoption d'une loi lui permettant d'agrandir son territoire.

Votre comité recommande de prolonger au 29 mars prochain, inclusivement, les délais relatifs à la présentation des bills privés.

Votre comité recommande de plus de prolonger au 19 avril prochain, inclusivement, les délais relatifs à la réception des rapports sur bills privés.

Le rapport est adopté.

Projets de loi:

Société d'agriculture, Pontiac

M. Brown (Brome) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 176 concernant la Société d'agriculture, division A, du comté de Pontiac.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Succession Joseph Masson

M. Blank (Montréal-Saint-Louis) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 180 concernant la succession de l'honorable Joseph Masson.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Hôpital Alexandra

M. O'Reilly (Montréal-Verdun) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 191 modifiant la charte de l'hôpital Alexandra.

Le projet de loi stipule qu'il y aura désormais, à la tête de l'institution, 15 administrateurs, dont quatre devront être nommés annuellement par les dirigeants de l'hôpital Royal Victoria, quatre par ceux de l'Hôpital général de Montréal, quatre par le conseil d'administration du Montreal Children's Hospital, et enfin trois choisis par la direction actuelle de l'hôpital Alexandra parmi ses sociétaires. Pour être sociétaire, il faudra verser dans la caisse de l'établissement une somme de \$10 minimum.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Corporation de gaz naturel du Québec

M. Lechasseur (Verchères) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 201 concernant la Corporation de gaz naturel du Québec.

Le bill vise à agrandir le territoire dans lequel l'entreprise peut exercer son activité. Il s'agit notamment d'y ajouter la circonscription de Richelieu et la partie du comté de Verchères, qui se trouvent à plus de 15 milles de l'île de Montréal.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Decarie Boulevard Holding Co.

M. Lechasseur (Verchères) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 202 déclarant Decarie Boulevard Holding Co. propriétaire d'une certaine ruelle dans le quartier Saint-Antoine, dans la cité de Montréal.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Assurances U.C.C.
Compagnie Mutuelle**

M. Boulais (Rouville) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 205 constituant en corporation Assurances U.C.C. Compagnie Mutuelle.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Leonidas George Nicolopoulos

M. Lavoie (Laval) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 223 changeant le nom de Leonidas George Nicolopoulos en celui de Loney George Nicol.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 3 modifiant la loi des fonds industriels;
- bill 4 modifiant une subvention à l'Université Sir George Williams;
- bill 6 modifiant la loi des abus préjudiciables à l'agriculture;
- bill 12 modifiant la loi de l'Office du crédit agricole de Québec;
- bill 18 concernant la probité dans l'administration des commissions scolaires.

Dépôt de documents:

**Abolition du péage
aux ponts Jacques-Cartier et Victoria**

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) dépose sur le bureau de la Chambre copie d'une lettre de M. Lesage, premier ministre de la province, à M. Léon Balcer, ministre des Transports, à Ottawa, concernant l'abolition du péage aux ponts Jacques-Cartier et Victoria, à Montréal⁶. (Document de la session no 63)

Ajournement

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) propose que la Chambre, lorsqu'elle s'ajournera, se

trouve ajournée à mardi prochain, à deux heures et demie de l'après-midi.

C'est pour avoir au moins deux heures et demie, dit-il. Essayons d'avancer un peu⁷.

La motion d'ajournement est adoptée.

La séance est levée.

NOTES

1. Selon *La Tribune* du 2 mars 1962, à la page 1, l'honorable M. Gérin-Lajoie est absent de la Chambre durant cette séance. De plus, selon ce même quotidien, à la page 1, le député de Wolfe (M. Lemieux) est absent de la Chambre pour cause de maladie.

2. Selon *La Presse* du 2 mars 1962, à la page 17, au nombre des projets de loi qui attendent d'être inscrits à l'ordre du jour du comité des bills privés de la Chambre, il y a ceux de Jonquière, Arvida, Lasalle, Senneville, Saint-Michel, Hauterive, Ragueneau, Trois-Rivières, Sorel, Saint-Laurent, Laval-des-Rapides, Hull, Pointe-Gatineau, Alma, Verdun, Chomedey, Sept-Îles.

3. Selon *Le Devoir* du 2 mars 1962, à la page 3, les instituteurs ne se sont pas présentés devant leurs élèves au cours de la journée de lundi parce qu'on ne leur a pas versé leur salaire. Ils ont déclaré que le ministre de la Jeunesse (l'honorable M. Gérin-Lajoie) n'avait pas approuvé le budget de la commission scolaire et qu'il avait refusé une subvention temporaire.

4. Il s'agit de toute évidence d'une question que l'on qualifie de "plantée", puisque le premier ministre déposera la lettre en fin de séance.

5. Selon *La Presse* du 2 mars 1962, à la page 22, M. Gilbert reprendra ses anciennes fonctions à l'École d'hygiène.

6. Selon *Le Nouvelliste* du 2 mars 1962, aux pages 1 et 17, le premier ministre Jean Lesage, dans sa lettre

déposée à l'Assemblée législative, informe l'honorable Léon Balcer, ministre fédéral des Transports, que le gouvernement est prêt à accepter ses suggestions, au sujet de l'abolition du péage aux ponts Jacques-Cartier et Victoria, à Montréal. M. Lesage demande à M. Balcer de lui indiquer la date et l'endroit d'une rencontre qui devra avoir lieu entre les représentants des deux gouvernements à ce sujet. C'est M. Roger Labrecque, sous-ministre de la Voirie, qui représentera le gouvernement de la province à cette occasion. Dans sa lettre, M. Lesage confie à M. Balcer qu'il a fait part à ses collègues du Conseil exécutif de sa lettre du 1^{er} février au sujet de l'abolition des péages. Ils furent d'accord à dire que des pourparlers devaient être entamés. Selon *Le Nouveau Journal* du 2 mars 1962, à la page 8, le 1^{er} février, M. Balcer a proposé que les ponts Jacques-cartier et Victoria soient entretenus par les gouvernements fédéral (les abords), provincial (le tablier) et municipal (la structure).

7. Selon *L'Action catholique* du 2 mars 1962, à la page 3, c'est à cause du bill de Montréal, qui est à l'étude actuellement par le comité des bills privés, que la séance est ajournée à mardi prochain. La séance qui devait avoir lieu demain matin sera remplacée par une séance du comité des bills privés sur la question de Montréal.

Séance du mardi 6 mars 1962

Présidence de l'honorable J. R. Hyde

La séance est ouverte à 2 h 30¹.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Messages du lieutenant-gouverneur:

**Budget supplémentaire
1961-1962 (3)**

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) transmet à M. l'Orateur un message de l'honorable lieutenant-gouverneur de la province.

M. l'Orateur lit ledit message comme suit:

Paul Comtois, l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, transmet à l'Assemblée législative le budget supplémentaire (3) des dépenses pour l'année financière se terminant le 31 mars 1962, conformément aux dispositions de l'article 54 de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, 1867, et recommande ce budget à la considération de la Chambre.

Hôtel du Gouvernement
Québec, le 6 mars 1962
(Document de la session no 2-A)

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) propose que le message de l'honorable lieutenant-gouverneur soit renvoyé au comité des subsides, avec le budget supplémentaire qui l'accompagne.
Adopté.

Messages du lieutenant-gouverneur:

**Budget des dépenses
1962-1963**

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) transmet à M. l'Orateur un message de l'honorable lieutenant-gouverneur de la province.

M. l'Orateur lit ledit message comme suit:

Paul Comtois, l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, transmet à l'Assemblée législative le budget des dépenses pour l'année financière se terminant le 31 mars 1963, conformément aux dispositions de l'article 54 de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, 1867, et recommande ce budget à la considération de la Chambre.

Hôtel du Gouvernement
Québec, le 6 mars 1962
(Document de la session no 1)

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) propose que le message de l'honorable lieutenant-gouverneur soit renvoyé au comité des subsides, avec le budget qui l'accompagne.
Adopté.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):
L'obligation dans laquelle se trouve le gouvernement de la province de Québec de favoriser l'essor de l'éducation, l'amélioration de la santé, l'accroissement du niveau de bien-être de la population ainsi que le développement économique conduit à effectuer, chaque année, des dépenses toujours plus considérables.

Un phénomène analogue se présente d'ailleurs dans les autres provinces, particulièrement en Ontario où les estimations budgétaires pour 1962-1963 sont de \$1,126,900,000.

Il semble bien que rien n'est plus nécessaire pour prouver l'existence des besoins essentiels des provinces et pour prouver la nécessité pour elles d'obtenir plus de sources de revenus. La conséquence de cela est qu'on doit étudier un nouveau partage dans le domaine des impôts du gouvernement du Canada et des provinces, conformément à l'esprit de la Constitution du pays².

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 5 pour aider à l'établissement de jeunes agriculteurs;
- bill 9 instituant le ministère de l'Agriculture et de la Colonisation;
- bill 10 instituant le ministère de la Chasse et des Pêcheries;
- bill 11 concernant l'assistance aux mères nécessiteuses;
- bill 13 relatif aux concours artistiques, littéraires et scientifiques;
- bill 113 concernant deux donations entre vifs d'Arthur Décary;
- bill 120 relatif à la succession de Joseph-Alexandre Viau;
- bill 124 constituant en corporation The Reconstructionist Synagogue of Montreal;
- bill 136 changeant le nom de Michael Perelstein en celui de Michael Perelstein Marchand;
- bill 165 changeant le nom de Joseph-Henri-Georges-Léon-Raphaël Rousseau en celui de Joseph-Léon-Henri Benoît;
- bill 173 concernant Young Israel of Val Royal;
- bill 195 changeant le nom de Samuel Lion Simak en celui de Lionel Schwartz;
- bill 199 concernant The Congregation Beth Hamedrash Hagadol;
- bill 204 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Laszlo Szemenyei à l'exercice de la profession d'avocat dans la province de Québec;
- bill 206 changeant le nom de Antoine-Élie-Paul Dupré en celui de Léo Dupré;
- bill 207 constituant en corporation The Evangelical Free Church of America in the Province of Quebec;
- bill 208 constituant en corporation Anshei Ozeroff Congregation.

Travaux de la Chambre:

Questions inscrites au *Feuilleton*

M. Johnson (Bagot) demande au premier ministre quand seront enfin déposées les réponses aux questions inscrites au *Feuilleton* par les députés de l'opposition. Il y a huit questions et 26 motions portées au *Feuilleton* de l'Assemblée législative, dit-il, et qui

demeurent sans réponse, dont 22 pour production de documents. Ce serait plus régulier de faire adopter les motions le plus tôt possible. Elles portent sur des questions très importantes et il est important pour l'opposition d'obtenir les informations demandées.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Le chef de l'opposition a raison d'insister sur la nécessité pour le gouvernement de produire les documents réclamés aussitôt que possible. Les motions demeurent à l'agenda aussi longtemps qu'une réponse n'est pas apportée. Il faut comprendre qu'avec le travail législatif la compilation des documents est longue.

Mais, de la part du gouvernement, il n'y a aucune intention de retarder la déposition des documents sans raison. Dès qu'un avis de motion ou une question est inscrit à l'appendice du *Feuilleton*, on commence les recherches en vue de répondre. Les ministres feront diligence. À l'avenir, dit-il, je référerai à mes ministres le soin de préparer les réponses aux questions de la députation, mais je réclame que toutes les questions jugées non urgentes soient inscrites au *Feuilleton* de l'Assemblée législative.

Il (l'honorable M. Lesage) dépose des réponses à des questions du député de Frontenac (M. Guillemette).

Demande et dépôt de documents:

Contrats de récupération forestière, rivières Manicouagan et aux Outardes

M. Guillemette (Frontenac) propose qu'il soit présenté à l'honorable lieutenant-gouverneur une adresse le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre une copie de tous les arrêtés ministériels adoptés par le lieutenant-gouverneur en conseil sous l'autorité des dispositions de l'article 14 de la loi pour la récupération du bois dans les terrains requis pour l'aménagement hydroélectrique des rivières Manicouagan et aux Outardes (9-10 Elizabeth II, chapitre 46).

Adopté.

L'honorable M. Arsenault (Matapédia) dépose sur le bureau de la Chambre ledit document. (Document de la session no 64)

Règlements de l'Office de récupération forestière, rivières Manicouagan et aux Outardes

M. Guillemette (Frontenac) propose qu'il soit présenté à l'honorable lieutenant-gouverneur une

adresse le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre une copie des règlements adoptés par l'Office de récupération forestière des bassins des rivières Manicouagan et aux Outardes, pour sa régie interne et les fonctions de son personnel.

Adopté.

L'honorable M. Arsenault (Matapédia) dépose sur le bureau de la Chambre ledit document. (Document de la session no 65)

Questions et réponses orales:

Enregistrement des "autoneiges"³

M. Dozois (Montréal-Saint-Jacques) demande au gouvernement d'apporter des précisions. En plus du permis de \$4 exigé maintenant pour tout propriétaire d'"autoneige", est-ce que le nouveau règlement exigera aussi que le conducteur ait un permis de conduire? demande-t-il. Si le véhicule ne circule pas sur un chemin public, faut-il un permis? Faut-il aussi faire enregistrer le véhicule?

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Je suggère au député de Montréal-Saint-Jacques (M. Dozois) d'inscrire sa question au *Feuilleton* de la Chambre, et le ministre des Transports et des Communications⁴ (l'honorable M. Cournoyer) se fera un plaisir d'y répondre.

Une voix de l'opposition: Ils ne le savent pas!

M. Johnson (Bagot): La population est intéressée à connaître la portée de ce nouveau règlement. C'est une question importante.

M. l'Orateur: Il ne s'agit pas d'un cas d'urgence et la question doit être inscrite au *Feuilleton*.

Déclaration du ministre des Transports et des Communications

M. Johnson (Bagot) demande des précisions sur une récente déclaration du ministre des Transports et des Communications (l'honorable M. Cournoyer).

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Je suggère au chef de l'opposition (M. Johnson)

d'inscrire sa question au *Feuilleton* de la Chambre, et le ministre des Transports et des Communications se fera un plaisir d'y répondre.

Subventions aux universités

M. Laporte (Chambly) demande au premier ministre (l'honorable M. Lesage) s'il y a du nouveau au sujet des subventions aux universités.

M. Johnson (Bagot): Je suppose que la question va être permise maintenant!

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): J'ai reçu une lettre du premier ministre du Canada⁵, suite à la lettre que je lui ai écrite la semaine dernière. Si la Chambre est intéressée à en prendre connaissance, je pourrai avertir le premier ministre du Canada de mon intention de déposer en Chambre toute nouvelle correspondance au sujet des subventions aux universités et du réseau national d'électricité.

Projets de loi:

Succession Joseph Masson

M. Blank (Montréal-Saint-Louis) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 180 concernant la succession de l'honorable Joseph Masson soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Société d'agriculture, Pontiac

M. Brown (Brome) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 176 concernant la Société d'agriculture, division A, du comté de Pontiac soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Hôpital Alexandra

M. O'Reilly (Montréal-Verdun) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 191 modifiant la charte de l'hôpital Alexandra soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Corporation de gaz naturel du Québec

M. Lechasseur (Verchères) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 201 concernant la Corporation de gaz naturel du Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Decarie Boulevard Holding Co.

M. Lechasseur (Verchères) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 202 déclarant Decarie Boulevard Holding Co. propriétaire d'une certaine ruelle dans le quartier Saint-Antoine, dans la cité de Montréal, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Assurances U.C.C. Compagnie Mutuelle

M. Boulais (Rouville) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 205 constituant en corporation Assurances U.C.C., Compagnie Mutuelle, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Leonidas George Nicolopoulos

M. Lavoie (Laval) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 223 changeant le nom de Leonidas George Nicolopoulos en celui de Loney George Nicol soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Ajournement

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) propose que la Chambre, lorsqu'elle s'ajournera, se trouve ajournée à jeudi prochain, à deux heures et demie de l'après-midi.

Adopté.

La séance est levée.

NOTES

1. Selon *La Tribune* du 17 mars 1962, à la page 1, le député de Wolfe (M. Lemieux) est absent de la Chambre pour cause de maladie et d'un séjour à l'hôpital.

2. Nous ne sommes pas sûrs que M. Lesage ait dit cela en Chambre. En effet, des sources disent que oui alors que d'autres disent que ce serait plutôt un document remis aux journalistes, en appendice du budget.

3. Selon *Le Soleil* du 7 mars 1962, à la page 40, un règlement ministériel oblige les propriétaires de "traîneauneige" et d'"autoneige" à se munir d'une plaque d'enregistrement. Le coût de cette plaque est de \$4. Les conducteurs de ces véhicules doivent également posséder un permis de conduire.

4. Nom du ministre mentionné dans *Le Soleil* du 7 mars 1962, à la page 40. *Le Montréal-Matin* du même jour, à la page 7, mentionne plutôt que c'est le ministre du Revenu qui répondra.

5. John Diefenbaker (1895-1979). Député conservateur à la Chambre des communes de 1940 à 1979. Premier ministre du Canada de 1957 à 1963.

Séance du jeudi 8 mars 1962

Présidence de l'honorable J. R. Hyde

La séance est ouverte à 2 h 30¹.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports des comités permanents:

M. Dionne (Rimouski): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le dixième rapport du comité permanent des règlements.

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- de la révérende mère Saint-Romuald, demandant l'adoption d'une loi incorporant l'école normale Notre-Dame-du-Sacré-Cœur;

- de la Commission des écoles catholiques de la cité de Dorval, demandant l'adoption d'une loi concernant ladite Commission;

- de François Doyon, demandant l'adoption d'une loi concernant l'Association des pompiers de la cité de Saint-Laurent;

- du Cercle universitaire de Montréal inc., demandant l'adoption d'une loi pour l'autoriser à acheter de gré à gré certains immeubles de la succession Alfred Dolbec;

- des commissaires d'écoles de la cité de Thetford Mines, demandant l'adoption d'une loi modifiant leur charte;

- de La Laurentienne, compagnie d'assurance sur la vie, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

- de dame Claire Lamarche, demandant l'adoption d'une loi annulant une clause de son contrat de mariage;

- de J.-M. Pagé & Fils inc., demandant l'adoption d'une loi clarifiant leurs titres de propriété.

Projets de loi:**Charlesbourg**

M. Laroche (Portneuf) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 111 concernant la

dimension des lots 170 et 171 du cadastre pour la paroisse de Charlesbourg, comté de Québec.

Le projet de loi vise à mettre fin à une situation tendue entre les propriétaires de terrains voisins: M. J.-M. Pagé et l'Union des carrières et pavages, au sujet d'un prétendu chemin de la Grande Ligne. Des vestiges de ce chemin existent, mais les archives municipales n'en font nulle mention. Le bill va partager également ce chemin ou droit de passage qui n'a jamais existé.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**École normale
Notre-Dame-du-Sacré-Cœur**

M. Brousseau (Sherbrooke) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 117 constituant en corporation l'École normale Notre-Dame-du-Sacré-Cœur.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Commission scolaire
de Thetford Mines**

M. Maheux (Mégantic) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 154 concernant les commissaires d'écoles de la cité de Thetford Mines.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Contrat de mariage
Lamarche-Huot**

M. Meunier (Bourget) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 196 concernant le contrat de mariage entre dame Claire Lamarche et son mari Maurice Huot.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Commission des écoles catholiques
de Dorval**

M. Laporte (Chambly) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 217 concernant la Commission des écoles catholiques de la cité de Dorval.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Cercle universitaire de Montréal

M. Lavoie (Laval) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 221 pour autoriser le Cercle universitaire de Montréal inc. à acheter de gré à gré certains immeubles de la succession Alfred Dolbec.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Charte de Saint-Laurent

Mme Kirkland-Casgrain (Jacques-Cartier) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 222 modifiant la charte de la cité de Saint-Laurent.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

La Laurentienne, Compagnie d'assurance

M. Roy (Lévis) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 224 autorisant La Laurentienne, Compagnie d'assurance sur la vie, à faire de l'assurance générale et à changer de nom.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Dépôt de documents:

Subventions aux universités

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) dépose sur le bureau de la Chambre une copie de la correspondance supplémentaire échangée entre M. Diefenbaker, premier ministre du Canada, et M. Lesage, premier ministre de la province de Québec, concernant le maintien en vigueur des dispositions de rechange des subventions aux universités². (Document de la session no 66)

Transport d'énergie électrique et conférence fédérale-provinciale

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) dépose sur le bureau de la Chambre une copie de la correspondance supplémentaire échangée entre M. Diefenbaker, premier ministre du Canada, et M. Lesage, premier ministre de la province de Québec, concernant le transport d'énergie électrique et le projet d'une conférence fédérale-provinciale³. (Document de la session no 67)

Questions et réponses écrites:

Achat de terrain à Lac-Mégantic

M. Guillemette (Frontenac): 1. Le gouvernement de la province a-t-il acheté un terrain dans les limites de la ville de Lac-Mégantic depuis le 5 juillet 1960?

2. Dans l'affirmative:

- a) de qui ce terrain a-t-il été acheté et qui a signé le contrat;
- b) quelle est la superficie de ce terrain;
- c) quel est le coût d'achat de ce terrain;
- d) pour quelles fins a-t-il été acheté?

L'honorable M. Pinard (Drummond):
Aucun terrain n'a été acheté.

Ligne téléphonique directe avec le gouvernement fédéral

M. Johnson (Bagot): 1. Depuis quelle date le gouvernement de la province a-t-il établi une ligne directe de communication téléphonique avec le gouvernement d'Ottawa?

2. Quel est le coût de ce service?⁴

L'honorable M. Saint-Pierre (Saint-Hyacinthe)⁵:
1. et 2. Le gouvernement de la province n'a aucune ligne directe de communication téléphonique avec le gouvernement d'Ottawa.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):
La réponse est négative...

L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont):
Les longues distances existent toujours entre Québec et Ottawa!

Belvedere Equipment Limited

M. Thibeault (Montréal-Mercier): 1. Quels sont les noms, prénoms et adresses: a) des directeurs; b) du secrétaire-trésorier de la compagnie Belvedere Equipment Limited?

2. a) Cette compagnie a-t-elle obtenu des contrats d'achat ou d'entreprises du gouvernement, ou d'un de ses offices ou d'une de ses régies ou commissions?

b) Si tel est le cas, quels sont la nature et le montant de chaque contrat?

L'honorable M. Bertrand (Terrebonne): 1. a) et b):

Président: M. Émilien Martel, 17, de la Savoie,
Québec 5, P. Q.

Vice-président: M. Grégoire Bellavance,
Québec, P. Q.

Secrétaire-trésorier: Mme Lucienne-G. Martel,
17, de la Savoie, Québec 5, P. Q.

2. a) et b):

Commandes émises par le Service général
des achats pour du matériel d'électricité: (Voir le
tableau ci-dessous)

	<i>Date</i>	<i>Commande numéro</i>	<i>Ministère</i>	<i>Montant</i>
1960	26 Octobre	224403	Travaux publics	\$ 1,650.00
	4 Novembre	V-200844	Voirie	20.45
	10 Novembre	C- 67625	Colonisation	216.10
	17 Novembre	V-201432	Voirie	46.51
	24 Novembre	V-144801	Voirie	58.74
	24 Novembre	V-201893	Voirie	45.49
	6 Décembre	171282	Pêcheries	70.26
	12 Décembre	210809	Jeunesse	19.10
	12 Décembre	210808	Jeunesse	10.56
	12 Décembre	210862	Jeunesse	117.08
	13 Décembre	211122	Jeunesse	187.75
	23 Décembre	226842	Travaux publics	414.06
	27 Décembre	226878	Travaux publics	2,508.00
1961	4 Janvier	227112	Travaux publics	109.72
	4 Janvier	227111	Travaux publics	68.45
	10 Janvier	212380	Jeunesse	146.79
	11 Janvier	212643	Jeunesse	27.75
	12 Janvier	C- 70787	Colonisation	273.60
	12 Janvier	227383	Travaux publics	118.80
	13 Janvier	V-204626	Voirie	165.62
	23 Janvier	213586	Jeunesse	37.20
	25 Janvier	227965	Travaux publics	248.52
	25 Janvier	200196	Mines	189.72
	26 Janvier	214015	Jeunesse	40.34
	27 Janvier	V-206023	Voirie	105.34
	31 Janvier	171863	Pêcheries	177.84
	15 Février	C- 71761	Colonisation	328.32
	16 Février	228816	Travaux publics	28.73
	17 Février	V-208061	Voirie	81.10
	24 Février	229197	Travaux publics	80.32
	6 Mars	229639	Travaux publics	260.91
	9 Mars	229828	Travaux publics	200.70
	21 Mars	200677	Mines	12.09
	21 Mars	200689	Mines	9.83
	27 Mars	218741	Jeunesse	129.12
	11 Avril	230987	Travaux publics	48.40
	18 Avril	231262	Travaux publics	3.00
	19 Avril	231306	Travaux publics	290.00
	20 Avril	234843	Pêcheries	25.20
	20 Avril	200881	Richesses naturelles ..	107.28
	21 Avril	220580	Jeunesse	174.30
	26 Avril	V-241677	Voirie	5,777.00

	<i>Date</i>	<i>Commande numéro</i>	<i>Ministère</i>	<i>Montant</i>
1961	26 Avril	220915	Jeunesse	\$ 21.60
	27 Avril	221011	Jeunesse	63.04
	27 Avril	200984	Richesses naturelles...	1.65
	1 Mai	V-241697	Voirie	206.31
	2 Mai	231846	Travaux publics	121.68
	2 Mai	221322	Jeunesse	106.70
	5 Mai	221678	Jeunesse	30.60
	5 Mai	221675	Jeunesse	34.00
	8 Mai	V-212780	Voirie	66.10
	8 Mai	V-212781	Voirie	15.00
	9 Mai	267042	Travaux publics	100.50
	10 Mai	267069	Travaux publics	498.68
	10 Mai	221865	Jeunesse	99.22
	15 Mai	267139	Travaux publics	205.00
	30 Mai	235369	Pêcheries	38.80
	31 Mai	255347	Jeunesse	122.70
	31 Mai	255348	Jeunesse	120.44
	2 Juin	267901	Travaux publics	1,022.16
	6 Juin	267967	Travaux publics	41.00
	7 Juin	1A-120198	Jeunesse	494.00
	8 Juin	V-241899	Voirie	3,342.00
	14 Juin	1A-121455	Richesses naturelles...	2,575.00
	14 Juin	1A-121461	Richesses naturelles...	1,300.75
	15 Juin	1A-121546	Secrétariat	579.00
	3 Juillet	1A-122343	Richesses naturelles...	45.28
	3 Juillet	268924	Travaux publics	2,903.68
	4 Juillet	268977	Travaux publics	128.22
	4 Juillet	268987	Travaux publics	757.50
	11 Juillet	257883	Jeunesse	44.00
	25 Juillet	V-239919	Voirie	23,759.00
	25 Juillet	269861	Travaux publics	160.80
	26 Juillet	V-242100	Voirie	8,445.00
	27 Juillet	V-246213	Voirie	29.53
	2 Août	270161	Travaux publics	90.00
	2 Août	270165	Travaux publics	2,227.50
	7 Août	V-242168	Voirie	685.00
	21 Août	1A-126302	Richesses naturelles...	253.00
	18 Septembre	282034	Travaux publics	2,392.50
	26 Septembre	282076	Travaux publics	378.35
	26 Septembre	1A-128558	Pêcheries	142.00
	27 Septembre	V-242384	Voirie	642.00
	29 Septembre	1A-128788	Richesses naturelles...	570.00
	17 Octobre	275147	Jeunesse	163.20
	31 Octobre	296281	Travaux publics	691.60
	23 Novembre	296755	Travaux publics	236.08
	23 Novembre	296756	Travaux publics	345.04
	23 Novembre	V-149430	Voirie	207.06
1962	23 Janvier	300116	Travaux publics	1,650.00
	25 Janvier	300348	Travaux publics	542.75

	<i>Date</i>	<i>Commande numéro</i>	<i>Ministère</i>	<i>Montant</i>
1962	5 Février	301767	Jeunesse	163.00
	7 Février	302252	Jeunesse	11,230.00
				<u>\$ 84,618.11</u>

Contrats accordés à la suite de soumissions compétitives.

Questions et réponses orales:

Indemnités des députés et conseillers législatifs

M. Johnson (Bagot) fait mention d'un article paru dans *Le Soleil* le lendemain de la présentation des estimations budgétaires pour l'année financière 1962-1963. Les députés ont connu une certaine joie, dit-il, en lisant un quotidien qui traitait d'une augmentation des indemnités aux députés et selon lequel chacun des membres de l'Assemblée législative aurait bientôt droit à \$2,000 de plus par année. (En souriant) Il (M. Johnson) demande des explications au premier ministre à ce sujet.

(Rires de la Chambre)

M. l'Orateur: Il ne s'agit pas d'une question importante. Ce n'est pas une question à poser!

(Rires de la Chambre)

M. Johnson (Bagot): Selon les règlements, l'Orateur n'a pas le droit de faire semblable déclaration. Comme vous êtes intéressé au problème, M. l'Orateur, vous n'avez pas le droit d'intervenir⁶.

(Rires de la Chambre et applaudissements à gauche)

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): L'information publiée par un journaliste de Québec, laissant croire qu'une augmentation des crédits pour les indemnités des membres des deux Chambres, dans le budget de 1962-1963, équivalant à une hausse de traitement pour les conseillers législatifs et les députés au cours de la présente session, partait d'un bon naturel et de son amitié pour les députés. Le journaliste, qui était de bonne foi, a cru que les augmentations qui apparaissaient à un certain article du budget signifiaient que les députés auraient une augmentation de salaire.

Mais le renseignement était basé sur une fausse interprétation de chiffres figurant dans le nouveau budget. L'erreur vient de ce que l'an dernier, à la fin de la session, l'indemnité a été portée de \$3,000 à \$10,000. Le journaliste, dans son amitié pour les députés, a oublié que les indemnités de chaque député ont été augmentées de \$2,000, en juin dernier, et que les prévisions tiennent seulement compte de ce fait.

En réalité, cette augmentation de crédits était placée là pour couvrir l'augmentation accordée alors qu'elle n'apparaissait pas telle quelle. Il a donc fallu y pourvoir dans le budget de cette année. Ce n'est pas dans l'intention du gouvernement, à l'heure actuelle, de hausser l'indemnité. Mais je dis bien: À l'heure actuelle, pour l'instant du moins.

L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont):

Il serait bon quand même de retenir cette question en mémoire.

(Applaudissements de la Chambre)

Déjeuner de l'Association libérale de Champlain

M. Bellemare (Champlain): (Au procureur général, l'honorable M. Lapalme) L'article 75 du chapitre 86, 9-10 Elizabeth II, de la loi concernant la Régie des alcools fixant les heures de vente des liqueurs alcooliques, les jours fériés, dans les endroits licenciés, a-t-il été amendé pour permettre à toute association libérale provinciale de vendre et distribuer des liqueurs alcooliques à ses membres présents, en particulier entre 10 heures du matin et midi, le dimanche matin, lorsque le conférencier est un député libéral de la Législature de Québec? Je pose cette question parce que ça s'est produit au Cap-de-la-Madeleine dernièrement, alors qu'on a vendu une bouteille de boisson aux enchères et qu'on a distribué des boissons alcooliques à des personnes qui assistaient au déjeuner.

L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont):

Le député de Champlain (M. Bellemare) devrait savoir que la loi n'a pas été amendée et demande si la clé était accrochée à la porte⁷.

M. Bellemare (Champlain) se relève.
(Protestations à droite)

Au cours de cette fête libérale en l'honneur du député de Chambly (M. Laporte), on a fait tirer au sort une bouteille de boisson alcoolique de 40 onces pendant l'heure de la messe, et tous les assistants ont pu s'abreuver à leur aise de liqueur alcoolique. Le procureur général (l'honorable M. Lapalme) devrait prendre ses responsabilités au sérieux.

L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges): C'est peut-être un autre miracle du Cap.
(Rires de la Chambre)

L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont):
Qui était conférencier?

Une voix ministérielle: François Marchand?

M. Johnson (Bagot): Je suis certain que le député de Chambly (M. Laporte), qui était le conférencier, a dû rapporter l'infraction au procureur général (l'honorable M. Lapalme). Le député de Chambly pourrait peut-être s'occuper lui-même de faire modifier la loi.

Réponse différée:

Permis exigé pour les propriétaires de "traîneauneige"⁸

L'honorable M. Cournoyer (Richelieu): Le gouvernement exige un permis nominal de \$4 pour circuler sur les routes de la province en "traîneauneige" Ski-Doo, afin d'obliger ces gens à respecter les stipulations de la loi des véhicules automobiles et les règles générales de sécurité, s'ils veulent s'aventurer sur la voie publique.

Les autorités provinciales ne sont pas animées par le souci de s'assurer de nouveaux revenus au gouvernement, mais simplement d'assujettir ces engins à la loi des véhicules-moteurs et au code de la route. C'est surtout une question de sécurité.

C'est un prix nominal pour couvrir les frais cléricaux de contrôle de ce mode de locomotion. Dans la province d'Ontario, le prix du permis de circuler est de \$15. Les propriétaires de ces "traîneauneiges" sont protégés par la loi d'indemnisation des victimes d'accidents de la route. C'est ainsi que les conducteurs de "voitureneige" doivent détenir un permis et même une assurance s'ils s'aventurent sur les routes publiques.

M. Dozois (Montréal-Saint-Jacques) demande si le même permis sera exigé de ceux qui n'empruntent pas la voie publique.

L'honorable M. Cournoyer (Richelieu): Ceux qui ne font qu'un usage sportif de Ski-Doo à travers coteaux et champs n'ont pas à se procurer de permis.

M. Johnson (Bagot): Et l'adolescent qui s'amuse sur la ferme paternelle?

L'honorable M. Cournoyer (Richelieu): Pas besoin de permis sur la propriété privée.

M. Johnson (Bagot): En somme, c'est une nouvelle taxe ou une gratuité que se paie le gouvernement.
(Rires à gauche)

L'honorable M. Cournoyer (Richelieu) proteste et dit que ce n'est pas une taxe.

M. Johnson (Bagot): Disons que ce n'est pas une taxe mais une gratuité de \$4.

Demande et dépôt de documents:

Bail de l'unité sanitaire dans Napierville-Laprairie

M. Riendeau (Napierville-Laprairie) propose qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre une copie du bail passé entre le gouvernement de la province et le locateur du bureau de l'unité sanitaire dans le comté de Napierville-Laprairie.

Adopté.

L'honorable M. Saint-Pierre (Saint-Hyacinthe) dépose sur le bureau de la Chambre ledit document.
(Document de la session no 68)

Travaux de la Chambre:

Demande de report de l'étude du projet de loi de la Sûreté provinciale

M. Johnson (Bagot) demande le report à mardi de l'étude du bill 20 concernant la Sûreté provinciale du Québec, prévue pour demain.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Impossible! Le procureur général doit se rendre à New York en fin de semaine et il ne sera pas de retour mardi.

M. Johnson (Bagot): Le chanceux!

Ajournement

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) propose, du consentement unanime, que, lorsqu'elle s'ajournera, la Chambre se trouve ajournée à demain, à dix heures et demie du matin.

Adopté.

La séance est levée à 2 h 50.

7. M. Lapalme fait allusion au bureau de M. Bellemare à l'Assemblée législative, qui fut vandalisé durant la fin de semaine des 13 et 14 janvier 1962, et dont l'événement fit l'objet d'un débat lors des séances des 18 et 19 janvier 1962. On apprit alors que M. Bellemare avait laissé la clé accrochée sur la porte de son bureau.

8. Il s'agit d'une réponse à une question posée durant la séance du 6 mars par le député de Montréal-Saint-Jacques (M. Dozois) au ministre des Transports et des Communications (l'honorable M. Cournoyer), concernant des permis de conduire exigés pour les propriétaires d'"autoneige" et de "traîneauneige".

NOTES

1. Selon *La Tribune* du 9 mars 1962, à la page 1, le député de Wolfe (M. Lemieux) est absent de la Chambre pour cause de maladie et d'un séjour à l'hôpital.

2. Pour de plus amples renseignements sur le débat entourant l'abattement de 1 % du taux d'impôt sur le revenu des sociétés, afin de subventionner les universités, voir *Le Nouvelliste* du 9 mars 1962, aux pages 16 et 19, et *Le Nouveau Journal* du 9 mars 1962, à la page 15.

3. Pour de plus amples renseignements entourant cette conférence fédérale-provinciale sur la production et le transport d'énergie, voir *Le Nouvelliste* du 9 mars 1962, à la page 1, et *La Presse* du 9 mars 1962, à la page 1.

4. Selon *La Tribune* du 9 mars 1962, à la page 2, il s'agit d'une blague.

5. Version des *Journaux de l'Assemblée législative*, à la page 213. Selon *Le Nouvelliste* du 9 mars 1962, à la page 16, ce serait plutôt le premier ministre qui répond à la question.

6. Selon *La Presse* du 9 mars 1962, à la page 17, le chef de l'opposition dit cela à l'Orateur (M. Hyde) qui s'efforce de ne pas rire.

Séance du vendredi 9 mars 1962

Présidence de l'honorable J. R. Hyde

La séance est ouverte à 10 h 30¹.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Motions des députés:

**Hommages à
MM. Brasseur et Daufresne²**

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) rend hommage à MM. Maurice Brasseur, ministre du Commerce extérieur et de l'Assistance technique de la Belgique, et Guy Daufresne de la Chevalerie, ambassadeur de Belgique au Canada. Je viens à peine de le connaître (M. Brasseur), dit-il, et déjà je me suis rendu compte que sa forte personnalité s'impose. Je ne suis donc pas surpris de tous les succès qui ont déjà jalonné sa carrière. Il n'est pas seulement un économiste distingué, un théoricien du commerce et de la finance, mais aussi un réalisateur de grande envergure, qui compte des œuvres à son crédit. La visite de M. Brasseur nous est doublement précieuse.

Sans doute, je suis heureux d'accueillir l'homme, mais aussi particulièrement fier de saluer le pays qui nous l'envoie. Sa patrie et la nôtre sont liées depuis très longtemps par une inaltérable amitié. Il (l'honorable M. Lesage) souhaite la bienvenue à M. Daufresne de la Chevalerie en disant qu'il perpétue avec distinction les traditions de ceux qui l'ont précédé. Nous nous réjouissons, dit-il, de la présence de représentants d'un pays avec lequel nous voulons entretenir des relations cordiales. L'apport de la Belgique à la civilisation canadienne-française est grand. Nous sommes collaborateurs, entre amis.

M. Johnson (Bagot) se dit heureux de souscrire aux souhaits du premier ministre. Cette visite, dit-il, apporte une trêve aux dissensions politiques. Ce sont vraiment de tels moments qui permettent une entente cordiale entre l'opposition et le gouvernement. La Belgique est pour nous un pays que nous aimons, avec lequel les Canadiens français ont une affinité profonde de sentiments. (En souriant) La présence ici de deux éminents visiteurs aidera peut-être le gouvernement en nous permettant de le critiquer moins durement.

(Applaudissements de la Chambre)

(MM. Brasseur et Daufresne de la Chevalerie se lèvent et saluent les députés.)

Projets de loi:

Budget de Montréal

L'honorable M. Cliche (Abitibi-Est) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 23 concernant le budget de la cité de Montréal.

Le projet de loi accorde jusqu'au 16 avril aux autorités de Montréal pour soumettre leur budget et retarde jusqu'au dernier jour d'avril son adoption. Si le conseil municipal ne l'a pas adopté avant le 1^{er} mai, il deviendra alors en vigueur. La loi actuellement en vigueur édicte que le budget de la métropole doit être approuvé le 15 avril.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Nantissement

L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 22 relatif au nantissement.

Le projet de loi a pour objet principal de permettre le nantissement, en garantie d'un prêt pour un terme n'excédant pas 10 ans, par des commerçants, de leur outillage, de leur matériel et de leur équipement professionnel qu'ils possèdent, tout en en conservant la garde. Ceux qui donneront ainsi des biens en garantie auront, envers le créancier, les obligations d'un emprunteur des effets nantis, sans avoir droit à des frais de garde. Ce nantissement doit être enregistré devant notaire ou devant deux témoins. Les biens nantis doivent être énumérés dans le corps de l'acte notarié et chacun d'eux doit être décrit de façon précise. L'acte indiquera également le lieu où les biens ont leur attache fixe.

L'acte doit être enregistré par dépôt au bureau d'enregistrement de la division du lieu où se trouvent les biens nantis, et le registrateur doit tenir un index spécial de ces enregistrements et de leurs renouvellements. Si l'emprunteur ne remplit pas ses engagements, il peut être contraint par le prêteur à lui livrer sur demande les biens nantis et vendre ces biens à l'enchère, quitte à rendre compte à l'emprunteur dans les huit jours et à lui remettre tout

surplus restant après le paiement de la dette et des frais de vente. En plus, un article modifie une clause relative au nantissement agricole, de façon à permettre, comme pour le nantissement commercial, l'acte notarié aussi bien que l'acte sous seing privé, sans exiger que celui-ci ne soit fait en quatre exemplaires.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Beauharnois Light, Heat and Power Company

L'honorable M. Lévesque (Montréal-Laurier) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 21 décrétant la dissolution de Beauharnois Light, Heat and Power Company³.

Le projet de loi consacre un état de fait, car, en pratique, la Beauharnois Light, Heat and Power Company, c'était devenu Hydro-Québec. Depuis le 15 avril 1944, toutes les actions de la Beauharnois Co. appartiennent à Hydro-Québec. L'indemnité payable pour cette expropriation a été fixée par sentence arbitrale suivant la loi et entièrement payée, avec les intérêts, par le dépôt de la somme due aux actionnaires entre les mains de Montreal Trust Company, le 15 mai 1953.

De plus, en vertu d'un bail signé le 26 avril 1954 pour une période de 25 ans, Hydro-Québec exploite l'entreprise depuis le 1^{er} mai 1954. Depuis cette date, tous les employés de la Beauharnois Co. sont passés au service d'Hydro-Québec et cette dernière en exécute tous les contrats.

À compter du 15 avril 1944, Power Company est, comme la Commission hydroélectrique de Québec, mandataire de Sa Majesté du chef de cette province, et ses biens appartiennent à la province. Dans ces circonstances, l'existence de cette compagnie est devenue inutile et il y a lieu d'en décréter la dissolution. La présente loi ne doit pas porter atteinte au droit de certains actionnaires de la compagnie, qui ne l'ont pas encore exercé, de retirer de Montreal Trust Company leur part de l'indemnité déposée entre les mains de celle-ci lorsque la compagnie fut nationalisée.

Le projet de loi vise à offrir de nouveaux avantages dans les relations entre Québec et Ottawa et à assurer le respect des droits de la province. Toute la capitalisation se trouve actuellement à la Beauharnois Light, Heat and Power Company qui existe encore, ce qui complique la situation.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Loi du développement minier et Atlantic Iron Ore

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):

La loi concernant Atlantic Iron Ore Ltd. est chez l'Imprimeur et elle sera présentée plus tard à l'Assemblée législative.

Dépôt de documents:

Soumissions pour la route Trans-Canada

L'honorable M. Pinard (Drummond) dépose sur le bureau de la Chambre l'arrêté en conseil en date du 13 juillet 1961, concernant les demandes de soumissions pour la route Trans-Canada. (Document de la session no 69)

Questions et réponses écrites:

Achat d'un terrain à Lac-Mégantic

M. Guillemette (Frontenac): 1. Le gouvernement de la province a-t-il acheté un terrain dans les limites de la ville de Lac-Mégantic depuis le 5 juillet 1960?

2. Dans l'affirmative:

a) de qui ce terrain a-t-il été acheté et qui a signé le contrat;

b) quelle est la superficie de ce terrain;

c) quel est le coût d'achat de ce terrain;

d) pour quelles fins a-t-il été acheté?

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) pour **l'honorable M. Couturier (Rivière-du-Loup)**⁴: 1. Oui⁵.

2. a) Le terrain a été acheté des révérendes sœurs Marianites et le contrat a été signé par l'honorable Alphonse Couturier, ministre de la Santé, et par Christiana MacGillicuddy, sœur Marie-Céline, devant Mes Chs. Côté, L. M. Collins, Sister Mary Brigit;

b) 30 acres environ;

c) \$2,000;

d) pour la construction d'un hôpital.

Services de MM. Morlay et De Sousa relatifs à l'assurance-hospitalisation

M. Johnson (Bagot): 1. Le gouvernement de la province a-t-il retenu les services d'une société

dont deux des associés ou employés se nomment MM. Morlay et De Sousa, pour examiner les budgets soumis par les hôpitaux ou pour tous autres services relatifs à l'assurance-hospitalisation?

2. Dans l'affirmative:

- a) à quelle date ces services ont-ils été requis;
- b) pour quelles fins les services de ladite société ont-ils été retenus;
- c) pour quelle période;
- d) sur quelle base les honoraires sont-ils fixés;
- e) y a-t-il une convention écrite?

L'honorable M. Couturier (Rivière-du-Loup):

1. Oui.

- 2. a) Le 28 juin 1961;
- b) en vue d'instaurer une structure d'organisation et de méthodes administratives efficaces;
- c) dix à douze mois;
- d) honoraires fixes;
- e) oui.

Demandes de documents:

Rapports de ministères

M. Johnson (Bagot) demande au gouvernement 13 rapports⁶ que différents ministères devaient produire au cours des deux ou trois premières semaines de la session. En vertu de la loi et des règlements, dit-il, il manque encore 15 rapports, et 13 d'entre eux sont en retard.

Voici une dizaine de ces documents que le gouvernement n'a pas encore soumis à l'information des députés, avec le délai prescrit pour leur production:

Agriculture et Colonisation: arrêtés en conseil en vertu de la loi pour augmenter le domaine cultivable, 15 jours après l'ouverture de la session; arrêtés en conseil sur les cantons à réserver aux sociétés de colonisation, 10 jours après l'ouverture de la session. Voirie: rapport de l'Office des autoroutes, 15 jours après l'ouverture de la session.

L'honorable M. Pinard (Drummond) explique pourquoi ce rapport n'a pas encore été déposé devant la Chambre.

M. Johnson (Bagot): Travaux publics: rapport annuel sur tous les travaux avec les dépenses dans chaque cas, 10 jours après l'ouverture de la session; arrêtés en conseil en vertu de la loi relative à

l'amélioration des ponts publics, immédiatement si la Législature est en session. Secrétariat de la province: rapport de la Commission des accidents du travail, 15 jours après l'ouverture de la session; rapport de la Régie provinciale de l'électricité, pendant les trois premières semaines de la session; rapport de l'activité du ministère, 15 jours après l'ouverture de la session...

L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice): Comment? Qu'est-ce que vous dites? Il (l'honorable M. Hamel) explique les retards quant à la production de ces rapports.

M. Johnson (Bagot): J'ai ici un bonnet pour coiffer le ministre (l'honorable M. Hamel) s'il lui sied même s'il n'est pas blanc⁷.

Des voix de l'opposition: J'ai jamais dit ça⁸!

M. Johnson (Bagot): Santé: arrêtés en conseil en vertu de la loi pour combattre la tuberculose, immédiatement si la Législature est en session; arrêtés en conseil en vertu de la loi pour l'établissement des médecins à la campagne, 15 jours après l'ouverture de la session. Il (M. Johnson) demande au gouvernement de les produire le plus tôt possible.

L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont): Quant au rapport demandé pour le ministère des Affaires culturelles, l'année fiscale se termine le 31 mars, et c'est la première année de l'existence du ministère. Il est donc impossible de présenter un rapport avant cette date.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) demande au chef de l'opposition de lui en fournir une copie, afin qu'il avise les ministres intéressés, et de voir à ce que les règlements soient observés, ce qui lui évitera, dit-il, de faire composer une autre liste semblable.

M. Johnson (Bagot) promet de lui remettre la liste et demande que le gouvernement se hâte à produire les documents relatifs à une motion adoptée le dernier jour de la dernière session, concernant l'enquête Salvat. Il s'agissait, dit-il, d'une question du député de Chicoutimi (M. Talbot), du 10 juin 1961, question à laquelle la Chambre basse avait donné ordre de répondre. Elle fut transformée en motion et approuvée par la Chambre juste avant la prorogation des Chambres. Après neuf mois, le gouvernement devrait être prêt à soumettre les documents.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):

La réponse est prête et elle sera déposée le plus tôt possible. La demande de production de documents devrait toujours être inscrite au *Feuilleton*, pour éviter qu'un oubli soit fait.

Projets de loi:**Charlesbourg**

M. Laroche (Portneuf) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 111 concernant la dimension des lots 170 et 171 du cadastre pour la paroisse de Charlesbourg, comté de Québec, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Contrat de mariage Lamarche-Huot

M. Meunier (Bourget) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 196 concernant le contrat de mariage entre dame Claire Lamarche et son mari Maurice Huot soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Cercle universitaire
de Montréal**

M. Lavoie (Laval) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 221 pour autoriser le Cercle universitaire de Montréal inc. à acheter de gré à gré certains immeubles de la succession Alfred Dalbec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**École normale
Notre-Dame-du-Sacré-Cœur**

M. Brousseau (Sherbrooke) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 117 constituant en corporation l'École normale Notre-Dame-du-Sacré-Cœur soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Commission scolaire de Thetford Mines

M. Maheux (Mégantic) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 154 concernant les commissaires

d'écoles de la cité de Thetford Mines soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Commission des écoles catholiques
de Dorval**

M. Laporte (Chambly) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 217 concernant la Commission des écoles catholiques de la cité de Dorval soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Charte
de Saint-Laurent**

Mme Kirkland-Casgrain (Jacques-Cartier) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 222 modifiant la charte de la cité de Saint-Laurent soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**La Laurentienne,
compagnie d'assurance**

M. Roy (Lévis) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 224 autorisant La Laurentienne, compagnie d'assurance sur la vie, à faire de l'assurance générale et à changer de nom soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Sûreté
provinciale**

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill 20 concernant la Sûreté provinciale du Québec.

L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolutions et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté.

En comité:

Présidence de M. Bédard (Québec)

L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont) propose: 1. Que l'article 32 de la loi de la Sûreté provinciale (Statuts refondus, 1941, chapitre 47, remplacé par l'article 1 de la loi 9-10 Elizabeth II, chapitre 18) soit modifié en ajoutant, au second alinéa, ce qui suit: "et, après son décès, les rentes ci-après prévues."

Adopté.

2. Que l'article suivant soit ajouté à ladite loi de la Sûreté provinciale:

"35. La pension du membre de la Sûreté mis à la retraite, entre le 17 mars 1961 et le 1^{er} novembre 1964, dans les circonstances où elle est obligatoire pour lui d'après l'article 33, est basée sur son traitement moyen des cinq années les mieux rémunérées de son service ou, si celui-là est plus élevé, sur son traitement moyen des cinq années précédant le premier novembre 1964, son traitement à la cessation de ses fonctions servant de base au calcul pour le reste de la période."

M. Johnson (Bagot): Est-ce qu'il y a eu des membres de la Sûreté provinciale qui ont quitté leur emploi pour prendre leur retraite entre le 1^{er} novembre 1959 et le 17 mars 1961?

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Environ 32.

M. Johnson (Bagot): Ont-ils pris leur pension ou ont-ils été mis à leur pension?

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Les deux.

M. Johnson (Bagot): Et pourquoi ne leur accorderiez-vous pas les mêmes privilèges?

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Si cela peut vous faire plaisir, nous sommes bien prêts à le faire.

M. Johnson (Bagot) suggère un amendement: Que les mots "17 mars 1961" soient remplacés par "1^{er} novembre 1959".

Il s'agit, dit-il, d'un amendement de concordance avec une loi déjà votée à cette session, en faveur des employés régis par la loi du service civil.

L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont) accepte la proposition d'amendement.

Cette résolution est amendée et les mots "17 mars 1961" sont remplacés par "1^{er} novembre 1959". L'article 3 se lit maintenant comme suit:

"35. La pension du membre de la Sûreté mis à la retraite, entre le 1^{er} novembre 1959 et le 1^{er} novembre 1964, dans les circonstances où elle est obligatoire pour lui d'après l'article 33, est basée sur son traitement moyen des cinq années les mieux rémunérées de son service ou, si celui-là est plus élevé, sur son traitement moyen des cinq années précédant le premier novembre 1964, son traitement à la cessation de ses fonctions servant de base au calcul pour le reste de la période."

Adopté.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté deux résolutions, lesquelles sont lues et agréées.

Il est ordonné que ces résolutions soient renvoyées au comité plénier chargé d'étudier le bill 20 concernant la Sûreté provinciale du Québec.

L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 20 concernant la Sûreté provinciale du Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté, après division. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

En comité:

Présidence de M. Bédard (Québec)

Le comité étudie l'article 1, qui se lit comme suit:

"[[1. L'article 32 de la loi de la Sûreté provinciale (Statuts refondus, 1941, chapitre 47, remplacé par l'article 1 de la loi 9-10 Elizabeth II, chapitre 18) soit modifié en ajoutant au second alinéa ce qui suit: "et, après son décès, les rentes ci-après prévues."]]"

L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont):

L'article 1 du bill stipule que la veuve et les enfants d'un membre de la police provinciale, devenu totalement invalide dans l'exercice de ses fonctions, ont droit, lors de son décès, à la même pension que s'il était mort sur le coup sans avoir souffert d'invalidité, pourvu qu'il soit encore membre de la Sûreté à son décès. Par ailleurs, lorsqu'un membre de la Sûreté devient pensionné, il cesse d'être membre de la Sûreté. Il en résulte donc que les dépendants d'un membre de la Sûreté, qui a pris sa retraite après être devenu totalement invalide, et qui décède par la suite, ne peuvent bénéficier des avantages de la loi. Le bill 20 a pour but de corriger cette situation en permettant aux dépendants, dans un tel cas, de toucher les mêmes rentes que si le membre décédait alors qu'il est encore partie du corps de la Sûreté provinciale.

L'article 1 est adopté.

Le comité étudie l'article 2, qui se lit comme suit:

"2. L'article 33 de ladite loi est modifié en remplaçant, dans la première ligne du paragraphe a, le mot "est" par les mots "peut être"."

L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont):

Quant à l'article 2, il a pour objet de ne pas obliger le gouvernement à permettre aux membres de la Sûreté de prendre leur retraite après 25 ans de service. Jusqu'ici, fréquemment, après 25 ans de service, des policiers donnaient leur démission pour entrer dans d'autres corps de police ou pour se mettre au service d'entreprises privées. Le directeur de la Sûreté veut être le maître dans les cas de promotion, de suspension, de destitution et pouvoir garder, si nécessaire, les bons policiers. Le gouvernement songe à une nouvelle augmentation de salaire pour les membres de la Sûreté provinciale. En dépit de la hausse accordée l'an dernier, il est très difficile de recruter des hommes compétents pour remplir les cadres de la police provinciale.

Le directeur Josaphat Brunet veut simplement se réserver le droit de maintenir en fonction, le temps nécessaire, un officier dont le départ pourrait désorganiser les cadres de la police provinciale. Les traitements de la Sûreté sont inférieurs à ceux d'autres corps privés ou publics, qui attirent davantage les aspirants à la carrière policière. Le directeur de la Sûreté prend tous les moyens pour remplir les cadres du corps policier provincial, et il éprouve des difficultés. J'admets cependant que les

conditions imposées pour entrer dans la police provinciale sont très dures, très sévères.

M. Johnson (Bagot): Le procureur général (l'honorable M. Lapalme) a raison de dire que les conditions d'admission dans la Sûreté sont dures. Il est dur aussi pour un policier d'accepter un changement de poste. Cette obligation rend évidemment la condition du policier provincial plus onéreuse. C'est donner beaucoup de latitude au directeur. Je n'arrive pas à comprendre la justification de la loi. Si un homme juge qu'il n'est pas assez bien pour continuer son rigoureux travail de policier provincial et que le directeur général estime le contraire, il peut rester à son poste contre son gré. Après 25 ans de service, un malade doit avoir droit de prendre sa retraite avec pension.

La rotation dans les postes impose des sacrifices très durs aux constables. Cette rotation rend évidemment plus onéreuse la fonction de membre de la Sûreté et c'est pour cela qu'il conviendrait de conserver la pension après 25 ans de service. Beaucoup de policiers ont espéré obtenir des postes plus élevés, mais que leurs espoirs sont tombés. Le directeur n'a pas à dégarnir les cadres de la police provinciale, mais, pour celui qui n'est pas en bonne santé, après 25 ans de service, c'est son droit de demander sa retraite.

Il (M. Johnson) invoque le caractère spécial de la fonction policière, et la situation à la Gendarmerie royale du Canada, où il est prévu qu'un membre de la Gendarmerie royale peut prendre sa retraite, à des périodes fixes, après 20 ans, 30 ans ou 35 ans de service. Vous qui aimez vous inspirer d'Ottawa, dit-il, pourquoi ne vous en inspirez-vous pas cette fois-ci?

Les problèmes de recrutement trouveraient plus facilement leur solution si le gouvernement ne venait pas limiter, à la discrétion des autorités, le droit à la pension avec 25 ans de service. Le gouvernement a décrété ce privilège, à la dernière session, pour attirer des recrues. Il (M. Johnson) dit s'étonner que le gouvernement vienne restreindre un privilège qu'il avait inclus dans la loi l'année précédente. Il le trouve bien mal venu de revenir sur son geste.

M. Gabias (Trois-Rivières): Lorsque le procureur général (l'honorable M. Lapalme) a présenté la loi de la Sûreté l'an dernier, il a insisté sur les avantages qu'il fallait accorder aux policiers provinciaux. L'un des avantages était de pouvoir prendre sa retraite après 25 ans. Pourquoi changer aujourd'hui?

L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont):

Environ 32 policiers ont pris leur retraite, volontairement ou non, entre le 1^{er} novembre 1959 et le 17 mars 1961. La pension est automatique après 35 ans de service ou à l'âge de 60, 62 ou 65 ans, selon le grade. Dans ce cas, les directeurs de la Sûreté provinciale peuvent prévoir les départs et s'organiser en conséquence.

Mais, dans le cas où les policiers décident de prendre leur retraite après 25 ans, on ne peut prévoir et ces décisions ont des conséquences sérieuses. Certains hommes peuvent prendre leur retraite après 25 ans de service, mais, dans certains cas, ce serait injuste que la province perde les services d'un agent relativement jeune, chevronné et en parfaite santé, particulièrement si la province a besoin de ses services.

Une cinquantaine d'hommes doivent prendre leur retraite le 1^{er} avril. Ce privilège n'est pas enlevé aux policiers provinciaux. Après 25 ans de service, ils pourront toujours demander leur pension et l'obtenir. Ce qui a surtout intéressé les policiers, ce sont les augmentations de salaire que nous leur avons accordées. Il y avait toujours de la protection dans la routine qui a suivi. Il s'agit simplement de réserver au directeur de la police provinciale certains droits, pour prévenir la désorganisation. On veut simplement nous réserver le droit de différer une retraite quand les cadres de la Sûreté s'en trouveraient désorganisés.

M. Johnson (Bagot): Il faudrait que le procureur général incite le directeur de la Sûreté à copier ce qu'il y a de bon dans le corps d'où il vient⁹.

L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont): C'est ce que vous nous reprochiez.

M. Johnson (Bagot): Il y a différents paliers de retraite, à la Gendarmerie royale. Puisque c'est là qu'on semble avoir copié la retraite facultative après 25 ans, il aurait fallu établir les distinctions nécessaires. Il y a discrimination entre les pensionnés après 25 ans de service et ceux après 35 ans. Lors de l'étude du budget général, j'aurai plusieurs questions à poser au procureur général.

La modification ne servira-t-elle pas pour des cas particuliers? demande-t-il. Ne s'agira-t-il pas d'un glaive qu'on brandira contre quelqu'un? Si c'est fait de bonne foi, nous n'avons rien à dire. Sinon, nous nous réservons le droit d'en demander le rappel.

L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont) répond que non. On nous a reproché la destitution de

policiers, dit-il. Aujourd'hui, on nous reproche de vouloir en garder.

(Rires de la Chambre)

M. Bellemare (Champlain): En fait, 25 ans de service d'un policier, c'est plus que 25 ans de service d'un autre, car cet homme doit être disponible 24 heures par jour.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Il faut quand même être juste pour les officiers de la Sûreté. Je connais des fonctionnaires qui travaillent tous les soirs et toutes les fins de semaine. Je le sais parce que je fais la même chose.

Des voix de l'opposition: Le chef de cabinet du premier ministre, c'est pas le même salaire.

L'article 2 est adopté.

Le comité étudie l'article 3, qui se lit comme suit:

"[3. Que l'article suivant soit ajouté à ladite loi de la Sûreté provinciale:

"35. La pension du membre de la Sûreté mis à la retraite, entre 1^{er} novembre 1959 et le 1^{er} novembre 1964, dans les circonstances où elle est obligatoire pour lui d'après l'article 33, est basée sur son traitement moyen des cinq années les mieux rémunérées de son service ou, si celui-là est plus élevé, sur son traitement moyen des cinq années précédant le premier novembre 1964, son traitement à la cessation de ses fonctions servant de base au calcul pour le reste de la période."]]"

L'article 3 est adopté.

L'article 4 est adopté.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté le bill 20 sans l'amender.

L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté, après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Subsides:**Budget supplémentaire
1961-1962 (3)**

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme en comité des subsides.

En comité:

Présidence de M. Bédard (Québec)

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) propose: 1. Qu'un crédit n'excédant pas un dollar soit ouvert à Sa Majesté pour "Avances pour constituer un fonds de roulement pour chacun des hôpitaux suivants: hôpital Saint-Joseph du Lac-Mégantic; hôpital Saint-Joseph de Maniwaki; hôpital Notre-Dame-de-l'Espérance, Sept-Îles; hôpital Notre-Dame-de-l'Espérance, Amqui; hôpital des Laurentides, L'Annonciation (Finances)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1962.

Les remboursements des hôpitaux seront de \$1,374,999. C'est pourquoi le budget supplémentaire comporte une dépense de \$1 à faire approuver par les députés.

M. Bellemare (Champlain) demande si ces hôpitaux sont terminés et s'ils sont ouverts au public.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Ces cinq hôpitaux, qui sont déjà terminés ou à la veille d'être terminés, ont besoin d'argent pour leur fonctionnement normal, et le seul moyen était des sommes liquides pour terminer l'aménagement, acheter les remèdes, les denrées alimentaires, payer les salaires du personnel, et faire face aux petites dépenses courantes d'administration. Il leur faut en somme un "petty cash". Le gouvernement leur avance donc de l'argent pour leur "petty cash". Pas tellement d'argent, environ 5 % du coût de construction. Et nous ne leur donnons pas, cet argent, nous leur prêtons. Cet argent reste l'argent de la province. Et, si nous demandons à la Chambre de voter un crédit d'un dollar, c'est uniquement afin de justifier cette avance de fonds.

Ces cinq nouveaux hôpitaux ont besoin de fonds de roulement: l'hôpital d'Amqui, \$165,000¹⁰;

hôpital Sept-Îles, \$250,000; hôpital de Maniwaki, environ \$150,000¹¹; hôpital de Lac-Mégantic, \$175,000; et l'hôpital de L'Annonciation, \$500,000¹². Un ou deux ouvriront leurs portes la semaine prochaine; celui de Sept-Îles sera prêt d'ici 15 jours. Il s'agit d'institutions hospitalières dont l'administration provinciale est propriétaire.

Les fonds de roulement sont calculés de façon à ce qu'ils correspondent à 4 % ou 5 % du prix de construction des établissements. Dans le cas des hôpitaux mentionnés ci-dessus, le prix de construction est de: Amqui, \$4,196,000¹³; Sept-Îles, \$3,600,000; Maniwaki, \$3,016,000; Lac-Mégantic, \$3,500,000; et L'Annonciation, \$13,000,000. Les avances ont été faites selon le nombre de lits dans chaque hôpital.

M. Johnson (Bagot): Nous sommes au 9 mars. Il reste 21 jours pour terminer l'année fiscale. Pourquoi alors ne pas attendre le suivant?

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Ce ne sont pas des crédits nouveaux qui sont demandés. Aucune de ces avances n'a été faite à date, parce que le gouvernement n'avait pas l'autorité législative. Il n'en paraîtra rien dans le budget général, à moins qu'il n'y ait des pertes, comme par exemple s'il y a un vol. À ce moment, il faudra inscrire au budget la valeur de la perte. Il y a encore trois semaines et le gouvernement doit obtenir l'autorisation d'avancer de l'argent aux nouveaux hôpitaux.

M. Johnson (Bagot): C'est un fonds de roulement qui aurait pu attendre au 1^{er} avril, à moins que ce ne soit pour couvrir des dépenses faites au cours de l'année courante.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): L'argent voté sera avancé et non octroyé. Pas de dépenses non plus, puisque l'hôpital devra en rendre compte au gouvernement. C'est une avance qui ne porte pas d'intérêt.

On voit bien que vous ne comprenez pas. On ne sait pas quand le budget du ministère de la Santé sera approuvé. Au rythme actuel des débats, ça peut aller en juin. Pendant ce temps-là, les hôpitaux doivent survivre et s'administrer en attendant les premiers versements de l'assurance-hospitalisation. Par la suite, ces avances seront remboursées au gouvernement et n'apparaîtront même pas dans le budget général.

M. Johnson (Bagot): Mais il n'y a aucune loi actuellement qui permet au gouvernement de faire ces avances.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): (Impatient) Non, et c'est pour cela que je demande ce crédit de un dollar. Un bill va suivre sur ce sujet. C'est pourquoi je demanderai une loi spéciale.

M. Johnson (Bagot): Ne serait-ce pas un moyen détourné utilisé par le gouvernement pour faire adopter son bill futur?

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): C'est simplement pour informer la Chambre du bill que je proposerai.

M. Dozois (Montréal-Saint-Jacques): Est-ce qu'au moins ces hôpitaux auront assez d'argent pour payer les radiologues¹⁴?

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): (En riant) J'espère. Le problème est en train de se régler, du moins en ce qui concerne les nouveaux hôpitaux.

M. Tremblay (Maisonneuve): Pour en finir avec cette discussion, je suis prêt à donner un dollar au premier ministre pour aider les hôpitaux.

Il se lève et va déposer un billet de un dollar sur le bureau du secrétaire général de l'Assemblée¹⁵.
(Rires de la Chambre)

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): (En souriant) Enfin il y en a un parmi l'opposition qui me comprend. Ce dont j'ai besoin, c'est de l'autorité législative qui va régler cette affaire avec les comptables.

Ce dollar, je le garderai en souvenir. J'accepte le dollar du député de Maisonneuve, mais je considère le geste du député de Maisonneuve comme un cadeau libéral¹⁶.

M. Tremblay (Maisonneuve): Je veux bien, mais n'envoyez pas ça dans la caisse de la Fédération libérale.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Non, rassurez-vous. Par sympathie, je vais abonner le député de Maisonneuve à *La Réforme*¹⁷.
(Rires de la Chambre)

Une voix: Tant mieux pour *La Réforme*. Ils vont être heureux d'avoir au moins un abonné!

Une voix: *La Réforme*? Ce n'est pas encore en faillite, cette affaire-là?

M. Johnson (Bagot): J'accepte de voter les montants demandés, mais lors de l'étude du budget général, qui commencera la semaine prochaine, je poserai plusieurs questions au ministre de la Santé (l'honorable M. Couturier) au sujet du fonds de roulement.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) propose: 2. Qu'un crédit n'excédant pas deux millions trois cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Réparation et entretien de chemins (Voirie)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1962.

Il ne s'agit pas en réalité d'une dépense additionnelle, puisqu'une somme équivalente sera dépensée en moins sur les immobilisations.

M. Talbot (Chicoutimi): Il semble que le gouvernement a fait une erreur de calcul de plus de \$2,000,000. Sans faire l'éloge de l'administration précédente, il faut reconnaître que celle-ci avait assez de prévoyance et de clairvoyance pour établir un budget plus réaliste pour la réparation et l'entretien des chemins.

La résolution est adoptée.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté deux résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Lesdites résolutions sont lues et agréées.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Voies et moyens:

Budget supplémentaire 1961-1962 (3)

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme en comité des voies et moyens.

En comité:

Présidence de M. Bédard (Québec)¹⁸

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) propose: Que, pour pourvoir au paiement des subsides qui ont été accordés à Sa Majesté pour la dépense de l'année financière se terminant le 31 mars 1962, il soit permis de tirer du fonds consolidé de la province une somme ne dépassant pas \$2,300,001.

Adopté.

Rapport du comité des voies et moyens:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté une résolution et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Ladite résolution est lue et agréée.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des voies et moyens.

Projets de loi:

**Loi des subsides No 2,
1962**

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 24 octroyant à Sa Majesté des deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1962, et pour d'autres fins.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Travaux de la Chambre:

**Projets de loi
à étudier à la prochaine séance**

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) annonce les sujets qui seront à l'ordre du jour de l'Assemblée législative mardi prochain. Au début de la séance, à 2 h 30 de l'après-midi, dit-il, la députation commencera par étudier le projet de loi visant à autoriser la cité de Montréal à présenter son budget plus tard que de coutume.

Par la suite, on s'occupera du bill du ministre des Richesses naturelles (l'honorable M. Lévesque), à propos de la Beauharnois, puis des prévisions budgétaires pour l'année fiscale 1962-1963. Les items Revenu et Chasse et Pêcheries seront les premiers à être étudiés dans les cadres du budget général.

Ajournement

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) propose que la Chambre, lorsqu'elle s'ajournera, se trouve ajournée à mardi prochain, à 2 h 30 de l'après-midi.

Adopté.

La séance est levée à midi trente minutes.

NOTES

1. Selon *La Tribune* du 10 mars 1962, à la page 1, il y a 46 députés absents de la Chambre: 26 du côté de l'opposition et 20 du côté ministériel. De plus, selon ce même quotidien, à la page 1, le député de Wolfe (M. Lemieux) est absent de la Chambre, pour cause de maladie et d'un séjour à l'hôpital.

2. Selon *La Presse* du 10 mars 1962, à la page 13, deux fauteuils sont installés à la droite de l'Orateur, où sont assis ces dignitaires.

3. Selon *Le Nouveau Journal* du 10 mars 1962, à la page 21, le gouvernement du Québec se portera ainsi acquéreur d'une somme d'environ \$8,000,000 du gouvernement fédéral. Ils proviennent des travaux entrepris par Beauharnois Co. dans le cadre de la

régularisation du débit des eaux du Saint-Laurent. Dès 1941, le gouvernement de M. King s'était engagé à déboursier cette somme à la Beauharnois Co., mais, s'étant ravisé, il décréta que la contribution devait être versée seulement s'il s'agissait d'une entreprise d'État. Hydro-Ontario a pu bénéficier, par la canalisation du Saint-Laurent et les travaux de la centrale hydroélectrique de l'île Barnett, près de Cornwall, d'une contribution analogue. Maintenant dissoute, Beauharnois Co. s'intègre à l'Hydro-Québec qui peut réclamer sa part.

4. Selon *La Tribune* du 10 mars 1962, à la page 16, c'est le premier ministre qui répond à la place du ministre de la Santé (l'honorable M. Couturier). *L'Action catholique* du 16 mars 1962, à la page 9, mentionne plutôt que ce serait le ministre de la Santé qui répond à la question.

5. Selon *La Presse* du 10 mars 1962, à la page 33, lors de la séance du 8 mars 1962, l'honorable M. Pinard avait répondu par la négative à cette question.

6. Chiffre de *La Presse* du 10 mars 1962, à la page 33. *Le Soleil* du 10 mars 1962, à la page 18, mentionne plutôt "14 rapports".

7. Selon *Le Montréal-Matin* du 10 mars 1962, à la page 5, le chef de l'opposition fait allusion à la campagne de M. Hamel en faveur des bérets blancs du Crédit social, lors des élections de 1956.

8. Selon *La Tribune* du 10 mars 1962, à la page 2, il s'agit d'une réplique que lance régulièrement en Chambre M. Hamel.

9. Le chef de l'opposition fait allusion au fait que le directeur de la police provinciale, M. Josaphat Brunet, fut officier de police à la Gendarmerie royale du Canada.

10. Chiffre de *La Presse* du 10 mars 1962, à la page 33. *Le Nouvelliste* du même jour, à la page 20, mentionne plutôt \$175,000.

11. Chiffre de *La Presse* du 10 mars 1962, à la page 33. *Le Nouvelliste* du même jour, à la page 20, mentionne plutôt \$175,000.

12. Chiffre de *La Presse* du 10 mars 1962, à la page 33. *Le Nouvelliste* du même jour, à la page 20, mentionne plutôt \$600,000.

13. Chiffre de *La Presse* du 10 mars 1962, à la page 33. *L'Action catholique* du même jour, à la page 1, mentionne plutôt \$3,016,000.

14. M. Dozois fait allusion au conflit qui existe présentement entre la direction des hôpitaux de Montréal et leurs médecins spécialistes concernant la rémunération.

15. *Le Nouvelliste* du 10 mars 1962, à la page 20, mentionne plutôt que le page prend le dollar, le remet au président du comité, qui l'initiale, et le porte ensuite au premier ministre. Selon *Le Montréal-Matin* du 10 mars 1962, à la page 5, M. Tremblay n'a pas sur lui le billet de un dollar. Il se tourne alors vers l'arrière et demande un dollar au député de Montréal-Mercier (M. Thibeault), qui le lui fournit gratuitement. Selon *The Gazette* du 10 mars 1962, à la page 4, M. Tremblay le remet à un page et, selon le *Montreal Daily Star* du 10 mars 1962, à la page 22, M. Lesage glisse le billet dans sa poche.

16. Mot de *La Presse* du 10 mars 1962, à la page 35. *Le Nouvelliste* du 10 mars 1962, à la page 20, et *Le Montréal-Matin* du même jour, à la page 5, mentionnent plutôt le mot "personnel".

17. Journal hebdomadaire du Parti libéral.

18. Les sources n'indiquent pas précisément qui est le président du comité des voies et moyens, mais selon le Règlement, on peut présumer qu'il s'agit de l'Orateur suppléant.

Séance du mardi 13 mars 1962

Présidence de J.-J. Bédard

Absence de l'Orateur

M. le Greffier informe la Chambre de l'absence de M. l'Orateur et, sur ce, le président des comités pléniers, M. Jean-Jacques Bédard (Québec), prend le fauteuil à titre d'Orateur suppléant¹.

La séance est ouverte à 2 h 40².

Prière.

M. l'Orateur suppléant: À l'ordre, Messieurs!
Que les portes soient ouvertes!

Projets de loi:

**Loi du développement minier
et Atlantic Iron Ore Ltd.**

L'honorable M. Lévesque (Montréal-Laurier) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 25 modifiant la loi pour faciliter le développement minier et industriel dans le Nouveau-Québec et concernant Atlantic Iron Ore Limited³.

Cette loi reporte au 1^{er} janvier 1963 la date ultime à laquelle un permis d'exploitation pourra être délivré à l'Atlantic Iron Ore Limited, mais la production ne commencera pas avant 1964. Le permis d'exploitation que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra délivrer sera établi au bloc 102 du territoire du Nouveau-Québec, d'une superficie de 134.56 milles carrés, et prendra l'aspect d'un bail de 30 ans. Dans l'article 8 de l'ancienne loi, il est dit que la compagnie devra commencer des opérations minières de production commerciale avant le 1^{er} juillet 1962 sur un ou plusieurs blocs du territoire en question.

Le nouveau texte dit que les opérations devront commencer en 1966. Un autre article disait que la compagnie devra donner préférence aux ouvriers de la province de Québec. Le texte ajoutait: "En outre, la compagnie devra donner aux ingénieurs des mines et autres techniciens diplômés des universités et des écoles de la province, dans la mesure du possible raisonnable, la préférence dans les emplois d'ordre technique découlant des opérations visées par la présente loi."

Le gouvernement du Québec impose à l'Atlantic Iron Ore l'obligation de donner la

préférence aux diplômés des universités et des écoles du Québec non seulement dans les emplois d'ordre technique, mais également dans les emplois d'ordre administratif. C'est un principe nouveau introduit dans la législation du Québec qui concerne les sociétés exploitant les ressources naturelles.

La loi apporte un changement important aux redevances que la compagnie doit payer au gouvernement de la province de Québec. L'Atlantic Iron Ore Limited jouira de certains avantages jusqu'en 1967, mais, à partir de 1968, elle sera dans l'obligation de faire pleinement sa part. Selon l'ancienne loi, les redevances que l'Atlantic Iron Ore auraient payées seraient de \$62,300 en 1966, \$70,100 en 1967, \$77,900 en 1968, et \$85,760 en 1969, en supposant que la compagnie se prévaut d'ajouter chaque année un bloc d'environ 12 milles carrés. En fait, elle versera dans le Trésor provincial, dès 1967, des sommes deux fois plus importantes que l'Iron Ore Company, soit \$200,000, à comparer avec \$100,000, en 1966 et \$300,000, en 1968, de même que chacune des années suivantes. Pendant tout ce temps, une autre compagnie, l'Iron Ore Company, qui exploite des mines dans le nord du Québec, paiera une rente fixe de \$100,000 par année, sujette à révision en 1968.

Les nouveaux taux visent à donner à la province un prix juste et équitable pour l'exploitation de ses ressources naturelles. Il devient nécessaire que les redevances soient basées sur les réalités économiques de la production de la compagnie et ne plus être des sommes fixes, arbitrairement établies. Cependant, les conditions faites tiennent compte des lourdes charges qu'ont à rencontrer au début ces compagnies minières.

Pour les années 1963, 1964 et 1965, la compagnie paiera une rente de \$640 pour chaque mille carré de superficie des lots inclus dans le permis d'exploitation. À partir de 1966, elle paiera sur la production totale annuelle du minerai extrait du sous-sol, traité et expédié de la baie d'Ungava, pour chaque unité de fer, une redevance représentant cinq septièmes pour cent du prix unitaire de base du minerai de fer débarqué de vaisseaux aux ports des Grands Lacs inférieurs. Cependant, un minimum a été établi pour la redevance annuelle.

Elle ne pourra être inférieure à celle qui correspondra à une production de 1,000,000 de tonnes de minerai concentré d'une teneur en fer de 65 %, durant 1966, de 2,000,000, pendant 1967, et de 3,000,000, en 1968 et les années suivantes. L'entreprise minière sera tenue de payer le minimum

même si sa production n'atteint pas les chiffres ci-dessus. Si la production dépasse le minimum en question, la firme devra déboursier une redevance proportionnelle à cette production.

La compagnie sera tenue de payer cette redevance sur au moins 65,000,000 d'unités en 1966, sur au moins 130,000,000⁴ d'unités en 1967, et, à partir de 1968, sur au moins 195,000,000 d'unités par année, soit les équivalents respectifs de 1,000,000, 2,000,000 et 3,000,000 de tonnes de concentré de fer d'une teneur de 65 %. Les montants prévus dans la nouvelle entente sont minimes. Une augmentation des prévisions de production impliquerait une augmentation du rendement.

En tout temps, le prix unitaire de base du minerai de fer pourra être déterminé par le lieutenant-gouverneur en conseil. Le 1^{er} janvier 1975 et tous les 10 ans à compter de cette date, le gouvernement pourra réviser et augmenter les redevances annuelles que la compagnie doit payer à la province.

Pour les deux premières années de production, l'entreprise ne paierait pas de cotisation au gouvernement, pour alléger son fardeau fiscal au cours des deux premières années de production et pour encourager les entreprises voulant établir leurs opérations au Québec.

Pour l'usage et l'utilité des opérations industrielles des établissements de hauts-fourneaux ou autres usines sidérurgiques qui seront établis dans la province, la compagnie devra vendre à ceux qui les exploiteront les minerais et concentrés provenant du territoire en question, et cela, jusqu'à concurrence de 1 % de sa production annuelle de minerai ou de concentrés. Toutefois, si des exploitants d'établissements ou d'usines sidérurgiques offrent d'acheter du minerai ou des concentrés pendant une durée d'au moins cinq ans, la compagnie devra accepter, après avis préalable de deux ans, de leur vendre jusqu'à 50 % de sa production annuelle.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Dépôt de documents:

Sociétés de colonisation

L'honorable M. Courcy (Abitibi-Ouest) dépose sur le bureau de la Chambre une copie de tous les arrêtés en conseil réservant des cantons ou parties de cantons en faveur des sociétés de colonisation (S.R.Q., chapitre 107, article 18). (Document de la session no 70)

Domaine cultivable

L'honorable M. Courcy (Abitibi-Ouest) dépose sur le bureau de la Chambre tous les arrêtés en conseil adoptés en vertu de la loi pour augmenter le domaine cultivable de la province (10 George VI, chapitre 31, articles 4 et 5). (Document de la session no 71)

Commission des accidents du travail, Rapport 1961

L'honorable M. Bertrand (Terrebonne) dépose sur le bureau de la Chambre le rapport de la Commission des accidents du travail pour la période finissant le 31 décembre 1961. (Document de la session no 72)

Déclarations ministérielles:

Vente du cidre

L'honorable M. Courcy (Abitibi-Ouest): Le comité spécial chargé d'étudier la réglementation de la fabrication et de la vente du cidre de pomme dans le Québec⁵ a terminé ses séances. Le comité est en train de préparer son rapport qui sera soumis, aussitôt terminé, au cabinet des ministres. Une telle réglementation pose des problèmes épineux, car il existe plusieurs sortes de cidre de teneur fort variée en alcool, et il faut prévoir des mécanismes de vente selon la teneur en alcool des cidres. Ainsi, les cidres de 7 % à 14 % alcoolisés seront distribués par la Régie des alcools. Quant aux cidres inférieurs, ils seront probablement vendus par des établissements reconnus par la loi, comme pour la bière.

Mon ministère est à dresser un projet de loi permettant la vente du cidre dans la province, et ce projet de loi sera soumis au lieutenant-gouverneur en conseil dès qu'il aura été rédigé. La Régie des alcools de la province, dit-il, serait chargée de classer les cidres selon leur teneur en alcool et de contrôler la vente de ce produit.

Explications sur des faits publiés:

Article paru dans *Le Nouveau Journal*

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) dit qu'il prononcera le discours du budget avant que les députés ne partent pour les vacances de Pâques. Il

(l'honorable M. Lesage) dément le contenu d'un article paru dans un journal et affirmant que le ministre des Finances prononcerait son discours sur le budget seulement après Pâques⁶. Or, dit-il, c'est exactement le contraire de ce que j'ai annoncé. Lors d'une émission à la télévision, lundi soir, j'ai bien dit que j'espérais prononcer ce discours avant Pâques, comme des journaux du matin l'ont rapporté. En autant, dit-il, que l'opposition veuille bien collaborer et hâter les travaux législatifs.

Questions et réponses écrites:

Réfection et entretien de routes et de ponts

M. Desjardins (Gatineau): Durant la période du 1^{er} avril 1961 au 1^{er} février 1962, quelles sommes ont été dépensées:

- a) par le ministère de la Colonisation;
- b) par le ministère de la Voirie;

pour la construction, la réfection ou l'entretien de routes et de ponts dans chacune des municipalités suivantes du comté de Gatineau:

1. Canton Hincks;
2. Sainte-Thérèse-de-Gatineau;
3. Village de Maniwaki;
4. Canton Aumond;
5. Canton Aylwin;
6. Bois-Franc;
7. Canton Bouchette;

8. Village de Deschênes;
9. Canton Eardley;
10. Village de Gracefield;
11. Canton Hull;
12. Canton Hull-Ouest;
13. Canton Hull-Sud;
14. Canton Lytton;
15. Messines;
16. Sainte-Cécile-de-Masham;
17. Village de Wakefield;
18. Canton Wright;
19. Canton Sicotte;
20. Ville d'Aylmer;
21. Blue Sea Lake;
22. Canton Cameron;
23. Deléage;
24. Canton Denholm;
25. Egan-Sud;
26. Canton Low;
27. Masham-Nord;
28. Montcerf;
29. Northfield;
30. Canton Wakefield;
31. Wakefield-Est?

L'honorable M. Courcy (Abitibi-Ouest):

Quant à ce qui concerne le ministère de l'Agriculture et de la Colonisation:

a) Le ministère de la Colonisation a dépensé, pour la construction et la réfection de routes et de ponts, les montants suivants:

<i>Questions nos</i>	<i>Endroits</i>	<i>Permis nos</i>	<i>Montants dépensés</i>
1.	Canton Hincks	499-A-612	\$ 991.90
2.	Sainte-Thérèse de Gatineau.....	257-A-612	800.00
		500-A-612	495.95
3.	Village de Maniwaki		Nil
4.	Canton Aumond	491-A-612	1,395.95
5.	Canton Aylwin	492-A-612	436.00
6.	Bois-Franc	401-A-612	109.90
7.	Canton Bouchette	493-A-612	403.75
8.	Village de Deschênes		Nil
9.	Canton Eardley		Nil
10.	Village de Gracefield		Nil
11.	Canton Hull		Nil
12.	Canton Hull-Ouest.....		Nil
13.	Canton Hull-Sud.....		Nil
14.	Canton Lytton.....	394-A-612	897.65
		8027-P-612	20.16
15.	Messines	495-A-612	500.00

<i>Questions nos</i>	<i>Endroits</i>	<i>Permis nos</i>	<i>Montants dépensés</i>
16.	Sainte-Cécile de Masham.....	841-A-612	\$ 397.85
17.	Village de Wakefield.....		Nil
18.	Canton Wright.....	506-A-612	599.50
		8037-P-612	1,260.26
19.	Canton Sicotte.....		Nil
20.	Ville d'Aylmer.....		Nil
21.	Blue Sea Lake.....	494-A-612	599.50
22.	Canton Cameron.....	496-A-612	587.20
		3019-C-612	255.00
23.	Déléage.....	501-A-612	997.35
24.	Canton Denholm.....	497-A-612	599.50
25.	Egan-Sud.....	558-A-612	392.40
26.	Canton Low.....	840-A-612	397.85
27.	Masham-Nord.....	502-A-612	599.50
28.	Montcerf.....	393-A-612	862.95
		498-A-612	363.10
29.	Northfield.....	503-A-612	1,190.90
30.	Canton Wakefield.....	505-A-612	599.50
		842-A-612	397.85
31.	Wakefield-Est: Entretien général des chemins du comté.....		7,805.00
	(L'octroi suivant s'applique à un chemin traversant 3 cantons) Cantons Aumond, Lytton, Sicotte. Chemin sur lots 53 à 61, rang B; 48 à 61, rangs I-II, 56 à 61, rangs III, IV, V, Aumond; Chemin sur lots 1 à 56, rangs I, II, III, Lytton; Chemin sur les lots 48 à 56, rang A, 43 à 56, rang B, 1 à 56, rangs I à V, canton Sicotte.....	402-A-612	997.35
	<i>Total</i>		\$ 24,953.82
	Référence à la question numéro 23 (municipalité Déléage). Engagement envers le ministère de la Voirie. Pièces justificatives non encore reçues.....	3239-C-612	\$ 10,000.00

L'honorable M. Pinard (Drummond):
Quant à ce qui concerne le ministère de la Voirie:
b) Le ministère de la Voirie a dépensé, pour
la construction et la réfection de routes et de ponts,
les montants suivants:

<i>Questions nos</i>	<i>Endroits</i>	<i>Montants dépensés</i>
1.	Canton Hincks.....	\$ 870.00
2.	Sainte-Thérèse-de-Gatineau....	Nil
3.	Village de Maniwaki..... (Réserve indienne)	129.40
4.	Canton Aumond.....	6,693.87
5.	Canon Aylwin.....	42,302.56
6.	Bois-Franc.....	Nil

7.	Canton Bouchette.....	\$ 5,823.39
8.	Village de Deschênes.....	Nil
9.	Canton Eardley.....	661.50
10.	Village de Gracefield.....	6,167.97
11.	Canton Hull-Est.....	63,539.63
12.	Canton Hull-Ouest.....	33,240.56
13.	Canton Hull-Sud.....	92,083.32
14.	Canton Lytton.....	Nil
15.	Messines.....	17,631.81
16.	Sainte-Cécile-de-Masham.....	14,316.82
17.	Village de Wakefield.....	Nil
18.	Canton Wright.....	23,061.48
19.	Canton Sicotte.....	7,031.02
20.	Ville d'Aylmer.....	34,189.06
21.	Blue Sea Lake.....	Nil
22.	Canton Cameron.....	Nil

<i>Questions nos</i>	<i>Endroits</i>	<i>Montants dépensés</i>
23.	Deléage.....	\$ 58,378.55
24.	Canton Denholm	Nil
25.	Egan-Sud.....	4,332.65
26.	Canton Low.....	265.86
27.	Masham-Nord	20.67
28.	Montcerf.....	255.55
29.	Northfield.....	222.90
30.	Canton Wakefield	14,143.26
31.	Wakefield-Est.....	<u>10,055.90</u>
<i>Total pour construction et réfection.....</i>		<i>\$435,417.73</i>

Le ministère a dépensé pour l'entretien des routes dans le comté de Gatineau \$377,361.26, montant qu'il est impossible de répartir par municipalités.

Questions et réponses orales:

Grève de Carillon

M. Johnson (Bagot) pose une question au ministre des Richesses naturelles (l'honorable M. Lévesque) sur ce qui se passe à Carillon⁷. Le ministre des Richesses naturelles, dit-il, a fait des promesses aux travailleurs.

L'honorable M. Lévesque (Montréal-Laurier): Contrairement à ce qu'a annoncé un journal du matin, que le chef de l'opposition (M. Johnson) connaît bien puisqu'il s'agit du *Montréal-Matin*, je n'ai pas fait de promesses aux ouvriers. Je n'avais d'ailleurs aucune promesse à leur faire, étant donné que les négociations sont conduites par les officiers de l'Hydro-Québec. Je ne suis pas intervenu personnellement dans cette affaire. J'ai rendu visite au président d'Hydro-Québec, hier, et j'ai appris à cette occasion que les négociations reprenaient sur une nouvelle base.

L'arrêt de travail a été causé par des erreurs des deux côtés, dit-il, mais le problème est en voie de solution. Le travail a repris ce matin et les négociations continuent. Il n'y a pas eu de dégâts ni d'incidents. En fin de semaine, les équipes préposées à l'entretien sont restées au travail.

M. Johnson (Bagot): Le ministre des Richesses naturelles (l'honorable M. Lévesque) devrait dire

toute la vérité. Il a mentionné *Montréal-Matin*, mais il a passé sous silence un autre journal du matin de Montréal, *Le Devoir*, qui affirmait que le ministre avait fait des promesses très intéressantes pour les ouvriers⁸.

L'honorable M. Lévesque (Montréal-Laurier):

Le premier journal réfère à une rupture des promesses aux ouvriers, qui auraient été faites il y a deux ou trois mois.

Il (l'honorable M. Lévesque) dit qu'il n'a pas formulé ces promesses. Quant au *Devoir*, ce journal parlait de promesses récentes, par suite d'une déclaration du président de l'Hydro-Québec, M. J.-C. Lessard, voulant que la compagnie avait des offres intéressantes pour les grévistes. Mais il ne s'agissait pas de promesses que j'aurais faites moi-même.

M. Johnson (Bagot): Personne ne sera surpris de tout cela, car on sait depuis longtemps que le gouvernement a fait des promesses à tout le monde et qu'elles ne sont pas tenues.

L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice):

La plus grande promesse a été bien remplie pourtant et le peuple nous en félicite: la défaite de l'Union nationale!

Enquête Salvas⁹

M. Johnson (Bagot) demande au gouvernement la réponse à des questions posées par l'Union nationale, en octobre 1960, à propos de l'enquête Salvas.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Je n'ai pas encore eu le temps d'y répondre.

Aménagement des rapides de Lachine

M. Johnson (Bagot): À la veille des élections générales de juin 1960, le chef du Parti libéral a promis l'aménagement des rapides de Lachine. Ce n'est pas encore fait. Quand le premier ministre (l'honorable M. Lesage) a-t-il l'intention de passer à l'action?

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Oui, il va falloir faire ça.

M. Johnson (Bagot): Ça devait être en même temps que les travaux de la Manicouagan.

Journal des débats

M. Johnson (Bagot): On parle depuis longtemps d'un *Journal des débats* pour la Chambre. Comme tout repose sur les épaules du ministre des Travaux publics (l'honorable M. Saint-Pierre), est-ce qu'on pourrait connaître où en sont ses travaux? La solution repose-t-elle entièrement sur les faibles épaules du ministre?

L'honorable M. Saint-Pierre (Saint-Hyacinthe): Beaucoup de travail a été fait. J'ai reçu ce matin un tableau des déménagements nécessités par l'établissement des locaux destinés aux sténos. Ces derniers disposeront de quatre bureaux près de la Chambre, au rez-de-chaussée. Il faut être pratique et logique. Il est très important de trouver où nous allons loger ce nouveau département. La solution du problème nécessitera pas moins d'une quinzaine de déménagements en vue de l'établissement d'un *Journal des débats*.

La plupart des services du ministère des Travaux publics, qui se trouvent à l'heure actuelle dans l'édifice principal du Parlement, seront transférés dans d'autres immeubles. Les locaux devenus ainsi vacants seront occupés par des fonctionnaires d'autres branches de l'administration, sauf quatre ou cinq pièces, voisines de la Chambre basse, qui seront réservées aux rédacteurs du *Journal officiel des débats* et à leur personnel. Il est encore impossible toutefois de fixer une date pour l'entrée en vigueur de ce système de transcription des débats.

Projets de loi:

Loi du développement minier et Atlantic Iron Ore Ltd.

L'honorable M. Lévesque (Montréal-Laurier) propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 25 modifiant la loi pour faciliter le développement minier et industriel dans le Nouveau-Québec et concernant Atlantic Iron Ore Limited.

Adopté.

Beauharnois Light, Heat and Power Company

L'honorable M. Lévesque (Montréal-Laurier) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 21 décrétant la dissolution de Beauharnois Light, Heat

and Power Company soit maintenant lu une deuxième fois.

Aujourd'hui, la Beauharnois est devenue une entité inutile. L'existence de ce nom est même nuisible, parce qu'à toutes fins pratiques cette compagnie est mandataire de la province et que ses biens sont administrés par l'Hydro-Québec. Diverses législations adoptées depuis l'incorporation de la compagnie ont complètement changé son statut.

Depuis le 15 avril 1954, un bail fait pour une période de 25 ans donnait à la Commission hydroélectrique de Québec le privilège d'exploiter la Beauharnois. La Beauharnois n'existe plus que sur papier, depuis la signature de ce bail. C'est aujourd'hui l'Hydro-Québec. Le dernier bilan donne à l'actif uniquement les immobilisations, et au passif, essentiellement les dépenses de l'Hydro-Québec, qui est également propriétaire. L'existence même de la Beauharnois a même causé des dommages au Québec, lors des transactions avec Ottawa pour la canalisation du Saint-Laurent. Depuis le fameux scandale de 1929 ou 1930, la compagnie a exhalé des odeurs qui n'étaient pas bien favorables à la province.

Ce nom a servi de prétexte à Ottawa pour imposer de très dures conditions à la province de Québec. Par exemple, un arrêt ministériel forçait la Beauharnois à fournir gratuitement le courant électrique aux machines installées sur le canal de Beauharnois, mais le gouvernement du Québec n'a pas voulu, dans le temps, acheter la compagnie et ses actifs, à cause du scandale s'y rattachant. En 1941, le premier ministre King¹⁰ avait écrit à M. Adélard Godbout¹¹ que "le gouvernement du Canada serait disposé à prendre l'engagement, si et lorsque Québec se chargera de la régie et de l'exploitation de la Beauharnois, de payer au Québec \$7,972,500". Il (l'honorable M. Lévesque) dit qu'on va maintenant tenter de convaincre le fédéral de verser cette somme au Québec.

M. Johnson (Bagot): L'annonce de cette loi a peut-être fait penser à la population que le gouvernement commençait sa politique d'étatisation de l'électricité. Pourtant, c'est une politique qui n'a pas encore été approuvée par le cabinet même si elle est souhaitée par le ministre des Richesses naturelles. On veut peut-être tenter une politique d'étatisation sans que le cabinet ministériel ne prenne parti pour le ministre des Richesses naturelles (l'honorable M. Lévesque).
(Protestations à droite)

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): C'est contraire aux règlements de la Chambre, que

de traiter de questions d'incidences. Qu'on s'en tienne aux principes en jeu.

M. Johnson (Bagot): La politique du gouvernement passé était bien connue.

M. l'Orateur suppléant rappelle le chef de l'opposition à l'ordre.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Trop bien. Voyez les résultats!

M. Johnson (Bagot) fait allusion aux propos du ministre des Richesses naturelles sur le scandale de la Beauharnois et évoque les avatars que certains sénateurs libéraux ont vécus à cette occasion, et surtout l'aveu de l'ex-premier ministre Mackenzie King qui disait que le Parti libéral fédéral se trouvait dans la vallée de l'humiliation.

C'est vers ce temps, dit-il, que le chef actuel du ministre des Richesses naturelles entrait dans la politique.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) évoque le balayage qu'a connu le Parti conservateur à l'élection de 1935.

L'honorable M. Lévesque (Montréal-Laurier): La vallée de l'humiliation a été grandement fréquentée depuis un certain temps.

M. Johnson (Bagot): C'est l'épreuve qui attend le gouvernement actuel bientôt après l'enquête Salvas. On avait vu alors des sénateurs qui détenaient sur le Parti libéral du temps plus de pouvoirs que les conseillers législatifs sur l'Union nationale.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Tiens! Des excuses.

M. Bellemare (Champlain) pose une question sur les droits des actionnaires. Combien reste-t-il encore des 715,000 actions mises pendant un certain temps en circulation? demande-t-il.

L'honorable M. Lévesque (Montréal-Laurier): Il n'y a plus qu'un problème à solutionner, celui des actionnaires de la compagnie qu'on doit dissoudre. Sur les 715,000 actions de la Beauharnois Light, Heat and Power Company, il n'y en a plus que 1,700¹² aux mains de particuliers. Le Montreal Trust en a la garde. Les intéressés pourront les retirer quand ils le voudront.

M. Johnson (Bagot): Le gouvernement a raison de vouloir faire disparaître une société qui n'existe que sur le papier.

Le gouvernement est bien avisé de demander à la Chambre la dissolution de cette compagnie maintenant, pourvu que la décision du cabinet ne soit pas une façon déguisée de procéder à l'étatisation de l'électricité, dont le premier ministre (l'honorable M. Lesage) ne semble pas vouloir, mais que le ministre des Richesses naturelles (l'honorable M. Lévesque) souhaite.

Le gouvernement se fait des illusions s'il croit pouvoir, avec ce projet de loi, se faire rembourser les \$8,000,000 par feu M. King du gouvernement d'Ottawa, en vertu d'un engagement contenu dans une lettre du premier ministre Mackenzie King à son collègue québécois, M. Adélard Godbout, en 1941, pour le cas où la compagnie passerait sous contrôle provincial.

J'en doute personnellement, dit-il. Selon la rédaction de la lettre du premier ministre canadien de l'époque, dit-il, il est facile de constater qu'il s'agissait d'une autre de ces promesses pas très prometteuses. Il faut se rappeler que M. King promettait tout en ne s'engageant à rien. L'engagement de M. King dont le ministre a parlé est bien faible.

L'honorable M. Lévesque (Montréal-Laurier): Je préfère imiter de Conrart le silence prudent devant une telle attaque. La suppression de la compagnie pourra servir à rectifier des situations injustement onéreuses.

Une de ces conditions onéreuses est l'obligation, pour la Beauharnois, de fournir l'électricité pour lever et baisser les ponts.

M. Johnson (Bagot): Étant donné que la Beauharnois doit fournir l'électricité jusqu'à concurrence de 3,500 chevaux-vapeur par année, cela représente, à \$300 par cheval-vapeur, une obligation de \$1,000,000 par année. La Beauharnois doit également payer le salaire des ouvriers qui font fonctionner les ponts même si ces employés sont nommés par Ottawa.

Adopté. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Lévesque (Montréal-Laurier) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur suppléant quitte le fauteuil.

En comité:

Présidence de M. Blank (Montréal-Saint-Louis)

L'article 1 est adopté.

Le comité étudie l'article 2, qui se lit comme suit:

"2. L'administration de tous les biens et droits de Beauharnois Light, Heat and Power Company est confiée à la Commission hydroélectrique de Québec suivant la loi qui régit cette dernière, comme mandataire de Sa Majesté du chef de la province, ces biens devant continuer d'appartenir à la province."

M. Bellemare (Champlain) pose une question à propos des employés de la Beauharnois Light, Heat and Power Company.

L'honorable M. Lévesque (Montréal-Laurier): Les employés de la Beauharnois Light, Heat and Power Company ont une association, et ils sont considérés comme des employés de l'Hydro-Québec.

L'article 2 est adopté.

Le comité étudie l'article 3, qui se lit comme suit:

"3. La Commission hydroélectrique de Québec est chargée d'exécuter tous les contrats légalement conclus par Beauharnois Light, Heat and Power Company et qui sont encore en vigueur et d'en acquitter toutes les obligations. Rien dans le présent article ne doit cependant obliger la Commission hydroélectrique de Québec à exécuter un contrat conclu entre Beauharnois Light, Heat and Power Company et Sa Majesté du chef du Canada ni à acquitter des obligations imposées par cette dernière."

M. Johnson (Bagot): C'est presque un crime de lèse-majesté.

L'honorable M. Lévesque (Montréal-Laurier): Les conseillers juridiques admettent la complexité du problème. L'imbroglio vient d'obligations imposées à la province, vers 1932, et tellement exorbitantes qu'elles pourraient être contestées.

Il s'agit de mettre les deux majestés (Ottawa et Québec) en présence et de repartir à zéro. C'est selon moi un moyen de faire valoir les droits du Québec.

M. Johnson (Bagot): Je ne blâme pas le gouvernement de vouloir être relevé des obligations de la Beauharnois. Cependant, dit-il, je blâme le gouvernement d'avoir rédigé un pareil article dans les termes mentionnés. La mesure préconisée dans la loi par le ministre augure mal le sort de l'entreprise privée si jamais elle doit être expropriée par le gouvernement actuel. C'est une erreur monumentale, un non-sens indiscutable. C'est le droit de toute compagnie en tout temps, de rechercher des remèdes à des conditions trop onéreuses. On peut recourir aux tribunaux.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Ces recours n'existent pas lorsqu'il s'agit de deux gouvernements.

M. Johnson (Bagot): Dois-je rappeler au premier ministre combien de députés libéraux nous l'ont répété?

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Je n'ai jamais dit ça.

M. Johnson (Bagot): Bizarre comme le premier ministre cherche à se dissocier des autres libéraux.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Mais je n'ai jamais dit ça.

L'honorable M. Lévesque (Montréal-Laurier): Je refuse de modifier ou de faire disparaître l'article; il est essentiel au projet de loi. Si l'article 3 disparaissait, dit-il, le bill 21 deviendrait d'une insignifiance totale. Pour ma part, je ne vois pas pourquoi la province de Québec n'a reçu aucune compensation alors que la province d'Ontario en a eue. Et, en combattant le projet de loi, le chef de l'opposition (M. Johnson) se fait le défenseur des privilèges exorbitants obtenus par Ottawa au détriment de la province de Québec.

M. Johnson (Bagot): Je ne veux pas défendre les privilèges d'Ottawa, mais il faut tout de même avoir recours à des moyens intelligents et pratiques pour défendre les droits du Québec. Je veux bien aider le gouvernement à se soustraire à des obligations onéreuses et peut-être injustes, mais je crois qu'il ne prend pas le bon moyen. Si le gouvernement d'Ottawa n'accepte pas de reconnaître la loi que vous voulez nous faire voter, que fera le ministre des Richesses naturelles (l'honorable

M. Lévesque)? Cela cause un précédent fantastique. C'est comme l'arrêté ministériel de Nasser¹³ au sujet du canal de Suez. Fera-t-il comme on a fait au canal de Suez? Bloquera-t-il le canal avec des barges?

L'honorable M. Lévesque (Montréal-Laurier): On pourrait alors s'adresser aux tribunaux.

L'article 3 est adopté.

Le comité étudie l'article 4, qui se lit comme suit:

"4. La Commission hydroélectrique de Québec est autorisée à exploiter, comme mandataire de Sa Majesté du chef de la province, toutes les forces hydrauliques qui avaient été concédées à Beauharnois Light, Heat and Power Company, aux conditions stipulées en faveur de la province dans ces concessions."

M. Johnson (Bagot) pose une question sur le fonds d'éducation que doit payer Hydro-Québec.

L'honorable M. Lévesque (Montréal-Laurier): La somme qu'elle doit payer en fonds d'éducation est encore la même, malgré la transaction de la Beauharnois. Je n'ai pas en main tous les chiffres concernant les redevances, mais je pourrais vous les fournir.

Cela n'a rien à voir, dit-il, avec l'adoption en troisième lecture du bill 21. Je ne me sens pas obligé de les déposer. Ce n'est pas nécessaire.

L'article 4 est adopté.

Les articles 5 à 7, ainsi que le préambule, sont adoptés.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur suppléant au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté le bill 21 sans l'amender.

L'honorable M. Lévesque (Montréal-Laurier) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

M. Johnson (Bagot) demande que son adoption en troisième lecture soit reportée à une autre séance.

Dépôt de documents:

Aide aux sinistrés en 1961

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) dépose sur le bureau de la Chambre un résumé des recommandations de paiement pour aide aux sinistrés en 1961. (Document de la session no 73)

Projets de loi:

Budget de Montréal

L'honorable M. Cliche (Abitibi-Est) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 23 concernant le budget de la cité de Montréal soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Cliche (Abitibi-Est) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

En comité:

Présidence de M. Blank (Montréal-Saint-Louis)

Le comité étudie l'article 1, qui se lit comme suit:

"1. Le budget de la cité de Montréal pour l'exercice financier 1962-1963 pourra être valablement déposé au bureau du greffier de la cité au plus tard le 16 avril 1962. Si le conseil ne l'a pas adopté avant le 1^{er} mai 1962, le budget tel que déposé par le comité exécutif deviendra automatiquement en vigueur à partir de cette date, de même que les règlements et les résolutions nécessaires pour l'imposition des taxes, permis et licences compris dans le revenu probable de l'exercice suivant. Tout ce qui doit être fait en relation avec ce budget devra l'être en tenant compte de ces changements de date."

M. Dozois (Montréal-Saint-Jacques) suggère que l'on fixe au mercredi 11 avril la date limite où le budget de la métropole pourra être déposé au bureau du greffier.

L'honorable M. Cliche (Abitibi-Est) accepte l'amendement. Mais il faudra que ce budget soit voté le 1^{er} mai. S'il ne l'est pas à cette date, il deviendra automatiquement en vigueur, suivant la charte.

M. Johnson (Bagot): Le délai accordé aux autorités municipales est trop court pour leur permettre d'examiner un budget de l'ordre de \$160,000,000 peut-être.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Le nouveau délai proposé a été accepté par les autorités municipales de Montréal elles-mêmes, la semaine dernière.

Il n'y a pas eu de désaccord. C'est aussi à la demande des administrateurs de la métropole qu'on a avancé le délai au 11 avril.

Cet article est amendé et les mots "16 avril" sont remplacés par "11 avril".

Cet article est amendé et se lit désormais comme suit:

"1. Le budget de la cité de Montréal pour l'exercice financier 1962-1963 pourra être valablement déposé au bureau du greffier de la cité au plus tard le 11 avril 1962. Si le conseil ne l'a pas adopté avant le 1^{er} mai 1962, le budget tel que déposé par le comité exécutif deviendra automatiquement en vigueur à partir de cette date, de même que les règlements et les résolutions nécessaires pour l'imposition des taxes, permis et licences compris dans le revenu probable de l'exercice suivant. Tout ce qui doit être fait en relation avec ce budget devra l'être en tenant compte de ces changements de date."

L'amendement est adopté.

L'article 1, ainsi amendé, est adopté.

L'article 2 est adopté.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté le bill 23 après l'avoir amendé.

Le bill amendé est lu et agréé.

L'honorable M. Cliche (Abitibi-Est) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté¹⁴.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Subsides:

Budget des dépenses 1962-1963

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité:

Présidence de M. Blank (Montréal-Saint-Louis)

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) propose: 1. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de huit millions cinq cent quatre-vingt-dix mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Administration (Revenu)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1963.

L'honorable M. Earl (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce): Mon ministère entend dépenser pour l'année une somme de \$2,400,000 de plus que le budget prenant fin le 31 mars. Les dépenses du Revenu augmenteront surtout au poste des traitements, dit-il. Les commissions aux percepteurs augmenteront, tandis que les remboursements au ministère seront moins nombreux. Le ministère du Revenu changera ses systèmes de vérification et de comptabilité des revenus du gouvernement. Le ministère adoptera sous peu des systèmes mécanographiques recommandés par une agence spécialisée en administration. Ceci permettra d'épargner du temps et du personnel. Des experts du ministère continuent d'étudier la possibilité de créer une commission de surveillance des courses sous harnais.

Le ministère poursuit présentement un travail d'étude sur le sujet à la lumière des expériences des commissions de courses sous harnais existant aux États-Unis. L'ouvrage a été confié à un membre du Barreau. Cette étude a été commencée il y a plusieurs mois. Depuis ce temps, plusieurs organismes intéressés aux courses sous harnais ont présenté des mémoires et des recommandations aux experts affectés à cette étude. Il est impossible de déterminer à quel moment on aura réuni toutes les informations qui permettront la création d'une telle commission dans le Québec, mais cette création se fera aussitôt que possible, voire même au cours de la présente année.

M. Johnson (Bagot) pose une question au sujet des revenus que la province retire des pistes de courses et du mode de taxation de ces pistes.

L'honorable M. Earl (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) dit qu'il n'en connaît pas tous les détails parce qu'il n'est mêlé aux problèmes que depuis quelques mois. Les taux ont été augmentés depuis quelques années à cause de l'augmentation des paris et de l'assistance aux courses.

M. Dozois (Montréal-Saint-Jacques) suggère au gouvernement qu'il adopte une loi qui permettrait à une entreprise commerciale de prendre une assurance-vie qui servirait à payer les droits successoraux au gouvernement provincial, survenant le décès du propriétaire de l'entreprise, sans que les droits successoraux¹⁵ ne soient perçus sur cette police d'assurance-vie. La chose se fait déjà dans plusieurs États américains. Il (M. Dozois) demande au ministre du Revenu (l'honorable M. Earl) si la chose ne pourrait pas se faire dans la province de Québec.

L'honorable M. Earl (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) dit qu'il en parlera au Conseil des ministres.

M. Johnson (Bagot): En une époque où on parle tant de l'émancipation économique des Canadiens français, il faut s'attarder un peu à étudier toute proposition qui vise à réaliser cette ambition légitime. Cinquante pour cent de ces droits sont perçus par Québec et 50 % par Ottawa¹⁶. Il faudrait tout d'abord rapatrier entièrement ces droits successoraux dans la province. L'Union nationale l'a demandé et le premier ministre actuel aussi. Il faudrait également trouver un moyen de prélever ces droits successoraux sans, du même coup, ruiner l'entreprise qui doit les payer. C'est une entrave pour l'économie québécoise. Le pire ennemi de l'émancipation économique des nôtres, c'est véritablement cette perception des droits successoraux.

Le manque de flexibilité de la perception des droits successoraux explique, dans bien des cas, la raison pour laquelle certaines de nos industries sont passées des mains des nôtres aux mains des étrangers d'autres pays. Les droits successoraux signifient trop souvent la fin d'entreprises commerciales et industrielles qui se voient brutalement privées de fonds de roulement et acculées à des emprunts trop onéreux. Une fois que le fédéral se sera retiré de ce champ de taxation, il faudrait que le gouvernement provincial le remette aux héritiers, de façon à

préserver davantage la propriété privée. Pour ma part, je vois très bien une mesure qui faciliterait la transmission des biens.

N'y aurait-il pas moyen d'empêcher la répétition de tels incidents déplorables à l'aide de polices d'assurance exemptes de tous droits successoraux, pour payer les droits de succession? Cela devrait venir parer le risque constitué par l'obligation de payer des droits aussi élevés pour une maison d'affaires. L'entreprise peut difficilement se départir de sommes aussi considérables sans compromettre son avenir.

L'honorable M. Earl (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce): Il en existe déjà. Des personnes ont des polices d'assurance de ce genre, mais ces polices sont sujettes aux droits de succession comme les autres actifs.

M. Dozois (Montréal-Saint-Jacques): Mais l'impôt sur les successions frappe l'indemnité payée en vertu de telles polices.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Il faut absolument que le gouvernement d'Ottawa remette à la province de Québec tout le produit de l'impôt sur les successions, et il y aurait lieu, en ce qui concerne les assurances, d'exempter, de l'impôt sur les successions au provincial, le montant nécessaire pour le paiement des droits de succession à la province. À la conférence fédérale-provinciale, j'ai réclamé du gouvernement central 100 % des droits successoraux, au lieu de 50 % accordé maintenant. J'ai invoqué l'argument économique et l'argument juridique, le fait que ces droits frappent la propriété qui est sous le contrôle exclusif des provinces, en vertu de la Constitution. Ce qui arrive trop souvent, hélas, quand une succession est ouverte, c'est qu'il y a à peine le liquide nécessaire pour payer l'impôt ou qu'il n'y a pas de fonds de roulement.

C'est alors que les gouvernements réclament leur part. L'entreprise doit emprunter à des taux d'intérêt élevés et est menacée ainsi de la banqueroute. C'est un désastre. L'attitude que j'ai prise à Ottawa, c'est que le gouvernement fédéral se retire complètement de ce champ d'impôt. Il y aurait lieu d'examiner, en ce qui concerne les assurances, la possibilité d'exempter de l'impôt provincial sur les successions une partie de l'indemnité payée par l'assureur en cas de décès d'un commerçant ou d'un industriel, soit la partie qui doit servir à payer les droits successoraux à la province et donc à garantir la survivance de l'entreprise.

M. Johnson (Bagot): Les Canadiens français ont accédé en retard à de vieilles fortunes accumulées avant les deux grandes guerres et amassées honnêtement sans avoir été rognées par les impôts de toutes sortes. Les Canadiens anglais ont accédé aux capitaux alors que le taux de l'impôt était très bas, soit avant 1939. Depuis cette date, il est beaucoup plus difficile d'accumuler des capitaux, à cause de l'impôt. Malgré tout, il y a encore des Canadiens français qui réussissent tant bien que mal dans le monde des affaires, mais dont les entreprises sont à la merci du couteau des droits successoraux qui tranche dans ce qu'ils ont amassé.

La situation est particulièrement défavorable aux Canadiens français qui n'ont amassé que peu de capitaux dans le passé et qui risquent de voir ainsi perpétuer leur infériorité économique. Pour qu'ils puissent concurrencer dans ce domaine leurs concitoyens de langue anglaise, il est urgent de rapatrier les droits de succession. Il est donc urgent de prendre des mesures radicales pour corriger un mal qui semble tout aussi radical. C'est M. Godbout qui, en 1942, a consenti à transférer les droits de succession à Ottawa. Ce fut malheureux. Les droits des successions appartiennent aux provinces au point de vue juridique.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Il ne s'agit pas d'un rapatriement des droits sur les successions, mais du retrait du fédéral d'un champ de taxation provincial.

M. Johnson (Bagot): On mettra l'accent de ce côté-là. C'est ce que l'on a tenté depuis des années.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Moi aussi.

M. Johnson (Bagot): Depuis quand?

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Toujours! Je vais relever des discours que j'ai faits et je vous en enverrai une copie! Je suis du même avis que le chef de l'opposition (M. Johnson), et le gouvernement voit d'un bon œil la suggestion du député de Montréal-Saint-Jacques (M. Dozois).

Il demande au ministre du Revenu (l'honorable M. Earl) d'étudier incessamment le projet.

M. Johnson (Bagot): Je suis heureux d'entendre le chef du gouvernement parler ainsi et je l'assure publiquement ici qu'il peut compter sur l'appui entier de tous les députés de l'opposition dans ce domaine, s'il prend des mesures pour faciliter le

règlement des droits de succession dans la province de Québec. Je suggère même que le gouvernement présente un projet de loi pour régler ce problème des droits successoraux et que nous présentions le vœu unanime du Parlement de la province de Québec au gouvernement d'Ottawa, qu'il soit bleu ou rouge, afin que la province de Québec exerce l'entier contrôle sur les droits successoraux et qu'elle puisse ainsi favoriser dans toute la mesure du possible l'émancipation des nôtres.

Je suis prêt à conclure une entente avec le chef du gouvernement à ce sujet, quel que soit le parti au pouvoir à Ottawa. Nous considérons le contrôle, à 100 %, de la province sur les droits successoraux et leur abolition progressive comme des moyens, pour les nôtres, de combattre à armes égales la concurrence dans une économie capitaliste. Nous serons heureux de collaborer si le député de Québec-Ouest présente une loi à ce sujet au cours de la session. Ce serait un pas important dans la bonne direction. Il est déjà bien tard, dans le domaine économique. Faisons tout ce que nous pouvons pour rattraper le temps perdu.

La résolution est adoptée.

À 6 heures, la Chambre suspend ses travaux.

Reprise de la séance à 8 heures

Subsides:

Budget des dépenses 1962-1963

En comité:

Présidence de M. Blank (Montréal-Saint-Louis)

Le comité poursuit l'étude des crédits budgétaires.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) propose: 2. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cent vingt-cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Commissions aux percepteurs et autres frais (Revenu)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1963.

Adopté.

3. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quinze mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Dépenses diverses et imprévues (Revenu)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1963.

Adopté¹⁷.

4. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinq cent cinquante-sept mille quatre cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Administration (Chasse et Pêcheries)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1963¹⁸.

M. Johnson (Bagot): Il y a une hausse de \$170,000 dans les traitements des fonctionnaires de ce ministère pour l'an prochain. Les crédits ont beaucoup augmenté depuis un an.

L'honorable M. Levesque (Bonaventure): Cette augmentation est tout à fait justifiée.

M. Pouliot (Gaspé-Sud) pose une question à propos de la réorganisation du ministère de la Chasse et des Pêcheries depuis la fusion¹⁹.

L'honorable M. Levesque (Bonaventure): L'augmentation des dépenses se fera sentir surtout au poste des traitements. La fusion de deux ministères et la régionalisation des services limitant ainsi les déplacements vont permettre des économies. Il y a un sous-ministre, M. Arthur Labrie, qui a juridiction générale sur tout le ministère, mais qui s'occupe spécialement de l'enseignement et de la recherche. Il est assisté de deux sous-ministres adjoints, M. Gustave Gagnon, qui dirige la protection, les parcs et l'aménagement, et M. Maurice Lessard, qui s'occupe spécialement de la construction navale, des entrepôts pour les Pêcheries et des services administratifs.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) propose: 5. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de un million cinquante-neuf mille cent dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Service d'aménagement de la faune (Chasse et Pêcheries)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1963.

L'honorable M. Levesque (Bonaventure): Le Service d'aménagement de la faune coûtera cette

année \$1,059,100 et le Service de la protection, \$2,606,300. Ce dernier service groupera à lui seul 413 employés permanents.

M. Johnson (Bagot) pose une question sur le saumon dans la région de Matane.

L'honorable M. Levesque (Bonaventure): Les amateurs de pêche au saumon peuvent se livrer à leur sport favori dans Matane et, dans un avenir rapproché, d'autres rivières seront mises à leur disposition. Le désir du gouvernement est de fournir au plus grand nombre possible des facilités de pêcher le saumon, mais, d'un autre côté, il faut assurer à ce précieux poisson, dont le nombre diminue, toute la protection nécessaire à sa survie. D'une façon générale, les rivières à saumon ne sont ouvertes au public que lorsque le département est en mesure d'assurer la protection complète au poisson et de contrôler les activités des pêcheurs. Par conséquent, le genre de pêche ne se généralisera que progressivement.

Des députés de l'opposition critiquent la vente de la truite dans les hôtels, permise depuis la parution d'un récent règlement. Ils disent craindre que la mesure ne prête à des abus.

M. Johnson (Bagot): Certains groupements sportifs et chroniqueurs craignent que cela favorise le marché noir de la truite sauvage. Il (M. Johnson) fait la lecture de coupures de journaux et mentionne les noms des journalistes.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Ce ne sont pourtant pas des truites communistes²⁰.

M. Johnson (Bagot): Ça viendra. Je vois dans la mesure gouvernementale le plus beau cadeau fait aux braconniers.

Il suggère que tous les vrais sportifs portent le deuil.

L'honorable M. Levesque (Bonaventure): (En référence aux journalistes mentionnés par le député de Bagot) Ce sont des jeunes qui n'ont pas l'expérience nécessaire pour juger de questions comme celle-là. Le chef de l'opposition aurait pu rapporter les témoignages de journalistes compétents qui approuvent la décision du gouvernement ou qui ne se prononcent pas.

Le gouvernement a décidé de permettre la vente de la truite importée et de la truite élevée dans

les restaurants et les hôtels, en vue d'enrayer le braconnage qui se fait actuellement. Nous voulons faire une expérience. Je suis convaincu que ce ne sera pas une occasion de braconnage. Si quelqu'un qui déjeune au restaurant veut de la truite...

Une voix de l'opposition: De la truite Arsenault²¹...

L'honorable M. Levesque (Bonaventure): Nous connaissons les restaurateurs. Ils préfèrent la légalité. Lorsque les hôteliers et les restaurateurs sauront qu'on peut vendre de la truite légalement, si elle provient de l'importation ou des pisciculteurs, ils préféreront se tenir dans la légalité, et ainsi, les braconniers ne trouveront plus de débouchés pour leurs produits.

Ils ne s'adresseront pas à des braconniers pour s'en procurer. Un contrôle sévère sera exercé et les braconniers ne trouveront plus de marché. Les hôteliers, comme cela s'est produit au Manitoba²², achèteront des truites étiquetées.

M. Gabias (Trois-Rivières): En faisant son règlement, le ministre songe-t-il aux conséquences pour les pêcheurs de sa région?

L'honorable M. Levesque (Bonaventure) explique comment, après 10 ans d'études, on en est venu à recommander la vente de la truite aux conditions mentionnées. Le député de Trois-Rivières ne connaît pas le problème du poisson en général, sinon il ne craindrait pas la concurrence de la truite du Danemark.

Sait-il que l'ancien ministre des Pêcheries²³ a permis la vente de la truite de mer au Québec? Ça a représenté 100,000,000 de livres de poisson capturé en un an par les pêcheurs de la province. Le député sait-il aussi que la plus grande partie de notre poisson est exportée hors du Canada, aux États-Unis, en Italie?

S'il y a des gens qui critiquent, il y en a qui approuvent l'initiative prise par le ministère de la Chasse et des Pêcheries. D'ailleurs, la vente de la truite ou de pisciculture ne sera permise que lorsque le ministère aura terminé l'organisation d'un système de contrôle absolu qu'il est voie d'établir.

La décision du gouvernement à ce sujet ne peut être mise en force tant que le règlement n'est pas encore en vigueur, et il le sera seulement après publication dans la *Gazette officielle*. Ce règlement ne sera publié que lorsque les autorités provinciales auront complété un système de contrôle.

Cette politique n'est pas particulière à la province de Québec. Dans la plupart des autres provinces et des États américains, où on permet la vente de la truite pour consommation, on a posé des conditions, mais celles-ci sont de plus en plus réduites parce qu'on s'aperçoit qu'il n'y a pas véritablement d'abus.

Il y a un danger lointain d'abus, et un contrôle sévère sera exercé afin de le réprimer dès qu'il se présentera. Nous ne voulons pas permettre la vente de la truite des lacs et des rivières de la province. C'est la truite d'importation et la truite de pisciculture qui est en cause.

On aura soin de marquer chacun des poissons importés, pour rendre impossible la vente de la truite locale. Il faudra qu'un sceau soit apposé par les employés du ministère sur la truite importée et sur la truite de pisciculture et que ce sceau demeure sur le poisson jusque dans l'assiette du consommateur. Lorsqu'un pisciculteur voudra vendre de la truite, un officier du ministère ira apposer les étiquettes sur place et, dans ce cas encore, l'étiquette devra demeurer sur le poisson jusque dans l'assiette du consommateur.

Il (l'honorable M. Levesque) dit qu'il a confiance en la coopération et que s'il ne l'obtient pas, il sera facile de prohiber la vente de ces truites.

Les patrouilles aériennes, organisées par le ministère de la Chasse et des Pêcheries pour démasquer les braconniers, vont bientôt se terminer. C'est que la période au cours de laquelle ce mode de surveillance est le plus efficace va prendre fin avec la disparition de l'épaisse couche de neige qui constituait un obstacle sérieux aux déplacements rapides des gardes-chasse. Les trois premiers mois de l'année sont les plus difficiles pour le gibier et les gardes-chasse, car la neige épaisse gêne les mouvements et les braconniers ont beaucoup de facilité à traquer le gibier et à l'attraper. Il se produit aussi pendant ces mois un déplacement des animaux qui se rassemblent dans ce qu'on appelle un ravage.

Autrefois, les braconniers profitaient de cette période de l'année pour exercer leurs faits. Pendant les trois derniers mois, près de mille heures de vol, dont plus du quart dans la région de Montréal, ont permis au personnel du ministère de protéger la faune et de repérer les agissements suspects de certains individus. Deux cent soixante heures à survoler la région protégée de Montréal, 150 au Lac-Saint-Jean-Chicoutimi, 250 à Québec, 80 à Rimouski, 71 à Gaspé, 100 à Sept-Îles, 50 en Abitibi et 10 à survoler les régions du Témiscamingue et de Hull.

Le garde-chasse, qui est assis à côté du pilote, voit avec une grande netteté les empreintes laissées dans la neige par les animaux sauvages et par les raquetteurs. Le garde-chasse devient alors familier de l'emplacement d'un ravage et peut évaluer le nombre de bêtes qui le fréquentent. Il peut ainsi protéger plus adéquatement notre gibier et en dresser un premier inventaire.

Les résultats obtenus avec des hélicoptères sont encore plus remarquables que ceux qui sont signalés pour les avions. Plus de 150 heures de vol ont permis aux gardes-chasse d'atterrir rapidement en forêt et à peu près partout, afin de surveiller sur place les agissements suspects de certains individus.

Les autorités du ministère estiment qu'avec les patrouilles aériennes et une surveillance incessante, il sera bientôt possible d'anéantir les activités des braconniers. On comprendra que parfois, pour les besoins de la cause, certains gardes-chasse ne doivent pas être costumés.

M. Tremblay (Maisonneuve): Quelle confusion dans ce gouvernement! Voilà que le ministre des Terre et Forêts (l'honorable M. Arsenault) veut habiller tout le monde²⁴ et que le ministre de la Chasse (l'honorable M. Levesque)²⁵ veut les déshabiller. Changez de ministère!

(Rires de la Chambre)

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): L'étude des crédits du ministère des Pêcheries est suspendue à une séance ultérieure pour se concentrer demain à l'étude du bill de Montréal.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur suppléant au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Lesdites résolutions sont lues et agréées.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Ajournement

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) propose, du consentement unanime, que, lorsqu'elle

s'ajournera, la Chambre se trouve ajournée à demain, à cinq heures de l'après-midi, pour une cérémonie de sanction de bills.

Adopté.

La séance est levée.

NOTES

1. Selon *Le Soleil* du 14 mars 1962, à la page 48, un accident est survenu au convoi du Canadien Pacifique *Le Frontenac*, à Yamachiche, lorsque ce dernier est entré en collision avec un camion de charbon en panne, à un passage à niveau. Ce train amène à Québec une quarantaine de députés de la région de Montréal et de Trois-Rivières, dont le président de la Chambre. Selon *Le Nouvelliste* du 14 mars 1962, à la page 23, le train est arrivé à quatre heures moins cinq. Selon *Le Montréal-Matin* du 14 mars 1962, à la page 3, le train avait quitté Montréal vers 10 heures et il était attendu à Québec vers une heure et demie. À bord du train se trouvaient MM. Charbonneau (Montréal-Sainte-Marie), Tremblay (Maisonneuve), Hébert (Beauharnois), Custeau (Montréal-Jeanne-Mance), Binette (Deux-Montagnes), Dozois (Montréal-Saint-Jacques) et Thibeault (Montréal-Mercier). Les députés retardataires entrent en Chambre vers 4 h 30. Selon *La Presse* du 14 mars 1962, à la page 11, ces députés seraient plutôt entrés vers 4 heures.

2. Selon *Le Nouvelliste* du 14 mars 1962, à la page 23, une cinquantaine de députés sont absents à l'ouverture de la séance. Lorsqu'on ferme les portes de la Chambre pour l'ouverture de la séance, il n'y a qu'une dizaine de députés. Le quorum étant de 30 députés, il fallut attendre 10 minutes pour l'obtenir. Trente-six députés sont en Chambre au moment de son ouverture. De plus, selon *La Tribune* du 14 mars 1962, à la page 1, le député de Wolfe (M. Lemieux) revient en Chambre après une absence de trois semaines, due à la maladie et un séjour de quelques jours à l'hôpital.

3. Selon *La Presse* du 14 mars 1962, à la page 1, le bill 25 modifie une ancienne loi qui avait été votée en 1957. Cette entreprise minière devait commencer en 1962 à exploiter le gisement auquel elle

s'intéresse. Selon *L'Action catholique* du 14 mars 1962, à la page 3, l'ancienne loi prévoyait que le permis d'exploitation serait émis le ou avant le 1^{er} juillet 1959, pourvu que la compagnie fasse une demande en ce sens 30 jours avant cette date. Les redevances prévues par la loi de 1957 étaient les suivantes: soit \$640 par mille carré ou 1 % du prix de vente du minerai au lieu d'expédition. Des deux sommes, c'est la plus importante qui devait être payée à l'État provincial.

4. Chiffre du *Soleil* du 14 mars 1962, à la page 1. *Le Nouvelliste* du 14 mars 1962, à la page 23, mentionne plutôt 138,000,000.

5. Selon *Le Devoir* du 14 mars 1962, à la page 9, ce comité spécial était composé principalement de pomiculteurs dont MM. Jean-Noël Petit, de Saint-Hilaire, Gérard Tremblay, de Saint-Eustache, Jean Godbout, de Frelighsburg, Charles-Émile Lévesque, de Rougemont, Fernand Dufour, de Sainte-Martine, etc. Le comité a fait remarquer que la fabrication légale du cidre ne réglerait pas plus le problème de la surproduction de la pomme que la production de la bière ne règle celle de l'orge. Le comité recommande que la fabrication du cidre soit réservée aux producteurs particuliers et à des coopératives, et non aux compagnies produisant d'autres boissons alcooliques.

6. Le premier ministre fait probablement allusion à un article du *Nouveau Journal* du 13 mars 1962, à la page 8, où il est question que le premier ministre, qui est également ministre des Finances, espère pouvoir présenter son discours sur le budget quelque temps après Pâques.

7. Selon *Le Soleil* du 14 mars 1962, à la page 48, le chef de l'opposition fait allusion à la grève des 1,600 ouvriers qui travaillent à la construction du barrage de Carillon appartenant à Hydro-Québec. Selon *Le Montréal-Matin* du 13 mars 1962, à la page 9, les employés sont en grève depuis le 9 mars 1962 et rentrent au travail le 12 mars 1962. Les grévistes s'en prennent à l'attitude du ministre des Richesses naturelles. Ce dernier avait promis qu'Hydro-Québec négocierait un contrat de travail avec eux. Ils ont présenté leur projet de contrat en décembre 1961, mais, le 22 février 1962, ils apprirent que le représentant de l'Hydro, chargé de négocier avec eux, ne pouvait plus le faire, car il n'était plus à l'emploi de la société d'État.

8. Les articles en question mentionnés par le chef de l'opposition se retrouvent dans *Le Devoir* du 14 mars

1962, à la page 1, et dans *Le Montréal-Matin* du 13 mars 1962, à la page 9.

9. La commission Salvas enquête depuis le 7 décembre 1960 sur les pratiques d'achat faites par le gouvernement de l'Union nationale et sur le scandale du gaz naturel, où des ministres unionistes auraient acheté des actions de la Corporation du gaz naturel, avant que cette dernière ne reçoive le mandat d'exploiter le gaz naturel, mandat occupé auparavant par Hydro-Québec.

10. William Lyon Mackenzie King (1874-1950), premier ministre du Canada de 1921 à 1926, 1926 à 1930, et de 1935 à 1948.

11. Joseph-Adélar Godbout (1892-1956), premier ministre (libéral) du Québec de 1939 à 1944.

12. Chiffre de *La Presse* du 14 mars 1962, à la page 21. *Le Devoir* du 15 mars 1962, à la page 10, mentionne plutôt 4,700.

13. Gamal Abdel Nasser (1918-1970), homme politique égyptien. Président de l'Égypte de 1954 à 1970, il nationalisa le canal de Suez en juillet 1956, ce qui entraîna une guerre avec Israël, la France et la Grande-Bretagne.

14. Selon *La Presse* du 14 mars 1962, à la page 3, il n'a fallu que quelques minutes pour étudier et voter, en troisième lecture, le bill 23.

15. Selon *La Presse* du 14 mars 1962, à la page 2, depuis 1942, le produit des droits successoraux est partagé en deux parts égales, dont l'une va à Ottawa et dont l'autre reste à Québec. C'est le résultat d'un accord conclu au temps de la guerre par Adélar Godbout. Or, au point de vue juridique, l'impôt sur les successions appartient entièrement aux provinces.

16. Chiffre du *Nouveliste* du 14 mars 1962, à la page 1. *Le Nouveau Journal* du 14 mars 1962, à la page 10, mentionne plutôt que 25 % du montant de la succession va au fédéral et 25 % va au provincial.

17. Selon *Le Soleil* du 14 mars 1962, à la page 10, les crédits du Revenu ont été votés en une heure.

18. Selon *Le Soleil* du 14 mars 1962, à la page 10, le ministre responsable de la Chasse et des Pêcheries, M. Levesque (Bonaventure), est entouré de cinq hauts fonctionnaires, alors que du côté de l'opposition, il y

a le député de Gaspé-Sud (M. Pouliot), le député des Îles-de-la-Madeleine (M. Langlais) et le député de Montcalm (M. Tellier). Selon *Le Soleil* du 14 mars 1962, à la page 48, le chef de l'opposition fait partie des députés de l'opposition questionnant le ministre de la Chasse et des Pêcheries.

19. M. Levesque (Bonaventure) est à la fois ministre de la Chasse et ministre des Pêcheries. À partir du 1^{er} avril 1962, il sera ministre de la Chasse et des Pêcheries, avec la fusion des deux ministères.

20. Lors de la campagne électorale de 1956 tout comme celle de 1952, la propagande de l'Union nationale consistait en grande partie à accuser les libéraux d'avoir des liens avec les communistes. On reprochait notamment aux libéraux fédéraux de faire du commerce avec les pays communistes et d'acheter des "œufs communistes". En effet, en 1952, 10,000 caisses d'œufs, bons pour "mélanges seulement", avaient été importées de Pologne par Spread Tulip, transformés à Montréal et vendus dans tout le Québec illégalement, à cause de l'intolérance de Duplessis pour les produits provenant de pays communistes. Pour plus de détails sur cet épisode, voir: Georges-Émile Lapalme, *Mémoires, tome II, Le Vent de l'oubli*, Ottawa, Les Éditions Léméac inc., 1970, aux pages 205-206.

21. Le député de l'opposition fait probablement allusion au ministre des Terres et Forêts, l'honorable Bona Arseneault.

22. Province désignée par *Le Soleil* du 14 mars 1962, à la page 10. *L'Action catholique* du 14 mars 1962, à la page 3, mentionne plutôt l'Alberta.

23. M. Levesque fait allusion à M. Camille Pouliot (Gaspé-Sud) qui fut ministre de la Chasse et des Pêcheries de 1944 à 1960.

24. M. Tremblay fait allusion au fait que le ministre des Terres et Forêts veut imposer le port de l'uniforme aux employés de son ministère. Cette blague revient souvent en Chambre et elle remonte à la séance du 8 février 1962.

25. M. Levesque est à la fois ministre de la Chasse et ministre des Pêcheries. À partir du 1^{er} avril 1962, il sera ministre de la Chasse et des Pêcheries, avec la fusion des deux ministères.

Séance du mercredi 14 mars 1962

Présidence de l'honorable J. R. Hyde

La séance est ouverte à 5 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Explications sur des faits publiés:**Article paru
dans *Le Devoir***

L'honorable M. Rousseau (L'Islet): *Le Devoir* de ce matin donne des précisions au sujet de la participation d'un haut fonctionnaire de mon ministère au lancement du projet de la Sulphur Converting Corporation¹. Je crois de mon devoir de faire les mises au point qui s'imposent. Il (l'honorable M. Rousseau) dit que son intervention en Chambre s'applique au ministère qu'il dirige. J'ai eu une entrevue, ce matin, dit-il, avec M. Louis Coderre qui m'a confirmé avoir participé à des entrevues avec les promoteurs et des autorités fédérales pour discuter de la réalisation du projet de M. J.-A. Leclerc, président de la compagnie. Le projet est celui d'un complexe sidérurgique de \$300,000,000 à Lauzon.

Sur le refus de M. Leclerc de répondre à leurs questions en dehors du communiqué préparé à leur intention, une dizaine de journalistes avaient quitté, en criant à la fumisterie, la conférence de presse tenue samedi pour annoncer officiellement le projet. Deux ministres fédéraux et des députés conservateurs en faisaient autant quelques minutes plus tard. L'opposition s'est emparée de l'affaire et le nom de M. Coderre a été mentionné mardi aux Communes, alors que des membres québécois du gouvernement fédéral admettaient finalement avoir été approchés, en décembre, en marge de ce projet.

Ancien sous-ministre du Commerce et de l'Industrie, M. Coderre reçoit encore un traitement du gouvernement à titre d'officier spécial et de conseiller technique, titres qu'il détient depuis le 17 août 1960, alors que, par arrêté ministériel, il cessait d'être sous-ministre. Comme officier spécial et conseiller technique, M. Coderre avait la responsabilité d'étudier les possibilités de l'ouverture de nouvelles agences aux États-Unis et en Europe. En dehors de ces fonctions précises, M. Coderre

n'avait aucune responsabilité en matière de promotion industrielle.

Le conseiller technique n'avait donc rien à voir avec les problèmes d'expansion de l'industrie. M. Coderre était sous-ministre sous l'Union nationale et avait été permuté comme conseiller quelques semaines après l'arrivée au pouvoir des libéraux. Étant donné la maladie de M. Coderre, nous n'avons plus eu de contacts avec lui depuis quelques mois et il devait songer, j'imagine, à demander sa mise à la retraite.

M. Johnson (Bagot): Qui parle de retraite? M. Coderre ou le ministre (l'honorable M. Rousseau)?

L'honorable M. Rousseau (L'Islet): J'ai dit que je croyais qu'il allait penser à prendre sa retraite. Hors M. Coderre, personne au ministère de l'Industrie et du Commerce n'était au courant du projet actuel de la Sulphur Converting Corporation, et les activités de M. Coderre en ce domaine n'ont jamais été portées à l'attention ni de moi-même ni d'aucun des officiers de mon ministère.

Il est regrettable qu'un journaliste, qui écrit dans un journal de l'importance du *Devoir*, ait rapporté des propos mensongers qui tendaient à laisser croire que moi-même et d'autres officiers de mon ministère avions pu être mêlés de quelque façon que ce soit à ce projet fantaisiste de M. Leclerc. M. Clément Brown², dans cet article, a fait montre d'une mauvaise foi évidente. Il aurait pu se renseigner auprès de mon ministère ou du correspondant attitré au *Devoir* à la galerie de la presse³.

M. Johnson (Bagot): Comment se fait-il que cette compagnie ait pu obtenir un permis de la Commission des valeurs mobilières? À quelle date l'a-t-elle reçu et à qui a-t-il été remis?

L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont): Je ne peux donner une réponse à cette question. Mon ministère a déjà exigé de la Commission un rapport sur cette compagnie et ses transactions passées. Nous avons reçu un premier rapport de la Commission, dit-il, mais nous l'avons retourné parce que nous ne l'avons pas trouvé satisfaisant. J'ai demandé un deuxième rapport à la Commission des valeurs mobilières sur la Sulphur Converting Corporation. Avant de voir s'il y a lieu d'intervenir, nous attendons ce deuxième rapport.

M. Harvey (Jonquière-Kénogami): C'est encore des bleus sur cette Commission!

M. Johnson (Bagot): Ce sont des amis libéraux du député de Jonquière-Kénogami, dont M. Cyrille Potvin⁴, qui ont contribué avec cette compagnie à duper les gens de Saint-Félicien, en 1960. Est-ce que le député de Jonquière-Kénogami a trempé dans cette affaire?

M. Harvey (Jonquière-Kénogami): C'est la première fois que j'entends dire que des gens comme les ministres conservateurs Sévigny⁵ et O'Hurley⁶ et des députés conservateurs comme Vincent Brassard⁷ appuient les libéraux du Québec.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 19 modifiant la loi des pensions;
- bill 20 concernant la Sûreté provinciale du Québec;
- bill 23 concernant le budget de la cité de Montréal.

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

CONSEIL LÉGISLATIF

14 mars 1962

Ordonné: Que le greffier reporte à l'Assemblée législative le bill 24 octroyant à Sa Majesté les deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1962, et pour d'autres fins, et informe cette Chambre que le Conseil législatif l'a voté.

Dépôt de documents:

**Office de l'autoroute Montréal-Laurentides,
Rapport 1960**

L'honorable M. Pinard (Drummond) dépose sur le bureau de la Chambre le rapport financier de

l'Office de l'autoroute Montréal-Laurentides, au 31 décembre 1960. (Document de la session no 74)

Office des autoroutes du Québec, Rapport 1961

L'honorable M. Pinard (Drummond) dépose sur le bureau de la Chambre le rapport financier de l'Office des autoroutes du Québec, rapport financier au 31 décembre 1961. (Document de la session no 75)

Contrairement à ce qu'a affirmé le chef de l'opposition la semaine dernière⁸, dit-il, ce rapport n'est pas en retard. Au contraire, je le dépose une journée plus tôt que prévu par la loi. En effet, dit-il, la loi dit que le ministre doit déposer ce document dans les 15 jours après qu'il l'a reçu. Il n'y a donc pas de retard puisque je suis en possession du papier de l'Office des autoroutes depuis 14 jours.

Sous le gouvernement de l'Union nationale, le rapport de l'Office des autoroutes n'avait jamais été remis aux députés. C'est pourquoi vous ne serez pas surpris d'apprendre qu'à l'époque de nos prédécesseurs des travaux ont été exécutés sans demande de soumissions et que personne n'était en charge de la réception des matériaux.

Déclarations ministérielles:

Festival artistique de Bordeaux

L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont): Cette année, le Québec participera au festival des beaux-arts de Bordeaux en France. Une exposition d'art canadien a été planifiée par Mme Gilberte Martin-Mery, la conservatrice des musées civiques de Bordeaux. Cette exposition sera inaugurée comme volet du festival, le 11 mai. Les œuvres des artistes québécois qui y seront exposées seront sélectionnées par Gérard Morissette, le conservateur du Musée provincial. Les œuvres d'architectes, de photographes, de peintres, de sculpteurs et d'orfèvres y seront présentées.

Messages du lieutenant-gouverneur:

Sanction royale

M. Pierre Gelly, huissier à la verge noire, transmet le message suivant dont M. l'Orateur fait lecture:

M. l'Orateur: Madame, Messieurs, l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec désire la présence immédiate de cette Chambre dans la salle des séances du Conseil législatif.

En conséquence, M. l'Orateur et les députés se rendent à la salle du Conseil législatif.

L'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur veut bien donner, au nom de Sa Majesté, la sanction royale aux bills suivants:

3 Loi modifiant la loi des fonds industriels;
4 Loi modifiant une subvention à l'Université Sir George Williams;

5 Loi pour aider à l'établissement de jeunes agriculteurs;

6 Loi modifiant la loi des abus préjudiciables à l'agriculture;

9 Loi instituant le ministère de l'Agriculture et de la Colonisation;

10 Loi instituant le ministère de la Chasse et des Pêcheries;

11 Loi concernant l'assistance aux mères nécessiteuses;

12 Loi modifiant la loi de l'Office du crédit agricole de Québec;

13 Loi relative aux concours artistiques, littéraires et scientifiques;

18 Loi concernant la probité dans l'administration des commissions scolaires;

19 Loi modifiant la loi des pensions;

20 Loi concernant la Sûreté provinciale du Québec;

23 Loi concernant le budget de la cité de Montréal;

109 Loi constituant en corporation les frères du Sacré-Cœur;

113 Loi concernant deux donations entre vifs d'Arthur Décary;

120 Loi relative à la succession de Joseph-Alexandre Viau;

121 Loi concernant l'Église mennonite et la Conférence canadienne de l'Église des frères mennonites de l'Amérique du Nord;

124 Loi constituant en corporation The Reconstructionist Synagogue of Montreal;

126 Loi autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Pierre-Claude Fournier à l'exercice de la profession d'avocat dans la province de Québec;

136 Loi changeant le nom de Michael Perelstein en celui de Michael Perelstein Marchand;

148 Loi relative à la Société d'administration et de fiducie;

156 Loi changeant le nom de Thérèse Couturier en celui de Thérèse Gendreau;

165 Loi changeant le nom de Joseph-Henri-Georges-Léon-Raphaël Rousseau en celui de Joseph-Léon-Henri Benoît;

173 Loi concernant Young Israel of Val Royal;

195 Loi changeant le nom de Samuel Lion Simak en celui de Lionel Schwartz;

199 Loi concernant The Congregation Beth Hamedrash Hagadol;

204 Loi autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Laszlo Szemenyei à l'exercice de la profession d'avocat dans la province de Québec;

206 Loi changeant le nom de Antoine-Élie-Paul Dupré en celui de Léo Dupré;

207 Loi constituant en corporation The Evangelical Free Church of America in the Province of Quebec;

208 Loi constituant en corporation Anshei Ozeroff Congregation.

Le Greffier du Conseil législatif: Au nom de Sa Majesté, l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur sanctionne ces bills.

M. l'Orateur de l'Assemblée législative s'adresse alors à l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur et lui présente le bill suivant pour qu'il veuille bien y donner sa sanction:

24 Loi octroyant à Sa Majesté les deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1962, et pour d'autres fins.

Le Greffier du Conseil législatif: Au nom de Sa Majesté, l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur remercie ses loyaux sujets, accepte leur *benevolence* et sanctionne ce bill.

Les députés reviennent à leur salle de séances.

Ajournement

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) propose que la Chambre s'ajourne maintenant.

Adopté.

La séance est levée.

NOTES

1. Le dossier de la Sulphur Converting Corporation en est un très complexe et qui est à l'origine d'une mésentente entre le gouvernement libéral provincial de Jean Lesage et le gouvernement conservateur fédéral de John Diefenbaker. Pour de plus amples renseignements sur ce dossier, il est intéressant de consulter *La Presse* et *Le Devoir* du 10 mars 1962 au 15 mars 1962, qui ont réalisé d'excellents articles sur le sujet.
2. M. Rousseau fait allusion à un article du *Devoir* du 14 mars 1962, aux pages 1 et 8, où le journaliste écrit que c'est un fonctionnaire du Québec qui se fit agent de liaison entre M. Leclerc et les ministres fédéraux. Dans ses démarches auprès des ministres fédéraux, M. Leclerc se faisait accompagner de M. Latour, député conservateur fédéral, et de M. J.-Louis-Émile Coderre, conseiller du ministre Rousseau. Selon des députés conservateurs, M. Coderre n'aurait pu s'absenter de Québec sans en avoir informé son patron et sans avoir obtenu la permission de présenter le projet Sulphur. En effet, selon le journaliste, M. Noël Dorion, secrétaire d'État, a reçu à son bureau MM. Leclerc, Latour et Coderre, afin de savoir si un tel projet avait des chances de réussir.
3. Les correspondants attitrés du *Devoir* à la Tribune de la presse sont Évelyne Gagnon et Marcel Thivierge.
4. Cyrille Potvin est un ancien candidat du Parti libéral fédéral. Il a été nommé juge et son nom figure au sein du conseil d'administration de la Sulphur Converting Corporation.
5. Joseph-Pierre-Albert Sévigny (1917-2004). Député conservateur de Longueuil à la Chambre des communes de 1958 à 1963. Vice-président de la Chambre des communes de 1958 à 1959. Ministre associé de la Défense nationale de 1959 à 1963.
6. Raymond-Joseph-Michael O'Hurley (1909-1970). Député conservateur de Lotbinière à la Chambre des communes de 1957 à 1963. Ministre de la Production de défense de 1958 à 1963.
7. Vincent Brassard (1919-). Député conservateur de Chicoutimi à la Chambre des Communes de 1958 à 1962.
8. L'honorable M. Pinard fait allusion à la séance du 9 mars 1962 où le chef de l'opposition critiquait le gouvernement pour le retard dans le dépôt de certains documents.

Séance du jeudi 15 mars 1962

Présidence de l'honorable J. R. Hyde

La séance est ouverte à 2 h 30.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Questions de privilège:

Sulphur Converting Corporation

M. Plourde (Roberval): Je désire faire une déclaration sur une question de privilège. Je lis dans les journaux de ce matin que M. Jean-Noël Tremblay¹, député conservateur de Roberval, aurait déclaré à Ottawa que ce sont deux anciens candidats libéraux, un député libéral et sept ou huit organisateurs libéraux, qui ont été les instigateurs du projet Leclerc de la Sulphur Converting Corporation². Comme M. Tremblay avait été dans l'impossibilité de préciser sa déclaration sur le parquet, il l'a précisée aux journalistes en dehors de la Chambre des communes. C'est alors qu'il aurait déclaré que le député libéral auquel il faisait allusion et qui aurait été l'instigateur du projet Leclerc était nul autre que le député provincial de Roberval. Je désire nier fortement cette affirmation et déclarer que jamais je n'ai été l'instigateur d'un tel projet. Ce projet de Lauzon s'est avéré tellement insensé que même M. Pierre Sévigny³ l'a réalisé.

Précisons tout d'abord qu'à Saint-Félicien, en 1960, il s'agissait d'un projet de beaucoup plus modeste envergure, puisque, suivant M. Leclerc, c'était un projet d'une quarantaine de millions de dollars. À ce moment-là, j'ai été victime d'un leurre et d'une tromperie, mais il y a longtemps que j'en suis revenu. Comme bien des gens, il y a déjà belle lurette que j'ai perdu confiance en la Sulphur Converting et en M. J.-A. Leclerc. En février 1960, M. J.-A. Leclerc, président de la Sulphur Converting Corporation, a donné un grand spectacle à l'hôtel de ville de Saint-Félicien.

Il a alors annoncé un projet pour fabrication de soufre de \$40,000,000. Au cours des jours précédents, il fut objecté à M. Leclerc qu'il y avait, un peu partout aux États-Unis et en Europe, des surplus de soufre dont on ne savait que faire. Et celui-ci trouva à répondre que ce qui rendait son

projet viable et réalisable, c'est qu'il détenait un brevet qui lui permettait d'obtenir du soufre à 99.8 %⁴ de pureté.

Ce soir-là, M. Leclerc était entouré de multiples personnalités et présumés scientifiques qui donnaient beaucoup de vraisemblance à son projet. En effet, il y avait avec lui un représentant, du moins l'affirmait-il, de deux firmes allemandes spécialisées, l'une dans la chimie et l'autre dans la métallurgie, l'un des plus grands géologues du monde, etc. J'admets que, ce soir-là, j'ai cru en la Sulphur Converting et en J.-A. Leclerc. Ça ne faisait pas mal d'avoir confiance et ça ne coûtait rien. Pour augmenter ma foi en son œuvre, au cours du mois de juillet 1960, M. Leclerc m'a montré le rapport de la compagnie qui avait effectué un forage pour vérifier la résistance des terrains, sous option, de la Sulphur Converting à Saint-Félicien. Il s'agissait d'un travail qui, à un profane comme moi, paraissait sérieux, puisqu'on nous montrait chaque trou de forage avec profondeur, nature des couches de terrain rencontrées, résistance et pression au pouce carré.

Peu après, j'appris que M. Leclerc était parti pour l'Allemagne signer des contrats avec les deux firmes allemandes. À son retour, je m'informai au notaire Lamontagne qui avait fait les recherches de titres des terrains sous option, et celui-ci me dit qu'il était tenu au secret professionnel et qu'il ne pouvait pas donner la nature de ces contrats, mais que les contrats apparaissaient réels. Au cours de cette période, de février à novembre ou décembre 1960, M. Leclerc s'est rendu à Saint-Félicien à de multiples reprises et, comme il se retirait au même hôtel où j'allais prendre mes repas, il m'est arrivé de le rencontrer. Ayant relevé de multiples contradictions dans ses versions et les déclarations de ce M. Leclerc, j'ai décidé de rompre avec lui. Ayant constaté des tergiversations dans ses réalisations, ayant constaté également une diminution de sa sûreté de pensée, j'ai perdu toute confiance. Je conclus en disant que M. Leclerc est un homme d'une très grande habileté et qui trouve réponse à tout, ou presque tout.

À un certain moment, je lui demandai pourquoi on retardait tant le commencement des travaux, qui devait avoir lieu en mai 1960. Il me dit que le notaire avait retardé la préparation des titres. Or, c'était faux. Après vérification, je constatai que tous les titres étaient parfaits. Me Lamontagne avait été requis de préparer les titres des terrains sous

option au début d'avril 1960 et, fin d'avril, il livrait des titres parfaits, comprenant 171 copies de contrats et huit certificats de recherche. Plus tard, je lui demandai encore pourquoi le commencement des travaux retardait, et celui-ci me répondit qu'ils étaient aux prises avec le problème technique suivant.

Suivant M. Leclerc, la fabrication du soufre requerrait une quantité d'eau considérable devant servir au refroidissement de la matière obtenue, et cette eau, une fois son office rempli, devait être retournée à la rivière, mais elle avait subi une hausse de température au cours de l'opération. Il fallait maintenant la refroidir, car cette hausse de température pouvait être suffisante, suivant M. Leclerc, pour augmenter la croissance des herbes marines et, éventuellement, bloquer totalement la rivière.

Depuis novembre ou décembre 1960, j'ai perdu toute confiance en la Sulphur Converting Corporation. Je considérai alors que j'avais affaire non seulement à un escroc, un fumiste, mais à un fou et un paranoïaque. Au cours du printemps 1961, M. J.-A. Leclerc m'a rencontré à deux ou trois reprises pour me demander de lui obtenir une entrevue avec l'honorable premier ministre et l'honorable ministre de l'Industrie et du Commerce (l'honorable M. Rousseau). J'ai refusé de lui organiser cette entrevue, parce que je considérais qu'il s'agissait d'une affaire insensée.

M. Leclerc persiste à dire que son projet est sérieux et qu'il dispose vraiment des capitaux dont il se vante. En ce cas, il n'était pas nécessaire de faire un banquet⁷ pour le dire à tout le monde. Quand on dispose de dizaines de millions de dollars, je présume qu'on ne s'en vante pas et qu'on est plus discret. M. Leclerc persiste à dire qu'il est sérieux. Alors, qu'il le construise, son complexe sidérurgique, et je retirerai mes paroles! Jusqu'à maintenant, l'affaire a toute l'allure d'une fumisterie, et je tiens bien à déclarer que je n'ai jamais été un instigateur du projet Leclerc.

Connaissant l'habileté de M. Leclerc, il a abusé de la bonne foi de gens très honnêtes et qui n'ont sûrement jamais eu l'intention de tromper le public, le curé de Saint-Félicien, le chanoine Égide Boivin, M. le juge Cyrille Potvin, M. Elzéar Savard et Me Gaston Boily. Ce sont des gens spécialement honorables, mais qui ont été en contact tellement suivi avec un beau parleur qu'est M. Leclerc qu'ils ont encore la foi en l'œuvre de J.-A. Leclerc.

Quant à M. Jean-Noël Tremblay, député conservateur de Roberval, qui m'a accusé d'être l'instigateur de ce projet qui s'est avéré une

fumisterie, je me procurerai le texte précis de ses paroles et verrai s'il peut s'agir de propos diffamatoires. En ce cas, je lui demanderai des comptes devant les tribunaux. De plus, il peut compter que je serai aux côtés de ceux qui le combattront au cours de la prochaine campagne électorale fédérale et, s'il ne perd pas son dépôt, je considérerai qu'il n'aura pas été assez battu⁸.

M. Johnson (Bagot): Ceux qui avaient encore des doutes n'en auront plus. La déclaration du député de Roberval (M. Plourde) prouve qu'il a réellement trempé dans l'affaire de la compagnie Sulphur Converting⁷. Le député vient précisément de prouver qu'il est un des promoteurs du projet, ayant admis qu'il avait cru un instant au sérieux du projet de Saint-Félicien.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Les remarques du chef de l'opposition sont injustes et malséantes. Le chef de l'opposition n'a pas le droit de faire cette remarque, parce que le député de Roberval (M. Plourde) défend son honneur. Je lui demande de reconsidérer ses paroles.

M. Johnson (Bagot): M. l'Orateur, on vient d'apprendre par une longue déclaration du député de Roberval que, pour une certaine période, le député de Roberval a été mêlé pendant des mois et des années aux entreprises de J.-A. Leclerc, je pense...

(Protestations à droite)

Des députés ministériels: À l'ordre!

M. Plourde (Roberval): C'est faux!

M. Johnson (Bagot): Toute la déclaration a été entendue par la Chambre. En vous expliquant, vous vous êtes confondu.

M. Plourde (Roberval): (À l'endroit du chef de l'opposition) Je vais vous demander de rendre compte de votre personne, Monsieur. Je vous demanderai des comptes par les armes⁸.
(Désordre dans la Chambre)

M. Johnson (Bagot) retire sa remarque. Je laisse le choix des armes aux journalistes de la Tribune de la presse, mais j'aimerais mieux me battre en duel avec le premier ministre⁹.

M. l'Orateur: Il ne peut y avoir de débat sur cette question de privilège.

M. Johnson (Bagot) veut intervenir...
(Protestations à droite)

M. l'Orateur rappelle le chef de l'opposition à l'ordre et ordonne la fin de l'échange.

M. Johnson (Bagot) invoque une question de privilège. Le procureur général (l'honorable M. Lapalme) est en train de faire une enquête. Je lui demanderais s'il veut bien faire porter son enquête sur l'affaire de Lauzon. Il faut que cette enquête couvre aussi les agissements du député de Roberval (M. Plourde).

Ce serait pour lui une excellente occasion de tenter de se disculper. Ça lui permettrait de s'exonérer définitivement et de laver son honneur. Est-ce que l'enquête du procureur général portera aussi sur les argents qui ont été investis dans le Lac-Saint-Jean?

L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont): J'ai dit, hier, que le gouvernement avait demandé un nouveau rapport à la Commission des valeurs mobilières. Nous attendons ce document.

Dépôt de documents:

Beauharnois Light, Heat and Power Company

L'honorable M. Lévesque (Montréal-Laurier) dépose sur le bureau de la Chambre les arrêtés en conseil et conventions concernant la Beauharnois Light, Heat and Power Company. (Document de la session no 76)

Questions et réponses orales:

Hausse des prix des engrais chimiques

M. Bellemare (Champlain) demande au ministre de l'Agriculture et de la Colonisation (l'honorable M. Courcy)¹⁰ des explications sur des hausses dans le prix des engrais chimiques vendus aux cultivateurs. Il demande si l'augmentation des prix avait été exigée par les compagnies productrices, malgré les promesses faites en 1959 lorsque le gouvernement a commencé à accorder une aide aux cultivateurs dans ce domaine, pour les encourager à amender leurs terres.

L'honorable M. Courcy (Abitibi-Ouest):

Les autorités provinciales sont satisfaites de la façon dont les fabricants d'engrais chimiques agissent actuellement. Une loi a été passée, par laquelle le gouvernement paie 30 % du prix des engrais achetés par les cultivateurs. Aucune entente écrite avec les compagnies fabriquant les engrais pour que les prix restent gelés pendant quelques années n'a été retracée dans les dossiers. Il y a eu cependant des ententes verbales. Depuis 1958¹¹ jusqu'à la fin de l'an dernier, il n'y a eu aucune augmentation des prix des fabricants, en dépit de la hausse générale du coût de la vie. À ma connaissance, les ententes demeurent les mêmes.

M. Bellemare (Champlain): Les techniciens du ministère de l'Agriculture ont permis de changer la composition de certains engrais, justement ceux qui sont le plus communément employés. Une loi avait été passée par le gouvernement, dit-il, pour donner un octroi de 30 % du prix d'achat d'engrais par les cultivateurs. Lorsque cette loi fut adoptée, il y avait eu une entente avec les fabricants pour que les prix restent gelés pendant un certain nombre d'années. Ainsi, les engrais composés selon les formules 5-10-10 et 0-20-10 se vendaient respectivement \$52.90 et \$59.40 la tonne.

Mais les formules 5-10-10 et 0-20-10 ont été changées et remplacées par les composés 6-12-12 et 0-15-30, entraînant une hausse de \$8 à \$10 environ dans ces cas. Avec la formule 6-12-12, l'engrais se vend \$60 la tonne et, avec la formule 0-15-30, il se vend \$68 la tonne. Il (M. Bellemare) dit avoir été informé que ces formules ont été changées à la demande des techniciens du ministère afin d'obtenir de meilleurs prix de la vente d'engrais aux cultivateurs. Ce changement, dit-il, a été fait cette année et des dizaines de cultivateurs s'en plaignent dans ma région.

L'honorable M. Courcy (Abitibi-Ouest): Il faut tenir compte de la qualité du produit. La hausse dans le prix des engrais chimiques vient du fait que les compagnies ont augmenté les parties composantes des engrais qu'elles fabriquent. Si on ajoute de la potasse et du magnésium, les prix fixes augmentent. Dans ce cas, l'augmentation sera approximativement de \$1.50. C'est qu'il y a deux nouvelles formules qu'on ne connaissait pas autrefois, mais c'est pour obtenir un engrais de meilleure qualité. En général, il n'y a eu aucune augmentation.

Il (l'honorable M. Courcy) remercie le député de Champlain (M. Bellemare) de lui fournir

l'occasion de dire aux manufacturiers qu'il est satisfait de la manière dont ils agissent. Le gouvernement, dit-il, continue à payer 30 % des achats d'engrais chimiques des cultivateurs jusqu'à un maximum de \$100.

Prêt agricole

M. Laberge (Châteauguay) invoque la situation de l'un de ses électeurs et reproche au ministre de l'Agriculture et de la Colonisation (l'honorable M. Courcy) de ne pas se donner la peine de répondre aux lettres qu'on lui adresse. Ce cultivateur, dit-il, sollicitait un prêt depuis quelques mois. Il (M. Laberge) dit que le 8 février dernier, il adressait au ministre une lettre ainsi rédigée:

"M. le ministre, le 26 septembre dernier, la ferme de M. Anatole X..., qui avait sollicité un prêt agricole, a été visitée par un inspecteur de l'Office du crédit agricole. Cependant, il n'a reçu aucune nouvelle à la suite de cette inspection. Auriez-vous l'obligeance de faire relever ce dossier et me dire si ce prêt a été accepté ou refusé? Dans ce cas, pour quelles raisons?"

"Vous remerciant de la bienveillante attention que vous accorderez à la présente, je vous prie de me croire,

"Votre tout dévoué", etc.

La réponse s'est fait attendre pendant un mois. Elle était datée du 8 mars et se lisait ainsi:

"Mon cher député, j'ai reçu votre lettre du 8 février relativement à la demande de prêt agricole de M. Anatole X... de Châteauguay.

"Sincèrement à vous".

Et c'est signé: A. Courcy.

Depuis cette date, rien n'a été fait. C'est là les réponses qu'on reçoit du ministre de l'Agriculture et de la Colonisation¹².

Discours du ministre du Travail au Club de réforme

M. Johnson (Bagot): Le ministre du Travail (l'honorable M. Hamel) a fait une déclaration très lourde de conséquences, hier soir. Il a fait une prophétie. J'ai une confiance limitée en ses prophéties, mais il a déclaré, au Club de réforme de Québec, qu'il ne resterait que 10 députés de l'Union nationale en Chambre après la prochaine élection¹³. Est-il exact que le ministre aurait déclaré qu'après la prochaine élection, il ne resterait pas 10 députés unionistes dans cette Chambre?

Des députés ministériels: Pas 10 seulement... pas même cinq... zéro!

(Désordre dans la Chambre)

M. Johnson (Bagot): Si c'est exact, le ministre du Travail voudrait-il nous donner les noms de ces 10 heureux députés qui, selon lui, resteront dans cette Chambre après les prochaines élections?

(Rires de la Chambre)¹⁴

M. Bellemare (Champlain): Je n'ai jamais dit ça. Je n'ai jamais dit ça¹⁵.

L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice): J'ai bien réfléchi. Je n'ai jamais dit ça et je veux retracer les paroles que le député de Bagot (M. Johnson) me fait dire. On a mal interprété mes propos. Ce que j'ai déclaré? Voici. Premièrement, c'est que, parmi les députés actuels de l'Union nationale, qui siègent actuellement à l'Assemblée législative, il n'y en a pas 10 qui reviendront sur les rangs après les prochaines élections générales. Deuxièmement, de tous les députés actuels de l'Union nationale, pas un ne vivra assez longtemps pour reprendre encore les responsabilités du pouvoir. Troisièmement, en réclamant des élections générales, l'Union nationale est prise d'une envie de suicide politique et ses députés reconnaissant l'impuissance de leur politique se disent: Aussi bien en finir tout de suite et bénéficier de la pension ensuite.

(Applaudissements à droite)

M. Johnson (Bagot): J'ai une autre question d'une très grande portée à poser au ministre du Travail. Sa réponse pourrait avoir une grande portée sur le sens de sa déclaration. Est-ce que le ministre a fait sa déclaration avant ou après le banquet du Club de réforme?

L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice): Juste après le banquet.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Si le Règlement me le permettait, je pourrais aussi demander au chef de l'opposition si c'est avant ou après le banquet du Club Renaissance¹⁶ hier soir qu'il a fait ses déclarations à l'effet qu'il était séparatiste.

M. Johnson (Bagot): Si le Règlement de cette Chambre me le permettait, je dirais que le premier ministre n'a pas encore compris mon texte comme d'habitude, pour poser une telle question. Je remettrai au premier ministre une copie du texte de mon

discours afin qu'il l'étudie, s'il le désire. Il verra comment il se trompe. Dans l'intervalle, je lui dirai que j'ai toujours tenu les mêmes propos hier qu'il y a 25 ans¹⁷. Le député de Québec-Ouest (l'honorable M. Lesage) ne peut pas en dire autant.

(Applaudissements à gauche et protestations à droite)

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) veut intervenir.

(Protestations à gauche)

Ajournement

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) propose que la Chambre, lorsqu'elle s'ajournera, se trouve ajournée à mardi prochain, à deux heures et demie de l'après-midi.

M. Johnson (Bagot): Comme une motion est débattable, si le premier ministre veut absolument parler de séparatisme, qu'il présente une motion à la Chambre! Et, s'il le veut bien, il pourrait aussi soumettre une motion pour traiter de l'étatisation de l'électricité. J'ai tellement hâte de pouvoir en parler et de parler aussi des compagnies d'électricité. Ce sont deux sujets qui pourraient être discutés agréablement en Chambre¹⁸. On pourra alors en parler à notre aise. Nous sommes prêts pour un tel débat. On peut discuter sur une motion d'ajournement.

La motion d'ajournement est adoptée.

La séance est levée à 3 h 05.

NOTES

1. Jean-Noël Tremblay (1926-). Député conservateur de Roberval à la Chambre des communes de 1958 à 1962.

2. M. Plourde fait allusion notamment à un article de *La Presse* du 16 mars 1962, aux pages 1 et 2, qui traite d'un débat à la Chambre des communes où le député Tremblay demande à Noël Dorion, secrétaire d'État, s'il sait que ce sont deux anciens candidats

libéraux, un député libéral provincial et sept ou huit organisateurs qui ont été les instigateurs du projet Leclerc. M. Tremblay aurait dit à des journalistes hors de la Chambre que le député libéral en question serait M. Jean-Claude Plourde. Pour plus de détails sur cette affaire, voir la séance du 14 mars 1962.

3. Joseph-Pierre-Albert Sévigny (1917-2004). Député conservateur de Longueuil à la Chambre des communes de 1958 à 1963. Vice-président de la Chambre des communes de 1958 à 1959. Ministre associé de la Défense nationale de 1959 à 1963.

4. Chiffre du *Soleil* du 16 mars 1962, à la page 23. *L'Action catholique* du 16 mars 1962, à la page 1, mentionne plutôt 90.8 %.

5. M. Plourde fait référence au banquet et à la conférence de presse que le président de la Sulphur Converting Corporation fit à Québec, au Château Frontenac, le 10 mars 1962 et qui tourna au fiasco, des journalistes et des politiciens fédéraux quittant la salle avant la fin.

6. Selon *Le Montréal-Matin* du 16 mars 1962, à la page 10, l'intervention de M. Plourde a duré 10 minutes.

7. Selon *Le Soleil* du 16 mars 1962, à la page 1, "le chef de l'opposition a fait monter le rouge à la figure du député de Roberval" lorsqu'il a fait sa déclaration.

8. Selon *La Tribune* du 16 mars 1962, à la page 11, M. Johnson s'est contenté de sourire en entendant cette proposition. Selon *Le Devoir* du 16 mars 1962, à la page 1, M. Plourde a déclaré aux journalistes: "Vous emploieriez le mot "pistolet", c'est plus élégant." Selon *La Presse* du 16 mars, à la page 17, les membres de la Tribune de la presse suggèrent aux deux combattants de se servir des deux masses que l'on trouve sur la table de l'Assemblée législative. Quant au combat, il pourrait se dérouler dans la piscine du Sauvage, face au parlement. Selon *Le Nouvelliste* du 17 mars 1962, à la page 2, le duel se déroule la veille vers midi trente. MM. Johnson et Plourde se livrent au duel au moyen de feuilles de papier symbolisant des futurs bulletins de vote, dans le corridor séparant la salle de l'Assemblée législative de celle du Conseil législatif.

Les deux députés se prêtent à une mise en scène de Marc Thivierge, de la United Press International, qui les prend en photo dans trois

positions différentes: en premier lieu, ils brandissent leurs "armes"; deuxièmement, ils se "dardent" et, troisièmement, dos à dos. Chaque duelliste est accompagné d'un témoin. Lucien Tremblay est celui de M. Johnson alors que Guy Lechasseur fait de même pour M. Plourde. L'arbitre est le président de la Tribune de la presse, M. Gérard Fecteau, de CFCM-TV (Québec). Au moment convenu, les bulletins de vote sont lancés. Selon *Le Montréal-Matin* du 17 mars 1962, à la page 5, le duel se fait sous l'œil de plusieurs députés et délégués venus assister à l'étude du bill de Montréal dans l'enceinte de l'Assemblée législative. Après son duel, M. Plourde a déclaré que tout était réglé, mais pas au point de serrer la main du chef de l'opposition.

Le journal *La Voix de l'Est* du 16 mars 1962, à la page 5, rapporte que la dernière demande de duel a eu lieu en 1849 lorsque Sir John A. Macdonald proposa le duel à M. William Hume Blake au cours d'un débat sur les indemnités des députés. Des balles ont été échangées sans résultat, a rapporté un journal de l'époque.

9. Les sources ne sont pas précises quant à savoir si M. Johnson a dit cela en Chambre ou à des journalistes. Certaines écrivent que cela est déclaré en Chambre, alors que d'autres écrivent que cela est déclaré devant des journalistes.

10. M. Courcy est à la fois ministre de l'Agriculture et ministre de la Colonisation. À partir du 1^{er} avril 1962, il sera ministre de l'Agriculture et de la Colonisation, avec la fusion des deux ministères.

11. Année mentionnée par *Le Nouvelliste* du 16 mars 1962, à la page 2. *La Presse* du 21 mars 1962, à la page 42, mentionne plutôt 1959.

12. Selon *Le Montréal-Matin* du 16 mars 1962, à la page 10, un journal partisan, le ministre Courcy ne répond pas à cette interpellation.

13. Le chef de l'opposition fait allusion à un discours prononcé le 14 mars au Club de réforme de Québec. À quelques reprises, M. Hamel a dit "qu'il ne restera pas 10 des députés siégeant à gauche de l'Orateur" lors des prochaines élections. M. Hamel a terminé son discours en disant que personne parmi les députés de l'opposition ne connaîtra les responsabilités du pouvoir. "Les députés de l'opposition réclament des élections générales, mais ceci tend à démontrer qu'ils sont pris du suicide. La majorité des députés de l'opposition sont mûrs pour leur pension!"

14. Selon *Le Montréal-Matin* du 16 mars 1962, à la page 10, toute la députation s'est esclaffée. Le premier ministre lui-même s'est retourné vers le procureur général et d'autres collègues, en riant à gorge déployée.

15. M. Bellemare fait allusion à cette phrase que dit souvent le ministre du Travail en Chambre pour se disculper.

16. Selon *L'Action catholique* du 15 mars 1962, à la page 3, le premier ministre fait allusion à un discours prononcé le 14 mars par M. Johnson, au Club Renaissance de Québec, devant des étudiants de l'Université Laval. Il a alors dit que "les Pères de la Confédération ont bel et bien opté pour une forme de séparatisme, et ils l'ont fait pour permettre à nos communautés nationales de se développer librement, de s'autodéterminer chacune, suivant ses aspirations, ses particularismes, son génie propre. Le compromis de 1867 paraissait donc raisonnable. Il permettait l'unité sur les choses qui peuvent être unies sans inconvénient et sa diversité sur les choses qui doivent être séparées. Le fédéralisme canadien connaît même en ce moment une crise dont on ne sait trop comment elle se dénouera.

"Si l'on estime que la communauté québécoise est une communauté adulte, qu'elle est en mesure de forger elle-même son propre destin et qu'elle est en droit d'aspirer à une plus grande souveraineté, la première chose à faire, c'est de se rendre maître de ses instruments politiques, c'est de choisir un parti d'allégeance exclusivement provinciale."

Selon *The Gazette* du 16 mars 1962, à la page 1, "le chef de l'Union nationale a tenu le gouvernement responsable de l'incertitude actuelle, au sujet de l'avenir de la Confédération. Il dit que plusieurs Canadiens français se tournaient vers le mouvement séparatiste parce que l'administration de Lesage mettait en danger l'autonomie de la province en acceptant des programmes conjoints et en copiant l'esprit des lois fédérales".

17. Chiffre de *La Presse* du 16 mars 1962, à la page 2. *Le Nouvelliste* du 16 mars 1962, à la page 1, mentionne plutôt 15 ans. Il semble que ce serait le chiffre exact car M. Johnson est député depuis 1946, ce qui est plus près de 15 ans que de 25.

18. Selon *La Presse* du 16 mars 1962, à la page 2, à la suite de la demande du chef de l'opposition, M. Lesage se contente de sourire. Selon le même

journal, l'échange concernant le discours du ministre du Travail au Club de réforme et la proposition du chef de l'opposition de motion sur le séparatisme et l'électricité a duré 15 minutes.

Séance du mardi 20 mars 1962

Présidence de l'honorable J. R. Hyde

La séance est ouverte à 2 h 30.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Questions et réponses écrites:**Avances pour la récupération
forestière des bassins des rivières
Manicouagan et aux Outardes**

M. Guillemette (Frontenac): Quel est le montant total des avances faites à date à l'Office de récupération forestière des bassins des rivières Manicouagan et aux Outardes par le ministre des Finances, en vertu de l'article 15 de la loi pour la récupération du bois dans les terrains requis pour l'aménagement hydroélectrique des rivières Manicouagan et aux Outardes (9-10 Elizabeth II, chapitre 46)?

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): \$6,196,476.03.

Questions et réponses orales:**Remboursement de la taxe de vente aux
municipalités**

M. Gabias (Trois-Rivières): Est-il vrai que le remboursement aux municipalités de la taxe sur les ventes se fait avec des chèques de la Banque Toronto-Dominion?

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Je l'ignore. Je m'informerai.

**Traverse routière
à Trois-Rivières**

M. Gabias (Trois-Rivières): Maintenant qu'il a en main les rapports concernant le projet de construction d'un pont ou d'un tunnel entre les deux rives du Saint-Laurent, à la hauteur de Trois-Rivières, le premier ministre (l'honorable M. Lesage) pourrait-il nous dire quand il entend donner suite à sa promesse

du 18 juin 1960¹? A-t-on encore voulu leurrer le peuple?

M. l'Orateur: À l'ordre²! La question est posée oralement sans qu'un avis n'ait été donné par écrit au préalable à la Chambre basse. Le député de Trois-Rivières (M. Gabias) devrait inscrire sa question au *Feuilleton* de la Chambre.

M. Gabias (Trois-Rivières): Je me conformerai au Règlement parlementaire.

Barrage Gayhurst

M. Guillemette (Frontenac): Depuis quelques jours, le ministre des Richesses naturelles (l'honorable M. Lévesque), ses ingénieurs et d'autres autorités ont fait, au sujet du barrage Gayhurst à Lac-Mégantic, des déclarations telles qu'un certain état de psychose a été créé autour de cette question non seulement dans la vallée...

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) invoque le Règlement de la Chambre qui stipule qu'un député peut poser des questions, mais sans ajouter de commentaires. Si le député de Frontenac a une question à poser, il doit l'inscrire comme motion au *Feuilleton* de la Chambre. Le ministre se fera un plaisir de répondre à toutes ses questions s'il les inscrit au *Feuilleton*.

(Désordre dans la Chambre)

M. Guillemette (Frontenac) dit qu'il se lève sur une question de privilège et qu'il a le droit de rectifier des déclarations, dans l'intérêt du public.

L'honorable M. Lévesque (Montréal-Laurier) intervient.

(Protestations à gauche)

M. Guillemette (Frontenac): Si mes remarques sont hors d'ordre, les remarques du ministre (l'honorable M. Lévesque) doivent certainement l'être aussi.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Suivant les règlements, un député peut poser des questions, mais il appartient aux ministres seuls de présenter des déclarations. Le seul moyen dont dispose un député pour provoquer un débat sur une question urgente et d'intérêt provincial, c'est de

poser une question verbale. Mais, dans ce cas, il appartient à l'Orateur de la Chambre de décider si la question répond aux deux exigences.

M. Johnson (Bagot): Je n'approuve pas toutes les considérations du premier ministre. Selon l'article 114, un député peut non seulement demander une question, mais aussi donner à la Chambre des renseignements qu'il considère d'intérêt public.

Il (M. Johnson) réclame le droit pour le député de Frontenac de s'exprimer et d'éclaircir les rumeurs qui circulent, et ce, dans l'intérêt du public. L'opposition n'exprime toutefois aucune objection à ce que le ministre réplique ensuite, dit-il.

M. l'Orateur: Selon la coutume établie, s'il y a des explications à donner, un député doit s'en tenir aux faits et éviter tout débat. Quand on évoque le sentiment, l'impression ou l'opinion, à ce moment il n'est plus question de faits.

Il autorise le ministre des Richesses naturelles à répondre à la question.

L'honorable M. Lévesque (Montréal-Laurier): Des sondages ont été faits afin de vérifier l'état du barrage Gayhurst à Lac-Mégantic, pour confirmer ou affirmer les rumeurs voulant que l'état de ce barrage soit pitoyable, voire même dangereux. Les sondages ont prouvé que le barrage était dans un état pitoyable, qu'il l'avait toujours été, et j'aurai une déclaration à faire à la Chambre avant la fin de la séance. Ceux qui se trouvent dans l'opposition devraient le savoir, dit-il.

M. Johnson (Bagot): Quand le ministre des Richesses naturelles (l'honorable M. Lévesque) conseille à l'entreprise privée d'acheter la Coopérative d'électricité de Lac-Mégantic, plutôt que de laisser le tout passer à l'Hydro-Québec, est-ce qu'il le fait en son nom propre ou au nom du cabinet provincial?

L'honorable M. Lévesque (Montréal-Laurier): J'ai été mal cité. La Compagnie Shawinigan, dit-il, a fait des offres à Lac-Mégantic et c'est à Lac-Mégantic de répondre. Ce barrage se trouve sur le territoire de la Shawinigan, tandis que le réseau de l'Hydro-Québec passe à quelque 200 milles de cet endroit. Ce ne serait pas économique pour Hydro-Québec d'ériger des lignes à Lac-Mégantic pour le petit marché disponible.

M. Johnson (Bagot) veut poser une autre question. (Protestations à droite et désordre dans la

Chambre) M. l'Orateur, vous recevez l'ordre du premier ministre de me bloquer avant même que j'aie posé ma question.

(Désordre dans la Chambre)

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) veut intervenir.

M. l'Orateur: (Au chef de l'opposition) Je suis fortement sous l'impression que les paroles du chef de l'opposition ont dépassé sa pensée. Je veux aussi lui faire remarquer qu'il est loisible à tout député de poser une question sans la faire précéder d'un long préambule.

M. Johnson (Bagot): Je n'ai jamais voulu injurier l'Orateur. D'ailleurs vous pouvez, M. l'Orateur, recevoir des ordres et ne pas les suivre.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Le chef de l'opposition (M. Johnson) a connu une époque qui a faussé son jugement. Malheureusement pour lui, depuis lors, les temps sont révolus et les méthodes ont changé. Je ne donne pas d'ordres à l'Orateur de l'Assemblée législative. Comme tout député, je lui sou mets un point de vue, des arguments, et je le prie de les examiner. Le chef de l'opposition a siégé assez longtemps en face de moi pour se rendre compte de la manière d'agir.

M. Johnson (Bagot): Quand le ministre des Richesses naturelles (l'honorable M. Lévesque) conseille à l'entreprise privée d'étendre sa juridiction, est-ce qu'il le fait en son nom propre ou au nom du cabinet provincial?

L'honorable M. Lévesque (Montréal-Laurier): La déclaration que je remettrai à la Chambre plus tard aujourd'hui répondra à cette question et contiendra l'opinion du cabinet³.

Usine de traitement du zinc à Beauharnois

M. Larouche (Témiscamingue): Est-il vrai que l'affinerie de zinc va s'installer dans la région de Beauharnois plutôt que dans le Nord-Ouest québécois? Et est-il vrai que, si on ne l'installe pas dans le Nord-Ouest québécois, c'est parce qu'il y a pénurie d'électricité dans cette dernière région⁴?

L'honorable M. Cliche (Abitibi-Est) intervient⁵.
(Protestations à gauche)

M. l'Orateur: D'après le Règlement, ce n'est plus le temps pour le député de Témiscamingue de poser une question.

Il ordonne que l'on passe à l'article 5 du *Feuilleton*.

M. Johnson (Bagot): Je soulève un point d'ordre. A-t-on répondu à la question du député de Témiscamingue? Le député de Témiscamingue a-t-il été déclaré hors d'ordre? Je ne comprends pas pourquoi on ne peut répondre au député de Témiscamingue qui a, selon moi, posé une question dans toutes les formes de la Chambre.

M. l'Orateur: Comme le ministre des Richesses naturelles n'a pas manifesté le désir de répondre, je passe à l'article 5 de l'ordre du jour.

M. Gabias (Trois-Rivières): Le ministre (l'honorable M. Cliche) était debout et on l'a empêché de répondre. Si le ministre des Richesses naturelles n'a pas l'intention de répondre, il n'en est pas de même pour le ministre des Affaires municipales (l'honorable M. Cliche).

Des députés ministériels: À l'ordre!

Des députés de l'opposition: À l'ordre!

M. Gabias (Trois-Rivières): C'est un bâillon!

Des députés ministériels: D'après le Règlement, ce n'est plus le temps pour le député de Témiscamingue de poser une question.
(Désordre dans la Chambre)

L'honorable M. Lévesque (Montréal-Laurier):
Il n'y a encore rien de décidé à ce sujet.

Subsides:

Crédits provisoires 1962-1963

L'ordre du jour appelle la formation de la Chambre en comité des subsides.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) déclare qu'il proposera au comité de voter des crédits provisoires.

M. l'Orateur quitte le fauteuil.

En comité:

Présidence de M. Bédard (Québec)

Budget des dépenses ordinaires de la province de Québec, pour l'année financière se terminant le 31 mars 1963, préparé conformément aux articles 5 et 6 du chapitre 71 des Statuts refondus de la province de Québec, 1941.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) propose: Qu'une somme ne dépassant pas \$175,574,895⁶, soit le sixième du montant de chacun des différents articles à voter des estimations budgétaires pour ladite année financière, présentées à l'Assemblée législative à la présente session de la Législature, soit octroyée à Sa Majesté, à titre d'avance, pour l'année financière se terminant le 31 mars 1963.

De plus, il est proposé que le gouvernement soit autorisé à disposer d'un sixième additionnel sur des articles du ministère des Affaires municipales, du ministère de la Jeunesse, du ministère des Richesses naturelles et du ministère des Transports et des Communications. Il est également proposé que le gouvernement puisse disposer de deux sixièmes additionnels pour l'item 3 du ministère des Transports et des Communications et de cinq sixièmes additionnels de l'article 16 du ministère des Richesses naturelles.

Il pourra en outre être pris, pour les fins de tout crédit voté à la suite d'une estimation budgétaire dont le détail prévoyait une contribution ou un remboursement en réduction des sommes à dépenser, un montant égal à un sixième du remboursement ou de la contribution ainsi prévus.

Comme le budget n'est pas encore adopté, le gouvernement a tout de même besoin de subsides pour les mois d'avril et mai. Ces crédits, en bonne part, serviront à payer le salaire des fonctionnaires pour le mois d'avril. Certains paiements venant à échéance au cours de ces mois nécessitent un sixième additionnel.

M. Johnson (Bagot) dit qu'il accepte de voter un sixième du budget comme le permet le Règlement de la Chambre, mais qu'il refuse les sixièmes additionnels réclamés par le gouvernement. Le Règlement prévoit que la Chambre ne peut débloquer plus d'un sixième du budget à la fois sans débat, à moins qu'une motion dans ce sens ne soit approuvée par l'ensemble des députés.

L'article 795 du Règlement stipule que la discussion sur une proposition en faveur de l'adoption d'un ou deux sixièmes du budget est limitée à cinq heures. Cela voudrait dire que la Chambre ne pourrait probablement plus discuter le poste budgétaire en question, surtout si l'on vote tout de suite 100 % du montant. La requête est complètement irrégulière. Autoriser un tel montant sans qu'il y ait de discussion est complètement hors d'ordre même si, l'année dernière, le projet de loi des crédits avait autorisé plus que le maximum de un sixième.

Une demande supérieure à un sixième du budget est un fait exceptionnel. Il n'est arrivé qu'une fois, au régime de l'Union nationale, de réclamer à l'avance plus du sixième du budget de la prochaine année. Réclamer les deux tiers, la moitié et la totalité de certains postes budgétaires, c'est inouï. Les règlements ne permettent l'octroi de subsides que jusqu'à concurrence d'un sixième du budget. Les crédits demandés par le premier ministre dépassent un sixième.

Dans certains cas, ça va à 50 % et même à 100 %. J'estime donc cette demande supplémentaire comme contraire au Règlement. Il (M. Johnson) dit que cela créerait un précédent dangereux qu'il ne peut permettre.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) cite les cas des subventions aux commissions scolaires à payer en avril ou mai, la tenue des assises criminelles, des avances aux membres des équipes qui partent pour faire des recherches sur le terrain durant l'été, les commissions aux vendeurs de permis d'automobile, les \$40,000 d'assurances pour le transport des passagers sur les avions du gouvernement, les \$32,000 à la succession Ulysse Sainte-Marie, pour l'achat de l'usine-pilote du ministère des Mines de Saint-Malo, etc.

L'an dernier, dit-il, on a dû retarder le départ de ces équipes parce que le gouvernement n'avait pas pu avancer l'argent nécessaire pour le mois d'avril. Si les familles des équipes d'ingénieurs souffrent, on saura qui en portera la responsabilité.

M. Johnson (Bagot): Le premier ministre a tort de s'emporter de la sorte. L'opposition veut procéder dans la légalité. Elle ne crée de problème à personne. Le gouvernement pourra toujours revenir devant la Chambre et réclamer les crédits dont il a besoin. Si les libéraux avaient besoin d'un tel fonds d'urgence, le gouvernement pourrait en faire la demande selon la procédure habituelle.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) veut discuter de l'administration financière de l'Union nationale...

M. Talbot (Chicoutimi) invoque le Règlement et dit que l'opposition est prête à discuter la question n'importe quand, et plus longtemps qu'à son gré. Il (M. Talbot) dit qu'il ne veut pas être partie à ce marché.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): La Chambre est maîtresse de ses règlements et elle peut toujours les modifier à sa guise. Un précédent de ce genre a été posé, l'an dernier, qui autorise à demander plus que d'habitude à la Chambre, et rien de grave ne s'est produit. Si l'opposition se sent lésée, je suis prêt à revenir avec ces demandes.

Je reviendrai la semaine prochaine avec la demande d'un autre sixième et nous en discuterons. Je ne peux pas comprendre pourquoi l'opposition ne veut pas collaborer avec le gouvernement.

M. Bellemare (Champlain) dit qu'il s'étonne d'entendre l'énonciation d'un tel principe par le premier ministre. Les règlements, dit-il, ont été promulgués pour servir de directives à la Chambre. Le premier ministre s'est promené dans la province en affirmant qu'il allait assurer aux députés le contrôle de la dépense des deniers publics. Comment concilier son geste actuel avec ces belles paroles? La requête est antiparlementaire.

M. Tellier (Montcalm): Le premier ministre a tenté d'impressionner la Chambre en exposant toutes les conséquences minimales qui pourraient découler de la décision de la Chambre. Le premier ministre, avec ses appels au sentiment, est sur le point de m'attendrir. Pourquoi le premier ministre ne s'en tient-il pas à la procédure régulière? La question n'est pas si grave et le premier ministre a entre les mains tout ce qu'il faut pour procéder comme il l'entend sans demander la permission à personne. Le premier ministre peut, au besoin, faire approuver partiellement ou complètement par la Chambre tous les crédits nécessaires dans un département donné selon l'urgence.

Que le premier ministre reste dans la loi. L'opposition n'a pas tenté de nuire au gouvernement et n'a jamais présenté de motion de non-confiance sur ce sujet. Elle veut lui rappeler seulement comment il faut procéder en pareil cas. Le premier ministre peut faire approuver tous les crédits nécessaires avant le 1^{er} avril. Je me demande

pourquoi le premier ministre réclame la collaboration de l'opposition.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) dit qu'il interprète les paroles du député de Montcalm comme un refus de l'opposition de collaborer. Il (l'honorable M. Lesage) propose de retrancher les demandes de sixièmes additionnels et que le comité se limite au sixième de l'ensemble des crédits du budget.

M. Johnson (Bagot): (Au président du comité) Êtes-vous sûr que le premier ministre a le droit d'amender ainsi une résolution comme ça?

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): En ce moment, il n'y a pas de résolution devant la Chambre. Cette résolution a été reçue lorsque l'Assemblée législative a eu du lieutenant-gouverneur un message demandant d'approuver ces subsides.

M. le président: La résolution ainsi amendée se lit maintenant comme suit.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) propose qu'une somme ne dépassant pas \$146,304,480, soit le sixième du montant de chacun des différents articles à voter des estimations budgétaires pour ladite année financière, présentées à l'Assemblée législative à la présente session de la Législature, soit octroyée à Sa Majesté, à titre d'avance, pour l'année financière se terminant le 31 mars 1963.

Il pourra en outre être pris, pour les fins de tout crédit voté à la suite d'une estimation budgétaire dont le détail prévoyait une contribution ou un remboursement en réduction des sommes à dépenser, un montant égal à un sixième du remboursement ou de la contribution ainsi prévus.

Adopté.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté une résolution et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Ladite résolution est lue et agréée.

Permission est donnée au comité des subsides de siéger de nouveau au cours de la présente séance.

Voies et moyens:

Crédits provisoires 1962-1963

L'ordre du jour appelle la formation de la Chambre en comité des voies et moyens.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) déclare qu'il proposera au comité d'autoriser le paiement des crédits provisoires votés à Sa Majesté.

M. l'Orateur quitte le fauteuil.

En comité:

Présidence de M. Bédard (Québec)

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) propose: Que, pour pourvoir au paiement des subsides qui ont été accordés à Sa Majesté pour la dépense de l'année financière se terminant le 31 mars 1963, il soit permis de tirer, du fonds consolidé du revenu de cette province, une somme n'excédant pas \$146,304,480.

Il pourra en outre être pris, pour les fins de tout crédit voté à la suite d'une estimation budgétaire dont le détail prévoyait une contribution ou un remboursement en réduction des sommes à dépenser, un montant égal à un sixième du remboursement ou de la contribution ainsi prévus.

Adopté.

Rapport du comité des voies et moyens:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté une résolution, telle qu'amendée, et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Ladite résolution est lue et agréée.

Permission est donnée au comité des voies et moyens de siéger de nouveau au cours de la prochaine séance.

Projets de loi:

Loi des subsides No 3, 1962-1963

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 26

octroyant à Sa Majesté les deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1963, et pour d'autres fins du service public.

Adopté. Le bill, tel qu'amendé, est lu une première fois.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) propose que le bill, tel qu'amendé, soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) propose que le bill, tel qu'amendé, soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Nantissement

L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 22 relatif au nantissement soit maintenant lu une deuxième fois.

Ce bill a pour but de permettre aux commerçants de donner en garantie de prêt, dont le terme ne dépassera pas 10 ans, l'outillage et le matériel d'équipement dont ils sont les propriétaires.

Le projet de loi changera la pratique actuelle selon laquelle le nantissement ne constitue qu'un écrit. Aujourd'hui, ça devient un acte pouvant être signé devant notaire ou deux témoins.

L'amendement a été apporté à la demande des notaires de la province. Rien n'est changé aux dispositions de l'enregistrement.

Au défaut de l'emprunteur de remplir ses obligations, le créancier peut contraindre l'emprunteur à lui livrer, sur demande, les biens nantis ou les faire vendre à l'enchère.

M. Johnson (Bagot): En principe, je suis d'accord pour élargir le crédit disponible pour nos petits commerçants et industriels. Mais, le jour où cette loi sera sanctionnée, ce sera un jour de fête pour les compagnies de finance.

Le gouvernement nous a annoncé, dans le discours du trône, une législation contre les abus des compagnies de finance, pour les mettre à la raison, mais le projet de loi n'a pas encore été présenté. Les abus des entreprises financières sont déjà très

nombreux et le gouvernement devra surveiller l'application au cours des 12 prochains mois. Si la loi entraîne des abus, alors le gouvernement devra apporter les corrections nécessaires.

Il (M. Johnson) met le gouvernement en garde contre la possibilité d'abus dans le domaine du nantissement commercial. Il dit qu'il situe l'origine du projet de loi aux pressions des autres provinces pour établir dans le Québec les hypothèques sur les biens mobiliers.

L'Union nationale, dit-il, a toujours tenté de résister à l'infiltration du droit commercial anglais dans le droit traditionnel de la province de Québec à l'effet qu'un tel concept n'était pas fait pour le Québec. Mais il est nécessaire d'élargir les sources de crédit disponibles aux petits commerçants et industriels du Québec.

L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont):

Cette forme de garantie existe partout en Amérique du Nord et il importe que les industries qui viennent dans la province de Québec puissent avoir accès aux mêmes formes de crédit qu'ailleurs. Le Québec est le seul endroit en Amérique du Nord où le nantissement commercial n'est pas accepté et où des prêts sur le développement de l'économie sont accordés.

D'ailleurs, une loi de nantissement agricole existe déjà. De nombreuses entreprises qui venaient s'établir au Québec, dit-il, s'apercevaient qu'elles ne pouvaient avoir recours aux mêmes formules de crédit qu'ailleurs. C'est pour les aider que ce bill est présenté. On s'est inspiré de la France qui adoptait une législation semblable en 1951.

Adopté, après division. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont)

propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 100 après l'avoir amendé⁷.

Le bill amendé est lu et agréé.

M. Johnson (Bagot) demande le renvoi de la troisième lecture de cette loi à la prochaine séance.

Adopté.

Il est ordonné que le bill soit lu une troisième fois à la prochaine séance.

Subsides:**Budget des dépenses
1962-1963**

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

M. Bellemare (Champlain) fait allusion à la lettre de M. Jean Marchand, président général de la CSN (Confédération des syndicats nationaux), et à un autre leader syndical qui, le 20 mars 1961, faisaient appel au procureur général (l'honorable M. Lapalme) et au ministre du Travail (l'honorable M. Hamel), leur demandant de protéger les syndiqués aux prises avec des patrons qui veulent les faire travailler le dimanche, sous prétexte d'urgence à faire certains travaux. Certaines compagnies de papier, dit-il, refuseraient de signer des contrats de travail avec leurs employés, à moins que ces derniers n'acceptent de travailler sept jours par semaine.

(Soulignant les prescriptions de la loi fédérale et des deux lois provinciales sur le respect du repos dominical) Ces textes, dit-il, prouvent l'intention du législateur d'empêcher le travail du dimanche. Le problème du travail du dimanche affecte une variété d'industries, tels les producteurs de pâtes et papiers, ainsi que les salaisons. Toutes ces déclarations ont été corroborées par l'épiscopat de la province qui a lancé un cri d'alarme en faveur du respect du dimanche.

Je dis en toute sincérité que le gouvernement doit se porter à la rescousse des syndiqués et ne pas les laisser seuls dans leur lutte en faveur du respect du dimanche. Je recommande une enquête approfondie sur la question, une enquête qui déterminerait les cas où il y a nécessité de travailler le dimanche.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): C'est l'intention du gouvernement de faire respecter le dimanche à partir du texte de la loi. Par ailleurs, le gouvernement présentera des amendements à la loi provinciale, pour imposer aux compagnies et aux firmes impliquées dans la non-observance le fardeau de la preuve devant les tribunaux, en cas de poursuite pour violation de la loi du dimanche. Lorsque ces amendements auront été votés, c'est aux sociétés qu'il incombera de prouver que le travail qu'elles ont fait effectuer le dimanche était absolument nécessaire. De nombreuses plaintes ont déjà été portées.

L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont): À Montréal, de janvier 1961 à décembre 1961, il y a

eu 1,496 plaintes de violation de cette loi, tandis que, de janvier 1962 à date, il n'y en a eu que 336. À Québec, de janvier à décembre 1961, il n'y a eu qu'une seule plainte de violation de la loi du dimanche.

De janvier 1962 à date, il y a eu six plaintes qui sont devant les tribunaux ou réglées; 1,300⁸ plaintes ou poursuites contre des compagnies à ce sujet sont actuellement inscrites devant les tribunaux et le gouvernement surveille attentivement la situation. Plusieurs plaintes, tant à Montréal qu'ailleurs dans la province, sont en suspens actuellement, en attendant que la Cour suprême se prononce relativement à une cause semblable qui a été faite à Montréal.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): La décision du gouvernement est formelle sur ce sujet. Je réaffirme solennellement l'intention du gouvernement de faire respecter le dimanche par les grandes sociétés commerciales ou industrielles qui insistent pour faire travailler leurs employés ce jour-là.

M. Bellemare (Champlain): Depuis quelle date?

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Nous avons reçu le rapport du comité interdépartemental de trois membres, nommé par le gouvernement pour faire enquête sur ce problème du travail le dimanche, le 24 janvier, et la décision du cabinet a été prise à la fin de janvier ou au début de février. Les départements du procureur général, du Travail, et de l'Industrie et du Commerce étaient représentés dans ce comité.

Toutes les recommandations ont été acceptées. Ce n'est, du reste, que la confirmation de la politique du gouvernement précédent et nous n'avons aucune intention de nous en écarter, au contraire. Nous n'avons pas réfléchi.

M. Bellemare (Champlain): Les syndicats doivent en être avisés.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): C'est la décision du gouvernement qui importe ici, même pour les syndicats.

M. Larouche (Témiscamingue): On a porté plainte contre un marchand de Moffet, dans mon comté, parce qu'il avait ouvert son établissement le dimanche, alors que trois autres marchands de la

place, qui agissent de la même façon, n'ont pas été incommodés. Il (M. Larouche) demande au procureur général de fermer les trois autres établissements ou de laisser l'autre libre d'agir comme il le voudra. Moffet, dit-il, est un village de colonisation où c'est la coutume d'ouvrir les quatre magasins le dimanche, afin d'accommoder les colons qui demeurent très loin et qui se rendent au village pour assister à la messe.

L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont):

Je promets de m'occuper du cas signalé par le député de Témiscamingue.

M. Bellemare (Champlain) pose une question au procureur général à propos des inspecteurs chargés de faire respecter la loi du dimanche.

L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont) nomme les sept inspecteurs actuellement en fonction dans la province. Parmi les inspecteurs de la loi du dimanche, dit-il, se trouve un dénommé Racicot, J.-B., de Laverlochère.

M. Larouche (Témiscamingue): Ça ne se peut pas. Ôtez-le, il est mort!
(Rires de la Chambre)

L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont): C'est une liste qui date de l'an passé⁹.

M. Bellemare (Champlain): Je compte ainsi huit inspecteurs de la loi du dimanche.

L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont): Ne comptez pas les morts, il en reste seulement sept.

L'honorable M. Rousseau (L'Islet): Ça se voit que le député de Champlain est habitué à confectionner des listes électorales.

La motion est adoptée. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité:

Présidence de M. Bédard (Québec)

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) propose: 1. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de un million trois cent trente mille dollars, nécessaire pour couvrir les

dépenses prévues à l'article: "Administration (procureur général)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1963.

Adopté.

2. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trois millions six cent vingt mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Officiers de justice (procureur général)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1963.

M. Bellemare (Champlain): Est-ce le procureur général de la province qui nomme les juges de la Cour de magistrat?

L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont): Mais non. C'est le Conseil des ministres.

M. Bellemare (Champlain): Il y a un certain juge de la Cour de magistrat, le juge Jean-Louis Baillargeon, de Val-d'Or, que je vois ici photographié, dans le journal *Le Progrès*¹⁰ de Rouyn, lors d'une fête organisée par la Fédération libérale du Québec pour célébrer la victoire libérale du 22 juin 1960. Jamais, sous l'Union nationale, le procureur général n'aurait toléré qu'un juge de la Cour de magistrat assiste à une telle fête politique et pousse l'audace jusqu'à se faire photographier à pareille fête. Si le procureur général actuel (l'honorable M. Lapalme) faisait son devoir, il devrait se lever et dénoncer publiquement ce juge. Il devrait dire qu'il déplore la chose et qu'il va sévir.

L'honorable M. Cliche (Abitibi-Est): J'ai moi-même assisté à ce banquet et ce n'était pas une fête politique à laquelle participait le juge Baillargeon, mais une fête de l'amitié au cours de laquelle des amis, bleus comme rouges, ont offert un cadeau à M. Jean-Baptiste LeBel¹¹, ami intime du juge Baillargeon, à l'occasion de sa nomination comme commissaire industriel du Nord-Ouest québécois. Il ne fut pas question de la victoire libérale, car il y avait des bleus et des rouges à cette fête qui a eu lieu à Québec.

(Applaudissements à droite)

M. Bellemare (Champlain): On lit dans le journal que la fête avait été organisée par les membres de la Fédération libérale des quatre comtés du Nord-Ouest québécois. On y lit aussi que la fête a eu lieu à l'hôtel Bourlamarque. On lit aussi que l'Orateur de la Chambre (l'honorable M. Hyde) y était. Et je répète que lorsqu'un juge de la Cour de

magistrat se laisse photographier à un banquet politique, c'est le devoir du procureur général de faire la déclaration qui s'impose et de dire: Je combats cette mesure. Le procureur général devrait se lever et nous dire qu'il condamne cette façon d'agir de la part d'un juge nommé par le gouvernement de la province et dénoncer publiquement ce juge¹².

M. le président rappelle à l'ordre le député de Champlain.

L'honorable M. Rousseau (L'Islet): N'est-ce pas à Lévis qu'un juge a présenté sa candidature pour l'Union nationale?

Des voix de l'opposition: C'est faux, c'est faux!

L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont): Je connais le juge dont parle le député de Champlain et je sais comment il répondrait. Je conseille au député de Champlain de ne pas parler trop longtemps, car il y a des éclaboussures qui vont tomber sur quelqu'un. Moi, je connais un juge qui, après être descendu du banc, n'a pas été jugé digne d'être admis de nouveau au Barreau de la province de Québec. Ce juge était l'exécuteur des hautes œuvres de l'Union nationale. Je puis vous dire également qu'on a connu jadis des juges qui faisaient de l'organisation électorale en taxi. Pour ma part, je peux vous dire qu'aujourd'hui il n'y a plus de jugements rendus sur un coup de téléphone du procureur général. Et pourtant, cela se faisait.

(Protestations à gauche)

M. Bellemare (Champlain): Ce sont des preuves de oui-dire. Le procureur général n'est pas capable de prouver cela.

Des députés ministériels: À l'ordre!

M. le président rappelle à l'ordre le député de Champlain.

L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont): Le député de Champlain ne doit pas non plus s'en tenir à une preuve de oui-dire fournie par un journal et doit accepter la déclaration faite en Chambre par le ministre des Affaires municipales (l'honorable M. Cliche). Ce banquet n'en fut pas un de nature politique. Il y avait des rouges et des bleus à ce banquet.

M. Bellemare (Champlain): C'est faux!

M. le président rappelle à l'ordre le député de Champlain. (Désordre dans la Chambre) Il demande au député de Champlain (M. Bellemare) de retirer ses paroles.

(Désordre dans la Chambre)

M. Bellemare (Champlain) retire ses paroles.

L'honorable M. Rousseau (L'Islet) veut savoir si le député de Champlain a bien retiré ses paroles.

M. le président: Je crois que le député de Champlain a retiré ses paroles.

L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont): Le ministre des Affaires municipales (l'honorable M. Cliche) était à ce banquet et il déclare qu'il y avait là des gens des deux partis politiques.

Je veux savoir si la parole du ministre doit primer sur celle du député de Champlain qui n'y était pas et qui parle d'après un journal que je connais bien parce que j'ai eu à m'en plaindre plus souvent qu'à mon tour.

L'honorable M. Cliche (Abitibi-Est): Le banquet auquel assistait le juge Baillargeon était une réunion de bleus et de rouges pour fêter un ami.

M. Johnson (Bagot): (Brandissant une photographie) La table d'honneur était composée uniquement de militants libéraux. (Brandissant le journal) Il (M. Johnson) énumère les noms que l'on cite dans le journal. M. Jules Viens, dit-il, président régional de la Fédération libérale du Nord-Ouest québécois. Un bon bleu! M. Alcide Courcy, ministre de l'Agriculture¹³. Un bon bleu! M. Armand Dumas¹⁴, député libéral de Villeneuve à Ottawa. Un bon bleu! M. Paulin Bordeleau, vice-président régional de la Fédération libérale du Nord-Ouest québécois. Un autre bon bleu!

L'honorable M. Cliche (Abitibi-Est): Pour ceux qui ne connaissent pas le juge Baillargeon, je dois dire que c'est un magistrat intègre, impartial et honnête.

M. Johnson (Bagot) admet que le juge Baillargeon mérite ces qualificatifs, mais il met en doute le fait qu'il y avait des bleus à ce banquet. Le député de Champlain (M. Bellemare) n'a pas voulu

mettre en doute la probité du juge Baillargeon, mais seulement informer le procureur général. Il (M. Johnson) reproche au procureur général de se lancer dans des accusations contre l'Union nationale. Le procureur général a parlé de jugements qui se donnaient par téléphone. Cela se passe encore comme cela aujourd'hui. Ce n'est pas parce que des juges ont fait de la politique dans le passé qu'il faut absoudre ceux qui en font aujourd'hui. Il faut que la justice soit au-dessus de tout soupçon.

Si, dans le passé, des juges ont fait de la politique, je demande que le procureur général le déplore comme nous le déplorons. Et ce n'est pas parce que cela s'est fait dans le passé qu'il doit le tolérer aujourd'hui. Je demande au procureur général de prendre les mesures pour que cela ne se passe plus comme cela. Les juges devraient être au-dessus de tout soupçon. Des députés de l'Union nationale avaient critiqué un magistrat qui, en juin 1961¹⁵, avait participé à un banquet politique à Bourlamarque.

L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont): Moi, je sais ce que je dis. Je sais jusqu'à quel point j'ai eu à me plaindre de certaines magistratures. Je sais jusqu'à quel point des membres du Barreau ont eu à se plaindre de certaines magistratures. Et, au moment où je parle, je sais que des noms viennent à la mémoire du chef de l'opposition (M. Johnson). Il (l'honorable M. Lapalme) dit que, si on veut éclabousser la magistrature, il est prêt à le faire, mais l'Union nationale en portera la responsabilité. Ce sont des éclaboussures qui retombent sur la société, dit-il.

Je ne crois pas que le juge Baillargeon ait fait de la politique en assistant à un banquet donné en l'honneur d'un ami. Pour ma part, je n'ai pas à me plaindre maintenant d'aucun des juges, bleus ou rouges, mais je dois dire que depuis un an et demi, il y a eu changement de conduite dans certains coins de la magistrature.

M. Johnson (Bagot): Oui, mais nous pouvons donner des noms, nous allons divulguer tous les noms, ça s'en vient.

L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont): Si vous voulez faire une campagne de diffamation.

M. Johnson (Bagot) invoque le Règlement. C'est le procureur général qui éclabousse la magistrature. Il veut en faire porter la responsabilité sur les juges de l'Union nationale, et je dis non.

Mais, si on continue d'éclabousser la magistrature, nous donnerons des noms. Notre devoir, c'est de faire notre possible pour que le public garde confiance en la magistrature. S'il y a eu des erreurs dans le passé, ce n'est pas une justification pour les erreurs présentes. Plus que tout autre, nous comprenons que ce n'est pas la faute du procureur général si un homme a une faiblesse sur le banc. Mais il est inconcevable que l'on absolve publiquement un geste imprudent.

L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont): Enfin nous allons avoir des noms.

Il (l'honorable M. Lapalme) accuse le député de Champlain (M. Bellemare) d'avoir porté toutes sortes d'accusations contre le juge Baillargeon.

M. Bellemare (Champlain) dit qu'il nie cela.

L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont): À vous qui venez aujourd'hui nous montrer des visages de vierges offensées, je dis: Regardez donc votre passé dans la magistrature.
(Protestations à gauche)

M. Johnson (Bagot) veut répondre au procureur général (l'honorable M. Lapalme).

M. le président: Il est 6 heures et la séance est suspendue¹⁶.

À 6 heures, la Chambre suspend ses travaux.

Reprise de la séance à 8 heures

Subsides:

Budget des dépenses 1962-1963

En comité:

Le comité poursuit l'étude de la résolution 2, qui se lit comme suit:

2. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trois millions six cent vingt mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Officiers de justice

(procureur général)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1963.

M. Johnson (Bagot) suggère que le Barreau étudie la question de formuler un code d'éthique pour les juges à tous les échelons. Le procureur général ne devrait pas être une police, dit-il. Le gouvernement ne devrait pas être mis dans la situation d'avoir à décider si un juge peut assister à tel ou tel banquet ou à telle ou telle réunion. Le gouvernement pourrait suggérer une échelle de rémunération pour les juges municipaux, basée sur la population et la fréquence des causes durant les cinq dernières années, par exemple.

Le gouvernement devrait consulter une municipalité avant de nommer un juge municipal, vu que c'est la municipalité qui paiera. Il n'est pas intéressant pour une municipalité de se faire imposer un juge qu'elle-même devra payer. Et il peut arriver qu'un conseil ait des raisons particulières de ne pas désirer que tel avocat soit nommé juge municipal.

Il (M. Johnson) veut parler du nombre de crimes commis qui ne sont pas...

L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont) conseille au chef de l'opposition (M. Johnson) de s'adresser à la police, sur cette question.

M. Johnson (Bagot): Il y a les juges municipaux. Dans le passé, la plupart démissionnaient s'ils voulaient s'occuper de politique provinciale. Demandez à un juge municipal de ne pas s'occuper de politique.

L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont): Dans une petite ville où l'on a besoin d'un juge municipal, on le paie \$1,500 par année. On peut lui interdire de participer à la politique municipale, mais est-ce possible de lui demander de ne plus s'occuper de quoi que ce soit? Peut-être devrait-on lui défendre la politique municipale. Il y aurait lieu de réviser la loi de la magistrature à ce sujet. Il est indécent pour un juge municipal de participer à la politique municipale.

M. Tremblay (Maisonnette): Les juges devraient être choisis par le Barreau suivant un système de ballottage. Les estimations budgétaires augmentent constamment de façon inexplicable, 40 % en deux ans.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Tout augmente. Ça arrive que ça coûte plus cher que

prévu souvent. Ainsi, la semaine dernière, lorsque le député de Maisonnette (M. Tremblay) m'a fait remettre un billet de \$1¹⁷, (en riant) je lui ai dit que je l'abonnerais à *La Réforme*. Je reçois la facture de *La Réforme* réclamant encore \$2 du député de Maisonnette (M. Tremblay) pour son abonnement annuel. Je constate que le prix de l'abonnement est de \$3 et je n'ai jusqu'ici reçu que \$1.

(Rires de la Chambre)

M. Tremblay (Maisonnette): J'ai déjà reçu deux copies du journal et, en le lisant, je me suis aperçu que ce n'est pas avec ce journal-là que je vais m'améliorer. J'ai remarqué qu'il y avait des caricatures. Il y en avait une de moi. Si vous continuez comme ça, vous allez faire un grand homme de moi. (Se levant et s'avançant vers la table du greffier) Il me fait plaisir de remettre au premier ministre un billet de \$2 pour compléter le prix de mon abonnement.

(Rires de la Chambre)¹⁸

(À l'honorable M. Lapalme) En vous regardant à la télévision, l'autre soir, j'ai compris que lorsque vous dites "Si le premier ministre me relève de mes fonctions de procureur général", vous voulez dire par là que vous ne tenez plus qu'à rester dans les beaux-arts.

L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont): Le premier ministre étant absent en ce moment¹⁹, je ne crains pas de lui causer une trop forte surprise.

J'espère toujours que ces estimations budgétaires seront les dernières que j'aie à présenter en ce qui me regarde. J'espère pouvoir passer le portefeuille de procureur général à quelqu'un d'autre d'ici un an²⁰.

(Applaudissements et murmures à gauche)

M. Johnson (Bagot): C'est un exemple que devraient suivre les autres ministres.

M. Gabias (Trois-Rivières): L'an prochain, d'ailleurs, aucun des ministres actuels ne sera là, car nous aurons des élections.

L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont): Même si j'exprime un rêve, ce n'est pas une raison pour que le député de Trois-Rivières se mette à rêver lui aussi. Il y a 4,926 employés qui relèvent directement du département du procureur général. La moyenne de salaire est de \$3,628.63 par année. Dans le budget que je présente cette année, soit des crédits de \$28,744,100, il y a une augmentation de traitement

de \$757,000 à \$890,000. Il s'agit, dit-il, de provisions pour reclassifications, augmentation de personnel et augmentations de salaire.

Parmi le nouveau personnel se trouvent un assistant-procureur général suppléant pour Montréal, de nouveaux conseillers juridiques, des secrétaires et des commis en province. Il pourrait y avoir des substituts du procureur général attachés en permanence au Québec.

C'est la méthode la plus pratique à Montréal et à Québec, tout au moins, pour écouler les greffes très chargés devant la cour, que d'obtenir le dévouement total de ces avocats à la cause de la justice. Mais il n'est pas question que cette permanence soit établie en province pour l'instant.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) propose: 3. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de neuf cent soixante-quinze mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Bureaux d'enregistrement (procureur général)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1963.

L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont): Quatre-vingts bureaux d'enregistrement et 95 registrateurs dépendent du département, dont 18 à traitement fixe et 42 à pourcentage.

M. Bellemare (Champlain) pose une question à propos des bureaux d'enregistrement de son comté.

L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont) répond que les inspecteurs de son ministère ont recommandé la fusion du bureau d'enregistrement de Sainte-Geneviève-de-Batiscan à celui de Trois-Rivières, par mesure d'économie.

M. Bellemare (Champlain) demande au procureur général d'analyser les requêtes de la Chambre de commerce du Cap-de-la-Madeleine pour que le bureau de Sainte-Geneviève soit déménagé au Cap. Mais, si le gouvernement entend le déménager à Trois-Rivières, dit-il, je préfère le voir demeurer à Batiscan.

Il (M. Bellemare) demande au procureur général des explications sur la destitution de M. Rodrigue Bailly, à Sainte-Geneviève.

L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont): Des dénonciations ont prouvé qu'il s'occupait de politique.

M. Bellemare (Champlain): M. Bailly est prêt à subir une enquête publique pour prouver que les dénonciations ne sont pas sérieuses. C'est une nouvelle forme de patronage direct. M. R. Bailly n'est plus qu'une loque humaine à l'hôpital.

Des voix ministérielles: François... François...

L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont): M. Bailly semblait le plus impliqué des deux registrateurs. C'est pourquoi c'est lui qui fut remercié.

M. Bellemare (Champlain): Le procureur général fut mal renseigné.

M. Gabias (Trois-Rivières): Avant 1960, il fut question de fusion, mais depuis, avec les nouveaux officiers et le nouveau personnel, cette réalisation est impossible.

M. Lavoie (Laval): Je soulève le cas du registrateur du comté de Laval, le notaire G.-A. Tétreault, qui gagnait environ \$70,000 par année, avant le 22 juin 1960, et qui a été engagé à salaire, au taux de \$10,500 par année. Voilà une belle économie!

M. Johnson (Bagot): Quand on ne peut pas les congédier, on leur coupe leur salaire. Je suis content d'apprendre qu'on fait ainsi du bon patronage!

La résolution est adoptée.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté deux résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Lesdites résolutions sont lues et agréées.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Déclarations ministérielles:

**Barrage de la Gayhurst
à Lac-Mégantic²¹**

L'honorable M. Lévesque (Montréal-Laurier): Il est de mon devoir d'annoncer publiquement et

sans ambiguïté que le barrage de Gayhurst, à Lac-Mégantic, est dans un état d'instabilité dangereuse. Il pourrait même, au moment des grandes crues printanières, être la cause d'inondations catastrophiques, absolument sans précédent, dans les municipalités riveraines de la basse Beauce. Il y a quelques semaines déjà que les officiers du ministère des Richesses naturelles ont été mis au courant de ce danger. Ils ont immédiatement fait établir par la ville de Mégantic, propriétaire du barrage, une surveillance continue de l'ouvrage menacé. L'armée, d'autre part, prévenue d'urgence par le premier ministre (l'honorable M. Lesage), a accepté de son côté d'accélérer ses travaux annuels de dynamitage des glaces sur la Chaudière, afin d'assurer un écoulement plus facile et plus rapide des eaux de la débâcle.

De plus, le gouvernement a demandé à l'organisme provincial de la protection civile, avec l'aide de l'armée et des autorités municipales concernées, de prendre les dispositions nécessaires pour évacuer d'une façon rapide et sans perte de vie les populations des endroits qui seraient submergés. Des ingénieurs-conseils surveillent de près la structure du barrage 24 heures par jour; ils sont prêts à prendre des mesures d'urgence s'ils décèlent des signes d'éclatement.

Je tiens à souligner qu'il n'est pas du tout question pour moi, ni pour les nombreux experts du gouvernement et de l'extérieur dont je résume ici les opinions unanimes, de soutenir que la catastrophe est une chose certaine. Après les premières mesures d'urgence que je viens d'évoquer, ces experts, hydrauliciens, spécialistes en structures et en barrages, ont passé plusieurs jours à réévaluer soigneusement tous les facteurs, et leur conclusion est que le danger existe et qu'il deviendrait imminent au moment prochain des crues, et qu'alors, si rien n'était fait entre-temps pour diminuer la pression des eaux, le barrage aurait de fortes chances de céder brusquement en lâchant une vague énorme et destructrice sur les municipalités qui sont en aval. Il ne s'agit pas là d'ailleurs d'un péril de génération spontanée. C'est l'aboutissement de la dégradation progressive, en quelques années, d'un ouvrage malheureusement mal conçu et mal construit. Construit de 1952 à 1954, ce barrage est la propriété de la ville de Mégantic.

Le coût de sa construction est évalué à environ \$2,000,000. Ce barrage est construit en glaise recouverte de gravier. Avant que la construction en soit terminée, un glissement de terrain se produisit, causant des dommages considérables aux tuyaux d'amenée qui furent

réparés en 1958, au coût de \$200,000, grâce à deux octrois du gouvernement provincial: arrêtés no 906, septembre 1958, \$150,000 et no 769, novembre 1960, \$50,000. Durant ce temps, l'infiltration de l'eau eut pour effet d'affaiblir l'intérieur de la structure de glaise.

Un trou peut être creusé dans le mur du barrage si l'eau atteint un niveau de plus de 1,150 pieds au-dessus du niveau de la mer. Un géographe de l'Université Laval, le professeur Louis-Edmond Hamelin, a indiqué que les villes de Beauceville, Vallée-Jonction et Saint-Joseph devraient être déclarées inhabitables en raison des dangers d'inondation. Le professeur Hamelin a fait cette déclaration récemment, après avoir effectué un relevé technique de l'ensemble du territoire. Le barrage Gayhurst, qui alimente Lac-Mégantic et les régions avoisinantes en électricité, n'a jamais fonctionné à pleine capacité, en raison de ses défauts.

Deux turbines produisent de l'électricité au barrage hydroélectrique de Gayhurst. Chacune de ces deux turbines est capable de 2,250 chevaux-vapeur par année, ce qui fait un total de 4,500 chevaux-vapeur annuellement pour l'usine. En réalité cependant, l'énergie produite annuellement ne représente qu'environ 40 % de cette possibilité, soit de 1,500 à 2,000 chevaux-vapeur. La ville de Mégantic ne pouvant retirer le maximum de production de son usine hydroélectrique, tel que prévu, et ceci, à cause de dommages subis par le barrage et par toute l'installation, et pour d'autres raisons techniques, doit acheter de la Shawinigan Water & Power une quantité totale de 240,000 kilowatts-heure, au coût moyen de \$3,750 par mois.

Ce barrage, qui est devenu un problème financier pour la ville de Mégantic, fait le sujet d'une offre d'achat de la compagnie Shawinigan qui a fait faire une analyse des installations par le Dr L. Casagrande, de Cambridge, USA, qui est réputé comme étant le meilleur spécialiste dans le domaine des barrages en Amérique du Nord, lequel présenta son rapport le 8 février 1962. Conclusions tirées du rapport du Dr L. Casagrande:

Qu'il se produit de l'infiltration à travers l'âme de la digue à certaines érections, et que cette eau d'infiltration s'accumule dans le remblai à l'aval de l'âme, soit à cause du matériel trop imperméable utilisé dans ce remblai, soit à cause de l'obstruction des interstices dans ce remblai par le matériel fin et provenant de l'âme du barrage;

Que la partie supérieure du barrage en terre est rendue à un point de saturation qui peut entraîner sa rupture et la destruction complète du barrage.

C'est pourquoi le Dr Casagrande recommande de ne pas permettre une retenue supérieure à la cote 1150. Il recommande également d'exercer une surveillance continuelle des conditions du barrage en terre jusqu'à ce que des mesures soient prises pour augmenter la stabilité.

Par une résolution du conseil municipal du 12 mars 1962, l'aide du gouvernement provincial fut sollicitée. On demande au ministère des Richesses naturelles de prêter ses services techniques et d'agir comme coordonnateur des travaux. Un ingénieur-conseil de grande expérience fut chargé par la municipalité d'étudier le rapport de M. Casagrande et de trouver une solution au problème.

Ayant pris connaissance de ces rapports et à la demande de la ville de Mégantic, le ministère des Richesses naturelles se vit dans l'obligation de prendre les mesures nécessaires pour assurer la sécurité de toute la région de la Beauce. Une rupture du barrage se produirait instantanément et la vague d'eau, dont la hauteur pourrait être de 30 pieds à Saint-Georges de Beauce, noierait en quelques heures des sections considérables de la basse Beauce, Beauceville, Vallée-Jonction, Sainte-Marie de Beauce, Scott-Jonction et plusieurs autres, entraînant des dommages matériels considérables.

Grâce au sens des responsabilités du conseil de ville de Mégantic et forts de l'appui de l'armée canadienne et des services techniques du ministère des Richesses naturelles, nous avons le ferme espoir que toute catastrophe sera évitée. Comptant aussi sur la coopération de l'organisme de protection civile et de tous les conseils municipaux intéressés, nous avons cependant le devoir de nous préparer au pire en espérant qu'il ne se produira pas.

Maintenant que la situation est claire et sans ambiguïté, nous croyons que les populations affectées comprendront que nous ayons voulu en être bien sûrs avant de l'exposer, et que toute possibilité de rumeurs fantaisistes ou de psychoses est écartée.

Ajoutons, en terminant, que si d'ici quelques jours il fallait, et c'est possible, demander, comme mesure sécuritaire, à la ville de Mégantic de sacrifier en tout ou en partie le barrage qui lui a coûté si cher et causé tant de soucis, je suis autorisé par le gouvernement à assurer les citoyens propriétaires d'un soulagement financier dont les modalités exactes seront à établir, le cas échéant, à la satisfaction des deux parties.

M. Johnson (Bagot) demande au ministre des Richesses naturelles ce qu'il entend par "sacrifier le barrage".

L'honorable M. Lévesque (Montréal-Laurier):

Je n'ai pas l'intention d'entrer dans les détails techniques. Le barrage est secondaire devant l'obligation que nous avons de sauver des vies humaines et d'éviter une catastrophe. Nous entrevoyons la possibilité de creuser une tranchée pour abaisser le niveau du lac. À ce moment, si semblable éventualité se produisait, le barrage n'aurait plus sa raison d'être et deviendrait inutilisable.

Travaux de la Chambre:

**Présence de l'ambassadeur
de la France, à la prochaine séance**

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):

M. Francis Lacoste, ci-devant ambassadeur de la France au Canada, recevra les adieux du Québec²² à l'ouverture de la séance de demain après-midi.

Ajournement

M. l'Orateur prononce l'ajournement.

La séance est levée.

NOTES

1. Selon *Le Nouvelliste* du 21 mars 1962, à la page 1, M. Gabias fait allusion à la déclaration faite par le premier ministre lors d'un grand ralliement libéral, au Manège militaire, quelques jours avant les dernières élections générales.

2. Selon *Le Nouvelliste* du 21 mars 1962, à la page 1, "le président de la Chambre, l'honorable M. Hyde, a crié "À l'ordre!" avant même que le premier ministre n'ait esquissé un geste pour manifester s'il avait ou non l'intention de répondre".

3. Selon *L'Action catholique* du 21 mars 1962, à la page 5, les discussions sur les points d'ordre ont duré plus d'une demi-heure.

4. Selon *Le Montréal-Matin* du 21 mars 1962, à la page 20, M. Larouche fait allusion à une raffinerie de

zinc que les libéraux ont promise aux régions de l'Abitibi, du Lac-Saint-Jean et de Beauharnois au cours de la dernière campagne électorale.

5. Selon *Le Devoir* du 21 mars 1962, à la page 2, le ministre des Richesses naturelles (l'honorable M. Lévesque) est demeuré assis.

6. Chiffre du *Devoir* du 21 mars 1962, à la page 1. *Le Nouvelliste* du 21 mars 1962, à la page 22, mentionne plutôt \$175,174,895. *Le Montréal-Matin* du 21 mars 1962, à la page 3, mentionne plutôt \$175,574,880.

7. Le projet de loi a effectivement subi des amendements en comité plénier. Toutefois, les journaux ne rapportent aucun débat à ce sujet. Pour prendre connaissance desdits amendements, il s'agit de référer à la copie archivée du projet de loi.

8. Chiffre du *Soleil* du 21 mars 1962, à la page 9. *La Presse* du 21 mars 1962, à la page 19, mentionne plutôt 1,500.

9. Selon *La Tribune* du 21 mars 1962, à la page 1, le procureur général se ravise, fouille dans ses papiers et précise.

10. Nom du journal cité dans *Le Montréal-Matin* du 21 mars 1962, à la page 5. *Le Nouveau Journal* du 21 mars 1962, à la page 12, mentionne plutôt *La Frontière*.

11. Nom de famille mentionné dans *Le Soleil* du 21 mars 1962, à la page 24. *The Gazette* du 21 mars 1962, à la page 2, et *The Montreal Daily Star* du 21 mars 1962, à la page 19, mentionnent plutôt le nom de "Labelle".

12. Selon *Le Montréal-Matin* du 21 mars 1962, à la page 5, un journal partisan, M. Lapalme sort de la Chambre pour quelques instants.

13. M. Courcy est à la fois ministre de l'Agriculture et ministre de la Colonisation. À partir du 1^{er} avril 1962, il sera ministre de l'Agriculture et de la Colonisation, avec la fusion des deux ministères.

14. Armand Dumas. Député libéral de Villeneuve à la Chambre des communes de 1949 à 1962.

15. Année mentionnée par *La Tribune* du 21 mars 1962, à la page 10. *The Montreal Daily Star* du 21 mars 1962, à la page 19, mentionne plutôt 1960.

16. Selon *L'Action catholique* du 21 mars 1962, à la page 3, ce serait plutôt le premier ministre qui propose que la séance soit ajournée. Selon *The Gazette* du 21 mars 1962, à la page 2, une dispute d'une heure a éclaté alors que le comité étudiait le dossier du département du procureur général pour l'année 1962-1963.

17. Le premier ministre fait allusion à la séance du 9 mars 1962, alors que la Chambre étudiait en comité des subsides le budget supplémentaire 1961-1962, afin d'octroyer un dollar pour constituer un fonds de roulement pour des hôpitaux. M. Tremblay avait alors donné un dollar au premier ministre, qui est en même temps ministre des Finances, et M. Lesage l'avait averti qu'il l'abonnerait au journal du Parti libéral *La Réforme*.

18. Selon *The Montreal Daily Star* du 21 mars 1962, à la page 53, "le président a demandé à un page de transmettre l'argent au premier ministre" et, selon *La Presse* du 21 mars 1962, à la page 19, le premier ministre a pris le billet et l'a glissé dans sa poche. Selon *La Tribune* du 21 mars 1962, à la page 17, M. Tremblay a reçu le billet de \$2 des mains du chef de l'opposition (M. Johnson).

19. Selon *The Montreal Daily Star* du 21 mars 1962, à la page 19, le premier ministre est absent de la Chambre pour un moment.

20. M. Lapalme occupe les fonctions de ministre des Affaires culturelles et de procureur général.

21. Le dossier du barrage Gayhurst remonte à 1948 et fut rempli d'embûches de toutes sortes. Cette année-là, la population de Lac-Mégantic approuvait la construction d'une centrale hydroélectrique mais dont les travaux ne pouvaient se faire qu'après la construction d'un barrage. En 1951, les travaux débutèrent. Plus tard, le barrage s'est affaissé et la ville a dû emprunter pour le réparer. Deux règlements d'emprunt n'ont pu se faire, car ils n'ont pas été approuvés par au moins 60 % de la population. Cependant, les travaux devaient se terminer. En 1955, le gouvernement de l'Union nationale présentait le bill 35 afin d'autoriser la ville de Lac-Mégantic à contracter un emprunt spécial, afin de terminer la construction de la centrale. Pour de plus amples renseignements à ce sujet, voir la séance du 25 janvier 1955.

22. Selon *Le Soleil* du 21 mars 1962, à la page 37, Lacoste quitte son poste au Canada pour devenir ambassadeur de France en Belgique.

Séance du mercredi 21 mars 1962

Présidence de l'honorable J. R. Hyde

La séance est ouverte à 2 h 30.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Motions des députés:

Hommage à Son Excellence

**M. Francis Lacoste,
ambassadeur de France au Canada¹**

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Pour celui qui s'est voué tout entier à la tâche de servir, il n'est pas de plus grand éloge que de dire de lui qu'il a bien mérité de sa patrie. Rarement avons-nous vu un diplomate faire aussi facilement l'unanimité à son sujet que Son Excellence M. l'ambassadeur Francis Lacoste. Il serait facile d'être éloquent en parlant de lui. On n'aurait qu'à citer ses notes biographiques et ses imposantes réalisations. Je ne chercherai pas cependant à rappeler ce qui est de notoriété publique. Je ne rappellerai même pas le rôle vraiment extraordinaire qu'il joua comme résident général au Maroc, avant de devenir au Canada la personnalité la plus attachante du monde diplomatique.

J'aimerais mieux laisser parler mon amitié personnelle et dire qu'en ce qui concerne notre peuple, M. Lacoste nous a compris tout aussi bien et peut-être mieux que s'il était des nôtres. Il a même su réaliser le triomphe de sa fonction. Toujours discret et ne cherchant jamais à s'imposer, il était par contre toujours prêt à se dépenser sans compter au moment même où il devinait chez nous le plus imperceptible désir d'avoir sa collaboration.

Si ses instructions avant de venir au Canada avaient été résumées en ces simples mots: Faire que les Canadiens aiment encore davantage la France, M. Lacoste pourrait se présenter devant son président pour lui dire: Mission accomplie. C'est grâce à des hommes au cœur et à l'esprit généreux comme M. Lacoste que nos sentiments envers son pays sont plus vifs que jamais.

Mais le reproche que nous pourrions faire à cette France depuis que se sont resserrés nos liens d'amitié avec elle, c'est celui qui s'exprimerait en citant le mot de son plus grand roi, le jour où il perdit sa reine: C'est, avait dit Louis XIV, le premier chagrin qu'elle me cause. Le chagrin que nous cause la France, c'est de

nous enlever celui que nous aimons comme l'un des nôtres et à qui nous voudrions bien pouvoir décerner le titre de citoyen honoraire de l'État du Québec.

M. Johnson (Bagot) dit qu'il se déclare heureux de se joindre au premier ministre, au nom de l'opposition, pour offrir ses sentiments d'amitié à l'ambassadeur de France et lui exprimer en même temps ses regrets de le voir partir. Lui qui nous a si bien servis depuis six ans, dit-il, il aura encore à la toute dernière minute de son séjour ici servi la province de Québec en arrachant au premier ministre l'aveu un peu tardif que le Québec est un État. Le premier ministre se rallie ainsi à une doctrine qui a toujours été chère à l'Union nationale. Je serais tout aussi heureux que le premier ministre de vous voir accepter le titre de citoyen honoraire de l'État du Québec, qui n'est pas un État provincial comme les autres puisqu'il est d'abord, suivant l'esprit du pacte fédératif, l'État national des Canadiens français.

Il exprime sa satisfaction que l'ambassadeur ait réalisé dans la Chambre une unanimité du moins temporaire. Pour tous les Canadiens, et particulièrement pour les membres de la communauté française et québécoise, vous avez été, M. l'ambassadeur, beaucoup plus qu'un ami. Vous avez incarné parmi nous la présence discrète, mais combien efficace, de cette France de toujours qui, en dépit de toutes les vicissitudes et de toutes les contingences, ne cesse de grandir en prestige et en rayonnement, de cette France que nous aimons et qui nous rend si fiers d'être ce que nous sommes. Qu'il nous soit permis de formuler un vœu: Puisse la conclusion du conflit algérien être l'annonce d'un nouveau printemps pour la France et pour toutes les communautés françaises du monde, y compris la nôtre.

(M. l'ambassadeur salue les députés et quitte le parquet de la Chambre.)

(Applaudissements de la Chambre)

Rapports des comités permanents:

M. Binette (Deux-Montagnes): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le huitième rapport du comité permanent des bills privés en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 178 accordant certains pouvoirs à l'Institution royale pour l'avancement des sciences.

Questions de privilège:

Entrevue du ministre des Richesses naturelles à la radio

M. Johnson (Bagot): Ce matin, M. Saint-Georges Côté, du poste CKCV, annonçait qu'il avait obtenu un enregistrement exclusif d'une déclaration du ministre des Richesses naturelles (l'honorable M. Lévesque) sur les dangers du barrage de Gayhurst à Lac-Mégantic. Un poste de radio où glose Saint-Georges Côté, avec le sens de l'équilibre qu'on lui connaît, en exagérant grossièrement les faits au sujet du barrage Gayhurst, situé dans la région de Beauce-Mégantic, est inquiétant indûment pour le public.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Quelle marque de bravoure que d'attaquer des gens qui sont absents pour se défendre!

M. Johnson (Bagot): Le ministre des Richesses naturelles peut-il nous dire si c'est vrai qu'il a donné l'exclusivité de sa déclaration sur le barrage de Gayhurst à Saint-Georges Côté? La question, trop sérieuse et trop tragique, et étant d'intérêt général, n'aurait pas dû être l'objet d'une exclusivité.

L'honorable M. Lévesque (Montréal-Laurier): La seule explication à donner, c'est qu'hier soir le correspondant de ce poste m'a demandé une entrevue au cours de laquelle je me suis personnellement prononcé à ce sujet, et j'ai répété à peu près la déclaration que j'ai faite en Chambre².

Il (l'honorable M. Lévesque) dit qu'il n'avait pas été dans ses intentions d'accorder l'exclusivité de sa déclaration à l'un plutôt qu'à l'autre. Si la station de radio a fait une montagne avec cette affaire, en négligeant les faits, alors, je n'y peux rien. Si l'émission a été diffusée avant d'autres de même teneur, ce fut accidentel, à cause de l'heure tardive où l'enregistrement fut entendu.

Explications sur des faits publiés:

Article du *Devoir*

M. Bellemare (Champlain): Un journal de nuit me fait dire dans son titre que j'aurais mis en doute l'intégrité du juge Baillargeon³.

L'honorable M. Lévesque (Montréal-Laurier): Quoi? Un journal de nuit? Lequel?

M. Bellemare (Champlain): *Le Devoir*!

L'honorable M. Lévesque (Montréal-Laurier): Fantastique!
(Rires de la Chambre)

M. Bellemare (Champlain): Toute cette Chambre peut témoigner qu'il n'a jamais été question de mettre en doute l'intégrité du juge. J'ai même ajouté que je croyais sincèrement en son honnêteté et son intégrité. Tout ce que j'ai voulu souligner, c'est l'imprudence qu'il a manifestée en acceptant d'assister à une réunion d'un caractère politique. Je tiens à protester avec véhémence contre ce titre tendancieux qui ne reflète en rien l'esprit et les faits de mon intervention.

Épidémie de typhoïde à Deschênes

M. Desjardins (Gatineau): Les journaux ont rapporté qu'une épidémie sévit et a déjà causé la mort d'un jeune homme de 22 ans, marié et père de deux enfants. Le 10 février 1961, le ministère de la Santé a émis une ordonnance pour des travaux d'aqueduc, au coût de \$210,000, et l'aménagement d'une usine d'épuration des eaux. Pour quelle raison l'ordonnance n'a-t-elle pas été respectée? Que fait le ministre de la Santé (l'honorable M. Couturier) pour rassurer la population de Deschênes qui est alarmée par cette situation?

L'honorable M. Couturier (Rivière-du-Loup): Le défaut d'exécution de l'ordonnance du ministère est du domaine municipal. Il n'y a pas d'épidémie de typhoïde à Deschênes. Jusqu'ici, il n'y a qu'un homme de mort. Je suis croyablement informé qu'il n'y a pas d'épidémie.

M. Leclerc (Charlevoix): Est-il vrai que l'ordonnance n'a pas été exécutée parce que la Régie d'épuration des eaux fut elle-même saisie de l'affaire et est intervenue?

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Dans ce cas, je vais aller aux renseignements et je les donnerai à la Chambre. Cette Régie relève du Conseil exécutif de la province.

Affinerie de zinc à Beauharnois

M. Larouche (Témiscamingue) demande au ministre des Richesses naturelles (l'honorable

M. Lévesque) si c'est bien à cause d'un manque d'énergie électrique qu'une raffinerie de zinc est allée s'installer dans la région de Montréal, de préférence à celle du Nord-Ouest⁴.

L'honorable M. Lévesque (Montréal-Laurier): L'insuffisance de l'électricité dans le Nord-Ouest québécois est l'un des facteurs qui empêcheront l'implantation d'une raffinerie de zinc dans cette région, surtout à cause de son prix élevé.

Le facteur "électricité" n'est pas le seul qui soit entré en ligne de compte. Il faut aussi songer à la proximité d'un marché pour l'écoulement des sous-produits, particulièrement de certains acides, qui est à peu près inexistant dans cette région.

M. Larouche (Témiscamingue) demande si le ministre peut dire si des études ont été faites sur la rivière des Quinze, en vue de la construction d'un barrage.

L'honorable M. Lévesque (Montréal-Laurier): Hydro-Québec a étudié la possibilité d'aménager les cours d'eau du Nord-Ouest de la province, notamment la rivière des Quinze et la Nottaway, et continue d'en faire avec la collaboration du ministère des Richesses naturelles. Entre de telles études et la réalisation des projets, il s'écoule nécessairement des années.

Dans le cas présent, les industriels ne peuvent attendre aussi longtemps pour développer leur gisement. Ils vont faire affiner le zinc à un endroit où ils pourront le faire de façon convenable.

M. Larouche (Témiscamingue) dit au ministre des Richesses naturelles qu'il aura l'occasion de lui en reparler.

Projets de loi:

Institution royale pour l'avancement des sciences

M. Blank (Montréal-Saint-Louis) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 178 accordant certains pouvoirs à l'Institution royale pour l'avancement des sciences.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 178 sans l'amender.

M. Blank (Montréal-Saint-Louis) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Loi des subsides No 3 Crédits provisoires 1962-1963

CONSEIL LÉGISLATIF

Le 21 mars 1962

Ordonné: Que le greffier reporte à l'Assemblée législative le bill 26 octroyant à Sa Majesté des deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1963 et pour d'autres fins du service public, et informe cette Chambre que le Conseil législatif l'a voté.

Demande et dépôt de documents:

Dettes obligataires de l'hôpital Comtois

M. Caron (Maskinongé) propose qu'il soit présenté à l'honorable lieutenant-gouverneur une adresse le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre une copie des arrêtés ministériels adoptés par le lieutenant-gouverneur en conseil, depuis le 1^{er} janvier 1961 jusqu'au 15 février 1962, concernant le paiement des intérêts sur la dette obligataire due par l'hôpital Comtois inc., de Louiseville.

Adopté.

L'honorable M. Bertrand (Terrebonne) dépose sur le bureau de la Chambre ledit document. (Document de la session no 77)

Travaux de drainage

M. Bernatchez (Lotbinière) propose qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre une copie de

tous les contrats intervenus entre les ministères de l'Agriculture et de la Colonisation et toute personne, société ou corporation, depuis le 18 mai 1961 jusqu'au 1^{er} février 1962 inclusivement, relativement à l'exécution de travaux de drainage, y compris toutes les annexes de tels contrats, toutes les ententes et conventions supplémentaires ou additionnelles.

Adopté.

L'honorable M. Bertrand (Terrebonne) dépose sur le bureau de la Chambre ledit document. (Document de la session no 78)

Office d'information et de publicité du Québec

M. Gosselin (Compton) propose qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre une liste donnant les noms, prénoms, adresses, fonctions et traitements du directeur et des autres fonctionnaires et employés de l'Office d'information et de publicité de la province de Québec.

Adopté.

L'honorable M. Bertrand (Terrebonne) dépose sur le bureau de la Chambre ledit document. (Document de la session no 79)

Office du tourisme du Québec

M. Gosselin (Compton) propose qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre une liste donnant les noms, prénoms, adresses, fonctions et traitements du directeur et des fonctionnaires et employés de l'Office du tourisme de la province de Québec, nommés depuis le 27 avril 1961 jusqu'au 9 janvier 1962.

Adopté.

L'honorable M. Bertrand (Terrebonne) dépose sur le bureau de la Chambre ledit document. (Document de la session no 80)

Les prévisions optimistes, dit-il, énoncées à l'égard de l'essor de l'industrie touristique dans le Québec, en 1961, se sont avérées fondées. Selon des rapports préliminaires publiés par le Bureau fédéral de la statistique au cours de l'année 1961, le nombre des automobiles qui, venant des États-Unis, sont entrées au Canada, a dépassé de 3 % environ le nombre des véhicules entrés en 1960, indice encourageant d'essor touristique.

Il faut noter que l'accroissement a été encore plus marqué si l'on ne considère que le tronçon de

frontière situé entre les États-Unis et le Québec. Dans ce cas, la proportion a atteint de 4 % à 5 %. Si l'on tient compte de ce facteur et du fait que, dans le domaine du tourisme interprovincial, l'accroissement sans précédent dont la province avait bénéficié en 1960, comparativement à l'année précédente, a semblé se consolider en 1961, nous avons raison d'être satisfaits de l'année qui vient de se terminer, et il est logique de penser que le dynamisme dont notre Office du tourisme a fait preuve dans la conception et l'orientation de ses campagnes publicitaires n'a pas été étranger à cette situation favorable.

Office du film du Québec

M. Gosselin (Compton) propose qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre une liste donnant les noms, prénoms, adresses, fonctions et traitements du directeur et des fonctionnaires et employés de l'Office du film de la province de Québec.

Adopté.

L'honorable M. Bertrand (Terrebonne) dépose sur le bureau de la Chambre ledit document. (Document de la session no 81)

Présidents des conseils d'arbitrage pour les corporations municipales

M. Dozois (Montréal-Saint-Jacques) propose qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre une liste donnant les noms et adresses des personnes nommées par le lieutenant-gouverneur en conseil, depuis le 5 juillet 1960 jusqu'au 1^{er} mars 1962, pour agir comme présidents des conseils d'arbitrage pour entendre et décider des différends entre les corporations municipales et leurs employés, conformément aux dispositions de la loi 13 George VI, chapitre 26, et ses amendements, avec, en regard de chaque nom, le total des montants reçus en rémunérations et dépenses de voyage ainsi que l'indication de la corporation municipale concernée.

Adopté.

L'honorable M. Cliche (Abitibi-Est) dépose sur le bureau de la Chambre ledit document. (Document de la session no 82)

Régie interne du Conseil d'orientation économique

M. Johnson (Bagot) propose qu'il soit présenté à l'honorable lieutenant-gouverneur une adresse le

priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre une copie des règlements en vigueur édictés par le Conseil d'orientation économique de Québec, pour sa régie interne, sous l'empire de l'article 4 de la loi concernant le Conseil d'orientation économique du Québec (9-10 Elizabeth II, chapitre 15).

Adopté.

L'honorable M. Bertrand (Terrebonne) dépose sur le bureau de la Chambre ledit document. (Document de la session no 83)

Régie interne de la Commission d'aménagement

M. Boudreau (Saint-Sauveur) propose qu'il soit présenté à l'honorable lieutenant-gouverneur une adresse le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre une copie des règlements édictés par la Commission d'aménagement de Québec, pour sa régie interne, depuis la nomination des membres de ladite Commission.

Adopté.

L'honorable M. Bertrand (Terrebonne) dépose sur le bureau de la Chambre ledit document. (Document de la session no 84)

M. Bellemare (Champlain): Arrêtez, vous allez le faire mourir.

Prix du bois à pulpe

M. Guillemette (Frontenac) propose qu'il soit présenté à l'honorable lieutenant-gouverneur une adresse le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre une copie de tous les arrêtés adoptés par le lieutenant-gouverneur en conseil, en conformité du dernier paragraphe de l'article 3 de la loi concernant le prix du bois à pulpe vendu par des agriculteurs et des colons (9-10 Elizabeth II, chapitre 45).

Adopté.

L'honorable M. Arsenault (Matapédia) dépose sur le bureau de la Chambre ledit document. (Document de la session no 85)

Permis pour la récupération du bois des bassins des rivières Manicouagan et aux Outardes

M. Guillemette (Frontenac) propose qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre une liste de tous les permis émis par l'Office de récupération

forestière des bassins des rivières Manicouagan et aux Outardes, sous l'autorité de l'article 13 de la loi pour la récupération du bois dans les terrains requis pour l'aménagement hydroélectrique des rivières Manicouagan et aux Outardes (9-10 Elizabeth II, chapitre 46), cette liste devant comprendre les noms, prénoms et adresses des bénéficiaires de ces permis, ainsi que les quantités et essences de bois que chaque détenteur de permis était autorisé à couper, avec en plus le montant payé au gouvernement par chacun des bénéficiaires pour chacun des permis émis ou le montant payé par le gouvernement à chacun des détenteurs de permis pour le bois coupé, selon le cas.

Adopté.

L'honorable M. Arsenault (Matapédia) dépose sur le bureau de la Chambre ledit document⁵. (Document de la session no 86)

Contrats pour la récupération du bois des bassins des rivières Manicouagan et aux Outardes

L'ordre du jour appelle l'étude de la motion suivante du député de Frontenac (M. Guillemette):

Qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre une copie de tous les contrats passés par l'Office de récupération forestière des bassins des rivières Manicouagan et aux Outardes, sous l'autorité de l'article 12 de la loi pour la récupération du bois dans les terrains requis pour l'aménagement hydroélectrique des rivières Manicouagan et aux Outardes (9-10 Elizabeth II, chapitre 46)⁶.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) invoque le Règlement et déclare qu'il est contraire à l'intérêt public de déposer sur le bureau de la Chambre les documents demandés par la motion telle que rédigée. En vertu de l'article 690 du Règlement, dit-il, il ne peut y avoir de débat sur une déclaration à l'effet qu'une question n'est pas d'intérêt public. La réponse ministérielle à une question ne peut prêter à un débat.

M. Johnson (Bagot): Dois-je comprendre que le premier ministre estime contraire à l'intérêt public de déposer les documents réclamés? C'est très difficile à comprendre.

M. l'Orateur: C'est précisément ce que vient de dire le premier ministre.

M. Johnson (Bagot) demande au secrétaire général de l'Assemblée législative, M. Antoine

Lemieux, de consigner la décision du premier ministre (l'honorable M. Lesage) dans le compte rendu officiel de la Chambre.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): (Dictant lentement au greffier) Il est contraire à l'intérêt public de présenter les documents tels que demandés à l'item 46 de l'ordre du jour⁷.

M. Bellemare (Champlain) se lève.
(Protestations à droite)

Le chef du gouvernement avait, l'an dernier, promis de fournir les renseignements. L'an dernier, lors de l'étude de la loi qui instituait l'Office de récupération du bois de la Manicouagan, nous avons demandé au premier ministre (l'honorable M. Lesage) par quels moyens nous pourrions avoir des résultats des opérations forestières. Le premier ministre a dit que nous n'aurions qu'à présenter une motion en Chambre. Il a changé d'idée, aujourd'hui?

M. l'Orateur: Le député de Champlain fait ce qui est interdit par le Règlement. Ce qu'il dit est de nature à soulever un débat.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) invoque une question de privilège. Le député de Champlain fait erreur, dit-il. Ce que j'ai déclaré l'an dernier, c'est que, dans le rapport annuel de l'Office, il y aurait mention des transactions qui pourraient être dévoilées publiquement sans danger pour la nature commerciale des opérations. À l'heure actuelle, tout le bois n'est pas vendu et on compromettrait le succès des opérations en donnant des détails.

M. Bellemare (Champlain): Ce que le premier ministre rappelle se rattache à la demande que nous faisons que le gouvernement se serve de la *Gazette officielle*.

Des députés ministériels: À l'ordre!

M. l'Orateur: À l'ordre! Aucun débat n'est permis lorsque le gouvernement refuse de déposer un document pour une question d'intérêt public. Je considère l'incident clos.

M. Johnson (Bagot): Encore 4,000,000 de cordes de bois cachées en contrats et \$420,000,000⁸!

À 6 heures, la Chambre suspend ses travaux à loisir.

Reprise de la séance à 5 heures

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 99 modifiant la loi du Barreau;
- bill 110 concernant la Corporation des psychologues de la province de Québec;
- bill 119 changeant le nom de Zdenek Podskalsky en celui de Denis Podskalsky Dennis.

Messages du lieutenant-gouverneur:

Sanction royale

M. Pierre Gelly, huissier à la verge noire, transmet le message suivant dont M. l'Orateur fait lecture:

M. l'Orateur: Madame, Messieurs, l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec désire la présence immédiate de cette Chambre dans la salle des séances du Conseil législatif.

En conséquence, M. l'Orateur et les députés se rendent à la salle du Conseil législatif.

L'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur veut bien donner, au nom de Sa Majesté, la sanction royale aux bills suivants:

- 99 Loi modifiant la loi du Barreau;
- 110 Loi concernant la Corporation des psychologues de la province de Québec;
- 119 Loi changeant le nom de Zdenek Podskalsky en celui de Denis Podskalsky Dennis.

Le Greffier du Conseil législatif: Au nom de Sa Majesté, l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur sanctionne ces bills.

M. l'Orateur de l'Assemblée législative s'adresse alors à l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur et lui présente le bill suivant pour qu'il veuille bien y donner sa sanction:

26 Loi octroyant à Sa Majesté des deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour

l'année financière se terminant le 31 mars 1963 et pour d'autres fins du service public.

Le Greffier du Conseil législatif: Au nom de Sa Majesté, l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur remercie ses loyaux sujets, accepte leur *benevolence* et sanctionne ce bill.

Les députés reviennent à leur salle de séances.

Ajournement

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) propose, du consentement unanime, que, lorsqu'elle s'ajournera, la Chambre se trouve ajournée à vendredi, à dix heures du matin.

Adopté.

La séance est levée.

NOTES

1. Selon *Le Soleil* du 22 mars 1962, à la page 37, M. Lacoste quitte son poste au Canada pour devenir ambassadeur de France en Belgique. Pour cet hommage, M. Lesage invite M. Lacoste à occuper un siège à droite du fauteuil de l'Orateur. M. Georges Denizeau, consul de France à Québec, accompagne l'ambassadeur.

2. M. Lévesque fait allusion à sa déclaration au sujet du barrage Gayhurst lors de la séance du 20 mars 1962.

3. M. Bellemare fait allusion à un article du *Devoir* du 21 mars 1962, aux pages 1 et 2, où le titre se lisait comme suit: "M. Bellemare met l'intégrité du juge Baillargeon en doute". Pour de plus amples renseignements sur le débat tenu en Chambre sur cette question, voir la séance du 20 mars 1962.

4. Le 20 mars 1962, le député de Témiscamingue (M. Larouche) posait une question à propos d'une affinerie de zinc qui ne pouvait s'installer dans le Nord-Ouest du Québec, par manque d'électricité. Le ministre des Richesses naturelles (l'honorable

M. Lévesque) avait alors répondu que rien n'était encore décidé.

5. Selon *L'Action catholique* du 22 mars 1962, à la page 3, ce serait le premier ministre qui dépose le document, et non M. Arsenault.

6. Selon *La Tribune* du 22 mars 1962, à la page 17, le député de Frontenac (M. Guillemette) réclamait depuis le 14 mars 1962 le dépôt de la copie de tous les contrats passés par l'Office de récupération forestière des bassins des rivières Manicouagan et aux Outardes.

7. Selon *The Gazette* du 22 mars 1962, à la page 4, l'item 46 correspond à la motion du député de Frontenac (M. Guillemette) demandant le dépôt de ces documents.

8. Selon *The Gazette* du 22 mars 1962, à la page 4, le chef de l'opposition fait référence à l'envergure du projet de réexploitation lorsque tout le bois du projet du futur barrage de la Manicouagan aura été enlevé. *The Montreal Daily Star* du 22 mars 1962, à la page 34, mentionne plutôt le montant de \$120,000,000.

Séance du vendredi 23 mars 1962

Présidence de l'honorable J. R. Hyde

La séance est ouverte à 10 heures¹.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports des comités permanents:

M. Dionne (Rimouski): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le onzième rapport du comité permanent des règlements.

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- de Reddy Memorial Hospital, demandant l'adoption d'une loi autorisant la cité de Westmount à vendre audit hôpital certains lots;
- de la cité de Hull, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.

Projets de loi:

**Westmount et
Reddy Memorial Hospital**

M. O'Reilly (Montréal-Verdun) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 149 pour autoriser la cité de Westmount à aliéner au Reddy Memorial Hospital la ruelle portant le numéro 378-37-2 de la paroisse de Montréal.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Charte
de Hull**

M. Parent (Hull) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 185 modifiant la charte de la cité de Hull.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Code
de la route**

L'honorable M. Cournoyer (Richelieu) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 27 modifiant le Code de la route.

La disposition qui défend d'admettre dans un autobus plus de passagers qu'il n'y a de sièges disponibles disparaît. Cependant, le Code de la route maintient l'interdiction pour les autobus affectés au transport des écoliers. Le conducteur d'un autobus scolaire ne peut jamais accepter plus de passagers qu'il n'y a de sièges disponibles ou d'espace pour asseoir tous les écoliers. La loi prévoit des peines pour trois infractions graves: conduite imprudente au volant, délit de fuite et violation d'une annulation ou suspension de permis de conduire. Ces dispositions sont destinées à permettre la répression de ces infractions en vertu d'une loi provinciale fixant une peine minimum.

La conduite imprudente au volant sera punissable d'une amende de \$50 à \$200 et d'un emprisonnement dont la durée ne doit pas dépasser un mois. Dans le cas de récidive dans les deux ans, l'amende est de \$200 à \$500 et la durée de l'emprisonnement peut aller jusqu'à deux mois. Le conducteur condamné doit aussi payer les frais de justice. De plus, le permis de conduire doit être suspendu pendant une période de un à trois mois quand il s'agit du premier délit, et de trois à six mois s'il s'agit d'une récidive.

Le conducteur d'automobile impliqué dans un accident doit rester sur les lieux ou y retourner immédiatement, fournir toute l'aide nécessaire et donner par écrit à toute personne ayant subi une blessure ou un dommage ou à un agent de la paix ou à un témoin, ses nom, adresse du propriétaire enregistré, avec le numéro de permis d'enregistrement du véhicule selon qu'il est alors requis. L'infraction est passible d'une amende de \$100 à \$300 et d'un emprisonnement n'excédant pas un mois. Au cas de récidive avant que deux années ne se soient écoulées, l'amende est de \$300 à \$600 et un emprisonnement n'excédant pas deux mois. L'automobiliste condamné paie les frais de justice. La loi prévoit aussi des suspensions de permis dans ces cas pour une période de deux à six mois à un an, s'il y a récidive.

La violation d'une annulation de permis ou de suspension de permis de conduire peut entraîner une amende de \$100 à \$200 et un emprisonnement n'excédant pas 15 jours. Le récidiviste en dedans de deux ans sera passible d'une amende de \$200 à \$400 et d'un emprisonnement de huit à 30 jours. Le projet de loi élève l'amende maximum que l'on peut infliger à un chauffeur pour excès de vitesse et certains autres délits. Un excès de vitesse constituant

un danger pour autrui est passible de \$20 à \$50 d'amende pour un premier délit ou huit jours de prison et, en plus, en cas d'accident ou si la vitesse dépasse de 15 milles à l'heure la vitesse permise, confiscation du permis de conduire durant une période n'excédant pas trois mois.

Pour une deuxième infraction dans l'année qui suit, amende de \$50 à \$100 ou 15 jours de prison, et en plus, en cas d'accident ou si la vitesse dépasse de 15 milles à l'heure la vitesse permise, confiscation du permis de conduire pour une période n'excédant pas trois mois. Pour un troisième délit du même genre au cours des 12 mois qui suivent le premier, amende de \$100 à \$200 ou 30 jours de prison et, en plus, confiscation du permis de conduire pour une période d'au moins trois mois en général, mais d'au moins six mois si la vitesse dépasse de 15 milles à l'heure celle qui est permise par la loi, ou si le véhicule est impliqué dans un accident. Pour la violation du règlement relativement aux phares et aux feux de position, aux klaxons, aux silencieux, aux freins, aux garde-boue, à la circulation, etc., à la troisième infraction en moins d'un an, l'amende pourra atteindre \$200.

L'article 3 du bill 27 fixe un minimum et un maximum pour chacune des amendes prévues pour de nombreuses infractions à l'égard desquelles le Code de la route fixe présentement un montant déterminé que la jurisprudence considère généralement comme un maximum. Par contraste, le bill 27 allonge la liste des actes criminels au volant, dont un propriétaire d'automobile ne peut être tenu responsable lorsqu'il prouve qu'il ne conduisait pas au moment où ils ont été commis. C'est le cas pour: imprudence au volant d'une voiture; fuite du chauffeur impliqué dans un accident; utilisation d'une auto alors que le permis a été annulé ou suspendu.

Un article concerne les poursuites instituées devant une Cour municipale. Les frais accordés ne pourront plus comprendre d'honoraires d'avocats recouvrables dans les poursuites instituées en vertu de la loi des convictions sommaires de Québec, suivant l'interprétation donnée à la loi par la Cour d'appel. Certaines infractions au Code de la route, comme le fait de brûler un feu rouge, pourront être réglées sans que l'accusé ne doive se présenter en cour. En effet, l'article 6 du nouveau bill prescrit l'envoi d'un avis préalable à celui qu'on accuse d'une infraction au Code de la route.

Cet avis permet à un inculpé d'éviter la poursuite en payant dans les 10 jours l'amende minimum avec, en outre, \$1.00 pour les frais. Un

accusé qui admettrait sa culpabilité et prouverait qu'on ne lui a pas envoyé l'avis ne pourrait être condamné à plus que le minimum. Cette disposition ne s'applique pas au cas de récidive ni lorsque l'inculpé a été arrêté, ne réside pas dans la province, ou a reçu un avis sommaire équivalant à une sommation suivant l'article 58 du Code de la route. Cela doit entrer en vigueur le 1^{er} juin.

Il y aura également, en vertu de la nouvelle loi, des règlements concernant les écoles de conduite, la vente et l'usage d'huile servant au fonctionnement des freins, l'arrimage des charges et le transport d'explosifs. Les condamnations pour conduite dangereuse, pour délit de fuite et pour conduite avec un permis suspendu seront notées au dos du permis de conduire.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Loi des autoroutes

L'honorable M. Pinard (Drummond) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 28 modifiant la loi des autoroutes.

M. Johnson (Bagot) demande des explications relativement au bill.

L'honorable M. Pinard (Drummond): Le gouvernement a l'intention de prendre les mesures qui s'imposent pour bannir les obstacles à la circulation le long de ces artères rapides et, pour la première fois, une action directe est portée contre les cimetières d'autos. En effet, le projet de loi vise à prohiber les cimetières d'automobiles le long des autoroutes et des voies de raccordement en deçà d'une certaine distance déterminée par un arrêté en conseil qui sera publié dans la *Gazette officielle*.

Par une entente entre le ministère de la Voirie et le département du procureur général, la nouvelle loi accordera à l'Office des autoroutes le pouvoir d'employer ses propres agents de police pour assurer l'observance de la loi et des règlements de circulation sur les autoroutes. La police provinciale des autoroutes n'est pas intégrée à la police provinciale des autres routes de la province, parce qu'il s'agit de routes à péage et qu'il faut, sur une route à péage, un service meilleur que sur les routes ordinaires.

Il s'agit d'établir un système d'administration autonome pour l'Office des autoroutes. La loi réglemente également les affiches en bordure des

autoroutes. Le projet de loi propose une définition d'"enseigne lumineuse": tout appareil d'éclairage d'une affiche, par électricité ou le gaz, et toute affiche lumineuse ou recouverte de peinture ou enduit réfléchissant, et ajoute ces enseignes dans le texte prohibant les affiches et panneaux-réclames sur l'emprise des routes. Seul l'occupant d'une construction où il exerce une profession ou une occupation peut, en deçà de la distance prescrite, placer le long des autoroutes une enseigne lumineuse ne comportant que son nom. Encore faut-il qu'il soit détenteur d'un permis spécial octroyé par l'Office.

L'Office des autoroutes accordera désormais des permis pour de telles enseignes. Les dimensions et caractéristiques de ces enseignes ainsi que l'endroit où elles peuvent être posées sont déterminés par le permis. Il appartiendra au Conseil des ministres de déterminer la distance minimum, comme cela existe déjà pour les affiches et pour les panneaux-réclames.

Le bill étend l'application de cette disposition aux voies de raccordement et permet aux représentants de l'Office de pénétrer sur la propriété privée pour inspecter les installations. Le rapport annuel de l'Office pourra être déposé au ministère le 31 mars, au lieu du 28 février.

Ceci, c'est pour empêcher le chef de l'opposition de reprocher au ministre de la Voirie de déposer ce rapport en retard². Des peines sont prévues pour punir les gens qui ne respecteraient pas le règlement concernant les cimetières d'automobiles. L'amende sera de \$20 à \$40 pour une première infraction, de \$40 à \$100 pour chaque infraction subséquente survenue au cours des 12 mois suivants. Le coupable devra, en plus, payer les frais de justice. Ces sanctions frapperont les propriétaires, les locataires et les occupants du terrain et le propriétaire du ou des véhicules qui y seront remisés. Le tribunal, qui prononcera la condamnation, ordonnera aussi que les véhicules soient enlevés dans un délai de huit jours.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Assurance-édition

L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 29 de l'assurance-édition.

Il s'agit, dit-il, d'encourager la production littéraire dans la province en garantissant aux éditeurs ayant l'intention de publier certaines œuvres

nouvelles qu'ils le feront sans risquer de perdre de l'argent. C'est le Conseil des arts qui sera chargé de faire le choix des œuvres pour la publication desquelles l'assurance sera accordée, et le montant affecté chaque année à cet encouragement ne pourra pas dépasser \$100,000. Il faudra que le bénéficiaire soit un membre de l'Association des éditeurs canadiens.

La loi de l'assurance-édition a pour but de permettre au ministère des Affaires culturelles de garantir aux éditeurs de la province qu'il se portera acquéreur, au prix coûtant, d'une partie des exemplaires d'un ouvrage qui resteront invendus un an après le jour de la vente du premier exemplaire. Cette partie sera déterminée en déduisant du nombre d'exemplaires invendus la moitié du nombre d'exemplaires vendus dans le même délai.

L'éditeur, qui désire bénéficier de l'assurance-édition, doit en informer par écrit le ministre et lui faire parvenir le manuscrit et un devis indiquant le tirage ainsi que le prix coûtant et le prix de vente au détail de chaque exemplaire. Chaque manuscrit et devis reçus seront transmis au Conseil des arts qui décidera si l'assurance-édition doit être accordée. L'éditeur auquel l'assurance-édition est accordée doit, dans les 20 jours de la mise à la poste de la lettre du ministre l'en informant, faire parvenir à celui-ci, pour chaque ouvrage dont l'édition est assurée, une prime de \$50, si le prix de vente au détail est inférieur à \$2, et de \$100, si le prix est de \$2 ou plus.

Le ministre des Affaires culturelles sera autorisé à disposer des volumes dont il se portera acquéreur. S'il en dispose par voie de vente, il pourra aussi en vendre des exemplaires à quiconque, à un prix qui ne devra pas être inférieur aux deux tiers du prix coûtant. Le ministre des Affaires culturelles pourra vendre ou donner ces livres à titre gracieux aux ministères ou aux organismes gouvernementaux de la province, aux institutions scolaires ou aux bibliothèques publiques. Cette loi a pour but d'encourager les jeunes auteurs.

L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice): Cela s'appliquera-t-il aux discours du chef de l'opposition?

M. Johnson (Bagot): Un encouragement aux jeunes auteurs comme les *Mémoires* de M. T.-D. Bouchard³.

L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont): Tout en n'oubliant pas Rumilly⁴. Il en reste beaucoup.

L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice): Et aussi le petit *Catéchisme des électeurs*⁵.

L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont): L'éditeur qui a payé la prime et veut bénéficier de l'assurance-édition doit, dans un délai de six mois à compter du jour anniversaire de la vente du premier exemplaire, transmettre au ministre une réclamation sous serment indiquant le tirage effectué, le prix coûtant réel, le nombre d'exemplaires invendus et le nombre d'exemplaires offerts au ministre.

Cette réclamation doit être accompagnée de la facture de l'imprimeur et du relieur. L'éditeur qui n'agit pas dans le délai prévu perd le droit au bénéfice de l'assurance-édition. Le ministre peut cependant lui permettre d'en bénéficier en totalité ou en partie.

L'éditeur qui fait une fausse déclaration dans le devis ou qui refuse de vendre un exemplaire au prix de détail mentionné dans le devis ou qui, de quelque façon que ce soit, fraude ou tente de frauder dans le but de retirer un bénéfice de l'assurance-édition, perd tous les droits que la loi lui confère et est de plus passible d'une amende de \$200 à \$500 ou d'un an d'emprisonnement n'excédant pas six mois ou de ces deux peines à la fois. Des règlements pourront être adoptés par le lieutenant-gouverneur en conseil pour l'application de la loi.

Le ministère des Affaires culturelles a acheté 15,000 exemplaires de divers ouvrages d'auteurs canadiens⁶. Le choix des œuvres a été fait par le Conseil provincial des arts, après une étude qui a porté sur l'ensemble de la production littéraire depuis un an et demi.

Le ministère annonce également une transformation complète de la diffusion des ouvrages acquis sous le rapport de l'encouragement aux auteurs.

La liste des destinataires comprendra, en plus des institutions et des organismes du Québec, ceux des autres provinces et des milieux franco-américains, les sections françaises des universités américaines, et enfin tous les pays francophones du monde. La plupart des volumes auront été expédiés dès la fin d'avril.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Détectives particuliers

L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 30 des agences d'investigation ou de sécurité.

Le projet de loi ne vise pas à régler la question des agences privées engagées par des municipalités pour remplacer le corps policier habituel⁷. La nouvelle loi désigne sous le vocable "agence d'investigation ou de sécurité" toute personne qui, moyennant rémunération, agit comme détective, fait la recherche d'infraction, recueille ou fournit des renseignements sur le caractère ou la conduite d'autrui, ou fournit des services de gardien ou de surveillant. Ces agences relèvent de l'autorité du ministère des Affaires municipales.

Le bill 30 comporte que nul ne peut tenir une agence sans un permis délivré par le procureur général, et que nul ne peut faire, pour le compte ou par l'entremise d'une agence, un acte compris dans la définition de cette expression sans être muni d'un permis d'agent délivré par le procureur général. Il est de même interdit à une agence d'employer à ces fins une personne qui n'est pas munie de ce permis ou d'en fournir les services à un tiers. Des règlements seront établis pour l'opération de cette loi, et le procureur général ne délivrera les permis requis par le bill 30 que si, après enquête, il juge que le requérant possède les qualités requises et remplit les conditions prescrites par lesdits règlements.

En sollicitant un permis, on devra transmettre au procureur général une formule accompagnée de documents et d'un cautionnement qui seront prévus par les règlements. Une société ou corporation sollicitant un permis d'agence doit fournir au procureur général la preuve de son enregistrement ou de sa constitution en corporation, suivant le cas, et désigner un représentant qui doit posséder toutes les qualités requises pour l'obtention d'un permis d'agence et s'occuper activement des opérations de la société ou corporation. Nul ne peut obtenir un permis d'agent s'il n'est pas à l'emploi d'une agence détentrice de permis. Un détenteur de permis ne peut utiliser un uniforme ou insigne sans que le procureur général ne l'ait approuvé par écrit, ou percevoir une créance pour autrui, agir comme agent de recouvrement de créances et s'annoncer comme tel.

En outre, le lieutenant-gouverneur peut faire des règlements pour déterminer les occupations ou professions que peut exercer un agent. Tout permis expirera le 31 mars de chaque année. Il pourra être renouvelé moyennant certaines conditions qui seront établies par règlement du lieutenant-gouverneur en conseil.

Ces règlements pourront être établis dès la sanction du bill. Les autres articles de la loi entreront en vigueur à la date qui sera fixée par proclamation du lieutenant-gouverneur en conseil. Le procureur

général a le droit de suspendre ou de révoquer le permis d'une agence ou d'un agent qui a commis une infraction à la loi ou à ses règlements, a cessé d'avoir les qualités requises pour retenir son permis, a été déclaré coupable d'un acte criminel, ou s'adonne à des occupations autres que celles qui sont permises par les règlements.

L'employeur est solidaire des actes de son employé et les deux sont présumés coupables aux termes de la loi. Les agences reconnues coupables d'infractions seront tenues de payer une amende de \$100 à \$500 pour une première infraction, et de \$200 à \$500 pour une deuxième infraction et pour chaque récidive dans les deux ans. Les amendes pour les particuliers seront de \$50 à \$100 pour la première infraction, et de \$100 à \$200 pour la deuxième et pour chaque récidive dans les deux ans.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Questions de privilège:

Permis de la Régie des alcools à East Angus

M. Gosselin (Compton): Me référant à une nouvelle parue dans le journal *La Tribune* de Sherbrooke, en date du 16 mars dernier, j'apprends que la Régie des alcools a accordé des permis de vente de bière à six épiceries d'East Angus, malgré l'existence d'un règlement municipal qui prohibe ce commerce. Ce règlement a été adopté au cours d'un référendum qui a eu lieu il y a déjà plusieurs années et qui a toujours été observé depuis.

Je reçois de nombreuses demandes d'intercéder auprès du procureur général (l'honorable M. Lapalme). Est-ce que le procureur général ne pourrait pas faire pression auprès de la Régie des alcools pour mettre fin à cette avalanche de permis accordés dans mon comté?

L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont) invoque le Règlement. Le député de Compton, dit-il, devrait savoir que sa question ne me concerne pas. Je n'ai rien à faire là-dedans. Elle s'adresse plutôt à la Régie des alcools qui a la responsabilité de l'émission des permis.

M. Gosselin (Compton) tente de répondre. (Protestations à droite) Qui a la responsabilité de cet organisme? Je serai très heureux de faire part à mes concitoyens de cette réponse, dit-il. Mes électeurs

seront pauvrement renseignés par cette réponse sur les responsables de l'extension du fléau de l'alcoolisme.

M. l'Orateur met fin à la discussion en disant qu'il ne peut y avoir de débat sur cette question.

Questions et réponses orales:

Complément de réponse: épidémie de typhoïde

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) explique le cas de Deschênes, comté de Gatineau, soulevé par le député de Gatineau (M. Desjardins)⁸, sur le retard qu'a mis cette municipalité à exécuter une ordonnance du ministère de la Santé. J'ai reçu des renseignements du président de la Régie d'épuration des eaux, à l'effet que la municipalité de Hull-Sud devait se joindre à Deschênes pour exécuter les travaux en vue de l'épuration des eaux, mais qu'à la dernière minute, cependant, Hull-Sud s'est refusée. La Régie d'épuration des eaux a ordonné, dit-il, une audition spéciale qui aura lieu le mardi 27 mars, à Montréal, pour étudier le problème des eaux de l'Outaouais.

Journal des débats

M. Johnson (Bagot) demande au ministre des Travaux publics (l'honorable M. Saint-Pierre) où il en est dans ses démarches pour trouver des locaux appropriés au personnel qui assurera le compte rendu des débats de la Chambre. Peut-on espérer que la Chambre aura son *Journal des débats* au moins à la reprise de la session, après le congé de Pâques, demande-t-il?

L'honorable M. Saint-Pierre (Saint-Hyacinthe): La question du *Journal des débats* ne relève pas de moi. Pour ma part, dit-il, j'ai le devoir de me procurer les locaux nécessaires, près de la salle de l'Assemblée. Un plan a été préparé prévoyant le déménagement de plusieurs bureaux actuellement occupés. Il s'agit de loger ailleurs les occupants de ces pièces qu'on désire affecter au personnel du *Journal des débats*. On pourra trouver des locaux pas très loin de la Chambre, mais cela nécessitera plusieurs changements. Ce plan sera soumis au Conseil exécutif. J'espère prendre une décision dans un avenir rapproché. Nous ne pouvons faire plus vite

que ce que nous faisons en ce moment, dit-il. Les locaux une fois trouvés et aménagés, il faudra mettre ce nouveau service sur pied. Ce n'est pas une mince tâche que d'organiser un *Journal des débats*.

Publicité gouvernementale dans les journaux

M. Johnson (Bagot): Il est de mon devoir d'attirer l'attention du premier ministre sur une situation qui ne peut pas être tolérée. Le journal *La Réforme*⁹, dans son numéro de vendredi dernier¹⁰, dit-il, publie une annonce de 500 à 600 lignes agates du ministère du Revenu. Cela fait une jolie somme à raison de \$0.30 à \$0.35 la ligne agate. Je suis sûr que le premier ministre m'approuvera quand je lui dirai que je considère que cette forme de publicité à même l'argent des contribuables ne doit pas servir à des fins politiques de ce genre.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Le chef de l'opposition pourra discuter cette question au moment des crédits du ministre du Revenu. J'ai bien vu des annonces de ce genre publiées par le gouvernement précédent dans *Le Temps* et dans *Notre Temps*¹¹.

Des voix de l'opposition: Non, non. Jamais!
(Protestations à droite)

M. l'Orateur: À l'ordre! À l'ordre!

Des voix de l'opposition: Encore le bâillon!

M. Johnson (Bagot): Au meilleur de ma connaissance, il n'y a jamais eu d'annonces d'un gouvernement de l'Union nationale dans *Le Temps*. Dans l'autre hebdomadaire, *Notre temps*, dit-il, quelques annonces officielles furent imprimées quand ce journal était la propriété de M. Léopold Richer. Vous voyez que nous sommes bien renseignés depuis qu'un de nos collègues de ce côté-ci de la Chambre est abonné à *La Réforme*¹².
(Rires de la Chambre)

M. l'Orateur met fin à la discussion et dit qu'il n'y a pas d'urgence là-dedans et que le chef de l'opposition aurait dû poser cette question par écrit au *Feuilleton* de la Chambre. Il demande la collaboration des membres de l'Assemblée législative pour le respect du Règlement. Rien dans le Règlement, dit-il, ne prévoit des questions verbales à l'ouverture de la séance. C'est par simple tolérance que cette

procédure est suivie. Il faut qu'elles soient inscrites au *Feuilleton*.

Déménagement de la compagnie Nordic Hose

M. Johnson (Bagot): Une autre industrie de chez nous s'en va. Je veux attirer l'attention du premier ministre (l'honorable M. Lesage) sur cette affaire. Il s'agit de la société industrielle Nordic Hose¹³, une fabrique de bas installée à Granby. L'usine doit fermer ses portes le 15 avril prochain après 34 années de production dans cette ville. Le départ affecte 75 employés.

Il demande au premier ministre si le gouvernement est au courant du déménagement de la compagnie Nordic Hose, de Granby, à Hamilton, en Ontario. Je voudrais savoir, demande-t-il, si des mesures ont été prises pour l'induire à rester dans la province.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Je vais attirer l'attention de mon collègue le ministre de l'Industrie et du Commerce (l'honorable M. Rousseau) là-dessus.

Questions et réponse écrites:

Surplus ou déficits budgétaires des municipalités scolaires

M. Desjardins (Gatineau): Quel est, pour l'année fiscale scolaire se terminant le 30 juin 1961, le déficit ou le surplus au budget enregistré par chacune des municipalités scolaires suivantes:

1. Canton Aumond;
2. Aylmer (protestante);
3. Aylwin;
4. Aylwin (protestante);
5. Blue Sea Lake;
6. Bois-Franc;
7. Bouchette;
8. Cantley;
9. Cantley (protestante);
10. Northfield-Centre (protestante);
11. Eardley;
12. Eardley (protestante);
13. Farrellton (protestante);
14. Village de Gracefield;
15. Hincks;
16. Canton Hull;
17. Kensington;

		<i>Surplus ou déficit accumulé au 30 juin 1961</i>	
18. La Pêche (protestante);			
19. Limbour;			
20. Low-Sud;			
21. Low-South (protestante);	Messines	\$ 1,800.76	S
22. Maniwaki;	Northfield	N'existe plus	
23. Maniwaki (protestante);		depuis le 1 ^{er} juillet	
24. Masham;		1960	
25. Messines;	Rapide-des-Chênes	8,210.22	
26. Northfield;	Saint-Alphonse de Lytton	641.68	
27. Rapide-des-Chênes;	Sainte-Cécile-de-Masham	15,543.27	
28. Saint-Alphonse de Lytton;	Sainte-Étienne de Chelsea	19,267.21	S
29. Sainte-Cécile-de-Masham;	Saint-Étienne de Chelsea, Diss.		
30. Saint-Étienne de Chelsea;	(protestante)	22,346.41	S
31. Saint-Étienne de Chelsea (protestante);	Sainte-Philomène d'Egan	6,265.24	S
32. Sainte-Philomène d'Egan;	Saint-Pierre-de-Wakefield	7,475.03	S
33. Saint-Pierre-de-Wakefield;	Sainte-Thérèse-de-Gatineau	4,374.17	S
34. Sainte-Thérèse-de-Gatineau;	Val-Saint-Jean, Diss. (protestante)	19.66	S
35. Val-Saint-Jean;	Wakefield (protestante)	419.10	
36. Val-Saint-Jean (protestante);	Wakefield-Nord (protestante)	311.61	S
37. Ville d'Aylmer;			
38. Wakefield (protestante);			
39. Wakefield-Nord (protestante);			
40. Farrelton?			

Demande et dépôt de documents:

Études sur la vente du bois à pulpe

L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges): (Voir la liste ci-dessous)

	<i>Surplus ou déficit accumulé au 30 juin 1961</i>	
Canton Aumond	\$ 2,927.64	S
Ville d'Aylmer	47,745.13	
Aylmer (protestante)	14,009.15	
Aylwin (Diss.)	8,540.63	
Blue Sea Lake	291.72	S
Bois-Franc	1,197.49	S
Bouchette	1,805.66	
Cantley	3,944.83	
Cantley (protestante)	4,045.07	S
Northfield Centre (protestante)	1,564.10	S
Eardley (catholique)	8,022.99	S
Eardley (protestante)	1,007.06	S
Farrelton (catholique)	7,135.18	
Farrelton (protestante)	935.83	S
Village de Gracefield	32,932.95	S
Hincks	1,175.62	S
Kensington	15,053.68	
Canton Hull (protestante)	35,705.60	S
La Pêche (protestante)	15,412.77	S
Limbour	11,312.51	
Low-South (catholique)	38,578.89	
Low-South (protestante)	20,665.22	S
Maniwaki	41,046.81	
Maniwaki (protestante)	2,008.80	
Masham	7,208.43	S

M. Guillemette (Frontenac) propose qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre une copie du ou des rapports d'études faites par le fonctionnaire nommé par le ministre des Terres et Forêts, pour enquêter sur les conditions de vente du bois à pulpe coupé par des agriculteurs et des colons sur les terrains boisés qu'ils exploitent, et cela, sous l'autorité de la loi concernant le prix du bois à pulpe vendu par des agriculteurs et des colons (9-10 Elizabeth II, chapitre 45).

Adopté.

L'honorable M. Bertrand (Terrebonne) dépose sur le bureau de la Chambre ledit document. (Document de la session no 87)

L'honorable M. Arsenault (Matapédia): En vertu de la loi, de nombreuses études touchant les conditions de vente de bois à pulpe, coupé par des agriculteurs et des colons, ont été faites tant par l'Office des marchés agricoles du Québec que par le ministère des Terres et Forêts. Il faut retenir toutefois que ces études ne sont pas consignées dans un rapport général, vu, d'une part, qu'elles portaient sur des régions particulières où il était urgent de redresser les conditions de vente des bois à pulpe et, d'autre part, que les demandes de renseignements auxquelles se réfère la loi pouvaient être faites

verbalement par le fonctionnaire désigné par lettre recommandée.

Les diverses négociations entreprises par moi et l'Office des marchés agricoles avec les fabricants de papier et les manufacturiers de pulpe ont eu pour résultat de faciliter la vente de 541,600 cordes de bois mises en marché à partir de 1961-1962; et 13,600 cordes de bois de surplus, jusque-là non vendues, ont été achetées par des papeteries pour l'année 1961: 6,600 à la suite de l'intervention directe du ministre des Terres et Forêts, et 7,000 cordes à la suite de l'adoption d'arrêtés ministériels.

Il y a lieu de noter qu'en vertu de la loi, dit-il, je suis intervenu directement dans un grand nombre de cas, chaque fois où l'Office des marchés agricoles du Québec en a fait la demande expresse, et où les négociations régulières et les tentatives de conciliation avaient échoué et n'ont pas abouti à la vente du bois des cultivateurs et des colons aux compagnies.

Sur les 541,600¹⁴ cordes pour 1961-1962, dit-il, 315,000 cordes ont été vendues par la mise en application de la loi concernant le prix du bois de pulpe vendu par des agriculteurs et des colons au moyen d'arrêtés ministériels, et 226,600¹⁵ cordes à la suite de négociations directes dirigées par le ministre.

Avec les 13,600 cordes dont il est question, c'est 555,200 cordes de bois de cultivateurs et de colons qui ont été ainsi vendues à des prix augmentés variant de \$15 à \$29 la corde, selon les régions et les endroits de livraison du bois. Les plans conjoints intéressent les régions suivantes: Gaspésie, Nord-Ouest québécois, Témiscamingue, Gaspésie, Pontiac, Gatineau, Sainte-Anne-de-la-Pocatière, Rimouski-Matapédia, Rimouski-Témiscouata, Lévis, Bellechasse, Lotbinière, Mégantic et Saguenay.

La Canadian International Paper a signé une entente avec le plan conjoint de Sainte-Anne-de-la-Pocatière pour 15,000 cordes de bois, au prix de \$23.10 la corde, bois livré à l'usine de Trois-Rivières. Elle a eu des ententes analogues avec les plans conjoints de Rimouski-Matapédia (6,500 cordes); Rimouski-Matane (4,000 cordes); Rimouski-Témiscouata (6,500 cordes); et celui de Lévis-Bellechasse, Lotbinière et Mégantic (9,500 cordes). La Saint Lawrence Corporation a aussi eu une entente avec ce dernier plan conjoint pour 8,700 cordes livrées à une usine de Trois-Rivières, au coût de \$22.90 la corde. La Consolidated Paper Corporation a réclamé du même groupe 6,700 cordes, au prix de \$22.90 la corde. Le bois doit être livré à l'usine du Cap-de-la-Madeleine.

Projets de loi:

Assurance-édition

L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont) propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 29 de l'assurance-édition.

Adopté.

Détectives particuliers

L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont) propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 30 des agences d'investigation ou de sécurité.

Adopté.

Travaux de la Chambre:

Comité des bills privés et Corporation de Montréal métropolitain

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Le comité des bills privés devra encore siéger mercredi l'après-midi et le soir, jeudi le matin, l'après-midi et le soir, pour continuer l'étude des projets de loi concernant la métropole et sa région.

M. Johnson (Bagot): Montréal a bénéficié de quatre semaines de notre temps déjà. Certes, j'étais l'un de ceux qui croyaient qu'il fallait consacrer tout le temps voulu aux affaires de Montréal, mais j'estime qu'il n'est pas raisonnable de retarder ainsi tout le travail de la Chambre.

Montréal a déjà eu quatre semaines de notre temps et, en juillet, la session ne sera pas terminée. C'est assez. Il y a aussi le reste de la province. On a déjà trop retardé le cours de la session. Et l'on prétendra ensuite que c'est la faute de l'opposition. Il me semble qu'il serait temps que nous nous entendions pour siéger dans la salle du comité des bills et aux heures régulières du comité. Que les délégations de la région métropolitaine viennent aux heures fixées pour les séances régulières du comité! Et que l'on siège en bas, à part cela, dans la salle du comité des bills privés¹⁶. Ainsi, leurs visites seront plus nombreuses, mais au total ce sera peut-être moins long.

Et surtout, Montréal et la Corporation de Montréal métropolitain devraient présenter des

projets de loi mieux préparés et ne devraient pas compter sur le premier ministre et le député de Montréal-Saint-Jacques (M. Dozois) pour la rédaction des articles de concordance¹⁷ que les autorités de Montréal auraient eu le temps d'exécuter avant. C'est un scandale. On n'a jamais vu cela pour les bills des autres municipalités de la province. Le projet de loi devrait être mieux préparé.

Depuis quatre semaines, l'Assemblée législative a déjà sacrifié quelque 75 heures de travail pour le bill de Montréal et, en juillet, la session ne sera pas terminée. C'est assez. On a déjà trop retardé le cours de la session. Et l'on prétendra ensuite que c'est la faute de l'opposition. Que les gens de Montréal viennent donc maintenant aux heures fixées pour le comité et que l'on siège en bas, à part de cela, dans la salle du comité des bills privés, répète-t-il.

Astreindre les délégués à un emploi plus sévère du temps les inciterait sans doute à raccourcir les débats. Je pense que ça irait plus vite à ce moment. Qu'en pense le premier ministre? Je pense que le premier ministre est de mon avis. Si l'on veut sortir d'ici pour le mois de septembre...

Une voix: Ou pour le mois des morts!

M. Johnson (Bagot): Si l'on veut sortir d'ici pour le mois de septembre, il va falloir changer de méthode.

Je propose que la Chambre cesse, à compter de la semaine prochaine, d'ajourner ses séances pour permettre de continuer l'examen des demandes de Montréal. Je suggère, dit-il, qu'on en revienne aux heures coutumières des séances du comité qui siège habituellement à 10 h 30 de l'avant-midi.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Il va falloir, de toute façon, étudier les bills et que la Chambre termine l'étude des bills de Montréal et de la Corporation de Montréal métropolitain. Le seul moyen d'en finir avec les questions de la métropole, c'est de consacrer encore les journées de mercredi et jeudi prochains à ces bills. Je propose que l'étude en soit remise à mercredi après-midi, parce que les administrateurs de Montréal ne peuvent être à Québec avant mercredi midi.

Même si le chef de l'opposition a à se plaindre que les études des questions métropolitaines sont trop longues, je crois que j'ai agi de façon à donner la chance à tous d'exprimer librement leur opinion. En démocratie, quand on veut respecter la liberté de parole, c'est long. Mais je crois que nous devons le faire. C'est entendu que ça retarde les travaux réguliers de la Chambre. Mais qui en souffre le plus, si ce n'est celui qui vous parle et qui est obligé de

tout vérifier jusqu'à la moindre virgule? C'est un sacrifice que je dois m'imposer à cause de la fonction que j'occupe dans une démocratie que je veux saine.

M. Johnson (Bagot): Le premier ministre a raison. C'est une terrible tâche qui lui incombe avec ces deux bills. Je trouve qu'il est pratiquement seul de son côté pour accomplir le travail.

La tâche qu'on impose au chef du gouvernement et au député de Montréal-Saint-Jacques (M. Dozois) est presque inhumaine. J'espère que Montréal se préparera mieux à l'avenir.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): L'étude du bill de Montréal sera terminée la semaine prochaine.

M. Johnson (Bagot): Nous verrons bien.

Ajournement

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) propose que la Chambre, lorsqu'elle s'ajournera, se trouve ajournée à mardi prochain, à trois heures de l'après-midi.

Adopté.

La séance est levée.

NOTES

1. Selon *Le Nouvelliste* du 26 mars 1962, à la page 5, l'honorable M. Rousseau est absent de la Chambre lors de cette séance.

2. M. Pinard fait allusion à une interpellation du chef de l'opposition (M. Johnson) lors de la séance du 9 mars 1962, faisant état d'un retard dans le dépôt du rapport annuel de l'Office des autoroutes.

3. Télesphore-Damien Bouchard (1881-1962), député libéral de Saint-Hyacinthe de 1912 à 1919 et de 1923 à 1944. Ministre de la Voirie de 1939 à 1944. Il fut également maire de Saint-Hyacinthe de 1917 à 1930.

4. Robert Rumilly (1897-1983). Historien nationaliste qui a notamment écrit une série de 42 volumes sur

l'histoire du Québec de 1867 à nos jours. Il est le premier écrivain du Canada français à esquisser l'histoire de la province. Foncièrement conservateur, il est, pendant les années cinquante, un éloquent porte-parole du courant nationaliste traditionnel représenté par Maurice Duplessis et l'Union nationale.

5. Il s'agit du *Catéchisme des électeurs, d'après l'œuvre de Antoine Gérin-Lajoie* (Montréal, J.-B. Thivierge & Fils, 1935, 128 pages). Les auteurs étaient Louis Dupire, Louis Francoeur, Roger Maillet et Édouard Masson. À l'approche de l'élection de décembre 1935, le Parti conservateur de Duplessis et l'Action libérale nationale de Paul Gouin avaient fait imprimer, en vue de cette campagne, ce "catéchisme" à l'attention des électeurs. Il s'inspirait, comme son titre l'indique, du catéchisme d'Antoine Gérin-Lajoie, *Catéchisme politique ou Éléments du droit public et constitutionnel du Canada mis à la portée du peuple* (1851), longtemps utilisé dans les écoles du Québec. Ce document présentait, sous forme de questions et réponses à apprendre par cœur, une critique virulente du régime libéral de Taschereau et Godbout ainsi que le programme défendu par les représentants de la coalition Parti conservateur-Action libérale nationale. Ces deux partis fusionnèrent de facto en 1936 pour devenir l'Union nationale.

6. Selon *Le Soleil* du 24 mars 1962, à la page 13, voici la liste des auteurs et des titres des ouvrages achetés par le ministère des Affaires culturelles: Claude Jasmin: *Délivrez-nous du mal, La corde au cou*. Rina Lasnier: *Miroirs, Mémoires sans jour*. Pierre Angers, s.j.: *Problème de culture au Canada français*. Robert Charbonneau: *Aucune création*. Pierre Perreault: *Portulan*. Gabrielle Roy: *La montagne secrète*. Hervé Carrier: *Le sociologue canadien Léon Gérin*. Suzanne Paradis: *La chasse aux autres*. Yolande Chéné: *Au seuil de l'enfer*. Jean Filiatrault: *L'argent est odeur de nuit*. Diane Giguère: *Le temps des jeux*. Claire Martin: *Doux amer*. Paul Toupin: *Souvenirs pour demain*. Jean Simard: *Répertoire*. Gilles Constantineau: *Simple poèmes et balades*. Jacques Godbout: *C'est la chaude loi des hommes*. Jean-Guy Pilon: *La mouette et le large, Recours au pays*. P.-M. Lapointe: *Choix de poèmes*. Pierre Trottier: *Les belles au bois dormant*. André Laurendeau: *La crise de la conscription*. Yves Thériault: *Agaguk, Ashini, Amour au goût de mer*. Jean Lemoyne: *Convergences*. Jean-Louis Gagnon: *La mort d'un nègre*. Groupe d'auteurs: *L'Église et le*

Québec. Robert de Roquebrune: *La seigneuresse*. Gilles Marcotte: *Le poids de Dieu*. Monique Bosco: *Un amour maladroit*. Marcel Dubé: *Florence*. Adrienne Choquette: *Laure Clouet*. Marie-Claire Blais: *Tête blanche, La belle bête*. Anne Hébert: *Poèmes*. Archives de folklore: *La vie traditionnelle à Saint-Pierre d'Orléans*. Jean Hamelin: *Économie et société en Nouvelle-France*. Marcel Trudel: *Atlas historique du Québec*. J.-C. Falardeau: *La dualité canadienne*.

7. M. Lapalme fait allusion au remplacement de certains corps policiers municipaux par des agences de sécurité privées. En effet, plusieurs municipalités envisagent de remplacer leur corps de police municipal par des agences de sécurité privées, afin d'économiser de l'argent.

8. Selon *Le Soleil* du 23 mars 1962, à la page 18, le premier ministre fait allusion à une question soulevée par le député de Gatineau (M. Desjardins) lors de la séance du 21 mars 1962, à savoir si la Régie d'épuration des eaux avait une entente avec la municipalité de Deschênes pour l'exécution d'une ordonnance du ministère de la Santé. La question portait aussi sur une possible épidémie de typhoïde dans la région.

9. *La Réforme* est l'hebdomadaire du Parti libéral.

10. Date du *Soleil* du 23 mars 1962, à la page 18. *Le Nouvelliste* du 24 mars 1962, à la page 25, mentionne la date du 24 mars. Cela est cependant impossible puisque le 24 mars est un samedi. Selon *Le Montréal-Matin* du 24 mars 1962, à la page 9, il s'agirait plutôt de l'édition du 17 mars, à la page 7. Selon *The Montreal Daily Star* du 17 mars 1962, à la page 14, il est mentionné la date du 15 mars 1962.

11. Hebdomadaire de l'Union nationale fondé par Léopold Richer en 1945 et publié à Montréal. Le 30 août 1962, il fusionne avec *Le Temps*, autre hebdomadaire de l'Union nationale, publié à Québec depuis 1940.

12. Le chef de l'opposition fait allusion aux séances des 9 mars et 20 mars 1962, où le député de Maisonneuve (M. Tremblay) s'est fait abonner à *La Réforme* par le premier ministre.

13. Nom mentionné par *Le Soleil* du 23 mars 1962, à la page 18. *La Tribune* du 24 mars 1962, à la page 1, mentionne plutôt le nom Nordic Hoslery.

14. Chiffre du *Soleil* du 24 mars 1962, à la page 13. Cependant, d'autres sources indiquent plutôt 541,600 cordes.

15. Chiffre du *Soleil* du 24 mars 1962, à la page 13. Cependant, d'autres sources indiquent plutôt 226,000 cordes.

16. Exceptionnellement, l'étude du bill de Montréal et de la Corporation de Montréal métropolitain se fait dans la salle de l'Assemblée législative, au lieu de la salle du comité des bills privés, notamment à cause du nombre élevé de personnes venant présenter des mémoires. Selon *The Gazette* du 24 mars 1962, à la page 4, "le projet de loi de Montréal a été entendu à la Chambre de l'Assemblée législative pour la première fois de l'histoire cette année, une innovation qui a été décriée pour ses paroles en l'air et ses discours futiles qui ont apparemment retardé le travail du comité".

17. À l'époque, les personnes ou organismes se présentaient au comité des bills privés avec, en main, un projet de loi qu'ils avaient eux-mêmes écrit, avec l'aide d'avocats ou de notaires, et qui se devait d'être sans fautes d'orthographe, de grammaire et de concordance sur le plan des diverses applications législatives du projet de loi. Le chef de l'opposition reproche aux autorités de la Ville de Montréal d'avoir soumis des projets de loi remplis de fautes de français et de concordances quant aux modalités d'application.

Séance du mardi 27 mars 1962

Présidence de l'honorable J. R. Hyde

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports des comités permanents:

M. Binette (Deux-Montagnes): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le neuvième rapport du comité permanent des bills privés en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill 100 modifiant la charte de la cité de Montréal.

Votre comité recommande de prolonger au 15 mai prochain, inclusivement, les délais relatifs à la présentation des bills privés.

Votre comité recommande aussi de prolonger au 1^{er} juin prochain, inclusivement, les délais relatifs à la réception des rapports sur bills privés.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) demande à l'Assemblée législative d'accorder un nouveau délai pour la présentation de 41 projets de loi privés non encore imprimés et, conséquemment, non portés devant la Chambre en première lecture. La plupart, dit-il, concernent des municipalités. Il n'y a aucun nouveau projet dans ces bills.

M. Johnson (Bagot): C'est la première fois cette année qu'on étend tellement les délais de présentation des bills. Si le gouvernement veut les faire étudier par ses conseillers juridiques avant de soumettre les textes à la Chambre et n'est pas organisé pour faire imprimer ses bills, c'est son affaire. Mais il faudra se rappeler que ce n'est pas l'opposition qui prolonge la session du Parlement.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Ce n'est pas le gouvernement non plus qui retarde la législation, puisque jusqu'ici le comité des bills privés a siégé régulièrement. Le chef de l'opposition s'est plaint lui-même qu'on retardait la session en tenant trop de séances du comité des bills privés. La session suivra son cours normal, avec l'espérance qu'elle prenne fin en juin prochain.

Le rapport est adopté.

Questions de privilège:**Annonces gouvernementales dans les journaux****L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):**

Le gouvernement de l'Union nationale a réellement publié des annonces politiques dans le journal *Le Temps* durant les premiers mois de l'année 1960. M. l'Orateur, vendredi dernier, j'ai déclaré que le gouvernement précédent, celui de l'Union nationale, a fait publier et payer par la province, dans le journal, des annonces du gouvernement¹.

Le chef de l'opposition (M. Johnson) a mis en doute ma bonne foi et a nié mes avancés à ce sujet. (Brandissant une liasse d'exemplaires du journal *Le Temps*) Or, contrairement à ce qu'il a affirmé et dans le but de montrer que je n'ai pas voulu induire la députation en erreur la semaine dernière, le 5 mai 1960, *Le Temps* a publié une annonce du ministère des Transports et des Communications, dirigé alors par M. Antoine Rivard².

Le jeudi 6 mai, *Le Temps* publiait une autre annonce du même ministère. Dans *Le Temps* du 12 mai, il y avait une annonce des Transports et des Communications. Le 19 mai, une autre annonce du même ministère fut publiée. De plus, la livraison du 9 juin, deux semaines avant les élections, contenait deux pages entières de réclames publicitaires commanditées par l'Office du crédit agricole³.

M. Johnson (Bagot) intervient.

M. l'Orateur: Il n'y a pas de débat possible sur une question de privilège.

Questions et réponses orales:**Annonces gouvernementales dans les journaux**

M. Johnson (Bagot): (Levant les bras au ciel) Eh bien! La déclaration que vient de faire le premier ministre a déplacé le fardeau de la preuve, et jamais je n'ai eu l'intention d'induire la Chambre en erreur. Vendredi, je me suis basé sur les informations que j'avais alors.

Il (M. Johnson) dit qu'il avait été mal informé par ses assistants et admet que l'ancien

gouvernement de l'Union nationale avait payé des annonces au journal du parti, *Le Temps*.

Un député ministériel: Ignorance!

M. Johnson (Bagot): Je m'aperçois que mes collaborateurs ont été moins patients que ceux du premier ministre qui ont cru bon de lire tous les anciens numéros du *Temps*. *Le Temps* prend de l'importance, puisque le gouvernement le fouille ainsi. Je note que le député de Québec-Ouest (l'honorable M. Lesage) n'a tout de même pas affirmé que les annonces parues dans *Le Temps* avaient été payées par le gouvernement et qu'il n'a pas dit qu'elles n'avaient pas été insérées aussi en même temps dans *La Réforme* et dans d'autres journaux libéraux. Mais le premier ministre peut-il affirmer que ces annonces ont été payées par le gouvernement et que *La Réforme* n'a jamais publié ces annonces?

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Alors, je l'affirme. Sans doute, si j'avais fouillé plus loin, j'en aurais trouvé un plus grand nombre encore. C'est bien le gouvernement de l'Union nationale qui avait payé les annonces mentionnées dans le journal *Le Temps*. Par ailleurs, le gouvernement a payé, oui. *La Réforme* n'a jamais bénéficié de ces annonces, surtout en 1960. Les "jamais" de l'opposition ne me surprennent plus, maintenant.

Mes collaborateurs n'ont pas eu besoin de chercher tout ce qui s'est passé pendant les 16 ans de l'Union nationale. Ce n'était pas une question de patience. J'ai simplement fait appel à ma mémoire, principalement pour l'annonce du crédit agricole parue tout juste avant les élections, et j'ai fait faire des vérifications sur cette époque.

M. Johnson (Bagot): J'ai une autre question à poser. Le premier ministre trouve-t-il convenable, maintenant qu'il veut limiter les dépenses électorales, que l'argent du public serve à payer des annonces publicitaires dans un seul journal d'un parti politique?

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Le ministère du Revenu a fait parvenir ces annonces, parues dans *La Réforme*, à 60 journaux hebdomadaires également. Il s'agissait des annonces concernant l'assurance-hospitalisation.

M. Johnson (Bagot): Ça ne répond pas à ma question.

Barrage de Gayhurst

M. Guillemette (Frontenac) demande au ministre des Richesses naturelles (l'honorable M. Lévesque) si le Dr Casagrande, l'hydraulicien de réputation internationale, s'est rendu sur les lieux du barrage de Gayhurst à Lac-Mégantic y faire une expertise personnelle et s'il a bien soumis un rapport écrit⁴ comme on l'a rapporté.

L'honorable M. Lévesque (Montréal-Laurier): La question aurait dû être envoyée à la Shawinigan Water and Power qui avait demandé un rapport à l'ingénieur américain, le Dr Casagrande, qui a été envoyé dans Frontenac, à Lac-Mégantic. Le rapport que j'ai reçu était signé et je n'ai aucune raison d'en douter. Le rapport portant la signature de l'expert m'a été envoyé par la ville de Lac-Mégantic. Lorsque j'ai reçu ce rapport, l'enquête a été faite et, par la suite, deux ingénieurs, un du gouvernement et l'autre engagé par la ville de Lac-Mégantic, sont allés jusqu'à Boston pour rencontrer le Dr Casagrande.

**Conférence de presse
du premier ministre concernant
la construction d'un pont à Trois-Rivières⁵**

M. Bellemare (Champlain)⁶: Comment se fait-il que le premier ministre, au cours d'une conférence de presse, ait annoncé hier une nouvelle aussi importante aux journalistes et en particulier aux membres de la Corporation du pont de Trois-Rivières, que ce pont sera construit bientôt, alors que moi-même j'avais présenté une motion en ce sens au *Feuilleton* de la Chambre et qu'elle était restée sans réponse? Pourquoi le premier ministre aime-t-il mieux faire sa déclaration devant la Corporation du pont plutôt qu'en Chambre?

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Premièrement, je n'ai pas le droit d'en parler en Chambre, justement parce qu'une motion était inscrite en ce sens au *Feuilleton* et que cette motion n'avait pas été appelée. On ne peut en faire un débat.

M. Bellemare (Champlain): Pourquoi ne pas avoir attendu l'étude de la motion?

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Deuxièmement, il est tout à fait normal que je reçoive bien, comme je le fais toujours, les gens qui me demandent une entrevue. Troisièmement, j'avais en main le rapport des ingénieurs et je peux en

discuter. Quatrièmement, j'ai jugé qu'il était essentiel d'informer les membres de la Corporation du pont de Trois-Rivières sur la question, afin qu'ils puissent formuler des suggestions au gouvernement sur le financement du projet.

M. Bellemare (Champlain): Oh!

(Protestations à gauche et désordre dans la Chambre)

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):

Cinquièmement, un bill sera présenté en Chambre éventuellement pour l'adoption du plan. Par ailleurs, je parlerai sur la motion déjà inscrite à l'ordre du jour par le député de Champlain (M. Bellemare) qui "prie le gouvernement de la province de faire diligence et d'adopter dès la présente session toutes les mesures nécessaires" pour construire le pont entre les deux rives. Quand la motion sera appelée, je m'appuierai sur le Règlement pour démontrer aussi que cette motion constitue, d'autre part, un pamphlet politique. Je demanderai qu'elle ne soit pas étudiée.

(Protestations à gauche et à droite)

Des députés ministériels: À l'ordre! À l'ordre!

M. Bellemare (Champlain): Votre nouvelle n'est qu'une grossière manigance publicitaire. C'est rien que des promesses, de la fumisterie, de la poudre aux yeux. Il n'y a rien de vrai.

(Désordre dans la Chambre)

Une voix de l'opposition: François Nobert⁸!

Des voix ministérielles: À l'ordre! À l'ordre!

M. l'Orateur: J'aurais dû arrêter le député de Champlain dès le début. Je n'ai pas l'intention de le laisser continuer le débat sur une motion inscrite au *Feuilleton* de la Chambre et qui n'est pas en discussion.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) et M. Bellemare (Champlain) se lèvent⁹.

M. Bellemare (Champlain): Un député de la Chambre a quand même ses droits...

Des voix ministérielles: À l'ordre!

M. l'Orateur: Je rappelle le député de Champlain à l'ordre et je lui demande quand le député me regarde dans les yeux...

M. Bellemare (Champlain): Qui voulez-vous que je regarde? Les règlements disent de vous regarder.

M. l'Orateur: Pour la deuxième fois, je rappelle le député de Champlain à l'ordre. Et je lui dis que, si le député tient tellement à ce que je prenne d'autres mesures, je puis le faire. Je considère l'incident clos et je n'ai pas l'intention de laisser poursuivre le débat.

M. Johnson (Bagot): Le député de Champlain a tout de même le droit d'exposer son point de vue sur cette question.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Je viens d'être accusé d'avoir fait de la grossière manigance publicitaire. Il me semble que ces termes sont antiparlementaires et doivent être retirés.

(Désordre dans la Chambre)

M. Johnson (Bagot): Si l'incident est clos, comme vient de le dire l'Orateur, il n'y a plus de discussion.

M. Bellemare (Champlain): Ce ne sont rien que des promesses. Et j'ai même ajouté "grossière manigance publicitaire". Une fumisterie. Il n'y a rien de vrai dans les déclarations du premier ministre au sujet de la construction du pont. C'est de la poudre aux yeux. Des promesses comme vous en avez faites toute votre vie. Jamais autre chose...

M. l'Orateur: Je rappelle le député de Champlain à l'ordre. Le premier ministre a soulevé un point d'ordre. Il (l'honorable M. Lesage) a demandé au député de Champlain de retirer "grossière manigance publicitaire". Je lui répète pour la deuxième fois de retirer ces paroles. S'il veut parler sur le point d'ordre, il peut le faire. Sinon, qu'il retire ces mots.

M. Bellemare (Champlain): Rien de vrai dans l'annonce de la construction du pont! (À l'Orateur) J'admets que "grossière" est peut-être offensant, mais il n'y a rien de mal dans "manigance publicitaire", puisque cela ne se rapporte pas au premier ministre, mais sert seulement à préciser la sorte de manigance publicitaire¹⁰.

M. l'Orateur: À l'ordre! Je considère que de telles paroles ne doivent pas être employées. Je demande au représentant de Champlain de retirer les

paroles qu'il a prononcées tout à l'heure, s'il n'a pas d'autres explications à donner.

M. Johnson (Bagot): L'Orateur prête des motifs au député de Champlain. Le premier ministre a soulevé un point d'ordre. Sur une question de privilège, il n'y a pas de débat. Mais, sur un point d'ordre, il peut y en avoir un. Le député de Champlain a dit que l'annonce de la nouvelle par le premier ministre est une grossière manigance publicitaire. Le mot "grossier" ne vise pas le chef du gouvernement, mais ses manières. Le député a voulu dire que la manigance publicitaire est en grosses lettres qui la rendent tellement évidente. Quant à "manigance publicitaire", si le député de Champlain avait été un ancien commentateur de la télévision, il aurait parlé de "grossier stunt publicitaire"¹¹.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Que le leader de l'opposition retire la répétition de l'insulte.

M. Johnson (Bagot): Le premier ministre a dit qu'il ne pouvait parler en Chambre à cause de la motion. Je crois qu'il fait erreur. Le premier ministre aurait pu annoncer la motion. Le premier ministre aurait dû faire à la Chambre basse, et non pas au cours d'une conférence de presse, sa déclaration au sujet du pont de Trois-Rivières simplement en se levant pour donner à la Chambre les renseignements qu'il devait fournir aux journalistes.

M. l'Orateur: À l'ordre! J'estime que le député de Champlain a employé une expression antiparlementaire. S'il n'a pas d'autres explications à fournir, qu'il la retire.

(Désordre dans la Chambre)

M. Bellemare (Champlain) tente d'intervenir¹².
(Protestations à droite)

Est-ce que je peux parler sans entendre tous ces "ouaouarons-là"? En vertu de l'article 280, lorsque les remarques ne s'adressent pas à un membre de la Chambre personnellement, ce n'est pas contraire aux règlements. Mes paroles n'attaquaient pas personnellement le premier ministre, mais la publicité qu'il a voulu faire, une publicité ronflante, des promesses, de la fumisterie, de la poudre aux yeux.

Des députés ministériels: À l'ordre! À l'ordre!

M. l'Orateur: À l'ordre! À l'ordre! J'ai entendu le député de Champlain à deux reprises. Il a

parlé à deux reprises de "grossière manigance publicitaire" au sujet du premier ministre. Qu'il retire ses paroles.

Moi j'ai eu l'impression, comme tous dans cette Chambre, qu'elles visaient le chef du gouvernement.

Il menace de rappeler à l'ordre le député de Champlain.

M. Bellemare (Champlain) range ses papiers sur un coin de son pupitre et s'apprête à partir.

Avant de me rendre à la décision, dit-il, je voudrais dire qu'on est fatigué, dans notre région de Trois-Rivières, d'entendre parler de projets, de projets, et de projets, de n'avoir que des promesses électorales comme celle-là. On veut un pont.

M. l'Orateur: Les paroles que le député vient de prononcer sont complètement hors d'ordre. Sans aucun autre avis, je lui demande de retirer les paroles qu'on lui reproche.

M. Bellemare (Champlain): Je laisse la "manigance publicitaire" et retire "grossière".

M. l'Orateur: Une dernière fois, je demande au député de Champlain de retirer les mots "grossière manigance publicitaire".

M. Bellemare (Champlain): "Publicitaire".
Que voulez-vous que je retire?

M. l'Orateur: À l'ordre! Toute l'expression.

M. Bellemare (Champlain): Très bien, M. l'Orateur, si vous insistez, je retire "grossière", "manigance", "publicitaire"¹³.

Nous sommes pour un pont et non pas pour des maudites menteries. En tout cas, on en a assez de se laisser emplier par des maudites menteries¹⁴!

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 134 changeant le nom de Nicolas Mateesco en celui de Nicolas Mateesco Matte, avec l'amendement suivant qu'il la prie d'agréer:

1. L'article 1 est remplacé par le suivant:

"1. Ledit Nicolae Mateescu (Nicolas Mateesco) sera désigné et connu sous les prénoms de Nicolas Mateesco et sous le nom de famille de Matte et, sous ces prénoms et nom, il pourra à l'avenir réclamer, exercer et posséder tous les avantages, bénéfices, droits, titres auxquels il aurait eu droit sans ce changement de nom, et tous les contrats, conventions, accords, actes, contrats d'assurance auxquels il a été partie ou désigné sous le nom de Nicolae Mateescu (Nicolas Mateesco) lui profiteront et l'obligeront sous son nouveau nom de Nicolas Mateesco Matte."

Projets de loi:

Nicolas Mateesco

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 134 changeant le nom de Nicolas Mateesco en celui de Nicolas Mateesco Matte.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 114 changeant le nom de Jacques Tennenbaum en celui de Tennenbaum Teroux, avec les amendements suivants qu'il la prie d'agréer:

1. Le titre du bill est remplacé par le suivant:

Loi changeant le nom de Jacques Tennenbaum en celui de Jacques Tennenbaum Teroux.

2. Les articles 1 et 2 sont remplacés par les suivants:

"1. Ledit Jacques Tennenbaum sera désigné et connu sous les prénoms de Jacques Tennenbaum et sous le nom de famille de Teroux.

"2. Sous ses nouveaux prénoms et nom de famille le pétitionnaire pourra exercer, réclamer et posséder tous les droits, bénéfices, avantages et titres auxquels il aurait eu droit sans ce changement de nom."

3. L'article 5 est modifié en remplaçant, à la première ligne, les mots "Sous son nouveau nom de famille" par les mots "Sous son nouveau nom".

4. Les articles 7 et 8 sont remplacés par les suivants:

"7. Les registres de l'état civil concernant l'acte de naissance de Valérie-Reine Teroux (Tennenbaum), fille du pétitionnaire, seront modifiés pour donner effet à la présente loi en déposant entre les mains du dépositaire du registre de l'état civil concerné une copie certifiée de la présente loi.

"8. Le nouveau nom ci-dessus mentionné et tous les droits et privilèges en général de cette nature et de toute espèce que la présente loi peut conférer audit pétitionnaire bénéficieront à son épouse et à ses enfants."

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 115 changeant le nom d'Israel Trachtenberg en celui d'Israel Arthur Trachtenberg Tratt, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

1. L'article 1 est remplacé par le suivant:

"1. Ledit Israel Trachtenberg sera désigné et connu sous les prénoms d'Israel Arthur Trachtenberg et sous le nom patronymique de Tratt."

2. L'article 2 est modifié, dans la première ligne, en remplaçant les mots "Sous ses nouveaux prénoms" par "Sous ses prénoms".

3. L'article 5 est modifié, dans la première ligne, en remplaçant les mots "Sous ses nouveaux prénoms" par "Sous ses prénoms".

4. Les articles 7, 8, 9 et 10 sont remplacés par ce qui suit comme articles 7 et 8:

"7. Les registres de l'état civil concernant l'acte de naissance et l'acte de mariage du pétitionnaire et les actes de naissance de ses enfants seront modifiés pour donner effet à la présente loi, en déposant entre les mains des dépositaires des registres de l'état civil concernés une copie certifiée de la présente loi.

"8. Le nouveau nom ci-dessus mentionné et tous les droits et privilèges en général de toute nature et de toute espèce quelconque que la présente loi peut conférer au pétitionnaire bénéficieront à son épouse et à ses enfants."

5. L'article 11 devient article 9.

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 181 validant un acte de vente par dame Claire Bender à Fernand Girouard, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

1. Le préambule est modifié:

a) en ajoutant, au paragraphe 4 de la page 2, après les mots "partie comptant, partie à termes", ce qui suit:

"et à cet acte sont intervenues la pétitionnaire et ladite dame Odile Perrault, épouse de Jean Panet-Raymond, en leur qualité d'exécutrices testamentaires de feu Jacques Perrault, aux fins d'approuver ledit acte et de se dessaisir de leurs droits, titres ou intérêts dans ledit immeuble";

b) en remplaçant, à la cinquième ligne du sixième paragraphe de la page 2, les mots "droit de disposer seule" par ce qui suit: "droit de disposer dudit immeuble";

c) en remplaçant le septième paragraphe, au bas de la page 2 et au haut de la page 3, par le suivant: "Qu'il est dans l'intérêt de la pétitionnaire et de ses enfants que ledit contrat de vente soit déclaré valide et légal;".

2. L'article 1 est modifié en retranchant, dans les septième et huitième lignes, les mots "(reproduit comme annexe de la présente loi)".

3. L'annexe est biffée.

Projets de loi:

Jacques Tennenbaum

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 114 changeant le nom de Jacques Tennenbaum en celui de Tennenbaum Teroux.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Israel Trachtenberg

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 115 changeant le nom d'Israel Trachtenberg en celui d'Israel Arthur Trachtenberg Tratt.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Acte de vente par C. Bender à F. Girouard

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 181 validant un acte de vente par dame Claire Bender à Fernand Girouard.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Demande et dépôt de documents:

Acquisition de concessions forestières

M. Desjardins (Gatineau) propose qu'il soit présenté à l'honorable lieutenant-gouverneur une adresse le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre une copie des arrêtés en conseil autorisant le ministre des Terres et Forêts à acquérir, par voie d'échange ou d'expropriation, des concessions forestières décrites aux annexes A, B et C de la loi autorisant l'expropriation de certaines concessions forestières de la province (9-10 Elizabeth II, chapitre 47).

Adopté.

L'honorable M. Bertrand (Terrebonne)
pour l'honorable M. Arsenault (Matapédia)
dépose sur le bureau de la Chambre ledit document.
(Document de la session no 88)

Régie interne du Conseil du tourisme

M. Cloutier (Québec-Centre) propose qu'il soit présenté à l'honorable lieutenant-gouverneur une adresse le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre une copie des règlements adoptés par le Conseil du tourisme de la province de Québec, pour sa régie interne, depuis la nomination dudit Conseil jusqu'au 15 mars 1962.

Adopté.

L'honorable M. Bertrand (Terrebonne)
dépose sur le bureau de la Chambre ledit document.
(Document de la session no 89)

Projets de loi:

Westmount et Reddy Memorial Hospital

M. O'Reilly (Montréal-Verdun) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 149 pour autoriser la cité de Westmount à aliéner au Reddy Memorial Hospital la ruelle portant le numéro 378-37-2 de la paroisse de Montréal soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Charte de Hull

M. Parent (Hull) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 185 modifiant la charte de la cité de Hull soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Beauharnois Light, Heat and Power Company

L'honorable M. Lévesque (Montréal-Laurier) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 21 décrétant la dissolution de Beauharnois Light, Heat and Power Company soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté, après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Nantissement

L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 22 relatif au nantissement soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté, après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Subsides:

Budget des dépenses 1962-1963

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité:

Présidence de M. Bédard (Québec)

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) propose: 1. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de douze millions neuf cent vingt-cinq mille dollars, nécessaire pour

couvrir les dépenses prévues à l'article: "Sûreté provinciale du Québec (procureur général)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1963.

M. Gabias (Trois-Rivières): Combien d'anciens employés de la Gendarmerie sont aujourd'hui membres de la Sûreté provinciale?

L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont)¹⁵: Il y a exactement 13 anciens membres de la Gendarmerie royale, dont le directeur de la police provinciale, M. Josaphat Brunet, faisant actuellement partie de la Sûreté provinciale.

M. Gabias (Trois-Rivières): Le salaire de M. Brunet, directeur?

L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont): Le traitement de M. Brunet est de \$22,000 par année¹⁶ et les salaires des adjoints du directeur, MM. Dessureault et Descent, de \$9,400 chacun; les inspecteurs, \$7,600 et \$7,100; un sergent, de \$5,000 à \$5,800; et un agent, de \$3,500 à \$4,450¹⁷. Ils touchent tous une pension d'Ottawa, moins trois d'entre eux.

M. Johnson (Bagot): Combien, parmi les 13 polices montées qui sont descendues à Québec, font partie de l'état-major de la police provinciale?

L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont): Il n'y en a que quatre qui ne font pas partie de l'état-major. Neuf d'entre eux font partie de l'état-major de la police provinciale, deux sont sergents-majors et deux autres, simples agents. En tout, il y a 26 policiers dans l'état-major de la Sûreté provinciale. Tous les anciens membres de la Gendarmerie ont été engagés par le directeur Brunet avec l'approbation du procureur général.

M. Gabias (Trois-Rivières) fait écho à la rumeur voulant que le procureur général et le directeur général de la police provinciale¹⁸ ne s'entendraient pas. Le directeur de la Sûreté provinciale n'est-il pas passé par-dessus la tête du procureur général en écrivant une lettre au premier ministre pour se plaindre du procureur général et de sa conception du travail policier?

L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont): En somme, le député de Trois-Rivières insinue qu'il y des gens qui trahissent. Il devrait donner des

précisions. Le directeur de la Sûreté provinciale, M. Josaphat Brunet, n'a jamais adressé de lettre au premier ministre pour se plaindre du procureur général et lui dire qu'il ne s'entendait pas avec lui. Il est arrivé que je ne me sois pas toujours entendu avec le directeur Brunet, sous l'angle policier et sur des points précis d'administration.

Il faut, dit-il, au département, considérer aussi l'angle juridique d'une question. Je donne au chef carte blanche et j'ai pleine confiance dans son travail. Cependant, dit-il, l'autorité suprême en matière d'administration des lois relève du département du procureur général et j'entends conserver cette autorité aussi longtemps que je détiendrai cette charge.

M. Johnson (Bagot): M. Brunet aurait offert sa démission au premier ministre parce que les affaires n'allaient plus avec son chef (l'honorable M. Lapalme).

L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont): Le directeur de la Sûreté n'a jamais adressé de lettre au chef du gouvernement pour se plaindre du procureur général en quoi que ce soit.

M. Tellier (Montcalm): C'est une preuve négative.

L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont): Inconcevable. Il est difficile d'obtenir l'unanimité à tous les échelons de la police provinciale. Je dis qu'il est à peu près impossible qu'en l'espace d'un an le directeur de la Sûreté et le département du procureur général, qui portent de lourdes responsabilités, s'entendent toujours sur toute la ligne. Pour ce qui de l'efficacité du directeur, je laisse à la population de la province le soin de juger de la différence qui existe entre M. Hilaire Beauregard et le chef actuel, M. Josaphat Brunet.

M. Johnson (Bagot): (Sur un ton moqueur) Puisque M. Brunet ne démissionne pas, c'est probablement la raison du désir du procureur général d'abandonner son poste et de démissionner¹⁹.

M. Bellemare (Champlain): Si vous vous entendez si bien avec le chef Brunet, comment se fait-il que les journaux ont répandu la rumeur de la démission de M. Brunet en raison de différends avec le procureur général? On commence à voir clair. Est-ce que ce n'est pas plutôt le procureur général de la province qui veut démissionner?

Quand on a débattu le bill sur les pensionnés de la Sûreté provinciale, l'an passé, le chef Brunet avait fait changer la loi. Cette année, il y a eu encore des changements. On se demande si la nomination de M. Brunet est une bonne nomination? Si c'était à refaire, est-ce qu'il ne choisirait pas son chef de police par ici²⁰?

L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont): Oui! J'espère toujours être relevé de mes fonctions de procureur général pour m'occuper d'autre chose²¹. Je souhaite même au directeur actuel ou à venir d'avoir toujours un procureur général qui lui laisse autant de latitude et qui le supporte autant que je l'ai fait, si jamais on exauce ma prière et que l'on me relève de ma charge.

M. Bellemare (Champlain): Quel autre poste le procureur général aimerait se voir confier, s'il abandonnait ses présentes fonctions?

L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont): Quel poste? Pas celui de juge.

M. Johnson (Bagot): C'est un aveu très clair que c'est le directeur de la Sûreté qui se plaint du procureur général et non le procureur général qui se plaint du directeur de la Sûreté.

L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont): Voyez comment on se comporte et comment on comprend de l'autre côté. M. Brunet est un Canadien français qui a obtenu les plus hauts postes dans la Gendarmerie royale, un des officiers les mieux qualifiés de la Gendarmerie royale canadienne. Il fut aussi en charge de la surveillance lors de la réunion des plus hauts stratèges pour les réunions du Traité de l'Atlantique Nord²². C'est un collaborateur compétent. Mais il n'a jamais trempé dans les campagnes électorales, même pas dans les patates frites²³.

(Applaudissements à droite)

Je fais l'éloge de M. Brunet depuis une demi-heure et le député de Champlain n'a pas encore compris. Oui, c'est un bon homme. C'est clair. Mais il est impossible qu'en une année un homme ne fasse pas d'erreurs, ne se trompe pas.

Des voix de l'opposition: Ah tiens!

L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont): Les agents reçoivent l'ordre de faire observer strictement la loi, mais il revient au procureur

général de juger si des erreurs ont été commises. C'est son devoir. Je tente d'humaniser les mesures prises par les policiers. Nous recevons rapports sur rapports de la police de la route, de la police des alcools. Ainsi, quand un débit d'alcool sert des breuvages alcooliques un soir, jusqu'à 2 h 05 alors que la loi stipule qu'il ne doit pas le faire après 2 heures, je ne crois pas qu'il y ait de quoi fouetter un chat. Quand un automobiliste est accusé d'avoir roulé à une vitesse de 62 milles à l'heure quand la loi précise qu'il ne doit pas dépasser 60 milles à l'heure, je ne crois pas qu'il s'agisse là de conduite vraiment dangereuse. Le procureur ne doit pas être un "yes man". Le procureur général doit étudier chaque cas en tenant compte non seulement du point de vue de la police, mais de considérations juridiques.

Je fais l'éloge du directeur général de la police en particulier, comme je fais celui de la police provinciale en général, mais je persiste à croire que si le policier doit faire observer la loi, il y a des cas où il est du devoir du département du procureur général d'humaniser la loi. Je ne prétends pas que tout va pour le mieux dans le meilleur des mondes, dans la police provinciale. Nous admettons que la police a été trop sévère dans bon nombre de cas. Il a même fallu, à l'occasion, prendre des mesures disciplinaires, imposer des sanctions et parfois recourir à la suspension. Nous avons même eu des agents de police en état d'ivresse. Mais, dans l'ensemble, la police provinciale a abattu de l'excellente besogne, et la réorganisation qui s'y poursuit entraîne des résultats heureux.

Des choses arrivent sur lesquelles le procureur général n'a aucun contrôle. C'est la première fois que j'en parle, et j'en parle parce qu'il le faut. Il devient nécessaire de signaler à l'attention de tous la faiblesse et la complaisance des tribunaux envers les criminels. Il y a aussi la question des cautionnements. Alors que les procureurs de la couronne indiquent clairement aux juges qu'il y a danger à rendre la liberté à tel ou tel accusé ou bandit, ces derniers obtiennent quand même leur libération sous cautionnement. Il arrive même que, tout de suite après son élargissement, un de ceux-ci ait commis un autre crime.

Bien plus, les tribunaux condamnent souvent des gens reconnus coupables de crimes à des peines pas plus importantes que celles qu'on impose à ceux qui vendent illégalement des boissons alcooliques. Il y a à l'heure actuelle des procédés d'alibi et de parjure qu'on essaie de percer à jour et qui permettent aux bandits de passer à travers les mailles du filet de la justice. Je crois nécessaire de dire que

dans certaines juridictions criminelles²⁴, il y a des libérations pour le moins prématurées puisque, immédiatement après la remise en liberté, selon ce que m'a dit le directeur de la Sûreté provinciale, d'autres actes illégaux sont perpétrés.

Il (l'honorable M. Lapalme) reconnaît que ce problème relève d'un autre gouvernement, celui d'Ottawa en l'occurrence. La solution du crime, elle n'est pas prête d'être trouvée. Le chef de l'opposition a certainement lu comme moi beaucoup de thèses là-dessus. Il sait ce que je veux dire. Dans mon opinion, je ne sais pas si jamais on sera capable de diminuer le nombre des actes criminels autrement que par une action de la police et en dépit de toutes les thèses exposées sur la réhabilitation des criminels.

Est-ce que la réhabilitation avant ou après le crime apportera une solution? Je ne le sais pas. Pour ma part, je crois que tout en acceptant le principe de toutes les suggestions qui sont faites, il faut tout de même aller au plus urgent dans la solution du problème, c'est-à-dire l'organisation de la police. Le plus grand élément protecteur de la société est la police, toujours selon mon point de vue.

Ces thèses et ces opinions portent à confusion et, après y avoir longuement songé, j'en suis venu à la conclusion que la police est encore le meilleur moyen de lutter contre le crime. Certes, malgré les millions et les millions qu'on projette de dépenser pour la police dans la province, à Montréal et dans les autres grandes villes américaines, alors que la population des villes augmente continuellement, je ne puis pas maintenant voir ou prévoir que demain il y aura moins de criminels. Je suis convaincu que c'est encore la police qui demeure le plus grand moyen de protection de la population contre les criminels.

On ne fera jamais disparaître totalement la perpétration de crimes, mais on peut tenter par tous les moyens d'en faire diminuer le nombre. Le procureur général, celui d'hier, celui d'aujourd'hui ou celui de demain, a pour mission de donner au peuple la meilleure police qui soit. Je ne veux pas décerner à la police provinciale un brevet de perfection²⁵, mais je crois que le travail de réorganisation de la Sûreté provinciale est en bonne voie. J'ai tout de même l'impression très nette d'une amélioration sensible à la Sûreté, sous la direction de son nouveau chef, et qu'elle est en voie de devenir plus efficace qu'elle ne l'était dans le passé.

Il arrive qu'on s'adresse au procureur général pour obtenir le pardon d'un inculpé, mais, dans ces cas, il s'agit de petits crimes et non de criminels qui ont commis des hold-up ou qui ont tenté de tuer. Il

faut tout examiner. Il ne s'agit pas évidemment de remise de peine à des criminels endurcis, mais souvent d'offense contre la loi des alcools, etc. Ainsi, on aura plus de pitié pour un père de famille qui a déjà purgé une bonne partie d'une faible sentence. Dans le cas des grands criminels, il y a danger à les remettre en liberté, parce qu'ils iront commettre d'autres crimes.

M. Leclerc (Charlevoix): Si, quand il était dans l'opposition, le procureur général (l'honorable M. Lapalme) actuel apprenait que nous demandions à la police provinciale d'user d'un peu de tolérance à l'égard des cultivateurs, sur la route, il nous accusait d'injuste tolérance. Il nous critiquait violemment alors que nous cherchions tout simplement à être humains. Aujourd'hui, les rôles étant changés, le procureur général semble vouloir être humain quand les circonstances le justifient. Pour ma part, dans l'application du Code de la route, je suis d'avis qu'il y a des cas où il faut être humain, et je félicite le procureur général de l'avoir compris maintenant.

Il félicite le procureur général d'avoir fait preuve d'humanité et de charité à l'endroit de policiers qui, après avoir expié leur faute, ont été réintégrés dans la police parce qu'ils avaient une famille à faire vivre. Je trouve étrange, dit-il, que dans l'opposition, le procureur général n'admettait pas que l'on puisse se montrer tolérant et humain à l'endroit des pères de famille. Il a enfin compris que parfois la tolérance est de mise. Ce n'est pas la même chose d'être administrateur d'un ministère et d'en être la critique dans l'opposition. Le procureur général a compris pourquoi, sous l'ancien régime, on avait aussi de la pitié pour certaines personnes qu'on voulait aider à se réhabiliter.

L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont): dit qu'il tient à montrer la nuance qu'il y a dans le fait d'accorder le pardon à un condamné et le fait d'instituer une tolérance qui faisait que la justice fermait les yeux sur les crimes. Des cas de pardon, dit-il, tous les députés en reçoivent et le département du procureur général doit leur consacrer chaque jour son attention.

M. Johnson (Bagot): Il est nécessaire de réviser la liste des permis de port d'arme à feu, à cause de l'actuelle vague de crimes qui s'annonce importante. Il importe de faire preuve de sévérité. Le procureur général affirme qu'il s'agit d'une décision de la police. Je crois pourtant que c'est la responsabilité du procureur général et de la Chambre

de voir à réviser les normes qui servent à la police pour prendre ses décisions.

Il y a des plaintes contre la politique que suit le directeur de la police provinciale, lorsqu'il s'agit d'accorder ou de renouveler un permis de port d'arme. Le directeur de la Sûreté provinciale a supprimé des milliers de permis de port d'arme. Des milliers de personnes se plaignent à travers la province d'avoir perdu leur permis de port d'arme. Qu'est-ce que le gouvernement entend faire de ces plaintes et requêtes? Il ne faut pas laisser l'arbitraire régner. De nombreuses personnes se plaignent de ce qu'on leur a enlevé leur permis de port d'arme.

M. Bellemare (Champlain) demande au procureur général s'il est vrai que plusieurs personnes autrefois munies d'un permis de port d'arme en sont privées.

L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont): Il appartient au directeur général de la Sûreté de prendre des décisions dans le cas des permis de port d'arme. Dans aucun cas, le département du procureur général n'est intervenu. C'est vrai que les permis ont tous été révoqués et que très peu ont été accordés par la direction nouvelle. C'est un travail de police que j'approuve. On n'a qu'à regarder l'histoire de la province pour voir quel usage on a fait des permis de port d'arme. Dans certains cas, il y avait des permis et cela a mal tourné. Il est de mon pouvoir de faire cesser cette habitude de donner la permission de porter des armes à tous et à n'importe qui. Il y a même des millionnaires qui sont venus se plaindre.

M. Johnson (Bagot): Cependant, il ne faut pas que le retrait d'un permis soit laissé à l'arbitraire ou au caprice d'un homme, dans ce domaine important. Le gouvernement doit établir les normes sur lesquelles les policiers se basent pour prendre leurs décisions. Sur quels règlements, sur quels principes de base s'appuie le directeur de la police provinciale pour retirer leur permis à des gens qui l'avaient depuis 30, 40 ans? Dans mon comté, plusieurs personnes se sont plaintes qu'on leur ait refusé soudainement ce permis après l'avoir détenu pendant 20 ans.

L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont): Le port d'arme est défendu d'une façon générale en vertu de la loi. Il est interdit de porter une arme à feu sur soi, mais il y a certains cas où une personne peut recevoir ce privilège, et c'est à la police de décider

de ces cas. Pour obtenir un permis de port d'arme, il faut avoir des raisons valables et pouvoir l'expliquer clairement. Pour le cas d'un messenger de banque, c'est très clair qu'il a droit de porter une arme, mais ce n'est pas le cas de celui qui demande un permis pour garder une arme dans un tiroir par habitude. Il s'agit d'un caprice, et ce n'est pas le caprice du directeur de la Sûreté. Des gens réclament un permis sans raisons suffisantes.

Dans le passé, la police était trop généreuse de ce côté. L'expérience prouve que ceux qui détenaient ces permis ou bien ne se sont jamais servis de leur arme, ou bien s'en sont servis à mauvais escient. Je me rappelle un cas où une personne a demandé un permis de port d'arme parce qu'elle allait passer ses vacances à Nassau, aux îles Bahamas. Je me souviens d'un autre cas: la demande de permis n'était accompagnée d'aucune explication. Naturellement, elle a été suivie d'un refus. Le directeur général a donc décidé de refuser un permis à toute personne qui ne fournit pas des raisons sérieuses. Comme souvent on avançait des raisons folichonnes, des milliers de permis n'ont pas été renouvelés.

Dans certains cas, il y a eu des plaintes de la part de ceux qui croyaient avoir droit à un permis et, dans chaque cas, il y a eu enquête. L'assistant-procureur général, Me Charles-Édouard Cantin, a fait faire une enquête pour voir si les raisons invoquées pour motiver la demande de permis étaient bonnes. Si le département croit que les raisons invoquées sont bonnes, le dossier est transmis au chef de la police provinciale à Montréal, qui, dans certains cas, a révisé sa décision.

J'ai eu connaissance personnellement que les raisons invoquées étaient souvent inacceptables. À un moment donné, des hold-up ont été commis au moyen d'armes que les voleurs se sont procurées grâce à un système établi pour contourner la loi.

Il y a eu formation de clubs de tir. Puis on apprit qu'ils étaient au service d'une compagnie qui vendait des armes. La compagnie passait une action de club à l'acheteur qui voulait se procurer une arme. Il est en preuve que des hold-up ont eu lieu en se servant d'armes obtenues par le moyen de ces clubs de tir. Il y a des gens qui ont été tués parce qu'ils avaient une arme à feu et qu'ils ont voulu s'en servir.

De toute façon, le directeur de la police provinciale a la haute main sur la responsabilité de décider du permis de port d'arme, et il suit une politique très rigoureuse que le département appuie 100 %. C'est un travail de policier. Le chef de la Sûreté, qui a suspendu des milliers de permis de port

d'arme, a été très sévère dans ce domaine et je l'appuie entièrement. Je ne connais personne qui ait sauvé sa vie parce qu'il avait une arme sur lui, alors que je connais des personnes qui ont été victimes de meurtriers qui avaient un permis de porter une arme.

M. Bellemare (Champlain) demande au procureur général de lui fournir les noms de quelques personnes auxquelles un permis a été refusé. Il dit qu'il voudrait ainsi être en mesure de dire aux intéressés que leurs demandes sont parvenues à qui de droit et leur faire part des raisons du refus.

L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont) accepte en disant que le département fera confirmer les renseignements et que les dossiers seront envoyés au directeur général de la Sûreté.

M. Bellemare (Champlain) demande au gouvernement d'ouvrir de nouveau le poste de Sainte-Anne-de-la-Pérade. Ce poste créé en 1947, dit-il, pour le district compris entre les régions de Montréal et de Québec, a rendu de si grands services à la population pendant 12 années et son personnel a effectué l'arrestation de voleurs d'autos, de bandits notoires.

Il insiste sur l'importance d'avoir de nouveau un poste de police à Sainte-Anne-de-la-Pérade à cause de l'intense activité du tourisme hivernal. Le carnaval et la pêche des petits poissons des chenaux, dit-il, attirent de décembre à février, chaque année, des milliers de visiteurs, ce qui constitue une richesse formidable pour la population. Malheureusement, la police municipale n'est pas suffisante pour le maintien de l'ordre. Il fait l'éloge d'un policier qui était attaché au poste de Sainte-Anne-de-la-Pérade et qui s'est distingué à plusieurs reprises en remplissant son devoir, au péril de sa vie parfois. Il demande au procureur général de réengager ce policier qui se trouvait à ce poste au moment où il fut décidé de le fermer.

L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont): Le directeur de la police provinciale, M. Josaphat Brunet, m'a recommandé, en certains cas, de rouvrir un certain nombre de postes de police dans la province de Québec. Il est fort possible que mon ministère établisse de nouveaux postes dans les régions de Montréal, Richmond, Lacolle, Sainte-Anne-de-la-Pérade, Taschereau, Témiscamingue, Coteau-Station, Parent, Hemmingford, L'Assomption, Rivière-de-la-Grande-Baleine. Dans le district de Québec, on a recommandé d'établir des postes à

Laurier-Station, Saint-Jean-Port-Joli, Saint-Michel de Bellechasse, Rivière-au-Tonnerre, Rivière-Bloue.

M. Gabias (Trois-Rivières): (Au ministre de la Famille et du Bien-être social) En est-on venu à une entente sur le bureau régional de la Sûreté provinciale entre Asbestos et Richmond?

L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont): Le directeur Brunet a déterminé l'endroit à Richmond. D'ailleurs, les députés n'ont pas été consultés sur le choix des villes, et je dois dire ici que ça n'a pas eu l'heur de plaire à tout le monde.

M. Gabias (Trois-Rivières): Pourtant, le député de Richmond (l'honorable M. Lafrance) a fait des démarches.

Il demande au ministre du Bien-être social si on l'avait consulté avant de choisir Richmond au lieu d'Asbestos. Les deux villes sont situées dans le comté du ministre, dit-il.

L'honorable M. Lafrance (Richmond): J'ai fait une suggestion, mais le directeur Brunet a décidé d'établir le poste de police à Richmond avec des raisons...

M. Gabias (Trois-Rivières): Dans les journaux, on parlait d'une colère et d'une déclaration violente du député de Richmond qui désirait voir le bureau de la Sûreté s'établir à Asbestos. N'est-ce pas une tentative de patronage que de condamner à l'avance une décision qui serait prise par le directeur de la Sûreté provinciale?

L'honorable M. Lafrance (Richmond): Le député de Richmond n'a jamais fait de colères.

Des voix ministérielles: Allez, allez, cherchez-vous à le faire fâcher?

M. Gabias (Trois-Rivières): C'est du patronage.

M. Bernatchez (Lotbinière) demande au procureur général si le nouveau poste de Laurier-Station n'entraînera pas la disparition du poste de Deschaillons.

L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont): L'établissement d'un poste de police à Laurier-Station n'entraînera pas la fermeture du poste de Deschaillons. Le gouvernement provincial songe à installer un poste de la Sûreté provinciale à Fort-

Chimo dans le Nord du Québec, parce que la Gendarmerie royale, qui avait charge de ce secteur depuis plusieurs années, vient de l'abandonner. Il faudra plusieurs mois avant que ce projet soit réalisé.

À 6 heures, la Chambre suspend ses travaux.

Reprise de la séance à 8 heures

Subsides:

Budget des dépenses 1962-1963

En comité:

Présidence de M. Bédard (Québec)

Le comité poursuit l'étude de la résolution 1, qui se lit comme suit:

1. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de douze millions neuf cent vingt-cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Sûreté provinciale du Québec (procureur général)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1963.

M. Russell (Shefford): Est-ce que des instructions sont données aux agents de la Sûreté pour leurs achats de pneus, de lubrifiants et d'essence?

L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont): Il n'appartient pas au département du procureur général de donner ces ordres au Service des achats, indépendant du département du procureur général.

M. Russell (Shefford): Mais qui donne des ordres aux agents?

L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont): Je ne sais pas. Mais je sais que les agents disposent de cartes de crédit et qu'ils peuvent les utiliser partout. J'ai du reste des plaintes des deux côtés. Des libéraux se plaignent que des garagistes qui ont été bien servis par l'Union nationale pendant 16 ans profitent encore des achats des agents. Du côté de l'Union nationale, même chose parce que des agents favorisent aujourd'hui des garagistes libéraux

reconnus. On m'a demandé de faire enquête sur ce sujet, mais elle n'a pas encore été faite. Trop de problèmes.

M. Russell (Shefford): Dans le comté de Shefford, des agents ont reçu l'ordre de ne plus faire d'achats chez certains garagistes. Pourquoi?

L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont): Les cas particuliers sont nombreux, je le sais. Mais est-il possible de tout contrôler dans le moindre détail?

M. Johnson (Bagot): Il faut relever une remarque qu'a faite le procureur général au sujet des "potato chips" et de l'ancien directeur général de la Sûreté provinciale. Quand on compare l'ancien directeur de la Sûreté provinciale au directeur actuel, il est plus logique d'établir sa comparaison sur les meurtres non solutionnés que sur les "potato chips". Là-dessus, je lui ferai remarquer qu'en 16 ans, sous le directeur Beauregard, la Sûreté n'a eu que deux meurtres seulement non solutionnés. En deux ans, sous le directeur Brunet, il y en a eu une bonne douzaine qui ne sont pas éclaircis.

Toutefois, le public se pose des questions sur l'efficacité de la Sûreté provinciale quand il fait des comparaisons entre l'époque actuelle et l'ancien temps. Lorsqu'il en juge l'efficacité, il est beaucoup moins impressionné par les "potato chips" que par les meurtres non solutionnés. Il est possible que le nouveau directeur général de la Sûreté provinciale impressionne peut-être le procureur général par le volume de paperasse qu'il déplace, par le nombre imposant de permis de port d'arme qu'il a annulés, par la belle tenue des rapports qu'il exige de ses agents. C'est peut-être fort impressionnant, mais ce n'est pas de la première importance.

La question importante pour la population de la province de Québec n'est pas là. La question n'est pas non plus de savoir si M. Beauregard avait des intérêts dans le commerce des "potato chips", mais il s'agit plutôt de savoir s'il arrêtait les meurtriers. Douze meurtres non solutionnés en deux ans pour M. Brunet! Deux meurtres non solutionnés en 16 ans pour M. Beauregard! C'est là une manière beaucoup plus sûre de juger l'efficacité de la police provinciale que celle qu'on utilise pour juger le directeur Brunet, à savoir s'arrêter sur le choix d'un uniforme pour la police ou voir de quelle façon un rapport doit être rédigé.

L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont): Je ne discuterai pas la question du nombre de

meurtres même si l'on mentionne deux meurtres non éclaircis en 16 ans, qui sont sans doute inexacts, car probablement quelques autres sont-ils tombés dans l'oubliette du temps. Personne ne peut avoir la même opinion sur tout. Mais je tiens à préciser que, dans les meurtres non solutionnés, il y a un certain nombre de règlements de comptes au sein de la pègre.

Permettez-moi de déclarer que, lors d'une affaire récente²⁶ et qui devra être classée parmi les meurtres non solutionnés, que je ne nommerai pas, je me contenterai de dire que ce n'est pas par chance que la police a trouvé le cadavre de la victime dans un endroit isolé et bien précis en campagne. Elle savait. La police sait qui a participé au meurtre. Elle sait aussi comment il a été perpétré.

Il s'agit d'un règlement de comptes au sein de la pègre, comme il s'en produit dans toutes les grandes villes du monde. Le meurtre dit "règlement de comptes dans le monde de la pègre" met en échec même Scotland Yard. La police provinciale n'est pas meilleure que les autres polices. Souvent elle connaît les coupables et les circonstances, mais ne peut faire de cause judiciaire.

Pour être plus précis que le procureur général, mais pas trop afin de ne pas s'attirer les foudres de l'avocat en question, on peut dire qu'il s'agit d'un meurtre qui a été commis dans une ville de la banlieue de Montréal et que les principaux acteurs étaient des membres connus de la pègre. La victime avait été assassinée dans un bureau de la municipalité en question et son corps caché dans une grange à une trentaine de milles plus loin.

Mais, par la suite, la police n'a pu mettre la main elle-même sur aucun des témoins importants. Malheureusement, un avocat connu est allé livrer les témoins un à un, au compte-gouttes, à la police. Pendant plusieurs jours, l'avocat a eu tous les témoins à sa disposition et il a eu tout le loisir du monde de les cuisiner avant d'affronter la police.

Ce meurtre est présent à l'esprit de tous. La police connaît tous les dessous de l'affaire, mais le procureur général est incapable, juridiquement, d'inculper un seul des témoins. Policièrement, le meurtre est solutionné, mais, juridiquement, il a été impossible de le solutionner.

Pour mieux juger de la police, pour établir une moyenne plus juste envers elle, il faut non pas se baser uniquement sur le nombre de meurtres non solutionnés, mais plutôt sur le nombre de descentes, de saisies, de causes faites par la police provinciale.

Or, depuis un an, la police provinciale a fait plus en ce domaine que tout ce qui a été fait dans le

passé. Le nombre d'enquêtes criminelles faites par la police provinciale, en 1961, s'est chiffré par 33,965, accusant une augmentation de 4,381 sur l'année précédente. La police provinciale a fait l'an dernier 1,032²⁷ enquêtes de plus que l'année précédente dans la région de Québec. Elle a fait 10,621 enquêtes en 1961 et 9,500²⁸, en 1960. Le nombre annuel des enquêtes menées par la police provinciale a augmenté de 3,329 dans la région de Montréal. Elle a mené 23,344 enquêtes en 1961 et 20,015, en 1960. La réorganisation de la police provinciale a débuté il y a un an à peine, et je ne suis pas en mesure moi-même de dire si c'est une réussite ou non.

Ainsi, par exemple, le travail de réorganisation de la police de Montréal commence seulement. Et c'est à Montréal que l'on trouve le plus grand nombre de meurtres non éclaircis. C'est généralement dans cette ville que les meurtres originent. Et la police de Montréal est le corps policier le plus imposant de la province. Elle compte près de 3,000 hommes, alors que la Sûreté provinciale ne compte que de 1,300 à 1,400 hommes et qu'elle a à surveiller toute l'étendue de la province. En résumé, je crois que la réorganisation de la police provinciale a toutes les chances du monde de réussir et, pour ma part, j'accorde encore tout mon appui au directeur général de la Sûreté provinciale.

Des députés de l'opposition se plaignent que les policiers provinciaux font trop de zèle à propos des infractions au Code de la route et posent des questions au procureur général (l'honorable M. Lapalme) à ce sujet. Tous les jours, disent-ils, ce sont des centaines d'infractions mineures, d'aucune importance, qui viennent sur le bureau des assistants du procureur général.

M. Dozois (Montréal-Saint-Jacques): Le bureau du procureur général a-t-il pris les dispositions nécessaires pour qu'un automobiliste accusé d'une infraction quelconque au Code de la route en soit avisé avant trois mois? On m'a signalé un certain nombre de cas où l'automobiliste reçoit une contravention pour une offense qu'il aurait commise trois mois plus tôt! Comment voulez-vous que l'automobiliste puisse se défendre quand il ne s'est même pas rendu compte, trois mois plus tôt, qu'il violait le Code de la route?

M. Gabias (Trois-Rivières): Je trouve stupide la façon dont les agents de la police provinciale veillent à l'application du code de la route. Je trouve stupide qu'un agent dresse une contravention à un

cultivateur parce qu'il a franchi la route, pour se rendre dans son champ, sans être muni d'un permis de conduire. Quand on interroge les agents de la police provinciale, ils reconnaissent eux-mêmes qu'ils ne se conduisent pas avec beaucoup d'intelligence, mais ils se défendent en disant qu'ils sont obligés de faire ce qu'on leur demande, sous peine de perdre leur emploi.

Il proteste contre le fait que les policiers provinciaux se cachent sur la route pour surprendre les automobilistes en faute. Les instructions nouvelles données aux policiers de la route, dit-il, au lieu d'en faire des patrouilleurs humains, en font des robots, des êtres qui ne se servent pas plus qu'il ne faut de leur jugement. Les agents ont reçu des ordres de faire des causes pour prouver qu'ils accomplissent leur devoir.

L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont):

Des renseignements pris auprès du directeur Brunet me permettent de nier cette affirmation du député de Trois-Rivières. Je suis personnellement d'opinion que les policiers devraient rester bien à la vue sur la route. Il s'agit, dit-il, de prévenir les dérogations aux lois et non pas de surprendre ceux qui sont en infraction.

Toutes les infractions à la loi des véhicules-moteurs et au code de la route sont maintenant rapportées par les policiers provinciaux directement au département du procureur général où elles sont étudiées une à une avant de décider si une plainte doit être portée devant les tribunaux.

Il y a eu quantité de causes faites un peu partout dans la province. Il est même arrivé qu'une seule arrestation ait donné lieu à trois causes. Il (l'honorable M. Lapalme) demande d'avertir les procureurs du gouvernement dans les différents districts qu'il ne tolérerait pas cette façon de procéder.

Il reste cependant que des centaines d'automobilistes sont techniquement en faute avec la loi, dit-il. Un conducteur qui circule avec un véhicule dont un des feux est éteint viole la loi, et le policier qui le rencontre doit le rapporter au département du procureur général, qui juge lui-même si la plainte doit être continuée en cour. Si le policier ne fait pas son rapport, il peut être accusé de vouloir protéger l'automobiliste pris en faute. Je préfère que la police soit sévère, parce que, dans cette situation, le procureur général peut apporter des corrections, tandis que, si la police n'est pas assez sévère, il n'y a rien à faire.

M. Gabias (Trois-Rivières): Pourquoi certaines automobiles de la police provinciale ne sont plus

identifiées par les lettres GP comme les autres véhicules du gouvernement provincial?

L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont): Ceci est élémentaire. Un détective à la poursuite d'un criminel ne doit pas s'identifier lui-même partout où il passe. Nous avons des autos de police qui portent des plaques de l'État de New York et de la province de l'Ontario. Le 1^{er} mars 1962, les 523 automobiles utilisées par les détectives appartenaient toujours à la Sûreté. Le 1^{er} mars 1961, 330 voitures appartenaient aux détectives eux-mêmes qui recevaient \$0.10 du mille. Une économie sensible a été réalisée. Les frais de voyage ont été réduits de \$150,000 par suite d'une politique plus rigoureuse, qui exige l'autorisation de tout déplacement. La majorité des autres postes n'affiche qu'une légère diminution.

M. Bernatchez (Lotbinière): Dans mon comté, des agents sont très sévères envers les cultivateurs qui en souffrent. Ils font des rapports, dit-il, pour des infractions comme une lumière défectueuse, un garçon de ferme ou un fils de cultivateur qui monte sur son tracteur pour faire une petite course sans avoir en poche son permis de conduire; un cultivateur qui n'affiche pas un permis sur un tracteur ou autre véhicule de ferme. Un cultivateur s'en allant le matin en tracteur de sa ferme à la beurrerie, dit-il, peut se faire arrêter s'il a eu le malheur d'oublier chez lui son permis de conduire. Ces agents font trop de zèle. Un fils de cultivateur a dû coucher en prison.

Au poste de police de Deschailhons, en février, il y a eu une émeute parce que l'officier en devoir a donné des ordres trop sévères à un subalterne. D'ailleurs, ces policiers de la route sont tous des gens qui se déclarent obligés de faire du zèle pour conserver leur emploi. C'est au procureur général de faire cesser la procession des gens de la campagne au palais de justice de Québec ou aux autres palais de justice. Est-ce que le procureur général est au courant?

L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont): Cet officier a été suspendu. Je ne veux pas dire que tous les agents sont parfaits. Je veux dire que, lorsqu'ils font respecter la loi, ils ont l'appui de l'autorité. J'admets que parfois des policiers ont fait preuve d'un trop grand zèle, ont commis des actes graves. Il appartient au procureur général de juger si des erreurs n'ont pas été commises.

M. Bernatchez (Lotbinière): Nous sommes d'accord avec le procureur général, mais nous sommes aussi d'accord avec le gros bon sens et avec

l'U.C.C.²⁹ qui a déjà signalé au gouvernement les excès de zèle des agents dans les régions rurales. Sans donner d'ordre au directeur Brunet, le procureur général devrait lui demander de conseiller à ses hommes de faire usage de leur tête.

M. Russell (Shefford): Est-il nécessaire que les policiers de la route se cachent dans les broussailles et, lorsqu'ils circulent sur la route, qu'ils ne fassent pas fonctionner le feu clignotant de leur voiture, afin de pouvoir arrêter plus d'automobilistes?

L'honorable M. Pinard (Drummond) dit qu'il supporte totalement son collègue (l'honorable M. Lapalme) et dit qu'il veut révéler le véritable visage que doit refléter le corps policier provincial. L'opposition, dit-il, a porté des accusations contre le chef de la police provinciale...

M. Johnson (Bagot): On n'a pas porté d'accusations, on a demandé des explications!

L'honorable M. Pinard (Drummond): Quel est le rôle du chef de la police provinciale? Son rôle est de faire respecter les lois de la province. Que le député de Lotbinière ait eu des tracasseries dans son comté, c'est possible. Moi-même, j'en ai eu dans le mien. Il est difficile pour la population de la province qui a connu pendant 15 ans un régime de tolérance et de favoritisme, qui avait cours au temps de l'ancienne police et de M. Hilaire Beauregard, de connaître le vrai rôle du chef de la police provinciale.

Il est difficile de faire accepter le rôle de la nouvelle Sûreté provinciale par une partie du public. C'est la faute de l'Union nationale. Si vous aviez dompté la population de votre temps, nous n'aurions pas tant de difficultés, aujourd'hui, à lui faire respecter la loi!

M. Johnson (Bagot): Nommez des cas! Pour un cas que le député de Drummond peut nommer, je puis lui en nommer deux.

L'honorable M. Pinard (Drummond): Le gouvernement doit informer le public de l'application des lois. Il faut l'éduquer et supporter la police provinciale. Le nouveau directeur de la police provinciale n'a pas continué la distribution des cartes d'identité qui avait la vertu d'éloigner les policiers. Il n'y a pas de tolérance aujourd'hui dans la Sûreté provinciale, alors que, du temps du chef Hilaire Beauregard, il s'est émis des cartes d'identité et de port d'arme par milliers et par milliers.

M. Johnson (Bagot): Combien?

L'honorable M. Pinard (Drummond): Par milliers à des organisateurs politiques.

M. Johnson (Bagot): Combien à des organisateurs politiques?

L'honorable M. Pinard (Drummond): Tolérances aux organisateurs politiques. Le chef Beaugard ne faisait que dispenser des tolérances aux organisateurs politiques. Du temps du chef Hilaire Beaugard, les députés et les organisateurs de l'Union nationale bénéficiaient d'une immunité complète à l'égard de la loi. Quand ces gens commettaient des infractions, ils n'avaient qu'à montrer une carte signée par Beaugard et les policiers oubliaient leurs plaintes.

Le temps des tolérances est passé. Avec le gouvernement libéral, tous les citoyens, hommes politiques comme organisateurs, tombent sous le coup de la loi. Le gouvernement de la province fait campagne pour le respect des lois. C'est la population qui décidera du mérite ou du démerite de la nouvelle Sûreté provinciale.

M. Johnson (Bagot): Le député de Drummond vient de porter de grandes accusations en blanc. Pourtant, c'est le procureur général lui-même qui vient de dire que les infractions sont plus grandes que jamais. Il y a encore des erreurs, je le crois.

M. Gabias (Trois-Rivières): Dans tout cela, je crois qu'il s'agit d'une question d'éducation et non de domptage. Il ne s'agit pas de dompter ou de dresser la population. Je crois, par exemple, que la police provinciale ne doit pas user de moyens draconiens quand elle a affaire aux cultivateurs sur les routes.

Un député de l'opposition pose une question sur les nouveaux uniformes de la police provinciale.

L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont): Le gouvernement provincial prévoit dépenser une somme de \$400,000 pour doter les agents de la Sûreté provinciale de nouveaux uniformes, cette année. Le matériel a été acheté et on a demandé des soumissions pour la confection des uniformes. Le manque de matériel et la difficulté de marier les couleurs ont retardé la confection des nouveaux uniformes de la police provinciale. Un très grand nombre de policiers ont en main leur nouvel uniforme vert olive. Ils n'attendent que la permission

pour pouvoir le porter. D'ici quelques semaines, les nouveaux uniformes seront portés par les agents de la police provinciale³⁰.

Des députés de l'opposition lancent quelques tirades au ministre des Terres et Forêts qui avait eu lui aussi l'idée de doter les employés de son ministère d'uniformes³¹.

La résolution est adoptée³².

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) propose: 2. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de un million trois cent mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Poursuites au criminel (procureur général)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1963.

L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont) fait part de son intention de réorganiser les bureaux des substituts à Montréal et à Québec et d'engager des avocats d'expérience à plein temps. Le gouvernement, dit-il, a l'intention de nommer six nouveaux procureurs de la couronne permanents, quatre à Montréal, deux à Québec, pour compléter le personnel et accélérer la marche du rôle dans les cours criminelles. Actuellement, tous les procureurs de la couronne dans les villes sont officiellement employés à temps partiel mais, en réalité, ils travaillent à temps plein.

Il explique une augmentation de \$173,000 dans les dépenses de traitements des substituts du procureur général. Le montant global des salaires s'élèvera à \$435,800. Une somme de \$61,000 sera versée, dit-il, pour la reclassification de 30 substituts, de \$31,500 pour la nomination de trois substituts nouveaux, et de \$81,300 pour la réorganisation des bureaux des substituts à Montréal et à Québec.

Il qualifie la situation à Montréal et à Québec de tragique, les 14 cours criminelles de Montréal seules fonctionnant à l'année longue comme de véritables manufactures.

Les substituts en chef, dit-il, ont demandé la nomination de deux substituts permanents pour accélérer le travail, de façon à se reposer sur ces derniers pour le travail de routine. Actuellement, non seulement le substitut en chef doit diriger le bureau, mais il doit aussi aller devant les cours, de sorte qu'il ne peut tout faire. Mais, si le gouvernement demande à des avocats d'expérience d'abandonner leur pratique privée pour devenir des fonctionnaires, il faudra augmenter les salaires.

On n'obtiendra pas les services des avocats d'expérience pour les salaires de \$4,000 à \$9,500 que nous payons actuellement, ce qui représente le salaire actuel maximum des procureurs de la couronne. Mais tous sont rattachés à une étude et ne consacrent qu'une part de leur temps à la couronne. Il est devenu très difficile, à Montréal et à Québec en particulier, de trouver des substituts et, pour obvier à cette situation, on a songé à augmenter les salaires.

Les honoraires des procureurs à temps partiel doivent aussi être haussés. Les salaires des substituts dans les districts ruraux seront augmentés d'environ \$1,000; ceux des substituts de Montréal et Québec seront accrus de \$1,550 à \$2,000 environ. Il est plus facile de trouver des substituts permanents dans les districts ruraux. Dans les districts ruraux, les substituts sont rémunérés à raison d'une somme fixe pour chaque cause.

Il (l'honorable M. Lapalme) dit qu'on va faire une reclassement, puis une réorganisation, pour améliorer l'efficacité de nos cours. Les substituts et procureurs de la couronne sont actuellement débordés. L'an dernier, 31,200 causes se sont ajoutées, aux greffes de la paix, aux causes non terminées. Les substituts ont plaidé 220 causes en Cour d'appel.

La demande de substituts permanents a été endossée par les juges. La situation devient intenable, et les contribuables passent 18 mois, deux ans, trois ans à attendre un jugement. Les cours criminelles fonctionnent à l'année. Il (l'honorable M. Lapalme) dit qu'il veut qu'elles fonctionnent plus rapidement grâce à des substituts permanents. Nous allons essayer d'éliminer la partisanerie dans la sélection des candidats, dit-il. Le ministère aura de la difficulté à trouver des hommes permanents ayant la pratique de la loi criminelle dans le sang.

M. Johnson (Bagot) dit ne pas comprendre pourquoi on paierait mieux les avocats de la couronne alors qu'ils auront moins à faire. Il accuse le Parti libéral d'avoir révoqué certains procureurs, après sa victoire de 1960, seulement parce qu'ils avaient été nommés sous le gouvernement de l'Union nationale. J'en connais au moins quelques-uns, dit-il, qui auraient bien aimé conserver leur place après l'élection.

L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont): Ils avaient terriblement hâte de donner leur démission.

M. Gabias (Trois-Rivières) suggère que les substituts du procureur général nommés dans les

districts judiciaires ruraux aient l'occasion, après quelques années, d'aller poursuivre leur travail dans les grands centres comme Montréal et Québec. Il existe de grands criminalistes parmi ces avocats, dit-il.

L'étude de la résolution est suspendue³³.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté une résolution et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Ladite résolution est lue et agréée.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Ajournement

M. l'Orateur prononce l'ajournement.

La séance est levée.

NOTES

1. Le premier ministre fait allusion à la séance du 23 mars où il a dit au chef de l'opposition que l'ancien gouvernement unioniste avait déjà publié des annonces gouvernementales dans ses hebdomadaires *Le Temps* et *Notre Temps*.

2. Antoine Rivard (1898-1985). Député unioniste de Montmagny à l'Assemblée législative de 1948 à 1960. Ministre d'État de 1948 à 1950. Solliciteur général de 1950 à 1959 dans les cabinets Duplessis et Sauvé. Ministre des Transports et des Communications de 1954 à 1960 dans les cabinets Duplessis, Sauvé et Barrette. Procureur général de 1959 à 1960 dans les cabinets Sauvé et Barrette.

3. Selon *La Presse* du 28 mars 1962, à la page 21, le premier ministre apporte en Chambre des exemplaires du *Temps*, afin de prouver ses affirmations.

4. Lors de la séance du 20 mars, le ministre des Richesses naturelles (l'honorable M. Lévesque) a fait une déclaration ministérielle concernant l'état du barrage de Gayhurst à Lac-Mégantic. Le Dr Casagrande a été mandaté par la Shawinigan Water and Power, propriétaire du barrage, afin de vérifier l'état des lieux.

5. Selon *Le Soleil* du 28 mars 1962, à la page 3, M. Bellemare fait allusion à une conférence de presse de M. Lesage du 27 mars 1962 où il a révélé les détails du projet après une rencontre avec les membres de la Corporation du pont de Trois-Rivières. Pour plus d'information sur cette question, voir: *La Presse* du 27 mars 1962, aux pages 1 et 2; *L'Action catholique* du 27 mars 1962, à la page 6; *Le Montréal-Matin* du 27 mars 1962, à la page 8, et *La Tribune* du 27 mars 1962, aux pages 1 et 16.

6. Selon *Le Soleil* du 28 mars 1962, à la page 3, M. Bellemare est visiblement indigné lorsqu'il interpelle le premier ministre à ce sujet.

7. La motion du député de Champlain (M. Bellemare) est à l'ordre du jour du *Feuilleton* de la Chambre depuis le 1^{er} mars 1962.

8. Selon *The Gazette* du 28 mars 1962, à la page 1, M. Nobert est le secrétaire de la Corporation du pont de Trois-Rivières et l'ancien président de la Fédération libérale du Québec.

9. Selon *Le Nouvelliste* du 28 mars 1962, à la page 1, les deux députés se lèvent en même temps, mais c'est M. Bellemare qui parle le premier. Selon *Le Devoir* du 28 mars 1962, à la page 2, les deux députés parlent en même temps.

10. Selon *La Presse* du 28 mars 1962, à la page 21, le député de Champlain (M. Bellemare) range ses papiers sur un coin de son pupitre et s'apprête à quitter.

11. Selon *Le Nouveau Journal* du 28 mars 1962, à la page 8, le chef de l'opposition fait allusion au ministre des Richesses naturelles (l'honorable M. Lévesque) qui fut animateur à la télévision avant de se lancer en politique.

12. Selon *La Tribune* du 28 mars 1962, aux pages 1 et 10, des tollés ont surgi du côté ministériel quand M. Bellemare, hors de lui-même, frappait du poing sur la table et tentait vainement d'obtenir la parole.

13. Dans *La Voix de l'Est* du 28 mars 1962, à la page 2, on peut lire que M. Bellemare s'est exécuté

en comptant sur ses doigts chacun des mots "grossière", "manigance" et "publicitaire".

14. Selon *Le Devoir* du 28 mars 1962, à la page 1, cet échange a duré 15 minutes.

15. Selon *Le Droit* du 28 mars 1962, à la page 19, M. Lapalme est entouré des officiers supérieurs de son ministère lors de l'étude des crédits.

16. Selon *Le Montréal-Matin* du 28 mars 1962, à la page 11, M. Brunet reçoit le même salaire que les ministres et le chef de l'opposition.

17. Chiffres du *Devoir* du 28 mars 1962, à la page 6. Cependant, selon *Le Temps* du 5 avril 1962, à la page 16, les chiffres sont les suivants: F. Demiffonis, inspecteur, \$8,200; MM. Racine et Lecavalier, inspecteurs, \$7,100; MM. Leblanc, Tellier, Perret, Houle et Corriveau, sous-inspecteurs, \$7,100; MM. Lefebvre et Romain, sergents d'état-major, \$6,000. De plus, un autre membre de la GRC, M. Aubin, a été engagé à titre d'agent de la police provinciale, au salaire de \$5,800. Il y a donc 14 anciens membres de la GRC qui travaillent pour la Sûreté provinciale.

18. Il s'agit de M. Josaphat Brunet.

19. M. Bellemare fait allusion à la séance du 20 mars où M. Lapalme laissait entendre qu'il désirait ne plus occuper la fonction de procureur général, afin de se consacrer uniquement à son autre fonction de ministre des Affaires culturelles.

20. M. Bellemare fait allusion au fait que M. Brunet est un ancien officier de la GRC.

21. Selon *Le Montréal-Matin* du 28 mars 1962, à la page 11, un journal partisan, M. Lapalme fait un large geste de la main en disant cela.

22. Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN). Fondée le 4 avril 1949 à Washington. Elle a pour but de sauvegarder la paix, la sécurité et de développer la stabilité et le bien-être dans la région de l'Atlantique Nord. Elle assure aux Européens l'alliance des États-Unis contre toute agression.

23. Selon *Le Soleil* du 28 mars 1962, à la page 25, quelqu'un avait posé une question à savoir si le chef Beaugard avait été intéressé à un commerce de "potato chips". En fait, M. Beaugard était un distributeur de chips et dont les propriétaires de club et de taverne étaient obligés d'acheter s'ils ne

voulaient pas avoir de problèmes avec la police provinciale. À ce sujet, voici un extrait d'une conversation entre M. Beaugard et le premier ministre Duplessis lors de la grève des employés du textile à Louiseville, en 1952, que l'on retrouve dans l'ouvrage de Denys Arcand, *Duplessis*, aux pages 324 à 328:

Beaugard: "Je le sais. C'est pour ça qu'on a du trouble aussi."

Duplessis: "Oui, mais je te paye justement assez cher pour pas en avoir de troubles. Puis je ferme les yeux sur bien des affaires. Imagine-toi pas que je la connais pas la marque de chips que tous les boss de clubs puis de tavernes sont obligés d'acheter de toi, s'ils veulent pas avoir de troubles."

24. Selon *Le Devoir* du 28 mars 1962, à la page 1, le procureur général fait allusion à la Commission nationale des libérations conditionnelles, un organisme fédéral.

25. Expression employée par *Le Soleil* du 28 mars 1962, à la page 25. D'autres sources mentionnent plutôt l'expression "médaille d'or".

26. Selon *Le Montréal-Matin* du 28 mars 1962, à la page 10, il s'agit du meurtre de Rocky Pearson, un membre de la pègre. Selon *Le Nouveau Journal* du 28 mars 1962, à la page 8, son corps fut retrouvé sur une ferme de la Rive-Sud de Montréal, au cours de l'été 1961. La police avait appréhendé plusieurs suspects, dont un de Toronto, mais avait dû les relâcher après interrogatoire, faute de preuves.

27. Chiffre du *Soleil* du 28 mars 1962, à la page 25. *La Presse* du 28 mars 1962, à la page 21, mentionne plutôt 1,052 enquêtes.

28. Chiffre du *Soleil* du 28 mars 1962, à la page 25. *Le Nouvelliste* du 28 mars 1962, à la page 26, mentionne plutôt 9,569 enquêtes.

29. L'U.C.C. ou l'Union catholique des cultivateurs.

30. En 1962, une grande réforme touche la Sûreté provinciale du Québec. Avant cette date, la Sûreté était divisée en trois branches distinctes et chacune avait son propre uniforme. Il y avait la Gendarmerie avec un uniforme de couleur "blue-black" comprenant soit un veston court ou un veston long avec un col mao; il y avait la police de la route avec un uniforme de couleur sable; et la police judiciaire

qui n'avait pas d'uniforme, car elle était composée d'officiers civils. En 1962, le gouvernement réunifie ces trois branches et, pour faire un trait sur le passé, change la couleur des uniformes pour le vert olive. Le "blue-black" sera réservé pour les grandes occasions. Cela fut réalisé sur la même image que les uniformes de la GRC, tant sur la manière de tailler la coupe des uniformes, l'équipement et le képi. Il faut dire que les patrons de la Sûreté provinciale sont d'anciens officiers de la GRC à la retraite. La réforme de 1962 ne toucha pas seulement les uniformes, mais aussi les véhicules. Auparavant, ils étaient noirs avec les portières blanches pour devenir vert olive avec les portières jaunes. Source: Sûreté du Québec.

31. Cette blague revient souvent en Chambre et on y fait mention pour la première fois lors de la séance du 8 février 1962.

32. Selon *Le Droit* du 28 mars, à la page 19, la discussion et l'étude de cet item budgétaire ont duré cinq heures.

33. Selon *Le Soleil* du 28 mars 1962, à la page 5, cet item budgétaire est adopté, alors qu'en réalité il sera adopté à la séance du 5 avril.

